



BIBLIOTECA LUCCHESI-PALLI

I.^a SALA

SCAFFALE

119

PLUTEO

11

N. CATENA

24

I. 18. IV. 24.

LES
MURAILLES POLITIQUES

FRANÇAISES

4 SEPTEMBRE 1870

A

18 MARS 1871

PARIS
LE CH. VALIER, ÉDITEUR

61, RUE RICHELIEU, 61

1875

24939

LES
MURAILLES POLITIQUES
FRANÇAISES

Paris. — Imprimerie Moderne (Berthier, dir.), rue L.-J.-Roussin, 8.

LES
MURAILLES POLITIQUES
FRANÇAISES

Depuis le 18 Juillet 1870 jusqu'au 25 Mai 1871

AFFICHES FRANÇAISES ET ALLEMANDES

LA GUERRE — LA COMMUNE
PARIS — PROVINCE



1874

LE CHEVALIER, ÉDITEUR
61, RUE RICHELIEU, 61
PARIS.

LES
MURAILLES POLITIQUES
FRANÇAISES

DEPUIS
LE 4 SEPTEMBRE 1870

La Livraison, 10 centimes.

PAR POSTE
15 centimes

PARIS
ARMAND LE CHEVALIER, ÉDITEUR

61, RUE RICHELIEU, 61

—
1873

Rien de ce qui peut apporter la lumière dans l'histoire ne doit être négligé.

Les affiches sont l'histoire écrite pour tous, au jour le jour, dans les rues, sur les murailles.

Elles sont l'expression la plus vraie, vivante en quelque sorte, des faits.

Et que de faits depuis cette date mémorable : 4 septembre 1870 !

Un ardent collectionneur a mis à notre disposition la précieuse collection, collection sans lacunes, qu'il a commencée dès cette époque.

C'est sa reproduction *fac-simile* que nous offrons au public, persuadé à l'avance qu'elle sera bien accueillie par lui.

L'ÉDITEUR.

FRANÇAIS !

**Le Peuple a devancé la Chambre qui hésitait.
Pour sauver la Patrie en danger, Il a demandé
la République.**

**Il a mis ses représentants non au pouvoir, mais
au péril.**

**La République a vaincu l'invasion en 1792;
la République est proclamée.**

**La Révolution est faite au nom du droit du
salut public.**

**Citoyens, veillez sur la Cité qui vous est
conflée; demain vous serez, avec l'armée, les
vengeurs de la Patrie !**

**Emmanuel Arago,
Crémieux,
Dorian,
Jules Favre,
Jules Ferry,
Guyot-Montpayroux,
Léon Gambetta,**

**Garnier Pagès,
Magnin,
Ordinaire,
E. Pelletan,
Ernest Picard,
Jules Simon.**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE POLICE

Aux Habitants de Paris,

Après dix-huit ans d'attente, sous le coup de nouvelles nécessités, les traditions interrompues au 18 Brumaire et au 2 Décembre sont enfin reprises. Les Députés de la gauche, après la disparition de leurs collègues de la majorité, ont proclamé la déchéance. Quelques instants après, la République était acclamée à l'Hôtel-de-Ville.

La révolution qui vient de s'accomplir est restée toute pacifique; elle a compris que le sang français ne devait couler que sur le champ de bataille. Elle a pour but, comme en 1792, l'expulsion de l'étranger.

Il importe donc que la population de Paris, par son calme, par la virilité de son attitude, continue de se montrer à la hauteur de la tâche qui lui incombe, à elle et à la France.

C'est pour cette raison qu'investi par le Gouvernement provisoire de pouvoirs dont on a tant abusé sous les régimes antérieurs, j'invite la population parisienne à exercer les droits politiques qu'elle vient de reconquérir dans toute leur plénitude, avec une sagesse et une modération qui soient de nature à montrer à la France et au monde qu'elle est vraiment digne de la liberté.

Notre devoir à tous, dans les circonstances où nous sommes, est surtout de nous rappeler que la Patrie est en danger.

Au moment où, sous l'égide des libertés républicaines, la France se dispose à vaincre ou à mourir, j'ai la certitude que mes pouvoirs ne me serviront que pour nous défendre contre les menées de ceux qui trahiraient la Patrie.

Paris, le 4 Septembre 1870.

Le Préfet de Police,
Cte DE KERATRY.

Par le Préfet de Police :
Le Secrétaire général,
ANTONIN DUBOST.

DÉPÊCHE

TÉLÉGRAPHIQUE

Paris, le 4 Septembre 1870.

Le Ministre de l'Intérieur aux Préfets :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

La déchéance a été proclamée au Corps Législatif.

La République a été proclamée à l'Hôtel-de-Ville.

Un Gouvernement de défense nationale composé de onze membres, tous députés de Paris, a été constitué et ratifié par l'acclamation populaire.

Les noms sont :

EMMANUEL ARAGO, CRÉMEUX, JULES FAVRE, FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

Le général TROCHU est à la fois maintenu dans ses pouvoirs de Gouverneur de Paris et nommé Ministre de la Guerre en remplacement du général PALIKAO.

Pour le Gouvernement de la défense nationale :

Le Ministre de l'Intérieur,

LÉON GAMBETTA.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité

Dépêche Télégraphique.

4 septembre 1870, 8 heures 53.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,

La déchéance a été proclamée au Corps législatif.

La République a été proclamée à l'Hôtel-de-Ville.

Un gouvernement de Défense nationale composé de 11 Membres, tous Députés de Paris, a été constitué et ratifié par l'acclamation populaire.

LES NOMS SONT :

MM. Emmanuel Arago.

Crémieux.

Jules Favre.

Ferry.

Gambetta.

Garnier-Pagès.

MM. Glais-Bizoin.

Pelletan.

Picard.

Rochefort.

Jules Simon.

Le Général TROCHU est maintenu dans ses pouvoirs de Gouverneur de Paris, et nommé Ministre de la Guerre en remplacement du Général Palikao.

Veuillez faire afficher et proclamer la présente déclaration pour le Gouvernement de Défense nationale.

2^e DÉPÊCHE, 4 Septembre 1870, 7 heures 35.

Paris est debout.

Le nouveau gouvernement est acclamé partout. Enthousiasme et pas le moindre désordre.

Le Général TROCHU est nommé Ministre de la Guerre.

GAMBETTA, Ministre de l'Intérieur.

CRÉMIEUX, Ministre de la Justice.

JULES SIMON, Ministre de l'Instruction publique.

DE KÉRATRY est nommé Préfet de Police.

ETIENNE ARAGO, Maire de Paris.

Pour Copie :

LE MAIRE,
MOREAUX.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE GRENOBLE

Chers Concitoyens,

Après dix-huit ans de honte et de malheur, nous saluons de nouveau la République — notre chère République de 1792 et de 1848.

Vous savez combien elle fut pure et comment elle a été odieusement assassinée. Aujourd'hui ELLE NOUS APPARTIENT et nous répondons tous de sa durée, de son avenir, devant la conscience publique et devant l'histoire.

Mais, vous le savez aussi, République c'est le symbole de l'ordre autant que de la liberté. Pourquoi faut-il que ce soit en ce moment le symbole de l'indépendance nationale ?

Eh bien ! jurons ici que cette grande tâche n'est pas au-dessus de nos forces. Nous aurons l'ordre, nous aurons la liberté et nous vaincrons nos ennemis.

Les membres de la Commission municipale provisoire exécutive :

ANTHOARD,
Auguste ARNAUD,
DESAYES,
EYMARD-DUVERNAY,
JULHIET,
REFAIT,
Édouard REY.

Les membres de la Commission municipale provisoire délibérante :

BANDEL,
Victor BIGOURDAT,
Ernest CALVAT,
DUHAMEL,
DURANTON,
DANTART,
JUVIN,
LEBORGNE père,
MICHAL-LADICHÈRE,
PÉLISSIER,
PINET,
SORRET,
TONNELIER.

AU PEUPLE ALLEMAND

A LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE

DE LA NATION ALLEMANDE

Tu ne fais la guerre qu'à l'empereur, et point à la Nation française, a dit et répété ton gouvernement.

L'homme qui a déchaîné cette lutte fratricide, qui n'a pas su mourir, et que tu tiens entre tes mains, n'existe pas pour nous.

La France républicaine t'invite, au nom de la justice, à retirer tes armées; sinon, il nous faudra combattre jusqu'au dernier homme et verser à flots ton sang et le nôtre.

Par la voix de 38 millions d'êtres, animés du même sentiment patriotique et révolutionnaire, nous te répétons ce que nous déclarions à l'Europe coalisée en 1793 :

« Le Peuple français ne fait point la paix avec un ennemi qui occupe son territoire.

« Le Peuple français est l'ami et l'allié de tous les Peuples libres. — Il ne s'immisce point dans le gouvernement des autres nations; il ne souffre pas que les autres nations s'immiscent dans le sien. »

Repasse le Rhin.

Sur les deux rives du fleuve disputé, Allemagne et France, tendons-nous la main. Oublions les crimes militaires que les despotes nous ont fait commettre les uns contre les autres.

Proclamons : la Liberté, l'Égalité, la Fraternité des Peuples.

Par notre alliance, fondons les ÉTATS-UNIS D'EUROPE.

VIVE LA RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE!

Démocrates socialistes d'Allemagne, qui, avant la déclaration de guerre, avez protesté, comme nous, en faveur de la paix, les démocrates socialistes de France sont sûrs que vous travaillerez avec eux à l'extinction des haines internationales, au désarmement général et à l'harmonie économique.

Au nom des Sociétés ouvrières et des Sections françaises de l'Association internationale des Travailleurs.

Ch. BESLAY, — BRIOSNE, — BACHRUCH, — CAMELINAT, — Ch.-L. CHASSIN, — CHEMALE, — DUPAS, — HERVE, — LANDECK, — LEVERDAYS, — LONGUET, — MARCHAND, — PERRACHON, — TOLAIN, — VAILLANT.

Formation des Tirailleurs de Saint-Hubert

APPEL

AUX

CHASSEURS DE PARIS

Un ennemi audacieux menace de venir sous nos murs, pour le repousser et l'anéantir, chaque habitant a le devoir de joindre ses efforts à ceux de notre brave Armée.

Qu'un seul sentiment anime notre immense population :

Écraser l'ennemi et sauver la Patrie !

Tandis que le feu régulier de nos Frères de la Garde nationale foudroiera nos assaillants, que chaque coup de nos carabines mette un ennemi hors de combat.

L'Autorité approuve hautement le principe de l'Institution des Tirailleurs de Saint-Hubert ; forts de cette approbation nous faisons appel à nos confrères Chasseurs pour défendre notre capitale menacée.

Tous les Officiers seront choisis et nommés par les Compagnies.

Que tous ceux qui, munis d'un permis de chasse, adhèrent à notre Association envoient leur adresse à M. THOMAS, petit-fils du général THOMAS, rue Saint-Martin, 237.

Hâtons-nous, car l'heure est venue de prendre pour devise :

Du Cœur, du Fer et du Plomb !

La Tenue sera aussi simple que possible, sans éclat et sans luxe.

CITOYENS DE PARIS,

La République est proclamée.

Un Gouvernement a été nommé d'acclamation.

Il se compose des Citoyens :

EMMANUEL ARAGÓ,	GLAIS-BIZOIN,
CRÉMIEUX,	PELLETAN,
JULES FAVRE,	PICARD,
JULES FERRY,	ROCHEFORT,
GAMBETTA,	JULES SIMON,
GARNIER-PAGÈS,	

représentants de Paris.

Le général TROCHU est chargé des pleins pouvoirs militaires pour la défense nationale.

Il est appelé à la Présidence du Gouvernement.

Le Gouvernement invite les Citoyens au calme; le Peuple n'oubliera pas qu'il est en face de l'ennemi.

Le Gouvernement est, avant tout, un Gouvernement de défense nationale.

Le Gouvernement de la défense nationale,

ARAGO, CRÉMIEUX, JULES FAVRE, FERRY,
GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN,
PELLETAN, PICARD, ROCHEFORT, SIMON,
Général TROCHU.

A LA GARDE NATIONALE.

Ceux auxquels votre patriotisme vient d'imposer la mission redoutable de défendre le Pays vous remercient du fond du cœur de votre courageux dévouement.

C'est à votre résolution qu'est due la victoire civique rendant la liberté à la France.

Grâce à vous, cette victoire n'a pas coûté une goutte de sang.

Le pouvoir personnel n'est plus.

La nation tout entière reprend ses droits et ses armes. Elle se lève prête à mourir pour la défense du sol. Vous lui avez rendu son âme, que le despotisme étouffait.

Vous maintiendrez avec fermeté l'exécution des lois, et, rivalisant avec notre noble armée, vous nous montrerez ensemble le chemin de la victoire.

Le Gouvernement de la défense nationale,

EMMANUEL ARAGO,
CREMIEUX,
JULES FAVRE,
JULES FERRY,
GAMBETTA,
GARNIER-PAGÈS,

GLAIS-BIZOIN,
PELLETAN,
PICARD,
ROCHEFORT,
JULES SIMON,
Général TROCHU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DE POLICE

DÉPÊCHE TELEGRAPHIQUE

DE MAUBEUGE,

L'ex-Impératrice a quitté la France
hier soir 4 septembre, par Maubeuge.

Son fils était déjà passé avec sa suite,
à cinq heures du soir.

Paris, le 5 septembre 1870.

Le Préfet de Police.

Cte DE KERATRY.

Par le Préfet de Police :

Le Secrétaire général.

ANTONIN DUBOST.

Paris, 1870.—BOUCQUIN, imp. de la Préfecture de Police, rue de la Ste-Chapelle, 5.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

143

MAIRIE DU CINQUIÈME ARRONDISSEMENT

6 septembre, 8 heures du soir.

Le Préfet de Laon télégraphie qu'aucun ennemi n'a encore paru.

Le Ministre de l'intérieur : LÉON GAMBETTA.

Contresigné, le Maire : J.-B. BOCQUET.

PARIS. — Imprimerie DE SOYE, 5, place du Pont-Neuf.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

HOTEL DE VILLE DE PARIS.

CITOYENS,

Je viens d'être appelé par le Peuple et par le Gouvernement de la défense nationale à la Mairie de Paris.

En attendant que vous soyez convoqués pour élire votre municipalité, je prends, au nom de la République, possession de cet Hôtel de Ville d'où sont toujours partis les grands signaux patriotiques, en 1792, en 1850, en 1848.

Comme nos pères ont crié en 1792, je vous crie : Citoyens, LA PATRIE EST EN DANGER ! Serrez-vous autour de cette Municipalité parisienne, où siège aujourd'hui un vieux soldat de la République.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

MAIRIE DE PARIS.

GARDE NATIONALE MOBILE

de la classe de 1869.

AVIS.

Les Gardes nationaux mobiles de la classe de 1869 devront se rendre à l'Hôtel des Invalides boulevard des Invalides, n° 4 bis, aux jours et heures indiqués ci-après, pour être incorporés et habillés, savoir :

Le 9 septembre, à 8 heures du matin.	Ceux qui ont tiré dans le 1er arrondissement, formant le 1er bataillon.
Le 10 septembre, à 8 heures du matin.	Ceux qui ont tiré dans le 17 ^e arrondissement, formant le 8 ^e bataillon.
Le 11 septembre, à 8 heures du matin.	Ceux qui ont tiré dans le 2 ^e arrondissement, formant le 2 ^e bataillon.
Le 12 septembre, à 8 heures du matin.	Ceux qui ont tiré dans le 10 ^e arrondissement, formant le 9 ^e bataillon.
Le 13 septembre, à 8 heures du matin.	Ceux qui ont tiré dans le 19 ^e arrondissement, formant le 12 ^e bataillon.
Le 14 septembre, à 8 heures du matin.	Ceux qui ont tiré dans le 11 ^e arrondissement, formant le 10 ^e bataillon.
Le 15 septembre, à 8 heures du matin.	Ceux qui ont tiré dans les 13 ^e et 20 ^e arrondissements, formant le 14 ^e bataillon.
	Ceux qui ont tiré dans le 4 ^e arrondissement, formant le 1 ^{er} bataillon.
	Ceux qui ont tiré dans les 12 ^e et 13 ^e arrondissements, formant le 11 ^e bataillon.
	Ceux qui ont tiré dans l'arrondissement de Saint-Denis, formant le 17 ^e bataillon et l'artillerie.
	Ceux qui ont tiré dans le 3 ^e arrondissement, formant le 3 ^e bataillon.
	Ceux qui ont tiré dans l'arrondissement de Saint-Martin, formant le 10 ^e bataillon et l'artillerie.
	Ceux qui ont tiré dans le 6 ^e arrondissement, formant le 6 ^e bataillon.
	Ceux qui ont tiré dans les 15 ^e et 16 ^e arrondissements, formant le 12 ^e bataillon.
	Ceux qui ont tiré dans les 7 ^e et 8 ^e arrondissements, formant le 7 ^e bataillon.

Quel que soit leur domicile actuel.

Paris, le 6 septembre 1870.

Les adjoints au Maire de Paris,

CHARLES FLOQUET,
HENRI BRISSON.

Le Maire de Paris,
ETIENNE ARAGO.

Paris. — 175, CHARLES DE MOULVEN L'ÉVÊQUE, rue J.-J. Rousseau, 58, — 174.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

A L'ARMÉE

Quand un général a compromis son commandement, on le lui enlève.

Quand un gouvernement a mis en péril, par ses fautes, le salut de la Patrie, on le destitue.

C'est ce que la France vient de faire.

En abolissant la dynastie qui est responsable de nos malheurs, elle a accompli d'abord, à la face du monde, un grand acte de justice.

Elle a exécuté l'arrêt que toutes vos consciences avaient rendu.

Elle a fait en même temps un acte de salut.

Pour se sauver, la Nation avait besoin de ne plus relever que d'elle-même et de ne compter désormais que sur deux choses : sa résolution, qui est invincible, votre héroïsme, qui n'a pas d'égal, et qui, au milieu de revers immérités, fait l'étonnement du monde.

Soldats ! en acceptant le pouvoir dans la crise formidable que nous traversons, nous n'avons pas fait œuvre de parti.

Nous ne sommes pas au pouvoir, mais au combat.

Nous ne sommes pas le gouvernement d'un parti, nous sommes le gouvernement de la défense nationale.

Nous n'avons qu'un but, qu'une volonté : le salut de la Patrie, par l'Armée et par la Nation, groupées autour du glorieux symbole qui fit reculer l'Europe il y a quatre-vingts ans.

Aujourd'hui, comme alors, le nom de République veut dire :

UNION intime de l'Armée et du Peuple pour la défense de la Patrie !

Paris, le 6 septembre 1870.

Le Gouvernement de la défense nationale,

Général TROCHU, JULES FAVRE, EMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-
PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, E. PELLETAN, PICARD,
ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

HOTEL DE VILLE DE PARIS.

Paris, 6 septembre, 8 heures du soir.

Le Maire de Paris reçoit du Ministère de l'Intérieur la communication suivante :

Le commandant de Mézières signale la marche des ennemis sur Soissons.

Les troupes de Vinoy, en bon ordre, se replient.

Les Prussiens, dont le bruit public avait annoncé l'approche dans le département de l'Aube, n'ont point paru.

Les dépêches de Mulhouse signalent la belle résistance des francs-tireurs et des gardes nationaux du Haut-Rhin, qui ont empêché l'ennemi de franchir le fleuve.

Les blessés français qui encombraient Sedan ont été, à la faveur d'un armistice provisoire, évacués sur les places du Nord

Le Ministre de l'Intérieur,
GAMBETTA.

Le général Vinoy est arrivé intact à Paris, à 4 heures du soir, avec treize trains d'artillerie, onze trains de cavalerie, quatorze trains d'infanterie.

Le matériel de tout le chemin de fer du Nord, renforcé des matériels des autres compagnies, retourne immédiatement vers le Nord prendre le reste des troupes du général Vinoy.

Le Ministre de l'Intérieur,
GAMBETTA.

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

PATRIE EN DANGER

En présence de l'ennemi, plus de partis ni de nuances.

Avec un pouvoir qui trahissait la Nation, le concours était impossible.

Le gouvernement sorti du grand mouvement du 4 septembre, représente la pensée Républicaine et la défense nationale.

Cela suffit.

Toute opposition, toute contradiction doit disparaître devant le salut commun.

Il n'existe plus qu'un ennemi, le Prussien et son complice, le partisan de la dynastie déchue qui voudrait faire de l'ordre dans Paris avec les balounettes prussiennes.

Maudit soit celui qui, à l'heure suprême où nous touchons, pourrait conserver une préoccupation personnelle, une arrière-pensée, quelle qu'elle fût.

Les sous-signés, mettant de côté toute opinion particulière, viennent offrir au gouvernement provisoire leur concours le plus énergique et le plus absolu, sans aucune réserve ni condition, si ce n'est qu'il maintiendra quand même la République, et s'ensuivra avec nous sous les ruines de Paris, plutôt que de signer le déshonneur et le démembrement de la France.

BALSENQ, BLANQUI, BREUILLET, BRIDEAU, CARIA, EUDÈS, FLOTTE, E. GOIS,
GRANGER, LACAMÈRE, Ed. LEVRAUD, Léon LEVRAUD, PILHES, REGNARD,
SOURD, TRIODIN, Henri VERLET, Emile VILLENEUVE, Henri VILLENEUVE.

Le journal quotidien, LA PATRIE EN DANGER, paraîtra demain, 7 septembre

CINQ CENTIMES LE NUMÉRO

BUREAUX PROVISOIRES : 34, RUE DES ÉCOLES

881 — Paris. — Imprimerie VAILLÉ, 16, rue de Clichy.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CIRCULAIRE

Adressée aux Agents diplomatiques de France,

PAR LE VICE-PRÉSIDENT

DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Monsieur,

Les événements qui viennent de s'accomplir à Paris s'expliquent si bien par la logique inexorable des faits qu'il est inutile d'insister longuement sur leur sens et leur portée.

En cédant à un élan irrésistible, trop longtemps contenu, la population de Paris a obéi à une nécessité supérieure, celle de son propre salut.

Elle n'a pas voulu périr avec le pouvoir criminel qui conduisait la France à sa perte.

Elle n'a pas prononcé la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie : elle l'a enregistré au nom du droit, de la justice et du salut public.

Et cette sentence était si bien ratifiée à l'avance par la conscience de tous, que moi, parmi les défenseurs les plus bruyants du pouvoir qui tombait, je n'ai levé pour le soutenir.

Il s'est effondré de lui-même, sous le poids de ses fautes, aux acclamations d'un peuple immense, sans qu'une goutte de sang ait été versée, sans qu'une personne ait été privée de sa liberté.

Et l'on a pu voir, chose inouïe dans l'histoire, les citoyens auxquels le cri du peuple conférait le mandat périlleux de combattre et de vaincre, ne pas songer un instant aux adversaires qui, la

veille, les menaçaient d'exécutions militaires. C'est en leur refusant l'honneur d'une répression quelconque qu'ils ont constaté leur aveuglement et leur impuissance.

L'ordre n'a pas été troublé un seul moment ; notre confiance dans la sagesse et le patriotisme de la garde nationale et de la population tout entière nous permet d'affirmer qu'il ne le sera pas.

Délivré de la honte et du péril d'un gouvernement traître à tous ses devoirs, chacun comprend que le premier acte de cette souveraineté nationale, enfin reconquise, est de se commander à soi-même et de chercher sa force dans le respect du droit.

D'ailleurs, la temps presse : l'ennemi est à nos portes ; nous n'avons qu'une pensée, le repousser hors de notre territoire.

Mais cette obligation que nous acceptons résolument, ce n'est pas nous qui l'avons imposée à la France, elle ne la subira pas si notre voix avait été écoutée.

Nous avons défendu énergiquement, au prix même de notre popularité, la politique de la paix. Nous y persévérons avec une conviction de plus en plus profonde.

Notre cœur se brise au spectacle de ces massacres humains dans lesquels disparaît la fleur des deux nations, qu'avec un peu de bon sens et beaucoup de liberté on aurait préservées de ces effroyables catastrophes.

Nous n'avons pas d'expression qui puisse peindre notre admiration pour notre héroïque armée, sacrifiée par l'impéritie du commandement suprême, et cependant plus grande par ses défaites que par les plus brillantes victoires.

Car, malgré la connaissance des fautes que la compromettaient, elle s'est immolée, sublime, devant une mort certaine, et rachetant l'honneur de la France des souillures de son gouvernement.

Honneur à elle ! La Nation lui ouvre ses bras ! Le pouvoir impérial a voulu les diviser, les malheurs et le devoir les confondent dans une solennelle étreinte. Scellée par le patriotisme et la liberté, cette alliance nous fait invincibles.

Prêts à tout, nous envisageons avec calme la situation qui nous est faite.

Cette situation, je la précise en quelques mots : je la soumetts au jugement de mon pays et de l'Europe.

Nous avons hautement condamné la guerre, et, protestant de notre respect pour le droit des peuples, nous avons demandé qu'on laissât l'Allemagne maîtresse de ses destinées.

Nous voulons que la liberté fût à la fois notre lien commun et notre commun bouclier ; nous étions convaincus que ces forces morales assureraient à jamais le maintien de la paix. Mais, comme sanction, nous réclamions une arme pour chaque citoyen, une organisation civique, des chefs élus, alors nous demeurions inexpugnables sur notre sol.

Le gouvernement impérial, qui avait depuis longtemps séparé ses intérêts de ceux du pays, a repensé cette politique. Nous la reprenons avec l'espoir qu'instruite par l'expérience, la France aura la sagesse de la pratiquer.

De son côté, le roi de Prusse a déclaré qu'il faisait la guerre non à la France, mais à la dynastie impériale.

La dynastie est à terre. La France libre se lève.

Le roi de Prusse veut-il continuer une lutte impie qui lui sera au moins aussi fatale qu'à nous ?

Veut-il donner au monde du XIX^e siècle ce cruel spectacle de deux nations qui s'entre-détruisent, et qui, oubliées de l'humanité, de la raison, de la science, accumulent les ruines et les cadavres ?

Libre à lui qu'il assume cette responsabilité devant le monde et devant l'histoire ! Si c'est un défi, nous l'acceptons !

Nous ne céderons ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos fortresses.

Une paix honteuse serait une guerre d'extermination à courte échéance.

Nous ne traiterons que pour une paix durable.

Ici notre intérêt est celui de l'Europe entière, et nous avons lieu d'espérer que, dégagée de toute préoccupation dynastique, la question se posera ainsi dans les chancelleries.

Mais fussions-nous seuls, nous ne faiblirons pas.

Nous avons une armée résolue, des forts bien pourvus, une enceinte bien établie, mais surtout les poitrines de trois cent mille combattants décidés à tenir jusqu'au dernier.

Quand ils vont pieusement déposer des couronnes au pied de la statue de Strasbourg, ils n'oublient pas seulement à un sentiment d'admiration enthousiaste, ils prennent leur héroïque mot d'ordre, ils jurent d'être dignes de leurs frères d'Alsace et de mourir comme eux.

Après les forts, les remparts ; après les remparts, les barricades. Paris peut tenir trois mois et vaincre ; s'il succombait, la France, debout à son appel, la vengerait ; elle continuerait la lutte, et l'agresseur y périrait.

Voilà, Monsieur, ce que l'Europe doit savoir. Nous n'avons pas accepté le pouvoir dans un autre but. Nous ne le conserverons pas une minute, si nous ne trouvons pas la population de Paris et la France entière décidée à partager nos résolutions.

Je les résume d'un mot devant Dieu qui nous entend, devant la postérité qui nous jugera : nous ne voulons que la paix. Mais, si on continue contre nous une guerre funeste que nous avons condamnée, nous ferons notre devoir jusqu'au bout, et j'ai la ferme confiance que notre cause, qui est celle du droit et de la justice, finira par triompher.

C'est en ce sens que je vous invite à expliquer la situation à Monsieur le Ministre de la Cour près de laquelle vous êtes accrédité, entre les mains duquel vous laissez copie de ce document.

Agrez, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

Le 6 septembre 1870.

Le Ministre des Affaires étrangères,

JULES FAVRE.

MAIRIE DE PARIS.

RÉOUVERTURE

DES

CIMETIÈRES

De Montmartre-Saint-Vincent, de Vaugirard, de Belleville,
de Bercy, de La Villette, de La Chapelle (rue Marcadet)
et de Charonne.

LE MAIRE DE PARIS,

- Vu le décret du 23 prairial an XII, sur les sépultures;
Vu le Règlement général concernant les cimetières de la ville de Paris, en date du 4 septembre 1850;
Vu l'arrêté en date du 15 décembre 1869, qui a prescrit la réouverture des cimetières des Batignolles et de Montmartre-Saint-Ouen, pour être affectés aux inhumations des 16^e, 17^e, 18^e et 19^e arrondissements;
Vu l'arrêté en date du 14 septembre 1861, par lequel le cimetière d'Ivry a été affecté aux inhumations des 5^e et 13^e arrondissements;
Vu les arrêtés des Maires des anciennes communes de Montmartre et de La Chapelle, en date du 15 septembre 1849 et du 1^{er} juillet 1858, qui ont prescrit la fermeture du cimetière d'Ivry de Montmartre-Saint-Vincent, et du cimetière de La Chapelle, situé rue Marcadet;
Vu les arrêtés des 20 décembre 1859, 14 septembre 1861 et 26 février 1867, qui ont prescrit la fermeture des cimetières de Belleville, de Charonne, de Bercy, de Vaugirard et de La Villette;
Vu la loi du 16 juin 1869;
Vu le rapport de la Direction des Affaires municipales, relatif aux mesures à prendre en cas de siège, pour assurer le service des inhumations;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}.

A partir du 10 septembre présent mois, les cimetières du Sud, de l'Est, du Nord, de Montmartre-Saint-Vincent, de La Chapelle (rue Marcadet), de Belleville, de Charonne, de Bercy, de Vaugirard et de La Villette, seront affectés, savoir :

- 1^o Le cimetière du Sud, aux inhumations des 5^e, 6^e, 7^e, 13^e et 14^e arrondissements;
- 2^o Le cimetière de l'Est, aux inhumations des 1^{er}, 3^e, 4^e, 11^e arrondissements et de la partie du 19^e arrondissement comprise entre le canal et le 20^e arrondissement;
- 3^o Le cimetière du Nord, aux inhumations de 2^e, 8^e et 9^e arrondissements;
- 4^o Le cimetière de Montmartre-Saint-Vincent, aux inhumations du 17^e arrondissement;
- 5^o Le cimetière de La Chapelle (rue Marcadet), aux inhumations de la partie du 19^e arrondissement comprise entre le canal et le 18^e arrondissement;
- 6^o Le cimetière de Belleville, aux inhumations du 10^e arrondissement;
- 7^o Le cimetière de Charonne, aux inhumations du 20^e arrondissement;
- 8^o Le cimetière de Bercy, aux inhumations du 12^e arrondissement;
- 9^o Le cimetière de Vaugirard, aux inhumations des 15^e et 16^e arrondissements;
- Et 10^o le cimetière de La Villette, aux inhumations du 18^e arrondissement.

ART. 2.

Le présent arrêté sera affiché dans l'étendue des arrondissements susindiqués et inséré au *Recueil des Actes administratifs*.
Ampliation en sera adressée à Mgr l'Archevêque de Paris, aux Maires des 20 arrondissements et à M. le Préfet de Police.

Fait à Paris, le 6 septembre 1870.

Signé : ÉTIENNE ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

L'ennemi est en marche sur Paris.

La défense de la Capitale est assurée.

Le moment est venu d'organiser celle des départements qui l'environnent.

Des ordres sont expédiés aux Préfets de la Seine, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne pour réunir tous les défenseurs du pays.

Ils seront appuyés par les compagnies franches de Paris et par les nombreuses troupes de cavalerie, réunies aux environs.

Les Commandants des corps francs se rendront immédiatement chez le Président du Gouvernement, Gouverneur de Paris, pour y recevoir les instructions.

Chaque citoyen s'inspirera des grands devoirs que la Patrie lui impose.

Le Gouvernement de la défense nationale compte sur le courage et le patriotisme de tous.

6 septembre 1870.

*Le Président du gouvernement de la défense nationale,
Gouverneur de Paris,*

Général TROCHU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DE POLICE.

ARRÊTÉ

Le Préfet de Police,

Par délégation du Gouverneur de Paris,

ARRÊTE :

Tout individu appartenant aux pays en guerre avec la France et non muni d'une autorisation spéciale, sera tenu de quitter les départements de la Seine et de Seine-et-Oise dans les vingt-quatre heures, à partir d'aujourd'hui, huit heures du matin, sous peine de l'application des lois militaires.

Paris, 6 septembre 1870.

Le Préfet de Police,
DE KÉRATRY.

Par le Préfet de Police :
Le Secrétaire général,
ANTONIN DUBOST.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

LE MAIRE DE PARIS,

Vu les ordonnances des 27 novembre 1816 et 18 janvier 1817.

ARRÊTE :

Seront immédiatement affichés dans Paris et dans toutes les communes du département de la Seine :

1^o Le décret du 5 septembre 1870, relatif à l'abolition du timbre sur les journaux et autres publications;

2^o Le décret du 6 du même mois, concernant la publication du décret précédent.

Fait à Paris, le 7 septembre 1870.

Signé : **ÉTIENNE ARAGO.**

Pour ampliation :

Le Secrétaire général,
JEAN MAILLIS.

DÉCRET

Relatif à l'ABOLITION DU TIMBRE sur les Journaux et autres Publications.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE DÉCRÈTE :

L'impôt du Timbre sur les Journaux ou autres Publications est aboli.

Général **TROCHU**,
JULES FAVRE,
EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX,
JULES FERRY,
GAMBETTA,

GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN,
ERNEST PICARD,
PELLETAN,
ROCHEFORT,
JULES SIMON.

DÉCRET prescrivant la publication de celui qui précède.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Vu le décret du 5 septembre 1870, relatif à l'abolition du Timbre sur les Journaux et autres publications ;

Vu les ordonnances des 27 novembre 1816 et 18 janvier 1817, concernant la promulgation des lois ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE 1^{er}. — La publication du décret du 5 septembre 1870 susvisé, et relatif à l'abolition des droits de Timbre sur les Journaux et autres Publications, sera faite conformément aux ordonnances des 27 novembre 1816 et 18 janvier 1817.

ART. 2. — Le Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 6 septembre 1870.

Général **TROCHU**,
EMMANUEL ARAGO,
CRÉMIEUX,
JULES FAVRE,
JULES FERRY,
GAMBETTA,

GARNIER-PAGÈS,
GLAIS-BIZOIN,
PELLETAN,
ERNEST PICARD,
ROCHEFORT,
JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ARRÊTÉ.

Le Préfet de Police arrête :

ARTICLE PREMIER.

Le corps des Sergents de Ville est licencié.

ARTICLE 2.

Il sera procédé immédiatement à la formation d'un corps de Police chargé uniquement de veiller au maintien du bon ordre et à la sécurité des personnes et des propriétés.

ARTICLE 3.

Les hommes appelés à faire partie de ce corps, pris exclusivement parmi les anciens militaires, prendront le titre de

GARDIENS DE LA PAIX PUBLIQUE

Ils ne seront point armés.

Le Préfet de Police les confie au patriotisme de la population parisienne.

ARTICLE 4.

Dès que les circonstances l'exigeront, les Gardiens de la Paix publique seront envoyés aux remparts pour concourir avec tous les Citoyens à la défense de la Patrie.

Paris, le 7 Septembre 1870.

Le Préfet de Police,
DE KÉRATRY.

Par le Préfet de Police,
Le Secrétaire général,
ANTONIN DUBOST.

SOCIÉTÉ DE SECOURS

AUX

BLESSÉS MILITAIRES



DES ARMÉES DE TERRE ET DE MER

APPEL A LA FRANCE

Au nom de Dieu, au nom de la Patrie, au nom de nos Fils, de nos Frères, de nos braves Soldats tombés, avec honneur, sur le Champ de Bataille, et toujours héroïques quoique vaincus aujourd'hui, nous faisons appel à tous les cœurs français.

De grâce, donnez-nous de l'argent, du linge, des chemises, des couvertures, des vêtements de flanelle, etc., etc. — Là-bas, sur nos Frontières, l'élan des Villes, les Offrandes touchantes des Villages ne suffisent déjà plus à nos chers blessés.

Les besoins sont immenses. — Le temps presse. — Donnez, oh ! donnez-vite !

POUR LE COMITÉ DES DAMES :

- MM^{mes} la C^{tesse} DE FLAVIGNY, *Présidente* ;
— M^{lle} CANROBERT-MACDONALD, *Vice-Présidente* ;
— Marie BUFFET, — LEFORT, — C^{tesse} DE NADAILLAC,
— B^{ve} DE BOURGOING, — Marie VILBORT,
— V^{tesse} DE FLAVIGNY, — Coralie CAHEN.

Envoyer les Dons en nature et en argent,

AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ A PARIS, PALAIS DE L'INDUSTRIE
(CHAMPS-ÉLYSÉES), PORTE N° IV.

Imprimerie centrale des chemins de fer, A. CHAIX et Co, rue Bergère, 30. — 11346-0.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GARDES NATIONALES DE LA SEINE

La circulaire du Ministre de l'Intérieur du 6 septembre a prescrit la formation de 60 bataillons nouveaux de garde nationale dans le département de la Seine.

L'effectif maximum de chaque bataillon est fixé à 1,500 hommes.

Des instructions sont données pour que l'armement ait lieu dans les 48 heures. Afin d'éviter tout retard, les Commissions d'arrondissement chargées d'établir les contrôles désigneront provisoirement un délégué qui, porteur d'une lettre du Maire, recevra de l'état-major général de la garde nationale un bon de distribution d'armes.

Les Maires des vingt arrondissements de Paris et les Sous-Préfets de Saint-Denis et de Sceaux sont convoqués ce soir à 9 heures à l'Hôtel-de-Ville, sous la présidence du Maire de Paris et en présence du Chef d'état-major général des gardes nationales, pour y recevoir les instructions nécessaires et procéder immédiatement à leur exécution.

Paris, le 7 septembre 1870.

Le Ministre de l'Intérieur,
LÉON GAMBETTA.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

A LA GARDE MOBILE

DE PARIS.

Les gardes mobiles de la Seine ont été appelés à un poste d'honneur : celui de la défense des forts de Paris

Un certain nombre d'entre eux n'ont pas rejoint leurs détachements.

Le Gouverneur de Paris leur donne l'ordre de se rendre à ces postes avancés.

Ceux qui n'auraient pas déferé à cet ordre dans le délai de 48 heures, seraient poursuivis, conformément à la loi militaire, pour abandon de leur poste devant l'ennemi et leurs noms seraient livrés à la publicité.

Paris, le 8 septembre 1870.

*Le Président du Gouvernement de la défense nationale,
Gouverneur de Paris,*

Général TROCHU.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

COMPAGNIES

DE CANONNIERS AUXILIAIRES

AVEN.

Les compagnies de canonniers auxiliaires sont convoquées pour jeudi 8 septembre, à 2 heures, à l'effet de procéder à leur organisation.

LIEUX DE RÉUNION.

- | | |
|----------------------------|---|
| 1 ^{re} Compagnie. | Mairie du 12 ^e arrondissement. |
| 2 ^e — | Mairie du 20 ^e . |
| 3 ^e — | Mairie du 19 ^e . |
| 4 ^e — | Mairie du 18 ^e . |
| 5 ^e — | Mairie du 17 ^e . |
| 6 ^e — | Mairie du 16 ^e . |
| 7 ^e — | Mairie du 15 ^e . |
| 8 ^e — | Mairie du 14 ^e . |
| 9 ^e — | Mairie du 13 ^e . |

Un officier d'artillerie sera envoyé à chaque Mairie par le général commandant supérieur pour fixer le lieu et les heures des instructions qui commenceront dès le lendemain.

Paris, le 7 septembre 1870.

*Le Président du Gouvernement, Gouverneur de Paris,
Général TROCHU.*

IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE POLICE

AVIS

Le Préfet de Police invite les habitants de Paris qui doivent quitter la capitale à accélérer leur départ et à s'informer à l'avance, dans les bureaux des compagnies de chemins de fer, de l'heure à laquelle il pourra s'effectuer pour éviter l'encombrement.

Paris, le 8 Septembre 1870.

Le Préfet de Police,
DE KÉRATRY.

Par le Préfet de Police :
Le Secrétaire général,
ANTONIN DUBOST.

Paris, 1870. — 40055413, imp. de la Préfecture de Police, rue de la Bretecherelle, 5.

VILLE DE GRENOBLE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

FORMATION

d'une Compagnie de

FRANCS-TIREURS VOLONTAIRES

Le Comité exécutif provisoire de la ville de Grenoble invite les citoyens qui voudraient faire partie d'une compagnie de Franch-Tireurs volontaires, à se faire inscrire à la Mairie (2^e division).

Aussitôt que le nombre des inscrits paraîtra suffisant, ils seront réunis pour régler leur organisation.

Grenoble, 3 septembre 1870.

Pour le Comité exécutif :

Le Président,

ANTHOARD.

1870. — Grenoble, imp. E. Allier père et fils, Grande-Rue, N. Corner de Châtelain.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DE POLICE

AVIS.

Des bruits alarmants ont été répandus au sujet des Carrières et des Catacombes des environs de Paris.

Le Préfet de Police informe les Habitants qu'une visite minutieuse de ces endroits dangereux a été effectuée pendant trois jours.

Cette visite n'a rien fait découvrir qui fût de nature à inquiéter les populations.

Des précautions ont été prises en vue des tentatives qui pourraient ultérieurement se produire, mais le Préfet de Police invite formellement les Citoyens paisibles à s'abstenir de chercher à y pénétrer.

Paris, le 8 Septembre 1870.

**Le Préfet de Police,
DE KÉRATRY.**

Par le Préfet de Police :

Le Secrétaire général,

ANTONIN DUBOST.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

Logement des Gardes Mobiles.

AUX HABITANTS DE PARIS.

CHERS CONCITOYENS,

La Garde mobile des départements accourt à la défense de la grande Cité.

Vous accueillerez comme des frères ces braves enfants de la France, qui viennent partager vos dangers.

Il leur faut un abri : vous leur ouvrirez vos demeures.

Le Gouvernement de la défense nationale s'est préoccupé de la charge nouvelle qui vous est imposée.

Cette charge, il a hâte de vous le dire par la voix de votre Maire, n'est que momentanée : des baraques vont être rapidement construits pour le casernement des Gardes mobiles.

Jusqu'à ce que cette installation soit terminée, les Gardes mobiles seront logés chez l'habitant, mais seulement chez l'habitant qui peut supporter cette charge. Un examen scrupuleux a été fait à cet égard, et les rôles des contributions ont servi de base au travail de répartition. Votre Maire ne pouvait l'approuver qu'après s'être assuré que la plus stricte équité avait présidé à son élaboration.

Chaque Garde mobile recevra un billet de logement délivré par le Maire d'un des arrondissements ou par son représentant, et indiquant le nom et la demeure de l'habitant chez lequel il devra se rendre.

Ceux des habitants ainsi désignés qui ne pourront accepter la charge réelle du logement, auront la faculté de se racheter. A cet effet, ils devront se pourvoir d'une chambre dans les environs de leur demeure, et en venir faire la déclaration à la Mairie de leur arrondissement. Sur cette déclaration, un bon, valable pour 8 jours de logement, sera délivré, par un des agents de l'Administration, au Garde mobile, qui se rendra à l'endroit indiqué. L'hôtelier viendra toucher à la Mairie le montant de ce bon.

Les absents ne sauraient échapper à la charge qui pèse sur ceux qui restent courageusement à leur poste et attendent d'un cœur ferme le moment du danger.

Le Gouvernement de la défense nationale saura les atteindre.

L'absence étant constatée sur le billet de logement délivré au Garde mobile, celui-ci reviendra à la Mairie, où l'on avisera à le loger dans un hôtel au moyen d'un bon, qui permettra à l'hôtelier de se faire rembourser.

L'avance faite sera recouvrée sur les absents au moyen d'un rôle spécial de contributions établi d'après le maximum du prix des logements.

Je suis sûr, chers concitoyens, que vous accepterez résolument le fardeau que les besoins de la défense nationale vous imposent.

Pour en abréger la durée, comptez sur la Mairie de Paris.

Paris, le 8 septembre 1870.

Le Maire de Paris,

ÉTIENNE ARAGO.

Les Adjoints au Maire de Paris,

FLOQUET, BRISSON, CLAMAGERAN, DURIER.

Pour ampliation.

Le Secrétaire général de la Mairie,

JULES MAHIAS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

8 septembre, 2 heures.

L'ennemi s'avance sur Paris en trois corps d'armée. L'un est arrivé à **Sissonne** dans le département de l'Aisne. L'avant-garde de ce corps a sommé **Laon** qui a fermé ses portes et résiste.

L'interruption des communications télégraphiques avec **Épernay** et **Château-Thierry** fait croire que l'ennemi est sur ces deux points.

Les communications subsistent avec **Mézières**, **Épinal** et **Mulhouse**.

On n'a aucune nouvelle du maréchal **Bazaine**.

Le bruit de la mort du maréchal **Mac-Mahon** n'est pas officiellement confirmé.

Les opérations de révision se poursuivent dans tous les départements activement et avec ordre. La garde mobile demande à marcher. Plusieurs bataillons sont à Paris ou en marche.

Le Ministre de l'Intérieur,
LÉON GAMBETTA.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mairie du 2^e Arrondissement

AVIS

Les élections des Officiers, Sous-Officiers et Caporaux du Bataillon de la Garde Nationale en formation dans le quartier Bonne-Nouvelle ainsi que celles du Chef de Bataillon et du Porte-Drapeau, se feront le 9 de ce mois, à midi très-précis, dans les locaux suivants :

NOMBRE des Compagnies	RUES	DELIMITATION.	LOCAL, ou les élections auront lieu.	NOMBRE des Compagnies	RUES	DELIMITATION.	LOCAL, ou les élections auront lieu.
1 ^{re}	Rue Beauregard, Boulevard Bonne-Nouvelle, Rue de la Lune, — N. D. de Bonne-Nouvelle, — N. D. d'Hercurienne, — Poissonnière, — Ponceau, — de la Ville-Neuve,	impair, de 3 bis à la fin, entière, entière, de 16 à la fin, entière, entière.	Rue de la Lune, 14.	5 ^{me}	Rue d'Aboukir, — du Caire, — Bouteville, Impasse de l'École, Rue des Forges, Passage des Miracles, Cour des Miracles, Rue du Nol, — de Petit-Carreau, — Saint-Denis, — Thiersville,	de 80 à 96, de 17 à 53, entière, entière, entière, entière, entière, de 18 à 36, de 297 à 365, paire.	ÉCOLE DES GARÇONS Rue du Sentier, 21.
2 ^{me}	Rue d'Aboukir, — Beauregard, Boulevard Bonne-Nouvelle, Rue Chausse, — Cléry, — Petit-Carreau, — Poissonnière, — Saint-Denis, — Saint-Philippe.	de 91 à la fin, paire, de 1 à 5, de 5 à 7 et de 8 à 10 de 20 à 36, 40 à 50 de 26 à la fin, de 2 à 16, de 205 à la fin, entière.	ÉCOLE DES FILLES Cour des Miracles.	6 ^{me}	Rue Croisette, — Montorgueil, Impasse Marconell, Rue de Petit-Carreau, — des Deux-Portes, — Saint-Sacrement, — Saint-Denis, — Thiersville,	de 30 à 66, de 80 à la fin, entière, de 5 à 10, de 11 à 23, 19 à 29 de 1 à 64, 2 à 26 de 287 à 305, impair.	ÉCOLE DES FILLES Rue de la Jussienne, 16.
3 ^{me}	Rue d'Aboukir, Passage Aboukir, Rue du Caire, Passage du Caire, Rue Cléry, — Fille-Dieu, Impasse de la Croix-Blanche, Rue Saint-Denis, — Sainte-Foy, — Saint-Spire,	de 98 à la fin, entière, de 14 à 48, entière, de 2 à 5, de 8 à 5, entière, entière, de 267 à 283, entière, entière.	ÉCOLE DES GARÇONS Cour des Miracles.	7 ^{me}	Rue François, Passage du Grand-Caf, Rue Germaine, — Marie-Suzette, — Montorgueil, — aux Ours, — des Deux-Portes, — Saint-Denis, — Tiquetonne,	de 5 à 13, 4 à 14 entière, de 30 à la fin, entière, de 4 à 18, de 28 à 50, de 1 à 9, 8 à 16 de 159 à 253, de 1 à 20, 2 à 50	ÉCOLE DES GARÇONS Rue Tiquetonne, 66-68. 1 ^{er} Étage.
4 ^{me}	Rue Blomet, — du Caire, Passage Lemaine, Rue Palatine, — Ponceau, Passage du Ponceau, Rue Roubaud, — Notre-Sainte-Apollonie, Boulevard Saint-Denis, Rue Saint-Denis, Boulevard Subletopol, Rue de Tracy, — Couron-Bouillon, — Roubaud,	entière, de 7 à 16, de 9 à 10 entière, de 31 à 41, de 9 à 10 entière, de 48 à 54, de 13 à la fin, 18 à la fin de 11 à 12, de 200 à la fin, de 105 à la fin, entière, entière, de 46 à 54,	ASILE Cour des Miracles.	8 ^{me}	Passage Bouleau, Cour du Blou, Passage Boulogne-Abbi, Rue Germaine, — aux Ours, — Palatine, Impasse des Prêtres, Rue Roubaud, — Saint-Denis, Passage Roubaud, Boulevard Subletopol, Passage du Caire, — aux Ours, — aux Ours,	entière, entière, de 18 à 29, 17 à 33 de 30 à 36, de 1 à 20, entière, de 11 à 17, de 210 à 304 entière, de 67 à 103, entière, entière.	ÉCOLE DES GARÇONS Rue de la Jussienne, 11. 2 ^e Étage.

Les réunions seront présidées par le Citoyen Maire, ou à son défaut, par un des Membres du Conseil de recensement ou de la Commission d'armement.

Fait à Paris, ce 8 Septembre 1870.

Le Maire,
TIRARD.
Les Adjoints,
DE BENAZE,
SERMET.

NOTA. — Un second Bataillon est dès à présent en voie de formation, et se composera dans ce même quartier, des Citoyens inscrits à la Mairie, dans les journées des 6, 7 et 8 de ce mois, quant aux Citoyens non inscrits, ils sont invités à se présenter aussitôt l'apposition de la présente affiche, sinon ils seront requis d'office immédiatement.

Paris. — Impression PHILLETTE, passage Roubaud. 17 — Mairie passage du Caire, 17.

Français, mes chers Compatriotes,

Mon exil de dix-neuf ans voulait dire que le gouvernement du Deux-Décembre ne pouvait produire que l'esclavage et la ruine de la France.

Ce gouvernement est tombé, la justice est satisfaite, l'honneur est sauf. Mon exil n'a plus de raison d'être. Je viens parmi vous m'associer à vos périls.

Entrant à Paris, ma première parole est : Vive Paris ! Vive à jamais ce foyer de civilisation ! Vouloir l'investir, c'est prétendre investir la civilisation elle-même.

Qu'avons-nous à éradiquer, l'humanité entière est avec nous.

Union, union de tous avec le gouvernement de la défense nationale !

Nous sommes revenus au droit, à la vérité, à la justice. Tout cela s'appelle la République.

Après ce long esclavage, la France est rentrée dans la liberté ; elle s'enveloppe du drapeau de la démocratie républicaine ; c'est le drapeau de tous les peuples. La terre a encore une fois reconnu en elle le soldat du droit.

Plus de subterfuges ! plus de familles princières, substituées à l'intérêt de tous ! Le péril est trop certain pour que nous puissions jouer avec nous-mêmes. L'instinct du salut nous crie : Un prince nous a jetés dans l'abîme ; ce n'est pas un prince, une dynastie qui nous en fera sortir : c'est nous-mêmes. La France seule peut sauver la France.

L'héroïsme même de nos soldats nous a montré ceci : puisqu'ils n'ont pas vaincu, c'est qu'il n'était pas possible de vaincre sous le drapeau du Deux-Décembre.

Nous avons repris ce drapeau républicain, qui n'a jamais été souillé par l'invasion.

Il a le repaire de lui-même, avec la plus grande légalité qui soit au monde : par la force des choses et l'acclamation de toute la nation qui y voit son salut.

Là et nulle part ailleurs est l'étendard de cette force morale que le général Trochu invoquait ces derniers jours.

Tous les peuples sentent qu'il s'agit ici de leur cause, puisqu'il s'agit de justice, de vérité. C'est un gage de victoire d'avoir pour soi l'adhésion de tous les peuples, et même en secret celle de nos ennemis.

Allemands de toutes races, votre sincérité est mise à l'épreuve ; vous avez dit, vous avez répété par la bouche du roi de Prusse, par celle du prince royal, par celle de vos publicistes, que vous faisiez la guerre non pas à la France, mais au chef du gouvernement.

L'occasion est venue de montrer votre franchise.

Le chef érimé de ce gouvernement, qui nous a trompés les uns et les autres, s'est précipité lui-même dans le gouffre. Il a disparu, il n'est plus. Il a été vomé par la nation française.

Les Assemblées qui lui servaient d'instrument ont été brisées comme lui. Que faut-il de plus ? Les crises commises contre la France et le monde ont été châtiées. C'est l'arrêt de la suprême justice. Voulez-vous à votre tour condamner la justice ? Voulez-vous refaire l'usurpation sous d'autres noms ?

Si vous avez été sincères dans vos déclarations unanimes, la cause de la guerre a disparu avec notre ennemi commun.

Si, au contraire, vous vous obstinez dans la guerre, quand la justice a prononcé et que la cause de la guerre a disparu, vous vous échapperez pas au reproche d'avoir voulu tromper la France.

Dans ce cas, ce n'est plus à nous seuls que vous faites la guerre : c'est à la vérité, et vous perdriez la renommée de la vieille franchise allemande.

Voulez-vous donc recommencer le système du parjure qui vient de s'écrouler sous nos malédictions et sous les vôtres ?

Voulez-vous vous substituer à ce régime de duplicité qui vient de fléchir ? Est-ce pour cela que vous vous êtes armés ?

Vous n'arracherez pas du cœur des peuples cette idée de justice que nous venons de relever ; elle est indestructible, immortelle ; et vous irez vous briser contre cet instinct du genre humain !

On dirait, on aurait le droit de dire que les peuples allemands ont, à leur tour, trompé les peuples, et qu'ils n'ont combattu la fraude que pour la recommencer à leur profit. Ce serait l'écueil et la ruine de la civilisation allemande.

Nous aussi, Dieu merci ! nous avons été rassasiés de victoires. Elles se sont retournées contre nous, le jour où nous avons paru indifférents au droit et à la conscience humaine.

La réprobation de l'histoire vous attend, si notre exemple est perdu pour vous, si vous bravez une nation qui représente désormais la justice, la liberté, et qui n'est plus armée que pour la cause de toutes les nations.

Ce serait la politique que vous avez accusée dans Louis XIV et dans Napoléon ; vous échoueriez comme eux.

Pour nous, la République a déjà fait cesser toute division. Nous sommes sur le terrain commun à tous les peuples. Nous combattons en pleine lumière ; nous défendons la cause du genre humain. Cette cause ne peut périr.

Paris, 9 septembre 1870.

EDGARD QUINET.

Paris.—Typ. CHARLES DE MOURGUES frères, rue J.-J. Rousseau, n° 58.—6097.

AUX ALLEMANDS

Allemands, celui qui vous parle est un ami.

Il y a trois ans, à l'époque de l'Exposition de 1867, du fond de l'œil, je vous souhaitais la bienvenue dans votre ville.

Quelle ville ?

Paris.

Car Paris ne vous appartient pas à nous seuls. Paris est à vous autant qu'à nous. Berlin, Vienne, Dresde, Munich, Stuttgart, sont vos capitales; Paris est votre centre. C'est à Paris que l'on sent le battement du cœur de l'Europe. Paris est la ville des villes. Paris est la ville des hommes. Il y a eu Athènes, il y a eu Rome, et il y a Paris.

Paris n'est autre chose qu'une immense hospitalité.

Aujourd'hui vous y revenez.

Comment ?

En frères, comme il y a trois ans ?

Non. En ennemis.

Pourquoi ?

Quel est ce malentendu sinistre ?

Deux nations ont fait l'Europe. Ces deux nations sont la France et l'Allemagne. L'Allemagne est pour l'Occident ce que l'Inde est pour l'Orient, une sorte de grande aïeule. Nous la vénérons. Mais que se passe-t-il donc ? et qu'est-ce que cela veut dire ? Aujourd'hui cette Europe, que l'Allemagne a construite par son expansion et la France par son rayonnement, l'Allemagne veut la défaire.

Est-ce possible ?

L'Allemagne déferait l'Europe en mutilant la France.

Réfléchissez.

Pourquoi cette invasion ? Pourquoi cet effort sauvage contre un peuple frère ?

Qu'est-ce que nous vous avons fait ?

Cette guerre, est-ce qu'elle vient de nous ? c'est l'Empire qui l'a voulue, c'est l'Empire qui l'a faite. Il est mort. C'est bien.

Nous n'avons rien de commun avec ce cadavre.

Il est le passé, nous sommes l'avenir.

Il est la haine, nous sommes la sympathie.

Il est la trahison, nous sommes la loyauté.

Il est Capoue et Gomorrah, nous sommes la France.

Nous sommes la République française ; nous avons pour devise : **LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ** ; nous écrivons sur notre drapeau : **ÉTATS-UNIS D'EUROPE**. Nous sommes le même peuple que vous.

Nous avons eu Vercingétorix comme vous avez eu Arminius. Le même rayon fraternel, trait d'union sublime, traverse le cœur allemand et l'âme française.

Cela est si vrai que nous vous disons ceci :

Si par malheur votre erreur fautive vous poussait aux suprêmes violences, si vous veniez nous attaquer dans cette ville auguste confiée en quelque sorte par l'Europe à la France, si vous donniez l'assaut à Paris, nous nous défendrons jusqu'à la dernière extrémité, nous lutterons de toutes nos forces contre vous ; mais, nous vous le déclarons, nous concluerons d'être vos frères : et vos blessés, savez-vous où nous les mètrons ? dans le palais de la nation. Nous assignons d'avance pour hôpital aux blessés prussiens les Tuileries. Là sera l'ambulance de vos braves soldats prisonniers. C'est là que nos femmes iront les soigner et les secourir. Vos blessés seront nos hôtes, nous les traiterons royalement, et Paris les recevra dans son Louvre.

C'est avec cette fraternité dans le cœur que nous accepterons votre guerre.

Mais cette guerre, Allemands, quel sens a-t-elle ? Elle est finie, puisque l'Empire est fini. Vous avez tué votre ennemi qui était le nôtre. Que voulez-vous de plus ?

Vous voulez prendre Paris de force ? Mais nous vous l'avons toujours offert avec amour. Ne faites pas fermer les portes par un peuple qui de tout temps vous a tendu les bras. N'ayez pas d'illusions sur Paris. Paris vous aime ; mais Paris vous combattra. Paris vous combattra avec toute la majesté formidable de sa gloire et de son deuil. Paris, menacé de viol brutal, peut devenir effrayant.

Jules Favre vous l'a dit éloquentement : et tous vous vous le répétez, attendez-vous à une résistance indignée.

Vous prendrez la forteresse, vous trouverez l'enceinte ; vous prendrez l'enceinte, vous trouverez la barricade ; vous prendrez la barricade, et peut-être alors, qui sait ce que peut conseiller le patriotisme en détresse ? vous trouverez l'épau miné faisant sauter des rues entières. Vous aurez à accepter cette condamnation terrible : prendre Paris pierre par pierre, y égarer l'Europe sur place, tuer la France en détail, dans chaque rue, dans chaque maison ; et cette grande lumière, il faudra l'éteindre âme par âme. Arrêtez-vous.

Allemands, Paris est redoutable. Soyez

pensifs devant Paris. Toutes les transformations lui sont possibles. Ses molleses vous donnent la mesure de ses énergies ; on semblerait dormir, on se réveille ; on tire l'idée du fourreau comme l'épée, et cette ville qui s'était hier Sybaris peut être demain Saragosse.

Est-ce que nous d'ions ceci pour vous intimider ? Non, certes ! On ne vous intimide pas, Allemands ! Vous avez eu Gaius contre Rome et Kerner contre Napoléon. Nous sommes le peuple de la **MARSEILLE**, nous vous êtes le peuple des **SONNETS GUERRAIS** et du **CHÂTEAU D'ÉPIQUE**. Vous êtes cette nation de penseurs qui devient au besoin une légion de héros. Vos soldats sont dignes des nôtres : les nôtres sont la bravoure impassible, les vôtres sont la tranquillité intrépide.

Ecoutez pourtant ! Vous avez des généraux rusés et habiles ; nous avons des chefs ineptes ; vous avez fait la guerre adroite plutôt que la guerre éclatante ; vos généraux ont préféré l'utilité au grand, c'était leur droit ; vous nous avez pris par surprise ; vous êtes venus dix contre un ; nos soldats se sont lâisés stoïquement massacrer par vous qui seriez mis vainement toutes les chances de votre côté ; de sorte que, jusqu'à ce jour, dans cette effroyable guerre, la Prusse a la victoire, mais la France a la gloire.

A présent, songez-y, vous croyez avoir un dernier coup à faire : vous ruez sur Paris, profitez de ce que notre admirable armée, trompée et trahie, est à cette heure presque tout entière étendue morte sur le champ de bataille, pour vous jeter, vous sept cent mille soldats, avec toutes vos machines de guerre, vos mitrailleuses, vos cacons d'acier, vos boulets Krupp, vos fusils Dreyse, vos innombrables cavaleries, vos artileries éponévitrables, sur trois cent mille citoyens debout sur leur rempart, sur des pères défendant leur foyer, sur une cité pleine de familles frémissantes, où il y a des femmes, des sœurs, des mères, et où à cette heure, moi qui vous parle, j'ai mes deux petits enfants, dont un à la mamelle. C'est sur cette ville innocente de cette guerre, sur cette cité qui ne vous a rien fait que vous donner sa clarté, c'est sur Paris isolé, superbe et désespéré, que vous vous précipitez, vous, immense flut de tuerie et de bataille ! ce serait la volée, hommes vaillants, grands soldats, illustre armée de la noble Allemagne ! Oh ! réfléchissez !

Le dix-neuvième siècle verrait cet affreux prodige : une nation, de police devenue sauvage, abolissant la ville des nations ; l'Allemagne éteignant Paris ; la Germanie levant la hache sur la Gaule ! Vous, les descendants des chevaliers teutoniques, vous feriez la guerre d'épée, vous extermineriez le groupe d'hommes et d'idées dont le monde a besoin, vous antichristiez la cité organique, vous recommenceriez Attila et Alaric, vous renouvelleriez après Omar, l'incendie de la Bibliothèque humaine, vous raseriez l'Hôtel-de-Ville comme les Russes ont rasé le Capitole, vous bombarderiez Notre-

Dame comme les Turcs ont bombardé le Parthénon ; vous donneriez au monde ce spectacle : les Allemands redevenus des Vandales, et vous seriez la barbarie décapitant la civilisation !

Nou, non, non !

Savez-vous ce que serait pour vous cette victoire ? ce serait le déshonneur.

Ah ! certes, personne ne peut songer à vous effrayer, Allemands, magnanime armée, courageux peuple ! mais on peut vous renseigner. Ce n'est pas, à coup sûr, l'opprobre que vous cherchez ; eh bien, c'est l'opprobre que vous trouveriez ; et moi, européen, c'est-à-dire ami de Paris, moi Parisien, c'est-à-dire ami des peuples, je vous avertis du péril où vous êtes, mes frères d'Allemagne, parce que je vous admire et que je vous honore, et parce que je sais que si quelque chose peut vous faire reculer, ce n'est pas la peur, c'est la honte.

Ah ! nobles soldats, quel retour dans vos foyers ! Vous seriez des vainqueurs la tête basse ; et qu'est-ce que vos femmes vous diraient ?

La mort de Paris, quel deuil !

L'assassinat de Paris, quel crime !

Le monde aurait le deuil, vous auriez le crime.

N'acceptez pas cette responsabilité formidable. Arrêtez-vous.

Et puis, un dernier mot. Paris poussé à bout, Paris soutenu par toute la France soulevée, peut vaincre et vaincra ; et vous auriez tenu en pure perte cette voie de fait qui déjà indigna le monde. Dans tous les cas, effacez de ces lignes écrites en hâte les mots **DESTRUCTION, ABOLITION, MORT**. Non, on ne détruit pas Paris. Parvint-on, ce qui est malaisé, à le démolir matériellement, on le grandirait moralement. En ruinant Paris, vous le sanctifieriez. La dispersion des pierres fera la dispersion des idées. Jetez Paris aux quatre vents, vous n'envoieriez qu'à faire de chaque grain de cette cendre la semence de l'avenir. Ce sépulcre crierait Liberté, Égalité, Fraternité ! Paris est ville, mais Paris est âme. Brûlez nos édifices, ce ne sont que nos ossements ; leur fumée prendra forme, deviendra énorme et vivante, et montera jusqu'au ciel, et l'on verra à jamais sur l'horizon des peuples, au-dessus de nous, au-dessus de vous, au-dessus du tout et de tous, attestant notre gloire, attestant votre honte, ce grand spectre fait d'ombre et de lumière, Paris.

Maintenant, j'ai dit, Allemands, si vous persistez, non, vous êtes avertis, fuyez, allez, attaquez la muraille de Paris. Sous vos bombes et vos mitrailles, elle se défendra. Quant à moi, vieillard, j'y serai, sans armes. Il me conviendrait d'être avec les peuples qui meurent, je vous plains d'être avec les rois qui tuent.

VICTOR HUGO.

Paris, 9 septembre 1870.

Paris. — Impimerie Rilliet, Quatre-vingt et Six, 7, rue Saint-Hippolyte, et rue de Valenciennes, 18.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

3^e ARRONDISSEMENT DE PARIS — MAIRIE DU TEMPLE

FORMATION D'UNE LÉGION DE **VÉTÉRANS PARISIENS**

Par suite de l'autorisation accordée par le Général Gouverneur de Paris au citoyen Thorné de Gamond d'organiser une Légion de **VÉTÉRANS PARISIENS**, le Maire du 3^e Arrondissement invite les Citoyens libérés du service de la Garde nationale, par suite de la limite d'âge, à se faire inscrire, à partir d'AUJOURD'HUI 10 SEPTEMBRE, à la Mairie, Bureau de la Garde nationale.

BONVALET
Maire.

9 Septembre 1870.

Paris. — EDOUARD VERT, Imprimeur de la Mairie du 3^e arrondissement, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 26.

APPEL

DE LA

SOCIÉTÉ DE SOLIDARITÉ DES DAMES DU VI^e ARRONDISSEMENT

La Nation se lève, et nous confie ce qu'elle a de plus cher, ses foyers, ses pères, ses enfants !

Femmes, nos frères versent leur sang pour venger l'insulte faite à la France ! Soyons courageuses, tendons nos bras dévoués pour les recevoir s'ils succombent, pour les soulager s'ils sont blessés, pour les aider à écraser un déloyal ennemi.

Point d'intimidation ! Point d'hésitation ! Il y va de l'honneur !

Debout, debout, aidons nos frères à vaincre, ou mourons avec eux !

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA LIBERTÉ !

La Présidente, G. BLANCHE.
La Trésorière, C. PRIOLET.

Les Membres du Bureau,
M^{mes} LAFORET, MOTET, THIRION, PARIS, MARFAING,
MILLON, LOUIS.

Paris. — Imprimerie H. Carles, 61, rue Beaupère.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

*Les Membres de la Commission Municipale du Onzième
Arrondissement de Paris, à leurs Concitoyens.*

CITOYENS,

Si nous sommes vraiment les fils de 92, la République proclamée
unanimentement par le peuple peut seule conjurer le péril qui nous
menace et sauver **LA PATRIE EN DANGER.**

Debout donc Citoyens!

Vous êtes appelés à élire les Chefs de la Garde Civique; choisissez,
pour vous conduire contre l'étranger qui foule notre sol des hommes
fermes et résolus.

Que ceux-là seuls qui, comme nos pères, sont décidés à faire un
pacte avec la mort viennent demander des armes, car c'est seu-
lement ainsi que nous pouvons espérer la victoire et le triomphe de la
République.

Le Maire,
COFFARD.

Les Adjoints,
POIRIER, BLANCHON.

Les Membres de la Commission,

AVRIAL.	GUILLAUME.	POTRON.
J. BONY.	JAUD.	REBIERRE.
DERVEAUX.	LALOGÉ.	SCHMITTE.
DUTOIT.	MALARNET.	TOLAIN.

HABITANTS

DE LA

VILLE DE SAINT-DENIS

Appelé au commandement supérieur de la Ville de Saint-Denis et des Forts environnants qui constituent le point le plus important de la défense de Paris, je viens combiner les efforts partiels qui ont été déjà faits par les Officiers à qui le commandement de chacun des Forts a été confié.

Je fais appel à votre dévouement et à votre patriotisme pour concourir, en unissant vos efforts aux nôtres, au salut de la Patrie. Il importe que chacun, population civile ou armée, fasse son devoir. A nous les dangers du combat, que votre position vous fera peut-être malheureusement partager, mais à vous surtout le calme, la patience, la résignation, qui demandent assurément un courage plus difficile encore.

Je serai au milieu de vous; j'allégerai, autant que possible, les lourdes charges qui vous incombent; soyons tous animés du même sentiment, du même élan, celui du salut de la Patrie, et rappelons-nous ce vieil adage populaire : DIEU PROTEGE LA FRANCE.

*Fait au Quartier général, Hôtel de la Sous-Préfecture,
le 10 Septembre 1870.*

Le Général commandant supérieur de la Ville de St-Denis et Forts,

DE BELLEMAIRE.

Saint-Denis. — Typographie de A. BOUTIER, rue de Paris, 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE GOUVERNEMENT

DE LA DÉFENSE NATIONALE

Sur la proposition du Maire de Paris;

Considérant qu'il est urgent de faciliter aux populations des communes du département de la Seine l'entrée immédiate des denrées et marchandises qui doivent être soustraites aux approches de l'ennemi.

DECRÈTE :

La perception des droits d'entrée et d'octroi est provisoirement suspendue aux entrées de Paris.

Fait à l'Hôtel de Ville de Paris, le 9 Septembre 1870.

Général TROCHU, EMMANUEL ARAGO, CREMIEUX,
JULES FAYRE, JULES FERRY, GAMBETTA,
GARNIER-PAGES, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN,
E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

MAIRIE DE PARIS.

PUITS PARTICULIERS.

LE MAIRE DE PARIS,

Vu la loi des 16-24 août 1790, tit. xi, art. 3, § 1^{er};

Vu l'art. 471 du Code pénal;

Vu le décret du 10 octobre 1839;

Vu l'ordonnance de police du 20 juillet 1838, sur les puits;

Considérant que, dans les circonstances présentes, il importe de ne négliger aucune ressource d'eau;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}.

Il est enjoint aux propriétaires et aux principaux locataires, à Paris, de, **DANS LE DÉLAI DE TROIS JOURS**, mettre en état de service : les puits, pompes, réservoirs, poulies, cordes, seaux et autres appareils hydrauliques existant dans leurs maisons, de manière à assurer le puisage de l'eau, notamment pour le cas d'incendie.

Cette mesure sera prise même à l'égard des puits abandonnés pour quelque cause que ce soit.

ART. 2.

L'accès libre de l'intérieur des propriétés devra être donné aux Agents du Service Municipal de l'Assainissement chargé d'assurer l'exécution du présent Arrêté.

ART. 3.

Passé le délai susindiqué, il sera pourvu d'office aux mesures ci-dessus prescrites, aux frais, risques et périls des contrevenants.

ART. 4.

Ampliation du présent Arrêté sera adressé au Directeur des Eaux et des Égouts.

Paris, le 10 septembre 1870.

POUR LE MAIRE DE PARIS.

L'Adjoint,

HENRI BRISSON.

Pour ampliation :

Le Secrétaire général de la Mairie,

JULES MAHIAS.



AMBULANCE

De la place Royale, 13.

Avec l'appui de la Société de Secours aux Blessés des Armées, nous organisons, place Royale, 13, une Ambulance pour les victimes des Combats qui vont, dans quelques jours, se livrer autour de nous.

Cette Ambulance contiendra de dix à douze lits. Placée dans un endroit très-sain, parfaitement aéré et éloigné des bruits de la rue, elle conviendra parfaitement pour l'hygiène et le repos des malades.

Nous désirons que cette Ambulance soit autant que possible l'œuvre du quartier de la place Royale; aussi nous adressons-nous de préférence à tous ses Habitants, en réclamant leurs généreux concours.

Bien des choses nous sont nécessaires : nous citerons, par exemple, les Lits et objets de Literie, les articles de Lingerie, tels que Chemises et flanelles, les objets de Vêtement, de Mobilier, d'Éclairage, d'Alimentation.

Que chacun envoie ses offrandes soit en nature, soit en argent. Donnez ou **prêtez** suivant vos moyens; apportez le plus que vous aurez; un emploi judicieux sera fait de vos dons.

Tout le monde peut se rendre utile. Le concours des femmes ne sera pas moins précieux que celui des hommes : elles peuvent faire de la charpie, des compresses, soigner les pauvres malades, penser à mille détails que leur cœur d'épouse ou de mère ne saurait oublier.

Dans l'ardeur de la lutte qui se prépare, nous songeons aux engins et aux armes de combat; songeons aussi aux victimes nombreuses qu'ils engendrent, à ceux de nos Concitoyens que nous irons dans quelques jours ramasser sur le champ de bataille, mutilés et sanglants, tombés, sans bruit comme sans plainte, pour la défense et pour l'honneur de la Patrie !

Paris, le 10 septembre 1870.

Eug. HUBIN, — Léon DONNAT.

13, place Royale.

Nous ne négligerons pas de dresser la Liste des coopérateurs de l'Œuvre, et de l'inscrire sur la porte de l'Ambulance.

SOCIÉTÉ DE SECOURS
AUX
BLESSÉS MILITAIRES DES ARMÉES
AVIS

La Société de Secours aux Blessés va organiser dans Paris des ambulances mobiles et des ambulances fixes pour que tous les blessés soient secourus sans retard et avec le moindre déplacement possible.

Les médecins de chaque quartier sont invités à faire connaître le temps que chacun d'eux peut consacrer chaque jour à visiter et à soigner les blessés.

Les ambulances fixes et les maisons particulières où les blessés pourront être transportés et où conséquemment les visites des médecins se trouveront nécessaires seront indiquées d'une manière visible par le drapeau de la Société, timbré conformément à la Convention internationale de Genève.

Les ambulances volantes seront spécialement confiées aux soins des médecins de la Société.

Tout Blessé sera transporté à bras d'hommes sur un brancard dans les ambulances volantes et de là il sera évacué avec toute la sollicitude possible dans les ambulances fixes à l'aide des voitures de la Société, de celles des Messageries que cette administration a bien voulu mettre à la disposition de la Société, et de toutes autres qui seraient offertes et reconnues commodas pour ce service.

Les hommes de bonne volonté qui voudraient concourir à l'enlèvement et au transport des blessés sont invités à se faire connaître au siège de la Société (Champs-Élysées, Palais de l'Industrie, porte n° IV).

Quatre ambulances seront spécialement attachées au service des quatre divisions de la Garde mobile existantes à Paris. Ces ambulances seront pourvues de médecins et d'infirmiers pour suivre ces divisions, et d'autres ambulances seront affectées aux besoins de l'armée.

Quant aux ambulances nombreuses que la Société a envoyées dans toute la France, elles resteront hors de Paris avec tout leur personnel, afin que les blessés existants ne soient abandonnés à aucun prix avant leur rétablissement ou leur évacuation régulière sur des hôpitaux, et sur des maisons particulières ou avant leur renvoi dans leurs familles.

Le Président de la Société,
COMTE DE FLAVIGNY.

Paris le 12 septembre 1870.

Imprimerie centrale des chemins de fer. — A. CHAIX et C^e, rue Bergère, 30, à Paris, — 13618-0.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Président du Gouvernement de la Défense nationale, Gouverneur de Paris et Commandant de l'état de siège,

Considérant que les forêts, bois et portions de bois qui environnent Paris sur toute l'étendue de son périmètre, offrent à l'ennemi, des couverts dont il se servira infailliblement pour masquer les mouvements de ses armées, pour arriver à l'abri jusqu'à portée des fortifications, pour préparer des ateliers de fascinage et de gabionnage en vue du siège de la Capitale;

Convaincu que la Nation ne reculera devant aucun effort pour faire son devoir, et que Paris voudra donner au pays tout entier l'exemple des grands sacrifices,

ARRÊTE :

Seront incendiés, à l'approche de l'ennemi, les forêts, bois et portions de bois qui peuvent compromettre la défense.

Les Ministres des finances et des travaux publics se concerteront pour que les travaux préparatoires soient immédiatement exécutés sous la direction du service des forêts, des ingénieurs des ponts et chaussées, des ingénieurs civils de la capitale, par des escouades d'ouvriers requis.

Toutes dispositions seront prises pour que les villes, villages, hameaux et habitations soient isolés et mis à l'abri des ravages de l'incendie, et pour que les matières inflammables soient recueillies, transportées et employées sur les lieux, avec les précautions nécessaires.

Par les soins du même personnel d'ingénieurs, le fonds des fossés de la fortification sera garni de fagots et branchages qui recevront des matières liquides incendiaires et seront livrés aux flammes quand il y aura lieu.

HABITANTS DE PARIS,

Votre patience, votre résolution, opposeront à l'ennemi des obstacles dont il ne soupçonne pas la puissance. Donnez-lui la formidable surprise d'une immense capitale qu'il croit épuisée par les jouissances de la paix et qui, devant les malheurs de la Patrie, se redresse tout entière pour le combat.

A Paris, le 10 Septembre 1870.

Général TROCHU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Soissons, le 11 Septembre 1870.

Un parlementaire prussien s'est présenté hier sous les murs de Soissons et a sommé la ville de se rendre.

Le commandant de la place a répondu qu'il se ferait plutôt sauter.

Les habitants ont approuvé cette réponse.

Ce matin, quatre uhlands ont été aperrus aux environs.

On a tiré sur eux, ils ont aussitôt disparu.

Le Ministre de l'Intérieur,
LÉON GAMBETTA.

2 IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

LE GOUVERNEUR DE PARIS. A LA GARDE NATIONALE MOBILE.

Les grandes nationaux mobiles des départements appelés à Paris pour concourir à la défense de la Capitale sont informés des dispositions suivantes, arrêtées par le Gouverneur de Paris. La garde nationale mobile départementale forme 4 divisions.

1^{re} DIVISION, Général de LINIERS

(Quartier général à l'Élysée).

Comprenant les bataillons logés dans le 8^e arrondissement, le 9^e (partie située à l'ouest de la rue Laflotte), le 10^e et le 17^e.

2^e DIVISION, Général de BEAUPORT-D'HAUTPOUL

(Quartier général au Palais-Royal),

Comprenant les bataillons logés dans le 1^{er} arrondissement, le 2^e, le 9^e (partie située à l'est de la rue Laflotte) et le 10^e.

3^e DIVISION, Général BERTHAUT

(Quartier général au Conservatoire des arts et métiers).

Comprenant les bataillons logés dans le 3^e arrondissement, le 4^e, le 10^e, le 11^e, le 12^e, le 13^e, le 19^e et le 20^e.

4^e DIVISION, Général CORRÉARD

(Quartier général au Luxembourg),

Comprenant les bataillons logés dans le 5^e arrondissement, le 6^e, le 7^e, le 13^e, le 14^e et le 15^e,
Paris, le 11 Septembre 1870.

Le Gouverneur de Paris,
Président du Gouvernement de la défense nationale.

Par ordre :

Le Général, Chef d'état-major général,
SCHMITZ.

2 IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DE POLICE

AVIS

Dans plusieurs Communes des environs de Paris, les récoltes de Pommes de terre n'ont pas encore été faites, et il importe de les soustraire à l'ennemi.

Toute personne, homme ou femme actuellement sans ouvrage, peut, en conséquence, se présenter aux Mairies de la Banlieue de Paris, notamment à Asnières, à Gennevilliers, à Saint-Denis, et offrir ses services, soit à titre gratuit, soit moyennant rétribution.

On demande aussi des voitures pour enlever les récoltes en meules.

Paris, le 12 septembre 1870.

Par le Préfet de Police :
Le Préfet de Police,
Le Secrétaire général,
ANTONIN DUBOST.

Paris, 1870. — BUCQUET Fr, imp. de la Préfecture de Police, rue de la Sac-Capelle, 5

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

A MESSEIERS LES MAIRES PROVISOIRES.

Le Gouvernement est informé qu'un certain nombre d'hommes habitant Paris, âgés de vingt-cinq à trente-cinq ans, appelés sous les drapeaux par la loi votée le 10 août dernier et pouvant être astreints au service dans l'armée active, se sont, à raison de cette circonstance, dispensés de se faire inscrire sur les contrôles de la garde nationale sédentaire.

Les opérations militaires devant retentir dans l'enceinte de Paris le plus grand nombre d'hommes en état de porter les armes, le Gouvernement invite MM. les Maires des arrondissements à procéder d'office à l'inscription des personnes comprises dans la catégorie ci-dessus désignée, et à les avertir que le service de la garde nationale est, à partir de la publication du présent avis, obligatoire pour elles.

Paris, le 12 septembre 1870.

Le Ministre de l'Intérieur,
LÉON GAMBETTA.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU V^e ARRONDISSEMENT

AUX FEMMES DU V^e ARRONDISSEMENT

Lorsque, il y a dix ans, prise au dépourvu par les armées organisées des esclavagistes, la République américaine sembla devoir sombrer dans une crise plus formidable que la nôtre, ses Citoyens, improvisés soldats, la relevèrent plus grande que jamais en étonnant le monde par des prodiges de ténacité civique et d'intelligence militaire. Les femmes américaines, avec cette initiative sérieuse et raisonnée qui sied aux peuples libres, organisèrent spontanément, outre les sociétés de secours, tout un service d'ambulances; et jamais le service médical de guerre n'a trouvé d'auxiliaires plus intelligents et plus dévoués.

Femmes de Paris, voilà votre exemple comme voilà le nôtre; et tandis que, affermis par vous dans la résolution inébranlable de défendre à outrance sur nos remparts, avec la patrie, vous, nos enfants, tout ce qui vous est cher, les Citoyens de Paris, unis à l'Armée et à la Marine, sauveront l'intégrité du sol sacré et l'honneur de nos foyers, vous Femmes, vous serez ce que vous êtes toujours, la bonté compatissante et tendre, l'esprit de sacrifice et de dévouement : vous ferez l'œuvre de l'Humanité.

A l'œuvre donc, et sur le champ!

A vous, Femmes du V^e arrondissement, je vous propose de former immédiatement dans chacun des quatre quartiers qui le composent, un Comité qui, s'inspirant avant tout de sa propre initiative, se consacrera tout entier à l'accomplissement de ce devoir sublime.

Et d'abord nous demanderons à ces quatre comités de provoquer, de centraliser les offrandes d'argent immédiatement nécessaires à l'achat des premiers objets indispensables au service d'ambulance de rempart de chaque compagnie de Garde nationale, tels que brancards et boîtes médicales; nous leur demanderons de réunir les dons de linge et de charpie, etc. Votre dévouement sera ingénieux à découvrir les ressources comme à multiplier vos devoirs.

Il y aura bientôt des blessés à soigner, des indigents à secourir, des enfants à recueillir peut-être. Votre tâche est grande; vous n'y faillirez pas. Toutes, à cette sainte cause, vous avez quelque chose à donner, votre temps, votre argent, votre travail, vos soins : toutes vous lui donnerez votre cœur!

Le Maire du V^e arrondissement,

J.-B. BOCQUET.

FRISER et VIMONT, Adjoints.

Paris, le 12 Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

LE MAIRE DE PARIS,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}.

Une Commission de vingt citoyens sera chargée de réviser la dénomination des rues de Paris.

ART. 2.

Le Maire de Paris, ses Adjoints et le Secrétaire général de la Mairie de Paris, sont membres de cette Commission.

ART. 3.

Les quatorze autres membres de la Commission seront élus par l'assemblée des Maires et Adjoints des vingt arrondissements de Paris.

ART. 4.

Dès à présent, la Mairie de Paris, interprète du vœu populaire, décide :

- 1^o La rue dite du *Dix-Décembre* prendra le titre de rue DU 4 SEPTEMBRE ;
- 2^o L'avenue dite de *l'Impératrice* prendra le nom d'avenue DU GÉNÉRAL UHRICH, le glorieux défenseur de Strasbourg.

ART. 5.

Le Secrétaire général de la Mairie de Paris est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Hôtel de Ville de Paris, le 12 septembre 1870.

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

Les Adjoints au Maire :

CH. FLOQUET, HENRI BRISSON, CLAMAGERAN.

Pour ampliation :
Le Secrétaire général de la Mairie,
JULES MAIHAS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DU 3^E ARRONDISSEMENT

L'ennemi est aux portes de Paris. Le sang de nos Défenseurs est sur le point de couler. Par le fer et le feu, l'art terrible de la guerre va leur infliger des souffrances dont il sera demandé compte, un jour, à qui les aura causées ! A l'approche de ces épreuves douloureuses et innombrables, en prévision des blessures à panser, des infortunes à soulager, de la désolation des familles pleurant des maris, des fils, des pères glorieusement atteints et mutilés au poste d'honneur, la Municipalité du 5^e Arrondissement vient faire un appel chaleureux au patriotisme des Femmes qui suivent de cœur les péripéties de dangers qu'elles ne peuvent partager.

Les ressources s'épuisent, si abondantes qu'on les suppose; en des jours où chaque minute peut marquer un nouveau malheur, il faut qu'elle apporte une compassion et une offrande de plus.

Que nos généreuses Concitoyennes s'organisent donc au plus vite, par quatre ou six sections dans chaque Quartier. A cet égard, leur initiative fera le mieux possible, mais il importe que le résultat soit prompt. Aussitôt que la répartition du service aura eu lieu, nos Mères, nos Femmes, nos Sœurs nommeront elles-mêmes des Commissaires, pour aller de rue en rue, de maison en maison, d'étage en étage, solliciter les sympathies des Habitants, à l'effet de pouvoir établir dans le 5^e arrondissement des **AMBULANCES PARISIENNES** de Secours aux Blessés, de recueillir les offres de concours personnels, les dons en argent ou en nature, de quelque espèce que ce soit : Linge, Literie, Flanelle, Vêtements, Aliments, Médicaments, etc., etc.

De tels élans ne contribueront pas moins que la valeur des Combattants à maintenir au premier rang, par-ci les peuples civilisés, la Nation Française, dont Paris est appelé à sauvegarder les destinées.

DIEU PROTÈGE LA FRANCE ET LA RÉPUBLIQUE !

13 Septembre 1870.

BONVALET, Maire.

MURAT, CLÉRAY et CHAVAGNAT, Adjoints.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DISPOSITIONS

A PRENDRE CONTRE L'INCENDIE

PENDANT LA DURÉE DU SIÈGE.

Un service de surveillance sera organisé jour et nuit et sans interruption, au moyen de rondes permanentes faites tant dans les salles que dans les combles.

Ce service sera confié aux sapeurs-pompiers conjointement avec les surveillants et gardiens spéciaux des établissements, et en nombre déterminé pour chacun d'eux.

Lors de la prise du service, les surveillants et sapeurs devront s'assurer du bon état du matériel et de l'existence des réserves d'eau dans les réceptacles de toutes grandeurs (vases, tonnes, réservoirs), qui doivent être constamment remplis.

Dès qu'un commencement d'incendie se manifestera, le surveillant le plus rapproché se transportera sur ce point avec un seau, une éponge ou les autres moyens de secours qu'il aura à sa disposition et commencera l'extinction. Pendant ce temps, les autres gardiens viendront à son aide avec la pompe, et, au besoin, l'un d'eux se détachera pour aller prévenir le poste de sapeurs-pompiers le plus voisin.

Si ce commencement d'incendie est dû à un projectile, le surveillant devra attendre l'explosion de celui-ci avant d'agir, et, au cas où il renfermerait des matières incendiaires (pétrole, roche à feu, etc.), il devrait employer la couverture mouillée, dont il couvrirait les parties enflammées.

Toutes les lumières devront être renfermées dans des lanternes dites *marines*.

L'interdiction de fumer ou de faire du feu est absolue; les allumettes employées à l'allumage devront être amorphes.

Les surveillants devront, en outre, se conformer à la consigne particulière de chaque établissement.

Paris, le 13 septembre 1870.

Le Colonel du régiment de sapeurs-pompiers.

Signé VILLERME.

Les présentes dispositions, arrêtées par M. le colonel des sapeurs-pompiers de Paris, seront affichées dans l'endroit le plus apparent de toutes les salles des murées et bibliothèques, et dans le vestibule des établissements d'instruction publique.

*Le Ministre de l'Instruction publique
et des Cultes,*

JULES SIMON.

GUERRILLA DE L'ILE-DE-FRANCE

Trois Bataillons d'Infanterie. — Un Escadron de Cavalerie.

BUREAU D'ORGANISATION :
AU JOURNAL DE LA GUERRE
11, rue du Faubourg - Montmartre

Le but de la création de ce corps franc, dont le *Journal de la Guerre* a pris l'initiative, est de protéger, en cas de siège, la campagne de Paris, célèbre depuis tant de siècles sous le nom d'ILE-DE-FRANCE !

C'est là un but éminemment national dans les circonstances graves que nous traversons, et de plus, un but éminemment parisien.

Nous faisons appel aux adhésions, aux souscriptions **EN ARGENT** et **EN NATURE**, de tous les enfants de Paris, de tous les enfants de la France.

Est-il besoin de représenter aux habitants des départements limitrophes de la Seine que nous soutenons avant tout leur cause, celle de leur foyer, celle de tous leurs intérêts les plus intimes ?

Notre appel est pressant. L'heure est instante. Les minutes sont devenues des siècles.

Levons-nous ! unissons nos efforts, et l'ennemi n'apparaîtra sous nos murs que pour assurer le triomphe de la France !

Les Enrollements et les souscriptions sont reçus au Journal, rue du Faubourg-Montmartre, n° 11, et dans les Bureaux de l'Association générale typographique, rue du Faubourg-Saint-Denis, 19. — On s'inscrit aussi, pour les enrôlements, chez M. André PÉRI, commandant provisoire, rue du Château-d'Eau, 61.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

ORDRE.

Aux Gardes nationaux et aux Gardes mobiles de la Seine;

Aux Gardes mobiles des départements.

Jamais aucun général d'armée n'a eu sous les yeux le grand spectacle que vous venez de me donner : trois cents bataillons de citoyens, organisés, armés, encadrés par la population tout entière, acclamant dans un concert immense la défense de Paris et la liberté.

Que les nations étrangères qui ont douté de vous, que les armées qui marchent sur vous ne l'ont-elles entendu ! Elles auraient eu le sentiment que le malheur a plus fait en quelques semaines, pour élever l'âme de la nation, que de longues années de jouissance pour l'abaisser. L'esprit de dévouement et de sacrifice vous a pénétrés, et déjà vous lui devez le bienfait de l'union des cœurs, qui va vous sauver.

Avec notre formidable effectif, le service journalier de garde dans Paris ne sera pas de moins de 70,000 hommes en permanence. Si l'ennemi, par une attaque de vive force, ou par surprise, ou par la brèche ouverte, perceait l'enceinte, il rencontrerait les barricades, dont la construction se prépare, et ses têtes de colonnes seraient renversées par l'attaque successive de dix réserves échelonnées.

Ayez donc confiance entière, et sachez que l'enceinte de Paris, défendue par l'effort persévérant de l'esprit public et par trois cent mille fusils est inabordable.

GARDES NATIONAUX DE LA SEINE ET GARDES MOBILES,

Au nom du Gouvernement de la défense nationale, dont je ne suis devant vous que le représentant, je vous remercie de votre patriotique sollicitude pour les chers intérêts dont vous avez la garde.

A présent, à l'œuvre dans les neuf sections de la défense ! De l'ordre partout, du calme partout, du dévouement partout ! Et rappelez-vous que vous demeurez chargés, je vous l'ai déjà dit, de la police de Paris pendant ces jours de crise.

Préparez-vous à souffrir avec constance. A cette condition vous vaincrez.

A Paris, le 14 septembre 1870.

*Le Président du Gouvernement de la défense nationale,
Gouverneur de Paris,
Général TROCHU.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE,

En exécution du décret du 11 septembre courant, qui a rétabli la taxe de la viande de boucherie à Paris,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

A dater du *vendredi 16 septembre* jusqu'au *jeudi 22 septembre* inclusivement, la viande de bœuf et la viande de mouton seront payées, dans la ville de Paris, aux prix suivants :

VIANDE DE BŒUF.

1 ^{re} CATÉGORIE	Tende de tranche..	2 fr. 10 le kil.
	Calotte.	
	Gîte à la noix. . . .	
	Tranche grasse. . .	
2 ^e CATÉGORIE	Aloyau.	1 fr. 70 le kil.
	Paleron.	
	Côtes.	
	Talon de collier. . .	
3 ^e CATÉGORIE	Bavelle d'ailou. . .	1 fr. 30 le kil.
	Rognons de grasse	
	Collier.	
	Pis.	
4 ^e CATÉGORIE	Gîtes.	1 fr. 30 le kil.
	Plais de côtes. . .	
	Surlonges.	
	Joues.	

Le filet et le faux filet détachés, ainsi que le rognon de chair, ne seront pas soumis à la taxe.

VIANDE DE MOUTON.

1 ^{re} CATÉGORIE	Gigots.	1 fr. 80 le kil.
	Carrés.	
2 ^e CATÉGORIE	Épaules.	1 fr. 30 le kil.

3 ^e CATÉGORIE.	Poitrine.	1 fr. 10 le kil.
	Collet.	
	Débris de côtelettes	

Les côtelettes *parées* ne sont pas soumises à la taxe.

ART. 2.

Les différentes espèces et catégories de viande exposées en vente seront indiquées par des écriteaux.

ART. 3.

Il est défendu aux bouchers d'introduire dans les pesées de viande des os décharnés et ce que l'on appelle vulgairement de la *réjouissance*.

ART. 4.

Les bouchers ne peuvent obliger l'acheteur à prendre avec le morceau de son choix de la viande d'une autre espèce ou d'une autre catégorie, non plus que des morceaux différents de la même catégorie.

ART. 5.

Le présent arrêté devra être placardé dans l'endroit le plus apparent de la boutique de chaque boucher.

Paris, le 14 septembre 1870.

*Le Ministre de l'Agriculture
et du Commerce,*
J. MAGNIN.

MAIRIE

DE TOULON.



DÉPARTEMENT

DU VAR.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

NOUS, MAIRE DE LA VILLE DE TOULON,

Considérant que la ville de Strasbourg, par l'énergie de ses habitants, par l'héroïsme de ses défenseurs, a bien mérité de la patrie ;

Considérant qu'il importe de perpétuer le souvenir de cette lutte acharnée de nos frères d'Alsace contre l'invasion barbare de la Prusse,

ARRÊTONS :

Article 1^{er}. — Le boulevard Louis-Napoléon prendra désormais le nom de boulevard de Strasbourg.

Article 2. — Le citoyen ingénieur de la ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulon, en l'Hôtel-de-Ville, le 14 Septembre 1870.

Le Maire de Toulon,

NOËL BLACHE.

3640 Toulon — Typographie et Lithographie F. ROBERT, boulevard de Strasbourg.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRE DU 9^{ME} ARRONDISSEMENT

LOGEMENTS VACANTS

Aux termes d'une circulaire de M. le Maire de Paris en date du 11 septembre, les Propriétaires, Gérants ou Concessionnaires des maisons situées dans le 2^e Arrondissement sont invités à se présenter IMMÉDIATEMENT au bureau de l'Architecte situé à la Bourse (1).

A l'effet de déclarer les appartements non loués ou dont les locataires sont absents.

Les mesures de rigueur que l'état de siège donne le droit d'exercer aux représentants de l'autorité, seront appliquées à l'égard de ceux qui voudraient se soustraire à cette obligation.

Le Maire,

TIRARD.

(1) Les déclarations seront reçues demain Mardi et après-demain Mercredi de huit à onze heures et de une heure à six. (Entrée par le grand Escalier.)

Imprimerie PENNETTE, passage Anquet, 11. Maison 2 rue de Caen, 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

AVIS.

Les Gardes mobiles des départements appelés à Paris pour la défense nationale ont été logés chez les habitants.

Les billets de logement délivrés fixaient un délai de huit jours.

Le Maire requiert les citoyens de Paris de continuer à loger les Gardes mobiles jusqu'à nouvel ordre de l'Autorité.

Il compte sur le patriotisme de ses concitoyens, mais il doit leur rappeler que ceux qui résisteraient à cette réquisition, conséquence de l'état de siège, s'exposeraient à des pénalités sévères.

Fait en l'Hôtel de Ville de Paris, le 14 septembre 1870.

Le Maire de Paris,

ÉTIENNE ARAGO.

CHARLES DE MOURGUES frères, Imprimeurs de la Mairie de Paris, rue J.-J. Rousseau, 58, — 7353.

MINISTÈRE DES FINANCES.

BONS DU TRÉSOR.

Sur la demande qui en a été faite, et pendant la durée du siège, le Trésor recevra les sommes qui lui seront versées contre des Bons :

A l'échéance d'un mois, avec intérêt à 5 p. 0/0 ;

Et de deux mois, avec intérêt à 5 1/2 p. 0/0.

L'intérêt des Bons ordinaires, de trois mois à un an, est fixé à 6 p. 0/0.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Commission du Génie civil

VILLE DE PARIS

SERVICE DES PRESCRIPTIONS ET SECOURS CONTRE L'INCENDIE EN CAS DE BOMBARDEMENT

Il est rappelé que, jusqu'ici, les Compagnies d'assurances ne répondent pas des incendies occasionnés par guerre, invasion, émeute et force militaire quelconque.

I. — Dans chaque maison, à tous les étages, spécialement aux étages supérieurs, dans chaque cour, des cuves, tonneaux défoncés, baquets, etc., devront constamment être tenus pleins d'eau; on aura, à côté, des seaux en nombre suffisant: l'approvisionnement devra être en rapport avec l'importance de la propriété. Au moment du bombardement, il sera bon de placer dans chaque chambre un seau plein d'eau ou tout autre réceptif de capacité équivalente.

II. — Les puits, pompes, cordes, poulies, seaux, etc., seront mis et entretenus en parfait état de service; à côté de chaque puits, on devra placer des réservoirs ou des tonneaux défoncés.

III. — Dans les maisons où il y aurait des approvisionnements d'essence, d'alcool, de pétrole, etc., on devra placer, à proximité, du sable ou de la terre en quantité suffisante pour éteindre le feu. Les tonneaux ou bonbonnes renfermant ces matières doivent toujours rester dans les caves, et autant que possible être enterrés.

Les dépositaires de poudre, cartouches et autres substances fulminantes devront prendre la plus grande précaution pour les abriter et les noyer en cas d'urgence.

IV. — Les approvisionnements de bois et de toute autre matière combustible qui seraient déposés dans les cours des maisons d'habita-

tion, devront être enlevés ou descendus dans les caves. En cas d'impossibilité, il faudra placer des réservoirs, des tonneaux pleins d'eau et, à côté, des seaux en nombre suffisant.

On devra maintenir, à proximité des soupiraux de caves, des sacs de terre ou des volets permettant de fermer complètement ces ouvertures, en cas d'incendie.

V. — Dans l'intérieur des appartements, les rideaux et tentures, en étoffes autres que celles en laine ou en soie, devront être retirés au moment du danger.

VI. — Il faut absolument enlever des greniers et autres pièces de débarras des étages supérieurs, les caisses, amas de bois et matières facilement inflammables. Ces emplacements, ordinairement encombrés, sont les plus exposés et exigent le plus de précautions.

VII. — Afin de permettre l'accès immédiat des logements, dans le cas de pénétration de projectiles ou d'un commencement d'incendie, les personnes qui s'absenteront, même momentanément, devront remettre leurs clefs étiquetées chez le concierge.

Les clefs des maisons ou appartements non occupés devront également être déposées chez les concierges ou chez les voisins.

VIII. — Dès qu'un commencement d'incendie se manifeste, il faut prévenir immédiatement le poste de pompiers le plus voisin et maintenir fermées les portes, fenêtres et cheminées.

IX. — Dans toutes les maisons, il devra être ménagé un moyen facile d'arriver sur les toits.

X. — Les planebes, modriers et autres pièces mobiles, faisant partie des échafaudages des maisons en construction, seront descendus dans les caves, ainsi que les bois de charpente et de menuiserie non encore utilisés. Des tonneaux défoncés et pleins d'eau seront disposés à proximité.

AVIS ET CONSEILS AUX HABITANTS

Les projectiles qui, en cas de bombardement, tomberont sur la ville, sont des bombes ou des obus. Il n'y a pas de moyen pratique d'empêcher leur pénétration dans les maisons, mais il ne faut pas s'exagérer le danger. Grâce à l'étendue de Paris, le nombre des quartiers sur lesquels le bombardement peut être dirigé sera restreint, et nos maisons sont construites de façon à ne pas être facilement démolies. Les rez-de-chaussées et les étages inférieurs seront généralement à l'abri de l'action directe des projectiles ; il sera probablement nécessaire d'évacuer les étages supérieurs dans les quartiers bombardés et de protéger les étages inférieurs contre les éclats de projectiles tombent dans les rues ou dans les cours, en plaçant des matelas entre les persiennes et les fenêtres.

La plupart des obus éclatent par le choc, au moment même de leur chute. On évite leurs effets meurtriers en se précipitant à plat ventre, le plus loin possible du projectile, si on n'a pas eu le temps de se mettre à l'abri derrière un mur ou un meuble solide. Ils communiquent rarement l'incendie et seulement quand l'explosion a lieu tout auprès de matières inflammables.

Il est, en tout cas, absolument nécessaire d'aller se rendre compte immédiatement de l'effet d'une explosion d'obus.

On doit craindre également l'emploi des obus incendiaires qui, en général, ne font pas explosion ; ils sont remplis d'une composition volatile qui fournit, par plusieurs ouvertures, des jets violents de flammes très-puissantes. Ces obus incendiaires se distinguent facilement des autres, surtout la nuit, puisqu'ils sont lumineux. On pourrait peut-être s'en approcher sans danger ; mais, néanmoins, il est de toute prudence et il est bien recommandé

d'attendre que leurs flammes propres aient cessé de se dégager, avant de venir étendre les objets qu'ils auront enflammés. On éteindrait, du reste, difficilement avec de l'eau le projectile lui-même pendant l'émission des flammes.

Pour remédier de suite aux commencements d'incendie qui pourraient se produire, il est recommandé d'avoir sous le main une couverture, une toile d'emballage ou autre toujours mouillée, un bâton muni, à une de ses extrémités, d'une grosse éponge ou d'un tampon de linge imbibé d'eau.

On pourra empêcher l'altération de l'eau qui séjournerait longtemps dans les tonneaux, en y mettant du charbon de bois concassé enfermé dans un sac de toile (environ un demilitre par hectolitre d'eau) ; dans le cas où, après un certain temps, l'eau présenterait des traces de mauvaise odeur, il suffirait de renouveler le charbon en même quantité. L'acide phénique (environ un petit verre par tonneau), le goudron, produiront des effets analogues.

Une bonne mesure à prendre consisterait à recueillir les eaux pluviales d'une façon quelconque.

Dans toutes les maisons qui possèdent des extincteurs à eau saturée d'acide carbonique, il faut s'assurer de l'approche facile de ces appareils et de la possibilité de leur bon fonctionnement.

On prie les propriétaires, dans un but de secours réciproques, de rechercher et d'établir les moyens de communication possible, par les cours ou les jardins, entre les immeubles mitoyens, afin de faciliter l'accès des maisons, pour le cas du bombardement des rues dans le sens de leur longueur.

Les cartes d'inspecteur du service des Prescriptions et Secours contre l'incendie portent :

X... en qualité d'inspecteur, sous la direction du colonel des Sapeurs-Pompiers, est autorisé, avec l'assistance des Maires de Paris, à requérir ce qui sera nécessaire pour l'exécution des prescriptions contre l'incendie.

Les réquisitions seront signées par les Maires.

(Timbre de la Commission et de l'Administration)

Le Président de la Commission

H. TRESCA.

GOUVERNEUR DE PARIS.

AVIS.

Un grand nombre d'anciens militaires ayant répondu à l'appel qui a été fait à leur dévouement pour la création d'un Corps de Canonniers volontaires, il va être procédé à la formation de neuf compagnies qui répondront à neuf sections formées sur l'enceinte des fortifications.

Les volontaires inscrits, et ceux qui ne le sont pas encore, pourront choisir la Compagnie dans laquelle ils désirent être incorporés. A cet effet, ils iront donner leur nom, **DIMANCHE PROCHAIN**, de 9 heures à 4 heures, dans les Mairies indiquées sur le tableau ci-dessous.

Les Compagnies ainsi formées seront chargées du service de l'artillerie de l'enceinte de la section correspondant à cette Mairie, et ne seront jamais déplacées pour être employées ailleurs.

Aussitôt le personnel de chaque Compagnie connu, un avis affiché indiquera le lieu, le jour et l'heure d'une première réunion, et il sera procédé immédiatement à tous les détails d'organisation.

N ^{os} des BASTIONS.	N ^{UMEROS} des COMPAGNIES.	CIRCONSCRIPTIONS.	LIEUX D'INSCRIPTION.
Bastions n ^{os} 1 jusqu'au n ^o 11 inclus.	1 ^{re} Compagnie	de Bercy à la porte de Montreuil,	MAIRIE DE 1^{er} ARRONDISSEMENT : Reuilly, place de l'Eglise, Bercy.
Bastions de 12 à 21	2 ^e Compagnie	de la porte de Montreuil à la porte de Pantin,	MAIRIE DE 2^e ARRONDISSEMENT : Montmartre, rue de Belleville, 128-130.
Bastions de 22 à 33	3 ^e Compagnie	de la porte de Pantin à la porte de La Chapelle,	MAIRIE DE 18^e ARRONDISSEMENT : Bonne-Chaumont, rue de Crimée, 100.
Bastions de 34 à 45	4 ^e Compagnie	de la porte de La Chapelle à la porte d'Aubert,	MAIRIE DE 18^e ARRONDISSEMENT : Bonne-Montmartre, place des Abbesses.
Bastions de 46 à 54	5 ^e Compagnie	de la porte d'Aubert à l'avenue de l'Impératrice,	MAIRIE DE 17^e ARRONDISSEMENT : Bellepierre-Monceau, Mairie des Bel- guettes, rue de la Marie.
Bastions de 55 à 67	6 ^e Compagnie	de l'avenue de l'Impératrice à la Seine.	MAIRIE DE 16^e ARRONDISSEMENT : Passy, rue de Passy, 67.
Bastions de 68 à 76	7 ^e Compagnie	de la Seine à la porte de Vaugrec.	MAIRIE DE 13^e ARRONDISSEMENT : Vaugrec, rue de Vaugrec.
Bastions de 77 à 94	8 ^e Compagnie	de la porte de Vaugrec à la Bièvre.	MAIRIE DE 14^e ARRONDISSEMENT : Observatoire, chaussee de Meudon.
Bastions de 95 à 96	9 ^e Compagnie	de la Bièvre à la Seine.	MAIRIE DE 15^e ARRONDISSEMENT : Gobelins, place Pinel.

Le Gouverneur de Paris,
GÉNÉRAL TROCHU.

AMBULANCES SPÉCIALES

DE LA

GARDE NATIONALE SÉDENTAIRE

APPEL AUX PARISIENS!

CHERS CONCITOYENS,

Les graves et périlleux événements que nous allons traverser nous imposent la douloureuse nécessité de penser aux misères qu'ils vont faire naître.

Dans quelques jours, la *Garde Nationale sédentaire*, cette grande famille étroitement unie pour la plus noble des causes, va combattre et donner son sang pour défendre et sauver notre honneur national.

Quelques-uns tomberont martyrs de leur bravoure et de leur patriotisme. Pensons à eux!

Pensons à l'anxiété de la mère et de l'enfant qui verront partir le mari, le père, qu'une blessure peut ramener au logis sans feu et peut-être sans pain!

Unissons-nous dans un même sentiment d'humanité et de fraternité! Que ceux qui possèdent viennent en aide aux plus pauvres!

Faisons un suprême effort; imposons-nous de nouveaux sacrifices pour calmer les angoisses des familles et faire face aux malheurs qui nous menacent!

Dans cette pensée et sous les auspices du *Gouverneur de Paris*, des *Ministres*, du *Commandant supérieur de la Garde nationale sédentaire*, de l'*Archevêque de Paris*, de différents *Maires et Chefs de bataillon*, UN COMITÉ D'INITIATIVE composé de Commerçants et de Gardes nationaux, vient de créer les AMBULANCES SPÉCIALES DE LA GARDE NATIONALE SÉDENTAIRE.

Déjà une grande quantité de chevaux et de voitures ont été mis à la disposition du Comité pour une partie des services qu'il organise. Des dons de toute nature lui ont été envoyés; mais IL FAUT D'AVANTAGE!

Nous prions donc ceux qui peuvent disposer de chevaux, de voitures et de

locaux vastes et bien aérées, d'en informer immédiatement l'Administration centrale, 131 rue Montmartre.

Nous faisons à la GARDE NATIONALE SÉDENTAIRE un pressant et chaleureux appel.

Que chacun apporte son offrande, si minime qu'elle soit.

DONNEZ! mais DONNEZ VITE!! car, dans quelques jours, nous aurons des infortunes à soulager, des blessés à soigner.

EXTRAIT DE L'ORGANISATION GÉNÉRALE

1^o Les Ambulances spéciales de la Garde nationale sédentaire ont pour but d'établir un lien direct entre les familles et ceux de leurs membres qu'un service actif appelle à la défense de nos remparts;

2^o Dans chaque Ambulance sont nommés deux Administrateurs responsables chargés de la bonne exécution des ordres et de la surveillance générale;

3^o Les voitures d'Ambulance porteront les numéros de leurs bataillons respectifs et les suivront à chaque prise d'armes pour se tenir prêtes à toutes réquisitions;

De deux en deux heures, une ou plusieurs voitures partiront du dépôt pour faire le service des bataillons envoyés soit aux fortifications, soit ailleurs. Elles seront mises à la disposition de qui de droit;

Des affiches apposées aux Mairies et aux Ambulances indiqueront les heures de départ des voitures pour les fortifications;

Les familles pourront, par ce moyen, faire parvenir aux hommes de garde les vivres ou toutes choses qu'elles jugeront nécessaires;

de leur côté, les Gardes Nationaux auront la faculté de remettre aux voitures de retour les objets qu'ils désireront renvoyer à leurs familles;

4^o Le service médical est placé sous la haute direction de M. le docteur NONAT, médecin honoraire des hôpitaux;

Le service chirurgical est confié à M. le docteur de MAISONNEUVE, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu;

5^o Conformément à la Convention de Genève, les ambulances spéciales de la Garde Nationale sédentaire, avec l'autorisation de son Conseil d'administration, seront protégées par le drapeau de la Société internationale;

6^o Les noms des généreux citoyens qui nous auront aidés dans la tâche désintéressée que nous nous imposons, seront publiés par voie d'affiches et par les journaux.

ARTICLE UNIQUE DES STATUTS.

TOUT SECOURS OU CONCOURS EST GRATUIT.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE EST COMPOSÉ DE :

MM. le Général TAMISIER, Commandant supérieur de la Garde Nationale de la Seine, *Président honoraire.*

HAURÉAU, membre de l'Institut, directeur de l'Imprimerie nationale, *Président.*

Monseigneur DARBOY, Archevêque de Paris.

Docteur HORTELOUP, chirurgien-major de l'Etat-Major de la Garde nationale sédentaire.

Docteur MAISONNEUVE, Chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu.

Docteur NONAT, médecin honoraire des hôpitaux.

MM. RANC, Maire du 1^{er} arrondissement.

ROTHSCHILD (Baron ALPHONSE), banquier.

SERURIER (comte), Vice-Président de la Société internationale.

TIRARD, Maire du 2^{me} arrondissement.

VAN HOORICK, chef du 11^{me} bataillon de la Garde Nationale.

L'organisation des Ambulances de la Garde Nationale sédentaire a été approuvée par MM. :

LE GOUVERNEUR DE PARIS. — LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR. — LE MINISTRE DU COMMERCE.

Le Comte DE FLAVIGNY, Président de la Société internationale de secours aux blessés de terre et de mer.

Directeur délégué, E. CLÉMENT (Imprimerie internationale);

— Rapporteur, M^r RENARD, notaire; — Trésorier, F. GAYTE, banquier; — Secrétaire, O.-E. LAMY.

Nota. — LES DONS PATRIOTIQUES SERONT REÇUS RUE MONTMARTRE, 131.

GARDE NATIONALE **DE LA SEINE**

ORDRE DU JOUR

Les habitants de Paris sont prévenus que demain 16 septembre les exercices de Tir commenceront sur les remparts de l'enceinte dans toutes les sections avec l'autorisation du Gouverneur général.

Les exercices auront lieu pendant toute la journée et continueront les jours suivants.

Les Tambours et Clairons annonceront sur le rempart le commencement des exercices de Tir un quart d'heure à l'avance.

Les Gardes nationaux ne se rendront au rempart pour le Tir que sur l'ordre des Commandants de Sections.

Paris, le 15 septembre 1870.

Le Commandant supérieur de la Garde nationale,
TAMISIER.

Paris. — Imprimerie PAUL DUPONT, rue J.-J. Rousseau, 41 (Hôtel des Fermes), 3085, 5, 10

HABITANTS

DE LA

Ville de Saint-Denis

« Une panique ridicule a mis en émoi ce matin toute la Ville de Saint-Denis. Quelques souldards ou quelques individus affolés de terreur et qui croient voir l'ennemi partout, ont tiré quelques coups de fusil isolés, qui ont suffi pour mettre en fuite la population, faire battre le rappel et prendre les armes sans ordre à la Garde nationale. Il faut avant tout se prémunir contre ces surprises qui peuvent amener les plus grands malheurs.

Vous êtes à l'abri de choses de ce genre : un réseau d'avant-postes de 2,500 hommes environ, infanterie et cavalerie, vous couvre de toutes parts; en outre, des reconnaissances nombreuses sillonnent le terrain à sept ou huit kilomètres. Restez en paix : nous vous protégeons et nous vous gardons.

La Garde nationale va recevoir des cartouches, chacun connaîtra bientôt son poste de combat, quand le moment sera venu : jusque-là, et sans mon ordre, que les tambours ne battent pas le rappel, que les Gardes nationaux qui ne sont pas de service restent chez eux.

L'armée veille.

AN Quartier général, 16 Septembre 1870.

Le Général commandant supérieur de Saint-Denis et Forts,
DE BELLEMARE.

Saint-Denis. — Typographie de A. MOULIN, rue de Paris, 17.

PRÉFECTURE DE POLICE

AVIS

Tous les Industriels, Coiffeurs, Propriétaires de Locaux sont invités à venir constater, dans les premiers jours de leur établissement, que les récepteurs seront mis en communication avec la rue au moyen de tuyaux adaptés au robinet de décharge qui devra être établi, dans ce but, là où il n'en existe pas.

Les machines nécessaires à l'alimentation devront être tenues constamment sous vapeur, à la pression voulue, pour pouvoir remplir presque immédiatement les récepteurs vides, au moyen de l'eau des puits que possèdent un grand nombre de ces établissements.

Il devra être placé sous la porte extérieure un écriteau indiquant qu'il existe dans l'établissement un approvisionnement d'eau.

Les Habitants sont tenus d'avoir chez eux, et à tous les étages, des récepteurs adaptés, tels que Baquets, Seaux, etc., constamment pleins d'eau afin de pouvoir porter eux-mêmes les premiers secours, en cas d'incendie.

Paris, le 17 Septembre 1870.

Le Préfet de Police,
DE KÉRATRY.

Par le Préfet de Police :
La Secrétaire générale,
ANTONIN DUBOST.

BOUQUEN, imp. de la Préfecture de Police, rue de la Ste-Christine, 15. — Paris, 1870.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Vu la loi du 28 janvier 1868 (art. 8);

Considérant que les circonstances dans lesquelles a eu lieu la nomination des officiers de la garde mobile rendent nécessaire l'élection des officiers;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER.

Les bataillons de la Garde mobile actuellement armés et réunis à Paris sont appelés à élire leurs officiers.

ART. 2.

Les élections auront lieu le lundi 19 septembre par les soins du Chef de bataillon en exercice.

ART. 3.

Le Ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Paris, le 16 septembre 1870.

— Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGES, PELLETAN, E. PICARD, ROCHERFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE PARIS

FOURNEAUX ÉCONOMIQUES

Des FOURNEAUX ÉCONOMIQUES viennent d'être installés, par les soins de l'Administration municipale, dans les dépendances des Maisons de Secours ci-après désignés. — Des aliments y seront distribués à prix réduits.

1 ^{er} Arr.	Rue du Marché-St-Honoré, 32.
2 ^e Arr.	Rue de la Jussienne, 16.
3 ^e Arr.	Rue de la Lune, 14.
4 ^e Arr.	Rue de Ménilmontant, 10.
5 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 50.
6 ^e Arr.	Rue de la Croix-de-la-Bretonnerie, 22.
7 ^e Arr.	Rue du Cloître-St-Merri, 10.
8 ^e Arr.	Rue de l'Épée-de-Bols, 5.
9 ^e Arr.	Rue Saint-Jacques, 250.
10 ^e Arr.	Rue Boutebrie, 4.
11 ^e Arr.	Rue Saint-Benoît, 40.
12 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 82.
13 ^e Arr.	Rue d'Anvers, 4.
14 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 19.
15 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 25.

16 ^e Arr.	Rue d'Alger, 5.
17 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 171.
18 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 22.
19 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 50.
20 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 43.
21 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 21.
22 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 15.
23 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 9.
24 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 2 ter.
25 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 38.
26 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 3.
27 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 41.
28 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 48.
29 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 24.
30 ^e Arr.	Rue de Valenciennes, 413.

TARIF

Un demi-litre de Bouillon de Bœuf	5 centimes	45 centilitres de polage au riz	5 centimes
Une portion de Viande cuite d'environ 60 grammes.	5 —	425 grammes de pain de 1 ^{re} qualité.	5 —
45 centilitres de légumes cuits au gras ou au maigre	5 —	N. B. Les aliments peuvent être emportés ou consommés sur place.	

MAIRIE
DE TOULON.



DÉPARTEMENT
DU VAR.

République Française.

PROCLAMATION

CITOYENS,

L'heure des sacrifices héroïques vient de sonner. Jamais, à aucune époque de son histoire, la France n'avait dû faire face à d'aussi terribles dangers.

C'est au milieu de ces circonstances, à la fois douloureuses et solennelles, que le Gouvernement républicain, quo votre Conseil municipal m'appelle au redoutable honneur de diriger les affaires de notre cité.

Le poste qui m'est confié est un poste de combat : c'est là la suprême excuse de mon acceptation.

Je viens à vous plein de confiance dans les ardeurs de votre patriotisme, et je vous demande, au nom de la nation en deuil, de me seconder vigoureusement dans la tâche ardue que je dois accomplir.

J'ai besoin du concours de tous, et c'est à tous que je fais appel. Celui-là serait traître à la Patrie qui pourrait oublier un instant que devant l'invasion amonée par une main criminelle, la France entière doit battre d'un seul cœur.

Travaillons donc sans relâche au succès de nos armes; à la grandeur, à l'indépendance de notre pays. Montrons par notre accord, par notre enthousiasme, par nos vertus civiques si longtemps oubliées, que nous sommes encore les dignes fils des héros de 1792. Contribuons, par tous les moyens, à sauver la nation : nous aurons alors fondé la République et affranchi l'humanité.

Pour moi, qui, quoique jeune encore, ai pu déjà apprécier tant de fois vos élans républicains, je ne faillirai à aucun des devoirs qui m'incombent.

Queles que soient les périls qui puissent vous menacer, quelles que soient les luttes que l'avenir vous réserve, vous me verrez toujours parmi vous et au premier rang, prêt à partager ces périls et ces luttes, décidé à toutes les mesures que ma conscience et mon amour indébranlable de la République me conseilleront.

Le jour du triomphe viendra, soyez en sûrs, car la République est invincible. Et ce jour-là nous réunirons nos mains dans une fraternelle étreinte et devant le monde ébloui nous pousserons vibrant et sonore ce cri de délivrance et de fraternité universelle :

Vive la République !

Le Maire de Toulon,

Noël BLACHE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU XI^e ARRONDISSEMENT

Les Chirurgiens et Médecins de l'Arrondissement, désireux de donner les premiers soins aux Gardes Nationaux blessés aux remparts, sont instamment priés de vouloir bien se rendre à la Mairie, bureau de la Commission d'Armement et de Défense.

Les citoyens de bonne volonté non incorporés dans la Garde nationale, soit qu'ils n'aient pas encore atteint la limite d'âge ou qu'ils l'aient dépassée, et qui voudraient s'offrir comme infirmiers et brancardiers pour le service des bastions, sont priés de se présenter à la Mairie, au bureau d'armement et de défense.

PARIS, le 17 septembre 1870.

Le Maire, JULES MOTTU.

Paris. — Imp. MORIS père et fils, rue Amiel, 64.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ORDRE

CONCERNANT

LA GARDE NATIONALE MOBILE LOGÉE CHEZ L'HABITANT.

Considérant que le logement des Gardes mobiles chez l'habitant est une charge que le patriotisme des Parisiens a acceptée avec empressement, mais que l'autorité militaire doit s'efforcer de rendre aussi légère que possible;

Considérant, d'autre part, qu'une discipline sévère doit être maintenue dans tous les Corps de troupes;

LE GOUVERNEUR DE PARIS

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Les Gardes mobiles logés chez l'habitant doivent être rentrés à DIX HEURES du soir, au plus tard, au domicile qui leur est assigné.

Art. 2. Tout Garde mobile rencontré dans les rues, passé dix heures, et qui ne sera pas porteur d'une permission régulière, sera arrêté et puni disciplinairement.

Art. 3. Les habitants ne sont pas tenus d'ouvrir leurs portes, pendant la nuit, aux Gardes mobiles logés chez eux, après l'heure indiquée ci-dessus.

Paris, 17 septembre 1870.

*Le Président du Gouvernement de la défense nationale,
Gouverneur de Paris,
Général TROCHU.*

1 IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Considérant qu'un grand nombre d'habitants se sont éloignés de Paris; qu'il ne serait pas juste qu'ils fussent affranchis des charges qui résultent de l'état de siège,

DÉCRET :

Art. 1^{er}. Les locaux dont les habitants se sont éloignés de Paris pour toute autre cause que pour un service public seront soumis, à partir du 10 septembre courant, à une taxe graduée suivant la valeur locative desdits locaux.

Au-dessous de 600 fr., lesdits locaux ne supporteront aucune taxe.

A partir de 600 fr., la taxe sera réglée de la manière suivante :

De 600 francs à 1,000 francs.	20 francs par mois.
De 1,001 francs à 2,000 francs.	60 francs par mois.
De 2,001 francs à 3,500 francs.	120 francs par mois.
De 3,501 francs à 6,000 francs.	180 francs par mois.
De 6,001 francs à 10,000 francs.	240 francs par mois.
De 10,001 francs à 20,000 francs.	300 francs par mois.
De 20,001 francs et au-dessus.	500 francs par mois.

La taxe cessera à partir de la levée de l'état de siège.

Art. 2. Les rôles comprenant cette taxe seront dressés et arrêtés par le Maire de Paris, sur la proposition d'une Commission constituée par lui.

Le recouvrement en sera effectué par les receveurs-percepteurs des contributions directes.

La taxe mensuelle devra être acquittée en une seule fois et dans le délai de quinze jours, à partir de la notification.

Art. 3. Les réclamations auxquelles cette taxe pourrait donner lieu devront être présentées dans le même délai de quinze jours et seront jugées par le Maire de Paris, sur l'avis de la commission constituée par l'article 2 ci-dessus.

Art. 4. Le Maire de Paris est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 septembre 1870.

Général TROCHU, JULES FAYRE, EDMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GAMBETTA, GARNIER-PAGES, PELLETAN, E. PICARD,
ROCHEFORT, JULES SIMON:

LE COMBAT

Aujourd'hui LE COMBAT! Demain LE TRAVAIL! Ouvriers, sauvons l'atelier!

Qui sait travailler sait combattre! Qui verse sa sueur, verse son sang! L'homme de peine est l'homme de cœur; dur au travail, rude au combat! Brave partout! Aujourd'hui l'arme, demain l'outil! Le sol avant la gerbe! La Patrie avant la vie! La France avant tout! Même cri que nos pères: la France ou la mort!

Le droit de vivre dans la ruche..... ajourné, quand le frêlon sera dehors.

Le devoir est de mourir ou de vaincre. Décrétons la victoire! L'empereur se rend et le Peuple meurt... Non, le Peuple triomphe. Ce souverain-là ne met pas les pouces... ne connaît pas la mort. Il vaincra, il gardera sa France. Et qui la lui reprendra quand il l'aura sauvée? La victoire, c'est l'éternité de la République. La France à qui la sauvera! Ouvriers, à nous la France!

Notre journée, c'est le combat! Notre tâche, le salut; notre ouvrage, le Prussien; notre salaire, la France!... Voilà le prix! Tête, cœur et bras, tout pour elle! Traître qui ne l'entend pas! Elle crie au secours! Présents! Français contre Prussiens, libres contre esclaves, républicains contre roi! L'ennemi est aux portes! Citoyens, aux remparts! Le combat d'abord! Le reste, après!

Tant que l'ennemi aura le pied sur le sol, présents et prêts tous, pour défendre le berceau de l'enfant, le tombeau du mort, le foyer du vivant; pour défendre l'honneur de nos femmes, l'héritage sacré de nos pères, notre France, son droit,

son nom, sa langue, sa race, sa vie; pour garder, sa gloire passée, venger sa honte présente, fonder sa paix future; pour la garder au monde intacte, entière, avec les trois principes de sa révolution: Liberté, Égalité, Fraternité.

Tant que l'envahisseur ne sera pas expulsé, notre ruche est un camp! Tous debout, en armes et en deuil, le crêpe au drapeau! en deuil de nos frontières prises, de nos villes forcées, de nos soldats livrés, de nos frères cernés; en deuil des héros de Metz, de Toul, de Montmédy, de Strasbourg et de Laon! Ils nous montrent l'exemple du sacrifice à l'unité de la France! Paris les vengera ou les suivra.

Union et action, dévouement sans réserve, sans parti, sans crainte et sans cesse, jusqu'au dernier soupir! Ni travail, ni repos, ni plaisir, ni souci que la France en danger, ni haine ni amour que Prusse ou France.

Tant qu'il nous restera une goutte de sang dans les veines, un souffle dans la poitrine, un cœur pour battre au saint nom de Patrie, un regard pour voir l'ennemi, une main pour le frapper, debout en armes, tout le monde sur le pont et le branle-bas!

Le vaisseau de Paris est le vaisseau le Vengeur; nous le montons, le drapeau de la République cloué au mât, résolus tous à périr... non, citoyens, résolus à vaincre! Et, après, nous quitterons le deuil, nous cesserons le feu... et nous reprendrons l'outil, en gardant le fusil.

FÉLIX PYAT

GARDE NATIONALE

Du Département de la Seine

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL

A partir du 8 septembre au matin, les bataillons de la Garde Nationale de la Seine, formés ou à former, sont répartis en neuf Commandements ou Sections, correspondant à des Divisions de l'enceinte désignées sous le nom des villages adjacents.

Voici le tableau de cette répartition :

SECTION DE BERCY (1^{re})

Général FADOU, Commandant de la Section,
Maison rue Michel-Bizot, 26.

32 ^e Bataillon.	51 ^e Bataillon.
34 ^e —	52 ^e —
14 ^e —	49 ^e —
53 ^e —	48 ^e —

Plus les nouveaux bataillons formés dans les 4^e et 12^e arrondissements.

SECTION DE BELLEVILLE (2^e)

Général GALLIER, Commandant de la Section,
Rue de Belleville, 125.

2 ^e Bataillon.	31 ^e Bataillon.
30 ^e —	—
27 ^e —	—
18 ^e —	—
34 ^e —	—
55 ^e —	—

Plus les nouveaux bataillons formés dans les 3^e, 11^e et 20^e arrondissements.

SECTION DE LA VILLETTE (3^e)

Général de MONTFORT, Com^{te} de la Section,
Maison place de l'Argonne, 17, appartenant à la Compagnie l'URBAINE.

20 ^e Bataillon.	29 ^e Bataillon.
31 ^e —	25 ^e —
9 ^e —	24 ^e —
10 ^e —	20 ^e —

Plus les nouveaux bataillons formés dans les 10^e et 19^e arrondissements.

SECT. DE MONTMARTRE (4^e)

Amiral CUSNIER, Commandant de la Section,
Avenue de Saint-Ouen, 105.

33 ^e Bataillon.	36 ^e Bataillon.
6 ^e —	34 ^e —
7 ^e —	—
11 ^e —	—

Plus les nouveaux bataillons formés dans les 9^e et 18^e arrondissements.

SECTION DES TERNES (5^e)

Amiral QUELIN, Commandant de la Section,
Boulevard du Neuilly, 117.

33 ^e Bataillon.	35 ^e Bataillon.
3 ^e —	37 ^e —
3 ^e —	—
8 ^e —	—

Plus les nouveaux bataillons formés dans les 1^{er}, 5^e et 17^e arrondissements.

SECTION DE PASSY (6^e)

Amiral FLORANT DE LANGLE, C^{de} de la Section,
Avenue Raphaël, 22.

38 ^e Bataillon.	39 ^e Bataillon.
4 ^e —	—
1 ^{er} —	—
5 ^e —	—
13 ^e —	—
15 ^e —	—

Plus les nouveaux bataillons formés dans les 8^e et 16^e arrondissements.

SECTION DE VAUGIRARD (7^e)

Amiral BOSTASSAC, Com^{te} de la Section,
Carré de Vaugirard-Clauser.

45 ^e Bataillon.	41 ^e Bataillon.
17 ^e —	—
15 ^e —	—
17 ^e —	—

Plus les nouveaux bataillons formés dans les 7^e et 14^e arrondissements.

SECT. DE MONTPARNAISE (8^e)

Amiral BURET, Commandant de la Section,
Maison JACQUIN, avenue d'Orléans, 68.

46 ^e Bataillon.	40 ^e Bataillon.
19 ^e —	43 ^e —
18 ^e —	—
30 ^e —	—
19 ^e —	—

Plus les nouveaux bataillons formés dans les 6^e et 12^e arrondissements.

SECTION DES GOBELINS (9^e)

Amiral de CRALLIE, Commandant de la Section,
Maison BERENDORFF, av. d'Italie, 68.

42 ^e Bataillon.	44 ^e Bataillon.
50 ^e —	—
31 ^e —	—
22 ^e —	—
60 ^e —	—

Plus les nouveaux bataillons formés dans les 1^{er} et 12^e arrondissements.

M. les Chefs de bataillon ne recevront pour le service de guerre que les ordres du Commandant de leur Section. M. les Chefs de bataillon se mettront, au reçu du présent ordre, à la disposition de M. les Généraux commandant leurs Sections respectives.

Les adresses des Officiers généraux, contenues dans le présent état, sont celles de leur domicile particulier.

Dès que M. les Officiers généraux auront choisi sur la ligne de leur secteur, le lieu destiné à leur servir de quartier-général, leurs nouvelles adresses seront portées à la connaissance des bataillons placés sous leur commandement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Citoyens,

Un fait incontestable ressort de la crise terrible que nous traversons. Hors de la République, pas de salut possible pour la France, dont la perte était certaine, si l'Empire n'avait pas été renversé.

Aujourd'hui la République ne peut effrayer que les lâches ; elle ne peut être redoutable que pour les mauvais citoyens traîtres à la patrie qui susciteraient des difficultés au Gouvernement de la défense nationale.

La journée du 4 septembre 1870 a donné ce spectacle unique dans l'histoire d'une révolution triomphante sans qu'une goutte de sang ait coulé. Quel contraste avec les journées de Décembre 1851 et quel enseignement !

Le Gouvernement Républicain n'a pas pris le pouvoir, il l'a ramassé au moment où il tombait des mains défaillantes de ce Bonaparte dont la reddition honteuse a entraîné la reddition de nos soldats héroïques, trahis et livrés aux Prussiens, alors qu'ils étaient prêts à mourir en combattant comme les glorieux vaincus de Waterloo.

Citoyens de l'arrondissement de Saint-Malo, j'ai vécu au milieu de vous, je vous connais, je sais que vous êtes dignes de continuer ces traditions de patriotisme ardent et de courage, transmises par vos pères, les marins intrépides qui ont illustré le nom malouin.

La patrie est en danger. Enrôlez-vous ! Armez-vous ! Levez-vous en masse pour chasser l'ennemi, pour rétablir l'ordre si compromis par ce gouvernement impérial dont les fautes et les crimes ont creusé l'abîme où sont engloutis tant de cadavres et tant de millions.

Sous un régime despotique les administrés sont les serviteurs des fonctionnaires, sous un régime vraiment démocratique les fonctionnaires sont les serviteurs de la nation. Je suis à votre service, disposez de moi.

J'ai accepté la mission de représenter ici le Gouvernement Républicain pour me dévouer au salut de la patrie, cet intérêt général qui doit dominer tous les autres. Mais en remplissant ce devoir suprême, je ne négligerai pas les intérêts particuliers de l'arrondissement.

Vous me verrez à l'œuvre et vous me jugerez,

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Le Sous-Préfet de Saint-Malo,

HENRI LEFORT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Citoyens de Paris,

Le Gouvernement de la défense nationale n'entend usurper aucun des droits du Peuple. Dans un délai aussi court que le permettront les circonstances, les Citoyens seront appelés à élire leur municipalité. En attendant, et afin de pourvoir aux nécessités urgentes du service de la Cité dans une situation exceptionnelle, le Maire de Paris nomme pour *Maires provisoires* des 20 arrondissements les Citoyens dont les noms suivent :

1 ^{er}	ARRONDISSEMENT.	TENAÏLE-SALIGNY, Avocat à la Cour de Cassation.
2 ^e	_____	TIRARD, Négociant.
3 ^e	_____	BONVALET, Négociant.
4 ^e	_____	GREPPO, Ancien Représentant du Peuple.
5 ^e	_____	J.-B. BOCQUET, ancien Adjoint.
6 ^e	_____	HERISSON, Avocat à la Cour de cassation.
7 ^e	_____	RIBAU COURT, Docteur-médecin.
8 ^e	_____	CARNOT, Ancien Membre du Gouvernement provisoire de 1848.
9 ^e	_____	RANC, Homme de lettres.
10 ^e	_____	TURPIN, Négociant.
11 ^e	_____	LÉONCE RIBERT, Professeur.
12 ^e	_____	ALFRED GRIVOT, Négociant, à Bercy.
13 ^e	_____	PERNOLET, Ingénieur.
14 ^e	_____	LENEVEU, Rédacteur du <i>Sicéle</i> .
15 ^e	_____	CORBON, Ancien Représentant du Peuple.
16 ^e	_____	HENRI MARTIN, Historien.
17 ^e	_____	FRANÇOIS FAVRE, Homme de lettres.
18 ^e	_____	CLÉMENTEAU, Docteur-médecin.
19 ^e	_____	RICHARD, Fabricant.
20 ^e	_____	BRALERET, Commerçant.

Ces citoyens sont invités à entrer immédiatement en fonctions et à désigner chacun deux adjoints. Il est inutile de rappeler aux nouveaux administrateurs des mairies parisiennes qu'en face de l'ennemi marchant sur Paris, leur premier devoir est de veiller sans relâche à l'armement des citoyens et de se tenir, nuit et jour, prêts à seconder la défense nationale.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

Les Adjoints au Maire de Paris.
CHARLES FLOQUET.
HENRI BRISSON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Le Ministre de la Guerre,

Vu le décret du 16 septembre 1870,

ARRÊTE ce qui suit :

Les élections aux divers emplois de capitaines, de lieutenants et de sous-lieutenants dans les bataillons et batteries de Garde nationale mobile auront lieu successivement, pour ces trois grades, par compagnie et batterie, le lundi 19 septembre, à 8 heures du matin, sur l'emplacement des réunions ordinaires des bataillons et batteries.

Ces élections se feront, pour l'infanterie, sous la présidence du chef de chaque bataillon, assisté d'un officier, d'un sous-officier, d'un caporal et d'un soldat, désignés par le chef de bataillon.

Dans les batteries d'artillerie, les élections se feront sous la présidence du capitaine de chaque batterie, assisté également d'un officier, d'un sous-officier, d'un brigadier et d'un artilleur.

Là où plusieurs batteries se trouveraient réunies sous les ordres d'un chef d'escadron, le chef d'escadron présidera les opérations électorales.

L'élection se fera à la majorité relative. En cas de ballottage, l'officier le plus âgé sera préféré.

Les officiers ainsi élus seront immédiatement reconnus.

Ces premières opérations électorales terminées, il sera procédé immédiatement : 1^o à l'élection du chef de bataillon, qui aura lieu par les officiers élus dans chaque bataillon et sous la présidence du capitaine le plus âgé ; 2^o pour les bataillons enrégimentés, à l'élection d'un lieutenant-colonel, laquelle aura lieu par les officiers réunis des bataillons composant le régiment.

Il sera dressé procès-verbal de ces diverses opérations électorales et ampliation en sera immédiatement adressée à M. le Ministre de la Guerre.

Paris, le 17 septembre 1870.

Le Général de division,
LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Considérant qu'il importe de régler provisoirement et conformément à notre droit public la situation municipale de Paris, en attendant son organisation définitive par l'Assemblée constituante,

DÉCRÈTE :

ARTICLE 1^{er}.

La Ville de Paris procédera, le mercredi 28 septembre, à l'élection de son Conseil municipal, dont les attributions seront les mêmes que celles des autres Conseils municipaux de France.

Partout où il y aura lieu à un second tour, il y sera procédé le jeudi 29.

ARTICLE 2.

Ce Conseil sera composé de 80 membres nommés par circonscriptions correspondant aux arrondissements. Chaque arrondissement élira 4 membres au scrutin de liste.

Le Conseil élu nommera son président, 4 vice-présidents et 6 secrétaires.

ARTICLE 3.

A raison des circonstances, les élections se feront sur les listes existantes; néanmoins, tout garde national sera admis au vote sur un certificat délivré par la Commission d'armement de son arrondissement, constatant qu'il a justifié des conditions de l'électorat.

ARTICLE 4.

Il sera statué ultérieurement sur la nomination du Maire de Paris et de ses Adjoints, et sur celle des Maires et Adjoints d'arrondissement.

Provisoirement, les maires et adjoints de Paris et les maires et adjoints d'arrondissement resteront en fonctions. Ils seront éligibles au Conseil municipal.

Fait à Paris, le 18 Septembre 1870.

Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GAMBETTA, GARNIER-PAGES, PELLETAN, E. PICARD,
ROCHEFORT, JULES SIMON.

De nouvelles élections ayant eu lieu régulièrement à Lyon le Jeudi 15, il est devenu inutile, dans les circonstances actuelles, de statuer sur le renouvellement du Conseil de Lyon.

MAIRIE DE SAINT-DENIS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-DENIS AUX HABITANTS

CITOYENS,

La patrie est en danger :

La Ville de Saint-Denis est à la veille d'être livrée, et bientôt, peut-être, elle sera soumise aux rudes épreuves d'un bombardement. Dans cette situation, il est du devoir de tout Citoyen de prendre une arme pour la défense de la Cité, et dans le rôle des Administrateurs de se préoccuper des mesures à prendre au point de vue de la résistance, de la sécurité et de l'alimentation des habitants. Ces mesures ont été prises d'urgence et comprennent les objets suivants :

1° Un Comité de défenses, pris dans le sein du Conseil, s'occupera de l'ordre et de la défense intérieure, et si, par impossible, nos ennemis venaient à franchir les remparts, des barricades construites aux points stratégiques de la ville serviraient à les arrêter et à les écraser.

2° Des pompes en grand nombre, armées par des sapeurs exercés, sont disposées aux différents points de la Ville; des escouades de volontaires sont attachées à ce service et de prompts secours pourront être dirigés sans délai vers les points menacés par l'incendie.

3° L'alimentation de la Ville, qui sera assurée par la Nation, en relation avec la Capitale, est assurée pour un temps suffisamment long.

4° Une ambulance sera établie dans la Casernes de la Ville, pour donner dans la limite des ressources de la ville, la subsistance des familles qui sont momentanément dans le besoin par suite des événements de la guerre.

5° Des ambulances sont établies par les soins des personnes animées de sentiments de sollicitude et d'humanité en faveur des blessés.

6° Enfin, en cas de sinistres, conséquences inévitables de la guerre, des locaux désignés à l'avance seront mis provisoirement à la disposition des incendiés, afin de les recueillir.

Rassurés par ses dispositions qui témoignent de la ferme volonté de se défendre et de la sollicitude de l'Administration, les habitants de Saint-Denis, pénétrés du sentiment de leur devoir, comme Français et comme Citoyen, sauront, avec l'aide de leurs foyers et de la mobilisation, combattre énergiquement, et par là ils contribueront dans une large mesure à protéger la Capitale, principal rempart de la défense nationale.

La Municipalité fait appel aux sentiments patriotiques de la population et l'appelle à combattre avec une persévérante énergie, afin que, semblable à Tout et Strasbourg, la ville de Saint-Denis ait bien mérité de la Patrie.

C'est dans l'union, dans l'énergie et le patriotisme de chacun, attendus avec calme la fin de cette guerre qui sera l'abolissement du despotisme, le triomphe du droit et de la justice, la victoire de la République.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Vive la République.

Saint-Denis, 18 septembre 1870.

POUR LA MUNICIPALITÉ,

Le Maire, MOREAUX.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DE POLICE

AVIS

Tout débitant de boissons convaincu d'avoir servi à boire gratuitement, ou moyennant paiement, à un homme ivre armé ou non armé, verra son établissement immédiatement fermé, sans préjudice des poursuites qui pourront être exercées contre lui conformément aux lois.

Paris, le 19 Septembre 1870.

Le Préfet de Police,
DE KÉRATRY.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

Le Maire de Paris

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

L'entrée des monuments publics élevés est interdite jusqu'à nouvel ordre.

ART. 2.

Les architectes, gardiens ou autres agents chargés de ces monuments sont personnellement responsables de l'exécution de cette mesure d'urgence.

Fait à l'Hôtel de Ville de Paris, le 19 septembre 1870.

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

Pour ampliation :

Le Secrétaire général de la Mairie de Paris,
JULES MAHAIS.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

CITOYENS,

A cette heure suprême, où le salut de la France dépend de l'attitude de Paris, il faut se rappeler ce qu'est la paix des Prussiens :

« *Après les désastres du premier empire, lorsque Blücher, parcourant nos Musées, s'appropriait nos chefs-d'œuvre, M. le baron Denon, qui l'accompagnait, lui faisait observer que les objets dont il s'emparait n'avaient jamais appartenu à la Prusse. Voici la réponse du Maréchal Blücher, vrai « type du Prussien : HALT'S MAUL (Tais ta gueule.) »*

(Water Scott, Lettres de Paul).

Ainsi, pas d'illusions; aujourd'hui, comme en 1815, le Prussien serait un vainqueur implacable.

Si nous ne voulons pas qu'un nouvel *HALT'S MAUL* nous fasse rougir de honte devant nos enfants, restons inébranlables dans la défense, et prouvons au monde qui nous regarde, que nous sommes toujours dignes du nom de Français.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Citoyens, le canon tonne. Le moment suprême est arrivé.

Depuis le jour de la Révolution, Paris est debout et en haleine. Tous, sans distinction de classes ni de partis, vous avez saisi vos armes pour sauver à la fois la Ville, la France et la République.

Vous avez donné dans ces derniers jours la preuve la plus manifeste de vos mâles résolutions, vous ne vous êtes laissé troubler ni par les lâches ni par les tièdes; vous ne vous êtes laissé aller ni aux excitations ni à l'abattement; vous avez envisagé avec sang-froid la multitude des assaillants. Les premières atteintes de la guerre vous trouveront également calmes et intrépides, et si les fuyards venaient, comme aujourd'hui, porter dans la cité le désordre, la panique et le mensonge, vous resteriez inébranlables, assurés que la *Cour martiale* qui vient d'être instituée par le Gouvernement pour juger les lâches et les déserteurs saura efficacement veiller au salut public et protéger l'honneur national.

Restons donc unis, serrés les uns contre les autres, prêts à marcher au feu et montrons-nous les dignes fils de ceux qui, au milieu des plus effroyables périls, n'ont jamais désespéré de la Patrie!

Paris, le 19 septembre 1870.

Le Membre du Gouvernement, Ministre de l'Intérieur,

LEON GAMBETTA.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DU XIV^E ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Les nouvelles que nous transmettent à l'instant les envoyés directs des combattants, maintiennent notre indérainable confiance.

Défiiez-vous des alarmistes, des peureux et des réactionnaires, qui sèment la panique et le découragement ! Toute rencontre et tout combat entraînent des blessures et des morts ; ce qui peut être une habileté de la défense ne doit pas être considéré comme un insuccès.

Courage et confiance, républicains ! les nouvelles qui nous arrivent font disparaître les craintes que des trembleurs se hâtent trop de répandre.

Citoyens, la victoire se rangera du côté du bon droit et de la justice.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Paris, le 19 Septembre 1870.

Les Adjoints,
ALFRED DIERBILLE
CHARLES LIMOUSIN.

Le Maire,

ÉLIE DUCOUDRAY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

19 Septembre 1870.

Avant-hier dans la journée, la division d'Exé du 13^e corps était sortie de ses lignes, en avant de Vincennes, dirigeant une reconnaissance contre des colonnes ennemies signalées du côté de Choisy-le-Roi; l'opération, conduite par le général Vinoy, commandant le 13^e corps, avait amené un engagement à distance où l'avantage nous était resté. Nos pertes ont été de 6 hommes tués et 37 blessés; celles de l'ennemi, d'après des renseignements que le général Vinoy a lieu de croire exacts, auraient été de 400 hommes environ, dont 58 tués. Les troupes prussiennes engagées formaient l'arrière-garde (3,000 à 4,000 hommes) d'un corps qui se dirigeait de Choisy-le-Roi vers Versailles, contournant les positions de Châtillon et de Clamart, et il a été acquis que l'ennemi opérait dans ce sens un mouvement très-considérable que put constater dès hier soir une reconnaissance de cavalerie ordonnée par le général Ducrot. Cet officier général occupait ces positions avec quatre divisions d'infanterie qui s'étendaient des hauteurs de Villejuif à celles de Meudon.

Aujourd'hui 19, dès la pointe du jour, le Général a fait une reconnaissance offensive en avant de ces positions.

Il a rencontré des masses importantes dissimulées dans les bois et les villages, et surtout un très-grand déploiement d'artillerie. Après un engagement assez vif, les troupes ont dû se replier en arrière : une partie de la droite a effectué ce mouvement avec une regrettable précipitation. L'autre partie s'est concentrée en bon ordre autour de la redoute en terre qui avait été élevée sur le plateau de Châtillon; la gauche, faiblement attaquée, a pu tenir sur les hauteurs de Villejuif.

A ce moment, le feu d'artillerie de l'ennemi a pris des proportions qu'il n'avait pas atteintes jusqu'alors; vers quatre heures, le général Ducrot, après une lutte qui avait duré toute la journée, a dû prendre la résolution de porter ses troupes en arrière sur les points où elles devaient rencontrer la protection des forts. Après avoir assuré la marche vers Paris des attelages et avant-trains des 8 pièces en position dans la redoute de Châtillon, il a fait enclouer les pièces sous ses yeux, et il s'est retiré le dernier au fort de Vaux.

Il avait fait, pendant toute la journée, des preuves personnelles de résolution et de constance dignes de la grande réputation qu'il a dans l'armée.

L'artillerie a montré la plus grande solidité au milieu d'une crise dont elle a porté presque tout le poids. La garde nationale mobile, représentée au feu par deux bataillons qui voyaient l'ennemi pour la première fois, a montré de l'équilibre et du calme.

Des ordres sont donnés pour que les troupes se concentrent définitivement dans Paris.

Nos pertes, encore mal connues, ne paraissent pas être considérables. On est fondé à croire que l'ennemi a sérieusement souffert du feu de notre artillerie.

L'ennemi, d'ailleurs, n'a fait aucune démonstration contre les forts.

Pour copie conforme du rapport militaire :

Le Ministre de l'Intérieur,
LÉON GAMBETTA.

Il résulte de renseignements reçus par le Gouverneur de Paris, après la rédaction de la note qui précède, que notre artillerie a eu dans le combat d'aujourd'hui un rôle glorieux pour nos armes et a fait de grands ravages dans les rangs ennemis.

Nos batteries ont tiré plus de 25,000 coups de canon; elles ont été bien servies. Le feu des batteries ennemies a été éteint deux fois. Ce résultat n'a pu être atteint sans que les pertes de l'ennemi aient été très-considérables.

La garde nationale mobile a reçu avec fermeté le baptême du feu. Un bataillon de la garde nationale mobile de Paris s'est conduit avec vigueur. Une compagnie de la garde nationale mobile d'Ille-et-Vilaine s'est particulièrement distinguée. Elle a quitté la dernière redoute de Clamart, au moment où la retraite a été ordonnée par le général Ducrot.

Le 15^e régiment de marche, sous les ordres du colonel Bonnet, s'était parfaitement retranché à Plessis-Fiquet. Il a tenu toute la journée dans cette position avancée avec une fermeté remarquable.

Le Ministre de l'Intérieur,
LÉON GAMBETTA.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

A la Garde Nationale,

A la Garde Mobile,

Aux Troupes en garnison dans Paris.

Dans le combat d'hier, qui a duré presque toute la journée, et où notre artillerie, dont la solidité ne peut être trop louée, a infligé à l'ennemi des pertes énormes, des incidents se sont produits que vous devez connaître dans l'intérêt de la grande cause que nous défendons en commun.

Une injustifiable panique, que n'ont pu arrêter les efforts d'un excellent chef de corps et de ses officiers, s'est emparée du régiment provisoire des zouaves, qui tenait notre droite. Dès le commencement de l'action, la plupart des soldats se sont repliés en désordre dans la ville et s'y sont répandus en semant l'alarme.

Pour excuser leur conduite, ces fuyards ont déclaré qu'on les avait menés à une perte certaine, alors que leur effectif était intact et qu'ils étaient sans blessures; qu'ils avaient manqué de cartouches, alors qu'ils n'avaient pas fait usage, je l'ai constaté moi-même, de celles dont ils étaient encore pourvus; qu'ils avaient été trahis par leurs chefs, etc.

La vérité, c'est que ces indignes ont compromis, dès son début, une affaire de guerre dont, malgré eux, les résultats sont considérables. D'autres soldats d'infanterie de divers régiments se sont joints à eux.

Dès les malheurs que nous avons éprouvés dans le commencement de cette guerre avaient fait refluer sur Paris des soldats indisciplinés et démoralisés qui y portent l'inquiétude et le trouble, et échappent, par le fait des circonstances, à l'autorité de leurs chefs et à toute répression.

Je suis fermement résolu à mettre fin à de si graves désordres. J'ordonne à tous les défenseurs de Paris de saisir les hommes isolés, soldats de toutes armes ou gardes mobiles, qui errent dans la ville en état d'ivresse, répandent des propos scandaleux et déshonorent par leur attitude l'uniforme qu'ils portent.

Les soldats et gardes mobiles arrêtés seront conduits à l'État-major de la place, 7, place Vendôme; les habitants arrêtés dans le même cas, à la Préfecture de police.

Ils seront traduits devant les Conseils de guerre, qui jugent en permanence, et subiront la rigoureuse application des dispositions ci-après, édictées par la loi militaire :

Art. 213. Est puni de mort tout militaire qui abandonne son poste en présence de l'ennemi ou de rebelles armés.

Art. 218. Est puni de mort, avec dégradation militaire, tout militaire qui refuse d'obéir lorsqu'il est commandé pour marcher à l'ennemi.

Art. 220. Est puni de mort, avec dégradation militaire, tout pillage ou dégât de denrées, marchandises ou effets, commis par des militaires en bande, soit avec armes ou à force ouverte, soit avec violence envers les personnes.

Art. 223. Est puni de mort, avec dégradation militaire, tout militaire qui détruit des moyens de défense, approvisionnements en armes, vivres, munitions, etc., etc.

C'est un égal devoir pour le Gouverneur de défendre Paris, qui va subir directement les épreuves du siège, et d'y maintenir l'ordre. Par les présentes dispositions, il associe à son effort tous les hommes de cœur et de bon vouloir, dont le nombre est grand dans la cité.

Paris, le 20 Septembre 1870.

*Le Président du Gouvernement de la défense nationale,
Gouverneur de Paris,*

Général TROCHU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GOUVERNEMENT

DE LA DÉFENSE NATIONALE.

On a répandu le bruit que le Gouvernement de la Défense nationale songeait à abandonner la politique pour laquelle il a été placé au poste de l'honneur et du péril.

Cette politique est celle qui se formule en ces termes :

Ni un pouce de notre territoire,

Ni une pierre de nos forteresses.

Le Gouvernement la maintiendra jusqu'à la fin.

Fait à l'Hôtel de Ville, le 20 Septembre 1870.

Général TROCHU, EMMANUEL ARAGO, JULES FAVRE, JULES FERRY,
GAMBETTA, GARNIER-PAGES, PELLETAN, E. PICARD,
ROCHEFORT, JULES SIMON.

DORIAN, Ministre des Travaux publics.

Général LE FLO, Ministre de la Guerre.

MAGNIN, Ministre du Commerce.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

COMMISSION D'ARMEMENT

DU 2^E ARRONDISSEMENT

SÉANCE DU 20 SEPTEMBRE 1870.

Il est arrêté que le corps des Gardiens de la sécurité publique du 2^e Arrondissement sera immédiatement formé sur les bases suivantes :

Le corps se composera des hommes âgés de plus de 55 ans ou de ceux qui ne font pas de service dans la Garde nationale active par suite de leur inscription dans la réserve.

Il portera le nom de Bataillon des Vétérans du 2^e Arrondissement, il sera divisé en 8 Compagnies.

Le Chef de Bataillon, les Officiers, Sous-Officiers et Caporaux seront nommés par le suffrage universel.

Les Elections auront lieu le 21 Septembre à 4 heures du soir, dans la grande salle de la Bourse; le recensement définitif des Vétérans inscrits jusqu'à ce jour aura lieu en même temps sans préjudice des inscriptions subséquentes, auxquelles il sera fait droit par voie d'incorporation dans les 8 compagnies primitives.

Chaque Vétérán portera un galon rouge conforme à un modèle adopté dès aujourd'hui par la Commission.

Les Adjoints
DE BÉNAZÉ,
SERMET,
TURPIN.

Le Maire provisoire,
TIRARD.

Paris, le 20 Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DE POLICE.

AVIS.

A partir d'aujourd'hui 20 septembre, tous les débits de boissons, cafés et restaurants devront être clos à 10 HEURES ET DEMIE du soir.

Toute contravention à cette mesure sera punie de la fermeture de l'établissement, sans préjudice des poursuites qui pourront être exercées conformément aux lois.

Paris, le 20 septembre 1870.

Le Préfet de Police,
DE KERATRY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DE POLICE

Attendu qu'il est constaté que les Crieurs de Journaux sur la voie publique ajoutent fréquemment au titre de leur feuille l'annonce de certains faits qui n'y sont pas mentionnés, ou qu'ils dénaturent et exagèrent ceux qui y sont mentionnés réellement;

Attendu que cette façon de procéder, outre qu'elle est contraire à la vérité, peut induire en erreur les Citoyens sur le véritable état des choses et nuire à la tranquillité publique,

LE PRÉFET DE POLICE arrête :

ARTICLE PREMIER.

Il est interdit à tout Crieur ou Vendeur de Journaux sur la voie publique, d'annoncer autre chose que le titre et la date des Journaux qu'il vend.

ARTICLE II.

Toute contravention à la disposition qui précède sera punie par le retrait de l'autorisation, sans préjudice des poursuites qui pourront être exercées conformément à la loi.

Paris, le 21 Septembre 1870.

Par le Préfet de Police :
Le Secrétaire général,
ANTONIN DUBOST.

Le Préfet de Police,
DE KERATRY.

FORMATION

DE

Compagnies auxiliaires

DE

GÉNIE MILITAIRE

Créées par Décret en date du 21 Août 1870.

Il est formé, pour la défense de Paris, six Compagnies d'ouvriers, destinées à servir d'auxiliaires au corps du génie militaire.

Ces six Compagnies sont ainsi réparties :

La 1 ^{re} comprend les 5 ^e , 6 ^e et 13 ^e arrondis ^{se} La 2 ^e — 7 ^e , 14 ^e et 15 ^e — La 3 ^e — 8 ^e , 16 ^e et 17 ^e —	La 4 ^e comprend les 1 ^{er} , 2 ^e , 9 ^e et 18 ^e arrondis ^{se} La 5 ^e — 3 ^e , 10 ^e et 19 ^e — La 6 ^e — 4 ^e , 11 ^e , 12 ^e et 20 ^e —
---	--

Le Capitaine en 1^{er} de la 1^{re} Compagnie est M. DAVOUB, architecte de la Ville, demeurant boulevard Saint-André-des-Arts, n° 1 ;

Le Capitaine en 1^{er} de la 2^e Compagnie est M. LAMING, ingénieur civil, demeurant rue de l'Odéon, n° 20, ou à son bureau, place de l'Hôtel-de-Ville, n° 9 ;

Le Capitaine en 1^{er} de la 3^e Compagnie est M. SIBIEN, architecte de la Ville, demeurant boulevard des Batignolles, n° 34, ou à son bureau, chaussée de la Muette, n° 1, et chez M. FLAUV, rue Royale-Saint-Honoré, n° 8 ;

Le Capitaine en 1^{er} de la 4^e Compagnie est M. MARCHANT, architecte, demeurant rue de Donai, 12 ;

Le Capitaine en 1^{er} de la 5^e Compagnie est M. d'ARBOUSIER, inspecteur des Promenades, demeurant au Parc des Buttes-Chaumont, ou à ses bureaux du Panorama des Champs-Élysées et de la Rotonde du Parc Monceaux ;

Le Capitaine en 1^{er} de la 6^e Compagnie est M. TÉTARD, entrepreneur de charpente en bois et fer, demeurant rue du Chevaleret, n° 9.

Tous les Architectes, Ingénieurs, Entrepreneurs, Chefs d'ateliers et Ouvriers maçons, Charpentiers, Serruriers, Plombiers, Menuisiers, qui voudraient faire partie de ces Compagnies, destinées au service de la défense de Paris, exclusivement, voudront bien se faire inscrire dans le plus bref délai, au domicile des Capitaines de leur circonscription.

Ces Compagnies se composeront de :

1 Capitaine en premier ; 2 Capitaines en second ; 2 Lieutenants en premier ; 2 Lieutenants en second ;	1 Sergent-Major ; 1 Sergent-Fourrier ; 1 Caporal-Fourrier ; 8 Sergents ;	16 Caporaux ; 2 Tambours ; 2 Clairons ; 96 Hommes, au moins.
---	---	---

L'uniforme ne consistera qu'en un habit civil : vareuse, redingote ou paletot noir ou bleu, sur la manche gauche desquels sera cousu un faisceau de baches en drap rouge posées en sautoir ; et d'un képi ayant les mêmes insignes. Les Officiers seront distingués par des ganses d'or aux parements des manches et au képi, suivant leurs grades ; les Sous-Officiers et Caporaux par les insignes en usage dans ces grades.

L'uniforme sera fourni gratuitement à ceux qui ne pourront l'acheter.

Les ouvriers travaillant recevront le salaire de leur profession, fixé à la série de la Ville.

On demande également des Clairons et des Tambours ; se faire inscrire place de l'Hôtel-de-Ville, 9.

• LE COMMANDANT EN PREMIER,

ALPHAND

Inspecteur général des ponts-et-chaussées.

LE COMMANDANT EN SECOND,

VIOLLET-LEDUC

Architecte.

Paris — Imprimerie V. Poirier et C^e, rue Dussane, 2 et 4.

DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES.

AVIS AU PUBLIC.

Correspondance avec les départements occupés par l'ennemi.

Les lettres ordinaires d'origine française pour les parties du territoire français occupées par l'ennemi peuvent être expédiées par la voie de la Belgique et de l'Allemagne.

Ces lettres doivent être forcément affranchies jusqu'à la frontière.

La taxe d'affranchissement est la même que pour les lettres circulant à l'intérieur de bureau à bureau, c'est-à-dire 20 centimes par lettre simple.

Quant aux lettres provenant des parties du territoire français occupées par l'ennemi et qui parviennent en France par la voie d'Allemagne et de Belgique, l'affranchissement en est obligatoire jusqu'à la frontière d'entrée en France. Ces lettres sont passibles, à la charge des destinataires, de la taxe des lettres non affranchies circulant en France de bureau à bureau, c'est-à-dire de la taxe de 30 centimes, à moins que le prix du parcours entre la frontière et le lieu de destination n'ait été acquitté par l'expéditeur en timbres-postes français, conformément à notre tarif intérieur, auquel cas, ce prix ne serait que de 20 centimes.

Envois de mandats de poste aux prisonniers de guerre français en Allemagne.

Une entente s'est établie entre la Suisse et la France pour faire parvenir à nos soldats prisonniers de guerre en Allemagne les secours que leurs familles voudraient leur envoyer, au moyen de mandats internationaux délivrés par les bureaux de poste autorisés dans chaque département à l'échange de mandats avec la Suisse.

En conséquence, le public est admis, dès aujourd'hui, à user de cette faculté et à effectuer le dépôt de ses fonds.

Les mandats ne seront pas remis aux déposants, mais ils seront dirigés directement sur le bureau de Bâle par les Receveurs qui auront reçu les fonds, avec un bulletin écrit sous la dictée des expéditeurs qui devra indiquer très-exactement le nom et la résidence des destinataires des sommes déposées. Le bureau de Bâle, après avoir encaissé les fonds, délivrera à son tour des mandats internationaux suisses-allemands payables au lieu de résidence des destinataires. Outre le droit déjà perçu en France, un nouveau droit de 50 centimes ou 75 centimes sera prélevé sur le montant des sommes versées, suivant que ces sommes n'atteindront pas 92 fr. 75 cent d'une part, ou ne dépasseront pas 185 fr. 50 cent. d'autre part.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

13 septembre 1870.

Les avant-gardes ennemies arrivent à Noisy-le-Sec.

La résistance de Toul continue; le 40 septembre, l'ennemi a tenté de forcer la place de 7 heures du matin à 4 heures du soir.

Malgré un bombardement et une canonnade d'une extrême vigueur, toutes les tentatives d'assaut ont été repoussées par la garnison.

A 4 heures, toutes les batteries de l'ennemi étaient démontées.

Le Ministre de l'Intérieur,
LEON GAMBETTA.

149188RENE NATIONAL. — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Président du Gouvernement, Gouverneur de Paris,
Commandant de l'état de siège,

Ordonne à toute personne ayant en dépôt des huiles de pétrole d'en faire la déclaration dans les vingt-quatre heures aux bureaux du Directeur de la voie publique, place de l'Hôtel-de-Ville, n° 9.

Le présent ordre sera immédiatement publié et affiché.

Paris, le 12 septembre 1870.

Le Président du Gouvernement de la défense nationale,
Général TROCHU.

149188RENE NATIONAL. — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PROCLAMATION AUX HABITANTS DE SEINE-ET-MARNE.

CITOYENS !

Paris se prépare à une résistance héroïque.

La France entière donne le spectacle sublime d'un peuple disposé à tous les sacrifices, pour sauvegarder l'indépendance nationale et la liberté.

Au milieu de ce concours de toutes les forces vives du pays, il faut que votre département, par son énergie et son patriotisme, sache tenir une place glorieuse parmi les défenseurs de la Patrie.

Déjà d'énergiques enfants de Seine-et-Marne, organisés en corps francs, arrivent de Paris pour défendre votre territoire. Joignez vos efforts aux leurs et que leur résolution virile rencontre parmi vous de nombreux imitateurs.

Songez surtout que l'invasion ennemie menacera d'autant plus vos contrées que la résistance y sera moins ardente.

Les armes ne manquent pas. Il en sera délivré à tous ceux qui en feront la demande.

Le Citoyen valide qui ne prendrait pas un fusil dans les circonstances actuelles, déserterait ses intérêts personnels en même temps que ceux de la Nation.

S'armer, comme nous l'éerit le Ministre de l'Intérieur, c'est le seul moyen de se protéger soi-même, de protéger ses enfants et ses biens.

Là est le salut. Que l'initiative individuelle rivalise avec l'activité du Gouvernement. Un Peuple énergique ne saurait périr !

Citoyens de Seine-et-Marne, nous comptons sur votre courage !

Le Préfet de Seine-et-Marne,
H. ROUSSEAU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 4^E ARRONDISSEMENT

Citoyens !

Voici le moment des résolutions énergiques.

Le Canon gronde autour de Paris, et la population, avec calme et assurance, voit sonner l'heure suprême où elle est appelée à défendre la Patrie et ses foyers ; l'heure où au nom de la FRANCE, au nom de l'OCCIDENT tout entier, elle va remplir la noble mission de verser son sang pour la Capitale de la Civilisation.

Ils mentaient, en effet, ces Rois allemands dont les sujets naguère se prétendaient les plus éclairés de l'univers et qui aujourd'hui, fondant leurs droits sur la force, organisent systématiquement la conquête, assimilent les peuples à un vil bétail et font une guerre de sauvages.

Haut les Cœurs ! et souvenons-nous qu'en défendant nos maisons, nos familles et la Cité, nous combattons pour la République universelle et pour l'humanité.

Femmes parisiennes ! vous accourez dans les Ambulances, vous offrez votre travail et vos soins pour les blessés, vous vous montrez égales par le cœur, aux hommes qui vont combattre, aussi nous comptons que lorsqu'ils viendront chercher dans leurs maisons un instant de repos, ils y trouveront non pas ces plaintes et ces terreurs qui énervent, mais l'attitude fière et résolue qui reconforte.

Vous ne faillirez pas à cette noble mission.

Tous, Hommes ou Femmes, ne l'oublions pas, nous avons le même devoir, sauver la Patrie.

La Prusse nous met dans la nécessité de vaincre ou de mourir.

La France et la République sont immortelles.

L'empire s'est lâchement rendu, la République ne capitule pas.

Nous vaincrons !

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Le Maire, GREPPO.

Arthur ARNOULD, BIDAULT (de l'Isle), HARANT, *Adjoints.*

FILLON, HAVARD Père, Paul JOLY, MARRE, UGIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

AVIS

La Mairie de Paris, qui a accepté, il y a trois jours à peine, la mission difficile de pourvoir à l'habillement et à l'équipement des bataillons de la Garde nationale organisés à Paris, a déjà distribué plusieurs milliers d'effets d'habillement et d'équipement de toute sorte. Il reste encore beaucoup à faire; elle le sait. Pour compléter sa tâche, elle vient de passer des marchés considérables.

Que les Gardes nationaux aient confiance dans la sollicitude vigilante du Maire et de ses Adjoints : dans dix jours au plus tard, la Garde nationale sera complètement habillée et équipée.

Les demandes doivent être adressées directement au magasin d'habillement et d'équipement installé à l'Hôtel de Ville.

Fait à l'Hôtel de Ville de Paris, le 21 septembre 1870.

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

L'Adjoint au Maire,
Ch. FLOQUEST.

Typ. CHAULES DE BOURCIES frères, Imp. de la Mairie de Paris, rue J.-J. Rousseau, 36—1187

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DE POLICE

AVIS

Un certain nombre de Marchands de denrées alimentaires de toute espèce sont signalés comme vendant, à des prix exorbitants, des objets de première nécessité dont il existe des approvisionnements considérables.

LE PRÉFET DE POLICE regrette qu'il y ait à Paris, dans la situation grave que nous traversons, des Commercants capables d'ajouter, aux malheurs publics, des souffrances matérielles qui pèseraient lourdement sur la population. Il a la certitude que les faits qui lui sont signalés sont individuels et isolés.

La réprobation publique, qui atteint ces abus graves, doit suffire pour les faire sur-le-champ disparaître.

Paris, le 21 Septembre 1870.

BOUTCHER, imprimeur de la Préfecture de Police, rue de la Harpe-Chapelle, 11— Paris, 1870

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CITOYENS,

C'est aujourd'hui le 21 Septembre.

Il y soixante-dix-huit ans à pareil jour, nos pères fondaient la République et se juraient à eux-mêmes, en face de l'étranger qui souillait le sol sacré de la patrie, de vivre libres ou de mourir en combattant.

Ils ont tenu leur serment; ils ont vaincu, et la République de 1792 est restée dans la mémoire des hommes comme le symbole de l'héroïsme et de la grandeur nationale.

Le Gouvernement de la Défense nationale, installé dans l'Hôtel de Ville aux cris enthousiastes de *Vive la République!* ne pouvait laisser passer ce glorieux anniversaire sans le saluer comme un grand exemple.

Que le souffle puissant qui animait nos devanciers passe sur nos âmes, et nous vaincrons.

Honorons aujourd'hui nos pères, et demain sachons comme eux forcer la victoire en affrontant la mort.

VIVE LA FRANCE! VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Le Ministre de l'Intérieur,

LÉON GAMBETTA.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

AUX HABITANTS

DE LA LOIRE

CITOYENS,

Le Gouvernement de la défense nationale, affirmé par l'adhésion enthousiaste de la France entière, s'adresse avec empressement et confiance au suffrage universel.

Vous êtes appelés à reconstituer vos Conseils municipaux, qui auront le droit d'être, en les prenant dans leur sein, vos maîtres et vos adjoints. Vos affaires seront donc faites dans chaque commune, sous vos yeux et par les hommes que vous aurez choisis vous-mêmes.

Dans quelques jours, vous aurez à nommer vos représentants à l'Assemblée Constituante, qui aura pour mission de rallier tous les Français à la République par une déclaration solennelle.

N'oublions pas que la République est le seul gouvernement sur lequel il soit permis de fonder désormais des espérances légitimes et efficaces. La République seule peut nous réunir tous sous sa glorieuse bannière; elle seule peut nous mériter le respect et les sympathies des autres nations, nous donner la victoire, nous délivrer de l'invasion, nous rendre les bienfaits d'une paix durable et assurer au dedans l'ordre, la justice et la liberté.

Citoyens,

Vous avez fait l'expérience des gouvernements monarchistes qui se sont succédés sans rien produire de stable; vous avez pu vous convaincre de leur impuissance et de leur peu d'empressement à tenir compte des avertissements de l'opinion publique.

Il est temps que la France, s'administrant par elle et pour elle, s'occupe du bonheur de tous ses enfants.

Si vous voulez être libres, si vous voulez que vos intérêts soient surveillés par vos mandataires indépendants de toute sujétion, si vous voulez l'amélioration réelle de nos lois et de nos institutions, la réforme des abus, la suppression des folles dépenses, la conservation et le développement de nos richesses nationales, en un mot, le Progrès raisonnable et légal, par suite le maintien assuré d'un ordre durable et fécond, que vos libres suffrages se rallient à la République, aujourd'hui notre salut à tous.

Allez sans crainte au scrutin. La République vous défendra contre toute pression électorale; elle fera respecter les lois qui assurent la sincérité et l'indépendance du vote. Déposez donc dans l'urne le bulletin de votre choix; que votre conscience seule vous guide dans l'accomplissement de ce sérieux devoir.

Sachons faire usage de nos droits, soyons des hommes libres, et nous aurons consolidé le gouvernement de la République.

Saint-Etienne, le 23 septembre 1870.

Le Préfet de la Loire, César BERTHOLON,

Français !

Ce n'est pas nous qui voulons la guerre ! C'est au contraire la France qui soutient que l'Allemagne est tenue de lui céder son pays jusqu'aux bords du Rhin !

C'est la France qui a déclaré, qui nous a imposé cette guerre aussi injuste que fatale !

En acte de *défense* nous avons répondu et vaincu vos armées !

Or les Français devraient ouvrir les yeux et respecter l'adversaire bonnéte ; ils devraient lui tendre la main et tâcher de s'entendre avec lui !

Au lieu de cela vous autres continuez vos hostilités irrédéchies au grand détriment de la France ; vous peatez contre votre vainqueur de manière fort peu chevaleresque, et vos hommes d'État, surtout vos poètes licenciés perdent cette pauvre France et la rendent encore ridicule aux yeux du monde civilisé !

Si par hasard l'Armée Française avait réussi à pénétrer dans l'Allemagne — et que la population de nos villes et de notre campagne eût voulu mttler et assassiner le brave soldat Français, comme on le peche en France contre nous autres ! — Qu'en auriez-vous dit ? et quel jugement cette angustre civilisation Française aurait-elle porté sur de pareils moeurs barbares ?

le soldat Allemand.

Imprimé chez Eugène Borel (Th. Grosse), Berlin, Friedrichstrasse 84

Ce factum a été affiché dans plusieurs départements. L'exemplaire qui nous est parvenu provient de Laguy (Seine-et-Marne).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE

DU

VII^e ARRONDISSEMENT

LE MAIRE DU VII^e ARRONDISSEMENT,

Vu : Le décret du 11 septembre dernier établissant la taxe de la viande de boucherie à Paris ;

Vu : Les dispositions de l'arrêté du 16 septembre concernant le tableau du prix des différentes catégories de viande, et qui doit être placardé dans l'endroit le plus apparent des débits de viande ;

Considérant les plaintes portées par des familles peu aisées sur l'oxagération des prix dans les débits de denrées alimentaires d'un usage journalier et de première nécessité, spéculant ainsi honteusement sur les besoins de la population pendant l'état de siège ;

Considérant qu'un tel abus doit cesser ;

ARRÊTE : Il est de fréquentes visites chez les marchands, débiteurs de denrées, de bœufs et de produits d'un usage journalier, afin de s'assurer l'absence de toute fraude et de constater que les prix ne sont pas exagérés, ni les produits de mauvaise qualité.

ART. 1. Les débiteurs et marchands qui, d'après les plaintes adressées à la Mairie, seront trouvés en contravention verront leurs noms et adresses affichés aux débits les plus apparents de l'arrondissement.

Ces affiches pourront servir de base à des poursuites de nature de répression conformément aux dispositions pénales, conservatoires des droits et de la santé de tous les citoyens, auxquelles doit veiller mais relâché le Gouvernement de la défense nationale.

ART. 2. Les citoyens composant la garde urbaine de l'arrondissement sont chargés spécialement de ce service de surveillance. Ils signaleront les délinquants et adresseront des rapports à la Mairie afin qu'il y soit statué.

Fait à la Mairie du VII^e arrondissement, le 25 septembre 1870.

RIBEAUCOURT

Maire provisoire.

Paris. — Imprimerie Adolphe Lefebvre, rue des Mathématiques, 84.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GOUVERNEUR DE PARIS

INSTRUCTION POUR L'OCCUPATION ET LA GARDE DES REMPARTS

Paris ne tardera pas à être en butte aux entreprises directes de l'ennemi, il me paraît nécessaire de dire à ses défenseurs et aux habitants par quels moyens il est possible d'en atténuer les effets.

L'ennemi continue ses mouvements d'invasion. En opérant contre les forts, et avant d'en arriver à une attaque sur le corps de place, il essayera de déterminer des incendies sur les points de la ville qui seraient accessibles à son artillerie. Plus tard, il dirigera ses projectiles sur la rue de rempart où est actuellement réuni le personnel de la défense.

Pour les incendies, il sera beaucoup plus facile qu'on ne le pense généralement de les arrêter dès leur origine. Le feu provoqué par l'explosion d'un projectile eueux couve très-longtemps avant de se propager. Aussitôt l'explosion entendue, on peut arriver à temps sans aucun danger, et, à l'aide de quelques seaux d'eau, le commencement de l'incendie est éteint. Il suffit par conséquent, pour écarter le péril, que je signale, de surveiller la chute des projectiles, d'accourir après l'explosion, et de se servir des approvisionnements d'eau que chaque habitant a le devoir de tenir en réserve pour cet objet dans les étages supérieurs des maisons.

Pour assurer la sécurité du personnel chargé de la défense de l'enceinte, les précautions ci-après indiquées sont nécessaires :

Pendant la nuit, les défenseurs peuvent et doivent être groupés sur les terre-pleins, dans la rue de rempart et aux abords, afin de repousser les attaques que l'ennemi tenterait par surprise.

Dans le jour, au contraire, le rempart ne doit être occupé que par le nombre d'hommes nécessaire pour le service des pièces et pour la mousqueterie. La rue de rempart, où tomberont les projectiles rejetés par les maisons qui la bordent, doit être vide. Les postes, les réserves et tous les groupes de service devront être formés derrière ces maisons, dans les rues parallèles aux remparts, à l'abri du feu de l'ennemi.

Là où la rue de rempart n'est pas bordée de maisons seront établis des abris formés avec des madriers et des planches recouverts d'un mètre de terre. En un mot, il faut que dans un siège

soient les habitants s'associent directement, chacun s'industrie en vue de servir autant qu'il est en lui les intérêts de la défense et de la sécurité commune.

Je dirai encore quelques mots des paniques imprévues qui s'emparent des foules, particulièrement la nuit, et qui donnent lieu toujours à une dangereuse confusion, quelquefois à de grands malheurs. Quelques coups de fusil tirés mal à propos, des clameurs subites, de faux bruits répandus par l'ignorance ou par la malveillance suffisent à déterminer ces paniques. Il faut que chacun des défenseurs, se pénétrant des avertissements que je donne ici, sache se soustraire, par un effort de sa volonté propre, à ces impressions irrécitables. Dans ces conditions, la panique disparaît comme elle est venue, et son plus redoutable effet, qui consiste ordinairement en une fusillade désastreuse pour les défenseurs eux-mêmes, est écarté.

Enfin je recommande aux préoccupations de tous le soin des cartouches, qui, par leur nature même, sont si facilement détériorées. C'est là un objet d'importance capitale devient la grande consommation que nous sommes appelés à en faire pour la défense, et je considère tout abus ou tout gaspillage de munitions de canon ou de fusil comme l'un des actes les plus coupables qui se puisse commettre pendant la durée de la crise.

Je répile ici en terminant ce qui s'esprit public, sans se laisser intimider par les souffrances du siège, soutient les défenseurs, la ville ne pourra pas être prise. Tous les efforts de l'ennemi tendront à frapper les imaginations, à troubler les cœurs, à soulever contre la défense les sentiments de la population qui ne combat pas. J'adjure tous les bons citoyens de réagir énergiquement autour d'eux, par leurs conseils et par leurs exemples, contre de tels entraînements; de relever par leur attitude les courages chancelants, et de persuader à tous que seule la constance peut abréger la durée de l'épreuve et assurer le succès.

Paris, le 22 septembre 1870.

Le Président du Gouvernement,
Gouverneur de Paris,
Général TROCHU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

2^e Arrondissement

CANTINES NATIONALES

Il sera établi dans les divers quartiers du 2^e Arrondissement, où l'on en reconnaîtra la nécessité, des *Cantines nationales* ou *Pourverues économiques*; on y distribuera des Rations de Bouillon et de Bœuf.

1^o Gratuitement aux personnes les plus nécessiteuses du 2^e Arrondissement et munies de bons délivrés par la Commission.

2^o Au public payant, sur un prix tarifé.

Il a été nommé par le Maire une Commission chargée de pourvoir immédiatement et d'urgence à l'exécution de cette mesure.

Pour les ressources nécessaires, des souscriptions seront recueillies par les membres de la Commission ou des délégués autorisés. Dès aujourd'hui, les souscriptions peuvent être adressées au domicile de chacun d'eux.

LES MEMBRES DE LA COMMISSION :

A. VAVASSEUR, avocat à la Cour, rue du Calvaire, 19, *Président*.

EMILE BRELAV, négociant, 3, rue Saint-Joseph.

LOUIS MAHENV, négociant, 34, rue de Valenciennes.

GEORGES HULLAERT, architecte de la Ville (2^e arrondissement),

rue du 29 Juillet, 5.

PROSPER LAVERGNOLLE, négociant, rue de Cléry, 13.

LOUIS MAHENV, négociant, rue Saint-Denis, 354

JULES MAHMY, rue Montmartre, 122.

CHARLES MAHMY, ingénieur civil, 13, rue Marguerite.

EMILE MINARD, négociant, rue de Valenciennes, 10.

67, avenue Trudaine, Secrétaire.

D'HERSTEL, négociant, boulevard de Sébastopol, 167, Trésorier.

Paris, le 23 Septembre 1870.

Approuvé :

Le Maire et les Adjoints provisoires,

TIRARD, DE RENAZÉ, SEAMET ET TIRPIN.

QUATRE CANTINES FONCTIONNENT A PARTIR D'AUJOURD'HUI :

Rue du Calvaire, 38. — Boulevard Pâquesniers, 9. — Rue Saint-Sauveur, 87. — Rue Neuve-Saint-Augustin, 33.

PAIX D'UNE PORTION DE BOUILLON ET BŒUF, 0,30 CENTIMES.

Pour la distribution des bons gratuits, s'adresser à la Commission, rue du Solier, 31 (école des Garçons), tous les jours, de 8 à 10 heures du matin.

Paris. — Imprimerie FELIX MALTETE et Cie, rue des Deux-Petres-Saint-Sauveur, 32.

République Française

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

COMITÉ CENTRAL RÉPUBLICAIN

DE DÉFENSE NATIONALE

DES VINGT ARRONDISSEMENTS DE PARIS

Citoyens,

Le 5 septembre, dès le lendemain de la proclamation de la République, un grand nombre de citoyens proposaient la constitution d'un COMITÉ CENTRAL RÉPUBLICAIN, émissant des vingt arrondissements de Paris et ayant pour but de pourvoir au salut de la patrie, ainsi qu'à la fondation définitive d'un régime véritablement républicain par le concours permanent de l'initiative individuelle et la solidarité populaire.

Depuis ce jour, les réunions publiques ont été leurs *Comités de défense et de vigilance* dans chaque arrondissement.

Aussitôt que les arrondissements se sont trouvés représentés en majorité par quatre délégués chacun, le *Comité central républicain* a

doivent conduire soixante-dix, ceux qui la commandent actuellement lui ayant été imposés jusqu'à ce jour :

Battre au plus vite les éléments éparés de cette brécha armée, que la trahison de ses chefs a laissé ébranler en dissoudre et qui, organisée pour asservir le pays, n'a plus servi pour le défendre ;

Délivrer au plus vite à tous les citoyens des armes à longue portée et leur distribuer en même temps la quantité de cartouches et de munitions de guerre suffisante pour qu'ils soient en mesure de repousser toute attaque éventuelle ;

Préparer par les soins des vingt comités d'arrondissement les moyens matériels et l'organisation du personnel nécessaire à la défense spéciale de chaque quartier ;

Affecter aux divers services de la défense tous les locaux libres, tels qu'appartements abandonnés et monuments publics.

la police, telle quelle était constituée, sous tous les gouvernements monarchiques, pour assurer les citoyens et non pour les défendre ;

La remettre tout entière entre les mains des municipalités élues ;

Nommer par quartier, dans les grandes villes, les magistrats chargés de veiller à la sécurité publique sous leur responsabilité personnelle et directe ;

Disposer tous les corps spéciaux de l'ancienne police centralisée, tels que sergents de ville, agents dits de la sûreté publique, gardes de Paris ;

Confier à la garde nationale, composée de la totalité des électeurs, et en particulier à des vétérans pris dans son sein, la mission d'assister les nombreux magistrats de la police municipale dans l'exercice de leurs fonctions ;

Appliquer aux magistratures de tous ordres les deux principes de l'élection et de la responsabilité ;

Abroger toutes les lois restrictives, répressives et fiscales contre le droit d'écriture, de se réunir et de s'associer.

2. — SUBSISTANCES ET LOGEMENTS

Exproprié, pour cause d'utilité publique, toute denrée alimentaire ou de première nécessité actuellement emmagasinée dans Paris, chez les marchands en gros et de détail, en garantissant à ceux-ci le paiement de ces denrées après la guerre au moyen d'une reconnaissance des marchands expatriés et cédée au prix de facture ;

Être dans chaque rue ou au moins dans chaque quartier une commission chargée d'inventorier les objets de consommation et d'en déclarer les détenteurs actuels personnellement responsables envers l'administration municipale ;

Répartir les approvisionnements classés par nature entre tous les habitants de Paris au moyen de bons qui leur seront périodiquement délivrés dans chaque arrondissement au prorata : 1° du nombre de personnes composant la famille de chaque citoyen ; 2° de la quantité de produits consommables caractérisés par les commissions ci-dessus désignées ; 3° de la durée probable de siège.

Les municipalités devront encore assurer à tout citoyen et à sa famille le logement qui leur est indispensable.

3. — DÉFENSE DE PARIS

Faire élire immédiatement par la garde mobile tous les chefs qui la

(2013). — Paris, Typ. Armand-Lévy, rue Lafayette 60, et passage des Deux-Sœurs

Préparer les matériaux et les plans de défense intérieure, les communications secrètes et tous les moyens de destruction susceptibles d'être employés contre l'ennemi, même par les femmes et par les enfants, Paris républicain étant résolu, plutôt que de se rendre, à s'ensevelir sous ses ruines.

4. — DÉFENSE DES DÉPARTEMENTS

Diviser la France en masses de tous les Français sans exception, et la réquisition générale de tout ce qui peut servir à la défense ;

Appuyer toute organisation résultant de l'initiative populaire et ayant pour but de contribuer au salut de la République ;

Commissionner des délégués généraux pour la défense nationale, chargés de se concerter avec les républicains des départements, afin de stimuler le zèle patriotique des populations, combattre les manœuvres réactionnaires, prévenir la trahison, précipiter la marche des volontaires au secours de Paris, et, au besoin, de se faire tuer à leur tête.

En présentant ces mesures d'urgence, les soussignés sont convaincus que le Gouvernement de la défense nationale se hâtera de les transformer en décrets pour le salut de la patrie et de la République.

Pour le Comité républicain et par délégation des Comités d'arrondissement :

Les membres présents à la réunion du 13 au 14 septembre,

- G. GASSE. — GR.-L. CHASSIN. — F. CHATÉ. — CHASSE. — COUSIN. — O. CLISBERT. — DEMAT. — GR. DU MONT. — A. DUPONT. — M. GAILLARD. — O. GENTON. — H. HERNU. — J. JOHANNARD. — KERN. — LANZALLET. — LEFRANÇOIS. — LEVENDAY. — LONGUET. — LOSOAT. — P.-A. LUTZ. — A. LECOT. — R. LÉGER. — O. MAILLET. — MANIER. — MARCHAND. — MILLIÈRE. — MARCHAL. — MALON. — P. MANOUD. — MYARD. — O. MOLLIN. — E. ODET. — M. PORTALIER. — J. PÉPIN. — PAGNERRE. — PHILIP. — PHILLOS. — FENDY. — RANVIER. — E. ROY. — E. ROULLIER. — THÉODORE. — THONNELIER. — TONNAIN. — E. VAILLANT. — J. VALLÉE. — VERDUT. — M. WOOD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEUR DE PARIS.

ORDRE.

Des groupes de la Garde nationale, quelques-uns sous le commandement de leurs officiers, se sont livrés ces jours-ci à des manifestations dont le caractère essentiellement pacifique n'a pas troublé l'ordre dans Paris. Mais, à ce moment-là même, l'ennemi, dont les principales concentrations sont effectuées, construisait des batteries à portée de nos forts, qui ouvraient le feu contre ces travaux. Le siège est donc commencé: nous avons des blessés et des morts; ce matin même un vif engagement a lieu en avant de Villejuif. La place de tous est sur le rempart ou dans les réserves, et ceux-là même qui ne sont commandés pour aucun service, doivent se tenir dans leurs quartiers respectifs, prêts à répondre à l'appel de la défense.

Ce n'est pas l'heure, assurément, des promenades à travers la ville et de ces manifestations qui portent atteinte au principe militaire et font un pénible contraste avec la gravité de la situation où est le pays.

Nous avons à présent d'impérieux et pressants devoirs, qui dominent de bien haut toutes les préoccupations politiques, et je veux les résumer ici en quelques mots :

Il faut être au combat ou être prêt pour le combat.

Paris, le 23 septembre 1870.

Le Président du Gouvernement, Gouverneur de Paris,
Général TROCHU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DE POLICE.

AVIS.

Messieurs les Bouchers de Paris sont prévenus que le marché de bestiaux vivants qui avait lieu au *Marché aux-Cherreaux*, boulevard d'Enfer, n° 6, cessera demain samedi 24.

Il sera remplacé par une vente à la criée de viandes abattues dans les abattoirs de la Villette, Grenelle et Villejuif. La vente sera ouverte à midi dans chacun de ces établissements.

Les Bouchers ayant étal et qui justifieront de cette condition seront seuls admis aux enchères.

Le marché aux porcs, qui a eu lieu jusqu'à ce jour à l'abattoir des *Fourneaux*, y cessera de même pour les animaux vivants et sera remplacé par un marché de viandes abattues, qui commencera à deux heures.

Paris, le 23 Septembre 1870.

Le Préfet de Police,
DE KERATRY.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

Le Maire de Paris,

Attendu l'état de siège;

Considérant que la Défense nationale est intéressée à la régularité du service des eaux, à la propreté et à la sécurité des égouts et à la salubrité des voies publiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le Directeur des eaux et des égouts est autorisé à retenir, au besoin par voie de réquisition, tous ouvriers plombiers, égoûtiers et vidangeurs nécessaires à son service. Ces ouvriers seront dispensés du service journalier de la garde nationale sédentaire.

ART. 2.

Le présent arrêté sera notifié à qui de droit par le Directeur des eaux et des égouts, chargé de son exécution.

Fait à l'Hôtel de Ville de Paris, le 24 septembre 1870.

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

Pour ampliation :
Le Secrétaire général de la Mairie de Paris,
JULES MAHAIS.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

RAPPORT SUR LES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES DU 25 SEPTEMBRE.

La division Maudhuy est définitivement établie sur les positions de Villejuif; elle est fortement appuyée sur ses derrières. Après un feu soutenu de plusieurs heures, nos batteries de campagne, soutenues par le tir très-remarquable des forts, ont complètement réduit au silence le feu de l'ennemi et empêché des travaux qu'il cherchait à établir vers Bagneux; ses pertes ont dû être considérables; les nôtres sont de deux tués et d'une vingtaine de blessés.

Du fort de Nogent, on signalait des travaux considérables de l'ennemi vers Brie-sur-Marne; environ soixante coups ont été tirés dans cette direction par une section de campagne et y ont jeté un désordre complet.

L'amiral Saisset a fait aujourd'hui une brillante reconnaissance avec des fusiliers brevetés de l'infanterie de marine et des éclaireurs de la Seine (colonel Lafon). Bobigny était occupé par l'ennemi; après une vive fusillade, il a été débusqué de Drancy et poursuivi jusqu'à 400 mètres de la gare du Bourget: ce point était occupé par plusieurs colonnes d'infanterie que le canon du fort de Romainville a refoulées dans le village chaque fois qu'elles ont essayé d'en sortir.

L'amiral a fait sa retraite par échelons, dans le meilleur ordre; nous avons eu un officier d'éclaireurs et un soldat d'infanterie de marine blessés. A Drancy, nous avons brûlé toutes les meules de fourrages de l'ennemi.

Du côté d'Aubervilliers, l'ennemi se tient à grande distance et n'établit aucun ouvrage d'approche. Vers deux heures, les Prussiens avaient complètement abandonné leurs positions devant Saint-Denis. Le général de Bellemare allait faire de fortes reconnaissances pour surveiller ses mouvements.

Rien de nouveau à signaler sur la Seine de Saint-Ouen à Sèvres.

En face de Vanves et d'Issy, l'ennemi paraît établir des batteries au-dessus de la manufacture de Sèvres et sur la terrasse de Meudon.

Le Gouverneur de Paris,

P. O. Le Général Chef d'Etat-major,

SCHMITZ.

LA PAIX

AVEC

LES PRUSSIENS

Dans ces derniers temps, on a tant crié : *Mourir pour la patrie*, que l'on commence à être fatigué et rassasié de ce désir. Le caractère français aime assez le changement pour préférer aujourd'hui un autre mot à celui pas trop gai : *Mourir* ; ce mot est, je crois, *Pieux* pour la patrie, c'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie. Si le remplacement de ce mot *Mourir* par celui de *Vivre* n'est pas adopté par tous les jennés Parisiens, il doit l'être au moins par un grand nombre de pères de famille ; par les hommes qui tiennent à la vie tant qu'il ne plaira pas à la Providence de nous l'enlever.

Une brochure développant les moyens à prendre pour arriver à la Paix avec les Prussiens est sous presse ; elle pourra sous peu de jours être livrée au public.

Mais une mesure est indispensable pour traiter également des conditions proposées pour être soumises à l'acceptation de Guillaume et de Bismarck ; cette mesure est, nécessairement, que celui qui soumettra ces conditions puisse traiter au nom de la Nation Française, car cet obstacle a déjà été objecté verbalement à Jules Favre par Bismarck, quand il a été le trouver à Ferrières.

Il vient d'être soumis à l'approbation des membres du Gouvernement et aux électeurs de Paris, un nouveau mode d'organisation sous le titre de : **La Commune**, faisant apprécier l'urgence immédiate d'une Municipalité élue par le suffrage universel ; cette organisation est identique à la constitution de la République des États-Unis.

Si les considérations présentées sont adoptées, non-seulement on aplanira les obstacles développés dans la brochure précitée ; mais encore on obtiendra ce qui nous fait défaut pour traiter la Paix, objet spécial de la présente.

Au lieu de vaincre l'ennemi par les différents fusils inventés, par les mitrailleuses, par les canons, enfin, par toutes sortes d'engins imaginés pour détruire le genre humain, pour nous massacrer les uns les autres, pour ravager nos habitations et nos récoltes, ne serait-ce pas plus honorable pour nous, pour le dix-neuvième siècle, qui se glorifiait d'être un siècle de lumière, de progrès, ne serait-ce pas plus honorable, dis-je, de préférer la raison, le bon sens, la force morale, la fraternité, la force brutale, à la fausse gloire, à la gloire avilissante des Nérons... Employons la sympathie au lieu de la fierté, l'humanité au lieu de la barbarie ; au lieu de faire une rivière de sang, au lieu d'entasser tant de cadavres dont le seul crime est d'obéir à des tyrans, comme nous obéissions à celui à qui le Tout-Puissant a fait justice à la fin de la bataille de Sedan.

Ce qui perd du cœur va au cœur, au cœur des Français comme au cœur des Prussiens, et à tous les cœurs humains, quoique endurcis ; peut-être même au cœur de certains monarques égarés par une fausse gloire.

Le Christ a dit : « Cherchez et vous trouverez ; Frappez à la porte, on vous ouvrira. »

Ces maximes ne sont pas toujours vraies ; si l'on frappe à la porte d'un prince, d'un

hôtel aristocratique, sans équipage, sans être fortement recommandé, le portier répond : *On n'entre pas !*

Cette maxime est cependant vraie, quand on demande une chose de toute justice, bien légitime, et que l'on tient fortement à l'obtenir ; par la persévérance, par la ténacité, on finit par se faire ouvrir les portes les plus consignées, et, si le moyen présenté est favorablement accueilli, on pourra frapper à la porte de l'Hôtel-de-Ville et à celles de Guillaume et de Bismarck.

Voilà, citoyens, comment on peut trouver ce que l'on cherche, et le moyen de se faire ouvrir où l'on veut entrer.

J'invite tous les citoyens de Paris à se grouper par quartiers, par réunions, afin d'approuver ou de désapprouver les moyens que je présente pour atteindre le but proposé, et d'adresser le résultat de leur appréciation à l'auteur, poste restante, rue Monnais-Duvernet (14^e arrondissement). Ceux qui auraient des améliorations à apporter seront accueillis avec bonheur.

Par cette entente, par cette union, par ce procédé, nous pourrions donner à la République tout l'essor, toute la force qui lui fait défaut, au moment surtout où le besoin se fait le plus sentir : Hâtez-vous, le temps presse.

N'est-ce pas là la force armée qu'il faut mettre à exécution, le moyen d'éviter la guerre intestine.

L'auteur se met à la disposition de sa patrie pour atteindre ce but.

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Tours 22 septembre, 8 h. 10 soir.

Le ministre de l'intérieur à MM. les Préfets.

La garnison de Strasbourg a fait une sortie dans la nuit du 15 au 14. Les tranchées ont été surprises. Le 5^e de ligne Badols et un régiment Wurtembergeois ont été abimés. Dans la nuit du 17 au 18, assaut repoussé avec pertes énormes des assiégeants.

La République a été proclamée à Strasbourg au milieu d'un grand enthousiasme.

POUR COPIE CONFORME : le Préfet de la Gironde,

Amédée LARRIEU.

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DU 2^{me} ARRONDISSEMENT

La Municipalité, afin d'éviter toute confusion, a prévenu ses Concitoyens que les Ambulances établies par ses soins étaient complètement en dehors des sociétés particulières.

Aujourd'hui, une société de bienfaisance s'appuie sur la municipalité en faisant intervenir le nom du Maire.

D'autres sociétés pourraient suivre cet exemple.

Le Maire et les Adjointes déclarent d'une façon catégorique ne vouloir mêler leurs noms à aucune société de bienfaisance étrangère à l'Administration Municipale.

A l'époque où nous sommes, tous les dons et offrandes seront acceptés avec reconnaissance; les misères sont tellement grandes que chacun, dans la mesure de ses moyens, doit chercher à les soulager.

Mais n'oublions pas que la charité envahit de l'Empire et des mosar-chies déchues a été une des causes de l'affaiblissement public.

La République, une fois l'ennemi détruit, se chargera de prouver que tout citoyen doit vivre de son travail et jamais d'aumône.

Paris, le 24 Septembre 1870.

Les Adjoints,
**DE MÉNAGE,
SERMET,
TORTIER.**

Le Maire,
STANARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GOUVERNEUR DE PARIS.

AVIS AUX TROUPES DE GARDE A L'ENCEINTE

Il est expressément interdit d'allumer des feux dans les bastions et sur la rue du rempart.

Ces feux constituent un danger grave pour les approvisionnements de poudres existant dans les bastions et aux abords, ainsi que pour les convois de munitions qui sont en circulation constante sur la voie.

Le Gouverneur de Paris invite MM. les Commandants des secteurs à ne tolérer ses feux qu'en arrière de la rue du rempart, afin d'éviter tout accident.

Paris, le 24 septembre 1870.

LE GOUVERNEUR DE PARIS.
**P. O. Le Général Chef d'état-major général,
SCHMITZ.**

IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

Paris. — Imprimerie PRESSATTE, passage Racine, 17. — Ne pas passer de Car. 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTIONS DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE



Circulaire à MM. les Préfets.

MONSIEUR LE PRÉFET,

La France, réduite à elle-même, va pourvoir à ses destinées. Le suffrage universel est convoqué pour l'élection d'une Assemblée constituante; ja-mais question plus grave ne fut posée dans des temps plus douloureux. C'est une raison, entre toutes, pour que la France soit consultée avec honneur et liberté. C'est là la première indication, l'instruction maîtresse qui devra régir vos rap-ports avec le corps électoral, vous n'avez pas de meilleurs moyens de caractériser et de servir la nouvelle République.

Ce n'est pas à dire, pourtant que vous n'avez

demi-millierd et plus de cent mille hommes pour la défense du pays, et que à un moment donné, cette France, si grande quand Bonaparte l'a saluée, s'est trouvée ruinée, perdue, sans ressources, dans un état de détresse incomparable. Appelée sur ses plaies toute l'attention du pays, faites-lui voir le fond du gouffre où il a roulé. C'est prin-cipalement dans les campagnes qu'il convient de dire ces choses et de les démontrer: c'est là qu'il faut qu'un siècle que chaque mort d'homme, chaque deuil, chaque ruine, chaque écu qu'on paie et que l'on paiera, a pour cause les dix-huit années d'op-pression qui nous ont souillés, et que nous autres, qui sommes les successeurs de ce régime, nous n'infer-

Je vous recommande surtout de vous tenir en défiance contre les exigences et les suggestions des partis extrêmes. Nous ne devons écouter ni ceux qui nous ont perdus en arrière, ni ceux qui nous perdraient en avant. Aux uns comme aux autres, nous laisserons la pleine liberté; mais entre les deux, le Gouvernement gardera l'équilibre et main-tiendra le respect de la loi. Les partis extrêmes sont, d'ailleurs, bien moins à craindre qu'on ne pense; ils ont leur raison d'être et leur utilité dans l'ensemble des opinions, pourvu qu'on ne les laisse pas devenir usurpateurs ou tyranniques. A cela nous tiendrons la main sans rigueur, mais avec fermeté. Les réactionnaires incorrigibles doivent

service, et, dans plus d'un cas, vous avez à rappeler au sentiment et à l'usage de la liberté. En un mot, vous vous appliquez à faire justement le contraire de ce que faisait le gouvernement déchu.

En même temps, et en dehors des enseignements que comporte cette comparaison, vous aurez soin d'apprendre aux électeurs ce qui vult en gouvernement et ce qu'il leur a coûté. Vous ne cesserez d'attirer leur attention de ce côté, de manière à les rendre tout à fait compétents et capables de voter en connaissance de cause. Pendant dix-huit ans, et jusqu'à l'agonie du dernier régime, on a menti au pays. Il est temps que la lumière se fasse, et que les cœurs se redressent. Il le faut d'autant plus que, en mains endroites, les partisans de l'empire ont rejeté sur nous la responsabilité des maux dont ils ont acablé la patrie. C'est là une calomnie que vous ne devez pas tolérer.

L'empire, par un coup de force, avait mis la main sur le pays. Il avait tout pris, tout confisqué, la liberté l'avait, en promettant la gloire. Cherchez où est la gloire, maintenant ! n'est aussi la prospérité matérielle contre laquelle plus d'un avait cru pouvoir troquer sa conscience et sa dignité. Tout a disparu dans le grand naufrage, et c'était justice, car rien ne pouvait survivre à l'avi-lissement des âmes. Aujourd'hui, nous n'apercevons plus autour de nous que le désastre, le deuil, l'indisciplin, la patrie est lambeaux. Voilà la France que l'empire nous a faite. C'est là un ordre d'idées absolument exact et que vous ne devez pas craindre de suivre jusque dans le détail. Il faut que vous appreniez aux électeurs qu'il n'ont rien, que vous rappelez à ceux qui l'ont oublié, que l'empire a tout pu, qu'il a tout voulu, tout corrompu autour de lui en vertu même de son principe. Insistez principalement sur la situation militaire, devenue si poignante. Dites et proclamez que, pendant dix-huit ans, chaque année, la France a livré au gouvernement de l'empereur plus d'un

des cabinets, vous devez aussi vous en souvenir, et ressembler tout le monde, sur les intentions du nouveau Gouvernement. Efforcez-vous de faire la sécurité, vous n'avez pas de meilleur moyen de fonder la République.

La République, sortie d'une révolution sans tâche, et qui restera telle, est désormais la seule forme de gouvernement qui puisse rétablir la grandeur, la fortune et la moralité du pays. En 1848, les classes moyennes l'ont essayée sans l'ayant, elles peuvent voir où est abîmée les conduites. Ces expériences profiteront à tous les partis. Dites donc et répétez incessamment que notre République est un Gouvernement d'ordre, qu'entre l'empire et nous, c'est l'empire qui était anarchique. Démontrerez que le suffrage universel appelle indubitablement la République, par ce que l'électeur d'aujourd'hui ne peut pas lier à perpétuité l'électeur de demain ; qu'il faut donc trouver une forme de gouvernement qui s'accorde avec la mobilité de la volonté électorale, et que cette mobilité est incompatible avec la transmission dynastique, dans un pays surtout où, depuis 1789, la monarchie n'a pu fournir un seul exemple sérieux de succession héréditaire. Faites comprendre en même temps que la flexibilité du Gouvernement républicain est la garantie de sa solidité, en ce qu'elle lui permet de suivre, sans se briser, et en s'y adaptant, tous les mouvements de l'opinion publique. Loin d'être anarchique, un semblable régime est la seule expression possible de l'ordre et de la civilisation. A ceux qui le méprisent, vous montrerez du doigt les États-Unis d'Amérique.

Voilà le terrain, Monsieur le Préfet, sur lequel vous tiendrez d'attirer à vous toutes les conclusions, toutes les bonnes volontés, tous les courages. Nous tenons à ce que le pays sache bien que la République n'entend ni faire mal ni faire peur, que nous accueillons toutes les adhésions et même tous les repentirs, mais en marquant ainsi que, si nous sommes résolus à être généreux, nous sommes décidés à n'être pas dupes.

Tours. — IMPRIMERIE MAME.

comprendront que, à peine de tout compromettre, et de ne pas être suivis, ils doivent ralentir le pas, modérer leurs espérances plus légitimes, agir politiquement, et ne point demander à la République de produire tous ses fruits sur l'heure et le jour même de son implantation. La pratique des choses ne comporte pas de tels miracles. Il n'en est pas moins certain que la République, une fois fondée et consolidée, apporte, dans la matière sociale, un progrès continu, et que ce progrès sera d'autant plus maître de son terrain et grand contre les compétitions rétrogrades, qu'il se sera accompli avec modération et par étapes.

Telles sont, Monsieur le Préfet, les idées générales sur lesquelles vous devrez régler votre conduite politique et vos discours, particulièrement à l'occasion des élections de l'Assemblée constituante. Nous traversons des événements pleins de périls de toute sorte, où, avec les meilleures intentions, on est exposé à commettre bien des fautes. Nos connexions du milieu amorce que d'hommes gens ne puissent avouer, il est bien rare qu'un acte politique quelconque, à côté de certains avantages ne présente pas certains inconvénients. Non seulement est que, dans la crise présente, le plus grand intérêt, celui devant lequel il conviendrait, non pas d'abdiquer, mais de classer et de subordonner les autres, consiste à attirer la confiance autour de nous, à la maintenir chez ceux qui nous connaissent, à l'inspiration à ceux qui ne nous connaissent pas. C'est ainsi que nous fondrons la République, en dehors de toute passion, de tout excès, comme il sied à des hommes qui ont profité des enseignements contemporains, et qui savent que si la vraie liberté est faite de beaucoup d'ordre, le véritable ordre est fait de beaucoup de liberté.

La Directeur général du Personnel et du Cabinet, délégué au Département de l'Intérieur, CLÉMENT LAURIER.

Tours, le 21 septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

A LA FRANCE!

Avant l'investissement de Paris, M. Jules Favre, Ministre des affaires étrangères, a voulu voir M. de Bismark pour connaître les dispositions de l'ennemi.

Voici la déclaration de l'ennemi :

« La Prusse veut continuer la guerre et réduire la France à l'état de puissance de second ordre.

« La Prusse veut l'Alsace et la Lorraine, jusqu'à Metz, par droit de conquête.

« La Prusse, pour consentir à un armistice, a osé demander la reddition de Strasbourg, de Toul et du Mont-Valérien. »

Paris, exaspéré, s'ensevelirait plutôt sous ses ruines.

A de si insolentes prétentions, en effet, on ne répond que par la lutte à outrance. La France accepte cette lutte et compte sur tous ses enfants!

Tours, le 24 septembre 1870.

Les Membres délégués du Gouvernement,

CRÉMIEUX. — GLAIS-BIZOIN. — FOURICHON.

CITOYENS,

Préparons-nous à tous les sacrifices.

L'ennemi ose nous proposer la honte!

Vaincre ou mourir, voilà, sans distinction de partis, notre réponse!

Vive la patrie libre et libre! Vive la France!

Le Préfet de la Gironde,

Amédée LARRIERU.

DÉCRET

Vu la proclamation ci-dessus qui constate la gravité des circonstances;

LE GOUVERNEMENT DÉCRÈTE :

1^o Toutes les élections municipales et pour l'Assemblée constituante sont suspendues et ajournées.

2^o Toute élection qui serait faite est annulée.

3^o Les préfets pourvoient par le maintien des municipalités actuelles ou par la nomination de municipalités provisoires.

Tours, le 24 septembre 1870.

Les Membres du Gouvernement,

CRÉMIEUX. — GLAIS-BIZOIN. — FOURICHON.

ARRÊTÉ

Nous, Préfet de la Gironde,

Vu le décret du Gouvernement de la Défense Nationale en date du 24 Septembre 1870, ajournant les élections municipales et les élections de l'Assemblée Constituante;

ARRÊTONS :

Les Maires, adjoints aux Maires et administrateurs des communes, ainsi que les Conseils municipaux et les Commissions municipales, actuellement en exercice, sont provisoirement maintenus dans leurs fonctions.

Fait à Bordeaux, en l'hôtel de la Préfecture le 24 septembre 1870.

Le Préfet de la Gironde,

Amédée LARRIERU.

République Française

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

ARRÊTÉ

Le Préfet de la Loire,

Vu la gravité des circonstances,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est enjoint à tous les maires du département de la Loire, de procéder dans les 48 heures, à l'inventaire des fusils de guerre ou de chasse disponibles dans chaque commune.

Ces armes seront immédiatement remises aux gardes nationaux pour les exercices et les patrouilles.

Art. 2. Tous les hommes valides de 25 à 35 ans, non mariés ou veufs sans enfants, doivent être, sans délai, incorporés dans des compagnies spéciales de la garde nationale, afin de pouvoir se lever et se mettre en marche à la première réquisition.

Fait à la Préfecture, le 24 septembre 1870.

Le Préfet de la Loire,

César BERTHOLON.

REMYENET, imprimeur de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, 4, 3 Saline-Buasse.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE PARIS

La Mairie de Paris informe les propriétaires et cultivateurs des arrondissements de Saint-Denis et de Sceaux qui ont à rentrer leurs récoltes dans Paris, qu'ils trouveront aux portes de la Capitale les indications nécessaires pour diriger ces récoltes sur les dépôts qui leur seront affectés.

Dès à présent sont désignés :

Pour le canton de Villejuif et environs, un terrain de 32,000 mètres, rue du Chevaleret, n^{os} 36 et 50 (13^e arrondissement).

Pour Gennevilliers et environs, un terrain de 34,000 mètres, quai de Javel, n^{os} 85 et 87 (16^e arrondissement).

Pour Créteil et Maisons, un terrain de 10,000 mètres, rue de l'Ave-Maria, derrière le lycée Charlemagne.

La disposition de ces emplacements permet de dresser ces récoltes en meules.

Pour le Maire de Paris :

Le Secrétaire général de la Mairie,

J. MAHUS.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ. ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

AVIS.

Le colonel d'état-major, **VICTOR SCHOELCHER**, chargé d'organiser la légion d'artillerie de la Garde nationale, invite les Citoyens qui désirent en faire partie à venir s'insérer, sans aucun retard, au Palais-Royal, rue de Valois, n° 5, de 10 heures à 5 heures.

Paris, le 24 septembre 1870.



Pour ampliation :

Le Lieutenant-Colonel,

JUILLET ST-LAGER.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

Auf Anordnung der deutschen Behoerden darf bei den Baeckern weder Brod noch Mehl ohne Autorisation des Armee-Intendanten und Bescheinigung der Mairie in Versailles requirirt werden.

Versailles, 26/9 70.

Der General-Major und Commandant,

VON VOIGTS-RHETZ.

Versailles. — Imp. de E. AUBERT, 6, creux de Senne.

Par ordre des autorités allemandes, il ne doit être requis chez les boulangers ni pain ni farine sans l'autorisation de l'intendant de l'armée et le certificat de la Mairie de Versailles.

RÈGLES DE TIR

DU

FUSIL A TABATIÈRE

AVEC LA HAUSSE A 200 MÈTRES

- à 100 mètres, viser les pieds.
- à 150 d° d° d° genoux.
- à 200 d° d° la ceinture.
- à 250 d° d° d° tête.

AVEC LA HAUSSE A 400 MÈTRES

- à 350 mètres, viser les jambes.
- à 400 d° d° la ceinture.
- à 450 d° d° le sommet de la tête.

AVEC LA HAUSSE A 600 MÈTRES

- à 600 mètres, viser la ceinture.

RECOMMANDATIONS

Le plus grand calme.
Pas de témérité inutile.
Choisir les meilleurs abris.
Tirer PEU, mais tirer JUSTE.

Impression centrale des chemins de fer. — A. CHAIX et C^e, rue Bergère, 90, à Paris. — 9-1147.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}. — A partir du mercredi 28 septembre, la viande de 500 bœufs et de 4,000 moutons sera mise chaque jour à la disposition des habitants de Paris.

ART. 2. — La viande provenant de ces animaux sera vendue au détail directement aux consommateurs, pour le compte de l'État, par les bouchers ayant étal, qui se feront inscrire dans leur Mairie et se conformeront au tarif établi par la taxe ainsi qu'aux conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

ART. 3. — La Mairie de Paris et la Préfecture de Police sont chargées d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 26 septembre 1870.

J. MAGNIN.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE, PENDANT LA DURÉE DU SIÈGE,

Vu l'arrêté en date de ce jour,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}. — Dans chaque abattoir, la viande abattue sera délivrée aux bouchers qui, conformément à l'arrêté ministériel du 26 septembre, se seront fait inscrire dans leurs mairies. Cette distribution sera faite proportionnellement à la clientèle dont ils auront justifié.

ART. 2. — Chaque boucher ne pourra s'approvisionner que dans l'abattoir de sa circonscription.

ART. 3. — La viande sera livrée à l'abattoir et vendue comptant à chaque boucher, au prix déterminé par la taxe, déduction faite de 0 fr. 20 c. par kilog. pour tous frais.

ART. 4. — Les bouchers seront autorisés à se constituer en syndicat pour faciliter l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 26 septembre 1870.

J. MAGNIN.

MAIRIE DE PARIS.

AVIS AUX BOUCHERS.

LE MAIRE DE PARIS,

En exécution de l'arrêté du Ministre du Commerce en date de ce jour, qui détermine les conditions de la vente au détail de la viande de boucherie appartenant à l'État,

Invite les bouchers ayant un étal à se présenter immédiatement à la mairie de leurs arrondissements respectifs, à l'effet de prendre connaissance des conditions auxquelles ils devront se conformer pour effectuer la vente au détail de la viande mise à leur disposition.

Les bouchers qui accepteront ces conditions se feront inscrire à leurs mairies.

Paris, le 26 septembre 1870.

L'Adjoint au Maire de Paris,
CLAMAGERAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DE SAINT-ÉTIENNE

Appel à nos Concitoyens

CITOYENS,

Le temps presse.

Les Prussiens n'attendent pas. Nous devons soutenir contre eux une lutte à outrance.

Pour cette guerre sacrée de l'indépendance, pour sauver la Patrie, que nous faut-il?

Des armes, des armes, et de l'argent.

De l'argent d'abord, afin de nous procurer tout ce qui nous manque; tout ce que l'empire nous a volé!

Pour subvenir à ces besoins suprêmes, la Municipalité de Saint-Étienne a voté un emprunt de 1,200,000 fr.

Ce faible emprunt n'est pas encore souscrit.

Laisserez-vous dire que l'argent stéphanois préfère se laisser prendre par les réquisitions prussiennes plutôt que de pourvoir à l'achat des armes et des munitions de guerre?

Laisserez-vous dire que dans une cité aussi riche, le capital manque de patriotisme?

Laisserez-vous, enfin, flétrir notre ville par de pareils reproches?

A vous de répondre!

LE MAIRE,
TIBLIER-VERNE.

Saint-Étienne, le 26 Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEUR DE PARIS.

COURS MARTIALES.

Dans le but de réprimer les attentats à la propriété, le maraudage, le vol, l'espionnage qui se propagent dans la banlieue de Paris, le Président du Gouvernement, Gouverneur de Paris, a ordonné l'institution de Cours martiales à Vincennes et à Saint-Denis et dans les 13^e et 14^e corps d'armée.

Ces Cours fonctionneront d'après les règles suivantes :

Tout officier général investi du commandement supérieur, ou opérant isolément devant l'ennemi, qui aura connaissance d'un crime commis contre le devoir militaire, et à l'égard duquel le code de justice militaire a édicté la peine de mort, aura le droit de réunir, soit immédiatement, soit après l'opération militaire terminée, mais toujours dans les vingt-quatre heures, un tribunal spécial dit COUR MARTIALE, composé d'un officier supérieur et de deux capitaines pris en dehors de la troupe à laquelle appartient l'accusé.

L'accusé sera amené devant cette Cour. Un défenseur lui sera donné à son choix ou d'office.

La Cour entendra aussitôt soit la lecture du rapport écrit, présentant l'accusation, s'il en a été rédigé un, soit les dépositions verbales et sous serment, de témoins qui devront être au moins au nombre de deux.

Le défenseur entendu, ainsi que l'accusé, la Cour rendra son jugement qui sera sans appel.

Le jugement prononcera soit la condamnation du coupable, soit son acquittement. En cas de doute, la Cour pourra demander l'envoi devant un Conseil de guerre, qui sera saisi par les moyens ordinaires.

La condamnation sera exécutée, séance tenante, par le piquet commandé pour garder le lieu de la séance.

La Prévôté pourra être appelée à prêter son concours. Un officier ou sous-officier de cette force publique dressera le procès-verbal sommaire du jugement et de l'exécution.

Ce procès-verbal sera transmis au commandant en chef.

Paris, le 26 septembre 1870.

Le Président du Gouvernement, Gouverneur de Paris,

Général TROCHU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

DÉPÔTS DE FUMIERS.

LE MAIRE DE PARIS,

Considérant que pendant la durée du siège, les produits de l'enlèvement des fumiers provenant des écuries des particuliers ne peuvent plus être transportés en dehors de Paris; qu'il y a lieu, dès lors, de désigner des terrains pour servir de dépôt à ces fumiers;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}.

Les fumiers provenant des écuries ou étables appartenant à des particuliers seront déposés sur les terrains ci-après désignés :

- 1^o Place Daumesnil, angle de la rue Lamblardie (12^e arrondissement);
- 2^o Rue du Chevaleret, n^{os} 68 et 93 (13^e arrondissement);
- 3^o Square de Montsouris, terrains le long de la Bièvre, vis-à-vis de la rue d'Aiésla (14^e arrondissement);
- 4^o Avenue Saint-Charles, sablière de M. HÉLIE, entre la rue Saint-Paul et la rue Leblanc (15^e arrondissement);
- 5^o Quai de Javel, n^o 27 (15^e arrondissement);
- 6^o Boulevard Malesherbes, côté droit au-delà de la place Wagram, vis-à-vis du dépôt de la Compagnie des Omnibus (17^e arrondissement);
- 7^o Rue Hamrémont, entre la Butte Montmartre et la rue Marcadet (18^e arrondissement);
- 8^o Carrières d'Amérique (19^e arrondissement).

ART. 2.

Pour l'indication de l'accès des dépôts de fumiers et pour les dispositions à prendre dans l'intérieur de ces dépôts, on devra se conformer aux prescriptions des ingénieurs du Service municipal de la Ville de Paris.

ART. 3.

Le Directeur de la Voie publique est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à l'ingénieur en chef de la 2^e division, plus spécialement chargé de la surveillance des dépôts.

Paris le 26 septembre 1870.

ÉTIENNE ARAGO.

République Française

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

ARRÊTÉ

LE PRÉFET DE LA LOIRE,

Vu la dépêche du Gouvernement, datée de Tours le 24 septembre 1870;

Considérant que dans les circonstances actuelles, la France a besoin de tous ses enfants,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Tous les hommes valides de 20 à 25 ans, appartenant au département de la Loire, qui ne font pas partie de la garde mobile, soit parce qu'ils n'ont pas été appelés, soit parce qu'ils n'ont pas été inscrits sur les listes de recensement de leurs communes, soit enfin parce qu'ils ont été exemptés de ce service, sont invités à se rendre à la caserne de Saint-Etienne, le mercredi 28 septembre, à 8 heures du matin, ceux de l'arrondissement de Saint-Etienne, et le jeudi 29, à la même heure, ceux des arrondissements de Roanne et de Montbrison.

Tout ceux qui ne répondront pas à cet appel seront considérés comme déserteurs et requis par la force armée.

Art. 2. Ces jeunes gens une fois réunis à la caserne, seront soumis à une révision sérieuse confiée aux soins d'un conseil de révision qui statuera définitivement sur les exemptions à accorder.

Il n'y aura d'exemption que pour les infirmités corporelles bien et dûment constatées.

Les communes pourvoient aux besoins des familles indigentes.

Art. 3. Les hommes exemptés qui seront encore assez valides pour faire partie de la garde nationale sédentaire de leur commune, y seront immédiatement incorporés.

Art. 4. Les maires de chaque commune sont chargés d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à la Préfecture, le 26 septembre 1870.

Le Préfet de la Loire, César BERTHOLON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVENEUR DE PARIS.

ORDRE.

En raison de la diminution des jours, les portes de la Place de Paris seront, jusqu'à nouvel ordre, ouvertes à 7 heures du matin et fermées à 7 heures du soir.

Cette disposition sera exécutoire à partir du 1^{er} octobre au matin.

Paris, le 27 Septembre 1870.

LE GOUVERNEUR DE PARIS.

P. O. *Le Général Chef d'état-major général,*

SCHMITZ.

8 IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

Ville de Versailles.

AVIS

Nous, Commandant de la ville de Versailles, pour l'Autorité allemande, prévenons le public,

Que la circulation est et demeure entièrement libre de Versailles aux communes environnantes et réciproquement.

Paris et les localités de la banlieue de Paris, situées dans le rayon d'attaque et de défense, restent sévèrement interdites à la circulation.

Sont invités à vaquer librement à leurs affaires et notamment à approvisionner les marchés de Versailles, les habitants des communes non frappées d'interdiction : toute protection est assurée à leur personne, à leurs chevaux et voitures, ainsi qu'à leurs produits, denrées et marchandises.

Versailles, le 27 Septembre 1870.

VON VOIGTS-RHETZ, Vu, Le Commandant de place pour la Ville,
General-Major.

F. D'ESFÈREY.

Versailles. — Imprimerie de E. AUDERT, 6, avenue de Stenard.

DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES.

AVIS AU PUBLIC.

Le Gouvernement de la défense nationale a rendu, sous la date du 26 septembre, les deux décrets dont la teneur suit :

PREMIER DÉCRET.

ART. 1^{er}. L'Administration des Postes est autorisée à expédier par la voie d'aérostats montés, les lettres ordinaires à destination de la France, de l'Algérie et de l'étranger.

ART. 2. Le poids des lettres expédiées par les aérostats ne devra pas dépasser 4 grammes. La taxe à percevoir pour le transport de ces lettres reste fixée à 20 centimes.

L'affranchissement en est obligatoire.

ART. 3. Le Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(Suivent les signatures.)

DEUXIÈME DÉCRET.

ART. 1^{er}. L'Administration des Postes est autorisée à transporter par la voie d'aérostats libres et non montés, des cartes-poste portant sur l'une des faces l'adresse du destinataire et sur l'autre la correspondance du public.

ART. 2. Les cartes-poste sont en carton vélin du poids de 3 grammes au maximum et de 11 centimètres de long sur 7 centimètres de large.

ART. 3. L'affranchissement des cartes-poste est obligatoire.

La taxe à percevoir est de 10 centimes pour la France et l'Algérie.

Le tarif des lettres ordinaires est applicable aux cartes-poste à destination de l'étranger.

ART. 4. Le Gouvernement se réserve la faculté de retenir toute carte-poste qui contiendrait des renseignements de nature à être utilisés par l'ennemi.

ART. 5. Le Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(Suivent les signatures.)

En exécution des décrets qui précèdent, le Directeur général des Postes a l'honneur d'informer le public que l'ascension des ballons montés ne peuvent avoir lieu qu'à des époques indéterminées, des ballons libres seront lancés à partir de demain, 28 septembre, si le temps le permet.

Les correspondances que le public voudrait tenter de faire parvenir par ce moyen devront être écrites sur carton vélin du poids de 3 grammes au maximum, et ne dépassant pas les dimensions d'une enveloppe ordinaire, savoir : longueur, 11 centimètres ; largeur, 7 centimètres. Cette carte sera expédiée à découvert, c'est-à-dire sans enveloppe, et l'une de ses faces sera exclusivement réservée à l'adresse.

L'affranchissement en timbres-postes desdites cartes, fixée à 10 centimes pour la France et l'Algérie, sera obligatoire ; celles qui seraient adressées à l'étranger devront être affranchies d'après le tarif des lettres ordinaires.

Le public comprendra qu'il n'est possible de confier aux ballons non montés que des correspondances à découvert, à cause du défaut de sécurité de ce mode de transport et du risque que courent ces ballons de tomber dans les lignes prussiennes.

Les lettres fermées que le public entendrait réserver pour être acheminées par les ballons montés devront porter sur l'adresse la mention expresse : *par ballon monté*. L'affranchissement en sera également obligatoire. D'après les tarifs actuellement en vigueur, tant pour l'intérieur que pour l'étranger. Le poids desdites lettres ne devra pas dépasser 4 grammes.

Dans le cas où toutes les lettres recueillies ne pourraient être expédiées par le ballon monté en parance, la préférence sera donnée aux lettres les plus légères.

Paris, le 27 septembre 1870.

G. RAMPONT.

Mairie du 10^e Arrondissement

AVIS

DÉFENSE DE PARIS

On invite les anciens Militaires et de préférence les anciens canonniers ou marins qui voudraient faire partie d'une Compagnie de 250 CANONNIERS que l'on forme pour concourir à la défense des remparts entre la porte de Montreuil et celle de Pantin, de se faire inscrire au bureau de l'Artillerie, 143, rue Haxo (BELLEVILLE). Le Bureau est ouvert de 8 heures du matin à 4 heures du soir jusqu'au 2 octobre *inclus*.

Une solde de 2 fr. par jour est allouée à chaque canonnier.
Les Chefs sont nommés à l'élection.

Le Maire provisoire,
O'REILLY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Une estafette, envoyée par la délégation du Gouvernement établie à Tours, a réussi à pénétrer dans Paris. Elle a apporté la dépêche suivante, datée du 24 septembre :

« Nous avons fait afficher dans toute la France la proclamation et le décret suivants.

PROCLAMATION A LA FRANCE.

« Avant l'investissement de Paris, M. Jules Favre, Ministre des affaires étrangères, a voulu voir M. de Bismarck pour connaître les dispositions de l'ennemi. Voici la déclaration du ministre du roi Guillaume :

« La Prusse veut continuer la guerre et réduire la France à l'état de puissance de second ordre. La Prusse veut l'Alsace et la Lorraine jusqu'à Metz par droit de conquête. Pour consentir à un armistice, la Prusse a osé demander la reddition de Strasbourg, de Toul et du Mont-Valérien.

« Paris exaspéré s'enfermerait plutôt sous ses ruines.

« A d'aussi insolentes prétentions, en effet, on ne répond que par la lutte à outrance. La France accepte cette lutte et compte sur tous ses enfants.

DÉCRET.

Vu la proclamation ci-dessus qui constate la gravité des circonstances,

« Le Gouvernement décrète :

« Toutes élections municipales et pour l'Assemblée constituante sont suspendues et ajournées.

« Nous envoyons partout des ordres et des hommes pour surexciter l'esprit de la défense nationale. Nous faisons les plus grands efforts pour jeter sur les derrières de l'armée prussienne toutes les forces possibles, soit comme guérillas, soit comme forces régulières. Déjà l'amiral Fourichon a envoyé en avant d'Orléans des forces qui ont eu plusieurs petits engagements ; elles harcèlent l'ennemi sans relâche, sous les ordres du général de Polhès. »

Pour copie conforme :

Le Ministre de l'Intérieur,
LÉON GAMBETTA.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

PROCLAMATION.

Le Maire de Paris à ses Concitoyens.

Vers une heure de l'après-midi, une fumée épaisse s'élevait du côté de Belleville et mettait en émoi la population de Paris.

Voici ce qui s'était passé :

Un incendie considérable venait d'éclater dans le lac des buttes Chaumont, où une grande quantité de fûts d'huiles essentielles se trouvaient gèrbés et presque complètement recouverts de terre.

Avant même que l'autorité fût prévenue officiellement, la population, les pompiers de Paris, les pompiers auxiliaires, les gardes nationaux, aidés du maire et des adjoints du XIX^e arrondissement ainsi que de ceux des arrondissements circonvoisins, avaient organisé l'attaque du foyer et préservé tout ce qui aurait pu être atteint, avec une spontanéité et une intelligence extraordinaires.

Lorsque le Préfet de police et le Maire de Paris arrivèrent sur le lieu du sinistre, ils restèrent saisis d'admiration en face du spectacle de ce peuple se préservant lui-même.

Ea moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, les chaînes s'étaient organisées, les seaux d'incendie remplis de terre circulaient de main en main et étouffaient le foyer.

LE MAIRE DE PARIS remercie vivement ses Concitoyens du courage et de l'intelligence qu'ils ont déployés dans cette circonstance. Il profite de cette occasion pour inviter la population parisienne à ne pas s'inquiéter si, pendant vingt-quatre heures peut-être, des colonnes de fumée reparaissent encore de ce côté.

Il n'y a plus aucun danger, mais il faut que le fléau dévore le reste de sa proie.

Une enquête est déjà commencée sur la cause du sinistre.

Paris, le 27 septembre 1870.

Le Maire de Paris,

ÉTIENNE ARAGO.

Pour ampliation :

Le Secrétaire général de la Mairie de Paris,

JOLES MAILHAS.

RÉPUBLIQUE

Occidentale

ORDRE & PROGRÈS

Le roi prussien, vieux soldat, rien autre chose que soldat, incapable de comprendre quoi que ce soit de plus élevé que la gloire militaire, inaccessible aux meilleures tendances de notre temps, ou les envisageant avec sa haine instinctive de roi, est en marche sur Paris. Ses conseillers Bismark et de Molke, que l'on sait représenter la politique rétrograde de la guerre et des idées aussi inhumaines que surannées, sont là pour guider l'apôtre de l'absolutisme, l'ennemi couronné du républicanisme, ce nouveau Brunswick plus heureux que celui de 1792.

L'armée allemande, commandée par les princes, les nobles et hobereaux allemands qui sont habitués à considérer le métier des armes comme le seul digne d'eux, manœuvre pour jouir de son insolent triomphe, pour humilier la République, la renverser, si c'est possible, démembrer la France, et pour remplir le trésor prussien d'argent qu'ils économiseront, selon la tradition de la Prusse, pour la guerre suivante.

conseillent la paix, ses presses la soumission. Nulle main n'est levée, nulle voix sympathique ne se fait entendre.

Peuple de Londres, nous pouvons nous réveiller un matin et trouver la lutte à mort terminée, et au milieu des ruines fumantes de Paris l'ombragé et pris d'assaut, apercevoir les ministres de la vengeance et de l'allégresse germanique, élevant au ciel leurs psaumes enroués, un psaume au dieu des batailles!

Et l'infamie de ce résultat s'établira lentement dans l'esprit des Anglais, et lentement aussi peut-être, visitera l'esprit du ministère sous lequel elle aura été soufferte.

Mais que peut faire l'Angleterre? Pourquoi son gouvernement ne reconnaîtrait-il pas la République Française et ne manifesterait-il pas, à la face de l'Europe, sa désapprobation de l'attaque prussienne? La France lui serait reconnaissante

mauvais. — Mais à rejeter autant qu'il a de poids, il est tout à fait sûr de l'objet réel de cette attaque. Paris résiste aux Hohenzollern, comme il a résisté à Bonaparte. Il se jette dans la lutte pour la France et pour l'Europe, qui se soucient aussi peu de la domination militaire de la monarchie prussienne que de la monarchie napoléonienne.

Il pense et pense justement que repousser cette agression maintenant sans motif est un devoir, quel que soit le péril qui doit en résulter, et puisant son inspiration dans les plus nobles sentiments, il est déterminé à combattre jusqu'à la mort. Il peut triompher, il peut tomber; mais sa résolution est noble et sage, et tout ce qui est noble et sage en Europe doit sympathiser avec lui.

Le duel à mort peut être déjà commencé, et la cité peut avoir entendu déjà les premières détonations de l'artillerie prussienne. Et nous, que faisons-nous? Que fait l'Angleterre? Sa réputation est dans les montagnes d'Ecosse, loin des soucis et du trouble, lisant paisiblement, avec sympathie, les dernières et dévotées dépêches de son royal compère prussien, et se complaisant dans la glorieuse perspective de l'avenir réservé au mari de sa fille.

Ses ministres sont silencieux et paraissent sans soucis. Son premier ministre visite les Expositions ou est à Clumber; son secrétaire des affaires étrangères, en villégiature à Walmer; son premier lord de l'intérieur en Belgique; le reste ici, là et partout. Ses nobles et ses gentilshommes sont à leur destruction annuelle de gibier. N'est-ce pas la saison pour une besogne d'un si puissant intérêt. Ses classes commerciales

la politique prussienne et de discerner la véritable solution entre la paix, le progrès régulier de l'Europe d'un côté, et le triomphe d'une grande monarchie militaire de l'autre; et fidèles à ces traditions de résistance, dans un tel péril, ils eussent appelé la Nation à un autre grand effort. Nous n'avons plus de ces hommes d'Etat.

Peuple de Londres, nul n'est plus à même que toi d'apprécier la situation de Paris enfermé dans ce cercle de fer et de destruction. Tu peux parler, fais-le et dégage toi-même la situation. Assemble-toi et parle; prête une voix à l'Angleterre; dis que toi, le cœur de l'Angleterre, n'a nulle part dans l'indifférence et la passivité de ton gouvernement.

De même que tu es sympathisé avec l'Allemagne, à l'origine du conflit, tu envisages avec horreur son attitude actuelle d'agression triomphante, aussi fatale à ses propres intérêts qu'à ceux de la civilisation européenne.

Adviene que pourra! Moi et ceux qui pensent comme moi avons fait ce que nous pouvions, et nous continuerons à agir de même.

Paris, noble et sainte ville, de véritables cœurs Anglais, dans cette heure suprême, te contemplant avec admiration, t'encouragent dans ta grande audace et si tu succombes, ils t'honoreront et te vengeront dans ta noble entreprise, en continuant ta mission. Ta leçon de courage et de sacrifice ne sera pas perdue.

Le 40 Septembre 1870

RICHARD CONGREVE

Président de la Société positiviste de Londres

17, MECKLENBURG-SQUARE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEUR DE PARIS.

Il est de notoriété publique que des hommes, des femmes, des enfants franchissent à toute heure les avant-postes au delà des forts. Beaucoup de ces individus se livrent dans l'extrême banlieue à la dévastation des maisons abandonnées.

D'autres pénètrent jusque dans les camps ennemis où ils sont accueillis et où ils entretiennent des relations criminelles.

Pour mettre un terme à de si graves désordres, les commandants des troupes n'auront franchir les lignes avancées qu'aux personnes munies d'un laissez-passer émanant du Gouverneur de Paris ou du Général chef d'état-major général.

Tout individu qui cherchera à se soustraire à l'exécution du présent ordre, sera saisi, conduit à l'autorité militaire et déferé par elle à la Cour martiale.

Si malgré les injonctions qui lui auraient été faites, il cherchait à fuir, les sentinelles de l'avancée feraient feu sur lui.

En assurant l'accomplissement rigoureux de ces prescriptions, les commandants des avant-postes ne perdront pas de vue qu'ils doivent protéger aux courriers des agents diplomatiques et à toutes personnes munies d'un laissez-passer régulier.

Paris, le 26 Septembre 1870.

Le Gouverneur de Paris,
Général TROCHU.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

AVIS.

Le Maire de Paris rappelle à ses Concitoyens, qu'aux termes du décret du 12 septembre et de l'arrêté du 24 septembre courant, l'indemnité de 1 fr. 50 cent., allouée aux gardes nationaux, n'est due qu'à ceux d'entre eux qui n'ont pas d'autres ressources, et que tout Citoyen convaincu d'avoir perçu ou retenu des sommes supérieures à l'indemnité fixée par le décret, distrait de sa profession et trompé d'une manière quelconque, sur la nature de ses ressources, sera rayé des contrôles et, s'il y a lieu, porté à l'ordre du jour ou déferé aux Tribunaux.

Il importe que chacun se pénétre bien de l'esprit de ce décret.

Que tous les Citoyens qui n'ont pas d'autre ressource se fassent donc inscrire dans leurs Compagnies, pour toucher une indemnité qui est la juste rémunération du temps que leur prend la défense du pays.

Mais que tous ceux, au contraire, que le service de la garde nationale ne prive pas d'un salaire indispensable pour vivre, s'abstiennent scrupuleusement de réclamer cette allocation.

Paris, le 28 septembre 1870.

Le Maire de Paris,
ETIENNE ARAGO.
L'Adjoint au Maire de Paris,
Ch. FLOQUET.

Typ. CHARLES DE MUGUES LÉVES, Imp. de la Mairie de Paris, rue J.-J. Rousseau, 58, — 7008.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Gouvernement de la Défense nationale décrète :

ARTICLE PREMIER.

Réquisition est faite, au nom du Gouvernement de la défense nationale, de tous les blés et farines qui existent actuellement dans l'enceinte de la ville de Paris, ne sont exceptés que les blés et farines ayant le caractère de provision de ménage.

ARTICLE 2.

Le prix des blés et farines sera payé aux détenteurs, suivant qualité, en prenant pour base le prix moyen des mercuriales de la première quinzaine de septembre.

ARTICLE 3.

Le Ministre du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 29 Septembre 1870.

Général TROCHU, JULES FAYRE, EMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GAMBETTA, GARNIER-PAGES, PELLETAN, E. PICARD,
ROCHEFORT, JULES SIMON.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE,

Vu le décret du Gouvernement de la défense nationale en date de ce jour,

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les détenteurs des blés et farines devront fuir, dans les quarante-huit heures, au Ministère du commerce, la déclaration des quantités qu'ils possèdent.

ARTICLE 2.

La qualité des blés et farines sera appréciée par trois arbitres nommés : l'un par le Ministre du commerce, l'autre par les propriétaires de la marchandise, le troisième par le président du tribunal de commerce.

Paris, le 29 septembre 1870.

J. MAGNIN.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
COMMISSION DU GÉNIE CIVIL
VILLE DE PARIS
SERVICE GRATUIT
DE LA
SALUBRITÉ DANS LES HABITATIONS
ET LEURS DÉPENDANCES

AVIS ET CONSEILS AUX HABITANTS

IMMONDICES ET FUMIERS.—Les immondices de toute nature, boues et ordures ménagères, doivent être enlevées chaque jour, conformément aux mesures prises par le service spécial de la voirie et aux prescriptions publiées à cet égard.

Les fumiers d'écuries ou d'étables appartenant aux particuliers doivent être enlevés au moins deux fois par semaine, pour être transportés en un des lieux de dépôt désignés dans l'arrêté municipal en date du 26 septembre 1870, et qui sont situés :

- 1° Place Daumesnil, angle de la rue Lamblardie (12^e arrondissement) ;
- 2° Rue du Chevaleret, 93 (13^e arrondissement) ;
- 3° Square de Montsouris, terrains le long de la Bièvre, vis-à-vis la rue d'Alésia (14^e arrondissement) ;
- 4° Avenue Saint-Charles, sablière de M. Elie, entre les rues Saint-Paul et Leblanc (15^e arrondissement) ;
- 5° Quai de Javel, 27 (15^e arrondissement) ;
- 6° Boulevard Malesherbes, côté droit, au delà de la place Wagram, vis-à-vis du dépôt de la Compagnie des Omnibus (17^e arrondissement) ;
- 7° Rue Darnémeu, entre la butte Montmartre et la rue Marcadet (18^e arrondissement) ;
- 8° Carrrières d'Amérique (19^e arrondissement).

En tout temps, Il est enjoint aux loueurs de voitures et aux nourrisseurs, ainsi qu'aux propriétaires d'écuries et d'étables, installées même à titre temporaire, de laver deux fois par jour les ruisseaux servant à l'écoulement du purin.

Il est recommandé de ne pas jeter sur les immondices ou les fumiers les débris ou débris d'origine animale, dont l'accumulation, dans des lieux étroits ou mal aérés, deviendrait une cause d'infection pour les habitants ou le voisinage, et qui doivent être enlevés par les soins de l'entrepreneur d'équarrissage.

CABINETS D'AISSANCE COMMUNS, FLOMES ET CONDUITES D'EAUX MÉNAGÈRES, GARGOUILLES ET CANIVEAUX.—Il est recommandé expressément aux propriétaires ou à leurs représentants d'exiger que les lieux communs soient entretenus, par des lavages fré-

quents, dans un état de propreté irréprochable ; que des couvercles soient placés dans tous ceux qui ne sont pas munis d'appareils avec valve à bascule ; qu'il y soit fait usage des désinfectants connus : chlorure de chaux, dans un vase ouvert, en petite quantité souvent renouvelée ; sable imprégné d'huile lourde de goudron ou d'acide phénique ; enfin, et au besoin, sulfate de zinc ou sulfate de fer cristallisé (couperose verte) en solution versée à l'intérieur même des conduites (100 grammes par litre d'eau).

Les plombs et conduites d'eaux ménagères, les gorgoilles et caniveaux doivent être maintenus en bon état d'entretien, souvent lavés et au besoin désinfectés. Il est recommandé de n'y point laisser déverser les urines, ni aucune sorte de matières encombrantes ou infectantes. Il importe d'empêcher que les eaux qui en découlent ne restent en stagnation dans les cours.

PRÉSENCE D'ANIMAUX DOMESTIQUES (VACHES, PORCS, CHÈVRES, VOLAILLES, ETC.) DANS LES DÉPENDANCES DES HABITATIONS.—Il faut veiller avec soin à ce que ces animaux soient maintenus dans de bonnes conditions hygiéniques, en évitant de les accumuler dans des lieux mal aérés, et en faisant procéder à l'enlèvement fréquent des fumières. On rappelle qu'il est interdit de conserver aucun animal dans les caves.

EAUX POTABLES (EAU DE SEINE, EAU DES FUITS ARTÉSIENS, EAU DE PLUIE, EAU DES FUITS DE PARIS).—Une eau est potable quand elle peut être conservée dans une carafe, pendant deux ou trois jours, en restant limpide, inodore, sans odeur ni saveur.

Pour le savonnage, l'eau de puits elle-même peut être employée lorsqu'on y ajoute au moins deux grammes, par litre, de cristallin de soude (fragment de la grosseur d'une noisette).

Afin d'éviter que l'eau mise en réserve, pour les cas d'incendie, vienne à se corrompre, il est recommandé d'employer à cet usage des tonneaux préalablement goudronnés à l'intérieur, ou au moins d'y ajouter environ un demi-verre de goudron liquide, que l'on agitera fortement avec l'eau.

Le Président de la Commission,
H. TRESCA.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Aujourd'hui Mardi soir à 7 h. 1/2

RÉUNION GÉNÉRALE AU GRAND THÉÂTRE

Les Citoyens sont prévenus que cette Réunion a pour but les Intérêts de la Commune et de la Défense nationale, tant Locale que Départementale.

Pour couvrir les frais du Théâtre, on a fait des cartes à 10 centimes, dont *Trois cents* réservées aux Dames.

Ces cartes seront blanches pour les Dames et rouges pour les Hommes.

Les cartes seront distribuées aux bureaux du Théâtre.

Les commissaires :

MEUNIER.
THIBAUDIER aîné.
CHASTEL.
COSTE.



RAVEL.
DUPORT Jean.
GIRAUD Maurice.

Les commissaires recommandent aux citoyens qui assisteront à la réunion de l'honorer par leur attitude digne et calme.

Saint-Etienne, Imprimerie FREYNIER, rue de la Bourse, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

Dépêche télégraphique

Le Préfet des Bouches-du-Rhône au Ministre de l'Intérieur à Tours et aux Préfets de Lyon, Grenoble, Valence, le Puy, Saint-Etienne, Nîmes, Gap, Bigne, Toulon, Nice, Montpellier, Privas, Toulouse, Bordeaux, Rouen.

Marseille, 27 septembre 1870, midi 15 m.

L'administrateur supérieur a passé, hier, au milieu d'un enthousiasme populaire, la revue de la garde nationale marseillaise. 40,000 hommes, armés de fusils à percussion, de mousquets, de sabres et de baïonnettes, ont été revus par le préfet de la République, sur le champ de courses du boulevard, devant le stéphen Esquiros, entouré des conseillers départemental et municipal, du comité de défense et des délégués départementaux de la ligne du midi. Une foule immense acclamait à la fois, les administrateurs, la garde nationale et la République.

Une députation de la Garde nationale est venue demander la levée en masse pour marcher contre l'ennemi et voler au plus tôt au secours de la capitale. Ces acclamations enthousiastes ont accueilli cette patrouille proposition.

Union de tous les cœurs pour le salut de la Patrie.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

CASIMIR BERTHOLON.

BUREAU, Imprimerie de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, 4. Saint-Etienne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER.

A partir du samedi 1^{er} octobre prochain, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, la viande de porc sera payée dans Paris aux prix suivants :

Viande fraîche de porc. 2 fr. 30 cent. le kilog.

Lard de poitrine. 2 fr. 50 cent.

Petit salé. 1 fr. 80 cent.

Les viandes travaillées par les charcutiers ne sont pas soumises à la taxe.

ARTICLE 2.

Il sera délivré à chaque acheteur de viande de porc taxée, et sans qu'il soit pour cela besoin d'aucune réquisition de sa part, un bulletin lisiblement écrit qui comprendra la désignation de l'espèce de viande achetée, ainsi que le poids et le prix de cette viande.

ARTICLE 3.

Le présent arrêté devra être placé dans l'endroit le plus apparent de la boutique de chaque charcutier.

Fait à Paris, le 20 septembre 1870.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

Signé J. MAGNIN.

1 IMPRIMERIE NATIONALE. — Septembre 1870.

GARDE NATIONALE

DE LA SEINE

État-Major général

ORDRE

L'approvisionnement de la Garde nationale en cartouches de guerre est assez considérable pour suffire à toutes les éventualités d'un long siège, mais à la condition qu'elles ne soient ni gaspillées ni compromises par un transport prolongé dans les gibernes.

A cet effet, la mesure essentielle, c'est que les Gardes nationaux, en quittant le rempart, remettent, avec le plus grand soin, dans les petits dépôts, les Cartouches qu'ils n'auraient pas consommées, sauf un paquet qu'ils pourront conserver ; sans cette disposition strictement exécutée, l'approvisionnement, même le plus important, disparaîtrait en quelques jours.

Cet avertissement n'est pas seulement une consigne militaire ; c'est un appel à la sollicitude de tous pour les intérêts de la défense.

Le Commandant supérieur espère que tous les Gardes nationaux veilleront, en bons Citoyens, à ce que personne n'oublie l'accomplissement de ce devoir. Le salut de la ville est à ce prix.

Le Commandant supérieur des Gardes nationales de la Seine,

TANISIER.

Approuvé :

Gal **TROCHU.**

Paris, Imp. P. M. DUPONT, rue Jean-de-Sèvres-Saints, 41.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

COMMISSION

DES BARRICADES.

AVIS.

Un certain nombre de citoyens, dans le but patriotique de renforcer la défense de la capitale, ont cru devoir élever spontanément des barricades sans avoir pris la précaution de s'entendre préalablement avec la Commission spécialement chargée de ce travail par le Gouvernement.

Il en résulte que les plans dus à l'initiative privée peuvent être contrariés par ceux qui auront été arrêtés par la Commission. Ce fait s'est déjà produit dans un des secteurs, où des barricades, commencées si près de la rue de rempart qu'elles obstruaient la défense des fortifications vont être forcément démolies.

Nous n'avons pas besoin d'insister sur le danger qui pourrait résulter de ce défaut d'entente. Tout le monde comprendra que le masque d'unité dans le système d'obstacles à opposer à l'ennemi présenterait les plus grands périls.

Nous appelons donc aux citoyens que, décidés à recevoir et à accueillir toutes les communications et tous les conseils, nous ne pouvons admettre que personne puisse mettre, de sa propre autorité, à exécution un plan qui n'aurait pas été accepté par le Gouvernement de la défense nationale.

Paris, le 23 Septembre 1870.

Le Président de la Commission des barricades,

HENRI ROCHEFORT.

3 IMPRIMERIE D'ARTISAN, 11, Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

VILLE DE SAINT-ÉTIENNE

EMPRUNT DE 1,200,000 FR.

Le Ministre de l'intérieur a adressé au Préfet de la Loire la dépêche suivante :

« Veuillez adresser les félicitations du Gouvernement au Conseil municipal de la ville de Saint-Étienne pour ses sentiments patriotiques et pour son vote de un million deux cent mille francs. »

Pour copie conforme :

LE MAIRE,

TIBLIER-VERNE.

Saint-Étienne, Imprimerie MONTAIGNÉ, rue des sous-Garniers, 14, et rue de Lodi, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Président du Gouvernement, Gouverneur de Paris,
Au Général chef d'état-major général (par dépêche de Bichère).

Paris, 30 septembre 1870.

Nos troupes ont opéré une reconnaissance offensive très-vigoureuse; elles ont successivement occupé Chievilly et l'Hay et se sont avancées jusqu'à Thiais et Choisy-le-Roi. Toutes ces positions étaient solidement occupées et crénelées, les dernières armées de canon.

Après un vif engagement d'artillerie et de mousqueterie, nos troupes se sont repliées sur leurs positions avec un ordre et un aplomb très-remarquables. Les gardes mobiles ont eu beaucoup d'attitude.

En somme, journée très-honorable. Nous avons fait des pertes sensibles, non encore évaluées; nous croyons que l'ennemi en a fait de considérables.

Pour copie conforme :

Le Général, Chef d'état-major général,
SCHMITZ.

IMPRIMERIE NATIONALE — Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

RAPPORT MILITAIRE.

30 Septembre, soir.

A la suite de l'occupation, par la division de Maud'huy, des positions voisines de Villejuif, l'ennemi était resté maître des villages de l'Hay, Chevilly, Thiais et Choisy-le-Roy, protégeant ainsi la ligne de communication sur Versailles.

Depuis quelques jours on lui voyait faire sur cette ligne des travaux de terrassement et créneler les villages. Il fut alors décidé par le Gouverneur qu'une action combinée sur les deux rives de la Seine serait tentée pour reconnaître exactement les forces établies dans ces positions.

Dans ce but, pendant la nuit dernière, nos troupes, aux ordres du général Vinoy, se massèrent vers les forts d'Ivry, de Bicêtre et de Montrouge, en arrière de nos postes avancés. Sorties de leurs lignes à la pointe du jour, nos troupes furent accueillies immédiatement par un feu très-vif de mousqueterie et de canon, auquel elles répondirent avec énergie. Bientôt l'engagement devint général sur tout le plateau de Villejuif, et ne dura pas loin de trois heures. Pendant que les troupes aux ordres du général de brigade Guilhem (35^e et 42^e) refoulaient avec une rare vigueur l'ennemi hors de Chevilly la tête de colonne du général Blaise (division de Maud'huy) pénétrait dans le village de Thiais, et s'emparait d'une batterie de position qui n'a pu être enlevée faute d'attelages.

Mais à ce moment l'ennemi appelait à lui les masses concentrées à sa portée, qui ne s'élevaient pas à moins de 30,000 hommes. Le général Vinoy, jugeant avec raison que l'entreprise ne devait pas être poussée plus loin, ordonna la retraite. Elle s'est effectuée, sous le feu, avec un calme qui a été fort remarqué et qui fait le plus grand honneur aux troupes. L'artillerie, toujours solide, a, par la précision de son tir, efficacement appuyé les mouvements; enfin les jeunes bataillons de gardes mobiles, à l'exemple de l'infanterie de ligne, ont eu, de leur côté, la plus ferme contenance.

Nos pertes, non encore évaluées, ont été considérables pour les brigades qui ont directement attaqué les positions fortifiées de l'ennemi. Nous avons à regretter la mort du général Guilhem, vaillant officier, qui a bien mérité du pays.

Le général d'Exéa, qui a marché à l'extrême gauche sur Créteil avec une seule brigade, bien que très-vivement engagé, paraît n'avoir eu qu'une trentaine d'hommes hors de combat. Cet officier général se loue également beaucoup de l'attitude de ses troupes. Le feu de ses mitrailleuses a éprouvé l'ennemi, qui a fait là, comme sur le plateau de Villejuif, des pertes importantes.

L'intendance militaire, et les services dont elle dispose, la Société internationale de secours aux blessés, avec un matériel et un personnel considérables, ont rempli leur mission avec dévouement.

En résumé, les combats du 30 septembre ont montré à nos soldats ce qu'ils valent, à leurs chefs ce qu'ils peuvent attendre d'eux; et cette journée honore les efforts de la défense.

LE GOUVERNEUR DE PARIS.

Par son ordre :

Le Général Chef d'état-major général,
SCHMITZ.

Republique Française

ÉLECTIONS

L'Assemblée nationale Constituante

DÉCRET

Le Gouvernement de la défense nationale,
Vu le décret du 8 septembre 1870;

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les collèges électoraux sont et demeurent convoqués pour le dimanche 16 octobre courant, à l'effet d'élire une Assemblée nationale constituante.

Art. 2. Le nombre total des représentants du peuple sera de sept cent cinquante-trois (753) non compris l'Algérie et les colonies françaises.

Les représentants à nommer sur la base de la population, seront répartis entre les départements, selon le tableau joint au présent décret, et qui en fait partie intégrante.

Art. 3. Si dans le tableau quelque erreur s'était glissée qui privât un ou plusieurs départements d'un nombre quelconque de représentants, l'Assemblée nationale fixerait le nombre, et le Gouvernement le ferait compléter immédiatement par l'élection. L'erreur en plus ne serait réparable qu'à l'élection d'une Assemblée législative.

Art. 4. Partiront à l'élection, sauf les exceptions portées en l'article 3 de la loi des 15-18 mars 1849 :

1^{re} Tous les Français âgés de vingt et un ans, résidant depuis six mois dans une des communes du département et inscrits sur les dernières listes électorales;

2^e Tous ceux qui, ayant droit, d'après le paragraphe ci-dessus, auraient été omis sur ces dernières listes. Ils auront le droit de présenter leurs réclamations jusqu'au 13 octobre, à 8 heures du soir.

Ces réclamations seront portées dans chaque commune, devant le maire qui réunira, sous sa présidence, une commission de quatre membres pris parmi les électeurs, lesquels prononceront sur toutes les demandes sans aucun appel ni recours.

Le dernier paragraphe de l'article 62, qui suspend l'exercice du droit électoral pour les armées en campagne est supprimé.

Art. 5. Sont éligibles tous les Français âgés de vingt-cinq ans, et qui ne sont compris dans aucune des exceptions ou des incompatibilités portées dans les articles 79 et suivants de la loi des 15-18 mars 1849 :

Les préfets et secrétaires généraux actuellement en fonctions, pourront être élus s'ils se démettent de leurs fonctions dix jours avant l'élection.

Art. 6. Le scrutin sera secret.

Art. 7. Tous les électeurs voteront au chef-

lieu de leur canton par scrutin de liste. Néanmoins le préfet peut à cause des circonstances locales diviser le canton en deux ou trois circonscriptions. Dans ce cas, le vote pour chacune de ces circonscriptions aura lieu dans la commune qu'il aura spécialement désignée.

Art. 8. Le scrutin sera ouvert le dimanche 16 octobre, depuis sept heures du matin jusqu'à sept heures du soir. Il sera procédé selon les prescriptions de la loi des 15-18 mars 1849, avec cette seule dérogation que le préfet pourra désigner, pour chaque section où l'élection aura lieu, le président du bureau électoral.

Art. 9. Le dépouillement du scrutin aura lieu le soir même. Il sera commencé à sept heures et demi. Les tables de dépouillement seront composées de six membres au moins.

Art. 10. Les éligibles qui auront obtenu le plus grand nombre de suffrages légitimes, quel que soit le nombre des électeurs inscrits ou des votants, seront proclamés représentants élus à l'Assemblée nationale constituante.

Art. 11. La loi électorale des 15-18 mars 1849 est d'ailleurs applicable dans toutes celles de ses autres dispositions qui ne sont pas contraires au présent décret.

Art. 12. Les citoyens qui, depuis le 4 septembre dernier, ont accepté les fonctions de préfets ou de secrétaires généraux de préfecture, pourront être élus représentants, pourvu qu'ils aient donné la démission de leurs fonctions dans la journée du 8 octobre au plus tard. Ceux qui, malgré l'invasion ou l'investissement de l'ennemi, restent à leur poste, pourront être élus.

Art. 13. La répartition du nombre des représentants entre les départements sera faite conformément au tableau ci-après :

TABIEAU des représentants à élire par chaque département (annexé au précédent décret du 30 septembre.)

DÉPARTEMENT.	POPULATION.	NOMBRE de représentants à élire.
Loire.	537,108	211

Adopté en conseil de Gouvernement le 30 septembre 1870.

AD. CREMIEUX, GLAIS-BIZON,
FOURICHON.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire.
CESAR BERTHOLON.

République Française

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, le 30 septembre 1870.

Le Ministre de l'intérieur à MM. les préfets et sous-préfets.

Strasbourg, après avoir épuisé ses munitions, a capitulé à des conditions honorables pour la garnison et rassurantes pour les habitants.

Escadre de la Baltique entrée à Cherbourg.

Protection de la marine marchande assurée par deux escadres. Dans le Haut-Rhin pas d'ennemi. Armée badoise malade et mécontente. Landwer refuserait service. Les nouvelles de Paris continuent à être bonnes; succès partiels confirmés. 3^e ballon parti hier matin, débarqué vers 2 heures à Mantes, dit que les efforts de l'ennemi sont impuissants. Avons au contraire repris position un moment perdue. Attitude de la population parfaite.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEUR DE PARIS.

ORDRE.

Dans la journée d'hier, le 15^e corps s'est hautement honoré devant le pays, qui lui en témoigne, par moi, toute sa gratitude, et hautement honoré devant l'ennemi qui ne dissimule pas l'impression que lui a faite la vaillance des troupes.

Elles ont eu la vigueur dans l'attaque de positions préparées de longue main pour la défense; elles ont eu le calme et l'aplomb dans la retraite.

SOLDATS !

Nous sommes engagés dans une lutte suprême où vous n'êtes plus les appuis d'une politique que la France a répudiée. La Prusse avait solennellement déclaré qu'elle ne prenait les armes que pour combattre cette politique. Mais elle a depuis longtemps levé le masque. C'est l'honneur de la nation qu'elle veut humilier, et son existence même qu'elle veut détruire.

Vous l'avez compris. La grandeur de votre mission vous apparaît. Vous venez de vous montrer, et vous vous montrerez jusqu'au terme de nos efforts communs, dans l'esprit de dévouement et de sacrifice, les dignes soldats de la nation.

A Paris, le 1^{er} Octobre 1870.

Le Gouverneur de Paris,
Général TROCHU.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

A mes Concitoyens, à mes Amis,

J'ai accepté pour servir la République une magistrature pervertie de son origine, détournée de son but : la conciliation entre les citoyens, la protection des faibles contre les forts; en somme, la pratique et le respect des droits de l'homme, de la loi discutée et votée par tous.

La République démocratique et sociale doit ramener le Commissaire de Police à ses véritables fonctions.

J'ai été prévenu, accusé, condamné; j'ai été arrêté, prisonnier. Transporté, pros crit par des lois draconiennes ou faussées. — Voici tantôt quarante ans que je résiste de toutes façons à l'arbitraire sans frein, à la force sans droit.

Je ne ferai pas ce que j'ai blâmé : jamais!

Fils de bourgeois, j'ai travaillé de l'intelligence et de mes mains pour rester digne.

Je ne suis plus jeune, mais je me sens assez de force virile pour appliquer à une fonction publique les principes qui ont dirigé ma conscience.

L'étranger marche sur Paris! Ses déseigneurs ont besoin d'être assurés : pour eux, de soutien; pour leurs familles, d'ordre, de sécurité. C'est à quoi je veux consacrer mon dévouement tout entier. Pour m'aider dans cette tâche, je fais appel à tous les patriotes, à tous ceux que rallie l'humaine devise : Liberté, Égalité, Fraternité!

10 Septembre 1870.

ANABIE LEMAITRE,
Commissaire de Police de la Ville de Paris,
PALAIS-ROYAL, 19, RUE DES BOIS-BOVARTS.

7287

Paris. — Typographie de RENDU et MAULDIÉ, rue de Rivoli, 141.

Citoyens et Amis,

L'appel que j'ai fait à tous les bons Citoyens a été entendu. J'ai reçu dans la circumscription qui m'est confiée un accueil cordial, qui m'encourage et qui sera ma force.

Parmi mes amis, les uns sont venus me serrer la main, d'autres m'ont écrit, qui sont haut placés des longemps dans l'estime publique : tous ont applaudi à ma résolution.

J'espère, dans ces moments difficiles, avoir concilié le principe sacré du respect de la liberté individuelle avec le devoir non moins rigoureux de sauvegarder la sécurité publique.

Ce que je veux essayer d'appliquer à mes fonctions, dans la mesure de mes forces, c'est : Fermeté, Prudence, Discretion, Audace dans les formes, et, par dessus tout, l'amour de la Justice!

Voici les jours douloureux!

La Ville de la Liberté et de la Civilisation est assiégée par une invincible armée réunie sous le joug brutal, odieux, de l'obéissance passive et aveugle aux ordres de l'hypocrisie du droit divin.

Le canon tonne! Aux Armes!

La Garde nationale et l'Armée courent à l'ennemi ou se cantonnent sur les remparts...

Tous, aux armes!

J'ai entendu des Magistrats municipaux déclarer qu'ils marcheraient, les reins ceints de l'écharpe, à la tête des Citoyens en armes... Je serai à leurs côtés!

Tous ensemble,

Nous délivrerons Paris, nous débarrasserons la France des barbares, au cet unanimous de

Vive la République!

31 Septembre 1870.

ANABIE LEMAITRE,
Commissaire de Police de la Ville de Paris,
PALAIS-ROYAL, 19, RUE DES BOIS-BOVARTS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

Le Maire de Paris s'empresse de porter à la connaissance de ses concitoyens le décret suivant :

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

Les objets engagés au Mont-de-Piété depuis le 19 juillet 1870, consistant en vêtements, sommiers, matelas, couvertures, pour un prêt n'excédant pas 15 francs, seront rendus aux déposants.

Le Ministre des finances est chargé de pourvoir à la dépense qu'occasionnera l'exécution du présent décret.

Paris, le 1^{er} octobre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale,

Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GAMBETTA, GARNIER-PAGES, PELLETAN, E. PICARD,
ROCHEFORT, JULES SIMON.

Le Maire de Paris est certain d'être l'interprète de la population parisienne en remerciant le Gouvernement de la sollicitude qu'il témoigne aux familles nécessiteuses dont les chefs sont chaque jour sur les remparts pour la défense de la Patrie et de la République.

Hôtel de Ville de Paris, le 1^{er} octobre 1870.

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

Pour ampliation :
Le Secrétaire général de la Mairie de Paris,
JULES MAIHAS.

PROCLAMATION

DU

PRÉFET DE SEINE-ET-OISE

Sa Majesté le Roi de Prusse, mon Auguste Souverain, a daigné me conférer l'administration du département de Seine-et-Oise. Je viens d'entrer dans mes fonctions avec l'intention de porter aux habitants du département tout soulagement possible des maux de la guerre.

Pour me faciliter la tâche difficile que j'ai à remplir et qui consiste à concilier, tant que pourra se faire, les intérêts des troupes allemandes et le bien-être de la population, les citoyens ne pourront mieux agir qu'en me prêtant un concours loyal et sincère.

Si, au contraire, je rencontrais de la résistance, je serais forcé, à mon grand regret, d'employer tous les moyens dont je dispose pour maintenir mon autorité.

Toutes les autorités administratives et municipales qui ne se montreront pas hostiles, seront maintenues dans leurs fonctions, et toutes les lois françaises, en tant que l'état de guerre n'en réclame pas la suspension, restent en vigueur.

Versailles, 1^{er} Octobre 1870.

LE PRÉFET DE SEINE-ET-OISE,

DE BRAUCHITSCH.

DECRET

RELATIF AUX

RÉQUISITIONS

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Considérant qu'il importe essentiellement de régulariser les réquisitions portant sur les objets de première nécessité, afin de rassurer les citoyens contre les abus qui pourraient être commis par des particuliers sans mandat, et de leur donner un titre au moyen duquel ils pourront être payés de leurs fournitures faites dans un intérêt public;

DECRÈTE :

ARTICLE 1^{er}. — Les réquisitions ne pourront être faites que par le Gouverneur de Paris, ou par le Ministre compétent, sous la surveillance et le contrôle du Gouvernement de la défense nationale.

ART. 2. — Un double des états de toutes les réquisitions sera remis au Gouvernement.

ART. 3. — Dans le cas d'urgence extrême, les Maires des vingt arrondissements ou les Commandants des secteurs pourront requérir ce qui sera nécessaire, à charge d'envoyer, dans un délai qui ne pourra excéder douze heures, copie de leurs réquisitions à l'Hôtel-de-Ville et au Ministre de l'Intérieur.

ART. 4. — Dans tous les cas où il y aura lieu à réquisition, il sera désigné un commissaire qui, sous sa responsabilité, surveillera la remise de la prestation requise et fournira le récépissé dûment timbré, signé et daté qui servira de titre au contribuable.

Fait à Paris, le 1^{er} Octobre 1870

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale :

**Général TROCHU, Jules FAVRE, Emmanuel ARAGO,
Jules FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS,
PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, Jules
SIMON.**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

MAIRIE DE L'OBSERVATOIRE

(XIV^e Arrondissement)

VACCINATIONS GRATUITES

Le service des Vaccinations gratuites sera repris à partir du 4 octobre. Il aura lieu à l'École des Sœurs, place de la Mairie, tous les mardis et jeudis. — 1^{re} Séance, de 9 heures à 10 heures du matin. — 2^{me} Séance, de 2 heures à 3 heures de relevée.

La prime de 3 francs sera accordée aux familles nécessiteuses, après constatation du succès de l'opération.

Les gardes mobiles et les militaires qui n'ont jamais été vaccinés sont priés de ne pas négliger cette précaution.

FEUX & SIGNAUX

Une récente affiche invitait les Citoyens à masquer leurs fenêtres, lorsqu'il font usage de lumières la nuit venue. Ces lumières inquiètent les gardes des remparts. Il suffira de rappeler que l'ennemi a des intelligences dans la ville, pour que tous les Citoyens prennent toutes les précautions imposées par les circonstances.

TIR

Quelques gardes nationaux pour décharger leurs armes, d'autres dans le but de s'exercer, ont cru pouvoir tirer à balles sans avoir prévenu la Municipalité et sans avoir pris les précautions d'usage. Deux personnes sont tombées victimes de cette imprudence.

Les citoyens sont prévenus que l'autorité militaire a organisé un tir dans les fossés des remparts et qu'en outre, la Mairie du 14^e Arrondissement a mis un tir à la disposition de la garde nationale.

Les compagnies ne seront reçues au tir municipal que sous les ordres de leurs officiers munis d'une indication d'heure que la Mairie délivrera.

COMMISSION SCIENTIFIQUE

Une Commission Scientifique est instituée dans chaque Arrondissement pour étudier les communications qui intéressent la défense nationale.

Les Membres de cette Commission pour le 14^e Arrondissement sont les citoyens ARNOULT, LECŒUR, FOUQUÉ, qui siégeront tous les jours de 9 heures à 11 heures du matin, École des Frères, place de la Mairie.

Les communications devront être présentées par écrit.

Les Adjoints,

ALFRED DEBERLE,

CHARLES LIMOUSIN.

Le Maire,

ÉLIE DUCOUDRAY.

Paris, le 2 Octobre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

DÉCRET.

Le Gouvernement de la défense nationale,

Considérant que la noble cité de Strasbourg, par son héroïque résistance à l'ennemi pendant un siège meurtrier de plus de cinquante jours, a resserré les liens indissolubles qui rattachent l'Alsace à la France ;

Considérant que, depuis le commencement du siège de Strasbourg, la piété nationale de la population parisienne n'a cessé de prodiguer, autour de l'image de la capitale de l'Alsace, les témoignages du patriotisme le plus touchant et de la plus ardente reconnaissance pour le grand exemple que Strasbourg et les villes assiégées de l'Est ont donué à la France ;

Voulant tout à la fois perpétuer le souvenir du glorieux dévouement de Strasbourg et des villes de l'Est à l'indivisibilité de la République, et des généreux sentiments du peuple de Paris,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. La statue de la ville de Strasbourg qui se trouve actuellement sur la place de la Concorde sera coulée en bronze et maintenue sur le même emplacement, avec inscription commémorative des hauts faits de la résistance des départements de l'Est.

ART. 2. Le Ministre de l'Instruction publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, à l'Hôtel de Ville, le 2 octobre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la défense nationale,

Général TROCHU, JULES FAYRE, ENMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN, E. PICARD,
ROCHEFORT, JULES SIMON.

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, 2 Octobre 12 h. 30 du soir.
Arrivée à la Préfecture à 3 heures 1/2.

BULLETIN

Le Ministre de l'Intérieur, à MM. les Préfets et Sous-Préfets,

M. Tissandier, descendu avant-hier à Dreux en ballon, apporte des nouvelles du Paris. Pas d'affaires sérieuses jusqu'au 30 au matin. La physionomie de Paris est excellente. Les troupes et gardes mobiles pleines de confiance. La garde nationale est prête à tous les sacrifices et animée du plus courageux patriotisme.

Paris qui sent sa force compte sur la Province pour harceler incessamment l'ennemi et peu à peu le prendre dans un cercle, afin de l'acculer sur les forts et fortifications où il trouvera bon accueil.

Beauvais est occupé par l'ennemi. On dit de Gournay qu'on se bat entre St-Germer et la route de Beauvais. Mantes est envahi par quatre mille Prussiens avec de l'artillerie. On assure que le Sous-Préfet et le Maire de Rambouillet sont prisonniers. Il y a quelques Prussiens à Eprenon. Le Sous-Préfet de Neufchâteau certifie qu'il y a trois jours un cercueil de plomb couvert de drap d'or venant du côté de Paris est arrivé à Toul où il a été reçu par trois mille Meeklembourgeois qui forment la garnison. Les Prussiens semblaient consternés. Deux autres cercueils pareils sont venus depuis de Toul. On entendait depuis trois jours la canonnade dans la direction de Pont-à-Mousson. Le général Urich est arrivé à Tours.

POUR COPIE CONFORME : le Préfet de la Gironde,

Amédée LARRIEU.

CIRCULAIRE

Tours, 1^{er} octobre 1870.

Le Gouvernement à MM. les Préfets,

Le Gouvernement vient de rendre un décret qui fixe au 16 octobre les élections de la Constituante.

Les Préfets et Secrétaires généraux qui voudront être éligibles devront donner leur démission d'ici le 6 octobre, sauf ceux des départements envahis. Ces Préfets sont éligibles tout en restant à leur poste. Les Commissaires à la défense sont éligibles bien entendu.

Signé : CRÉMIEUX, GLAIS-BIZOIN, LAURIER.

POUR COPIE CONFORME : le Préfet de la Gironde,

Amédée LARRIEU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEUR DE PARIS.

ORDRE

POUR LA CONSERVATION DES ARMES ET DES MUNITIONS.

La conservation des armes et des munitions étant de la plus haute importance pour la défense nationale, le Ministre de la Guerre fait appel au concours de tous les citoyens pour recueillir les armes et les cartouches abandonnées, et les déposer aux endroits ci-après indiqués, savoir :

1° Les armes et les cartouches trouvées en dehors de l'enceinte, ou sur l'enceinte des fortifications seront remises dans chaque secteur aux bureaux du commandant de l'artillerie de ce secteur;

2° Les armes et les munitions trouvées sur la voie publique seront remises aux endroits suivants :

1° État-major de la Garde Nationale (Place Vendôme);

2° État-major de la Place de Paris (Place Vendôme);

3° Tous les postes de gardes nationales;

4° Tous les postes de sapeurs-pompiers.

Chaque jour, les chefs de ces postes (gardes nationales et sapeurs-pompiers) devront faire transporter les armes et les cartouches qui leur auront été remises à l'État-major de la Garde Nationale ou de la Place de Paris (Place Vendôme).

Les armes et les munitions déposées aux états-majors et dans les bureaux de l'artillerie des secteurs seront remises au service de l'artillerie, qui est chargé de les faire enlever.

MM. les officiers généraux et commandants de l'artillerie sont invités à assurer par tous les moyens possibles l'exécution des dispositions qui précèdent.

Paris, le 3 octobre 1870.

LE GOUVERNEUR DE PARIS.

P. O. *Le Général Chef d'état-major général,*
SCHMITZ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LÉGION

GARIBALDIENNE.

AVIS

ARMÉE

DES VOSGES.

Les Citoyens qui désirent s'engager dans le bataillon des Francs-Tireurs (dits *les Enfants de la Montagne*) de la Légion Garibaldienne, sont prévenus qu'un bureau d'enrôlement est ouvert tous les jours de 9 heures du matin à 6 heures du soir.

Les jeunes gens de 16 à 20 ans, en état de défendre la Patrie cavalière, seront également admis.

S'adresser à *St-Bienno, à l'Hôtel de Ville.*

Un bureau destiné à recevoir les offrandes nationales, afin d'aider à l'habillement des Francs-Tireurs dudit bataillon est également ouvert à la même adresse, et au *bureau du Journal de L'Espérance.*

Un registre des souscriptions se trouve au bureau, où les donateurs devront inscrire eux-mêmes les sommes qu'ils daigneront offrir.

Les volontaires seront dirigés immédiatement au dépôt à ~~Paris~~, pour y être armés et équipés.

VU ET APPROUVÉ :

St-Bienno (Paris)

Le Capitaine délégué, chargé de la formation du Bataillon,

C^{te} DURIEU,

Capitaliste de recrutement de la Légion Garibaldienne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Citoyens,

Le Gouvernement vous doit la vérité sans détours, sans commentaires.

Les coups redoublés de la mauvaise fortune ne peuvent plus déconcerter vos esprits, ni abattre vos courages.

Vous attendez la France, mais vous ne comptez que sur vous-mêmes.

Prêts à tout, vous pouvez tout apprendre.

Toul et Strasbourg viennent de succomber.

Cinquante jours durant, ces deux héroïques cités ont essuyé, avec la plus mâle constance, une véritable pluie de boulets et d'obus.

Épuisées de munitions et de vivres, elles défiaient encore l'ennemi; elles n'ont capitulé qu'après avoir vu leurs murailles abattues crouler sous le feu des assaillants.

Elles ont, en tombant, jeté un regard vers Paris, pour affirmer, une fois de plus, l'unité et l'intégrité de la Patrie, l'indivisibilité de la République, et nous léguer, avec le devoir de la délivrer, l'honneur de les venger.

Vive la France! Vive la République!

Le Ministre de l'Intérieur,
LÉON GAMBETTA.

BEKANNTMACHUNG.

Alle Truppen im Bezirke meines General Gouvernements erhalten hiermit den Befehl, die Erndte der Runkelrüben und die Fabrikation des Rübenzuckers möglichst zu schonen.

Unbefugter Eintritt in die Rübenfelder und in die zur Fabrikation dienenden Gebäude und unbefugte Wegnahme der zu dieser Erndte und der Beiführung von Kohlen dienenden Fuhrwerke ist untersagt.

Direkte Requisitionen von Zucker in den Fabriken sind unstatthaft.

Es ist selbstverständlich, dass direkte Operationen gegen feindliche Truppen und Einschreitungen wegen feindseliger Haltung durch diesen Auftrag nicht berührt werden.

Gegeben zu Reims am 4 Oktober 1870.

Der General Gouverneur,

FRIEDRICH FRANZ,

Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin.

AVIS.

J'ordonne à mes troupes de n'entraver en aucune façon la récolte de la betterave et la fabrication du sucre dans les territoires soumis à mon gouvernement.

Toute entrée illicite dans les champs de betteraves et dans les établissements qui servent à la fabrication du sucre est interdite; les chariots qui serviront, soit à la récolte, soit à la fabrication, ainsi que les transports de charbon ou de houille ne seront ni arrêtés ni troublés.

Toute réquisition directe de sucre dans les fabriques est interdite.

Il est bien entendu que cet ordre ne saurait entraver ni les opérations militaires, ni les mesures qu'une attitude hostile des habitants pourrait rendre nécessaires.

Donné à Reims, le 4 Octobre 1870.

Le Gouverneur Général,

FRÉDÉRIC-FRANÇOIS,

Grand-Duc de Mecklenbourg-Schwérin.

VILLE DE



GRENOBLE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GARDE NATIONALE SÉDENTAIRE

MOBILISATION

Le Comité exécutif municipal,

Vu le décret du gouvernement en date du 29 septembre dernier, ordonnant la mobilisation des citoyens non mariés ou veufs sans enfants, de 21 à 40 ans, qui ne font partie ni de l'armée active ni de la garde mobile,

INVITE les citoyens domiciliés à Grenoble compris dans la catégorie ci-dessus, à se faire inscrire à l'Hôtel-de-Ville, où la Commission de recensement recevra leurs déclarations tous les jours, de 9 heures du matin à midi, et de 2 à 6 heures du soir.

La Commission siège dans l'ancienne salle des délibérations du Conseil municipal (*entrée par l'escalier de la caisse d'épargne, place Saint-André*).

Tous ceux qui ne répondraient pas, dans la huitaine du présent avis, à l'invitation qui leur est faite, se rendraient passibles des peines portées par la loi.

Le Comité exécutif compte sur l'empressement et le patriotisme des citoyens appelés, pour assurer la prompte exécution du décret précité qui intéresse à un si haut degré la défense nationale.

Grenoble, le 4 octobre 1870.

Pour le Comité exécutif, *Le Président,*

ANTHOARD.

CONSIGNE POUR LE MATÉRIEL

Les Chefs de poste sont **responsables** des objets de matériel déposés dans leurs postes respectifs. Ils reçoivent de l'Officier du Commissariat du Secteur un livret portant inventaire de ce matériel qu'ils doivent toujours être à même de représenter.

Un Officier par Bataillon est chargé de veiller à l'entretien et à la conservation des objets de campement.

A cet effet, l'Officier de campement du Bataillon de remplacement et celui du Bataillon partant se réuniront chaque jour à **huit heures du matin** et procéderont, avec le concours des Chefs de postes au recensement des objets de campement mis à leur disposition.

Pour faciliter cette opération, les Chefs de postes **seront tenus** de faire réunir à l'**avancee** toutes les capotes de guérites (sauf en cas de pluie, celles des factionnaires); les lits de campement seront superposés deux par deux, les matelas par piles régulières de 10; les falots seront également présentés.

Aussitôt le recensement terminé, le Chef de poste veillera à ce qu'il ne soit plus touché à aucun des objets recensés et les remettra à son successeur qui lui en donnera décharge sur le livret du poste.

Les Chefs de poste s'opposeront à ce que les lits de campement soient mis sur le côté pour servir de sièges; ils prescriront aux Caporaux de pose de s'assurer que la capote transmise par chaque factionnaire à son remplaçant est entière et signaleront à l'Officier de campement les gardes qui auraient détérioré un objet quelconque afin que la valeur lui en soit imputée.

Il est formellement interdit aux Chefs de poste de prêter des objets de campement à un autre poste ou d'en changer la destination. Ils **devront optempérer aux ordres** qui leur seront donnés par les Officiers de campement concernant leur service spécial et leur fournir des hommes de corvée s'ils le demandent.

Le bois de chauffage sera déposé dans le poste et les quantités qui n'auraient pas été employées seront remises à la garde suivante.

L'enlèvement de ce bois constituerait un acte frauduleux dont les auteurs seraient poursuivis conformément à la Loi.

Lorsque deux ou plusieurs Compagnies seront réunies dans un même poste, c'est l'Officier le plus élevé en grade ou à grade égal le plus ancien d'âge qui est chef de poste et à ce titre responsable du matériel.

MM. les Chefs de Bataillon voudront bien prêter leur concours à l'exécution de la présente consigne.

Vu et approuvé
Le Chef d'Etat-major,

Signé : GARNIER.

L'Aide-Commissaire de la marine
faisant fonctions de Sous-Intendant,

Signé : LE BRISOYS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT. DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le 6 octobre 1870, 6 heures du soir.

Le Gouvernement reçoit à l'instant une dépêche de Tours, en date du 1^{er} octobre, lui transmettant les meilleures nouvelles sur les mesures prises dans les départements. En les communiquant au public, nous croyons dans une pensée à laquelle il s'associera, devoir taire les lieux de rassemblement des troupes et le nom des généraux qui les commandent. Nous copions textuellement :

« Notre seule et immense préoccupation est d'activer l'organisation des forces destinées à débloquer Paris; tout ce qui se fait à cet égard donne le meilleur espoir. L'action des villes et des départements, poussant en avant les forces qu'ils ont organisées par leur initiative, se combine avec ardeur avec celle des contingents militaires, qui forment désormais deux armées, comprenant chacune environ 80,000 hommes, l'une sur la Loire et qui va s'avancer sur Paris, l'autre ayant pour centre..... Du côté de..... on réunit également un troisième groupe, composé de forces régulières, de mobiles et de volontaires. La situation de Bazaine continue à demeurer excellente. L'attaché militaire de....., qui vient de parcourir les villes où se réunissent nos troupes, jusqu'à... inclusivement, a été surpris du nombre très-considérable d'hommes bien armés et bien équipés, et surtout de l'artillerie qu'on ne supposait pas exister. La légion française et les zouaves sont arrivés de Rome par les soins de notre ambassadeur et vont former un solide appoint tout prêt à marcher. »

Ces nouvelles n'ont pas besoin de commentaires; elles sont la récompense de la noble et fière attitude de Paris et de ses défenseurs; elles doublent notre courage, elles fortifient notre constance, elles nous montrent, comme un sérieux espoir, le jour où notre main rencontrera celle de nos frères des départements à travers les lignes ennemies, cédant enfin sous un commun effort.

Vive la France! Vive la République!

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale,

Signé Général TROCHU, JULES FAVRE, GAMBETTA, JULES SIMON,
EUGÈNE PELLETAN, JULES FERRY, HENRI ROCHEFORT,
GARNIER-PAGÈS, ERNEST PICARD, EMMANUEL ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE,

En exécution du décret du 11 septembre 1870, qui a rétabli la taxe de la viande de boucherie de Paris,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

A dater du *vendredi 7 octobre* jusqu'au *jeudi 13 octobre* inclusivement, la viande de bœuf et la viande de mouton seront payées, dans la ville de Paris, aux prix suivants :

VIANDE DE BŒUF.

	Tende de trache..	
	Culotte.	
1 ^{re} CATÉGORIE	Gîte à la noix.	2 fr. 10 le kil.
	Tranche grassc.	
	Aloyau.	
	Paleron.	
	Côtes.	
2 ^e CATÉGORIE.	Talon de cellier.	1 fr. 70 le kil.
	Bavette d'loyau.	
	Rognons de graisse	
	Coillier.	
	Pis.	
3 ^e CATÉGORIE.	Gîtes.	1 fr. 30 le kil.
	Plats de côtes.	
	Surlengues.	
	Joues.	

Le filet et le faux filet détachés ainsi que le rognon de chair, sont taxés à 3 francs le kilogramme.

VIANDE DE MOUTON.

1 ^{re} CATÉGORIE	Gilots.	1 fr. 80 le kil.
	Carrés.	
2 ^e CATÉGORIE.	Épaules.	1 fr. 30 le kil.
	Poitrine.	
3 ^e CATÉGORIE.	Collet.	1 fr. 10 le kil.
	Débris de côtelettes	

ART. 2.

Les différentes espèces et catégories de viandes exposées en vente seront indiquées par des écriteaux.

ART. 3.

Tout acheteur de viande de bœuf aura le droit de faire désosser complètement le morceau qu'il aura choisi, à quelque catégorie que ce morceau appartienne. Dans ce cas, l'acheteur ne sera tenu d'accepter des os que dans la proportion d'un cinquième du poids de la viande désossée (100 grammes d'os par chaque 500 grammes de viande).

Pour la viande de mouton, il continue d'être interdit aux bouchers de mettre dans la balance et de livrer aux acheteurs des os décharnés ni ce qu'en appelle vulgairement de la *rejoissance*.

ART. 4.

Les bouchers ne peuvent obliger l'acheteur à prendre avec le morceau de son choix de la viande d'une autre espèce ou d'une autre catégorie, non plus que des morceaux différents de la même catégorie.

ART. 5.

Il sera délivré à chaque acheteur qui le demandera, sans qu'il soit pour cela besoin d'aucune réquisition de sa part, un bulletin lisiblement écrit qui comprendra la désignation de l'espèce de viande et de la catégorie de morceaux, ainsi que le poids et le prix.

ART. 6.

Le présent arrêté devra être placardé dans l'endroit le plus apparent de la boutique de chaque boucher.

ART. 7.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera punie des peines édictées par la loi.

Paris, le 6 octobre 1870.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GARDE NATIONALE DE LA SEINE.

GARDES NATIONAUX,

La défense de Paris repose sur le service régulier de l'armée et de la Garde nationale. Toute infraction aux règles du service, toute atteinte à la discipline nuirait à la défense; chaque citoyen doit le comprendre.

Des manifestations de gardes nationaux armés et rassemblés sans ordres réguliers de service sont des faits contraires à toute discipline. C'est avec douleur que j'ai vu des faits de ce genre signalés dans la note suivante insérée en tête du *Journal officiel* de ce jour. Si le bon esprit et le patriotisme de l'immense majorité des gardes nationaux n'éclairaient pas ceux qui se laissent entraîner à des actes de ce genre, la défense en serait affaiblie et c'est là ce que personne ne veut parmi nous.

Paris, le 6 octobre 1870.

Le Commandant supérieur de la Garde nationale,
TAMISIER.

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

« Le Gouvernement de la défense nationale n'a eu jusqu'à présent qu'à se glorifier de l'attitude patriotique, des sentiments républicains, de l'esprit d'ordre et de discipline qui caractérisaient à un si haut degré la garde nationale de Paris. C'est à ce sentiment même qu'il fait appel pour qu'il soit mis un terme aux manifestations armées qui se sont produites hier pour la seconde fois depuis quinze jours, sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

« Ces rassemblements de bataillons ont le double tort de se former sans l'ordre du commandant supérieur des gardes nationales, sans l'ordre du Ministre de l'intérieur, les deux seules autorités qui soient compétentes pour disposer de la milice citoyenne, et, ce qui est beaucoup plus grave, de donner à la cité parisienne des apparences de sédition aussi contraires à la réalité que fâcheuses aux desseins de l'ennemi.

« L'ennemi, qu'on le sache bien, s'arrête devant Paris, troublé par une résistance sur laquelle il ne comptait pas. Il sait que la Capitale peut le tenir en échec pendant de longs mois; il sait aussi qu'une attaque de vive force contre l'enceinte est impossible. Il n'espère à cette heure que dans nos discordes. Notre premier devoir est donc d'en éviter jusqu'aux apparences.

« Quand les officiers de la garde nationale ont des communications à faire au Gouvernement, ils peuvent user à leur choix de la voie orale ou de la voie écrite. Le Gouvernement sera toujours heureux d'entrer avec eux en rapports intimes. Mais les manifestations armées sont destructives de tout ordre public, de toute discipline; et, si bien intentionnées qu'elles puissent être, le Gouvernement est certain d'exprimer l'opinion de l'immense majorité des citoyens en déclarant que de telles manifestations ne doivent plus avoir lieu. »

GUERRE DE L'INDÉPENDANCE

VENDEÛNS,

La France est attaquée par les hordes sauvages de l'Allemagne protestante.

Dans quelques jours, cent vingt escadrons de uhlans, détachés des corps d'armées ennemies, vont se ruër sur vos départements pour les livrer au pillage, au meurtre, au vol.

Éventrer les femmes, égarer les enfants, faillir les vieillards, envoyer les hommes valides au bagne, piller les maisons, incendier les villages, brûler les églises, brûler les statues de la Vierge Marie, assassiner les prisonniers de guerre, telle est la manière dont les Prussiens font la guerre.

Vous allez traiter notre pays comme un pays conquis. Vous allez traiter nos pères comme des pères ont tenu en l'écue les arxus, ces redoutables soldats qui ont fait trembler l'Europe pendant vingt-cinq ans ! Vous vous souviendrez que c'est dans vos bois que s'est unie l'âme à l'honneur de la vieille France, vous vous souviendrez que vous n'avez jamais transigé avec la religion de vos pères, avec l'amour de la patrie.

AUX ARMES !... et que pas un de vous ne manque au rendez-vous. C'est derrière la Loire que vos phalanges redoutables doivent se réunir pour se ruër sur l'ennemi lorsqu'il se présentera pour vos rassembler, violer vos femmes, brûler vos villages.

Vos fils combattront sur les remparts de Paris, vous, vous combattrez dans le Bocage, au nom de Dieu, au nom de la France. Que les pères combattent leurs prouesses au combat, que les Mères arment les bras des pères pour venger les fils tombés dans les champs de carnage de l'Alsace et de la Lorraine ! Don les femmes flétrissent du nom de maudit tous ceux qui fuiront devant la défense nationale.

Habitants des départements de l'Ouest, courez aux armes, prenez vos fusils, saisissez les fusils, les piques, les haches, fondez des balles, fabriquez de la poudre et réalisez-vous avec nous pour faire à l'ennemi une guerre acharnée sans trêve ni merci. Les Prussiens ont des canons, nous avons des canons, nous avons des religions, nous avons les vieux Chouans, sortant de leurs tombeaux, vous appellent au combat.

Que pas un ne manque au rendez-vous. C'est à Thouars que nous nous réunissons à partir du 25 septembre.

Que chacun vienne se joindre en armes, et que Dieu sauve la France !...

As quartier général Vendéen, à Thouars, le 15 septembre 1870.

Aggr. — Imp. J. LEBESQUE.

*Le chef d'état-major des troupes Vendéennes en formation,
F.-L. DE L'HERBERGEMENT.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Considérant qu'à raison de la prolongation de l'investissement de Paris, il est indispensable que le Ministre de l'Intérieur puisse être en rapport direct avec les départements et mettre ceux-ci en rapport avec Paris, pour faire sortir de ce concours une défense énergique,

DÉCRÈTE :

ARTICLE 1^{er}. M. Gambetta, Membre du Gouvernement, Ministre de l'Intérieur, est adjoint à la délégation de Tours; il se rendra sans délai à son poste.

ART. 2. M. Jules Favre, Ministre des Affaires étrangères, est chargé de l'intérim du ministère de l'Intérieur à Paris.

Fait à l'Hôtel de Ville de Paris, le 4 octobre 1870.

Eu exécution de ce décret, le Ministre de l'Intérieur est parti ce matin même par le ballon. Il a emporté la proclamation qui suit, à l'adresse des départements :

FRANÇAIS,

La population de Paris offre en ce moment un spectacle unique au monde!

Une ville de deux millions d'âmes, investie de toutes parts, privée jusqu'à présent, par la criminelle incurie du dernier régime, de toute armée de secours, et qui accepte avec courage, avec sérénité, tous les périls, toutes les horreurs d'un siège.

L'ennemi n'y comptait pas. Il croyait trouver Paris sans défense : la Capitale lui est apparue hérissée de travaux formidables, et, ce qui vaut mieux encore, défendue par 400,000 citoyens qui ont fait d'avance le sacrifice de leur vie.

L'ennemi croyait trouver Paris en proie à l'anarchie : il attendait la sédition, qui égare et qui déprave; la sédition, qui, plus sûrement que le canon, ouvre à l'ennemi les places assiégées.

Il l'attendra toujours. Unis, armés, approvisionnés, résolus, pleins de foi dans la fortune de la France, les Parisiens savent qu'il ne dépend que d'eux, de leur bon ordre et de leur patience, d'arrêter pendant de longs mois la marche des envahisseurs.

Français ! C'est pour la Patrie, pour sa gloire, pour son avenir, que la population parisienne affronte le fer et le feu de l'étranger.

Vous qui nous avez déjà donné vos fils, vous qui nous avez envoyé cette vaillante garde mobile, dont chaque jour signale l'ardeur et les exploits, levez-vous en masse, et venez à nous : isolés, nous saurions sauver l'honneur; mais, avec vous, et par vous, nous jurons de sauver la France !

Paris, le 7 octobre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale,

Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN, PICARD, HENRI ROCHEFORT, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

SUBSISTANCES.

AVIS.

A partir du lundi 10 octobre, la répartition de la viande entre les arrondissements sera réglée comme suit :

L'État, représenté par le Ministère du Commerce, fera abattre, dans les trois abattoirs de Paris, la quantité de viande qui peut être mise chaque jour à la disposition de la population de Paris, soit la viande de 450 à 500 bœufs et de 5,000 à 4,000 moutons.

Cette viande sera divisée dans les abattoirs en 20 lots, un pour chaque arrondissement. L'importance de chaque lot sera proportionnelle à la population et aux circonstances particulières de chaque arrondissement.

Livraison de la viande ainsi répartie sera faite contre recu, aux lieux indiqués par les Maires. Le paiement sera effectué dans la caisse de chaque abattoir, sous la responsabilité des Maires, à 20 centimes au-dessous de la taxe.

Dans chaque arrondissement, la distribution de la viande sera faite par les soins des Maires entre les boucheries municipales qu'ils sont chargés d'organiser, sous le contrôle de la Mairie centrale.

Les Maires désigneront les lieux de la vente et les personnes qui y seront préposées.

La vente aux consommateurs aura lieu au prix de la taxe.

Chaque mairie peut appliquer, dès à présent, un système de rationnement.

Les systèmes de rationnement employés par les Maires ne le seront qu'à titre d'essai, jusqu'à ce que la Commission ait adopté un système général et définitif.

Paris, le 7 octobre 1870.

Pour la Commission des subsistances :

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

J. MAGNIN.

RÉPUBLIQUE OCCIDENTALE

ORDRE ET PROGRÈS

La Famille, la Patrie, l'Humanité

JUGEMENT

Les princes Allemands, secoués par leurs peuples avec une déplorable ardeur, veulent détruire la France et brûler Paris.

Le transport patriotique qui nous a servi à l'avoir d'un pareil dessein, nous est garant que le crime ne sera point commis.

La France sera sauvée! Paris résistera!...

Elle a pris les armes, disait ses maîtres, pour réduire à l'impuissance une Nation qui, depuis deux cents ans, la menace et trouble la paix de l'Europe; elle ne fait cette guerre d'extermination que pour assurer la Poix, la Justice, la Civilisation, que la France a trop longtemps compromises et violées.

Interrogeons l'histoire....

Avant l'an, durant l'ère de fondation des grandes Nationalités, sous la direction des rois, ce sont l'Angleterre, la France, l'Espagne, l'Autriche et la Prusse elle-même qui se constituent et tendent mutuellement à la prépondérance.

L'Allemagne n'est donc point restée neutre, d'intéressée, évangélique, comme elle le prétend, dans cette compétition rétrograde; elle n'y a point agi autrement que la France! La preuve en est dans ces ducs de Brandebourg par exemple, qui, d'écloie et de taille, furent par leur de Brandebourg la couronne de Prusse.

En 1792, elle avait l'intention de se constituer, dans la nation, une

Les Allemands savent tous que le Lyon caduc et corrompu qui, par nécessité, bonne entente ou stupidité, avait tombé dans le piège de la succession Espagnole, n'avait alors plus rien de dangereux pour la Germanie, et que la France envahie, sans aucune envie du Rhin, était à la paix.

Ils ont signé par l'armistice polonois qu'ils entretenaient chez nous depuis vingt ans par ceux des leurs, qui, par milliers, vivaient de notre pain, s'enrichissaient de nos hospitalités et nous payaient en déclarations à leurs Gouvernements, les Allemands connaissent à fond notre faiblesse actuelle, la division des esprits et des classes en France, leurs dissensions dans le grand travail d'enfouissement social qui enserrine notre situation et surtout le marasme où la corruption du second empire avait laissé descendre nos armes. Ils peuvent donc, ralliés à la Prusse par l'intérêt et par l'orgueil, par une haine de race horrible et criminelle, tenter la voie sûrement l'aventure, certains d'écarter sous des forces quatre et cinq fois supérieures et par une artillerie plus disproportionnée encore, accumulées depuis longtemps, ce qui avait échappé de notre armée à la putréfaction bonapartiste.

Tous étaient assurés que ce premier obstacle une fois et facilement écarté, ils pourraient s'élancer sur le pays sans défense que l'assassin de Décembre et ses complices leur livraient pieds et poings liés, pour s'y repaître à leur tour et le dépecer selon leurs appétits.

République Française

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU V^E ARRONDISSEMENT

AVIS IMPORTANT

AUX PROPRIÉTAIRES ET AUX LOCATAIRES

TERME D'OCTOBRE 1870

CHERS CONCITOYENS,

La présence de l'ennemi sous les murs de la capitale nous fait un devoir impérieux d'éviter dans l'intérieur de la ville toute occasion de trouble, de méintelligence et d'animosité entre les Citoyens.

Obeissant donc à des considérations d'ordre et d'humanité, qui, dans les circonstances actuelles, doivent primer tout intérêt particulier, la Mairie du V^e arrondissement est d'avis que toute expulsion de locataire doit être provisoirement suspendue, tant pour le terme du 8 que celui du 15 de ce mois. Elle invite donc de la façon la plus pressante les propriétaires à n'exiger la sortie d'aucun de leurs locataires, et les locataires ayant reçu ou donné congé, à ne pas commencer leur déménagement avant de s'être assurés que leur nouveau logement est prêt à les recevoir.

Il est entendu que les droits de chacun sont réservés pour être exercés dès que les circonstances le permettront.

En faisant appel aux sentiments de patriotisme et de fraternité dont nos Concitoyens ont déjà donné tant de preuves, nous sommes sûrs d'être entendus.

Paris, le 7 octobre 1870.

Le Maire du V^e arrondissement,

J.-B. BOCQUET.

FRISER et VIMONT, Adjoints.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE,

Vu l'article 30 de la loi des 10-22 juillet 1791 ;

Vu le décret du 11 septembre 1870 autorisant l'établissement de la taxe sur la viande de boucherie,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Les chevaux destinés à l'alimentation devront être vendus les lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine, de 8 heures à 11 heures du matin, au Marché aux chevaux.

Art. 2. Pourront seuls être vendus pour la consommation les chevaux dont le bon état sanitaire aura été reconnu et constaté par le service vétérinaire d'inspection du marché. Ces chevaux ne pourront être abattus que dans les abattoirs.

Art. 3. Les chevaux achetés par l'État seront pesés vivants sur la bascule du marché et payés comptant au prix maximum de 40 cent. le kilogramme.

Art. 4. Dans les étaux autorisés à vendre la viande de cheval, le prix de vente de ladite viande est fixé ainsi qu'il suit :

Aloyau, Tende de tranche, Calotte, Gîte à la noix, Tranche grasse.	1 fr. 40 c. le kilog.
Tous autres morceaux.	0 fr. 80 c. le kilog.

Art. 5. Le présent arrêté aura une durée de sept jours, à partir du Lundi matin 10.

Art. 6. Toute infraction aux dispositions du présent Arrêté sera punie des peines portées par les articles 479 et 480 du Code pénal, ainsi conçus :

« Art. 479. Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs les bouchers qui vendront la viande au delà du prix fixé par la taxe légalement faite et publiée.

« Art. 480. Pourra, selon les circonstances, être prononcée la peine d'emprisonnement pendant 5 jours au plus. »

Fait à Paris, le 7 octobre 1870.

Le ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU XI^E ARRONDISSEMENT

En vertu de l'instruction ministérielle ordonnant la création de Boucheries Municipales dans les vingt arrondissements de la Ville de Paris.

Considérant la nécessité absolue de répartir d'une manière équitable et par tête d'habitant la quantité de viande mise chaque jour à la disposition du XI^e Arrondissement par le Ministère de l'Agriculture et du Commerce, Nous avons arrêté les mesures suivantes :

ART. 1^{er}. — Il est créé dans le XI^e Arrondissement vingt Boucheries Municipales dans lesquelles la viande sera débitée pour le compte et sous la responsabilité de la Municipalité.

ART. 2. — La viande ne sera délivrée dans ces établissements que sur la présentation d'une Carte qui sera remise à chaque chef de famille ou à chaque habitant de l'arrondissement, qui en fera la demande dans le plus bref délai et aux endroits désignés ci-après.

ART. 3. — Chaque carte indiquera le nombre de rations à fournir et ne sera valable que dans son quartier.

ART. 4. — La ration délivrée sera faite pour deux jours à chaque porteur de cartes.

ART. 5. — Un recensement général de l'arrondissement, fait par les soins de l'Administration, constatera la sincérité des déclarations.

Toute fausse déclaration entraînera le retrait immédiat de la carte.

ART. 6. — La Carte autorisant le boucher à délivrer la ration de viande sera chaque fois pointée par lui, de manière qu'elle ne puisse servir deux fois le même jour.

ART. 7. — Les Boucheries municipales qui ne se conformeraient pas au Règlement, ainsi qu'à la Taxe, verraient leurs établissements fermés et seraient poursuivis selon les rigueurs de la loi.

Les Cartes seront délivrées à partir de Mercredi 12 Octobre, aux adresses ci-dessous :

Rue Broquet, 4.
Rue Popincourt, 7 bis.
Rue de Charonne, 5.
Rue Keller, 3.
Rue Saint-Bernard, 40.

Boulev. du Prince-Eugène, 237
Rue de Charonne, 140.
Place des Abattoirs.
Rue Servan, 39.
Rue Saint-Maur, 108.

Rue Moret, 10.
Rue de l'Orillon, 93.
Quai Jemmapes, 24.
Boulev. Richard-Lenoir, 112.

Les Boucheries Municipales sont situées aux endroits ci-dessous désignés :

QUARTIER DE LA ROQUETTE

Marché du Prince-Eugène, 208, 209, 215 et 216.
Rue du Chemin-Vert, 109.
Rue Keller, 39.
Rue Sedaine, 9.
Rue de Charonne, 5.

QUARTIER SAINT-AMBROISE

Marché Popincourt, 1 et 2.
Rue Oberkampf, 106.
Rue Saint-Sébastien, 30.
Rue Popincourt, 47.

QUARTIER SAINTE-MARGUERITE

Rue de Charonne, 154.
Boulevard du Prince-Eugène, 249.
Rue de Charonne, 74.
Rue de Montreuil, 21.
Faubourg Saint-Antoine, 165.

QUARTIER FOLIE-MÉRICOURT

Rue Saint-Maur, 101.
Rue Crussol, 18.
Rue Folie-Méricourt, 115.
Rue de l'Orillon, 19.

Le présent arrêté sera exécutoire dès que la distribution des cartes sera terminée.

Paris, le 8 Octobre 1870.

Le Maire, **JULES MOTTU.**

BLANCHON et POIRIER, Adjointe.

SOCIÉTÉ DE SECOURS AUX BLESSÉS DES ARMÉES DE TERRE ET DE MER



AVIS

Les Personnes qu'un dévouement généreux porte à aller relever les Blessés jusque sur le champ de bataille, au risque même d'essuyer le feu de l'ennemi, peuvent n'être pas suffisamment expérimentées pour apprécier la gravité réelle d'une blessure, ni la nécessité de soins chirurgicaux qui ne peuvent être donnés dans beaucoup d'Ambulances privées, mais qu'un est sûr de trouver dans les grands hôpitaux militaires, comme aussi dans les Ambulances centrales de la Société de Secours, dirigées par MM. NELATON, CHENU et un grand nombre de chirurgiens éminents de la Capitale.

Seize Blessés relevés par diverses Personnes et conduits dans des Ambulances privées viennent d'être ramenés au Palais de l'Industrie dans un état très-aggravé, par le défaut des soins nécessaires : leur vie même est en péril.

Il y a donc un véritable danger pour les Blessés à être ainsi transportés dans des maisons particulières avant qu'une exploration de la plaie, ou même un séjour de vingt-quatre heures dans les hôpitaux ait bien constaté la nature de la blessure.

La Société de Secours croit remplir un devoir important en signalant ce danger au Public et surtout aux Personnes charitables qui croient rendre service aux Blessés en les ramenant dans les Ambulances privées, sans la visite préalable que nous recommandons.

LES HOPITAUX MILITAIRES SONT :

- 1^o Le Val-de-Grâce ;
- 2^o Le Gros-Callou ;
- 3^o Les Récollets, dans la rue du Faubourg-Saint-Martin.

LES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS DE LA SOCIÉTÉ DE SECOURS SONT :

- 1^o Le Palais de l'Industrie ;
- 2^o Le Corps Législatif ;
- 3^o Les Tuileries.

Palais de l'Élysée (rue du Faubourg-Saint-Honoré), 7 octobre 1870.

Impression chez des chemises de fer, A. CHAIS et Co, rue Bergère, 80. — 54100-0.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GOVERNEUR DE PARIS.

ORDRE

RELATIF

A LA CIRCULATION SUR LA RUE DE REMPART.

Dans le but d'assurer aux officiers, ingénieurs et ouvriers l'accès sur le Rempart, pour le service permanent qu'ils sont appelés à y faire, le Gouverneur de Paris avait ordonné que la rue de Rempart resterait libre à la circulation.

La fausse interprétation de cet arrêté, pris dans l'intérêt exclusif du service, a donné lieu à de graves abus.

Considérant que cette rue est envahie, principalement les jours de fête, par une foule de citoyens qui la convertissent en lieu de promenade et entravent ainsi le service du Rempart ;

Le Président du Gouvernement, Gouverneur de Paris,

ARRÊTE :

La circulation sur la rue de Rempart ne sera permise qu'aux personnes ci-dessous mentionnées :

- 1° Officiers, ingénieurs et ouvriers employés au service;
- 2° Habitants des maisons situées sur ladite rue;
- 3° Personnes munies de cartes émanant de l'état-major général du Gouverneur;
- 4° Les voitures de service et celles des personnes ci-dessus désignées auront également la circulation libre.

Ces dispositions recevront leur application immédiate, et leur stricte exécution est confiée aux officiers généraux commandant les secteurs.

Paris, le 8 octobre 1870.

Le Président du Gouvernement, Gouverneur de Paris,
Général TROCHU.

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, le 5 Octobre, arrivée à la Préfecture à 4 h. 30 soir.

Le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets et Sous-Préfets,

Dans la nuit du 4 au 5, un train portant 250 hommes du 20^e chasseurs, a déraillé à la station de Critot (Seine-Inférieure). Il y a 15 morts, 15 blessés sans espoir, 80 autres blessés.

Malesherbes a été occupé avant-hier par l'ennemi qui a pillé le pays. On écrit de Châteaudun que des francs-tireurs à Viabon ont surpris et poursuivi des cuirassiers prussiens.

Illic, à onze heures du matin, les Prussiens se sont présentés devant la petite ville d'Épernon. Des mobiles, des francs-tireurs et des gardes nationaux leur ont opposé une résistance jusqu'à 6 heures du soir, malgré l'artillerie ennemie, à cette heure les Prussiens sont maîtres de la ville; nos pertes sont peu considérables.

Avant-hier, les Prussiens venant de Chailly, se dirigeaient vers Fontainebleau, ils étaient quelques centaines, fantassins et cavaliers. Des francs-tireurs les ont attaqués, en ont tué une trentaine et mis autant hors de combat. Les Prussiens se sont repliés sur Chailly.

Dans le Haut-Rhin, des francs-tireurs Alsaciens ont eu un engagement dans le Hardt; ils ont tué ou blessé 50 Prussiens.

Il est positif qu'un personnage considérable est mort, on dit qu'il a été tué dans une embuscade de francs-tireurs; son nom n'est pas encore connu officiellement, on croit généralement qu'il s'agit de M. de Molke.

Pour copie conforme: le *Préfet de la Gironde*,

Amédée LARRIEU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU XI^E ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

L'anxiété est grande ; elle grandit ; elle grandira encore.

Un siège est toujours long, et la victoire restera au plus tenace.

Du calme donc ; l'action aura son heur.

Quand ?

Lorsque l'héroïque garde nationale de la Seine, qui à elle seule constitue une armée formidable, sera pourvue en entier d'armes de choix.

Sur ce point, il dépend de nous de devancer le gouvernement et de l'aider dans son action trop lente à notre gré.

Achetons des canons, des mitrailleuses, des fusils nouveaux modèles, pour les hommes non encore armés ou imparfaitement armés, et alors nous pourrions nous ruier en masses profondes sur les lignes prussiennes et les briser.....

CITOYENS,

Demain un bureau sera ouvert dans la Mairie du XI^e arrondissement pour recevoir les offrandes destinées à l'achat de mitrailleuses, de canons, se chargeant par la culasse et de fusils qui seront affectés aux légions du XI^e arrondissement.

Un registre sera préposé à l'inscription des signatures des donateurs.

Il faut que sur ce livre, qui sera *LE LIVRE D'OR* de la République dans le XI^e arrondissement, chacun tienne à honneur d'inscrire son nom.

Donc, aux canons, aux mitrailleuses et non-seulement nous serons invincibles, mais le succès sera prochain.

Avant de quitter Paris, le général Burnside a dit :

« Vous êtes en meilleure situation à Paris que Washington ne
« l'était lorsque les Confédérés l'assiégeaient, si Washington a
« tenu, Paris tiendra aussi. »

Le général républicain aura dit vrai :

Paris, DA SE, vaincra.

Paris, le 8 Octobre 1870.

Le Maire, **JULES MOTTU.**

BLANCHON et **POIRIER**, Adjoints.

NOTA : Les anciens Artilleurs faisant actuellement partie des bataillons de la Garde nationale du XI^e Arrondissement sont invités à donner leur nom et leur adresse à la Municipalité.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

CIRCULAIRE DE TOURS

Le ministre de l'intérieur à MM. les préfets et sous-préfets :

Hier matin, on entendait de la gare Maintenon une fusillade qui cessa promptement; nous ignorons les résultats de cette affaire qui paraît de nulle importance. Beaugency n'est pas menacé. A l'approche de nos troupes, l'ennemi abandonna ses positions à Pntay, à St-Péravy, la Colombe et aux environs.

Combat de Toury : on savait l'ennemi en forces à Toury où il rassemblait les bestiaux enlevés aux environs.

Hier, 5 octobre, à 3 heures du matin, le général Reyau est parti de Cheville avec de la cavalerie, de l'infanterie et trois demi-batteries dans la direction de Toury. Il entoura vers 7 heures le village de Chaussis avec le 6^e hussards et fit prisonniers quelques soldats du Royal-Bavarois. L'artillerie ennemie, composée de 10 pièces de 12, atteignit avec une grande justesse nos batteries fortes seulement de 9 canons de 4 et d'une demi-batterie de brigade. La longuerue fut démontée; 2 officiers du 6^e hussards, le chef d'escadron Loitet et le sous-lieutenant Bourgoind furent grièvement blessés, ainsi que trois cuirassiers atteints par des éclats d'obus. Malgré le feu très-vif de l'ennemi, le mouvement en avant continua, et le village de Toury fut tourné par la brigade Ressayre. La cavalerie ennemie, forte de 500 hommes, appuyée par 2,000 fantassins, battit en retraite sur la route de Paris et fut poursuivie pendant 4 kilomètres. Nos troupes étant très-fatiguées par suite de marches forcées depuis 3 heures du matin, le général Reyau arrêta le mouvement pour occuper Toury, où l'on apprit la force réelle de l'ennemi et la présence des princes Albert Saxe-Meiningen et Saxe-Altenbourg, qui avaient quitté Toury dès 8 heures du matin. Nous avons repris à Toury un parc de bestiaux composé de 147 vaches et 52 moutons.

Dernière dépêche : Orléans, 6 octobre, 9 heures 50 minutes du matin :

A la suite de l'affaire de Toury, l'ennemi évacua Pithiviers en toute hâte en abandonnant un convoi de bestiaux.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

5^e Arrondissement. — Mairie de Paris.

AVIS

Les Citoyens sont prévenus qu'un recensement de toute la population existant à Paris, sédentaire ou flottante, sera fait par les soins de la Municipalité du 5^e Arrondissement, avec le concours de la Garde Nationale, déléguée à cet effet.

Ce recensement, qui commencera le Dimanche 9 courant, portera sur les noms, prénoms, âge, origine, lieu de naissance, profession et qualité de chaque citoyen ou de chaque citoyenne, hommes, femmes ou enfants.

Il a pour but d'établir LE RATIONNEMENT DE LA POPULATION et la répartition égale pour tous les individus, au prorata du nombre de bouches à nourrir dans chaque famille.

Il a aussi pour but de contrôler L'INCORPORATION OU LA NON INCORPORATION de chaque citoyen dans les différents corps auxquels ils doivent appartenir.

Tout citoyen qui, dans un but de fraude blâmable, aurait déclaré un nombre de personnes supérieur à la vérité, ou qui aurait fait une fausse déclaration, so verra exclu de ses droits quant au rationnement ou incorporé d'office dans des corps spéciaux.

Les concierges, gérants ou propriétaires sont solidairement responsables de l'exactitude de ces déclarations; ils devront accompagner les recenseurs chacun dans sa maison respective, s'ils en sont requis par eux.

Paris, 8 Octobre 1870.

Le Maire, BONVALET.

MURAT, CLERAY, CHAVAGNAT, Adjoint.

NOTA. — Tout Citoyen qui, par une cause quelconque, n'aurait pu être présent chez lui au moment de la visite des recenseurs, devra en faire immédiatement la déclaration à la Mairie, au Bureau de Recensement, faute de quoi, il sera passible des peines édictées plus haut.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

MAIRIE DE L'OBSERVATOIRE

(XIV^e Arrondissement)

ÉCOLES

Les écoles communales ont été transformées en Ambulances; ne pouvant les remplacer toutes, nous avons appelé à notre aide, les Instituteurs et Institutrices laïques.

Les Instituteurs nous ont offert 500 places, les Institutrices, plus de 800 places, en dehors de leur clientèle.

Trois écoles municipales nouvelles seront livrées à l'enseignement laïque pour les garçons.

L'instruction sera gratuite.

L'alimentation sera distribuée gratuitement aux enfants que les parents ne pourront nourrir.

Les Frères de la doctrine chrétienne établis dans l'Arrondissement par le Gouvernement déchu et payés par la Commune, sont mis à la disposition de la Mairie centrale, qui prendra à leur égard telle détermination qu'il appartiendra.

L'ouverture des classes pour les Écoles municipales nouvelles et pour les Institutions libres aura lieu le 17 octobre.

RECENSEMENT

Les habitants du 14^e Arrondissement sont prévenus qu'à partir du 10 Octobre, des Agents de la Mairie se présenteront dans les maisons :

1^o Pour opérer le recensement de la population, afin de permettre l'établissement d'un rationnement équitable.

2^o Pour contrôler la sincérité des déclarations faites à la Mairie, concernant les animaux de boucherie, la paille, le foin, l'avoine détenus par les particuliers.

3^o Pour obtenir la déclaration exacte des appartements abandonnés par leurs propriétaires sur lesquels il y a lieu de répartir également un impôt spécial.

4^o Pour vérifier l'état des puits et déterminer les réparations qu'ils nécessiteraient.

Ces agents seront munis d'une carte précisant leur mandat. Les habitants sont invités à leur en faciliter l'exécution et à dénoncer à qui de droit ceux qui tenteraient de tromper la République.

Paris, le 9 Octobre 1870.

Le Maire,

Élie DUCOUDRAY.

MAIRIE DE SAINT-DENIS

ARRÊTÉ

CONCERNANT

LA VIANDE DE CHEVAL

Le Maire de Saint-Denis,

Vu la loi des 19-22 juillet 1791;

Vu le décret du Gouvernement en date du 11 septembre 1870, autorisant l'établissement de la taxe sur la viande de boucherie;

Considérant qu'il importe d'utiliser pour les besoins de l'alimentation la viande de cheval qui est reconnue présenter toutes les garanties nutritives et hygiéniques,

ARRÊTÉ :

ART. 1. Les chevaux destinés à l'alimentation devront être conduits à l'Abattoir communal de Saint-Denis, où ils seront soumis à l'examen du vétérinaire délégué de l'Administration, qui seul a qualité pour recevoir les chevaux destinés à être abattus.

ART. 2. Pourront seuls être vendus pour la consommation, les chevaux dont le bon état sanitaire sera reconnu par le service vétérinaire institué par la Ville.

Ces chevaux ne pourront être abattus que dans l'abattoir. Les morceaux seront estampillés.

ART. 3. Toute personne qui voudra faire le commerce de la viande de cheval devra se munir d'une permission qui lui sera délivrée par le Maire.

ART. 4. La vente de cette viande ne pourra se faire qu'en boutique ou sur le marché; Il est expressément défendu de la colporter.

ART. 5. Un écriteau en grosses lettres indiquera au-dessus de la boutique, la nature et la spécialité de la viande vendue.

ART. 6. Il sera perçu au profit de la Ville, pour chaque cheval abattu, un droit d'abatage fixé à 3 fr. 50 c. par tête.

ART. 7. Les viandes seront transportées de l'Abattoir à l'étal dans des voitures closes, à moins que ces viandes soient enveloppées de manière à n'en laisser aucune partie à découvrir.

ART. 8. La plus grande propreté est exigée des personnes qui débitent la viande de cheval, le linge et les tabliers qu'ils portent devront toujours être renouvelés aussi souvent que le besoin l'exigera. Quant aux tables et murs où sont déposées ou accrochées les viandes, ils devront être recouverts d'une toile cirée.

ART. 9. La vente de la viande de cheval sera taxée par les soins de l'Administration municipale et par période de sept jours.

ART. 10. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera punie des peines portées par les articles 479 et 480 du Code pénal ainsi conçus :

ART. 479. « Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs, les bouchers qui vendront la viande au-delà du prix fixé par la taxe, légalement faite et publiée.

ART. 480. « Pourra, selon les circonstances, être prononcée la peine d'emprisonnement pendant cinq jours au plus. »

ART. 11. Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux ou rapports, qui seront transmis au Maire à telle fin que de droit.

ART. 12. Le Commissaire de police est spécialement chargé de surveiller l'exécution de cet arrêté.

Saint-Denis, le 9 Octobre 1870.

Le Maire de Saint-Denis,
MOREAUX.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

COMMUNE DE LYON

LE CONSEIL MUNICIPAL
à ses Concitoyens.

Délibération du 24 Septembre 1870

A l'unanimité, le Citoyen MÉTRAT, Commandant supérieur de la Garde nationale, est maintenu dans son Commandement avec tout son État-Major.

LYON, le 24 Septembre 1870.

Le Président,

HÉNON.

Les Vice-Présidents,
BACOT, CHEPIÉ.

Les Secrétaires,

MAYNARD, JACQUY.

Lyon, imp. Ray et Sinauer, r. St-Germain, 8.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE LYON

Le Conseil municipal étudie le projet de créer des ateliers de confection d'uniformes de garde nationale, afin d'occuper les ouvriers sans travail.

En conséquence, les entrepreneurs de confection sont invités à présenter leurs propositions, Lundi et Mardi, à midi précis, au Comité des intérêts publics, siégeant à l'Hôtel-de-Ville.

LYON, le 26 Septembre 1870.

Le Maire de Lyon,

HÉNON.

Lyon, imprimerie Ray et Sinauer, rue St-Germain, 8.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GARDE NATIONALE

SÉDENTAIRE

1^{er} Bataillon

Conformément aux ordres du Commandant en chef de la Garde nationale, en date du 27 Septembre 1870, les vingt-quatre Compagnies formant les trois premiers Bataillons, sont convoquées pour demain 28 courant, à l'effet de procéder à la nomination des Officiers, Sous-Officiers et Caporaux de leur Compagnie.

Les procès-verbaux constatant cette opération, seront remis dans le plus bref délai au Chef de Bataillon.

La réunion des Compagnies se fera sur l'emplacement habituel des exercices.

LYON, le 27 Septembre 1870.

Le Chef de Bataillon,
CHARIOT.

Lyon, Imprimerie Bay et Sicaud, rue St-Clément, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE LYON

RÈGLEMENT des Chantiers

- 1^o Les citoyens travaillant aux chantiers doivent contribuer de toutes leurs forces à activer les travaux de défense;
- 2^o Les chantiers sont formés par groupe de vingt ou trente travailleurs, dont un brigadier; le matin, à midi et le soir;
- 3^o L'appel est fait par chaque brigadier, le matin, à midi et le soir;
- 4^o La durée de la journée est de dix heures et son prix de 3 fr.
- 5^o C'est au patriotisme des citoyens qu'est confiée la police du chantier, ils en éloigneront les perturbateurs;
- 6^o Les citoyens travaillant aux chantiers sont, pour le temps qu'ils y travaillent, exempts du service de la Garde nationale;
- 7^o Tout débit de boisson est formellement interdit sur les lieux du chantier.

LYON, le 2 Octobre 1870.

pour le Maire absent,
CHEPIE.

Lyon, imp. Bay et Sicaud, rue Saint-Clément, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE
TÉLÉGRAPHIQUE

DÉCRET

Le Gouvernement de la défense nationale,

Vu la dépêche de la délégation de Tours en date du 29 septembre, parvenue le 1^{er} octobre au gouvernement, portant fixation au 16 octobre des élections pour la Constituante ;

Vu le décret du Gouvernement en date du 23 septembre et le décret conforme de la délégation de Tours ajournant lesdites élections ;

Attendu que cette résolution nouvelle est en opposition avec le décret du Gouvernement de la défense nationale, et que d'ailleurs elle est d'une exécution matériellement impossible dans vingt-trois départements et nécessairement incomplète dans les autres,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. L'ajournement des élections générales est maintenu jusqu'au moment où elles pourront se faire sur toute la surface de la République.

Art. 2. Toute opération accomplie en violation du présent décret sera nulle et de nul effet.

Fait à l'Hôtel-de-Ville de Paris, le 1^{er} octobre 1870.

Général TROCHU, — JULES FAVRE. — GAMBETTA. — ERNEST PICARD.
— EMMANUEL ARAGO. — JULES FERRY. — GARNIER-PAGÈS. — JULES
SIMON. — PELLETAN. — ROCHEFORT.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire, César BERTHOLON.

SOUSCRIPTION PATRIOTIQUE

POUR LA

FABRICATION

DES CANONS

La Société Chimique de Paris,

Considérant qu'un très-grand nombre de **CANONS DE CAMPAGNE**, 1,500 au moins, sont nécessaires pour lutter avec avantage contre l'artillerie Prussienne et délivrer Paris, et que les commandes actuelles sont insuffisantes;

Considérant qu'une pièce de campagne, en bronze, se chargeant par la culasse, et pourvue de son affût, peut être obtenue pour la somme de 5,000 francs environ, d'après la déclaration de divers constructeurs, qui s'offrent à les fabriquer et à les laisser soumettre aux épreuves habituelles,

Afin de concourir à cette Oeuvre patriotique, la Société chimique a voté à l'unanimité la somme nécessaire à l'acquisition d'une Pièce de campagne du modèle indiqué, et dont la fabrication sera commencée immédiatement.

Ont signé les Membres présents :

C. FRIEDEL, Président de la Société Chimique.
 Ch. LAUTH, Chimiste-Manufacturier, Vice-Président de la Société.
 SCHUTZENBERGER, Directeur du Laboratoire de la Sorbonne, Vice-Président de la Société.
 E. WILLM, Docteur ès-sciences, Secrétaire de la Société.
 E. CAVENTOU, de l'Académie de Médecine, Trésorier de la Société.
 BALARD, Membre de l'Institut.
 FRÉMY, Membre de l'Institut.
 An. WURTZ, Membre de l'Institut, Doyen de la Faculté de Médecine.
 M. BERTHELOT, Professeur au Collège de France.
 E. JUNGFLIESCH, Docteur ès-sciences, Agrégé à l'Ecole de Pharmacie.
 G. VOGT, Ingénieur-Mécanicien.
 F. LEBLANC, Professeur à l'Ecole Centrale.
 LEMONE, Docteur ès-sciences, Ingénieur des Ponts et Chaussées.

MILLOT, Ingénieur civil.
 P.-P. DELIERAIN, Docteur ès-sciences, Professeur au Collège Chaptal.
 BILLAUDOT, Fabricant de produits chimiques.
 TIRRELL, Aide-Naturaliste au Muséum.
 A. GAUTHIER, Docteur ès-sciences, Professeur agrégé à l'Ecole de Médecine.
 GIRARD, Ingénieur civil.
 J. RIBAN, Chef des travaux chimiques au Collège de France.
 En. GRIMAUX, Professeur agrégé à l'Ecole de Médecine.
 BOUTMY, Chimiste-Expert près le Tribunal civil de la Seine.
 POINSOT, Répétiteur à l'Ecole Centrale, Membre de la Commission d'hygiène du X^e Arrondissement.
 MARINUS PARAF-JAVAIL, Chimiste-Manufacturier.
 THIERCELIN, Docteur en médecine.
 F. FOUQUE, Docteur ès-sciences.
 Ch. D'ALMEIDA, Professeur au Lycée Concille.

ROHART, Chimiste-Manufacturier.
 AUDOUIN, Ingénieur civil.
 SALERON, Constructeur-Mécanicien
 FORDOS, Pharmacien, en chef de l'Hôpital de la Charité.
 L. L'HOTÉ, Chimiste-Expert près le Tribunal de la Seine.
 CARLET, Membre du Conseil de la Société chimique.
 A. RICHE, Docteur ès-sciences, Essayeur des monnaies.
 En. JANNETAZ, Aide-Naturaliste au Muséum.
 A. FUMOLEZ, Docteur en médecine, Pharmacien.
 G. VIGIER, Pharmacien.
 DORVAULT, Directeur de la Pharmacie centrale.
 PRUNIER, Pharmacien en chef de l'Hôpital de Lourcine.
 HARDY, Docteur en médecine.
 F. VIGIER, Pharmacien.
 J.-A. BARRAL, Directeur du Journal de l'Agrochimiste.
 MASSIGNON, Manufacturier.

A. POIRRIER, Manufacturier.
 E. GODIN, Pharmacien.
 DURIEZ, Fabricant de produits chimiques.
 CARLES, Préparateur à l'Ecole de Pharmacie.
 P. PERSONNE, Chef des travaux chimiques à l'Ecole de Pharmacie.
 P. DEPOULLY, Chimiste-Manufacturier.
 E. DEPOULLY, Chimiste-Manufacturier.
 C. DEPOULLY, Chimiste-Manufacturier.
 BERNARD, Professeur au Collège Chaptal.
 E. FERNET, Docteur ès-sciences, Répétiteur à l'Ecole Polytechnique.
 G. SALET, Préparateur à l'Ecole de Médecine.
 A. CORNU, Professeur à l'Ecole Polytechnique.
 CLOEZ, Répétiteur à l'Ecole Polytechnique.
 TROOST, Maître de Conférences à l'Ecole Normale.

La Société se tient à la disposition des Corps et des Personnes qui voudront adopter la même initiative pour leur fournir les renseignements nécessaires à l'exécution, et les prie de s'adresser au **PRÉSIDENT de la SOCIÉTÉ CHIMIQUE, RUE BONAPARTE, 44**, soit par écrit (**affranchir**), soit directement, tous les jours de 1 à 3 heures et de 8 à 10 heures du soir.

Elle engage les Citoyens à grouper les Souscriptions et à s'occuper de leur emploi immédiat. •

La Société compte sur le concours patriotique des Journaux pour recueillir, avec elle, les Souscriptions isolées.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE LYON

Vu la décision du Conseil municipal qui supprime l'Enseignement congréganiste communal, et le remplace par l'Enseignement laïque;

La Commission d'Enseignement municipal invite les Instituteurs, Institutrices et Directrices de salles d'asile, à faire leurs demandes par écrit. Ces demandes devront être adressées au Maire de Lyon, dans le délai de dix jours. Elles devront contenir les noms, prénoms, lieu de domicile, date de naissance, diplôme et services dans l'Enseignement.

LYON, le 5 Octobre 1870.

Pour le Maire de Lyon :
L'ADJOINT DÉLÉGUÉ,

CONDAMIN.

LYON, Imprimerie Bay et Sausse, rue St-Claude, 3.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GARDE NATIONALE

SÉDENTAIRE

CONSEILS DE DISCIPLINE

En exécution de la loi de 1851, un Conseil de discipline sera formé dans chaque bataillon de la Garde nationale de Lyon.

Ce Conseil sera composé de sept Juges, savoir :

Le CHIEF DE BATAILLON, PRÉSIDENT,

UN CAPITAINE,

UN LIEUTENANT OU UN SOUS-LIEUTENANT,

UN SERGENT,

UN CAPORAL,

DEUX GARDES NATIONAUX.

Les peines appliquées seront celles spécifiées dans la loi sur la Garde nationale.

MM. les Chefs de bataillon ou d'escadrons, sont invités à organiser de suite ces Conseils dans leurs bataillons respectifs.

LYON, le 5 Octobre 1870,

Le Préfet, Commissaire extraordinaire du Rhône,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

LYON, Imprimerie Bay et Sausse, rue St-Claude, 3.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
COMMUNE DE LYON

SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS

VENTE DES FUMIERS

provenant du Bétail

La Commission recevra les offres d'achat des fumiers, en bloc ou par étable. Le prix offert sera stipulé par cent kilogrammes.

Les offres seront reçues au Bureau du service du Bétail, 10, rue des Archers, de 10 heures à 4 heures.

Lyon, Imprimerie Rey et Srauss, rue St-Germain, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
COMMUNE DE LYON

GARDE NATIONALE

SÉDENTAIRE

DE LA GARDE NATIONALE

CONSEILS DE RÉVISION

Le PRÉFET, Commissaire extraordinaire du Rhône,

ARRÊTE :

1°. Un Conseil de révision sera immédiatement formé dans chaque bataillon de la Garde nationale de Lyon, à l'effet de statuer sur les cas d'exemption temporaire ou définitif du service.

2°. Ce Conseil sera composé : du Chef de bataillon, Président, d'un Capitaine, d'un Lieutenant ou Sous-Lieutenant, d'un Sous-Officier, de deux Caporaux et de deux Gardes nationaux tirés au sort par les hommes du bataillon ; d'un Médecin-Major pris en dehors et dans le bataillon le plus rapproché.

3°. Le Conseil de révision entrera immédiatement en fonction.

MM. les Chefs de bataillon sont invités à le constituer dans le plus bref délai.

LYON, le 5 Octobre 1870.

Le Préfet, Commissaire extraordinaire du Rhône,

P. CHALLEMEL-LACOUR.

Lyon, Imprimerie Rey et Srauss, rue St-Germain, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE LYON

Citoyens,

La Municipalité, en vous confiant les travaux de la défense de la Cité, n'a pas seulement fait une œuvre de ressources, elle a fait aussi une œuvre nécessaire et indispensable.

Pour cela, elle a compté sur votre patriotisme.

Devant les menaces de l'étranger, une seule pensée devrait nous animer : Mettre immédiatement en état de défense notre ville.

Nos ennemis cherchent, nous le savons, à entraver nos travaux et à nous livrer à l'ennemi.

Citoyens,

Soyez certains que ceux qui cherchent à vous éloigner des chantiers sont animés de mauvais sentiments, ou sont trompés par vos ennemis, par ceux de la République.

Le Conseil, confiant dans les Enfants de notre Cité, s'en remettra à eux du soin d'organiser le travail des chantiers, d'en faire la police, afin qu'à l'heure du péril pas un instant ne soit perdu. A l'œuvre donc et sauvons la Patrie et la Liberté!

Le Maire,

HÉNON.

1^{er} BATAILLON

DES

AMAZONES DE LA SEINE

Pour répondre aux vœux qui nous ont été exprimés par de nombreuses lettres, et aux dispositions généreuses d'une grande partie de la population féminine de Paris, il sera formé successivement, au fur et à mesure des ressources qui nous seront fournies pour leur organisation et leur armement, dix bataillons de femmes, sans distinction de classes sociales, qui prendront le titre d'*Amazones de la Seine*.

Ces bataillons sont principalement destinés à défendre les remparts et les barricades, concurremment avec la partie la plus sédentaire de la Garde nationale, et à rendre aux combattants dans les rangs desquels ils seraient distribués par compagnies, tous les services domestiques et matériels, compatibles avec l'ordre moral et la discipline militaire. Les compagnies, en outre, de donner aux bataillons de la Garde nationale les secours qui leur sont nécessaires, et de leur faire atteindre, le plus promptement possible, les armes de fusils légers, ayant au moins une portée de 200 mètres, et le Gouvernement sera prêt de les assimiler aux Gardes nationales pour l'indemnité de 1 fr. 50.

Le costume des *Amazones de la Seine* se composera d'un pantalon noir à bandes orange, d'une blouse de laine noire à capuchon et d'un képi noir à liards orange, avec une cartouchière en bandoulière.

Un bureau d'armement est ouvert rue Turbigo, 36, de 9 heures du matin à 5 heures du soir, pour la formation du 1^{er} bataillon, sous la direction d'un officier supérieur en retraite. On ne pourra s'y présenter qu'accompagné d'un garde national comme répondant. Le bataillon comprendra huit compagnies de 150 *Amazones*, en tout 1200; et chaque compagnie sera immédiatement exercée par des instructeurs au maniement du fusil et à la marche réglementaire.

Pour couvrir les frais de cette création qui doit être improvisée, sous le poids de dépenses initiales, un appel sera fait de toutes les forces à l'usage bien entendu, le sacrifice de leur argent à la cause sacrée du pays. Elles ont assez de bravoure, de colliers et de bijoux, que leur arrièr-pensée brigandage prussien si Paris succombait, pour armer cent mille de leurs sœurs

Elles ne refuseront pas, le l'espère, à l'émouvoir de leurs sentiments évangéliques par les plus larges souscriptions, et à renverser ainsi la barrière qui les a trop longtemps séparées des classes laborieuses. Un registre est ouvert à cet effet au bureau d'armement, et une comptabilité rigoureuse, qui sera rendue publique, justifiera de l'importance des dons et de leur emploi.

Un médecin expérimenté, autant que possible du sexe féminin, sera attaché à chaque bataillon. Celui du 1^{er} bataillon assurera au recrutement de son personnel, et une ambulance spéciale sera affectée aux *Amazones de la Seine*, sous la direction de la commission d'hygiène de la Garde nationale. Les *Amazones* faisant fonctions de conseil de famille, pourvoira aux soins hygiéniques, à la tenue de l'ambulance et aux nécessités de la mauvaise saison.

Messieurs les Armuriers et les Archiboutiers sont invités à présenter au bureau, les types d'armes qu'ils pourraient fournir, dont l'examen sera confié à des officiers d'artillerie.

Les moments si précieux. Les femmes, elles aussi, sentent que la patrie et la civilisation ont besoin de toutes leurs forces pour résister aux violences sauvages de la Prusse. Elles veulent partager ces périls, soutenir nos courages, nous donner l'exemple du mépris de la mort et mourir ainsi leur émancipation et leur égalité civile. Elles ont plus que nous le feu divin des grandes résolutions qui sauvent, et le dévouement actif qui soutient et console. Ouvrons nos rangs pour recevoir, sur les remparts, les compagnies armées du foyer, et que chaque femme, avec sa blouse et ses colliers, ne soit pas une femme de ménage, mais une combattante, une guerrière qui défend le monde contre un nouveau débordement de barbares.

Le chef provisoire du 1^{er} Bataillon,
FÉLIX BELLY.

Paris, le 10 Octobre 1870.

Paris. — Imprimerie A.-L. Rochette, Boulevard Montparnasse, 90.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS

Le Commissaire à la défense nationale a l'honneur de prévenir les citoyens de 21 à 40 ans, non mariés ou veufs sans enfants, résidant à Grenoble, qu'ils doivent se faire inscrire avant mardi 11 courant, à la Mairie, sur les listes de la garde nationale mobilisée.

Tout citoyen qui ne remplirait pas ce devoir civique, s'exposerait aux rigueurs de la loi.

Ne perdons pas un jour pour aller au secours de Paris.

Grenoble, le 9 octobre 1870.

Le Commissaire à la défense nationale,

E. MARION.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Mairie du 15^e Arrondissement.

DES CANONS !

Le patriotisme des Citoyens de notre Arrondissement doit être à la hauteur des circonstances, il est du devoir de tous, et particulièrement de ceux qui possèdent, d'apporter leur offrande.

A l'exemple de nos pères de 92, tous les citoyens doivent concourir à la défense de la Patrie.

Jusqu'à ce jour, l'armée prussienne a été victorieuse par son artillerie, nous devons faire tous nos efforts pour rivaliser avec elle.

Les souscriptions publiques seront employées à la fabrication des **CANONS ET MITRAILLEUSES**, et dans quelques jours, si le peuple de Paris le veut, chaque bataillon de la Garde nationale pourra avoir plusieurs pièces d'artillerie qui, avec l'armement complété par des fusils de précision, nous permettront de délivrer notre pays, non-seulement des Prussiens, mais de tous les tyrans qui, comme eux, voudraient empêcher la consolidation de la République.

L'Adjoint,

COMBES.

Le Maire du 15^e Arrondissement,

PARÉDOUX.

Les Membres de la Commission.

E. BRYAL, E. PALMIST, SIMONNET, REPLAN, TUPIN, LÉONARD, COBERT,
CHABRON, SICART, LAMBERT, THALLER, AUBERTIN, CHAMPEL.

Paris. — Typ. EMUS VOTELAIN et C^{ie}, rue J.-J. Rousseau, 41.

4537. — Grenoble, imp. F. Allier père et fils, Grande-Rue, 16, Cour de Claustrat.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

CIRCULAIRE DE TOURS

du 7 Octobre 1870.

Le ministre de l'intérieur à MM. les préfets et sous-préfets

Les renseignements officiels augmentent l'importance du combat de Toury. Une erreur dans la dépêche a fait croire que les cavaliers engagés étaient cinq cents, tandis qu'ils étaient quarante escadrons : c'est-à-dire 4 à cinq mille.

Les Prussiens ont été chassés de Toury, de Jauville et des villages voisins. Une vingtaine de prisonniers, parmi lesquels le courrier du prince Albert. Les gardes nationaux arrivent de quarante kilomètres à la ronde. Grand enthousiasme.

Les Prussiens ont aussi été repoussés d'Imonville et des environs par les francs-tireurs et les gardes nationaux levés en masse. L'ennemi a quitté Pithiviers et Mauchecourt. Un poste de trente hommes à Boudaroy a été anéanti par les turcos. De Voves, on annonce le pays évacué au-delà de Toury. L'ennemi se replie sur Etampes. Epernon et Gallardon sont entièrement libres.

Les Prussiens, emportant de fortes réquisitions, se sont dirigés sur Rambouillet qu'ils occupent au nombre de trois mille.

En somme, par suite du combat de Toury et du concours énergique prêté aux troupes par la garde nationale, les départements du Loiret et d'Eure-et-Loire sont débarrassés des Prussiens, des réquisitions et pillages.

Dans l'Eure, l'ennemi occupa avec une force nombreuse et de l'artillerie Percy-sur-Eure et Vernon. Le colonel Cassagne ne céda le terrain que pied à pied. De Rouen, on annonce que les Prussiens ont été repoussés de Gisors par la garde nationale. Deux mille Prussiens avec artillerie campent dans le bois de Gisors.

Haut-Rhin. — On annonce que l'ennemi se dirige sur Neufbrisach; les villages entre ce point et Châlemppe sont occupés par beaucoup de troupes ennemies. Colmar a été occupé pendant une heure par des uhlans avec artillerie. On dit Mulhouse évacué par un corps qui s'avance sur Altkirch. On s'est battu toute la journée d'hier entre Raou et Bruyères, contre huit à dix mille Prussiens avec artillerie. Pas de résultat. Le général Dupré a été blessé. Nous avons gardé nos positions. Les gardes nationales se joignent aux troupes.

Aube. — Le département est débarrassé des Prussiens qui avaient envahi ces jours derniers quelques communes sur les bords de la Marne.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire, César BERTHOLON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

Le Membre du Gouvernement de la Défense nationale

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

AUX DÉPARTEMENTS

Citoyens des Départements,

Par ordre du Gouvernement de la République, j'ai quitté Paris pour venir vous apporter, avec les espérances du peuple renfermé dans ses murs, les instructions et les ordres de ceux qui ont accepté la mission de délivrer la France de l'étranger. Paris, depuis vingt jours étroitement investi, a donné au monde un spectacle unique : le spectacle de plus de 2 millions d'hommes qui, oubliant leurs préférences, leurs dissidences antérieures, pour se serrer autour du drapeau de la République, ont déjà déjoué les calculs de l'envahisseur, qui comptait sur la discorde civile pour lui ouvrir les portes de la Capitale.

La révolution avait trouvé Paris sans canons et sans armes. A l'heure qu'il est on a armé 400,000 hommes de garde nationale, appelé 100,000 mobiles, groupé 60,000 hommes de troupes révolutionnaires. Les ateliers fondent des canons, les

divertir par aucune préoccupation qui ne soit pas la guerre, le combat à outrance. Le second, c'est jusqu'à la paix d'accepter paternellement le commandement du pouvoir républicain sorti de la nécessité et du droit. Ce pouvoir, d'ailleurs, ne saurait sans déchirer s'exercer au profit d'aucune ambition ; il n'a qu'une passion et qu'un titre : arracher la France à l'abîme où la monarchie l'a plongée ; cela fait, la République sera fondée et à l'abri des conspirateurs et des réactionnaires.

Done, toutes autres affaires cessant, j'ai mandat, sans tenir compte ni des difficultés ni des résistances, de remédier avec le concours de toutes les libres énergies aux vices de notre situation et, quoique le temps manque, de suppléer à force d'activité à l'insuffisance des délais. Les hommes ne manquent pas ; ce qui a fait défaut, c'est la résolution, la décision et la suite dans l'exécution des projets. Ce qui a fait défaut après

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHONE.

D É P Ê C H E

CIRCULAIRE

Tours, le 9 octobre 1870.

M. Gambetta, Ministre de l'Intérieur, parti de Paris par ballon et descendu à Montdidier, est arrivé à Tours aujourd'hui à midi et a été acclamé à son entrée en gare.

Nouvelles de la Guerre :

Du côté d'Evreux, les Prussiens ont quitté Vernon et Pacy, mais ils sont entrés en force à Gisors.

De Chartres, on annonce qu'hier une avant-garde prussienne est arrivée à Dreux en lissant qu'elle précédait un corps de 5,000 hommes.

A Maintenon, l'ennemi est dans les environs de la Gare. Les Mobiles sont prêts à le recevoir.

Hier matin à 5 heures, à Ablis, les Francs-Tireurs ont attaqué deux escadrons de hussards Prussiens et deux compagnies Bavaoises barricadées dans les rues. Après un feu très-vif, les nôtres ont emporté les positions, pris 80 chevaux, fait 69 prisonniers et tué tous les autres chevaux. Les Prussiens ont fait des pertes sérieuses, les nôtres sont faibles.

Renseignements officiels :

Pithiviers est occupé par les Français. Les Vedettes prussiennes sont en vue, l'ennemi paraît se masser vers Etampes.

Saint-Quentin a été attaqué hier, à dix heures du matin, par les Prussiens qui furent repoussés avec une ardeur admirable par la Garde Nationale, les Pompiers, les Francs-Tireurs et toute la population de la ville. La barricade du faubourg d'Isle, protégée par le canal, a été défendue pendant cinq heures et est encore occupée par les Citoyens, qui se sont battus comme de vieux soldats. Nous avons eu 10 hommes tués ou blessés. Les pertes de l'ennemi sont plus considérables. Nous avons fait 12 prisonniers; parmi les morts, il y a deux officiers prussiens. Le Préfet de l'Aisne, M. A. Delaforge, a été légèrement blessé à la jambe.

HAUT-RHIN : Neufbrisach est entouré et bombardé par l'ennemi depuis le 7, vers deux heures. La place répond vigoureusement.

Certifié conforme :

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE.

RÉPUBLIQUE



FRANÇAISE

MOBILISATION

DES

Hommes de 21 à 40 ans, célibataires ou veufs sans enfants

AVIS

Un décret en date du 29 septembre dernier mobilise tous les Français de 21 à 40 ans, célibataires ou veufs sans enfants.

Aux termes des instructions, les hommes inscrits sur les contrôles pour cette mobilisation et qui croiraient avoir à invoquer un motif d'exemption, peuvent se présenter pour être examinés devant le conseil de révision de leur arrondissement respectif.

Les conseils de révision du département se réuniront :

1° Celui de l'arrondissement chef-lieu,

A la *Préfecture*, le dimanche 16 octobre courant, à huit heures du matin, pour l'examen des réclamations des inscrits :

Des trois cantons de Grenoble, excepté ceux de la commune de Grenoble, pour lesquels le conseil aura déjà siégé ;

Des cantons de Allevard, Demène, Gencelin, Menestier-de-Clermont, Saint-Laurent-du-Pont, Sassonnage, le Touvet, Vif, Villard-le-Lans, Vizille et Voiron.

A la *Mure*, le mardi 18 même mois, à huit heures du matin, pour statuer sur les réclamations des inscrits des cantons :

De la Mure, Corps, Clelles, Mens et Valbonnais.

A Bourg-d'Oisans, le lendemain 19, dix heures du matin, pour statuer sur les réclamations des inscrits de ce canton.

2° Le conseil de révision institué dans chacun des autres arrondissements, tiendra séance à *Vienne, la Tour-du-Pin, Saint-Marcellin*, le mardi 18 octobre courant, à huit heures du matin, et s'il y a lieu le jour suivant, pour statuer sur les réclamations des inscrits dans les divers cantons de ces arrondissements.

MM. les Maires sont priés de porter le présent avis à la connaissance des intéressés par tous les moyens de publicité dont ils peuvent disposer.

Grenoble, le 10 octobre 1870.

L'administrateur provisoire du département,

DESAYES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GARDE NATIONALE

SÉDENTAIRE

ORDRE DU JOUR

Officiers, Sous-Officiers, Caporaux et Soldats DE LA GARDE NATIONALE

A dater d'aujourd'hui, je prends le commandement de la Garde nationale du Rhône.

Je ne me suis point fait illusion sur les difficultés que présente cette mission : mais je n'ai pas hésité à l'accepter, en voyant le zèle et le dévouement que vous apportez tous à vous exercer au maniement de ces armes destinées à chasser l'étranger.

Vous avez le zèle et le dévouement, mais il faut y joindre la discipline, qui est la force des armées et l'union sans laquelle il est impossible d'avoir l'ordre, non moins indispensable pour obtenir le succès.

Soyons donc unis ! Formons un faisceau contre lequel viendront se briser les efforts de l'ennemi !

Serrons-nous autour du Gouvernement de la Défense nationale, dont les membres font des prodiges pour créer des armées !

Soyons bien convaincus que la RÉPUBLIQUE, fermement appuyée par tous, peut seule sauver la France !

Je suis encore un inconnu parmi vous ; mais bientôt, je l'espère, vous me connaîtrez ; vous saurez que j'aime la JUSTICE autant que la LIBERTÉ.

Vous me trouverez toujours prêt à marcher avec vous et heureux de vous guider au combat.

Nous aurons beaucoup à faire, parce que, dans les circonstances actuelles, le temps presse, et que tout intérêt personnel doit s'effacer devant les malheurs de la Patrie.

Vous me connaîtrez, je le répète, et j'espère que lorsque sonnera l'heure où il faudra me séparer de vous, vous direz de moi : Il a été non-seulement un bon camarade, mais encore un véritable et sincère ami.

Je ne veux pas terminer cet ordre du jour sans joindre mes remerciements à ceux que M. le Préfet a adressés au Colonel MÉTRA et aux Officiers de l'ancien Etat-Major, qui, par leur zèle et leur dévouement, ont rendu facile la tâche que j'ai entreprise.

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !

LYON, le 11 Octobre 1870.

Le Général commandant les Gardes Nationales du Rhône,
ALEXANDRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE UNE ET INDIVISIBLE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

LIGUE DU SUD-OUEST
Comité de Salut Public

COMMISSION EXÉCUTIVE

Aux citoyens Membres du Gouvernement de la République.

Citoyens,

A l'occasion des élections de la Constituante, le parti Républicain de la Haute-Garonne a élu cent soixante-quinze délégués qui ont créé un Comité central.

Inspiré par le sentiment des devoirs civiques à remplir, ce Comité vient, à l'unanimité, de déclarer qu'il se constitue en permanence. Désireux d'augmenter sa puissance, dans l'intérêt de la République, il s'est mis en rapport avec les Comités des Départements voisins : La Ligue du Sud-Ouest est constituée, son Comité de Salut Public est créé. — Quelle est leur ligne politique ?

Elle est tracée en entier dans le programme acclamé par le Comité, dans sa séance du 7 octobre, programme accepté par les dix candidats à la Constituante.

1. Les candidats s'engagent à affirmer, soutenir et défendre la République, une et indivisible, au péril de leur vie :

2. *A mettre hors la loi tous les prétendants ;*

3. A marcher, comme délégués, à la tête des armées pour la défense nationale, suivant en cela l'exemple glorieux de nos pères en 92 ;

4. A traiter et résoudre les questions sociales au mieux des intérêts de la classe ouvrière ;

5. A séparer l'Eglise de l'Etat ;

6. A rendre compte aux électeurs du mandat qui leur a été confié.

Citoyens, les ennemis de la République ne cachent plus leurs aspirations ; ils s'efforcent de déconsidérer les hommes du Pouvoir et de jeter sur eux le mépris. En face de la République, ou relève le drapeau de la monarchie ; c'est donc la guerre civile que l'en suscite en face de l'ennemi, dont on s'efforce ainsi de préparer le triomphe.

Plus d'hésitation, plus de demi-mesures ! Les promesses faites aux délégués de Tou-

louse n'ont pas encore été réalisées. Votre pouvoir est celui de la Dictature dans l'intérêt du Salut Public.

Il faut en user sans faiblesse. Les vrais Républicains sont debout : eux seuls sont votre appui réel. Ne sommes-nous point en communion parfaite d'idées avec vous ? Nos décisions obtiendront toujours votre adhésion, car elles auront pour fondement le maintien de la République une et indivisible.

De séparation, il n'y en a pas de possible entre nous ; vous serez, en effet, de grands citoyens, et vous vous tiendrez constamment à la hauteur du mandat héroïque que la France vous a confié.

La situation de la Nation est la même que celle de 1792. Songez à ce que firent nos pères. Puisez vos enseignements dans les exemples qu'ils nous ont donnés, et faites comme eux, en répondant aux attaques passionnées dont vous êtes l'objet. — Qu'importe notre mémoire pourvu que la France et la République soient sauvées.

Notre fortune, notre sang, nous vous les offrons.

Salut et fraternité.

Les membres de la Commission exécutive du Comité de Salut Public, de la Ligue du Sud-Ouest.

COUSIN, CALVET (Antoine), MULÉ (Antonia), LEYGUES, VALETTE, CALES, BAYARD, PEGOT-OGIER, THIEVENIN, SARRANS, GRILLOU, CUVILLIER, GAUBERT Aîné, BASTIE, LASSERRES, REILLIE, CALVET aîné, ESPARBÈS, SOULÉ, CHAUBARD, ROUDIN, LATHILLE, ABEILLE, MARIANDE, RODELOZE, DARDIEU, MATHIEU, CAVALLIER, GRINGAUT, IZAM.

Fait au Capitole, à Toulouse, le 10 Octobre 1870.

Imp. Générale. P. Savy, allée Lafayette, 10 bis.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Le Ministre de l'intérieur à MM. les préfets et sous-préfets.

Garibaldi, débarqué à Marseille à 7 h. 40 minutes du soir, a été reçu par les autorités. Foule immense, enthousiasme indescriptible. Il est arrivé à Tours le 9, à 7 h. du matin. Marche triomphale sur tout son parcours. Habitants des villes et des villages encombraient les gares. Vivats et acclamations unanimes. Même accueil à son arrivée à Tours. Le général est à la préfecture, entouré des membres du Gouvernement. Il est acclamé par la foule, qui a envahi le jardin. Gambetta, ministre de l'intérieur, parti de Paris par ballon, est descendu à Montdidier; arrivé à Tours aujourd'hui, à midi, il a été acclamé à son entrée en gare.

Nouvelles de la guerre. — On se bat du côté d'Evreux. Les Prussiens ont quitté Vernon et Pacy mais sont entrés en force à Gisors. De Chartres, on annonce hier qu'une avant-garde prussienne arrive à Dreux d'où part précéder un corps de 8,000 hommes à Maintenon ou dans ses environs. Les gardes mobiles sont prêts à répondre. Hier matin à 6 heures, à Ahis, les francs-tireurs ont attaqué deux escadrons de hussards prussiens et deux compagnies bavaresiennes barricadées dans les rues. Après un feu très-vif, les nôtres ont emporté les positions, pris 89 chevaux et fait 69 prisonniers, tué tous les autres chevaux. Les Prussiens ont fait des pertes sérieuses, les nôtres sont très-faibles.

Renseignement officiel: Pithiviers est occupé par les Français, vedettes prussiennes en vue. L'ennemi paraît se masser vers Etampes. Saint-Quentin a été attaqué hier, à 40 heures du matin, par les Prussiens qui furent repoussés avec une ardeur admirable par la garde nationale, les pompiers, les franc-tireurs et la population de la ville. La barricade du faubourg d'Isle protégée par le canal a été défendue pendant 5 heures et est encore occupée par les Citoyens qui se sont battus comme de vieux soldats. Nous avons perdu dix hommes, trois ou blessés, les pertes de l'ennemi sont plus considérables, nous avons fait 42 prisonniers, parmi les morts sont deux officiers prussiens. Le Préfet de l'Aisne, A. Delaforge, a été légèrement blessé à la jambe.

Haut Rhin. — Neufbrissach est entouré et bombardé par l'ennemi depuis le 7, vers 2 heures; la place répond vigoureusement.

Citoyens,

Que le courage et les succès de nos frères soient pour nous un exemple et un encouragement.

Des gardes nationales, des mobiles encore peu exercés au maniement des armes, ont battu les Prussiens dont les traites cherchent à nous effrayer, et qui ne doivent leurs victoires qu'aux fautes et aux défections des Bonapartistes.

Nous saurons comme eux combattre les envahisseurs et comme eux nous les vaincrons.

Il s'agit de défendre nos familles, nos propriétés, notre indépendance, de venger notre honneur.

Chacun doit être prêt à répondre à l'appel énergique du gouvernement républicain.

Honte aux mauvais Français qui consentent de subir le joug de l'étranger, aux lâches qui les dérouter, aux déserteurs qui se cachent et se dérobent par la fuite au plus sacré des devoirs.

Nous laisserons-nous ruiner, humilier, asservir.

Citoyens, notre cause est celle des peuples opprimés, nous combattons pour notre liberté et pour la leur, l'Europe entière nous contemple.

Aux armes! Levons-nous tous, prouvons que nous sommes dignes de nos frères et que la France est toujours la grande Nation.

Vive la France! Vive la République!

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mairie du Dixième Arrondissement

SOUSCRIPTION

POUR

DES CANONS

L'Empire, par un de ces actes aussi lâche que criminel, a livré à la Prusse, par la capitulation de Sedan, toute notre artillerie.

800 PIÈCES DE CANONS !!!

ont été abandonnées à l'ennemi, et de plus il est maître d'une partie de notre territoire.

Paris assiégé semble destiné à venger cet outrage.

Paris que l'ennemi croyait énérvé, divisé, a retrouvé toute son énergie, toute sa virilité, Paris enfin le retient sous ses murs; mais Paris assiégé, pour briser le cercle qui l'étreint, est dans la nécessité d'augmenter son matériel de guerre.

Dans ce but, que chacun vienne sans retard apporter SON OBOLE, qu'un effort suprême soit fait, afin que nos braves soldats, gardes nationaux, mobiles et sédentaires, puissent au plus tôt chasser l'envahisseur.

Secondons le Gouvernement de la Défense nationale, redoublons d'énergie, supportons sans fléchir toutes les privations, et souscrivons avec empressement.

*Les Dons seront reçus à la Mairie, Bureau du Comité d'armement, salle n° 3,
de 9 heures du matin à 5 heures du soir.*

Le Maire provisoire, O'REILLY.

Les adjoints provisoires : PARMENTIER, DUJARRIER, OLIVE.

SOCIÉTÉ

Aux Blessés des Armées



EXPOSÉ AU I

La **SOCIÉTÉ DE SECOURS AUX BLESSÉS** est assurée de répondre à l'attente et à l'argent et en nature, des Dons faits à la Société pour être distribués aux Blessés des Armées.

Cet Exposé se résume ainsi qu'il suit :

1° EMPLOI FAIT EN ARGENT			
DÉSIGNATION DES SERVICES.		MONTANT	
		par NATURE DE SERVICE.	TOTAL.
I. — AMBULANCES DE CAMPAIGNE.			
16 Ambulances actives, dont le coût ensemble de	Fr.	877.307 99	
4 id. de la Garde mobile		14.977 72	
9 id. volantes		27.562 70	921.686 41
1 id. du Génie auxiliaire		1.138 »	
2 id. de réserve		700 »	
II. — AMBULANCES SÉDENTAIRES.			
1 ^{re} Ambulance du Palais de l'Industrie		68.695 15	
2 ^e id. du Corps législatif		3.903 50	
3 ^e id. des Tuileries		5.312 60	80.277 07
4 ^e id. des gares de l'Est et du Nord		2.365 82	
III. — SERVICES DIVERS.			
Evacuations, ravitaillement et secours aux Blessés.		1.060.265 40	
Crédits aux Sous-Comités et Missions diverses.		506.025 90	1.566.291 30
TOTAL GÉNÉRAL.		Fr.	2.568.254 78

La Société fait chaque jour visiter par un médecin les Ambulances particulières qui demandent à s'affilier. Elle fait faire, par des membres délégués, des visites aux blessés dans le but d'adoucir, avec leur consentement.

Elle fait partir des cartes individuelles, par ballons montés ou non montés, à l'adresse des familles des blessés. Avant l'investissement de Paris, la Société a constitué des **Sous-Comités**, notamment à BRUXELLES, mis à leur disposition des fonds et des ressources en nature, pour venir en aide aux blessés des armées.

Dans cet ensemble d'efforts pour atteindre tout le bien qu'elle a en vue de réaliser, elle est admirablement aidée par les journaux qui veillent aux pieds des fils des blessés et leur prodiguent des soins et des encouragements qu'elles seules ne pourraient pas leur donner.

La Société espère répondre ainsi à la confiance publique et se maintenir, par de persistants et journaliers efforts.

DE SECOURS

de Terre et de Mer

OCTOBRE 1870

légitime sollicitude du Public, en portant à sa connaissance un ÉTAT de l'emploi effectué jusqu'à ce jour, en

2° EMPLOI FAIT EN NATURE

DÉSIGNATION DES PARTIES PRENANTES	REMISES EN LINGE								LIQUIDES		
	Chemises.	Nœuds.	Serviettes et TONGUES.	Draps.	Ailes.	Linge à PANSEMENT.	Gilets de FLANELLE.	Chemises.	Gantiers.	Vins.	Liquides.
Ambulances municipi- pales de Paris . .	3,690	1,979	5,602	4,326	1,148	kilos. 17,790	1,082	paire. »	480	litres. 56,125	litres. 2,750
Ambulances privées à Paris et en pro- vince	8,497	»	»	6,006	»	50,000	»	250	351	57,923	2,033
Intendance militaire.	»	»	»	»	»	5,000	»	»	»	»	»
TOTAUX GÉNÉRAUX.	12,187	1,979	5,602	10,332	1,148	72,790	1,082	250	831	104,048	4,773

elle ou réclament son assistance.

et par les témoignages de leur sympathie, les épreuves auxquelles ils sont soumis et les souffrances qu'ils

és pour leur donner de leurs nouvelles.

OURS, à LILLE, à MONTPELLIER, à MARSEILLE, à BORDEAUX, à COLMAR, à LYON, à RENNES, et

et aux prisonniers blessés internés en Allemagne.

o soutenue et fortifiée par le dévouement des médecins et chirurgiens les plus habiles et par celui des dames

ivent leur assurer.

efforts, à la hauteur de la mission qu'elle a pour but d'accomplir.

Le Président de la Société, COMTE DE FLAVIGNY.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

BUREAUX D'ASSISTANCE EXTÉRIEURE CRÉÉS DANS LES MAIRIES DE PARIS

PAR ARRÊTÉ EN DATE DU 7 OCTOBRE 1870.

Liste et Adresses des Délégués des Administrations communales

NOMS DES DÉLÉGUÉS	ADRESSES.	ARRONDISSEMENTS REPRÉSENTÉS PAR LES DÉLÉGUÉS.
SEINE-ET-OISE		
M. COCHERIS. . .	à l'Institut, quai Conti, 23, de 9 à 11 h.	Arrondissement de Corbeil (rive gauche de la Seine, cantons de Loujumeau, d'Arpajon et de Corbeil.)
M. LEFÈVRE. . .	6, rue Béranger, de 9 à 10 h.	Arrondissement de Corbeil (rive droite de la Seine, cantons de Boissy-Saint-Léger et Corbeil.)
M. MARÉCHAL. . .	20, rue Lafayette, de 10 à 11 h.	Arrondissement de Pontoise (cantons de Genesle, Lusarches et Écouen.)
M. TOUZÉ. . . .	42, rue Turbigo, de 8 à 11 h.	Arrondissement de Pontoise (cantons de Pontoise, Isle-Adam et Montmorency.)
M. DESFOSSEZ. .	46, rue d'Amsterdam, de 2 à 4 h.	Arrondissement de Versailles (canton nord, et cantons d'Argenteuil, Meulan, Marly, Poissy, Saint-Germain, Sèvres.)
M. FOYOT. . . .	166, boulevard Montparnasse, de 10 à 1 h.	Arrondissement de Versailles (canton sud, et canton de Palaiseau.)
M. REVELLE. . .	11, rue Fenélon, de 11 à 1 h.	Arrondissement de Mantes.
SEINE-ET-MARNE		
M. BOURVET. . .	3, r. Ventadour, de 9 h. à midi.	Arrondissement de Melun.
M. JACQUEL. . .	65, faubourg Poissonnière, de 9 h. à midi.	Arrondissement de Provins.
M. BUIGNET. . .	88, rue Lafayette, de midi à 2 heures.	Arrondissements de Meaux et Coulommiers.
M. JOZON. . . .	Notaire, 53, boulevard Saint-Martin, de 8 à 10 h.	Arrondissement de Fontainebleau.

Les représentants à Paris des communes des départements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, devront s'adresser, pour tous renseignements au délégué de leur arrondissement respectif ci-dessus désigné.

Le Secrétaire général de la Mairie de Paris, J. MARTIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

9^e ARRONDISSEMENT

CANTINES MUNICIPALES

Il sera établi dans divers quartiers du 9^e Arrondissement, où l'on en reconnaîtra la nécessité, des CANTINES MUNICIPALES. Ces Cantines sont exclusivement affectées aux besoins de la population dudit arrondissement. On y distribuera des rations de vivres :

1^o *Gratuitement* aux personnes les plus nécessiteuses du 9^e Arrondissement et munies de bons délivrés par la Commission ou la Mairie;

2^o *À public payant* sur un prix fixé par M. le Maire.

Il a été nommé, par le Maire, une Commission chargée de pourvoir immédiatement et d'urgence à l'exécution de cette mesure.

Pour les ressources nécessaires, des souscriptions seront recueillies par les Membres de la Commission ou des Délégués autorisés, porteurs des mandats émanés de la Mairie.

Dès aujourd'hui, les souscriptions peuvent être adressées au domicile de chacun d'eux.

LES MEMBRES DE LA COMMISSION :

MM.

ARLES-DUFOUR ALPHONSE, rue du Conservatoire, 41.

AVENEL PAUL, rue Larocheboucauld, 43.

AZAM VICTOR, rue Lafayette, 37.

DE BAGNEAUX, rue d'Amsterdam, 50.

MM.

DEGLAS GUSTAVE, rue de Laval, 19.

GENEVAY ANTOINE, rue de Navarin, 25.

LÉPAULLE ALFRED, rue Bleue, 13.

NOËL CHARLES, rue du Faubourg-Poissonnière, 9

RADIGUE PIERRE, boulevard de Clichy, 93.

Paris, le 10 octobre 1970.

APPROUVÉ :

Le Maire et les Adjoints provisoires,

RANC, ULYSSE PARENT, MASSOL.

La première Cantine fonctionne, dès aujourd'hui, rue de la Tour-d'Auvergne, 2. Les autres seront successivement établies. Prochainement ouverture de la cantine, rue des Martyrs, 29.

Pour la distribution des bons, s'adresser à la Commission siégeant à la Mairie, rue Drouot.

Prix actuel d'une portion : 20 CENTIMES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE LYON

Impôt de 25 centimes par cent francs de capital SUR LES VALEURS MOBILIÈRES ET IMMOBILIÈRES

Vu l'arrêté du Comité de Salut public, en date du 9 septembre 1870, portant abolition des Octrois;

Considérant que cette abolition a produit dans le budget des recettes de la Ville un déficit qu'il importe de combler au plus tôt, les dépenses des services ordinaires ne pouvant être payées que par des ressources provenant de l'impôt;

Vu l'arrêté du Comité de Salut public, du 12 septembre, établissant un nouvel impôt de vingt-cinq centimes par cent francs de capital, pour la fin de l'exercice 1870, sur les valeurs mobilières et immobilières de la ville de Lyon;

Considérant que cet impôt est d'une répartition tout à fait équitable, en ce qu'il pèse sur chaque citoyen dans la proportion de sa fortune;

Vu la délibération du Conseil municipal du 7 octobre courant, portant qu'il y a lieu de procéder immédiatement au recouvrement de cet impôt;

Le Maire de la ville de Lyon,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les propriétaires d'immeubles situés sur le territoire de la commune de Lyon sont tenus de faire, à la Mairie de l'arrondissement dans lequel la propriété est située et dans le délai de dix jours, du 15 au 25 octobre courant, la déclaration de la valeur en capital dudit Immeuble (CHAQUE PROPRIÉTÉ SERA L'OBJET D'UNE DÉCLARATION DISTINCTE).

ART. 2. Les personnes domiciliées dans la ville de Lyon sont également tenues de déclarer à la Mairie de leur arrondissement, dans le délai de dix jours, du 15 au 25 octobre, les valeurs mobilières qu'elles possèdent (RENTES, OBLIGATIONS, ACTIONS, CRÉANCES DE TOUTE NATURE ET MOBILIÈRES). Les marchandises et créances commerciales, l'outillage industriel, ne seront pas compris dans la déclaration.

ART. 3. Les déclarations seront faites et signées par les propriétaires et les possesseurs ou leurs représentants; il leur en sera donné récépissé.

ART. 4. Les déclarations comprendront les noms, prénoms, professions et demeures des déclarants, la désignation des immeubles et valeurs mobilières.

ART. 5. Les possesseurs de valeurs mobilières et immobilières dont le total ne s'élève qu'à mille francs, sont exempts de la taxe.

ART. 6. Une Commission, prise dans le sein du Conseil municipal, sera chargée de vérifier et contrôler l'exactitude des déclarations.

Les fausses déclarations seront passibles d'un double droit; il en sera de même des non-déclarations ou de celles qui seront faites après les délais indiqués.

ART. 7. La contribution établie par le présent Arrêté devra être acquittée entre les mains du Percepteur, aussitôt après la publication des rôles en un, deux ou trois paiements, et le tout au plus tard avant le 31 décembre prochain.

ART. 8. Les poursuites seront exercées par les Percepteurs, comme en matière de contributions directes.

Lyon, le 11 octobre 1870.

Vu et approuvé :
Le Commissaire extraordinaire, Préfet du Rhône,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

Le Maire de Lyon,
HENON.



DES ARMÉES DE TERRE ET DE MER

AVIS

Aussitôt l'arrivée d'un Blessé dans une Ambulance, la Personne qui l'aura reçu devra, sur l'invitation qui lui en est faite, dans l'intérêt du Blessé et de sa Famille, envoyer à la Société de Secours, au palais de l'Elysée, l'indication de :

- 1^{re} Nom, prénoms et grade du Blessé;
- 2^e Son numéro matricule;
- 3^e Son numéro de régiment;
- 4^e Et l'adresse de ses Parents.

Imprimerie centrale des échantillons de fer, A. CHAIX et Co, rue Drogues, 30. — 12056-0.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

SOLIDARITÉ SOCIALE

COMITÉ DES FEMMES

de la rue d'Arras, 3

Le COMITÉ DES FEMMES de la rue d'Arras, 3, convoque toutes les adhérentes de tous les arrondissements, ainsi que toutes les femmes qui s'intéressent au but social qu'il se propose, à la RÉUNION PUBLIQUE qu'il tiendra dimanche prochain, avenue Montaigne, 55, GYMNASÉ TRIAT, à 3 heures de l'après-midi.

Les hommes seront admis à cette réunion.

Prix d'entrée : 20 centimes.

ORDRE DU JOUR :

Compte rendu général des opérations du Comité.—Rapports des 20 arrondissements.—Propositions diverses et discussions.—Organisation des Réunions publiques de la COMMUNE SOCIALE.

Le Comité des Femmes de la rue d'Arras, 3, s'occupe de toutes les questions intéressant les femmes dans la Société. Il compte maintenant plus de dix-huit cents adhérentes, 100 Comités actifs, et des SECRÉTARIATS centraux dans chaque arrondissement. Le comité central a transféré son siège dans la Cité, rue du Cloître-Notre-Dame, 14, chez Mme Genonève VITTEZ, et établit sa permanence générale, rue des Ecoles, 3, à l'Ambulance Hongre qu'il a organisée, et où l'on peut s'adresser tous les jours pour tous les renseignements relatifs aux opérations du Comité.

Paris, — IMPRIMERIE NOUVELLE (Ancr. courrière), rue des Jeûneurs, 54, G. Moquin et Co.

RÉPUBLIQUE



FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

DÉCRET

POUR L'ORGANISATION DE LA
GARDE NATIONALE MOBILISÉE

Les membres du gouvernement de la défense nationale délégués pour représenter le gouvernement et en exercer les pouvoirs,

Considérant que les Conseils de révision de la garde nationale mobilisée ont terminé leurs opérations;

Qu'il y a lieu, en conséquence, de procéder à la formation des corps;

Vu la loi du 15 juin 1851;

Vu le décret du 6 octobre suivant;

DÉCRÈTIONS :

ARTICLE PREMIER.— Dès la publication du présent décret, le maire de chaque commune, assisté de deux conseillers municipaux désignés par lui, procédera à la division des gardes nationales mobilisées en compagnies.

ART. 2.— La force des compagnies est de 100 à 250 hommes. Lorsqu'une compagnie ne fournira pas cet effectif, il lui sera adjoint une ou plusieurs communes limitrophes appartenant au même canton jusqu'au complément de l'effectif réglementaire.

ART. 3.— Il y aura un bataillon par canton formé de 4 compagnies au moins, et de 10 au plus. S'il y avait plus de 10 compagnies, en formerait 2 ou plusieurs bataillons.

ART. 4. La réunion des bataillons cantonaux, dans le même arrondissement, formera une légion commandée par un lieutenant-colonel ou un colonel.

La réunion des légions d'arrondissement formera une brigade qui prendra le nom du département, et sera placée sous les ordres d'un commandant supérieur.

Les cadres des différents corps sont fixés conformément au décret du 6 octobre 1851.

Élections. - nominations.

ART. 5.— Le commandant supérieur, les colonels et lieutenants-colonels sont nommés par le ministre de l'Intérieur.

Les autres grades seront donnés à l'élection, conformément à la loi du 13 juin 1851, sauf les exceptions prévues aux articles 52 et 53 de la loi.

ART. 6.— Dans les deux jours qui suivront la formation des compagnies, il sera procédé à l'élection des officiers, sous-officiers et caporaux, sous la présidence du Maire, assisté de deux conseillers municipaux désignés par lui. L'élection aura lieu conformément à la section V de la loi du 13 juin 1851.

Uniforme.

ART. 7.— L'uniforme sera réglé dans chaque département par un arrêté du Préfet. La vareuse et le képi sont obligatoires. La vareuse portera le collet et les pattes rouges. Le nom du département ou au moins ses initiales figureront sur le képi.

Rassemblement.

Exercice.

ART. 8.— Conformément au décret du 29 sep-

tembre dernier, les gardes nationales sédentaires et les pompiers devront celer leurs armes d'urgence aux compagnies mobilisées.

ART. 9.— La distribution des fusils disponibles aura lieu immédiatement dans chaque commune par les soins des Préfets et des Maires. Au besoin, il y sera joint des fusils de chasse. Jusqu'à ce que le nombre des fusils soit égal à celui des gardes nationales mobilisées, les hommes les plus jeunes de chaque commune seront les premiers armés.

ART. 10.— Les exercices se feront par commune; ils auront une durée minimum de deux heures par jour. Le dimanche, les compagnies se réuniront, soit au chef-lieu du canton, soit dans toute autre commune désignée par le chef de bataillon.

— Si les circonstances l'exigent, le canton pourrait être divisé en circonscriptions pour les exercices. Le chef de la légion ou le commandant supérieur prescrira, s'il y a lieu, la réunion des corps sur un point quelconque de l'arrondissement du département. Autant que possible, il sera adjoint à chaque compagnie des instructeurs pris parmi les anciens militaires, ou les militaires provisoirement détachés de leurs corps.

ART. 11.— Les gardes nationales mobilisées en marche seront mis à la disposition du Ministre de la guerre et soumis à la même discipline que l'armée.

ART. 12.— Il sera pourvu par un décret ultérieur au règlement des questions de solde, d'équipement, d'habillement, d'armement et d'entretien.

ART. 13.— Les départements de l'Intérieur et de la Guerre sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

Tours, le 11 octobre 1870.

Signé : **L. GAMBETTA,**
A. GRÉMIEX,
GLAIS-BIZOIN,
H. FOURCIGNON.

Par le Gouvernement,
Le Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur,

Signé : **Jules CAZOT.**

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,
Amédée LARRIEU.

VILLE DE GRENOBLE.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
GARDE NATIONALE MOBILISÉE
FORMATION
BATTERIE D'ARTILLERIE

Le Comité exécutif municipal,
Invite les citoyens appelés à la mobilisation,
qui voudraient faire partie de la batterie d'artillerie de la garde nationale mobilisée, à se faire inscrire immédiatement au bureau de l'État-Major.

Grenoble, le 11 octobre 1870.

Au nom du Comité,

Le Président,
ANTHOARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Les délégués pour la fabrication des poudres de guerre préviennent MM. les fabricants et marchands de produits chimiques, épiciers, marchands de couleurs, savonniers, artificiers, et, en général, tous les détenteurs de souffre et produits divers renfermant soit de l'acide nitrique, soit de la potasse, qu'ils sont requis de faire, dans un délai de 48 heures, chez MM. O. Laisné et H. Bourdon, rue de l'Écliquier, n° 30, la déclaration des quantités de ces produits qui sont en leur possession, tels que souffre, acide nitrique, nitrates divers, potasse, muriate, carbonate et sulfate de potasse, etc.

La destination des produits sera indiquée à la suite de la déclaration qui en sera faite.

Paris, le 11 octobre 1870.

VU ET APPROUVÉ :

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

2 IMPRIMERIE NATIONALE. — Quai de l'Écliquier.

3464. — Grenoble, Agn. F. ALLARD FRÈRE ET FILS, Grande-Rue, 8, vis-à-vis de l'Écliquier.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEUR DE PARIS.

ORDRE.

En raison de la diminution croissante des jours, les portes de la Place de Paris seront, à partir du 1^{er} octobre, ouvertes dès l'aube et fermées à 6 heures du soir.

Paris, le 12 Octobre 1870.

LE GOUVERNEUR DE PARIS.

Par ordre :

Le Général Chef d'état-major général.

SCHMITZ.

1 REPUBLIQUE NATIONALE. — Octobre 1870.

AVIS

Les Déligués pour la fabrication des poudres de guerre préviennent MM. les Boulangers, Propriétaires, Locataires, Concierges et autres personnes occupant les bâtiments des Administrations publiques, et, en général, toutes personnes brûlant du bois dans leur ménage ou dans des Administrations publiques ou privées, qu'ils sont requis de faire, dans le délai de 48 heures, la déclaration des quantités de **Cendres provenant de la combustion du bois**, qu'ils peuvent livrer immédiatement ou successivement à l'Administration de la Guerre.

Ces déclarations seront reçues dans les Mairies de chaque arrondissement et dans les bureaux de M. ARMAND, Inspecteur général des Ponts et Chaussées, 9, place de l'Hôtel-de-Ville, l'un des Délégués.

Ces Cendres seront payées à leurs détenteurs à raison de 20 centimes l'hectolitre, et enlevées à domicile par les soins des Délégués, qui remettront des bons constatant les quantités de Cendres livrées et les sommes dues.

Paris, le 12 Octobre 1870.

VU ET APPROUVÉ :

Le Maire de Paris,

ÉTIENNE ARAGO.

Paris — Imprimerie V. Pichelin, Editeur-Presse et Cit., rue du Temple, 3 et 4.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DU 16^E ARRONDISSEMENT

CITOYENS

En présentant au Gouvernement les demandes qu'elle croyait utiles à la défense nationale, et en réclamant un meilleur armement pour ceux de nos Gardes Nationaux qui n'ont encore en main que des fusils d'ancien modèle, la Municipalité du XVI^e Arrondissement constatait que le Gouvernement avait déclaré n'être pas en mesure de faire fabriquer de fusils Chassepot.

Depuis, le Gouvernement, dans le *Journal Officiel* du 11 courant, a publié un avis d'où il résulte qu'on espère pouvoir confectionner les fusils Chassepot par un procédé nouveau.

Tout en vous communiquant cette bonne nouvelle, dont la réalisation demande du temps, nous continuerons de réclamer la prompte transformation des vieux fusils du 72^e en fusils à tabatières.

Des indices sérieux font penser que l'ennemi, inquiet du grand mouvement de la Province qui se lève de toutes parts, en revient au projet d'une attaque à force ouverte. Nous sommes prêts et nous l'attendons. Nos canons, on en a d'assez belles preuves, portent aussi loin que les siens ; et, si, contre toute attente il faisait une pointe téméraire jusqu'à nos Remparts, on se verrait d'assez près pour n'avoir pas besoin de fusils à longue portée.

Si les nouveaux Chassepot nous arrivent trop tard pour avoir part à la délivrance de Paris, ils serviront à délivrer Strasbourg !

VIGILANCE ET PERSÉVÉRANCE

CITOYENS ! LE GRAND JOUR APPROCHE !

Vive la République !

Paris, le 12 Octobre 1870.

Les Adjoints,

D^r MARMOTTAN, CHAUDET.

Le Maire,

Henri MARTIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la Sarthe

La Délégation du Gouvernement,

Vu les décrets des 12 et 16 septembre 1870;

Vu l'article 33 de la loi du 17 septembre 1814;

Vu l'ordonnance du 10 mars 1817;

Vu la loi du 24 août 1870;

Considérant que dans les circonstances présentes, il est nécessaire, d'une part, d'empêcher le ravitaillement de l'ennemi; d'autre part, d'assurer l'alimentation du pays;

Considérant que des mesures particulières et locales ont déjà été prises à l'effet d'atteindre ce but, spécialement sur la frontière de terre de Dunkerque à Lans-le-Bourg, et sur la frontière maritime de Saint-Vaéry à Dunkerque;

Considérant que ces mesures sont insuffisantes et ne répondent plus aux nécessités de la situation,

DÉCRET :

Art. 1. — Sont prohibées, sur l'étendue de toutes les frontières de la République, la sortie, la réexportation d'entrepit et transit des bestiaux de toutes espèces, des grains, des farines alimentaires de toutes sortes, et des fourrages et des engrais.

Art. 2. — Les Ministres de l'Agriculture et du Commerce et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui aura son effet à partir du jour où la publication en sera faite par les Préfets, de la manière prescrite par l'ordonnance du 18 janvier 1817.

Fait à Tours, le 12 octobre 1870.

L. GAMBETTA, CHÉMEUX, GLAIS-BIZON,
Amiral FOURCHON.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général de la Préfecture de l'Indre-et-Loire,

JULES CAZOT.

Par le Gouvernement :

Les Délégués des Ministres du Commerce et des Finances,
DEMOUSTIER, DE FREDILLY, DE ROUSSY.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Sarthe, GEORGES LE CHEVALIER.

Le Mans. — Ed. Neauvyer. Imprimerie de la Préfecture. — Octobre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la Sarthe

EXPÉDITIONS

DE

DENRÉES A L'ENNEMI

AVIS

On s'est préoccupé d'acquisitions et d'expéditions de denrées qui auraient été faites dans le département de la Sarthe, pour le compte de l'armée ennemie.

Une surveillance active est exercée à cet égard; les Maîtres, les préposés des octrois et les agents de chemin de fer, sont spécialement chargés de veiller à ce qu'aucune expédition ne puisse se faire, sans que toute garantie soit donnée sur la destination.

L'autorité, d'ailleurs, rappelle aux traitres qui seraient disposés à venir en aide à l'invasisseur, les dispositions de l'article 77 du Code pénal :

« Est puni de mort, qui aura fourni aux ennemis des secours en soldats, hommes, argent, VIVRES, armes ou munitions. »

Le Mans, 12 octobre 1870.

Le Préfet de la Sarthe,
GEORGES LE CHEVALIER.

Le Mans. — Typ. Ed. Neauvyer, place des Jacobins. — Octobre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE LYON

ENTREPOTS GRATUITS

Par délibération du Conseil municipal de Lyon, des **ENTREPOTS GRATUITS** sont offerts aux producteurs agricoles du *Département du Rhône et des Départements limitrophes* qui voudraient abriter, derrière les forts de la Ville, leurs denrées alimentaires, comme : Blé, Farine, Orge, Avoine, Seigle, Haricots, Sarrazin, Pommes de terre, etc.

Toutes mesures sont prises pour assurer la bonne conservation de ces denrées.

Les demandes devront être adressées par écrit au *Directeur des Entrepôts gratuits de denrées alimentaires, à l'Hôtel-de-Ville de Lyon*, et indiquer la quantité et la nature de ces marchandises.

Elles devront être amenées en sacs de poids autant que possible équivalent, et rendues dans l'Entrepôt désigné par le Directeur.

Chaque Dépositaire recevra un récépissé qu'il devra rapporter pour retirer sa marchandise.

LYON, le 12 Octobre 1870.

Pour le Maire de Lyon,

L'ADJOINT DÉLÉGUÉ :

D. BARODET.

COMITÉ SCIENTIFIQUE DE DÉFENSE
Des vingt Arrondissements

APPEL PATRIOTIQUE

A TOUS LES CITOYENS

EN FAVEUR DE LA DÉLIVRANCE DE PARIS

Les Comités scientifiques de défense des vingt arrondissements de Paris, réunis en Assemblée générale, après avoir étudié les moyens et les besoins de défense de la Capitale, et s'inspirant d'ailleurs du sentiment général et de l'opinion publique, ont décidé à l'unanimité, dans la séance du 12 octobre, qu'ils allaient solliciter le concours de toutes les municipalités qu'ils représentent, ainsi que de chacun des bataillons de la garde nationale, afin de provoquer partout des souscriptions patriotiques, à l'effet de faire exécuter immédiatement

1,500 pièces de Canon se chargeant par la culasse

Ce nombre a été reconnu indispensable à la délivrance de la Capitale.

Les vingt Comités de Paris considèrent également comme un devoir d'appeler sur les faits d'initiative privée qui se sont déjà manifestés dans ce sens, l'attention toute particulière du Gouvernement de la Défense nationale, et de l'inviter, au nom de toute la population, à s'associer à ces mesures de salut, et à en faciliter l'exécution.

En conséquence, l'ouverture des souscriptions publiques est confiée au patriotisme de tous les citoyens, et en particulier des Maires et des Chefs de bataillon qui sont instamment priés, dans l'intérêt du salut commun, d'agir sans retard, et de se concerter afin d'organiser dans chaque Marie, dans chaque Compagnie, et à chaque Bastion, des trésoriers chargés de solliciter, de recevoir et de centraliser dans les Mairies le montant des souscriptions.

Délivrer Paris, c'est sauver la France. Nous le voulons. Nous le voulons tous, parce que nous sommes tous solidaires de l'honneur national, et que cette solidarité est la première des vertus civiques.

LE PRÉSIDENT DES COMITÉS SCIENTIFIQUES RÉUNIS, MAIRE DU VII^e ARRONDISSEMENT,
RIBEAUCOURT.

LES VICE-PRÉSIDENTS :
A. PELOUZE, F. ROHART.

LE TRÉSORIER,
G. HAUDET.

LES SECRÉTAIRES,
F. COMBES, E. ST-EDME.

Délibéré en séance, le 12 octobre 1870.

LES

AMBULANCES VOLANTES

DES GARDES NATIONALES

L'heure suprême de la lutte approche; il faut songer aux derniers préparatifs.

Le service médical des Gardes nationales n'est organisé pour la guerre : un chirurgien par bataillon, quels que soient son dévouement et son activité, ne peut suffire à toutes les exigences et faire face à toutes les nécessités.

Il ne faut pas qu'un de nous reste sans soins.

Il importe que le soldat sache qu'à côté de l'arme qui blesse est l'arme qui guérit.

Sous ce rapport la sollicitude doit être infinie.

Les ambulances établies dans l'intérieur de la ville répondent à des besoins réels, comme les hôpitaux et les hospices.

On s'inscrit tous les jours, de 9 à 5 heures, à la Librerie A. LE CHEVALIER, 61, rue de Richelieu, et aux Bureaux de l'OPINION MÉDICALE, 5, rue Feytaud.

Le service médical est sous la direction du docteur Félix ROUBAUD

Le Bureau d'inscription sera clos le MARDI 17, DE COUJANT, à 5 heures

Dimanche 18, Réunion des Adhérents pour fixer à chacun son poste et sa mission.

LES DONS EN LINGE, CHARPIE ET ARGENT SONT ÉGALEMENT REÇUS RUE RICHELIEU, 61, ET RUE FEYDEAU, 5

Les ambulances de l'Internationale sont surtout organisées pour suivre les armées en campagne.

Les ambulances volantes des Gardes nationales sont exclusivement constituées pour le siège de Paris, et ont pour but :
1^o D'aller chercher les blessés, au milieu du feu, sur les remparts;

2^o De faire un premier pansement et de ramener le blessé dans l'intérieur de Paris, en le dirigeant soit dans sa famille soit dans les ambulances intérieures, soit dans les hôpitaux.

La mission est périlleuse, mais patriotique; elle fortifiera le soldat dans la lutte et rassurera nos familles.

Les hommes de cœur ne nous manqueront donc pas pour accomplir cette œuvre.

Il nous faut des médecins et des hommes d'énergie.

Richelieu, et aux Bureaux de l'OPINION MÉDICALE, 5, rue Feytaud

République Française.

VILLE DE CLAMECY.

Garde Nationale SÉDENTAIRE RÉCEPTION DES OFFICIERS

Le citoyen E. COQUARD, Maire, reçoit le chef de bataillon, le capitaine adjudant-major, le médecin-major, le porte-drapeau et emploie la formule suivante :

Au nom de la République Française, officiers, sous-officiers, caporaux, tambours et gardes nationaux, vous reconnaissez pour votre chef de bataillon le citoyen Hippolyte BINET, ici présent, et vous lui obéirez en tout ce qu'il vous commandera pour le bien du service et l'exécution des règlements de la garde nationale.

La même formule a été employée pour les officiers ci-dessous :

Edmond-Offroy DELGA, adjudant-major ;

François FOULLERON, porte-drapeau ;

REGNAULT, médecin-major.

Discours prononcé par le citoyen ALAPETITE, Sous-Préfet de Clamecy devant le bataillon de la garde nationale de la ville, réuni pour la reconnaissance de ses chefs.

Citoyens Gardes Nationaux,

Vous venez de reconnaître vos chefs, et c'est pour cela que vous êtes tous réunis en ce moment. Permettez-moi de profiter de cette occasion pour faire appel à votre zèle le plus dévoué, à votre patriotisme le plus absolu.

Dans les circonstances graves où se trouve le pays tout entier, chacun se doit, dans la mesure de ses forces, à la défense du pays, et tous, tant que nous sommes, nous devons y concourir avec une égale ardeur.

La garde nationale, qui portait ombre au despotisme, avait été par lui supprimée partout, et sauf quelques endroits où il en restait un vain simulacre, composés d'hommes triés avec le plus

grand soin, l'institution avait complètement disparu.

La ville de Clamecy, à cause de ses aspirations libérales bien connues, devait figurer au premier rang de celles où le nom de garde nationale ne devait pas être prononcé : aussi, depuis vingt ans, ici on n'en a plus entendu parler.

Et cependant, citoyens, si cette institution éminemment nationale, qui réunit toutes les forces vives du pays, eût continué de fonctionner, si on avait fait appel, comme en 1848, à tous les citoyens, si on les avait armés tous comme ils le furent alors, croyez-vous que nous eussions assisté à l'affreux spectacle de la patrie envahie par un ennemi qui veut aujourd'hui frapper la France au cœur en assiégeant Paris ?

Croyez-vous que nous eussions vu tant de villes importantes ouvrir leurs portes sans lutter, et accepter sans mot dire les réquisitions insolentes de quelques uhlands ?

Est-ce que votre cœur à tous n'a pas bondi d'indignation quand vous avez lu dans tous les journaux que quatre Prussiens avaient pris possession de Nancy ?

En France, dans ce pays si riche, si fort et si fier, qui aurait pu croire, il y a deux mois, qu'une aussi sanglante humiliation nous était réservée, et que ce spectacle honteux se reproduirait tant de fois ? Heureusement Strasbourg, Metz, Tout et d'autres places fortes ont tenu haut le drapeau de la France. Honneur à elles !

Quand l'histoire rendra compte de cette guerre, qui a si tristement commencée, mais qui finira bien, j'en ai la conviction profonde, quand elle racontera ces triomphes faciles des Prussiens dans des villes qui ne se sont pas défendues, elle en recherchera les causes, elle indiquera ceux sur qui doit en retomber la lourde responsabilité.

Les causes, vous les savez tous. En présence d'une armée formidable par le nombre et par son organisation : une armée française imposante sur le papier, réduite à des chiffres dérisoires si l'on compte son effectif réel, une organisation mauvaise, des soldats pleins d'ardeur et de courage, des lions au combat, mal dirigés, mal commandés, des chefs en partie incapables, une intendance des plus défectueuses, et, en dehors de cette armée, rien pour l'aider, rien pour la suppléer, là où elle ne pouvait pas être. Point de garde nationale, point d'hommes, point de fusils, point de munitions !

Les auteurs responsables, ce ne sont pas les républicains, qui ne voulaient pas la guerre. Ils ont, vous le savez, luté autant qu'ils ont pu contre cette idée malheureuse, qui devait avoir de si désastreuses conséquences. Ne sont-ce pas les républicains, qui voulaient armer la nation tout entière, non pour attaquer, mais pour se défendre ; sachant très-bien qu'avec ce système la France serait inexpugnable, et qu'elle saurait commander à tous le respect le plus absolu.

Les auteurs responsables, ce sont ceux qui, dans l'intérêt d'une dynastie sans racines dans le pays, ont poussé à la guerre de conquête, qui ont employé les milliards, mis par la nation à leur disposition, à tout désorganiser et à enrichir un entourage de courtisans dont la préoccupation unique était d'adorer leur Souverain, si généreux avec notre argent, et de s'incinérer respectueusement devant tous ses caprices, quelque insensés qu'ils fussent.

Où, l'histoire le dira bien haut, et elle dira aussi, citoyens, qu'aussitôt que la nation a repris possession d'elle-même, qu'aussitôt qu'elle a été débarrassée des entraves qui empêchaient la liberté de ses mouvements, son premier soin a été de proclamer les vrais principes, de répudier la guerre de conquête, d'appeler toute la nation à la défense du pays envahi, et de hâter l'armement de toutes les gardes nationales.

Malheureusement, vous le savez, citoyens, ce qui manque aujourd'hui ce sont les armes, et quelque zèle que le gouvernement apporte pour nous en procurer, il se trouve en présence de difficultés considérables dont il serait injuste de l'accuser.

L'armée active et la mobile doivent passer avant nous. Nous savons que la mobile de Nevers va être armée de chassepots, et que l'Administration pourra ensuite disposer des armes qui deviendront sans emploi. Nous en obtiendrons donc prochainement un nouvel envoi. On me fait également espérer des munitions. J'aime à croire qu'elles ne se feront pas attendre.

Gardons-nous donc, citoyens, d'injustes accusations, calmons nos légitimes impatiences, sachons que le Gouvernement qui est à notre tête est moins préoccupé du soin de se maintenir au poste périlleux qu'il a accepté, que du souci de purger la France de la présence odieuse de l'ennemi qui la souille.

Comptons sur son dévouement et son patriotisme, et disons-lui bien haut qu'il peut compter aussi sur le nôtre.

Tous, tant que nous sommes, nous avons une mission difficile à remplir. Mettons tous nos soins à nous en bien acquitter. Marchons droit au but, sachant bien que, quel que soit notre désir de bien faire, nous trouverons toujours des mécontents et des accusateurs. Qu'il nous suffise de penser que nous aurons accompli un devoir, celui de servir la patrie dans la mesure de nos forces.

Gardes nationaux, vos cadres sont reconstitués, vos compagnies sont formées. Votre Administration actuelle n'a pas fait comme celle qui l'a précédée, un triage ayant pour but de faire deux catégories de citoyens, les suspects et ceux qui ne le sont pas, sous prétexte d'éviter le désordre. Le désordre, nous ne le craignons pas, parce que nous savons que l'immense majorité de nos concitoyens est disposée à le réprimer énergiquement, si des tentatives venaient à se produire. C'est à vous tous que nous faisons appel à ce moment, et nous vous disons : Qu'il n'y ait dans vos cœurs qu'une pensée, chasser l'ennemi et sauver la France et la République !

Vous avez nommé vos chefs et vos sous-officiers, vous venez de les reconnaître. Vous devez obéissance aux ordres qu'ils vous donneront pour la défense du pays et de la République. Sachez que la discipline est la principale force de la garde nationale. Observez-la donc religieusement dans l'intérêt de tous, et n'oubliez pas que c'est principalement aux gardes nationales qu'est réservé l'honneur de débarrasser la France des Prussiens et de tous ses ennemis.

Avant de terminer, permettez-moi de féliciter les organisateurs des volontaires de la garde nationale du zèle et du dévouement dont ils ont fait preuve, et saluons de nos plus vives sympathies la création de ce corps si intéressant, et qui peut rendre des services signalés à notre pays et à la République.

VIVE LA REPUBLIQUE!

Discours du chef de bataillon — BINEZ.

Mes chers Concitoyens,

En m'appelant par vos suffrages au commandement de la Garde Nationale de Clamery, vous m'avez donné un témoignage de confiance qui est la plus douce récompense de mes longs services.

Je justifierai votre choix par mon patriotisme et mon désir ardent de faire maintenir l'ordre et nos institutions.

De votre côté officiers, sous-officiers, caporaux et gardes nationaux, vous me prêterez votre concours au triomphe de ces principes en les appuyant de votre patriotisme et d'habitudes d'ordre, d'exactitude et d'obéissance, qui sont les éléments d'une bonne discipline, car sans la discipline, rien — tandis qu'avec elle on forme les bons bataillons.

Dans ce moment de deuil public où l'ennemi foule aux pieds la terre de notre chère patrie, unissons nos efforts à ceux de nos frères pour chasser l'ennemi de nos foyers et rivalisons d'énergie et de noble dévouement pour sauver l'honneur de la France, son indépendance et ses libertés.

République Française

DÉPÊCHES

TÉLÉGRAPHIQUES

Le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets et Sous-Préfets :

Tours, le 12 octobre 1870, à 4 heures.
Hier, on se battait aux abords d'Orléans, quelques obus tombés ont entré dans le faubourg. Les communications régulières sont arrêtées à Beaugency, les détails manquent encore. A Dreux, les Prussiens ont été repoussés, les éclaireurs ont été signalés à 4 kilomètres de Châteauneuf. Avant-bier, ont eu lieu deux engagements sérieux pour les francs-tireurs et les avant-postes de mobiles dans les Vosges. A Clévy, l'ennemi a perdu 60 hommes et nous 6 blessés. 30 Prussiens sont restés sur le carreau, un franc-tireur a été tué. L'ennemi a paru à Montdidier; la garde nationale et les francs-tireurs sont allés à sa rencontre, il s'est repilé.

Un rapport du commandant de la place de Bitch du 28 septembre, annonce que trois bombardements ont eu lieu, le 8 août, le 23 et du 11 au 12 septembre. Une grande partie de la ville a été brûlée et plus de dix mille projectiles y ont été lancés. La garnison est en bonne santé, et pourvue de vivres et de munitions. Les bâtiments du fort ont été détruits.

Le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets et Sous-Préfets :

Tours, le 13 octobre 1870, à 1 heure 30.
L'ennemi est entré à Orléans le soir vers sept heures. La gare a été incendiée, les détails officiels manquent encore. On a reçu des nouvelles de combats importants le 1, entre Saint-Cloud et le mont Valérien. Le général Ducrot aurait infligé une échec aux Prussiens qui se sont repliés sur Versailles.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,
OSCAR BERTHOLON.

Recevez, Impression de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, à Saint-Etienne.

République Française

DÉPÊCHE

TÉLÉGRAPHIQUE

DE TOURS

Le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets et Sous-Préfets :

Tours, le 13 octobre 1870.

Un rapport sur la journée du 11 constate que des troupes se trouvant sur la route de Paris, ayant combattu la veille à Arlency, n'ont pas tenu. Une brigade de la 3^e division, à Saran-les-Ormes, débordée par l'artillerie, a disputé le terrain pied à pied. Trois bataillons de réserve ont ensuite contenu l'ennemi pendant trois heures. Après un combat très-vif, il a été obligé de céder à la profusion des projectiles. Le général Lamotte-Rouge a pris le parti de se retirer sur la rive gauche de la Loire; la retraite non inquiétée se fit avec calme et ordre.

Le général Lamotte-Rouge a été remplacé par d'Aurellins. 30 cavaliers ennemis ont paru à Meung, 1,500 réquisitionnent St-V. La cavalerie ennemie a paru hier à Tournai, dans la direction de Châteauneuf, on fut vu des éclaireurs prussiens, à Gisors sont 3,000 Prussiens avec artillerie, ils attendent des renforts successifs. A Bruyères (Vosges), le 11, dans la soirée est lieu un combat d'endroits contre 15,000 ennemis ayant artillerie, l'avantage nous resta néanmoins. Cambride, pour ne pas s'exposer à être cerné dans la montagne, se décida à changer ses positions. Dans le Nord, l'exemple de Saint-Quentin a produit un immense effet; une circonscription importante a eu lieu, plus de 30,000 personnes ont assisté à l'enterrement des gardes nationaux tués.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

Recevez, Impression de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, à Saint-Etienne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEUR DE PARIS.

AVIS.

Les permis de circulation, qui étaient jusqu'à ce jour délivrés par le Gouverneur de Paris, seront à l'avenir accordés :

1° Sur le front des avant-postes, entre Ivry et Sévres, par M. le général Vinoy (gare Montparnasse);

2° Sur le front des avant-postes, entre Sévres et Saint-Ouen, par M. le général Ducrot (porte Maillé).

Les dispositions insérées dans le *Journal officiel* du 12 octobre, pour la circulation entre Paris et Saint-Denis, sont maintenues; les permis concernant les villages situés en avant de cette ville seront délivrés par M. le Commandant supérieur de Saint-Denis.

L'entrée des forts est rigoureusement interdite à toute personne qui n'y est pas appelée par le service; la circulation reste libre entre la ligne de ces forts et la capitale.

La sortie des bestiaux, boissons, denrées alimentaires et autres marchandises reste soumise aux formalités prescrites par la Mairie de Paris.

LE GOUVERNEUR DE PARIS.

Par ordre :

Le Général Chef d'Etat-major général,
SCHMITZ.

1 IMPRIMERIE NATIONALS. — 6 oct. 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

2^E ARRONDISSEMENT

Il est institué à la Mairie du 2^e Arrondissement une Commission de 8 Membres chargés :

1° De veiller à l'exécution des Arrêtés qui régissent la vente de la viande de boucherie et de charcuterie, ainsi que celle du pain.

2° De proposer toutes les mesures qui lui paraîtront de nature à favoriser, pendant la durée du siège, la répartition équitable des denrées entre tous les habitants.

Les contraventions signalées par cette Commission seront immédiatement déferées à l'autorité compétente, sur les réquisitions sommaires du maire et des adjoints.

La Commission aura son bureau au Palais de la Bourse, où le public sera admis à présenter ses observations tous les jours, de onze heures à midi.

La vente de la viande de boucherie et de charcuterie ne pourra commencer qu'à partir de 8 heures du matin.

Sont nommés membres de la Commission ci-dessus :

MM.

CHAUDRY, r. Ne-des-Petits-Champs, 30
DUPONT, hôtel, Basse-Normandie, 23
HARTMAN, rue de Cléry, 13.
BOUILLAUD, rue de Cléry, 15

MM.

LECLERC, rue Montmartre, 170
ROCHER, rue Montreuil, 15
THIERCELIN, rue d'Aboukir, 6
TRUCHELOT, rue Richelieu, 98

Le Maire et les Adjoints provinciaux,

Maire.

TRIBAUD.

DE BESNÉ, adjoint, TOULON.

Adjoints.

Paris. — Imprimerie de BELLEFON, rue Cap-Martin, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PREFECTURE DU RHONE.

AVIS.

Les Propriétaires de Chevaux pouvant servir à l'Artillerie et à la Cavalerie, sont invités à les présenter les mercredi et jeudi 19 et 20 du courant, à 9 heures du matin, dans la caserne de la Gendarmerie, rue Sala.

Le Préfet du département du Rhône,
Commissaire extraordinaire du Gouvernement,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

Lyon. — Imprimerie J. NODON, rue de la Poudrerie, 2.

AVIS

Une contribution de guerre considérable est frappée sur la ville d'Orléans et doit être payée *immédiatement*; le Maire et le Conseil municipal préviennent leurs concitoyens qu'elle leur sera réclamée dans la journée par voie d'emprunt forcé.

Orléans, 15 octobre 1870.

Le Maire d'Orléans,

CRESPIN.

CITOYENS FRANÇAIS !

Comme je voudrais autant qu'il est en mon pouvoir alléger le sort de la population atteinte par les maux de la guerre, je m'adresse à son bon sens, dans l'espoir que la sincérité de mes paroles ne manquera pas de lui ouvrir les yeux sur l'état des choses, et de le déterminer à se ranger du côté du parti raisonnable et désireux de faire la paix.

Votre Gouvernement destitué a déclaré la guerre à l'Allemagne.

Jamais déclaration de guerre n'a été plus frivole.

Les armées allemandes ne purent faire autre chose que d'y répondre en passant la frontière.

Elles remportèrent une victoire après l'autre, et votre armée victime d'un système de mensonges et de démoralisation fut presque anéantie complètement.

Un autre Gouvernement succéda. On espérait qu'il rétablirait la paix.

Il n'en fit rien.

Et pourquoi ?

Il craignait de se rendre impossible, et préféra, sous prétexte que les conditions proposées par l'armée allemande n'étaient pas acceptables, continuer une guerre qui ne peut mener qu'à la ruine de la France.

Et quelles sont ces conditions de l'armée victorieuse que l'on n'a pas cru pouvoir accepter ?

« La restitution des provinces qui ont appartenu à l'Allemagne et où la langue allemande est encore aujourd'hui celle qui domine dans les villes ainsi qu'à la campagne; proprement dit : l'Alsace et la Lorraine allemande. »

Cette prétention est-elle exagérée ?

Quelles conditions la France victorieuse aurait-elle faites.

On vous a dit : Que le but des actions des armées allemandes était celui d'abaisser la France. C'est simplement un mensonge, inventé pour exciter les passions de la grande masse.

C'est au contraire votre Gouvernement qui, par sa manière d'agir, attire de force les armées allemandes dans le cœur de la France, y amène la ruine et parviendra, s'il insiste, à abaisser de fait la belle France qui pourrait être la meilleure amie de la même nation qu'elle a forcée de la combattre.

Orléans, le 13 octobre 1870.

Le Général d'Infanterie,

Baron DE TANN.

BOUCHERIES MUNICIPALES

Du 6^e Arrondissement de Paris

RÈGLEMENT

ARTICLE 1^{er}

Les Boucheries municipales rendent la viande au prix ordinaire de la taxe.

Les morceaux hors classe seront vendus aux prix courants.

Les bénéfices que les Boucheries pourront réaliser seront acquis aux Cantine et Fourneaux économiques de l'arrondissement.

ARTICLE 2

Les Boucheries municipales ne délivreront de viande aux consommateurs que sur le vu d'une carte que ceux-ci doivent se procurer à la Mairie.

ARTICLE 3

Chaque carte doit porter un numéro d'ordre et le timbre de la Mairie. Elle doit indiquer le nombre de rations ou demi-rations à fournir aux consommateurs. Elle n'est valable que pour les Boucheries municipales du quartier du consommateur.

ARTICLE 4

Jusqu'à nouvel ordre, chaque individu au-dessus de dix ans a droit à une ration de 100 grammes de viande par jour.

Chaque enfant au-dessous de dix ans a droit à une demi-ration de 50 grammes de viande par jour.

ARTICLE 5

Une enquête aura lieu pour contrôler la sincérité des déclarations faites à la Mairie. Toute fausse déclaration entraînera le retrait de la carte, sans préjudice des peines portées par les lois.

ARTICLE 6

Chaque consommateur peut se faire délivrer en une fois la ration de trois jours, pourvu que ce soit celles de la veille, du jour et du lendemain. Il peut également se faire délivrer en une fois la ration de deux jours, à savoir : celle de la veille et du jour, ou celle du jour et du lendemain.

ARTICLE 7

Toute ration fournie au consommateur sera pointée sur sa carte, de manière que la même carte ne puisse servir deux fois pour le même jour.

ARTICLE 8

Tout traiteur ou restaurateur, pour obtenir la viande destinée à ses clients habitués, devra se faire remettre les cartes de ceux-ci et les présenter aux Boucheries municipales auxquelles il se fournira.

Le Maire provisoire,

HERISSON.

CARTES

D'IDENTITÉ

POUR LES

DÉFENSEURS DE PARIS

ET LES

TROUPES MOBILISÉES

Le nouveau Service imposé à la GARDE NATIONALE donne une importance de plus à une précaution, à une mesure de prudence, dont nul ne saurait nier l'opportunité.

Nous voulons parler des **Cartes d'identité** qui doivent servir, en cas de Maladie, de Blessures, d'Accident, à établir sans erreur, sans confusion possible, l'Etat-civil de chaque Garde.

L'IMPRIMERIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT (90, Boulevard Montparnasse) est parvenue, grâce à de véritables sacrifices, à pouvoir offrir à chaque garde **Deux Exemplaires** de sa Carte d'Identité, pour **50 centimes**.

Cette Carte (Voir le modèle ci-joint) contiendra :

Les N^{os} du Bataillon et de la Compagnie, Nom, Prénoms, Surnom, Domicile, Profession, Date et Lieu de Naissance; on peut y joindre les Renseignements de nature à ne laisser aucun doute sur l'identité.

Chaque Carte est percée de deux œillets qui permettent de la suspendre à l'aide d'un cordon; sa dimension permet également de la placer dans un portefeuille.

Pour centraliser la Confection de ces Cartes et leur donner un cachet plus uniforme, l'IMPRIMERIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT offre, gratuitement, les deux Exemplaires de sa Carte d'Identité à tout Garde qui lui apportera dix Cartes à imprimer.

Elle offre également la remise d'usage à tout Libraire ou Courtier qui lui apportera une commande.

O XIV ^e ARRONDISSEMENT O	
1 ^{re} Bataillon	1 ^{re} Compagnie
VICTOR CUSSE, Homme de Lettres	
Né à Paris, le 6 Mai 1839	
Demeurant : rue d'Assas, 104, à Paris.	

SPÉCIMEN
DES
CARTES D'IDENTITÉ

Propriété de l'Éditeur. — Doit lui rester
attaché à la Loi.

O XIV ^e ARRONDISSEMENT O	
1 ^{re} Bataillon	1 ^{re} Compagnie
ALFRED-ÉUGÈNE ROCHETTE, Imprimeur	
Né à Brunoy (Seine-et-Oise) le 1 ^{er} Mars 1823	
Demeurant : Boulevard Montparnasse, 90, Paris.	

Paris. — Imprimerie A.-F. ROCHETTE, 90, Boulevard Montparnasse.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DU X^e ARRONDISSEMENT

AVIS

SERVICE DE LA VACCINATION

Le nombre des décès par variole augmentant de jour en jour, le Service des Vaccinations et Revaccinations, suspendu depuis quelques temps, va être repris. Il aura lieu à la Mairie, comme par le passé, les *Mercredi* et *Samedi*, à 9 heures du matin, à partir du *Mercredi* 13 Octobre, présent mois.

NOTA.

Cet avis s'adresse plus particulièrement aux habitants de la banlieue, réfugiés à Paris, et aux Gardes Mobiles des départements, qui sont principalement atteints par l'épidémie.

Paris, le 10 Octobre 1870.

Le Maire provisoire,

O'REILLY.

Typographe et Lithographe de JULEN-BUTEAU et Fils, passage du Calvaire, 20 et 21.

République Française.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU CINQUIÈME ARRONDISSEMENT

MISE EN ACTIVITÉ

DU

RATIONNEMENT

Le service du rationnement commencera, nominalelement, à partir du 14 octobre, et, *effectivement*, à partir du 15 octobre; c'est-à-dire que les boucheries, fermées le vendredi pour l'organisation du service, seront ouvertes le samedi, et que, ce jour, on pourra, conformément à notre affiche en date du 11 octobre, toucher, en même temps que le bon du 15, le bon de la veille, 14. En conséquence, le jeudi 13, les boucheries fonctionneront comme à l'ordinaire.

LE POIDS DE LA PORTION EST FIXÉ À 100 GRAMMES.

Conformément à la taxe le prix est fixé :

Bœuf , 1 ^{re} catégorie,	0,31 centimes.
» 2 ^e »	0,17 »
» 3 ^e »	0,13 »

Mouton , 1 ^{re} catégorie,	0,18 centimes.
» 2 ^e »	0,13 »
» 3 ^e »	0,11 »

AVIS. — L'appoint qui ne pourrait être réglé par la monnaie courante sera réglé en timbres-poste. Les porteurs de Bons gratuits auront droit aux catégories supérieures en payant la différence de prix.

L'ouverture des boucheries aura lieu à 7 heures du matin, et la fermeture à 3 heures de l'après-midi.

La Mairie choisira, parmi les habitants du quartier, des Citoyens chargés, à tour de rôle, de surveiller toutes les opérations.

NOTA. — Il deviendra tout à fait inutile de faire la queue à la porte des boucheries puisque chacun sera assuré d'obtenir la portion de viande indiquée sur son bulletin. — Les Bons de portions ne peuvent être présentés que chez les bouchers du quartier.

Paris, le 13 octobre 1870.

Le Maire du 5^e Arrondissement,

1^{er} BERTILLON,
FRISER et VIMONT, Adjoints.

PARIS. — Imprimerie DE SOYE et Fils, 5, place du Panthéon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT

AVIS

Par décret en date du 13 octobre 1870,

M. Hérisson, maire du 6^e arrondissement, a été nommé adjoint au maire de Paris.

Par arrêté en date du même jour, **M. Robinet**, adjoint au maire du 6^e arrondissement, a été nommé maire en remplacement de **M. Hérisson**, et **M. Jozon**, adjoint en remplacement de **M. Robinet**. La mairie provisoire du 6^e arrondissement reste ainsi composée :

M. Robinet, maire ; **M. André Rousselle** et **Jozon**, adjoints.

Paris. — Imp. de N^o 117 BOUCHARD-RUABO. 1. de TREVES. 3.

République Française.

PRÉFECTURE DU RHONE.

DÉCRET

Le Gouvernement de la Défense Nationale a rendu à la date du 13 octobre courant, le décret suivant qui a été inséré au *Moniteur officiel* du 14.

DISPOSITIF :

ARTICLE PREMIER. — Tous actes de protêts et dénunciations de protêts pourront être refaits, à dater du présent décret, pour les effets de commerce dont l'échéance avait été prorogée sur l'assignation en paiement. Les tribunaux de commerce sont autorisés à accorder termes et délais, quand il apparaîtra que le défaut de paiement, pendant la durée de la guerre, ne provient pas de la faute du débiteur.

Art. 2. — Pendant la durée de la guerre, les protêts, dénunciations et assignations seront enregistrés gratis.

Art. 3. — Dans les arrondissements envahis où la justice française est exercée, le 1^{er} jour de l'occupation par l'ennemi d'un effet commercial, soit jusqu'à la cessation de l'occupation par l'ennemi, soit jusqu'à la fin de la guerre, soit jusqu'à une époque déterminée par le jugement.

Art. 4. — Aucun protêt ni acte quelconque de poursuite ne peut être fait contre les débiteurs de la Patrie pendant la durée de la guerre.

Art. 5. — Par une mesure exceptionnelle, cinq jours sont accordés, à compter de l'échéance, pour faire l'acte de protêt des effets de commerce échus jusqu'à ce jour, ou qui viendront à échéance jusques et y compris le 31 octobre courant; les délais fixés par les articles 166 et 167 et la déchéance déclarée par l'article 163 du Code de Commerce, ne courront qu'à dater du jour du protêt.

Tours, le 13 octobre 1870.

Pour le Ministre et par autorisation,

C. CARTIER.

Certifié conforme :
Le Préfet du département du Rhône,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

Lyon. — Imprimerie J. NIGON, rue de la Pavallière, 2.

8^{me} SECTEUR

DEVOIRS DES CHEFS DE POSTE

Le premier devoir du Chef de Poste est d'exercer la plus grande vigilance pour éviter les surprises de la part de l'ennemi.

Dès son arrivée au Poste il s'assure, en présence du Chef de la garde descendante, que tous les objets inscrits sur l'inventaire placé en tête du livre de rondes, existent réellement et en bon état. Dans le cas contraire, il établirait de suite un rapport constatant la perte ou les dégradations. Ce rapport, signé par le Chef de garde montante et par le Chef de garde descendante, serait immédiatement envoyé au Quartier Général.

Le Chef de Poste, aidé par les Sous-Officiers et Caporaux placés sous ses ordres, assurera tous les détails de service; il veillera à la bonne tenue et à la propreté du Poste.

Il apportera le plus grand soin à maintenir une stricte discipline parmi ses hommes, il ne leur permettra pas de s'écarter, s'assurera que leurs armes sont en parfait état de service; il défendra de jouer de l'argent.

Chaque jour, le Chef de Poste enverra au Quartier Général, avenue d'Orléans, 93, et de manière à être rendu exactement aux heures indiquées ci-après :

1° A 4 heures 1/2 du soir, un Sous-Officier ou Caporal pour prendre les mots et recevoir le service de nuit;

2° A 8 heures 1/2 du matin, pour remettre le registre des rondes et patrouilles et son rapport personnel sur tout ce qui se sera passé pendant son service.

Magnasins à poudrer. — Il est défendu de fumer ou de laisser fumer dans le voisinage des magnasins à poudre et principalement devant les portes de ces magnasins. Les Officiers et Employés de l'artillerie en uniforme, les Officiers de l'Etat-Major du Commandant supérieur, ainsi que les Officiers de l'Etat-Major de la garde nationale devront seuls être admis à pénétrer dans ces magnasins. — Les chevaux montés peuvent passer au trot devant ces magnasins.

Canoniers auxiliaires. — Les consignes et le service particulier des canoniers auxiliaires ne sont pas contrôlés par la garde nationale, qui ne doit s'en occuper que pour prêter, au besoin, aide et secours à ce corps spécial, tout en exigeant de lui l'observation des consignes générales.

Les sentinelles placées sur les remparts laisseront librement circuler pendant le jour, les Officiers en uniforme, les Ingénieurs et Employés munis de cartes délivrées par leurs Chefs de service. Pendant la nuit, elles se feront donner le mot de ralliement. En cas d'alerte, et lorsque les défenseurs occupent leur poste de combat, elles laisseront *toujours* circuler les Officiers de service pour ne pas ralentir la prompte transmission des ordres.

La circulation doit être maintenue libre pendant le jour sur la voie militaire ou rue du rempart :

1° Pour les personnes désignées dans le paragraphe ci-dessus et leurs voitures;

2° Pour les habitants des maisons situées sur ladite rue.

Les feux ne sont autorisés, de jour, que sur la partie du terrain opposée au rempart; de 6 heures du soir à 6 heures du matin, aucun feu ne sera allumé entre l'enceinte et l'ancien chemin de fer de ceinture.

Sont seuls autorisés à établir débit, les cantiniers et cantinières munis de permis visés par l'Etat-Major du Secteur, le service de l'Artillerie et celui du génie.

L'Amiral Miquet engage tous les Officiers des bataillons sous ses ordres à se pourvoir de l'ordonnance sur le service des places, où ils trouveront les instructions sur les devoirs qu'ils auront à remplir pendant le siège de Paris.

Ils comprendront que de la vigilance d'un seul peut dépendre le salut de tous.

DEVOIRS DES SENTINELLES

Les Sentinelles doivent toujours avoir la baïonnette au canon.

Il leur est défendu de s'asseoir, de lire, de chanter, de siffler, de fumer, ou de parler à qui ce soit.

Elles ne doivent pas s'éloigner du point qui leur a été assigné de plus de 20 pas.

Elles doivent être constamment attentives et observer le plus loin qu'elles peuvent.

Elles ne se laisseront approcher par personne pendant la nuit, et si elles voient quelqu'un s'avancer, elles lui riront d'une voix forte : *Qui vive?* et lorsqu'il leur aura été répondu, elles ajouteront : *Au large!*

Si après avoir crié : *Qui vive?* on ne répondait pas, elles répèteraient le qui vive jusqu'à trois fois, en ajoutant pour la dernière fois : *Halle-la!* si l'individu ou le groupe continue à avancer, elles se replieront au pas de course sur le poste, en criant : *Aux armes.*

Lorsqu'une Sentinelle voit un incendie, elle crie : *Au feu.*

Lorsqu'elle entend un bruit insolite provenant de désordres, elle crie : *A la garde.*

Ces cris sont répétés de Sentinelle ou Sentinelle jusqu'au poste dont le Chef fait sortir le nombre d'hommes nécessaire suivant le cas qui se présente.

Les Sentinelles devant les armes crient : *Aux armes!* lorsqu'elles entendent battre la générale ou lorsqu'elles voient s'avancer une troupe armée, un Officier général, le Commandant de place, ou l'Officier de visite des postes.

Les Sentinelles reconnaissent les patrouilles, rondes et troupes armées. Si la troupe doit sortir sans armes, elles crient : *Hors la garde!* la garde sort et se forme sans armes.

Si une Sentinelle a besoin de se faire relever, elle crie : *Coporal, cenez relever.*

Les Sentinelles doivent protection, sans quitter leur poste, à tout individu dont la sûreté est menacée et qui se réfugie auprès d'elles.

Tout individu militaire ou non qui manque à une sentinelle, doit être arrêté sur-le-champ.

8^{me} SECTEUR

DES PATROUILLES

Outre les patrouilles qui seront ordonnées par le Major de Place, les Chefs de Poste pourront faire faire celles qu'ils jugeront indispensables. Aucune patrouille ne peut être moindre d'un Caporal et de quatre hommes.

Les patrouilles parcourent lentement et sans bruit le chemin qui leur est tracé. De temps à autre elles doivent s'arrêter pour observer et écouter.

Elles arrêtent les malfaiteurs, tapageurs et ivrognes qu'elles mènent au poste de la rue Saint-Yves, 8.

Les Chefs de Patrouille s'assurent de la vigilance des sentinelles et font relever celles qui sont en défaut.

A leur rentrée au Poste, elles informent le Chef de Poste de ce qu'elles ont vu, et celui-ci le met sur son rapport.

Lorsque la sentinelle placée devant les armes aperçoit une troupe armée, elle apprête son arme en criant *qui vive?* et s'il lui est répondu *Patrouille*, elle crie : *Halte-là! Caporal, Patrouille*. Un des Caporaux de garde sort accompagné de huit hommes armés et d'un neuvième portant un faiot; il s'avance à huit pas, laissant son escorte à quatre pas derrière lui, après lui avoir fait apprêter les armes. Il crie alors *Qui vive?* et lui répond : *Patrouille*. Il crie alors : *Avancez à l'ordre*, et il croise la baïonnette. Le Chef de la patrouille s'avance seul, donne le mot d'ordre au Caporal qui lui rend le mot de ralliement, puis se met en bataille avec son escorte pour le laisser passer; la Sentinelle porte les armes.

Si le Chef de la Patrouille ne savait pas le mot d'ordre ou en donnait un faux, le Caporal crie immédiatement : *Aux armes!* afin de faire sortir le poste qui se mettra en défense, et conduit le Chef de Patrouille au poste, afin qu'il soit examiné par le Chef du poste, et, s'il lui paraît suspect, celui-ci le fait arrêter ainsi que ceux qui l'accompagnent, et envoie de suite prévenir à la Place d'armes de l'Avenue d'Orléans, 93.

Si la Patrouille ne s'arrêtait pas au cri de : *Halte-là*, de la Sentinelle, celle-ci crierait de suite : *Aux armes!* Le Poste sortirait et se mettrait en défense.

Les Sentinelles qui ne sont pas devant les armes arrêtent également les Patrouilles par le cri de : *Qui vive?* et lorsqu'il leur a été répondu : *Patrouille*, elles crient : *Halte-là. Avancez au ralliement*, et appréhendent l'arme. Le Chef de la Patrouille doit s'avancer seul et donner le mot de ralliement à la Sentinelle qui, après l'avoir reçu, la laisse passer.

Si le Chef de Patrouille ne savait pas le mot de ralliement, la Sentinelle crierait : *Aux armes!* et se replierait sur le poste.

Les Chefs de Patrouille doivent entrer seuls dans le poste pour y déposer leur signature sur la feuille de rapport. Ils y indiquent l'heure de leur passage, le poste auquel ils appartiennent, ainsi que le bataillon dont ils font partie.

Lorsque deux patrouilles se rencontrent, celle qui la première aperçoit l'autre crie : *Qui vive?* et s'arrête; l'autre doit s'arrêter aussi, et son Chef répond : *Patrouille*. La première crie : *Avancez à l'ordre*, alors les deux Chefs de Patrouille s'avancent l'un vers l'autre; celui qui a crié le premier *qui vive?* reçoit de l'autre le mot

d'ordre, quel que soit son grade, et lui répond par le mot de ralliement. Les patrouilles se remettent en marche et passent l'une auprès de l'autre en portant les armes.

Lorsque pendant la nuit une troupe passe à portée d'un Poste, la sentinelle lui crie : *Qui vive?* le Chef de la troupe répond en faisant connaître le corps auquel il appartient. La sentinelle crie : *Halte-là, aux armes, troupe!* Le Chef de poste fait premlre les armes à la garde et envoie un Caporal et deux hommes pour reconnaître la troupe. Le Caporal fait avancer à l'ordre, et lorsque le Chef de la troupe lui a donné le mot, il le conduit au Chef du Poste qui l'examine. La troupe et la garde sont au port d'armes.

Les Sentinelles qui ne sont pas devant les armes, arrêtent aussi la troupe et font avancer au ralliement.

DES RONDES

Il n'y aura que deux espèces de rondes :

1^{re} Ronde Major, faite par le Commandant de Place, un Officier supérieur ou un Officier de l'Etat-Major du Secteur.

2^{re} Ronde d'Officier général.

Les Généraux, Commandant de Place et Officiers supérieurs peuvent faire la ronde à cheval et se font reconnaître sans en descendre.

Les Généraux peuvent se faire escorter par un Caporal et quatre hommes, plus celui qui porte le faiot; les Officiers supérieurs par deux hommes. Les escortes se relèvent du poste en poste.

Les officiers de ronde suivent le terre-plein de la fortification et montent de temps en temps sur le rempart. Ils examinent si les sentinelles sont à leur poste et si elles ont la vigilance nécessaire, et avertissent en cas contraire le chef de Poste le plus voisin. Si ce qu'ils découvrent l'alarme le silence de Place, ils en informent de suite les Postes ainsi que le Commandant de Place.

Les Officiers de ronde sont tenus de signer le registre déposé dans le corps de garde ou indiquant l'heure de leur passage.

Lorsque la sentinelle placée devant les armes a crié : *Qui vive?* s'il est répondu : *Ronde Major*, elle crie : *Halte-là! aux armes! Ronde Major*. Le Chef de Poste fait prendre les armes à son monde et va reconnaître lui-même avec son escorte, et le sabre à la main; ensuite il présente son poste à la Ronde Major et fait son rapport. La Sentinelle porte les armes.

Il en est de même pour la ronde de Général.

Lorsque deux rondes se rencontrent, elles se reconnaissent comme les patrouilles, et il en est de même lorsqu'une ronde rencontre une patrouille.

Outre les rondes de nuit, de jour il y a une visite des Postes faite par un Officier supérieur nommé *Officier supérieur de jour*.

Dès que la Sentinelle placée devant les armes voit arriver l'officier supérieur de jour, elle crie : *Aux armes!* La garde se forme promptement et la Sentinelle présente les armes.

L'officier supérieur passe l'inspection de la garde, s'assure que tout est en ordre et que les Sentinelles savent leur consigne.

Il fait son rapport de sa visite au Commandant de Place, et l'envoie à l'heure fixée le matin pour le rapport. En cas d'urgence, il le fait de suite

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEUR DE PARIS.

Le Gouverneur de Paris au Général chef d'état-major général.

Mourmelon, le 13 octobre, 3 h. 35 m. du soir.

Solide reconnaissance offensive, très-bien faite; excellente retraite. Je viens de voir les troupes, qui sont pleines d'ardeur; nos pertes sont peu importantes; mais nous avons eu le regret de voir succomber le chef de bataillon de Dampierre, du 3^e bataillon de la Côte-d'Or. Pour la seconde fois, les bataillons de la Côte-d'Or se sont hautement distingués.

L'ennemi, constamment sous le feu de notre artillerie, a fait des pertes sensibles; nous avons ramené une cinquantaine de prisonniers.

Général TROCHU.

Pour copie conforme :

Le Général Chef d'état-major,

SCHMITZ.

3 IMPRIMERIE NATIONALE. — Octobre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEUR DE PARIS.

ORDRE.

Dans le combat d'hier, la division Blanchard, du 13^e corps, les bataillons de la Garde mobile et le corps des Gardiens de la paix qui y sont attachés, ont acquis de nouveaux droits à la reconnaissance du Gouvernement de la défense nationale et du pays. Les troupes ont montré de la vigueur, de l'aplomb, des habitudes d'ordre et de discipline dont j'ai les féliciter.

Le 35^e régiment d'infanterie et les bataillons de la Côte-d'Or, qui déjà s'étaient brillamment conduits au combat de Villejuif, les bataillons de l'Aube, qui abordaient l'ennemi pour la première fois, les gardiens de la paix, qui ont perdu un officier et plusieurs hommes, se sont hautement distingués.

Le lieutenant-colonel de Grancey, des bataillons de la Côte-d'Or, a énergiquement contribué, à la tête de la Garde mobile, au succès de la journée. Le commandant de Dampierre, des bataillons de l'Aube, entraînant sa troupe à l'attaque de Haguenau, où il est entré le premier, a succombé glorieusement; et je donne ici à ces vaillants officiers des regrets que l'armée partagera tout entière.

Paris, le 14 octobre 1870.

Le Gouverneur de Paris,

Gal TROCHU.

1 IMPRIMERIE NATIONALE. — Octobre 1870.

VILLE DE GRENOBLE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GARDE NATIONALE SÉDENTAIRE

RÈGLEMENT

DE LA

SERVICE ORDINAIRE, LES EXERCICES ET LES REVUES

Le Comité exécutif municipal,

Vu les N^{os} III et IV de la loi du 13 juin 1851 ;

Vu les propositions de M. le Colonel commandant la Légion de la garde nationale de Grenoble,

Considérant que le service et l'instruction de la garde nationale se lient essentiellement à l'existence même de cette institution ; que seulement il importe d'y procéder dans une juste mesure et de manière à concilier l'accomplissement d'un grand et patriotique devoir avec les occupations diverses des citoyens,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. — Le service ordinaire de la garde nationale comprend le service de la place en commun avec l'armée, les exercices particuliers et généraux et les revues.

Ce service est obligatoire, et tout garde national qui y manquerait sans excuse légitime, se rendrait passible des peines portées par la loi.

Art. 2. — Le service de la place est fait à tour de rôle par les gardes nationaux des diverses batteries et compagnies, à l'exception des compagnies de sapeurs-pompiers qui ont un service spécial.

Les détails de ce service sont réglés par le lieutenant-colonel de la Légion sous l'approbation du Colonel. Les gardes nationaux devront toujours être convoqués au moins vingt-quatre heures d'avance.

Art. 3. — La consigne générale des postes de la place est obligatoire pour la garde nationale, qui devra fournir des patrouilles pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique.

Art. 4. — Chaque jour, le dimanche excepté, le rapport a lieu à l'état-major à une heure et demie du soir. Tous les sergents-majors et maréchaux-des-logis chefs sont tenus d'y assister très-exactement. Ils pourront se faire suppléer, en cas d'empêchement, par le sergent ou le maréchal-des-logis fourrier ou par un autre sous-officier désigné vingt-quatre heures d'avance et apte à ce service.

Art. 5. — Les exercices par compagnie auront lieu tous les lundis et jeudis de chaque semaine aux heures qui seront fixées, suivant la saison, par le Colonel et qui seront portées à la connaissance de la Légion, par la voie du rapport, — et le dimanche, de 7 à 9 heures du matin.

Art. 6. — MM. les Chefs de bataillon et d'escadron feront une théorie au moins une fois par semaine aux officiers du bataillon ou de l'escadron, aux jours et heures fixés par le Colonel.

Art. 7. — Les théories pratiques sur les divers régiments, et l'école d'instruction auront lieu pour les sous-officiers et les caporaux ou brigadiers, les mardi et vendredi de chaque semaine, aux heures déterminées par le Colonel comme il est dit à l'art. 5 ci-dessus.

Elles seront faites sous la direction et sous la responsabilité des adjudants-majors et des adjudants sous-officiers de chaque bataillon, savoir :

Pour le premier et le deuxième bataillon, à l'Esplanade de la porte de France, et pour le troisième bataillon sur la place d'Armes.

Art. 8. — Il y aura revue générale de la Légion une fois par mois, un jour de dimanche. Des revues générales d'inspection d'armes pourront, en outre, avoir lieu à des époques variables.

Art. 9. — Les exercices généraux des bataillons séparés ou de la Légion réunie auront lieu chaque fois que le Colonel le jugera nécessaire.

Art. 10. — A chaque exercice ou revue, l'appel sera fait dans chaque compagnie. Les gardes nationaux absents sans autorisation seront pointés, et les commandants des compagnies transporteront sans retard, par la voie hiérarchique, au Colonel de la Légion la liste de ces gardes nationaux.

Art. 11. — Le Colonel de la Légion pourvoira, par un arrêté spécial, au règlement particulier des clairons et des tambours.

Art. 12. — Le présent arrêté sera exécutoire dès qu'il aura reçu l'approbation de M. le Préfet. Il sera publié et affiché.

Grenoble, le 14 octobre 1870.

Pour le Comité exécutif municipal :

Le Président,
ANTHOARD.

Vu et approuvé :

Grenoble, le 14 octobre 1870.

Le Préfet de l'Isère,

L.-Paul DUMAREST.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

ASSISTANCE PATRIOTIQUE

AUX

FAMILLES DES GARDES NATIONAUX

AUX CITOYENS DU VI^e ARRONDISSEMENT.

La Commission d'assistance patriotique est constituée. Elle siège, tous les jours, RUE DE VAUGIRARD, 70, de onze heures du matin à trois heures de l'après-midi.

Le temps presse. — Nous faisons appel à tous : aux conseils de famille des compagnies pour connaître les besoins, — aux habitants de l'arrondissement pour y satisfaire.

La souscription, soit en argent, soit en nature, a lieu par les soins de ceux de nos concitoyens qui veulent bien nous seconder — Chacun d'eux est muni d'une carte portant le timbre de la Patrie et le nôtre. — Un reçu sera donné en échange de toute souscription. — Pour les donations en nature, ce reçu ne sera donné que lors de la livraison.

Que personne n'oublie des souffrances qui, le plus souvent, gardent le silence! — Qu'on se rappelle que ce qu'il importe de faire aujourd'hui, c'est d'assurer, à tous ceux qui vont défendre aux remparts la Patrie et la République, cette conviction profonde qu'ils ne laissent derrière eux ni une femme ni un enfant dans le besoin.

Les Membres de la Commission :

MM. SAINT-GENEST, président, 2, rue de Sévres.
DEBILLYNES, vice-président, 30, rue Bona-parte.
MARTIN, trésorier, 10, rue de Valenciennes.
GERMAIN, 27, rue Ménilmontant.
GERMER-BAILLIÈRE, 17, r. de l'École-de-Médecine.
HUBERT-VALLERON, 27, rue Madame.

MM. LEBLANC, 130, rue de Rennes.
JAILLARD, 2, rue de Fleury.
MARTIN, 10, rue de Valenciennes.
POULZ, 110, rue de Rennes.
POULLOT (Alfred), 7, rue Cornélie.

MM. POUCHET (Gorges), 1, rue Hautefeuille.
RACER (Jules), 10, rue du Clerche-Midi.
ROBINET, 10, rue de Valenciennes.
SCOTT DE MARTINVILLE, 32, rue du Four.
VIALAT, 31, rue Notre-Dame-des-Champs.

Yu et approuvé :

Le Maire provisoire du 6^e arrondissement,
ROBINET.

Les Adjointés,
ANDRÉ ROUSSELLÉ, PAUL JOZON.

CLUB

DE LA

RÉSISTANCE

Les plans de l'ennemi apparaissent chaque jour avec une évidence de plus en plus manifeste; en présence des formidables moyens de résistance, mirieusement accumulés sur tous les points de Paris, il semble abandonner le projet audacieux de prendre de vive force la capitale de la France.

Son but, à en juger par ses mouvements, ses travaux, son attitude, est de nous investir au moyen de fortes redoutes, de nous tenir ensermés dans un cercle de fer, que déjà, dans son entêtement, il croit infranchissable, de rendre ainsi impossibles toute communication, tous rapports avec les départements. En un mot, désespérant de nous vaincre par les armes, il veut, en nous domptant par la famine, nous contraindre à capituler.

Mourir lous sur nos remparts, derrière nos barricades, peut-être... Capituler, jamais!

Une capitulation, avec les ressources immenses dont nous disposons, ce serait plus qu'un désastre, ce serait une honte que nous n'infirgerons pas à la France, quels que soient les événements ultérieurs.

D'ailleurs, les plans de l'ennemi seront déjoués; il est inadmissible que cinq cent mille combattants armés pour le salut de la patrie soient retenus captifs longtemps encore par quatre cent mille ennemis échevelés autour d'une conférence de plus de vingt-cinq lieues.

Il suffit d'un effort suprême pour que cette situation change d'un moment à l'autre. Cet effort nous devons le tenter, nous le tenterons dans le plus bref délai. Portons-nous en masse sur le point le plus faible occupé par l'ennemi; combinant notre attaque avec celle des armées qui déjà s'avancent à notre secours, culbutons-le, anéantissons-le au milieu de ses retranchements. For-

tifions-nous sur les points que nous aurons conquis; assurons ainsi nos communications avec les départements, et loin de craindre la famine, nous verrons bientôt l'abondance revenir dans Paris. Lorsque nous saurons nos femmes, nos enfants à l'abri des horreurs de la faim, notre courage s'affermira, notre énergie grandira. Envisageant alors notre situation avec calme, nous serons bientôt convaincus que, loin d'être désespérée, elle doit, dans un avenir prochain, nous assurer le triomphe le plus complet.

Mais ne perdons pas de vue :

Qu'indépendamment de l'action du gouvernement, nous devons veiller nous-mêmes à notre défense;

Que notre salut à tous est dans ces deux mots :

ORGANISATION, ACTION

Organisons donc rapidement, agissons donc avec vigueur.

C'est dans ce but et en vue d'étudier, de discuter publiquement toutes les questions relatives au ravitaillement de Paris et à sa défense par l'offensive, qu'est formé le **CLUB DE LA RÉSISTANCE**.

Il est fait appel à toutes les spécialités, à toutes les intelligences, à tous les dévouements pour provoquer et assurer l'application immédiate de toutes les mesures de salut qui y auront été discutées et votées.

Pour accomplir notre œuvre de défense, nous comptons sur le puissant concours de la Presse.

Que les citoyens qui désirent participer à l'organisation du **CLUB DE LA RÉSISTANCE** et à ses travaux patriotiques veuillent bien se présenter tous les jours, de une heure à cinq heures, dans les bureaux de son administration, 7, **Rue Lafayette**; ils seront accueillis comme des Amis, comme des Frères.

UNION, ÉNERGIE, COURAGE, PERSÉVÉRANCE

Nous saurons notre patrie, et bientôt l'étoile de la République, symbole précurseur de la fraternité, de la liberté des peuples, planera triomphante au-dessus de la France glorieusement vengée.

Vive la France! Vive la République!

Les réunions publiques auront lieu tous les jours, à 8 heures du soir,
à partir de dimanche prochain, 16 octobre.

SALLE DE L'ALCAZAR, 16, rue du Faubourg-Poissonnière.

Imprimerie Dubuisson et Co, rue Coq-Héron, 3. 448
Administration de l'affichage départemental E. Renier, 3, rue d'Aboukir.

DÉFENSE DE PARIS

1^{er} SECTEUR

CONSIGNE RELATIVE A LA VOIE FERRÉE

Il est formellement interdit de laisser circuler sur la voie ferrée ; les Sentinelles elles-mêmes ne doivent pas s'y placer et elles empêcheront de franchir les passages à niveau lorsque la locomotive sera en vue de la voie.

Fait au quartier général du 1^{er} secteur, le 12 octobre 1870.

Le Chef d'État-Major,
D'ORGEVAL.

République Française

DÉPÊCHE

TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, le 14 octobre 1870, à 11 heures 30 minutes du matin.

Le ministre de l'intérieur à MM. les préfets et sous-préfets

Aucun nouvel engagement n'est signalé du côté d'Orléans. 400 Prussiens qui y étaient entrés hier n'y seraient pas restés la nuit. On les dit en force à Meung. A Châteaudun, hier matin, 5 viliains suivis par près de 20 autres, ont paru à la gare; les francs-tireurs ont tiré dessus sans les atteindre. Ils ont fui vers Toury. Le bruit répandu de l'approche de 30,000 ennemis a produit une fausse alerte. Ce matin, tout était tranquille. Les gardes nationaux en armes ont fait une reconnaissance sans résultat jusqu'à Tournoisy. Hier matin, à 8 heures, un feu roulant d'artillerie a commencé contre Solomons, des hauteurs voisines; la place est en état de résister.

Une lettre particulière d'une source honorable, communiquée sous réserve, annonce que l'ennemi a subi de grandes pertes sous Metz; Bassine paraît libre de ses mouvements sur Thionville.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,
CÉSAR BERTHOLON.

BENEVENT, Imprimeur de la Prefecture, place de l'Hôtel-de-Ville, 4, à Saint-Etienne.

République Française

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU CINQUIÈME ARRONDISSEMENT

RATIONNEMENT

AVIS IMPORTANT

Pour faciliter la mise en pratique du rationnement, tous les habitants, porteurs du Bon de portion qui leur a été délivré, sont invités à se faire inscrire immédiatement chez le boucher qu'ils auront choisi parmi ceux de leur quartier.

Les bouchers recevront les inscriptions, tant que la quantité de viande nécessaire pour le service des Bons de portions ne dépassera pas le chiffre de 450 kilog. par jour.

NOTA. — Lorsque la viande sera découpée, la portion se composera de 80 grammes de viande et de 20 grammes d'os.

Paris, le 14 octobre 1870.

Le Maire du 5^e arrondissement,

D^r BERTILLON.

FRISER et VIMONT, Adjointes.

PARIS. — Imprimerie DE SOTE et FILS, 5, place de l'Anfance.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Le Ministre de l'Intérieur aux Préfets.

CIRCULAIRE

Tours, 14 octobre 11 h. 50 du soir.

Des nouvelles sont arrivées de Paris par un ballon parti le 12 octobre; elles sont résumées dans la proclamation suivante du Ministre de l'Intérieur et de la Guerre :

Citoyens des Départements,

C'est avec une indicible expression de joie que je me hâte de vous faire connaître les fortifiantes nouvelles qui nous arrivent de Paris, apportées par le ballon parti le 12 octobre de la Capitale : à Paris le peuple, de jour en jour plus héroïque, prépare le salut de la France par l'ordre admirable qu'il maintient dans la cité, par les privations qu'il s'impose joyeusement, car, détail qui n'a rien de vulgaire dans la grandeur de la situation où nous sommes, c'est par la viande de cheval qu'il commence le siège, réservant pour les derniers jours les troupeaux vivants dans ses murs.

Impatiente derrière ses remparts, la garde nationale a voulu marcher à l'ennemi.

Voici le Bulletin de sa première victoire :

« Sur toute la ceinture, les Prussiens ont été délogés des positions qu'ils occupaient depuis trois semaines. — Au nord, dans la direction de Saint-Denis, on les a refoulés au-delà de Stains, de Pierrefitte, de Dugny; à l'est, on leur a repris Bobigny, Joinville-le-Pont, Créteil, le plateau d'Avron; au sud-ouest, on leur a enlevé le Bas-Mendon et St-Cloud, les refoulant sur Versailles. — Ils savent à présent ce que vaut un peuple résolu qui veut sauver son honneur et ses institutions. »

Je vous disais il y a quelques jours : Paris est inexpugnable; le voilà devenu assaillant. D'aussi admirables exemples ne peuvent laisser les départements insensibles. Redoublons tous de travail et d'énergie, sûrs désormais que Paris fera son devoir jusqu'au bout, faisons le nôtre. — Vive Paris ! Vive la France ! Vive la République !!!

*Le Ministre du Gouvernement de la Défense nationale,
Ministre de l'Intérieur et de la Guerre,*

LÉON GAMBETTA.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,

Amédée LARRIEU.

*Vous partagerez la joie légitime du Ministre de l'Intérieur !
Bordeaux sera à la hauteur de Paris et saura imiter de si grands exemples.
Travaillons avec une nouvelle ardeur, et sans relâche à organiser nos forces pour aller au secours de notre héroïque Capitale et purger notre chère Patrie des hordes étrangères qui la déshonorent !*

Gardes Nationales de la Gironde, préparez-vous !

Le Préfet de la Gironde : Amédée LARRIEU.

Bordeaux. — Imp. Aug. BORD, rue Porte-Dijeaux, 91.

PROCLAMATION

Par un ordre daté du 27 septembre, j'avais laissé libres toutes les circulations entre la ville de Versailles et les alentours. Les citoyens de Versailles étant responsables de tout ce qui arrive dans la ville et, en conséquence, de chaque contravention qui pourrait se faire contre les lois de la guerre, de la part des nouveaux venus qui, depuis quelques jours, vont en masse séjourner dans la ville, je préviens les habitants, dans leur propre intérêt, qu'après l'arrivée des troupes allemandes à Versailles, la ville se trouve en état de siège et sous la juridiction militaire de l'armée prussienne.

Conformément aux droits de la guerre, les articles suivants ont été arrêtés pour les communes de Versailles.

Toutes les personnes qui

- a. serviront l'ennemi en qualité d'espions,
 - b. égareront les troupes allemandes quand elles seront chargées de leur servir de guides,
 - c. tueront, blesseront ou pilleront des personnes appartenant aux troupes allemandes, ou faisant partie de leur suite.
 - d. détruiront des ponts ou des canaux, endommageront les lignes télégraphiques ou les chemins de fer, rendront les routes impraticables, incendieront des munitions, des provisions de guerre ou les quartiers des troupes.
 - e. prendront les armes contre les troupes allemandes,
- Seront punis de la peine de mort.

Versailles, 15 Octobre 1870.

Le Commandant de la place,

V. VOIGTS-RETZ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 2^m^e ARRONDISSEMENT

SOUSCRIPTION

POUR

L'ARTILLERIE

DE LA GARDE NATIONALE

Une Réunion des habitants du 2^e Arrondissement aura lieu **DIMANCHE 23 courant, à 2 heures**, au Palais de la Bourse, sous la présidence du Maire et des Adjoints, à l'effet de s'entendre au sujet de la Souscription ouverte à la Mairie pour les CANONS de la Garde Nationale.

MM. les Chefs de Bataillon et les Officiers sont notamment invités à vouloir bien assister à cette réunion.

Les personnes étrangères n'y seront pas admises, en conséquence, les habitants de l'Arrondissement sont invités à se munir d'une pièce constatant leur identité.

Le Maire et les Adjoints provisoires,

TIRARD, DE RÉNÉAL, SERRET, TURPIN.

Paris, — Imprimerie PRINSETTE, passage Commerce, 17. — Maison pass. du Coire, 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité

ARMÉE DES VOSGES

AVIS aux VOLONTAIRES

Le centre d'organisation de l'ARMÉE DES VOSGES est à Lyon. Le Comité organisateur siège en permanence, à LYON, PASSAGE DES TERREAUX, 22. Il fait les enrôlements et reçoit les dons volontaires.

Aussitôt arrivés, les Volontaires seront casernés et équipés. Aussitôt organisés, les divers Corps seront envoyés au lieu de leur destination.

Les Volontaires recevront leur solde à partir du jour où ils seront immatriculés.

Lyon, le 16 Octobre 1870.

POUR LE COMITÉ CENTRAL ORGANISATEUR :

Le Secrétaire,

DOUCET.

Imp. RIVET et SALANDE, rue Saint-Côme, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

ARMÉE DES VOSGES

Comité Central organisateur

CITOYENS!

Le héros populaire des guerres d'Italie et d'Amérique, celui dont l'épée est acquise à la défense de toutes les nobles causes, **GARIBALDI**, apporte à la République Française le concours d'une longue expérience et le prestige d'un nom glorieux.

GARIBALDI prend le commandement de l'armée des Vosges, c'est-à-dire d'une Armée à former dans un pays envahi.

Sous ses ordres, vont se rassembler les Corps épars des Volontaires et Francs-Tireurs, qui seront, avec quelques bataillons de mobiles, le noyau de la nouvelle armée.

A sa voix, Italiens, Espagnols, Suisses, Américains, Polonais, Volontaires républicains du monde entier franchiront les frontières pour combattre sous les plis du drapeau français!

Nous sommes en mesure de pourvoir à toutes les nécessités qu'entraîne la formation d'une armée.

Nous faisons appel à toutes les Nations. Nous comptons sur tous les dévouements.

Puisse la victoire venir à jamais au nom de la France celui de **GARIBALDI**!

Vive la République!

Lyon, le 16 octobre 1870.

Le Comité Central organisateur,

ANDRIEUX, Procureur de la République, *Président*.
GANGUET, Président du Comité de la Guerre, *Vice-Président*.
DOUCET, Membre du Conseil municipal, *Secrétaire*.
BOUCHU, *id.* *id.*
GAILLETON *rms*, Président de l'Administration des Dons patriotiques.
COPPIN, Officier d'Etat-Major,
PASANISI, Capitaine organisateur de la Légion GARIBALDIENNE, à Lyon.

Lyon, imp. Rey et Bézout, rue St-Clair, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRET

du 11 octobre 1870 concernant la création à Tours du service des Bons du Trésor.

LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que de nombreuses demandes de Bons du Trésor ordinaires sont faites dans les départements et qu'il n'a pu y être satisfait par suite de l'interruption des communications avec Paris.

Que, dès lors, il y a lieu de créer à Tours un service d'émission et de paiement des Bons du Trésor, et d'entourer ce service de toutes les garanties d'ordre et de contrôle propres à en assurer la bonne exécution ;

Vu l'arrêté gouvernemental du 3 octobre 1870, relatif à l'émission par le Trésorier-Payeur général d'Indre-et-Loire des Bons du Trésor destinés au remboursement des Caissees d'Épargne,

DECRÈTENT :

ARTICLE PREMIER. — Le Trésorier-Payeur général d'Indre-et-Loire est autorisé à émettre au nom et pour le compte du Caissier-Payeur central du Trésor public, les Bons du Trésor ordinaires de un à douze mois. Ces Bons seront signés, soit par le Trésorier général, soit par son fondé de pouvoir.

ART. 2. — Les Bons du Trésor seront visés au contrôle par les employés de la direction du mouvement général des fonds qui seront désignés par le Directeur général de la comptabilité publique.

ART. 3. — Les Bons seront au porteur avec faculté, pour les détenteurs, de les rendre nominatifs par la simple inscription de leur nom dans le cadre de la formule réservée à cet effet.

Les coupures de Bons qui seront de cent francs et de multiples de cent francs seront détachées d'un livre à souche, et il y sera annexé un talon de contrôle.

ART. 4. — Les Bons du Trésor émis en exécution du présent décret, comme tous ceux qui sont actuellement en circulation, seront, à leur échéance, remboursés à la recette des finances de la résidence des porteurs, après visa de la Caisse centrale du Trésor ou, à son défaut, de la direction du mouvement général des fonds, représentée à Tours.

ART. 5. — Le Directeur général de la comptabilité publique est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Tours, le 11 octobre 1870.

Signé : AD. CREMIEUX, GLAIS-BIZOIN, FOURRICHON, GAMBETTA.

Le Préfet du département du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement

Croît devoir rappeler aux Citoyens, à l'occasion du décret ci-dessus publié, que l'intérêt des Bons du Trésor est fixé ainsi qu'il suit, savoir :

A un mois, 5 p. $\frac{1}{2}$ o/o l'an ;

A deux mois, 5 et demi p. $\frac{1}{2}$ o/o l'an ;

De trois mois à un an, 6 p. $\frac{1}{2}$ o/o l'an.

La marche à suivre pour l'émission de BONS DU TRÉSOR consiste à faire souscrire, par les parties, des demandes de Bons et à leur délivrer des reconnaissances de dépôt échangeables à très-bref délai contre les Bons du Trésor émis à Tours.

Les moyens d'exécution n'étant pas à Tours aussi rapides qu'à Paris, il pourra arriver qu'un débuil l'envoi des Bons du Trésor subisse un certain retard ; mais ce retard ne dépassera pas cinq ou six jours à dater de l'arrivée à Tours des demandes transmises par les Trésoriers généraux. Dès que le service sera complètement organisé, le renvoi des Bons aura lieu le lendemain même de l'arrivée des demandes.

Lyon, le 16 octobre 1870

Le Préfet du département du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEUR DE PARIS.

Au Général Commandant supérieur des Gardes nationales de la Seine et aux Officiers généraux commandants les secteurs ;

Au Commandant en chef des 13^e et 14^e corps ;

Aux Commandants supérieurs de l'Artillerie et du Génie de l'Armée de Paris ;

Au Vice-Amiral commandant en chef les forts et troupes de la Marine ;

A l'Intendant général de l'Armée de Paris ;

Aux Commandants des forts et des troupes de l'Armée de terre.

MEN CHER GÉNÉRAL,

Je suis absolument résolu à faire cesser les vieux errements, originaires de la guerre d'Afrique, qui consistent à citer, après chaque engagement, une foule de noms, qui commencent par ceux des généraux et finissent à ceux de quelques soldats. Ce système a créé la banalité dans un ordre de principes, de sentiments et de faits qui devraient garder une haute valeur aux yeux des troupes comme aux yeux du pays, et qui sent la véritable base de l'état martial des armées.

Je veux qu'une citation à l'ordre de l'Armée de Paris soit une récompense qui prime toutes les autres, et qui soit enviée par les plus haut placés comme par les plus humbles défenseurs de la capitale. Nous avons à faire pénétrer dans l'esprit de nos officiers et de nos soldats cette grande pensée, dont n'ont pas voulu les monarchies et que la République doit consacrer :

« Que l'opinion seule peut récompenser dignement le sacrifice de la vie. »

Dans ces vues vous m'adresserez, pour les combats des 19 et 30 Septembre et du 13 Octobre, une liste de quarante noms, sans plus ; et rappelez-vous que, si la notoriété publique militaire ne ratifie pas, un à un, les choix que vous allez faire, vous aurez gravement compromis votre responsabilité devant moi, et gravement compromis en même temps le grand principe que je veux faire prévaloir.

Que vos investigations soient lentes et sûres ; qu'elles descendent jusqu'aux derniers échelons de la hiérarchie ; qu'elles soient contrôlées sévèrement ; que ce soit une enquête d'honneur, faite avec le temps et avec la maturité nécessaires. Les titres antérieurs doivent disparaître en face des titres spéciaux que le combat a créés, et qui font ressortir des individualités qu'il est de notre devoir d'honorer devant le pays et de montrer aux troupes comme un encouragement et comme un exemple.

Recevez, mon cher Général, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Président du Gouvernement, Gouverneur de Paris,
Général TROCHU.

PROCLAMATION

Le Gouvernement établi à Paris a repoussé la conclusion d'un armistice qui stipulait la reddition de Strasbourg et de Toul. Peu de jours après ce refus, les deux forteresses sont tombées en notre pouvoir. Paris se trouve cerné de près et coupé de toute communication avec le pays.

Le Gouvernement de Paris ne veut pas la paix, mais la continuation d'une guerre qui, maintenant déjà, a été la cause de maux innombrables pour la France. Il n'a pas dépendu jusqu'à présent des armées allemandes, forcées de traverser le pays sans s'arrêter, d'épargner les ressources des habitants. L'interruption des lignes ferrées ne permettant pas de faire suivre régulièrement les vivres indispensables à l'entretien des troupes, il a fallu recourir, au détriment des populations, à des réquisitions nombreuses de vivres et de moyens de transport.

La reddition de Toul et les progrès prochains de l'armée allemande permettront maintenant de disposer de plusieurs chemins de fer qui suffiront, aussitôt qu'ils seront rétablis et remis en activité, pour amener une grande partie des vivres destinés à l'armée, et pour venir en aide aux populations des districts si gravement éprouvés par la guerre, en autorisant la circulation du public sur une grande partie des voies ferrées.

Sa Majesté le Roi de Prusse a donné l'ordre de faire tout ce qui sera possible sous ce rapport.

Pour réaliser ces intentions bienveillantes, il faut que les populations contribuent de leur côté à prévenir toute interruption dans l'exploitation des chemins et des télégraphes, ces derniers étant indispensables pour régler la circulation des trains sur les lignes ferrées. Dans les districts occupés par les troupes allemandes, les habitants seront par conséquent à se poser la question s'ils désirent s'assurer les bienfaits de la paix avant sa conclusion définitive, en s'abstenant de tout ce qui pourrait interrompre le service des lignes ferrées et télégraphiques dont le rétablissement est autant dans leur intérêt que dans celui des troupes.

Reims, le 16 Octobre 1870.

Le Gouverneur Général,

FREDERIC-FRANÇOIS,

Grand-Duc de Mecklembourg-Schwérin.

Commandant du 13^e Corps d'Armée.

AVIS TRÈS-IMPORTANT

DU
COMMANDANT SUPÉRIEUR DES GARDES NATIONALES

SUR L'EMPLOI
de la Cartouche à balle oblongue dans le Fusil à percussion
à canon rayé ou lisse

Dans la Cartouche à Balle oblongue la pointe de la Balle est engagée dans le corps de la Cartouche. En conséquence, pour charger son Arme, le Soldat après avoir amorcé, prend une Cartouche, la porte à la bouche, saisit avec les Dents l'extrémité du papier qui est engagé dans l'étui, le déchire le plus près possible du Carton et verse la Poudre dans le Canon. Il retourne ensuite la Cartouche, engage dans le Canon la partie cylindrique de la Balle, qui est graissée jusqu'à la naissance de l'ogive, rompt le papier de l'enveloppe et jette l'étui. Le Soldat tire ensuite la Baguette et enfonce la Balle jusqu'à ce qu'elle repose sur la charge de poudre; il l'assure dans cette position par deux coups de Baguette modérés.

Paris. — Imprimerie PAUL DEFONT, rue Jean-Jacques-Rousseau, 43 (Hôtel des Femmes.) — 2500,970.

CORPS DES FRANCS-TIREURS DE LA PRESSE.

L'heure a sonné de vaincre ou de mourir!

La lutte suprême est commencée!

Les hordes barbares de l'Attila moderne égorgent, violent, brûlent et sacagent tout dans nos plus riches départements; ils osent menacer Paris, la ville sainte, la capitale du monde civilisé!

Le chassepot doit remplacer la plume!

DEBOUT TOUS! Journalistes, hommes de lettres, artistes, ouvriers, etc., debout pour la Patrie! pour la France en deuil et rugissante de douleur! pour la civilisation, DEBOUT!

La presse a déjà son ambulance, elle aura ses soldats!

En avant pour la Patrie!!!

Le Commandant des Francs-Tireurs de la Presse,

Signé : **GUSTAVE AIMARD.**

Les enrôlements sont ouverts à l'Ecole communale, rue des Prêtres-Saint-Germain-l'Auxerrois, de 9 heures du matin à 5 heures du soir.

Paris. — Imprimerie de E. Belier, rue Saint-Hippolyte, 207.

GRANDE

LOTÉRIE NATIONALE

(Autorisée par Décision Ministérielle en date du 6 Septembre 1870).

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE FRANÇAISE



DE SECOURS AUX BLESSÉS

DES ARMÉES DE TERRE ET DE MER

Émission de dix millions de billets à 50 CENTIMES, dont le produit est destiné à secourir
les innombrables malades et blessés français

Les artistes, les propriétaires, les industriels, les commerçants de tous les pays sont conviés à cette œuvre tout humanitaire.
Les offrandes seront exposées au nouvel Opéra, rue Gluck, à Paris. — Elles formeront les lots de la Loterie, classés et catalogués avec les noms de leurs donateurs.

Divers comités spéciaux ont été constitués, à Paris, représentant les Arts, le Commerce. — Ils ont pour but de centraliser les concours, de provoquer les offrandes et le placement des billets.

COMITÉ DE LA LOTERIE.

MM. FLAVIGNY (le comte de), président de la Société des arts et manufactures;
BAUDRY (Paul), peintre, membre de l'Institut;
BEAUFORT (le comte de), secrétaire général de la Société;
BETHSY (le marquis de), membre du Conseil de la Société;
CHABRIE, commissaire général de la marine;

MM. CLERMONT-TONNERRE (le comte de), chef de bureau au ministère de la guerre;
COCHIN, de l'Institut, membre du Conseil de la Société;
DE CARDAILLAC, directeur des bâtiments civils;
GARNIER, architecte de l'Opéra;
LE CAMUS, membre du Conseil de la Société;

COMITÉ DES ARTS.

MM. MEISSONNIER, membre de l'Institut, Président;
BAUDRY (Paul), peintre, membre de l'Institut, Vice-Président;
GARNIER (Charles), architecte de l'Opéra, Secrétaire;

BIDA, peintre; — BOULANGER, peintre; — CAVELIER, sculpteur, membre de l'Institut; — CHAGNAX, peintre; — COHOT, peintre; — LOUYET, architecte, Secrétaire-adjoint; — MADRAZO, peintre espagnol; — PENNON, peintre;

peintre; — PILS, peintre, membre de l'Institut; — REGNAULT (Henri), peintre; — STEVENS, peintre belge; — THOMAS, sculpteur; — TOUTOUCHÉ, peintre; — TSCHEKORSKY (le prince), peintre polonais.

COMITÉ DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.

MM. ADAM, négociant, adjoint du 1^{er} arrondissement aux Creux-des-Fauts-Champs;
COLIN, fabricant, maison Krüger, faubourg St-Antoine, 74;

MM. DUVAL (Jules), tapissier, boulevard de la Madeleine, 13 et 15;
GOURT, fabricant d'estampes, boulevard Montmartre, 10;
MEUNIER, négociant, boulevard des Capucines, 6;

MM. ROSE, directeur de la Cristallerie de Baccarat;
SCHWEYER, de la maison Dreyfus et Scheyer, banquiers;
SUSSE, éditeur de bronzes et œuvres d'art, place de la Bourse.

COMITÉ DES LETTRES.

MM. MULLER, VALOIS, LAPOINTE.

L'EXPOSITION GÉNÉRALE des lois aura lieu fin Mars, AU NOUVEL OPÉRA, rue Gluck, ou l'on devra s'adresser pour les renseignements, envois de dons, demande de billets et correspondance, à M. H. MILLAUD, Directeur de la Loterie.

On trouve des billets, à Paris, dans tous les bureaux ouverts pour y recevoir les dons, dans les bureaux de tabac, les principales maisons de commerce, etc. — En Province et à l'étranger dans tous les bureaux des Correspondants agréés.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

AUX CITOYENS DU XI^{ME} ARRONDISSEMENT

Citoyens, l'Administration supérieure de la Ville de Paris a consenti à faire disparaître du principal boulevard de notre Arrondissement la statue du prince Eugène, qui n'y aurait jamais figuré sans le crime de Décembre.

C'est avec bonheur que nous vous notifiions cette mesure; nous remercions en votre nom le citoyen Arago de sa résolution patriotique.

Voltaire représente la liberté de la pensée, c'est-à-dire le droit le plus sacré; il a souffert pour ce droit à la Bastille; sa statue ne saurait être mieux placée que dans la circonscription de la Bastille, dans ce XI^e Arrondissement dont la population républicaine a toujours manifesté hautement son aversion pour toute compression intellectuelle et morale.

L'image du grand philosophe nous enseignera à la fois la tolérance pour les opinions, et la résistance contre toute tentative insensée dont le but avoué ou caché serait de reconstituer un passé à jamais disparu. Quant à la statue du prince Eugène, qu'on la fonde pour en faire des canons.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Les Adjoints,

TOUVERNAINT ET DACHEUX.

Le Maire provisoire du XI^e Arrondissement,

A. DE FONVIELLE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

VILLE DE PARIS

3^e ARRONDISSEMENT. MAIRIE DU TEMPLE

Habitants du 3^e Arrondissement,

La misère est grande! bien grande! elle se dessine affreux! La Mairie de cet Arrondissement est envahie chaque jour par des familles éplorées, émigrant devant l'ennemi.

Des Femmes, des Enfants, arrivant par bandes, ont laissé au pays leurs Pères, leurs Fils, leurs Maris, leurs Frères, nobles cœurs qui restent pour défendre la Patrie, leur hameau, leur chaumière.

Ces familles, dénuées de toutes ressources, viennent nous demander du pain, du pain entendez-vous, du pain! car il faut vivre; et un gîte pour s'abriter la nuit contre les injures du temps.

Cet état de choses ne peut exister sans être secouru. Le Maire invite donc tous les Habitants de cet Arrondissement à déclarer immédiatement à la Mairie les *Locaux vacants* dans chaque maison, ainsi que les Hangars, Cours, Ateliers couverts et Remises; en un mot, tout ce qui peut servir d'abri.

Il doit prévenir ceux qui n'obtempéreraient pas à cette patriotique invitation, qu'ils s'y verront contraints PAR ORDRE, chacun devant, dans ce moment suprême, se sacrifier pour la Patrie.

NOTA. — Les personnes qui désireraient faire des dons de Paille seront reçues avec reconnaissance à la Mairie, Division des Secours, 1^{er} Bureau, tous les jours, de 9 heures à 11 heures.

Le Maire, BONVALET.

MURAT, CLERAY, CHAVAGNAT, *Adjoints.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 18^{ME} ARRONDISSEMENT

Le Maire du 18^{ME} Arrondissement, vu la lettre du Gouverneur de Paris au Maire de Paris en date du 14 Octobre 1870,

ARRÊTE :

1^{er} Il sera immédiatement formé dans le 18^{ME} Arrondissement deux bataillons de guerre de la Garde Nationale sédentaire.

2^{es} Ces bataillons de guerre seront appelés à concourir aux opérations extérieures avec la garde mobile et l'armée régulière.

3^{es} Ils auront un effectif de 1.300 hommes chacun, et se composeront de 4 Compagnies.

4^{es} Ils seront pourvus d'armes à tir rapide.

5^{es} Aussitôt formés ils procéderont à l'élection de leur endre d'Officiers, Sous-Officiers et Caporaux.

6^{es} Pour ne pas désorganiser les bataillons existants, il ne sera demandé que 150 hommes environ à chacun des vingt bataillons de l'arrondissement.

7^{es} Un registre est ouvert à la Mairie pour recevoir les inscriptions.

Que tous ceux qui désirent concourir d'une façon active à la défense de la Patrie, viennent se faire inscrire sans délai.

Paris, le 17 Octobre 1870.

Les Adjoints,

J.-A. LAFONT.

A. SIMONIAU.

Le Maire du 18^{ME} Arrondissement,

G. CLÉMENTEAU.

Expédition PRINSETTE, passage Koutzer, 17. — Maison passagère du Café, 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 18^{ME} ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Le Comité d'hygiène et de Salubrité du 18^{ME} Arrondissement vient d'être reconstitué sur de nouvelles bases.

Il fonctionnera désormais avec régularité et se réunira à la Mairie trois fois par semaine.

Nous invitons donc les citoyens à nous signaler :

Les amas d'immondices et les eaux stagnantes qui se trouvent sur la voie publique et dans les terrains vagues.

Les industries malsaines.

Les puits, les puits, les conduites d'eaux ménagères, les lieux d'aisances en mauvais état d'entretien; en un mot tous les foyers d'infection petits ou grands.

Paris, le 17 Octobre 1870.

Les Adjoints,

J.-A. LAFONT.

A. SIMONIAU.

Le Maire,

G. CLÉMENTEAU.

Paris. — Imp. PRINSETTE, pass. Koutzer, 17. — Maison passagère du Café, 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

Alimentation, Substances Populaires

FERMETURE DES MAGASINS

LE MINISTRE REFUSE DE LIVRER DES DENRÉES

Dès le premier jour de l'investissement de Paris le Comité du IX^e arrondissement s'était imposé le devoir de consacrer ses efforts à la solution du problème capital de la défense : l'alimentation populaire. Il avait jugé qu'au point de vue militaire, comme au point de vue social, il fallait assurer la prolongation de la résistance jusqu'à la victoire en organisant, par un rationnement méthodique, la distribution générale des subsistances, garanties de tout gaspillage et de toute détérioration résultant de l'entassement inutile.

La pensée du Comité avait été comprise avec une intelligence et un patriotisme admirables par les citoyens Ranc et Parent. Le maire et le premier adjoint du 4 septembre s'étaient empressés de mettre à notre disposition l'autorité municipale, et, sur sa garantie, d'obtenir du ministère de l'Agriculture et du Commerce la livraison de diverses denrées réservées dans les magasins de l'Etat.

Sans perdre une heure, avec le concours de citoyens dévoués, offrant gratuitement leur temps et leur peine, nous avons pu, — tandis que se préparait l'ouverture de notre magasin de la rue Cardinal-Fesch, — opérer le recensement et le rationnement de 100.000 âmes.

En cinq jours, la première livraison ministérielle s'est trouvée épuisée par une distribution de 153.000 parts de pommes de terre, de riz, de café, de sel et de poivre.

Les plus éclatants témoignages d'une sympathie qui nous honore ont prouvé que le service rendu à la population du IX^e arrondissement était compris par elle. Nous espérons que notre système de rationnement et de distribution appliqué à toutes les denrées, boissons et combustibles, dans tous les arrondissements à la fois, produirait ce que nous commençons à obtenir dans l'un d'eux : la sécurité de la vie quotidienne, l'indéfectible courage qu'elle donne aux défenseurs de la Patrie et de la République.

Six magasins nous auraient suffi pour alimenter le IX^e arrondissement, 130 pour alimenter tout Paris ; ils eussent pu être ouverts en une semaine.

Au moment même où cette simple et vaste organisation se réalisait, le gouvernement de la défense nationale nous fait déclarer par le nouveau maire du IX^e arrondissement, que notre ligue est contraire aux principes économiques — comme si Paris investit peut, sans danger public, pratiquer les principes d'une époque normale.

Communication officielle nous a été faite de la lettre suivante :

A M. Chaudry, maire du IX^e arrondissement.

Paris, le 15 octobre 1870.

Mon cher Maire,

Je n'ai jamais pensé qu'à favoriser ma expérience, mais non pas à fournir à tous les Arrondissements, ce que l'utile exigeait, des approvisionnements en épicerie.

Je considère comme un devoir absolu, imposé par les circonstances, de conserver, pour la dernière période du siège, les approvisionnements de l'Etat, en laissant d'abord consommer ceux qui sont dans le commerce.

Nous approuvons ma détermination, qui m'est dictée par une pensée de prévoyance, et vous me croirez volontiers sincère et dévoué.

Signé : MAGNIN.

Paris, le 16 octobre 1870.

Pour copie conforme, le Maire procède.

En conséquence, nous sommes obligés de fermer notre magasin de la rue Cardinal-Fesch et de suspendre l'ouverture des cinq autres. Nous dégageons absolument la responsabilité du Comité de défense, que couvrirait l'autorisation ministérielle et le fraternel appui de l'ancienne mairie de notre arrondissement. A nos concitoyens et de ce quartier et de tout Paris d'agir à notre place — par adhésions motivées — afin que le Gouvernement soit pressé de revenir sur une décision que nous déplorons parce qu'elle nous paraît fatale à l'alimentation du peuple parisien, au salut de la Patrie et de la République.

Paris, ce 17 octobre 1870.

Les délégués du Comité de défense et de la mairie du IX^e arrondissement pour les subsistances,
ERNEST PICHO, E. DUTILH, CH.-L. CHASSIN, M. PORTALIER.

N. B. — Notre organisation persiste en ce qui concerne la vente de la viande de cheval.

200 — Paris. — Imprimerie VALLEE, 16, rue du Coquemont.

Réponse du Ministre par le Ministre.

Monsieur l'ancien député par le Ministre en chef Ranc, maire provisoire du IX^e arrondissement, modèle écrit par le chef du cabinet de Ministre, le 15 septembre.

Le Maire du IX^e arrondissement, en attendant qu'un système d'entente et général ait été adopté, pour la distribution des approvisionnements.

En l'urgence résultant de ce que MM. ont déjà installé, rue, un magasin, pour livrer les denrées aux consommateurs.

Je suis le Ministre du Commerce à livrer à MM.

Riz kilog. Sel kilog.

Le Maire du IX^e arrondissement se charge de surveiller la vente de ces denrées aux prix qui seront indiqués par le Ministre du Commerce.

Il se charge d'opérer le recouvrement de ces prix et d'en faire le versement à la caisse du Ministère du Commerce.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE PARIS

Mairie du 12^m Arrondissement

LISTE NOMINATIVE

DES

BOUCHERS

Chargés de desservir les Boucheries municipales du 12^e Arrondissement

BOUCHERIES OUVERTES LES JOURS

PAIRS

(16, 18, 20, 22, 24, 26, 28, 30)

LERIQUE, cours de Vincennes, 6.
 ANGOT, rue du Rendez-Vous, 7.
 VESSIERE, boulevard Picpus, 100.
 LAPELLE, rue Erard, 28.
 LELIEVRE, chemin de Reuilly, 7.
 VERGEAT, rue des Meuniers, 4.
 MIOT, rue de Reuilly, 9.
 DEVAL, rue de Reuilly, 31.
 FAVIER, rue d'Aligre, 41.
 COUCHONS, place d'Aligre, 10.
 TOURCEBOPE, rue de Goutte, 29.
 POTEL, Marché Beauveau, 3.
 FOUQUET, Marché Beauveau, 2.
 DENHAULT, Marché Beauveau, 8.
 PETEL, passage Haguinot, 12.
 BELLONGLE, rue de Lyon, 30.
 DAIK, rue de Lyon, 31.
 LESTRET, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 70.
 GANDON, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 121.
 BEAUJANOT, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 200.
 VIOLEF, boulevard Mazas, 35.
 RUPP CONDET, boulevard Mazas, 94.
 CAHUT, rue de Bercy, 24.
 BLONDEAU, rue de Bercy, 14.
 BORDRY, rue de Bercy, 103.
 MASSERON, rue de Charenton, 231.
 CAPCARÈRE, rue de Charenton, 40.
 BONVEL, rue de Charenton, 22.
 VIZART, rue de Charenton, 134.
 HATEY, rue de Charenton, 244.
 AUBOUIN, rue de Charenton, 200.

IMPAIRS

(17, 19, 21, 23, 25, 27, 29, 31)

GUGNARD, cours de Vincennes, 10.
 DELAGRANGE, avenue de Saint-Mandé, 32 bis.
 BROQUET, rue Erard, 20.
 LATTY, chemin de Reuilly, 16.
 LESORY, boulevard de Reuilly, 7.
 PETIT, rue de Reuilly, 33.
 GOURVOISIER, rue de Reuilly, 50.
 LEHARLE, place de la Nation, 4.
 BORDRY, quai de Bercy, 23.
 LATHÉLIZE, rue d'Aligre, 31.
 JOIRAIN, marché Beauveau, 5.
 MARGUIN, marché Beauveau, 8.
 BERNANT, marché Beauveau, 6.
 MAUGER, marché Beauveau, 4.
 HAMELAIN, rue Croutier, 4.
 BONNEAU, rue de Lyon, 21.
 GAUTIER, boulevard Mazas, 58.
 BELLON, rue des Charbonniers, 7.
 DENIER, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 100.
 MAILLARD, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 164.
 CHAUMONT, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 228.
 CHAMBERON, rue de Bercy, 29.
 TOURTERATTE, rue de Bercy, 119.
 NIDEBARN, rue de Bercy, 228.
 ARMANDOT, rue de Charenton, 46.
 CORON, rue de Charenton, 72.
 DENSAIGNE, rue de Charenton, 120.
 QUARRÉ, rue de Charenton, 203.
 PERNIN-PETIT, rue de Charenton, 101.
 GARDIC, rue de Charenton, 202.
 HUMILIÈRE, marché du Trône et marché de Bercy.

Le Maire rappelle à MM. les Bouchers qu'ils ne doivent avoir de préférence pour personne, et que chacun doit être servi à son tour, en suivant l'ordre d'arrivée. On est assuré d'avoir de la viande, attendu que la quantité attribuée à l'arrondissement est proportionnée au chiffre de la population.

Le Maire recommande de nouveau à ses administrés de lui adresser directement les réclamations qu'ils auraient à faire, il s'empresera d'y faire droit.

Paris, le 17 Octobre 1870.

Le Maire du 12^e Arrondissement,
 ALFRED GRIVOT.

République Française

MAIRIE DE ROUEN.

GARDES NATIONAUX

MOBILISÉS.

DIVISION EN COMPAGNIES.

AVIS.

Le Maire de Rouen

Donne avis, aux Gardes nationaux mobilisés de la Ville, qu'il va être procédé à la formation des Compagnies, et qu'ils sont convoqués à cet effet, dans l'ordre suivant, aux lieux de réunion de chaque bataillon, pour les jours et heures ci-après désignés :

1^{er} Pour le mardi 18 courant, à sept heures du matin :

Les Gardes nationaux mobilisés des 2^e et 4^e Bataillons, savoir :

2^e Bataillon, place du Champ-de-Mars;

4^e Bataillon, place de la Madeleine.

2^e Pour le mercredi 19 courant, à sept heures du matin :

Les Gardes nationaux mobilisés des 1^{er} et 3^e Bataillons, savoir :

1^{er} Bataillon, place de l'Hôtel-de-Ville;

3^e Bataillon, place de la Haute-Vieille-Tour.

3^e Pour le jeudi 20 courant, à sept heures du matin :

Le 5^e Bataillon, place de la Bourse.

Les Gardes nationaux mobilisés seront en même temps convoqués à domicile. — Néanmoins, ceux qui n'auront pas reçu leur billet sont invités à se rendre aux lieux de rassemblement, sur le présent avis.

Cette réunion ayant seulement pour objet la formation des Compagnies, la distribution des armes n'aura lieu qu'ultérieurement.

Rouen, le 17 octobre 1870.

NÉTIEU.

MAIRE

DE TOULON.



DÉPARTEMENT

DU VAR.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

CITOYENS

DE LA GARDE NATIONALE.

Maintenant que nos émeutes communes sont apaisées et que la ville a repris son calme civique après une nuit de troubles, dont la population toulonnaise n'est point responsable, et qu'on pouvait éviter, je n'ai plus qu'une préoccupation, celle de vous remercier pour votre belle conduite, en mon nom et au nom de toute la Municipalité.

Au premier appel, vous êtes venus, avec un ensemble admirable, protéger vos frères inoffensifs mais agiles.

Votre attitude ferme et prudente a inspiré la plus grande confiance et les sympathies les plus énergiques. Les marins et les soldats se sont déclarés vos amis. Nos malheurs d'un instant n'ont point été aggravés, grâce à cette fusion des sentiments généreux et patriotiques.

Citoyens de la Garde Nationale.

Lorsque des Patriotes accomplissent leurs devoirs comme vous l'avez fait, ou peut avoir foi en l'avenir de la Nation et de la République.

Certain de votre concours dans les circonstances les plus difficiles, le Maire de Toulon puise dans cette idée sa force et son influence morales.

Il vous envoie les témoignages empreints de son dévouement.

Toulon, le 17 octobre 1870.

Le Maire de Toulon,
V. ALLÈGRE.

1248 Toulon — Typographie et Lithographie F. BUREAU, successeur de Bertholon.

République Française

DÉPÊCHE

TELEGRAPHIQUE

Tours, 16 octobre 1870, 7 h. 40 m. soir.

Le Ministre de la Justice au Préfet et au Gouverneur général de l'Algérie :

Le décret du gouvernement de Tours, du 13 courant, relatif aux effets de commerce est rapporté et remplacé par le décret suivant du gouvernement de Paris, en date du 11 octobre, publié dans le *Journal officiel* du 12, arrivé aujourd'hui à Tours.

Article 1^{er}. La prorogation de délai accordé par la loi du 13 août et le décret du 10 septembre 1870, relatifs aux effets de commerce est applicable même aux valeurs souscrites postérieurement à la loi et au décret sus-visés.

Article 2. Toutes les autres dispositions de la loi du 13 août 1870 sont maintenues.

Article 3. Le présent décret est applicable à l'Algérie.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

MONTES, imprimeur de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, A. à Saint-Etienne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

AVIS.

Les nécessités du siège de Paris ayant obligé depuis plus d'un mois les employés et les receveurs de l'Octroi placés aux portes d'enceinte à se retirer de leurs bureaux, des dispositions ont été prises pour constater par de simples déclarations chaque introduction d'objets imposés, sans application immédiate du tarif quant au payement des droits dus à l'entrée.

Mais ces facilités momentanées et ces tolérances exceptionnelles ont donné naissance à des abus et favorisé des fraudes, d'autant plus fâcheuses qu'indépendamment de la diminution qu'elles font subir aux revenus municipaux, si nécessaires en ce moment, il en résulte pour l'importation une sorte de privilège, les perceptions opérées à l'intérieur dans les entrepôts ou ailleurs n'ayant subi de leur côté ni réduction quant au fond du droit, ni modification quant à la forme.

En conséquence, toutes choses devant être replacées dans des conditions normales et suivant les règles de l'équité, le Maire de Paris a donné des ordres pour que le recouvrement des droits d'octroi s'opérât à l'avenir aux entrées de Paris conformément aux lois et règlements applicables à ce service, y compris naturellement le maintien de la suspension décrétée le 9 Septembre dernier en faveur des introductions par suite de déménagements de force majeure.

Paris, le 17 octobre 1870.

Le Maire de Paris,

ÉTIENNE ARAGO.

Le Secrétaire général de la Mairie de Paris,

J. MAHIAS.

République Française

DÉPÊCHE

TELEGRAPHIQUE

CIRCULAIRE DE TOURS

Tours, 18 octobre 1870.

Le Ministre de l'intérieur à MM. les Préfets et Sous-Préfets :

Il n'est pas signalé d'engagement important; hier, l'ennemi paraît avoir fait un mouvement, évacuant en grande partie Orléans.

A Saint-Laurent-des-Faux, les francs-tireurs de la Dordogne et d'Indre-et-Loire ont, à deux reprises, hier, dispersé des reconnaissances ennemies, en leur infligeant des pertes, faisant deux prisonniers, dont un capitaine. Les francs-tireurs et les gardes nationaux, après avoir trouvé Mâle et ses environs ont, dans les bois, près Saint-Denis, attaqué un détachement ennemi et tué l'officier et quelques hommes.

Les défilés ennemis continuent à se défilés; les villages de la Beauce, Meuniville et la Bourdinière sont presque entièrement détruits.

Le général Bourbaki est chargé, sur sa demande, de commander ment supérieur de la région du Nord.

Le Ministre de l'intérieur,
GAMBETTA.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,
César BERTHOUD.

Bourbaki, imprimerie de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, 4, Saint-Denis.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

MAIRIE DU 4^e ARRONDISSEMENT

Citoyens,

Nous venons vous rappeler les instructions que nous vous avons déjà données pour le service de la Boucherie.

1^o La vente se faisant exclusivement pour le compte de la Municipalité, tout achat doit être fait dans l'étal, pays comptant à la caisse, et apporté de suite par l'acheteur. Toute livraison à domicile comme toute vente en dehors des heures où la caisse est dans l'étal, exerçant son mandat, sont formellement interdites.

2^o La viande une fois livrée par l'abattoir reste sous la responsabilité des bouchers-italiens. Ils devront donc ne pas en recevoir sans vérifier le poids du mouton qui sert de base au contrôle exercé par la Mairie.

3^o Le client peut acheter la ration d'un, de deux ou de trois jours économe, mais il ne pourra en aucun cas, demander par anticipation, la livraison des rations des jours suivants.

4^o Il est interdit de distribuer des numéros. La vente doit se faire directement à ceux qui se présenteront.

La viande ne sera vendue qu'à des personnes munies de cartes de rationnement. La même personne pourra lire porteur de plusieurs cartes à des noms différents. Les restaurateurs ne pourront recevoir la totalité des rations représentées par les cartes appartenant à leurs clients, qu'ils présenteront.

Paris, le 18 octobre 1870.

Le Maire,

L. GREFFO.

Typ. VERT Forest, 8, rue Franklin-Morel.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHONE.

AVIS

La situation militaire commande impérieusement que des mesures sérieuses soient prises sans retard en vue d'une attaque des Prussiens sur Lyon. L'ennemi doit trouver la seconde ville de France en état d'opposer, comme Paris, une résistance capable d'épuiser les efforts les plus tenaces.

En conséquence, le Préfet, Commissaire extraordinaire de la République, a décidé, de concert avec le Conseil municipal, que de vastes approvisionnements en céréales et en bétail vont être faits immédiatement. Toutefois, il faut que l'Autorité soit aidée du concours de chacun. C'est pourquoi les Habitants de Lyon sont invités, de la manière la plus pressante, à se pourvoir à l'avance, dans la mesure de leurs besoins et de leurs ressources, des denrées alimentaires susceptibles de conservation et de durée.

Ils devront faire, à bref délai, des provisions au moins pour deux mois.

Lyon, le 19 octobre 1870.

Le Préfet du Rhone, Commissaire extraordinaire de la République,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

Lyon.—Imp. de J. NÉON, rue de la Fondation, 2.

L'UNION DU CRÉDIT

BANQUE ANONYME.

ÉMISSION FIDUCIAIRE

MONNAIE D'APPOINT

Autorisée par arrêté préfectoral en date du 13 octobre.

L'Administration de l'UNION DU CRÉDIT donne avis qu'on peut se procurer à sa Caisse, 25, rue des Balances, et sans aucuns frais, l'échange des Billets de Banque contre de la monnaie fiduciaire de 1, 2, 3, 4, 5, 10, 25 francs, remboursables, sans aucune retenue, à vue et au porteur, par groupe de Cent francs.

Les Billets seront signés par le Caissier de la Société et le Contrôleur délégué de M. le Préfet.

La Caisse est ouverte de 10 à 4 heures.

Vu et approuvé :

Le Préfet de la Haute-Garonne,
Armand DUPONTAL.

Toulouse, Imprimerie Troyes Oudiers Buisson.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE

DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

Paris, le 18 octobre 1870.

Sur la proposition de la Société chimique de Paris, la Municipalité et la Commission d'armement du 6^e arrondissement ont décidé, à l'unanimité, qu'une *souscription patriotique pour la fabrication des canons* nécessaires au triomphe de l'indépendance nationale serait immédiatement ouverte à la Mairie.

Nous appelons tous nos concitoyens, sans distinction d'âge ni de sexe, à venir déposer leur offrande sur l'autel de la Patrie et à faire les derniers efforts pour venger enfin la France d'outrages qu'elle a trop longtemps supportés.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Le Maire provisoire,

ROBINET.

Les Adjoints,

ANDRÉ BOUQUIN, F. JORON.

Paris. — Imprimerie de M^{me} V. Buisson-Buisson, rue de l'Éperon, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

**ALIMENTATION
SUBSISTANCES POPULAIRES**

Le Comité de défense du IV^e arrondissement

DÉLÉGUÉ PAR LE MAIRE PROVISOIRE

Préviens les citoyens de l'arrondissement qu'il ouvre des magasins, 12, rue du Cardinal-Fesch, pour y débiter des denrées fournies par le ministre de l'Agriculture et du Commerce.

Ces marchandises seront vendues aux consommateurs sans aucun bénéfice, et aux prix fixés par le ministère.

Un recensement est opéré par le Comité de défense pour la distribution des cartes de consommation, sans lesquelles nul ne sera admis à s'approvisionner dans ses magasins.

Les délégués du Comité de défense et de la mairie du IV^e arrondissement pour les subsistances,

ERNEST PICHO, E. DUTHIL,

CH. L. CHASSIN, PORTNIER.

Paris. — Paris. — Imprimerie VALLET, 16, rue du Croissant.

DES CANONS

ENCORE DES CANONS, TOUJOURS DES CANONS!

Dans la fameuse séance de l'Assemblée législative du 3 septembre 1792, Danton, « ce soufflet de forger qui enflammait le peuple, » terminait son discours par ces mots, qui sont restés célèbres : «...Que faut-il pour vaincre les canons de la patrie? Il faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace! » et rependait au applaudissement de l'audace le mot célèbre de 93 : « Il faut l'Europe coalisée, qui occupait déjà la Lorraine.

Aujourd'hui 400,000 Prussiens envahissent Paris; que dirait Danton s'il se levait en ce moment à l'Assemblée? La formule changerait. En effet, est-ce la bravoure, est-ce l'audace qui font défaut aux républicains de 1870? qu'on aille le demander à ces jeunes nobles de la Seine, de la Bourgogne, de la Champagne, de la Bretagne, de la Vendée, de l'Orléanais et des autres provinces françaises, qui ont été les premiers à se lever pour défendre la patrie! Châtillon? qu'on interroge ces braves gardes nationaux de Paris, qui n'attendent qu'un ordre pour marcher. Que manque-t-il donc aux défenseurs de Paris pour détruire les hordes de Teutons que l'impérialisme et la corruption impériales ont précipités sur notre sol? Il manque des armes perfectionnées, et tous ces engins qui seuls ont fait justice de la supériorité momentanée de nos ennemis. Il nous faut donc, comme nous l'avons certifié en 1870, des canons, des canons, des canons, des canons! Mais nous n'en avons pas, nous n'en avons que deux, le canon de 12 et le canon de 15. Cette opinion était celle du vieux maréchal de Trivulze, auquel on demandait combien de choses étaient nécessaires pour bien faire la guerre, et qui répondait aussi énergiquement que spirituellement : « Il faut trois choses :

de l'argent, encore de l'argent et toujours de l'argent... »

Eh bien, que Paris, qui est aujourd'hui le cœur de la France, et qui doit faire face à toutes les nécessités, que cette immense ruée où s'agitent près de 2,000,000 d'êtres vivants, ne manque ni de canon, ni de vivres; car la faim, cette mauvaise conseillère, ne doit pas nous faire faillir, et nous ne devons pas nous laisser vaincre, seulement pendant une minute, sur la grande cité.

Il nous faut donc des canons, et quand nous aurons des canons, il ne restera bientôt plus un seul Prussien sur le sol trois fois salin de la patrie. Comment! la France manquer d'argent et mourir faim d'argent? Dans les circonstances terribles où nous nous trouvons, une telle supposition serait un horrible blasphème!

Allons! de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et nous vaincrons!

A cette condition, nos combattants ont droit à la reconnaissance de toute la France; que les Gouvernements improvisés, qui aura une place glorieuse dans l'histoire, ose

FAIRE AUX CAVES DE LA BANQUE UN EMPAÏT DE CENT MILLIONS!

La est tout le salut. Mais cet empaît national, qui lui soit fait en plein jour, la tête levée, en présence de deux millions d'hommes, comme s'ils étaient des millions d'hommes.

A cette condition, nos combattants ont droit à la reconnaissance de toute la France; que les Gouvernements improvisés, qui aura une place glorieuse dans l'histoire, ose

« Courage, ma femme; et mes enfants ne manqueront de rien. »

Les Prussiens, une fois chassés, la République, éblouie à jamais, restituera, *aux bourses d'État*, les cent millions qui lui auront sauté la vie. Opulente minceur, dépoüllé pendant dix huit ans par un système de corruption et de brigandage odieux, le régime républicain, la République vendra ce langage aux complaisants de la République, et le jour lui, que me voilà empaïsée, vous allez nous rendre des comptes; j'ai le droit de nettoyer certaines courtes où pendant près d'un quart de siècle, se sont accumulées des hontes innombrables. Je pourrais, à l'exemple d'Hérault, recourir à des moyens extrêmes et y faire passer un fleuve....! Je ne le veux pas.... Je suis une République vierge, innocente, dont aucune tache de sang ne doit souiller le sein. Je me suis vue la grande débauchée.... Allons, s'en aller, et vous la grande débauchée.... fange boursée de ce marais poitré, prudence, vous à rendre gorge, car l'heure des grandes asises a sonné. Payez, payez, payez! ce sera, si vous le voulez, l'impôt *Bonaparté*!

Alors passera dans l'histoire cette fièvre républicaine lancée par la République comme un soufflet à la face de l'insolent Bonaparte.

Voilà ma fièvre de bon triphère!
Pas ma fièvre de bon triphère!
Pas ma fièvre de bon triphère!

UN VRAI RÉPUBLICAIN
QU'IL A PAIS CES MORTS POUR DAVANT POLITIQUE
« Faisons République qui dure. »

Paris. — Imprimerie Jean BONAVENTURE, quai des Grands-Augustins, 30

République Française

DÉPÊCHE

TÉLÉGRAPHIQUE

La Commission d'armement à Tours, à M. Toussaint, Directeur des Ateliers à Saint-Etienne.

La Commission a reçu votre proclamation. Elle vous félicite d'avoir été si fidèlement son interprète auprès des ouvriers, contre-maitres et industriels de Saint-Etienne.

Elle applaudit surtout au concours empressé de cette vaillante population qui répond si patriotiquement à votre chaleureux appel.

LA COMMISSION.

Couragez Citoyens, continuez à travailler avec le même zèle. Que partout on sente la vie, l'activité que commandent impérieusement les circonstances. Vous aurez contribué pour une large part au salut de la République.

Pour les efforts déjà tentés pour les résultats acquis, recevoir l'expression de mes sentiments de vraie reconnaissance.

Pour ce qui reste à faire, moi si courageux les plus chaleureux.

La page assurée du succès, c'est le dévouement de tous.

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

REMYEYAT, imprimeur de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, 4, à Saint-Etienne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

ARMÉE DES VOSGES

AVIS

MM. les Docteurs en médecine ou Internes des Hôpitaux, qui désireraient entrer dans le bataillon de l'Armée des Vosges, en voie de formation, au même titre de Chirurgiens-Majors et d'Aides-Majors que l'armée active, sont instamment priés de vouloir bien adresser leur demande à l'État-Major de la Garde Nationale, au Docteur RIVAUD-LANDRAU, ou au Comité d'organisation de l'Armée des Vosges, passage des Torreaux.

Lyon, le 18 octobre 1870.

Le Médecin-Major, chargé de l'organisation des services,

D^r RIVAUD-LANDRAU.

Le Vice-Président du Comité central,

P. GANQUET.

8710, imp. long et Nantaise, rue de la Cour, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Garde nationale de la Seine

ORGANISATION

DES

BATAILLONS DE VOLONTAIRES

ARRÊTÉ

Le Commandant supérieur des Gardes nationales de la Seine.

Vu la lettre de M. le Gouverneur de Paris à M. le Maire de Paris, en date du 14 octobre 1870 ;

Vu le Décret du Gouvernement de la Défense Nationale en date du 16 octobre 1870 ;

Considérant qu'il importe de tracer des règles d'exécution pour l'application des mesures annoncées et ordonnées par les deux actes publics précités.

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER.—Une liste sera ouverte dans chaque Bataillon pour recevoir les inscriptions des Gardes nationaux qui demandent à faire partie des compagnies de Volontaires.

ART. 2.— Chaque Bataillon est autorisé à former une compagnie de Volontaires dont l'effectif ne pourra dépasser le chiffre de 150 hommes, l'obligation de fournir une compagnie de Volontaires n'étant d'ailleurs imposée à aucun Bataillon.

ART. 3.— Pourront proposer plusieurs compagnies de Volontaires, les Bataillons qui, avec leurs seules ressources en armement, ou par des échanges d'armes de Bataillon à Bataillon, opérés comme il sera prescrit ci-dessous, seront en

mesure d'armer plus d'une compagnie de fusils à tir rapide. Les compagnies de carabiniers et autres, déjà formées dans le but spécial de faire des sorties, pourront trouver place dans l'organisation nouvelle, à la condition que les officiers sous-officiers et gardes qui la composent se conformeront aux règles du présent arrêté et au principe de l'inscription individuelle et volontaire.

ART. 4.—L'acceptation des Volontaires inscrits sera faite par les soins de conseils dits : *Conseils de famille de Bataillon*, qui seront immédiatement constitués.

ART. 5.— Le Conseil de famille de Bataillon est composé du Commandant de Bataillon, président, des Capitaines commandants, et d'un délé-

gué par compagnie, élu par les officiers, sous-officiers et gardes de la compagnie.

ART. 6.— Le choix des Conseils de famille de Bataillon portera de préférence sur les hommes âgés de moins de trente-cinq ans, célibataires, d'une constitution vigoureuse, ayant porté les armes, ou acquis la pratique des exercices militaires.

ART.— Lorsque la liste nominative des Volontaires, divisée par compagnies, aura été établie, elle sera remise au maire de l'arrondissement; pour servir de base, avec celles des autres Bataillons, à un travail d'acceptation définitive. Cette acceptation dépendra des ressources en fusils à tir rapide de l'arrondissement et des moyens d'échange de Bataillon à Bataillon auxquels pourra recourir le Comité d'arrondissement.

ART. 8.— Le Comité d'arrondissement se compose du maire, président, et des commandants de Bataillons de l'arrondissement.

ART. 9.— Le Comité d'arrondissement arrêtera définitivement la liste des compagnies de volontaires fournies par l'arrondissement, et dont l'organisation est soumise aux conditions suivantes :

1° Les compagnies de Volontaires devront être uniformément armées de fusils se chargeant par la culasse;

2° Tous les hommes qui en font partie seront pourvus de l'uniforme et de l'équipement complet, à leur charge ou à la charge de la ville; carton-chiéro, fourreau de baïonnette, havre-sac, tente-abri, demi-couverture, ustensiles de campement.

ART. 10.— Au fur et à mesure que les Compagnies de Volontaires seront formées, le Comité d'arrondissement fera procéder aux élections des officiers, sous-officiers et caporaux, conformément aux prescriptions de la loi du 13 juin 1851.

ART. 11.— Le Comité d'arrondissement réunira les compagnies par groupes de quatre pour former des Bataillons de Volontaires. Aussitôt qu'un bataillon aura été formé de cette manière, le Comité fera procéder à l'élection du chef de

Bataillon, aux élections et nominations des grand et petit état-major, conformément aux prescriptions de la loi du 13 juin 1851.

ART. 12.— Les officiers, sous-officiers et caporaux des compagnies de Volontaires devront être élus parmi les officiers, sous-officiers et gardes des Bataillons qui les auront respectivement formés. Les commandants des Bataillons de Volontaires seront élus parmi les citoyens appartenant à la Garde nationale. Les titulaires de tout grade ou emploi, qui entreront à un titre quelconque dans les Bataillons de Volontaires, seront immédiatement remplacés dans leurs anciens Bataillons.

ART. 13.— Aussitôt qu'un commandant de Bataillon aura été élu, il portera au commandant supérieur le procès-verbal de son élection, et les procès-verbaux des élections des officiers, sous-officiers et caporaux. La remise de ces titres et leur dépôt aux archives de l'état-major constitueront définitivement le Bataillon. Le commandant supérieur lui donnera un numéro suivi de la désignation : *Bataillon de Volontaires*.

ART. 14.— Les Officiers généraux commandants de secteur auront sous leur commandement les Bataillons de Volontaires formés dans leurs secteurs respectifs. Ils sont chargés d'en activer la formation, d'en passer des revues, et de s'assurer que les cadres sont complets, ainsi que l'armement et l'équipement. Les commandants de secteur régleront le service de rempart des Bataillons de Volontaires dans les intervalles des opérations extérieures, et les conduiront à l'ennemi quand il y aura lieu.

ART. 15.— Les Bataillons de Volontaires, tout en concourant, sous les ordres du Gouverneur de Paris, avec la troupe de ligne et la Garde mobile, aux opérations militaires ayant pour objet immédiat la Défense de la capitale, n'en conserveront pas moins leur caractère de Garde nationale; comme tels, ils resteront soumis aux lois et règlements militaires appliqués par la juridiction spéciale à la Garde nationale, qui a été créée par le décret du 27 septembre 1870.

Paris, le 19 Octobre 1870.

Le Général Commandant supérieur des Gardes nationales de la Seine,

TAMISIER.

Approuvé :

Approuvé :

Le Président du Gouvernement, Gouverneur de Paris,

Le Ministre des Affaires étrangères, chargé par intérim du Département de l'Intérieur,

Général TROCHU.

JULES FAVRE.

Paris. — Imp. Paul Dupont.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

AUX OUVRIERS DES CHANTIERS

Citoyens,

La plupart d'entre vous travaillent bravement, je le sais et je le leur en remercie.

Mais on m'affirme que, dans plusieurs chantiers, un certain nombre de mauvais ouvriers ne font rien, et empêchent les autres de travailler. Par suite de cette paresse ou de ce mauvais vouloir, les travaux de la défense languissent. Les Prussiens peuvent arriver avant que nous soyons en mesure de les recevoir.

Citoyens, s'il en est ainsi, je vous dénonce, à vous tous qui faites votre besogne en conscience, qui voulez gagner votre salaire et qui regretteriez de vous ravalier au rang de mendiants, je vous dénonce ces hommes sans courage et sans honneur. Je vous demande de les expulser sans pitié et de m'aider à en faire justice.

Sans doute ils veulent que Lyon soit hors d'état de se défendre; ils appellent de leurs vœux la venue des Prussiens; du moins ils se conduisent comme s'ils y étaient insensibles.

Vous, les vaillants et les laborieux, vous êtes le grand nombre, ils ne sont qu'une poignée. Vous êtes le vrai Peuple, ils sont la tourbe qui, dans tous les temps, a perdu les États et les Républiques. Vous êtes la probité, le nerf et la force du Pays. Ils sont les misérables instruments de ceux qui veulent tout empêcher pour tout perdre; ils sont l'espérance de l'Étranger.

Citoyens, Lyon est le rempart du Midi; de Lyon sortira peut-être le salut de la France. Mais il faut que Lyon soit défendu; il faut que ses fortifications soient achevées. Donc, que chacun travaille; que les cabarets soient supprimés sur les chantiers; que les oisifs, les paresseux, les perturbateurs soient chassés par vous-mêmes.

Je compte sur votre patriotisme et sur votre bonne volonté.

J'avertis ceux qui vous troublent, et qui sourds à vos paroles, refuseraient de s'amender, que des mesures sont prises pour qu'ils soient efficacement réprimés.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Lyon, le 19 octobre 1870.

Le Commissaire extraordinaire, Préfet du Rhône,
P. CHALLENGE-LACOUR.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

Au 118^e Bataillon de la Garde nationale.

CITOYENS,

Appelé par vos suffrages à l'honneur de vous commander, j'ai accepté avec empressement ce poste de combat.

Je comptais rester à votre tête aussi longtemps que durerait le danger. Mais, dans le but d'apaiser de regrettables conflits, de donner de nouveaux gages à la liberté et d'affirmer sa foi républicaine, le Maire de Paris a fait appel à mon dévouement et à mon patriotisme, et m'a désigné comme Maire du XI^e arrondissement. J'ai dû m'incliner devant cet appel.

Vous me connaissez et j'espère que vous comprendrez le sentiment qui m'a imposé cette détermination.

Conservez un fraternel souvenir de votre ancien chef. Quant à lui, il est heureux de vous témoigner ici la profonde gratitude que lui ont inspiré le patriotisme et l'ardeur que vous montrez pour la défense du sol de la Patrie.

Rendus ou séparés, nous servirons toujours la même cause, celle de la République une et indivisible.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Paris, le 19 Octobre 1870.

Le Commandant du 118^e Bataillon,
ARTHUR DE FONVIELLE.

— IMPRIMERIE NATIONALE. — Octobre 1870. —

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

MAIRIE DU XI^e ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Le Maire de Paris, en me nommant Maire du XI^e arrondissement, a fait appel à mon dévouement ; c'est pourquoi j'ai accepté de servir la République au nouveau poste qui m'est assigné, comme j'avais accepté de la défendre à la tête du bataillon qui m'avait élu Commandant.

Apaiser des dissentiments qui peuvent s'élever entre des hommes tous également dévoués à la cause de la République, me paraît être en face de l'ennemi, le plus impérieux des devoirs.

Personne ne pourra jamais considérer comme un gage donné à une réaction monarchique ou cléricale le nom d'un homme qui a été pendant toute sa vie l'un des adversaires les plus résolus du Gouvernement impérial, et l'un des propagateurs les plus décidés de l'idée républicaine.

Je n'oublierai pas que le devoir du magistrat républicain est d'être jour et nuit le serviteur du peuple, et je fais appel à vos sentiments de justice pour ne me juger que lorsque vous m'aurez vu à l'œuvre.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Paris, le 19 Octobre 1870.

Le Maire provisoire du XI^e arrondissement,
ARTHUR DE FONVIELLE.

— IMPRIMERIE NATIONALE. — Octobre 1870. —

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMITÉ DE LA GUERRE

ÉTAT-MAJOR

de la

GARDE NATIONALE

Un grand nombre de troupes pouvant arriver à Lyon d'un moment à l'autre, les citoyens sont invités à faire connaître, dans le plus bref délai possible, à l'État-Major de la Garde Nationale, les bâtiments disponibles à cet effet.

Lyon, le 19 Octobre 1870.

Le Général,

commandant la Garde Nationale de Lyon,

ALEXANDRE.

Reçu, l'hospitant de Bey et Sureau, rue St-Germain, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMANDEMENT

SUPÉRIEUR

DE L'OUEST

Le Général commandant supérieur des forces militaires de l'Ouest, En vertu du décret du 14 octobre 1870, qui prescrit de déclarer en état de guerre les départements qui se trouvent par un point quelconque à une distance de moins de 100 kilomètres de l'ennemi, déclare,

A la date d'aujourd'hui, le département de la Sarthe est en état de guerre et rappelle aux gardes nationaux l'article suivant du décret :

« Art. 6. — Tant que dure l'état de guerre d'un département, les gardes nationaux convoqués à la défense sont placés sous le régime des lois militaires; s'ils manquent à l'appel ou s'ils n'accourent pas leurs devoirs de soldats, ils sont passibles des peines prévues par le Code de l'Armée.

« A défaut d'uniforme, les gardes nationaux convoqués doivent porter le képi afin de constater leur qualité militaire.

Fait au Mans, le 19 octobre 1870.

Le Général commandant supérieur régional de l'Ouest,

PIERRECK.

Le Mans. — Ed. Montoyer, imprimeur de la Préfecture. — Octobre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE LA LOIRE.

Citoyens,

Notre département appartient à la huitième division militaire. Le général commandant cette division a, conformément aux dispositions du décret du 14 octobre dernier, du Gouvernement de la défense nationale, déclaré la Loire en état de guerre.

Cette mesure vous a-t-elle été notre situation, quels vont être nos devoirs, sans que j'aie besoin d'y insister.

Deormais, pour les Républicains, il n'y a plus qu'une préoccupation, la défense.

Le patriotisme de notre population est trop connu, il s'est affirmé par trop de preuves pour qu'on puisse douter un instant de la fière attitude des Stéphanois devant l'ennemi.

Donc, toute affaire cessante, chaque parti, chaque citoyen, écartant ou ajournant avec soin la discussion et la solution de toute question politique ou sociale, devra concourir de toute son énergie au but commun que s'est imposé la défense.

Citoyens,

Nous nous rencontrerons tous dans cette voie; vous me trouverez avec vous, devant vous. Je compte sur votre concours le plus dévoué. Gardez-vous des agitations stériles qui ne peuvent avoir en ce moment d'autre résultat immédiat que le ralentissement des efforts de résistance, j'allais dire l'oubli du danger pressant.

Je m'adresse à tous les patriotes. Je n'ai donc pas besoin d'ajouter que, convaincus des nécessités de la grave situation qui nous est faite, fidèle à mon devoir, je ferai respecter la loi avec une prudente modération, mais sans faiblesse; il y va du salut de la Patrie et de la République.

Le Préfet de la Loire,
CÉSAR BERTHOLON.

BENEVENT, imprimeur de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, 4.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE
TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, 30 octobre 1870.

Le Ministre de l'intérieur à MM. les Préfets et Sous-Préfets :

Les journaux officiels de Paris, des 15 et 16, confirment pleinement l'importance du combat du 13, sous Paris; des renseignements certains font connaître que l'ennemi eut plus de 1,200 tués ou blessés.

Le 14, un armistice de 11 heures à 5 heures fut accordé aux Prussiens, sur leur demande, pour enterer leurs morts.

Dans la nuit du 13 au 14, un bataillon d'éclaireurs de la garde nationale surprit un détachement de Prussiens en train de brûler deux maisons et leur tua 20 hommes.

Le 14, un parc d'artillerie ennemie fut atteint à grande distance par des obus de la redoute de Gravelle. Des approvisionnements de blés et de fourrages, qui étaient restés près de Maisons-Alfort, ont été ramené dans Paris.

Le 15, un obus du bastion n° 2 empêcha, à 4,500 mètres, l'installation d'une batterie de siège, tua un officier et mit une pièce hors de service.

Chateaudun est en cendres, les faubourgs non défendus ont été canonnés.

Une reconnaissance du 16 cubota, près Lailly, un détachement de hussards rouges avec artillerie, et poursuivit vivement l'ennemi.

Pour copie conformes :

Le Préfet de la Loire,
CÉSAR BERTHOLON.

BENEVENT, imprimeur de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, 4, à St-Etienne.

Appel a Tous

Pour les canons, s'il vous plait !!!

De l'argent! De l'argent! tel est le cri de la ville.

Mais beaucoup, hélas! parmi nous, ont du sang dans les veines et un cœur qui lressaute dans leur poitrine. Pour de l'argent, ils n'en ont pas. Vous n'avez pas d'argent, mes amis, mes frères; je n'en ai pas non plus. Tant mieux! nous donnerons davantage tout en donnant moins.

Eoutez-moi... Il n'est personne de vous, même le plus pauvre, qui ne puisse offrir une guenille, un baillon. Réunissons tous nos baillons, toutes nos guenilles; il en résultera un tas immense, un million au moins de kilogrammes de loques, à vingt centimes l'un, cela fera quatre cent mille francs!

Qu'en dites-vous? D'en voir quelques-uns soulever. Voyez-vous qu'il ne se trouvera personne pour acheter nos souilles? Allons donc! Il ne manque pas de négociants à Paris qui se bâteront de profiter d'une occasion si belle de décaiper leur argent, et au besoin, la Banque de France ou même le Mont-de-Piété prêterait sur ce gage le quart de sa valeur: cent mille francs.

Donnez donc tout ce que vous pouvez, tout ce qui ne vous sert pas. Depuis le tas de vieux journaux, le meuble et l'ustensile brisés jusqu'à la blouse rapiécée et le paletot rouge par les nids; rien n'est sans valeur! Souillez vos armoires, vos caves et vos greniers; ils contiennent des trésors!

Qu'un homme dévoué dans chaque quartier vienne à moi; je lui donnerai les moyens d'organiser la collecte. Les dévotionnaires nous aideront de leurs voitures et de leurs chevaux.

Une gare de chemin de fer servira de magasin pour opérer le tri et le classement. Tous les objets susceptibles de servir seront vendus tels quels ou mis en loterie; les papiers, les chiffons, les débris ou débris trouveront leur place aux endroits où se vide chaque jour la boîte du chiffonnier, qui, en nous indiquant l'acheteur le plus raisonnable, aura, lui aussi, contribué à l'œuvre commune. — Dans cinq jours, huit jours au plus, nous aurons réalisé une somme énorme, je vous le promets!

Mons offrande se compose de vieux journaux et d'un tableau ancien représentant la *multiplication des pains par Jésus, sur la montagne*. Existe-t-il du sort qui veut que l'image de Celui qui donna la vie, contribue à créer les instruments qui donneront la mort! Mais aussi constamment pressée, car la destruction de l'armée Russe et surtout du barbare qui la commande, assurera la vie de nos peuples, et l'avènement de la République Universelle.

A. Blruc-Duquesnay,

3, Rue du Louvre, 3.

Bureau des Répertoires.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Circulaire de Tours

Le ministre de l'intérieur à MM. les préfets et sous-préfets :

Ilier, à Châteaudun, une barricade défendue par 900 francs-tireurs et par la garde nationale, a soutenu de 1 heure à 10 heures du soir l'attaque et le bombardement de la part de plusieurs milliers d'ennemis venus avec deux batteries, une mitrailleuse, un obusier et bombes incendiaires.

Les Prussiens ont subi de grandes pertes, mais les défenseurs décimés dans cette lutte héroïque ont dû quitter la ville en partie incendiée.

En Normandie, on ne signale que l'apparition de quelques cavaliers ennemis à Granvilliers. Vesoul serait occupé par l'ennemi; rien de nouveau sur la Loire.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

César BERTHOLON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mairie de SAINT-DENIS.

CANONS

POUR

la Défense nationale

SOUSCRIPTION PATRIOTIQUE

Le Maire de Saint-Denis porte à la connaissance de ses concitoyens que, dans la séance du 15 de ce mois, le Conseil municipal a décidé, à l'unanimité, qu'une souscription patriotique serait ouverte en cette ville, pour procurer les fonds nécessaires à la fabrication des canons. La Ville dresse à cet effet une somme de 1,000 francs. Une liste est dressée au Secrétariat de la Mairie pour recevoir les souscriptions des citoyens, celles du riche comme celles du pauvre seront reçues avec les mêmes sentiments de fraternité et de reconnaissance.

Ces canons, donnés librement par un peuple qui veut, vivre en liberté, constitueront à chasser les soldats du despotisme, à conserver à la France son intégrité et à réaliser ce programme qui est dans le cœur, dans la conviction et dans la volonté de tous les Français :

« Nous ne céderons, ni un pouce de notre territoire, ni une pierre de nos fortifications. »

« Une paix honteuse serait une guerre d'extermination à courte échéance »

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Saint-Denis, le 20 octobre 1870.

Le Maire de Saint-Denis,
MOREAUX.

Imprimerie de M. BOUTIN, rue de Paris, 11.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

Vu l'article 20 de la loi des 19-22 juillet 1791 : Rétablissement de la taxe sur la viande ;
Vu le décret du 11 septembre 1874, autorisant l'établissement de la taxe sur la viande ;
Vu l'arrêté ministériel, en date du 7 octobre 1870, sur la boucherie de viande de cheval ;

Considérant que, dans l'intérêt des consommateurs, il y a nécessité d'organiser des garanties qui assurent la qualité même des chevaux livrés à l'alimentation.

ARRÊTÉ :

ARTICLE PREMIER.

Les chevaux destinés à l'alimentation ne pourront être vendus qu'au Marché aux chevaux, les lundi, mercredi et vendredi, de huit heures à onze heures du matin. ART. 2.

Pourront seuls être vendus pour la consommation les chevaux dont le bon état sanitaire aura été reconnu et constaté par le service vétérinaire d'inspection du Marché. Les chevaux ne pourront être abattus que dans les abattoirs, ils seront marqués d'une lettre de feu à la hanche gauche.

ART. 3.

Les chevaux ainsi marqués ne pourront être abattus ailleurs que dans les abattoirs désignés par la Préfecture de police. L'entrée de ces abattoirs est formellement interdite aux chevaux ne portant pas la marque de l'inspection du Marché.

Fait à Paris, le 20 octobre 1870.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

1 IMPRIMERIE NATIONALE. — 0-04-2 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

PROCLAMATION

AUX

CITOYENS DU XIV^e ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Nous venons d'accepter les fonctions de Maire et de Maires-Adjoints avec l'intention de nous dévouer tout entiers à une tâche dont nous ne méconnaissons ni les difficultés ni l'étendue dans les circonstances présentes.

Nous espérons la mener à bien avec votre concours. Nous savons de quel excellent esprit est animée la patriotique population que nous sommes appelés à l'honneur d'administrer. Nous ne demandons pas dès aujourd'hui sa confiance, mais sa patience. Nous la mettrons à même de nous juger promptement sur nos actes et non sur nos paroles.

Simplification dans le nombre et dans le fonctionnement des rouages, esprit pratique, emploi raisonné de toutes les forces dévouées et désintéressées, mise à profit des expériences déjà faites, contrôle incessant et personnel dans toutes les branches du service, fermeté et persévérance dans l'application des mesures, guerre aux abus, voilà les points essentiels de ce qu'il s'agit trop ambitieux d'appeler notre programme, mais de ce que nous croyons pouvoir appeler l'objectif de nos plus chers désirs.

Vous nous aiderez à les réaliser. La Patrie, en ce moment, exige de grands sacrifices. Mais ces sacrifices, déjà adoucis par la résignation civique et par la solidarité, deviennent faciles quand on sait qu'ils auront ce double et magnifique résultat : l'Étranger chassé et la République à jamais fondée.

Paris, le 21 Octobre 1870.

Le Maire provisoire,

LOUIS ASSELINE.

Les Adjoints : L. ROUILLARD — HÉLIGON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Société d'Assurance mutuelle

EN CAS DE DÉCÈS

ENTRE LES

GARDES NATIONAUX DE LA SEINE

Le Gouvernement de la défense nationale,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. — Est autorisée, vu l'urgence, sans qu'il soit besoin d'observer les formalités ordinaires, la *Société d'Assurances mutuelles en cas de Décès* entre les *Garde nationaux de la Seine*, dont les statuts sont joints au présent décret.

Art. 2. — En conséquence, ces statuts auront force obligatoire, spécialement la disposition de l'article 15, en vertu de laquelle aucune opposition ne pourra être mise aux mains de la Société sur les sommes dues en cas de décès.

Paris, le 21 octobre 1870.

(Sont les signatures).

STATUTS

Article 1^{er}. — Il est formé, avec l'approbation du Gouvernement, une Société d'assurance mutuelle entre tous les Gardes nationaux incorporés dans la Garde nationale de la Seine, et qui adhéreront aux présents Statuts.

Le siège de la Société est établi à Paris, au domicile de la Compagnie d'Assurances sur la vie *le Phénix, rue de Lafayette, 33*; — néanmoins, les souscriptions seront reçues au Siège de chacune des Compagnies d'Assurances sur la vie désignées en l'article 17 des présents Statuts.

Art. 2. — La Société est constituée pour toute la durée de la guerre, à moins que cette durée ne se prolonge au-delà d'une année, auquel cas la

Société expirera une année au plus tard à partir de la date du décret d'autorisation.

Art. 3. — La Société a pour but d'assurer le paiement d'une indemnité aux familles ou ayants-droits des Sociétaires morts par suite de blessure ou de maladie pendant la guerre ou dans le mois qui suivra le terme de la Société.

Art. 4. — Elle prend le nom d'Assurance mutuelle en cas de décès entre les Gardes nationaux de la Seine.

Art. 5. — La Société entrera en activité à partir du lendemain du jour de la publication au *Journal officiel* du décret d'autorisation.

Art. 6. — La Société est autorisée à recevoir

de toutes personnes, compagnies financières ou industrielles, maisons de banque, etc., les sommes que ces personnes ou compagnies verseraient, soit à titre de don au profit de l'Association, soit à titre de souscription sur la tête des Gardes nationaux nominativement désignés.

Art. 7.— Un mois après la constitution de la Société, le Conseil d'administration pourra décider que les souscriptions reçues, à partir de ce mois ou d'une époque ultérieure qui sera fixée par la délibération, ne donneront plus lieu qu'aux deux tiers de l'indemnité.

Art. 8.— L'engagement entre le Souscripteur et la Société est constaté par une police faite en double expédition et signée par l'un des Administrateurs; en tête doivent être insérés le décret d'autorisation et les Statuts de la Société.

L'assurance pourra être faite au profit d'une ou de plusieurs personnes désignées, ou que l'assuré se réserve de désigner, ou même à ordre, et le bénéfice en est transféré par une simple mention sur la police datée et signée.

Art. 9.— Chaque Sociétaire fixera, à son gré, le montant de la souscription, qui cependant ne pourra pas être inférieure à vingt francs, ni supérieure à cinq cents francs, et devra toujours être arrondie par multiples de dix francs.

La cotisation entière devra être versée comptant au moment de la délivrance de la police.

Art. 10.— Toute somme versée sera déposée dans la huitaine à la Banque de France au nom de l'Association, et ne pourra être retiré que sous la signature de deux administrateurs.

Art. 11.— Tout décès de nature à donner droit à une indemnité devra être déclaré au siège de la Société, à moins d'empêchement de force majeure, dans les vingt jours de décès, et, dans tous les cas, deux mois au plus tard après la fin de la guerre ou de l'année pour laquelle la Société est constituée.

Art. 12.— Le produit des souscriptions et des libéralités sera réparti entre les ayants-droit proportionnellement aux mises, sans, qu'en aucun cas, les ayants-droit d'un seul et même souscripteur puissent recevoir plus de soixante-quinze fois la mise de leur auteur.

L'excédant, s'il y en a, après la répartition de ce maximum, sera mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur, pour être distribué par ses soins en secours aux Gardes nationaux faisant partie de la présente Société qui auraient reçu pendant la guerre des blessures ou contracté des maladies entraînant incapacité de travail.

Art. 13.— Trois mois au plus tard après le terme de la Société tel qu'il est prévu à l'art. 2

des présents statuts, le Conseil d'Administration s'assemblera pour faire la répartition des fonds versés.

Il s'ajoutera pour cette répartition sept des plus forts souscripteurs présents à Paris à cette époque, et qui seront convoqués à cet effet par une annonce dans le *Journal officiel* et à domicile.

La répartition ainsi faite engagera tous les souscripteurs.

Art. 14.— Les sommes attribuées aux représentants des Assurés ou Bénéficiaire de l'assurance leur seront versées contre la remise du contrat et la production de l'acte constatant le décès.

Art. 15.— Aucune opposition ne pourra être mise aux mains de la Société sur les sommes dues en cas de décès.

Art. 16.— La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de six administrateurs, qui pourra déléguer ses pouvoirs ou une partie de ses pouvoirs à chacun de ses membres.

Art. 17.— Sont nommés membres du Conseil d'Administration :

MESSEURS

P. DE HERCÉ, directeur de la Compagnie d'ASSURANCES GÉNÉRALES SUR LA VIE, établie à Paris, rue de Richelieu, 87;

ONFROY, directeur de la NATIONALE, Compagnie d'Assurances sur la Vie, établie à Paris, rue de Grammont, 43;

E. MAAS, directeur de l'UNION, Compagnie d'Assurances sur la Vie, établie à Paris, rue de la Banque, 15;

H. JOLIAT, directeur de la Compagnie d'Assurances sur la Vie le PHÉNIX, établie à Paris, rue de Lafayette, 33;

T. CLOQUEMIN, directeur de la CAISSE PATERNELLE, Compagnie d'Assurances sur la Vie, établie à Paris, rue de Ménars, 4;

G. BONNEFONS, directeur de l'URBAINE, Compagnie d'Assurances sur la Vie, établie à Paris, rue Le Peletier, 8.

Art. 18.— La gestion des Administrateurs et les fonctions du Conseil sont entièrement gratuites, les frais de timbre restant seuls au compte de la Société.

Art. 19.— En cas d'empêchement d'un des Membres du Conseil d'Administration ou de cessation de fonctions, le Conseil aura le droit de se compléter.

Art. 20.— M. LE HIR, docteur en droit, est nommé Conseil de la Société.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

RÉQUISITION

DE

FOURRAGES.

AVIS.

En exécution de l'arrêté de réquisition, pris le 18 octobre courant, au nom du Gouvernement, par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, les marchands de fourrages sont invités à faire la déclaration des quantités de foin, luzernes, pailles de diverses natures et autres espèces de fourrages, qu'ils possèdent dans des magasins et greniers publics ou particuliers.

Cette déclaration devra être faite, dans un délai de trois jours, au Ministère de l'Agriculture et du Commerce, Bureau des Substances, rue Saint-Dominique, n° 60.

Paris, le 30 Octobre 1870.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

3 RÉPUBLIQUE NATIONALE. — Octobre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

M A I R I E

DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

Le Maire, considérant que le Gouvernement de la défense nationale n'a point reconnu la Garde civique du 6^e arrondissement et que cette Garde proteste contre la compétence de la Municipalité pour la constituer et l'organiser,

ARRÊTÉ :

La Garde civique du 6^e arrondissement est et demeure dissoute jusqu'à ce que le Gouvernement de la défense nationale ait statué à son égard.

Paris, le 21 Octobre 1870.

Le Maire,
M. ROBINET.

Les Adjoints,
P. JORGON,
ALFRED ROUSSEAU.

Imprimerie de M. V. BOUCHARD-ROUSSEAU, rue de l'École, 5.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 2^e ARRONDISSEMENT

RATIONNEMENT DE LA VIANDE

LE MINISTRE DU COMMERCE AU MAIRE DU 2^e ARRONDISSEMENT,

Paris, le 21 Octobre 1870.

MONSIEUR LE MAIRE,

« La diminution du nombre des Bœufs et Moutons de l'approvisionnement de la Ville de Paris et la nécessité d'assurer pour un plus long temps les moyens de la Défense Nationale, me font une loi de restreindre la quantité de kilogrammes de viande fraîche que j'avais précédemment allouée à votre Arrondissement dans la distribution quotidienne des abattoirs. »

Au lieu de 6,350 kilogrammes ⁽¹⁾ qui vous étaient délivrés, vous ne pouvez plus en recevoir que 4,762 kilog. 50 à partir d'après-demain 22 Octobre.

Pour que la population soit moins atteinte dans sa consommation habituelle, il me semble que vous pourriez pourvoir au déficit de Bœufs et de Moutons avec de la viande de Cheval, qui, aujourd'hui acceptée avec juste raison par beaucoup de personnes, fournit une alimentation aussi saine et fortifiante que celle de la Viande de Bœuf.

Vous savez que la Boucherie de Cheval est libre et ne subit d'autres entraves que celle de la taxe; il vous serait donc facile de vous entendre avec les Bouchers qui exploitent cette sorte de viande pour procurer aux Boucheries Municipales l'équivalent de la viande de Bœuf que la mesure actuelle va enlever à votre Arrondissement.

J'aime à espérer, Monsieur le Maire, que vous saisirez et ferez comprendre à la population de votre Arrondissement, l'absolue nécessité dans laquelle je me suis trouvé de restreindre l'approvisionnement quotidien de viande de Bœuf et de Mouton.

Le temps est un puissant auxiliaire pour la défense de Paris; l'obtenir au prix de quelques privations n'est certes pas un effort au-dessus d'un patriotisme qui s'affirme par tant d'autres preuves.

J'ai la confiance que chacun appréciera de cette manière la mesure que j'ai cru devoir prendre, et je ne saurais douter de votre zèle et de votre concours pour la faire accepter.

Recevez, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée,

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

Signé : J. MAGNIN.

Pour copie conforme,

Le Maire provisoire du 2^e Arrondissement,

P. TIRARD.

Les Adjoints provisoires,

DE BÉNAZÉ, SERMET, TURPIN.

(1) C'est par erreur que Monsieur le Ministre parle de 6,350 kil., c'était 7,600 kil. qui, par ses lettres des 9 et 10 Octobre, avaient été mis à la disposition du 2^e Arrondissement.

SOCIÉTÉ DE SECOURS

AUX

VICTIMES DE LA GUERRE

Le travail a cessé : la misère va grandissant !

Les hommes appelés aux armes laissent les vieillards, les enfants et les femmes dans le dénûment et l'angoisse.

Nous faisons un pressant appel à tout votre patriotisme, à tout votre dévouement. Dans cette épreuve suprême où nous sommes tous solidaires, c'est un devoir de venir fraternellement en aide à ceux que les malheurs de la Patrie atteignent le plus cruellement.

M ^{me} E. Jules SIMON, 40, place de la Madeleine, présidente.	
M ^{me} PELLETAN, 33, rue du Cherche-Midi, vice-présidente.	
M ^{me} GOUDCHAUX (Michel), 3, rue Grefuille, vice-présidente.	
M ^{me} André LEO, 92, rue Nollet (Batignolles),	} secrétaires.
M ^{me} A. MILLARD, 162, rue de Rivoli,	
M ^{me} Eugène MANUEL, 10, rue de Rome,	
M ^{me} ROZE, 165, boulevard de la Villette,	
M ^{me} Irène BARDILLON, 65, rue Rambuteau, trésorière.	

La Société de Secours aux Victimes de la guerre s'est constituée pour organiser des distributions gratuites de vivres pendant la durée de la guerre, et au besoin ouvrir des ambulances.

Les distributions de vivres vont commencer dans les cinq locaux ci-dessous désignés, offerts par la Société des Ecoles professionnelles.

Ces établissements seront multipliés dans la mesure des ressources que le patriotisme de nos concitoyens mettra à notre disposition.

La Société réclame avec instance des secours de toute sorte, en argent et en nature. Parmi ces derniers, elle recommande surtout les objets suivants :

Pain — Farine — Viande — Pâtes alimentaires — Riz — Légumes secs et frais — Pommes de terre — Vins.
Combustibles.
Lits — Matelas — Varech, Paille — Linge neuf et vieux — Charpie — Ouate — Produits pharmaceutiques — Étoffes pour vêtements d'hommes, de femmes et d'enfants.

Les dons sont reçus dans les cinq Ecoles professionnelles Lemonnier, situées :

*Rue de Turenne, 27.
Rue de Valenciennes, 31.
Rue de Reuilly, 25.
Rue d'Assas, 70.
Rue Piat-Belleville, 23.*

Au Siège de la Société, 1 bis, rue Paradis-Poissonnière, et chez les signataires de la présente circulaire.

UNION FRANÇAISE D'ASSISTANCE GÉNÉRALE ET PARTICULIÈRE, 114, rue de Valenciennes, 114, PARIS (XII).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ, — ÉGALITÉ, — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 4^{me} ARRONDISSEMENT

VIANDE

Le Maire du 4^e Arrondissement,

Vu la DÉCISION du MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE, en date du 20 octobre, qui réduit à 35,000 kil. la quantité de Viande de Bœuf et Mouton mise à la disposition de l'Arrondissement, Considérant que cette quantité doit être répartie entre 100,000 bouches environ,

ARRÊTE :

1^o A partir de demain 22 Octobre, la ration quotidienne est réduite à 60 grammes par adulte et 30 grammes par enfant.

2^o L'achat devra se faire en une fois pour trois jours ÉCOULÉS.

La population comprendra l'absolue nécessité dans laquelle le Gouvernement s'est trouvé de diminuer la quantité de Viande de Boucherie.

Le temps est un puissant auxiliaire pour la défense de Paris, l'obtention au prix de quelques privations n'est certes pas un effort au-dessus d'un patriotisme qui s'affirme par tant d'autres preuves.
Paris, le 21 Octobre 1870.

LE MAIRE,
L. GREPPO

Paris — Typ. WELT (sans 4, rue François-Martin.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DU 8^E ARRONDISSEMENT

AVIS

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce n'ayant à mettre à la disposition de Maire du 8^e Arrondissement que 6,000 kilos de viande de Bœuf et de Mouton, la ration journalière se trouve réduite à 75 grammes par personne, soit 225 gr. pour 3 jours.

21 Octobre 1870.

Le Maire, CARNOT.

NOS — Paris, Imprimerie Jouaust, rue Saint-Honoré, 338.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

MAIRIE DU XIV^E ARRONDISSEMENT

ARRÊTÉ

Article 1^{er}.

Les Bons de toute nature et de toute provenance, délivrés par l'ancienne Municipalité à titre gratuit, seront payés sur présentation, jusqu'au 22 Octobre au soir.

Article 2.

Passé ce délai, les Bons ci-dessus spécifiés ne seront plus admis au paiement et seront considérés comme nuls et non avenue.

Paris, le 21 Octobre 1870.

Le Maire provisoire,

LOUIS ASSELINE.

Les Adjoints : L. ROUILLARD — HÉLIGON.

Paris. — Imprimerie A.-E. Rochette, 50, boulevard Neufmarché.

PREFECTURE DE L'ISERE.



REPUBLIQUE FRANÇAISE

MOBILISATION

Désarmement momentané des gardes nationaux sédentaires
âgés de plus de 40 ans.

Le Préfet de l'Isère.

Vu le décret du 29 septembre 1870, art. 5, ainsi conçu :
« Les gardes nationaux sédentaires, les armées manquant pour l'armement des gardes nationaux sédentaires et au besoin requérir toutes les armes de chasse et autres. »
Vu le décret du 14 octobre 1870,
Art. 1er. — « Tout département dont la frontière se trouve sur un point quelconque, à une distance de moins de 100 kilomètres de l'ennemi, est déclaré en état de guerre.
« Art. 2. — Le chef militaire du département jouira du droit de convoquer les gardes nationaux jusqu'à l'âge de 40 ans, de telle commune qu'il désignera. »

ARRÊTE :

Les gardes nationaux sédentaires de la Légion de Grenoble ayant plus de 40 ans, sont invités à déposer leurs fusils à la Mairie d'ici à 48 heures. Ces fusils seront mis à la disposition de M. le Commissaire à la défense nationale pour être distribués aux gardes nationaux de l'Isère.
L'expédition du présent arrêté est confiée à M. le Président du Comité exécutif de la ville de Grenoble.
Grenoble, le 31 octobre 1870.

Le Préfet de l'Isère,
L.-Paul DUMAREST.

Mot. — Grenoble, l'Isère, Paris et Lille, imprimés, Grenoble, Isère, 8, rue de l'Isère.

REPUBLIQUE Française

DÉPÊCHE

TÉLÉGRAPHIQUE

Le Ministre de l'intérieur à MM. les préfets et sous-préfets.
Paris, le 23 octobre 1870.

Les Prussiens ont investi Chartres hier; ils paraissent vouloir se diriger sur Nantes, par Dreux.

Des dépêches de Neuchâteau annoncent que Bazaine aurait remporté, le 14, sous Metz un avantage signalé. Le siège de Verdun serait interrompu parce que les batteries ennemies sont démontées ou inondées.

Les Prussiens ont fait sauter hier le pont sur la Loire, entre Meung et Cléry. Ils étaient, hier soir, un millier autour de Beaugency.

Sous Paris, le 15, deux obus ont pénétré dans un poste ennemi, près Champigny.

Le 16, des éclaireurs postés à Cretail ont été attaqués dès l'aube par un peloton de Prussiens qu'ils ont repoussé.

Le rapport militaire du 17 n'est pas parvenu.

Pour copie conformes :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLOM.

BENEVENT, Imprimeur de la Préfecture, place de l'Hotel-de-Ville, 4, à Saint-Etienne.

République Française

MAIRIE DU 1^{er} ARRONDISSEMENT

SUBSISTANCES

Le Maire du 1^{er} Arrondissement,

Considérant qu'un certain nombre de plaintes se sont produites et que des abus ayant été signalés, il importe de prendre les mesures nécessaires pour en prévenir le retour,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

Les Boucheries municipales ouvriront chacune de quatre jours l'an; l'ouverture devra avoir lieu, jusqu'à nouvel ordre, à 8 h. précises du matin, et pas avant.

ARTICLE 2

Les cartes nominatives ne pourront donner droit d'obtenir de la viande que le jour où sont ouvertes les Boucheries affectées aux porteurs de cartes. En cas d'insuffisance de la quantité de viande attribuée à un Boucher, les porteurs de cartes à son nom auront le droit de se faire servir chez un Boucher envrant le même jour.

L'épénement de la provision attribuée aux bouchers devra être mentionné au verso du bon à échéance du jour.

ARTICLE 3

Aucune viande attribuée à un Boucher municipal ne pourra sortir de son étal avant l'heure fixée pour l'ouverture. A partir du moment où la viande mise à sa disposition par l'Administration lui aura été livrée, les rideaux de sa devanture devront être maintenus complètement ouverts.

ARTICLE 4

Afin d'éviter l'encombrement qui se produit aux portes de certains Bouchers chez lesquels un trop grand nombre de citoyens se sont fait inscrire, les cartes de subsistances seront réparties également entre les Bouchers de l'arrondissement. Chacun d'eux ne devra conserver qu'un nombre d'inscriptions ne dépassant pas le chiffre de 4,000 rations. Le surplus sera réparti entre ceux qui en auraient le moins.

ARTICLE 5

Pour faciliter la répartition et éviter la trop grande affluence, les Bouchers sont invités à distribuer des numéros aux porteurs de cartes en leurs noms. Ces numéros, qui seront permanents et resteront entre les mains du porteur, seront divisés en 3 séries de couleurs différentes : bleu,

blanc et rouge. La viande sera distribuée aux porteurs de numéros de la 1^{re} série, de 8 à 9 h. 1/2; de la 2^e série, de 9 h. 1/2 à 11 h.; et pour la 3^e série, à partir de 11 h. du matin.

Ces séries seront alternées de façon à ce que chacune d'elles passe successivement la première. Ainsi, un jour la distribution commencera par les numéros bleus; la fois suivante par les blancs, et ainsi de suite.

ARTICLE 6

Chaque Boucher devra dresser, chaque jour de vente, un état de ses opérations contenant les noms et adresses des personnes inscrites, le nombre de portions auquel chacune d'elles a droit par jour, les quantités délivrées et les prix. Cet état devra être remis le même jour à la Mairie. Chaque des personnes servies aura le droit d'exiger une facture.

ARTICLE 7

La quantité de viande à laquelle a droit chaque citoyen est, à partir de la distribution du Dimanche 23, de 60 grammes par ration.

ARTICLE 8

Les Bouchers ne perdront pas de vue qu'ils sont exclusivement des Bouchers municipaux chargés de répartir avec une rigoureuse équité entre tous les habitants de l'arrondissement le bœuf et le mouton fournis par l'Administration; qu'il ne doit y avoir ni clients préférés, ni faveurs d'aucune sorte, et que tout détournement de la viande mise à leur disposition, et toute infraction aux obligations qu'ils ont contractées vis-à-vis de la Municipalité, les exposerait à ne plus figurer sur la liste des Bouchers municipaux, et ce, sans préjudice des pénalités de droit commun.

Paris, le 23 Octobre 1870.

Le Maire provisoire,
TENAILLE-SALIGNY.

République Française

PRÉFECTURE DU RHONE.

PROCLAMATION

Soldats, Gardes Mobiles !

On me signale des actes d'indiscipline à la fois honteux pour notre drapeau et affligeants pour les patriotes.

On conçoit qu'au début d'une révolution l'Armée se ressente des secousses qui ébranlent le pays ; mais cette agitation n'est excusable que si elle est passagère. La prolonger devant l'ennemi deviendrait un crime de trahison.

La République a renversé la barrière que le despotisme avait élevée entre les soldats et les citoyens. L'Armée et le Peuple ne sont désormais plus qu'un.

Cette union, fortifiée chaque jour par la communauté des devoirs et des dangers, deviendra indissoluble ; mais à une condition, c'est que chacun remplisse sa tâche.

Le Peuple travaille et s'exerce. En donnant au manement des armes le temps qu'il peut dérocher à son labeur quotidien, il paie sa dette, il est quitte.

Mais votre devoir à vous, soldats et mobiles, est plus étendu et la Patrie est pour vous plus exigeante. Elle veut que vous donniez au service tout votre temps, toute votre obéissance, tout votre dévouement.

Vous lui désobéissez et vous trahissez votre devoir si vous ne respectez pas vos Chefs, si vous ne supportez pas la fatigue, si vous ne vous résignez pas sans plainte aux privations inévitables causées par le désordre et le gaspillage du gouvernement déchu.

Nous allégerons vos souffrances et nous écouterons vos réclamations chaque fois qu'elles nous seront transmises par la voie hiérarchique.

La République veut que ceux qui donnent leur sang pour elle soient humainement traités. Les soldats sont pour elle des citoyens.

Comptez donc sur la sollicitude des Autorités républicaines ; mais faites qu'à leur tour elles puissent compter sur vous.

Elles ne toléreront pas qu'en face d'un ennemi qui a vaincu par la discipline autant que par le nombre, nos armées se démoralisent et préparent de nouveaux échecs à notre malheureuse patrie.

SOLDATS et GARDES MOBILES,

Des ordres viennent d'être donnés pour le maintien rigoureux des règlements militaires, et la République les fera exécuter sévèrement, parce que la République est le règne de la loi.

Vous êtes avertis en conséquence :

1° Que tout militaire ou garde mobile, causant du scandale ou rencontré le soir dans les rues après l'appel, c'est-à-dire à partir de neuf heures, sera arrêté par la garde nationale et conduit au poste de la Place, s'il n'est porteur d'une permission écrite.

2° Que toute manifestation collective de militaires se présentant à l'Hôtel-de-Ville sous prétexte de réclamations sera arrêtée par la garde nationale, et que les auteurs en seront déferés à la justice militaire.

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

P. CHALLEMEL-LACOUR.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

DES CANONS SOUSCRIPTION PATRIOTIQUE

CITOYENS,

Nos ennemis veulent nous réduire par la famine.

Le canon doit être notre salut, lui seul ouvrira le cercle de fer qui nous étreint, nous apportera du pain et débarrassera notre sol de ses envahisseurs.

Il nous faut 1,500 Canons *nouveau modèle*.

Le temps presse.

Votre Maire et ses Adjoints, avec le concours des Chefs de bataillon de la Garde Nationale, et des Membres du Comité scientifique de votre arrondissement, organisent la Souscription et surveilleront le précieux emploi de vos dons.

Les bataillons de la Garde Nationale ont déjà commencé leurs Souscriptions.

Les Habitants de l'Arrondissement qui ne font pas partie de la Garde Nationale : Hommes, Femmes, Enfants, voudront aussi apporter leur offrande et attacher leur nom à cette Oeuvre patriotique.

Les Souscriptions seront recueillies à domicile par des Capitaines délégués de chaque Bataillon, accompagnés d'un Membre du Comité scientifique de Défense.

Paris, le 22 Octobre 1870.

Le Maire provisoire,

LOUIS ASSELINE.

Les Adjoints : L. ROUILLARD — HÉLIGON.

République Française.

GARDE NATIONALE SÉDENTAIRE

ARTILLERIE

L'effectif de cette arme n'étant pas suffisant, appel est fait à tous les citoyens qui veulent faire partie de cette arme (surtout les anciens Canonniers), de se faire inscrire à l'État-Major de l'Artillerie, rue du Plâtre, 4,

De 10 heures du matin à 6 heures du soir.

La taille réglementaire est de 1 mètre 65 centimètres.

Lyon, le 22 Octobre 1870.

Pour le Général, Commandant en chef les Gardes Nationales du Rhône :

Le Colonel, Chef d'État-Major,

G. GOUDCHAUX.

CLUB MONTMARTRE

DÉCLARATION

La République représente l'égalité, c'est-à-dire la justice.

Les Membres du Club, considérant que le gouvernement direct du peuple, — seul, — peut sauver la patrie,

Demandent :

1^o L'élection dans un court délai de la commune de Paris;

2^o L'envoi immédiat de Commissaires munis de pleins pouvoirs, à l'effet de soulever les départements en masse contre l'invasion.

Ils remercient la Commune de Lyon d'avoir affirmé la République française dans les départements.

Ils remercient Garibaldi d'être venu affirmer en France la République universelle.

Les Membres fondateurs :

Millet,	Péché,	E. Bras,	Alberini,	Chatelet,	Salles,
Tony Revillon,	James,	Loyon,	Drouet,	Girbal,	Landowski,
Fest,	Grange,	Gomez,	Berthaut,	Gatti,	Jeannin,
Meyer,	Poujol,	Legallier,	Blondens,	Mizard,	Foret,
Duba,	Dumahu,	Razona,	Compas,	Becq,	Tanneur,
Ledru,	J. Bras,	Chartier,	Damia,	Dereure,	Paris.

RÉUNIONS PUBLIQUES TOUS LES SOIRS, A HUIT HEURES

Salle de la Reine-Blanche, 33, Boulevard de Clichy

ORDRE DU JOUR

De la défense nationale. — Organisation de la Commune de Paris.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mairie de Laval.

AVIS

Il va être établi un Camp retranché près Conlie, pour la concentration de l'armée de Bretagne.

Tous les Ouvriers terrassiers de la ville de Laval qui voudront travailler à cet établissement, moyennant *deux francs par jour*, et se soumettre aux exigences du commandement militaire, devront se faire inscrire immédiatement à la Mairie, et se présenter munis de leurs livrets.

Ils seront informés, ultérieurement, du jour et de l'heure où ils seront transportés au Camp.

A Laval, le 23 Octobre 1870.

Le Maire,
Cit. TOUTAIN.

Laval, typ. de L. MOREAU, imprimeur de la Mairie, rue du Lieutenant, 2.—1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PROCLAMATION

PARISIENS,

La Basse-Normandie, le Perche, la Bretagne, la Vendée, le Poitou, l'Anjou, la Touraine et l'Orléanais ont entendu votre appel.

Une Fédération nouvelle s'organise : à l'avant-garde marchent l'Eure-et-Loire, la Mayenne et la Sarthe. Les autres départements de l'Ouest forment le corps de bataille.

D'un côté, nous vous assurerons des vivres ; de l'autre, nous prêterons le Midi qui va nous amener ses cohortes.

Une Vendée patriotique, une clouannerie républicaine s'organisent.

Nantes ne fera pas fauto à sa mission. Nantes vous donnera des canons, des mitrailleuses, ses vieux canonniers de l'artillerie et de la marine, Nantes défendra la Loire par une flottille de chaloupes-canonnières, tandis que tous les chasseurs des villes et des campagnes feront la guerre sainte des haies et des buissons.

Creusons des tombes à ceux qui violent le sol sacré de la patrie ; nous aurons à nos côtés nos frères, nos femmes et nos filles, nous ne pouvons être vaincus.

Le Préfet de la Loire-Inférieure,
A. GUÉPIN.

Nantes, imprimerie de M^{me} et C. Mallaret, pl. du Filon, 3.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité

ARMÉE DES VOSGES

APPEL AUX MUSICIENS

Les Citoyens sachant jouer du clairon, et voulant concourir à la délivrance de la Patrie, sont invités à se présenter au plus tôt, passage des Terreaux, 22, Bureau d'enrôlement des Volontaires de l'Armée des Vosges, sous le commandement en chef du Général **GAMBALDI**.

Vive la République !

LYON, le 23 octobre 1870.

LE CAPITAINE ORGANISATEUR
DE LA LÉGION GAMBALDIENNE,
P. GANQUET.

Ag. av. Imprimerie Rey et Scherer, rue St-Gérand, 8.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

CIRCULAIRE DE TOURS

Le Ministre de l'intérieur et de la Guerre à MM. les Préfets et Sous-Préfets :

Tours, 24 octobre 1870.

Veuillez prévenir tous les maires de toutes vos communes que la résistance à l'ennemi est plus que jamais à l'ordre du jour, que tout le monde doit faire son devoir, notamment les magistrats municipaux qui ne peuvent faire moins que les gardes nationaux mobilisés.

Après les héroïques exemples donnés par des villes ouvertes, par des villages exclusivement gardés par des compagnies de pompiers, il est d'absolue nécessité que chaque ville, chaque commune paie sa dette à la défense nationale, que tout le monde se pénétre du devoir qui est imposé à la France.

Les villes et les communes qui se rendraient sans avoir tenté la résistance seraient dénoncées au pays par le *Moniteur*.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,
CÉSAR BERTHOLON.

Imprimerie de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, 4, à Saint-Etienne.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CARDES NATIONALES MOBILISÉES

DÉCRET

RELATIF AUX FRAIS DE SOLDE, D'HABILLEMENT ET D'ÉQUIPEMENT

Tours, le 22 octobre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale, délégués pour représenter le Gouvernement et en exercer les pouvoirs;

Vu les décrets des 12 et 16 septembre 1870;

DÉCRÈTENT :

Art. 1^{er}. — Les gardes nationales mobilisées seront habillées, équipées et soldées par l'État, au moyen de contingents fournis par les départements et les communes.

Art. 2. — Les officiers, sous-officiers, caporaux et gardes jouiront, lorsqu'ils auront quitté le département, des allocations de solde attribuées par les tarifs en vigueur à la garde mobile.

Les commandants de légion recevront la solde des lieutenants-colonels de la garde mobile, et le commandant supérieur celle des colonels.

Hors du canton, il ne sera alloué, aux

paiement du contingent assigné au département.

Art. 6. — La portion du contingent, qui ne pourrait être acquittée par les ressources départementales, sera payée par les communes, soit au moyen de leurs ressources disponibles, soit au moyen de sommes qu'elles sont d'ores et déjà autorisées par le présent décret à emprunter, soit au moyen d'une taxe établie sur chaque contribuable de la commune inscrite au rôle des quatre contributions directes de 1870, proportionnellement au montant de ses impositions.

Art. 7. — Les communes qui pourront acquitter le montant de leur contingent, soit au moyen de leurs ressources disponibles, soit au moyen d'emprunts, pourront s'imposer, pendant les années 1871 et suivantes, les sommes qui leur seront nécessaires pour couvrir le déficit de leur budget et pour rembourser les prêts.

Les délibérations du conseil municipal

et la nature des ressources qui pourraient être affectées au paiement du contingent, ils joindront, s'il y a lieu, à ce certificat, l'engagement pris par des particuliers de faire l'avance à la commune.

Art. 11. — Au vu de ces pièces, le Préfet déterminera par un arrêté, dont ampliation sera transmise d'urgence au Ministre de l'intérieur et au directeur des contributions directes du département, les communes pour lesquelles il est nécessaire d'établir un rôle.

Art. 12. — Les rôles seront dressés à la diligence des directeurs des contributions directes, rendus exécutoires par les Préfets, et les réclamations seront jugées comme en matière de contributions directes.

Art. 13. — La totalité des cotes sera exigible immédiatement.

Art. 14. — Les directeurs des contributions directes auront droit à une indemnité de 1 franc par tête de soldat mobilisé.

Art. 3. — L'armement sera fourni par l'Etat.

Toutefois, les communes contribueront aux frais d'achat et de transformation d'armes effectués par la commission d'armement, dans la proportion de la moitié.

Art. 4. — Dans les trois jours qui suivront la publication du présent décret, les préfets, au vu des listes arrêtées par les conseils de révision, prendront un arrêté fixant le contingent total à payer par leur département.

Le contingent sera déterminé d'après les bases suivantes :

60 fr. par homme pour l'habillement et l'équipement ;

3 mois de solde, calculés à raison de 1 fr. 50 par jour et par homme.

La portion du contingent applicable à l'habillement et à l'équipement sera versée au Trésor le 30 novembre, celle relative à la solde sera payable en deux termes égaux, les 13 décembre et 30 décembre 1870.

Art. 5. — Les ressources déjà votées par les Conseils généraux en faveur de la défense nationale, qui pourront être réalisées, dans les délais fixés par l'article précédent, seront exclusivement affectées au

ment aux dispositions de la loi du 24 juillet 1867.

Art. 8. — Lorsqu'il y aura lieu au concours des plus imposés, en nombre égal à celui des membres en exercice du conseil municipal ou de la commission municipale, en exécution de l'article 42 de la loi du 18 juillet 1837, le délai de 10 jours, fixé par ladite disposition de ladite loi, est réduit à deux, et lorsque les plus imposés seront absents, il sera passé outre.

Art. 9. — Le contingent de chaque commune sera fixé proportionnellement au principal des quatre contributions directes.

A cet effet, les préfets prendront un arrêté qui sera notifié d'urgence aux maires, aux receveurs des finances et aux receveurs municipaux.

Les réclamations formées par les communes contre l'arrêté précité seront portées devant le Ministre de l'intérieur qui statuera en dernier ressort.

Art. 10. — Dans les trois jours qui suivront la notification de l'arrêté, les maires et les receveurs municipaux adresseront, sous leur responsabilité personnelle, au préfet, un certificat indiquant le montant

Art. 15. — Les receveurs municipaux sont responsables des non-valeurs qui résulteraient de leur négligence, sans préjudice de la révocation qui pourra être prononcée contre eux.

Art. 16. — Les Ministres de l'intérieur et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, laquelle aura lieu à compter du jour de la publication faite dans les formes prescrites par l'art. 1^{er} de l'ordonnance du 18 janvier 1817.

Fait à Tours, le 22 octobre 1870.

Ab. CREMIEUX.
L. GAMBETTA.
FOURNICHON.
AL. GLAIS-BIZOIN.

Par le Gouvernement :

Le Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur,
délégué.

JULES GAZOT.

Le Directeur général de la Comptabilité publique,
délégué.

DE ROUSSY.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,
Amédée LARRIERE.

ARRÊTÉ DU PREFET DE LA GIRONDE

NOUS, PREFET DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE,

Vu le décret en date du 22 octobre courant, relatif aux frais de solde, d'équipement et d'habillement de la Garde nationale mobilisée ;

Vu les ordonnances des 27 novembre 1816 et 18 janvier 1817, relatives à la publication des lois, ordonnances et décrets,

ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. — Le décret sus-visé sera immédiatement publié et affiché dans toutes les communes du département de la Gironde.

Art. 2. — MM. les Sous-Prefets et Maires du département sont chargés d'assurer l'exécution du présent arrêté
Fait à Bordeaux, en l'Hôtel de la Préfecture, le 24 Octobre 1870.

AMÉDÉE LARRIERE.

République Française.

PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

Bulletin départemental du Lundi 24 Octobre 1870.

On mande de La Loupe que 15,000 ennemis sont autour de Chartres et 15,000 en ville. Ils auraient établi un campement à la Cave.

L'ennemi déchire les laissez-passer et fait retourner les porteurs.

Le commandant Duval a pu, après la capitulation de Chartres, effectuer sa retraite dans de bonnes conditions.

A Senonches, Châteauneuf et environs, on ne signale la présence d'aucun ennemi.

Pas de nouvelles récentes de Châteaudun. Cette localité et les environs jusqu'à Courville et au-delà sont entièrement évacués ou n'ont pas été occupés.

Eure. — On signale que le 22 octobre des engagements sérieux ont eu lieu de midi à deux heures dans la forêt d'Ilécouis. — Les Prussiens avaient de l'artillerie, de la cavalerie et de l'infanterie. Ils ont été repoussés par les éclaireurs Mocquart, les mobiles de l'Ardèche et les francs-tireurs de Caen qui leur ont mis une centaine d'hommes hors de combat. Le Commandant d'éclaireurs a été blessé ainsi que deux mobiles de l'Ardèche.

Vernon a été canonné d'une rive à l'autre plus d'une heure. L'ennemi s'est retiré. Les dégâts sont peu importants.

Fontainebleau. — A Fontainebleau, le 21, les francs-tireurs auraient démonté 40 cavaliers.

A Châteauneuf (Loiret), on signale la présence de 150 ennemis.

DERNIÈRES NOUVELLES

D'après une reconnaissance poussée dans la direction de Bailleau et de Saint-Aubin, les Prussiens semblent se replier derrière Chartres, vers Houville et Auneau.

AVIS.

L'Administration rappelle qu'il est expressément interdit de diriger des troupeaux de bestiaux sur les pays envahis, et que les personnes qui fournissent des vivres à l'ennemi, sont traduites devant une cour martiale.

Nogent-le-Rotrou, 23 Octobre, 4 heures du soir.

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
HERBAULT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

ARRÊTÉ

CONCERNANT LA

VIANDE DE BOUCHÉRIE

Attendu que, par une lettre en date du 20 Octobre courant;

Le Citoyen Ministre de l'Agriculture et du Commerce a avisé la Municipalité du XIV^e Arrondissement que la part de cet Arrondissement dans la Distribution quotidienne des Abattoirs était réduite de **7,557** kilogrammes à **5,667** kilogrammes;

Attendu, qu'il résulte de cet état de choses que la ration afférente à chaque habitant doit être diminuée dans les mêmes proportions :

A partir du 25 Octobre courant inclusivement, la ration de viande par tête d'habitant est fixée à

SOIXANTE-QUINZE Grammes sans Os.

Nous empruntons à la lettre du Ministre de l'Agriculture et du Commerce l'avis suivant, que nous ne pourrions trop engager les Citoyens du XIV^e Arrondissement à méditer :

« Pour que la population soit moins atteinte dans sa consommation habituelle, il me semble que vous pourriez pourvoir au déficit de bœufs et de moutons avec la viande de cheval qui, aujourd'hui acceptée avec juste raison par beaucoup de personnes, fournit une alimentation aussi saine et fortifiante que celle de la viande de bœuf. Vous savez que la boucherie de cheval est libre et ne subit d'autres entraves que celles de la taxe. »

Paris, le 24 Octobre 1870.

Le Maire provisoire,

LOUIS ASSELINE.

Les Adjoints : L. ROUILLARD — HÉLIGON.

Paris et Lyon font appel à toutes les forces vives du pays.
Le Gouvernement central demande que la nation coopère sans retard à la défense nationale par l'initiative des départements.

La *Ligue du Midi* vient donc répondre à ces exigences patriotiques. Elle met au service des vaillants assiégés de la Capitale, de tous les défenseurs de la République, son organisation populaire, sa libre activité. Quinze départements et l'Algérie se sont groupés, à l'heure du péril, pour tenter un effort suprême en vue de la délivrance de Paris et de Lyon.

Les Prussiens sont aujourd'hui autour de Beaune et menacent la vallée du Rhône.
Plus de retard ! Les populations Républicaines du Midi doivent se lever en masse pour empêcher les envahisseurs de souiller plus longtemps le sol de la Patrie.

Français du Midi, aux armes !

Le Comité central de la **Ligue du Midi**, représenté à **Marseille** par les délégués des quinze départements de la vallée du Rhône et de l'Algérie.

• ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans tous les départements qui ont adhéré à la *Ligue du Midi*, tous les citoyens devront se tenir prêts à quitter leurs foyers au premier appel, et à marcher, sous les étendards de la République, contre le despotisme monarchique et prussien.

Le lieu de rendez-vous des forces nationales sera la ville de Valence et les plaines qui l'entourent. Les délégués des départements coalisés sont nommés *Commissaires-généraux* de la *Ligue du Midi*.

Ils se rendront dans les départements pour prêcher la guerre sainte, réunir les Comités Républicains des localités et agir avec eux de concert pour déterminer, par tous les moyens possibles, un soulèvement général.

Art. 2. — Une souscription nationale, librement consentie par chaque département, chaque municipalité et chaque citoyen, sera recueillie pour obtenir les armes et les approvisionnements nécessaires aux forces de la Ligue.

Le produit de cette souscription sera versé dans les caisses de la Ligue, par les soins du Comité central de chaque département.

Art. 3. — Les *Commissaires-généraux* s'entendront avec les Républicains de chaque département pour faire nommer un délégué cantonal qui devra se rendre à Marseille, le 5 novembre, pour l'assemblée générale de la Ligue du Midi.

Le présent manifeste sera affiché, par les soins de tous les patriotes du Midi, dans tous les cantons et les communes des 15 départements et de l'Algérie.

Art. 4. — Les citoyens de chaque localité devront faire connaître, dans le plus bref délai, au siège de la Ligue du Midi, à Marseille, le résultat de leurs efforts individuels pour faciliter la tâche des commissaires-généraux. Ils devront, en outre, se mettre en rapports constants avec le Comité central de Marseille, siégeant à la Préfecture.

Au nom de la République une et indivisible, les membres des autorités municipales et administratives doivent le concours le plus efficace, comme citoyens, aux membres de la Ligue du Midi, créée pour la défense de la République, et à leurs représentants.

Fait à Marseille, le 25 octobre 1870.

Le Président de la Ligue du Midi :

Administrateur Supérieur du département des Bouches-du-Rhône,
A. ESQUIROS.

Les membres du Comité, Commissaires-généraux de la Ligue du Midi, pour le

Département du Rhône : Borel, Bessière, Grosbois, Bergeron, Tresselt.
• de la Loire : Vogeli, Emile Crozet, Bouzol.
• de l'Isère : Choulier, Porte, Magdelin, Wurchei.
• de Vaucluse : Magalon, Bayol, Gent, Estève.
• de la Drôme : Arnaud, Rusand, Audra.
• du Var : Charvet, Flayols, André.
• de l'Ardeche : Barette, Combier.
• de l'Ille-et-Vilaine : Fesneau, Cremieux, Balguerie.
• des Basses-Alpes : Second, Gardie, Gaymard, Margillan.
• des Alpes-Maritimes : Marescot, Pons, Tavernier, Laurent, Boriol.
• de la Haute-Loire : N...
• du Gard : Chenillon, Delon, Guérin-Ponzio.

Département des Hautes-Alpes : N...
• de l'Algérie : Jourdan, Paul, Blanc, Allier.
• des Bouches-du-Rhône : Tarlif, Genroul, Lombard, Roger, David Naton, Durbee, Carcassonne, Arnoux, Morel.

Le Préfet des Bouches-du-Rhône :
L. Delpech;

Les Membres du Conseil Départemental : Rouvier, Albert Baume, Ch. Dupont, Etienne, J.-B. Brochier, Leroux, Morel Alfred, Méraud, Léonce, Jean, Crémieux ;

Les Membres du Comité de défense : Marie, Darnieau, Brissy, Naquet, de Magallon, Audiffrent, Dupont, Pighetti, Hubert-Gourrier, Denamiel,

Pour copie conforme :
Le Secrétaire du Comité de la Ligue,
ALBERT BAUME.

COMITÉ CENTRAL

DES VINGT ARRONDISSEMENTS DE PARIS

A TOUS LES

DÉFENSEURS DE LA RÉVOLUTION

Le pays se lève en masse dans un sublime effort; il a repris conscience de lui-même, sa conscience de 92: c'est la lutte révolutionnaire.

Au *Comité central républicain* des vingt arrondissements de Paris, porte-parole de la pensée démocratique, il appartient de faire entendre au parti de la Révolution quelle doit être cette guerre et comment il doit la conduire.

Sous la menace d'un double péril, l'étranger devant nous, la réaction derrière, la guerre doit être sans merci, ni trêve, ni défaillance.

Pas d'armistice, pas d'intervention diplomatique: voilà ce que nous avons à craindre avant tout le reste.

L'armistice et l'intervention seraient la préparation d'une paix qui ne pourrait être que honteuse et provisoire; car l'ouïssement de la République en serait le gage: car nous aurions encore une fois, par l'impérialisme de nos gouvernants et par notre lâcheté: trahison de la patrie et restauration monarchique.

Pas de paix avec l'ennemi, tant qu'il est sur le sol sacré! Il appartient à la République de dicter la paix, non de la subir.

Qu'ils le sachent bien, la guerre qu'ils vont trouver devant eux n'est plus cet art conventionnel, cet art de tuer, réduit sous les formules élastiques de ce qu'on appelle la grande guerre; Wissembourg, Reischaffen, Sedan, nous en ont dit le dernier mot.

La guerre qu'ils vont trouver est celle du soulèvement en masse, des corps irréguliers, des tirailleurs perdus, des embuscades, des surprises, des haliers, des ravins: c'est l'extermination par tous les moyens, le peuple furieux, l'inconnu...

RÉPUBLICAINS DU MONDE ENTIER,
debout au nom de la Liberté! En France, en Italie, en Espagne, en Hongrie, en Danemark, en Pologne, et vous nos frères allemands, protecteurs d'outre-Rhin, attendez-vous de notre victoire et du désastre germanique le triomphe de vos libertés!

Aux armes, citoyens!

A la mort ou à la victoire!

Vive la République universelle!

Pour les 180 Délégués au Comité central,

Les membres de la Commission: LEVERDAYS, OUDET, NAPIAS-PIQUET, VAILLANT.

Le Bureau: Le Président de la séance, E. DUPAS. — L'Assesseur, Em. ROY.

— Le Secrétaire, GOULLE. — Le Trésorier, D-Th. REGERE.

Trouvés par nos ennemis communs, ne craignons, en même temps que nous-mêmes, nous soulever pour les conquérir?

Debout tout ce qui travaille, lutte et souffre pour la Justice, tout ce qui est opprimé!

Car l'heure est venue du grand combat qui va juger les peuples et les rois: duel surhumain des deux principes, de la force et du droit, du chaos qui hurle et qui tue et de la raison qui enseigne; du fatalisme d'Attila et de l'idée révolutionnaire.

A nous tous les courages et tous les dévouements, indistinctement et par groupes; à nous les volontaires; à nous les célébres de toutes les revendications qui savent comment on lutte au nom de la Liberté!

Déjà l'Italie révolutionnaire nous envoie son plus illustre représentant.

GARIBOLDI EST EN FRANCE!

Salut au soldat citoyen! Salut au nom de la France et de la Révolution!

Qu'il vienne à nous, le héros d'Amérique, le libérateur de l'Italie, qu'ils nous apprennent cette guerre irrégulière qui a délivré sa nation et qui délivrera la France.

Qu'il vienne à nous; parmi nous seuls il trouvera ses soldats et son armée.

Que nos frères de Lyon arrivent; que leur armée révolutionnaire, guidée par notre brave Cluseret, se joigne à cette armée internationale de la Révolution commandée par Garibaldi.

Que les communes de Marseille, Toulouse, Bordeaux, Lille, Dijon, Rouen, que toutes nos cités républicaines nous envoient leurs citoyens armés, Paris révolutionnaire ira à leur rencontre.

Harcelé, accablé par le nombre, le désespoir, l'ennemi cédera sous cette force inconnue de tout un peuple en arme pour sauver son honneur et conquérir la Liberté.

AVIS.

La circulation de la monnaie allemande ayant donné lieu à des doutes, le cours en a été fixé savoir :

OR.

Le Frédéric d'or, ou autre pièce d'or de la même valeur.	21 fr. 25
Le double Frédéric.	42 fr. 50

ARGENT.

Le Thaler	3 fr. 75
Le Florin autrichien.	2 fr. 50
La Pièce de dix gros.	1 fr. 25
La Pièce de cinq gros.	0 fr. 60
La Pièce de deux gros et demi.	0 fr. 30
Le Florin.	2 fr. 15
Le Demi-Florin	1 fr. 05
La Pièce de six Kreuzers.	0 fr. 20
La Pièce de trois Kreuzers.	0 fr. 40

BILLETS.

Les BILLETS allemands ont le cours de la monnaie équivalente.

Le Commandant de Place, *Le Maire.*
DE GRAEVENITZ, CRESPIN.
Lieutenant-Colonel.

Orléans, le 25 octobre 1870.

NACHRICHT.

Der Werth des deutschen Geldes wird, wie nachstehend, festgesetzt :

GOLD.

Ein Friedrichs d'or, oder anderes gleich werthes Goldstück.	21 fr. 25
Ein Doppelfriedrichs d'or.	42 fr. 50

SILBER.

1 Thaler.	3 fr. 75
1 (Österreichischer) Gulden.	2 fr. 50
1 Zehngroschenstück.	1 fr. 25
1 Fünfgroschenstück.	0 fr. 60
1 Zweieinhalbgroschenstück.	0 fr. 30
1 Gulden.	2 fr. 15
1/2 Gulden.	1 fr. 05
1 Sechskreuzerstück.	0 fr. 20
1 Dreikreuzerstück.	0 fr. 40

PAPIERGELD.

Wird zum vollen Werthe angenommen.

Königlich-Preussische Commandantur,
VON GRAEVENITZ.
Oberst-Lieutenant.

Orléans, den 25 oktober 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

INSTRUCTION

POUR LE

SERVICE DES AMBULANCES

DU 3^e ARRONDISSEMENT

Tout combattant blessé aux remparts doit, aussitôt son premier pansement à l'ambulance du bastion, être transporté au bureau central de la Mairie, pour y être visité et dirigé sur une ambulance sédentaire.

Un médecin et un employé s'y tiendront en permanence.

Inscription sera faite sur un registre matricule de son âge, du lieu de sa naissance, du régiment ou bataillon, et du corps auquel il appartient, ainsi que de l'ambulance où il sera envoyé.

Une fiche, portant copie de cette inscription, sera remise au transporteur, avec ordre de l'attacher au lit du blessé.

Exceptionnellement, pour les blessures graves et les cas pressants, les chefs d'ambulance des remparts pourront les envoyer directement aux ambulances les plus rapprochées; mais ils devront donner l'ordre aux porteurs qu'aussitôt le transport effectué, ils en donnent avis au bureau central en indiquant le lieu du dépôt.

Les armes et munitions des blessés seront conservées à la Mairie, après un inventaire qui sera consigné sur le registre d'entrée.

Tous les soirs un relevé sera fait pour être transmis à l'Intendance. Pour les Gardes Nationaux avis sera donné immédiatement aux familles.

NOTA. Tout Citoyen ayant le brassard de la convention de Genève ne doit être porteur d'aucune arme apparente ou cachée.

*Le Maire, **BONVALET.***

*Le Directeur général du service de Santé du 3^e Arrondissement, **D^r VERNEUIL.***

*Le Directeur des Ambulances du 3^e Arrondissement, **T. FERRÉ.***

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

LE GOUVERNEUR DE PARIS,

En raison des déprédations commises journellement dans la banlieue par des maraudeurs sortis de Paris.

ARRÊTE :

Toute personne portant des paquets ou conduisant une voiture chargée d'objets mobiliers ou de denrées, ne pourra entrer dans Paris que sur la présentation d'une autorisation du Maire de sa commune, justifiant de la propriété et de la provenance de ces objets.

Cet ordre sera exécutoire à partir du 27 octobre.

*Le Gouverneur de Paris,
Président du Gouvernement de la Défense nationale,
Général TROCHU.*

1 IMPRIMERIE NATIONALE. — Octobre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU XI^e ARRONDISSEMENT DISTRIBUTION DE SECOURS

AVIS

IMPORTANT ET COMPLÉMENTAIRE

Les Citoyens et Citoyennes qui ont besoin d'assistance sont priés de se rendre Mardi 25 Octobre, à 9 heures du matin, dans les Bureaux de leurs Sections, où il leur sera délivré des cartes d'identité, sur la présentation desquelles on leur distribuera les Secours que nécessite leur situation.

Ces cartes seront personnelles; elles devront, autant que possible, être présentées par les titulaires eux-mêmes.

LES SECOURS SERONT DELIVRÉS DANS LES BUREAUX DE LA RUE FOLIE-MÉRICOURT

La présentation de la carte est absolument indispensable.

PARIS, LE 25 OCTOBRE 1870.

*Les Adjoints,
TOUVENAINET et DACHEUX.*

*Le Maire provisoire du XI^e Arrondissement,
A. DE FONVIELLE.*

Paris. — Typ. MOUTIS père et fils, rue Amelot, 64.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GARDE NATIONALE

DE LA SEINE.

ARRÊTÉ.

Le Commandant supérieur des Gardes nationales de la Seine,

Vu la lettre de M. le Gouverneur de Paris à M. le Maire de Paris, en date du 14 octobre 1870;

Vu le décret du Gouvernement de la défense nationale, en date du 16 octobre 1870;

Vu l'arrêté du Commandant supérieur approuvé par le Gouverneur de Paris et le Ministre de l'Intérieur, en date du 19 octobre 1870,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les officiers, sous-officiers et caporaux des bataillons de volontaires appelés à l'extérieur par un service de guerre recevront la solde allouée aux officiers, sous-officiers et caporaux de la garde nationale mobile; ils toucheront en sus les vivres de campagne.

ART. 2.

Les gardes volontaires appelés à l'extérieur par un service de guerre recevront les vivres de campagne en sus de la solde de 1 fr. 50 cent. qu'ils reçoivent déjà en station.

ART. 3.

Cette solde de 1 fr. 50 cent., qui sera payée par les agents du Trésor, pourra être déléguée par les gardes, en tout ou partie, à leurs familles.

ART. 4.

Pendant la durée du siège, les chefs de bataillons de volontaires qui en feront la demande recevront une ration de fourrage.

Paris, le 25 Octobre 1870.

Le Général, Commandant supérieur des Gardes nationales,
Signé TAMISIER.

APPROUVÉ :

*Le Président du Gouvernement, Gouverneur
de Paris,*

Signé Général TROCHU.

APPROUVÉ :

*Le Ministre des Affaires étrangères,
chargé par intérim du département de l'Intérieur,*

Signé JULES FAVRE.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PRÉFET DE LA SARTHE,

A MM. les Maires du département de la Sarthe.

MESSEURS,

Je prie à votre connaissance la circulaire que vient de m'adresser M. le Ministre de l'Intérieur :

« Vous priez tous les Maires de vos communes que la *résistance* à l'ennemi soit le premier devoir de tous les Français, que tout le monde doit faire son devoir, notamment les *Magistrats municipaux* qui ne peuvent faire moins que les gardes nationaux mobilisés.

« Après les brévières exemptés donés par des villes ouvertes telles que Châteaudun, Saint-Quentin et autres, par des villages exclusivement gardés par des compagnies de Pompiers, il est d'absolue nécessité que chaque ville, chaque commune, paye sa dette à la Défense nationale, que tout le monde se pénétre du devoir qui est imposé à la France. Les *villes et communes* qui se rendraient sans avoir essayé la *résistance*, seraient désignées au pays par LE MONITEUR. »

Vous voudrez bien vous inspirer de ces instructions et les faire connaître aux populations que vous administrez.

En présence du traitement que fait subir l'ennemi aux villes qui se rendent, l'intérêt même, à défaut de patriotisme, conseillerait la résistance.

Pour ma part, résolu à faire mon devoir, je serai sans pitié pour ceux qui failliront au leur, et je secondrai, de toute mon énergie, l'autorité militaire et le pouvoir civil dans les mesures de rigueur prises contre ceux qui ne seraient pas prêts à tous les sacrifices pour repousser l'invasion.

Le Préfet de la Sarthe,
GEORGES LE CHEVALER.

Le Mans. — Typ. EL MONNOYER, imprimeur de la Préfecture. — Octobre 1870.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE PARIS.

MAIRE DU 2^e ARRONDISSEMENT

AVIS

Les Gardes Nationaux sont prévenus qu'ils peuvent s'adresser pour la réparation des armes en service, à l'atelier du Louvre établi par le Ministère des Travaux publics (*Galerie des nouveaux bâtiments, place du Carrousel, façade sur le quai*).

Ces armes devront être accompagnées d'un bon de réparation signé par le Chef de Bataillon indiquant le numéro du Bataillon, de la Compagnie, de l'arme, et autant que possible la nature de la réparation à faire.

Les Adjoints,
DE BERNÉ,
DE BERNÉ,
TIBAUD.

Le Maire du 2^e Arrondissement.

Paris. — Imprimerie de PRUSKETT, passage Ravier, 11. — Mission journalière du Centre, 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

ARRÊTÉ.

LE MAIRE DE PARIS.

Vu le décret par lequel la Préfecture du Gouvernement à Tours déclare que la ville de Châteaudun a bien mérité de la Patrie;

Considérant que le général Tréchu, Gouverneur de Paris, Président du Gouvernement de la défense nationale, demande à la ville de Paris de consacrer aussitôt, par une inscription commémorative, le souvenir de l'héroïque défense de la ville de Châteaudun;

Considérant que ce vœu répond aux sentiments unanimes d'admiration que la résistance patriotique et valeureuse des citoyens de Châteaudun a rencontrés dans la population de Paris.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La rue dite *rue du Cardinal-Fesch* (IX^e arrondissement) portera désormais la dénomination de *Rue de Châteaudun*.

Art. 2.

Le Secrétaire général de la Mairie de Paris est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Hôtel de Ville de Paris, le 26 Octobre 1870.

Le Maire de Paris,

ÉTIENNE ARAGO.

Pour ampliation :

Le Secrétaire général de la Mairie de Paris,

JULES MAHIAS.

3 IMPRIMERIE NATIONALE. — Octobre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE LYON

Service

DES

APPROVISIONNEMENTS

Une adjudication publique de FARINES, dites RONDES de LYON, aura lieu *Samedi, 29 Octobre courant à 2 heures*, en séance publique, à l'Hôtel de Ville, salle du Conseil municipal.

Les offres et soumissions cachetées seront reçues jusqu'à l'heure d'ouverture de la séance, au Secrétariat de la Mairie.

Le cahier des charges est déposé au Secrétariat, où les intéressés peuvent en prendre connaissance tous les jours, de 9 heures à 4 heures.

LYON, le 26 Octobre 1870.

Pour le Maire,

CHEPTE, ADJOINT.

LYON, Imprimerie Ray et Bonasse, rue St-Claude, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Dépêche télégraphique

CIRCULAIRE

Le Ministre de l'intérieur à MM. les Préfets et Sous-Préfets :

Nogent-sur-Seine attaqué le 25, dès le matin, par 1.800 Prussiens environ, munis de quatre canons et d'une mitrailleuse, a résisté jusqu'à vers 10 heures. Nous avons eu 8 gardes nationaux, une vingtaine de mobiles tués, environ 150 blessés et prisonniers. Pertes de l'ennemi plus considérable; un officier tué. — FRANCS-TIREURS DE LA LOIRE et GENDARMERIE se sont particulièrement distingués. Ennemi évacué Nogent à 4 heures.

Une reconnaissance du 18^e corps d'armée attaquée hier sur la rive gauche de la Loire. Les chasseurs ont fait feu sur la cavalerie. Trois ennemis tués, un chasseur français disparu. — Un détachement prussien revenu à Clâteaudon, à Léaundis (Ardennes), les francs-tireurs ont surpris un détachement, tués deux hommes, fait sept prisonniers, aucun franc-tireur atteint.

*Le lieutenant des CHASSEURS RÉPUBLICAINS de la Loire au Préfet de la Loire,
à Saint-Etienne :*

Combat livré à Nogent-sur-Seine, le 25 octobre, à 8 heures du matin.

55 Chasseurs républicains de la Loire, appuyés par les mobiles du Morbihan, ont commencé le feu contre 1.800 Wurtembergeois armés de deux canons, deux obusiers et une mitrailleuse. Ils ont reçu les balles, les obus et la mitraille au cri de : *vive la République!* Ils ont opéré leur retraite à travers la ville après une résistance d'une heure et quart. Deux morts : Pelissier et Reynard; trois blessés : capitaine Mallet, sergent Torgno et chasseur Gomet.

La compagnie a été admirable de sang-froid et de courage.

Nogent étant occupé, nous avons été obligés d'abandonner nos bagages et nos munitions. Tous nos blessés guériront. Quelques chasseurs se sont égarés dans la retraite. Je réorganise la compagnie à Troyes.

Pour copie conforme :
Le Préfet de la Loire,
CESAR BERTHOLON.

RÉSISTANCE A OUTRANCE

X. X. X. X. X. X. X. — X. X. X. X. X. X. X. X.

BOUCHERIE CANINE ET FÉLINE

MAISON CARTERET ET C^{ie}

ACHAT D'ANIMAUX, RUE CURIAL, 6, LA VILLETTE

On ne traite qu'avec les Propriétaires. — Prix convenables.

Vente des Viandes au marché Saint-Germain, n° 81.

Paris. — Imprimerie Ballivet, Queiroz et Cie, 7, rue Baillif, et rue de Valenciennes, 18.

MAIRIE DE SAINT-DENIS.

AVIS

Les hommes de **25 à 35 ans**, célibataires ou veufs sans enfants, ou mariés depuis la promulgation de la Loi du 10 Août dernier, ainsi que les hommes disponibles de **21 à 25 ans**, ne se trouvant dans aucun des cas d'exemption ou de dispense prévus par la loi, et qui pour diverses causes ne sont encore incorporés ni dans la GARDE NATIONALE SÉDENTAIRE, ni dans la GARDE NATIONALE MOBILE, ni dans l'ARMÉE, devront se faire inscrire à la Mairie (Bureau militaire), dans le délai de **TROIS JOURS**.

Saint-Denis, le 26 Octobre 1870.

Le Maire de Saint-Denis,
MOREAUX.

Saint-Denis. — Typographie de A. MOULIN, rue de Paris, 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mairie du XV^{me} Arrondissement

Attendu que le sieur **BELIN**, boucher, rue de Vaugirard, 365, ne veut pas se soumettre aux conditions stipulées entre tous les Bouchers de l'Arrondissement, d'une part, et, d'autre part, avec la Mairie;

Attendu que la Viande n'est distribuée aux Bouchers de l'Arrondissement que par autorisation de la Mairie et sous sa surveillance;

Attendu que la Mairie a mis pour condition que la Viande délivrée par elle à tous les Bouchers serait pesée, le matin, avant d'être mise en vente, en présence d'un Sergent de la Garde Nationale et de deux Gardes;

Attendu que le sieur **BELIN** s'est refusé ce matin, 19, au pesage décidé par la Mairie et convenu avec tous les autres Bouchers.

ARRÊTÉ : Le sieur **BELIN** n'aura plus, à partir de ce jour, la part proportionnelle de Viande qui lui était attribuée.

Le délégué de la Mairie du XV^e Arrondissement, préposé à la distribution de la Viande à l'abattoir de Grenelle, est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Fait en Mairie, le 19 Octobre 1870, huit heures du matin.

Le Maire, A. CORBON.

AVIS ESSENTIEL

Aven Marchand de denrées alimentaires, Boucher, Charcutier, Épicer, Fruitiier, Boulanger ou autres (sous les Marchands de vi), ne peut se refuser à recevoir les Bons de la Mairie, de 50 centimes, comme paiement d'objets achetés.

Tout Négociant qui s'y refuserait sera signalé et poursuivi conformément aux Réglements. — Ces Bons seront remboursés tous les jours, à vue, à la Mairie.

Imprimerie Jules BONASTEUR, quai des Grands-Augustins, 25.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

AVIS.

L'avis affiché le 11 octobre, pour la réquisition de divers produits nécessaires à la fabrication des poudres de guerre, a donné lieu à de nombreuses déclarations de produits à base de *soude*, et causé quelque émotion dans l'industrie du blanchissage, par suite d'une erreur résultant de la désignation impropre de *potasse blanche* donnée communément dans le commerce à une certaine espèce de *carbonate de soude*.

Il paraît utile d'informer le public que les produits à base de soude ne sont point recherchés pour la fabrication du salpêtre, laquelle doit au contraire augmenter la quantité de carbonate de soude disponible sur la place.

Les seuls produits demandés sont les suivants :

- Nitrate de potasse (salpêtre brut ou raffiné);
- Nitrate de soude brut ou raffiné (salpêtre eubique);
- Muriate de potasse (chlorure de potassium);
- Sulfate de potasse;
- Potasse d'Amérique (1^{re} et 2^e sortes);
- Potasse perlasse;
- Potasse de Russie;
- Carbonate de potasse indigène;
- Acide nitrique de tous degrés.

La déclaration de ces produits devra se faire, dans le plus bref délai, chez MM. O. Laisné et H. Bourdon, rue de l'Échiquier, 30.

Paris, le 27 octobre 1870.

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

République Française

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

AUX FAMILLES DES VOLONTAIRES

DU CINQUIÈME ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

La République de Venise avait son *Livre d'Or* où elle inscrivait le nom des élus, des grands citoyens de la République.

Que les volontaires qui vont sortir de vos rangs, qui vont nous sauver de la faim et fonder la République, soient les élus de notre arrondissement.

Pour garder souvenir de leur patriotique dévouement, ouvrons pour eux aussi le *Livre d'Or* du cinquième arrondissement.

C'est au Panthéon, rendu à la patrie, que nous eussions aimé à inaugurer cette fête; au moins, les abords du Temple recevront les inscriptions sur des registres qui seront conservés précieusement dans nos archives municipales.

CITOYENS,

La détermination d'un volontaire, d'un fils, d'un père de famille, n'est pas seulement un acte de dévouement du volontaire, mais aussi du vieux père, de la mère, de la sœur, de l'épouse. Comme autrefois, il faut que ce soit la femme qui boucle son ceinturon pour que l'homme parte fier et confiant.

CITOYENNES, vous tenez les cœurs des hommes dans vos mains; n'y faites naître que de nobles et mâles résolutions.

Françaises, les hommes s'en souviendront. Votre Maire veut contribuer à en fixer le souvenir; c'est pourquoi la municipalité

ARRÊTE :

1^o La face le portique du Panthéon, dix registres recevront les inscriptions (déjà faites ou nouvelles) des volontaires de chacun des dix bataillons de l'arrondissement.

d'armes n'a pas encore permis d'incorporer.

Au centre, la souscription pour la fabrication des canons.

2^e La Municipalité adopte les familles des volontaires inscrits sur ses registres et acceptés par le Comité d'arrondissement; elle les place solennellement sous sa sauvegarde.

3^e Au moment de l'inscription, il sera remis au volontaire une bande de toile blanche portant d'un côté, en impression rouge, le triangle républicain, et en bleu le cachet avec la signature de la Municipalité, et de l'autre, le nom et l'adresse du volontaire.

4^e Cet insigne n'est définitivement acquis que par le volontaire accepté qui, en partant, le laisse à sa famille; cet insigne sera pour elle le gage du civisme de son chef, la marque toujours présente de la protection spéciale que lui accorde la Municipalité.

5^e La mère ou l'épouse, la fille ou le vieux père portant ce signe sur la poitrine entreront partout sans attendre, soit à la Mairie, soit dans les distributions de vivres ou de travail, soit aux réunions ou aux fêtes de la République, et dans toute assemblée où la Municipalité étend sa juridiction.

6^e Le Maire leur promet, surtout durant l'absence du volontaire, sa paternelle protection.

7^e Enfin, si une blessure grave ou une mort glorieuse envlève à la famille un appui sur lequel elle comptait légitimement, la Municipalité adopte cette famille et s'engage solennellement à venir en aide aux femmes, à leur procurer un travail rémunérateur, à fournir l'éducation aux enfants, indépendamment des secours que leur a votés l'Etat.

Le Maire rappelle en terminant que l'Etat n'a pas eu moins de sollicitude pour les volontaires que la Municipalité n'en montre pour les familles.

Le volontaire reste assimilé au garde national. Son engagement cesse avec la levée du siège. Il reste sous le commandement de l'amiral du secteur, et, les grandes opérations militaires exceptées, il s'éloigne rarement des rayons de son secteur. Il reste donc en communication facile avec sa famille. Enfin il reçoit la nourriture, l'habillement, et conserve la même solde de 1 fr. 50 qu'il peut faire verser directement à sa famille.

Aucun motif ne peut donc être allégué par les citoyens en état de porter les armes : pain quotidien assuré, protection à leur famille, honneur à tous. Allons, citoyens, formez vos bataillons!

L'inscription des volontaires commencera Jeudi 27 octobre et se continuera les jours suivants, de MIDI à QUATRE heures, au Panthéon.

Paris, le 27 octobre 1870.

Le Maire du 1^{er} arrondissement,

DY BERTILLON.

FRISER et VIMONT, Adjointes.

PARIS. — Imprimerie DE SOYE et Fils, 5, place du Panthéon.

République Française

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

CINQUIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

(MAIRIE DU PANTHÉON)

Le Citoyen Maire du Cinquième arrondissement a prononcé le discours suivant à l'inauguration des ENROLEMENTS DES VOLONTAIRES.

CITOYENS,

Je dis à Paris, je dis à la France : En vain les armées sont détruites ; en vain les glorieuses villes incendiées ; en vain les campagnes ravagées ! Si, ô France ! ô grande Capitale ! si tous tes enfants se lèvent, la Liberté, la République sont fondées, et tant de désastres, réparés, effacés, aussi vite qu'une pluie d'orage sous le soleil de messidor.

Oui, ô Patrie ! que tous tes enfants valides se lèvent dans leur force et leur courage, et cette triste année de 70 sera le commencement de ta gloire ; car, à jamais désillusionnées sur toute tyrannie, tes souffrantes elles-mêmes seront les sévères et solides fondements de la République.

Mais, ô France ! ô Paris ! si tes jeunes générations sont tellement avilies que cette crise suprême soit impuissante à secouer leur torpeur, alors, ô Patrie ! tes armées détruites, les villes incendiées, les campagnes ravagées, les paysans outragés, ne sont que le commencement de tes douleurs, que le prélude de tes hontes !

Ta capitale livrée aux rapines ;
Ses monuments, au vandalisme ;
Ses musées, ses bibliothèques, au vol et à l'incendie ;
Ses femmes et ses filles. les vôtres, Citoyens ! abandonnées, livrées aux derniers outrages du vainqueur !

La France dépeçée, et ce qui en restera, capable, dans son avilissement, de se laisser imposer quelques-unes de ces majestés funestes qu'elle avait rejetées dans son vomissement !

Ce serait, ô France ! le commencement de ta décrépitude. . . et les vieux pères de ces laides générations n'auraient plus qu'à se faire tuer ou qu'à se laisser mourir de l'indicible douleur d'avoir, fils de 92, engendré les lâches de 70 !

Mais il n'en sera pas ainsi, n'est-ce pas ?

Volontaires ! vous portez dans vos cœurs, dans vos bras, les destins de la Patrie !

Sans vous, commence son agonie ; avec vous, sa félicité, sa gloire immortelle !

Paris, le 27 octobre 1870.

Le Maire du V^e arrondissement,
D^r BERTILLON.

République Française

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

CINQUIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

(MAIRIE DU PANTHÉON)

COMITÉ D'ARMEMENT

ENRÔLEMENTS

POUR LES BATAILLONS DE VOLONTAIRES DE LA GARDE NATIONALE

CITOYENS,

Aujourd'hui, comme en 1792, la France envahie et foulée aux pieds par un insolent ennemi jette le cri d'alarme et fait un appel suprême au courage et au dévouement de ses enfants.

A cet appel de la patrie menacée, nos pères répondirent par l'enrôlement de quatorze armées, et Paris seul donna quatre-vingt-quinze mille volontaires qui, marchant résolument à la rencontre des envahisseurs, les taillèrent en pièces à Jemmapes et à Valmy.

Nous sommes les fils des hommes de 92. — Imitons-les.
Enhardis par nos malheurs, les Prussiens se vantent déjà de nous réduire par la famine; no leur en laissons pas le temps et montrons, une fois de plus, ce que peuvent contre l'armée d'un despote des hommes libres résolus à préserver leurs foyers de la honte et des désastres de l'invasion.

CITOYENS,

LA PATRIE EST EN DANGER !

C'est l'heure des mâles résolutions et des généreux sacrifices.

Il faut, par un sublime effort, écrier dans Paris même L'ARMÉE DE LA DÉLIVRANCE et rompre à tout prix le cercle de fer qui nous circonne.

Il faut prouver que nous n'avons pas dégénéré et qu'il suffit toujours de frapper notre sol du pied pour en faire sortir des légions.

Au nom de l'honneur national, au nom de vos femmes, au nom de vos mères, au nom de vos enfants, au nom de vos vieillards, au nom de cette grande cité qui a fait 89, 92, 1830, 1848 et 1870, debout et en marche contre l'ennemi.

Que les plus braves d'entre vous donnent l'exemple, qu'ils accourent se faire inscrire sur les registres ouverts à Paris pour la formation des bataillons de volontaires.

Précieusement conservés dans les archives de la municipalité, ces registres seront de véritables titres d'honneur pour leurs familles, et transmettront leurs noms à l'admiration et à la reconnaissance de la postérité.

Et vous, CITOYENNES, vous qui êtes nos mères, nos femmes et nos sœurs, vous exalterez notre ardeur, car vous ne voudrez pas que vos fils soient condamnés à la honte et à la douleur éternelles de n'avoir plus pour patrie qu'un pays démembré, anéanti, déshonoré et livré pour jamais au mépris ou à la pitié du monde; vous ne voudrez pas rougir de la lâcheté de vos époux et de vos frères, et fières, dévouées, héroïques, vous leur celeriez les reins et les enverrez vous-mêmes au combat pour lo salut de la France et de la République.

Et que ceux-là soient à jamais couverts d'opprobre qui jouent, valides et pouvant porter une arme, n'auront pas craint de se soustraire au plus sacré de tous les devoirs.

Les Membres du Comité d'armement :

Jourdan, Paul Pia, Bouteville, André, Constant, Arnould, Lorion, Clavel, Bouyer, Collin, Dallos, Dubray, Aron Duperret, Buisser, Griffe, Tisser, Tournier.

Paris, le 27 octobre 1870.

Le Maire du V^e arrondissement,

Dr BERTILLON.

FRISER et VIMONT, Adjoints.

Le Maire de la ville d'Orléans,
Prévient ses concitoyens qu'il a reçu la lettre suivante :

Orléans, le 27 octobre 1870.

Monsieur le Maire,

J'ai à vous communiquer un ordre du général De Tann, qui devra être observé de la manière la plus rigoureuse.

ORDRE :

Il est expressément ordonné à tous ceux qui traverseront la Ville, du commencement du crépuscule jusqu'à l'aube, de porter, dans les rues non suffisamment éclairées, une lanterne allumée et répandant une lumière suffisante pour reconnaître le porteur.

Toute infraction à cette Ordonnance sera jugée et punie d'après les lois de la guerre.

Pour les mêmes heures, toutes les rues devront être éclairées d'une manière suffisante.

Le Maire de la Ville est chargé de donner, le plus vite possible, connaissance de la présente Ordonnance aux habitants de la Ville.

Le Commandant de Place,

Von GRAEVENITZ,

Lieutenant-Colonel,

Königlich Preussische Commandantur Orléans.

Pour copie conforme, *Le Maire,*
CRÉSPIN.

LA DÉFENSE MUTUELLE DE PARIS

Pas de frais d'Administration

Assurance mutuelle contre les pertes mobilières et immobilières résultant des sièges.

TARIFS :

1^{re} Zone. Comprise entre la rue Royale, le boulevard St-Germain et les boulevards intérieurs, vingt-cinq centimes par cent francs, soit : 250 fr. pour cent mille.

2^e Zone. Comprise entre les boulevards intérieurs et l'ancien mur de l'octroi; cinquante centimes par cent francs, soit : 500 fr. pour cent mille.

3^e Zone. Comprise entre l'ancien mur d'octroi et les remparts, un franc cinquante centimes par cent, soit : 1,500 fr. par cent mille.

Pour les risques compris dans la 2^e catégorie des Compagnies d'Assurances, la prime sera double.

Versement immédiat : Un cinquième de la prime seulement.

Répartition des cotisations au marc le franc dans le mois qui suivra la levée du siège.

NOTE. — Les personnes déjà assurées à d'autres compagnies sont priées d'apposer leurs contrats afin de faciliter et d'écarter les opérations.

M. Gaillet, notaire de l'arrondissement.

Maynard, du Palais National, rue de la Harpe, 307.

Cherrier, rue de la Harpe, 307.

J.-M. Allard, Capitaine de la garde Nationale.

Directeur : **M. Th. Ogerdins**, Inspecteur de la Compagnie Gresham. — Siège de la Compagnie, rue Vivienne, 2.

Les primes seront versées chaque jour chez les banquiers de la société.

Lith. Jambert, passage du Café, 29 et 30.

Paris. Typ. Ed. Vert.

Assurance mutuelle en cas de décès résultant de la guerre.

Le But de cette association est de répartir entre les familles des assurés décédés, le montant intégral des cotisations, sous déduction des frais d'emploi et de bureau.

A l'inverse des Compagnies d'Assurances sur la vie, ordinaires, elle n'accepte que les risques de guerre et admet parmi ses sociétaires les militaires de tous grades, gardes mobiles, gardes nationaux, volontaires et francs-tireurs, en un mot, tous les défenseurs actifs du Pays.

La souscription sera fermée le jour de la signature de la paix, et la répartition commencera immédiatement.

Versement immédiat : Un cinquième seulement de la souscription, le reste à la liquidation.

Exemple de la manière dont sera faite la répartition :

Sur 1,000 assurés ou plus, ayant souscrit un million de primes à verser, si un seul meurt par le fait de guerre, sa famille reçoit la totalité. S'il en décède deux, l'un ayant souscrit pour son franc et l'autre pour 500, ce dernier reçoit les 500, et le 1^{er} restant est réparti au souscripteur de 100.

De même, s'il en meurt 10, 20, etc. Par conséquent, moins il y aura de décès, et plus les familles recevront.

Les souscripteurs sont priés d'apposer leurs contrats afin de faciliter et d'écarter les opérations.

CONSEIL D'ADMINISTRATION GRATUIT :

M. Nègre, rue de la Harpe, 307.

Leclerc, Négociant, rue de la Harpe, 307.

Baudouin, chef de bureau de la garde Nationale.

A. Guendron, Avocat, 1, rue Vieille-du-Temple.

AVIS

Je fais savoir aux habitants du pays que toutes les personnes qui, n'étant pas militaires, seront saisies portant les armes contre les troupes allemandes, ou commettant d'autres actes d'hostilité ou de trahison, *seront irrévocablement mises à mort.*

On ne considérera comme militaires que ceux qui porteront l'uniforme ou qui seront reconnaissables à portée de fusils par des distinctions inséparables de leurs habits.

Orléans, le 27 octobre 1870.

Le Général en chef,

Von WITTICH.

Une dépêche officielle de Versailles donne les nouvelles suivantes :

Hier soir, Metz a capitulé :

5 Maréchaux,

6,000 Officiers,

175,000 hommes ont été faits prisonniers de guerre.

La forteresse s'est rendue.

Orléans, le 23 octobre 1870.

Le Baron de TANN,

Général de l'Infanterie.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHONE.

AVIS

LE PRÉFET DU RHONE, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

DONNE AVIS :

Que les *BONS DE CAISSE* de *Cinq francs* et de *Un franc* émis à Lyon à partir du 15 octobre courant, en vertu de son Arrêté du 13 du même mois, sont destinés à suppléer à l'insuffisance des pièces de monnaie en argent de même valeur employées en grande partie au paiement de la solde des nombreuses troupes de séjour ou de passage à Lyon.

Les Bons dont il s'agit ne sont détachés de la souche et mis en circulation qu'après le dépôt, effectué par la Trésorerie Générale à la succursale de la Banque de France, d'une somme équivalente au montant de l'émission desdits Bons. Ils présentent, par conséquent, autant de garantie pour les porteurs que les Billets de Banque eux-mêmes.

Les Billets de *Un franc* et de *Cinq francs* sont, du reste, échangés à la Banque et à la Trésorerie, les premiers par somme de 500 fr., et les seconds par somme de 1,000 fr. contre des Billets de Banque ou du numéraire.

Le Préfet invite les commerçants, les marchands et débiteurs de denrées quelconques à les recevoir en paiement. C'est le seul moyen de faciliter les transactions et de satisfaire, sans risque d'aucune sorte, aux exigences et aux embarras momentanés de la situation.

Lyon, le 28 Octobre 1870.

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

P. CHALLEMEL-LACOUR.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

Le Maire de Paris,

Considérant que sous un Gouvernement Républicain le premier devoir des municipalités est d'assurer le développement de l'enseignement primaire;

Que le nombre des écoles communales de la ville de Paris ne suffit pas pour les besoins de la population, et qu'il importe, par conséquent, de créer immédiatement de nouveaux groupes scolaires, comprenant chacun une école de garçons, une école de filles et une salle d'asile;

Considérant aussi qu'il convient d'augmenter le traitement des instituteurs et des institutrices,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Le budget de l'enseignement primaire communal de la ville de Paris, fixé pour l'exercice 1870 à 8,527,941 francs, est élevé pour l'exercice 1871, commençant le 1^{er} janvier prochain, au chiffre de 16,027,941 francs.

ART. 2.

L'n crédit spécial sera ultérieurement ouvert, pour les dépenses afférentes à la ville des deux écoles normales primaires, la création de nouvelles écoles sur le plan de l'Ecole Turgot, et la fondation de bibliothèques communales dans chacun des vingt arrondissements de Paris.

ART. 3.

Le Secrétaire général de la Mairie de Paris est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 28 octobre 1870.

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

Pour ampliation :
Le Secrétaire général de la Mairie de Paris,
JULES MAHIAS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

UNE ET INDIVISIBLE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT.

AVIS

La Municipalité, en réponse aux demandes et aux protestations relatives à la Garde civique, croit devoir porter à la connaissance des intéressés l'extrait suivant du *Journal officiel* du 27 courant :

« Le Gouvernement reçoit, chaque jour, de nombreuses demandes de citoyens qui, sous des dénominations variées, croient utile de former de nouveaux bataillons de Garde nationale. En les remerciant de leur patriotisme, le Gouvernement leur rappelle les dispositions de la loi qui s'opposent à ces créations, et celles du décret spécial du 6 octobre qui a clos définitivement, la liste des bataillons. Il est, par cette raison, contraint de renoncer au concours que voulait bien lui offrir un bataillon dit des Vétérans, réuni par les soins de citoyens honorables autant que dévoués, et dont chacun appréciera l'excellent esprit. Le Gouvernement les considère comme une réserve précieuse à laquelle il aura recours si les circonstances l'exigent, et il est certain de trouver toujours chez eux le même courage, le même civisme que dans les rangs de la Garde nationale ordinaire. »

Paris, le 28 octobre 1870.

Pour extrait conforme :

Le Maire,

D^r ROBINET.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

RATIONNEMENT DE LA VIANDE

La Municipalité du XI^e Arrondissement vient de recevoir l'avis suivant, qu'elle s'empresse de porter à la connaissance de ses administrés :

Paris, le 27 Octobre 1870.

« Mension le Maire,

« La Commission des Subsistances a eu l'honneur de vous prévenir par sa lettre datée d'hier 26 courant, que le rationnement de la Viande de boucherie dans chaque Arrondissement serait, à dater de SAMEDI matin, uniforme et fixé à CINQUANTE GRAMMES par habitant et par jour.

« Pour me conformer à cette décision que j'approuve, j'ai l'honneur de vous prévenir qu'il ne vous sera plus délivré chaque jour, à l'Abattoir de La Villette, que la quantité de 8,750 kilogrammes, calculée sur la population de 175,000 habitants que vous avez déclarée.

« Je sais à l'avance que les Citoyens de votre Arrondissement comprendront que cette mesure est imposée au Gouvernement de la Défense Nationale par les nécessités de la situation ; je sais encore que nos Citoyens supporteront, avec cet admirable patriotisme que le monde entier admire, un rationnement qui aura certainement pour effet d'accroître les forces de la Défense Nationale, tout en contribuant à assurer notre succès, dont nul ne peut douter désormais.

« Agréez, etc.

« Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

« Signé : J. MAGNIN. »

En conséquence, à partir de SAMEDI 29 courant, le nouveau rationnement fonctionnera.

Chaque habitant ne recevra que 50 grammes de viande, mais il les recevra effectivement, et personne ne sera plus obligé de faire queue pendant des heures entières à la porte des boucheries, le plus souvent pour ne rien obtenir.

En outre, la Municipalité, dans le but de faciliter la répartition de la viande par les bouchers, a décidé que la distribution aurait lieu POUR QUATRE JOURS.

De cette manière, chacun recevra, tous les quatre jours, une part de viande, d'une importance suffisante pour que les habitudes de la population ne soient pas entièrement transformées.

Enfin, le quart seulement des consommateurs se présentant chaque jour, nos rues ne seront plus affligées par le triste spectacle de femmes et d'enfants, venant perdre leur temps à la porte des boucheries, au détriment de leur santé et de leurs occupations.

Les cartes actuelles serviront jusqu'à nouvel ordre, et ne seront échangées qu'après la publication d'un avis ultérieur.

Les Adjoints,
TOUVENAIN et DACHEUX.

Le Maire provisoire du XI^e Arrondissement,
A. DE FONVIELLE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE PARIS

Mairie du XII^e Arrondissement

INSTRUCTION PRIMAIRE

Le Maire du XII^e Arrondissement a l'honneur d'informer ses administrés que les Enfants des Familles réfugiées de la banlieue, ainsi que ceux des Familles appartenant au XII^e Arrondissement, seront reçus **gratuitement** chez Madame BAHN-TIHÉBAUT, institutrice, *quai de la Rapée, n^o 58*, qui a mis, avec le plus généreux empressement, son établissement à la disposition de l'Administration municipale.

Les parents devront se présenter à la Mairie (bureau des Ecoles), pour retirer les cartes d'admission. Ils auront à produire un certificat de vaccine et, autant que possible, le bulletin de naissance de l'enfant.

Paris, le 28 Octobre 1870.

Le Maire du XII^e Arrondissement,

ALFRED GRIVOT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la Loire

DÉCRET

Le Préfet de la Loire,

Vu le décret rendu le 14 courant, par le Gouvernement de Paris, remettant provisoirement en vigueur le décret du 7 août 1848 sur le jury, avec certaines modifications;

Vu les ordonnances des 27 novembre 1816 et 18 janvier 1817 concernant la promulgation des lois,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 14 octobre 1870, sus-visé, sera immédiatement imprimé et affiché partout où besoin sera.

ART. 2. Ce décret deviendra exécutoire à partir du moment de cette publication.

Fait à Saint-Etienne, le 28 octobre 1870.

Le Préfet de la Loire,

César BERTHOLON.

Le Gouvernement de la défense nationale,

Considérant que le moment fixé par la législation en vigueur pour l'accomplissement des opérations préparatoires de la formation des listes du jury pour 1871 est arrivé;

Considérant que la loi du 4 juin 1853 n'est pas en harmonie avec les principes du gouvernement républicain;

Considérant qu'il ne s'agit toutefois que de régler provisoirement le fonctionnement légal du jury, qui devra être définitivement organisé par l'assemblée constituante;

Considérant que l'époque avancée de l'année ne permet plus de se conformer à toutes les prescriptions du décret du 7 août 1848, qui va être remis en vigueur; qu'il y a donc lieu de modifier et de simplifier ce décret et en quelques points par des dispositions transitoires;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Le décret du 7 août 1848 sur le jury est provisoirement remis en vigueur.

ART. 2. — La transmission, par le maire au préfet, de la liste des jurés de la commune, qui, aux termes de l'art. 8 de ce décret, doit avoir lieu avant le 1^{er} novembre de chaque année, pourra être retardée jusqu'au 1^{er} décembre prochain. Elle devra avoir été précédée de la publication prévue par l'art. 6 dudit décret; mais le délai des réclamations est réduit à trois jours et la décision du conseil municipal ne sera pas susceptible de recours.

ART. 3. — A Paris et dans les communes momentanément privées de conseils municipaux,

les fonctions attribuées à ces conseils par le décret du 7 août 1848 seront remplies par des commissions composées du maire, de ses adjoints, du juge de paix et de l'un de ses suppléants.

ART. 4. — Les commissions cantonales établies par les art. 11 et suivants, et les commissions d'arrondissement de Paris établies par l'art. 14 du décret du 7 août 1848 sont remplacées par des commissions composées de la même manière que celles établies par l'article précédent.

Dans le cas prévu par l'art. 13 du susdit décret, tous les juges de paix de la commune feront partie de la commission, mais non leurs suppléants.

ART. 5. — Les art. 15 et 16 du décret du 7 août 1848 sont remplacés par les dispositions suivantes : La commission s'assemblera, entre le 1^{er} et le 5 décembre, par les soins et sous la présidence du maire.

ART. 6. — La disposition de l'art. 24 du décret du 7 août 1848 est restreinte aux citoyens qui auraient rempli les fonctions de juré dans le cours de l'année 1870. Les préfets pourront se contenter, en exécution de la disposition du paragraphe 2 de l'art. 10 du susdit décret, d'indiquer aux maires les noms des jurés ayant siégé en 1870.

Fait à Paris, le 14 octobre 1870.

Ont signé :

Général TROCHU, J. FAYRE, Emm. ARAGO,
J. FERRY, GARNIER-PAGES, II. ROCHEFORT,
J. SIMON.

SOLINGER

Schneidewaaren

GESCHÄFT

Kurze Zeit Lager

HAUPTSÄCHTLICHE

IN MESSER

FEINE UND ORDINÄRE.

RUE BANNIER, 87.

MAGASIN

D'ARTICLES DE TAILLEUR

de Solinger

ÉTABLI

POUR QUELQUES JOURS SEULEMENT

Assortiment de

COUTEAUX

fins et ordinaires.

RUE BANNIER, 87.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

MUNICIPALITÉ DU 3^e ARRONDISSEMENT

offrandes nationales

POUR LA

FONTE DE CANONS

CITOYENS,

Des Canons, des Canons!

C'est le seul cri que nous puissions pousser aujourd'hui pour nous débarrasser de la horde impie qui souille notre sol. Hommes! ce sont vos bras qu'il faut, vos sueurs et votre argent.

Femmes! ce sont vos épargnes et vos bijoux.

Dépouillons-nous de nos richesses, de notre or, de nos bijoux.

Transformons le fer, la fonte, l'acier, et que le Canon vomisse mitraille et feu!

Cant, cinq cents, mille canons ne suffisent pas.

Pas de vaines chimères, pas d'illusions!

Ils sont forts, ils sont nombreux, ils sont toujours nos ennemis!

Leurs armes! Elles sont nombreuses, traitresses.

Nous, nous n'en fondrons jamais assez.

Allons donc, alors! frappons du pied et qu'elles surgissent, nous le pouvons, si vous le voulez.

Citoyens,

De l'or, de l'or!

Crions tous de l'or!

Donnons tous, et puis? — et puis alors nous les vaincrons avec l'aide de tous, vengeant nos morts et immortalisant notre France.

Vive la République une et indivisible.

Les offrandes sont reçues à partir de Dimanche, en place publique :

PLACE DU HAVRE.

PLACE SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE.

PLACE SAINT-AUGUSTIN.

CARRÉPOUR DES CHAMPS-ÉLYSÉES.

Et chaque jour à la Mairie.

STATUE DE STRASBOURG.

PLACE DE LA MADELEINE.

Les Membres de la Commission d'armement,

ED. BAUME, Vice-Président, 87, rue de

Monceau.

G. CORNU, Secrétaire, 7, boulevard Maie-

herbes.

BIGOT, 8, rue de Poonthieu,

BOURLET, 34, rue Boissy-d'Anglas,

DE SAINT-113, Imbourg Saint-Homer,

PIECAL, 52, rue de la Colonne.

LOCKROY, 30, rue Balas-Evre (ancienne

rue Billaud),

L'HABITANT, 91, boulevard Haussmann.

MONET, 81, boulevard Malesherbes.

PIFFAUT, 37, boulevard Malesherbes,

6, Piquet, 16, rue Montague.

PRUCHONNE, 35, passage Courtois.

RICHAUD, 24, rue Saint-Jacques.

8080 — Imprimerie Jouaust, rue Saint-Hovors, 239.

Le Maire, CARNOT.

Mairie du Dixième Arrondissement

AVIS

Distribution
DE LA VIANDE
DANS LES BOUCHERIES

Les modifications à introduire au système actuel de la distribution de la viande, nécessitent un nouveau recensement.

A cet effet, une feuille de recensement sera déposée DIMANCHE MATIN chez tous les Concierges de l'arrondissement.

Chaque habitant devra remplir et *signer* cette feuille.

Toute déclaration reconnue fausse sera poursuivie conformément aux lois et règlements de police.

Les Concierges sont requis de venir à la Mairie retirer *demain Samedi*, à partir de 10 heures, les feuilles de recensement. Ils les tiendront à la disposition des locataires le Dimanche et le Lundi jusqu'à 5 heures.

A partir de 5 heures, les Concierges devront rapporter les feuilles de recensement à la Mairie, où elles seront reçues jusqu'à minuit.

Tout Concierge qui n'aura pas retiré la feuille de recensement, le Samedi, sera passible d'une amende de **20** francs.

Les gardes nationaux et les locataires sont priés de venir signaler à la Mairie, dans la journée du Dimanche, les Concierges qui n'auraient pas la feuille de recensement dans leur loge.

Une liste spéciale sera ouverte à la Mairie le Dimanche et le Lundi jusqu'à 5 heures pour recevoir les déclarations des habitants des maisons qui n'auraient pas de Concierge.

Paris, le 23 Octobre 1870.

Le Maire provisoire,
O'REILLY.

Les Adjoints provisoires : PARMENTIER, DUJARRIER, OLLIVE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DU RHONE.

AVIS

Le Préfet, Commissaire extraordinaire de la République, vient d'adresser au Général commandant la 8^e Division Militaire, la lettre suivante :

Lyon, le 29 octobre 1870.

Monsieur le Général,

J'ai l'honneur de vous informer que, par une décision en date du 23 octobre courant, le Gouvernement de la Défense Nationale a autorisé l'application de la *Loi Militaire* dans toute l'étendue de la 8^e Division Militaire.

Le Conseil de guerre n'ayant paru suffire jusqu'à présent, je n'ai pas cru devoir vous transmettre cette décision. Aujourd'hui l'ennemi s'approche, il faut qu'une discipline rigoureuse règne à partir de ce moment dans tous les Corps armés. La seule sanction sera notre force et notre salut. Le Décret du 2 octobre, qui établit la *Loi Militaire*, a pour objet de faire justice énergique et prompt de tous les écarts, et du plus grave de tous, la lâcheté.

Vous voudrez bien prendre, sans délai, les moyens nécessaires pour que ce Décret soit imprimé et affiché partout où besoin sera et pour qu'il en soit donné lecture aux troupes sous vos ordres.

Recevez, Monsieur le Général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire de la République,

P. CHALLEMEL-LACOUR.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

DÉCRET.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Considérant que du maintien ou du rétablissement de la discipline dépendent la dignité et la force des armées;

Considérant que la législation et les règlements actuels ne contiennent pas de dispositions qui permettent de réprimer immédiatement les erreurs et délits commis par les militaires en campagne.

DÉCRET :

ARTICLE PREMIER. — A partir du jour de la promulgation du présent Décret, des Cours martiales sont établies, pour remplacer les Conseils de guerre, dans la exécution des hostilités, dans les divisions ar-

Art. 6. — Seront punis de mort les crimes et délits suivants :
Assassinat. — Meurtre. — Désertion. — Embauchage pour commettre un des faits punis de mort par le présent décret. — Complicité dans un de ces faits. — Espionnage. — Vol. — Maraudage. — Pillage avec ou sans armes. — Refus de service à un supérieur, avec ou sans menaces ou injures. — Inexécution d'ordre compris et retenu, avec intention d'opposer de l'inertie. — Injures, menaces, voies de fait envers un supérieur. — Provocation en paroles à la révolte ou à l'indiscipline. — Bris d'armes, pertes volontaires d'armes, afin de ne pas marcher au feu. — Destruction de munitions dans le même but, faite en présence ou non de l'ennemi par lâcheté.

qu'il faut que les militaires aient conscience de leur responsabilité et de l'accomplissement de leur devoir.

Art. 2. — La plainte déposée par l'autorité qui a constaté le délit ou le crime, et portant le nom des témoins sera transmise, dès l'arrivée au gîte du soir, à l'officier du grade le plus élevé. Celui-ci donnera l'ordre de la convocation immédiate de la Cour martiale qui se réunira aussitôt au lieu indiqué par son président.

Le président donnera lecture de la plainte en présence de l'accusé, et les témoins à charge qu'il appellera et s'ils sont présents; l'accusé aura la parole le dernier. Il n'y aura pas de plaidoirie par avocat pour ou contre.

Le président fera sortir l'accusé, résumera les dispositions faites en faveur de l'accusé et celles faites contre lui. Il posera, en ces termes une question unique aux membres du Conseil, en commençant par le moins élevé en grade.

Au nom de la Patrie envahie :
Lo nommé un tel est-il coupable d'avoir « brisé son arme, manqué, insulté un supérieur »... etc., etc. ?
Il sera répondu par oui ou par non.

La majorité simple décidera de la culpabilité.
Le greffier rédigera, séance tenante, le procès-verbal, et le président faisant rentrer l'accusé, lui lira la sentence qui le condamne ou qui l'acquitte.

En cas de condamnation, la sentence sera exécutée le lendemain matin, avant le départ des troupes, en présence du bataillon auquel appartient le coupable.

Art. 4. — Pour les soldats, caporaux, brigadiers et sous-officiers, la Cour martiale de la division se composera d'un chef de bataillon président, de deux capitaines, d'un lieutenant ou d'un sous-lieutenant, qui resteront tous en fonctions pendant quinze jours, sans être renouvelés, et d'un sous-officier qui appartiendra toujours à la compagnie de l'accusé. Un sergent-major remplira les fonctions de greffier, sans voix délibérative.

Pour toute fraction constituée de la division, en marche isolément, de la force d'un bataillon, ou commandée par un chef de bataillon, la Cour martiale se composera de deux capitaines dont le plus ancien présidera, d'un lieutenant ou d'un sous-lieutenant, et de deux sous-officiers dont l'un appartiendra toujours à la compagnie de l'accusé. Un sergent-major sera greffier.

Les membres de la Cour martiale seront pris par rang d'ancienneté, jusqu'à épuisement de la liste des officiers, sans qu'aucun d'eux puisse décliner cette fonction, sous peine de réforme.

Les Cours martiales des fractions isolées cesseront de fonctionner, aussitôt qu'elles seront revenues au campement de la division; partout ailleurs elles fonctionneront.

Art. 5. — La composition des Cours martiales pour les officiers sera la même que celle des conseils de guerre concernant les officiers; mais la procédure sera la même que celle suivie à l'égard des soldats, caporaux, brigadiers et sous-officiers.

Art. 9. — Chaque division aura une prévôté comprise de trente-deux gendarmes à cheval, commandés par un officier; cette troupe se divisera au besoin de manière que chaque portion de corps marchant isolée soit accompagnée au moins de deux gendarmes et d'un chien.

La prévôté arrièrera d'elle-même tous les délinquants, quels qu'ils soient, officiers ou non, et dressera des procès-verbaux des délits commis, qui seront aussitôt transmis au commandant de la colonne. Contre les délinquants arrêtés qui toléreraient de fuir ou de faire résistance, elle fera usage de ses armes.

La prévôté recevra et conduira les délinquants qui lui seront remis par une autorité quelconque de la colonne. Quand il y aura lieu, il lui sera donné des hommes de garde pour conduire les délinquants.

La Juridiction pénale des prévôtés prévue par les articles 31, 52 et 75 du Code de Justice militaire, s'étend, à la suite du corps d'armée, sur tout le sol français.

Art. 10. — Tous les manquements simples au service seront punis par le doublement des sentinilles des grand gardes et avant-postes; mais une de ces sentinilles, ou deux, ou toutes les deux, s'il n'y a pas d'hommes punis, appartiendront toujours à la fraction constituée du grand garde.

Art. 11. — Les dispositions du présent décret s'appliquent à tous les corps de troupes armés, équipés et entretenus aux frais de la République ou qui auraient seulement reçu l'attache de bellégarde.

Art. 12. — Dans tous les cas non prévus par le présent décret, les pénalités édictées par le Code de Justice militaire devront être appliquées.

Art. 13. — Le Vice-Amiral, Ministre de la Guerre par intérim, est chargé de la promulgation et de l'exécution du présent décret.

Fait à Tours, le 2 octobre 1870.

Pour le Gouvernement de la défense nationale :
Les Membres de la délégation.

Ad. CREMIEUX, GLAIS-BIZON, L. FOURICHON.

Pour le Gouvernement :
Le Vice-Amiral, Ministre de la Guerre par intérim,

L. FOURICHON.

Lyon. — Imprimerie J. NGON, rue de la Pousillière, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

CIRCULAIRE DE TOURS

Tours, 29 octobre 1870.

Le ministre de l'intérieur à MM. les préfets et sous-préfets :

Une dépêche de Salé du 27 annonce une défaite complète avec grandes pertes d'un corps badois. Trois cents, dans la déroute, se sont réfugiés en Suisse, ont été désarmés et envoyés à Porrentruy. Hier les Prussiens ont attaqué, à 10 heures du matin, Formerie, sur le chemin de fer d'Amiens à Rouen, ils étaient 1,500 ou 2,000, avec artillerie; après un engagement sérieux, ils ont été vigoureusement repoussés par troupes et mobiles du Nord. La cavalerie commandée par le colonel d'Espeuilles les a poursuivis les poussant en pleine déroute vers Beauvais et Sougeons. Ligne a été maintenue intacte. Maisons incendiées par l'ennemi près Courville. Mobiles de l'Orne et volontaires de l'Hérault ont mis en déroute une reconnaissance, comprenant détachement de cuirassiers blancs. 83^e d'infanterie prussien avec artillerie qui s'est replié précipitamment sur Chartres. Douze cents cavaliers ennemis qui avaient paru à Châteauneuf-en-Thimerais ont fait retraite.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU XI^E ARRONDISSEMENT

BUREAUX DE DISTRIBUTION DE SECOURS

La Distribution des Bons de Secours est faite, *Bureau D*,
QUARTIER SAINTE-MARGUERITE

Rue de Montreuil, 31, pour les rues ci-après désignées :

Rue du Faubourg-St-Antoine,
du 53 à la fin, numéros im-
pairs.
Passage Saint-Antoine.
Cité Beauharnais.
Rue Saint-Bernard.
Impasse Saint-Bernard.
Passage Saint-Bernard.
Passage de la Bonne-Graine.
Rue des Boulets, 1 à 17, 2 à
78.
Rue Neuve-des-Boulets.
Avenue de Bouvines.

Rue de Bouvines.
Passage du Beas-d'Or.
Ruelle des Bureaux.
Rue de Chambéry.
Boulevard de Charonne.
Rue de Charonne, numéros
pairs.
Passage de la Forge-Royale.
Cité Gonel.
Cité Guénol.
Impasse des Jardiniers.
Passage Jossot.

Rue de l'homme.
Rue de la Main-d'Or.
Rue Sainte-Marguerite.
Rue de Montreuil.
Rue de Nice.
Avenue Philippe-Auguste, de
la rue de Charonne à la
place du Trône.
Place du Trône.
Avenue de Taillebourg.
Rue de Toul.
Impasse Vignolle.

Les Adjointe,

TOUVENAIN, DACHEUX.

Paris, le 29 Octobre 1870.

Le Maire,

A. DE FONVIELLE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHONE.

PROCLAMATION

Citoyens,

La nouvelle de la reddition de Metz, positivement fautive il y a quelques jours, circule de nouveau.

Bazaine aurait capitulé.

Les circonstances qui auraient amené ce désastre me sont inconnues.

Si c'est un crime, celui qui l'a commis s'est placé hors la loi, hors l'humanité. Son nom est voué à l'infamie. Quiconque peut atteindre le traître, se saisir de sa personne, a le droit et le devoir de lui infliger de sa main le châtiment qui méritent les traîtres.

Si c'est une dernière infortune, ajoutée à tant d'autres, elle ne nous abattra pas; elle nous trouvera inébranlables; nous nous raidirons contre les assauts du malheur, et nous ferons si bien qu'en forçant l'admiration du monde, nous finirons à la longue par fatiguer le destin.

Citoyens,

Lyon a les moyens de résister.

Une artillerie formidable par le nombre et le calibre couronne déjà les ouvrages dont Lyon est entouré, et cette artillerie augmente tous les jours.

Des vastes approvisionnements, capables de suffire à plusieurs mois, seront bientôt achevés. Des troupes régulières, venues de divers points, vont se concentrer dans la ville ou sous l'abri de ses canons. Le Midi tout entier se prépare à nous envoyer l'élite de ses Légions.

Une population vaillante, déjà exercée, faite pour la lutte, pénétrée de l'esprit et des traditions de la Révolution, s'aguerrit à vue d'œil. Elle montrera, d'abord sur ses remparts, bientôt dans ses sorties, ce que valent les hommes du cœur qui combattent pour leurs foyers, pour leurs familles, pour leur pays, pour toutes les espérances renfermées encore dans ce grand nom de Révolution Française, contre un ennemi rapace, impitoyable, fou d'orgueil et de fureur.

Nous résisterons, quel que nous résistions. Il le faut, parce que l'honneur le commande, parce que l'intérêt le conseille, parce que la France ensanglantée tourne les yeux vers nous et nous crie de lui donner quelques mois, quelques semaines, pour se reconnaître et s'armer.

Il le faut, parce que votre énergie et vos remparts seront, j'en ai la ferme espérance, l'écuil de la fortune prussienne.

Citoyens,

J'attends de vous le calme qui sied en présence de l'épreuve, à l'homme digne de ce nom.

Je vous demande d'imposer silence à vos ressentiments, d'oublier toute cause de division et d'antagonisme, de réprimer vous-même sans pitié les fauteurs du désordre, ceux qui par leurs paroles ou leurs manœuvres sèmeraient parmi vous l'énervante défiance, et de vous ruiner d'un même élan contre l'ennemi qui ose venir à nous.

Je vous demande d'exécuter, avec une mâle et prompte obéissance, les ordres qui vous seront donnés. Vous ne résisteriez à l'autorité que si elle vous commandait une action lâche.

Un empereur dégradé par le despotisme, un général oublieux de ce qu'il doit à sa patrie, à sa renommée, à ses compagnons d'armes, peuvent capituler.

Il est une chose qui ne capitulera pas : c'est la République Française.

VIVE LA RÉPUBLIQUE.

Lyon, le 29 octobre 1870.

Le Préfet du département du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,
P. CHALLENEL-LACOUR.

République Française.

X^e Arrondissement.

Formation d'une Compagnie

de

Guetteurs Parisiens.

Considérant qu'il est de la plus grande Urgence, pour prévenir les incendies qui pourraient se déclarer dans Paris, par suite de l'explosion de Bombes, ou toute autre cause, — d'établir une surveillance continue sur les toitures de nos Maisons.

Il est formé, par les soins du Citoyen *Bellavoine* (14, Faubourg St-Denis), délégué à cet effet, une Compagnie de **Guetteurs Parisiens.**

Les *Guetteurs Parisiens* établiront leurs observations sur les maisons et les monuments les plus hauts, choisis dans les différents groupes de maisons du 10^e Arrondissement.

Ils seront assistés d'Enfants de 12 à 14 ans, qui seront chargés de transmettre aux postes des Pompiers, les avis des sinistres signalés par les *Guetteurs*.

Pourront être admis :

Les hommes qui, pour cause d'infirmité, ne font pas partie de la Garde nationale active et les enfants de 12 à 14 ans.

On s'inscrit chez le Citoyen Bellavoine, 14, Faubourg St-Denis.

Lith. Bellavoine, 14, Faubourg St-Denis.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE PARIS — MAIRIE DU LOUVRE

Aux Habitants du 1^{er} Arrondissement

Chers Concitoyens,

L'heure approche où un suprême effort doit être tenté pour prendre l'offensive et délivrer notre illustre Capitale.

Pour que cet effort soit efficace, il est de toute nécessité que le Gouvernement de la défense nationale puisse promptement disposer d'une **FORMIDABLE ARTILLERIE DE CAMPAGNE**.

Les comités scientifiques des vingt Arrondissements l'ont compris. Ils ont pris l'initiative d'une Souscription patriotique pour la fabrication de Canons se chargeant par la culasse, et à leur appel d'innombrables offrandes sont venues témoigner tout à la fois de l'implacable résolution des Habitants du Paris et de leur inébranlable confiance dans le Gouvernement de la République.

Le 1^{er} Arrondissement a tenu à honneur de donner une nouvelle preuve de son ardent patriotisme. Des listes de souscription ouvertes dans nos dix Bataillons de Garde nationale ont été immédiatement couvertes. Un seul Bataillon a, en quelques jours, recueilli plus de 12,000 francs. Un généreux Citoyen a offert une mitrailleuse, un autre nous a versé le prix d'un Canon qui portera son nom.

Il importe, chers Concitoyens, que loin de se ralentir, cet admirable élan national s'accroisse, se généralise et s'accélére.

Il importe notamment que, dans ce concours de tous les dévouements, la vieille Cité Parisienne, le Paris historique, conserve le rang que lui assigne son glorieux passé, et que les boulets lancés par les canons qu'il aura fondus et baptisés aillent témoigner aux Barbares de 1870 que les enfants des quartiers du Louvre, du Palais-Royal et des Halles, sont restés dignes de leurs pères.

Nous vous demandons donc à tous votre offrande; si minime que soit chacune d'elles, elle sera fraternellement accueillie, et la trace en sera éternellement conservée sur un registre qui restera comme le précieux gage de votre patriotisme et de notre union.

Ayez confiance, continuez à ne reculer devant aucun sacrifice et nous vous en donnons l'assurance, la France sera sauvée.

Vive la France,

Vive la République,

Vive Paris.

Paris, le 29 octobre 1870.

Les Adjoints,
JULES MÉLINE, EMILE MEURIZET.

Le Maire du 1^{er} Arrondissement,
TH. TENAILLE-SALIGNY.

Les Souscriptions sont reçues :

1^o A la Mairie du Louvre.

2^o Chez M. AURIAN, pharmacien, rue Coquillière, membre du Comité scientifique.

3^o Chez M. FICHET, ingénieur mécanicien, rue Richelleu, 45. id.

4^o Chez M. RADIGON, architecte de l'arrondissement, rue Vauvilliers, 15. id.

Paris.—Imprimerie administrative du Parc D'INFANT, rue Jean-Jacques-Rousseau, 51 (Hôtel des Ventes).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DU RHONE.

Nomination de la Commission départementale

LE PRÉFET DU RHONE, Commissaire extraordinaire du Gouvernement

Considérant que, dans la situation politique où se trouve la France, il y a lieu de faire appel à toutes les forces vives du Pays ;

Considérant qu'il y a urgence à consulter le Conseil général sur les mesures financières à prendre pour faire face aux dépenses de la Défense nationale ;

Considérant que, par le fait de la révolution du 4 septembre dernier, le mandat des anciens Conseillers généraux a été frappé de caducité, et qu'il y a lieu de recourir à la création d'une Commission départementale en harmonie avec les institutions républicaines,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué dans le département du Rhône, une Commission départementale, composée d'un membre par canton, destinée à suppléer provisoirement le Conseil général.

ART. 2. — Sont nommés Membres de cette commission les citoyens dont les noms suivent :

Ville de Lyon.

MM.		MM.	
CAILLAUD, avocat,	1 ^{er} Canton de Lyon.	CARLE,	5 ^e Canton de Lyon.
FERROUH-LAT,	2 ^e —	BACOT,	6 ^e —
MICHAUD,	3 ^e —	CASTANIER,	7 ^e —
ANDRIEUX,	4 ^e —	JOSSERAND,	8 ^e —

Arrondissement de Lyon.

MM.	Cantons.
DALIN,	F'Arbrestre.
TOURNIER,	Condrieu.
JOURDAN,	Limonest.
RIVIERE,	Mornant.
BLANG,	Neuville.
FLOTTARD,	St-Genis-Laval.
BLANG, de Montmarault,	St-Laurent-de-Champanet.
VOITTELET,	St-Symphorien-sur-Coise.
LENGILLON,	Vaugneray.
RIEAU-LANDRAU,	Villeurbanne.
BAZIN,	Givors.

Arrondissement de Villefranche.

MM.	Cantons.
PERRAS (Edmond), né à Cablisse,	Amplepuis.
PIEROU, maire de Chuzoy,	Anse.
MICHAUD (Philippe), banquier,	Beaujeu.
PARCEINT,	Belleville.
LASSALLE, maire de Châtillon,	Bois-d'Oingt.
CONFEMINE, né à Grandris,	Lamure.
RUET, maire,	Monsols.
COQUARD, maire,	Tarare.
PICARD (Maurice),	Thiry.
MONGOIN, maire de Blacé,	Villefranche.

ART. 3. — La Commission nommera elle-même son bureau.

ART. 4. — Ladite Commission départementale se réunira en session extraordinaire le JEUDI 3 NOVEMBRE prochain.

Lyon, le 29 octobre 1870.

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

P. CHALLEMEL-LACOUR.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

M. Thiers est arrivé aujourd'hui à Paris; il s'est transporté sur-le-champ au ministère des affaires étrangères.

Il a rendu compte au Gouvernement de sa mission. Grâce à la forte impression produite en Europe par la résistance de Paris, quatre grandes puissances neutres, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et l'Italie, se sont ralliées à une idée commune. Elles proposent aux belligérants un armistice qui aurait pour objet la convocation d'une Assemblée nationale. Il est bien entendu qu'un tel armistice devrait avoir pour conditions le ravitaillement proportionnel à sa durée, et l'élection de l'Assemblée par le Pays tout entier.

Paris, le 30 octobre 1870.

*Le Ministre des Affaires étrangères,
Ministre de l'Intérieur par intérim,
JULES FAVRE.*

MAIRIE
DE TOULON.



DÉPARTEMENT
DU VAR.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Le Conseil Municipal de Toulon

AUX CITOYENS

GAMBETTA, CRÉMIEUX, GLAIS-BIZOIN,

Délégués du Gouvernement de la Défense Nationale, à Tours.

C'est avec un frémissement de douleur et d'indignation que la ville de Toulon a reçu votre patriotique dépêche; à la trahison qui a livré Metz aux ennemis, notre cité a répondu par le cri énergique de Vive la République, *une et indivisible!* Le Conseil municipal s'est assemblé d'urgence pour vous dire les sentiments et les vœux de la population entière.

Plus que jamais, la Patrie subit de sinistres catastrophes; plus que jamais, il faut qu'elle s'inspire de la grande tradition révolutionnaire.

Ne laissez point fléchir une seconde le pouvoir placé entre vos mains; qu'il soit la dictature!

La France, qui ne veut pas périr, saura répondre à votre appel et nos affreuses infortunes seront conjurées. Oui, nous résisterons tant qu'il y aura sous nos semelles un pouce du territoire français;

Et, s'il ne reste un jour que Toulon au Gouvernement de la défense nationale, comme Cadix fut autrefois le refuge, le dernier rempart de la patrie espagnole, Toulon sera le boulevard invincible de la République.

Fait en l'Hôtel de Ville, dans la salle ordinaire des délibérations du Conseil municipal, le 30 Octobre 1870, à 9 heures du soir.

Signé : Allègre, Maire;

Abel, Flottes, Gantelme, Faure, Adjoints;
Marnata, Guillabert, Ricoux, Gardon, Pierrhuges,
Rimbaud, Degreaux, Votrain, Frémy, Bonnaud, Nègre,
Mouchet, Lasola, Guiguet, Giroud, Reynaud, Grisolles,
Guiol, Lavène, Audemard, Simian, Noble, Maria, Boué,
Charvet, Sabatier, Conseillers Municipaux.

POUR COPIE CONFORME :

Le Maire de Toulon,

V. ALLÈGRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEMENT

DE

LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Gouvernement vient d'apprendre la douloureuse nouvelle de la reddition de Metz. M. le maréchal Bazaine et son armée ont dû se rendre après d'héroïques efforts, que le manque de vivres et de munitions ne leur permettait plus de continuer. Ils sont prisonniers de guerre.

Cette cruelle issue d'une lutte de près de trois mois causera dans toute la France une profonde et pénible émotion. Mais elle n'abattra pas notre courage. Pleine de reconnaissance pour les braves soldats, pour la généreuse population qui ont combattu pied à pied pour la Patrie, la ville de Paris voudra être digne d'eux. Elle sera soutenue par leur exemple et par l'espoir de les venger.

Paris, le 30 octobre 1870.

*Le Ministre des Affaires étrangères,
Ministre de l'Intérieur par intérim,
JULES FAVRE.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

PROCLAMATION *Au Peuple Français*

Tours, 30 octobre 1870.

Français,

Élevez vos âmes et vos résolutions à la hauteur des effroyables périls qui fondent sur la Patrie. — Il dépend encore de nous de lever la mauvaise fortune et de montrer à l'univers ce qu'est un grand peuple qui ne veut pas périr et dont le courage s'exalte au sein même des catastrophes.

Metz a capitulé.

Un général sur qui la France comptait, même après le Mexique, vient d'enlever à la Patrie en donnant plus de cent mille de ses défenseurs.

Le maréchal Bazaine a trahi : il s'est fait l'agent de l'homme de Sedan, le complice de l'envahisseur ; et, au mépris de l'honneur de l'armée dont il avait la garde, il a livré, sans même essayer un suprême effort, cent vingt mille combattants, vingt mille blessés, ses fusils et ses canons, ses drapeaux et la plus forte citadelle de la France. Metz, vierge jusqu'à lui des souillures de l'étranger.

Un tel crime est au-dessus même des châtimens de la justice.

Et maintenant, Français, mesurez la profondeur de l'abîme où vous a précipité l'Empire !

Vingt ans la France a subi ce pouvoir corrompue qui tarissait en elle toutes les sources de la grandeur et de la vie. L'armée de la France, dépouillée de son caractère national, devenue sous le savoir un instrument de règne et de servitude, est engoulée, malgré l'héroïsme des soldats, par la trahison des chefs, dans les décastres de la Patrie. En moins de deux mois, deux cent vingt mille hommes ont été livrés à l'ennemi : sinistre épilogue du coup de main militaire de décembre.

Il est temps de nous ressaisir. Citoyens, et, sous l'égide de la République que nous sommes bien décidés à ne laisser capotuler ni au dedans ni au dehors, de puiser dans l'extrémité même de nos malheurs, le rajeunissement de notre moralité et de notre virilité politique et sociale.

Où, quelle que soit l'étendue du désastre, il ne vous trouve ni consternés ni hésitantes. Nous sommes prêts aux derniers sacrifices et, en face d'ennemis que tout favorise, nous jurons de ne jamais nous rendre. Tant qu'il restera un pouce du sol sacré sous nos semelles, nous tiendrons ferme le glorieux drapeau de la Révolution française. Notre cause est celle de la justice et du droit. L'Europe le voit, l'Europe le sent. Devant tant de malheurs immérités, spontanément, sans avoir reçu de nous, ni invitation ni adhésion, elle s'est émue, elle s'agite. Pas d'illusions. Ne nous laissons ni alanguir, ni énerver, et prouvons par des actes que nous voulons, que nous pouvons tenir de nous mêmes l'honneur, l'indépendance, l'intégrité, tout ce qui fait la Patrie libre et lière.

Vive la France ! vive la République une et indivisible !

Les Membres du Gouvernement :

CRÉMIEUX, GLAIS-BIZOIN, GAMBETTA.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Sarthe, GEORGES LE CHEVALIER.

PROCLAMATION

Die von den deutschen Truppen-Abtheilungen benützen Eisenbahneinrichtungen dürfen nicht beschädigt werden.

Personen, welche Eisenbahneinrichtungen zerstören, werden nach dem Militairgesetz mit dem Tode bestraft.

Diejenigen Gemeinden, denen die Schuldigen angehören oder auf deren Territorium eine solche Zerstörung geschieht, wird den Umständen nach eine Geldstrafe in der Höhe ihres jährlichen Steuersatzes auferlegt werden.

Die Gemeinde-Vorsteher werden hiernach aufgefordert, um ihren Gemeinden die genannten schweren Strafen zu ersparen, selber Wachen zur Beschützung der Eisenbahneinrichtungen aufzustellen.

Orléans, den 30 october 1870.

Der Commandirende General,

Gez : Freih. von der TANN,
General der Infanterie.

Les chemins de fer servant aux troupes allemandes ne doivent pas être endommagés.

Tout individu qui endommagera ces voies de communication sera puni de la peine de mort, d'après les lois militaires.

Les communes auxquelles les coupables appartiendront, ainsi que celles dont le territoire aura servi à l'action incriminée, seront passibles, dans chaque cas, d'une amende égale au montant annuel de leur impôt foncier.

MM. les Maires sont engagés à établir des gardes pour conserver les chemins de fer sur leur territoire, afin d'épargner ces peines sévères à leurs communes.

Orléans, le 30 octobre 1870.

Le Commandant en chef,

Baron de TANN,
Général de l'Infanterie.

Préfecture de la Gironde

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Intérieur à Préfets et Sous-Préfets

Tours, 31 Octobre, 12 h. 50 m. du soir.
Arrivée à la Préfecture à 3 heures et demie.

Hier, 10 à 12,000 ennemis ont attaqué Dijon et ont rencontré une vive résistance de la part des troupes régulières, des mobiles et de la garde nationale sédentaire. Le combat, en avant de la ville et dans les faubourgs, a duré de 9 heures du matin à 4 heures et demie du soir. Le bombardement a entraîné la retraite de la garnison.

Avant-hier, 150 cuirassiers blancs ont paru à Châteaudun, et repris, après quelques heures, la route d'Orléans.

Vers le Nord, on ne signale aucun mouvement sérieux de l'ennemi. Quelques éclaireurs seulement ont été rencontrés par des francs-tireurs.

Un rapport officiel de Verdun signale une sortie heureuse effectuée le 20 Octobre. La garnison a enlevé les postes prussiens, et encloué 26 pièces de gros calibre.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,
Amédée LARRIEU.

Bordeaux.— Imp. administrative Nagot, rue de la Bourne, 11 et 13.

AU NOM DU SALUT PUBLIC

Tous les Officiers de la Garde nationale sont convoqués ce soir à 8 heures, SALLE DE LA BOURSE, pour prendre une

Résolution suprême!

Paris. — Imprimerie DUBUISSON et Co, rue Coq-Héron, 5. (490)

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté, Égalité, Fraternité

PROCLAMATION

A l'Armée !

Soldats ! vous avez été trahis, mais non déshonorés. Depuis trois mois la fortune trompe votre héroïsme ; vous savez aujourd'hui à quels désastres l'ineptie et la trahison peuvent conduire les plus vaillantes armées. Débarrassés de chefs indignes de vous et de la France, êtes vous prêts, sous la conduite de chefs qui méritent votre confiance, à laver dans le sang des envahisseurs l'outrage infligé au vieux nom français ? En avant ! Vous ne lutez plus pour l'intérêt et les caprices d'un despote ; vous combattez pour le salut même de la patrie, pour vos foyers incendiés, pour vos familles outragées, pour la France, notre mère à tous, livrée aux fureurs d'un implacable ennemi.

Guerre sainte et nationale, mission sublime, pour le succès de laquelle il faut, sans jamais regarder en arrière, nous sacrifier tous et tout entiers.

D'indignes citoyens ont osé dire que l'armée avait été rendue solidaire de l'infamie de son chef. Honte à ces calomniateurs qui, fidèles au système des Bonaparte, cherchent à séparer l'armée du peuple, les soldats de la République. Non ! non ! j'ai flétri, comme je le devais, la trahison de Sedan et le crime de Metz, et je vous appelle à venger votre propre honneur qui est celui de la France.

Vos frères d'armes de l'armée du Rhin ont déjà protesté contre ce lâche attentat et retiré avec horreur leur main de cette capitulation à jamais maudite ! A vous de relever le drapeau de la France qui, dans l'espace de 14 siècles, n'a jamais subi pareille flétrissure. Le dernier Bonaparte et ses séides pouvaient seuls amonceler sur nous tant de honte en si peu de jours ! Vous nous ramèneriez la victoire, mais sachez la mériter par la pratique des vertus militaires, qui sont aussi les vertus républicaines : le respect de la discipline, l'austérité de la vie, le mépris de la mort. Ayez toujours présente l'image de la Patrie en péril. N'oubliez jamais que faiblir devant l'ennemi à l'heure où nous sommes, c'est commettre un parricide et en mériter le châtiment.

Mais le temps des défaillances est passé ; c'est fini des trahisons. Les destinées du pays vous sont confiées, car vous êtes la jeunesse française, l'espoir armé de la patrie. Vous vaincrez ! et après avoir rendu à la France son rang dans le monde, vous resterez les citoyens d'une république paisible, libre et respectée.

Vive la France ! Vive la République !

Le Membre du Gouvernement, Ministre de l'Intérieur et de la Guerre,

LÉON GAMBETTA.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté — Égalité — Fraternité

ÉLECTIONS

POUR LA NOMINATION

D'UNE COMMUNE RÉVOLUTIONNAIRE

Le Préfet de la Loire,
Sur l'invitation du Peuple,

A DÉCIDÉ :

Que des élections auraient lieu ce soir pour la nomination d'une Commune révolutionnaire.

Les Citoyens sont donc invités à se rendre dans leurs cantons respectifs pour nommer les membres de cette Commune, à raison de dix membres par canton.

LIEUX DE VOTE :

Ecole des frères, place Montaud, pour le canton Nord-Ouest.

Palais de justice, pour le canton Sud-Ouest.

Ecole des sœurs, rue de la Vierge, pour le canton Sud-Est.

Ecole des frères, rue des Chappes, pour le canton Nord-Est.

Le scrutin sera ouvert de quatre heures de l'après-midi à sept heures du matin.

Les Citoyens qui auraient gardé leurs cartes d'électeur sont priés de les apporter, ou toute autre preuve d'identité, afin de ne pas retarder les opérations du vote.

La revue de la garde nationale aura lieu demain, à onze heures du matin.

Le Préfet de la Loire,
César BERTHOLON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DU RHONE.

ARRÊTÉ

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire de la République,

En vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés à la date du 28 septembre et du 2 octobre,

Vu le décret sur l'ÉTAT DE GUERRE, rendu le 14 octobre, par le Gouvernement de la défense nationale résidant à Tours ;

Considérant qu'il importe d'organiser la défense locale, et de donner un point d'appui à l'action des Gardes nationaux, pour les mettre en état de résister à l'ennemi ;

Considérant que l'approche de l'ennemi commande de prendre, sans aucun délai, les mesures nécessaires pour retarder sa marche et pour resserrer, dans tous les corps armés, la discipline sans laquelle il n'y a point de victoire à espérer,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les Départements compris dans la huitième Division militaire, à savoir : Rhône, Ain, Saône-et-Loire, Loire, Drôme et Ardèche, sont déclarés en ÉTAT DE GUERRE. Lyon, le 31 octobre 1870.

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire de la République,
P. CHALENEL-LACOUR.

Extrait du Décret sur l'État de Guerre.

ARTICLE PREMIER. — Tout Département dont la frontière se trouve, par un point quelconque, à une distance de moins de cent kilomètres de l'ennemi, est déclaré en *État de Guerre*.

ART. 2. — L'État de Guerre entraîne les conséquences suivantes :

Le Chef militaire du département convoque, toute affaire cessante, un Comité militaire de cinq membres au moins et neuf au plus.

Le Comité, après avoir visité, s'il y a lieu, le terrain, désigne dans les 48 heures, à partir de la déclaration d'État de Guerre, les points qui lui paraissent le plus favorablement situés pour disputer le passage à l'ennemi.

Ces points sont immédiatement fortifiés à l'aide de travaux en terre, d'abatis d'arbres et autres moyens d'un emploi rapide et peu dispendieux. Ces fortifications prendront, selon le cas, le caractère d'un camp retranché pouvant contenir tout ou partie des forces disponibles du département, et recevront, s'il y a lieu, de l'artillerie. Chacune des voies par lesquelles l'ennemi est supposé pouvoir avancer, recevra au moins un système de défense semblable, dans les limites du département. Il ne sera fait exception que lorsque la voie sera déjà commandée dans le département par une place fortifiée.

ART. 3. — Le Comité militaire, ou les membres délégués par lui, auront droit de réquisition directe sur les personnes et les choses pour procéder à l'établissement des travaux sus-mentionnés. Ils paieront les dépenses à l'aide de bons délivrés par eux, et qui seront acquittés sur les fonds du département ou des communes, ainsi qu'il sera dit plus loin.

ART. 6. — Tant que dure l'état de guerre d'un

département, les Gardes nationaux convoqués à la défense sont placés sous le régime des lois militaires ; s'ils manquent à l'appel ou s'ils n'accomplissent pas leurs devoirs de soldats, ils sont passibles des peines prévues par le code de l'armée.

À défaut d'uniforme, les Gardes nationaux convoqués doivent porter le képi, afin de constater leur qualité militaire.

Ils doivent, au moyen des bons qui leur seront remis par les soins du Comité militaire, se pourvoir de vivres pour trois jours, sans préjudice des approvisionnements de tous genres que le Comité militaire aura pu réunir directement sur les lieux.

ART. 7. — Les bons délivrés par le Comité militaire sont repus, comme espèces, dans les Caisse publiques, et acquittés au moyen d'un emprunt contracté, au nom du département, par le Conseil général, et, si le Conseil général a été dissous, par une Commission départementale nommée par le Préfet.

ART. 9. — Les Chefs militaires des départements sont rendus personnellement responsables de l'organisation de la défense et de la résistance à opposer à l'ennemi.

Fait à Tours, le 14 octobre 1870.

Le membre du Gouvernement, Ministre de l'Intérieur et de la Guerre,

L. GAMBETTA.

Par le Ministre,

Le délégué du Ministre au département de la Guerre,

C. DE FREYCINET.

République Française

MAIRIE DU IX^E ARRONDISSEMENT

(RUE DROUOT, N° 6)

Par les soins de la Commission d'Armement, à laquelle est adjoint un Comité formé des Chefs de Bataillons, il va être constitué dans le IX^e Arrondissement :

UN PREMIER RÉGIMENT DE MARCHÉ DE LA GARDE NATIONALE

Ce Régiment sera composé de 2,500 hommes pris à raison de 50 hommes par Compagnie, parmi les Citoyens de 25 à 35 ans, non appelés au Service actif et parmi les Gardes nationaux sédentaires.

Ce Régiment sera mis à la disposition du Général commandant le Secteur pour exécuter les sorties, reconnaissances et autres expéditions reconnues nécessaires pour la défense et pour l'attaque.

Les Gardes nationaux qui désireraient faire partie du *Régiment de marche* sont priés de se faire inscrire chez leur Capitaine, qui leur donnera les renseignements complémentaires.

Les Gardes nationaux incorporés dans le *Régiment de marche* ne cesseront pas de faire partie de leur Compagnie

Les Secrétaires de la Commission,

H. STUPPY.
G. GOUDCHAUX.

L'Adjoint au Maire, Président de la Commission d'armement,

MASSOL

PEUPLE DE PARIS,

Pendant que Châteaudun se fait écraser, Bazaine Capitule!

Cette dernière honte doit ouvrir nos yeux.

Nous sommons le Gouvernement de la Défense nationale :

- 1° De déclarer hors la Loi Bonaparte, les traîtres qui soutiennent son système et les agents des prétentions dynastiques de toutes sortes;
- 2° De destituer et d'emprisonner les généraux et officiers qui, par incapacité ou trahison, ont causé nos derniers désastres, et d'appliquer les mêmes mesures dans toutes les administrations qui concourent à la défense;
- 3° De repousser absolument toute proposition d'armistice, de lever en deux bans toute la population mâle de Paris.

Que si le Gouvernement se sent incapable de prendre les mesures révolutionnaires que réclame la situation, il donne en masse sa démission pour le jeudi 5 novembre prochain. Dans cet intervalle, le Peuple de Paris saura le remplacer.

LA VICTOIRE OU LA MORT !

Approuvé :
ROBINET,
Maire du 6^e Arrondissement.

ANDRÉ ROUSSELLE,
Adjoint.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

*Le Comité républicain du 6^e Arrondissement
de Paris.*

AMBULANCE

DU

THÉÂTRE ITALIEN

SOUS LE PATRONAGE

De la Société des Secours aux Blessés

DES ARMÉES DE TERRE ET DE MER

ET DE LA MAIRIE DU 2^{ME} ARRONDISSEMENT

LES SOUSSEIGNÉS,

M. Jules MASSON, Administrateur et Représentant de la Société des Actionnaires de l'immeuble du Théâtre-Italien, et M. BAGIER, Directeur de ce Théâtre, prient leurs Concitoyens de vouloir bien prêter, pour l'ambulance qu'ils organisent dans les foyers et dépendances du Théâtre-Italien, des lits en fer, matelas, couvertures, draps et linge de toute sorte, dont ils pourront disposer. Les objets prêtés seront rendus dès qu'ils ne seront plus nécessaires.

Les dons en argent et de toute nature seront également reçus avec une vive reconnaissance.

Les prêts et dons seront reçus à la direction du Théâtre-Italien, rue Montigny.

Jules MASSON
Administrateur

BAGIER
Directeur

Paris. — Typographie MURRES père et fils, rue Anclot, 64.

République Française

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

CINQUIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS
(MAIRIE DU PANTHÉON)

PARIS

NE DÉSÈSPÉRERA JAMAIS

LA MAIRIE DU CINQUIÈME ARRONDISSEMENT réunie
AU COMITÉ D'ARRONDISSEMENT,
AU COMITÉ DE VIGILANCE,

Ne perd pas une minute.

Elle prend les résolutions nécessaires :

Pour affermir la défense,

Pour sauvegarder la République.

Que les Citoyens nous prêtent l'appui de leur force morale et nous porteront sans faiblir le drapeau de la République.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Paris, le 31 octobre 1870.

Dr BERTILLON.

Le Maire du 5^e arrondissement,
FISHER et VINONT, Adjoints.

PARIS. — Imprimerie DE SOTE et FILS, 8, place du Panthéon.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

Citoyens,

Aujourd'hui, à une heure, les Maires provisoires des 20 Arrondissements, réunis à l'Hôtel de Ville de Paris, ont déclaré à l'unanimité que dans les circonstances actuelles, et dans l'intérêt du salut national, il est indispensable de procéder immédiatement aux élections municipales.

Les événements de la journée rendent tout à fait urgente la constitution d'un pouvoir municipal autour duquel les républicains puissent se rallier.

En conséquence, les électeurs sont convoqués pour demain mardi 1^{er} novembre dans leur section électorale, à midi.

Chaque Arrondissement nommera, au scrutin de liste, quatre représentants. Les Maires de Paris sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

La Garde nationale est chargée de veiller à la liberté de l'élection.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Fait à l'Hôtel de Ville, le lundi 31 octobre 1870.

Le Président de la Commission des Elections,
DORIAN.

Le Vice-Président de la Commission des Elections,
V. SCHÖELCHER.

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

Les Adjoints au Maire de Paris,
CH. FLOQUET, HENRI BRISSON,
CH. HÉRISSE, CLAMAGERAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEUR DE PARIS.

Aux Gardes nationales de la Seine.

Votre ferme attitude a sauvé la République d'une grande humiliation politique, peut-être d'un grand péril social, certainement de la ruine de nos efforts pour la défense.

Le désastre de Metz, prévu mais profondément douloureux, a très-légitimement troublé les esprits et redoublé l'angoisse publique; et, à son sujet, on a fait au Gouvernement de la Défense l'injure de supposer qu'il en était informé et le cachait à la population de Paris, alors qu'il en avait, je l'affirme, le 30 au soir seulement, la première nouvelle. Il est vrai que le bruit en avait été semé depuis deux jours par les avant-postes prussiens. Mais l'ennemi nous a habitués à tant de faux avis que nous nous étions refusés à y croire.

Le pénible accident survenu au Bourget, par lo fait d'une troupe qui, après avoir surpris l'ennemi, a manqué absolument de vigilance et s'est laissé surprendre à son tour, a vivement affecté l'opinion.

Enfin, la proposition d'armistice, inopinément présentée par les Puissances neutres, a été interprétée, contre toute vérité et toute justice, comme le prélude d'une capitulation, quand elle était un hommage rendu à l'attitude de la population de Paris et à la ténacité de la défense. Cette proposition était honorable pour nous; le Gouvernement lui-même en posait les conditions dans des termes qui lui semblaient fermes et dignes. Il stipulait une durée de vingt-cinq jours au moins, — le ravitaillement de Paris pendant cette période, — le droit de voter pour les élections de l'Assemblée nationale, ouvert aux citoyens de tous les départements français.

Il y avait loin de là aux conditions d'armistice que l'ennemi nous avait précédemment faites : — 48 heures de durée effective et quelques rapports très-restreints avec la province pour la préparation des élections, — point de ravitaillement, — le gage d'une place forte, — l'interdiction aux citoyens de l'Alsace et de la Lorraine de participer au vote pour la représentation nationale.

A l'armistice aujourd'hui proposé se rattachent d'autres avantages dont Paris peut facilement se rendre compte, sans qu'il faille les énumérer ici. Et voilà qu'on le reproche comme une faiblesse, peut-être comme une trahison, au Gouvernement de la Défense nationale !

Une infime minorité qui ne peut prétendre à représenter les sentiments de la population parisienne a profité de l'émotion publique pour essayer de se substituer violemment au Gouvernement. Il a la conscience d'avoir sauvegardé des intérêts qu'aucun Gouvernement n'eût jamais à concilier : les intérêts d'une ville de deux millions d'âmes assiégée et les intérêts d'une liberté sans limites. Vous vous êtes associés à sa tâche, et l'appui que vous lui avez donné sera sa force à l'avenir contre les ennemis du dedans aussi bien que contre les ennemis du dehors.

A Paris, lo 1^{er} Novembre 1870.

Le Président du Gouvernement, Gouverneur de Paris,
GAL TROCHU.

MAIRIE DU X^{me} ARRONDISSEMENT

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

ÉLECTIONS MUNICIPALES

1^{re} NOVEMBRE 1870

Par délibération des Maires réunis à l'Hôtel de Ville de Paris le 31 Octobre :

Les Elections au Conseil Municipal auront lieu aujourd'hui Mardi 1^{er} Novembre.

Chaque arrondissement nommera, au scrutin de liste, quatre représentants.

Le scrutin sera ouvert à midi et fermé à 8 heures. On procédera immédiatement au dépouillement.

Attendu le court délai laissé pour l'organisation des Elections, les Circonscriptions seront les mêmes que lors du Vote du 8 Mai 1870.

Chaque Electeur votera sur le vu d'une pièce constatant son identité et son droit, et autant que possible avec une précédente carte électorale. Les hommes de service au rempart voteront aux bastions.

Le Maire provisoire,

O'REILLY.

Les Adjoints provisoires : PARMENTIER, DUJARRIER, OLLIVE.

Paris — Typographie JULES-JUEAU et Fils, passage du Calvar, 20 et 31.

République Française

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

CINQUIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

(MAIRIE DU PANTHÉON)

AVIS AUX ÉLECTEURS

Le Maire du Cinquième arrondissement reçoit à l'instant (11 heures) la lettre suivante de la Mairie de Paris :

Le Maire : Dr BERTILLON.

CITOYEN MAIRE,

« En présence des réclamations émanant de nombreux Citoyens et de plusieurs Maires, sur l'impossibilité morale et matérielle de procéder aujourd'hui aux élections, veuillez suspendre l'ouverture du scrutin.

« Vous recevrez un nouvel avis dans la journée.

« Salut et Fraternité.

« Le Maire de Paris,

« **ÉTIENNE ARAGO.** »

Paris. — Imprimerie DE SOYE et Fils, 5, place du Panthéon.

RÉPUBLIQUE



FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

ARRÊTÉ

LE PRÉFET de la République, Commissaire à la Défense nationale pour le département de la Haute-Garonne,

Considérant que, dans les circonstances graves que la double trahison de Sedan et de Metz a faite à la France, le salut du pays ne peut être obtenu que par les mesures les plus énergiques et le dévouement absolu des citoyens à la chose publique;

Considérant, en outre, que la triste expérience que le pays a faite de la foi civique et militaire des généraux formés à l'école monarchique de l'Empire, commande à ceux qui ont la responsabilité du pouvoir de prévenir de nouvelles trahisons;

Considérant enfin, qu'au milieu des travaux surhumains que la Patrie en danger impose au gouvernement de Tours, c'est le servir utilement que d'user d'initiative sous la garantie de notre déférence envers lui, et des droits que donnent au Préfet soussigné la droiture de ses intentions et la confiance de ses Concitoyens;

Vu la démission du lieutenant-général Courtois d'Harbal et celle du général de brigade de Veulens;

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Le chef de bataillon Demay, déjà investi du commandement des gardes nationales du département, est placé à la tête de toutes les forces militaires de la Haute-Garonne, et à ce titre, provisoirement chargé du commandement de la 12^e Division militaire.

ART. 2. M. Henri Duportal, ingénieur des ponts et chaussées, est nommé directeur de l'arsenal de Toulouse, en remplacement du colonel de Croullo.

ART. 3. L'exécution du présent arrêté est placée sous la protection de la garde national de Toulouse.

Toulouse, le 1^{er} novembre 1870.

Le Préfet de la République, Commissaire à la défense nationale,
ARMAND DUPORTAL.

République Française

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

DU CINQUIÈME ARRONDISSEMENT

ET DE LA

COMMUNE DE PARIS

LA MUNICIPALITÉ DU V^e ARRONDISSEMENT,

Considérant que les Maires des cinq arrondissements de Paris, réunis à l'Hôtel de Ville le 31 octobre, à une heure,

Considérant que ces résolutions nous ont été signifiées par la MAIRIE DE PARIS, par le président des élections DORIAN et par le vice-président SCHOELCHER;

Vu la déclaration de la Municipalité provisoire du V^e Arrondissement;

ARRÊTE :

Les Electeurs du V^e Arrondissement sont appelés à nommer une Commission de SEIZE membres qui formeront le Conseil Municipal de cet Arrondissement. Ce Conseil Municipal déléguera QUATRE de ses membres pour contribuer à former la Commune de Paris.

Les Cartes seront distribuées au lieu même du vote, depuis 10 heures, et pendant toute la durée du scrutin.

Le Scrutin sera ouvert à MIDI. Vu l'urgence, il sera fermé à SIX heures.

Il sera procédé immédiatement au dépouillement dans chaque section. Aussitôt après le dépouillement des votes dans les sections, les résultats seront portés à la Mairie du Panthéon qui centralisera les suffrages.

Pour les citoyens de garde aux remparts, le vote sera reçu aux remparts mêmes, où une urne électorale sera envoyée par les soins de la Municipalité.

COMPOSITION DES SECTIONS.

QUARTIER DE LA SORBONNE.	QUARTIER DE VAL DE GRACE	QUARTIER SAINT-VICTOR	QUARTIER DE JARDIN-SAINTE-PLAISE
--------------------------	--------------------------	-----------------------	----------------------------------

Paris, le 1^{er} novembre 1870.

Le Maire du V^e Arrondissement,
D^r BERTILLON.
FRISER et VIMONT, ADJOINTS.

Préfecture de la Gironde

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, 1^{er} Novembre, 2 h. 10 du matin.

Intérieur à Préfet de la Gironde.

Au sujet de la situation actuelle de Metz, tout est incertitude et contradiction. Aussi, bien que d'une part les circonstances qui paraissent avoir précédé la capitulation et celles qui l'ont suivie, ne laissent aucun doute sur la trahison de Bazaine, d'autre part la capitulation signée depuis cinq jours ne parait pas avoir reçu sa pleine exécution. Du moins les Prussiens eux-mêmes n'ont, jusqu'à ce jour, publié sur ce point aucun renseignement précis. Il résulterait, en outre, de quelques on dit venant de sources belges, suisses et même françaises, qu'une partie notable de la garnison aurait refusé et refuserait de se soumettre aux conditions d'une capitulation aussi honteuse que criminelle. Si le Gouvernement ne publie pas de nouvelles, c'est que, malgré les démentis faites, on ne peut encore, à l'heure présente, en communiquer au Pays avec un caractère d'une stricte authenticité.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,
Amédée LARRIER.

Bordeaux.—Imp. administrative Rivet, rue de la Bourse, 11 et 12.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

L'affiche publiée hier pendant que les Membres du Gouvernement étaient gardés à vue annonce des élections matériellement impossibles pour aujourd'hui et sur l'opportunité desquelles le Gouvernement veut connaître l'opinion de la majorité des citoyens. En conséquence, il est interdit aux Maires, sous leur responsabilité, d'ouvrir le scrutin.

La population de Paris votera jeudi prochain, par OUI ou par NON, sur la question de savoir si l'élection de la Municipalité et du Gouvernement aura lieu à bref délai.

Jusqu'après le vote, le Gouvernement conserve le pouvoir et maintiendra l'ordre avec énergie.

Paris, le 1^{er} Novembre 1870.

*Le Ministre des Affaires étrangères
chargé, par intérim, du département de l'Intérieur,*

JULES FAYRE.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Novembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Gouvernement de la défense nationale,

Considérant qu'il importe à la dignité du Gouvernement et au libre exercice de sa mission de défense de s'assurer qu'il a conservé la confiance de la population parisienne;

Considérant, d'autre part, que d'une délibération des maires des vingt arrondissements municipaux de la ville de Paris, légalement convoqués à l'Hôtel de Ville dans la matinée du 31 octobre, il résulte qu'il est opportun de constituer régulièrement, par élection, les municipalités des vingt arrondissements,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le scrutin sera ouvert le jeudi 3 novembre, de 8 heures du matin à 6 heures du soir, sur la question suivante :

« La population de Paris maintient-elle, **OUI** ou **NON**, les pouvoirs du Gouvernement de la défense nationale? »

Art. 2. Le vote aura lieu dans les sections accoutumées de chaque arrondissement. Ces sections seront indiquées par les soins des Maires.

Art. 3. Prendront part au vote tous les Électeurs de Paris et des communes réfugiées à Paris qui justifieront de leurs droits électoraux.

Art. 4. Il sera procédé, le Samedi 5 novembre, à l'élection d'un Maire et de trois Adjoints pour chacun des arrondissements municipaux de la ville de Paris.

Les Électeurs inscrits sur les listes électorales à Paris prendront seuls part à ce vote.

Le vote aura lieu par scrutin de liste pour chaque arrondissement et à la majorité des suffrages.

En cas de second tour, le nouveau scrutin aura lieu le lundi 7 novembre.

Fait à l'Hôtel de Ville de Paris, le 1^{er} Novembre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale,

Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY.

GARNIER-PAGES, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DÉPÊCHE DE PARIS.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Considérant qu'il importe à la dignité du Gouvernement et au libre exercice de sa mission de défense, de savoir s'il a conservé la confiance de la population Parisienne ;

Considérant, d'autre part, que d'une délibération des Maires des vingt arrondissements municipaux de la ville de Paris, légalement convoqués à l'Hôtel de Ville dans la matinée du 31 octobre, il résulte qu'il est opportun de constituer régulièrement par l'élection les municipalités des vingt arrondissements,

DÉCRÈTE

ARTICLE PREMIER. — Le scrutin sera ouvert le Jeudi 3 novembre sur la question suivante : La population de Paris maintient-elle, *oui* ou *non*, les pouvoirs du Gouvernement de la Défense nationale ?

ART. 2. — Prendront part au vote tous les électeurs de Paris et des communes réfugiées à Paris, qui justifieront de leurs droits électoraux.

ART. 3. — Il sera procédé, le Samedi 5 novembre, à l'élection d'un Maire et de trois Adjoints pour chacun des arrondissements municipaux de la ville de Paris. Les électeurs inscrits sur les listes électorales à Paris prendront seuls part à ce vote.

ART. 4. — Le vote aura lieu par scrutin de liste pour chaque arrondissement et à la majorité absolue des suffrages.

ART. 5. — En cas de second tour, le scrutin aura lieu le Lundi 7 novembre.

Fait à l'Hôtel de Ville, le 1^{er} Novembre 1870.

Signé : Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GARNIER-PAGÈS, E. PELLETAN, E. PICARD, JULES SIMON.

Pour copie conforme :

LÉON GAMBETTA.

CITOYENS !

Il s'agit du salut public !

Pour sauver la République et chasser l'ennemi, il faut être unis.

Nous allons au scrutin répondre à cette question :

« La Population de Paris maintient-elle OUI ou NON les pouvoirs du Gouvernement de la Défense nationale? »

Voter NON, c'est détruire le Pouvoir acclamé par nous le 4 Septembre et qui, en six semaines, a rendu Paris imprenable.

Par quoi le remplacerions-nous ?

Par la Commune ?

Qu'est-ce que la Commune ?

Il y en a deux : la Commune municipale, sans attributions politiques. C'est celle que nous élirons Samedi.

La Commune politique, qui est un Comité révolutionnaire, absorbant tous les pouvoirs, sous la forme d'une municipalité.

Conduite en 1793 par les démagogues les plus fougueux, cette commune se mit en lutte ouverte et permanente avec la Convention issue du suffrage national.

A l'intérieur, elle gouverna en violant la liberté individuelle.

Aux armées, elle fut, par ses Commissaires, une entrave pour les organisateurs et les Chefs républicains.

Voilà la Commune telle que nous la montre l'Histoire.

Voter OUI, c'est nous serrer contre les hommes du 4 Septembre pour marcher aux Prussiens.

Voter NON, c'est tomber dans l'anarchie, et ouvrir nos portes à Bismark.

Votons OUI au cri de VIVE LA RÉPUBLIQUE !

GASTON GRANDGEORGE

EMPLOYÉ DE COMMERCE,

Électeur du 10^e Arrondissement,

FORCEVILLE

EMPLOYÉ DE COMMERCE,

Électeur du 3^e Arrondissement,

GEORGES SIMONARD

EMPLOYÉ DE COMMERCE,

Électeur du 9^e Arrondissement.

Imprimerie centrale des chemins de fer. — A. CHAIX ET Co, rue Bergère, 20, à Paris. — 14734-0

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

ÉCOLES LAÏQUES

Le Maire du XIV^e Arrondissement donne avis à ses Concitoyens que les Instituteurs et Institutrices libres laïques de cet Arrondissement recevront **Gratuitement** les Enfants auxquels les Parents ont besoin d'assurer les bénéfices de la Gratuité.

Il les engage, en conséquence, à s'adresser directement aux Instituteurs et Institutrices des Écoles désignées ci-après :

ÉCOLES DE GARÇONS

MM. MAR	avenue d'Orléans, 31.	MM. JUTELIN	rue de l'Ouest, 97.
CHAMPION	chaussée du Maine, 51.	CANDAS	rue Decrès, 11.
PRADES	r. du Faub.-St-Jacques, 77.	CHARTON	rue Nansouty, 20.

ÉCOLES DE FILLES

M ^{mes} TREPS	rue Bezout, 26.	M ^{mes} PILLCS	rue de la Procession, 133.
DAVESNES	rue Brézin, 35.	PILLET	rue Pernetty, 74.
CHANCLU	rue Hallé, 12.	BERTINI	rue Constantine, 53.
LEVARLET	chaussée du Maine, 3.	THOUROUDE	rue Saint-Médard, 8.
CARTIER	boulevard d'Enfer, 28.	COLLONBET	rue de la Sablière, 46.
BOCE	rue de Cels, 11.	ALLEAUME	rue Bénard, 20.
PERNEY	rue Daguerre, 40.	LANSON	rue Saint-Médard, 5.
DESCHAMPS	chaussée du Maine, 66.	COULON	rue Daguerre, 75.
BRETONNET	rue Delambre, 14.	SENEQUIER	r. de la Tombe-Issoire, 73.
MILHOMME	rue Daguerre, 46.	SOULET	rue Dareau, 6.
DARDEL	r. du Faub.-St-Jacques, 77.	MOUTHES	r. de la Tombe-Issoire, 39.

Le Maire ne saurait trop exhorter les Parents à profiter de cet avantage qui assurera à leurs Enfants une instruction laïque, la seule qui puisse donner à la République des Citoyens sachant l'aimer, la comprendre et la défendre.

Paris, le 4 Novembre 1870.

Le Maire provisoire,
LOUIS ASSELINE.

Les Adjoints : L. ROUILLARD — HÉLIGON

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ
MAIRIE DU XIV^E ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Le Pouvoir qui nous avait délégués à la Mairie du XIV^e Arrondissement n'existe plus.

Nous invitons la Garde Nationale à se réunir immédiatement et à nommer, par acclamation, une Commission municipale provisoire, à laquelle nous puissions remettre la Mairie et le soin de faire les Elections à la Commune. Ces Elections ont été décidées à l'unanimité par les vingt Maires de Paris.

Nous vous remercions de la confiance que vous nous avez témoignée dans nos courtes relations avec vous.

Il va sans dire que, n'appartenant pas à l'Arrondissement, nous déclinons absolument toute candidature à la nouvelle Commission municipale.

Paris, le 1 Novembre 1870.

Les Adjoints,
L. ROUILLARD. — HELIGON.

Le Maire provisoire,
LOUIS ASSELINE.

Paris. — Imprimerie A.-E. Rochette, 90, boulevard Montparnasse.

M. ANCELET, Afficheur
11, Passage Saint-Victor, 11
XIV^e Arrondissement

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

DÉFENSE DE PARIS
6^e SECTEUR

L'Amiral fait porter à l'ordre du jour du 1^{er} Novembre 1870, la défense plusieurs fois donnée verbalement aux troupes sous ses ordres, de tirer des coups de fusil ou de révolver dans l'étendue du 6^e Secteur.

Les accidents qui ont eu déjà lieu par suite des infractions à cette défense par des personnes tirant isolément des coups de feu, soit en avant soit en arrière des remparts, **soit dans des Jardins privés**, oblige l'Amiral à faire sévir avec la plus grande sévérité contre tout délinquant à l'ordre du jour.

POUR AMPLIATION :

Le Maire du 16^e Arrondissement,

Henri MARTIN.

Le Contre-Amiral, commandant le 6^e Secteur,

Signé : **DE LANGLE.**

Imp. **WASSON**, rue Jean-Baptiste, 11. — Passy.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE,

Vu les arrêtés ministériels des 20 et 29 octobre 1870;

Considérant que les spéculations immodérées sur les denrées alimentaires sont contraires à l'intérêt de la défense et doivent être réprimées;

Considérant que le commerce des chevaux destinés à la boucherie donne lieu à une spéculation excessive qui est inconciliable avec la taxe fixée pour la vente de la viande de cheval dans les étaux de boucherie;

Voulant assurer l'exécution de cette taxe dans l'intérêt des consommateurs qui ne peuvent être soumis à une hausse progressive et indéfinie,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. Pour composer le nombre de huit cents chevaux dont l'entrée est autorisée dans l'enceinte du marché, seront introduits *avant tous autres* les chevaux qui seront présentés par les bouchers de viande de cheval, et *sur le vu de la carte qui les autorise à ouvrir étal*.

Art. 2. Aucun boucher, même muni de sa carte, ne pourra présenter sur le même marché plus de six chevaux.

Art. 3. Si le nombre des animaux amenés par les bouchers, conformément aux deux articles qui précèdent, n'atteint pas le chiffre de huit cents, ce chiffre sera complété par l'introduction des chevaux présentés sans justification de carte.

Art. 4. L'examen de la Commission vétérinaire portera d'abord sur les chevaux amenés par les bouchers.

Les autres seront examinés sciemment dans le cas où les premiers n'auraient pas suffi à fournir le nombre de six cents chevaux qui doivent être marqués pour l'abatage à chaque marché.

Art. 5. Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, l'entrée des chevaux présentés par les bouchers aura lieu au marché entre huit heures et dix heures.

Les autres seront introduits, s'il y a lieu, entre dix heures et midi.

Art. 6. Le Préfet de police est expressément chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 1^{er} Novembre 1870.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

PRÉFECTURE DE LA GIRONDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité

CIRCULAIRE

A la suite de profondes émotions publiques causées à Paris par les tristes événements militaires des derniers jours, et par la proposition d'armistice apportée par M. Thiers, le Gouvernement de l'Hôtel de ville, vers deux heures de l'après-midi, dans la journée du 31 octobre, a été l'objet d'une tentative ayant pour but de constituer un comité de salut public. Cette tentative a échoué. Je ne connais pas encore les détails de ces événements, qui ont amené le Gouvernement de Paris à consulter la population assiégée toute entière, sur la question et dans les formes indiquées dans le décret dont suit la teneur :

« Le Gouvernement de la Défense Nationale, considérant qu'il importe à la dignité du Gouvernement et au libre exercice de sa mission de défense, de savoir s'il a conservé la confiance de la population parisienne,

« Considérant, d'autre part, que d'une délibération des Maires des vingt arrondissements municipaux de la ville de Paris, également convoqués à l'hôtel de ville, dans la matinée du 31 octobre, il résulte qu'il est opportun de constituer régulièrement, par l'élection, les Municipalités des vingt arrondissements;

« DÉCRETE :

« Le scrutin sera ouvert, le Jeudi 3 Novembre, sur la question suivante : La population de Paris maintient-elle, OUI ou NON, les pouvoirs du Gouvernement de la Défense Nationale? Prendront part au vote tous les Electeurs de Paris et des communes réfugiées à Paris qui justifieront de leurs droits électoraux.

« Il sera procédé, le samedi 5 novembre, à l'élection d'un Maire et de trois adjoints pour chacun des arrondissements municipaux de la ville de Paris. Les électeurs inscrits sur les listes électorales à Paris prendront seuls part à ce vote. Le vote aura lieu par scrutin de liste pour chaque arrondissement et à la majorité absolue des suffrages. Dans le cas de second tour, le nouveau scrutin aura lieu le lundi 7 novembre. »

« Fait à l'Hôtel de Ville, le 1^{er} novembre 1870. »

Signé : Gal TROCHU
Jules FAVRE.
Emanuel ARAGO.
Jules FERRY.
GARNIER-PAGÈS.
E. PELLETAN.
E. PICARD.
Jules SIMON.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,
Amédée LARRIEU.

Pour copie :

Signé : Léon GAMBETTA.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GARDES NATIONALES.

Le Gouvernement de la défense nationale rappelle les dispositions suivantes :

Loi du 22 mars 1831.

ART. 137. Les gardes nationaux blessés pour cause de service auront droit aux secours, pensions et récompenses que la loi accorde aux militaires en activité de service.

Loi du 12 août 1870.

ART. 4. Les gardes nationaux blessés dans l'accomplissement de leur service, leurs veuves et leurs enfants auront droit aux secours et récompenses déterminés par les lois spéciales votées en faveur des soldats des armées de terre et de mer et des bataillons de garde nationale mobile.

Loi du 29 août 1870.

ART. 2. Sont considérés comme faisant partie de la garde nationale les citoyens qui se portent spontanément à la défense du territoire avec l'arme dont ils peuvent disposer et en prenant un des signes distinctifs de cette garde, qui les couvre de la garantie reconnue aux corps militaires constitués.

ART. 5. Les lois sur les pensions militaires sont applicables aux gardes nationaux mobiles et sédentaires blessés au service du pays, ainsi qu'aux veuves ou aux enfants de ceux qui seraient morts dans des circonstances de guerre.

Le décret de 1852 sur la Légion d'honneur et la médaille militaire est applicable aux gardes nationaux mobiles ou sédentaires décorés ou médaillés pour faits militaires pendant la présente guerre.

Décret du 31 octobre 1870.

ARTICLE UNIQUE. La France adopte les enfants des citoyens morts pour sa défense.

Elle pourvoira aux besoins de leurs veuves et de leurs familles qui réclameront le secours de l'Etat.

AVIS

CORPS

DES FRANCS-TIREURS DE LA PRESSE

Le Corps des *Franco-Tireurs de la Presse* demande des Volontaires de bonne conduite pour compléter son effectif.

On n'acceptera que d'anciens militaires munis de certificats en règle.

Les enrôlements se feront tous les jours, de 8 heures à 11 heures du matin, et de 2 à 4 heures du soir, *rue du Port, 42, à SAINT-DENIS.*

Le Chef de Bataillon Commandant,

A. ROLAND

AVIS AUX ÉLECTEURS

OUI SIGNIFIE :

Nous maintenons le Gouvernement de
la DÉFENSE NATIONALE.

NON SIGNIFIE :

Nous renversons le Gouvernement.

PARIS. — IMPRIMERIE V^e SCHILLER, FAUBOURG MONTMARTRE, 19.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

AMBULANCES DU 4^e ARRONDISSEMENT

Les personnes qui désirent mettre des locaux, de la literie, du linge ou tout autre objet à la disposition des ambulances du 4^e arrondissement, sont instamment priées d'en faire sans retard la déclaration à la Mairie.

Le Maire recevra aussi avec reconnaissance les offrandes en argent ou en nature, destinées à cette œuvre de patriotique bienfaisance. Il engage les personnes qui voudraient s'y dévouer, en se consacrant au service des blessés à donner leur adresse à la Mairie.

Un appel instant est fait aux Dames de l'arrondissement qui voudraient bien se charger des quêtes à domicile et de l'organisation du matériel d'ambulance ; un local sera mis à leur disposition dans une des salles de la Mairie.

Le Maire : GREPPO.

Les Adjoints : BURNICHON fils, BIDAULT (de l'Isle).

Les Membres de la Commission municipale :

ARTHUR ARNOULD, COLLIER, HENRI HARANT, PAUL JOLY,
MARRE, OGIER.

Paris. — Typ. VERT Fères, 8, rue François-Miron.

SAMEDI 5 NOVEMBRE, — 8 HEURES DU SOIR.

CLUB DE LA RÉSISTANCE

Salle de l'Alcazar, 16, faubourg Poissonnière.

RÉUNION PUBLIQUE

Organisée par les fondateurs du Club pour offrir une Épée d'honneur au Commandant du 106^e Bataillon de la Garde Nationale.

Le Citoyen MOREL ouvrira la Séance par un Discours sur les événements du 31 Octobre, les Membres du Gouvernement de la Défense Nationale et sur MM. FLOURENS, MAURICE JOLY, RIGONDEAU, CH. L. CHASSIN, LEFRANÇAIS, PEYROUTON, etc.

Ordre du Jour :

LA VÉRITÉ

SUR

L'ARMISTICE

Prix des Places, 50 Centimes

LES MEMBRES DU CLUB AURONT DES PLACES RÉSERVÉES.

Facile. — Typ. MORRIS père et fils, rue Amiel, 64

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Le Gouvernement désire que le décret rendu par lui hier soit bien compris par la population, et qu'elle connaisse la portée des deux votes qu'elle est appelée à exprimer jeudi et samedi prochains.

Demain jeudi elle votera sur la question de savoir si elle maintient le Gouvernement de la Défense nationale.

Ceux qui veulent le maintenir voteront OUI.

Samedi elle votera pour l'élection des Maires et Adjointes des vingt arrondissements.

Cette élection ne ressemble en rien à celle de la Commune. Elle en est la négation.

Le Gouvernement persiste à se prononcer contre la constitution de la Commune, qui ne peut que créer des conflits et des rivalités de pouvoirs.

Quelques-uns de MM. les Maires ayant donné leur démission, il fallait pourvoir à leur remplacement.

Le Gouvernement a cru sage de donner aux magistrats municipaux la consécration de l'élection populaire.

Les Maires et Adjointes conservent leur caractère d'agents du Pouvoir exécutif, qui leur est attribué par la loi.

C'est aux citoyens qu'il appartient de choisir les meilleurs administrateurs, les plus dévoués aux intérêts de la Cité et de la défense.

Paris, le 2 novembre 1870.

*Le Ministre des Affaires étrangères,
chargé par intérim du département de l'Intérieur,*

JULES FAVRE.

**La population de Paris
maintient-elle OUI ou NON
les pouvoirs du Gouverne-
ment de la Défense natio-
nale?**

4 IMPRIMERIE NATIONALE. — Novembre 1870.

Les Electeurs sont consultés sur la question suivante :

**La population de Paris maintient-elle,
OUI ou NON, les pouvoirs du Gouverne-
ment de la Défense nationale ?**

**Ceux qui sont d'avis de maintenir les pouvoirs du Gouvernement
de la Défense nationale répondront OUI.**

Ceux qui seraient d'avis contraire répondraient NON.

4 IMPRIMERIE NATIONALE. — Novembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GARDE NATIONALE DE LA SEINE.

ORDRE.

Le Commandant supérieur met à l'ordre de la Garde nationale qu'en vertu d'un décret du Gouvernement de la Défense nationale les électeurs de Paris, inscrits sur les listes électorales, auront à voter dans leur section, dans chaque arrondissement, demain jeudi 3 novembre, sur la question suivante :

« La population de Paris maintient-elle, OUI ou NON, les pouvoirs du Gouvernement de la Défense nationale ? »

En conséquence, les électeurs de la Garde nationale qui veulent continuer les pouvoirs du Gouvernement acclamé le 4 septembre et présidé par le Général Trochu, devront déposer dans l'urne un bulletin portant le mot : OUI.

Ceux, au contraire, qui désireraient confier le Gouvernement à d'autres chefs, devront déposer un bulletin portant le mot : NON.

Paris, le 2 novembre 1870.

Le Général Commandant supérieur,
TAMISIER.

1 IMPRIMERIE NATIONALE. — Novembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHONE.

ARRÊTÉ

LE PRÉFET DU RHONE, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

Vu l'avis en date du 19 octobre dernier, par lequel les habitants de Lyon ont été invités à faire des provisions au moins pour deux mois ;

Considérant que dans les circonstances actuelles il importe de donner à cet avis une force obligatoire, et de s'assurer que les habitants se sont conformés à cette mesure dont l'extension est devenue indispensable ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les habitants de Lyon sont tenus de se pourvoir, pour une durée de deux mois, dans la mesure de leurs besoins et de leurs ressources, des denrées alimentaires susceptibles de conservation et de durée.

Art. 2.

Trois inspecteurs seront nommés par les Maires de chaque arrondissement, et se présenteront, accompagnés d'un officier de la Garde nationale du bataillon, au domicile des citoyens pour s'assurer qu'il a été accompli aux prescriptions de l'article 1^{er}.

Art. 3.

MM. les Maires de Lyon sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lyon, le 2 novembre 1870.

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

P. CHALLEMEL-LACOUR.

Lyon, — Imprimerie J. NICOL, rue de la Pucellière, 2.

République Française.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

CINQUIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

(MAIRIE DU PANTHÉON)

Pour assurer la sincérité du vote, la Mairie du V^e Arrondissement croit devoir en préciser ainsi le sens :

Les bulletins OUI assurent le maintien du gouvernement de la Défense nationale.

Les bulletins NON demandent son changement.

Paris. — Imprimerie De Sire et fils, place du Panthéon, 5.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

AVIS IMPORTANT

Concernant le Scrutin du 3 Novembre 1870.

Désirant éviter toute confusion, la Municipalité croit devoir rappeler aux citoyens électeurs que le scrutin du 3 novembre n'est relatif ni à la Commune ni à la Municipalité de Paris.

Il a uniquement trait au maintien des pouvoirs du Gouvernement de la défense nationale.

La seule question posée aux électeurs est donc celle-ci :

Ces pouvoirs doivent-ils être maintenus, OUI ou NON ?

Ceux qui voudront les maintenir voteront OUI.

Ceux qui ne voudront pas les maintenir voteront NON.

Les élections municipales n'auront lieu que le samedi 5 novembre 1870.

Les Adjoints,

ANDRÉ ROUSSELLE, PAUL JOZON.

Paris. — Imprimerie de M^{me} V^e Bouchard-Huetzel, rue de la Harpe, 5.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Vote du 3 Novembre 1870.

AVIS.

Les Mairies de Paris ne recevront que les votes de leurs Électeurs respectifs.

Les Électeurs des communes des départements limitrophes voteront au siège de leur Mairie provisoire, et ceux des communes qui n'ont pas de Mairie voteront au siège de leur délégation, en présence de leur Maire.

Les Électeurs des communes du département de la Seine voteront au siège de leur Mairie provisoire.

Paris, le 2 Novembre 1870.

Le Ministre de l'Intérieur par intérim,
JULES FAVRE.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Novembre 1870.

VOTE DU 3 NOVEMBRE 1870

AVIS

Aux Électeurs des Communes des Arrondissements de Saint-Denis et de Sceaux.

Les citoyens des communes de la Seine prendront part au vote demain jeudi 3 novembre, de huit heures du matin à six heures du soir, à la Mairie respective de leur commune, installée à Paris.

La question posée est celle-ci :

« La population de Paris maintient-elle, OUI ou NON, les pouvoirs du Gouvernement de la Défense nationale ? »

Le Secrétaire général de la Mairie de Paris,
JULES MAHIAS.

Typ. CHARLES DE MOUGINES frères, Imp. de la Mairie de Paris, rue J.-J. Rousseau, 38.—4098

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

DÉPARTEMENTS RÉFUGIÉS.

Scrutin du Jeudi 3 Novembre.

AVIS.

Les Électeurs des communes réfugiées autres que les communes du département de la Seine sont prévenus qu'ils devront voter au siège des mairies provisoires ou, à défaut de mairies constituées, au siège des délégations d'arrondissement dont le tableau suit.

Le scrutin sera ouvert de 8 heures du matin à 6 heures du soir.

Nul ne sera admis à voter s'il n'est muni d'un certificat du Maire, de l'administrateur provisoire de sa commune, ou du Délégué d'arrondissement, constatant qu'il jouit de ses droits électoraux.

Le Bureau devra être formé d'un Président, de deux Assesseurs et d'un Secrétaire.

Paris, le 2 Novembre 1870.

*Le Président de la Commission des Maires,
JOZON.*

TABLEAU DES DÉLÉGATIONS.

SEINE-ET-OISE.

Arrondissement de CORBEIL (rive gauche de la Seine).

Cantons de Longjumeau, d'Arpajon et Corbeil.

Chez M. COCHERIS, à l'Institut, 23, quai Gentil.

Arrondissement de CORBEIL (rive droite de la Seine).

Cantons de Boissy-Saint-Léger et Corbeil.

Chez M. LEFÈVRE, 9, rue Béranger.

Arrondissement de PONTOISE.

Cantons de Gonesse, Luzarches et Écouen.

Chez M. MARÉCHAL, 20, rue Lafayette.

Cantons de Pontoise, l'Isle-Adam et Montmorency.

Chez M. TOUZÉ, 41, rue Turbigo.

Arrondissement d'ÉTAMPES.

Chez M. TOUZÉ, 44, rue Turbigo.

Arrondissement de VERSAILLES.

Canton nord et cantons d'Argenteuil, Neuilly, Poissy, St-Germain, Sèvres, Marly-le-Roi.

Chez M. DESFOSSEZ, 46, rue d'Amsterdam.

Cantons sud et ouest et canton de Palaiseau.

Chez M. FOYOT, 106, boulevard Montparnasse.

Les Electeurs trouveront des cartes électorales aux endroits indiqués pour le vote de chaque arrondissement.

Le dénombrement du scrutin se fera au lieu du vote, et le résultat, consigné sur un procès-verbal, sera porté par le Bureau à l'Hôtel de Ville.

M. les Maires sont priés d'assister les Délégués qui présideront aux opérations électorales, et de se munir des listes qui peuvent servir à établir l'identité des Electeurs.

Arrondissement de RAMBOUILLET.

Cantons de Chevreuse, Dourdan, Limours, Montfort-l'Amaury.

Chez M. FOYOT, 103, boulevard Montparnasse.

Arrondissement de MANTES.

Chez M. LÉVELLE, 11, rue Fénelon.

SEINE-ET-MARNE.

Arrondissement de MELUN.

Chez M. BOURRUET, 3, rue Ventadour.

Arrondissement de PROVINS.

Chez M. JACQUEL, 61, rue du Fg-Poissonnière.

Arrondissement de MEAUX.

9, boulevard Saint-Denis.

Arrondissement de COULOMMIERS.

Chez M. DESPOMMIERS, 55, rue St-Dominique.

Arrondissement de FONTAINEBLEAU.

9, boulevard Saint-Denis.

OISE.

9, boulevard Saint-Denis.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA LOIRE

D É C R E T

Les Membres du Gouvernement de la défense Nationale, délégués pour représenter le Gouvernement et en exercer les pouvoirs;

Vu les décrets des 12 et 16 septembre 1870;

Considérant que la Patrie est en danger, que tous les Citoyens se doivent à son salut; que ce devoir n'a jamais été ni plus pressant ni plus sacré que dans les circonstances présentes,

DECRÉTENT :

ART. 1^{er}. Tous les hommes valides de 21 à 40 ans, mariés ou veufs avec enfants, sont mobilisés.

ART. 2. Les Citoyens mobilisés par le présent décret seront organisés par les Préfets, conformément aux décrets des 29 Septembre et 11 Octobre, ainsi qu'à la circulaire du 13 Octobre de la présente année.

ART. 3. Les Citoyens mobilisés par le présent décret seront, leur organisation faite, mis à la disposition du Ministre de la Guerre. Cette organisation devra être terminée le 19 Novembre.

ART. 4. Il sera pourvu à leur habillement, équipement et solde, d'après les règles prescrites par le décret du 22 Octobre de la présente année.

ART. 5. Toute exemption, basée sur la qualité de soutien de famille, est abolie, même à l'égard de ceux à qui elle avait été antérieurement appliquée par les Conseils de révision. Il n'est admis d'autres exemptions que celles résultant des infirmités ou basées sur les services publics énumérés dans la circulaire du 15 octobre 1870.

Est également abrogé l'article 145 de la loi du 22 mars 1831.

ART. 6. La République pourvoira aux besoins des familles reconnues nécessiteuses. Un Comité, composé du Maire ou Président de la Commission municipale et de deux Conseillers municipaux ou Membres de la Commission municipale, délégués par le Conseil ou la Commission, statuera définitivement sur les demandes formées à cet égard par les familles domiciliées dans la commune.

ART. 7. La République adopte les enfants des Citoyens qui succombent pour la défense de la Patrie.

ART. 8. Le Ministre de la Guerre est autorisé à utiliser, pour la fabrication des armes et engins de guerre, les usines et ateliers pouvant servir à cet effet.

ART. 9. Le Ministre de l'intérieur et de la Guerre est chargé de l'exécution du présent décret, laquelle aura lieu immédiatement après la publication qui en sera faite, conformément aux ordonnances du 27 Novembre 1816 et du 18 janvier 1817.

Tours, 2 novembre 1870.

Signé : LÉON GAMBETTA, Ad. CRÉMIEUX, Al. GLAIS-BIZOIN, L. FOURICHON.

Par le Gouvernement,

Le Secrétaire général du Ministre de l'intérieur délégué,

Signé : Jules CAZOT.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général,

Signé : Jules CAZOT.

Par le Gouvernement :

Le délégué du Ministre de la guerre,

Signé : C. de FREYCHET.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire, César BERTHOLON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE

DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

ÉCOLES COMMUNALES.

La Municipalité du 6^e arrondissement, informée qu'un certain nombre d'enfants des deux sexes n'ont pu, faute de place, être admis dans les écoles primaires communales **LAÏQUES**, invite les familles de ces enfants à venir faire leur déclaration à la Mairie.

De nouvelles écoles communales **LAÏQUES** de garçons et de filles seront incessamment ouvertes pour donner satisfaction aux besoins qui seront révélés par les déclarations et les vœux des intéressés.

Les Adjoints,

ANDRÉ ROUSSELLE,
PAUL JOZON.

Le Maire,

D^r ROBINET.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

AVIS

CONCERNANT

LA VENTE DES SONS

PROVENANT DES MOUTURES FAITES POUR LE COMPTE DE L'ÉTAT.

RÉPARTITION DE LA VENTE ENTRE LES DIVERS MOULINS.

Les moulins de MM.

Caill, 45, quai de Grenelle;
Edoux, 76, rue Lecourbe;
Arlige, 79, rue du Théâtre;
Molard, 104, route d'Orléans, approvisionneront
les 7^e, 14^e, 15^e, 16^e arrondissements.

Ceux de MM.

Lecture et Baudet, 62, rue du Rocher;
Dumas-Lhuillier, 103, avenue de Clichy;
Séraphin et C^e, 164 et 172, rue du Faubourg-
Saint-Martin;
Chailly et C^e, 54, rue Philippe-de-Girard;
Schächer, Letellier et C^e, 47, quai de l'Oise, ap-
provisionneront les 8^e, 9^e, 10^e, 17^e, 18^e, 19^e
arrondissements.

Ceux de MM.

Locquiaux, 74, rue Oberkampf;
Neut et Dumont, 114, boulevard Voltaire;
Ducastel et C^e, 8, rue Saint-Maur;
Crespin et Laperque, 7, avenue Parmentier, ap-
provisionneront les 11^e, 20^e arrondissements.

Ceux de MM.

Cart fils et Barras, 11, 13, rue de Reuilly;

Cart fils et Barras, 125, avenue Daumesnil;
Leblanc, 26, rue du Rendez-Vous;
Renard, 111, rue de Reuilly;
Compagnie d'Orléans, 2, rue Picard, approvision-
neront les 5^e, 12^e, 13^e arrondissements.

Ceux de la Halle au blé approvisionneront les
1^e, 2^e, 3^e, 4^e, 6^e arrondissements.

Ceux de MM.

Lelièvre, 30, route de la Briche, à Saint-Denis;
Texier, moulin Choiseul, 8, rue Saint-Denis, à
Saint-Denis;
Voyrassat, moulin du canal, à Saint-Denis;
Durand-Lavino, 30, rue de la Briche, à St-Denis;
Desroziers, cours Chavigny, à Saint-Denis;
Bras, rue des Carrières, à Charenton;
Darblay, à Saint-Maur;
Devies, 48, Grande-Rue, à Charenton;
Martin, à Maisons-Alfort;
Lequesne, à Saint-Maur-Gravelle, situés en dehors
de Paris, approvisionneront les localités qui les
environnent, ou déposeront les sons provenant
de leur mouture, soit dans leurs magasins, soit
dans ceux de Paris qui sont affectés à cette des-
tination.

Les bureaux du Ministère du commerce ne répondront à aucune demande relative à la vente des sons.

AVOINES.

La réquisition sur les avoines ayant été levée, le Ministère ne répondra à aucune demande ayant pour but d'obtenir la délivrance d'avoines.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, — ÉGALITÉ, — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 2^e ARRONDISSEMENT

AVIS

Le Comité des Subsistances du 2^e Arrondissement enjoint aux Bouchers municipaux d'observer strictement le règlement suivant :

1^o Il est interdit de servir les Cartes à d'autres heures que celles indiquées.

2^o Aucun morceau ne doit être mis en réserve pour quelle raison que ce soit; le choix entier doit être laissé au public.

3^o Il est interdit aux Bouchers d'envoyer la viande; le client est prié de venir la chercher lui-même.

On ne peut se présenter devant la boucherie avant l'heure indiquée sur la Carte, c'est le seul moyen d'éviter la queue.

Il est recommandé aux Contrôleurs de veiller à l'exécution rigoureuse du Règlement.

Le Comité recevra à la Mairie toutes les plaintes qui lui seront adressées.

Le Comité des Subsistances du 2^e Arrondissement,

CHRISTOPHE, DUPLAN, DUPONT, HARTMANN, HOUTELART,
LECLÈRE, LEVALLOIS, ROGIER, THIEULLEN, TRUCHELUT.

Citoyens,

... 4 septembre vous avez acclamé la République ainsi que les hommes qui ont assumé sur leurs têtes la responsabilité de la défense nationale.

Ce gouvernement devait être essentiellement révolutionnaire dans l'acception logique du mot. L'a-t-il été complètement? Je réponds NON.

Est-il resté honnête? Jusqu'à preuve du contraire, et nous n'avons pas cette preuve, je réponds OUI.

Vous vous rappelez tous, Citoyens, avec quelle dignité s'est accompli ce grand acte de l'émancipation, le 4 septembre. Quel enthousiasme! et partant quelle confiance à ce gouvernement improvisé!

De grandes mesures ont été prises par lui, l'enceinte de la cité a vu ses fortifications se compléter rapidement. Paris, devenu imprévisible, défiant toute surprise.

La question des subsistances, question épineuse parce qu'elle était chose nouvelle pour tous, a été traitée d'une manière si noble, si parfaite, du moins avec équité et sans partialité. Le bon vouloir, le dévouement ont présidé à toutes les décisions.

Mais la grande question, non pas seulement de la défense, la question de la victoire n'a pas été attaquée avec assez d'énergie.

La raison, je crois l'avoir trouvée en cherchant, depuis plus d'un mois, à me pénétrer de l'opinion des masses et en assistant, ces derniers jours, à quelques réunions publiques.

Dans les groupes et dans les réunions notamment, j'ai entendu de belles phrases, de beaux discours à effet.

Parmi les orateurs, les uns demandant la commune, d'autres demandant le maintien du pouvoir actuel.

Les premiers nous citant l'exemple des élites étrangères qui se sont enserrées sous leurs rubans et nous exhortant à aspirer au même sort,

tables de courage, nos bataillons, nos batteries étaient décimés à 6.000 mètres par les projectiles ennemis, pendant que nos fusils, nos canons rayés de Solferino et ces fameuses mitrailleuses n'atteignaient que la moitié de la distance des combattants. Marcher en avant, charger à la baïonnette, ce fut souvent la mort certaine, le sacrifice sans résultat.

Si vous ajoutez à cela l'insuffisance et la trahison des chefs vous arrivez fatalement à l'affaire de Sedan.

Le 4 septembre, le gouvernement de la défense devait donc employer les moyens énergiques, les mesures révolutionnaires pour obtenir rapidement des canons. Il ne l'a pas fait. Par un excès de modération, par défaut de pratique, et pensant activer la besogne, on s'est adressé à des hommes compétents, au comité d'artillerie, on a utilisé l'expérience d'hommes de l'ancien régime, habitués aux mesures lentes de l'administration, et repoussant d'ailleurs tout ce qui ne venait pas de leur propre initiative.

Avec ces moyens débonnaires, on est arrivé aujourd'hui c'est-à-dire après deux mois, à n'avoir qu'un nombre insignifiant de ces canons perfectionnés, supérieurs à ceux de l'ennemi, et dont les types étaient du reste créés, étudiés de longue main.

SCIP Industriels ont été, je crois, chargés de la fonte, et comme à Paris on n'a jamais exécuté ce travail soigneusement, ils ont éprouvé de nombreux insuccès, de telle sorte qu'à ce jour le résultat est presque nul.

Et cependant il nous faut des CANONS.

Le gouvernement de la défense a trouvé, je pense, à cette heure, dans l'urne électorale, la victoire pour sa cause, mais il ne la mériterait pas s'il ne modifiait pas ses allures.

Nous lui imposons donc, nous qui avons, dans notre conscience de républicain, voté OUI, nous lui imposons ce devoir :

*M. le Ministre est prié de
FAIRE IMMÉDIATEMENT
PUBLIER A SON DE
CASSER ce qui fait l'objet
de la présente affiche, qui
devra être placardée aussitôt après.*

République



Française

Liberté, — Egalité, — Fraternité.

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE.

ARRÊTÉ

LE PREFET de la République, Commissaire à la Défense Nationale pour le département de la Haute-Garonne,

Considérant que les lois de la morale sont antérieures et supérieures à toute loi écrite;

Attendu que si l'attentat de décembre 1851 a déjà subi les flétrissures de l'histoire, l'expiation de Sedan et les malédictions du pays, la conscience publique n'a pas cessé d'être troublée par l'impunité réservée jusqu'à ce jour aux instruments de ce crime, et particulièrement aux magistrats qui ont prostitué la justice au violeur de la Constitution, en couvrant d'une apparence de légalité les décisions sommaires de tribunaux exceptionnels sans garanties, sans jugement, sans appel;

Considérant, en outre, que le triste exemple donné à cette occasion par les dépositaires de la loi constituée, pour le respect dû à la justice, un échec moral autrement grave que toute atteinte portée au principe contestable de l'inviolabilité de la magistrature;

Attendu que le nommé Degrand, actuellement président du Tribunal civil de Toulouse, a participé, en décembre 1851, comme procureur de la République à Perpignan, de complicité avec le Préfet Pougeard Dulimbert et le général Castellane, aux décisions prévétales de la commission mixte du département des Pyrénées-Orientales;

Vu les instructions ministérielles prescrivant la formation des listes des proscriptions de décembre 1851 et de leurs victimes,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les magistrats qui ont siégé dans les commissions mixtes à l'appui du crime de décembre 1851, sont déclarés indignes de rendre la justice.

ART. 2. — En attendant qu'une sentence réparatrice inflige une sanction pénale à cette indignité, il est interdit au nommé Degrand, président au Tribunal civil de Toulouse, d'occuper un siège du haut duquel il a trop longtemps bravé la pudeur publique.

ART. 3. — Le présent arrêté, rendu à la demande des honnêtes gens de tous les partis, sera immédiatement notifié au nommé Degrand, par les soins du Directeur de la sûreté publique à Toulouse. Son exécution est placée sous la protection de la Garde nationale.

Toulouse, le 3 novembre 1870.

Le Préfet de la République, Commissaire à la Défense nationale,
ARMAND DUPORTAL.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

RECENSEMENT

DES VOTES DU 3 NOVEMBRE.

Les résultats des sections de la ville de Paris devront être centralisés à la Mairie de chaque arrondissement, où le recensement des votes sera fait sous la présidence du Maire, assisté des Membres du bureau de la 1^{re} section, en présence des Présidents des sections.

Le résultat sera ensuite proclamé.

Immédiatement après, les procès-verbaux des Sections et celui du recensement seront apportés à la Mairie de Paris.

Il en sera de même pour les procès-verbaux des opérations des Communes suburbaines qui auront été recueillis par le Maire ou son délégué.

Le RECENSEMENT GENERAL des votes aura lieu à l'Hôtel de Ville le vendredi 4 novembre, à 11 heures du matin, en séance publique, dans la salle Saint-Jean.

Il sera procédé à cette opération par trois Maires désignés par le Maire de Paris.

Paris, le 3 Novembre 1870.

Le Maire de Paris,
ÉTIENNE ARAGO.

Les Adjoints,
J.-J. CLAMAGÉAN, Cu. HÉRISSON.

Pour ampliation :
Le Secrétaire général,
J. MAHIAS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DÉCRET

RELATIF

A L'ÉLECTION DES MAIRES ET ADJOINTS

DES VINGT ARRONDISSEMENTS MUNICIPAUX

DE LA VILLE DE PARIS.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Considérant qu'il importe de régler l'application de l'article 4 du décret du 4^{er} novembre 1870, relatif à l'élection des maires et adjoints des vingt arrondissements municipaux de la ville de Paris,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER.

L'élection des maires et adjoints aura lieu au moyen d'un bulletin portant en tête le nom du maire et, à la suite, les noms des trois adjoints.

Si le bulletin porte plus de quatre noms, les noms en sus ne seront pas comptés.

Les bulletins portant moins de quatre noms seront valables.

Les suffrages accordés pour la fonction de maire ne pourront être réunis, pour former la majorité absolue, à ceux que le même candidat obtiendrait pour les fonctions d'adjoint, et réciproquement.

ARTICLE 2.

Le scrutin sera ouvert le 5 Novembre et, s'il y a lieu, le 7 à 8 heures du matin, et clos à 6 heures du soir.

Fait à l'Hôtel de Ville de Paris, le 5 Novembre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale,

Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Aux Habitants de Paris.

MES CHERS CONCITOYENS,

Je vous remercie, au nom de notre amour commun de la Patrie, du calme avec lequel vous avez procédé au vote que le Gouvernement vous demandait.

Ce calme est l'œuvre de votre patriotisme et de votre bon sens.

Il prouve que vous comprenez toute la valeur du suffrage universel, et que vous êtes dignes de le pratiquer dans toute sa liberté.

Ce suffrage substitue la raison à la violence et montrant là où est le droit, il enseigne le devoir.

Il réduit au silence ceux qui, en méconnaissant son autorité, deviendraient des ennemis publics.

Que ce jour solennel marque donc la fin des divisions qui ont désolé la Cité.

N'ayons donc tous qu'un cœur et qu'une pensée, la délivrance de la Patrie.

Cette délivrance n'est possible que par l'obéissance aux chefs militaires et le respect des lois; chargé du soin d'en maintenir l'exécution, je fais appel à votre intelligent concours et je vous promets en échange tout mon dévouement, toute ma fermeté.

Vive la République ! Vive la France !

Jeudi, 3 Novembre 1870.

*Le Ministre des Affaires étrangères,
chargé par intérim du département de l'Intérieur,*

JULES FAYRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le journal *le Temps* de ce soir jeudi 3 novembre contient un article ainsi conçu :

« Le Gouvernement nous communique la dépêche suivante :

« Paris, le 2 novembre 1870.

« Reçu dépêche de Tours, 31 octobre.

- « Le général Cambriels annonce avoir détruit dans les défilés des Vosges
un corps de la landwer de près de 6,000 hommes. »
« Bonnes nouvelles de Bourbaki. »

Signé : CRÉMIEUX, GLAIS-BIZOIN, GAMBETTA. »

Le Gouvernement n'a envoyé de communications de ce genre ni au *Temps* ni à aucun autre journal.

Il n'a malheureusement reçu aucune dépêche annonçant une victoire du général Cambriels.

Une telle nouvelle présentée sous cette forme est évidemment, de la part de ceux qui ont surpris la bonne foi du journaliste, une manœuvre compliquée de faux et destinée à devenir le texte d'une accusation calomnieuse contre le Gouvernement.

Une instruction est ordonnée; elle fera connaître l'auteur de ce méfait.

Les Electeurs doivent se tenir en garde contre les bruits de toute nature qu'on pourrait répandre, les formules imprimées, les minutes et les cachets du Gouvernement ayant été soustraits par les auteurs de l'attentat du 31 octobre.

Paris, le 3 novembre 1870.

*Le Ministre des Affaires étrangères,
Ministre de l'Intérieur par intérim,
JULES FAVRE.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Citoyens,

Nous avons fait appel à vos suffrages.

Vous nous répondez par une éclatante majorité.

Vous nous ordonnez de rester au poste de péril que nous avais assigné la révolution du 4 septembre.

Nous y restons avec la force qui vient de vous, avec le sentiment des grands devoirs que votre confiance nous impose.

Le premier est celui de la défense. Elle a été, elle continuera d'être l'objet de notre préoccupation exclusive.

Tous nous serons unis dans le grand effort qu'elle exige : à notre brave armée, à notre vaillante mobile se joindront les bataillons de garde nationale frémissant d'une généreuse impatience.

Que le vote d'aujourd'hui consacre notre union ; désormais c'est l'autorité de votre suffrage que nous avons à faire respecter, et nous sommes résolus à y mettre toute notre énergie.

Donnant au monde le spectacle nouveau d'une ville assiégée dans laquelle règne la liberté la plus illimitée, nous ne souffrirons pas qu'une minorité porte atteinte aux droits de la majorité, brave les lois et devienne par la sédition l'auxiliaire de la Prusse.

La garde nationale ne peut incessamment être arrachée aux remparts pour contenir ces mouvements criminels. Nous mettrons notre honneur à les prévenir par la sévère exécution des lois.

Habitants et défenseurs de Paris, votre sort est entre vos mains. Votre attitude depuis le commencement du siège a montré ce que valent des citoyens dignes de la liberté. Achèvez votre œuvre ; pour nous, nous ne demandons d'autre récompense que d'être les premiers au danger, et de mériter par notre dévouement d'y avoir été maintenus par votre volonté.

VIVE LA RÉPUBLIQUE ! VIVE LA FRANCE !

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale,

Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

ÉLECTIONS

DU

MAIRE ET DES ADJOINTS

du 18^e arrondissement

CITOYENS,

Le vote du 3 Novembre ne laisse aucun doute sur les sentiments véritablement républicains qui animent la population laborieuse du dix-huitième Arrondissement.

En face de cette sécurité et du peu de temps qui nous reste pour élire une Municipalité en rapport avec le Gouvernement que vous venez d'acclamer, plusieurs Citoyens se sont chargés officieusement de faire des démarches auprès de personnes dignes de remplir ce mandat.

C'est le résultat de ces démarches qu'ils se permettent de vous communiquer par voie d'affichage, s'étant inquiétés par dessus tout de l'honorabilité des Candidats, de leurs sentiments démocratiques et de leurs aptitudes administratives.

C'est à ces différents titres qu'ils ont l'honneur de présenter à vos suffrages.

Pour Maire, à l'Élection du Samedi 5 Novembre, le Citoyen :

ARRAULT, Fabricant de Produits chimiques, à Montmartre,

Et pour Adjoints, aux Elections du Lundi 7 Novembre, les Citoyens :

CHAVIGNY, Mécanicien, Fabricant de Canons, rue Philippe-de-Girard, à La Chapelle;

STEINECK, Négociant en Charbons, à La Chapelle;

HALLU, Docteur, à Montmartre.

Les Citoyens sous-signés :

MERLIN; — DURIEZ; — FORREST fils; — DURERT; — LEROY; — COQUELET; — PENETRA; —
DUMONTIL; — E. GROSSEAN; — DÉSICNEUR; — E. LEFEBVRE; — A. DESFOSSÉ; —
BRISSET; — QUINETTE; — TERRY; — DELEVOT; — GUIGNÉ; — MOLIN; — BASTARD; —
FLAMENT; — MALAURY; — ELLUIN; etc., etc., etc.

ÉLECTIONS

DU MAIRE DU 2^E ARRONDISSEMENT

La République seule peut nous aider à sortir de la situation terrible où nous a mis l'Empire. Elle seule pourra fonder l'ordre et la stabilité.

Républicains sincères et dévoués nous présentons à vos suffrages comme Maire le Citoyen TIRARD, Négociant (Maire provisoire).

Chefs de Bataillons.		Capitaines.		Capitaines.	
BOUCET,	—	FRADERE,	—	DOTON,	—
NOÏROT,	—	MANLET,	—	LEROY,	—
WIMPHEN,	—	DIEUDONNÉ,	—	DUVIONNEAU,	—
POISSON,	—	MICHEL,	—	BECKLÉ,	—
QUETEAUVILLERS,	—	RAQUIÉ,	—	SPIRE,	—
		FONTAINE,	—	BELLAY,	—
		LEVY,	—	SALMER,	—
		MARNÈRE,	—		

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 6^e ARRONDISSEMENT

PROTESTATION

En présence des bruits calomnieux systématiquement répandus contre elle par une malveillance aussi peu déguisée que visiblement intéressée, la Municipalité du 6^e Arrondissement a le devoir étroit de protester avec la dernière énergie contre des appréciations contraires à la vérité, et exagérées contre toute vraisemblance par l'esprit de parti.

A aucun moment, dans aucune circonstance et en aucun lieu, malgré des apparences contraires, habilement groupées, aucun de ses membres n'a cessé, dans la journée ni dans la nuit du 31 octobre, de défendre le Gouvernement acclamé le 4 septembre contre les tentatives de renversement dont il a été l'objet.

Si la manifestation de leurs intentions a pu être différente, ils ont toujours été parfaitement d'accord sur le but essentiel à atteindre, c'est-à-dire le maintien du Gouvernement de la défense nationale.

Dans l'intérêt de son honneur et de la vérité, la Municipalité du 6^e Arrondissement a donc le devoir strict de donner, comme en effet elle donne, le démenti le plus net, le plus formel et le plus catégorique aux affirmations imaginées et colportées contre quelques-uns de ses Membres, et qui dénaturent complètement le rôle qu'ils ont joué.

Elle a le devoir d'ajouter que le Gouvernement de la défense nationale a repoussé comme elles méritent de l'être, les perfides et odieuses accusations dirigées contre des fonctionnaires qui lui sont dévoués, en refusant d'accepter des démissions qui lui avaient été spontanément offertes.

LES ADJOINTS,
André ROUSSELLE, Paul JOZON.

LE MAIRE PROVISOIRE,
D^r ROBINET.

République Française

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

CHASSEURS RÉPUBLICAINS DE LA LOIRE

Saint-Etienne, 3 novembre 1870.

Le Préfet de la Loire,

Vu le rapport du citoyen Laberge, lieutenant des Chasseurs Républicains de la Loire, et nos précédents arrêtés;

Considérant qu'il y a lieu de porter à 100 le nombre des Chasseurs Républicains;

Autorisons le citoyen Basset, caporal de ladite compagnie, à enrôler, conjointement avec le capitaine Ozier, délégué à cet effet, et à ouvrir une souscription dans le but de se procurer l'équipement nécessaire.

Le Préfet de la Loire,
CÉSAR BERTHOLON.

Pour copie conforme :
Le secrétaire général,
ALPHONSE MORELLET.

Ceux qui seraient dans l'intention de s'enrôler sont priés de s'adresser à M. OZIER, rue du Trenil, 14.

Le Capitaine Commandant, MALLET.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

ÉLECTIONS MUNICIPALES.

Un grand nombre d'Electeurs du 8^e arrondissement, se ralliant à la proposition faite par le Citoyen BETHMONT dans les réunions préparatoires des 4 et 5 novembre, propose aux Electeurs, pour la nomination des trois ADJOINTS, les Candidats dont les noms suivent :

BELLIARD, Adjoint actuel ;

DENORMANDIE, ancien Président de la Compagnie des Avoués ;

AUBRY, ancien Représentant du Peuple.

Typ. CHARLES DE MOURGUES frères, rue J.-J. Rousseau, 56. — 8153.

ELECTIONS MUNICIPALES

DU

1^{er} ARRONDISSEMENT

Les Comités de Saint-Germain-l'Auxerrois, des Halles et de la rue Saint-Honoré, sont d'accord pour proposer, comme **ADJOINTS**,

JULES MELINE, Avocat à la Cour d'appel

EMILE MEURIZET, Greffier du bâtiment
rue Bertin-Poirée

ROCHARD, Gérant de la Belle-Jardinière

Adjoint en fonctions

ÉLECTION DU MAIRE

AUX ÉLECTEURS.

du 9^e Arrondissement

J'ai accepté les fonctions de Maire le 14 Octobre avec l'intention d'apporter un ferme concours au Gouvernement de la Défense nationale.

Je viens aujourd'hui, dans le même but, demander au Suffrage Universel la continuation de ce mandat.

Quelques mots suffiront à rendre ma situation bien nette devant les Electeurs.

Je ne n'ai pas cessé depuis le 4 Septembre, conformément aux principes que j'ai toujours soutenus dans mes écrits, de résister à l'idée de la *Commune de Paris*.

J'ai demandé l'élection des vingt Municipalités par opposition à cette idée de la *Commune*.

J'ai, le 31 Octobre, lutté pendant trois heures, dans la salle des Maires, contre les envahisseurs de l'Hôtel de Ville.

Je suis fermement pour la République, comme en Amérique et en Suisse, et je ne recherche ni les voix de ceux qui ne l'admettent point, ni les voix de ceux qui la compromettent.

Proscrit à la suite du 2 Décembre, j'ai un passé de vingt ans pour répondre de la solidité de mes convictions.

Je me suis tenu pendant l'Empire en dehors de toute lutte électorale. Si j'affronte aujourd'hui l'épreuve de l'élection, c'est uniquement pour continuer à soutenir la République et le Gouvernement de la Défense Nationale.

GUSTAVE CHAUDEY.

Paris, 3 Novembre 1870.

Paris. — Imprimerie V* Poitevin, Edouard-Picou et Cie, rue Bonaparte, 2 et 4.

Préfecture de la Gironde

DÉPÊCHE

TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, 3 novembre 1870, 1 heure de l'après-midi.
Arrivée à la Préfecture, à 4 heures.

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR A PRÉFETS ET SOUS-PRÉFETS

Hier, les Prussiens ont tenté l'investissement de Belfort, par Giromagny, où un bataillon de mobiles de la Haute-Saône n'a tenu qu'une heure et demie, et par Boppe, où l'ennemi a eu le dessous, et n'a pu emporter le village défendu par les mobiles du Rhône. On dit qu'au moins 150 ennemis ont été mis hors de combat, et, parmi eux, un officier supérieur. Nos pertes sont beaucoup moindres.

En Normandie, près de Suzay, les avant-postes des Mobiles de l'Oise ont eu un engagement avec les ulilans; douze ennemis sont restés sur le terrain.

Des ulilans, en reconnaissance à Gournay, sont repartis brusquement, voyant qu'ils risquaient d'être surpris.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,

Amédée LARRIEU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU 10^e ARRONDISSEMENT

ALIMENTATION

ROULEMENT du Service des Cartes de Boucherie

Ce roulement est disposé de manière que chaque porteur de carte soit tour à tour compris dans la 1^{re} centaine à servir, puis dans la 2^e, la 3^e et la 4^e, pour revenir ensuite à la première.

Les Numéros 1 à 40 seront servis de huit heures à huit heures et demie.

» 41 - 80	» huit heures et demie à neuf heures.
» 81 - 120	» neuf heures à neuf heures et demie.
» 121 - 160	» neuf heures et demie à dix heures.
» 161 - 200	» dix heures à dix heures et demie.
» 201 - 240	» dix heures et demie à onze heures.
» 241 - 280	» onze heures à onze heures et demie.
» 281 - 320	» onze heures et demie à midi.
» 321 - 360	» midi à midi et demi.

Les autres à partir de midi et demi.

Toute personne qui aura deux cartes de distribution ou qui prendra plus de rations qu'elle n'y aura droit sera poursuivie avec toute la rigueur des lois.

R. DUBAIL, Maire.

ERN. BRELAY, A. MURAT, DEGOUVE DENUNCQUES, Adjoints.

Paris. Typographie JULES HÉTEAU et Fils, passage du Calre, 29 et 31.

CITOYENS,

Un récit effrontément calomnieux vient de paraître dans plusieurs journaux officiels sur le rôle que j'ai joué dans la manifestation du 31 octobre. Ce récit a falli me faire assassiner hier au club des *Folies-Bergères*, où j'ai été indignement outragé et frappé.

Voici comment je réponds aux lâches calomniateurs qui, tremblant sous l'Empire, à genoux devant le plus vil des pouvoirs, s'en prennent aujourd'hui à un des hommes qui n'ait pas courbé la tête sous le bâton de Bonaparte:

MAURICE JOLY.

Lettre au FIGARO

Monsieur,

En parlant des indignes violences dont j'ai été hier l'objet aux Folies-Bergères, vous dites, à propos de ceux qui m'ont traîné au poste de la rue Drouot : « Plusieurs de ces policemen volontaires vociféraient contre leur prisonnier qui s'était vanté d'avoir **craché à la face de Jules Faure sans défense et prisonnier dans l'Hôtel de Ville.** »

Vous me prêteriez, Monsieur, un propos et un acte infâmes.

Puisque c'est vous qui vous en faites l'écho; vous qui ne vivez que par l'effet d'une tolérance magnanime des Républicains que vous

individus qui se disaient chargés par M. Ferry de cette mission politique.

Est-ce aussi M. Ferry qui a transmis à votre journal, berceau de sa célébrité, une note que je retrouve identiquement dans trois autres journaux et où il est dit qu'en arrivant à la salle du Trône M. Ferry m'aurait reproché d'avoir, quinze jours auparavant, demandé un emploi au gouvernement provisoire?

On me demande d'emploi, Monsieur, qu'à un gouvernement monarchique. Au lendemain du 4 septembre, j'ai mis le gouvernement provisoire en demeure de m'envoyer, comme commissaire du gouvernement, dans les départements menacés de l'invasion, et c'est pour avoir refusé de le faire à mon égard, comme à l'égard de tant d'autres républicains, qu'aujourd'hui la France est à la veille d'expirer.

neur et du barreau dont M. Jules Favre est bâtonnier, je lui demande de déclarer :

1^{re} Si, au lieu de lui cracher au visage, je n'ai pas cessé de lui témoigner des égards allant jusqu'aux limites de la déférence et du respect ;

2^e Si, au lieu de lui cracher au visage, je ne l'ai pas protégé à plusieurs reprises ainsi que le général Trochu contre les apostrophes et les invectives dont ils étaient l'objet ;

3^e Si, au lieu de lui cracher au visage, je n'ai pas sans cesse imposé silence à ses interrupteurs, si je ne lui ai pas représenté avec infiniment de mesure les inconvénients d'une résistance opposée aux vœux de la population parisienne réclamant la Commune, si je ne me suis pas opposé tant que je l'ai pu à l'envahissement de la salle du Conseil, et si une fois l'Hôtel de Ville envahi, je ne me suis pas présenté le premier aux envahisseurs en les conjurant de ne commettre aucune violence ni aucun désordre.

Telles sont les questions que j'adresse à M. Jules Favre ? Quant à vous, je vous somme d'insérer la relation que je vais vous envoyer sur la part que j'ai prise aux événements d'hier.

Ensuite je réglerai mon compte avec vous, et vous savez qu'on peut compter sur ma parole.

MAURICE JOLY.

Lettre au JOURNAL DES DEBATS et au TEMPS

Monsieur,

Vous avez accueilli dans votre journal, à votre insu, je veux le croire, la plus noire des calomnies sur la part que j'ai prise à la manifestation de l'Hôtel de Ville.

Grâce à votre article, j'ai failli être tué hier à mon apparition aux Folies-Bergères. Livré par vous à la haine publique, j'ai été attaqué par plus de deux cents personnes et frappé en particulier par deux

je n'ai pas cessé de lui témoigner des égards allant jusqu'aux limites de la déférence et du respect ;

MAURICE JOLY.

A Monsieur JULES FERRY

Monsieur,

Après avoir envoyé hier, au clah des Folies-Bergères, des hommes chargés de me maltraiter si j'y reparessais, vous essayez de m'insulter aujourd'hui, en faisant dire dans quatre journaux que, quinze jours avant la manifestation d'hier, j'avais demandé une place au gouvernement provisoire.

Veillez vous rappeler que, lorsque je me suis présenté à la tête de la délégation qui me députait auprès du Gouvernement provisoire, je refusai de vous entendre comme n'étant pas un homme suffisamment sérieux pour nous, et que je vous tournai le dos, en demandant qu'on m'envoyât d'autres membres du Gouvernement provisoire.

Il est vrai que vous m'avez jeté alors par derrière l'insulte que je relève aujourd'hui dans votre journal *le Temps* ; mais cette insulte retombe tout entière sur vous, puisque demander à servir la République quand on est républicain ; à mourir pour la patrie quand on est patriote ; c'est à vos yeux demander une place.

Pour vous, *monarchiste*, ancien disciple d'Olivier, qui n'avez jamais souffert un jour ni une heure pour la République, au nom de laquelle il est étrange de vous voir siéger à côté d'un républicain comme Jules Favre, je comprends que tout poste d'honneur se résolve en une place payée.

Quant à moi, je ne suis pas de votre école, il y a cette différence entre nous, c'est que vous voulez la restauration d'une dynastie et que je veux le salut de la République.

MAURICE JOLY.

Paris. — Imp. Babinet, Queney et Co, 7, rue Baillif, et rue de Volvins, 18.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

AUX HABITANTS

DU

Cinquième Arrondissement

Les Maires des Vingt arrondissements, ainsi que leurs Adjoints, doivent être renommés samedi 5 novembre.

Le Gouvernement et l'opinion publique demandent qu'en ce moment, l'autorité municipale s'occupe avant tout des questions administratives.

Les souffrances sont grandes, elles ne sont ignorées de personne, et des administrateurs sont les hommes que les circonstances présentes demandent impérieusement.

Dans des réunions préparatoires, un grand nombre d'Electeurs ont porté leur choix sur le citoyen Ch. MAURIN

M. MAURIN, industriel, dirigeant une maison très-importante, est connu honorablement dans notre arrondissement; en rapport journalier avec la population ouvrière, il connaît les besoins, et nous semble l'homme sur lequel notre choix devra se porter.

**SA POLITIQUE, NOUS LE GARANTISSONS,
EST CELLE DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.**

A une démarche faite auprès du citoyen Ch. MAURIN on a obtenu son complet assentiment.

Dans la journée, une nouvelle affiche fera connaître les trois candidats aux fonctions d'Adjoint.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

Comité de Défense du IX^e Arrondissement

Le Comité de Défense propose au vote des Electeurs du IX^e arrondissement les noms des citoyens :

Ulysse PARENT, ancien 1^{er} Adjoint : MAIRE
CARTERET, ancien Conseiller d'État }
PEYROUTON, Avocat } ADJOINTS
VILLIAUMÉ, Économiste et Historien }

Ces noms signifient :

Au Point de vue politique :

Affirmation des **PRINCIPES RÉPUBLICAINS** et défense à outrance contre **L'ÉTRANGER.**

Au point de vue administratif; ils veulent dire :

ORDRE --- ÉCONOMIE --- HONNÊTETÉ

COMITÉ DE DÉFENSE.

Paris, le 3 Novembre 1870.

RÉUNIONS ÉLECTORALES

HUIT HEURES DU SOIR

CASINO. rue Cadet.

THÉÂTRE DES JEUNES ARTISTES, rue de la Tour-d'Auvergne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Considérant que les Maires des vingt arrondissements de la ville de Paris, régulièrement convoqués à l'Hôtel de ville, ont émis à l'unanimité le vœu qu'il fût procédé, en deux votes distincts, à l'élection des Maires et à celle des Adjoints,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Le scrutin du 5 novembre sera exclusivement consacré à l'élection des Maires.

Les bulletins de vote ne porteront par conséquent qu'un seul nom.

Les bulletins qui porteraient plus d'un nom seront valables, mais le premier non porté sur la liste sera seul compté.

Le candidat qui aura obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés sera proclamé Maire.

Si aucun des candidats n'a réuni la majorité absolue, le scrutin sera continué au lendemain dimanche 6 novembre.

Art. 2. Il sera procédé le 7 novembre à l'élection des Adjoints.

L'élection aura lieu au moyen d'un bulletin portant trois noms.

Les bulletins qui contiendraient plus de trois noms seront valables, mais les trois premiers noms seront seuls comptés.

Les trois candidats qui auront obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés seront proclamés Adjoints.

Si un second tour de scrutin est nécessaire, il aura lieu le lendemain, 8 novembre.

Art. 3. Prendront seuls part au vote pour les Maires et Adjoints, les électeurs domiciliés dans l'arrondissement, inscrits sur les listes électorales ou ayant acquis, depuis la clôture des listes, leurs droits électoraux.

Art. 4. Tout électeur de Paris est éligible, dans chacun des vingt arrondissements, quel que soit l'arrondissement où il réside.

Art. 5. Le scrutin sera ouvert, tous les jours indiqués ci-dessus, de 8 heures du matin à 6 heures du soir.

Fait à l'Hôtel de Ville, le 4 Novembre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale,

Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GARNIER-PAGES, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

AVIS

Les personnes qui ont l'intention de se présenter pour les grades et emplois de colonel, lieutenant-colonel, major, capitaine-adjutant-major, chirurgien-major, chirurgien aide-major, capitaine d'armement, lieutenant, officier-payeur, dans la garde mobilisée, sont invitées à adresser immédiatement leurs demandes à la préfecture, en indiquant d'une manière précise, leurs nom, prénoms, âge, domicile, et les titres qui pourraient les recommander au choix du Gouvernement.

Saint-Etienne, 3 novembre 1870.

Le Préfet de la Loire.

CÉSAR BERTHOLON.

BENEVENT, imprimeur de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, 4.

Nous déclarons que seuls des Candidats aux fonctions d'Adjoint nous avons appuyé la Candidature Républicaine TIRARD; nous avons donc le droit de protester contre ceux qui semblent s'abriter sous son nom après l'avoir combattu.

ÉMILE BRELAY LOISEAU-PINSON

CHÉRON

Je déclare n'avoir autorisé à porter mon nom que sur la liste où figurent les Citoyens ci-dessus.

Émile BRELAY

Imp. SIMON JAC, 4, pl. des Victoires

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GARDE NATIONALE DE LA SEINE.

Gardes nationaux de la Seine,

Appelé pour la seconde fois et après vingt-deux ans d'intervalle à l'honneur insigne de vous commander, j'ai accepté, sans présomption comme sans faiblesse, ces fonctions difficiles, parce que je sais le concours que trouvera toujours dans votre patriotisme un chef pénétré de ses devoirs et qui saura s'inspirer de votre esprit.

Mon seul regret est de n'avoir pu décider le patriote éprouvé que je remplace à conserver son commandement.

La crise que nous traversons, mes chers camarades, crise dont vous connaissez les causes et les auteurs, est une de celles où une nation doit périr ou se régénérer par un effort sublime.

Cet effort, vous êtes résolus à le tenter; et aujourd'hui qu'un vote librement exprimé prouve la confiance que peuvent mettre en vous les citoyens éminents auxquels vous avez confié le soin de vos destinées, préparons-nous à cette action décisive que vous appelez de tous vos vœux.

Votre vieux général sera toujours heureux et fier de marcher à votre tête; mais n'oubliez pas que dans les épreuves qui nous sont réservées, le courage personnel ne saurait suffire : il faut y joindre ce qui constitue la véritable force d'une armée : la discipline, l'esprit d'ordre et, ce qui résume peut-être toutes les vertus, l'abnégation élevée jusqu'au sacrifice.

Union ! Confiance ! et Vive la République !

Paris, le 4 novembre 1870.

Le Commandant supérieur des Gardes Nationales de la Seine,
CLEMENT THOMAS.

ÉLECTIONS MUNICIPALES D'ARRONDISSEMENT

AUX ÉLECTEURS

DU

1^{er} Arrondissement

CHERS CONCITOYENS,

Appelés au lendemain de la Révolution du 4 Septembre à constituer la Municipalité du 1^{er} Arrondissement, nous nous sommes voués de tout notre cœur, de toutes nos forces, à la tâche difficile que nous avions acceptée. Notre dévouement absolu à la République nous a soutenus et dirigés, et nous avons la conscience de l'avoir servi fidèlement.

Aussi, considérons-nous comme un devoir impérieux de nous présenter au scrutin qui va s'ouvrir : voire Vote dira si la Municipalité provisoire du 1^{er} Arrondissement a répondu à ce que vous étiez en droit d'attendre d'elle.

En sollicitant vos Suffrages nous n'avons d'autre but que d'y trouver, si vous nous en jugez dignes, la consécration de nos efforts et la force nécessaire pour continuer notre œuvre jusqu'à la constitution définitive de la Municipalité de Paris.

Paris, le 4 Novembre 1870.

Th. TENAILLE-SALIGNY, Maire provisoire.
Jules MÉLINE { Adjoints.
Emile MEURIZET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, le 4 novembre 1870.

*Le Ministre de l'intérieur aux préfets et sous-préfets, généraux commandant divisions,
départements et corps d'armée.*

Je vous adresse sans retard, et dans son texte, une dépêche tombée d'un ballon, à la Flèche, tout en vous laissant le soin d'apprécier la valeur et la puissance de ce document. Je vous prie de lui donner la plus grande publicité par tous les moyens dont vous pouvez disposer.

La Flèche, 4 novembre, 9 h. 50 m.

Le sous-préfet au Ministre de l'intérieur à Tours,

Un ballon a laissé tomber une dépêche officielle du 4, dont voici le résumé :
Les élections se sont accomplies dans le plus grand ordre. Résultat connu le
3, à 11 heures du soir, 275,224 OUI, 19,383 NON.

Proclamation du Gouvernement, discours de MM. Trochu et Jules Favre sur
le perron de l'hôtel de ville devant une foule immense.

Acclamations enthousiastes.

Un rapport militaire dit qu'aucun mouvement offensif n'a eu lieu ni d'un côté
ni de l'autre. Les canons des forts continuent à détruire les ouvrages de l'en-
nemi au fur et à mesure qu'ils s'élèvent.

Un nouveau ballon partira le 6.

Signé : MONTIGNY.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CITOYENS,

La République nous a enfin rendu les droits que la monarchie et l'empire nous avaient arrachés par la violence et la trahison.

Demain, vous nommerez votre municipalité.

Appelé le 5 Septembre à l'honneur d'administrer provisoirement le 12^e Arrondissement, je me suis efforcé de remplir cette grande tâche avec tout le zèle, toute la loyauté et toute l'énergie qu'elle m'imposait.

J'ai la conscience d'avoir rempli mon devoir, et c'est avec cette conviction que je viens, bien qu'à peine connu de vous, me présenter à vos suffrages en vous offrant mes services et mon dévouement.

Si vous jugez un autre plus digne de les obtenir, je m'inclinerai avec respect devant votre décision, en emportant l'impérissable souvenir d'avoir été pendant deux mois à la tête de la municipalité d'un des premiers et des plus intéressants arrondissements de Paris.

4 Novembre 1870.

ALFRED GRIVOT

Administration de l'arrondissement de Paris, rue d'Anjou, 3.
Paris. — Imprimerie de J. B. LEBLANC, 11, rue de la Harpe.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

ARRÊTÉ

Le Colonel faisant fonctions de général, commandant la subdivision de la Loire,

En vertu de la déclaration d'Etat de Guerre qui, à la date du 31 octobre, a concédé entre autres autres les pouvoirs civils et militaires, Conformément à l'article 2 du décret du 11 octobre 1870.

ARRÊTÉ :

Article 1^{er}. — Un comité militaire de neuf membres est formé pour les travaux de défense du département.

Art. 2. — Sont nommés membres de ce comité :

M. Le Commandant de la subdivision, président :

Le Colonel Commandant la garde nationale de Saint-Etienne ;

L'ingénieur en chef des ponts et chaussées ;

L'ingénieur en chef des mines ;

MAYAROUZ, capitaine d'artillerie ;

MELCHER, capitaine d'artillerie ;

MURGER, agent-voyer du département ;

LEBLOUX, ingénieur civil.

Art. 3. — Notification du présent arrêté sera adressée à chacun des titulaires par les soins de l'état-major de la subdivision.

Fait à Saint-Etienne, le 4 novembre 1870.

Le Colonel faisant fonctions de général.

Commandant la subdivision,

Signé : BOIGEOL.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

Bureau, impri-merie de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, à Saint-Etienne.

MAIRIE DE



GRENOBLE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

DÉFENSE LOCALE

AVIS IMPORTANT

L'administration municipale de Grenoble invite tous les ouvriers terrassiers ou autres qui pourraient prendre part à l'exécution des retranchements de Saint-Egrève et de Sassenage, à se faire inscrire immédiatement à la Mairie de leur commune.

Elle fait également appel au patriotisme des travailleurs volontaires dont elle acceptera avec reconnaissance le concours. Leurs offres seront reçues à leur mairie respective.

Les travailleurs volontaires ou salariés devront indiquer, en se faisant inscrire, les outils dont ils peuvent disposer.

MM. les Maires des communes environnantes sont priés de donner la plus grande publicité au présent avis, de recevoir les inscriptions et de les remettre à l'agent qui se présentera ultérieurement au nom de la ville de Grenoble.

Fait à l'Hôtel de Ville, le 5 novembre 1870.

Le Président du Comité exécutif
ANTHOARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, le 5 novembre 1870.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,
*Aux Préfets, Sous-Préfets et Généraux commandant les Divisions
et Subdivisions militaires,*

RÉSULTAT DU VOTE DU 5 NOVEMBRE 1870.

442,000 Oui.

49,000 Non.

Proclamation du Gouvernement disant : Vous nous ordonnez de rester au poste de péril que nous assigna la Révolution du 4 septembre, avec la force venant de vous. Nous avons le sentiment des grands devoirs que votre confiance nous impose, le premier est celui de la défense et continuera à être notre occupation exclusive.

Nous préviendrons les mouvements criminels par une sévère exécution des lois.

Proclamation de Jules FAVRE disant : N'ayons tous qu'un cœur et une pensée : Délivrance de la Patrie.

La délivrance n'est possible que par l'obéissance aux chefs militaires et le respect des lois.

Hier soir, la Garde nationale est allée féliciter le Gouvernement réuni chez le Gouverneur de Paris. — TROCHU remercie et dit : La République seule peut nous sauver. Si nous la perdions, nous serions perdus avec Elle. — Applaudissements enthousiastes.

Clément THOMAS est nommé Commandant des Gardes nationales. — Tranquillité parfaite.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Sarthe, Georges LE CHEVALIER.

République Française

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

AUX ÉLECTEURS

DU

CINQUIÈME ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Plusieurs Électeurs m'ont fait savoir qu'ils sont dans l'intention de voter pour me continuer la fonction de Maire du V^e arrondissement que je remplis à titre provisoire.

Je les remercie de leur confiance, mais je veux dire publiquement que si, d'une part, je tiens à la conservation du Gouvernement de la Défense nationale, je ne puis en approuver tous les actes, et, pour m'en tenir aujourd'hui à ce qui concerne les Municipalités, je ne puis admettre, comme il résulte de la proclamation du 2 novembre, du Ministre de l'Intérieur, que les Mairies soient administrées par des Maires qui ne seraient que « des agents du pouvoir exécutif », et sans contrôle de Conseils municipaux.

Les franchises municipales sont la base, l'élément indispensable de toutes les libertés nationales, et les municipalités ne sauraient être en possession de ces franchises que par la constitution de *Conseils municipaux élus*, n'y ayant à leur tête des *Magistrats municipaux*.

Une seule chose importe à la paix publique — importe, pour ce pouvoir comme pour tous les autres; c'est qu'il ne soit pas usurpateur; qu'il reste pouvoir municipal absolument civil.

Je conclus :

Que le pouvoir municipal n'usurpe pas les attributions du pouvoir central, comme l'a fait la Commune de 93. Mais que de son côté, le pouvoir central n'usurpe pas les franchises municipales, comme l'ont fait toutes les tyrannies.

Les Électeurs qui voteront pour le docteur BERTILLON, voteront pour ces principes et pour leur application; car il prend l'engagement, tout en faisant la part aux circonstances, d'en hâter la réalisation par tous les moyens légaux en son pouvoir.

D^r BERTILLON.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté -- Égalité -- Fraternité

X^{me} ARRONDISSEMENT

ELECTION DU MAIRE

2^e Tour de Scrutin

6 NOVEMBRE 1870.

Candidat Républicain

ALFRED OLLIVE

Les Citoyens soussignés prient les Électeurs
qui leur ont donné leurs Suffrages de reporter
leurs Voix sur le Citoyen OLLIVE

HENRI BRISSON, A. MURAT, O'REILLY.

Paris, Typographie JULE JUTEAU ET FILS, passage du Calre, 20 et 21.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

CIRCULAIRE

Du Ministre de l'Intérieur aux Préfets

Le résultat du vote du 5 novembre sur la question suivante :

« La Population de Paris maintient-elle ou non les pouvoirs du Gouvernement de la défense nationale, »

a donné :

442,000 OUI.

49,000 NON.

Une Proclamation du Gouvernement dit :

« Vous nous ordonnez de rester au poste de péril que nous assigna la Révolution du 4 septembre. Nous y resterons avec la force qui vient de vous, avec le sentiment des grands devoirs que votre confiance nous impose. Le premier, qui est celui de la défense, continuera à être notre occupation exclusive. Nous prévoirons les mouvements criminels par une sévère exécution des lois. »

Une proclamation de Jules Favre dit :

« N'ayons tous qu'un cœur et une pensée : la délivrance de la Patrie. La délivrance n'est possible que par l'obéissance aux Chefs militaires et le respect des lois. »

Hier soir la Garde nationale est allée féliciter le Gouvernement réuni chez le Gouverneur de Paris. TROCHU l'a remerciée et a dit :

« La République seule peut nous sauver ; si nous la perdions, nous serions perdus avec elle. »

Applaudissements enthousiastes.

CLEMENT THOMAS est nommé commandant des Gardes nationales.

Tranquillité parfaite.

Pour copie conforme :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Guerre,

L. GAMBETTA.

Pour copie conforme :

Lyon, le 5 Novembre 1870.

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

P. CHALLEMEL-LACOUR.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

5^e ARRONDISSEMENT.

SCRUTIN DE BALLOTAGE

Candidature du Citoyen **VACHEROT**

Le Citoyen VACHEROT, ayant obtenu la majorité relative au premier tour de scrutin (5,366 voix sur 12,091 votants), maintient sa Candidature et se présente de nouveau avec confiance aux suffrages de ses Concitoyens.

Paris. — Typ. CHARLES DE MOURGUES frères, rue Jean-Jacques-Rousseau, 58, — 8137.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

COMITÉ DE DÉFENSE

DU

IX^e ARRONDISSEMENT

CLUB DU COMITÉ DU IX^e ARRONDISSEMENT

Le Club tient ses séances tous les jours, à 8 heures du soir
SALLE DU CASINO, RUE CADET

PRIX D'ENTRÉE POUR LES FRAIS D'ÉCLAIRAGE
VINGT-CINQ CENTIMES

Les Orateurs qui désireront prendre la parole devront se faire inscrire préalablement.

876. — Paris. — Imprimerie AUGUSTE VALLÉE, 56, rue du Croissant.

PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR.

Bulletin départemental du Samedi 5 Novembre 1870.

NOUVELLES MILITAIRES.

Metz. — Voici, d'après le *Moniteur*, les conclusions d'un rapport présenté au Gouvernement de la défense nationale sur les événements militaires qui ont précédé la capitulation de Metz.

Pour résumer la conduite du maréchal Bazaine dans les deux mois et demi qui se sont écoulés entre la bataille du 18 août (Saint-Privat) et maintenant, nous dirons, en nous appuyant sur les faits :

1^o Que le maréchal n'a jamais tenté depuis le 18 août une sortie sérieuse, et que ses essais d'attaque des lignes prussiennes n'ont été faits que pour lui servir plus tard d'excuses aux yeux de son pays et de l'histoire.

2^o Que le maréchal ne voulait point tenter un effort suprême qui aurait, même en cas de succès, grandement désorganisé sa splendide armée et ne lui aurait plus permis à lui, commandant en chef de l'armée du Rhin, d'être l'arbitre des destinées politiques de la France.

Ces mêmes considérations expliquent pourquoi le maréchal n'a jamais consenti à reconnaître le gouvernement de la défense nationale, et a cherché jusqu'aux derniers moments à rassembler les restes de la puissance bonapartiste dans le but de relâier un troisième empire.

Une fois convaincu qu'il ne pourrait amener la France, et les Prussiens tout à la fois, à des idées de restauration des Bonaparte, qu'en ajoutant le désastre de la capitulation de l'armée de Metz et de la ville elle-même, à tous les malheurs qui pèsent déjà sur notre malheureux pays, le maréchal a pris à tâche de hâter le moment de la reddition.

Pour ce faire, il s'est refusé à diminuer à temps les rations de fourrages, laissant ainsi subitement les 25,000 chevaux composant sa cavalerie et trainant son artillerie, sans aucune denrée alimentaire, au lieu de faire durer le plus longtemps possible les ressources qu'il avait entre les mains au 1^{er} septembre, date de sa dernière grande sortie.

De même, il n'a consenti à amoindrir les rations des vivres qu'après de longs délais, et alors que cette mesure n'avait plus qu'une utilité minime, puisqu'elle ne pouvait être exercée que sur une quantité peu considérable d'approvisionnement.

Bref, en tous points, le maréchal Bazaine n'a agi que dans un seul but, être et rester maître de la situation politique en France, et, croyant pouvoir se servir des Prussiens pour l'aider dans l'exécution de ses projets ambitieux, il leur a livré sciemment la ville et forteresse de Metz, ainsi que l'armée française de cent dix mille hommes, campée dans l'enceinte retranchée.

E. DE VALCOURT,

Officier attaché au grand quartier-général de l'armée du Rhin.

Le Gouvernement de la défense nationale décrète :

A l'avenir, la décoration de la Légion d'honneur sera exclusivement réservée à la récompense des services militaires et des actes de bravoure et de dévouement accomplis en présence de l'ennemi.

Général TROCHU, Jules FAYE, GARNIER-PAGÈS, Jules SIMON, Henri ROCHERONT,
Eugène PELLETAN, Emmanuel ARAGO, Jules FERRY.

Le Gouvernement de la défense nationale a décrété que la rue du Cardinal Esch, à Paris, prendrait désormais le nom de *rue de Châteaudeau*, en mémoire de l'héroïque défense de cette ville.

Au nombre des citoyens qui se sont distingués lors de la défense de Châteaudeau, nous avons omis de signaler deux employés du télégraphe, MM. Cadoux et Manaut, qui, avec le facteur, M. Carnel, sont demeurés à leur poste pendant plus de six heures sous un feu violent et continu.

Ils ont subi une captivité de seize heures et se sont vu dépouiller par les Prussiens de leur argent et de leurs effets.

Le receveur des postes, M. de Ternont, s'est mêlé personnellement au combat, et ne s'est retiré qu'après avoir vu son bureau troué par les projectiles ennemis et devenu la proie des flammes.

Cette conduite a été portée à l'ordre du jour par le Directeur général des télégraphes et des postes.

NOUVELLES DU DÉPARTEMENT.

Des mouvements de troupes ennemies sont signalés vers Courville, Illiers, Bonneval.
Nous n'avons pas encore appris qu'aucun engagement important ait eu lieu aujourd'hui.

Actes du Gouvernement de Tours.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Tours, 3 novembre 1870.

Considérant que le Gouvernement doit venir en aide aux souffrances de la propriété immobilière, et aux innumérables difficultés que les circonstances opposent à la libération des débiteurs par hypothèques; qu'il y a justice et nécessité à surseoir à toutes ventes judiciaires, soit qu'elles soient poursuivies par un créancier, soit que la loi elle-même les ait prescrites, si dans ces derniers cas une partie intéressée y forme opposition,

Décrète :

Art. 1^{er}. A compter du jour de la promulgation du présent décret, il sera provisoirement sursis à toutes procédures de saisie immobilière et de folle enchère, même à celles qui sont actuellement en cours, la procédure de surenchère commencée pouvant néanmoins être conduite à fin.

Les art. 2 et suivants concernant les détails d'exécution.

Nogent-le-Rotrou, 4 novembre, 4 heures du soir.

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Emile LABICHE.

Nogent-le-Rotrou, Imprimerie de A. GONTREUIL.

République Française

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

CIRCULAIRE

Le ministre de l'intérieur à MM. les préfets :

Tours, le 5 novembre 1870.

Un décret du 4 novembre mobilise tous les hommes valides de 21 à 40 ans, mariés ou veufs avec enfants. Les exemptions à titre de soutien de famille sont supprimées.

La République adopte les enfants des citoyens morts pour la défense de la Patrie; elle secourra les familles nécessiteuses.

Les nouveaux bataillons seront organisés par vos soins; ils passeront ensuite sous l'autorité du ministre de la guerre.

Le 19 novembre, l'organisation devra être terminée.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PREFECTURE DU RHONE.

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

LE PRÉFET DU RHONE, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

Considérant qu'il est important de prendre toutes les précautions pour mettre la ville de Lyon à l'abri de toute surprise.

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER.

Il est institué un Comité dit *des Barricades*.

ART. 2.

Ce Comité a pour mission de préparer l'étude, la construction et la défense de barricades et d'obstacles de toute nature à créer, tant dans la zone comprise entre les lignes de défense que dans les faubourgs et la banlieue de Lyon.

ART. 3.

Les Membres de ce Comité sont munis de cartes spéciales, indiquant les pouvoirs dont ils sont investis et portant la signature et le cachet du Préfet.

ART. 4.

Les Citoyens sont priés de faciliter aux membres du Comité l'exécution de leur mandat ; les Autorités civiles et militaires leur doivent aide et protection.

Lyon, le 5 novembre,

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire de la République,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

Elections des Adjoints du 2^e Arrondissement

CANDIDAT

RÉPUBLICAIN DÉMOCRATE

Les Citoyens soussignés ayant entendu, dans les Réunions électorales du deuxième Arrondissement, les développements du

DOCTEUR VÉRITÉ

relativement à sa profession de foi, le recommandent à vos suffrages comme un Républicain sincère et un Démocrate instruit et dévoué.

NOÛROT, commandant le 18^e bataillon.

PERREAU, cap. au 18^e, 17, passage du Ponceau.

CALLY, 5, rue des Boulangers.

DUMINIL, négociant, capitaine au 18^e, 5, rue Saint-Sauveur.

CATHIARD, négociant, 8, rue Tiquetonne.

DUBOIS, homme de lettres.

CLAUSER, maître d'hôtel, 14, rue Tiquetonne.

RIFUMAL, 19, rue du Sentier.

J. AUDOIN, comptable, sergent-major au 18^e, 6, rue Tiquetonne.

LETELLIER, manufacturier, 15, rue Tiquetonne.

Jules CHEVALIER, membre de la Commission d'armement, capitaine au 18^e, 27, rue de Turbigo.

A. LAURET, négociant, 39, rue Greneta.

CL. MOCH, comptable, 11, rue Française.

DEGONN, employé, 44, rue Tiquetonne.

MAGNIN, lieutenant au 18^e, 39, rue Greneta.

BELLAY, capitaine au 18^e, 6, rue Tiquetonne.

A. PILLIOT, journaliste, 8, rue Beauregard.

Ernest BEGUÉ, adjudant, comptoir d'Escompte.

Les Electeurs du 1^{er} Arrondissement
ont témoigné, par le vote du 5 Novem-
bre, que le Maire avait leur confiance.

Notre Municipalité a puisé sa force
dans l'union et la solidarité de ses
Membres.

C'est justice de voter d'un même
accord pour les Deux Adjoints qui ont
concouru, avec tant de patriotisme, à
l'Administration de l'Arrondissement.

UN ÉLECTEUR.

6 novembre 1870.

8238

Paris. — Typographie et Lithographie de BESOU et MAULDE, rue de Beldjy, 114.

MAIRIE DU IX^e ARRONDISSEMENT

Élections du 9 novembre 1870

ULYSSE PARENT

Ancien premier Adjoint

MAIRE

Paris. — EDUARD BLAT, rue Basse, 7, au coin de la rue Tivoli.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE,

Vu l'arrêté du 7 octobre 1870 établissant la taxe sur la viande de cheval,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Dans les étaux autorisés à vendre de la viande de cheval, le prix de vente de ladite viande est fixé ainsi qu'il suit :

Aloyau et faux-filet.	1 fr. 80 c. le kil.
Tende de tranche, culotte, gîte à la noix, tranche grasse	1 40
Tous autres morceaux	0 50
Le filet n'est pas taxé et se vendra à prix débattu.	

ART. 2. Le présent arrêté devra être placardé dans l'endroit le plus apparent de la boutique de chaque débitant de viande de cheval.

ART. 3. Il aura une durée de sept jours, à partir de lundi 7 Novembre.

ART. 4. Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera punie des peines édictées par les articles 479 et 480 du Code pénal, ainsi conçus.

« ART. 479. Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs les bouchers qui vendront la viande au delà du prix fixé par la taxe légalement faite et publiée.

« ART. 480. Pourra, selon les circonstances, être prononcée la peine d'emprisonnement pendant cinq jours au plus. »

Fait à Paris, le 5 Novembre 1870.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

J. MAGNIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE LYON.

AVIS

Le Conseil Municipal invite instamment les Travailleurs des chantiers à tenir pour suspects tous avis, invitations ou ordres qui n'émaneraient pas directement de la Municipalité ou de toute autre Autorité reconnue.

Il les engage, en outre, à arrêter les fauteurs de désordres et à les conduire au poste le plus rapproché.

Si les Travailleurs sont convaincus de la nécessité de chasser l'ennemi, ils doivent faire justice des agitateurs, qui cherchent à perdre la République.

Mort aux Traîtres !

Honte aux Lâches !

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Lyon, le 6 Novembre 1870.

Pour le Conseil Municipal :

Le Maire de Lyon,

CHEPIÉ, adjoint.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

SIXIÈME ARRONDISSEMENT

ÉLECTIONS DU 7 NOVEMBRE

NOMINATION DES ADJOINTS

Citoyens,

Le citoyen **HERISSON**, est nommé Maire, comme nous l'avons désiré.

Il reste à compléter la Municipalité : sortie du suffrage universel, elle doit avoir une signification politique dont l'influence se fasse sentir dans les Conseils du Gouvernement de la Défense Nationale.

Nous voulons des Républicains convaincus, pour la résistance absolue aux insultes de l'étranger.

Nous voulons aussi des Administrateurs qui sachent organiser les subsistances, réformer l'enseignement primaire, assurer le maintien des institutions républicaines.

Nous proposons à vos suffrages, pour remplir ce mandat, les citoyens

PAUL JOZON,
ALBERT LEROY,
CHARLES LAUTH,

Adjoint sortant.

Membre de la Commission de l'enseignement communal.

Chimiste manufacturier, vice-président de la Société chimique.

BAUDOIN, 91, rue de Vaugirard.
CAZALA, 35, rue Saint-Placide
DELABARRE (P.), 87, r. du Cherche-Midi.
DEMOMBYNES, 20, rue Bonaparte.
GLAIZE, 99, rue de Vaugirard.
HUBERT-VALLEROUX, 27, rue Madame.
ISAMBERT, 91, rue de Seine.
LAUDNER, 60, rue Mazarine.
LEBLANC, 126, rue de Rennes.

MEUNIER (Victor), 23, rue de Vaugirard.
MIDY, 95, rue de Vaugirard.
MOULIN, 108, rue de Vaugirard.
POUCHET (Georges), 1, rue Hautefeuille.
POUZI, 142, rue de Rennes.
SOITOUX, 91, rue de Vaugirard.
STEINHEIL, 85, rue du Cherche-Midi.
VIALAY, 34, rue Notre-Dame-des-Champs.
VILLEMINOT, 105, rue de Vaugirard.

ELECTIONS MUNICIPALES

13^e Arrondissement

QUARTIER DE LA MAISON-BLANCHE

Candidat Républicain

Alph. CASTAING

Publiciste-Économiste

CITOYENS ELECTEURS

Notre héroïque Capitale jadis cadu de droit d'être ceux qui doivent spécialement défendre ses plus chers intérêts. — En me présentant à vos suffrages, j'ai la conviction de pouvoir défendre énergiquement les droits jusqu'ici méconnus de la grande population parisienne. Pour me recommander auprès de vous, j'ai des services rendus à la cause de la liberté et du progrès, depuis vingt ans, j'ai lutté par moi-même, j'ai combattu, j'ai souffert pour la revendication de nos libertés publiques. A nouveau, j'ai souffert pour la brèche, prêt à recommencer tous les sacrifices en faveur de mon pays.

Pas d'absentéisme. Nous devons tous aller voter. Qui s'absentait s'annule. — En m'accordant votre confiance, vous me donnez le plus puissant moyen pour contribuer à l'affranchissement et à l'avènement prospère de notre patrie.

VIVE LA FRANCE REPUBLICAINE!

Alph. CASTAING

Publiciste-Économiste

Typographie ALBES-PIREAU, 1 Place, passage de Gailly, 38 et 39.

IX^e Arrondissement

COMITÉ ÉLECTORAL

DE LA RUE TAITBOUT, 43

ELECTIONS MUNICIPALES

Du Lundi 7 Novembre

ADJOINTS AU MAIRE :

Alfred ANDRÉ

Membre de la Chambre de Commerce

Emile FERRY

Ancien fabricant

Gustave NAST

Imprimerie centrale des Champs de Mars. — A. CHAN, et C^e, rue Biquette, 90, à Paris.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

AVIS.

Les délégués pour la fabrication des poudres de guerre préviennent MM. les propriétaires, locataires et concierges des monuments publics et des maisons particulières, qu'ils se présenteront pour requérir les matières salpêtrées existant sur les murs des caves et des parties basses des constructions.

MM. les propriétaires, locataires et concierges sont invités à recueillir eux-mêmes ces matières salpêtrées suivant les indications qui leur seront données par les délégués, à moins qu'ils ne préfèrent laisser ce soin aux ouvriers de l'Administration, qui seront chargés de l'enlèvement de ces produits.

Paris, le 6 novembre 1870.

VU ET APPROUVÉ :

LE MAIRE DE PARIS,

Signé : **ÉTIENNE ARAGO.**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, 7 novembre 1870.

Le ministre de l'intérieur à MM. les préfets :

Avant-hier, un combat a eu lieu près de Brazey ; il s'est terminé à notre avantage ; les francs-tireurs de Garibaldi ont repoussé l'ennemi qui tentait de passer la Saône et qui s'est retiré à Bretonnières, près Dijon. Des engagements nouveaux paraissent avoir eu lieu hier dans la même direction, rien de précis à ce sujet.

L'ennemi s'est montré à Neufchâteau menaçant Chantmont.

Près Cléteaudun, hier les mobiles du Cher et les francs-tireurs de Paris ont surpris un régiment de cuirassiers ennemis et en ont tué et blessé un certain nombre.

En Normandie, près Tillières, rive gauche de la Seine, un engagement a eu lieu entre des Prussiens munis d'artillerie et des mobiles de l'Oise qui, renforcés à temps, ont pu repousser l'ennemi vers Etrepagny.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

ÉLECTION MUNICIPALE

DES

ADJOINTS DU 1^{er} ARRONDISSEMENT

Candidats proposés par un grand nombre d'électeurs :

DETVILLER

AUBIN

ADAM

Paris. — Imprimerie DUBUISSON et C^e, rue Coq-Héron, 5. 513

Adjoints au Maire du 1^{er} Arrondissement

CANDIDATS RECOMMANDÉS

MELINE, adjoint en fonctions,

MEURIZET, adjoint en fonctions,

ADAM, drapier, rue Croix-des-Petits-Champs.

AUBIN, négociant en farines.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Ville de Paris — XII^e arrondissement

ÉLECTION DES ADJOINTS

SCRUTIN DE BALLOTAGE

RÉSULTAT DU VOTE DU 7 NOVEMBRE 1870

Nombre des votants : 7106. — Majorité absolue : 3554.

DENIZOT	3365	GREPPO	1939
DUMAS	2808	MEYNARD	1785
TURILLON	2516	VERTUT	1764
COLLIN	2314	DUCHENE	1672
MILLIERE	2259	DIVERS	404

Aucun Candidat n'ayant obtenu la majorité absolue au premier tour de Scrutin, il y aura un Scrutin de ballottage demain mardi 8 novembre, aux lieux et heures précédemment indiqués.

Paris, le 7 novembre 1870.

Le Maire,

ALFRED GRIVOT.

République Française.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

Mairie du X^e Arrondissement

Paris, 7 novembre 1870

Le Maire du X^e Arrondissement de Paris :

Considérant que des Plaintes nombreuses lui ont été successivement adressées sur la manière dont le Service se faisait dans les Boucheries municipales de l'arrondissement et des nombreux abus qui s'y produisaient, bien que la surveillance de ce Service eût été confiée à la Garde Nationale auxiliaire ;

Considérant que, pour donner satisfaction à ces Plaintes, il a été placé dans chaque Boucherie un Employé salarié ; que, malgré cette précaution, de nouvelles réclamations se sont encore produites ;

ARRÊTE :

Le service d'ordre à la porte des Boucheries municipales de l'arrondissement sera fait dorénavant par la Garde Nationale sédentaire.

L'Inspecteur général de la Boucherie du X^e arrondissement devra s'entendre, dans le plus bref délai, avec le Major de la subdivision pour assurer l'exécution du présent Arrêté.

Fait à la Mairie du X^e arrondissement le 7 novembre 1870.

Le Maire provisoire,

O'REILLY.

Les Adjoints provisoires,

PARMENTIER, DUJARRIER, OLLIVE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

DISTRIBUTION DE LA VIANDE

2^e Arrondissement

L'Administration municipale a l'honneur d'informer les habitants du 2^e Arrondissement qu'il va être procédé à une nouvelle enquête au sujet des déclarations qui lui ont été faites lors de la distribution des Cartes de Boucherie.

Pour éviter les poursuites que pourraient entraîner les résultats de cette enquête, toutes les personnes en possession de Cartes portant un nombre de portions supérieures à celles qui leur revient légitimement, sont invitées à en faire immédiatement la déclaration à la Mairie.

Paris, le 7 Novembre 1870.

LE MAIRE,
P. TIRARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

AUX ÉLECTEURS

DU 3^e ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Le nombre des suffrages qui me maintiennent dans les fonctions de Maire du 3^e Arrondissement, me récompense en un jour de mes efforts pour l'affermissement de notre chère République. J'en suis touché, j'en suis glorieux. En dépit d'INSINUATIONS MAUVAISES, et de MANŒUVRES BASSES qui ne peuvent flétrir que ceux-là mêmes qui les emploient, j'ai pu compter mes amis et je les remercie d'une confiance qui va doubler mes forces et retremper mon courage.

Vous le savez d'avance, Citoyens, mes actes seront dignes de ma mission. J'étais, je suis, je resterai acquis au devoir sacré de la Défense nationale, certain plus que jamais qu'on sauvera la République en sauvant la Patrie, et que la Patrie ne sera sauvée que par la République.

Le jour où il faudra que les élus du peuple se joignent à ses défenseurs en armes, c'est au premier rang que vous me verrez, n'en doutez pas.

Jusqu'à-là, et après encore, je continuerai, sans que rien puisse m'en détourner, l'œuvre commencée : l'Enseignement laïque largement et efficacement répandu, l'armement et l'équipement véritablement complets; l'assistance patriotique équitablement répartie; la solution sincèrement républicaine des questions qui intéressent le plus grand nombre.

Pour ces accomplissements, Citoyens, j'ai à vous demander votre concours dès demain; c'est-à-dire d'étendre votre confiance en moi à ceux qui n'ont si patriotiquement aidé précédemment, de ne pas séparer ceux qu'ont unis étroitement le travail, le dévouement et le même amour profond de la République.

Utilisez encore ces hommes de conviction indomptable et de loyale volonté; ne cherchez pas mieux : rappelez-les; et ces Citoyens-là, et vous, et moi-même, nous marcherons d'un pas plus ferme encore vers l'avenir réparateur.

SALUT ET FRATERNITÉ.

BONVALET.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Appelés, au lendemain de la proclamation de la République, à remplir dans le XII^e arrondissement les fonctions d'adjoints et de membres du Comité d'armement, nous avons apporté tout notre zèle et notre dévouement à l'accomplissement de nos mandats.

Ayant marché ensemble, c'est ensemble que nous nous présentons à vos suffrages pour les fonctions d'adjoints.

Nos opinions sont connues d'un grand nombre de vous; mais à ceux qui ne la connaissent pas, nous disons : Républicains, nous entendons respecter et faire respecter la dignité et la liberté de tous les citoyens.

DENIZOT, Adjoint provisoire
LAURENT-FURILLON
Ernest DUMAS

Administration de Colliège départemental, E. RENIER, rue d'Alsace, 3.
Paris. — Imp. de DUBUSSON et Co, rue Cap-Henri, 3. — 506.

ÉLECTIONS DES ADJOINTS

III

2^e Arrondissement

Après les explications si loyales et si sincères de M. TIRARD, qui l'ont fait notre Élu, si, comme lui, nous voulons la République sans excès, mais aussi sans réaction, mettons à ses côtés demain des **ADMINISTRATEURS** soucieux de nos intérêts financiers, éclairés sur la direction à donner à nos écoles, désireux de voir la prévoyance, l'épargne, la mutualité se substituer à l'aumône, sachant, dans notre terrible crise, aménager nos dernières subsistances; nommons enfin des hommes dont le dévouement nous fasse aimer les institutions nouvelles.

Dans ce but, nous proposons les citoyens :

JULES MAUMY, Membre du Comité de la Société pour l'Instruction élémentaire et Délégué des Cantines nationales,

EMILE BRELAY, Membre de la Commission d'Armement et Délégué des Cantines.

LÉON HIÉLARD, Négociant.

Administration de Collège départemental, E. RENIER, rue d'Alsace, 3.
Paris. — Imp. de DUBUSSON et Co, rue Cap-Henri, 3. — 511.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, le 7 novembre 1870.

« L'armistice à l'effet d'élire Assemblée nationale est repoussé à l'unanimité par le Gouvernement de la Défense nationale. La Prusse n'ayant pas voulu accepter ravitaillement de Paris et n'ayant accepté qu'avec des réserves participation de l'Alsace et de la Lorraine au vote.

« A l'*Officiel* de ce matin, formation de trois armées dans Paris dont une de gardes nationaux sédentaires. Ordre parfait à Paris. »

La France accueillera avec une commune ardeur patriotique cette nouvelle preuve de l'arrogance de nos ennemis; elle acceptera avec joie les sacrifices nécessaires pour nous assurer la victoire.

Aux prétentions prussiennes répondons tous par le cri qui affirme notre résolution énergique de ne pas laisser morceler la Patrie.

Vive la République une et indivisible!

Le Mans, le 7 novembre 1870.

Le Préfet de la Sarthe,
Georges LE CHEVALIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

2^{me} Arrondissement

ÉCOLES MUNICIPALES

L'Administration Municipale du 2^e Arrondissement a l'honneur de prévenir ses Concitoyens, que d'accord avec la Commission des Ecoles constituée par son initiative, elle ouvrira Lundi 9 courant.

1^{re} Une Ecole communale laïque de Garçons, rue Montorgueil, 49,

Directeur, M. SIOU.

2^e Une Ecole laïque de Filles, rue Greneta, 41.

Directrice, M^{lle} MALLET.

3^e Une Ecole laïque de Filles, rue Saint-Sauveur, 22.

Directrice, M^{me} DUCHEMIN.

4^e Une Ecole laïque de Filles, rue Beauregard, 23.

Directrice, M^{me} DESERS.

Pour faire admettre leurs enfants dans les établissements, les parents devront se munir d'un certificat constatant qu'ils ont été vaccinés, et les faire inscrire avant l'ouverture des cours, au Secrétariat de la Mairie ; l'Administration leur en fait une recommandation toute spéciale.

Les Adjointe,

E. BRELAY, CHÉRON,
LOISEAU-PINSON.

Le Maire,

TIRARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 2^{me} ARRONDISSEMENT

Tous les citoyens de 20 à 55 ans ne faisant pas partie de la Garde Nationale sont requis de se présenter à la Mairie, à partir du Jeudi 10 Novembre, de 9 heures du matin à 5 heures du soir, sous peine de l'application de l'art. 9, du Décret du 8 Novembre.

Paris, le 8 Novembre 1870.

Les Adjoints,
**E. BRELAY, CHÉRON,
LOISEAU-PINSON.**

Le Maire.
TIRARD.

ÉLECTIONS DES ADJOINTS

DU

1^{er} Arrondissement

CANDIDATS RECOMMANDÉS

ADOLPHE ADAM, négociant en draperie, 23,
rue Croix-des-Petits-Champs.

AUBIN, négociant en farines, rue du Louvre, 8.

MÉLINE, adjoint en fonctions.

Administration de l'Écluse. A. BECHER, rue d'Anvers, 2.
Paris. — Imp. DURUQUIN, rue Capelle, 3. 317

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

6^e ARRONDISSEMENT

ÉLECTION D'UN ADJOINT

SECOND TOUR DE SCRUTIN

Mardi 8 Novembre

Les trois Candidats républicains que nous avons proposés ont obtenu le plus grand nombre de voix : Paul Jozon, 5,311 ; Albert Le Roy, 5,236, et Charles Lauth, 4,615.

Néanmoins et malgré une majorité relative considérable, le dernier d'entre eux n'ayant pas obtenu la majorité absolue, il y a lieu de procéder aujourd'hui mardi pour la nomination du dernier adjoint, à un second tour de scrutin qui sera DÉFINITIF.

Nous recommandons plus que jamais à vos suffrages

CHARLES LAUTH

LES TROIS COMITÉS

Paris. — Imprimerie de Victor GOUPEY, rue Garaciéte, 5.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE,

Vu les décrets du Gouvernement de la Défense nationale des 29 septembre et 1^{er} octobre 1870,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Régquisition est faite, au nom du Gouvernement, de toutes les bêtes à cornes et à laine existant dans l'enceinte de Paris.

ART. 2.

Les vaches laitières sont comprises dans la présente régquisition. Cependant les propriétaires de ces vaches qui prouveront qu'ils possèdent les moyens de les nourrir pendant le délai d'au moins un mois seront libres de les conserver, à charge par eux de déclarer leur intention.

ART. 3.

Par le fait de cette régquisition et de la publication du présent arrêté, les propriétaires d'animaux requis ne pourront plus en disposer.

ART. 4.

Les propriétaires ou détenteurs d'animaux devront en faire la déclaration avant samedi 12 novembre, à 5 heures du soir, au Ministère de l'Agriculture et du Commerce, rue Saint-Dominique, n° 60, 1^{er} bureau de la Direction de l'Agriculture.

ART. 5.

Conformément aux dispositions de la loi du 19 brumaire an III, applicables en matière de régquisition, la peine de la confiscation des aliments requis sera prononcée contre les propriétaires ou détenteurs qui n'en auraient pas fait la déclaration dans le délai fixé.

ART. 6.

Les animaux dont il est fait régquisition, à l'exception des vaches laitières dont la conservation aura été autorisée, devront, dans les délais indiqués au moment de la déclaration, être conduits, par les propriétaires ou détenteurs, à l'abattoir de la Villette, de Villejuiif ou de Grenelle.

La qualité en sera appréciée par l'Inspecteur de l'abattoir, contradictoirement avec le propriétaire ou son représentant.

En cas de désaccord entre l'Inspecteur de l'abattoir et le propriétaire ou son représentant, ils choisiront immédiatement, comme tiers arbitre, un des bouchers de l'abattoir.

Les animaux seront pesés vivants à l'entrée de l'abattoir; ils seront payés aux prix de 65 centimes, 85 centimes ou de 1 franc le kilogramme, poids vivant, selon la catégorie dans laquelle ils auront été classés par les arbitres.

Paris, le 8 Novembre 1870.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Pour satisfaire, par des dispositions nouvelles, aux nécessités des opérations militaires et répondre aux vœux unanimement exprimés par la Garde nationale,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Chaque bataillon de la Garde nationale sera composé, suivant son effectif, de 8 à 10 compagnies.

ART. 2. Les quatre premières compagnies, dites *compagnies de guerre*, auront chacune un effectif de 100 hommes, cadre compris, dans les bataillons dont l'effectif est de 1,200 hommes et au-dessous, et de 125 hommes, cadre compris, dans les bataillons ayant plus de 1,200 hommes.

Ces compagnies seront fournies par les hommes valides des catégories ci-dessous, en suivant l'ordre des catégories et en ne prenant dans l'une d'elles que lorsque la catégorie précédente aura été épuisée :

- 1^{re} Volontaires de tout âge;
- 2^e Célibataires ou veufs sans enfants de 20 à 30 ans;
- 3^e Célibataires ou veufs sans enfants de 35 à 45 ans;
- 4^e Hommes mariés ou pères de famille de 20 à 35 ans;
- 5^e Hommes mariés ou pères de famille de 35 à 45 ans.

ART. 3. Les autres compagnies destinées au service de la défense n'ayant autant que possible un effectif uniforme, comprendront le reste du bataillon. Elles constitueront le dépôt et fourniront les hommes nécessaires pour combler les vides faits dans les compagnies de guerre.

ART. 4. Chacun des bataillons armés de fusils à tir rapide conservera un nombre de ces fusils égal à son effectif de guerre, et il en tiendra l'exécédant à la disposition du Commandant supérieur de la Garde nationale qui lui fera remettre en échange des fusils à percussion.

ART. 5. Chacun des bataillons pourvus d'armes à percussion recevra un nombre de fusils à tir rapide égal à son effectif de guerre, et il remettra, sur l'ordre du Commandant supérieur de la Garde nationale, l'équivalent en fusils à percussion, pour remplacer les armes à tir rapide délivrées par d'autres bataillons.

ART. 6. Dans chaque bataillon, chacune des quatre compagnies de guerre nommera son cadre, soit dans les cadres existants du bataillon, soit parmi les gardes qui la composent.

L'effectif de ce cadre sera de : un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant, un sergent-major, un sergent-fourrier, quatre sergents, huit caporaux, un tambour et un clairon.

ART. 7. Lorsque les quatre compagnies de guerre recevront l'ordre de participer aux opérations militaires, le commandement sera pris par le chef de bataillon ou, à son défaut, par le plus âgé des capitaines de ces compagnies.

ART. 8. Chaque chef de bataillon devra avoir remis à l'état-major général, avant le 11 novembre au soir :

- 1^o L'état du personnel de ces quatre compagnies de guerre;
- 2^o Les procès-verbaux d'élections des cadres de ces compagnies;
- 3^o Le tableau exact de l'armement de son bataillon.

ART. 9. Tout garde national qui se sera soustrait à l'exécution du présent décret sera considéré comme réfractaire et poursuivi comme tel.

ART. 10. L'arrêté du 25 octobre 1870 sur la solde des bataillons de volontaires est applicable aux compagnies de guerre qui font l'objet du présent décret.

ART. 11. Les dispositions du décret du 26 octobre 1870 et de l'arrêté du 19 octobre 1870 sont rapportées en ce qu'elles ont de contraire au présent décret.

Paris, le 8 Novembre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale,

Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELETTAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR.

Bulletin départemental du Mercredi 9 Novembre 1870.

NOUVELLES DE LA GUERRE.

Armée de la Loire. — Le général Chanzy adresse, à la date du 7, le télégramme suivant :

Vers onze heures, une colonne ennemie composée de deux bataillons, 1,500 chevaux et 10 pièces d'artillerie, venant de la direction de Ratrou, et se prolongeant le long de la forêt de Marchenoir, a attaqué successivement nos avant-postes de Poissy, de la ferme de Pointe-d'Enfer et de Saint-Laurent-des-Bois. L'engagement paraissait sérieux à la hauteur de Vardières. Un bataillon de chasseurs à pied avec des mitrailleuses, venant de Marchenoir, a débouché à midi par Saint-Laurent et refoulé l'ennemi entre Vallier et Villeuilair.

Le général Abelat a envoyé trois escadrons dans la direction de Vardières. A trois heures, la brigade Bourdailion arrivait sur le lieu du combat ; l'ennemi, menacé par la cavalerie, fit tourner Vallier par des colonnes d'attaque et se retira à trois heures trente minutes dans la direction de Chanton, en laissant sur le terrain ses morts et ses blessés, deux officiers et cinquante hommes.

Nos cavaliers ont fait soixante-quatre prisonniers dont un officier.

Nos avons quatre tués et une trentaine de blessés, dont le commandant de chasseurs à pied et un officier.

Armée de l'Est. — Après le combat du 5 à Brazey et Montot, dans lequel les Prussiens ont été repoussés. Ils se sont retirés à Nuits.

Le 6, les éclaireurs ennemis sont venus à 3 kilomètres de Pécane.

Normandie. — On annonce des Andelys qu'un combat a été engagé entre le Theil et Eirepagny. On entend le canon et on voit un incendie.

NOUVELLES DU DÉPARTEMENT.

Châteaudun. — Le télégraphe nous transmet des détails sur le combat qui a eu lieu le 7 en avant de Châteaudun.

Vers dix heures du matin, des cuirassiers prussiens venus en éclaireurs, ont été attaqués avant leur arrivée dans la ville par les mobiles du Gers, postés à la gare.

Les Prussiens prirent immédiatement la fuite et passèrent au galop près des tranchées, 95 cavaliers, dont 10 tués.

pendant 3 heures, les cuirassiers prussiens furent poursuivis par deux pelotons du 11^e chasseurs français. Les ennemis laissent sur leur chemin des hommes et des chevaux tués, et de nombreuses traces de sang.

Châteaufort. — Le 8, vers une heure de l'après-midi, 1.500 Prussiens arrivèrent inopinément près de cette ville. Ils braquèrent leur artillerie à deux kilomètres de la ville, tirèrent sans aucun avertissement préalable. Quatre obus furent lancés sur les habitations. Quelques maisons et l'église ont légèrement souffert. Une jeune fille a été blessée par un éclat d'obus.

Le maire a été mandé par le général prussien qui lui a déclaré qu'il imposait à la ville une contribution de 30,000 fr., menaçant de bombardement en cas de non-paiement immédiat. Quatorze mille francs furent réunis à grand peine et remis à l'ennemi.

Les Prussiens repartirent aussitôt. L'infanterie se dirigea sur Chartres. La cavalerie et l'artillerie sur Nogent-le-Roi.

Dreux. — Dreux reçoit tous les jours la visite de patrouilles prussiennes.

AVIS A MM. LES MAIRES. — Mobilisation.

D'après le décret du 5 novembre, l'organisation des mobilisés doit être terminée le 19 novembre, époque à laquelle ils seront mis à la disposition de l'autorité militaire. Il y a donc URGENCE absolue à préparer le plus promptement possible la liste des mobilisés. MM. les Maires sont invités à dresser immédiatement les tableaux conformément aux prescriptions du décret du 5 novembre.

Ces tableaux devront énoncer l'âge des mobilisés, leur état civil et le nombre de leurs enfants.

Les listes des cantons de Dreux non occupés par l'ennemi, Brezolles, La Ferté-Vidame et Senonches, devront être adressées à M. le Sous-Préfet de Dreux, maître de Senonches.

Dans tous les cas où la situation militaire le permettra, seront également adressées au Sous-Préfet, à Senonches, les listes des communes des autres cantons partiellement envahis.

Les listes des cantons de l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou devront être adressées à la Sous-Préfecture de cette ville.

Tous ces documents devront être concentrés à Nogent-le-Rotrou ou à Senonches avant le vendredi 11 novembre.

Les conseils de révision vont être appelés immédiatement à statuer sur les réclamations des gardes nationaux non valides. Les mobilisés appartenant à des communes occupées par l'ennemi pourront se présenter isolément devant les conseils de révision des cantons non envahis.

A raison de l'urgence, MM. les Maires n'ont pas à attendre d'autres avis ni de nouvelles instructions. Celles données pour les mobilisés célibataires s'appliquent à la nouvelle classe de mobilisés qui est appelée aujourd'hui.

CONSEILS MUNICIPAUX. — La quatrième session ordinaire des Conseils municipaux d'Eure-et-Loir sera ouverte du dimanche 13 au mardi soir 22 novembre. MM. les Maires sont invités à adresser les convocations par écrit et trois jours au moins avant la première réunion. — Il

sera bon que ces convocations énoncent les principales questions dont les Maires ont l'intention de saisir les Conseils municipaux. Cette indication ne mettra bien entendu aucun obstacle à l'initiative de chacun des Conseillers municipaux pour les propositions qu'il leur conviendrait de présenter pendant le cours de la session.

Nogent-le-Rotrou, 8 Novembre 4 heures du soir.

Le Préfet d'Eure-et-Loir.

Emile LABICHE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE,

Considérant que la similitude de l'aspect de la viande de mulet, comparée à celle du cheval, donne lieu à de nombreuses fraudes de la part des bouchers tenant des établissements hippophagiques;

Considérant que, dans l'intérêt général, il y a lieu de mettre un terme à cet état de choses;

Vu l'arrêté en date du 7 octobre 1870, établissant la taxe sur la viande de cheval, et l'arrêté du 5 novembre 1870, réglant le tarif de cette taxe,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

A dater de mercredi 9 novembre, et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, la taxe établie pour la viande de cheval, est applicable à la viande de mulet.

ART. 2.

Le présent arrêté devra être placardé dans l'endroit le plus apparent de chaque débitant de viande de cheval ou de mulet.

Fait à Paris, le 8 Novembre 1870.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

DÉCRET

CONCERNANT

le Cours de l'Argent Allemand

EN FRANCE.

Un Thaler, ou Ecu Prussien, a la valeur réelle, et il sera accepté dans les Caisses au taux uniforme de

TROIS FRANCS SOIXANTE-QUINZE CENTIMES.

Le Florin Allemand, appelé Gulden, a la valeur réelle de

DEUX FRANCS QUINZE CENTIMES,

en sorte que quinze Francs sont équivalents à sept Florins ou Gulden Allemands, ou à quatre Thalers de Prusse.

Il n'y a que le Florin, ou Gulden Autrichien, qui vaut

DEUX FRANCS CINQUANTE CENTIMES.

Mais, comme les subdivisions des Monnaies Allemandes ne coïncident pas toujours avec les subdivisions du Franc, il a été établi, pour faciliter les paiements, à côté de la valeur réelle des subdivisions.

UN COURS FORCÉ

auquel les Monnaies Allemandes doivent être acceptées sous peine d'amende de CENT FRANCS ou d'emprisonnement.

NOMBRES.	DESIGNATION ALLEMANDE.	VALEUR		NOMBRES.	DESIGNATION FRANÇAISE.	COURS FORCÉ.			
		réelle.	forcé.			Thaler.	Cent.	Gulden.	Reichm.
		Fr. C.	Fr. C.						
1	Thaler ou Ecu	vaut	3 75	3 75	1 sou = 5 centimes	vaut	1 1/2		
10	Groschen ou Gros	vaut	1 25	1 50	2 sou = 10 centimes	vaut	1 1/4		
8	"	"	1 00	1 00	3 sou = 15 centimes	"	1 1/2		
7	"	"	27 50	25	4 sou = 20 centimes	"	1 1/2		
6	"	"	75	75	5 sou = 25 centimes	"	2		
5	"	"	44 50	40	6 sou = 30 centimes	"	1 1/2		
4	"	"	50	50	7 sou = 35 centimes	"	3		
3	"	"	37 50	35	8 sou = 40 centimes	"	3 1/4		
2 1/2	"	"	31 50	30	9 sou = 45 centimes	"	3 1/2		
2	"	"	25	25	10 sou = 50 centimes	"	4		
1 1/2	"	"	19 50	18	11 sou = 55 centimes	"	4 1/2		
1	"	"	16 50	15	12 sou = 60 centimes	"	5		
1/2	"	"	8 50	8	13 sou = 65 centimes	"	5 1/2		
					14 sou = 70 centimes	"	5 3/4		
					15 sou = 75 centimes	"	6		
					16 sou = 80 centimes	"	6 1/2		
					17 sou = 85 centimes	"	6 3/4		
					18 sou = 90 centimes	"	7		
					19 sou = 95 centimes	"	7 1/2		
					20 sou = 100 centimes	"	8		
1	Florin ou Gulden allemand	vaut	2 15	2 15	100 centimes = 1 fr.	"	10		
20	Kreuzer ou 1/2 Florin	vaut	1 07 50	1 00			90		
10	"	"	1 00	1 00			8		
5	"	"	50	50			10		
4	"	"	40	40			8		
3	"	"	30	30			6		
2	"	"	20	20			4		
1	"	"	10 50	10			3		
1/2	"	"	5 50	5			2		
							1		

Reims, le 8 Novembre 1870.

Le Gouverneur Général.

R. R.

ROSENBERG-GRUSZCZYNSKI,
LIEUTENANT GÉNÉRAL.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE,

En exécution du décret du 11 septembre 1870, qui a rétabli la taxe de la viande de boucherie à Paris,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

A dater du *vendredi* 11 novembre jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, la viande de bœuf et la viande de mouton seront payées, dans la ville de Paris, aux prix suivants :

VIANDE DE BŒUF.

	Tende de tranche...	
	Culotte.....	
1 ^{re} CATÉGORIE	Gîte à la noix.....	2 fr. 40 le kil.
	Tranche grasse....	
	Aloyaux.....	
	Paleron.....	
	Côtes.....	
2 ^e CATÉGORIE	Talon de collier....	1 fr. 70 le kil.
	Bavette d'ailou....	
	Rognons de graisse..	
	Collier.....	
	Pis.....	
3 ^e CATÉGORIE	Gîtes.....	1 fr. 30 le kil.
	Plats de côtes.....	
	Surlonges.....	
	Joues.....	

Le filet et le faux filet détachés, ainsi que le rognon du chair, sont taxés à 3 francs le kilogramme.

VIANDE DE MOUTON.

1 ^{re} CATÉGORIE	Gigots.....	1 fr. 80 le kil.
	Carrés.....	
2 ^e CATÉGORIE	Épaules.....	1 fr. 30 le kil.
	Poitrine.....	
3 ^e CATÉGORIE	Collet.....	1 fr. 10 le kil.
	Débris de cottelettes.	

ART. 2.

Les différentes espèces et catégories de viandes exposées en vente seront indiquées par des écriteaux.

ART. 3.

Tout acheteur de viande de bœuf aura le droit de faire désosser complètement le morceau qu'il aura choisi, à quelque catégorie que ce morceau appartienne. Dans ce cas, l'acheteur ne sera tenu d'accepter dos os que dans la proportion d'un cinquième du poids de la viande désossée (100 grammes d'os par chaque 500 grammes de viande).

Pour la viande de mouton, il continue d'être interdit aux bouchers de mettre dans la balance et de livrer aux acheteurs des os décharnés, ni ce qu'on appelle vulgairement de la *réjouissance*.

ART. 4.

Les bouchers ne peuvent obliger l'acheteur à prendre avec le morceau de son choix de la viande d'une autre espèce ou d'une autre catégorie, non plus que des morceaux différents de la même catégorie.

ART. 5.

Il sera délivré à chaque acheteur, sans qu'il soit besoin pour cela d'aucune réquisition de sa part, un bulletin lisiblement écrit qui comprendra la désignation de l'espèce de viande et de la catégorie de morceaux, ainsi que le poids et le prix.

ART. 6.

Le présent arrêté devra être placardé dans l'endroit le plus apparent de la boutique de chaque boucher.

ART. 7.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera punie des peines édictées par la loi.

Paris, le 9 novembre 1870.

Le Ministre de l'Agriculture
et du Commerce,
J. MAGNIN.

ARRÊTÉ

Nous, Préfet du département de Seine-et-Marne,

Considérant que la peste bovine a éclaté dans plusieurs communes des arrondissements de Meaux et de Comlommiers;

Vu l'article 7 des ordonnances du gouvernement général à Reims, en date du 13 octobre concernant cette matière;

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Le département de Seine-et-Marne est déclaré atteint de la peste bovine.

Les prescriptions des articles 8 à 38 desdites ordonnances eutrent en vigueur pour toutes les communes de ce département.

Tout individu qui ne se conformerait pas à ces dispositions sera passible d'une amende qui pourra s'élever à 1,000 francs.

Meaux, 10 Novembre 1870.

Le Préfet,

Comte de FÜRSTENSTEIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

RECONSTITUTION

DE LA

GARDE CIVIQUE

DU VI^e ARRONDISSEMENT.

La Municipalité du 6^e arrondissement,

Vu la nécessité de décharger la Garde nationale du soin d'assurer l'ordre public, pour lui permettre de se consacrer plus spécialement au service des remparts;

Vu les explications échangées avec les officiers de la Garde civique de l'arrondissement, spécialement réunis à la Mairie à cet effet;

Vu la possibilité, reconnue par tous, de rattacher la Garde civique à la Municipalité par des liens qui laissent, à l'une et à l'autre, la somme d'indépendance qui leur est nécessaire, et règlent d'une manière satisfaisante les rapports qu'elles doivent entretenir ensemble,

ARRÊTE :

L'arrêté du 21 octobre dernier, qui prononçait la dissolution de la Garde civique, est rapporté.

En conséquence, la Garde civique est reconstituée sur ses anciennes bases.

Elle sera chargée, à partir de lundi prochain, 14 novembre, de faire, sous le contrôle de la Municipalité, le service d'ordre dans l'étendue du 6^e arrondissement.

Paris, le 10 novembre 1870.

Les Adjoints,

Paul JOZON, Albert LE ROY,
Ch. LAUTH.

Le Maire,

CH. HÉRISSON.

Paris. — Imprimerie de M^{me} V^e Bouchard-Hetard, rue de l'Éperon, 5.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 18^{me} ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Vos suffrages librement conférés nous imposent de grands devoirs. Nous nous efforcerons de les remplir.

L'heure des sacrifices va sonner. Par votre abnégation républicaine, par votre patience obstinée dans les longues épreuves noblement supportées, vous assurerez le salut de la Patrie.

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Paris, le 10 Novembre 1870.

Les Adjoints,

J.-A. LAFONT.

S. DEREURE.

(JACTARD, empêché).

Le Maire,

G. CLÉMENTEAU.

Paris. — Imp. PRISETTE, passage Rouvier, 17. Au coin passage du Caire, 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

VILLE DE SAINT-ÉTIENNE

GARDE NATIONALE

L'exactitude et la discipline, nécessaires à toute organisation, deviennent, dans la crise que traverse la France, une nécessité publique et un devoir patriotique.

Le Commandant supérieur rappelle à tous les Gardes nationaux, que tous se doivent au service de la Garde nationale, et que les infractions à ce devoir seront sévèrement punies par les Conseils de discipline. Il pense qu'on aura pas besoin de recourir aux moyens énergiques qui peuvent être appliqués en vertu de la mise en état de guerre du département, et que ce dernier avis suffira.

Saint-Etienne, le 10 novembre 1870.

Le Major de place,

V. HERVIER.

Vu et approuvé :

Le Commandant supérieur,

LAGRIVE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

DÉCRET

Le Membre du Gouvernement de la Défense nationale, Ministre de l'Intérieur et de la Guerre,

Vu le décret du 11 octobre 1870, sur les ouvriers employés à des confections d'armes, munitions et matériel de guerre ;

Attendu qu'il est indispensable de maintenir dans leurs ateliers les ouvriers occupés à fabriquer le matériel d'armement, mais que cependant ces ouvriers doivent être astreints, quant à l'organisation et à la discipline, aux mêmes obligations que les autres citoyens des diverses levées auxquelles ils appartiennent,

DÉCRÈTE :

1^o Dans les villes où se trouvent des ateliers de matériel d'armement, il sera constitué des compagnies ou des bataillons (suivant le nombre), formés avec les ouvriers de ces ateliers ;

2^o Les ouvriers d'autres localités qui pourraient être admis ultérieurement dans les ateliers de matériel d'armement, seront inscrits dans ces compagnies ;

3^o Lorsque ces ouvriers quitteront leurs travaux, ils rentreront dans les diverses levées dont ils font partie ;

4^o Les compagnies spéciales d'ouvriers de matériel d'armement seront, toutes les fois que cela sera possible, organisées en sections et batteries d'artillerie, et devront, une fois par semaine au moins, être exercées à la manœuvre du canon ;

5^o En cas d'urgence, les mécaniciens, fondeurs, armuriers, serruriers, forgerons, charrons, selliers et autres ouvriers de professions analogues, pourront être désignés dans les différentes levées pour être incorporés d'office dans les compagnies de matériel d'armement, et attachés aux ateliers où leur concours est nécessaire.

Fait à Tours, le 10 novembre 1870.

Le Membre du Gouvernement, Ministre de l'Intérieur et de la Guerre,

L. GAMBETTA.

Pour le Ministre de la Guerre :

Le Délégué au département de la Guerre,

C. DE FREYCINET.

Pour le Ministre de l'Intérieur :

Le Secrétaire Général délégué,

JULES CAZOT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU XIV^E ARRONDISSEMENT

AVIS

La MUNICIPALITÉ du XIV^{me} Arrondissement rappelle aux Citoyens que la Viande de Cheval et celle de Mulet sont soumises à une *Taxe officielle*.

Tout Boucher qui prétend vendre à des prix supérieurs à ceux de la *Taxe*, **commet une contravention** entraînant les peines édictées par la Loi.

En conséquence, les Citoyens, victimes de ces contraventions, sont invités à les faire constater par leurs Commissaires de police, qui en dresseront procès-verbal et qui donneront à ces procès-verbaux telle suite qu'il appartiendra.

TAXE

DE LA VIANDE DE CHEVAL ET DE MULET

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

Vu l'arrêté du 7 Octobre établissant la Taxe sur la Viande de Cheval,

ARRÊTE :

Article 1^{er} . — Dans les états autorisés à vendre la viande de cheval, le prix de vente de ladite viande est fixé ainsi qu'il suit :

Aloyau et Faux-Filet	1 franc 80 le Kilo.
Tende de Tranche, Culotte, Gîte à la Noix, Tranche grasse	1 = 40 =
Tous autres morceaux	0 = 30 =

Le Filet n'est pas taxé, et se vendra à prix débattu.

Art. 2 . — Le présent Arrêté devra être placardé dans l'endroit le plus apparent de la boutique de chaque débitant de Viande de cheval.

Art. 3 . — Il aura une durée de sept jours à partir du lundi 7 Novembre.

Art. 4 . — Toute infraction aux dispositions du présent Arrêté sera punie des peines édictées par la Loi.

Fait à Paris, le 3 Novembre 1870.

J. MAGNIN.

Paris, le 10 Novembre 1870.

Les Adjoints,

HÉLÉON — NÈGRE — PÉRIN.

Le Maire du XIV^e Arrondissement,

LOUIS ASSELINE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

Le membre du Gouvernement de la Défense nationale, ministre de l'Intérieur,

En vertu des pouvoirs à lui délégués par le Gouvernement, par décret en date à Paris du 1^{er} octobre 1870;

Attendu qu'en présence des dangers de la patrie et devant la nécessité urgente d'augmenter la puissance de notre artillerie, un grand nombre de paroisses et de consistoires ont offert spontanément les cloches des églises et des temples pour servir à la fonte des canons;

Attendu quo des offres d'un patriotisme aussi élevé doivent être encouragées par tous les moyens et profondément honorés,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les préfets sont autorisés à accepter les offres de cloches qui leur seront faites par les paroisses et par les consistoires

Afin de perpétuer à jamais le souvenir d'actes aussi méritoires, 'on gravera sur le bronze des canons les noms des paroisses ou des consistoires qui auront fourni les cloches.

Fait à Tours, le 10 novembre 1870.

*Le Membre du Gouvernement de la Défense nationale,
Ministre de l'Intérieur et de la Guerre,*

LÉON GAMBETTA.

Le Délégué spécial du ministre de l'intérieur,

Signé : M. LEVY.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire : César BERTHOLON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Egalité, Fraternité.

3^{me} ARRONDISSEMENT. — MAIRIE DU TEMPLE

ARRÊTÉ

En vertu des pouvoirs qui nous ont été conférés par les Elections des 5 et 6 Novembre dernier.

Conformément au décret organique, en date du 4 Novembre 1870.

Nous MAIRE et ADJOINTS, formant la Municipalité du 3^e Arrondissement ;

VU : le concours désintéressé et persévérant que plusieurs Citoyens devenus ont bien voulu nous apporter dans la tâche difficile de l'organisation des différents services qu'il était urgent de créer dans la Mairie, depuis le 4 Septembre dernier jusqu'à ce jour ;

VU : les services qu'ils ont rendus à l'Arrondissement pour le bien-être de tous, en nous aidant à instituer les Ambulances, les Secours pour les familles atteintes par le manque absolu de travail, l'organisation de la Garde Nationale, son équipement et son armement ; l'Enseignement scolaire laïque, la réglementation de la Boucherie et du rationnement ; la commission Scientifique, la commission des Canons et de transformation d'armes.

ET AFIN QUE PERSONNE N'EN IGNORE, ARRÊTONS CE QUI SUIT :

Art. 1^{er}. — Nous maintenons dans les différents services qu'ils ont organisés, et font partie du Conseil de la Municipalité du 3^{me} Arrondissement :

LES CITOYENS :

T. FERRÉ 11, rue du Perche,
GAILLARD FILS 101, rue du Temple,

*Directeur des Ambulances.
Directeur de l'Assistance municipale et des sub-
sistances.*

BLAT 8, rue des Enfants-Rouges,

Organisation de la Garde nationale et Armement.

FRANCOIN 24, rue Saint-Claude,

Président de la Commission des Ecoles.

D' VERNUEIL 100, boulevard Sébastopol,

Chirurgien, Inspecteur des Ambulances.

LE D' FRÉRE 15, rue Charlot,

Chef du Service de Santé et d'Hygiène.

MAILLER 7, rue Dupuis-Béranger,

Receveur des Boucheries municipales.

DROUOT 8, rue des Enfants-Rouges,

*Chef du service de l'Equipe-
ment.*

ROUSSEL 3, rue de Braque,

Chef de la Répartition des Secours.

A. LUCHET 96, rue Turenne,

Homme de Lettres, Publiciste.

CARRÉ 16, rue Michel-le-Comte.

Directeur du Service de la Boucherie.

RAILLER 35, boulevard du Temple,

Architecte. Membre de la Commission scientifique.

MUDELOT 14, quai de Béthune,

Membre de la Commission scientifique et des Canons.

MIMIN 41, rue Turbigo,

Commandant le 54^e Bataillon de la Garde nationale.

MONDAMINÉ 47, boulevard Beaumarchais,

Commandant le 205^e Bataillon de la Garde nationale.

FOUS 12, rue Neuve-Bourg-l'Abbé, *Secrétaire-Rédacteur.*

Art. 2. — La Municipalité recevra tous les jours les propositions, les observations et réclamations qui lui seront faites dans l'intérêt général de l'Arrondissement.

Art. 3. — Un avis ultérieur publiera les noms des différents Citoyens qui aident de leur concours ces différents services.

Paris, le 10 Novembre 1870.

Les Adjoints,

CLERAT, MURAT, MOUSSEON.

Le Maire,

BONVALET.

République Française

PRÉFECTURE DU RHONE

DÉPÊCHE OFFICIELLE

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

aux Préfets, Sous-Préfets et aux Généraux commandant les Divisions et Subdivisions.

Tours, le 11 novembre 1870, 11 heures 40 du matin.

L'armée de la Loire sous les ordres du Général d'ACRELLER DE PALADINE s'est emparé, hier 10 novembre, d'Orléans après une lutte de deux jours. Nos pertes tant en tués qu'en blessés n'atteignent pas 2,000 hommes. Celles de l'ennemi sont plus considérables. Nous avons fait plus d'un millier de prisonniers et le nombre augmente par la poursuite. Nous nous sommes emparé de 2 canons modèle-prussien, de vingt caissons chargés de munitions tout attelés et d'une grande quantité de fourgons et de voitures d'approvisionnement. La principale action s'est concentrée autour de Coulmiers, dans la journée du 9.

L'élan des troupes a été remarquable malgré le mauvais temps. Il y a lieu d'espérer que cette première opération militaire ouvre une ère nouvelle pour la France. Nos ressources en hommes sont immenses, le patriotisme est partout réveillé et le pays doit se montrer prêt aux plus grands sacrifices. Nous avons été trop éprouvés par la fortune pour nous laisser égarer par des illusions nouvelles. Nous avons repris l'offensive ; c'est un grand point. Cette offensive signifie qu'au lieu de déplacer notre base d'opérations pour la mettre en arrière, nous la reportons en avant. Avec de la résolution, de la prudence, de l'énergie et surtout en restant unis sur le terrain de la lutte à outrance contre l'envahissement, la République sauvera la France.

Lyon, le 11 novembre 1870.

Certifié conforme :

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire de la République,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ
MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

ARRÊTÉ

La MUNICIPALITÉ du XIV^e Arrondissement :

Considérant que l'Assemblée des Délégués des Conseils de famille de la Garde Nationale a voté à l'unanimité la suppression des Bons de secours en papier-monnaie ou assignats et leur remplacement par des secours en espèces;

Que, d'un autre côté, l'Administration centrale de la Ville de Paris a notifié à la Mairie du XIV^e Arrondissement qu'à partir du douze novembre, à six heures du soir, les Bons en papier non présentés à la vérification ne seraient pas rembourrés par la Ville de Paris, la Ville étant absolument décidée à ne pas encourir plus longtemps la responsabilité pécuniaire de cette opération;

Arrête :

Article 1^{er} = Tous les détenteurs de Bons en papier, délivrés par la MAIRIE du XIV^e Arrondissement, sont invités à présenter lesdits Bons à la Mairie, pour être vérifiés, jusqu'au **Samedi 12** Novembre, à 6 heures du soir.

Art. 2. = Tout Bon qui ne sera pas présenté à la Vérification dans les délais ci-dessus fixés, ne sera pas reconnu par la MAIRIE, et constituera un titre dépourvu de toute valeur.

Art. 3. = A partir du **Dimanche 13** Novembre, les Secours attribués aux Familles nécessiteuses des Gardes Nationaux, seront délivrés en espèces, d'après des Kats dressés par les Conseils de Famille.

Paris, le 11 Novembre 1870.

Les Adjoints,

BELIGON — NEGRE — PÉRIN.

Le Maire,

Louis ASSELINE.

Paris. — Imprimerie A. E. Rochette 50, boulevard Moutonmaison.

CLUB DES MONTAGNARDS

Les citoyens réunis au **CLUB DES MONTAGNARDS**, boulevard de Strasbourg, 50, ont voté, à l'unanimité, les deux propositions suivantes :

1^o Le Club adhère complètement à la déclaration du **Comité central Républicain**, relative à la détention arbitraire des citoyens arrêtés à la suite de la manifestation du 31 octobre.

2^o Le Club demande au Gouvernement leur mise en liberté immédiate; il engage tous les Clubs et Sociétés démocratiques à protester, au nom de la **solidarité** qui nous unit, contre les violences dont les Républicains sont l'objet.

842 Paris. — Association générale typographique, rue du Faubourg-Saint-Denis, 19 (Berthelot et C^{ie}).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE SAINT-ÉTIENNE

AVIS

Le Maire de la Ville de Saint-Étienne,

Invite les anciens soldats rappelés sous les drapeaux par la loi du 17 août 1870, et les citoyens faisant partie de la Garde mobile ou mobilisés par les lois et décrets des 10 août et 29 septembre 1870, qui n'ont pas encore satisfait aux dispositions précitées, à se faire incorporer immédiatement dans leurs compagnies respectives.

Ceux qui ne répondront pas à cet appel seront considérés comme insoumis et passibles des peines militaires.

Le Maire croit devoir leur donner le présent avis, afin qu'ils ne s'exposent pas à subir les rigueurs de la loi.

Fait en l'Hôtel de Ville, à Saint-Étienne, le 11 novembre 1870.

LE MAIRE,

THIÉRIER-VERNE.

Saint-Étienne, Imprimerie MONTAGNIER, au-dessus des eaux Courtois, 14, et rue de Lodi, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté — Égalité — Fraternité

COMMISSION D'ENQUÊTE

POUR LA

RECHERCHE DES RÉFRACTAIRES

Un arrêté du Préfet de la Loire, en date du 9 novembre 1870, a institué une commission chargée d'ouvrir une enquête, afin de rechercher les personnes qui se déroberont au service, soit de la garde mobile, soit de la garde nationale mobilisée, soit aussi au sujet des anciens militaires qui n'ont pas obéi au décret qui les appelle sous les drapeaux.

L'action de cette commission est étendue à tout le département de la Loire. Les maires, la police, la gendarmerie doivent lui prêter leur concours. Elle recevra tous les renseignements qui lui seront transmis.

Les Membres de la Commission,

MM. LAFAY, juge de paix, président ;
CLAPÉYRON, conseiller municipal ;
MAZET, conseiller municipal ;
PUPIL, capitaine de la 3^e compagnie du 6^{me} bataillon de la garde nationale sédentaire ;
GILBERT, capitaine adjudant de la 6^{me} bataillon de la garde nationale sédentaire.

Adresser tous renseignements à la *Commission d'enquête pour la recherche des réfractaires*, à Saint-Étienne.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire, César BERTHELON.

SENTEMENT, Imprimeur de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, 4, à Saint-Etienne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE,
Vu les décrets des 11 septembre et 1^{er} octobre 1870,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}.

A partir du samedi 12 novembre 1870, tous les chevaux, mulets et ânes destinés à la boucherie seront achetés exclusivement par l'Etat, qui les payera comptant de 50 à 90 centimes le kilogramme, poids vivant, suivant qualité.

ART. 2.

Les propriétaires qui voudront vendre leurs chevaux, mulets et ânes pour l'abatage devront les présenter au marché, boulevard d'Enfer, n° 6.

Ce marché sera ouvert tous les jours, à partir de samedi matin.

Les animaux seront introduits de 8 heures à 11 heures du matin.

Ils seront examinés par la Commission d'examen, qui constatera leur bon état sanitaire au moyen d'une marque de feu.

Ils seront ensuite pesés et payés.

ART. 3.

La viande et les abats des chevaux, mulets et ânes destinés à la consommation seront distribués chaque jour entre les vingt mairies de Paris, proportionnellement à la population, d'après le recensement qui a servi jusqu'ici de base à la répartition de la viande de bœuf et de mouton.

Chaque mairie est chargée d'organiser le débit dans son arrondissement, sans qu'il puisse être dérogé à la taxe établie, qui devient aussi applicable à la viande d'âne.

ART. 4.

Les chevaux, mulets et ânes actuellement marqués devront être abattus au plus tard dans la journée de dimanche 13 novembre.

A compter de lundi 14 novembre au matin, il est expressément interdit aux abattoirs de laisser abattre aucuns chevaux, mulets ou ânes en dehors de ceux qui seront remis par l'Etat.

ART. 5.

Les infractions au présent arrêté seront passibles des peines portées au décret du 10 novembre 1870.

Le Préfet de police, en ce qui le concerne, est chargé de l'exécution du présent arrêté, ainsi que de veiller rigoureusement à la répression de tous abatages clandestins.

Paris, le 11 Novembre 1870.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

AUX HABITANTS

DU 3^e ARRONDISSEMENT**SOUSCRIPTION POUR LA FABRICATION DES CANONS**

Vous avez déjà répondu à notre premier appel. Grâce aux sommes déjà versées, aux matières déjà recueillies, le 3^e Arrondissement pourra, dans quelques jours, offrir à la République une demi-batterie complète. Nous venons faire un nouvel appel à votre patriotisme. Des Quêtes à domicile vont commencer aujourd'hui; elles seront faites par des personnes munies d'un mandat régulier délivré par la Municipalité.

Afin de concentrer nos efforts, toutes les sommes, toutes les matières recueillies devront être versées à la Mairie, au bureau de la commission des Canons.

Unissons-nous! De notre artillerie dépendent la Délivrance de Paris, et le salut de la France.

Paris, le 11 Novembre 1870.

CLÉRAY Président, **MURAT** Vice-Président.

Le Maire, BONVALET.

Paris — Typographie MORIS Père et Fils, rue Amiel, 61.

THÉÂTRE DE L'ATHÉNÉE

Rue Scribe, N^o 47

LES PRINCIPES ET LES MOTS

CONFÉRENCE

PAR

M ANDRÉ LÉO

Dimanche 15 Novembre 1870, à deux heures de l'après-midi

Prix des places : 1 fr. ; 2 fr. ; 3 fr. — En location : 1 fr. 50 ; 2 fr. 50 et 4 fr.

Le bureau de location sera ouvert Samedi, de 10 heures du matin à 5 heures du soir, et Dimanche depuis 10 heures.

T. PARIS. — COMMISSION GÉNÉRALE THÉÂTRALE, RUE DE FÉDÉRIC-BAUDRY, 15, MONTMARTRE ET C^e.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. Egalité. Fraternité.

ARMÉE DE LA LOIRE

Quartier général, 13 novembre 1870.

Le Ministre de l'Intérieur et de la Guerre s'est rendu à Orléans, pour féliciter l'Armée de la Loire du résultat des journées des 9 et 10 novembre. Il a adressé aux troupes l'allocution suivante :

Soldats de l'armée de la Loire ! votre courage et vos efforts nous ont enfin ramené la victoire, depuis trois mois déshabituée de nos drapeaux.

La France en deuil vous doit sa première consolation, son premier rayon d'espérance ! Je suis heureux de vous apporter, avec l'expression de la reconnaissance publique, les éloges et les récompenses que le Gouvernement décerne à vos succès.

Sous la main de chefs vigilants, fidèles et dignes de vous, vous avez retrouvé la discipline et la force, vous nous avez rendu Orléans enlevé avec l'entrain de vieilles troupes, depuis longtemps accoutumées à vaincre.

A la dernière et cruelle injure de la mauvaise fortune, vous avez montré que la France, loin d'être abattue par tant de revers, nous jusqu'à présent dans l'histoire, entendait répondre par une générale et vigoureuse offensive.

Avant-garde du pays tout entier, vous êtes aujourd'hui sur le chemin de Paris. N'oublions jamais que Paris nous attend et qu'il y va de notre honneur de l'arracher aux étreintes des Barbares qui le menacent du pillage et de l'incendie. Redoublez donc de constance et d'ardeur, vous connaissez maintenant nos ennemis. Jusqu'ici leur supériorité n'a tenu qu'au nombre de leurs canons : comme soldats, ils ne vous valent ni en courage, ni en dévouement ; reprenez-les en état, cette furie française qui ont fait notre gloire dans le monde et qui doivent aujourd'hui nous aider à sauver la Patrie.

Avec des Soldats tels que vous, la République sortira triomphante des épreuves qu'elle traverse ; car, après avoir organisé la défense, elle est en mesure à présent d'assurer la revanche nationale.

Vive la France ! vive la République une et indivisible !

*Le Membre du Gouvernement de la Défense nationale,
Ministre de l'Intérieur et de la Guerre,*

LÉON GAMBETTA.

Le Ministre est rentré à Tours dans l'après-midi, ayant recueilli sur l'attitude de l'armée, les impressions les plus satisfaisantes.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Sarthe, GEORGES LE CHEVALIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU XI^E ARRONDISSEMENT

ALIMENTATION

A son entrée en fonctions, la Municipalité du XI^e Arrondissement croit devoir, dans les circonstances présentes, s'adresser à la probité et au patriotisme des marchands et leur représenter :

Que si la hausse et la baisse des prix sont dans la nature même du commerce quand elles proviennent du fait de la rareté ou de l'abondance des objets à vendre ;

Une hausse excessive, résultat d'accaparements, devient illégitime, criminelle même, si elle s'applique aux denrées alimentaires.

Aussi ladite municipalité a-t-elle institué une commission qui requerra les denrées nécessaires à la subsistance quand, après enquête, il sera reconnu que des réserves auront été faites par des marchands dans le but de spéculer sur la misère publique et sur l'impossibilité dans laquelle la capitale se trouve momentanément de renouveler ses approvisionnements.

PARIS, LE 12 NOVEMBRE 1870.

Les Adjoints,

BLANCHON, POIRIER, TOLLAIN.

Le Maire,

JULES MOTTU.

CONSIGNE

DES GARDES NATIONAUX AUXILIAIRES

chargés du Service de Boucherie
DU N^o ARRONDISSEMENT

APRÈS-MIDI

Il sera envoyé chaque jour dans chaque Boucherie pour le service des inscriptions et délivrance des numéros d'ordre, pour le jour suivant, **DEUX GARDES** ainsi répartis :

1^o Un planton à la porte du boucher pour faire entrer avec ordre par 2 personnes à la fois, et leur ménager une sortie facile, aussitôt qu'elles auront reçu leur numéro ;

Un garde auprès de la caisse pour inscrire les noms, demeures de chaque personne et le nombre des rations qu'elle entend prendre **LES JOURS SUIVANTS**, et lui délivrer un numéro d'ordre correspondant à celui de son inscription.

A 7 HEURES 1/2 du matin.

Il sera renvoyé chaque jour dans chaque boucherie, pour le service de distribution de rations, **TROIS GARDES** qui seront ainsi répartis :

1^o Un planton à la porte du boucher, qui devra ne faire entrer que par **DEUX** à la fois les personnes munies d'un numéro d'ordre délivré d'avance, et dans l'ordre de ce numéro, et ménager une sortie facile ;

2^o Un garde auprès de la caisse pour recevoir le numéro d'ordre, pointer sur la liste au numéro correspondant, le nom de l'acheteur, et timbrer sur les cartes les quantités de rations livrées ;

3^o Un garde dans l'intérieur de la boucherie, pour surveiller les pesées, vérifier le bulletin délivré par le boucher à l'acheteur, désignant la catégorie et le poids de la viande, — veiller spécialement à ce que chaque acheteur ne soit porteur que de **UNE À TROIS CARTES AU PLUS**, et à la condition qu'elles aient été inscrites à l'avance.

Les Inspecteurs de quartier et les Capitaines de Compagnie, sont chargés de faire exécuter **TRES RIGOREUSEMENT** cette consigne, qui sera visiblement affichée dans chacune des Boucheries municipales.

Aujourd'hui Samedi 42 Novembre, à 8 heures du soir

O U V E R T U R E

DU

CLUB CENTRAL

40, rue du Faubourg-Poissonnière, SALLE DE L'ALCAZAR

CONFÉRENCE

POLITIQUE EXTÉRIEURE : **MM. JULES FAVRE, THIERS & BISMARCK**
Orateur : L. RIGONDAUD

De l'influence de la **REINE VICTORIA** sur la politique anglaise
Orateur : A. SMITH, journaliste anglais

RESSOURCES ET DIFFICULTÉS DE LA SITUATION PRÉSENTE
Orateur : Abel PEYROUTON

PRIX D'ENTRÉE

Le jour des Conférences, 50 centimes. — Le jour des Réunions, 25 centimes.

Administrateur de l'édition Supplément, E. BISMARCK, rue d'Alsace, 3.

Paris. — Impr. de DUBOISSEAU et Co, rue Capécure, N. 209.

PRÉFECTURE DE LA MAYENNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité

LE PRÉFET DE LA MAYENNE

Aux Ouvriers de Mayenne

Qu'il invite à se rendre à Conté.

La misère va devenir lourde; les Prussiens ont dévoré un quart de la France. Heureux ceux qui peuvent travailler! Plus heureux ceux qui peuvent combattre!

Les Français courageux doivent accepter joyeusement tous les sacrifices pour la Patrie. Si le pain est de qualité inférieure, songez que les Prussiens en mangent encore de plus mauvais. Si le travail du Camp est rude, rappelez-vous que les ennemis couchent à la belle étoile, sans tente, sans abri. Rappelez-vous qu'ils bouleversent nos routes, font sauter ici les ponts, les rétablissent là-bas, toujours avec ordre, toujours avec fermeté, fusillant le soldat ou l'ouvrier en état d'ivresse, et marchant toujours ainsi, féroces à froid, jurant d'exterminer la Nation française.

Rappelez-vous tout cela, et alors vous trouverez votre pioche plus légère, votre pain meilleur, votre tente un abri enviable, et quand votre courage menacera de faillir, relevez-vous d'un seul bond, en songeant que la République vous a faits Citoyens français, et que vous travaillez pour la mère Patrie.

Laval, le 11 Novembre 1870.

Le Préfet de la Mayenne,
EUGÈNE DELATTRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

COMMUNE DE LYON.

AVIS

Commission des Intérêts Publics.

Le Service des approvisionnements de la Ville est assuré par des achats de farines et de bétail.

La Commission laisse à la libre initiative du Commerce le soin de pourvoir la Ville de :

- 1^o Légumes secs.
- 2^o Pommes de terre.
- 3^o Sel.
- 4^o Sucre.
- 5^o Café.
- 6^o Huiles.
- 7^o Fromages.
- 8^o Vin.
- 9^o Salaisons.
- 10^o Houilles.

et enfin de toutes les denrées alimentaires de consommation usuelle.

Elle invite les Commerçants à s'approvisionner, dans la limite des besoins de leur clientèle, pour une durée de trois mois au moins.

Lyon, le 12 novembre 1870.

Le Maire de Lyon,
HENON.

PREFECTURE D'EURE-ET-LOIR.

Bulletin départemental du Samedi 12 Novembre 1870.

PRISE D'ORLÉANS par l'Armée de la Loire.

Le 10 novembre, l'armée de la Loire, sous les ordres du général d'Aurelle de Paladine, s'est emparée d'Orléans après une lutte de deux jours. La principale opération a eu lieu dans la journée du 9 et s'est concentrée autour de Coulmiers.

Nous avons fait plus d'un millier de prisonniers, qui augmentent encore par la poursuite à laquelle se livre notre cavalerie.

Deux canons de modèle prussien, vingt caissons tout attelés chargés de munitions, et une grande quantité de fourgons et de voitures d'approvisionnement sont restés entre nos mains.

Nos pertes, tant en tués que blessés, n'atteignent pas 2,000 hommes, celles de l'ennemi sont plus considérables. Malgré le mauvais temps, l'élan de nos troupes a été remarquable.

Cette première opération ouvre une ère nouvelle pour la France : nous reprenons l'offensive.

Sans doute il ne faut pas se laisser égarer par de nouvelles illusions. Mais nous pouvons compter sur nos ressources en hommes qui sont immenses, sur le patriotisme qui s'est partout réveillé.

Aucun sacrifice ne coûtera au Pays : avec la résolution et l'énergie que donne le désespoir, avec la prudence qu'inspirent les revers que nous avons éprouvés, et surtout en restant unis sur le terrain de la lutte à outrance contre l'envahisseur, nous saurons le vaincre. — La République sauvera la France !

NOUVELLES DU DÉPARTEMENT.

Aucun changement n'a eu lieu dans la situation militaire du département.

Dreux. — Le 11, au matin, un engagement a eu lieu en avant de Dreux entre des francs-tireurs et une reconnaissance prussienne. Les douze cuirassiers blancs qui la composaient ont tous été tués ou pris, ainsi que leurs chevaux.

Souscription de Châteaudun. — Le *Journal Officiel* du 6 novembre annonce que le soir aura lieu au Théâtre National de l'Opéra une première soirée musicale donnée par la Société des artistes de ce théâtre, dont le produit sera offert à la ville de Châteaudun.

Déjà, le Théâtre-Français a consacré le produit d'une représentation à cette œuvre de patriotisme.

INSTRUCTION SUR LES RÉQUISITIONS.

Quelques Maires se plaient d'avoir à satisfaire à des réquisitions étrangères de la part des troupes régulières et autres. Il importe de faire connaître quels sont, en pareille matière, les droits des troupes et les devoirs des municipalités.

Les commandants de troupes composées de soldats, gardes mobiles, mobiles francs-tireurs, etc., ont le droit de réquisitionner, sans limitation, le logement, les fourrages, le bois ou les transports, mais seulement dans les conditions qui vont être déterminées.

En aucun cas et sous aucun prétexte les réquisitions ne doivent être faites directement aux particuliers. Elles doivent toujours être adressées au Maire, qui seul a le droit d'ordonner les mesures d'exécution. A plus forte raison il est absolument interdit aux troupes de prendre directement dans les maisons, dans les champs, bois, etc., les objets qui peuvent leur servir de munitions, ou de réquisitionner, sans motif légitime, les objets de consommation courante, tels que le pain, le vin, le sucre, etc. Les réquisitions doivent être motivées, et les objets réquisitionnés doivent être immédiatement signalés avec l'indication des coupables à l'autorité militaire et au P.-G.

malades, n'est dû que pour les corps qui n'ont pas de voitures fournies par l'Etat.

Les réquisitions militaires accordées une voiture à un cheval par cent soixante hommes.

Sur l'état-major du corps d'armée a seul le droit de requérir des voitures pour le transport d'une troupe au point donné.

II.

Mode de paiement ou de remboursement des réquisitions.

Le remboursement des réquisitions, quand il y a lieu à remboursement par l'Etat, doit être fait au Maire du lieu où a eu lieu la production des pièces suivantes :

1° Réquisition du commandant.

2° Bons des parties prévues ou à défaut reçu par le commandant du

Objets qui peuvent être requis.

§ 1. — VIVRES.

Les Commandants d'un corps militaire peuvent réquisitionner du pain et de la viande de boucherie en quantité suffisante pour nourrir les hommes qui se trouvent sous leurs ordres.

Ces quantités sont calculées à raison de 750 grammes de pain et 300 grammes de viande par homme et par jour. Mais l'autorité municipale n'a pas les déclarations et effectifs fournis par les chefs de corps.

Aucune autre sorte de vivres ne peut être exigée par eux.

§ 2. — LOGEMENT.

Le logement ne pourra être requis pour les troupes que dans les hangars, granges, écuries, etc.

Les commandants ne peuvent déplacer les habitants, qui ont le droit de conserver pour eux-mêmes les logements qu'ils occupent habituellement. L'habitant doit dans tous les cas la place au feu et à la chaudière; il fournit la paille pour le coucher.

Sous aucun prétexte la Mairie ne peut être occupée par les troupes ou leurs commandants de manière à empêcher l'exercice des fonctions municipales.

§ 3. — FOURRAGES, PAILLES, AVOINE.

Les fourrages, la paille et l'avoine pour les chevaux doivent être fournis sur réquisition des chefs de corps par la municipalité.

Les chevaux doivent autant que possible, et s'il y a réquisition quant à ce, être abrités par l'habitant.

§ 4. — BOIS.

Lorsque des troupes campent en dehors des habitations, le bois pour faire cuire les vivres est fourni sur réquisition par les Maires. Ils doivent veiller à ce qu'il ne soit, sous aucun prétexte, commis aucun dommage aux arbres et aux haies.

La quantité de bois allouée par les règlements militaires est de 1 kilogramme deux cents grammes de bois par homme et par jour.

§ 5. — TRANSPORT.

Le droit de réquisition pour le transport des effets de campement et les

AVIS. — Secours accordés aux familles des hommes qui sont sous les drapeaux.

L'occupation de Chartres a interrompu momentanément le service des secours qui avaient été alloués aux familles dont les chefs sont sous les drapeaux.

Dans toutes les communes où l'action du comité de Chartres n'a pu reprendre son fonctionnement régulier, MM. les Maires sont invités à signaler les faits au préfet, à Nogent-le-Rotrou, en certifiant sous leur propre responsabilité les décisions antérieurement prises par le Comité de Chartres. Comme le service ne doit se faire que par l'intermédiaire des Maires et qu'il aura lieu sous leur responsabilité, aucun double emploi n'est à redouter.

PIGEONS VOYAGEURS. — L'Administration des Postes et des Télégraphes a organisé un service de communication avec Paris au moyen de Pigeons voyageurs. Afin d'éviter toute entrave à l'exécution de ce service d'intérêt général, il est expressément défendu, sous les peines les plus sévères, de chasser, blesser ou tuer les pigeons qui seront vus dans le département.

Il est en outre recommandé à toute personne qui trouverait un pigeon voyageur tué ou blessé, de le porter au bureau de poste ou de télégraphe le plus rapproché.

Nogent-le-Rotrou, 11 Novembre 4 heures du soir.

Le Préfet d'Eure-et-Loir.
Emile LABICHE.

Nogent-le-Rotrou, Imprimerie de A. GOUVERNEUR.

quantités de denrées délivrées.

Ce relevé certifié par le Maire est appuyé d'une convention portant fixation des prix ou, à défaut d'un certificat constatant les cours des denrées

Les réquisitions qui ne donnent lieu ni à paiement, ni à remboursement, sont : le logement des hommes, l'abri pour les chevaux, la paille pour le coucher des hommes et des chevaux logés chez l'habitant, le feu et la chaudière.

Les objets qui sont remboursés par l'intendance militaire sur les justificatifs indiqués ci-dessus sont les suivants :

Toutes les réquisitions faites par les soins de l'intendance militaire pour les régiments et autres corps de troupes, les corps de mobiles et de franc-tirailleurs, savoir : lorsqu'ils campent en dehors des habitations, la paille pour le coucher et le bois pour cuire les vivres.

En outre, et dans tous les cas, les pailles, fourrages, avoine, pour la nourriture des chevaux et des voitures de transport.

XII.

Les objets qui peuvent être requis mais qui doivent être immédiatement payés en numéraire par les chefs de corps, sont :

Les vivres en viande et pain fournis aux corps de mobiles et aux franc-tirailleurs qui reçoivent d'avance une paie spéciale destinée au paiement de ces objets.

Les municipalités sont donc prévenues qu'elles doivent réclamer ce paiement, et une troupe ne pouvait payer immédiatement sur place. Le commandant de cette troupe délivrera un bon valant de la somme requise, qui portera, pour mention expresse, que ce bon serait remboursé à présentation par le trésorier du corps. Si ce bon n'était pas payé immédiatement, opposition sur la solde du corps serait formée chez le Sous-Intendant.

(Cette instruction a été arrêtée par le Préfet, de concert avec le colonel Rousseau, chef d'Etat-Major de l'armée de l'Ouest et le Sous-Intendant militaire.)

Nogent-le-Rotrou, le 10 Novembre 1870.

Le Préfet d'Eure-et-Loir, Emile LABICHE.

VILLE D'ORLÉANS

AVIS

Par Ordre du Général Commandant supérieur à Orléans, les habitants de la commune qui ont chez eux des Allemands blessés ou non blessés, sont tenus d'en faire, sans exception, la déclaration *immédiate* à la Mairie.

Faute de cette déclaration *dans les 24 heures*, ceux des habitants chez lesquels on trouvera des individus, quel que soit leur emploi et leur position, appartenant à l'armée allemande, seront poursuivis comme aidant ceux-ci à se soustraire aux recherches de l'Autorité.

Orléans, le 12 novembre 1870.

Le Maire,
CRESPIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

LE MAIRE DU 10^e ARRONDISSEMENT

Considérant que la *Mobilisation* d'une partie de la *Garde nationale sédentaire* en *Compagnies de guerre*, et l'appel de l'autre partie à un service plus fréquent aux remparts, exigent que les Citoyens qui la composent, soient déchargés du *Service des boucheries municipales* ;

Considérant que ce Service peut être convenablement fait par la *Garde nationale auxiliaire*, qui par l'autorité de l'âge, l'expérience, et l'honorabilité de ses membres, présente les garanties désirables pour le maintien du bon ordre et des prescriptions légales imposées au débit de la viande,

ARRÊTE :

A partir du Mardi, 15 Novembre, la **GARDE NATIONALE AUXILIAIRE** est chargée de la *surveillance des boucheries municipales*, à raison de **DEUX BOUCHERIES** par compagnie.

Les Capitaines Commandants organiseront ce Service sous l'autorité immédiate du Maire.

Fait en Mairie, le 12 Novembre 1870.

DUBAIL,
Maire,

les Adjoints : ERM. BRELAY, A. MURAT, DEGOUE DENUNCQUES.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

Vu les arrêtés des 7 octobre, 8 et 11 novembre 1870 établissant la taxe sur la viande de cheval, de mulet et d'âne,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

A partir du mardi 15 novembre et jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, la viande de cheval, de mulet et d'âne sera payée, dans la ville de Paris, aux prix suivants :

FILET.	3 fr. le kilogr.																									
1 ^{re} CATÉGORIE.	<table><tr><td>Tende de tranche.</td><td rowspan="4">} 2 fr. le kilogr.</td></tr><tr><td>Cuquette</td></tr><tr><td>Gîte à la noix.</td></tr><tr><td>Tranche grasse.</td></tr><tr><td>Aloyau ou faux-filet.</td><td rowspan="4">}</td></tr><tr><td>Paleron</td></tr><tr><td>Côtes</td></tr><tr><td>Talon de collier.</td></tr><tr><td>2^e CATÉGORIE.</td><td><table><tr><td>Bavette d'ailoyau.</td><td rowspan="4">} 1 fr. 50 c. le kilogr.</td></tr><tr><td>Rognons de graisse.</td></tr><tr><td>Collier.</td></tr><tr><td>Poitrine et flanebet.</td></tr><tr><td>3^e CATÉGORIE.</td><td><table><tr><td>Gîte de jambes.</td><td rowspan="3">} 50 centimes le kilogr.</td></tr><tr><td>Plats de côtes.</td></tr><tr><td>Surlonges.</td></tr><tr><td>Joues</td><td></td></tr></table></td></tr></table></td></tr></table>	Tende de tranche.	} 2 fr. le kilogr.	Cuquette	Gîte à la noix.	Tranche grasse.	Aloyau ou faux-filet.	}	Paleron	Côtes	Talon de collier.	2 ^e CATÉGORIE.	<table><tr><td>Bavette d'ailoyau.</td><td rowspan="4">} 1 fr. 50 c. le kilogr.</td></tr><tr><td>Rognons de graisse.</td></tr><tr><td>Collier.</td></tr><tr><td>Poitrine et flanebet.</td></tr><tr><td>3^e CATÉGORIE.</td><td><table><tr><td>Gîte de jambes.</td><td rowspan="3">} 50 centimes le kilogr.</td></tr><tr><td>Plats de côtes.</td></tr><tr><td>Surlonges.</td></tr><tr><td>Joues</td><td></td></tr></table></td></tr></table>	Bavette d'ailoyau.	} 1 fr. 50 c. le kilogr.	Rognons de graisse.	Collier.	Poitrine et flanebet.	3 ^e CATÉGORIE.	<table><tr><td>Gîte de jambes.</td><td rowspan="3">} 50 centimes le kilogr.</td></tr><tr><td>Plats de côtes.</td></tr><tr><td>Surlonges.</td></tr><tr><td>Joues</td><td></td></tr></table>	Gîte de jambes.	} 50 centimes le kilogr.	Plats de côtes.	Surlonges.	Joues	
Tende de tranche.	} 2 fr. le kilogr.																									
Cuquette																										
Gîte à la noix.																										
Tranche grasse.																										
Aloyau ou faux-filet.	}																									
Paleron																										
Côtes																										
Talon de collier.																										
2 ^e CATÉGORIE.	<table><tr><td>Bavette d'ailoyau.</td><td rowspan="4">} 1 fr. 50 c. le kilogr.</td></tr><tr><td>Rognons de graisse.</td></tr><tr><td>Collier.</td></tr><tr><td>Poitrine et flanebet.</td></tr><tr><td>3^e CATÉGORIE.</td><td><table><tr><td>Gîte de jambes.</td><td rowspan="3">} 50 centimes le kilogr.</td></tr><tr><td>Plats de côtes.</td></tr><tr><td>Surlonges.</td></tr><tr><td>Joues</td><td></td></tr></table></td></tr></table>	Bavette d'ailoyau.	} 1 fr. 50 c. le kilogr.	Rognons de graisse.	Collier.	Poitrine et flanebet.	3 ^e CATÉGORIE.	<table><tr><td>Gîte de jambes.</td><td rowspan="3">} 50 centimes le kilogr.</td></tr><tr><td>Plats de côtes.</td></tr><tr><td>Surlonges.</td></tr><tr><td>Joues</td><td></td></tr></table>	Gîte de jambes.	} 50 centimes le kilogr.	Plats de côtes.	Surlonges.	Joues													
Bavette d'ailoyau.	} 1 fr. 50 c. le kilogr.																									
Rognons de graisse.																										
Collier.																										
Poitrine et flanebet.																										
3 ^e CATÉGORIE.	<table><tr><td>Gîte de jambes.</td><td rowspan="3">} 50 centimes le kilogr.</td></tr><tr><td>Plats de côtes.</td></tr><tr><td>Surlonges.</td></tr><tr><td>Joues</td><td></td></tr></table>	Gîte de jambes.	} 50 centimes le kilogr.	Plats de côtes.	Surlonges.	Joues																				
Gîte de jambes.	} 50 centimes le kilogr.																									
Plats de côtes.																										
Surlonges.																										
Joues																										

ART. 2.

Les différentes espèces et catégories de viande exposées en vente seront indiquées par des écriteaux.

ART. 3.

Le présent arrêté devra être placardé dans l'endroit le plus apparent de la boutique de chaque boucher.

ART. 4.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera punie des peines de l'amende, de l'emprisonnement et de l'affichage édictées par le décret du 10 novembre 1870.

Paris, le 12 novembre 1870.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

10^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

VENTE DES ABATS

TARIF

DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE

		LE KILOGRAMME
Mou	_____	» Fr. 80 ^c .
Rate	_____ 1	»
Cœur	_____ 2	»
Foie	_____ 2	»
Cervelle	_____ 2	»
Langue	{ tige _____ 3	»
	{ cornet _____ » 80	
Rognons	_____ 4	»

Toute Livraison de Triperie vaut *ration de viande*, à poids égal
sauf le MOU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

AVIS.

Les célibataires ou veufs sans enfants, âgés de 25 à 55 ans, n'ayant point servi dans l'armée active, ont été mis, par la loi du 10 août 1870, à la disposition de l'autorité militaire.

En conséquence, les jeunes gens de cette catégorie qui se trouvent actuellement à Paris sont requis, quel que soit leur domicile d'origine, de se présenter, dans les 48 heures du présent avis, aux Mairies des arrondissements qu'ils habitent, pour s'y faire inscrire.

Ils déclareront leurs noms, profession, domicile habituel, lieu de naissance; ils feront connaître s'ils font partie de la garde nationale sédentaire ou d'un des corps francs reconnu par l'autorité militaire, et, s'ils invoquent une des causes d'exemption admises par les lois des 21 mars 1852 et 1^{er} février 1868, ils produiront les pièces à l'appui.

Le Conseil de révision se réunira incessamment pour statuer sur les causes d'exemption.

Paris, le 12 Novembre 1870.

*Le Membre du Gouvernement,
Délégué près l'Administration du département de la Seine,*

JULES FERRY.

PRÉFECTURE DE LA MAYENNE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

ARRÊTÉ

Vu notre arrêté en date du 18 octobre 1870, concernant les fonctions nouvelles imposées par la République aux instituteurs de notre département, en ce qui touche l'éducation civique;

Vu la dépêche du Ministre de l'intérieur et de la guerre, approuvant la mesure prise par nous et annonçant son intention de la généraliser par toute la France;

Vu la circulaire du même Ministre organisant dans toute l'étendue du territoire français l'envoi, trois fois par semaine, du *Bulletin de la République*, et enjoignant aux instituteurs la lecture publique de tous les documents susceptibles de faire connaître et aimer la Patrie;

Considérant que l'intention du Ministre, démocrate et républicain, a été certainement de traiter tous les citoyens français avec un esprit d'égalité justice, et que l'exposé public des efforts de la Patrie est une joie et une force auxquelles ont droit également tous les esprits vifs et tous les cœurs vaillants;

Considérant que les bataillons des corps mobilisés sont composés des citoyens de la même Patrie, ayant droit, par conséquent, à la distribution et à la lecture du *Bulletin de la République*,

ARRÊTÉ :

Art 1^{er}. — Chaque compagnie des corps mobilisés, placés sous notre autorité, a droit à un exemplaire du *Bulletin de la République*.

Art. 2. — Le Colonel, les Lieutenants-colonels, les Chefs de bataillons, les Capitaines, devront prendre les mesures nécessaires pour que la lecture publique du *Bulletin* ait lieu dans chaque compagnie, ainsi que le Ministre l'ordonne dans toutes les communes de France.

Art. 3. — Le prix de l'abonnement au *Bulletin* sera payé sur la masse. Si des compagnies se trouvaient dans une situation trop peu aisée pour s'abonner, il en sera donné connaissance au Préfet, qui avisera.

Art. 4. — L'indemnité donnée au lecteur, dans la compagnie, sera de 50 centimes par numéro. Ce lecteur sera nommé au suffrage universel de la compagnie, par assis et levé; il est nommé pour huit jours. La somme de 50 centimes sera prélevée sur la masse.

Art. 5. — Les *Bulletins* de la Compagnie, après la lecture publique, seront confiés aux soins du Porte-drapeau, chargé de les répandre le mieux qu'il pourra dans les villages traversés par la compagnie.

Laval, le 12 novembre 1870.

Le Préfet de la Mayenne,
EUGÈNE DELATTRE.

La lecture de cet arrêté affiché devant le peuple assemblé est rendue obligatoire au docteur de M. les instituteurs

PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR.

Bulletin départemental du Dimanche 13 Novembre 1870.

NOUVELLES DE LA GUERRE.

Ordre du jour du Commandant en chef de l'Armée de la Loire.

Officiers, sous-officiers et soldats de l'armée de la Loire,

La journée d'hier a été heureuse pour nos armes; toutes les positions attaquées ont été enlevées avec vigueur. L'ennemi est en retraite.

Le Gouvernement, informé par moi de votre conduite, me charge de vous adresser ses remerciements; je le fais avec bonheur.

Au milieu de nos malheurs, la France a les yeux sur vous, elle compte sur votre courage; faisons tous nos efforts pour que cet espoir ne soit pas trompé.

Au Quartier-Général de Las, le 10 Novembre 1870.

*Le Général Commandant en chef,
D'AURELLES.*

Orléans. — *Le Moniteur* du 12 novembre contient la dépêche télégraphique suivante :

Orléans, 11 novembre 1870.

Notre ville est dans la joie d'être délivrée de la présence de l'ennemi.

La circulation est rétablie sur le chemin de fer d'Orléans à Vierzon; elle le sera prochainement sur celui d'Orléans à Tours. On annonce que le général français Des Pallières a occupé Chevilly, à 13 kilomètres au nord et sur la ligne d'Orléans à Paris.

Les troupes allemandes font, dit-on, retraite dans la direction d'Étampes et de Chartres.

NOUVELLES DU DÉPARTEMENT.

Aucun changement dans la situation générale du département.

Châteaudun. — La ville est occupée par l'armée française.

ACTES DU GOUVERNEMENT.

Circulaire du Ministre des affaires étrangères.

Le Moniteur du 11 novembre contient une circulaire de M. Jules Favre, ministre des affaires étrangères, aux agents des ambassades et du Gouvernement de la République française.

Sans s'arrêter à discuter le refus du laisser voter purement et simplement les départements de la Lorraine et de l'Alsace, M. Jules Favre dit qu'en s'opposant d'une manière absolue au ravitaillement de Paris pour un temps proportionnel à la durée de l'armistice, le Gouvernement prussien a rendu toute convention impossible. L'armistice sans ravitaillement n'est été autre chose qu'une capitulation à terme fixe, sans honneur et sans espoir.

Nous n'avons plus, dit le Ministre, qu'à prendre conseil de notre courage, en revendiquant la responsabilité du sang versé à ceux qui, systématiquement, repoussent toute transaction.

Il termine en disant : Il est bien établi que jusqu'à la dernière heure, préoccupé des immenses et précieux intérêts qui lui sont confiés, le Gouvernement de la défense nationale a tout fait pour rendre possible une paix qui soit digne.

On lui refuse les moyens de consulter la France ; il interroge Paris, et Paris tout entier se relève en armes pour montrer au Pays et au Monde ce que peut un grand Peuple, quand il défend son honneur, son foyer, et l'indépendance de la Patrie.

AVIS.

Secours aux familles des hommes qui sont sous les drapeaux.

Un Comité a été formé à Chartres pour répartir les secours destinés aux familles nécessiteuses des habitants d'Eure-et-Loir qui ont été appelés sous les drapeaux.

L'occupation de Chartres a interrompu le fonctionnement de ce Comité.

Un certain nombre de demandes d'assistance qui n'avaient pas été instruites sont restées sans solution.

Un certain nombre de secours périodiques qui avaient été concédés ont cessé d'être servis régulièrement, par suite de l'interruption des communications.

M. les Maires sont invités à prêter leur concours à l'Administration préfectorale, afin qu'elle puisse remédier à cette situation.

L'intervention des Maires pourra se manifester utilement pour leurs administrés dans deux cas différents :

1° Lorsque'il existe dans leur commune des familles à secourir dont les demandes n'ont pas encore été formées, ou des demandes sur lesquelles le Comité chartain n'a pas encore statué; alors les Maires devront former ces demandes ou les renouveler, en produisant toutes les pièces à l'appui.

2° Lorsque'il existe des familles auxquelles des secours périodiques ont été accordés, mais qui ont cessé par suite des circonstances de recevoir le montant des subventions qui leur avaient été allouées. Les Maires devront alors indiquer en détail quelles ont été les décisions favorables obtenues, dans quelles circonstances et quelle a été la quotité des secours périodiques accordés. Ils devront, dans ce cas, certifier sous leur propre responsabilité : 1° Quelles ont été les décisions prises; 2° Que le service des secours périodiques accordés a été interrompu. — Comme le service de la Caisse de secours ne doit se faire que par l'intermédiaire des Maires et qu'il aura lieu sous leur responsabilité personnelle, aucun double emploi ne peut avoir lieu.

Dans les deux hypothèses prévues, — instruction des nouvelles demandes et service des allocations concédées, — les demandes, les pièces à l'appui et les certificats des Maires, devront être adressés au Préfet, à Nogent-le-Rotrou.

Affichage du Bulletin.

Dans diverses communes on se plaint de ce que les Maires négligent de communiquer à leurs administrés les bulletins qu'ils reçoivent.

Nous rappelons à M. les Maires que le bulletin départemental est destiné à la publicité, qu'il doit donc être affiché immédiatement après sa réception. Le but que se propose l'administration ne serait nullement rempli si M. les Secrétaires de mairie se contentaient de déposer le bulletin dans les archives de la commune.

Nogent-le-Rotrou, 12 novembre, 4 heures du soir.

Le Préfet d'Eure-et-Loir,

Emile LABICHE.

Supplément de l'Annuaire, Imprimerie de A. GUÉZENNE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 18^e ARRONDISSEMENT

AVIS IMPORTANT

Tous les Citoyens de 20 à 45 ans qui ne font partie ni de la Garde Mobile ni de la Garde Nationale sédentaire, sont tenus de venir se faire inscrire à la Mairie, dans le délai de trois jours.

Faute de se conformer au présent Avis, ils seront considérés comme **RÉFRACIAIRES** et poursuivis conformément à la loi.

Paris, le 12 Novembre 1870.

Les Adjoints,
J.-A. LAFONT,
S. DEREURE,
(JACLARD, empêché).

Le Maire,
G. CLÉMENCEAU.

Paris. — Imprimerie PRISSETTE, passage Kuzner, 17. — Maison passage du Caire, 17.

MAIRIE DE SAINT-DENIS.

DERNIER AVIS

Tous les Citoyens de 20 à 55 ans, qui n'appartiennent pas à l'Armée et qui, pour diverses causes, ne se trouvent pas incorporés dans la **GARDE NATIONALE**, devront se présenter, **SANS AUCUN DÉLAI**, à la **Mairie** pour y réclamer leur inscription.

Les contrevenants au présent avis seront poursuivis selon la rigueur des **LOIS MILITAIRES**.

Saint-Denis, le 12 Novembre 1870.

Le Maire de Saint-Denis,
MOREAUX.

Saint-Denis. — Typographie de A. MOULIN, rue de Paris, 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

INSCRIPTION

POUR LA

DISTRIBUTION DE LA VIANDE

La nouvelle MUNICIPALITÉ du XIV^e Arrondissement, résolue à mettre fin aux inconvénients de tous genres qui résultent du mode actuel de Distribution de la Viande et surtout à ces Queues qui exposent si gravement la santé des Femmes et des Enfants;

Considérant, qu'un mode de Distribution très-commode et très-rationnel fonctionne avec plein succès dans d'autres Arrondissements, notamment dans le IV^e et dans le V^e, et que ce qui est possible dans un Arrondissement doit l'être dans les autres,

Arrête ce qui suit :

Article 1^{er}. — Les Citoyens domiciliés dans le XIV^e Arrondissement, sont invités à se faire inscrire, Aujourd'hui Dimanche, 13 Novembre, à la Boucherie la plus proche de leur domicile, de 9 heures du Matin à 4 heures du Soir, de façon à ce que le nouveau mode de Distribution puisse fonctionner LUNDI, 14 Novembre.

Art. 2. — Chaque Boucher recevra ces Inscriptions jusqu'à concurrence de Trois Cent neuf Inscriptions par Boucherie, et ce chiffre rempli renverra les personnes qui se présenteront se pourvoir à une autre Boucherie.

Art. 3. — Les Bouchers distribueront des Numéros JAUNES, de 1 à 103 aux 103 premiers inscrits; des Numéros ROUGES de 104 à 206 aux 103 Clients suivants, et des Numéros BLANCS de 207 à 309 aux 103 derniers inscrits.

Art. 4. — Les Numéros 1 à 35 de chaque Série seront servis de 8 à 10 heures du matin; les Numéros 36 à 70 de 10 heures à midi et les Numéros 71 à 103 de midi à 2 heures.

Pour éviter toute apparence d'injustice, et pour que ceux qui ont été servis les derniers, un jour, soient servis les premiers quand la couleur de leur Série se représentera, on suivra l'ordre inverse des Numéros, c'est-à-dire que les Numéros 103 à 71 seront servis de 8 heures à 10 heures. Les Numéros 70 à 36, de 10 heures à midi, et les Numéros 35 à 1 de midi à 2 heures, de façon à établir une alternance profitable à tous.

Art. 5. — Chaque Boucherie sera ouverte tous les jours, et fournira le premier jour les Numéros Jaunes, le second jour les Numéros Rouges et le troisième jour les Numéros Blancs, et recommencera cette Série tous les trois jours. Une affiche de même couleur que les Numéros du jour en distribution sera apposée à la devanture de chaque Boucherie et portera cette mention : « Aujourd'hui les Numéros de telle couleur. »

Art. 6. — L'inscription reçue par chaque Boucher, sur un registre tenu et contrôlé par le Délégué de la Mairie, et contenant le Nom de la personne, son Domicile et le nombre de Rations nécessaires à sa famille (à raison de Cinquante Grammes par tête), remplacera les Cartes distribuées jusqu'ici et qu'elle rend inutiles.

Paris, le 13 Novembre 1870.

Les Adjoints,
HELIGON — NÈGRE — PÉRIN.

Le Maire du XIV^e Arrondissement,
LOUIS ASSÉLINE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

AVIS.

En considération des accidents provenant d'explosions de matières inflammables, qui se sont renouvelés plusieurs fois depuis peu de temps, IL EST ENJOINT à tous les fabricants ou détenteurs de :

Poudre blanche ou de guerre,
Dynamite,
Fulminate d'argent et de mercure,
Fulmi-coton,

ou autres matières explosibles, de faire dans un délai de 48 heures, chez M. Adolphe Huitlum, boulevard Beaumarchais, n° 72, délégué à cet effet, la déclaration des quantités de ces produits qui seraient en leur possession.

Les fabricants et marchands de produits chimiques, artificiers ou industriels qui détiendraient également les autres produits désignés ci-dessous, sont requis d'en faire la déclaration dans ledit délai et à la même adresse :

Chlorate de potasse,
Prussiate de potasse,
Bichromate de potasse,
Picrate de diverses bases,
Sulfate d'antimoine,
Glycérine,
Mercure,
Acide picrique.

Paris, le 13 Novembre 1870.

Le Ministre des Travaux publics,
DORIAN.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Novembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEUR DE PARIS.

AVIS.

A partir du 15 Novembre, les portes de Paris seront fermées à cinq heures du soir.

Paris, le 15 Novembre 1870.

LE GOUVERNEUR DE PARIS.

Par ordre :

Le Général Chef d'état-major général,
SCHMITZ.

IMPRIMERIE NATIONALE. — 3 novembre 1870.

PÉRISSENT LES COLONIES

PÉRISSE LA RÉPUBLIQUE

PÉRISSE LA FRANCE

Plutôt qu'un Principe !!!

Périssent les Colonies plutôt qu'un Principe!

Paroles prononcées par R. Lespierre à la Constituante, en mai 1794.

Ces trois propositions se rapportent à une seule et même idée, et cette idée peut se résumer en cette haute maxime. Il ne faut jamais hésiter à sacrifier son intérêt à la justice. Ces préliminaires posés, entrons dans le cœur de la question.

La nation française vient de se constituer de nouveau en République; or le mot *républicain* (*republica*) est le plus beau mot de la langue latine et de sa fille, la langue française; nous pourrions même dire de toutes les langues; il signifie la chose, le droit de tous, et, d'après Aristote, « le droit est tout à la fois » le juste, la règle du juste et la réalisation » du juste, par l'attribution à chacun de ce » qui lui appartient. » Voilà donc, bien établies, les lettres de noblesse du mot *républicain*; or noblesse oblige : pour rester toujours digne de cette haute origine, il ne faut point faillir.

Eh bien, de quoi s'agit-il aujourd'hui? Il s'agit de fonder à tout jamais en France une République, et cette jeune République se trouve placée entre ces deux alternatives : Vivre après une paix imposée ; prir après une défaite glorieuse. Pour le premier cas, c'est la vie dans la honte; pour le second, c'est la mort dans l'honneur :

De Barras, de Viala le sort nous fait envie ;
Ils sont morts, mais ils ont vaincu !
Le tâche acrelle d'ans n'a point eue la vie ;
Qui meurt pour le peuple a vécu !

Mais la République de 1870 n'a pas le droit de mourir; elle ne le veut, elle ne le doit, elle ne le peut pas ; car elle porte dans les plus de son drapeau l'avenir du monde. Elle est la figure, elle est le symbole du progrès. Tous les peuples l'attendent comme jadis on attendait le Messie. Le soufflé puissant de cette généreuse plébiscite enflammera bientôt ses sœurs : la Belgique, l'Espagne, la Hollande, l'Italie, et... l'Allemagne; et ce sera l'ère de la République universelle. Alors toutes eulorneront en chœur l'hymne magnifique du pro-

phète Joad, qui s'applique on ne peut mieux à la République future, à cette Sion prédestinée :

Quelle Jérusalem nouvelle
Sort du fond du désert, brillante de clartés,
Et porte sur le front une marque immortelle ?
Peuples de la terre, chantez :
Jérusalem renaît plus charmante et plus belle.
D'où lui viennent de tous côtés
Ces enfants qu'en son sein elle n'a point portés ?
Lève, Jérusalem, lève ta tête aliée ;
Regarde tous ces rois de la gloire domés ;
Les rois des nations, devant toi prosternés,
De tes pieds haisent la poussière.

Peut-on mourir quand on porte dans son sein, dans ses entrailles, d'aussi magnifiques destinées? Mais il faut qu'à son origine cette République soit pure de toute défaillance; on ne reste véritablement un modèle que lorsqu'on se rapproche de l'idéal, car il en est du domaine politique comme du domaine artistique, et la Vénus de Milo ne serait pas devenue le type de la statue si elle avait eu un défaut, une tache, une verrue. Pardon pour cette comparaison vulgaire; mais elle rend exactement notre pensée, par conséquent, point de défaut, point de tache, point de verrue à notre République, qui doit sortir belle et pure des flammes de la Révolution du 4 Septembre. — Donc :

Point d'armistice,
Point de paix,
Point de concession d'aucun genre,
Point de prétendant,
Point de branche aînée,
Point de branche cadette,

Point de... Oh! ne parlons pas de ce qui n'existe plus, de ce qui a perdu toute forme humaine, de ce qui n'est plus même un cadavre, enfin de ce qui, pour nous servir du magnifique langage de Bossuet, « est devenu un je ne sais quoi qui n'a plus de nom dans aucune langue!! »

Donc : la guerre à outrance. Telle est l'opinion de

UN VRAI RÉPUBLICAIN

QUI A PRIS CES MOTS POUR DEVISE POLITIQUE :
« Faisons République qui dure. »

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

VILLE DE PARIS

XII^E ARRONDISSEMENT

BOUCHERIES MUNICIPALES

Dans le but d'améliorer le système de rationnement actuellement mis en pratique, le Maire du XII^e Arrondissement croit devoir prendre les mesures suivantes :

Toutes les personnes qui se présenteront dans les Boucheries municipales les 15 et 16 courant devront laisser leur Carte entre les mains des Bouchers. Elles leur seront rendues les 17 et 18 courant portant au revers l'indication du nom du Boucher et le cachet de la Mairie, et sur les coupons les heures auxquelles on devra se présenter.

Ces cartes ne seront plus valables que pour la boucherie désignée, et, le nombre de cartes étant proportionné à la quantité de viande à délivrer, chacun sera assuré d'avoir la part à laquelle il a droit.

Passé midi, les bouchers ne seront plus tenus d'avoir en réserve de la viande pour les cartes en retard.

A partir du 15, les boucheries ne pourront être ouvertes, sous aucun prétexte, avant 7 heures du matin.

Les personnes qui, pour une cause quelconque, n'auraient pu remettre leur carte pour y faire inscrire l'indication d'une boucherie, devront les apporter à cet effet à la Mairie.

13 Novembre 1870.

LE MAIRE,
ALFRED GRIVOT.

VILLE D'ORLÉANS

AVIS

Par Ordre du Général Commandant supérieur à Orléans, les habitants (*Marchands ou autres*) sont requis de déposer *immédiatement*, au Quartier-Général, à la Boule-d'Or, rue d'Illiers, n° 9, les plans et cartes de la Ville et de ses environs existant entre leurs mains. Il sera donné récépissé de ces pièces qui seront ultérieurement restituées à leurs propriétaires.

Par Ordre de la même Autorité militaire, les habitants de la commune sont de nouveau requis de faire *immédiatement* à la Mairie, la déclaration de tous les blessés ou malades allemands qui se trouvent chez eux, ainsi que des chevaux en leur possession provenant de l'armée ennemie. Les contrevenants à cette prescription seront passibles des peines édictées par la loi martiale.

Orléans, le 14 novembre 1870.

Le Maire d'Orléans,

CRESPIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GOUVERNEUR DE PARIS

Aux Citoyens de Paris, A la Garde nationale, A l'Armée et à la Garde nationale mobile.

Pendant que s'accomplissaient loin de nous les douloureuses destinées de notre pays, nous avons fait ensemble, à Paris, des efforts qui ont honoré nos malheurs aux yeux du monde. L'Europe a été frappée du spectacle imprévu que nous lui avons offert, de l'étroite union du riche et du pauvre dans le dévouement et le sacrifice, de notre ferme volonté dans la résistance, et enfin des immenses travaux que cette volonté a créés.

L'ennemi, étonné d'avoir été retenu près de deux mois devant Paris, dont il ne jugeait pas la population capable de cette virile attitude; atteint, bien plus que nous ne le croyons nous-mêmes dans des intérêts considérables, écarté à l'entraînement général. Il semblait renoncer à son implacable résolution de désorganiser, au grand péril de l'Europe et de la civilisation, la nation française, qu'on ne saurait, sans la plus ériante injustice, rendre responsable de cette guerre et des maux qu'elle a produits. Il est aujourd'hui de notoriété que la Prusse avait accepté les conditions du Gouvernement de la défense pour l'armistice proposé par les Puissances neutres, quand la fatale journée du 31 octobre est venue compromettre une situation qui était honorable et digne, en rendant à la politique prussienne ses espérances et ses exigences.

A présent que, depuis de longs jours, nos rapports avec les départements sont interrompus, l'ennemi cherche à affaiblir nos courages et à semer la division parmi nous, par des avis exclusivement originaux des avant-postes prussiens et des journaux allemands qui s'échangent sur plusieurs points de nos lignes si étendues.

Vous saurez vous soustraire aux effets de cette propagande dissolvante, qui serait la ruine des chers intérêts dont nous avons la tutelle. Vos cœurs seront fermes, et vous resterez unis dans l'esprit qui a été depuis deux mois le caractère de la défense de Paris.

Pendant que nos travaux fermaient la ville, nous avons conçu la pensée, dans l'incertitude où nous étions de l'appui que pourraient nous fournir les armées formées au dehors, d'en former une au dedans. Je n'ai pas à énumérer ici les éléments constitués qui nous auaquaient pour résoudre ce nouveau problème plus difficile peut-être que le premier. En quelques semaines nous avons réuni en groupes réguliers, habillés, équipés, armés, exercés autant que nous l'avons pu, et conduit plusieurs fois à l'ennemi les masses pleines de patriotisme, mais confuses et inexpérimentées, dont nous disposions. Nous avons cherché, avec le concours désintéressé et dévoué du génie civil, de l'industrie parisienne, des chemins de fer, à compléter, par la fabrication de canons modernes dont les premiers vont nous être livrés, l'artillerie de bataille, que le service spécial de l'artillerie de

l'armée formait avec la plus louable activité. La garde nationale, de son côté, après avoir plus que quintuplé ses effectifs, et bien qu'absorbée par les travaux et par la garde du rempart, s'organisait, s'exerçait tous les jours et par tous les temps sur nos places publiques, montrant un zèle incomparable auquel elle devra d'être prochainement en mesure d'entrer en ligne avec ses bataillons de guerre.

Je m'arrête, ne pouvant tout dire; mais je doute qu'en aucun temps et dans l'histoire d'aucun peuple envahi après la destruction de ses armées, aucune grande cité investie et privée de communications avec le reste du territoire ait opposé à un désastre en apparence irréparable de plus vigoureux efforts de résistance morale et matérielle. L'honneur ne m'en appurient pas, et je n'en ai énuméré la succession que pour éclairer ceux qui, avec une entière bonne foi, j'en suis sûr, croient qu'après la préparation de la défense l'offensive à tout était possible avec des masses dont l'organisation et l'armement étaient insuffisants.

Nous n'avons pas fait ce que nous avons voulu, nous avons fait ce que nous avons pu, dans une suite d'improvisations dont les objets avaient des proportions énormes, au milieu des impressions les plus douloureuses qui puissent affliger le patriotisme d'une grande nation. Eh bien! l'aveur exige encore de nous un plus grand effort, car le temps nous presse. Mais le temps presse aussi l'ennemi, et ses intérêts, et le sentiment public de l'Allemagne, et la conscience publique européenne le pressent encore plus. Il ne serait pas digne de la France et le monde ne comprendrait pas que la population et l'armée de Paris, après s'être si énergiquement préparées à tous les sacrifices, ne sussent pas aller plus loin, c'est-à-dire souffrir et combattre jusqu'à ce qu'elles ne puissent plus ni souffrir ni combattre. Ainsi, serons nous rangs autour de la République, et élevons nos cœurs.

Je vous ai dit la vérité telle que je la vois. J'ai voulu montrer que notre devoir était de regarder en face nos difficultés et nos périls, de les aborder sans trouble, de nous cramponner à toutes les formes de la résistance et de la lutte. Si nous triomphons, nous aurons bien mérité de la patrie, en donnant un grand exemple. Si nous succombons, nous aurons légué à la France qui aura remplacé le premier Empire dans les fastes sanglants de la conquête et de la violence, avec une œuvre impossible à réaliser, un héritage de malédictions et de haines sous lequel elle succombera à son tour.

Paris, le 14 Novembre 1870.

Le Gouverneur de Paris,
Général TROCHU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE POLICE

ARRÊTÉ

concernant l'Eclairage au Gaz des Établissements ouverts au public.

Paris, le 14 Novembre 1870.

NOUS, PRÉFET DE POLICE,

Vu l'impérieuse nécessité, dans l'intérêt de la Défense nationale, d'affecter et de réserver spécialement aux services publics les ressources d'éclairage par le gaz,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les Cafés-concerts, Cafés, Restaurants, Débits de boissons, Liquoristes et autres Établissements de même nature ouverts au public, cesseront d'être éclairés par le gaz à partir de 7 heures du soir.

ARTICLE II.

Sont autorisés à rester ouverts jusqu'à minuit, ceux des Établissements ci-dessus désignés qui emploieront un autre mode d'éclairage.

Il reste entendu, toutefois, qu'en vue de l'examen des risques d'explosion ou d'incendie que pourraient offrir les appareils et substances dont il serait fait emploi dans ces conditions, déclaration devra en être faite préalablement au Commissaire de Police du quartier.

ARTICLE III.

Les présentes dispositions recevront leur effet à dater de ce jour.

Le Préfet de Police,
CRESSON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Aux Habitants et aux Défenseurs de Paris.

Mes chers Concitoyens,

C'est avec une joie indicible que je porte à votre connaissance la bonne nouvelle que vous allez lire. Grâce à la valeur de nos soldats la fortune nous revient, votre courage la fixera; bientôt nous allons donner la main à nos Frères des départements, et avec eux délivrer le sol de la Patrie.

VIVE LA RÉPUBLIQUE! VIVE LA FRANCE!

Paris, le 14 Novembre 1870.

Le Ministre de l'Intérieur par intérim,
JULES FAVRE.

GAMBETTA à TROCHU.

Tours, le 11 Novembre 1870.

L'armée de la Loire, sous les ordres du général d'Aurelles de Paladines, s'est emparée hier d'Orléans après une lutte de deux jours. Nos pertes tant en tués qu'en blessés n'atteignent pas 2,000 hommes. Celles de l'ennemi sont plus considérables. Nous avons fait plus d'un millier de prisonniers, et le nombre augmente par la poursuite. Nous nous sommes emparés de deux canons, modèle prussien, de plus de vingt caissons de munitions et attelés, et d'une grande quantité de fourgons et voitures d'approvisionnement. La principale action s'est concentrée autour de Coulmiers dans la journée du 9. L'élan des troupes a été remarquable malgré le mauvais temps.

Pour copie conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères,
chargé par intérim du département de l'Intérieur,
JULES FAVRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CIRCULAIRE

Tours, le 15 novembre 1870, 12 heures 5 minutes.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

à MM. les *Préfets et Sous-Préfets*,

Faites publier immédiatement le Décret suivant :

La Délégation du Gouvernement,

Considérant que les Effets de Commerce souscrits avant la guerre, à la différence des Effets souscrits après la guerre, l'ont été sous l'ignorance d'un événement inattendu qui a jeté tout à coup la perturbation dans le Commerce, et rendu sinon impossible, du moins très-difficiles les moyens de libération,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'au 15 Décembre prochain, aucun protêt ne pourra être fait, aucune poursuite exercée pour les Effets de Commerce souscrits avant le 15 Août dernier.

ART. 2. — Tous les Effets de Commerce souscrits postérieurement au 15 Août dernier, demeurent soumis au décret du 5 novembre, dont toutes les dispositions non contraires à l'article 1^{er} sont maintenues.

Fait à Tours, le 14 novembre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale,

CREMIEUX, GLAIS-BIZOIN, FOURICHON, GAMBETTA.

Le Directeur général,

C. LAURIER.

Pour copie conforme :

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement.

P. CHALLEMEL-LACOUR.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

AVIS.

Consommation du Gaz courant à l'intérieur des habitations.

Un arrêté du 26 octobre dernier, exécutoire à partir du 1^{er} novembre suivant, a prescrit aux consommateurs de gaz d'éclairage, ayant plusieurs brûleurs dans une même pièce, d'en réduire l'allumage, dans la proportion de un bec sur deux, et, la consommation étant réglée, soit au compteur, soit à l'heure, de la diminuer de moitié, en abaissant la hauteur des flammes; enfin, d'éteindre tous les brûleurs à 10 heures et demie du soir, au plus tard; le tout sous peine, pour les contrevenants, d'être poursuivis devant les tribunaux compétents et, par mesure administrative, privés de l'usage du gaz.

Le public n'ayant pas tenu un compte suffisant de ces prescriptions, et la quantité de charbon approvisionnée, pour la fabrication du gaz, étant limitée, par suite de l'investissement de la Capitale, le Maire de Paris rappelle instamment les prescriptions de son arrêté du 26 octobre dernier, et insiste sur la nécessité, on ne peut plus impérieuse, dans laquelle il se trouverait, de faire supprimer, immédiatement et d'office, le gaz aux consommateurs contrevenants, sur le vu des procès-verbaux dressés par les agents du Service municipal de l'éclairage.

Paris, le 14 novembre 1870.

Le Maire de Paris,
ETIENNE ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Mairie du 1^{er} Arrondissement

GARDE NATIONALE AUXILIAIRE (VOLONTAIRES VÉTÉRANS)

Au moment où les Compagnies de guerre et de réserve de la Garde nationale font un service chaque jour plus pénible, il importe que leurs fatigues soient autant que possible allégées, et que pour cela elles soient déchargées des services intérieurs.

Dans ce but, la Municipalité fait appel à tous ceux qui privés, pour des motifs reconnus légitimes, de faire le service actif de la Garde nationale, désireraient néanmoins, dans la mesure de leurs forces, contribuer à l'accomplissement d'un devoir patriotique.

Elle leur rappelle que, sous le titre de VOLONTAIRES VÉTÉRANS, elle a depuis plus de deux mois créé pour le temps de la guerre un corps auxiliaire de Garde nationale chargé des services intérieurs et dont les rangs sont prêts à s'ouvrir à tous les hommes de bonne volonté.

Par leur inscription sur les contrôles des Volontaires Vétérans, non-seulement les Gardes nationaux auxiliaires renoncent à invoquer à leur profit les exemptions portées par la loi de 1831, mais encore ils s'obligent implicitement à se soumettre à toutes les lois, décrets et ordonnances qui régissent la Garde nationale active.

Ainsi constituées par des obligations librement contractées et régies par une sévère discipline, les Compagnies de Volontaires Vétérans de l'arrondissement suppléeront utilement à la Garde nationale active.

Les inscriptions sont reçues chez les Sergents-Majors des Compagnies, tous les jours de la semaine,

Savoir :

Première Compagnie, quartier Saint-Germain-l'Auxerrois

M. CHEVALLIER, rue Bertin-Poirée, 0, de 9 à 10 heures.

Deuxième Compagnie, quartier des Halles.

MM. FOUQUEROLLE, rue Saint-Denis, 89, de midi à 1 heure.

YMON, rue de la Grande-Truanderie, 5, de midi à 1 heure.

DELAHAYE, rue Saint-Honoré, 108, de 8 à 10 heures.

Troisième Compagnie, quartier du Palais-Royal.

M. MALARD, rue d'Argenteuil, 35, de midi à 1 heure.

Quatrième Compagnie, quartier de la Place Vendôme.

M. CHEMIN, rue Saint-Honoré, 314, de 1 à 2 heures.

Le Maire,

Th. TENAILLE-SALIGNY.

ARRÊTÉ

Le Préfet de Seine-et-Marne, considérant que, par suite des circonstances de la guerre, l'ouverture de la chasse dans le département de Seine-et-Marne n'a pas eu lieu ;

Vu l'article 4 de la loi sur la police de la Chasse, qui interdit de mettre en vente, de vendre, d'acheter, de transporter et de colporter du gibier pendant le temps où la Chasse n'est pas permise ;

ARRÊTÉ :

1° La vente et le colportage du gibier, dans le département de Seine-et-Marne, restent interdits.

2° Les infractions seront punies des peines et amendes prévues par la loi.

MM. les Maires auront à veiller à ce que ces dispositions soient strictement observées.

Meaux, le 14 novembre 1870.

Le Préfet,

Comte de FÜRSTENSTEIN.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, 12 Novembre 1870, 2 heures 5 du soir.
Arrivée à la Préfecture, à 4 heures 15 soir.

Intérieur à Préfets et Sous-Préfets, et généraux commandant divisions et subdivisions.

De l'armée de la Loire rien à signaler.

Doie a été évacué par l'ennemi dans la journée d'hier. Le 12 une colonne de huit cents hommes, de la garnison de Mézières, a fait une reconnaissance sur Prael et Fagnon, un engagement heureux avec 1200 ennemis et dégage des francs-tireurs qui se trouvaient cernés; de notre côté dix blessés non grièvement.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,
Amédée LARRIEU.

Enchère de Bay, administrateur Ruyet, rue de la Bourse, 11 et 13.

AU CITOYEN GAMBETTA

Ministre de l'intérieur et de la guerre du gouvernement de la défense nationale;

EN LEI REMETTANT LE DRAPEAU OFFERT A LA RÉPUBLIQUE PAR LES DAMES DE TOURS,

LE 14 NOVEMBRE 1870.

Citoyen Gambetta, de ta puissante voix
Dis à la France enfin quels seront nos exploits :
Chaque femme Française au don de cinq centimes
Apporte le courage aux élaus magnanimes.
Les femmes en principe amènent l'union,
Les forces et la vie avec un seul million,
Un seul million par jour nourrit notre armée.
Nos enfants tous soldats, dont notre âme alarmée,
Déploie en gémissant le sort dur et cruel,
Mais que notre civilisme a fait grand immortel !
Souviens-toi, citoyen, souviens-toi de ta mère,
Nous sacrifierons tout jusqu'à l'heure dernière,
Pour sauver nos époux, et pour sauver nos fils,
Pour chasser à jamais les Germains ennemis.
Oui, nous donnerons tout, que faut-il davantage ?
Plus les dangers croîtront, plus croîtra le courage.
Aide-nous aujourd'hui, que la publicité,
Disant partout notre œuvre en la célébrité,
Fasse en France en un jour lever toutes les femmes,
Pour sauver à l'instant notre patrie en larmes,
Pour armer tous nos fils, pour délivrer Paris,
Ramener la victoire, enhardir nos amis !
Et nous aurons l'honneur lei toutes ensemble

De montrer que jamais un cœur Français ne tremble !
Aux chevaliers jadis, la dame faisait don
De la couleur aimée ornant leur gonfalon ;
Ils allaient au lointain, ces preux chevaleresques
Pour soutenir le faible et vaincre les Tudesques.
La France est une femme : en ses flancs généreux,
Elle enfante sans cesse un peuple valeureux.
La femme représente aussi la République,
La nature en un mot, l'âme patriotique.
Ne délaissiez donc point nos nobles sentiments,
Que les hommes enfin eroient à nos dévouements.
Aujourd'hui nos enfants sont toujours fils de France,
Tous volent comme un seul pour notre délivrance.
Nos francs-tireurs partout harcelent l'ennemi,
Se dévouent à la mort du combat sans merci !
Nous voulons les aider dans la tâche héroïque,
Par notre amour ardent pour notre république !
Et les dames de Tours en offrant ce drapeau,
Veulent montrer à tous l'exemple le plus beau.
Celui de tous s'unir pour sauver la patrie,
Pour montrer aux prussiens une ligue amicale ;
La ligue à jamais sainte animant tous les cœurs,
Des mères des Français qu'elles rendront vainqueurs !

A. BESSIÈRES F^e d'Elthon

Présidente du Comité des Choisyennes de Marseille
pour l'Armement, fondé le 25 Septembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

N° 1.

15 Novembre 1870.

BULLETIN

DE LA

MUNICIPALITÉ DE SAINT-DENIS

Le Conseil municipal croit qu'il est de son devoir de porter à la connaissance de ses concitoyens tous les actes de son administration. Il publiera donc maintenant, toutes les fois qu'il y aura lieu, un compte rendu sommaire de ses séances. Il espère par cette publication montrer aux habitants qu'il a veillé avec sollicitude sur la prospérité pour sa commune, et qu'il a fait tout ce qui était possible les malheurs que causent aujourd'hui notre patrie le despotisme et l'incurie du Gouvernement du Deux-Décembre.

Entré en fonctions dans le moment le plus critique de notre histoire, fort de l'autorité que lui assurait l'élection du 13 mai, le Conseil municipal n'a pas hésité un seul instant à accepter la lourde tâche qui lui était échue.

L'argent qu'il a trouvé dans les Caisse municipales était, dit et le Budget ordinaire de la ville grevé pour des sommes assez importantes jusqu'à l'année mil huit cent soixante-quinze. Il a fallu, malgré cette situation financière, trouver moyen d'assurer l'alimentation de la ville pour plusieurs années à l'aide d'un règlement songer à venir en aide à une population souffrante, à l'aide d'un règlement qui a permis d'obtenir pour la commune une somme de 200,000 francs, et d'obtenir pour la commune une somme de 200,000 francs.

Il résulte d'après l'exposé de ce tableau que la ville avait 340,633 fr. argent en caisse au 31 décembre 1869. Ces dettes auraient pu être payées en des temps ordinaires par des prélèvements faits sur les versements des contribuables. Par suite des événements malheureux qui nous accablent, les dépenses se sont élevées dans des proportions énormes, tandis que les versements des contribuables ont été presque complètement tarqués. On a dû, par suite, à l'arrêt des comptes du présent exercice à trouver un débet qu'on ne peut encore apprécier.

Le 28 Août, le Conseil municipal a été installé et a commencé ses travaux. Il a nommé pour remplir les fonctions de Maire, et MM. Deshayes et Karriehou, Combreu celles d'Adjoints.

Dans une de ses premières séances, la Municipalité a reconnu le Gouvernement de la Défense nationale, et a déclaré son adhésion à ce gouvernement.

dresser au Gouvernement qui a pris l'engagement de fournir ce qui serait nécessaire à nos besoins.

Des marchands de denrées alimentaires, ayant fermé leurs magasins et quitté la ville, le Conseil municipal, justement préoccupé des suites que pourraient avoir ces désertions, n'a pas hésité à prendre des mesures, qui sont peut-être actives, mais qui étaient réclamées par le salut de tous les citoyens qui sont restés pour concourir à la défense de la ville.

Le Conseil municipal rencontré de grandes difficultés pour empêcher les visiteurs de Paris d'apporter non provisions, et pour répartir d'une manière équitable entre tous les citoyens la viande de boucherie; relativement à la première question, nous avons une solution que nous croyons satisfaisante pour tous, par suite d'une convention conclue avec la ville de Paris; quant à la deuxième, elle a été réglée par l'adoption d'une loi qui répartit le nombre de personnes composant chaque famille.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

BRIGADE

DES

ÉCLAIREURS RÉPUBLICAINS

DU RHONE

CITOYENS,

Les hommes énergiques et résolus, prêts à se plier aux rigueurs de la discipline et à la faire observer, sont informés que la **Brigade des Éclaireurs républicains du Rhône** recevra encore mille engagements pour la durée de la guerre; il suffit d'être Français et d'aimer sa Patrie pour en faire partie.

Les hommes de **20 à 40** ans, compris dans la levée en masse, sont admis à faire partie de ce corps ainsi que les Gardes Nationaux mobilisés non encore en Légion.

Les Enrôlements sont reçus à la Mairie.

Saint-Etienne, le 15 novembre 1870.

Pour le Commandant de la brigade et par ordre,

Le Capitaine Adjudant-Major,

Ch. BEAUVOIR.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DE POLICE

AVIS

LE PRÉFET DE POLICE,

Vu : 1^o la loi des 16-24 août 1790, concernant la Sécurité et la Commodité du passage dans les rues;

2^o Le décret des 18-20 mai 1791;

3^o Le décret du 12 messidor an VIII;

4^o La loi du 10 décembre 1830 et les autres lois et ordonnances relatives à l'affichage;

Considérant que le nombre toujours croissant des affiches rend difficile, pour la population, la communication des avis et des faits que le Gouvernement et l'Administration municipale veulent porter à sa connaissance;

Qu'il est d'ailleurs essentiel aux besoins de la publicité que les affiches disparaissent aussitôt que leur utilité a cessé;

Considérant, en outre, que l'apposition des affiches des particuliers, partout ailleurs que sur les points à ce affectés, amène entre les afficheurs et les propriétaires des maisons où a lieu cette apposition, des conflits regrettables;

CROIT DEVOIR RAPPELER TOUS LES INTÉRESSÉS à l'exécution de la législation existante.

En conséquence, les concierges et gardiens des établissements et édifices publics, ainsi que les propriétaires ou les principaux locataires des maisons particulières sont invités à faire disparaître, dans le délai de *quarante-huit heures*, les affiches, de quelque nature qu'elles soient, dont la date remonterait au-delà du 12 de ce mois, et qui aurait été placardées sur les édifices publics ou les propriétés privées.

A l'avenir, les affiches ne pourront être apposées que sur les points de la voie publique affectés à cet usage.

Paris, le 15 Novembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

Mairie du Dixième Arrondissement

OUVERTURE

D'UN

GROUPE SCOLAIRE LAÏQUE

Rue des Vinaigriers, 47

Le Maire du 10^e Arrondissement a l'honneur de prévenir ses concitoyens qu'un groupe scolaire composé d'une ÉCOLE DE GARÇONS, d'une ÉCOLE DE FILLES et d'une SALLE D'ASILE, sera ouvert, à partir du Mercredi 16 Novembre présent mois, dans les locaux appropriés à cet effet, Rue des Vinaigriers, 47.

Ce groupe remplace provisoirement celui de la rue des Vinaigriers et de la rue de Marseille, dont les locaux sont momentanément affectés au service des Ambulances.

Fait à Paris, le 14 Novembre 1870.

Le Maire,
DUBAIL

Les Adjoints : ERN. BRELAY, A. MURAT, DEGOUE DENUNCQUES.

Typographie JULES JUTEAU ET FILS, passage du Caire, 29 et 31.

LOCOMOTION

AÉRIENNE

M. Thobois, architecte-inspecteur des travaux de la Bibliothèque nationale, et qui a été chargé, autrefois, avec M. Renan, de la mission scientifique de Phénicie, a l'honneur d'informer le public qu'il a découvert le moyen de se diriger dans l'air et contre le vent; et, qu'à partir du jour où 200,000 francs et la place du Carrousel seront mis à sa disposition, un mois après, jour pour jour, la France et l'Allemagne seront délivrées.

J. THOBOIS.

Le 15 novembre 1870.

14405-70 Paris. — Typ. JASSIN, rue de Lille, 24.

République Française

ARMÉE DES VOSGES

Habitants de la Côte-d'Or !

Le Général Garibaldi a mis son courage et son expérience au service de la République française. Le gouvernement de la défense nationale l'a chargé spécialement de l'organisation et du commandement des corps de Francs-Tireurs et de Volontaires, sous la direction du général Cambriels, commandant en chef les départements de l'Est.

Nul mieux que le Patriote italien n'est apte à organiser cette guerre de guérillas. C'est donc à juste titre qu'il vous dit de compter sur lui et sur son courage indomptable.

L'Administrateur provisoire,

L. D'AZINCOURT.

Volontaires et Francs-Tireurs !

Je viens prendre le commandement des Corps formés pour la défense nationale.

La Prusse sait qu'elle doit maintenant compter aussi avec la Nation armée. Je ne vous adresse pas de longues paroles.

Je vous adresse des instructions qui vous serviront de règles dans vos opérations contre l'invasisseur et l'ennemi de la République.

Je compte sur vous, vous pouvez compter sur moi.

Vive la République !

GARIBALDI.

SOUS-PRÉFECTURE DE BEAUNE

SOUSCRIPTION

Entre toutes les Femmes françaises, dans le but de fournir aux
Mobiles et aux Francs-Tireurs des Vêtements qui leur permettent
de supporter la rude saison d'hiver.

JUSTICE A PRÉFETS

Tours, le 7 Novembre 1870, 10 heures 25 matin.

Mesdames CRÉMIEUX, FOURICHON et THIERS ont pris l'initiative d'une
Souscription pour laquelle elles demandent le concours patriotique de toutes les
Femmes françaises.

Cette Souscription a pour objet de fournir à nos braves Mobiles et Francs-
Tireurs des Vêtements qui leur permettent de supporter la rude saison d'hiver.

Ce but ne serait pas atteint si, pauvres ou riches, toutes les Françaises ne
pouvaient y participer.

Les Journaux ont reproduit notre appel ; mais tout le monde ne lit pas les
Journaux, dans nos Campagnes surtout. Les braves femmes des Cultivateurs qui
ont, comme nous, des Fils, des Frères, des Êtres qui leur sont chers, parmi nos
défenseurs, toutes voudront apporter leur obole pour cette pieuse mission.

Nous prions donc Messieurs les Préfets et Maires de faire imprimer sous forme d'affiches
cette lettre dans chaque commune de France.

Par cette publicité, notre but sera rempli et nos espérances réalisées.

Amélie CRÉMIEUX.

Les Vêtements et autres Objets pourront être donnés en nature. Les Offrandes seront reçues
dans chaque Mairie.

POUR COPIE CONFORME :

Le Sous-Préfet, Paul BOUCHARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

VENTE
DE
CHARBON DE BOIS.

Le Gouvernement a mis à la disposition de la Municipalité du 6^e arrondissement 320 hectolitres de charbon de bois, destinés à être distribués à 3,200 ménages de l'arrondissement, à raison de 10 litres par ménage, et au prix de 10 centimes le litre.

La Municipalité pense qu'il est convenable de faire spécialement profiter de cette fourniture restreinte les familles peu aisées de l'arrondissement qui, ne prenant pas de viande cuite aux cuisines nationales, ont besoin de charbon pour faire cuire leurs aliments.

En conséquence, elle engage les familles qui se trouvent dans ces conditions, à se faire inscrire à la Mairie; un registre spécial y sera ouvert à cet effet, du jeudi 17 novembre au samedi 19 novembre inclusivement.

La vente du charbon aura lieu, à partir du mardi 22 novembre, 103, rue de Rennes, de 9 heures du matin à 4 heures du soir. Si le nombre des inscriptions dépassant celui de 3,200, les familles les plus nombreuses seront seules admises à cette première distribution; les autres seront admises ultérieurement, si une nouvelle fourniture de charbon est faite par le Gouvernement à la Municipalité.

La Municipalité compte sur la discrétion des habitants de l'arrondissement, et elle espère que ceux qui ont le moins besoin de charbon, ou qui peuvent le plus aisément s'en procurer d'une autre manière, n'essayeront pas de prendre part à une distribution, qui doit être exclusivement réservée aux citoyens les plus nécessiteux.

Les Adjoints,

Paul JOZON, Albert LE ROY, Ch. LAUTH.

PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR.

Bulletin départemental du Mercredi 16 Novembre 1870.

NOUVELLES DE LA GUERRE.

Eure. — Le 12 novembre, 10 moulins de l'Arche et 10 francs-tireurs ont eu un engagement avec une patrouille prussienne. Ils ont tué 9 hommes et un cheval, et fait un prisonnier à St-Illiers-les-Bois.

Aisne. — On annonce de la Fère que les troupes allemandes sont en marche sur cette ville, qui sera probablement investie le 13 novembre.

Jura. — Le 13 novembre, Dôle a été occupé vers midi par les Prussiens. La ville a été évacuée le 14.

Hambourg (Allemagne). — Le Consul d'Angleterre à Hambourg envoie à Son Gouvernement le télégramme suivant :
Hambourg, 10 novembre 1870.

« La navigation de l'Elbe est arrêtée par les autorités allemandes. Il n'est permis à aucune embarcation d'entrer ou de sortir. On attend 30 bâtiments français avec des troupes pour tenter un débarquement. »

Décret sur les Effets de commerce.

La délégation du Gouvernement, considérant que les Effets de commerce souscrits *avant la guerre*, à la différence des effets souscrits *après la guerre*, l'ont été dans l'ignorance d'un événement inattendu qui a jeté tout-à-coup la perturbation dans le commerce et rendu impossibles ou du moins très-difficiles les moyens de libération, décide :

Art. 1^{er}. — Jusqu'au 15 décembre prochain, aucun profit ne pourra être fait, aucune poursuite exercée pour les Effets de commerce souscrits avant le 15 août dernier.

Art. 2. — Tous les Effets de commerce, souscrits *postérieurement* au 15 août dernier, demeurent soumis au décret du 5 novembre dont toutes dispositions, non contraires à l'article 1^{er}, sont maintenues.

Fait à Tours, le 14 Novembre 1870.

Signé : CORMIER, GLAIS-BUON, FOUCIERON, GARNETTA.

M. Thiers a adressé aux ambassadeurs des quatre grandes puissances (Angleterre, Autriche, Italie, Russie), qui avaient pris l'initiative des propositions d'armistice, ainsi qu'aux ambassadeurs d'Espagne et de Turquie qui avaient appuyé ces propositions, un compte succinct de la négociation dont il s'était chargé.

M. de Bismarck a tout d'abord fait remarquer, sans insister, qu'il y avait en ce moment à Cassel, et cherchant à se reformer, les restes de l'ancien gouvernement français, mais qu'il n'avait pas l'intention de se mêler à quelque degré que ce fût, du gouvernement intérieur de la France.

M. Thiers a répondu que nous l'entendions bien ainsi, que du reste le gouvernement qui venait de précipiter la France dans l'abîme d'une guerre follement résolue, inopinément conduite, avait pour toujours terminé à Scdai sa fonction existentielle, et serait pour la nation française un souvenir de honte et de douleur.

Après d'assez longues conférences, les deux négociateurs paraisaient d'accord sur le principe du l'armistice, sur sa durée, sur la situation des troupes pendant la suspension des hostilités, et les élections d'une Constituante.

Sur cette question, M. de Bismarck s'engageait à laisser dans les pays occupés par l'armée prussienne les élections aussi libres qu'elles avaient jamais pu l'être en France. Il faisait quelques réserves à l'égard de certaines parties du territoire français, voisines des frontières, et allemandes, disait-il, d'origine et de langage, parce qu'il ne pouvait admettre l'élection électorale dans ces provinces. Mais il ne s'opposait pas à ce qu'elles fussent représentées par des notables, dont les Français arrêteraient la désignation, sans qu'il s'en mêlât.

Après avoir débattu toutes les questions qui précèdent, et au dernier moment, quand il semblait que les soules difficultés relatives au ravitaillement devaient porter uniquement sur le plus ou moins d'extension de ce ravitaillement, M. de Bismarck éleva la prétention, non

en son nom, mais au nom des autorités militaires allemandes, de refuser le principe même du ravitaillement de Paris, si on n'assurait à l'armée allemande « des équivalents militaires ».

Il nous laissons parler M. Thiers :
« Je demandai alors quels étaient les équivalents militaires qu'on réclamait de nous; car M. le comte de Bismarck mettait un soin extrême à ne pas les désigner.

« Il me les donna enfin, toujours avec une certaine réserve. — « C'était, me dit-il, une position militaire autour de Paris. » Et comme j'insistais : « Un fort, ajouta-t-il, peut être plus d'un. — J'arrêtai sur le champ M. le chancelier de la Confédération du Nord : « C'est Paris, lui dis-je, que vous nous demandez; car nous refusons le ravitaillement pendant l'armistice, c'est nous retirer un mois de notre résistance; exiger de nous un ou plusieurs forts, c'est nous demander nos murailles. C'est, en un mot, nous demander Paris en vous donnant les moyens de l'attaquer ou de le bombarder. Or, en traitant avec nous d'un armistice, vous n'avez jamais pu supposer que la coalition en serait de vous livrer Paris lui-même, Paris, notre principale force, notre grande espérance, et pour vous la grande difficulté que vous n'avez pu vaincre après cinquante jours de siège. » Arrivés à ce point, nous ne pouvions plus faire un pas; je le fis remarquer à M. de Bismarck, et il me fit l'ado de reconnaître que l'esprit militaire l'emportait en ce moment, dans les résolutions de la Prusse, sur l'esprit politique, qui conseillait la paix et tout ce qui pouvait y conduire. »

A la suite de cette conversation, M. Thiers en référa au Gouvernement. Il lui vint à l'idée de rompre les négociations.

« C'est maintenant, dit-il en terminant, c'est aux puissances neutres à juger s'il y a été tenu assez de compte de leurs conseils, et ce n'est pas à nous, j'en suis certain, qu'elles pourront reprocher de n'avoir pas fait de ces conseils le cas qu'ils méritaient. »

NOUVELLES DU DÉPARTEMENT.

La cour martiale siégeant à La Loupe, a, dans sa séance du 10 novembre 1870, condamné à la peine de mort pour injures et menaces envers ses chefs et provocation à l'indiscipline, le nommé Moland, mobile à la 3^e compagnie du 4^e bataillon du Calvados, ancien militaire servant comme remplaçant.

Cette sentence a été exécutée le 11 novembre, à Tillyon.

Chartres. — Le bruit court que des renforts assez considérables de troupes prussiennes sont entrés dans cette ville.

Nogent-le-Rotrou, 15 novembre, 4 heures du soir.

Le Préfet d'Eure-et-Loir,

Emile LABICHE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

COMMUNE DE LYON

SERVICE DES ENTREPOTS GRATUITS DE DENRÉES ALIMENTAIRES

Les grains, farines, légumes secs et autres denrées alimentaires en sacs, sont reçus immédiatement en entrepôt gratuit, dans deux magasins clos et couverts.

Les vins ne seront reçus qu'en plein air ou dans des bateaux affranchis du droit d'attache, et sous la seule responsabilité de leurs propriétaires.

Les fourrages ne seront reçus qu'en meules, en plein air et aux mêmes conditions.

Les bestiaux seront reçus sous des hangars construits par la Ville, à charge de payer une location de 20 francs par tête de bétail, pour la durée de l'entrepôt. Cette somme sera payée, au plus tard, à la sortie du bétail.

Un certificat sanitaire, délivré par un vétérinaire breveté, et légalisé par le maire de la commune, sera exigé à l'entrée en ville, pour chaque tête de bétail.

Les bestiaux seront nourris et soignés par leurs propriétaires et à leurs risques et périls.

La Ville fournira l'eau de la Compagnie.

Les fourrages et bestiaux seront reçus dans les emplacements suivants :

PROVENANCE DE LA RIVE GAUCHE DE LA SAONE, DU PLATEAU DE LA BRESSE ET DU BUGEY : BOULEVARD DE LA CROIX-ROUSSE, CLOS JOYE, BOULEVARD DES CHARTREUX.

PROVENANCE DU DAUPHINÉ : BOULEVARD DU PARC, QUAI D'ALBRET.

PROVENANCE DU BEAULIOIS ET DE LA RIVE DROITE DE LA SAONE : ANCIEN MARCHÉ, QUAI DE VAISE, CHEMIN DE ST-JUST.

PROVENANCE DES MONTAGNES DU LYONNAIS ET DE L'ARRONDISSEMENT RURAL DE LYON : QUAIS DU RHÔNE ET DE LA SAÔNE, COURS DE PERRACHE, COURS RAMBAUD.

Les grains et légumes secs, en sacs, seront reçus immédiatement et sans avis préalable.

Les bestiaux ou fourrages ne seront reçus qu'après réponse de la Direction des Entrepôts, aux demandes qui lui seront adressées au Bureau des Entrepôts gratuits de la Ville de Lyon, Palais de la Bourse, entrée par la place des Cordeliers.

LYON, le 16 Novembre 1870.

Le Maire de Lyon,

Signé : HENON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

8^{me} Division Militaire.

ÉVACUATION

De la Saône et de ses Affluents

Ordre est donné à tous propriétaires de Bateaux, Bacs, Batelets et Radeaux en station sur la Saône et d'approvisionnements de bois en dépôt sur ses rives, de les faire descendre immédiatement au dessous de Lyon.

Faute par lesdits propriétaires de s'être conformés à cet ordre avant le 22 novembre courant, il sera procédé, par les soins de l'Ingénieur en chef du service spécial de la Saône, au coulage à fond ou à la destruction de tous les Bateaux ou approvisionnements qui resteront sur ce fleuve ou sur ses rives.

Sur la réquisition de l'Ingénieur en chef ou de ses délégués, la force armée prêtera main forte pour l'exécution du présent ordre.

Lyon, le 16 novembre 1870.

Le Général Commandant la 8^{me} Division militaire,

BRESSOLLES.

Paris, le 19 novembre 1870.

COMMERÇANTS

Dès le début de la guerre actuelle, l'arrêt spontané des affaires commerciales conseillait une mesure prudente dans l'intérêt général de tous. — Cette mesure, c'est la loi décrétée en août dernier, prorogeant d'un mois toutes les échéances. — Par rapport à l'état des choses et au prompt succès légitimement espéré pour nos armes, ce délai paraissait suffisant.

L'impéritie du gouvernement déchu changea nos espérances en désillusions et prolongea jusqu'à quand?... une lutte qu'elle rendit inégale. — L'envahissement de notre territoire, la durée imprévue de la guerre ont déjà rendu nécessaires trois prorogations de cette loi. — La dernière, qui date du 14 novembre, par rapport à notre position aggravée par quatre mois de nullité absolue d'affaires, devient illusoire et ne sert tout au plus qu'à reculer, en les augmentant, les sinistres commerciaux que cette loi avait pour but d'éviter. — En effet, les ressources de chacun auront diminué dans une proportion d'autant plus grande que les frais généraux auront augmenté par suite du renchérissement sensible de tout le nécessaire. — Or, en supposant que nous imposions la paix le 10 de n'importe quel mois, croyez-vous qu'il suffira de 4 jours au négociant, quel qu'il soit, pour rétablir l'équilibre normal dans ses affaires? — Non, évidemment! — Croyez-vous que tout le commerce ne supporterait pas plus courageusement la situation qui lui est faite si la loi avait accordé de suite un délai de 3 mois après signature d'une paix?

Ce délai eût sauvé la situation de milliers de commerçants qui, avec la loi actuelle, devront sombrer.

Il serait à désirer que le Gouvernement de la défense nationale s'inspirât des considérations qui précèdent pour édicter une loi sauvegardant l'honneur du commerce français.

C'est ce que tous, citoyens commerçants, vous devez attendre et réclamer de son patriotisme éclairé.

UN ANCIEN NÉGOCIANT.

A D R E S S E

DE LA

SOCIÉTÉ POSITIVISTE

DE PARIS

AU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

A propos de la convocation immédiate d'une Assemblée.

Les mêmes hommes qui poussaient à la guerre sous Bonaparte quand ils espéraient qu'elle leur serait fructueuse, et qui sont devenus, depuis Sedan, partisans de la paix à tout prix, essayent en ce moment d'arriver à leur véritable but en affectant de considérer comme le seul salut possible pour la France, et pour la République, la convocation immédiate d'une Assemblée.

Ils sont soutenus dans leurs efforts par un groupe assez nombreux de révolutionnaires, qui, sans tenir compte des leçons récentes de l'histoire, semblent impatients de remettre les destinées du pays entre les mains des sept millions de votants qui ont naguère acclamé l'Empire.

La Société positiviste de Paris, usant de ce noble privilège des États républicains, d'après lequel chacun peut soumettre au Gouvernement les projets et les conseils qu'il croit utiles à la chose publique, est d'avis que la convocation d'une Assemblée aurait, dans les circonstances actuelles, un résultat déplorable, et elle base son opinion sur les motifs suivants :

Ce qui caractérise politiquement le Gouvernement de la Défense nationale et le rend supérieur à celui de Bonaparte, c'est qu'il n'est pas issu du suffrage universel.

Il n'est pas davantage le résultat d'une émeute, puisqu'il n'y a eu ni révolte, ni lutte.

Il s'est imposé à tous, au lendemain de nos désastres, comme étant à la fois inévitable et indispensable, et Paris menacé s'est serré autour de lui, en ne lui demandant qu'une chose : accorder la continuation, devenue nécessaire, de la lutte si douloureusement commencée par Bonaparte, et prendre pour programme : Expansion de l'étranger, Intégrité du territoire.

Une telle origine et une telle situation définissent nettement les limites dans lesquelles le Gouvernement peut et doit se mouvoir, et lui donnent, par cela même, plein pouvoir, dans de telles limites, pour l'accomplissement de sa fonction.

La première condition de son action était nécessairement l'élimination immédiate et radicale des débris du régime qui venait de tomber par son propre poids. En prenant le nom caractéristique et nouveau dans l'histoire de *Gouvernement de la Défense nationale*, les hommes qui arrivaient au Pouvoir ont donc fait preuve d'un véritable sens politique, car il s'agissait de construire, en dehors de toute abstraction constitutionnelle, un gouvernement spécial adapté à une destination spéciale, de même qu'à une fonction distincte il faut un organe correspondant.

C'est ainsi que, dans des circonstances plus difficiles encore, le profond génie politique de Banton, supérieur aux illusions métaphysiques de son temps, osa concevoir et réaliser le plan trop peu admiré du *Gouvernement révolutionnaire*, comme un mécanisme approprié à une situation transitoire, et cela au moment où, autour de lui, on construisait le plan abstrait du meilleur Gouvernement possible applicable à tous les temps, à tous les lieux et à toutes les situations, ce qui le rend nécessairement inapplicable à toute situation précise et déterminée.

En se laissant porter au Pouvoir par les événements dans la journée du 4 septembre, les députés de Paris et leur collègue du Gouvernement actuel ont donc

obéi à un instinct profondément scientifique qui était de se déclarer légitimes parce qu'ils étaient nécessaires, acceptant spontanément et faisant accepter par la population française ce principe de politique positive qui dirigera de plus en plus les véritables hommes d'Etat, que : *La légitimité d'un Gouvernement ne vient ni du droit divin, ni du suffrage universel, mais il résulte de sa pleine harmonie avec les nécessités d'une situation donnée.*

A ce titre le Gouvernement de la Défense nationale est le plus légitime qui ait dirigé la France depuis celui des Danloüens.

Outre cette considération capitale et suffisante, il en est encore deux autres que l'on peut faire ressortir.

La première, c'est que le Gouvernement acclamé par Paris a été accepté par la Province, puisqu'elle lui obéit, les grandes villes activement, les campagnes passivement, selon la nature propre à chacune de ces deux populations ;

La seconde, c'est qu'au plébiscite du 3 novembre, ses pouvoirs ont été confirmés par la majorité de la population parisienne, et aussi par la majorité de la Garde mobile et de l'Armée représentant à Paris la jeunesse départementale, ce qui constitue, pour ceux qui croient le vote indispensable, le plus haut degré de légalité que comporte la situation actuelle.

Par ces motifs, les membres soussignés de la Société positiviste de Paris, ayant pour doctrine que la politique doit se fonder désormais sur l'examen des faits, et non sur des principes abstraits, sur des lois décevantes, et non sur des lois faibles ;

Se basant sur l'expérience des vingt dernières années, qui démontrent que ce sont des assemblées nommées par le suffrage universel qui ont mis la France dans la situation où elle se trouve en soutenant à outrance la désastreuse politique aussi anarchique que rétrograde du dernier Bonaparte ;

Convaincus qu'une Assemblée nommée dans les circonstances actuelles créerait à la Défense nationale des obstacles nouveaux et peut-être insurmontables, et qu'il faut, pour le moment, non pas dissocier l'autorité, mais la concentrer énergiquement entre les mains de quelques hommes,

Invitent respectueusement le Gouvernement de la Défense nationale à ne pas réunir d'Assemblée constituante ou législative avant d'avoir terminé la mission qu'il a acceptée, et à ne se laisser détourner par quoi que ce soit de l'accomplissement de cette mission ;

Que si le cours des événements rendait nécessaires, dans un court espace de temps, des modifications quelconques par adjonction, élimination ou substitution dans le personnel gouvernemental, le Gouvernement devrait les faire lui-même et sous sa propre responsabilité, et ne perdant pas de vue que, dans cette lutte héroïque de la France républicaine contre la Prusse hédale, il a les pleins pouvoirs, mais aussi l'entière responsabilité en face de la Postérité, et qu'il faut, pour son honneur et pour sa gloire, qu'on puisse dire plus tard que le Gouvernement de la Défense nationale, le jour où il déclara sa mission terminée et déposa le Pouvoir, laissa la France délivrée et la République irrévocablement fondée.

Paris, le 14 Frédéric 82,
18 novembre 1870.

Pour la Société positiviste :

MAGNIN, Président; LAFFITTE, HADERY, FILI, LAPORTE, BAZALGETTE, ADENIS,
LONCHAMPT, SENERIE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GARDE NATIONALE DE LA SEINE.

ORDRE.

La distribution des effets de campement, d'habillement, de grand et de petit équipement, pour les bataillons de guerre, commence aujourd'hui même au Palais de l'Industrie.

Cette distribution continuera sans interruption les jours suivants, dans la mesure des ressources dont le service de l'Intendance pourra disposer.

On suivra, pour l'appel des bataillons à cette distribution, un ordre établi par l'État-major général, et qui sera communiqué d'avance aux chefs de bataillon avec les instructions nécessaires pour la répartition de ces objets.

Le Commandant supérieur rappelle aux gardes nationaux qu'ils doivent bien comprendre que les effets leur sont fournis dans les mêmes conditions qu'ils pourraient l'être aux troupes de l'armée, c'est-à-dire que les détenteurs des effets en sont responsables, que la perte ou la détérioration de ces effets serait imputée sur la solde de ceux qui les auraient perdus ou détériorés, sans préjudice des peines disciplinaires édictées par les lois militaires, en cas de dissipation.

Le Commandant supérieur est du reste persuadé qu'il ne sera jamais nécessaire de recourir à des moyens de rigueur; il a trop de confiance dans le bon sens et le patriotisme de ses camarades pour leur faire l'injure de supposer qu'ils ne comprennent pas tous la gravité de la situation et la nécessité de ménager les ressources dont nous disposons.

Les effets d'habillement et d'équipement sont, à ce titre, sur le même rang que les armes et les munitions de guerre.

Paris, 18 mbre 1870.

Le Général commandant supérieur des Gardes nationales de la Seine,

CLÉMENT THOMAS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHONE.

APPEL A L'ACTIVITÉ DE LA GARDE MOBILE

De la Classe de 1870.

Nous **PRÉFET DU RHONE**, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

Invitons les **Jeunes Gens** formant le contingent de la **Garde Mobile** de la **Classe de 1870**, à se rendre **Judi 24 Novembre** courant, à la **Caserne des Frères**, à **St-Genis-Laval (Rhône)**, pour être incorporés.

Ceux d'entre eux qui n'obéiraient pas à la présente convocation seront déclarés insoumis et passibles des lois militaires.

Lyon, le 18 Novembre 1870.

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

P. CHALLEMEL-LACOUR.

PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR.

Bulletin départemental du Vendredi 18 Novembre 1870.

NOUVELLES

Ardenues. — On télégraphie de Givet le 15 novembre, 5 heures du soir : Mézières paraît environné presque de tous les côtés par les Prussiens. Il y a échange de coups de canon avec la place.

Loiret. — On dit que le chemin de fer d'Orléans à Paris est rétabli jusqu'au-delà de Toury.

Côte-d'Or. — Le Préfet de la Côte-d'Or télégraphie que l'armée prussienne a évacué Dijon. L'ennemi est sorti par toutes les portes, de sorte que sa direction exacte est inconnue.

Flotte Française. — Un combat a eu lieu le 11, en vue de la Havane, entre le bâtiment prussien le *Météore*, et le bâtiment français le *Bouret*.

Le *Bouret*, désarmé, s'est retiré; mais le *Météore* ayant eu son hélice mise hors d'état, n'a pu le poursuivre. Le combat avait duré quatre heures. Le *Météore* et le *Bouret* sont retournés à la Havane pour réparer leurs avaries. On assure qu'ils ont l'intention de recommencer le combat.

Une dépêche de Flessingue porte que le navire allemand *Jenna Johanna* a été capturé par un navire de guerre français.

Sarthe. — **FRANCS-TIREURS.** — M. le Préfet du Mans nous prie de publier dans notre bulletin que les francs-tireurs de la Sarthe, dont le commandant a été révoqué pour avoir manqué d'énergie devant l'ennemi, et dont le corps a été désarmé et dissous, n'appartenaient pas au département dont ils avaient pris le nom.

Le seul titre du corps des francs-tireurs du comté de Foudras à prendre le nom du département de la Sarthe, était d'avoir été organisé au Mans. Mais ce corps avait été formé de recrues de diverses contrées, et tout-à-fait en dehors des autorités civiles et militaires du département. Les francs-tireurs de M. de Foudras ne doivent donc pas être confondus avec les diverses compagnies d'éclaireurs qui se sont créées dans la Sarthe, et qui sont composées de gardes nationaux sédentaires ou mobilisés.

Nous comprenons parfaitement le sentiment qui amène M. le Préfet du Mans à se faire l'interprète de nos braves voisins de la Sarthe, pour désavouer un corps qui a compromis le nom d'un département, dont les enfants après s'être maintes fois signalés par leur énergie et leur patriotisme, ont, hier encore à Orléans, supporté le feu de l'ennemi comme de vieilles troupes aguerries. Aussi nous nous empressons de faire droit à cette légitime réclamation et de reconnaître qu'il ne peut y avoir aucune solidarité entre le département de la Sarthe et le corps qui en avait pris le nom.

Une circulaire du prince Gortschakoff, en date du 19-31 octobre, adressée aux représentants de la Russie à l'étranger, déclare que l'Empereur ne saurait se considérer plus longtemps comme lié par les obligations du traité de 1856, en tant qu'elles restreignent les droits de sa souveraineté dans la Mer Noire.

Cet incident diplomatique qui va soulever la question d'Orient est de nature à amener en Europe les plus grandes complications.

On assure que le gouvernement anglais a déjà donné des ordres pour envoyer sa flotte dans la Méditerranée.
(Extrait du *Moniteur*).

NOUVEAUX DU DÉPARTEMENT.

Arrondissement de Dreux. — Le Sous-Préfet de Dreux télégraphie de Senonches le 15 novembre : Je viens d'être informé du canton de Nogent-le-Roi, que les Prussiens réquisitionnent hommes, chevaux et voitures pour aller, sous le feu des forts de Paris, faire des tranchées et traîner de lourdes pièces de siège. Dreux est réoccupé par nos troupes.

Les dernières nouvelles nous signalent des engagements du côté de Châteauneuf et de Landelles.

Condamnation militaire. — Dans sa séance du 14 novembre courant, la cour martiale de la 1^{re} division d'infanterie du 16^e corps d'armée a condamné à la peine de mort le nommé Triau (Justin), habitant la commune de Lutz, hameau de Baugneux (Eure-et-Loir), déclaré coupable d'espionnage.

Ce jugement a été exécuté le lendemain matin.

ACTES DU GOUVERNEMENT.

DÉCRET RELATIF AUX CLOCHES DES PAROISSES.

Le ministre du gouvernement de la Défense nationale, Ministre de l'intérieur,

En vertu des pouvoirs à lui délégués par le gouvernement, par décret en date à Paris du 1^{er} octobre 1870 :

Attendu que les principes de la patrie et devant la nécessité urgente d'augmenter la puissance de notre artillerie, un grand nombre de paroisses et de communes ont offert spontanément les cloches des églises et des temples pour servir à la fonte des canons.

Attendu que des offres d'un patriotisme aussi élevé doivent être encouragées par tous les moyens et profondément honorées,

Il a été arrêté :

Art. 1^{er}. — Les Prêtres sont autorisés à accepter les offres de cloches qui leur seront faites par les paroisses et par les consistoires.

Art. 2. — Afin de perpétuer à jamais le souvenir d'actes aussi méritoires, on gravera sur le bronze des canons les noms des paroisses ou des consistoires qui auront fourni les cloches.

Fait à Tours, le 10 novembre 1870.

Le Ministre du Gouvernement de la Défense nationale ministre de l'intérieur et de la guerre,
LÉON GAMBETTA.

ARMÉE DE LA LOIRE.

Par décret en date du 14 novembre 1870, M. le général de division d'Annelles (Louis-Jean-Baptiste), commandant en chef les 13^e et 16^e corps d'armée, est nommé au commandement en chef de l'armée de la Loire.

Nogent-le-Rotrou, 17 Novembre, 4 heures du soir.

Le Préfet d'Eure-et-Loir.
Emile LABICHE.

ORDRE DU JOUR.

Dans toutes les communes occupées par les troupes sous mes ordres, les hommes et les chevaux seront nourris par les habitants. On devra donner chaque jour.

1. Aux sous-officiers et aux soldats :

A midi : une soupe, 500 gr. de viande, un plat de légumes et un demi-litre de vin;

Le soir : une soupe et 200 gr. de viande ou de fromage;

Le matin : du café avec du sucre; chaque jour, un kilogr. de pain, 100 gr. de beurre.

2. Aux officiers :

A midi : un diner, composé d'une soupe, d'un plat de légumes avec de la viande, d'un rôti et d'un litre de vin;

Le matin : un déjeuner de café ou de thé avec du pain et du beurre;

Le soir : un souper de thé avec du pain, du beurre et de la viande froide — ou un plat chaud avec de la viande;

3. Pour chaque cheval :

6 Kilogr. d'avoine.

3 — de paille.

3 — de foin.

Le Général en chef,

Signé : de VOIGTS-RHETZ.

PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR.

Bulletin départemental du Samedi 19 Novembre 1870.

NOUVELLES.

Côte-d'Or. — Le 14, de 4 à 6 heures du soir, un corps prussien d'environ 8,000 hommes, avec 1,900 à 2,000 cavaliers et une nombreuse artillerie, est entré à Dijon. D'autres troupes et de la cavalerie sont encore rentrées pendant la nuit.

A la même date, 11 heures du matin, les Prussiens ont envoyé sur Auxonne des bombes qui ne sont pas arrivées jusqu'aux murs. La place a répondu avec succès, et depuis, ils se contentent de nous observer à distance. L'ennemi a mis le feu aux bois de Vonges. Hier les Prussiens étaient 4,500 à Champdotre et 1,000 à Varanges, à deux heures et demie, ils se sont tous dirigés sur Saint-Jean-de-Losnes.

Seine-et-Marne. — Le 15 novembre, les Prussiens ont brûlé la gare et plusieurs maisons à Nemours.

Ardennes. — Le 15 novembre, Mézières paraissait environné presque de tous les côtés par les Prussiens. Il y avait échange de coups de canon avec la place.

Le 16, l'investissement se poursuivait. Le canon de la place a repoussé l'ennemi partout où il s'est montré à portée de nos pièces.

Le 16, entre Longwy et Harry, 300 mobiles et 400 francs-tireurs ont eu un engagement sérieux avec 2,500 ennemis armés de canons; nous avons eu 3 tués et 12 blessés: les pertes de l'ennemi sont beaucoup plus considérables.

Incident russe. — Le bruit se répand de plus en plus à Londres que le gouvernement anglais va agir vigoureusement contre les prétentions de la Russie.

On parle d'une ligue sur le point de se former entre l'Angleterre, l'Autriche, l'Italie et la Turquie.

Espagne. — Les Cortès espagnoles ont élu pour roi le duc d'Aoste, fils du roi d'Italie, par 191 suffrages sur 311 votants.

NOUVELLES DU DÉPARTEMENT.

D'après le *Moniteur*, les Prussiens ont quitté Palay; ils auraient même évacué Toury pour se reposer sur Angerville et Boisseau.

Les positions actuelles seraient celles-ci : Cormainville, — Orgères, — Tillay-le-Peneux, — Basoches-Hautes, — Germignonneville, — Guilleville, — Voves et la route de Chartres.

Dans la partie est du département, l'ennemi a fait un mouvement en avant sur toute la ligne.

Dreux. attaqué par des forces supérieures soutenues par des canons, a été évacué par nos mobiles après un combat sur lequel nous n'avons pas reçu de détails.

Dans les environs de Châteauneuf, l'ennemi a occupé Saint-Jean de Rebervillers et le Chateau-Tresneau.

Le Chateau-Tresneau, abandonné d'abord par les mobiles de la Corrèze, a été réoccupé par eux, et Saint-Jean de Rebervillers a été évacué par l'ennemi.

Landelles. — 3,000 Prussiens avec canons ont attaqué nos troupes, qui ont conservé leurs positions.

Dernières Nouvelles, 18. 3 heures. — Le 17, à Landelles, les Prussiens ont eu 90 hommes hors de combat; ils se sont repliés sur Courville; nous avons gardé nos positions. Nos pertes se bornent à 7 hommes légèrement blessés.

Le 18, à midi, on entend de Pontgouin une assez vive canonnade dans la direction de Villebon et Baillieux-le-Pin.

Le combat de Dreux du 17 a eu lieu près de cette ville et a duré 3 heures. L'ennemi occupe la hauteur de Cherley.

Châteauneuf. — Le 18, à une heure, l'attaque recommence sur Torcy. On annonce qu'une colonne ennemie marche sur Châteauneuf. Des canons sont braqués sur la forêt.

Vihon. — Le 16, des francs-tireurs et des chasseurs français ont surpris des cavaliers ennemis à Vihon. Dans cette rencontre, une vingtaine de hussards prussiens ont été blessés, dix ont été tués et quatre faits prisonniers.

Le 17, les chasseurs et francs-tireurs ont rencontré au même endroit un escadron prussien auquel ils ont tué et blessé quelques hommes.

Nogent-le-Rotrou, 18 Novembre, 4 heures du soir.

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Emile LABICHE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE SOUS-PRÉFET DE BEAUNE

Aux Populations.

A Messieurs les Maires de Beaune et de l'Arrondissement.

Monsieur le Maire,

J'ai sous les yeux les ordres de réquisition que l'ennemi se permet de vous adresser.

Est-il besoin de vous recommander de n'en tenir aucun compte?

Ces ordres, leur teneur, la façon dont ils vous parviennent, sont le comble de l'impertinence, de l'insolence, de l'injure.

Quand ils vous arrivent par la poste, retournez-les à leur auteur;

Quand ils vous arrivent par des agents, emparez-vous aussitôt de ces agents, étres d'autant méprisables qu'ils sont Français, et amenez-les sous bonne escorte à la prison de Beaune.

Point d'autre réponse à faire à M. de Werder.

Si ce n'est encore :

Que vos biens sont vos biens, que nul n'a le droit d'y prétendre, et que vous sauriez les défendre contre qui tenterait de vous dépouiller.

Tenez-leur, tenons-leur ce langage à tous ces ennemis qui, vns de près, sont après tout moins dangereux qu'on ne pense. Soyons enfin fermes, résolus, énergiques, et bientôt vous verrez s'arrêter leur œuvre d'impiété et de destruction.

Leur faudra-t-il encore quelques nouvelles victimes? Mais qu'importe quelques victimes de plus, quand il s'agit d'en finir avec un pareil fléau et de sauver le Pays.

Beaune, le 19 Novembre 1870.

Paul BOUCHARD.

CI-APRÈS UN SPÉCIMEN DES RÉQUISITIONS :

Le Général commandant de l'armée allemande à Dijon ordonne à la commune de livrer aux magasins de Dijon (Place Saint-Bénigne)

(Suit la désignation et la quantité des Objets compris dans la réquisition).

La moitié jusqu'au 18 novembre, à midi; l'autre moitié jusqu'au 21, à midi, sous peine d'une contrainte militaire immédiate.

Le Général promet complète sûreté pour l'arrivée et le retour du véhicule et de son équipage conduisant les denrées requises.

DE WERDER.

SALLE HERZ

Rue de la Victoire, 48.

Lundi 24 novembre, à 4 heure et demie précise

MATINÉE MUSICALE ET DRAMATIQUE

Au profit de l'AMBULANCE DE LA RUE ALBOUY

AVEC LE CONCOURS DE

M^{lle} AGAR,

De la Comédie-Française.

M^{lle} ARNAUD

De l'Opéra.

M^{lle} STELLA BONHEUR

ET DE MESSIEURS

AURELE

Du Théâtre des Variétés.

LEBRUN

De la Société des Concerts du Conservatoire.

NORBLIN

Violoncelliste.

BRÉGY

De la Société des Concerts du Conservatoire.

AUBERTY

Du Théâtre Lyrique.

LAFITTE

Maître de chapelle de Saint-Nicolas.

PIKAËRT

Organiste de Notre-Dame-des-Victoires.

THOMÉ

BEAUDET ET NOYER

Auteurs du Piano-Violoncelle.

PRIX DES PLACES :

Parquet. 3 francs. — Pourtour. 2 francs.

On trouve des Billets, chez les principaux Editeurs et Marchands de musique.—A l'ambulance de la rue Albouy, 28. — Et à la Salle HERZ.

Imprimerie Duboussan et C^e, rue Coq-Héron, 5. Administration de l'édifice départemental E. Roussier, 3, rue d'Alsace.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

DÉCRET.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale,

En vertu des pouvoirs à eux délégués ;

Considérant que les corps dont la désignation suit se sont particulièrement fait remarquer par leur intrépidité et leur sang-froid, dans les combats qui ont amené la reprise de la ville d'Orléans,

DÉCRÈTENT :

Les régiments de la Garde nationale mobile de la Dordogne et de la Sarthe sont mis à l'ordre du jour de l'armée.

Tours, le 17 novembre 1870.

Les Membres du Gouvernement :

Signé : L. GAMBETTA, Ad. CRÉMIEUX,
A. FOURICHON, GLAIS-BIZOIN.

Par le Ministre :

Le Délégué du Ministre au département de la Guerre,
C. de FREYCINET.

Le nommé TRIAU Justin, habitant de la commune de Lutz, hameau de Baigneau (Eure-et-Loir), convaincu d'espionnage, a été condamné à la peine de mort, par l'une des Cours martiales du 16^e corps d'armée.

Ce jugement a reçu son exécution le 15 du courant, à 7 heures du matin.

Le Mans, le 19 novembre 1870.

Le Préfet de la Sarthe,
Georges LE CHEVALIER.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, 20 Novembre 1870, 2 heures 30 du soir.
Arrivée à la Préfecture, à 5 heures 30 soir.

Le Ministre de l'Intérieur au Préfet de la Gironde.

A Châtillon-sur-Seine, 7 à 800 ennemis ont été surpris par Ricciotti Garibaldi. Ils ont tous été mis hors de combat ou faits prisonniers.

Les Prussiens sont arrivés hier subitement devant Évreux. Ils ont tiré une vingtaine de coups de canon sur la ville. La garde nationale a résisté. L'ennemi s'est replié, à la nuit, à une petite distance.

Dix-sept cavaliers ennemis ont paru devant Montargis et se sont retirés en laissant un tué et un prisonnier.

Signé : GAMBETTA.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,

Amédée LARREU.

PRÉFECTURE DE LA MAYENNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité

AVIS

du Préfet de la Mayenne.

Les bruits persistants qui avaient circulé sur l'arrivée d'une colonne prussienne sont controvérés. Il est certain qu'ils provenaient tous de la même source, ainsi que l'établissent les dépêches suivantes reçues cette nuit :

1^{re} *Général Laboudec à Préfet Laval.*

Prière d'arrêter, si possible, le départ des 900 mobilisés des Côtes-du-Nord. Gambetta venu hier soir. J'attends des ordres. Merci pour réquisitions. Marche des Prussiens est encore incertaine. Mobiles en débandade, venus de Mamers à Sillé.

Signé : LABOUEDEC.

2^o *Président Comité de défense Sillé, à Préfet Laval.*

Bruit de Sillé menacé, vient de la Ferronnays, parti ce matin pour Le Mans, par ordre du général Jaurès. Commandant Chasseurs Vincennes à Sillé, avec débris d'un bataillon, est parti ce matin pour Laval. Ne crois pas à l'arrivée de l'ennemi d'ici deux jours au moins; en tous cas, rien jusqu'à cette heure n'indique que l'ennemi ait dépassé Mamers, Bonnetable et Ballon, et qu'il se dirige sur Sillé.

Signé : TOUCHARD.

3^e Une autre dépêche émanée de M. le Chef du mouvement au Mans déclarant qu'hier soir la ligne d'Alençon n'était pas envahie.

Le Préfet de la Mayenne rappelle aux habitants qu'il leur a promis de leur donner communication de toutes les dépêches quelles qu'elles fussent, pouvant intéresser la sécurité du département. Toutes les mesures sont prises, de concert avec les autorités militaires locales et les généraux qui manœuvrent devant nous, pour opposer la plus vive résistance.

Que tous les patriotes de la Mayenne élèvent leur courage à la hauteur de la situation, et pas un Prussien ne mettra le pied dans le pays.

Le Préfet de la Mayenne,

EUGÈNE DELATTRE.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général,

R. RENOULT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 3^{ME} ARRONDISSEMENT

Le Maire du 3^{me} Arrondissement a reçu du Citoyen Ministre de l'Agriculture et du Commerce l'avis suivant :

- L'approvisionnement en viande fraîche de bœuf et de mouton sera épuisé par la livraison de Dimanche soir, 20 de ce mois. »

En conséquence, le Maire prévient ses Concitoyens qu'à partir de MARDI, 22 COURANT, la distribution des viandes salées destinées à la Consommation, sera faite dans les mêmes conditions de poids et de répartition que celles précédemment adoptées pour la distribution de la viande fraîche dans les Boucheries Municipales.

Le Bœuf salé sera vendu au Prix uniforme de 1 fr. 60 c. le kilog.

Le Cheval salé sera vendu au Prix uniforme de 1 fr. 40 c. le kilog.

En faisant connaître à ses concitoyens l'épreuve nouvelle que la guerre leur impose, le Maire compte sur leur patriotisme pour accepter ce nouveau mode d'alimentation.

PARIS, LE 20 NOVEMBRE 1870.

Le Maire, BONVALET.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

VENTE DE CHARBON DE BOIS.

Les personnes inscrites pour l'achat du charbon de bois mis en vente par la Municipalité sont invitées à se présenter, munies d'un sac ou d'un panier, pour retirer le charbon auquel elles ont droit, à savoir : chacune 10 litres de charbon, moyennant le prix de 1 franc, 103, rue de Rennes, à partir du mardi 22 jusqu'au dimanche 27 novembre inclusivement, de 9 heures du matin à 4 heures du soir.

On servira le Mardi 22

le Mercredi 23

le Jeudi 24

le Vendredi 25

le Samedi 26

le Dimanche 27

Paris, le 20 novembre 1870.

D, E, F, G, H, I, J, K.

L, M, N, O.

P, Q, R, S.

T, U, V, X, Y, Z.

Les Adjoints,

Paul JOZON, Albert LE ROY, Ch. LAUTH.

Le Maire,
HERISSON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

MAIRIE DU XIV^E ARRONDISSEMENT

ABUS DES ARMES A FEU

La MUNICIPALITÉ du XIV^e Arrondissement reçoit tous les jours des plaintes contre l'abus des armes à feu sur la voie publique.

On nous signale les faits les plus déplorables : la sécurité des Citoyens est menacée jusque dans leurs foyers, par des imprudents auxquels la République n'a pas confié des armes pour en faire un pareil usage. Des femmes ont vu des balles traverser leurs logements ; des promeneurs inoffensifs ont été atteints par des projectiles ; quelques-uns ont été mortellement frappés. Cette conduite est doublement coupable, car elle constitue à la fois un attentat contre la sûreté publique et une dilapidation des munitions distribuées par l'Etat pour combattre l'ennemi, dilapidation qui est, dans les circonstances présentes, un crime de lèse-patrie. La Municipalité du XIV^e Arrondissement invite tous les bons Citoyens à saisir et à consigner au poste le plus voisin les délinquants. Elle prend les mesures les plus sévères pour que tout homme convaincu d'avoir déchargé ses armes dans les rues, jardins, places, terrains vagues clos ou non, de l'Arrondissement, soit désarmé et poursuivi selon toute la rigueur des Lois. La Municipalité aime à invoquer, dans ces questions de sécurité générale, l'aide et le concours de tous les Citoyens. Elle espère que cet appel sera entendu, et que chacun lui prêterait main-forte en pareille matière.

Paris, le 20 Novembre 1870.

Les Adjoints,
HÉLIGON — NÈGRE — PÉRIN.

Le Maire du XIV^e Arrondissement,
LOUIS ASSELINE.

Paris. — Imprimerie A. E. Bachelet 24, Boulevard Montparnasse.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEUR DE PARIS

ARRÊTÉ.

LE GÉNÉRAL, GOUVERNEUR DE PARIS,

Considérant que l'affichage, les placards ou tous autres moyens analogues de publication de journaux, feuilles publiques ou écrits politiques, constituent une violation des lois sur l'affichage;

Que ces infractions sont fréquentes;

Considérant que, d'autre part, les lois de l'état de siège imposent aux chefs militaires le devoir d'interdire les publications de nature à exercer sur l'armée et les citoyens une influence pernicieuse,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont interdits tout affichage et placards de Journaux, Feuilles publiques ou Ecrits politiques de même nature.

ARTICLE II.

Le Préfet de Police, les Commandants militaires et les Officiers de la Garde nationale sont chargés de faire arracher, détruire et supprimer les publications affichées en violation de l'interdiction ci-dessus.

ARTICLE III.

Les contrevenants seront poursuivis conformément aux lois. Ils pourront être déférés à la justice militaire.

ARTICLE IV.

Le Préfet de Police est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 novembre 1870.

GÉNÉRAL TROCHU.

EXTRAIT DE LA LOI DU 10 DÉCEMBRE 1870.

ART. 1^{er}. — *Aucun écrit, soit à la main, soit imprimé, gravé ou lithographié, contenant des nouvelles politiques ou traitant d'objets politiques ne pourra être affiché ou placardé dans les rues, places ou autres lieux publics. Sont exceptés de la présente disposition, les actes de l'Autorité publique.*

ART. V. — *L'infraction aux dispositions des articles 1^{er} et IV de la présente loi sera punie d'une amende de vingt-cinq à cinq cents francs, et d'un emprisonnement de six jours à un mois, cumulativement ou séparément.*

. *Les peines prononcées par le présent article seront appliquées sans préjudice des autres peines qui pourraient être encourues par suite des crimes et délits résultant de la nature même de l'écrit.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Egalité — Fraternité.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Circulaire de Tours

Le ministre de l'intérieur à MM. les préfets :

Tours, 21 novembre, 7 h. 50 matin.

Afin d'activer les diverses confections des ateliers régimentaires, j'ai décidé qu'il pourrait être pris parmi les gardes nationaux mobilisés des ouvriers civils qui seraient mis à la disposition des maîtres ouvriers des corps et des places, en subsistance à ce titre dans les régiments. Il importe d'éviter que les offres de service ne se produisent tardivement au moment de la mise en route, on n'admettra donc dans les ateliers régimentaires que les ouvriers mobilisés qui en feront immédiatement la demande.

Faites placarder cet avis dans toutes les communes et ordonnez-en l'insertion dans les journaux de votre département.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

BENEVENT, imprimeur de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, 4, à Saint-Etienne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

Le Membre du Gouvernement de la Défense nationale, délégué à la Mairie de Paris,

Considérant qu'il importe à la défense de Paris de ménager l'approvisionnement de charbon qui appartient à la Compagnie Parisienne d'éclairage au gaz, afin d'assurer à l'éclairage de la voie publique, à l'industrie métallurgique et au service des ballons une large réserve;

Considérant que la Compagnie Parisienne demande elle-même la réduction de son service à l'éclairage de la voie publique,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. A partir du 30 novembre présent mois, la Compagnie Parisienne d'éclairage et de chauffage au gaz cessera toute livraison de gaz aux particuliers et aux établissements publics de toute nature.

ART. 2. La Compagnie procédera, dans la journée du 30 novembre, à la fermeture de tous les robinets extérieurs par lesquels s'opère l'introduction du gaz dans les maisons.

Paris, le 21 novembre 1870.

JULES FERRY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE PARIS

MAIRIE DU XII^E ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Depuis plus de deux mois, vous subissez les rudes épreuves d'un siège, avec une patience héroïque et un courage qui font votre gloire et l'admiration du monde entier.

Vous avez tout accepté sans vous plaindre, et la cruelle nécessité du rationnement, indispensable à la défense, vous a trouvés prêts et insensibles à le subir.

Ce sublime patriotisme, Citoyens, sauvera la Patrie, et un jour elle décrètera pour vous ce qu'elle a déjà décrété pour d'autres martyrs : « Que vous avez bien mérité d'elle ! »

Mais si le jour de la délivrance est proche, il n'est pas encore arrivé, et votre dévouement va avoir à subir les dernières et les plus dures épreuves du siège, notamment le rationnement de la viande salée et de la viande de cheval, qui vont remplacer le bœuf et le mouton.

Nul doute que vous subirez cette dernière nécessité comme les autres, et que, votre courage étant à la hauteur des circonstances, vous serez, quand même, les grands Citoyens auxquels la Patrie devra le salut !

Vive la République ! ..

Les Adjoints,
DENIZOT
DUMAS
TURILLON

Le Maire du XII^e arrondissement :
ALFRED GRIVOT

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉQUISITION

DE

CHEVAUX

POUR LA GARDE NATIONALE MOBILISÉE

Nous, préfet de la Gironde,

En vertu des pouvoirs qui nous ont été conférés par le Gouvernement de la Défense nationale,

ARRÊTONS :

ART. 1^{er}. — Une réquisition de chevaux pour le service de la Garde nationale mobilisée, sera faite prochainement, dans toutes les communes du département.

Le nombre des chevaux atteints par cette réquisition sera de 4,000 environ, dont un dixième pour la selle et les autres pour le service du train et de l'artillerie.

ART. 10. — Cette Commission sera composée :
du Sous-Prefet ou de son délégué, qui en aura la présidence, d'un vétérinaire et d'un propriétaire qui seront désignés par le Sous-Prefet.

La Commission procédera à l'examen des chevaux dans l'ordre suivant :

- 1^o Des chevaux présentés volontairement par les propriétaires ;
- 2^o Des chevaux soustraits au tirage au sort, faute d'avoir été déclarés par leurs propriétaires ;
- 3^o Des chevaux qui auraient été soustraits à la levée précédente par des manœuvres frauduleuses ;
- 4^o Des chevaux appartenant aux propriétaires dé-

corps, qui aura charge du cheval, au Major de la Garde nationale adjointe de Bordeaux, lequel en avisera à son tour le propriétaire.

ART. 15. — Sur la présentation du récépissé dont il est parlé art. 13, et de l'avis du Major annonçant la perte du cheval, le propriétaire recevra un mandat de la somme fixée par l'estimation de la Commission.

ART. 16. — A la fin de la guerre et après le licenciement de la Garde nationale mobilisée, une nouvelle Commission d'estimation sera instituée, dans le but d'évaluer la dépréciation qu'aura pu subir la valeur de l'animal, par suite des fatigues subies, conformément aux lois et règlements en vigueur.

vront, dès la publication du présent arrêté, et dans un délai de quatre jours à partir de cette publication, faire à la Mairie de leurs communes respectives une déclaration indiquant le nombre de chevaux qu'ils possèdent.

Art. 2. — De leur côté, MM. les Maires dresseront, d'après les déclarations faites par les propriétaires, une liste des chevaux existant dans leurs communes.

Cette liste devra indiquer le sexe, la taille, la robe et approximativement l'âge de chaque animal inscrit. Elle mentionnera aussi les noms des propriétaires.

Art. 4. — Ce travail de recensement devra être transmis à la Préfecture le 26 du courant, au plus tard.

Art. 5. — Les chevaux recensés prendront rang dans une série de numéros particuliers pour chaque canton.

Art. 6. — La liste pour chaque canton sera affichée dans toutes les communes du canton.

Art. 7. — Une répartition du nombre des chevaux à livrer pour le service de la guerre sera faite entre les cantons, proportionnellement au nombre des chevaux inscrits, et il sera procédé immédiatement à un tirage au sort pour les chevaux de chaque canton.

Ce tirage aura lieu à Bordeaux, en séance publique, en présence d'une Commission qui sera présidée par un Conseiller de Préfecture.

Il sera envoyé, à chacun des propriétaires dont les noms seront sortis de l'urne, un bulletin, dactylé d'un registre à souches, sur lequel seront inscrits le numéro amené au tirage, le signalement du cheval et le nom du propriétaire.

Art. 8. — Au fur et à mesure des besoins, des réquisitions partielles seront faites, en suivant l'ordre des numéros amenés au tirage.

Art. 9. — Une Commission sera instituée dans chaque arrondissement pour apprécier et constater l'aptitude au service de guerre des chevaux réquisitionnés.

Tout propriétaire qui, au moment du tirage, se sera engagé à présenter un cheval, sera à l'abri de la présente réquisition. Il en sera de même pour les gardes nationaux faisant partie de l'escadron de cavalerie volontaire.

Art. 11. — Après avoir constaté l'aptitude au service de guerre des chevaux soumis à son examen, la Commission procédera, séance tenue, à l'estimation du prix de chacun de ces animaux reconnus bons pour le service, et fera la remise des prix aux animaux entre les mains des délégués de l'autorité préfectorale.

Art. 12. — L'estimation se fera sur le vu du cheval et après collationnement du signalement de l'animal, indiqué par les listes de recensement.

Le Président recueillera les estimations des autres Membres de la Commission, communiquées à voix basse, de telle sorte que l'estimation de chacun des Membres de la Commission ne puisse pas être connue des autres.

Après que les estimations auront été inscrites à haute voix par le Président, on en prendra la moyenne. Cette moyenne, exprimée en nombre rond de francs, constituera l'estimation officielle, qui sera inscrite sur un registre spécial, en regard du nom du propriétaire du cheval. La signature du propriétaire devra être apposée sur ce registre, dans une colonne spéciale.

Art. 13. — De ce registre sera détaché, pour être remis au propriétaire, au moment de la livraison du cheval, un récépissé constatant le numéro sous lequel le cheval aura été inscrit, le lieu et la date de la remise, le nom du propriétaire, le prix d'estimation énoncé en toutes lettres, et le signalement du cheval qui sera relié avec la plus grande exactitude. Les propriétaires pourront, en outre, demander que leurs chevaux soient marqués du telle marque qui leur conviendra. Cette marque sera inscrite au signalement.

Art. 14. — Si le cheval meurt, disparaît, est pris par l'ennemi ou est abattu comme impropre au service, avis en sera donné aussitôt par le chef de

tailles recroissant l'indemnité résultant de la moyenne des estimations des divers Membres de la Commission.

Art. 17. — Jusqu'à nouvel ordre, la vente des chevaux portés sur la liste de recensement, soit pour l'étranger, soit pour les autres départements français, est interdite dans le département de la Gironde. Elle pourra toutefois, par exception et dans certains cas, dont nous nous réservons l'appréciation, être autorisée par décision préfectorale.

Quant aux ventes qui, à partir du jour de la publication du présent arrêté, seraient conclues entre propriétaires habitant le département, ces ventes devront être dénoncées, aux maires des communes auxquelles appartenaient les vendeurs et les acquéreurs, par la production d'un certificat de vente dûment légalisé.

Art. 18. — Les propriétaires qui feraient acquisition de chevaux, postérieurement à la clôture des listes de recensement, devront en aviser les Maires, lesquels de leur côté en donneront avis à la Préfecture, dans le plus bref délai possible.

Art. 19. — Les chevaux achetés depuis la publication du présent arrêté et non dénoncés, qui n'auront pas couru les chances d'un tirage, par négligence ou mauvais vouloir de leurs propriétaires, seront inscrits d'office sur les listes, pour la réquisition qui suivra immédiatement la dénonciation.

Art. 20. — Les propriétaires de selles et de harnais pour chevaux de trait, qui voudraient céder ces harnais et ces selles contre remboursement, pourront, au moment des levées de chevaux, présenter ledits harnais et selles à la Commission chargée de l'estimation des chevaux.

Fait à l'hôtel de la Préfecture, le 29 novembre 1870.

Le Préfet de la Gironde,

AMÉDÉE LARRIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

MAIRIE DE MÉNILMONTANT

XX^{ME} ARRONDISSEMENT.

AVIS

CONCERNANT LA VENTE DE LA VIANDE DE BOUCHERIE

La Commission Municipale provisoire du 20^e Arrondissement reçoit des plaintes fréquentes, sur la façon dont les bouchers mettent en pratique le mode de vente de la Viande.

Dans l'impossibilité de surveiller d'assez près l'exécution de son arrêté, la Commission fait un appel pressant au patriotisme de la population et des bouchers.

Chaque boucher ne doit pas recevoir des inscriptions pour plus de cinq mille rations. Avec ce chiffre, il peut et doit servir tous les citoyens, à raison de 50 grammes par personne, puisqu'il reçoit la quantité de viande nécessaire à cet effet.

La distribution de la Viande se fait avec ordre dans la majorité des boucheries. La Commission est résolue à ce qu'elle se fasse de la même façon partout. Elle se verrait, à regret, obligée d'avoir recours à des mesures énergiques de répression contre les bouchers qui ne se conformeraient pas aux dispositions arrêtées dans l'intérêt de la population.

Paris, le 21 Novembre 1870.

Les Membres de la Commission Municipale provisoire du 20^e Arrondissement

J. CAROZ, V. SIMBOISELLE, TOPART, PAFPE,
MÉTIVIER, CHAVANON et GÉRARD.

République Française

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU XI^m^e ARRONDISSEMENT

BOUCHERIES MUNICIPALES

Le service de la boucherie, depuis le rationnement, devait présenter dans le Onzième Arrondissement des difficultés exceptionnelles; en effet, de toutes les Circonscriptions de Paris, la onzième est de beaucoup la plus peuplée; et comme par suite de leur situation généralement peu aisée, les habitants étaient presque dépourvus d'approvisionnement, n'ont-ils cessé d'affluer aux boucheries pour y chercher leur subsistance; de cette affluence sont nés bien des embarras, bien des souffrances.

Ce service vient d'être l'objet d'une réorganisation qui remédiera à tous ces graves inconvénients; désormais, plus de queues interminables, plus de longues stations au froid et à la pluie. Des cartes ont été distribuées, indiquant les jours et les heures où on devra se présenter tous les QUATRE jours pour recevoir la quote-part individuelle, accordée sur la quantité de viande mise par le Ministère à la disposition de l'Arrondissement, quote-part qui suivant les circonstances varie de quantité et de nature.

La municipalité, tout en croyant pouvoir compter sur le concours loyal des bouchers, vœu à ce que la distribution se fasse équitablement, sans faveur pour personne; elle maintient d'ailleurs à la Mairie un bureau où seront recus les réclamations.

Enfin, elle croit devoir remercier vivement la population de la patience avec laquelle elle a supporté des tribulations qui ne se reproduiront plus quand les embarras nés d'une application précipitée auront cessé, et surtout si chacun obéit exactement aux indications de sa carte.

PARIS, 22 NOVEMBRE 1870

Les Adjoints, BLANCHON, POIRIER, TOLIN.

Le Maire, JULES MOTTU.

Paris. — Typographie WILKINSON père et fils, rue Amiel, 64.

AUX HABITANTS

DU

18^e arrondissement

Paris, le 22 Novembre 1870.

CITOYENS,

Pour débloquer Paris et sauver la France d'un démembrement humiliant, beaucoup de personnes croient que, au lieu de livrer aux envahisseurs des batailles rangées, il faut leur faire une guerre de surprises et d'embuscades, leur livrer des combats de nuit, et développer contre eux, dans toute la France, une chouannerie républicaine.

Cette opinion est notamment partagée par M. le capitaine Quesnay de Beaurepaire, commandant en ce moment une compagnie de francs-tireurs. Ce brave défenseur de Paris, homme jeune, intelligent et d'une énergie indomptable, a fait passer sa conviction dans l'esprit de plus de deux mille citoyens réunis dimanche dernier dans la salle du gymnase Paz, rue des Martyrs, 34.

M. le gouverneur de Paris, à qui ce système de guerre nationale a été exposé, l'a parfaitement admis en principe; mais il a déclaré au jeune capitaine qu'il ne pourrait le seconder dans sa patriotique entreprise que si celle-ci avait l'appui de l'opinion publique, le seul souverain que la France reconnaitra désormais.

La réunion de dimanche dernier, voulant s'associer au généreux et patriotique projet du capitaine Quesnay de Beaurepaire, a décidé que, dans chacun des vingt arrondissements de Paris, un registre serait ouvert pour recevoir les adhésions des citoyens.

Pour le 18^e Arrondissement, on peut se présenter chez M. Louis Laurent, négociant, rue de l'Evangile, 11, à La Chapelle, pour signer une note ainsi conçue :

« Les citoyens soussignés appuient le projet de M. le capitaine Quesnay de Beaurepaire, et prient le Gouvernement d'organiser la guerre nationale avec tous les éléments de succès dont il dispose. »

Un second registre recevra les noms des braves qui consentiront à s'enrôler sous la bannière de M. le capitaine de Beaurepaire.

S'adresser rue de l'Evangile, 11, près le marché de La Chapelle, de 9 heures du matin à 2 heures de l'après-midi.

VIVE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE !

Imprimerie Alcan-Lévy, rue Lafayette, 61, et passage des Deux-Scieurs.

Bekanntmachung.

Bei deutschen Kriegsgefangenen werden merkwürdiger Weise oft Zeichen grosser Angst wahrgenommen, welche sich in Freudens äusserungen umwandeln sobald sie der ihnen gebührenden wohlvollenden Behandlung sicher sind. Es ist wahrscheinlich den preussischen Officiere gelungen den Soldaten einzureden, dass die Franzosen zuweilen Gefangene erschliessen, als wenn die Preussen nicht gar zu leicht an den zahlreichen franzoesischen Gefangenen ein solches Verfahren raechen koennteu!

In der That herrscht in Frankreich ein tiefer Hass gegen die beiden Herrscher, Urheber dieses Krieges, für dessen Ausbruch und Fortsetzung die unverantwortlichen Voelker büssen müssen.

Lille. — Augustin L. Dorel.

AVIS.

Les prisonniers allemands manifestent souvent les signes d'une terreur singulière, à laquelle succède une joie sincère dès qu'ils se voient convenablement traités. Les officiers prussiens ont sans doute réussi à faire accroire aux soldats que les Français fusillent parfois des prisonniers, comme si les Prussiens n'accusaient pas entre leurs mains un grand nombre des nôtres. auxquels ils feraient expier un procédé aussi sauvage.

En réalité, la haine des Français se reporte en entier sur la tête des deux souverains, auteurs d'une guerre commencée par l'un et continuée par l'autre sans l'aveu des peuples qui en supportent les tristes conséquences.

Lille. — Augustin L. Dorel.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

GARDE CIVIQUE

Au moment où les Compagnies de guerre et de réserve de la Garde nationale font un service chaque jour plus pénible, il importe que leurs fatigues soient autant que possible allégées, et qu'elles soient déchargées, à cet effet, des services intérieurs.

Dans ce but, la Municipalité fait appel à tous ceux qui, empêchés, pour des motifs reconnus légitimes, de faire le service actif de la Garde nationale, désireraient néanmoins, dans la mesure de leurs forces, contribuer à l'accomplissement d'un devoir patriotique.

Elle leur rappelle que, sous le titre de Garde civique, il a été créé pour le temps de la guerre un corps auxiliaire de la Garde nationale chargé des services intérieurs et dont les rangs sont prêts à s'ouvrir à tous les hommes de bonne volonté.

La Garde civique est, par suite d'un accord intervenu entre elle et la Municipalité, implicitement soumise à toutes les lois, décrets et ordonnances qui régissent la Garde nationale active.

Ainsi constituées par des obligations librement contractées et régies par une stricte discipline, les Compagnies de Gardes civiques suppléent utilement à la Garde nationale, moins nombreuse, proportionnellement, dans notre arrondissement que dans aucun autre.

Les inscriptions sont reçues chez les Sergents-Majors des Compagnies, tous les jours de la semaine.

- 1^{re} Compagnie, GOUBAUD, rue Guénégaud, 21.
- 2^e ——— LABOUREUR, rue Saint-André-des-Arts, 27.
- 3^e ——— POSSALLE, rue de Sèvres, 93.
- 4^e ——— SCHNEIDER, rue Madame, 26.
- 5^e ——— GENDRIER, rue Bonaparte, 66.
- 6^e ——— THUREAU D'ANGIN, rue de Vaugirard, 20.
- 7^e ——— HOUSSET, rue de Seine, 6.
- 8^e ——— KÖRSTEN, rue du Dragon, 43.

Les Adjoints,

Paul JOZON, Albert LE ROY, Ch. LAUTH.

Le Maire,

HÉRISSON,

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU X^e ARRONDISSEMENT

TRIPERIES

MUNICIPALES

VENTE LES JOURS IMPAIRS

25, 27, 29 Novembre; 1^{er}, 3, 5 Décembre

DANS LES HUIT BOUTIQUES SUIVANTES :

QUARTIER DE LA PORTE ST-MARTIN.

QUARTIER DE L'HOPITAL ST-LOUIS.

QUARTIER DE LA PORTE-ST-DENIS.

QUARTIER DE ST-VINCENT-DE-PAUL.

CARRÉ, Faub. St-Martin, 97.

M^{me} ROCHAT, Marché St-Martin.

AUBEZON, rue St-Maur, 198.

TASTE, Rue Grange-aux-Belles, 12.

M^e LOUVEAU, Faub. Poissonnière, 87.

M^e MAISON, rue de l'Echiquier, 6.

PISCOT, marché St-Quentin.

M^e DOUDAN, faubourg St-Martin, 187.

TARIF MAXIMUM

(Viande de Cheval)

Rognons, le 1½ Kilog.	1 50	Cervelle, le 1½ Kilog.	90
Langue, "	1 "	Mou, Rate, "	60
Foie et Cœur, "	1 "	Pied de Cheval, "	40

50 Grammes de ROGNONS, LANGUE, FOIE, CŒUR, CERVELLE, équivaudront à une ration de 50 Grammes de Viande de Boucherie ordinaire.

100 Grammes de MOU, RATE ou PIED, équivaudront à une ration de 50 Grammes de Viande de Boucherie ordinaire.

La Carte sera poinçonnée en conséquence.

Le Maire,
DUBAIL

Les Adjoints : ERM. BRELAY, A. MURAT, DEGOUVE DENUNCQUES.

VIVENT LES ESPIONS!!!

IL NOUS FAUT DES ESPIONS

Et que ce titre, citoyen lecteur, ne t'étonne pas trop; nous allons distinguer : les espions ressemblent aux fagots; il y a espion et espion, c'est-à-dire deux catégories d'espions : les espions de police et les espions de guerre. Pour ceux-ci,

Quel qu'en dise Aristote et sa docte cabale, Les espions sont divins, et rien ne les égale.

Cette opinion est celle des Prussiens. Ils ont un système d'espionnage admirablement organisé; et en cela, ils n'inventent, ils n'inaugurent rien. L'espionnage à la guerre date de la plus haute antiquité. Les Romains, qui pourtaient avaient d'autres principes que le Teuton Bismarck, usaient d'espions dans leurs armées; Alfred le Grand lui-même n'hésita pas à revêtir un costume de barde, à prendre une harpe, et, dans cet équipage

lustre général, le grand stratège, le tacticien par excellence, qui a résolu de sauver la France en rendant Paris imprévisible, ne serait pas bien aise d'avoir à sa disposition, à défaut de ballons qui tombent dans les lignes prussiennes, et de pigeons qui s'égarèrent et tombent on ne sait où, d'avoir une petite fée bienfaisante et amie de la France, qu'il évoquerait à volonté et qui le tiendrait au courant des marches et contre-marches de nos ennemis; qui lui ferait connaître les dispositions de la province; qui lui dirait : « Voici l'état dans lequel se trouvent les armées qui marchent au secours de la capitale, qui viennent pour tendre une main filiale à la mère-patrie, à la France, à la République ? »

Un système d'espionnage, habilement organisé, nous tiendra lieu de tout cela.

Par exemple, il y a certaines nouvelles que, à l'heure qu'il est, notre brave

Soyons donc sur nos gardes, profitons de ses leçons; ayons, et cela sans scrupule, sans remords, ayons nos espions de guerre.

Allons! une fois pour toutes, soin de cette délicatesse gauloise, dont nous nous montrons sottement si fiers! User de sentiments chevaleresques avec des ennemis à qui tous les moyens sont bons pour atteindre leur but, quelque sauvage qu'il soit, ce serait de l'idiotisme.

Du reste, pour ce qui regarde cette catégorie particulière d'espions, on s'est quelque peu relâché des rigueurs édictées contre eux, car ce genre d'espionnage n'exclut pas absolument un certain courage, puisque, la plupart du temps, ils courent le risque d'être fusillés; et l'on se borne souvent à les faire prisonniers et à utiliser contre leurs anciens patrons leurs connaissances propres de la situation

ennemie. Ces cas de élémence sont nombreux.

« Le camp ennemi pour en surprendre les secrets ; et c'est à cette pantalonnade qu'il dut une victoire définitive, qui le plaça sur le trône d'Angleterre. »

Ici, bien entendu, il n'est pas question des espions de police, de ces êtres méprisables dont Benjamin Constant disait : « Quand ces honnêtes gens n'ont rien trouvé, ils inventent. » et qui, d'après Strada, « sont les oreilles et les yeux de ceux qui gouvernent. » Il s'agit des espions de guerre, de ce genre d'espionnage dont le grand Frédéric lui-même n'a pas dédaigné de fixer les lois et les devoirs.

Puisqu'il en est ainsi, ayons, nous aussi, nos espions, afin d'égaliser les chances avec nos adversaires. Sachons par cœur, coûte que coûte, leurs positions, leurs forces, ce qu'ils font aujourd'hui, ce qu'ils tenteront de faire demain... Nos ennemis ne reculent devant rien pour nous anéantir. Hélas ! nous en faisons chaque jour la triste expérience ; il nous surprennent à chaque instant ; nous ne les surprenons jamais.

Tout cela changera quand nous aurons nos espions. Par exemple, est-ce que l'il-

France ne pécie, et ce serait pour rien. Allons-y donc !!! Des espions, encore des espions, toujours des espions.

Ces auxiliaires, répétons-le, font souvent dans les armées prussiennes ; elles sont au courant de tout ce qui se fait, se passe, se projette, se dit, se pense chez nous ; rien ne leur reste caché, et elles agissent en conséquence ; il n'y a peut-être pas de conseil secret tenu à Paris, à la porte duquel le Prussien n'ait une oreille tendue. Est-ce à dire qu'il pourrait se trouver des traitres parmi ceux auxquels la jeune République a confié ses destinées ? Que l'eucre sèche pour tous jours dans ma plume, si elle pouvait émettre un seul instant le soupçon d'un semblable blasphème ! Mais on a des amis, des confidentes, un valet de chambre, que sais-je encore ? et l'on est avant tout Français, c'est-à-dire causeur, communicatif, léger ; et Bismarck, nous ne le savons que trop, est homme à fourrer ses espions partout ; comme Néron, d'excusable mémoire, il ferait espionner sa propre mère !!! Il dit carrément, en monifiant le mot de Vespasien : *Un bon espion n'a point d'odeur.*

« Les espions, c'est la monnaie de l'espionnage, c'est la monnaie de la guerre pour un trait.

En 1859, lors de la campagne d'Italie, le corps du général Bourbaki attendait l'ennemi, qui, contre toute prévision, n'arrivait pas, lorsque les avant-postes firent prisonnier un espion autrichien. Celui-ci est conduit devant le général français : l'interrogatoire une fois terminé :

« Anssi, dit Bourbaki, c'est bien entendu, tu es espion autrichien ? »

— Oui, signor.

— Tu devais aller reporter aux Autrichiens tout ce que tu as vu et entendu dans le camp français ?

— Oui, signor.

— Et tu t'imagines que cette conduite-là est honorable ?

— Oui, signor.

— Veux-tu nous servir d'espion, à nous ?

— Non, signor.

— Eh bien ! tu es libre. File ! et va dire à tes Autrichiens qu'il y a deux heures que je les attends, et que ça m'em...bête. » L'âme de Cambroune dut se réjouir : l'illustre vaincu de Waterloo n'aurait pas mieux dit.

UN VRAI RÉPUBLICAIN

QUI A PRIS CES MOTS POUR DEVISE POLITIQUE :

« *Faisons République qui dure.* »

AUX DAMES DE TOURS

L'ombre de Jeanne d'Arc d'Orléans règne à Tours,
Elle rayonne ici pour y vaincre toujours !
Pour dire à chaque mère arme toute la France ;
Tes fils armés par toi seront pleins de vaillance ;
Ils vaincront les Prussiens, chasseront l'ennemi
Apportant le massacre et l'épouvante ici !
Seront dignes enfin du nom de patriote,
Du beau nom de Français que la Prusse nous ôte,
Qu'elle anéantirait dans la boue et le sang.
Si nous n'avions encore un cœur grand, noble, aimant !
Ici, tout est si doux dans ce jardin de France ;
Partout sur les coteaux se répand l'abondance,
La bonté du climat rend le pays charmant,
Et la beauté du ciel réjouit le passant.
Le caractère est noble en la bonne Touraine,
La charité divine y maintient son domaine.
Ainsi, c'est le pays de la Fraternité,
De toute égalité, de toute liberté !
Mais hélas ! retentit l'horrible cri de guerre,
Les pays envahis forment votre lisière,
Les Prussiens massacrant et brûlant, et pillant
Viendront bientôt ici dévaster votre champ.
Nous femmes soutenons, d'un sublime courage,
Nos époux haletant, succombant au carnage.
Et n'attendons pas plus que le hideux Prussien
Assassine l'enfant, ravage notre bien ;
Et disons hantement Tours notre capitale
Du grand patriotisme est seule sans rivale !
Les Gauloises jadis, dans notre beau pays
Aux assauts, aux combats portaient aux ennemis
Et la crainte et l'effroi : quand la vaine panique
S'emparait de leur fils, l'élan patriotique
Des matrones, venait reposer aux combats
Les hommes qui fuyaient éperdus leurs états !
Elles savaient ainsi sauver la république
Les femmes d'autrefois de la vieille Armorique.
C'est dans nos doux climats à jamais illustrés
Par les pays jadis, unis, confédérés.
Ils savaient entre eux tous se passer d'un grand maître
Toute leur seul Dieu leur faisait tout connaître

Le chêne dont la force initiait le Gaulois
À fuir tous les tyrans, à vaincre tous les rois.
La voix de Dieu résonne en un seul peuple immense
Et l'acclamation disait : guerre ou défense.
Le conseil des ancêtres, des matrones aussi
Guidait en la jeunesse un bras mal affermi.
Les femmes dans ce temps, je le répète encore
Lançaient aux ennemis le javelot qu'honore
L'esprit humain, qui se souvient du temps
Où la femme était bien mère de ses enfants.
Où de son saint amour elle éveillait leur âme,
Leur apprenait toujours à respecter la femme.
Rappelons-nous comme eux qu'il n'est point d'étranger.
Que les Gauls étaient en commun au danger.
Ce pays fut conquis, fut soumis à son maître,
Quand la division chez lui vint apparaître.
C'est alors qu'il passa sous le joug des Romains,
Malgré ce enfant de vrais républicains.
Descartes eut une mère, elle fut digne, austère,
Et sut dès le bas âge éclairer la lumière
Dans ce jeune cerveau, par la réflexion.
Il devint un penseur, l'honneur de la nation !
Grégoire illustre Tours, Martin s'y fit un trône
Du soldat généreux, toujours, à tous il donne,
Voilà le saint élan qui nous fait entre-aimer,
Qui nous rend frères tous, pour tous nous ent'aimer ;
C'est en un mot la base où naît la république,
C'est la seule parfaite, elle est évangélique.
Même la proclama même au prix de son sang,
Souvenons-nous toujours qu'il meurt en pardonnant.
Les Germains veulent tous étouffer l'alliance,
Qui devrait nous unir en un seul peuple immense,
Nous saurons arrêter par les bras de nos fils,
La barbarie humaine en ces fiers ennemis.
Unissons-nous donc tous sur les bords de la Loire
Et Jeanne d'Arc encore donnera la victoire.
Et nous les forcerons à dire comme nous,
Les peuples sont unis, mort aux tyrans jaloux !
Vive à jamais partout la sainte République,
Humains vivons en paix dans la nation unique.

A. BESSIÈRES, F^r d'Édim.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE LYON

Le Maire de la Ville de Lyon

Prie ceux de ses Concitoyens qui seraient possesseurs de sabres d'Officiers, ancien ou nouveau modèle, de vouloir bien en faire don à la Commune, qui en armera les Officiers élus dans la Garde Nationale ne pouvant faire face à cette dépense.

Les dons en espèces ayant le même but, seront également reçus avec reconnaissance.

Les sabres et les dons en espèces devront être remis à l'État-Major de la Garde Nationale (*Bureau du Commandant CHAPOTOT*), lequel inscrira sur un registre *ad hoc*, le nom des donateurs et en délivrera récépissé.

LYON, le 23 Novembre 1870.

Le Maire de Lyon,
HÉNON.

SOUS-PRÉFECTURE DE MEAUX

BEKANNTMACHUNG

Da es zu meiner Kenntniss gebracht ist, dass heuulg Heerden von Schlachtvieh von ihren Führern in Rüben-oder andere Gemüsfelder getrieben werden und dort nicht unsrerhlichen Schaden verursachen, so mache ich hiermit bekannt, dass in Zukunft jede derartige Beschädigung fremden Eigenthums mit einer Geldbusse von

100 bis 200 Francs

bestraft werden wird.

Meaux, den 23 November 1870.

Der Unter-Præfect,
Baron von TETTAU.

AVIS

Comme il a été porté à ma connaissance que fréquemment des terrains portant encore leur récolte en navets, carottes et autres légumes, sont endommagés par des bestiaux qui y sont conduits sans autorisation, je fais savoir que désormais tout dégat de ce genre sera puni d'une amende de

100 à 200 Francs.

Meaux, le 23 novembre 1870.

Le Sous-Préfet,
Baron de TETTAU.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUX HABITANTS DE BORDEAUX

MES CHERS CONCITOYENS,

Des nouvelles à sensation, de provenances suspectes, les unes alarmantes, les autres, au contraire, de nature à provoquer des accès de confiance et de joie, bientôt suivis d'un abattement d'autant plus profond que l'opinion a été plus fortement impressionnée, sont chaque jour mises en circulation dans la ville de Bordeaux, d'où elles se répandent dans nos campagnes.

Des dépêches sans caractère officiel et souvent de pure invention sont répandues journellement dans le public et vendues comme officielles sur la rue, par des industriels sans pudeur, qui exploitent, avec le plus audacieux cynisme, la curiosité publique.

Il est temps de mettre un terme à cet état de choses. Jusqu'à présent j'ai laissé faire, comptant que le bon sens et le patriotisme de mes concitoyens suffiraient, à eux seuls, pour réprimer ces écarts d'une spéculation scandaleuse, derrière laquelle se cachent peut-être des manœuvres et des espérances coupables. Mais la tolérance doit avoir des bornes. Je suis décidé à sévir rigoureusement contre quiconque se permettra, à l'avenir, de publier ou de colporter des bruits mensongers, relatifs à notre situation militaire.

Si les auteurs et les propagateurs de ces bruits ont conscience du mal qu'ils font, je les dénonce à tous les honnêtes gens comme de mauvais citoyens. On pourrait croire qu'ils sont de complicité avec l'ennemi, car dans les circonstances douloureuses et solennelles où se trouve le Pays, les fausses nouvelles, quelle qu'en soit la nature, ne peuvent qu'exercer sur l'opinion la plus fâcheuse influence ; elles portent le trouble et l'agitation dans les esprits. Or, nous n'avons jamais eu besoin de plus de calme et de sang-froid. Restons maîtres de nous-mêmes ; ne nous laissons aller ni aux inspirations du découragement, ni aux illusions d'une confiance exagérée.

Citoyens, ne prêtons pas l'oreille à de vaines rumeurs. Je comprends et je partage votre légitime et patriotique impatience ; mais sachons attendre avec calme les événements. Ayons confiance dans le gouvernement de la République. Vous le savez, les hommes dévoués et courageux qui ont accepté le fardeau du pouvoir, sont incapables de vous tromper. Ils ne vous cacheront rien ; ils vous diront la vérité tout entière ; n'ajoutons donc foi qu'aux communications officielles. Si le Gouvernement garde le silence, c'est qu'il n'a rien à vous communiquer, et qu'il ne veut vous donner que des nouvelles sûres.

J'espère, citoyens, que le présent avertissement suffira et que je ne serai pas dans la dure nécessité de recourir à des mesures de rigueur devant lesquelles je ne reculerais pas, si les faits que je viens de signaler continuaient à se produire.

Bordeaux, le 23 novembre 1870.

Le Préfet de la Gironde,
Amédée LARRIERU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

VILLE DE PARIS.

XIX^{ME} ARRONDISSEMENT

MAIRIE DES BUTTES-CHAUMONT

CITOYENS,

Vos souffrances déjà si grandes semblent s'accroître depuis la réforme apportée dans le service de la Boucherie.

Tout avait été fait pour vous les épargner. La malveillance a déjéné tous les efforts de la Mairie.

Les Commandants de la Garde Nationale n'avaient bien voulu mettre à notre disposition le nombre d'hommes nécessaire au recensement, à la rédaction et à la distribution des cartes.

Les erreurs ont été si nombreuses, si scandaleuses, qu'elles ne peuvent pas avoir été involontaires; elles ont été inspirées et commandées par une intrigue dont nous comptons retrouver la source et que nous saurons réprimer.

Des gardes nationaux n'ont pas craint d'exiger un salaire des citoyens auxquels ils devaient remettre les cartes; d'autres en ont remis en blanc à qui en voulait, d'autres, enfin, les ont jetées dans la rue. Et, cependant, ces gardes nationaux étaient suffisamment rémunérés par l'Administration. — L'enquête se poursuit, justice sera faite.

D'autre part, des difficultés, qui ne s'étaient jamais produites avant ce jour, nous ont été opposées par l'administration de l'abattoir, toujours afin de compromettre la Municipalité aux yeux de la population.

Vous ne vous laisserez pas prendre à ces perfides manœuvres. Citoyens, vous savez qu'en acceptant vos suffrages, nous avons sacrifié nos propres intérêts et notre tranquillité, que notre seul but est de consacrer nos efforts désintéressés au bien-être de l'arrondissement. Si tout devait encore conspirer contre nous, si nous ne parvenions pas à délier les trames, au moyen desquelles on veut nous paralyser, si vous laissiez le champ libre à la conspiration des rivalités mécontentes, des hostilités politiques que notre élection n'avait condamnées, nous serions réduits à user des moyens rigoureux qui sont à notre disposition, et nous le ferions sans hésiter.

Vous nous épargnerez ces pénibles nécessités, et par votre attitude, vous donnerez un démenti aux actes coupables, que nous vous dénonçons, vous réduirez les malveillants au silence.

Nous profiterons de la circonstance, pour vous annoncer que désormais les gardes nationaux de garde au rempart auront droit à une ration en plus de la ration personnelle, qui sera jointe à leur carte de famille.

Pendant que les compagnies de guerre seront dehors, la carte personnelle des gardes qui font partie de ces compagnies, restera également annexée à leur carte de famille.

Paris, le 23 Novembre 1870.

Les Adjoints,

J. MIOT, Ch. QUENTIN, E. OUDET.

Le Maire,

CH. DELESCLUZE.

AUX

OUVRIERS

DES ATELIERS COMMUNAUX

DE LA VILLE DE ROUEN

Citoyens,

Le Général, Président du Comité militaire de la Seine-Inférieure, requiert tous nos ouvriers valides, pour les travaux de défense de notre ligne.

Votre Maire, connaissant bien le patriotisme qui vous anime, a répandu que tous s'empresseraient d'apporter le tribut de travail et de dévouement que réclame la défense du pays.

A l'œuvre donc, et que tous les hommes valides de 18 à 50 ans se portent en foule aux travaux de défense de la Cité!

Le salaire, calculé au minimum à deux francs par jour, pourra s'élever selon la somme de travail accompli.

Que tous soient réunis lundi matin, à 7 heures, place du Champ-de-Mars; là, des instructions leur seront données par l'Autorité militaire, et ils seront dirigés sur les points qu'indiquera le Génie.

Rouen, le 24 novembre 1870.

Le Maire,
E. NETIEN.

AU PEUPLE

Les Délégués des Vingt

Le Gouvernement qui, le 4 Septembre, s'est chargé de la défense nationale n'a-t-il rempli sa mission? — Non!

Nous sommes 300,000 combattants et 200,000 Prussiens nous étreignent! A qui la responsabilité, sinon à ceux qui nous gouvernent? Ils n'ont pensé qu'à négocier, au lieu de fondre des canons et de fabriquer des armes.

Ils se sont refusés à la levée en masse.

Ils ont laissé en place les bonapartistes et mis en prison les républicains.

Ils ne se sont décidés à agir enfin contre les Prussiens, qu'après deux mois, au lendemain du 31 Octobre.

Par leur lenteur, leur indécision, leur inertie, ils nous ont conduits jusqu'au bord de l'abîme : ils n'ont su ni administrer, ni combattre, alors qu'ils avaient sous la main toutes les ressources, les denrées et les hommes.

Ils n'ont pas su comprendre que, dans une ville assiégée, tout ce qui soutient la lutte pour sauver la patrie possède un droit égal à recevoir d'elle la subsistance; ils n'ont su rien prévoir; là où pouvait exister l'abondance, ils ont fait la misère; on meurt de froid, déjà presque de faim : les femmes souffrent; les enfants languissent et succombent.

La direction militaire est plus déplorable encore : sorties sans but; luttes meurtrières, sans résultats; insuccès répétés, qui pouvaient décourager les plus braves; Paris bombardé. — Le Gouvernement a donné sa mesure; il nous tue. — Le Salut de Paris exige une décision rapide. — Le Gouvernement ne répond que par la menace aux reproches de l'opinion. Il déclare qu'il maintiendra l'ORDRE, — comme Bonaparte avant Sedan.

Si les hommes de l'Hôtel-de-Ville ont encore quelque patriotisme, leur devoir est de se retirer et de laisser le peuple de Paris prendre lui-même le soin de sa délivrance. La Municipalité ou la Commune, de quelque nom qu'on l'appelle, est l'unique salut du Peuple, son seul recours contre la mort.

Toute adjonction, ou immixtion au pouvoir actuel ne serait rien qu'un replâtrage, perpétuant les mêmes errements, les mêmes désastres. — Or, la perpétuation de ce régime c'est la capitulation. Metz et Rouen nous apprennent que la capitulation n'est pas seulement encore et toujours la famine mais la ruine de tous, la ruine et la honte. — C'est l'Armée et la Garde nationale transportée

E DE PARIS

Arrondissements de Paris

prisonnières en Allemagne, et défilant dans les villes sous les insultes de l'étranger ; le commerce détruit, l'industrie morte, les contributions de guerre écrasant Paris : Voilà ce que nous prépare l'impérialisme ou la trahison.

Le Grand Peuple de 89, qui détruit les Bastilles et renverse les trônes, attendra-t-il, dans un désespoir inerte, que le froid et la famine aient glacé dans son cœur, dont l'ennemi compte les battements, sa dernière goutte de sang ? — Non !

La population de Paris ne voudra jamais accepter ces misères et cette honte. Elle sait qu'il en est temps encore, que des mesures décisives permettront aux travailleurs de vivre, à tous de combattre.

Réquisitionnement général, — Rationnement gratuit, Attaque en masse.

La politique, la stratégie, l'administration du 4 septembre continuées de l'Empire, sont jugées. **PLACE AU PEUPLE ! PLACE A LA COMMUNE !**

Les délégués des Vingt Arrondissements de Paris,

ADOURÉ
ANSEL
Antoine ARNAUD
J. P. ARNAUD
Eug. AUBERT
BARCK
BAULLET père
A. BAULLET
DEBORGE
CH. DESLAV
J. M. BOITARD
BONNAUD
Cassimir BOUTIS
Eug. BOUDRON
Abel BOUSQUET
V. BOYER
BRANDELY
Gabriel BRIDEAU
L. CARIA
CAULLET
CHALVET
CHAMPY
CHAPTREL
CHARBONNEAU
CHARDON
CHARTINI
Eugène GRATELAIN
A. CHAUDET

J. H. CHAUTAUR
CHAUVIÈRE
CLAMOUSSE
A. CLAUSS
CLAVIER
CLEMENCE
Lucien COMBATT
Julien CONDUCHE
DELAZE
DELAURE
DEJAY
P. DENIS
DEREUX
DUBINS
DUPAS
DUVAL
DUVIER
R. ESTEAU
FABRE
F. FELIX
Jules FERRÉ
TH. FERRÉ
FLOTTE
FRINEAU
C.-J. GARNIER
L. GARNIER
M. GARRAU
GENTILINI

Ch. GÉRARDIN
Eug. GÉRARDIN
L. GENTON
GILLET
P. GIRARD
GIRARD-THOUILLIER
J. GORET
Albert GOUTÈRE
GRANDJEAN
GHOT
HENRY
Fortune HENRY
HOUTOUL
Alph. HUMBERT
JAMET
JOHANNARD
Michel JOLY
JOSSEET
JOLVARD
JOLVARD
LACORD
LAFARGUE
LAFITTE
A. LALLEMONT
LAMBERT
LANGE
J. LARNIER
LAVOREL
LEBALLET

F. LEMAITRE
E. LEVERDAYS
Armand LEVY
LUCCHA
Amédée LVAZ
Pierre MAILLET
MALON
Louis MARCHAND
MARLIER
J. MARTELET
Constant MARTIN
MACILLON
Louis MEILLIET
V. MISSOL
Dr Tony MOULIN
MOLLEVKAUX
MONTÈLLE
J. MOSTELS
MOUÏON
MYARD
NAVAS-PIQUET
Emile ODET
PAIGESL
H. PIEDNOIR
PÉREVE
PILOTT (docteur)
PINDY
Marcel PORTALIER

PUGET
D.-TH. RÈGÈRE
RETTENRETT
Armand RIVY
J. RICHARD
ROSELLI-MOLLET
Edouard ROLLIER
Benjamin SACHS
SAINSON
TH. SAPIA
SALLÉE
Salvador DANIEL
SCHNIDER
SERAY
SIGARD
STORDEL
TARDIF
TREILLARD
TENSBERG
THALLER
THEINZ
THOUILLER
THUON
THUON
VIARD
Ed. VILLANT
Jules VALLES
VIELLET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

PROCLAMATION

DU

Ministre de l'Intérieur et de la Guerre

Le Mans, 21 novembre 1870, 11 heures du soir.

Soldats,

Après trois jours entiers passés au milieu de vous à m'enquérir de tous vos besoins, à organiser et à recomposer toutes vos forces, je pars avec la certitude que vous allez marcher à une rovanèche.

Les derniers événements vous ont été contraires parce que vous étiez trop disséminés et trop peu nombreux. Je vous laisse ralliés et renforcés.

Vous avez à votre tête des chefs énergiques, dévoués, aussi sages qu'intrépides. Il faut leur obéir aveuglément. Ils vous conduisent au succès. Sans cesse préoccupés de vous, ils ont en retour le droit d'exiger l'ordre, la discipline, la sobriété, la bravoure, vertus républicaines dont ils vous donnent tous les jours l'exemple.

Votre vie est rude, pleine de hasards et de sacrifices; mais songez que vous vous battez pour sauver à la fois la France et la République, désormais indissolublement liées dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. Si cette noble pensée vous possède et vous domine, ni les périls, ni la mort ne vous paraîtront redoutables; car qui de vous, désirerait conserver une vie désormais déshonorée par l'abaissement de la Patrie?

Vous n'êtes pas inférieurs à vos frères d'armes de l'armée de la Loire; vous êtes enfants d'une même mère, vous lui devez tout; et vous défendez sur la Sarthe, une position aussi précieuse pour l'avenir de la France que les rives de la Loire. Vous concourez enfin à ce glorieux mouvement de la France vers sa Capitale; vous ne voudrez pas perdre plus longtemps du terrain, car chaque pied du sol que vous abandonnez, c'est un jour de plus de cruelles angoisses que vous infligez aux assiégés. Prêtez-vous donc le serment les uns aux autres, comme nos pères, de ne plus reculer et de marcher tous d'un pas égal à la délivrance de la France, afin qu'il soit dit de vous, comme de vos aînés : Ils ont bien mérité de la Patrie et de la République.

— Vive la France! vive la République une et indivisible!

Le Membre du Gouvernement, Ministre de l'Intérieur et de la Guerre,

LÉON GAMBETTA.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Sarthe, GEORGES LE CHEVALIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DU 1^{er} ARRONDISSEMENT

SUBSISTANCES

Les porteurs de Cartes de substance du 1^{er} Arrondissement sont prévenus que la viande fraîche de cheval leur sera délivrée à raison de **150 grammes par ration** dans les Boucheries municipales où ils sont inscrits, savoir :

Le Vendredi 25 par les Boucheries n^{os} 1 à 33 ayant fait le service Mardi dernier.

Le Samedi 26 par les Boucheries n^{os} 33 à 66 ayant fait le service Mercredi dernier.

Le Dimanche 27 par les Boucheries n^{os} 66 à 99 ayant fait le service Jeudi dernier.

Paris, le 24 novembre 1870.

Le Maire, TH. TENAILLE-SALIGNY.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

VOLONTAIRES VÉTÉRANS POMPIERS ET PUPILLES

DU 16^e ARRONDISSEMENT

Copie de la Lettre adressée au Commandant ODIER par M. le Chef d'Etat-Major DENUÇ, au nom de l'Amiral commandant le 6^e secteur.

QUARTIER GÉNÉRAL

Passy (Château de la Muette), le 24 Novembre 1876.

Les Compagnies des Volontaires Vétérans étant composées par l'incorporation individuelle et volontaire, sans intervention des autorités légales; la constitution du corps et le respect des règlements étant sous la sauvegarde de la parole engagée et de l'honneur des contractants; les manquements à la police et à la discipline militaire ne pouvant être punis disciplinairement, selon le Code militaire, ces manquements seront punis d'après les principes de loyauté et d'honneur que tout citoyen dévoué à son pays porte dans son cœur.

En conséquence, les Conseils de famille de chaque compagnie auront le droit d'appliquer les peines suivantes aux Volontaires Vétérans qui le mériteraient par infraction au service.

ARTICLE PREMIER.

Le manque au service commandé, absence du poste, sera puni la première fois de la réprimande.

ARTICLE 2.

Pour le même délit qu'en l'article 1^{er} répété deux fois, par la réprimande et un doublement de tour de garde ou à 3 francs au moins d'amende versés au Conseil de famille de la compagnie du délinquant.

ARTICLE 3.

Pour récidive aux articles 1 et 2, par l'application de l'article 2 avec inscription sur le cahier d'ordre de la compagnie, et lecture devant la compagnie assemblée, s'il y a lieu.

ARTICLE 4.

Le manque de respect envers ses supérieurs, propos offensants ou toute tentative de désordre subira les peines édictées aux articles 1, 2 et 3, par le renvoi et la radiation des rôles de la compagnie, avec inscription, lecture de l'ordre du jour, et même, selon le cas, avec affichage public.

ARTICLE 5.

Les délits définis par les lois de l'état de siège seront poursuivis conformément à ces lois.

***Le Commandant du bataillon des Volontaires
Vétérans, Pompiers et Pupilles du 16^e Arrondissement***

Signé : ÉDOUARD ODIER.

POUR L'AMIRAL COMMANDANT LE 6^e SECTEUR :

Le Chef d'Etat-Major

Signé : DENUÇ.

POUR AMPLIATION :

Le Maire du 16^e Arrondissement.

Signé : H. MARTIN.

Lithographie MANSION, rue des-Boulogne, 4 à Paris.

Bataillons Befehl n. 24/11.
 2. Der Kommandant hat bei eintrückender
 Dunkelheit mit einem Ulfen mit 2 Mann
 sich persönlich nach Lagny zu gehen und
 die Mannschaften des Regiments in ihre
 vollen Quartiere zu versetzen; die Gefreuten
 hat der Gefreute mit 2 Mann zu versehen
 12 und 1 Ulfen Nacht zu versehen zu versehen.
 Kommandant d. Bataillon
 J. Tschirner, Major
 Franz Fried. August n. 24/11.



ORDRE DE BATAILLON — 24/11.

Le Commandant de Garde doit, à l'approche de la nuit et à 9 heures du soir, aller avec deux hommes faire patrouille à Lagny, et faire rentrer les hommes du Régiment dans leurs quartiers; de plus, le Caporal, accompagné de 2 hommes, visitera les factionnaires de minuit à 1 heure.

Ordre du 2^e Bataillon
 5^e Régiment d'Infanterie,
 Prince Frédéric Auguste.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

ADMINISTRATION DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

APPEL

DES

Jeunes Soldats des départements envahis (Classe 1869) et des Engagés volontaires.

AVIS.

Les jeunes soldats des départements envahis appartenant à la classe de 1869, et les engagés volontaires qui, après avoir contracté leur engagement, se sont trouvés dans l'impossibilité de rejoindre leur corps, sont invités à se présenter au Bureau de Recrutement de la Seine, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 147, afin de régulariser leur position.

Ils seront immédiatement dirigés, par l'Autorité militaire, sur un des dépôts de Paris ou de Vincennes.

Paris, le 24 novembre 1870.

*Le Membre du Gouvernement
délégué à l'Administration du Département de la Seine,*

JULES FERRY.

PRÉFECTURE DE LA MAYENNE.

APPEL AUX DAMES

Le Préfet de la Mayenne fait appel au patriotisme et aux sentiments d'humanité de toutes les Dames de Laval et du département, pour procurer à nos Gardes nationaux mobilisés un abri contre la pluie.

Il s'agit de transformer immédiatement 12,000 tentes en *man-teaux à capuchon*.

L'industrie est impuissante à opérer cette transformation en temps utile. Cependant, nos Gardes nationaux vont être exposés aux intempéries de l'hiver, et plusieurs peuvent être gravement atteints.

En conséquence, toutes les Dames sont invitées à vouloir bien se réunir à l'Hôtel-de-Ville, salle des concerts,

LE LUNDI 28 COURANT, A 2 HEURES

où le médecin-major, M. Laforgue, chirurgien en chef du département, aura l'honneur de leur expliquer comment elles peuvent, en quelques heures de travail, amoindrir les rudes souffrances de la guerre à leurs concitoyens qui sont leurs frères, leurs maris, leurs pères.

Laval, le 24 novembre 1870.

Le Préfet de la Mayenne,

EUGÈNE DELATTRE.

Le Secrétaire général, R. RENOULT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

ADMINISTRATION DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

JEUNES SOLDATS DE LA CLASSE DE 1870

Appartenant aux Départements envahis.

AVIS.

Les jeunes soldats de la classe de 1870 appartenant aux départements envahis, et qui n'ont pu tirer au sort par suite de l'investissement de Paris, doivent se présenter immédiatement au Bureau de Recrutement de la Seine, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 147. Sur leur simple déclaration, et après constatation de leur aptitude, il leur sera délivré un certificat d'acceptation pour leur permettre de contracter un engagement volontaire.

Paris, le 24 novembre 1870.

*Le Membre du Gouvernement
délégué à l'Administration de la Seine,*
JULES FERRY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE LYON

SERVICE
des Approvisionnements

LE MAIRE DE LYON,

Vu la délibération du Conseil municipal, en date du 24 novembre 1870;

Considérant que l'accumulation d'un trop grand nombre de têtes de bétail dans les locaux provisoires construits à cet effet, peut devenir une cause de dépérissement et de perte de ces animaux;

Considérant qu'un grand nombre de propriétaires veulent garder le bétail de leurs fermes et ne le vendront que dans le cas de dangers imminents;

Qu'il y a lieu de régler en conséquence le service d'approvisionnement de la ville;

ARRÊTE :

La Commission d'approvisionnement est autorisée à passer des marchés avec les propriétaires de bétail.

Le bétail sera acheté conditionnellement et au poids.

Les propriétaires resteront chargés de leur bétail jusqu'à réquisition de la ville menacée d'investissement. A ce moment, ils seront amenés, reconnus, pesés et payés immédiatement.

Ces marchés, valables pour un mois, pourront être renouvelés.

Lyon, le 25 Novembre 1870.

Le Maire de Lyon,

HÉNON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Considérant qu'il importe d'établir un recensement exact des chevaux, ânes et mulets existant à Paris et dans la banlieue, afin de dresser la statistique de ceux de ces animaux qu'il convient de conserver pour les services publics de toute nature,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Il sera fait dans la journée du 29 novembre un recensement général de tous les chevaux, ânes et mulets existant à Paris et dans la banlieue.

ART. 2. Le recensement sera fait au moyen de déclarations signées par les propriétaires des animaux.

ART. 3. Les déclarations seront reçues :

Pour Paris, dans les vingt mairies d'arrondissement ;

Pour la banlieue, dans les mairies des communes suburbaines.

ART. 4. Les déclarations seront conformes au modèle distribué par les mairies; elles mentionneront l'usage spécial auquel les animaux sont affectés.

Ces déclarations seront faites à la mairie qui correspond aux lieux où les animaux sont logés, sans avoir égard au domicile du propriétaire.

ART. 5. A partir du 1^{er} décembre, il ne pourra être vendu ni cheval, ni âne, ni mulet, sans que le vendeur en ait fait au préalable notification à la mairie dans laquelle l'animal a été recensé.

ART. 6. Tout animal non déclaré deviendra la propriété de l'État.

ART. 7. Le Ministre du Commerce et le Membre du Gouvernement délégué à l'administration du département de la Seine et à la Mairie de Paris sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 Novembre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale,

Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

AVIS

CONCERNANT LA RÉQUISITION

DES VACHES LAITIÈRES.

L'arrêté de réquisition du 8 novembre a mis à la disposition de l'État toutes les vaches existant dans Paris.

L'autorisation provisoire donnée aux possesseurs de vaches laitières de conserver ces animaux n'a point détruit le droit absolu d'en disposer dans l'intérêt général.

Par une décision du 24 novembre, la saisie de 4,720 vaches laitières a été ordonnée.

Ce chiffre est ainsi composé :

Vaches déclarées après le délai prescrit.	954
Vaches dont l'alimentation n'était pas suffisamment assurée. . .	416
Vaches n'ayant jamais été déclarées.	350
TOTAL ÉGAL.	1,720

Aux termes de l'arrêté du 8 novembre, tous ces animaux seraient non-seulement sous le coup de la réquisition, mais sous le coup de la confiscation.

Par conséquent, en les payant comme animaux de boucherie, l'Administration est loin d'user de rigueur.

Après cette saisie, il restera dans Paris 4,217 vaches laitières déclarées.

La disette de lait n'est donc pas à redouter.

Paris, le 25 Novembre 1870.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

A V I S

AUX COMMERÇANTS

PRODUITS ALIMENTAIRES

Du VI^e Arrondissement.

Au nom d'un certain nombre de Négociants en denrées alimentaires, réunis aujourd'hui par les soins de la Municipalité, pour se concerter sur les mesures à prendre en vue de l'induit général, dans les circonstances difficiles que nous traversons, nous venons l'honneur de convoquer tous les Epiciers et Marchands de comestibles de l'arrondissement à assister à une Assemblée qui aura lieu le **DIMANCHE, 27 courant, à midi, à l'Ecole communale, 9, rue de Vaugirard, dans le but :**

1^o De demander au Gouvernement de mettre à notre disposition les denrées de première nécessité qui nous manquent ;

2^o De nous entendre pour vendre aussi équitablement et à des prix aussi modérés que possible, les marchandises qui restent en notre possession.

Paris, 25 novembre 1870.

GAILLARD.	L. PAGNARD.	PAUL BESNARD.
DEBARD.	DUFLOCC.	A. LIÈGE.
F. RAOULT.	ED. SCORDEL.	A. BRUNET.

Paris. — Typ. A. PARANT, rue Montreuil-le-Prieux, 31.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Considérant qu'il est indispensable de mettre les huiles de pétrole épurées existant à Paris à la disposition des services publics,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER.

Réquisition est faite de toutes les huiles de pétrole épurées existant dans les magasins publics et privés de Paris et de la banlieue, que ces huiles aient été ou n'aient pas été l'objet de déclarations antérieures.

ART. 2.

Les huiles acquises par la Ville ne pourront être payées à un prix inférieur à la mercuriale des quinze premiers jours de septembre.

ART. 3.

Le Membre du Gouvernement délégué à la Mairie de Paris et à l'administration du département de la Seine est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 Novembre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale,
Général TROCHU, JULES FAYRE, EMMANUEL ARAGO,
JULES FERRY, GARNIER-PAGY, EUGÈNE PELLETAN,
ENEST PICARD, JULES SIMON.

CLUB DE LA SOLIDARITÉ

SECTION CENTRALE

Rue de Turbigo, 69. — École Turgot

1^{re} Réunion publique le **DIMANCHE 27 novembre**, à 2 heures précises

PROGRAMME

- 1^o RÉVOLUTION POLITIQUE; 2^o RÉVOLUTION SOCIALE;
3^o RÉVOLUTION PHILOSOPHIQUE.

Ordre du jour pendant le siège :

LA DÉFENSE DE PARIS

COMPOSITION DU BUREAU

1 Président; 2 Vice-présidents; 4 Assesseurs; 1 Secrétaire; 1 Secrétaire-adjoint

Le Bureau ainsi composé sera réélu chaque mois, à la majorité relative, par les membres du Club

CONDITION D'ADMISSION

Est admis à faire partie du Club tout citoyen réunissant les conditions suivantes :

1^o Être présenté par deux membres du Club, lequel décidera, après une enquête d'un mois dit jours, de l'admission ou du rejet, cette enquête ayant pour but de s'assurer de l'honorabilité et des principes républicains du candidat;

2^o Être affranchi de toute obligation religieuse;
3^o S'engager à combattre de toute son énergie, 4^o pour l'inviolabilité et l'intégrité du territoire;
5^o pour la défense, envers et contre tous, de la République une et indivisible;

6^o Verser une cotisation de 50 centimes par mois.

Le Club de la Solidarité est destiné à former le noyau d'une série de sections qui seraient à créer dans les divers arrondissements de

Paris, le 26 novembre 1870.

Paris, et, s'il y a lieu, dans la province, et se reliant toutes à la section centrale.

En dehors de ses réunions privées, le Club tiendra des réunions publiques régulières, où tous les citoyens pourront assister et prendre la parole par ordre d'inscription.

Toutes communications ou réclamations, et notamment celles émanant des citoyens actuellement sous les drapeaux : — *Soldats, Gardes nationaux, mobiles*, seront reçues et examinées par le Bureau, qui en fera la lecture publique, s'il le juge intéressant pour le Club ou utile aux intérêts de la République. — Les signatures des correspondants ne seront divulguées que sur leur autorisation expresse.

Le Bureau dirige seul les discussions; — seul, il est chargé de la police de l'assemblée. — Une affiche ultérieure indiquera les jours et heures des réunions suivantes.

LES MEMBRES FONDATEURS :

ANSEL, AUBERT, BLANC, BOYER père, BOYER fils, CHAUVÉAU, DUJARDIN, A. JEANNIN, Lucien GÉOFFROY, Clovis LANDARD, B. LANDECK, F. MARQUETTE, Ernest HANSEN, MURAT, PANNE-MAKER, PARIN, PICARD, RICHARD, Henri ROCHEFORT, VIOLLAT.

NOTA. — Les Membres du Club se réuniront le même jour, à 8 heures du soir, salle de l'Amphithéâtre, même local.

Administration de l'éclairage dep. A. Remet, rue d'Aboukir, 3.

Press. — Imprimerie DUCUSSION et Co, rue Combaron, 2, 506.

AVIS.

A partir de Dimanche matin, les barrières des différentes portes de l'enceinte seront fermées à la circulation jusqu'à nouvel ordre, et elles ne s'ouvriront que pour le passage des troupes, du matériel, des convois de voitures militaires ou civils au service de l'armée, des militaires isolés, des ingénieurs et ouvriers appelés au dehors pour des travaux militaires.

Paris, le 23 Novembre 1870.

LE GOUVERNEUR DE PARIS.

Par ordre :

Le Général, Chef d'état-major général,

SCHMITZ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

VOLONTAIRES VÉTÉRANS POMPIERS ET PUPILLES du 16^e Arrondissement

Paris-Passy, le 25 Novembre 1870.

Mes Chers Camarades,

Le Siège de Paris entre dans une phase nouvelle et l'on nous demande un nouveau service. Vous devez me comprendre et je ne veux pas que les Prussiens me comprennent.

Je viens donc pour un très-court espace de temps faire un appel à votre zèle et à votre énergie. C'est au nom de l'ordre dans l'intérieur de notre Cité et de la défense nationale, pour le salut de la France entière, que je m'adresse, à votre courage et à votre bonne volonté dans le service relativement doux encore malgré notre âge, en ces moments critiques.

Je profite de cette occasion, mes Chers Camarades, pour être l'interprète auprès de vous des sentiments de notre supérieur Commandant le 6^e Secteur, Monsieur le Contre-Amiral FLEURIOT DELANGLE qui est plein d'admiration pour le concours si zélé et volontaire de notre Bataillon.

Recevez mes Chers Camarades, l'expression de mes sentiments tout dévoués.

Le Commandant,
Édouard ODIER.

Le Maire du 16^e Arrondissement ne peut que joindre instantment son appel à celui de Monsieur le Commandant des Vétérans, Pompiers et Pupilles. Il espère que le sentiment du devoir dans la période décisive où nous entrons suffira pour raffermir la discipline et assurer le service.

Le Maire,
Signé : Henri MARTIN.

RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE

LOCOMOTION

AÉRIENNE

M. Thobois, architecte-inspecteur des travaux de la Bibliothèque nationale, et qui a été chargé autrefois, avec M. Renau, de la mission scientifique de Phénicie, a l'honneur d'informer le public qu'il a découvert le moyen de se diriger dans l'air et contre le vent; et, qu'à partir du jour où 300,000 francs et la place du Carrousel seront mis à sa disposition, un mois après, jour pour jour, la France et l'Allemagne seront délivrées.

M. Thobois se fait fort, si la population parisienne y met tout l'empressement désirable, de faire restituer à la France tout ce que les Allemands lui ont volé depuis le 4 septembre.

Le messager de la JUSTICE, vengeur de la RÉVOLUTION,

Paris, le 25 Novembre 1870,

J. THOBOIS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE PARIS
MAIRIE DU XII^E ARRONDISSEMENT
AVIS

Le Maire du XII^e arrondissement a l'honneur d'informer ses administrés qu'à partir de dimanche prochain, 27 du courant, il sera vendu chaque matin, à la mairie cinquante litres de lait destiné *exclusivement aux malades et aux enfants en bas âge* de l'arrondissement.

Ce lait sera vendu sur la présentation d'un certificat du médecin, à raison de 70 centimes le litre. Il n'en sera pas délivré plus d'un demi-litre par personne.

25 novembre 1870.

Le Maire,

ALFRED GRIVOT.

Administration de l'affichage départemental, A. RENIER, rue d'Aboukir, 3.
Paris. — Imprimerie de DUBUSSON et Cie, rue Coq-Héron, 5. 500

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE PARIS
MAIRIE DU XII^{ME} ARRONDISSEMENT
AVIS

Le Maire du XII^e Arrondissement de Paris a l'honneur d'informer ses Administrés qu'il sera vendu du fromage de Gruyère et de Hollande, demain Dimanche 27 du courant, à 9 heures du matin, dans les endroits ci-après indiqués :

Rue d'Aligre, 5. . . . Ecole des Garçons.

Rue de Reuilly, 39. . . . id.

Rue de Charenton, 271. . . id.

Ce fromage sera vendu à raison de 4 fr. le kilogramme. Il n'en sera délivré qu'une demi-livre par personne, sur la présentation de la carte de boucherie.

26 novembre 1870.

Le Maire,

ALFRED GRIVOT

Administration de l'affichage dep., E. RENIER, rue d'Aboukir, 3. Paris. — Imp. de DUBUSSON ET C^e, rue Coq-Héron, 5. 570

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

AVIS CONCERNANT LES CHEVAUX.

L'article 5 du décret du 25 Novembre 1870 est ainsi conçu :

« A partir du 1^{er} Décembre, il ne pourra être vendu ni cheval, ni âne, ni mulet, sans que le vendeur en ait fait au préalable la notification à la Mairie dans laquelle l'animal a été recensé. »

Cette déclaration à la Mairie n'est pas obligatoire pour les chevaux vendus à l'État au Marché aux chevaux.

AVIS CONCERNANT LES VACHES.

Toutes les vaches étant réquisitionnées, ceux qui ont été autorisés à les conserver ont cessé d'en être propriétaires.

Aucune vache ne peut donc être vendue à qui que ce soit, sous quelque prétexte que ce soit.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

Mairie du Dixième Arrondissement

L'Administration municipale, en raison de la recrudescence notable de l'*Epidémie de Variole*, croit devoir porter à la connaissance du public les conclusions de la Commission de Vaccine réunie à cet effet le 21 Novembre, présent mois, à la Mairie :

1° La Vaccination ou la Revaccination est le seul moyen d'arrêter l'Epidémie ;

2° Cette opération peut avoir lieu en *toute saison*, sans aucun inconvénient. Il est de toute nécessité de s'y soumettre en temps d'épidémie ;

3° En ce moment, toute la population doit y avoir recours, *sans distinction d'âge*, les adultes comme les *nouveau-nés*, les habitants de Paris aussi bien que ceux des départements, réfugiés momentanément dans la capitale. C'est un devoir surtout pour les chefs de famille.

En conséquence, le Maire fait un nouvel et pressant appel aux habitants de l'arrondissement, et les engage à se présenter aux Vaccinations et Revaccinations qui ont lieu à la Mairie le Mercredi et le Samedi de chaque semaine, à 9 heures précises.

Une prime de 15 francs sera donnée à l'enfant choisi par le Médecin vaccinateur pour fournir le Vaccin.
La prime sera de 4 francs pour tout enfant vacciné avec succès.

N. B. — Il y a également des Vaccinations et Revaccinations au BUREAU CENTRAL (Paris Notre-Dame), tous les jours ;

A l'Hôpital SAINT-LOUIS, le Mardi, à huit heures du matin ;

A l'Hôpital LARIBOISIÈRE, le Vendredi, à huit heures du matin.

Paris, le 28 Novembre 1870.

Le Maire,

DUBAIL

Citoyens de Paris,
Soldats de la Garde nationale
et de l'Armée,

La politique d'envahissement et de conquête entend achever son œuvre. Elle introduit en Europe et prétend fonder en France le droit de la Force. L'Europe peut subir cet outrage en silence, mais la France veut combattre, et nos frères nous appellent au dehors pour la lutte suprême.

Après tant de sang versé, le sang va couler de nouveau. Que la responsabilité en retombe sur ceux dont la détestable ambition foule aux pieds les lois de la civilisation moderne et de la justice.

Mettant notre confiance en Dieu, marchons en avant pour la Patrie.

Le Gouverneur de Paris,
Général TROCHU.

Paris, le 28 Novembre 1870.

Soldats de la 2^e armée de Paris,

Le moment est venu de rompre le cercle de fer qui nous enserme depuis trop longtemps et menace de nous étouffer dans une lente et douloureuse agonie ! A vous est dévolu l'honneur de tenter cette grande entreprise : vous vous en montrerez dignes, j'en ai la certitude.

Sans doute, nos débuts seront difficiles ; nous aurons à surmonter de sérieux obstacles ; il faut les envisager avec calme et résolution, sans exagération comme sans faiblesse.

La vérité, la voici : dès nos premiers pas, touchant nos avant-postes, nous trouverons d'implacables ennemis rendus audacieux et confiants par de trop nombreux succès. Il y aura donc là à faire un vigoureux effort, mais il n'est pas au-dessus de vos forces : pour préparer votre action, la prévoyance de celui qui nous commande en chef a accumulé plus de 400 bouches à feu, dont deux tiers au moins du plus gros calibre : aucun obstacle matériel ne saurait y résister, et, pour vous élancer dans cette trouée, vous serez plus de 150,000, tous bien armés, bien équipés, abondamment pourvus de munitions, et, j'en ai l'espoir, tous animés d'une ardeur irrésistible.

Vainqueurs dans cette première période de la lutte, votre succès est assuré, car l'ennemi a envoyé sur les bords de la Loire ses plus nombreux et ses meilleurs soldats ; les efforts héroïques et heureux jusqu'à présent de nos frères les y retiennent.

Courage et confiance ! songez que, dans cette lutte suprême, nous combattons pour notre honneur, pour notre liberté, pour le salut de notre chère et malheureuse patrie, et si ce mobile n'est pas suffisant pour enflammer vos cœurs, pensez à vos champs dévastés, à vos familles ruinées, à vos sœurs, à vos femmes, à vos mères désolées.

Puisse cette pensée vous faire partager la soif de vengeance, la sourde rage qui m'animent, et vous inspirer le mépris du danger.

Pour moi, j'y suis bien résolu, j'en fais le serment devant vous, devant la nation tout entière : je ne rentrerai dans Paris que mort ou victorieux ; vous pourrez me voir tomber, mais vous ne me verrez pas reculer. Alors, ne vous arrêtez pas, mais vengez-moi.

En avant donc, en avant, et que Dieu nous protège !

Le Général en chef de la 2^e armée de Paris,

A. DUCROT.

Paris, le 28 Novembre 1870.

2 IMPRIMERIE NATIONALE. — Novembre 1870.

PRÉFECTURE DE LA MAYENNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

AVIS

AUX

GARDES NATIONAUX

Au moment où la résistance nationale doit se livrer à un imminent et suprême effort sur toute l'étendue du territoire, le Gouvernement de la République invite les Gardes nationaux sédentaires de toutes les communes, appelés à prendre part à des combats contre l'ennemi, de quelque importance qu'ils soient, à se considérer comme soldats et à s'inspirer de tous les devoirs de la vie militaire.

Le premier service que les Gardes nationaux doivent rendre, c'est de se montrer prévoyants pour eux-mêmes; ils ne devront quitter leurs foyers qu'avec les armes en bon état, leurs munitions soigneusement mises à l'abri et pourvus de chaussures de chasse ou de rontes, susceptibles de résister à de longues marches, et d'un sac contenant des provisions de vivres.

Ceux de nos concitoyens qui voudraient faire de leur fortune ou de leur aisance un noble et patriotique usage penseront à leurs voisins les plus pauvres, en les aidant de leur bourse et de leurs conseils.

Il s'établira ainsi, entre tous les habitants d'une même commune, une confraternité militaire qui contribuera puissamment à la bonne attitude des troupes, et ces précautions, qui ne sauraient coûter à l'initiative individuelle aucun effort, seront pour l'Administration de l'intérieur un concours et un soulagement précieux.

En conséquence dudit avis, les Gardes nationaux sont invités à se munir de couvertures ou de peaux de mouton et de tentes : pour ce dernier objet, ils pourront s'adresser soit aux industriels de Laval, soit à M. Bary, au Mans.

Le Préfet de la Mayenne, EUGÈNE DELATTRE.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général, R. RENOULT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

INSTRUCTION LAÏQUE

Conformément à la Jurisprudence qui admet les Conseils municipaux à formuler des vœux sur le choix des Instituteurs communaux, le Comité d'Armement du XIV^e Arrondissement a émis le vœu suivant :

La Municipalité du XIV^e Arrondissement de Paris, réunie en Conseil, avec l'assistance des Citoyens composant le Comité d'Armement, désigné par elle pour faire fonction de Conseil municipal, a adopté, dans sa séance du 25 Novembre, le Manifeste suivant relatif à l'enseignement primaire.

Des nombreuses pétitions adressées à l'Administration, il ressort qu'un grand nombre de Citoyens de l'Arrondissement demandent la substitution des Ecoles communales laïques aux Ecoles communales congréganistes.

Les principes républicains doivent primer des faits qui ont été engendrés par les agissements des Gouvernements antérieurs.

Un de ces principes est que l'éducation d'hommes libres ne peut être faite que par des hommes libres, et que les congréganistes sont soumis à des vœux et à des règles qui leur ôtent une partie de leur indépendance.

Soit le rapport de la Moralité, il y a inconvénient grave, ainsi que l'ont prouvé de trop nombreux procès, à ce que les Ecoles soient confiées à des hommes jeunes astreints au célibat.

Si des donations ont été faites en faveur des établissements congréganistes par des particuliers, les questions d'intérêt pécuniaire ne doivent pas empêcher le Gouvernement de donner satisfaction à un intérêt social, en mettant l'Instruction publique au-dessus des atteintes d'un parti qui prend son mot d'ordre à l'étranger.

Paris, le 29 Novembre 1870.

Les Adjoints,

HELIGON — NÈGRE — PERIN.

Les Membres du Comité
d'Armement
du XIV^e Arrondissement

Le Maire du XIV^e Arrondissement,

LOUIS ANSELINE.

ASTAUX, ANSEZAT, BIRCK, BOURGON, CHAUDEY, G. DUCHÈNE, DEWIC, GIROU, GRADLET, L. HENIN, LE COEUR, MULLANT, Aristide REY, RIVIERE, CH. ROLLIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Gouvernement de la Défense nationale à la population de Paris.

CITOYENS,

L'effort que réclamaient l'honneur et le salut de la France est engagé.

Vous l'attendiez avec une patriotique impatience que vos chefs militaires avaient peine à modérer. Décidés comme vous à débusquer l'ennemi des lignes où il se retranche, et à courir au-devant de nos frères des départements, ils avaient le devoir de préparer de puissants moyens d'attaque. Ils les ont réunis; maintenant ils combattent; nos cœurs sont avec eux : tous, nous sommes prêts à les suivre, et comme eux, à verser notre sang pour la délivrance de la Patrie.

A cette heure suprême où ils exposent noblement leur vie, nous leur devons le concours de notre constance et de notre vertu civique. Quelle que soit la violence des émotions qui nous agitent, ayons le courage de demeurer calmes. Quiconque fomenterait le moindre trouble dans la cité trahirait la cause de ses défenseurs et servirait celle de la Prusse. De même que l'armée ne peut vaincre que par la discipline, nous ne pouvons résister que par l'union et l'ordre.

Nous comptons sur le succès; nous ne nous laisserions abattre par aucune épreuve. Cherchons surtout notre force dans l'inébranlable résolution d'étouffer, comme un germe de mort honteuse, tout ferment de discorde civile.

VIVE LA FRANCE! VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Les Membres du Gouvernement :

JULES FAYRE, vice-président du Gouvernement, EMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

Les Ministres :

Général LE FLO, DORIAN, J. MAGNIN;

Les Secrétaires du Gouvernement :

ANDRÉ LAVERTUJON, F. HÉROLD, A. DRÉO, DURIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. Egalité. Fraternité.

MAIRIE DU XI^{ME} ARRONDISSEMENT

Dans une lettre adressée le 26 Novembre à toutes les Municipalités, le Membre du Gouvernement délégué à la Mairie de Paris signale à leur attention

« Un abus dont l'opinion s'inquiète depuis quelques jours : **L'USAGE DU PAIN POUR LA NOURRITURE DES CHEVAUX.** »

Puis, il demande une enquête sérieuse à cet égard et déclare que, si ce gaspillage est constaté, les mesures les plus répressives seront employées pour le faire cesser.

La Municipalité du XI^e Arrondissement qui, pour soulager les souffrances d'une partie de la population, distribue si largement les secours et, en particulier, les bons de pain, ne saurait trop recommander à ses concitoyens de ne se servir de ces bons que pour leur usage personnel. Tout individu qui serait convaincu d'en avoir trafiqué ou d'en avoir détourné l'emploi, serait coupable de trahison envers la Défense Nationale et encourrait, avec la réprobation générale, les peines les plus sévères.

Prolonger la résistance, c'est en assurer le succès.

Il faut, il faut absolument ménager le pain ; il y va du salut du pays !!

PARIS, LE 29 NOVEMBRE 1870.

Les Adjoints,

BLANCHON, POIRIER, TOLAIN.

Le Maire,

JULES MOTTU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE PARIS

MAIRIE DU 1^{er} ARRONDISSEMENT

AVIS

Une Association de Dames s'est constituée sous le nom de *Société de secours des Vingt Arrondissements*, dans le but de concourir sous diverses formes et notamment par des dons de vêtements, au soulagement des misères exceptionnelles résultant de la crise actuelle.

Cette Société se divise en vingt sections, correspondant aux vingt Arrondissements de Paris.

Les Dames qui désireraient s'inscrire dans la section du 1^{er} Arrondissement, sont invitées à assister à la séance qui aura lieu Jeudi prochain, 1^{er} décembre, à 3 heures, à la Mairie annexe du 1^{er} Arrondissement, rue de Rivoli, 192.

Paris, le 29 novembre 1870.

Le Maire, TH. TENAILLE-SALIGNY.

Paris, 1008, PAL. DE POM.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

VILLE DE PARIS.

MAIRIE DU 18^{me} ARRONDISSEMENT

Les Écoles Communales sont pleines. Le temps manque pour en créer de nouvelles.

Cependant il importe que les enfants puissent recevoir gratuitement l'instruction à laquelle ils ont droit.

La Municipalité du 18^e Arrondissement vient de conclure un arrangement avec un très-grand nombre d'instituteurs et d'institutrices libres qui, moyennant une subvention municipale déterminée, s'engagent à recevoir gratuitement un certain nombre d'élèves.

Que les parents dont les enfants n'ont pu être placés dans les Écoles Communales se hâtent donc de venir chercher leur Carte d'inscription à la Mairie. Tous les enfants qui se présenteront seront immédiatement dirigés sur une école libre où ils seront reçus gratuitement.

Paris, le 29 Novembre 1870.

Les Adjoints.

J.-A. LAFONT,
S. DEREURE,

(JACLARD, empêché).

Le Maire,

G. CLÉMENCEAU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE PARIS

MAIRIE DU XII^E ARRONDISSEMENT

SUBSISTANCES

En présence des trop justes réclamations qui se sont produites ces jours derniers, sur la façon dont les vivres de diverse nature ont été distribués, le Maire du XII^e arrondissement, désirant décliner toute responsabilité, a l'honneur de porter à la connaissance de ses Administrés :

Que, par sa circulaire en date du 17 du courant, M. le Ministre de l'Agriculture et du Commerce annonçait qu'*immédiatement après les trois jours* de distribution de viande de bœuf salé, il serait fait, *tous les jours*, et pendant un temps indéterminé, une distribution de viande fraîche de cheval ;

Que, par sa circulaire en date du 24, M. le Ministre a déclaré que, n'ayant pu se procurer les chevaux nécessaires pour faire sur-le-champ face aux besoins de la consommation, l'alimentation serait ainsi réglée : *Samedi 20, du Foie salé; Dimanche 21, de la Morue; Lundi 28, Mardi 29 et Mercredi 30, de la Viande fraîche de bœuf;*

Que, par sa circulaire en date du 26 courant, M. le Ministre, changeant ces dispositions, annonça que la résistance des détenteurs de vaches s'opposant à l'exécution de son arrêté de réquisition, il serait délivré, *Dimanche 27 pour Lundi 28, une pesée de tard, et Lundi pour Mardi 29, une pesée de morue* ; et qu'un avis serait connaître ultérieurement si la consommation de Mercredi, Jeudi et Vendredi serait fournie en viande de cheval ;

Que, par sa dernière circulaire en date du 28, M. le Ministre annonce pour *Mercredi une pesée de viande fraîche de cheval, et pour Jeudi une pesée de viande conservée mais non salée.*

Ces deux distributions réparties ainsi devant avoir pour résultat de donner les viandes conservées aux personnes ayant eu de la morue pendant deux jours, le maire, dans un but de juste répartition, fera tous ses efforts pour que cet ordre soit interverti de façon à ce que ces personnes profitent de la distribution de viande fraîche.

Paris, le 29 Novembre 1870.

Le Maire du XII^e arrondissement,

ALFRED GRIVOT.

CLUB DE LA SOLIDARITÉ

SECTION CENTRALE

Rue de Turbigo, 69. — École Turgot

DEUXIÈME RÉUNION PUBLIQUE

Mardi 29 Novembre prochain

ORDRE DU JOUR

LA DÉFENSE DE PARIS

Réunions publiques les MARDIS, JEUDIS, à huit heures, et DIMANCHES, à deux heures.

Imprimerie Dubuisson et Co, rue Coq-Héron, 3.

574

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Gouvernement de la Défense nationale au Peuple de Paris.

Hier soir 28, les opérations projetées ont commencé dans la presqu'île de Gennevilliers. De nombreuses batteries de mortiers, de fusées et d'artillerie, établies à proximité des points d'Argenteuil et de Bezons, ont, par leur feu ouvert à 6 heures du soir, jeté le trouble dans ces positions que l'ennemi occupait fortement. L'incendie s'est développé sur plusieurs points; le feu, commencé avec une grande intensité pendant une partie de la soirée, a repris à minuit. Nos troupes se sont logées dans l'île de Marante et au Pont-aux-Anglais, où elles ont établi des retranchements.

Hier, au lever du jour, une forte reconnaissance a été faite sur les positions de Buzenval et sur les hauteurs de Boispréau.

Du côté du sud, le général Vinoy, appuyé par une artillerie considérable, a fait un mouvement en avant contre l'Hay et la Gare-aux-Bœufs de Choisy-le-Roy. L'affaire a été vive. La garde nationale, la garde mobile et la troupe ont été engagées. Le but que se proposait le Gouverneur a été atteint.

D'autre part, une dépêche du Gouverneur, reçue à l'instant (2 heures), fait connaître qu'il occupe solidement la position qu'il avait en vue, et que l'opération suit son cours.

Paris, le 29 Novembre 1870.

Les Membres du Gouvernement :

JULES FAVRE, Vice-Président du Gouvernement, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Gouvernement de la Défense nationale

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER.

Réquisition est faite, au nom du Gouvernement, des viandes de porc salé et denrées de charcuterie de toute nature, telles que jambons, lard, saucissons, etc., existant chez les charcutiers et marchands de comestibles. Cette réquisition ne s'étend pas aux simples provisions de ménage.

ART. 2.

Les détenteurs des marchandises frappées de réquisition seront tenus de faire la déclaration des quantités qu'ils possèdent, soit au Bureau des subsistances du Ministère du commerce, soit à la Mairie de leur domicile, dans les vingt-quatre heures de la promulgation du présent décret, sous les peines portées par la loi.

ART. 3.

Les prix seront fixés par deux arbitres : l'un désigné par le Ministère du commerce, l'autre par le Syndicat des charcutiers et au besoin par un tiers arbitre désigné par le Président du Tribunal de commerce.

Fait à Paris, le 29 Novembre 1870.

Les Membres du Gouvernement :

JULES FAVRE, Vice-Président du Gouvernement; EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 30 Novembre 1870.

5 HEURES DU SOIR.

**Le Gouvernement de la Défense nationale
au Peuple de Paris.**

**L'action est engagée vivement sur plusieurs
points.**

**La conduite des troupes est admirable. Elles
ont abordé les positions avec un grand entrain.**

**Toutes les divisions de l'armée du général
Ducrot ont passé la Marne et ont occupé les
postes qui leur étaient assignés.**

**Le gros de l'affaire est à Cœulilly et à Villiers-
sur-Marne.**

La bataille continue.

LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

DE LA DÉFENSE NATIONALE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Saint-Denis, 8 h. 20 m. du soir.

Le Vice-Amiral, commandant en chef à Saint-Denis au Gouverneur de Paris,

Le programme que vous m'avez tracé a été accompli en tous points. Ce matin, la brigade Lavoignet, à laquelle étaient adjoints les Mobiles de l'Hérault et de Saône-et-Loire, soutenue par la division de cavalerie Bertin de Vaux, s'est avancée dans la plaine d'Aubervilliers, a occupé Drancy et a continué son opération jusqu'à Groslay.

L'ennemi s'est concentré, avec une nombreuse artillerie, dans ses retranchements, en arrière de la Morée et n'est pas sorti de ses positions.

Dans l'après-midi, avec une vive canonnade des forts et de la batterie flottante n° 4, la brigade Henrion, sous un feu très-nourri d'artillerie, s'est emparé du village retranché d'Épinay.

Le 135^e, deux compagnies de matelots-fusiliers et les 1^{er}, 2^e et 10^e bataillons de Mobiles de la Seine ont enlevé le village avec un entrain remarquable.

J'ignore encore le chiffre de nos pertes. Je le crois faible.

Le Commandant Saillard, du 1^{er} bataillon de Mobiles de la Seine, qui commandait une des colonnes d'attaque, a reçu trois blessures qui ne mettent pas sa vie en danger.

Soixante-douze prisonniers, dont un aide de camp, des munitions et deux pièces nouveau modèle sont restés entre nos mains.

Rosny, 7 h. 42 m. du soir.

Gouverneur au Général Schmitz, au Louvre.

La fin de la journée a été bonne.

Une division du général d'Exéa ayant passé la Marne, l'offensive a été reprise, et nous couchons sur les positions.

L'ennemi nous a laissé deux canons et a abandonné sur place ses blessés et ses morts.

AUX TROUPES DU CORPS D'ARMÉE DE SAINT-DENIS.

OFFICIERS, GARDES-MOBILES, SOLDATS ET MATELOTS du Corps d'Armée de Saint-Denis.

Je vous exprime toute ma satisfaction.

La diversion que nous étions chargés d'opérer a pleinement réussi. Notre action était limitée; par votre entrain, votre vigueur sous le feu de l'ennemi, vous l'avez grandie, vous avez complètement répondu à la confiance que j'avais en vous, et vous avez utilement secondé le mouvement général.

J'ai le ferme espoir que lorsque le jour reviendra de se dévouer au salut de la Patrie, je vous retrouverai encore aussi résolus. Vous resterez dignes de la grande tâche que nous avons à accomplir. Dans la journée d'hier chacun a fait son devoir, mais je me réserve de signaler ceux d'entre vous qui se sont particulièrement distingués.

Saint-Denis, la 1^{re} Décembre 1870.

Le Vice-Amiral Commandant en chef,

DE LA RONCIÈRE-LE-NOURY.

ORDONNANCE

CONCERNANT

la Perception des Contributions

DIRECTES ET INDIRECTES

NOUS, GOUVERNEUR GÉNÉRAL SIEGEANT A REIMS,

Considérant que la Perception des contributions, impôts et droits de toute nature a été interrompue en France dès le début de la guerre et que leur rentrée d'après les lois françaises est devenue inéxécutable par le refus constant des employés supérieurs français, chargé du service régulier,

Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}. — A dater du 1^{er} Septembre, la perception fixée par les lois françaises des contributions directes ou indirectes, quelle qu'en soit la nature ou la désignation, est et demeure suspendue dans les parties de la France occupées par les armées allemandes et soumises à nos ordres.

ART. 2. — Tous ces divers droits seront remplacés dans le département de la Marne, à dater dudit jour, par une seule et unique contribution directe. Quant aux autres départements, la perception des contributions sera réglée par une ordonnance spéciale.

ART. 3. — Ladite contribution est composée : A, de la somme fixée pour l'an 1870 par les Conseils d'arrondissement dans les Etats généraux de sous-répartition des contributions directes entre les communes où la quote-part de chacune d'elles est prévue; et B, de la somme du produit des droits d'enregistrement et de timbre ainsi que des contributions indirectes, non compris le revenu du tabac, du sel et de la poudre.

ART. 4. — La somme fixée pour chaque commune sera répartie entre les contribuables par le Maire et le Conseil Municipal.

ART. 5. — Les Maires des communes auront à percevoir, au commencement de chaque mois, un douzième, qui devra être versé entre les mains des Maires de leurs cantons jusqu'au 6 du mois suivant; en sorte que le produit mensuel pourra être déposé par les Maires de cantons à la Caisse générale établie dans chaque département jusqu'au 10 du mois, dernier délai, sous peine de poursuites militaires.

ART. 6. — Les communes sont responsables de la rentrée des contributions réparties à la Caisse générale.

ART. 7. — Le Maire de chaque commune jouit d'une remise de trois pour cent; au Maire de chaque canton il sera accordé une remise d'un pour cent pour frais d'encaissement et de versement à la Caisse générale.

A chaque versement, les remises seront à déduire de la recette.

ART. 8. — M. Pochhammer, Commissaire général de l'Administration des Contributions, est chargé de l'exécution de la présente.

Nous espérons que les Maires prêteront une obéissance absolue à cette ordonnance et qu'ils ne nous forceront pas aux mesures rigoureuses prévues par les lois de la guerre.

Reims, le 22 Octobre 1870.

Le Gouverneur Général,

FREDERIC FRANÇOIS,

Grand-Duc de Mecklembourg-Schwérin.

NOUS, GOUVERNEUR GÉNÉRAL SIÉGEANT A REIMS,

Avons ordonné et ordonnons :

Article seul et unique.

L'Ordonnance donnée par S. A. R. le Gouverneur Général, datée de Reims, le 22 Octobre 1870, concernant la Perception des Contributions, prend force de loi dans toute sa teneur et toute son étendue pour le

DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

La date exacte à partir de laquelle les contributions seront perçues dans les différentes communes sera publiée ultérieurement par M. le Commissaire général de l'Administration des Contributions.

Reims, le 1^{er} Décembre 1870.

Le Gouverneur Général,

E. R.

De ROSENBERG GRUSZCZYSKI.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Jeudi, 1^{er} Décembre 1870,

3 HEURES APRÈS MIDI.

L'artillerie placée sur le plateau d'Avron ne cesse pas de couvrir l'ennemi de ses feux. Nos troupes, solidement établies dans leurs positions, n'ont point été inquiétées. Elles sont prêtes à reprendre le combat au premier signal, et ne demandent qu'à marcher. L'enlèvement des blessés prussiens a pris une partie de la journée. D'un moment à l'autre la lutte peut recommencer. Les Chefs de corps sont très-satisfaits de l'action d'hier et pleins de confiance.

Le Ministre de l'Intérieur par intérim,

JULES FAVRE.

Aux Citoyens de l'Isère.

SOUSCRIPTION

PATRIOTIQUE

Les Citoyens de l'Isère habitant Paris sont informés que la Souscription patriotique, décidée dans leur réunion du 4 Novembre 1870, est ouverte dès aujourd'hui.

ON SOUSCRIT Chez :

- MM. Vigier (pharmacie Gobley), rue du Bac, 60.
- Cotte, restaurateur, rue Royale-Saint-Honoré, 11.
- Guillet, horloger, rue Saint-Honoré, 314.
- Bouvier, avocat, rue de Valois, 33 (Palais-Royal).
- Jules Berge, rue de Verneuil, 16, et rue de Valois, 35.
- Genin (*Brasserie moderne*), rue du Faubourg-Montmartre, 9.
- Vigier (pharmacie Charlard), boulevard Bonne-Nouvelle, 12.
- Guignard, bijoutier, boulevard du Temple, 39.
- Raby, rue de l'Ourcq, 30.
- Vicat, négociant, rue Saint-Denis, 125.
- Prud'homme, bijoutier, rue du Marché-Saint-Honoré, 4.
- Faure, restaurateur, quai de la Mégisserie, 2.
- Lepinache, traiteur, rue Nationale, 49 bis.
- Guinet, bottier, rue Montorgueil, 45.
- Chantelouve, café du Danemarck, rue Saint-Honoré, 196.
- Juvet, imprimeur, cour des Miracles, 9.
- Andrevon, rue Darcu, 85; — Tonniel, cité Bergère, 4.

CONVOCATION.

Les Citoyens de l'Isère sont informés qu'une réunion générale aura lieu le dimanche
4 décembre, à 2 heures, à l'Eldorado, Boulevard de Strasbourg, 4.

Paris. — Imp. TURPIN et An. JUVET, cour des Miracles, 9, près la place du Calvaire.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Chers Concitoyens !

Grâce à votre sage concours, grâce à votre dévouement et au patriotisme de tous, la ville de Bordeaux et le département de la Gironde ont donné, à la France et au monde, le spectacle de l'ordre et de toutes les vertus civiques. Je vous en remercie !

Sous cette salutaire influence, le terrain de la République s'est à la fois étendu et affermi. J'aurais voulu poursuivre quelque temps encore, au milieu de vous et avec vous, cette œuvre de régénération politique et de salut national. Mais voilà que comme un soldat blessé sur la brèche, je suis forcé d'abandonner mon poste de combat.

Sans doute, avec l'aide désintéressée de mes jeunes, ardents et habiles collaborateurs, j'aurais pu, sans me compromettre, couvrir de mon nom tous les actes de l'administration confiée temporairement à leurs soins; mais j'ai pensé qu'un grand département comme celui de la Gironde avait besoin, dans les temps difficiles où nous vivons, d'un chef unique toujours présent et responsable. J'ai dû solliciter mon remplacement au moins provisoire, et le gouvernement de la Défense nationale a fait choix d'un homme dont le caractère et les talents sont de sûrs garants de son administration ferme et éclairée.

CITOYENS,

Pendant les trois mois durant lesquels j'ai dirigé les affaires du département de la Gironde, je me suis efforcé d'être juste; si quelque erreur n'a été commise, je me suis attaché à la réparer dès qu'elle m'a été signalée.

J'ai laissé à la presse et aux réunions publiques la plus grande liberté, pensant bien que le bon sens public, dont il ne faut jamais se méfier, ferait justice des excès de certaines plumes et des utopies de certains orateurs.

J'ai porté un œil vigilant sur les menées bonapartistes, qui n'ont été que trop réelles dans ces contrées, depuis la capitulation de Sedan; Je le dis avec honte et douleur. Quant aux autres partis, ils reconnaissent tous loyalement que la République est notre plus sûr lien, pour travailler ensemble à la délivrance de la Patrie. Nos amis les plus exaltés eux-mêmes attendent, avec calme et confiance, l'expulsion des Prussiens pour poser les bases définitives du Gouvernement Républicain.

Et maintenant, mes chers Concitoyens, après avoir, pendant trois mois, fait ici mon devoir dans la mesure et peut-être au delà de mes forces, je vais, dans une retraite momentanée, puiser des forces nouvelles pour être au plus tôt en état de reprendre notre œuvre commune.

La fortune, après nous avoir si longtemps poursuivie de ses rigueurs, commence enfin à nous sourire et nous récompense de la constance dont nous avons fait preuve au milieu de nos revers. C'est pour moi, Citoyens, une joie bien vive d'avoir eu à vous annoncer, au moment où j'allais prendre congé de vous, nos premiers succès, présages certains de succès futurs, plus importants et décisifs.

Si ma santé se rétablit, mes chers Concitoyens, vous m'ouvrirez vos rangs, je l'espère, et je reviendrai au milieu de vous servir, à quelque titre que ce soit, jusqu'à mon dernier souffle, la République et la Patrie.

Vive la France! Vive la République!

Amédée LARRIEU.

SOUS-PRÉFECTURE DE VIRE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Citoyens,

C'est au moment où la défense de la Patrie devient forcément l'unique pensée de tous, que l'arrive à la tête de l'arrondissement de Vire, la honteuse capitulation de l'homme de Sedan est suivie de la capitulation plus honteuse encore de Bazaine, trahire à l'honneur, traître au pays.

Cependant les Prussiens sentent déjà que la victoire leur échappe des mains. Se fiant toujours à la terreur répandue par leurs insolents triomphes, ils ne proposent qu'un armistice inacceptable et dérisoire.

Un armistice, sans ravitaillement pour Paris, c'est-à-dire la capitulation consentie et préparée par la France même, alors que depuis huit semaines ces hordes sauvages rôdent autour du lion dont les griffes leur paraissent si longues et si puissantes qu'elles n'osent pas se mettre à leur portée !

Des élections, auxquelles l'Alsace et la Lorraine ne concourraient pas dans les mêmes conditions que le reste de la France, c'est-à-dire l'abandon par le pays de ces héroïques provinces mises à feu et à sang par l'invasisseur !

Il n'est pas en France un homme de cœur qui pourrait accepter de telles conditions, lors même que des échecs nouveaux rendraient notre position plus mauvaise, — mais il n'en est rien. —

Tandis que chaque jour les Prussiens perdent du terrain autour de Paris, et font des efforts inutiles pour établir leurs batteries de siège,

toute la France se lève pour les écraser. Paris même a trois armées prêtes à sortir.

Sur tout le territoire, la fabrication des armes à longue portée se poursuit activement ; partout l'on fond des canons. Le Gouvernement appelle tous les citoyens à la défense commune et prend les mesures les plus énergiques pour donner à tous des armes terribles.

Courage et confiance ! ne permettons pas que l'invasion vienne ruiner le pays qu'elle n'a pas encore entamé ! n'attendons pas que nos campagnes soient ravagées, nos bestiaux enlevés, nos récoltes et nos maisons incendiées ou détruites, il s'agit de défendre nos foyers, nos femmes et nos enfants !

Aux armes!!! Qu'un effort suprême montre au monde entier que la France ne veut pas mourir ! et, devant deux millions d'hommes debout pour les anéantir, les Prussiens déclarés déjà par la maladie, le froid et la faim, imploreront bientôt une paix dont les conditions seront alors dictées par la France !

Citoyens, levez-vous ! notre temps, notre vie vous appartient ! car nous n'avons qu'une seule pensée, le salut du pays ! A toute heure, à tout instant, jusqu'à ce que l'étranger ait été chassé de France, unissons nos efforts dans ce but suprême ! rallions-nous autour du drapeau glorieux encore de la France !

L'Empire nous avait perdu, la République nous sauvera !

La République ne traite pas avec l'invasisseur ; elle le chasse !

Vive la France ! Vive la République !

Le Sous-Préfet de l'arrondissement de Vire,

A. LAMARLE.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLEGRAPHIQUE

Tours, 1 Décembre 1870, à 11 h. du soir. — Arrivée à la Préfecture, à 11 h.

Intérieur à Préfets, Sous-Préfets, et Généraux

La Délégation du Gouvernement a reçu aujourd'hui jeudi 1^{er} Décembre, la nouvelle d'une victoire remportée sous les murs de Paris, pendant les journées des 28, 29 et 30 Novembre. Cette nouvelle avait été apportée à Tours par le ballon *Le Jutes Farte*, descendu près de Belle-Ile-en-mer. A 4 heures, M. Gambetta, Membre du Gouvernement, s'adressant à la foule réunie dans la cour de la Préfecture, a confirmé en ces termes la grande et heureuse nouvelle :

Chers concitoyens ! Après soixante-douze jours d'un siège sans exemple dans l'histoire, tout entiers consacrés à préparer, à organiser les forces de la délivrance, Paris vient de jeter hors de ses murs, pour rompre le cercle de fer qui l'étreint, une nombreuse et vaillante armée, préparée avec prudence par les chefs consommés que rien n'a pu ébranler, ni émouvoir, dans cette laborieuse organisation de la victoire. Cette armée a su attendre une heure propice et l'heure est venue. Excités, encouragés, par les fortifications nouvelles venues d'Orléans, les Chefs du Gouvernement avaient résolu d'agir, et tous d'accord, nous attendions, depuis quelques jours avec une sainte anxiété, le résultat de nos efforts combinés.

C'est le 29 novembre, au matin, que Paris s'est ébranlé. Une proclamation du général Trochu a appris à la capitale cette résolution suprême, et avant de marcher au combat, il a rejeté la responsabilité du sang qui allait couler, sur la tête de ce ministre et de son conseil dont la crignosité avait ambitionné toute aux pieds la justice et la civilisation moderne. L'armée de sortie est sortie avec la sécurité

Je vous donne dans leur laconisme les nouvelles apportées par le ballon *Le Jules Ferrer*, un nom de bon augure et cher à la France, tombé ce matin à Belle-Isle-en-Mer.

Le 29 au matin, la sortie dirigée contre la ligne d'investissement a commencé sur la droite, par Choisy, l'Hay et Chevilly; dans la nuit du 29 au 30 la bataille a persisté sur ces divers points : le général Ducrot, sur sa gauche, passe la Marne le 30 au matin ; il occupe successivement Melcy et Mommely; il prononce son mouvement sur la gauche, passe la Marne et adossé à la Marne se met en bataille, de Champigny à Iry; l'armée passe alors la Marne sur huit points ; elle touche sur ses positions, après avoir pris à l'ennemi deux pièces de canon. L'affaire a été rapportée à Paris par le général Trochu. Ce rapport, où on fait l'éloge de tout, ne passe sous silence que la grande part du général Trochu à l'action. Ainsi faisait Turenne. Il est constant qu'il a rétabli le combat sur plusieurs points, en entraînant l'infanterie par sa présence. Durant cette bataille, le périmètre de Paris était couvert par un feu formidable, l'artillerie fouillait toutes les positions de la ligne d'investissement; l'attaque de nos troupes a été soutenue pendant l'action par des caennaises lacées sur la Marne et sur la Seine. Le chemin de fer circulaire de M. Dorian, dont on ne saurait trop célébrer le génie militaire, a coopéré à l'action à l'aide de wagons blindés faisant feu sur l'ennemi. Cette même journée du 30, dans l'après-midi, a donné lieu à la poursuite vigoureuse de l'amiral La Roncière, toujours dans la direction de l'Hay et Chevilly. Il s'est avancé sur Longjumeau et a enlevé les positions d'Epinay, au delà de Longjumeau, positions retranchées des Prussiens, qui nous ont laissé de nombreux prisonniers et encore deux canons. A l'heure où nous lisons la dépêche de Paris, une action générale doit être engagée sur toute la ligne. L'attaque du sud, du 1^{er} Décembre, doit être dirigée par le général Vinoy.

D'aussi considérables résultats n'ont pu être achetés que par de glorieuses pertes : deux mille blessés, le général Renault commandant le 2^e corps et le général La Charrière ont été blessés; le général Ducrot s'est couvert de gloire et a mérité la reconnaissance de la nation. Les pertes prussiennes sont très considérables.

Tous ces renseignements sont officiels car ils sont adressés par le Chef d'Etat-Major général, le général Schmitz.

Le génie de la France, un moment voilé, réapparaît. Grâce aux efforts du pays tout entier, la victoire nous revient, et comme pour nous faire oublier la longue série de nos infortunes, elle nous favorise presque sur tous les points. En effet, notre armée de la Loire a déconcerté depuis trois semaines tous les plans des Prussiens et repoussé toutes leurs attaques ; leur tactique a été impuissante sur la solidité de nos troupes, à l'aile droite comme à l'aile gauche. Etrepagny a été enlevé aux Prussiens, et Amiens évacué à la suite de la bataille de Paris. Nos troupes d'Orléans sont vigoureusement lancées en avant. Nos deux grandes armées marchent à la rencontre l'une de l'autre. Dans leurs rangs, chaque officier, chaque soldat, sait qu'il tient dans ses mains le sort même de la patrie ; cela seul les rend invincibles. Qui donc désormais douterait de l'issue finale de cette lutte gigantesque ?

Les Prussiens peuvent mesurer aujourd'hui la différence qui existe entre un despote qui se bat pour satisfaire ses caprices et un peuple armé qui ne veut pas périr. Ce sera l'éternel honneur de la République d'avoir rendu à la France le sentiment d'elle-même, et l'ayant trouvée abaissée, désarmée, trahie, occupée par l'étranger, de lui avoir ramené l'honneur, la discipline, les armes, la victoire. L'envahisseur est maintenant sur la route où l'attend le feu de nos populations soulevées.

Voilà, Citoyens, ce que peut une grande nation qui veut garder intacte la gloire de son passé, qui ne verse son sang et celui de l'ennemi que pour le triomphe du droit et de la justice dans le monde.

La France et l'univers n'oublieront jamais que c'est Paris qui, le premier, a donné cet exemple, enseigné cette politique et fondé ainsi sa suprématie morale en restant fidèle à l'héroïque caprit de la Révolution.

Vive Paris ! Vive la France ! Vive la République une et indivisible !

Pour copie conforme : *Le Préfet de la Gironde, Amédée LARRIERU.*

Bordeaux.— Imp. administrative Rigot, rue de la Bourse, 11 et 13.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

**Le Gouverneur à M. le Général Schmitz,
pour le Gouvernement.**

Plateau entre Champigny et Villiers,

2 décembre 1870, 1 HEURE ET QUART.

Attaqués ce matin par des forces énormes à la pointe du jour, nous sommes au combat depuis plus de sept heures.

Au moment où je vous écris, l'ennemi piole sur toute la ligne, nous cédant encore une fois les hauteurs.

En parcourant nos lignes de tirailleurs depuis Champigny jusqu'à Bry, j'ai recueilli l'honneur et l'indigne joie des acclamations des troupes soumises au feu le plus violent.

Nous aurons sans doute des retours offensifs, et cette seconde bataille durera, comme la première, toute une journée. Je ne sais quel avenir est réservé à ces généreux efforts des troupes de la République; mais je leur dois cette justice, qu'au milieu des épreuves de toutes sortes elles ont bien mérité du Pays.

J'ajoute que c'est au général Ducrot qu'appartient l'honneur de ces deux journées.

(Si cette dépêche arrive tardivement, c'est que le télégraphe n'existe plus à Poulangis.)

Général TROCHU.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Décembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Nogent, 2 Décembre, 5 HEURES 30 SOIR.
**Gouverneur à général Schmitz,
pour le Gouvernement.**

Je reviens à mon logis du fort à 5 heures, très-fatigué et très-content. Cette deuxième grande bataille est beaucoup plus décisive que la précédente.

L'ennemi nous a attaqués au réveil avec des réserves et des troupes fraîches; nous ne pouvions lui offrir que les adversaires de l'avant-veille, fatigués, avec un matériel incomplet, et glacés par des puits d'hiver qu'ils ont passés sans couvertures; car, pour nous alléger, nous avions dû les laisser à Paris. Mais l'étonnante ardeur des troupes a suppléé à tout; nous avons combattu trois heures pour conserver nos positions et cinq heures pour enlever celles de l'ennemi, où nous couchons.

Voilà le bilan de cette dure et belle journée.

Beaucoup ne reverront pas leurs foyers; mais ces morts regrettés ont fait à la jeune République de 1870 une page glorieuse dans l'histoire militaire du pays.

Pour copie conforme :

Le Ministre de l'Intérieur par intérim,

JULES FAYRE.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Décembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Gouvernement de la Défense nationale au Peuple de Paris.

Paris, le 2 Décembre 1870. 3 HEURES 30.

Dès ce matin, à l'aube, l'ennemi a attaqué les positions de l'armée du général Ducrot avec la plus grande violence.

Nos troupes étaient prêtes à recevoir le combat.

Un développement considérable d'artillerie, appuyé par les forts de Nogent, de la Faisanderie, de la Gravelle, des redoutes de Saint-Maur et du fort de Charenton, a empêché l'ennemi de gagner du terrain.

Les dernières nouvelles du champ de bataille sont de 1 heure 45 minutes. L'infanterie prussienne se repliait dans les bois, et, jusqu'à présent, nous avons l'avantage.

Aussitôt la nouvelle de l'attaque, le Chef d'état-major général a demandé des troupes au général Vinoy et au général Clément Thomas, qui avait déjà conduit lui-même sur les lieux trente-trois bataillons de la garde nationale.

Les généraux de Beaufort et de Lignières ont été prévenus de tenir leurs troupes prêtes, et nos positions du Sud, sous les ordres du général Vinoy, appuient la bataille par une vigoureuse diversion.

Le combat continue.

Les Membres du Gouvernement :

JULES FAVRE, Vice-Président du Gouvernement; EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

NOUVELLES D'ORLÉANS.

Le Gouvernement reçoit à l'instant (3 heures de l'après-midi) la dépêche suivante :

GAMBETTA à TROCHU.

30 Novembre 1870.

N'ai reçu que ce matin 5 heures dépêche du 24, par ballon Deschamps, Robert. Ballon tombé Christiania, en Norvège. Consul France recueilli aéronautes. Ai télégraphié cette nuit votre dépêche. Notre situation excellente : rien à craindre à droite et à gauche. Centre gauche à la date du 20 novembre complètement dégagé. Les Prussiens, repoussés ne peuvent se maintenir ni à Saint-Calais, Cloyes, ni Châteaudun. Depuis trois jours offensive heureuse sur droite. Occupons Montargis,

République Française

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Circulaire de Tours

Nouveau mouvement en avant de l'armée de la Loire; elle a débuté par un succès; le 16^{es} corps a trouvé l'ennemi fort-ement établi de Guillouville à Terminières, malgré la résistance énergique de l'ennemi qui comptait au moins 20,000 hommes et 40 à 50 canons, on a enlevé successivement, outre les premières positions de l'ennemi, celles de Nonneville, Villepou et Favrolle. Nos troupes ont vigoureusement enlevé les vil-lages à la baïonnette. L'artillerie a été remarquable, nous pertes sont peu graves, celles de l'ennemi considérables; nous avons fait de nombreux prisonniers; les honneurs de la jour-née sont à l'amiral Jauréguiberry.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

BENEVENT, Inspecteur de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, A, à Saint Etienne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

RAPPORT MILITAIRE.

Paris, le 3 Décembre 1870.

Nous n'avons eu ce matin aucun incident remarquable sur nos positions. Dès le point du jour, les Prussiens ont com-mencé une série d'attaques d'avant-postes précédées d'une courte canonnade. Le calme est revenu promptement sur nos positions de la Marne.

Avron a continué son feu pour inquiéter les convois Inces-sants de l'ennemi dans la direction de Chelles.

Les Prussiens ont fait hier des pertes considérables; de nombreux convois de blessés, quittant dès midi le champ de bataille, étaient signalés par toutes nos vigies.

D'après des renseignements émanant des prisonniers, des régiments entiers auraient été écrasés.

La journée d'aujourd'hui est consacrée à améliorer la situa-tion de nos troupes par ce temps déjà rigoureux qu'elles sup-portent avec un grand courage.

Par ordre :

Le Général, Chef d'Etat-Major général,
SCHMITZ.

5 IMPRIMERIE NATIONALE. — Décembre 1870.

SAUVEGARDE DU BLESSÉ



SIFFLET DE SECOURS

L'expérience a démontré que, pour diverses causes, un certain nombre de Blessés échappent, après le combat, aux recherches des Ambulances et restent privés de soins sur le champ de bataille.

Un comité a été constitué sous le patronage de la *Société Française de Secours aux Blessés des Armées de terre et de mer*, des *Ambulances de la Presse*, de la *Société Internationale de Prévoyance en faveur des Citoyens sous les Armes* et de l'*Assistance aux Mutilés pauvres*.

M. le Général Gouverneur de Paris, M. le Ministre de la Guerre et M. le Général Commandant en chef des Gardes nationales ont donné leur approbation à l'Œuvre.

En conséquence, tous les Soldats, Gardes mobiles et Gardes nationaux sont invités à se procurer le Sifflet réglementaire au Dépôt général, 20, rue Bergère, et dans les Bureaux ci-dessous de la Loterie Nationale au profit des Blessés Militaires

AU PRIX DE 5 CENTIMES

- | | |
|--|--|
| 1 ^{er} Maison des Eaux de Vichy, boulevard Beaumais, 22, Bureau A. | 5 ^{es} Imprimerie A. Chau et C ^e , 10, rue Bergère, bureau auxiliaire G. |
| 2 ^{es} Boulevard des Italiens, n ^o 15, Bureau central B. | 6 ^{es} Maison Arrière, fabricant de meubles, 76, Immeuble Saint-Antoine, bureau auxiliaire E. |
| 3 ^{es} Boulevard Painsavinier, 14 bis, Maison Bord, bureau auxiliaire C. | 7 ^{es} Raynaud, boulevard Malesherbes, 7, bureau auxiliaire F. |
| 4 ^{es} Maison aux Battons-St-Jacques, 189, 191, 193, rue St-Denis, bureau auxiliaire D. | 8 ^{es} Direction du service Optique, rue Gluck. |

En raison du nombre de Sifflets nécessaires, on a dû réunir les modèles de plusieurs fabrications différentes. Certains Sifflets mûnent continuellement une petite bouille destinée à produire le son ; on peut, si on le désire, extraire cette bouille au moyen d'une pincette ou d'un canif.

INSTRUCTIONS :

- Le SIFFLET réglementaire est muni d'un cordon de 35 centimètres de longueur ;
Il doit être accroché au deuxième bouton de la tunique, afin d'être à portée de la bouche ;
Il doit être placé sous le ceinturon, d'où le Blessé pourra le retirer facilement.*

SOUSCRIPTION

Le Comité de l'Œuvre du Sifflet de Secours fait appel au patriotisme de chacun, afin de pouvoir mettre GRATUITEMENT à la disposition des CHEFS DE CORPS des Sifflets destinés aux Combattants auxquels il conviendrait de ne pas en faire supporter la dépense.

Les souscriptions sont reçues dans un Tronc spécial placé dans les Bureaux dont l'adresse est ci-dessus.

On peut souscrire également par lettre affranchie adressée à M. le Délégué du Comité, **20, rue Bergère** (bureau auxiliaire G.), pour toute Compagnie, Bataillon, Régiment ou Escadron auquel on s'intéresse plus spécialement. (Exemple : 25 francs pour un bataillon de 500 hommes, — 6 fr. 25 c. pour une Compagnie de 125 hommes, etc.)

Compagnie générale d'affichage. — BROUARD et Cie, rue Pagnier, 8.
Imprimerie centrale des chemins de fer. — A. CHAIX et Cie, rue Bergère, 20.

Liberté, Égalité, Fraternité.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HABITANTS DE L'AINES,

Le Gouvernement de la Défense nationale m'a appelé depuis bientôt un mois à administrer votre Département, un des plus beaux et des plus riches de France, un de ceux qui souffrent de l'invasion étrangère.

Ma tâche était difficile et périlleuse, mais je comptais sur votre patriotisme pour m'aider à l'accomplir. A côté de quelques actes isolés de pusillanimité coupable que les ennemis de la France et de la République ont exagérés à dessein pour montrer votre découragement et votre faiblesse, je trouvais en effet, la belle défense d'une ville dont la foi républicaine a sauvé l'honneur du pays.

Je ne pouvais espérer, au milieu de nos malheurs arrivés à leur comble, obtenir des armes, des troupes, de l'argent nécessaires, pour défendre votre territoire ou plutôt pour le reconquérir.

Je ne me suis point découragé ; seul, sans bruit, j'ai parcouru vos villes pour me rendre compte de vos besoins, de vos souffrances, pour donner du cœur aux timides et rendre la confiance à ceux dont le courage s'était manifesté en vain.

Aujourd'hui, grâce au concours du Gouvernement, grâce à la bonne volonté que vous avez tous montrée, j'ai pu lever dans le département et jusqu'à 15 lieues au delà des avant-postes français une légion de 4.000 hommes, qui, armée, habillée, équipée, pourvue en un mot de tous les objets indispensables, s'exerce en ce moment derrière les remparts des places fortes du Nord. Dans quelques jours, cette légion sera prête à marcher pour venir protéger vos foyers et les siens contre les réquisitions, les contributions de guerre, le pillage. Toute la population valide viendra se joindre à elle. Derrière elle, par les soins d'une administration énergique et paternelle à la fois, les ruines se relèveront et les misères seront soulagées.

Mais hâtons-nous !

La victoire nous revient, notre cause va triompher, si vous tardons les soldats de l'armée de la Loire et les républicains de Paris nous auront pris notre modeste part de danger et de gloire.

Debout tous ! et que de toutes les bouches et de tous les cœurs s'échappe le cri de la délivrance.

Vive la France !

Vive la République une et indivisible !

Saint-Quentin, 3 décembre 1870.

Le Préfet de l'Aisne,
F. ACHARD.

VILLE DE LAVAL

DIMANCHE 4 DÉCEMBRE 1870

A 7 heures et demie du soir

dans la Grande Salle de l'Hôtel-de-Ville

DE LAVAL

CONFÉRENCE

PUBLIQUE ET GRATUITE

sur la

DÉFENSE NATIONALE

PAR

M. E. MORIN.

Le Maire,
Cit. TOUTAIN.

Imprimé par L. MOREAU, imprimeur de la Mairie, rue de Lorraine, 2.—P.C.B.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE de LYON

TRAVAUX DE DÉFENSE

AVIS

Le Maire de Lyon donne avis aux Ouvriers travaillant sur les chantiers de la Ville, qu'en raison du mauvais temps, les travaux sont momentanément suspendus.

Lyon, le 4 Décembre 1870.

Pour le MAIRE de LYON,
L'Adjoint délégué,
CHAVEROT.

Lyon, imp. Bay et Roussier, rue de la Gare, 3.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

ADMINISTRATION DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

APPEL A L'ACTIVITÉ

DES

Hommes de 23 à 33 ans

N'AYANT PAS SERVI.

Avis.

Une Commission de révision se réunira pour l'examen des hommes de 25 à 35 ans (3^e catégorie), appelés par le décret du 12 novembre dernier et inscrits sur les listes des différentes Mairies de Paris, suivant les indications du tableau ci-après :

ARRONDISSEMENTS.	ENDROITS OU SE FERA LA RÉVISION.		JOURS.	HEURES.
1 ^{er} arrondissement.	Hôtel de Ville (salle St-Jean).	Jeu	Jeu	Neuf heures.
2 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
3 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
4 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
5 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
6 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
7 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
8 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
9 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
10 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
11 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
12 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
13 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
14 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
15 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
16 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
17 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
18 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
19 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
20 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
21 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
22 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
23 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
24 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
25 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
26 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
27 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
28 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
29 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.
30 ^e arrondissement.	Idem.	Jeu	Jeu	Idem.

4 ^e	idem	Hôtel de Ville (salle St-Jean).	Mairie du 4 ^e arrondissement.	Idem.	Idem.
5 ^e	idem	Idem	Idem	Idem.	Idem.
6 ^e	idem	Idem	Mairie du 4 ^e arrondissement.	Idem.	Idem.
7 ^e	idem	Hôtel de Ville (salle St-Jean).	Idem	Idem.	Idem.
8 ^e	idem	Idem	Mairie du 4 ^e arrondissement.	Idem.	Idem.
9 ^e	idem	Hôtel de Ville (salle St-Jean).	Idem	Idem.	Idem.
10 ^e	idem	Idem	Mairie du 4 ^e arrondissement.	Idem.	Idem.
11 ^e	idem	Hôtel de Ville (salle St-Jean).	Idem	Idem.	Idem.
12 ^e	idem	Idem	Mairie du 4 ^e arrondissement.	Idem.	Idem.
13 ^e	idem	Hôtel de Ville (salle St-Jean).	Idem	Idem.	Idem.
14 ^e	idem	Idem	Mairie du 4 ^e arrondissement.	Idem.	Idem.
15 ^e	idem	Hôtel de Ville (salle St-Jean).	Idem	Idem.	Idem.
16 ^e	idem	Idem	Mairie du 4 ^e arrondissement.	Idem.	Idem.
17 ^e	idem	Hôtel de Ville (salle St-Jean).	Idem	Idem.	Idem.
18 ^e	idem	Idem	Mairie du 4 ^e arrondissement.	Idem.	Idem.
19 ^e	idem	Hôtel de Ville (salle St-Jean).	Idem	Idem.	Idem.
20 ^e	idem	Idem	Mairie du 4 ^e arrondissement.	Idem.	Idem.

Cette Commission sera assistée d'un médecin militaire ayant voix consultative. Elle prononcera l'exemption ou la dispense de ceux qui se trouveront dans l'un des cas prévus par l'art. 13 modifié ou par l'art. 14 de la loi du 21 mars 1832.

Seront également dispensés de l'appel :

1^o Les jeunes gens qui, lors de leur comparution devant le Conseil de révision pour la formation du contingent de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge, ont été exemptés pour infirmités ;

2^o Ceux qui ont fait admettre des remplaçants en exécution des dispositions des circulaires ministérielles des 19 et 31 août dernier ;

3^o Ceux qui font actuellement partie de la Garde nationale mobile, des Compagnies de guerre de la Garde nationale sédentaire, ou d'un des Corps francs régulièrement reconnus par l'Autorité militaire.

On commencera par les classes 1855, 1856, 1857, 1858 et 1859 ; les classes 1860, 1861, 1862, 1863 et 1864 se présenteront à l'heure de midi, à l'exception de celles du 13^e arrondissement qui ne se présenteront qu'à deux heures.

La liste nominative des jeunes gens définitivement compris dans l'appel sera adressée sans délai au Ministre de la Guerre.

Paris, le 4 décembre 1870.

*Le Membre du Gouvernement
délégué à l'Administration de la Seine.*

JULES FERRY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Mairie du 1^{er} Arrondissement.

VENTE DE DENRÉES.

Diverses denrées ayant été mises à la disposition de la Municipalité du 1^{er} Arrondissement par le Ministère de l'Agriculture et du Commerce, le Maire prévient ses Concitoyens que, pour faire participer le plus grand nombre d'entre eux aux avantages de cette distribution, ces denrées leur seront vendues sur présentation de leur carte de substances et proportionnellement au nombre de rations inscrites.

Chaque ration donnera droit, contre paiement de 50 centimes, à un seul des articles ci-après :

Soit : un kilogramme de riz ;
Soit : 125 grammes de fromage de Hollande ;
Soit : 75 grammes de fromage de Gruyère ;
Soit : 200 grammes de graisse alimentaire ;
Soit : 2 litres 1/2 de pommes de terre ; *cons que cependant, pour ce dernier article, la quantité allouée au porteur d'une même carte puisse excéder 10 Litres.*

Cette vente aura lieu simultanément dans les locaux ci-après : — rue des Halles, 24 ; rue de l'Arbre-Sec, 3 ; — rue des Bons-Enfants, 17 ; — rue St-Roch, 37 ; — Elle commencera le 2 Décembre, à Midi.

Dis que les nouvelles denrées seront mises à la disposition de l'Arrondissement, elles seront, par la même voie, réparties entre les personnes qui n'auraient pu participer à cette première distribution.

Le Maire : **Th. TENAILLE-SALIGNY.**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

AVIS

Nous sommes informés que des doutes se sont élevés sur l'interprétation du Décret qui alloue un Subside de 75 centimes aux Femmes des Gardes Nationaux, dans ses rapports avec la distribution des Secours municipaux.

Cette interprétation est des plus simples : la Caisse de l'Etat se substitue à celle de la Mairie pour le paiement du secours de 75 centimes. Mais la Mairie continuera à payer de la même façon et dans les mêmes proportions les secours qu'elle a accordés aux Enfants et aux Ascendants.

Nous croyons inutile de réfuter la confusion qui s'est produite dans l'esprit de quelques rares Citoyens, que les 75 centimes de l'Etat et les 75 centimes de la Mairie pourraient être cumulés et porteraient ainsi à 1 fr. 50 le Subside alloué aux Femmes. Il est bien entendu que les Femmes ne toucheront en tout que 75 centimes.

Paris, le 4 Décembre 1870.

Les Adjoints,

HÉLIGON — NÈGRE — PÉRIN.

Le Maire,

Louis ASSELINE.

Paris. — Imp. A.-E. Rochette, Boul. Montparnasse, 90.

VILLE DE ROUEN

L'ADMINISTRATION et le CONSEIL MUNICIPAL de Rouen à leurs Concitoyens,

GARDES NATIONAUX.

L'ennemi s'approche de plus en plus : nos forces se concentrent sur la ligne des postes, pour l'établissement de la défense desquels l'Administration municipale a dû s'en remettre à l'Autorité militaire. Nos Généraux nous ont promis de la protéger énergiquement, et, de notre côté, nous leur avons accordé un concours sans limites.

Nous comptons sur le dévouement de tous. Aujourd'hui, s'adresser à la Garde nationale, c'est, vous le savez, s'adresser à tous les Citoyens, car ils sont tous désormais appelés dans ses rangs.

Votre courage et vos efforts seront à la hauteur des sacrifices que le pays attend de vous !

Rouen, le 4 décembre 1870.

Les Membres de l'Administration et du Conseil municipal,

Nellen, maire; Thuieuf, Lefort, Nion, Delamaré, Barrabé, Lemasson, adjoints; Flanbert, Deschamps, Duhecmin, Larget, Vauquier du Trévessin, Gaillet, Cordier, Legastel, Dubose, Rapp, Lecour, Barthélemy, Morin, Neveu, Masselin, Valléry, Bruyat, Fauquet, Raoul Duval, Lecras, Delaporte, Denoyers, Becorde, Lefèvre, Pindel, Durand, Frétey, Valadier, Lafond, Membres du Conseil.

Brousses — Imp. J.-L. GILLET, rue des Bouches-du-Rhône, 46-48.

LE PREFET, L'ADMINISTRATION et le CONSEIL MUNICIPAL à leurs Concitoyens,

Hier, nous faisons appel pour la Défense de la Ville à votre dévouement patriotique. L'Autorité militaire promettait une énergique défense.

Ce matin, à quatre heures, le général Briand nous confirmait cette détermination, et la Garde nationale, au son de la générale, s'assemblait sous ses armes.

A cinq heures, le général Briand prévenait le Maire qu'il jureait toute défense impossible en face de forces trop imposantes, et qu'il donnait l'ordre de battre en retraite. Un des Adjoints, accompagné de plusieurs Officiers de notre Garde nationale est allé lui demander ce matin encore ses dernières résolutions. Le Général a persisté dans sa décision; il a quitté la Ville avec toute les troupes placées sous ses ordres.

M. le Préfet, venu à l'Hôtel-de-Ville, confirme la situation et s'associe à la déclaration du Conseil.

Dans cette cruelle extrémité, il Importait de vous faire connaître la part de responsabilité qui incombe à chacun.

D'autres et pénibles devoirs vont naître : nous nous efforçons de n'y pas faillir.

Le Préfet,
DESSEAUX.

Le Maire,
NETIEN.

Les Adjoints,

THUIEUF, LEFORT, NION, DELAMARÉ, BARRABÉ et LEMASSON.

Les Membres du Conseil,

Flanbert, Deschamps, Duhecmin, Larget, Vauquier du Trévessin, Gaillet, Cordier, Legastel, Dubose, Rapp, Lecour, Barthélemy, Morin, Neveu, Masselin, Valléry, Bruyat, Fauquet, Raoul Duval, Lecras, Delaporte, Denoyers, Becorde, Lefèvre, Pindel, Durand, Frétey, Valadier et Lafond.

Brousses — Imp. J.-L. GILLET, rue de la Harpe, vis-à-vis des Bouches-du-Rhône, 46.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

Citoyens de l'arrondissement de Vire,

Ce n'est pas sans regret que je vous quitte, au moment où nous commençons à nous connaître mutuellement. J'espère que j'emporte votre estime, de même que je garderai toujours bon souvenir des quelques jours passés au milieu de vous.

Mais je vais chercher un rôle plus actif dans la défense de notre malheureux pays. — C'est aujourd'hui pour tout Français un devoir sévère de donner à la République tout ce qu'il a de cœur, d'intelligence et de force. Il ne faut marchandier ni notre sang, ni nos intérêts les plus chers !

A quelque distance que nous soyons les uns des autres, n'ayons qu'une volonté, qu'un même cri :

Sauvons la France ! Ecrasons l'Envahisseur !

Donnons tout notre concours à ceux qui ont pris la charge, plus grande encore que l'honneur, si grand qu'il soit, de relever le Drapeau de la France !

Les désastres à réparer sont immenses ; mais aux Républicains il n'est rien d'impossible ! On le voit déjà !

Ce n'est plus à nous de demander la paix ; c'est aux Prussiens de l'implorer à genoux ! c'est à eux de nous payer les frais de la guerre !

Voilà le résultat à atteindre, et, par le dévouement de tous, nous l'atteindrons !

Courage donc ! Union et Espérance !

Des jours meilleurs viendront.

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Vire,

A. LAMARLE.

Vire, le 4 Décembre 1870.

Habitants d'Amiens,

Les Généraux chargés de défendre Amiens sont à l'improviste partis avec leurs troupes, et, les jugeant trop faibles, nous ont abandonnés.

Le Comité militaire n'a pas été consulté.

Le Préfet a quitté Amiens cette nuit.

Moi je reste avec mon Conseil municipal,

Désespéré, mais sans force contre l'ennemi,

Dévoué à mes Concitoyens, et prêt à tous les sacrifices pour eux.

Le Maire d'Amiens,

A. DAUPHIN.

A l'Hotel-de-Ville, le 28 Novembre 1870.

048. — Amiens. — Imp. et Lith. T. RUEYET, rue des Capucins, 47.

Quartier Général à Amiens

Ce 30 Novembre 1870.

La première armée de Sa Majesté le Roi de Prusse vient d'occuper Amiens.

L'ordre de l'Administration du Département est l'intérêt de l'armée, mais plus encore celui de la population.

Le Préfet ayant quitté son poste, je charge M. l'Intendant en Chef de la 1^{re} Armée SULZER, des affaires de la Préfecture, en engageant tous les lieux d'administration de s'adresser à lui en cas de besoin et de lui obéir en tout point.

Le Général en Chef,

DE MANTEUFFEL,

Général Aide-de-Camp de Sa Majesté le Roi de Prusse.

Amiens. — Imprimerie de LENOEL-HEROYART, rue des Hallesaux, 30.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — PRÉFECTURE DU NORD.

Gardes Nationales mobilisées

FORMATION DE CAMPS D'INSTRUCTION

Le Membre du Gouvernement de la Défense nationale, Ministre de l'Intérieur et de la guerre,

En vertu des pouvoirs à lui délégués par le Gouvernement, par décret en date, à Paris, du 1^{er} octobre 1870;

Vu le décret du 2 novembre 1870, relatif à la mobilisation de tous les hommes de 21 à 40 ans;

Vu le décret du 23 octobre 1870, qui a établi un commandement spécial pour les forces mobilisées de la Bretagne;

Vu le décret du 12 novembre 1870, qui a créé auprès de Toulouse un camp d'instruction pour les forces mobilisées des départements de la Haute-Garonne, de Tarn-et-Garonne, du Gers, des Hautes-Pyrénées, de l'Ariège, de l'Aude et du Tarn;

Considérant qu'il importe de hâter l'organisation et l'instruction de toutes les forces nationales qui doivent concourir à la délivrance de la Patrie,

DÉCRETÉ :

Art. 1^{er}. — Il sera immédiatement créé des camps pour l'instruction et la concentration des gardes nationaux mobilisés, appelés sous les drapeaux en vertu du décret du 2 novembre 1870.

Seront également admis dans ces camps, les gardes nationaux mobiles, actuellement dans les dépôts, les corps-francs en formation, ainsi que les contingents de l'armée régulière présents aux dépôts, au fur et à mesure des ordres du ministre de la guerre.

Art. 2. — Ces camps seront établis dans les environs des villes et recevront les contingents de toute catégorie des départements environnants, en conformité de la nomenclature ci-après :

Saint-Omer (camp d'Helfant). — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Seine-Inférieure, Oise, Aisne, Ardennes, Marne, Meuse, Moselle.

Cherbourg (Presqu'île du Cotentin). — Eure, Calvados, Manche, Orne, Eure-et-Loir, Seine-et-Oise, Mayenne, Sarthe, Loir-et-Cher, Seine.

Coulte. — Finistère, Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine, Morbihan, Loire-Inférieure.

Nevers. — Seine-et-Marne, Aube, Loiret, Yonne, Nièvre, Cher, Indre.

La Rochelle. — Maine-et-Loire, Indre-et-Loire, Vendée, Deux-Sèvres, Vienne, Haute-Vienne, Charente, Charente-Inférieure.

Bordeaux. — Gironde, Dordogne, Lot, Lot-et-Garonne, Landes, Basses-Pyrénées.

Clermont-Ferrand. — Allier, Creuse, Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Cantal, Corrèze.

Toulouse. — Tarn-et-Garonne, Tarn, Gers, Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Ariège, Aude, Pyrénées-Orientales.

Montpellier. — Lozère, Aveyron, Hérault, Gard, Ardèche.

Pas-des-Lanciers. — Haute-Savoie, Savoie, Isère, Rhône, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Corse.

Lyon (Sathonay). — Rhône, Loire, Ain, Saône-et-Loire, Jura, Doubs, Côte-d'Or, Haute-Saône, Haute-Marne, Vosges, Meurthe, Haut-Rhin, Bas-Rhin.

Art. 3. — Chacun des camps sus-énoncés devra être en état de contenir 60,000 hommes au moins.

Les camps de Saint-Omer, Cherbourg, La Rochelle et du Pas-des-Lanciers qui, à raison de leur situation géographique auprès de la mer, offrent des facilités exceptionnelles de ravitaillement et de communications, seront en état de recevoir chacun 250,000 hommes. Ces camps porteront le nom de *camps stratégiques*, pour les distinguer des autres, nommés simplement *camps d'instruction*, et recevront de solides fortifications pouvant être munies d'artillerie.

Art. 4. — L'emplacement de chaque camp sera déterminé par le comité militaire du département, institué en vertu du décret du 14 octobre 1870. Dans les départements où ce comité n'existe pas encore, il sera immédiatement convoqué par les soins du chef militaire du département.

Un délégué du préfet siégera au sein du comité, pour prendre part à la discussion relative au choix de l'emplacement.

Ledit emplacement devra être déterminé et les travaux en voie d'exécution dans les cinq jours qui suivront la publication du présent décret. Ces travaux seront dirigés par le comité militaire et exécutés sous la surveillance d'un ou de ses membres, commis spécialement à cet effet.

Art. 5. — Pour l'exécution des travaux, le comité militaire jouira de tous les droits de réquisition prévus par les décrets du 14 octobre et du 11 novembre 1870.

Les frais seront supportés par les départements.

intéressés et répartis entre eux, au prorata de leur population respective,

La dépense afférente aux départements dont le territoire est occupé par l'ennemi, sera supportée par l'Etat. Celle nécessaire par l'établissement des camps stratégiques sera supportée, moitié par l'Etat, moitié par les départements de la circonscription.

Art. 6. — A chaque camp sera attaché le personnel supérieur suivant :

Un commandant du camp, ayant le rang de général de division et autorisé sur tout le personnel et les troupes réunies au camp;

Un chef instructeur, ayant rang de colonel ou de général de brigade;

Un chef de génie, ayant rang de colonel du génie;

Un administrateur, ayant rang d'intendant et chargé de tous les services relatifs aux approvisionnements;

Un médecin en chef.

Art. 7. — Les fonctionnaires ci-dessus désignés seront nommés par le ministre de la guerre. Ils seront pris indifféremment dans l'ordre civil ou militaire, sauf le commandant du camp qui sera exclusivement militaire. Les nominations dans l'ordre militaire pourront toutes être faites au nom de l'armée auxiliaire.

L'ensemble de ces chefs de service constituera le conseil d'administration du camp, sous la présidence du commandant du camp chargé de l'exécution.

Il pourra être nommé un vice-président, pris dans l'ordre civil et spécialement chargé de l'organisation proprement dite. Toutes les nominations dans le personnel du camp ou pour le commandement des troupes, seront faites, à titre provisoire, par le commandant du camp. Celles des chefs de légion ou des généraux de brigade seront faites par le Ministre de la guerre sur la proposition du commandant du camp.

Art. 8. — L'appel des mobilisés et autres contingents désignés à l'article 1^{er}, aura lieu à partir du 1^{er} décembre prochain, savoir : Les mobilisés du 1^{er} ban entre le 1^{er} et le 10 décembre, et les mobilisés des autres bans entre le 20 et le 30 décembre.

Les hommes seront acheminés au camp dans l'état d'équipement et d'armement où ils se trouveront. Cet équipement et cet armement seront complétés d'office par les soins du Ministre de la guerre et aux frais des départements respectifs. A partir de ce moment, l'entretien et la solde des troupes restent exclusivement à la charge de l'Etat.

LE PRÉFET DU NORD;

Arrête :

Que le décret qui précède sera immédiatement publié et affiché dans toutes les communes du département et inséré au Recueil des Actes administratifs de la Préfecture.

Lille, 2 décembre 1870.

Art. 9. — Les troupes présentes au camp seront continuellement instruites et exercées, et mèneront la vie des armées en campagne. Elles seront passées en revue deux fois par semaine. Elles seront soumises à la discipline et aux lois militaires.

Toutes les semaines, le commandant du camp rendra compte au Ministre de l'état physique et moral des troupes. Ce compte rendu sera accompagné des rapports des chefs de service.

Art. 10. — Le commandant du camp aura le droit de réorganiser les bataillons de gardes mobiles ou mobilisés qui seraient moins de 800 hommes ou plus de 1,200 hommes. Il composera des régiments de 3 bataillons, et des brigades de 2 régiments en respectant autant que possible l'autonomie de chaque département.

A partir du jour de l'arrivée des troupes au camp, toute nomination à faire dans les cadres relèvera de l'administration de la guerre, et aura lieu en conformité du dernier paragraphe de l'article 7.

Art. 11. — En ce qui concerne l'organisation des batteries d'artillerie départementales, prescrites par décret du 3 novembre 1870, les préfets s'occuperont de faire exécuter les pièces, de les faire équiper, monter et atteler, en conformité du décret. Mais le commandant du camp aura le soin de former et d'exercer le personnel des artilleurs et des conducteurs.

Aussitôt qu'une batterie sera prête, elle sera expédiée avec son attelage et tous ses accessoires au camp, où elle servira immédiatement à l'instruction du personnel.

Art. 12. — Il sera formé, par les soins du commandant du camp, des régiments de cavalerie, et des compagnies du génie, dans les proportions usitées pour les armées en campagne.

Art. 13. — Pour pourvoir aux besoins des troupes, le commandant du camp ou ses délégués jouiront, toutes les fois que les circonstances le rendront nécessaire, du droit de réquisition directe sur les personnes et les choses : ce droit s'exercera dans les limites de la circonscription desservie par le camp; mais il ne pourra s'étendre au delà qu'en vertu d'une autorisation spéciale du ministre de la guerre.

Tours, le 25 novembre 1870.

Le Membre du Gouvernement, Ministre de l'intérieur et de la guerre,

L. GAMBETTA.

Par le Ministre :

Le délégué au département de la guerre,

C. DE FREYCINET.

Pierre LEGRAND.

PROCLAMATION

Toute fortification sur le terrain de la Ville
d'Amiens doit disparaître dans 3 jours — Sinon
la Ville sera punie.

Amiens,
2 Décembre 1870.

Comte VON DER GROEBEN
Lieutenant-Général.

Imprimerie VVÉLT, rue des Trois-Cailloux, 64.

TIRAILLEURS VOLONTAIRES DU NORD.

Le Commandant POUSSEUR, des *Tirailleurs volontaires du Nord*, fait connaître qu'une 3^{me} Compagnie est en formation dans son bataillon.

Les hommes qui voudraient faire partie de cette compagnie sont invités à se présenter, dans le plus bref délai, à l'hôtel du Griffon et de l'Europe, rue des Trois-Visages, 59, de 9 heures du matin à 5 heures du soir.

S'ils appartiennent déjà à un Corps ou à la Garde nationale mobilisée, ils devront être pourvus de l'autorisation de changement de Corps, signé par leur chef de Corps.

Arras, imprimerie SCHOUTREER, rue des Trois-Visages.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

GARDE NATIONALE

SÉDENTAIRE.

GARDES NATIONAUX,

Au moment où la résistance nationale doit se livrer à un immense et suprême effort sur toute l'étendue du territoire, le Gouvernement de la République invite les Gardes nationaux sédentaires de toutes les communes appelés à prendre part à des combats contre l'ennemi, de quelque importance qu'il soit, à se considérer comme soldats et à s'inspirer de tous les devoirs de la vie militaire.

Le premier service que les Gardes nationaux doivent rendre, c'est de se montrer prévoyants pour eux-mêmes; ils ne devront quitter leurs foyers qu'avec leurs armes en bon état, leurs munitions soigneusement à l'abri, et pourvus de chaussures de chasse ou de route susceptibles de résister à de longues marches, et d'un sac contenant des provisions de vivres.

Ceux de nos Concitoyens qui voudraient faire de leur fortune ou de leur aisance un noble et patriotique usage penseront à leurs voisins plus pauvres, en les aidant de leur bourse et de leurs conseils; il s'établira ainsi entre tous les habitants d'une même commune une confraternité militaire qui contribuera puissamment à la bonne attitude des troupes, et ces précautions qui ne sauraient coûter à l'initiative individuelle aucun effort, seront pour l'Administration de l'Intendance un concours et un soulagement précieux.

Saint-Lô, le 3 décembre 1870.

Le Préfet de la Manche,

EMILE LENOËL.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 18^e ARRONDISSEMENT

AVIS

Une grande partie de la population souffre du froid. Le Combustible manque. Les Vêtements surtout font défaut.

Notre devoir à tous est de venir en aide à tant de misères imméritées.

La Municipalité du 18^e arrondissement fait appel aux sentiments de Fraternité que les souffrances communes ne peuvent manquer d'éveiller dans tous les cœurs.

Une Lingerie Municipale est installée *rue des Abbesses, 11*. Les dons de toute nature y seront reçus.

Que chacun se hâte d'apporter son tribut en linge, couvertures, étoffes, souliers, vêtements neufs ou vieux.

Des ouvrières sont chargées de la réparation des vêtements et de la mise en œuvre des étoffes.

La répartition sera faite par les soins de la Municipalité.
Paris, le 4 Décembre 1870.

Les Adjoints,
J.-A. LAFONT, G. CLÉMENTEAU.
S. DEREURE,
(JACLARD, empêché).

Le Maire,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

RAPPORT MILITAIRE.

Paris, le 4 Décembre 1870.

Les pertes de l'ennemi ont été tellement considérables pendant les glorieuses journées des 29, 30 novembre et 2 décembre, que, pour la première fois depuis le commencement de la campagne, frappé dans sa puissance et dans son orgueil, il a laissé puiser une rivière en sa présence, en plein jour, à une armée qu'il avait atterrée la veille avec tant de violence.

On ne saurait trop insister sur ce fait unique dans la guerre de 1870, car il consacre les efforts faits par une armée qui n'existait pas il y a deux mois. Il faut en chercher la cause dans le patriotisme des éléments qui la composent et dans la force que la population de Paris a, par son attitude, inspirée à tous les défenseurs de la capitale.

L'armée réunie en ce moment à l'abri de toute atteinte puise de nouvelles forces dans un court repos qu'elle était en droit d'attendre de ses chefs après de si rudes combats. Il y a des cadres à remplacer, et c'est avec la plus grande activité que l'on procède au remaniement de certaines parties de son organisation.

Le Gouverneur est resté à la tête des troupes, et il pourvoit par lui-même à tous les besoins signalés.

P. O. Le Général. *Chef d'Etat-Major général,*
SCHMITZ.

3 IMPRIMERIE NATIONALE. — Bureaux 1870.

Paris. — Imp. FÉLIX-LEITE, passage Cassini, 11. Mairie du 18^e arrondissement.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Dépêche Télégraphique

CIRCULAIRE

Tours, 5 décembre 1870, à 11 h. 55 du soir.
Arrivée à la Préfecture le 6, à 6 h. du matin.

Intérieur à Préfets et Sous-Préfets

Après les divers combats livrés dans les journées des 2 et 3 décembre, qui avaient causé beaucoup de mal à l'ennemi, mais qui en même temps avaient arrêté la marche de l'armée de la Loire, la situation générale de cette armée parut tout à coup inquiétante au général commandant en chef d'Aurelles de Paladine. Dans la nuit du 3 au 4 décembre le général d'Aurelles parla de la nécessité qui s'imposait suivant lui d'évacuer Orléans et d'opérer la retraite des divers corps de l'armée sur la rive gauche de la Loire. Il lui restait cependant une armée de plus de 200,000 hommes, pourvus de plus de 500 bouches à feu, retranchés dans un camp, fortifiés de pièces de marine à longue portée. Il semblait que ces conditions exceptionnellement favorables dussent permettre une résistance qu'en tout cas les devoirs militaires les plus simples ordonnaient de tenter. Le général d'Aurelles n'en persista pas moins dans son mouvement de retraite. Il était sur place. Il pouvait mieux que personne juger la situation des choses.

Après une délibération prise en Conseil de gouvernement à l'unanimité, la délégation fit passer le télégramme suivant au commandant en chef de l'armée de la Loire :

L'opinion du gouvernement consulté était de vous voir tenir ferme à Orléans, vous servir des travaux de défense et ne pas s'éloigner de Paris; mais, puisque vous affirmez que la retraite est nécessaire, que vous êtes mieux à même, sur les lieux, de juger la situation, que vos troupes ne tiendraient pas, le Gouvernement vous laisse le soin d'exécuter les mouvements de retraite sur la nécessité desquels vous insistez et que vous présentez comme de nature à éviter à la Défense nationale un plus grand désastre que celui même de l'évacuation d'Orléans. En conséquence, je retire mes ordres de concentration active et force à Orléans et dans le périmètre de vos lieux de défense; donnez des ordres d'exécution à tous vos généraux en chef placés sous votre commandement.

Cette dépêche était envoyée à onze heures; à midi, le général d'Aurelles de Paladine écrivait à Orléans :

Je change mes dispositions; je dirige sur Orléans le 16^e et le 17^e corps; j'appelle le 18^e et le 20^e; j'organise la résistance. Je suis à Orléans, à la place. *Signé* : D'AURELLES.

Ce plan de concentration était justement celui qui, depuis vingt-quatre heures, était conseillé, ordonné par le Ministre de la guerre. M. le Ministre de la guerre voulut se rendre lui-même à Orléans, pour s'assurer de la concentration rapide des corps de troupes. A une heure et demie, il partait par train spécial; à quatre heures et demie, en avant du village de La Chapelle, le train dut s'arrêter, la voie étant occupée par un parti de cavaliers prussiens qui l'avaient couverte de madiers et de pièces de bois pour entraver la marche des convois. A cette heure, on entendait la canonnade dans le lointain; on pouvait croire qu'on se battait en avant d'Orléans. A Beaugency, où le Ministre de la guerre était revenu, pour prendre une voiture afin d'aller à Écouy, croyant que la résistance se continuait devant Orléans, il ne fut plus possible d'avoir des nouvelles. Ce n'est qu'à Blois, à 9 heures du soir, que la dépêche suivante fut envoyée de Tours :

Depuis midi, je n'ai reçu aucune dépêche d'Orléans; mais, à l'instant, en même temps que la vôtre, 6 heures 3 minutes, je reçois deux dépêches d'Orléans, l'une de l'inspecteur d'Orléans, annonçant qu'on a tiré sur votre train, à La Chapelle; l'autre, du général d'Aurelles, ainsi conçue : — « J'avais espéré, jusqu'au dernier moment, pouvoir me dispenser d'évacuer Orléans. Tous mes efforts « ont été impuissants. Cette nuit, la ville sera évacuée. » — Je suis sans autre nouvelle.

Signé : FREYCINET.

En présence de cette grave détermination, des ordres furent donnés de Blois pour assurer la bonne retraite des troupes. Le Ministre ne rentra à Tours que vers 3 heures du matin, il trouva à son arrivée les dépêches suivantes, que le public appréciera :

Orléans, 5 décembre, 12 h. 10 m. matin. Général de Pallières à Guerre, L'ennemi a proposé notre évacuation à Orléans, à 11 heures et demie du soir, sous peine de bombardement de la ville. Comme nous devions la quitter cette nuit, j'ai accepté au nom du général en chef. Batteries de la marine ont été enclouées. Peudre et matériel détruits.

Orléans, Secrétaire général à Intérieur. L'ennemi a occupé Orléans à minuit. On dit les Prussiens entrés presque sans munitions. Ils n'en presque pas faits de prisonniers.

A l'heure actuelle, les dépêches des différents chefs de corps annoncent que la retraite s'effectue en bon ordre; mais on est sans nouvelles du général d'Aurelles, qui n'a rien fait parvenir au gouvernement. Les nouvelles reçues jusqu'à présent disent que la retraite des corps d'armée s'est accomplie dans les meilleures conditions possibles. Nous espérons reprendre bientôt l'offensive. Le moral des troupes est excellent.

Courrier reçu par ballon *Franklin*, signale des victoires sous Paris, les 2 et 3 décembre. Celle du 3 surtout a été très-importante comme résultats. Nous avons combattu 3 heures, dit général Trochu, pour conserver nos positions et 5 heures pour enlever celles de l'ennemi, sur lesquelles nous couchons. Les pertes prussiennes sont évaluées à chiffres très-considérables; 400 prisonniers sont arrivés dans la journée à Paris. Les troupes ennemies engagées le 3 étaient pourtant fraîches. Il y avait environ cent mille hommes, pour la plupart Saxons ou Wurtembourgeois. Rapport officiel dit que pertes de l'ennemi ont été tellement considérables que pour la première fois de la campagne, il a laissé passer une rivière en sa présence, en plein jour, à une armée qu'il avait attaquée la veille avec tant de violence. La matinée du 3 a été calme. Grand effet moral produit dans Paris.

Léon GAMBETTA.

Pour copie conforme

Le Préfet de la Gironde,

H. ALLAIN-TARGÉ.

PROCLAMATION

Les habitants de la ville de Rouen sont avertis que toutes les armes, soit les armes à feu, soit les armes blanches, doivent être déposées immédiatement à l'Hôtel-de-Ville, et que chaque habitant sera traduit devant le Conseil de Guerre, s'il n'a pas remis ses armes avant le Mardi 6 décembre à deux heures de l'après-midi.

Rouen, le 5 décembre 1870.

SACHS,

Major, commandant la Place.

AVIS AUX HABITANTS D'ARRAS.

Les travaux de défense intéressent tous les habitants de la ville d'Arras, sans exception : Hommes, Veuves et Filles. Il est urgent de les faire exécuter.

Ceux de nos Concitoyens qui ne peuvent matériellement participer à l'exécution de ces travaux, doivent contribuer à leur paiement dans la proportion des propriétés mobilières et immobilières qu'ils ont à sauvegarder.

Dans ces conditions, avant de recourir à la voie rigoureuse des réquisitions, ce qui aura lieu dès vendredi matin, si cet appel n'est pas entendu, nous invitons les propriétaires et locataires à fournir dans le délai de trois jours, le nombre de journées proportionnel à la valeur locative des immeubles dont ils sont propriétaires ou locataires, en se conformant au tableau ci-après :

Pour une valeur locative de	25 à 50 fr.	2 journées.
	50 à 100	4 id.
	100 à 150	7 id.
	150 à 200	10 id.
	200 à 250	18 id.
	250 à 300	20 id.
	300 à 400	25 id.
	400 à 500	40 id.
	Et au-dessus de 500 fr.	50 id.

(La valeur locative imposable représente le cinquième de la valeur réelle).

Les personnes qui ne peuvent faire, soit par elles-mêmes, soit par leurs ouvriers, le nombre de journées qui leur est assigné par le tableau ci-dessus, devront en verser le prix à raison de 1 fr. 50 par journée, dans le délai de trois jours entre les mains du Receveur municipal.

Les personnes qui ne sont imposées que pour une valeur locative inférieure à 25 fr. (valeur réelle 125 fr.), ainsi que les Gardes nationaux qui sont imposés pour une valeur inférieure à 60 fr. (valeur 300 fr.), seront dispensés de cette répartition, sauf à eux à exécuter rigoureusement en nature, les travaux auxquels ils sont assujettis dans les proportions ci-dessus.

Les dons volontaires versés à ce jour seront imputés sur la part à payer par chacun.

A partir de ce jour, tous les ouvriers et autres habitants requis sans exception, qui vivent ou qui font vivre leur famille du produit de leur travail, seront payés à raison d'un franc cinquante centimes par journée de travail effectif.

Arras, le 5 Décembre 1870.

Les Membres de la Commission municipale exécutive de la ville d'Arras,

E. DEUSY.

ELIE LEDIFU.

Arras, imprimerie SCHOOTHEER, rue des Trois-Vierge.

PREFECTURE DE LA SOMME.

AUX HABITANTS

du Département de la Somme.

Après l'occupation du Département de la Somme par les troupes royales Prussiennes :

Toutes les lois Françaises sur la conscription et la Garde mobile,

Tous les décrets du Gouvernement Français sur l'appel aux armes, la levée en masse et l'enrôlement, soit à l'armée régulière, soit à la Garde mobile sédentaire ou mobilisée, soit aux Francs-Tireurs ou une autre troupe quelconque,

SONT ABOLIS.

Chaque habitant qui, en contravention à nos ordres, obéira à la conscription, partira pour un service quelconque, s'enrôlera volontairement ou coopérera à une action militaire quelconque, *

Sera soumis à la Cour martiale Prussienne et jugé d'après le Code pénal militaire Prussien ; en outre tous ses biens, sa famille et sa commune seront tenus responsables pour lui.

MM. les Maires sont chargés de veiller assidûment sur tous les membres de leurs communes assujettis auxdites lois et décrets abolis, d'arrêter et d'envoyer ici tout suspect, et de nous dénoncer aussitôt tout éloignement hors de la commune de la part d'un homme valide.

Amiens, le 5 Décembre 1870

Le Préfet de la Somme,

SULZER.

Le Lieutenant-Général,

GRAF VON DER GROEBEN.

République française. ... Commune de Lyon

RÈGLEMENT

POUR LES

OUVRIERS

Travaillant sur les Chantiers de la Défense nationale.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu la rigueur de la saison et l'impossibilité matérielle de continuer les travaux de la défense,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les ouvriers actuellement occupés sur les chantiers, recevront provisoirement, sous forme d'indemnité : une somme de 2 fr. pour les pères de famille et 1 fr. 50 pour les célibataires.

ART. 2. Cette somme leur sera payée individuellement, dans les Mairies ci-dessous désignées, sous le contrôle de deux membres du Conseil municipal, d'après les listes actuellement existantes, et aux heures ci-après :

ART. 3. La Mairie du 1^{er} arrondissement payera les ouvriers du chantier de la Pape, à 1 heure.

La Mairie du 2^e, ceux de Vénissieux-Parilly à 1 heure, ceux de Vénissieux à 2 heures.

La Mairie du 3^e, ceux de Mont-Chat à 1 heure, ceux de Bron à 2 heures, ceux de Clos-Coignet à 3 heures, ceux de Cusset-Redoute à 4 heures, ceux de Cusset-Cyprien à 4 h. 1/2.

La Mairie du 4^e, ceux du Haut-Vernay à 1 heure, ceux du Vernay à 2 heures, ceux des Mercières à 3 heures.

La Mairie du 5^e, ceux de St-Fons à 1 heure, ceux de St-Fons-Mamelen à 2 heures, ceux de St-Fons-Glacières à 3 heures, ceux des coupures d'entrée des Ilirondelles et des Pents à 4 heures.

La Mairie du 6^e, ceux du Grand-Camp à 1 heure, ceux de la Tête-d'Or à 2 heures, ceux du Château-Gaillard à 3 heures.

ART. 4. Les Brigadiers seront tenus de se présenter à la tête de leurs brigades respectives, munis de leurs listes.

ART. 5. Les travailleurs sont prévenus que les sommes indiquées ci-dessus ne leur seront distribuées dans l'ordre énoncé que les 7, 8 et 9 décembre.

A partir du 10 courant, des secours seront distribués en nature par l'intermédiaire des compagnies de Garde nationale, auprès desquelles chaque ouvrier doit faire les démarches nécessaires pour constater sa situation légitime et nécessitante.

ART. 6. Egalement à partir du 10, pour être admis sur les Chantiers, les ouvriers doivent produire : 1^o un certificat délivré par le Maire de leur arrondissement, constatant qu'ils ne sont pas compris dans les diverses levées NATIONALES DE 20 à 40 ANS, et qu'ils habitent la ville de Lyon depuis plus de six mois ; 2^o un certificat du capitaine de leur compagnie justifiant qu'ils font partie de la Garde nationale ET QU'ILS ONT BESOIN DE TRAVAILLER SUR LES CHANTIERS.

Les Ouvriers appartenant à des Industries où il n'y a pas de chômage, tels que Forgerons, Charpentiers, Cordonniers, Tailleurs, Beaulangers, etc., ne seront pas admis.

Lyon, le 6 Décembre 1870.

Pour le Maire de Lyon :

L'ADJOINT DÉLÈGÉ, CHAVEROT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 2^e ARRONDISSEMENT

Les rigueurs de la saison sont venues ajouter de nouvelles souffrances à celles qui résultent des circonstances actuelles.

La Municipalité du 2^e Arrondissement vient encore faire appel à la générosité des habitants.

Il ne suffit pas de nourrir les nécessiteux, il faut encore les protéger contre le froid.

Dans ce but, l'Administration des Cantines nationales du 2^e Arrondissement a établi, au Palais de la Bourse, des Magnasins où seront recueillis tous les dons en nature : Vêtements neufs et vieux à l'usage des deux sexes, objets de literie, layettes, étoffes, linge, etc., etc.

Les Membres de la Commission des Cantines seront chargés, avec le concours d'un comité de dames, de recueillir et de distribuer ces dons à la population nécessiteuse du 2^e Arrondissement. Ils procéderont à cette distribution avec le zèle intelligent et dévoué qu'ils ont apporté jusqu'à ce jour à leur administration.

Les Adjoints,

E. BRELAY, CHÉRON,
LOISEAU-PINSON.

Le Maire,

TIRARD.

Imprimerie FRESSETTE, passage Racine, 17. Maison postale de Calix, 17.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TELEGRAPHIQUE

Tours, 6 Décembre 1870, à 2 h. 15 soir.
Arrivée à la Préfecture, à 4 h. 30 soir.

Le Ministre de l'Intérieur aux Préfets et Sous-Préfets.

Je suis informé que les bruits les plus alarmants sont répandus sur la situation de l'armée de la Loire. Démentez hardiment toutes ces mauvaises nouvelles, colportées par la malveillance, dans le but de provoquer le découragement, la démoralisation. Vous serez strictement dans le vrai, en affirmant que notre armée est en ce moment dans d'excellentes positions; que son matériel est intact ou renforcé; qu'elle se dispose à reprendre la lutte contre l'envahisseur.

Que chacun soit ferme et fort! Que tous ensemble nous fassions un suprême effort! et la France sera sauvée.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,

H. ALLAIN-TARGÉ.

Bordeaux. — Insp. administrative Nagot, rue de la Bourse, 11 et 13.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Gouvernement de la Défense nationale porte à la connaissance de la population les faits suivants :

Hier au soir, le Gouverneur a reçu une lettre dont voici le texte :

Versailles, ce 5 Décembre 1870.

Il pourrait être utile d'informer Votre Excellence que l'armée de la Loire a été défaite hier près d'Orléans, et que cette ville est réoccupée par les troupes allemandes.

Si toutefois Votre Excellence juge à propos de s'en convaincre par un de ses officiers, je ne manquerais pas de le munir d'un sauf-conduit pour aller et venir.

Agréez, mon Général, l'expression de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être votre très-humble et très-obéissant serviteur,

Le Chef d'Etat-Major,
Comte DE MOLTKE.

Le Gouverneur a répondu :

Paris, ce 6 Décembre 1870.

Votre Excellence a pensé qu'il pourrait être utile de m'informer que l'armée de la Loire a été défaite près d'Orléans et que cette ville est réoccupée par les troupes allemandes.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication, que je ne crois pas devoir faire vérifier par les moyens que Votre Excellence m'indique.

Agréez, mon Général, l'expression de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être votre très-humble et très-obéissant serviteur,

Le Gouverneur de Paris,
Général TROCHU.

Cette nouvelle, qui nous vient par l'ennemi, en la supposant exacte, ne nous ôte pas le droit de compter sur le grand mouvement de la France accourant à notre secours. Elle ne change rien à nos résolutions ni à nos devoirs. Un seul mot les résume : COMBATTRE !

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Les Membres du Gouvernement :

Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY,
GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ENNEST PICARD, JULES SIMON.

Les Ministres :

Général LE FLO, DORIAN, J. MAGNIN;

Les Secrétaires du Gouvernement :

ANDRÉ LAVERTUJON, F. HEROLD, A. DRÉO, DURIER.

VILLE D'ORLÉANS

AVIS

Le Maire de la ville d'Orléans prévient ses concitoyens que M. le Commandant de la Place a pris et lui a notifié l'arrêté suivant pour être publié :

1° Tous les habitants détenteurs d'armes de guerre et de chasse et de munitions de guerre ou autres, sont tenus de les remettre, au plus tard, demain avant midi, au bureau du Commandant, place de l'Étape. n° 10;

2° Les volets et persiennes des portes, fenêtres et devantures de boutiques et magasins donnant sur la rue, doivent être immédiatement ouverts en totalité, et rester en cet état pendant toute la durée du jour;

3° Les cafés, estaminets, cabarets, restaurants et autres établissements de ce genre, seront fermés, chaque soir, à dix heures, au plus tard;

4° Les habitants ayant chez eux des soldats blessés sont obligés d'en fournir de suite la liste au Secrétariat de la Mairie, en faisant connaître la maison où se trouvent ces militaires, leurs noms et l'indication de leur régiment.

Les contrevenants à ces prescriptions seront passibles des peines édictées par la loi.

Orléans, le 6 décembre 1870,

Le Maire d'Orléans,

Signé : **CRESPIN.**

PREFECTURE DE LA MAYENNE
REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Egalité, Fraternité

ADJUDICATION

ou

10,000 Peaux de Biques

Le PREFET de la Mayenne

Donne avis aux habitants du département qu'il sera procédé, le Vendredi 9 décembre courant, à la Préfecture, à Laval, à deux heures de l'après-midi, à l'adjudication, sur soumissions cachetées, de dix mille peaux de biques, en cinq lots de deux mille, avec faculté de soumissionner soit un seul lot, soit la totalité des lots, petite et moyenne grandeurs. Un délai de cinq jours seulement est accordé pour la livraison.

Le prix sera payé en bons du trésor à un, deux et trois mois, ou, à volonté, en obligations départementales.

Fait à Laval, Hôtel de la Préfecture, le 6 décembre 1870;

Le Préfet de la Mayenne,

EUGÈNE DELATTRE.

Pour copie conforme :
Le Secrétaire général, R. RENOULT.

Laval, imp. L. BOREAU, imprimeur de la Préfecture, rue de Lauenau, 2.—1870.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

A VIS.

Dans les derniers combats qui ont été livrés, un nombre assez considérable de fusils prussiens sont restés sur les champs de bataille et sont tombés entre les mains de personnes dont les uns les consacrent comme trophées et les autres en font l'objet d'une véritable spéculation.

Ces armes pouvant être utilement employées pour la défense nationale, le Gouverneur de Paris rappelle que, conformément aux règlements, tous les fusils recueillis sur les champs de bataille, quel que soit leur modèle, doivent être, sous les peines prévues par la loi, remis au service de l'artillerie qui en est chargé de les faire réparer et de les délivrer ensuite aux troupes.

Ces fusils devront être déposés, soit à la place de Vincennes, soit à l'atelier de réparation d'armes établi à la Manufacture des Tabacs, quai d'Orsay, n° 67.

Paris, le 7 Décembre 1870.

LE GOUVERNEUR DE PARIS.

Par ordre :

Le Général, Chef d'Etat-Major général
SCHMITZ.

2 IMPRIMERIE NATIONALE. — Décembre 1870.

PROCLAMATION.

Les troupes soumises à mon commandement étant entrées dans le département du Loiret, il est publié le forum militaire extraordinaire, conformément au Code militaire prussien, pour tous ceux :

Qui préparent sciemment du danger ou du détriment aux troupes de Sa Majesté le Roi de Prusse ou de ses alliés, ou qui prêtent sciemment assistance au pouvoir ennemi.

Les personnes n'appartenant pas aux troupes de l'ennemi, qui :

(a) Servent d'espions à l'ennemi, qui en reçoivent, en cachent ou leur prêtent assistance ;

(b) Qui, volontairement, montrent les routes en qualité de guides aux troupes ennemies, ou qui, comme tels, montrent à dessein aux troupes allemandes des chemins faux ;

(c) Qui, par ressentiment ou par la soif du gain, tuent, blessent ou volent à dessein des personnes appartenant aux troupes de Sa Majesté le Roi ou à ses alliés, ou à leurs suites ;

(d) Qui détruisent des ponts ou des canaux, qui coupent la communication des chemins de fer ou des télégraphes, qui rendent les routes impraticables, qui mettent le feu à la munition, aux provisions de bouche, ou à d'autres effets de guerre, ou aux quartiers des troupes ;

(e) Qui prennent les armes contre les troupes de l'armée de Sa Majesté le Roi ou ses alliés ;

ONT ENCOURU LA PEINE DE MORT.

Ce décret aura force légale dans les départements du Loiret, de Loir-et-Cher, de la Nièvre, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, d'Eure-et-Loir, de l'Orne, de la Sarthe, du Cher, de l'Indre, de la Vienne, des Deux-Sèvres, d'Indre-et-Loire, de Maine-et-Loire, et est publié pour tout ce cercle par la Proclamation qui a eu lieu dans cette Ville.

Quartier-général, Orléans, le 8 décembre 1870.

Le Général commandant.

DE VOIGTS RETZ.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

AUX HABITANTS DE LA GIRONDE

Citoyens !

Le Gouvernement du 4 Septembre avait trouvé, pour le représenter dans la Gironde, un patriote dont le courage était à la hauteur des périls publics, et dont le caractère devait à la fois faire aimer et respecter la République.

Entre les mains de M. Larrieu l'autorité ne pouvait courir aucun risque. Son irréprochable passé était trop connu de tous pour qu'il fût permis, même aux adversaires, de demeurer défiants et de se montrer injustes.

C'est un grand honneur pour moi, mais un embarras plus grand encore, d'être appelé à continuer l'administration de votre cher Préfet, qui a voulu momentanément s'éloigner des affaires. Mais dans le temps où nous sommes, chacun de nous, sans raisonner, doit aller au poste où on l'envoie.

Je n'ai qu'un titre, qui m'a désigné sans doute au choix du Gouvernement, et qui me vaudra peut-être votre confiance : c'est que j'ai mis depuis longtemps déjà ce que j'ai de force et de volonté au service de la République.

Ce n'est pas aux citoyens de la grande Gironde qu'il est besoin de l'expliquer. Votre Montesquieu, s'il voyait l'état actuel de l'Europe et s'il étudiait les États-Unis d'Amérique comme il étudiait l'Angleterre, il y a cent cinquante ans, ferait aujourd'hui la démonstration lumineuse de l'incontestable vérité : avec le suffrage universel, en présence des monstrueuses monarchies militaires, la République seule peut donner à la France la liberté, l'ordre, l'égalité, la justice, la richesse, la grandeur.

Depuis trois mois, vous assistez à un spectacle qui frappe les étrangers d'étonnement et d'admiration. La République avait retrouvé la France sans soldats et sans armes, envahie par les hordes ennemies. Depuis trois mois elle se défend ; elle a déjà l'honneur, elle a ranimé tous les courages ; encore des efforts, encore de la patience elle sauvera l'intégrité du territoire.

Je viens donc travailler avec vous à l'œuvre de la Défense nationale. La Gironde a fait beaucoup. Vous avez donné votre argent sans compter. Vos conscrits, vos gardes mobiles, vos francs-tireurs ont déjà versé leur sang. Vos gardes nationales s'exercent et demandent à partir. Je n'ai point à craindre de me trouver en désaccord avec vous, car votre patriotisme va au-devant de tous les sacrifices que réclame de vous la République.

Le Préfet de la Gironde,
H. ALLAIN-TARGÉ.

VILLE DE ROUEN.

APPROVISIONNEMENTS

LIBRE CIRCULATION

Le Maire de Rouen

Donne avis que les Communications entre la Ville et les Communes du Département, pour les approvisionnements en blé, farines, bétail, volailles, légumes, avoine, fourrages, en un mot, en denrées de toute nature servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, sont complètement libres, et que toutes facilités de circulation sont assurées à MM. les Cultivateurs et autres personnes qui se livrent au commerce des denrées alimentaires.

Fait à Rouen, en l'Hôtel-de-Ville, le 7 décembre 1870.

le Maire de Rouen,

LEFORT, Adj.

Vu et approuvé :

**Le Major, commandant la Place,
SACHS.**

Rouen.—A. LECHEF, Imprimeur.

QUARTIER-GÉNÉRAL

A ROUEN

Ce 8 décembre 1870.

Comme le préfet de la Somme, celui du département de la Seine-Inférieure a quitté son poste au moment de l'entrée de la première armée de Sa Majesté le roi de Prusse, dans la capitale du département.

L'ordre de l'administration est l'intérêt de l'armée, mais plus encore celui de la population.

Je charge M. CHAMER, conseiller de Sa Majesté le Roi, des affaires de la Préfecture du département de la Seine-Inférieure, en engageant tous les lieux d'administration de s'adresser à lui en cas de besoin et de lui obéir en tout point.

Le Baron E. DE MANTEUFFEL

Général en Chef, Aide-de-Camp-Général de sa Majesté le Roi de Prusse.

Rouen.—Expédition à LECHEF.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE

TÉLÉGRAPHIQUE

Tours, le 8 décembre 1870, à 1 heure du matin.

Le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets

La translation du siège du Gouvernement de Tours à Bordeaux a été décidée aujourd'hui; elle aura lieu dans la journée de demain. Continuez à m'adresser vos dépêches à Tours jusqu'à demain soir 9 décembre à minuit. Ne soyez pas inquiets de cette translation qui a uniquement pour but d'assurer la parfaite liberté des mouvements stratégiques des deux armées composées avec l'armée de la Loire.

La situation militaire, malgré l'évacuation d'Orléans, est bonne; et le général Chanzy, depuis deux jours, lutte avec succès contre Frédéric-Charles et le refoule. Nos ennemis jugent eux-mêmes leur situation critique. Patience et courage, nous nous tirerons d'affaires. Ayez de l'énergie, réagissez contre les paniques, défiez-vous des faux bruits et croyez en la bonne étoile de la France. Mes collègues se rendent à Bordeaux; je pars demain pour l'armée de la rive droite de la Loire.

LÉON GAMBETTA.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,

H. ALLAIN-TARGÉ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ARRÊTÉ.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

Vu le décret en date du 25 décembre dernier, portant obligation de déclarer les chevaux, ânes et mulets existant à Paris et dans la banlieue ;

Considérant la nécessité de réserver exclusivement pour les besoins de l'Etat les chevaux, ânes et mulets déclarés,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Défense est faite à tout détenteur de chevaux, ânes et mulets d'en disposer autrement que pour les besoins de l'Etat, représenté par le Ministre de la Guerre et par le Ministre de l'Agriculture et du Commerce.

ARTICLE 2.

La vente dedit animaux ne pourra être faite qu'aux délégués des deux Ministres désignés dans l'article précédent.

Des commissions sont constituées pour l'achat dedit animaux, qui seront prélevés tous les jours, de 8 heures à midi, au Marché aux Chevaux.

ARTICLE 3.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera punie des peines édictées par les lois, et notamment par l'article 14 de la loi du 19 brumaire an III.

Fait à Paris, le 8 décembre 1870.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Décembre 1870.

PROCLAMATION

Les habitants de la Ville sont avertis qu'il y aura demain un changement de logements des troupes, et qu'alors on donnera des billets de logement. Les plaintes, sous le rapport du logement des troupes, devront être adressées au bureau de l'Hôtel-de-Ville, au rez-de-chaussée (bureau militaire).

Rouen, le 8 décembre 1870.

Le Major commandant la place de Rouen,
SACHIS.

Imprimé par J. LECHE, rue des Bons-Enfants, 40-42.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mairie du 12^e Arrondissement

FONDATION

DE LA

BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE

ET DES

LECTURES & CONFÉRENCES POPULAIRES

Le Maire du 12^e Arrondissement,

Considérant que le triomphe des idées et des Institutions républicaines comporte l'absolue nécessité de travailler à l'élevation du niveau intellectuel des citoyens ;

Considérant que, même au milieu des plus graves préoccupations, il est du devoir d'une administration démocratique de ne jamais oublier la mission moralisatrice dont elle est investie, et dont elle doit compte à l'avenir du pays ;

Vu le rapport de **M. Jules CLARETIE**, exprimant, au nom de la Mairie centrale, le vœu que, dans chaque arrondissement, il soit fondé une **Bibliothèque communale** et organisé des **Lectures et Conférences populaires** ;

Vu aussi les mesures prises, antérieurement à ce rapport, par l'administration du 12^e arrondissement ;

ARRÊTE :

Une commission est instituée pour procéder activement à la fondation de la **Bibliothèque communale** et à l'organisation des **Lectures et Conférences populaires** du 12^e arrondissement, dont l'ouverture sera très-prochainement annoncée ;

Cette commission est composée de :

MM. EUGÈNE MULLER, de la Bibliothèque de l'Arsenal, Vice-Président de la Société des Gens de Lettres, *Président* ;

FÉLIX JAHYER, homme de Lettres, *Secrétaire* ;

ANDRIEU, Docteur-Médecin ;

LUGAND, ancien Instituteur public dans l'Hérault, ancien Élève de l'École Normale ;

AGRICOL PERDIGUIER, ancien Représentant du Peuple ;

POIGNÉE, Chef des bureaux de la Mairie du 12^e arrondissement ;

PRADE, ingénieur civil, Membre fondateur de la Bibliothèque des Amis de l'Instruction ;

VELTER, Instituteur communal.

Bien que le premier fonds de création de la Bibliothèque ait son principe dans une affectation spéciale du budget Municipal et dans un certain nombre d'offrandes particulières, le Maire fait un pressant appel à tous ses concitoyens, pour les prier de concourir au développement de cette utile fondation par des dons de livres, dessins, gravures, partitions, etc., ou par des dons d'argent, destinés à des acquisitions pour la Bibliothèque.

Les dons ou avis de dons seront reçus par **M. POIGNÉE**, membre de la Commission, chef des bureaux de la Mairie du 12^e arrondissement.

Paris, le 8 Décembre 1870.

Le Maire du 12^e Arrondissement,

ALFRED GRIVOT

REPUBLIQUE FRANÇAISE

ENLÈVEMENT DES NEIGES

AVIS

Aux Ouvriers des Chantiers

Les Ouvriers des Chantiers communaux sont prévenus qu'aujourd'hui 9 courant, et s'il y a lieu les jours suivants, ils ne recevront ni salaire ni indemnité s'ils n'ont pas travaillé à l'enlèvement des neiges dans les rues de la Ville.

Ils devront préalablement se présenter au Bureau des Capucins, pour y être embrigadés et dirigés sur les points de la Ville qui leur seront désignés.

Lyon, le 9 décembre 1870.

POUR LE MAIRE DE LYON,
L'Adjoint délégué,
CHAVEROT.

Lyon, imp. Rey et Sarrasin, rue St-Géor., 2.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ
MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

AVIS

La MUNICIPALITÉ du XIV^e Arrondissement est avisée que des tentatives se produisent en ce moment de divers côtés pour organiser des Compagnies Franches et des Corps de Tirailleurs.

Elle déclare qu'elle est absolument étrangère à ces tentatives et qu'elle ne leur accorde aucune espèce de patronage.

Paris, le 9 Décembre 1870.

Les Adjoints,
HÉLIGON — NÈGRE — PÉRIN.

Le Maire,
Louis ASSELINE.

Paris. — Imprimerie A. E. Rochette 90, boulevard Montparnasse.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE de LYON

ARRÊTÉ

LE MAIRE DE LA VILLE DE LYON,

Vu la délibération du Conseil municipal en date de ce jour;

Considérant que les travaux de défense qui ont motivé la création des Chantiers, sont terminés ou arrêtés par le mauvais temps;

Considérant qu'en l'absence de travail possible, il y a lieu de venir en aide aux citoyens privés d'ouvrage;

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. — Les Chantiers sont dissous.

Art. 2. — A partir du Lundi 19 Décembre, les Comités des six arrondissements sont chargés de distribuer des secours en nature aux habitants sans ressources, justifiant de leur domicile et de leur identité.

Lyon, le 10 Décembre 1870.

Le Maire de Lyon,

HENON.

Lyon, Imprimerie Brey et Desobry, rue St-Claude, 8.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE PARIS.

Le Membre du Gouvernement délégué à la Mairie de Paris,

Considérant que les farines doivent être, autant que possible, uniquement consacrées à la fabrication du pain,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. A partir de ce jour, 11 décembre, il est interdit aux boulangers de fabriquer des biscuits dits *de mer* ou *de troupe*.

Cette prohibition ne s'applique pas aux boulangers soumissionnaires de cette denrée vis-à-vis de l'Administration de la guerre, dans la limite des commandes qu'ils auront reçues de l'intendance.

Art. 2. A partir du mardi 13 courant, il sera interdit à tous boulangers et débitants de comestibles de mettre en vente des biscuits dits *de mer* ou *de troupe*.

Les débiteurs de cette denrée devront déclarer à la mairie de leur domicile les quantités qu'ils posséderont à cette date.

Art. 3. Ces quantités seront transportées à la boulangerie de l'Assistance publique, place Scipion, où elles seront payées, après constatation du poids et de la qualité, sur le pied des prix déterminés par les marchés de l'intendance militaire.

Art. 4. Faut-il par les débiteurs de faire la déclaration prescrite par l'article 3, la marchandise sera saisie et confisquée, sans préjudice des peines édictées par le décret de la Convention nationale, en date du 19 brumaire an III.

Fait à Paris, le 11 Décembre 1870.

JULES FERRY.

Pour ampliation :

Le Secrétaire général de la Mairie de Paris,

JULES MAHIAS.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Décembre 1870.

SOLIDARITÉ RÉPUBLICAINE

Salle de la rue d'Artois, 3. 1^{er} arrondissement.

LUNDI 12 DÉCEMBRE 1870, À DEUX HEURES

GRANDE MATINÉE

LITTÉRAIRE

AU PROFIT DE L'AMBULANCE DU COMITÉ RÉPUBLICAIN

Du 11^e Arrondissement

INTRODUCTION SUR L'AMBULANCE DU COMITÉ RÉPUBLICAIN

Par un Représentant du Comité

CONFÉRENCE

Par M. G. FRANCHON.

Président de la Commission des Fêtes du 11^e arrondissement,

SUR LA FRANCE BLESSÉE

et par M^{rs} MARCHEF-GILARD

DU RÔLE DES FEMMES EN TEMPS DE GUERRE

Le CONFITEUR RÉPUBLICAIN, d'EL. PLOUVIER, dit par l'auteur

LA LYRE D'ARRAIN

d'Aug. Barillet, dit par M^{rs} AGAB, de la Comédie-Française.

L'ANE — ROUGE ET BLEU — LA LUNE — LE BAVAROIS

de Th. de Banville

Dit par M. SAINT-GERMAIN, du Théâtre du Vaudeville

ALLONS, PARIS, DÉBOUT!

Dit par M^{rs} DICA-REIZ, du Théâtre de l'Ambigu

La Société des ENFANTS DE LUTÈCE sous la direction de

M. GAUMONT, claudera :

4 Morceaux patriotiques.

Prix d'entrée : UN franc.

Ou trouve des Billets à l'avance : à l'Ambulance Républicaine, 74, rue de Turbigo,

à la Salle de la rue d'Artois, 3, et chez M^{rs} Turcotte, 36 (association des Tailleurs).

542. 1^{er} arrondissement. — Imprimerie spéciale de la République, 115, boulevard de la République.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Citoyens

Au moment où l'armée de Paris commence, contre ses assiégeants, une campagne de sorties meurtrières et victorieuses; pendant qu'une de nos armées lutte héroïquement contre les troupes aguerries de Frédéric-Charles; pendant que d'autres armées attendent l'heure de frapper des coups décisifs; pendant que les Gardes Nationales mobilisés de l'Ouest et du Nord, du Centre et du Midi s'assemblent pour marcher au secours de nos Gardes Mobiles, quelques habiles, profitant du trouble de cœur qu'ils ont cru sentir, à l'instant des adieux, chez nos populations patriotiques, cherchent à vous pousser à de lâches défaites.

Qu'ils le sachent bien; leur heure est mal choisie, et mal choisie surtout serait, la noble Gironde, pour une entreprise contre l'honneur de la Patrie, contre l'intégrité du territoire de la France, contre la République.

Qu'ils se calment aussi les citoyens qui s'alarment; le Gouvernement de la République a fait, pour la défense nationale, depuis trois mois, des miracles que la République seule pouvait produire. Qu'ils aient confiance et patience.

Le Préfet de la Gironde,

H. ALLAIN-TARGÉ.

Bordeaux. — Imp. administrative Bayle, rue de la Bourse, 11 et 12.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

Le Membre du Gouvernement délégué à l'Administration du département de la Seine et à la Mairie de Paris

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Réquisition est faite, pour les besoins de la boulangerie, de tous les bols blancs dits de *boulogne*, ainsi que des bols d'es-sence de hêtre ou autres existant chez les marchands de bols ou partout ailleurs.

Cette réquisition ne s'étend pas aux provisions qui se trouvent au domicile particulier de chaque boulanger.

Art. 2. Les détenteurs des marchandises frappées de réquisition seront tenus de faire la déclaration des quantités qu'ils possèdent à l'Annexe de l'Hôtel de Ville, rue de la Contellerie, n° 3 (Service des perceptions municipales); dans les vingt-quatre heures de la promulgation du présent arrêté, sous les peines portées par la loi.

Art. 3. Les prix seront fixés par la Chambre syndicale des marchands de bols, de concert avec l'Administration municipale, fait à Paris, le 11 décembre 1870.

JULES FERRY.

Pour ampliation :

Le Secrétaire général de la Mairie de Paris,

JULES MAHIAS.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Décembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

Le Membre du Gouvernement délégué à la Mairie de Paris,

Vu les arrêtés ministériels qui ont prononcé la réquisition de toutes les farines de blé et de seigle;

Vu l'arrêté en date de ce jour, interdisant aux boulangers la fabrication des biscuits dits de *mer ou de troupe*, en vue de restreindre actuellement l'emploi de la farine à la fabrication du pain.

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. La vente de la farine est interdite à partir de ce jour, 11 décembre; en conséquence, défense est faite aux boulangers de vendre de la farine et de l'employer à tout autre usage qu'à la fabrication du pain.

Art. 2. Tout boulanger contrevenant sera poursuivi conformément au règlement, sans préjudice des mesures que l'Administration se réserve de prendre pour la fermeture de sa boutique.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la loi.

Art. 4. Ampliation du présent arrêté sera adressé à M. le Préfet de Police, chargé d'en assurer l'exécution, Paris, le 11 Décembre 1870.

JULES FERRY.

Pour ampliation :

Le Secrétaire général,

JULES MAHIAS.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Décembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

MAIRIE DE MÈNILMONTANT

XX^e ARRONDISSEMENT.

AVIS

Afin d'éviter le fait qui se produit, et qui n'est que le résultat de craintes mal fondées, le Blé ne manquant pas dans Paris, la Commission Municipale provisoire du vingtième Arrondissement, fait appel au patriotisme de la population et des boulangers, en priant les habitants de ne prendre que le pain nécessaire pour la journée et les boulangers de donner, seulement, les quantités de pain qu'ils savent être prises habituellement par leurs clients.

Le Pain ne peut manquer à la population que par suite de l'approvisionnement excessif de quelques ménages, approvisionnement que rien ne peut justifier et que la Commission espère voir cesser, sur l'invitation pressante qu'elle adresse aux habitants et aux boulangers.

Paris, le 11 Décembre 1870.

Les Membres de la Commission Administrative provisoire du 20^e Arrondissement

J. CAROZ, V. SIMBOISELLE, TOPART, PAFPE,
MÉTIVIER, CHAVANON et GÉRARD.

Paris. — Imprimerie FRÉSSÉTTE, passage Rouvier, 11. — Maison parage de Caire, 12.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. Egalité. Fraternité.

Mairie du 3^{me} Arrondissement

AVIS

La Municipalité prévient ses Administrés que les Boulangers ont ordre de ne délivrer de pain, que sur la présentation de la Carte de Boucherie, afin de consacrer exclusivement aux personnes du Troisième Arrondissement, le pain qui leur est nécessaire.

Cette mesure n'est que momentanée.

Paris, 12 Décembre 1870.

Le Maire,

BONVALET,

Paris. — Typ. MORRIS père et fils, rue Amiel, 64.

AVIS

Die Truppen werden hiermit benachrichtigt, dass im Etappen-Rayon Lagny alle Einquartierungsangelegenheiten, sowie alle Requisitionen unter meiner Aufsicht ausgeführt werden. Es haben sich daher alle Kommandos sowie alle einzelnen Leute von der Kommandantur die Anweisungen zur Einquartierung zu erbitten und haben die Maires der einzelnen Orte die betreffenden Quartiere anzuweisen, jedes Einquartieren auf eigene Hand ist verboten. Ebenso müssen Requisitionen jeder Art schriftlich von mir genehmigt und mit den Stempel der Kommandantur versehen werden.

Die Verpflegung erfolgt bis auf Weiteres aus den Königl. Magazinen und haben die Truppen nur Licht und Heizung zu verlangen und dass ihnen in den bewohnten Häusern gekocht werde. In einzelnen Fällen wird den Herren Offizieren Verpflegung gewährt jedoch muss für jeden einzelnen Fall meine spezielle Anweisung erfolgt sein.

Lagny, den 12^{ten} December 1870.

VON HANTKE,

Obristlieutenant et Kommandant des Etappenhauptortes der 3^{ten} Armee.

TRADUCTION. — Les troupes sont informées que dans le rayon d'étape(s) de Lagny, toutes les affaires relatives aux logements militaires, ainsi que toutes les réquisitions, se feront sous ma direction. En conséquence, tous les commandants de troupes, ainsi que les individus isolés auront à demander à la Commandanture les billets de logement, et les Maires des différentes localités devront désigner les logements respectifs. Il est défendu de prendre un logement à son choix. De même, les réquisitions de toute nature doivent être approuvées par moi et revêtues du cachet de la Commandanture.

La subsistance des hommes se tirera jusqu'à nouvel ordre des magasins royaux. Les troupes n'auront donc à réclamer que la lumière et le bois, et dans les maisons habitées, la cuisson de leurs aliments. En certains cas particuliers, la nourriture sera fournie à MM. les officiers; mais, pour chaque cas particulier, il sera besoin d'une autorisation spéciale de ma part.

Lagny, 12 Décembre 1870.

VON (DE) HANTKE,

Lieutenant-Colonel et Commandant d'Etape du 3^e corps d'armée.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

AVIS.

Les déclarations des quantités de houilles et cokes approvisionnés dans Paris ou dans les communes situées en deçà de la ligne d'investissement et auxquelles s'appliquent le décret du Gouvernement et l'arrêté ministériel du 10 courant, seront reçues au Ministère des Travaux publics (rue Saint-Dominique, n° 62), les 12 et 13 courant, de 9 heures du matin à 5 heures du soir.

Ces déclarations transmises verbalement ou par écrit devront indiquer les noms, professions et domiciles des déclarants et des propriétaires, le lieu où sont déposés les combustibles déclarés, leurs nature, sorte et quantité.

Le Ministre des Travaux publics rappelle au Public qu'aux termes du décret du Gouvernement en date du 1^{er} octobre dernier et d'une lettre du Ministre de l'Intérieur, insérée au *Journal officiel* du 21 du même mois, les réquisitions ne peuvent valablement être faites que par le Gouverneur de Paris, le Ministre compétent et, en cas d'urgence extrême, par les Maires des vingt arrondissements ou les Commandants de secteurs.

Le Ministre des Travaux publics rappelle également au Public que les combustibles *qui ont été requis* doivent, par application de l'article 3 du décret du 10 décembre, être déclarés, de même que les houilles et cokes qui n'ont pas été l'objet de réquisitions.

Paris, le 12 Décembre 1870.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CIRCULAIRE

Bordeaux, 12 Décembre 1870.

Intérieur à Préfets et Sous-Préfets.

Les embarras matériels de la translation des services, de Tours à Bordeaux, ont été la seule cause de l'interruption des dépêches militaires.

La dernière affaire importante de l'armée du général Chanzy, est du 10 décembre, et a duré de 8 heures du matin à 5 heures et demie du soir. Dans cette journée, 400 prisonniers ont été faits et le village d'Origny repris. Les prisonniers ont confirmé pertes ennemies considérables. Le 9 et le 10, nos mitrailleuses ont fait nombreuses victimes. De notre côté, pertes sensibles.

Dans le val de Loire, l'ennemi paraît prononcer son mouvement sur la rive gauche.

Rien de nouveau de l'armée de Bourges.

En Normandie, l'ennemi occupe Evreux, a évacué Elbeuf et Oissel. Dans un engagement, hier, à Beaumont-le-Roger, il a perdu 50 tués ou blessés. Nous avons seulement 5 tués et 5 blessés.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,

H. ALLAIN-TARGÉ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Aux Habitants de Paris.

Hier des bruits inquiétants répandus dans la population ont fait affluer les consommateurs dans certaines boulangeries.

On craignait le rationnement du pain.

Cette crainte est absolument dénuée de fondements.

La consommation du pain ne sera pas rationnée.

Le Gouvernement a le devoir de veiller à la subsistance de la population; c'est un devoir qu'il remplit avec la plus grande vigilance. Nous sommes encore fort éloignés du terme où les approvisionnements deviendraient insuffisants.

La plupart des sièges ont été troublés par des paniques. La population de Paris est trop intelligente pour que ce fléau ne nous soit pas épargné.

Paris, le 12 Décembre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale :

JULES FAYRE, EMANUEL ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS,
EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

CORPS D'ARMÉE DE SAINT-DENIS

Le Vice-Amiral Commandant en Chef,

Vu la loi du 9 août 1849 sur l'état de siège;

ARRÊTE :

ARTICLE 1.

A partir de huit heures du soir, les cafés, cabarets et autres lieux publics ne devront plus admettre les sous-officiers et soldats à quelque corps qu'ils appartiennent.

A 8 heures et demi, des rondes seront faites. L'établissement dans lequel des militaires seront rencontrés sera, pour la première fois, consigné à la garnison; en cas de récidive, il sera fermé.

ARTICLE 2.

Tous les cafés et lieux publics devront être fermés à dix heures du soir.

ARTICLE 3.

MM. le Commandant de la Place, le Maire, le Commandant de Gendarmerie et le Commissaire de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Au Quartier général, à Saint-Denis, le 13 Décembre 1870.

Le Vice-Amiral Commandant en chef,

DE LA RONCIÈRE-LE NOURY.

Saint-Denis. — Typographie de A. MOULIN, rue de Paris, 17.

CORPS D'ARMÉE DE SAINT-DENIS

Le Vice-Amiral, Commandant en Chef, fait connaître aux habitants de Saint-Denis et aux troupes sous ses ordres que, dans l'intérêt de la défense, il est interdit de faire usage d'armes à feu, pour tout autre motif que le service militaire, dans l'intérieur de la ville et dans toute la zone comprise entre les fortifications et les avant-postes.

Toute infraction à cet arrêté sera punie conformément aux lois sur l'état de siège.

Au Quartier général, à Saint-Denis, le 13 Décembre 1870.

Le Vice-Amiral Commandant en chef,

DE LA RONCIÈRE-LE NOURY.

Saint-Denis. — Typographie de A. MOULIN, rue de Paris, 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — PRÉFECTURE DU NORD.

INTERDICTION D'EXPORTATION
DE
DENRÉES ALIMENTAIRES.

DÉCRETS

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale;

Vu le décret du 12 octobre 1870, portant prohibition de sortie des bestiaux, des viandes, des grains, des farineux alimentaires, du son et du fourrage;

Considérant que l'exportation du beurre salé et des œufs, à laquelle ne s'applique pas le décret sus-visé, donne lieu à des spéculations regrettables;

DÉCRÈT :

Art. 1^{er}. Est prohibé sur toute l'étendue des frontières de la République, la sortie du beurre salé et des œufs.

Art. 2. Les Ministres de l'Agriculture, du Commerce et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Tours, le 22 novembre 1870.

Signé : L. GAMBETTA, Ad. CREMIEUX,
L. FOURICHON, GLAIS-BIZOIN.

Par le Gouvernement :

Le Délégué de l'Agriculture et du Commerce
Signé : DUMOUSTIER DE FREDILLY.
Le Délégué du Ministre des Finances,
Signé : DE ROUSSY.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale;

Vu le décret du 12 octobre 1870;

Vu le décret du 22 novembre 1870, portant prohibition de sortie du beurre salé et des œufs;

Considérant qu'en limitant aux beurres salés l'interdiction d'exportation, le Gouvernement n'avait en vue d'exempter de la mesure que les beurres frais et beurres de table; mais que de nombreux abus ont été commis et qu'on expédie journellement des beurres frais que l'on sale immédiatement après la sortie en douane;

DÉCRÈT :

Art 1^{er}. Les dispositions du décret du 22 novembre 1870 sont également applicables au beurre frais.

Art. 2. Les Ministres de l'Agriculture, du Commerce et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Tours, le 1^{er} décembre 1870.

GLAIS-BIZOIN, L. FOURICHON,
Ad. CREMIEUX, L. GAMBETTA.

Par le Gouvernement :

Le Délégué de l'Agriculture et du Commerce,
DUMOUSTIER DE FREDILLY.

Le Préfet du Nord arrête :

Les deux décrets qui précèdent seront publiés et affichés dans toutes les communes du département.

Lille, le 1^{er} décembre 1870.

Pierre LEGRAND.

Préfecture de la Somme.

ARRÊTÉ.

Le PRÉFET de la Somme a ordonné et ordonne ce qui suit :

1^o Toutes les lois françaises sur les contributions indirectes pour boissons, sucre, tabac, etc., sont abolies dès aujourd'hui.

2^o Ne seront pas compris dans cette abolition :

1^o Les octrois municipaux de la ville d'Amiens et des autres villes du département et leur part dans les contributions indirectes perçues autrefois par l'État, qu'elles seront percevoir dès-à-présent directement par leurs employés de l'octroi municipal.

2^o Toute infraction de la présente ordonnance, soit qu'on paye ou qu'on perçoit ou qu'on note seulement ces contributions indirectes pour une exaction postérieure, sera punie d'une amende de 100 francs.

3^o Le Gouvernement Prussien se réserve d'augmenter dans une proportion convenable les contributions directes, afin de compenser la diminution dans les entrées du Département.

Fait à Amiens, ce 3 Décembre 1870.

Le Préfet de la Somme,

SULZER.

PRÉFECTURE DE LA SOMME

Les suivantes dépêches télégraphiques reçues dernièrement du théâtre de la guerre sont publiées pour éclairer et mettre au courant des événements les habitants d'Amiens.

Versailles, 2 décembre, soir.

Deux sorties de l'armée Ducrot avec des forces considérables repoussées vigoureusement le 30 novembre et le 2 décembre. Nos troupes restent dans toutes leurs positions antérieures.

Arthenay, 4 décembre, soir.

Après bataille de deux jours près d'Orléans, le faubourg Ruelle et la gare pris d'assaut par l'armée prussienne. Jusqu'à présent trente canons et plusieurs milliers de prisonniers dans nos mains.

Rouen, le 6 décembre, matin.

Rouen occupé par les troupes Prussiennes après combats du 4 et 5 décembre. Huit canons de marine ont été abandonnés à la retraite des Français.

Pour copie conforme,
Le Préfet de la Somme,
SULZER.

Amiens. — Imp. YVERT, rue des Trois-Calloux, 64.

AVIS

Les habitants de Pontoise sont prévenus de se rendre, en cas d'alarme, le plus vite possible dans leurs maisons, de ne pas rester dans les rues, et d'éclairer les fenêtres pendant la nuit.

Ceux qui n'obéiront pas à cet ordre seront punis selon les lois de la guerre, et ceux qui seront pris portant des armes ou auront été vus tirer sur les soldats seront fusillés, et les maisons d'où l'on aura tiré seront brûlées.

Pontoise, le 6 décembre 1870.

DE AUER,
Commandant,

VILLE DE MELUN



SEINE-ET-MARNE.

AVIS

Un Comité choisi parmi les Conseillers municipaux et les habitants est chargé d'assurer aux prisonniers de guerre, lors de leur passage, la distribution des vivres et secours nécessaires.

Les vivres seront donnés par la Ville

Les secours en vêtements et argent peuvent être déposés, dès à présent, à l'Hôtel-de-Ville, où ils seront centralisés pour être distribués, suivant les besoins, par les soins de ce Comité.

Dans l'intérêt de tous, nous engageons les habitants à s'abstenir de toutes manifestations pendant le passage des ~~personnes~~ prisonniers

Melun, le 7 décembre 1870.

Le Maire de Melun,
FÉL. POYEZ.

Melun. — Typographie A. HÉRISÉ, rue de Bourgogne, 24.

QUARTIER - GÉNÉRAL

A ROUEN.

Ce 8 Décembre 1870.

Comme le Préfet de la Somme, celui du département de la Seine-Inférieure a quitté son poste au moment de l'entrée de la première armée de Sa Majesté le Roi de Prusse, dans la capitale du département.

L'ordre de l'administration est l'intérêt de l'armée, mais plus encore celui de la population.

Je charge M. CRAMER, conseiller de Sa Majesté le Roi, des affaires de la Préfecture du département de la Seine-Inférieure, en engageant tous les lieux d'administration de s'adresser à lui en cas de besoin et de lui obéir en tout point.

Le Baron E. DE MANTEUFFEL
Général en Chef, Aide-de-Camp-Général de Sa Majesté
le Roi de Prusse.

Rouen. — Im. E. Cagnard, rue Jomard, 48, et rue Breuilly, 5.

PRÉFECTURE DE LA SOMME.

DÉPÊCHES

Télégraphiques

OFFICIELLES PRUSSIENNES

Après l'occupation d'Orléans, combat victorieux très-acharné de la 17^e division Prussienne, renforcée par les Bavarois, le 7 Décembre près de Meun. Le soir l'ennemi battu, 2 canons dans nos mains.

Le 8 Décembre, bataille victorieuse du Grand-Duc de Mecklembourg contre des forces très-considérables Françaises, près de Beaugency. Les Prussiens prirent Beaugency, 6 canons et 1,000 prisonniers.

Pour traduction conforme.

WELTER, Secrétaire-Général.

André. — Imprimerie de L'UNION-ÉCLAIR, rue des Filles-du-Calvaire, 26.

Monsieur le Commissaire Général de la défense nationale,

Les événements qui se pressent et qui augmentent de jour en jour les dangers de la patrie, nous révoltent au même temps avec une énergie toujours croissante les vices de l'organisation militaire qui nous a été léguée par l'Empire.

Malheureusement pour notre pays, l'expérience ne paraît pas encore suffisante, et nous voyons avec une douleur très-vive se perpétuer les errements qui ont déjà causé tant de ruines chez nous.

Pour ne parler que de ce que nous avons sous les yeux, et de ce qui nous a été appris par les derniers événements, quel de plus regrettable et de moins efficace que ce système qui consistait à se replier sans cesse dès qu'une troupe ennemie se présentait ?

Pourquoi toutes les places de la région du Nord sont-elles abandonnées sans un effort sérieux pour aider à leur défense ? Pourquoi Saint-Quentin a-t-il dû se rendre, pourquoi n'a-t-on pas secouru la Fère, pourquoi Amiens n'a-t-il pas été défendu plus efficacement ?

Le courage ne fait pas défaut à nos troupes, mais sont-elles suffisamment pourvues de munitions et de matériel ? Le plan général est-il bien homogène ?

Nous ne nous demandons plus si certains officiers sont à la hauteur de leur situation, un récent arrêté démontre assez que leur insuffisance a été reconnue.

La nécessité de modifications notables élate donc à tous les yeux, et nous ne croyons pas excéder les bornes des droits de tout citoyen, en demandant qu'on songe à y pourvoir au plus tôt. L'intérêt de la France l'exige, et notre pays si menacé le réclame avec instance.

L'ennemi n'a peut-être pas renoncé à pénétrer dans le Nord et dans le Pas-de-Calais. Nous permettez-vous, Monsieur le Commissaire Général, de vous communiquer dans ces circonstances ce qui est dans le cœur de tous les citoyens ?

Les sièges des places fortes ne se font plus comme autrefois, et sans s'exposer à tenter des assauts ou des surprises, les Prussiens profitant de ce que nos fortifications n'ont pas été mises en rapport avec la nouvelle portée de l'artillerie, se placent hors de l'action des remparts, et attendent la reddition qu'ils peuvent manquer de produire la famine et surtout le bombardement. En aurait-il été de même jusqu'à ce jour, si pour secourir la résistance que toutes les villes sont bien décidées à opposer aux envahisseurs, l'on avait eu la précaution de leur envoyer quelques troupes qui eussent fait diversion et qui dans presque tous les cas auraient suffi à écarter le danger ? Il faut reconnaître en effet, que les villes attaquées dans la région du Nord ont été obligées de se rendre à des troupes très-peu nombreuses. Mais il est à remarquer que jusqu'aujourd'hui nos armées n'ont peut-être pas su saisir avec assez d'empressement l'occasion des faciles triomphes. Lorsqu'elles ont été conduites à l'ennemi, on les a presque toujours vues dans une infériorité numérique désoleante. Et quant aux petites troupes qu'un coup de main aurait pu nous livrer presque sans combat, nous les avons laissées pénétrer dans nos villes, dédaignant de nous en occuper.

Nous n'ignorons pas, Monsieur le Commissaire Général, les immenses difficultés que vous avez à valner ; mais nous savons aussi que la même manière de procéder amoindra nécessairement toujours le même résultat. Aussi voyons-nous en toute confiance vous demander, Monsieur le Commissaire Général, s'il n'y a rien de mieux à faire.

Arras et Cambrai sont en ce moment particulièrement menacés. Nous sommes comme nos voisins bien résolus à nous défendre avec une patriotique énergie, mais nous demandons que notre défense se produise dans les meilleures conditions possibles.

C'est ainsi qu'à Cambrai, par exemple, la défense ne peut avoir aucune efficacité, si les hauteurs qui dominent la ville sont abandonnées à l'ennemi.

Empêcher qu'on ne se serve de ces points pour y établir des batteries soit à feu direct, soit à feu plongeant contre la ville est assurément le meilleur moyen de la protéger.

C'est à vous seul qu'il appartient de juger comment on peut obtenir ce résultat.

Est-il opportun de contraindre à la tête des forts en terre pour l'édification de quels tons les bras sont prêts ? Est-il plus sage de faire simplement défendre ses positions ? Voilà ce que nous ne nous permettons pas de décider.

Une idée sur laquelle nous appelons encore votre bienveillante attention a été émise par quelques-uns de nos concitoyens. C'est de former une véritable ligue de défense entre toutes les villes du Nord.

Que toute ville menacée soit aussitôt secourue par les villes environnantes ; que l'effort général se produise au profit d'un seul, comme l'effort particulier doit se produire dans l'intérêt général, et peut-être l'ennemi sera-t-il enfin repoussé. Dans tous les cas il trouvera une résistance sérieuse, et toute ville convoitée par lui ne sera plus une ville prise.

Pour nous, Monsieur le Commissaire Général, nous n'avons d'autre but en ce moment que de vous assurer que nous sommes prêts à tout sacrifier, nos propriétés, notre fortune, notre vie, au salut commun.

Nous comptons sur les sages mesures que vous saurez prendre pour que notre sacrifice contribue efficacement à la délivrance de la patrie.

Cambrai, le 8 décembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. — Égalité. — Fraternité.

CITOYENS,

L'ennemi vient d'attaquer nos avant-postes : nous allons enfin pouvoir venger l'honneur de la Normandie et montrer à la France que les Cités Républicaines ne capitulent pas.

Bien armés, ayant derrière nous la mer, devant nous l'ennemi, il faut résister jusqu'à la Mort !

Nous l'avons maintes fois promis : soyons dignes des espérances que fonde sur nous le pays.

Je viens de jurer au Gouvernement de la Défense Nationale que je répondais de la Victoire.

Il a pris acte de mon serment.

Je sais que je puis compter sur vous.

Comptes sur moi !

Car je suis fort du concours des dignes Représentants de notre cité, du dévouement de nos Chefs Militaires et de l'enthousiasme républicain de la Garde Nationale et de notre population tout entière.

J'attends donc avec confiance l'heure prochaine où la République décrètera que le Havre, comme Châteaudun, a bien mérité de la Patrie !

AUX ARMES !

Vive la République, Une et Indivisible!!!

Le Sous-Préfet,

E. RAMEL.

Le Havre, 10 décembre 1870.

DÉPARTEMENT DE LA MANCHE.

ORDRE.

**Le Général, commandant la subdivision de la
Manche, Président du Comité militaire,**

**Considérant que le département se trouve dans
les conditions prévues par le décret du 14 octo-
bre 1870, en vertu des pouvoirs qui lui sont con-
férés,**

**DÉCLARE le département de la Manche en état
de guerre.**

**En conséquence, toutes les mesures prévues
par les décrets et circulaires et déjà portées à la
connaissance du public sont exécutoires à partir
d'aujourd'hui.**

Cherbourg, le 10 décembre 1870.

Le Général Commandant la subdivision de la Manche,

F. LAPORTE.

N° 13.

Préfecture de la Somme.

Par ordre du Général en chef tous les Propriétaires de Chevaux de cette ville les présenteront

LUNDI LE 12 DECEMBRE

Le matin 8 heures à la place Longueville

Devant une Commission militaire qui en élira quelques-uns nécessaires et propres au complément de l'armée.

Les Autorités municipales d'Amiens prendront soin de l'exécution de cet ordre, et tout contrevenant sera passible d'une amende à déterminer par Nous selon la gravité du cas.

Amiens, le 11 Décembre 1870.

Le Préfet de la Somme,

SULZER.

Amiens. — Imprimerie de LENOEL-BROUQUANT, rue des Rabouissins, 30.

N° 13.

PREFECTURE DE LA SOMME.

DÉPÊCHE

OFFICIELLE PRUSSIENNE.

D'après les détails qui arrivent sur les batailles d'Orléans des 3 et 4 Décembre, le Maréchal Prince FREDERIC-CHARLES a pris 77 canons, des équipages militaires nombreux, 4 bateaux à vapeur armés & 10,000 prisonniers.

L'armée de la Loire est en déroute complète.

WELTER,

Secrétaire Général.

Amiens. — Imprimerie de LENOEL-BROUQUANT, rue des Rabouissins, 30.

PREFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-INFÉRIEURE.

Réquisition temporaire

DE

VOITURES ET DE CHEVAUX

Les communes ci-après désignées de l'arrondissement de Rouen sont requises de fournir à l'armée prussienne le nombre des voitures, chevaux et cochers dans la proportion qui suit :

N ^{os}	COMMUNES.	CHEVAUX.	VOITURES et COCHERS	N ^{os}	COMMUNES.	CHEVAUX.	VOITURES et COCHERS
1	Elbeuf	30	15	17	Notre-Dame-de-Bonderville	12	6
2	Sotteville-lès-Rouen	20	10	18	Saint-Etienne-du-Rouvray	12	6
3	Candebec-lès-Elbeuf	20	10	19	La Bouille	10	5
4	Darnétal	20	10	20	Grand-Couronné	10	5
5	Petit-Quevilly	20	10	21	Grand-Quevilly	10	5
6	Déville	20	10	22	Blainville-Bonsécours	10	5

7	Oiseul	26	10	23	Malanay	19	5
8	Saint-Pierre-lès-Elbeuf	16	8	24	Le Houltme	40	5
9	Boisgillaume	12	6	25	Boos	8	4
10	Canteleu	12	6	26	Buchy	8	4
11	Pavilly	12	6	27	Clères	8	4
12	Baronville	12	6	28	Amfreville-la Mivole	8	4
13	Maromme	12	6	29	Ry	8	4
14	Monville	12	6	30	Fontaine-le-Bourg	8	4
15	Duculif	12	6	31	Mesnil-Esnard	5	3
16	Mont-Saint-Algeas	12	6			109	209

Ces 200 voitures devront autant que possible être à quatre roues.

Elles devront être rendues à Rouen le *Vendredi 19 Décembre*, à 9 heures du matin, sur la place du Champ-de-Mars, pour être mises à la disposition de l'armée prussienne.

Les cochers devront prendre les mesures nécessaires, relativement à leur personne pour se diriger vers Paris. A partir du moment où les voitures seront livrées au lieu indiqué ci-dessus, les cochers et les chevaux seront nourris aux frais de l'armée.

Des conducteurs prussiens seront chargés de veiller sur les cochers et les voitures et à la restitution de ces dernières à leurs propriétaires.

Les communes qui ne donneront pas suite immédiatement et entièrement à la réquisition ci-dessus mentionnée sont prévenues qu'on se procurera à leurs frais tout équipage qui manquera, et qu'elles auront à subir, en outre, une amende triple de ces frais.

Fait à Rouen, en l'Hôtel de la Préfecture, le 12 Décembre 1870.

Le Prefet,

H. CRAMER.

Préfecture de la Somme.

POSTES ALLEMANDES.

Les Postes Françaises ont cessé de fonctionner à Amiens et sont remplacées par les Postes Allemandes.

Jusqu'à l'établissement d'une Recette locale, dont avis sera donné au Public, la Poste Militaire

à l'Hôtel de la Préfecture

est chargée du service de la ville d'Amiens.

Pour le règlement, je me reporte à l'avis d. d. 8 Septembre ci-dessous annexé de l'Administrateur des Postes dans les territoires Français occupés.

Amiens, le 11 Décembre 1870.

Le Préfet de la Somme,

SULZER.

Le service des Postes ne peut se charger, sous les circonstances actuelles que du transport :

1. Des lettres ordinaires et chargées (sans déclaration de valeur) ;
2. Des journaux et imprimés de toute nature ;
3. Des échantillons de marchandises.

Les lettres ordinaires et chargées doivent être livrées à la Poste, jusqu'à nouvel ordre, ouvertes (non cachetées).

Comme prix de port sont à payer :

1. Pour les lettres ordinaires affranchies circulant dans l'intérieur des territoires Français occupés par les armées Allemandes ainsi que pour les lettres ordinaires affranchies à échanger entre lesdits territoires Français d'une part, et les Etats de la Confédération de l'Allemagne du Nord, la Bavière, le Wurtemberg et la Bade d'autre part :
- a. 10 centimes par lettres ne pesant plus de 15 grammes ;
- b. 25 centimes par lettres dont le poids surpasse 15 grammes jusqu'au poids de 250 grammes (poids maximum des lettres).

Les lettres non affranchies sont passibles d'une surtaxe de 15 centimes par lettre.

La taxe des lettres chargées, dont l'affranchissement est facultatif, se compose de la taxe d'une lettre ordinaire du même poids et d'un droit fixe de 25 centimes par lettre ; si l'envoyeur d'une lettre chargée veut faire joindre à la lettre une formule d'accusé de réception de chargement, il doit payer d'avance un droit fixe ultérieur de 25 centimes.

2. Pour les journaux, les imprimés de toute nature et les échantillons de marchandise circulant dans l'intérieur des territoires Français occupés par les armées Allemandes, ainsi que pour les journaux, les imprimés de toute nature et les échantillons de marchandise à échanger entre lesdits territoires d'une part et les Etats de la Confédération de l'Allemagne du Nord, la Bavière, le Wurtemberg et la Bade d'autre part :

- 4 centimes par 40 grammes ou fraction de 40

grammes jusqu'au poids maximum de 250 grammes.

Le port des journaux, des imprimés de toute nature et des échantillons de marchandise doit être payé d'avance.

3. Pour les lettres, les journaux, les imprimés de toute nature, les échantillons de marchandise à échanger entre les territoires Français occupés par les armées Allemandes et les pays non mentionnés ci-dessus, les taxes en vigueur avant l'occupation.

Le prix de port pour les lettres à destination des autres départements de la France (20 centimes par lettre simple) doit être payé par l'expéditeur.

L'affranchissement des lettres, des journaux, des imprimés et des échantillons de marchandise s'opérera au moyen de timbres-poste, qui sont vendus dans les Recettes de poste de l'Administration des Postes dans les territoires occupés. Ces timbres-poste sont de cinq valeurs et couleurs différentes, savoir :

- De 1 centime en couleur vert-clair,
- De 2 centimes en couleur rouge-brun,
- De 4 centimes en couleur gris,
- De 10 centimes en couleur jaune-brun,
- De 20 centimes en couleur bleu-clair.

Et portent comme inscription le mot « Postes » et l'indication de leur valeur.

Les timbres-poste émis par l'ancienne Administration des Postes ne sont plus valables pour l'affranchissement des correspondances livrées aux Recettes de l'Administration des Postes dans les territoires Français occupés.

Tant que le service des Facteurs de ville et des Facteurs ruraux ne sera pas encore réorganisé, les destinataires se trouvent dans la nécessité de retirer leurs correspondances aux guichets des Recettes.

L'Administrateur des Postes dans les territoires Français occupés.

ROSSHIRT.

PRÉFECTURE

Du Département de la Seine-Inférieure

AUX HABITANTS

du Département de la Seine-Inférieure.

Après l'occupation de Rouen et d'une grande partie de la Normandie par les troupes royales prussiennes;

Par ordre des autorités militaires prussiennes;

Toutes les lois Françaises sur la Conscription et la Garde mobile;

Tous les décrets du gouvernement français sur l'appel aux armes, la levée en masse et l'enrôlement, soit dans l'armée régulière, soit dans la garde mobile sédentaire ou mobilisée, soit dans les francs-tireurs ou toute autre troupe

SONT ABOLIS.

Chaque habitant qui, en contravention à nos ordres, obéira à la Conscription, partira pour un service quelconque, s'enrôlera volontairement ou coopérera à une action militaire quelconque, sera soumis à la cour militaire prussienne et jugé d'après le Code pénal militaire prussien; en outre, tous ses biens et sa commune seront responsables pour lui.

MM. les Maires sont chargés de veiller assidûment sur tous les membres de leurs communes assujettis jusqu'à présent aux lois et décrets mentionnés plus haut, et tenus de nous denoncer immédiatement de sa commune de tout homme valide.

De plus, chaque individu qui détruit un pont, un canal, une route, une voie ferrée, un télégraphe *passera devant un conseil de guerre prussien et sera puni de mort.*

Rouen, le 12 Décembre 1870.

Le Préfet,

H. CRAMER.

PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-INFÉRIEURE.

NOTIFICATION

Les habitants du Département sont prévenus que dans les villages situés sur la rive gauche de la Seine, il s'est opéré des recrutements militaires. Environ 400 conscrits ont été arrêtés par l'autorité militaire prussienne et transportés en Allemagne comme prisonniers de guerre.

Rouen, le 12 Décembre 1870.

LE PRÉFET.

H. CRAMER.

Imprimé, — chez de E. Gagnard, rue Jeanne Darc, 106, et des Bains, 5.

N° 16.

Préfecture de la Somme.

PUBLICATION.

Par ordre du Général en chef M. le Baron
DE MANTEUFFEL

M. MAUBACH

Référendaire du Gouvernement de Cologne
Remplira les fonctions de Sous-Préfet de Mont-
didier.

Amiens, le 12 Décembre 1870.

Le Préfet de la Somme,

SULZER.

Amiens — Imprimerie de LENOIR-REBOUX, rue des Religieuses, 30.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DU NORD.

Dépêche Télégraphique

SAINT-QUENTIN, 12 décembre, 6 heures soir.

*Le Général commandant en chef l'armée du Nord à M. Testelin
et au général Farre, à Lille.*

Hier 11, des troupes de la première division de l'armée du Nord, général Lecointre, ont enlevé un convoi prussien entre Chauny et la Fère. Une centaine de prisonniers, dont quatre officiers.

Le soir du même jour, les troupes de la même division ont surpris un train sorti de la Fère vers Ham. On a tué deux hommes qui éclairaient la voie ; malheureusement le train a pu faire marcher machine en arrière et retourner à la Fère.

Aujourd'hui 12, nous coupons complètement la voie entre Ternier et Chauny et entre la Fère et Laon.

(Signé) L. FAIDHERBE.

Pour copie conforme :

Le Préfet du Nord,

PIERRE LEGRAND.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU CALVADOS.

AUX HABITANTS DU CALVADOS.

Je reçois la nouvelle que le siège du Gouvernement est transféré à Bordeaux.

Nous ne devons pas voir dans cette translation un sujet d'inquiétudes. Elle a uniquement pour but d'assurer la parfaite liberté des mouvements stratégiques de l'armée de la Loire.

La situation militaire, malgré l'évacuation d'Orléans, est bonne; et le général Chanzy, depuis deux jours, lutte avec succès contre Frédéric-Charles et le refoule.

Pour nous que l'ennemi en ce moment semble menacer de plus près, qu'une même pensée, une même volonté, une même espérance animent nos cœurs!

Notre cause est juste; c'est donc dans le péril même que doivent se retremper et notre énergie et notre courage. Que l'âme de la Patrie passe dans nos âmes! nous défendons avec son sol sacré la civilisation humaine qui ne saurait périr.

VIVE LA FRANCE!

VIVE LA RÉPUBLIQUE UNE ET INDIVISIBLE!

Le Préfet,

ACHILLE DELORME.

Bordeaux, le 15 décembre 1870. N. 39 le numéro : 10 cent.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE OFFICIELLE

Haire, 14 Décembre, 9 h. 45 m.

Le Ministre de l'Intérieur aux-Préfets et Sous-Préfets.

Un mouvement de retraite très-accntué s'opère aujourd'hui dans l'armée qui investissait Haire, et se disposait à commencer son attaque de tous les côtés.

On nous signale une retraite précipitée.

Signé : L. GAMBETTA.

Caen, 14 Décembre 10 h. 40 m.

Ballon tombé ce matin à Honfleur. Les dépêches sont expédiées.

Signé : L. GAMBETTA.

Bordeaux, — Type, et Luths, G. Charrier,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Aux Habitants de Paris.

L'avis publié il y a deux jours par le Gouvernement paraît avoir dissipé les inquiétudes de la population relativement au pain. Il importe qu'il n'en reste aucune trace.

Il est clair que s'il y a quatre pains pour quatre consommateurs et que l'un d'eux en achète trois, il condamne tous les autres à se contenter d'un tiers de ration. Voilà les effets de la peur.

Nous répétons qu'il n'y a aucun sujet de préoccupation et que le pain ne sera pas rationné.

Assurément, s'il fallait se résigner à des privations dans un moment comme celui-ci, Paris n'hésiterait pas ; il n'est aucun sacrifice qu'il ne soit prêt à faire pour l'honneur et pour la Patrie. Mais les approvisionnements existants permettent de lui épargner cette nécessité. La quantité de pain vendue quotidiennement n'a pas varié depuis le commencement du siège, et rien ne fait prévoir qu'elle doive être diminuée. Il n'y aura de différence que pour la qualité.

Le plus grand intérêt de la défense étant de prolonger autant que possible la résistance de Paris, le Gouvernement, sûr de répondre en cela à la volonté de tous les citoyens, a résolu qu'aussitôt après le délai nécessaire pour écouler les quantités existantes, il ne serait plus vendu ni distribué dans la ville qu'un pain bis. Ce pain est nourrissant, agréable au goût et sans aucun inconvénient pour la santé. Nos paysans n'en mangent pas d'autre, même dans les départements les plus favorisés. Il va sans dire que le pain sera de qualité uniforme pour tous les consommateurs, et qu'aucune exception ne sera tolérée.

La viande ne nous manque pas. Il en sera distribué tous les jours dans les boucheries municipales, sans réduction d'aucune sorte sur les quantités actuellement distribuées. On a eu d'abord quelque difficulté pour organiser le service ; maintenant tout est en ordre. Le pain et la viande, c'est-à-dire la double base de l'alimentation, sont assurés. La situation est donc satisfaisante. On peut dire qu'elle est inespérée, après trois mois de siège.

Ces résultats sont dus en majeure partie à la sagesse et au patriotisme de la population, aussi résignée devant les privations qu'elle est héroïque devant le péril. Nous avons tous juré que rien ne nous coûterait pour sauver notre pays, et nous y parviendrons à force de calme, de vigilance et de courage.

Paris, le 14 Décembre 1870.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale :

Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY, JULES SIMON, ERNEST PICARD,
EMMANUEL ARAGO, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU XIV^E ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

LA MUNICIPALITÉ du XIV^e Arrondissement vous conjure de réagir contre la panique injustifiable qui précipite la foule chez les Boulangers, panique qui n'a aucune base sérieuse, qui n'est que le produit d'imaginings affolées et qui fait si bien les affaires de l'ennemi, qu'on est tenté de croire que ce sont ses agents qui l'ont suscitée et qui la propagent.

L'accaparement est le pire des délits en temps de crise. Or c'est le public lui-même qui, en ce moment, se fait naïvement accaparer, sans songer aux conséquences de cette mauvaise action. Le Citoyen qui achète plus de pain que celui de sa consommation quotidienne, le fait au détriment de ses Concitoyens et épuise d'une façon aussi inutile que coupable, dès les premières heures du jour, la provision destinée à la consommation générale de la journée.

Comme vous l'a dit le Gouvernement de la Défense Nationale, il n'y a aucune crainte de voir le pain manquer. Pourquoi donc envahir les Boulangeries comme si le vide devait s'y produire le lendemain, et emporter chez soi des cinq ou six pains qu'on entasse, au risque de les perdre. Nous sommes résolus à couper court à cet abus et à sévir énergiquement contre ceux qui nous seraient signalés comme se livrant à ces absurdes approvisionnements.

Nous avons confiance que la Population du XIV^e Arrondissement dont l'attitude a été jusqu'alors si calme et si patriotique accueillera ces observations et que la panique tombera d'elle-même. Vous supportez bravement de trop réelles souffrances : Vous ne voudrez pas y ajouter celles qui résulteraient de terreurs sans motifs et sans bases.

Paris, le 14 Décembre 1870.

Les Adjoints,

HELIGON — NÈGRE — PERIN.

Le Maire du XIV^e Arrondissement,

LOUIS ASSELIN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE de LYON

AVIS

Afin d'éviter tout malentendu sur les mesures à prendre pour l'obtention et la distribution des SECOURS PATRIOTIQUES, le Maire de Lyon croit devoir résumer ici l'ensemble de ces mesures :

1° Tout Citoyen qui voudra obtenir des SECOURS PATRIOTIQUES devra se rendre au Conseil de famille de la Compagnie de son quartier, pour obtenir un certificat constatant son identité et sa qualité de célibataire, ou veuf, marié avec ou sans enfants.

2° Il devra, muni de ce certificat, se présenter au Bureau des SECOURS PATRIOTIQUES de la Compagnie, pour obtenir un bon.

Lyon, le 13 Décembre 1870

Le Maire de Lyon,
HENON.

Lyon, Imprimerie Berg et Bessonneux St-Germain, 9.

AVIS

Pour éviter toute erreur de la part des habitants sur ce qui est dû aux troupes prussiennes en fait de nourriture, il sera ordonné ce qui suit :

1° Je crois pouvoir me fier à la délicatesse des habitants logeant des Officiers, pour que ceux-ci soient reçus convenablement, selon le rang qu'ils occupent ;

2° Les habitants logeant des Soldats sont tenus à leur fournir, par jour et par personne :

750	grammes de pain.
500	— de viande cuite,
ou 250	— de lard.
250	— de légumes, y compris le sel.
30	— de café torréfié.

Ces objets seront donnés tout cuits et préparés, en trois repas, le matin, vers midi, et le soir. L'heure de chaque repas devra se conformer au service de la Troupe.

En outre, par jour et par personne :

Un 1/2 litre de vin,
ou 1 litre de bière,
ou 1 décilitre d'eau-de-vie.

Chaque cheval recevra par jour :

6 kilos d'avoine.

2 — de foin.

1 kilo 1/2 de paille.

Rouen, le 14 décembre 1870.

JUNGÉ,
COLONEL,
Commandant la place de Rouen.

Rouen. — Imprimerie L. LECLERC.

République Française

MAIRIE DU 12^e ARRONDISSEMENT

AVIS

Le Maire a l'honneur de prévenir les habitants des Communes du département de la Seine, réfugiés dans le 12^e Arrondissement, que **M. SIMONIN**, instituteur, **rue des Charbonniers, n° 11**, s'est mis à la disposition de l'Administration pour recevoir **gratuitement** leurs Enfants dans son école.

Ceux qui désireront profiter de cette offre bienveillante, devront se présenter à la Mairie, bureau des Ecoles, avec les certificats de vaccination de leurs enfants, pour faire la demande d'admission.

Paris, le 14 Décembre 1870.

Le Maire du 12^e Arrondissement,
ALFRED GRIVOT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 2^e ARRONDISSEMENT

RATIONNEMENT DE LA VIANDE

Afin de remplacer les Cartes de Boucherie, dont le dernier coupon sera détaché le 16 courant, les habitants du 2^e Arrondissement sont invités à se présenter au *Palais de la Bourse* du MARDI 13 au VENDREDI 18 courant. Il leur sera délivré une nouvelle Carte sur la présentation de l'ancienne. Le titulaire doit venir en personne pour signer sa déclaration.

LES BUREAUX OUVRIRONT :

Le Mardi de 10 heures du matin à 5 heures du soir :

Les Mercredi, Jeudi et Vendredi de 8 heures du matin à 5 heures du soir.

Toute fausse déclaration entraîne la suppression de la Carte, sans préjudice des peines édictées par la Loi.

Les Adjoints,

E. BRELAY, CHÉRON,
LOISEAU-PINSON.

Le Maire,
TIRARD.

QUARTIER-GÉNÉRAL DE ROUEN.



PROCLAMATION



Le 13 décembre 1870.

M. L. de Heydebrand et de Lasa, Commandant la Gendarmerie du 1^{er} corps d'armée prussienne est nommé Préfet de Police du département de la Seine-Inférieure et entre en fonctions à partir d'aujourd'hui.

LE BARON DE MANTEUFFEL.

Général en Chef, Aide-de-Camp général de Sa Majesté le Roi de Prusse,

Rouen.—Imp. de E. Cagniard, rue Jeanne Darc, 48, et des Bains, 5.

Il est ordonné de vendre

CINQ CHEVAUX

de la première batterie à cheval qui ne servent plus à aucun service.

La vente aura lieu demain, **JEUDI** le 13 DÉ-
CEMBRE à 2 heures de l'après-midi, à la place
MONTPLAISIR au plus offrant.

Amiens, le 14 Décembre 1870.

SCHRADER,

Capitaine et Chef de la Batterie.

Amiens. — Imprimerie de LENOEL-HEROCLART, rue des Rabaissons, 30.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DÉCRETS.

Le Gouvernement de la Défense Nationale,

Vu la loi du 10 lévrier, ou III;
Vu le décret du 1^{er} octobre 1870;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Réquisition est faite, au nom du Gouvernement de la défense nationale, de tous les chevaux, ânes et mulets existant à Paris et dans le territoire en deçà de la ligne d'investissement.

ART. 2. Par l'effet de cette réquisition, tous les détenteurs deviennent de simples gardiens, tenus de représenter les animaux à eux confiés.

Ils n'ont pas le droit de les vendre, de les échanger, de les faire abattre, ni même de les transférer dans un local autre que celui indiqué par la déclaration du recensement.

ART. 3. Sur les injonctions qui seront adressées à chaque détenteur par le Ministre de la guerre conjointement avec le Ministre de l'agriculture et du commerce, les animaux désignés devront être immédiatement conduits aux lieux qui seront indiqués.

ART. 4. Les animaux seront pesés vivants et payés comptant.

ART. 5. Pour les chevaux amenés après injonction et qui seront en bon état, le prix sera de :
1 fr. 75 cent. le kilogramme au maximum;
et de 1 fr. 25 cent. par kilogramme au minimum.

Les animaux inférieurs seront payés au prix qui sera fixé.

ART. 6. Tout propriétaire de cheval, âne et mulet, qui voudra devancer l'injonction de livrer, a la faculté de faire conduire tous les jours ces animaux au Marché aux chevaux (Boulevard d'Enfer, n° 6).

Les prix de faveur suivants seront appliqués aux animaux spontanément amenés :

2 francs le kilogramme au maximum;

1 fr. 50 cent. le kilogramme au minimum.

En outre, il sera alloué une commission d'aménage de 10 francs par tête.

Ces avantages ne pourront être accordés aux animaux inférieurs.

ART. 7. Par suite de la réquisition générale de tous les chevaux, ânes et mulets, tous propriétaires de ces animaux qui ne se seraient pas conformés au décret du 25 novembre 1870, sont tenus de faire, dans les 48 heures, c'est-à-dire d'ici à samedi 17 décembre inclusivement, les déclarations prescrites par ledit décret.

ART. 8. Tout animal non déclaré sera confisqué au profit de l'État, sans aucune indemnité.

ART. 9. Tout animal non représenté, ou dont la cession régulière à l'État ne serait pas justifiée, donnera lieu à une amende égale à la valeur de l'animal détourné et qui, dans aucun cas, ne sera inférieure à mille francs par tête.

Fait à Paris, le 15 décembre 1870.

Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES SIMON, EMMANUEL ARAGO,
GARNIER-PAGES.

Le Gouvernement de la Défense Nationale,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. L'abatage des chevaux, ânes et mulets est absolument interdit aussi bien dans le territoire compris en deçà de la ligne d'investissement et Paris, que dans Paris même.

ART. 2. Toute infraction à cette prohibition donnera lieu à la saisie et à la confiscation de la viande, sans préjudice de l'application des lois et règlements contre les auteurs et complices de l'abatage irrégulier.

Fait à Paris, le 15 décembre 1870.

Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES SIMON, JULES FERRY, GARNIER-PAGES,
EMMANUEL ARAGO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté — Egalité — Fraternité
PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA LOIRE

ARRÊTÉ

Saint-Etienne, le 13 décembre 1870.

Le PRÉFET de la Loire,

Vu les plaintes qui s'élèvent de toutes parts et les énergiques protestations qui lui ont été adressées concernant les abus auxquels auraient donné lieu les certificats d'exception accordés aux personnes employées dans les ateliers consacrés aux travaux de l'armement;

Attendu qu'il est urgent de faire cesser cet état de choses qui serait la consécration d'une injustice et du plus coupable oulîl des devoirs de citoyen;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}. Les chefs d'ateliers travaillant à l'armement devront dresser la liste des ouvriers et employés qu'ils occupent en indiquant la nature de leurs fonctions.

ART. 2. Ces listes seront remises, à Saint-Etienne, à l'état-major de la place, et dans les autres localités au maire de la commune, pour y être tenues à la disposition de ceux qui auraient des réclamations à faire.

ART. 3. Dans chaque compagnie de la garde nationale mobilisée, des commissaires élus auront la mission de rechercher les exemptions qui leur paraîtront entachées de fraude et de les signaler dans le plus bref délai à l'autorité préfectorale, qui en saisira le Procureur de la République.

ART. 4. L'exécution du présent arrêté est confiée à MM. les Maires et Commandants supérieurs de la garde nationale mobilisée, chacun en ce qui les concerne, sous leur responsabilité personnelle.

Fait à Saint-Etienne, les jour, mois et an que dessus.

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLOX.

BESNANT, Imprimeur de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, n. 2, Saint-Etienne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

TAXE DU PAIN.

LE MAIRE DE PARIS,

Vu l'arrêté en date du 21 septembre 1870, qui rétablit la taxe du Pain à Paris,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}.

Du vendredi 16 au jeudi 22 décembre présent mois inclusivement, le prix du kilogramme de Pain restera fixé à

45 CENT. LE KILOGRAMME.

ART. 2.

Pendant la même période, les quantités de pain à livrer au détail, pour des prix déterminés de 10, 15 et 20 centimes, seront réglées ainsi qu'il suit, savoir :

Pour 10 centimes. . . 215 grammes.

Pour 15 centimes. . . 325 grammes.

Pour 20 centimes. . . 435 grammes.

ART. 3.

Le présent arrêté sera imprimé, publié et affiché partout où le soin sera.

Fait à Paris, le 13 décembre 1870.

L'Adjoint au Maire de Paris,

CLAMAGRAN.

TyP. CHARLES DE SOURCES (ferm), Imp., de la Mairie de Paris, rue J.-J. Rousseau, 58, — 5823.

Par des ordres supérieurs je quitte la ville pour peu de jours la laissant sous la protection de ses habitants, dont j'ai eu à apprécier la sagesse pendant ces derniers 14 jours.

Le Commandant de la Citadelle vient de recevoir des ordres bien précis de ne pas souffrir des corps Français dans la ville et si de tels voulaient entrer, de les repousser à force de canons. — Espérons que de tels événements douloureux soient épargnés à la ville.

GRAF VON DER GROEBEN.

PRÉFECTURE DE LA SOMME.

PUBLICATION.

Des dépêches sur les prétendues défaites des troupes prussiennes soit devant Paris soit à la Loire sont colportées dans la ville.

Ces dépêches sont complètement fausses. Après la bataille du 2 Décembre, l'armée de Paris a repassé la Marne et est rentrée dans les fortifications, depuis ce temps elle n'a pas même fait une sortie.

De même après les combats de Meung du 7 et de Beaugency du 8 Décembre, où les Prussiens prirent le 7 Décembre un canon, une mitrailleuse et 260 prisonniers, et le 8 Décembre 6 canons et environ 1,000 prisonniers, aucun engagement sérieux n'a eu lieu sur la Loire sauf que l'armée Française est toujours en retraite et poursuivie victorieusement par les armées du Maréchal Prince Frédéric-Charles et du Grand-Duc de Mecklembourg.

Les inventeurs et colporteurs d'autres nouvelles évidemment fausses et n'ayant d'autre but que d'exciter une population autrement paisible et modérée, seront aussitôt pris et punis selon la rigueur des lois militaires.

Le Gouvernement Prussien surveillera ces agitations et n'hésitera devant aucune mesure sévère pour les arrêter.

En contre il communiquera toute nouvelle authentique sur les événements de la guerre aux habitants d'Amiens.

Amiens, le 15 Décembre 1870.

Le Préfet de la Somme.
SULZER.

VILLE DE ROUEN.

AVIS

AUX

OUVRIERS SANS TRAVAIL

LE MAIRE DE LA VILLE DE ROUEN prévient les Ouvriers sans travail qu'un chantier sera ouvert, à partir du Lundi 19 courant, derrière le Cimetière monumental, pour l'extraction et le cassage du caillou.

Les travaux seront exécutés à la tâche, et payés aux prix suivants :

1^o Pour extraction jusqu'à la profondeur de 1 m. 50 c., y compris triage, purgeage et emmétrage, le mètre cube de caillou propre à la construction. 3 fr.
2^o Pour extraction, triage, purgeage, cassage à l'anneau de 0 m. 06 c., et emmétrage, le mètre cube. 2 fr.

Les ouvriers devront, pour être occupés se présenter au lieu même du travail, de 7 heures et demie à 9 heures du matin, munis d'un certificat d'inscription dans les ateliers communaux de la Ville.
Rouen, le 16 décembre 1870.

NÉTEN.

Reçu.— L. LECHEZ, imprimeur, rue des Bœufs-Neufs, 44 bis.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

AVIS.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce est informé que, malgré la réquisition générale qui a été faite par le décret du Gouvernement du 29 septembre dernier, des blés, farines, gerbes ou grain et seigles existant dans l'enceinte de Paris ou dans la banlieue, les déclarations prescrites n'ont pas été faites par tous les détenteurs de ces denrées.

Le Ministre croit devoir rappeler de nouveau que la réquisition dont il s'agit ne comporte aucune exception et que les personnes qui ne s'y sont pas soumises sont passibles de la peine de la confiscation de leur marchandise, en vertu de la loi du 15 brumaire an III.

Ceux qui n'auraient pas encore déclaré les quantités de blés, farines, gerbes et seigles, qu'ils possèdent, sont invités à faire cette déclaration au bureau des subsistances, rue Saint-Dominique, n^o 60, dans le délai de deux jours à partir de la publication du présent avis, dernier délai, après lequel il ne sera plus sursis dans aucun cas à l'application rigoureuse de la loi.

Paris, le 17 Décembre 1870.

MINISTÈRE NATIONAL. — Décembre 1870.

AVIS

Tous les propriétaires de chevaux sont ordonnés d'amener leurs chevaux devant une commission qui se réunira tous les jours, de neuf à onze heures du matin, sur la place Sainte-Croix.

Orléans, le 16 décembre 1870.

Le Commandant de la Ville,
Baron de LÉONROD,
Colonel.

EMPRUNT

de

600,000 FRANCS

Une amende de 600,000 francs, motivée par une tentative d'assassinat faite par un Français sur la personne d'un sujet de S. M. le roi de Prusse, a été imposée à la ville d'Orléans par ordre de S. M. le Feld-Maréchal prince Frédéric-Charles.

Le Corps Municipal a fait des efforts inutiles pour en obtenir la remise ou la réduction.

Le délai fixé pour le paiement expire demain samedi 17 décembre, à midi.

Cette somme ne peut être réalisée que par un emprunt : tous les habitants sont prévenus que les souscriptions seront reçues *immédiatement* à la Caisse municipale ; il leur sera délivré des récépissés qui seront échangés ultérieurement contre des titres d'emprunt.

On recevra les billets de banque, le numéraire et l'argenterie.

Orléans, le 16 décembre 1870.

Le Maire de la Ville,
GRESPIN.

Dépêches Télégraphiques en communication

La Flèche, le 16 décembre 1870.

Le Sous-Préfet de La Flèche donne (sous toutes réserves) les deux dépêches télégraphiques suivantes que M. le marquis de Talhouët lui envoie et qu'il a reçues de Tours ce matin :

Chancy — Vendôme, Sous-Préfet à Guerre Bordeaux.

Le Harre, 14 Décembre 1870, 12 h. soir.

De magnifiques succès sous Paris, qui n'ont pas encore de caractère officiel, présentant néanmoins la plus grande vraisemblance, nous sont annoncés de toutes parts.

Paris débloqué, Bismarck bloqué dans Versailles avec 80,000 hommes, 50,000 prisonniers, 50 canons pris, 200 canons encloués.

Trochu marche sur Mantès, Vinoy sur Rouen.

Nous envoyons dès à présent colonne en marche, et nous nous préparons tous à partir vers Rouen.

Les Prussiens qui nous enveloppaient se retirent, à marche forcée, en manifestant les plus vives inquiétudes.

Signé : RAMEL.

POUR COPIE CONFORME :

Le Préfet d'Indre-et-Loire,

Signé : DUREL.

Nous recevons de Chénonceaux la dépêche suivante qui a été remise par extrait :

Thénouze, 13 décembre, 5 h. 30.

Plus de Prussiens à Vierzou, tons tués, prisonniers ou décampés. Bourbaki y arrive demain avec forte armée.

Pour copie conforme, sous toutes réserves : *Le Préfet, (signé) RAMEL.*

Imprimerie et Lithographie BESNARD-JOURDAN. — La Flèche.

AUX DAMES DU 6^e ARRONDISSEMENT

L'Association de solidarité de cet arrondissement s'est constituée dès les premiers jours de septembre, en vue de venir en aide aux nombreuses ouvrières que la cessation des affaires privait de travail et de ressources, et proceurer des salaires au plus grand nombre possible. Quoiqu'elle eût été fondée sans capitaux, elle a pu, à force de dévouement de la part de ses membres, distribuer jusqu'au 14 décembre courant, une somme de douze cent soixante-sept francs trente-cinq centimes et environ trois cents objets d'habillements et paquets de linge qu'elle a obtenus de donations généreuses. Elle a mieux réussi encore dans le second but qu'elle s'est proposée : elle a pu fournir 25,096 journées de travail réparties entre 872 ouvrières. Son utilité en cela a été d'autant plus grande que le travail qu'elle a procuré à ses adhérentes a été directement du consommateur aux ouvrières sans passer par la main d'entrepreneurs, de sorte qu'elles ont eu la bonne fortune de recevoir l'intégrité de leur salaire.

Le froid, qui est venu prématurément cette année, ajoute aux souffrances si grandes déjà de la population des travailleurs en général et surtout des femmes.

Malheureusement les ressources de l'Association et le travail sont loin de crotre dans la proportion des besoins, au contraire l'inélémence de la saison va rendre les privations que la guerre nous impose plus dures pour toutes, mortelles mêmes pour quelques-unes. Femmes, nous faisons un appel au cœur de celles d'entre nous qui ont le bonheur de ne pas connaître la misère, en faveur de celles trop nombreuses à qui la guerre a enlevé leur travail, leurs ressources ou leur soutien. Nous nous adressons aussi aux mères en faveur des innombrables enfants qu'une alimentation malsaine ou insuffisante livre sans défense aux morsures du froid, qui est une cause presque certaine de mort.

Nous vous demandons un peu d'argent et aussi tous les objets d'habillements, de couche et de linge dont vous pourrez disposer : même tout ce qui vous sera inutile sera accepté avec reconnaissance, tout objet, quel qu'il soit, pouvant répondre à un besoin, à vous inconnu, qui se révélera à nous. Vous entendrez notre appel, puisque nous nous adressons à des femmes en faveur de femmes, et à des mères en faveur d'enfants malheureux !

Les dons en argent et en nature seront reçus de midi à quatre heures, tous les jours, à la Permanence, rue Hautefeuille, n° 10, et les Dames du Comité se présenteront à domicile pour recueillir les offrandes que voudront faire les personnes charitables.

Le Comité de l'Association continuera à rendre compte de ses recettes et de l'emploi qui en sera fait dans les réunions publiques de l'Association, qui ont lieu les jeudi et dimanche de chaque semaine, à 4 heures, rue du Vieux-Colombier, 29, dans le local que la Mairie du 6^e arrondissement, qui lui a donné un puissant concours, a mis à sa disposition pour la tenue de ses séances.

Pour le Comité de l'Association, la Présidente,

G. BLANCHE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Maire de Paris porte à la connaissance du public l'avis suivant :

APPEL AU COMMERCE PAR LA SOCIÉTÉ DE SECOURS AUX VICTIMES DE LA GUERRE.

Depuis trois mois, les Dames composant la *Société de secours aux victimes de la guerre* ont pu, grâce à de nombreuses libéralités, organiser cinq fourneaux économiques; délivrer gratuitement, par chacun de ses fourneaux, plus de *deux mille portions chaque jour*; distribuer dans deux salles d'asile un repas aux enfants; installer un atelier de travail occupant *six cents femmes* qui collectionnent des vêtements destinés aux nécessiteux; donner enfin, en bons de chauffage, de nourriture, de vêtements, de médicaments, etc., de quoi venir en aide aux plus urgentes misères, le tout représentant une dépense de plus de *trente-deux mille francs* par mois.

La Société, encouragée par les résultats obtenus, mais sollicitée par des besoins croissants, fait un appel énergique aux Commerçants de Paris, en les priant de mettre à sa disposition les objets nécessaires à une vente qu'elle veut organiser au profit de l'œuvre, dimanche prochain, 25 décembre, à une heure après midi, et le lendemain.

Les marchandises offertes devront être déposées, d'ici à vendredi soir, au Ministère de l'Instruction publique, rue de Grenelle-Saint-Germain, n° 110, où la vente aura lieu.

On prie instamment les donateurs d'insérer leur nom sur chacun des objets envoyés.

L'Œuvre de la *Société de secours aux victimes de la guerre* a confiance dans la fraternité et dans le patriotisme des Commerçants; car venir en aide à ceux qui souffrent, c'est aider aussi ceux qui combattent.

Au nom de la Société :

La Présidente,
E. JULES SIMON.

Mairie de Rouen.

AVIS

MAISONS INOCCUPÉES PAR LEURS HABITANTS

Un certain nombre de maisons ont été fermées par leurs habitants, qui sont absents de la Ville.

Ces maisons devraient loger des militaires et contribuer à supporter la charge commune; leur abandon tourne au préjudice des habitants qui sont restés à leur domicile; on ne peut laisser se perpétuer cet état de choses contraire à l'équité.

L'Administration municipale conjoint, aux propriétaires ou locataires des logements abandonnés, d'ouvrir leur domicile et d'y recevoir les militaires.

Elle prévient que des hommes à loger leur seront assignés, et que la Ville subviendra, aux besoins de ces soldats, aux frais de l'occupant absent, s'il n'y a lui-même pourvu.

Fait à Rouen, en l'Hôtel-de-Ville, le 17 décembre 1870.

Le Maire,
NÉTÉN.

Rouen, — J. LECHER, Imprimeur.

ASSOCIATION FRATERNELLE et REPUBLICAINE
DE LA MARNE

A P P E L

A tous nos Concitoyens du Département.

En fondant l'Association Fraternelle et Republicaine de la Marne, nous avons pour but :

1^o De venir en aide à tous nos malheureux Concitoyens victimes de l'invasion, par les moyens les plus prompts et les plus pratiques, et de leur délivrer, dès à présent, les bons qui nous sont accordés par le Gouvernement (*lettre du Ministre de l'Intérieur du 8 Décembre courant*) ;

2^o De propager les principes républicains démocratiques et de les mettre en pratique ;

3^o De réclamer et pourvoir la réalisation des dommages et pertes causés par la guerre ;

4^o De nous concerter sur les élections des Représentants du département, lorsque le moment sera venu.

Nous appelons, en conséquence, à notre aide, tous nos Compatriotes du département de la Marne, et les prions instamment d'assister à la réunion qui aura lieu, *Salle d'Aligre, 123, rue Saint-Honoré, le Mardi 20 Décembre 1870, à 7 heures 1/2 du soir*, à l'effet de recueillir les nouvelles adhésions, de proposer un Règlement et de fixer le jour d'une convocation générale pour élire le bureau définitif.

Pour les Membres fondateurs,

LE BUREAU PROVISOIRE

DENOGENT, tailleur, 73, rue Richelieu, *Président*. — P. FOURNELA, maître d'hôtel, 16, rue du Louvre, *Vice-Président*. — A. CHER, libraire-éditeur, 29, rue de Valenciennes, *Secrétaire*. — J. PIERCHÉ, pharmacien, 10, rue Gisors, — TARTIER, employé, 45, rue de la Chapelle — MAILLARD, boulanger, 57, rue Grégoire-de-Tours. — V. QUENESCOURT, négociant, rue Montmartre 126. *Membres.*

IMPRIMERIE CENTRALE DES CHARENTAIS DE TUNIS. — J. JAMES ET C^{ie}, RUE MARSEILLE, 30, A PARIS. — 1871-07

Association Mutuelle

ANONXME

DE

LA GARDE NATIONALE SÉDENTAIRE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

POUR LE CAS DE MORT DEVANT L'ENNEMI

Pendant le siège de l'année 1870

DIRECTION : 178, RUE DE RIVOLI

CONSEIL DE FAMILLE OU DE SURVEILLANCE :

M. CHEDEVILLE, Président de la Compagnie d'Assurances LA FRATERNELLE, *Président.*

M. BOURUET-AUBERTOT, Négociant, rue des Moineaux, *Secrétaire.*

MM.

VASSEUR, Négociant, commandant du 5^{me} Bataillon.

DAUX, Négociant, capitaine.

AMELIN, à la Banque de France, capitaine.

MM.

DAVIES, Propriétaire, capitaine.

DE WAILLY, Négociant, lieutenant.

CRETE, Négociant.

BOEHMER, Associé d'agent de change, lieutenant.

EXTRAIT DES STATUTS

ARTICLE PREMIER. — L'Association mutuelle de la Garde nationale sédentaire du département de la Seine a pour but de venir en aide et de soulager les familles :

1^o Des Gardes nationaux du département de la Seine adhérents aux présents statuts, tombés morts au champ d'honneur dans un service commandé pour la défense de la Patrie ;

2^o Des Gardes nationaux morts des suites de blessures reçues dans un service commandé ;

3^o De ceux qui, seulement blessés, se trouveront dans l'impossibilité complète de travailler, sans ressources et à la charge de leurs familles ;

4^o Enfin, de procurer aux survivants, par l'accroissement à leurs parts de celle des décédés, un bien-être plus considérable dans leur vieillesse.

ART. 2. — Les opérations consistent à recueillir, pendant toute la durée de la guerre, les adhésions des Gardes nationaux.

ART. 3. — L'Association sera divisée en un nombre de parts indéterminé qui, toutefois, ne pourra dépasser cinq cent mille parts.

ART. 4. — Chaque part sera de vingt-cinq francs.

ART. 5. — Il sera perçu, en outre, à forfait, une somme de cinquante centimes pour l'obtention de chaque titre de vingt-cinq francs.

ART. 6. — Tout adhérent aura le droit de souscrire autant de parts qu'il lui sera agréable.

ART. 7. — Le paiement des parts souscrites et des droits d'obtention de titres, sera fait : un cinquième comptant, et les quatre derniers cinquièmes de mois en mois, à partir du jour de l'adhésion. Tout adhérent pourra anticiper ses versements sans avoir droit à une bonification.

Aucun titre ne pourra être remis s'il n'est complètement libéré.

ART. 8. — Des adhésions pourront être données par des personnes étrangères à la Garde nationale, mais il faudra, sous peine de nullité, qu'elles soient portées sur la tête de Gardes nationaux du département de la Seine.

De convention expresse, aucune opposition ne pourra être mise sur les sommes dues aux adhérents ou à leur succession.

TITRE III

DES RÉPARTITIONS

ART. 18. — Aussitôt la guerre terminée, la moitié du capital placé en rente sur l'État sera vendue, et les fonds provenant de cette moitié seront distribués entre tous les blessés, ainsi qu'il est dit Art. 1^{er} des Statuts, et tous les ayants droit à la succession des Gardes nationaux du département de la Seine tués pendant la guerre de 1870 dans un service commandé, à l'exclusion de tous étrangers.

L'autre moitié du fonds social restera employée en rentes; les intérêts seront retirés du Trésor public et partagés tous les ans entre les Gardes nationaux survivants, au prorata de leurs titres souscrits.

ART. 19. — Le jour où l'Association ne comptera plus que cent adhérents, le Conseil de famille existant alors fera vendre les rentes inscrites au Grand Livre de la Dette publique, et un mois après la vente desdits fonds, ainsi que les intérêts, seront partagés entre les cent derniers Gardes nationaux survivants, chacun touchant toujours en raison du nombre de parts par lui souscrites.

On souscrit au Siège de la Société, 178, rue de Rivoli.

NOTA. — Les encasements sont faits sur une quittance du Directeur, à peine de nullité.

Imprimerie centrale des chemins de fer. — A. CHAIX ET C^o, rue Bergère, 20, à Paris. — 15438-0

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
GOUVERNEUR DE PARIS.

AVIS.

**A partir de demain, 19 décembre, à midi,
toutes les portes de Paris seront fermées.**

Paris, le 18 Décembre 1870.

LE GOUVERNEUR DE PARIS.

Par ordre :

Le Général, Chef d'Etat-Major général,
SCHMITZ.

9 IMPRIMERIE NATIONALE. — Décembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — EGALITÉ — FRATERNITÉ

MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

**VESTIAIRE
MUNICIPAL**

La MUNICIPALITÉ du XIV^e Arrondissement, désirant soulager de tout son pouvoir les souffrances qui résultent des rigueurs de l'hiver, fait un appel patriotique à tous ses Concitoyens pour l'aider à établir un Vestiaire Municipal au profit des Familles nécessiteuses.

Elle invite les Habitants du XIV^e Arrondissement au nom de la solidarité qui doit en ce moment surtout unir tous les Défenseurs de Paris, à préparer dans le plus bref délai les vêtements, chaussures, objets de literie, dons en nature dont ils peuvent disposer.

Ces dons seront ou remis aux Citoyennes quêteuses et aux Gardes Nationaux porteurs de Commissions régulières, qui se présenteront à domicile ou déposés directement par les donateurs au siège du Vestiaire Municipal, rue Brézin, 11.

Un Comité de Dames présidera à la réparation des vêtements et à leur distribution deux fois par semaine, à des jours et d'après un mode qui seront indiqués par affiche.

Le Vestiaire sera prêt à recevoir les dons Mardi prochain, de 10 heures à midi et de 2 heures à 5 heures.

Paris, le 19 Décembre 1870.

Les Adjoints,

HÉLIGON — NÈGRE — PÉRIN.

Le Maire du XIV^e Arrondissement,
LOUIS ANSELINE.

Paris. — Imp. A. E. Hachette, Boul. Montparnasse, 90.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Circulaire de Bordeaux

Bordeaux, 19 décembre 1870, à 10 h. 30 m. soir.

Le Ministre de l'intérieur aux Préfets et Sous-Préfets,

Depuis quelques jours les fausses nouvelles sont répandues avec une persistance et une malignité incroyables; certains journaux, empressés à les reproduire et à les commenter, semblent obéir à un mot d'ordre.

Je ne saurais trop vous engager à tenir les populations en garde contre de pareilles manœuvres qui n'ont d'autre but que de déronter l'opinion et d'énervor la fibre patriotique. Il faut que les départements imitent la confiance et la fermeté d'âme de Paris, que les messages prussiens, introduits dans ses murs, ne réussissent pas à émuouvoir. Le Gouvernement de la République tient à honneur de ne rien cacher de la vérité; tenez donc pour certain que les nouvelles de guerre, qui ne vous sont point directement communiquées par nos bulletins quotidiens, sont apocryphes. Lorsque nous gardons le silence, c'est qu'il n'y a aucun fait accompli à signaler. Quant aux mouvements stratégiques, tout le monde comprendra la réserve que nous devons garder. Soyons patients, calmes et courageux. A Paris, comme sur les rives de la Loire, la situation est bonne; si l'œuvre de la résistance nationale n'est entravée par aucune défaillance, si tous les citoyens, au lieu de se laisser aller à des paniques inexplicables, savent élever leur résolution à la hauteur des circonstances, l'heure de la revanche sera prochaine. Telle est notre inébranlable foi. Aidez-nous à la faire partager par les populations en réagissant contre les faux bruits qui, dans les circonstances actuelles, sont une véritable conspiration contre la Patrie.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

César BERTHOLON.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité

CIRCULAIRE

DU MINISTRE DE LA JUSTICE

à tous les Préfets.

Bordeaux, 21 décembre 1870.

Le Préfet de Lyon a expédié le 20 décembre, à 9 heures 30 minutes du soir, au Gouvernement la dépêche suivante :

« Un étonnant forfait a été commis aujourd'hui à Lyon. Un des chefs de bataillon de la garde nationale de la Croix-Rousse, républicain éprouvé, a été saisi et fusillé à midi et demi par une bande de misérables agitateurs, probablement stipendiés par les ennemis de la République et de la France. L'exécution a eu lieu après un simulacre de jugement qui ajoute à l'odieux du crime. Ce commandant a été pris au moment où il cherchait à pénétrer dans une salle où les agitateurs tenaient un autre commandant du même quartier prisonnier, et voulaient le forcer à se placer à la tête d'une manifestation provoquée sous prétexte de demander compte de la catastrophe arrivée à Nuits. Lyon est consterné et indigné, mais tranquille. L'ordre ne sera pas troublé. Vive la République ! »

Le Garde des sceaux, Ministre de la Justice, s'est empressé, en recevant cette dépêche, de la transmettre à M. le Procureur général, à Lyon, en ajoutant :

« Voilà la dépêche que je reçois du Préfet. Je pense, Monsieur le Procureur général, que la Justice, protectrice des citoyens et vigilante à poursuivre le crime, a, de suite, rempli son devoir. L'arrestation immédiate des criminels qui ont eu l'audace de se constituer en tribunal, et, parodiant la Justice, de prononcer et de faire exécuter une condamnation à mort, l'arrestation immédiate des criminels qui ont fusillé la victime, voilà sans doute ce qui est opéré au moment où je vous écris. Que la plus grande publicité soit donnée aux poursuites, que la Justice montre sa force et que la République manifeste la puissance qui lui appartient en demandant réparation contre tous ceux qui auront trempé dans ce lâche assassinat. Communiquiez cette dépêche au préfet et au général, dont on me remet aussi une dépêche annonçant le désastre et généreusement indignée. Si, en ce moment, la justice militaire procède, prêtez tout votre appui, tenez-moi au courant. »

De son côté, M. le Ministre de l'Intérieur et de la Guerre, en ce moment à Lyon, a expédié à 2 heures et demie, le 21 décembre, à M. le Garde des sceaux, la dépêche suivante :

« Je fais le nécessaire ici pour arriver à une prompte et éclatante répression du crime commis hier ; nous comptons y arriver prochainement. L'émotion a été vive, mais nullement dangereuse. J'ai reçu les magistrats. L'instruction ne poursuit ; il faut que la répression soit exemplaire : elle le sera. »

Enfin, le Procureur général de Lyon a adressé le même jour, à trois heures et demie, à M. le Garde des sceaux la dépêche qui suit :

« L'indignation est générale, le deuil est partout ; la stupeur règne dans le quartier où s'est accompli le lâche attentat de hier. Neuf personnes déjà arrêtées, présumées coupables, notamment celle qui aurait commandé le feu contre le malheureux Arnauld. Tous les moyens dont dispose la Justice sont employés. Il ne dépendra pas d'elle que la répression ne soit prompte et exemplaire. »

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Ad. CRÉMIEUX.

République Française.

PROCLAMATION

GARDES NATIONAUX.

Un attentat abominable a été commis hier.

Un bravo Commandant de la Garde nationale, un républicain éprouvé, un homme de cœur a été frappé, après un jugement dérisoire, par de misérables assassins. Pour avoir voulu remplir son devoir, il a été arrêté et fusillé lâchement par une bando de malfaiteurs qui n'appartiennent à aucun parti.

Si prompt justice n'est pas faite, la République est deshonorée à Lyon.

Quelques-uns des coupables sont entre nos mains. Ce n'est pas assez. Il faut que tous les auteurs, tous les complices du crime, ceux qui l'ont provoqué et ceux qui l'ont accompli, soient saisis partout où on les trouvera.

Au nom de l'ordre, sans lequel la défense est impossible ; au nom de la République, que de périls attentats couvriraient d'opprobre, s'ils étaient longtemps impunis ; au nom de la Patrie affligée des maux de l'invasion, auxquels des hommes pervers, complices de l'étranger, veulent ajouter les maux de la guerre civile ; tout Citoyen, tout Garde national, tout Officier est tenu, sur son honneur, de rechercher les meurtriers et d'aider à leur arrestation.

CITOYENS,

Tandis que vos fils, vos frères, vos amis, meurent bravement, en combattant un contre cinq, d'obscurs agitateurs, soudoyés par l'ennemi, ne parviendront pas à semer la discorde parmi nous. Ils ne réussiront pas à faire croire au monde, en troublant la cité, que la France est incapable et indigne du Gouvernement républicain.

Nous savons tous que, méprisables par le nombre, ils le sont plus encore par les mobiles inavoués qui les poussent. Il est temps qu'ils disparaissent.

Le Gouvernement répudie les moyens de répression qui compromettent la liberté. Ceux que la loi fournit suffisent : ils seront rigoureusement appliqués.

L'Autorité sait qu'elle peut compter sur la Garde nationale. Que les bons Citoyens, que tous ceux qui veulent le maintien de la République, le salut de la France, ne lui marchandent pas leur concours, et les perturbateurs seront anéantis.

*Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,
P. CHALLEMEL-LACOUR.*

ARRÊTÉ

LE PREFET DU RHONE, COMMISSAIRE EXTRAORDINAIRE DE LA RÉPUBLIQUE.

En vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés à la date du 28 septembre et du 1^{er} octobre, Attendu qu'il est impossible de tolérer des assemblées factieuses où des malfaiteurs travaillent ouvertement à détruire le Gouvernement républicain ;

Attendu qu'en face de l'ennemi, les bons citoyens doivent vaquer en paix à l'œuvre de la défense nationale, et que cette œuvre ne saurait être entravée par des agitations coupables ;

Attendu qu'il faut arrêter au plus tôt des menées dans lesquelles il est facile de reconnaître la main de l'étranger et des ennemis de la France,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les réunions publiques sont interdites jusqu'à nouvel ordre.

ART. 2. — Les manifestations, de quelque nature qu'elles soient, sont également interdites ; ceux qui les auront provoquées seront poursuivis comme fauteurs de désordre et comme coupables d'excitation à la guerre civile.

ART. 3. — Les Maires et la Garde nationale sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lyon, le 31 Décembre 1870.

*Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,
P. CHALLEMEL-LACOUR.*

M A I R I E

DU VI^e ARRONDISSEMENT.

Le fonctionnement des Boucheries municipales du 6^e arrondissement a donné lieu à des appréciations en sens divers, dont la Municipalité a tenu à vérifier rigoureusement la valeur : elle a ouvert une série d'enquêtes à ce sujet dans les vingt arrondissements de Paris et demandé l'avis des personnes les plus compétentes en cette matière. Le résultat de ce travail a été le suivant : dans aucun arrondissement la répartition égale de la viande entre tous les citoyens ne se fait aussi équitablement que dans le nôtre, et ceci est dû évidemment à l'existence des Boucheries municipales ; d'autre part, ce système entraîne avec lui des inconvénients graves qui ne nous avaient pas échappé jusqu'ici, mais auxquels l'irrégularité des livraisons faites par le Gouvernement nous a empêchés de remédier d'une manière efficace.

L'engagement pris récemment par le Ministère de nous faire des livraisons quotidiennes et régulières nous permet aujourd'hui de tenter des modifications importantes et de donner satisfaction à l'opinion générale qui demande qu'à côté des Boucheries municipales, dont le

chers chacun conformément au tableau suivant :

Etat des 22 sections des Boucheries du 6^e arrondissement (1).

1 ^{re} SECTION.	4 ^{re} SECTION.	12 ^e SECTION.
H.M. SILVY, rue des Salaisons, 22. HÉBERT, rue du Dragon, 2. * VAVASSIER, rue du Dragon, 22.	M.M. * MARDENNE, rue des Salaisons, 25. DELAUNE, rue des Salaisons, 31. LEROIT, r. du Châle-Midi, 68.	* MARDENNE, rue des Salaisons, 25. DELAUNE, rue des Salaisons, 31. LEROIT, r. du Châle-Midi, 68.
2 ^e SECTION.	3 ^e SECTION.	13 ^e SECTION.
* FLORENT (Constant), rue Mabillon, 16. * IVOY, rue Mabillon, 20. * ANASTASIE (Ch.), rue Guisarde, 2.	COUVILLON, rue Dauphine, 14. * MARTIN (F.), r. Dauphine, 31. DASCHÉ, r. du Four, 23.	COUVILLON, rue Dauphine, 14. * MARTIN (F.), r. Dauphine, 31. DASCHÉ, r. du Four, 23.
3 ^e SECTION.	4 ^e SECTION.	14 ^e SECTION.
* LÉVY, r. de Sévres, 117. * HAY, r. de Sévres, 113. * FURZAT, r. de Sévres, 123.	* JOUSSOT, r. Bonaparte, 72. * BERT, rue Jacob, 31. * BLAIN, rue des Canettes, 6.	* JOUSSOT, r. Bonaparte, 72. * BERT, rue Jacob, 31. * BLAIN, rue des Canettes, 6.
4 ^e SECTION.	5 ^e SECTION.	15 ^e SECTION.
* MAITRE, bond. Montparnasse, 25. * MORQUET, r. du Cherche-Midi, 119. * THURAND, r. de Sévres, 133.	* VACHE, r. Clichon, 2. * BERT, r. de l'École-Médecine, 84. * BEAUCH, r. de l'École-Médecine, 41.	* VACHE, r. Clichon, 2. * BERT, r. de l'École-Médecine, 84. * BEAUCH, r. de l'École-Médecine, 41.
5 ^e SECTION.	6 ^e SECTION.	16 ^e SECTION.
* COPEAUX, r. des Beaux-Arts, 14.	* VACHE, r. Clichon, 2. * BERT, r. de l'École-Médecine, 84. * BEAUCH, r. de l'École-Médecine, 41.	* VACHE, r. Clichon, 2. * BERT, r. de l'École-Médecine, 84. * BEAUCH, r. de l'École-Médecine, 41.

Les registres d'inscription seront tenus par des délégués de la corporation des bouchers, sous le contrôle d'un délégué de la Mairie.

Chaque inscription indiquera le numéro de la carte, le nom du titulaire, son adresse, le nombre des rations quotidiennes auxquelles il a droit, et le nom des bouchers chez lesquels il veut se faire servir. Elle sera certifiée par la signature du titulaire de la carte, ou, s'il ne sait pas écrire, par une déclaration verbale qui sera reçue à la Mairie.

Cette signature ou déclaration obligera celui qui l'aura donnée à ne plus prendre de viande, pendant un mois, dans les Boucheries municipales ni dans

maintien est énergiquement appuyé par beaucoup de citoyens, nous laissons place aux anciennes boucheries, en préparant ainsi le retour au libre exercice de la profession de boucher.

En conséquence et tout en maintenant, pendant la durée du siège, l'existence des Boucheries municipales, nous pensons qu'il y a lieu, conformément aux propositions des anciens bouchers, d'essayer le fonctionnement simultané de ces boucheries et des boucheries libres.

En donnant à nos concitoyens ces explications préalables, nous nous conformons au principe républicain qui veut que nous restions en rapports fréquents avec eux et prêts, à chaque instant, à rendre compte de notre gestion. Nous espérons que chacun de nos mandataires comprendra la difficulté de notre position et nous saura gré des efforts que nous faisons pour la satisfaction des besoins de tous, le maintien de l'ordre, et le triomphe final et prochain de la République.

En conformité avec les considérations qui précèdent, et d'accord avec les bouchers de l'arrondissement, la Municipalité arrête :

Les 69 bouchers de l'arrondissement seront divisés en 23 groupes de 3 bouchers.

Les Adjoints,

JOZON, LE ROY, LAUTH.

* PACTE, rue de Seine, 47.
IMBOUT, r. de Seine, 57.
6^e SECTION.

* BERNARD, r. Jacob, 14.
MAGNY, rue du Four, 33.
DECAEN, rue du Four, 69.
7^e SECTION.

SAGNIER, place Saint-André-des-Arts, 9.
* HECQ, r. Saint-André-des-Arts, 43.
BASTI, rue Saint-André-des-Arts, 65.
8^e SECTION.

* DUVOIS, r. de Sévres, 3.
BOUVIS, rue de Sévres, 47.
THERIAULT, r. du Vieux-Colombier, 33.
9^e SECTION.

PACR (F.), r. Monsieur-le-Prince, 71.
* BAZILL, rue Richier, 3.
CHATEL, rue Monsieur-le-Prince, 35.
10^e SECTION.

* SOLAIRE, r. Notre-Dame-des-Champs, 3.
FLAMAND, rue de Valenciennes, 17.
MONTI, r. de Fleuries, 7.
11^e SECTION.

MONTEAU, r. du Cherche-Midi, 31.
* MASON, r. du Cherche-Midi, 15.
* HAYONS, r. du Cherche-Midi, 58.
12^e SECTION.

(1) Les bouchers marqués d'un astérisque sont ceux chez lesquels les consommateurs devront s'adresser et, jusqu'à nouvel ordre, s'approvisionner.

* CARNIEL, r. des Quatre-Vents, 18.
17^e SECTION.

TARDY, rue Bréa, 23.
RAMOND, rue Vavin, 43.
* SAINT-DENIS, r. Bréa, 1.
18^e SECTION.

PARME, r. Montfaucon, 2.
* MOUTON, r. Montfaucon, 4.
OUECA, r. Clément, 10.
19^e SECTION.

* VAVUILLAS, rue Saint-guler, 8.
* PIOUS, r. Saint-André-des-Arts, 27.
CASSER, r. de l'École-de-Médecine, 16.
20^e SECTION.

* MARTY (R.), r. Dauphine, 38.
* GRESNAT, r. Mazariae, 33.
* GREUX, r. Mazariae, 21.
21^e SECTION.

* VINET père, r. Valenciennes, 62.
* VINET fils, r. du Vieux-Colombier, 21.
* PROQUET, r. du Dragon, 21.
22^e SECTION.

* ROBERT, r. de Rennes, 143.
* VORREMAN, r. du Cherche-Midi, 17.
* GAULT, boulev. Montparnasse, 157.
23^e SECTION.

les Cantines nationales, et à se faire exclusivement servir par les bouchers composant le groupe choisi par lui. (Cette interdicition en ce qui concerne les Cantines ne s'étend pas aux aliénés autres que la viande).

Dès qu'un groupe de 3 bouchers aura réuni 500 adhésions correspondant au moins à 1,500 rations quotidiennes, il sera chargé, sous le contrôle et la surveillance de la Municipalité, de la distribution de ces rations. Cette distribution sera soumise aux mêmes conditions de rationnement et de prix que dans les Boucheries municipales.

La Municipalité se réserve le droit de faire former les établissements où les loas et règlements sur la boucherie, et spécialement sur le rationnement et la taxe, ne seraient pas observés.

Le Maire,

CH. HIRISSON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

AVIS

Malgré l'appel adressé aux propriétaires, gérants et principaux locataires des maisons où se trouvent des logements vacants, le nombre des déclarations a été jusqu'ici, insuffisant pour satisfaire aux besoins nés des circonstances actuelles.

Il existe cependant un grand nombre de logements inoccupés dont les écritureaux ont subitement disparu.

La Municipalité fait un nouvel appel au patriotisme de tous; elle espère que les intérêts personnels ne feront point obstacle aux nécessités de la défense nationale, et qu'il sera inutile de recourir à des mesures de rigueur.

Le Maire,
Cn. HERRISON.

Les Adjointe,
ANDRÉ ROUSSELLE, ROBINET.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

RAPPORT MILITAIRE.

L'attaque a commencé ce matin sur un grand développement, depuis le Mont-Valérien jusqu'à Nogent.

Le combat est engagé et continue avec des chances favorables pour nous sur tous les points.

Cent prisonniers prussiens, provenant du Bourget, viennent d'être amenés à Saint-Denis.

Le Gouverneur est à la tête des troupes.

21 Décembre 1870, 1 heure après-midi.

Par ordre :

Le Général, Chef d'état-major général,
SCHMITZ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

RAPPORT MILITAIRE.

Les opérations militaires engagées aujourd'hui ont été interrompues par la nuit.

Sur notre droite les généraux Malroy et Blaise, sous les ordres du général Vinoy, ont occupé heureusement Neuilly-sur-Marne, Ville-Évrard et la Maison-Blanche. Le feu de l'ennemi a été éteint sur tous les points où il avait établi ses batteries pour arrêter notre action, à la suite d'un combat d'artillerie très-vif.

Le général Favé, commandant l'artillerie de la troisième armée, a été blessé.

Le plateau d'Avron et le fort de Nogent ont appuyé l'opération.

Dès le matin, les troupes de l'amiral de la Roncière ont attaqué le Bourget. Elles étaient composées de marins, de troupes de ligne et de gardes mobiles de la Seine.

La première colonne, qui avait pénétré dans le village, n'a pu s'y maintenir. Elle s'est retirée après avoir fait une centaine de prisonniers, qui ont été dirigés sur Paris. Le général Ducrot fit alors avancer une partie de son artillerie, qui engagea une action très-violente contre les batteries de Pont-Blon et de Blanc-Messnil. Il occupa ce soir la ferme de Groslay et Drancy.

Du côté du Mont-Valérien, le général Noël, vers sept heures du matin, a fait une forte démonstration, à gauche, sur Montretout; au centre, sur Buzenval et Long-Bois, en même temps que, sur sa droite, le chef de bataillon Faure, commandant du génie du Mont-Valérien, s'emparait de l'île du Chiard. Au moment où cet officier supérieur y pénétrait à la tête d'une compagnie de francs-tireurs de Paris, il fut blessé très-grièvement. Le capitaine Haas, qui commandait cette compagnie, fut tué sur le coup.

La garde nationale mobilisée a été engagée aujourd'hui avec troupe. Tous ont montré une grande ardeur.

Le chiffre de nos blessés n'est pas encore connu. Il n'est pas très-considérable, en égard au vaste périmètre sur lequel se sont développées les opérations. Cependant, les marins de la ligne et la garnison de Saint-Denis, ont fait des pertes assez sérieuses dans l'attaque du Bourget, qui d'ailleurs a été fort contrariée par une brume intense très-gênante pour l'action de notre artillerie.

Le Gouverneur passe la nuit avec les troupes sur le lieu de l'action.

Paris, le 1 Décembre 1870.

Par ordre : *Le Général, Chef d'état-major général,*
SCHMITZ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU RHÔNE.

APPEL A L'ACTIVITÉ

POUR L'ARMÉE ACTIVE

Des Hommes ayant servi dans la Cavalerie.

Le PRÉFET du Rhône, Commissaire extraordinaire de la République,

Vu la circulaire en date du 12 décembre courant, par laquelle le Ministre de la Guerre appelle à l'activité pour l'armée active, les hommes ayant servi dans la cavalerie et qui ont été mobilisés en vertu du décret du 29 septembre dernier,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les anciens militaires appelés par la décision ministérielle ci-dessus visée, qui ont servi dans la cavalerie ou qui ont seulement été exercés dans les dépôts d'instruction, SONT TENUS de se rendre dans le plus bref délai au bureau du recrutement à Lyon (*Caserne des Passagers, à la Quarantaine*), pour être incorporés dans les régiments d'artillerie ou du train d'artillerie, le plus à proximité de leur résidence.

ART. 2.

Les appelés qui ne seraient point porteurs de leur congé ou d'une pièce constatant leur identité et pouvant y suppléer devront se pourvoir d'une feuille de route qui leur sera délivrée par le Maire de leur commune.

ART. 3.

Les Maires des communes du département, les Autorités militaires et le Général des gardes nationales du Rhône, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lyon, le 21 Décembre 1870.

Le Préfet du département du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

P. CHALLENEL-LACOUR.

SOUS-PRÉFECTURE DE BEAUNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

Citoyens,

J'arrive au milieu de vous au moment même où l'ennemi vient de livrer une lutte sanglante qui l'a forcé à reculer. Nos troupes ont vaillamment fait leur devoir.

Je sais avec quel dévouement, avec quel patriotisme vous faites aussi le vôtre en procurant aux soldats tout le bien-être possible et en donnant tous vos soins aux blessés.

Comptez sur mon concours absolu pour toutes les mesures à prendre en vue de la défense du pays.

Aujourd'hui, tout Français, quelque soit son poste, doit se regarder comme soldat de la République, et faire d'avance le sacrifice non-seulement de sa vie, mais de tous les liens qui l'y attachent.

Que le salut du Pays soit notre seule pensée, et ne laissons subsister parmi nous aucun dissentiment, aucun désaccord.

Par notre union complète, désintéressée et invincible, nous vaincrons les Prussiens ou nous les exterminerons.

Courage donc! Union et Confiance! et la Victoire est à nous.

Vive la France! Vive la République Une et Indivisible!

Le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Beaune.

A. LAMARLE.

Beaune, le 22 Décembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté — Égalité — Fraternité
MAIRIE DU 14^e ARRONDISSEMENT

AVIS

LA MUNICIPALITÉ a été prévenue que des personnes sans mandat faisaient dans l'Arrondissement des quêtes à domicile.

Elle exhorte les Habitants à exiger de tout quêteur ou de toute quêteuse la présentation d'une Commission régulière signée du Maire ou de l'un de ses Adjoints et revêtue du cachet de la Mairie. Au surplus et d'une façon générale, quiconque se présente chez les particuliers, au nom de la Mairie, pour accomplir une mission quelconque, doit être porteur d'une pièce semblable : sinon il y a une usurpation de titre que nous engageons les Citoyens à nous signaler.

Paris, le 22 Décembre 1870.

Les Adjoints,
HÉLIGON — NÈGRE — PÉRIN.

Le Maire
Louis ASSELINE.

Paris. — Imprimerie A.-E. Rochette 90, boulevard Montparnasse.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ
MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

AVIS

LA MUNICIPALITÉ invite les Habitants à vider *immédiatement* et à faire nettoyer les tonneaux qu'on avait disposés dans les maisons pour l'éventualité d'un bombardement. L'eau qu'on a laissé croupir dans ces tonneaux constitue pour chaque maison un foyer d'infection. Dans les difficiles circonstances sanitaires que nous traversons, cette mesure d'hygiène, importante en tout temps, devient indispensable. Messieurs les Commissaires de police tiendront la main à sa prompte et rigoureuse exécution.

Paris, le 22 Décembre 1870.

Les Adjoints
HÉLIGON — NÈGRE — PÉRIN.

Le Maire
Louis ASSELINE.

Paris. — Imprimerie A.-E. Rochette, 90, boulevard Montparnasse.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

Saint-Etienne, le 23 décembre 1870.

Citoyens,

Sous prétexte de réclamer un plébiscite sur la question des élections municipales, un petit nombre d'agitateurs s'obstine à tenir la cité dans une constante inquiétude.

Dernièrement encore, au mépris des plus vulgaires convenances et du respect dû à un deuil public, ils ont organisé une manifestation qui a été un scandale.

Il est temps de mettre un terme à une prétention qui n'est fondée ni sur la raison ni sur le droit.

La majorité des citoyens repousse la COMMUNE, il ne saurait donc plus en être question.

D'ailleurs, les Citoyens ont un moyen légal pour faire parvenir leurs vœux au Gouvernement; qu'ils y aient recours.

Le tumulte, les cris dans les rues, les excitations, les violences de langage dans les réunions ne sauraient être tolérés sous aucun gouvernement, encore moins sous la République.

De tels excès ne sont profitables qu'aux Prussiens et à leurs complices à l'intérieur.

En conséquence, les Citoyens sont prévenus que les auteurs de toute provocation, de tout appel aux armes; les organisateurs de toute manifestation capable de troubler la tranquillité de la cité, seront immédiatement arrêtés et remis entre les mains de la justice.

Les présidents, assesseurs, secrétaires des réunions publiques ne doivent pas oublier qu'ils sont responsables des crimes et délits qui pourraient y être commis.

Le Préfet de la Loire,
César BERTHOLON.

Le Général commandant la subdivision de la Loire,

Signé : ROUSSEL.

République Française.

8^{me} DIVISION MILITAIRE

Habitants de Lyon,

Le Gouvernement de la République vient de me nommer au Commandement de la 8^e Division militaire, dont Lyon est le chef-lieu.

Grâce à votre patriotisme, à votre intelligence et à vos efforts incessants, Lyon est entouré de remparts formidables. Ces remparts nous les défendrons jusqu'à la mort, si notre envahisseur insolent et avide osait en approcher; dans ce cas, comptez sur moi comme je compterais sur vous.

Lyonnais, je connais votre foi démocratique et votre ardent amour pour la République; cette foi et cet amour sont aussi gravés au fond de mon âme; mais n'oublions pas que pour s'imposer à tous et sauver la Patrie en danger, la République a besoin avant tout et par-dessus tout de liberté, de bon ordre, de discipline, d'énergie et du patriotisme le plus ardent.

Au Quartier Général, à Lyon, le 23 décembre 1870.

Le Général, commandant la 8^e Division militaire,

CROUZAT.

Montargis, le 25 décembre 1870.

A LA MAIRIE DE MONTARGIS

A la Mairie, j'ai l'honneur d'annoncer que je suis déclaré à commandant d'étape de Montargis.

Moi et les troupes prussiennes qui intercalent ici, désirent de vivre avec les habitants au concert meilleur.

Les convenances belliqueuses faisant nécessaire de donner des destinations suivantes, et à la Mairie d'annoncer par lettres le suivant aux habitants et tous les maires voisins :

1^o Une punition de 20,000 fr. a de payer la ville si on tire un soldat; l'auteur punira avec la mort.

2^o Une punition de 20,000 fr. a de payer le canton où est trouvé ruiné le télégraphe, et punition de la mort reçu l'auteur.

3^o Une punition sévère frappe le propriétaire d'une maison qui cache un franc-tireur.

4^o Toutes les armes de Montargis sont de livrer jusqu'à demain midi au corps-de-garde; les maires de la toute enceinte ont aussi de livrer toutes les armes tout de suite; le Maire de Montargis est responsable, que tous les Maires jusqu'à loin à deux heures de Montargis savent de cet ordre. Les propriétaires d'une maison puniront où se trouver les armes.

5^o Les rues de la ville sont de balayer tous les jours, et on doit passer entre les balayures par quelques voitures. Dans les maisons, caves et latrines, sont désinfecter les excréments.

6^o La garnison reçu la nourriture aux citoyens; toutes les troupes qui marenent par la ville pareillement.

Chaque soldat reçu tous les jours :

3/4 kilogrammes de viande,

3/4 — de pain,

Des légumes et du café,

1 litre de vin.

7^o La Mairie a d'arranger un magasin, et ce doit enfermer toujours :

40,000 kilogrammes d'avoine,

20,000 — de foin,

20,000 — de paille,

20,000 — de farine de froment,

25 pièces de bêtes de boucherie.

8^o Chaque matin à neuf heures jusqu'à onze heures est la réception du fourrage.

9^o Dans deux ou trois écuries sont de tenir prêtes 20 pièces de bœufs engraisés. La Mairie a désigner six ou huit bouchers et huit boulangers, qui assurent le besoin de la viande et du pain.

10^o La Mairie a de commander pour le 28 décembre midi (mercredi) les Maires des cantons qui demeurent à deux heures loin, au bureau d'Hôtel-de-Ville, à Montargis; ces cantons doivent aussi assister de remplir le magasin de Montargis, à proportion de leur nombre des habitants et de soulagement pour les habitants de Montargis.

11^o La Mairie à Montargis et les Maires voisins ont de donner pour la Commandanture un pare des voitures, et certes à la Mairie d'abord de mettre jusqu'à la suite :

Une chaise (cabriolet couvert), et

Vingt voitures avec des chevaux.

Cette chaise et les vingt voitures doivent rester demain midi, le 26, devant la Mairie.

12^o Pour la garde est de donner tous les jours le bois qui est nécessaire, de la paille et cinquante (50) chandelles de stéarine, ou cent (100) chandelles de suif; les chandelles sont de donner au bureau de la Commandanture.

13^o Une prison est de donner.

14^o La Mairie doit donner par vingt menuisiers jusqu'à demain vingt maisons des sentinelles. Il est permette d'employer du bois non raboté et vieux.

15^o La Mairie doit donner tout de suite 120 pieux des palissades, sept pieds en haut et un pied gros, pour chaque partie 20.

Le Commandant d'étape de
Montargis,

DE RAPPARD,

Lieutenant-Colonel.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Bordeaux, 24 décembre 1870, 5 h. 5 m. soir.

Hier, l'armée du Nord a livré bataille de 6 à 11 heures à Pont-Noyelles; elle est restée maîtresse du champ de bataille après un long combat d'artillerie, terminé par une charge de l'infanterie sur toute la ligne.

L'ensemble des renseignements de la Loire indique que l'ennemi renonce à poursuivre sa marche au-delà de Tours et que même il se replie sur Orléans.

De nouveaux renseignements sur l'affaire de Nuits, du 18, permettent d'affirmer que cette journée nous a été avantageuse. Le général Cremer, avec moins de 10,000 hommes, dont beaucoup voyaient le feu pour la première fois, et 3 batteries d'artillerie, a soutenu jusqu'à la nuit close un combat contre des forces très-supérieures, appuyées par 7 batteries.

L'ennemi n'est rentré dans la ville qu'à la faveur de l'obscurité. Il a dû l'abandonner dès 4 heures du matin.

Notre retraite, faite en bon ordre, n'a pas dépassé un rayon d'un kilomètre.

Les pertes avouées par l'ennemi sont quatre fois plus considérables que les nôtres.

Le prince Guillaume de Bade a été mortellement blessé; depuis ce temps, l'ennemi n'a ni renouvelé son attaque, ni inquiété les positions du général Garibaldi.

C'est, de notre côté l'hérétique 1^{re} légion du Rhône qui a le plus souffert.

Le 20, Nuits était complètement abandonné par l'ennemi, qui laissait nombre de morts dans les vignes, et nous reprenions possession des blessés que nous n'avions pu évacuer et d'un nombreux matériel.

Les nouvelles de Belfort annoncent une sortie, dans la nuit du 20 au 21, désastreuse pour les assiégeants : beaucoup de leurs canons ont été encloués et les villages environnants sont remplis de leurs blessés.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON

COURRIER FRANÇAIS

Journal de la République
universelle, démocratique et sociale

A NOS LECTEURS

Dans la crise suprême que nous traversons, tout le monde doit combattre de sa personne pour l'indépendance nationale et pour la République menacée.

Nous nous sommes efforcés depuis quinze jours de dégager nettement la situation, et nous sommes arrivés à cette conclusion qu'il fallait nous tenir prêts, chacun individuellement et tous solidairement, à une résistance désespérée :

L'heure de la discussion est passée, l'heure de l'action est venue.

Il ne nous reste plus aujourd'hui qu'à donner l'exemple.

Les devoirs d'un citoyen actif dans les circonstances actuelles sont incompatibles avec les exigences du journalisme.

Nous déposons donc la plume pour prendre le fusil.

Nous reprendrons notre publication, si nous sommes encore en vie, aussitôt que les circonstances le permettront.

Mais nous déclarons que nous sommes décidés à brûler notre dernière cartouche et à verser la dernière goutte de notre sang pour la cause de l'indépendance nationale et de la République.

J.-B. CLÉMENT, A. HEULHARD, JULES LERMINA, H. ROULLIER
SAILLARD, EUG. VERNERSCH, A. VERMOREL, P. VESINIER.

PROCLAMATION.

Le soussigné Commandant de la Citadelle d'Amiens fait savoir
au Magistrat de la Ville :

1^o La Citadelle d'Amiens reste occupée par les troupes Prussiennes. Toute hostilité de la part des habitants, toute attaque de troupes Françaises qui arriveraient par la ville contre la Citadelle, ainsi que toute occupation d'une partie de la ville par des troupes Françaises, amènera de suite le bombardement de la ville.

2^o Tout attroupement dans les environs de la Citadelle, soit dans les champs, soit dans les rues voisines du fort, est défendu. Les sentinelles ont l'ordre de tirer, après la publication de cette Proclamation, sur les groupes qui se forment de près, et le canon donnera sur tout attroupement dans le terrain devant la forteresse.

3^o La Commune fournira des vivres nécessaires pour l'entretien des troupes. Pour régler ces fournitures un délégué de la Mairie se présentera chaque jour, à midi, chez le soussigné Commandant.

En cas de délai, une amende forte sera imposée à la ville et encore, en dernier lieu, le Commandant aurait recours à un bombardement.

Citadelle d'Amiens, ce 16 Décembre 1870.

Le Commandant de Citadelle,

HUBERT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD.

Dépêche Télégraphique

CORBIE, le 16 décembre 1870.

Général Faidherbe à M. Testelin et à colonel de Villenoisy, Lille.

Hier 13, les dragons ont enlevé au Quesnel, 50 prisonniers, 27 chevaux et des voitures d'armes.

Le 14, des éclaireurs de la colonne du colonel de la Sausaie ont enlevé quelques voitures de farine aux Prussiens.

Le Général commandant l'armée du Nord.

Signé : **F. FAIDHERBE.**

Pour copie conforme :

Le Préfet du Nord,

Pierre LEGRAND.

PREFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-INFÉRIEURE.

Réquisition temporaire

DE

VOITURES ET DE CHEVAUX



Les communes ci-après désignées de l'arrondissement de Rouen qui n'ont pas répondu, ou qui n'ont répondu qu'incomplètement à la réquisition du 12 décembre courant, sont requises à nouveau de fournir à l'armée prussienne le nombre de voitures, chevaux et charretiers, dans la proportion qui suit :

NUMÉROS.	COMMUNE.	CHEVAUX.	VOITURES ET CHARRIERS.	OBSERVATIONS.
1	Elbeuf.	30	15	N'a rien fourni.
2	Sotteville-lès-Rouen.	3	1	Complément.
3	Cauchoy-lès-Elbeuf.	26	40	N'a rien fourni.
4	Saint-Pierre-lès-Elbeuf.	46	8	Id.
5	Parilly.	1	1	Complément.
6	Barentin.	3	2	Id.
7	Normandie.	2	2	Id.
8	Nord-Haute-de-Bondeville.	4	2	Id.
9	La Bouille.	40	5	N'a rien fourni.
10	Malnouy.	10	5	Id.
11	Le Houlme.	2	1	Complément.
12	Boos.	6	3	Id.
13	Clères.	8	4	N'a rien fourni.
14	Fontaine-le-Bourg.	8	4	Id.
		122	91	

Les communes précitées devront faire connaître d'urgence à la Préfecture les causes qui ont motivé l'inexécution ou l'exécution incomplète de la première réquisition.

Les voitures devront, autant que possible, être à quatre roues.

Elles devront être rendues à Rouen le *Mardi 20 Décembre courant*, à neuf heures du matin, sur la place du Champ-de-Mars, pour être mises à la disposition de l'armée prussienne.

Les charretiers prendront les mesures nécessaires, relativement à leur personne, pour se diriger sur Paris. A partir du moment où les voitures seront livrées au lieu indiqué ci-dessus, les charretiers et les chevaux seront nourris aux frais de l'armée.

Des conducteurs-surveillants seront chargés de veiller sur les charretiers et les voitures et à la restitution de ces dernières à leurs propriétaires.

Les communes comprises dans le tableau ci-dessus qui ne donneront pas suite immédiatement et entièrement à la présente réquisition, sont prévenues qu'on se procurera à leurs frais les équipages qu'elles n'auront pas fournis et qu'elles subiront en outre une amende triple de ces frais.

Fait à Rouen, en l'Hôtel de la Préfecture, le 17 Décembre 1870.

Le Préfet,
H. CRAMER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD.

Dépêche Télégraphique

ALBERT, 18 décembre 1870, 2 heures.

Le Général Chef d'état-major général au Sous-Chef d'état-major, Lille.

Hier 17, des troupes sont allées en reconnaissance jusqu'à Longuean.

Le général en chef, accompagné de son chef d'état-major général, est monté seul sur les hauteurs qui dominent Amiens, au-delà de Saint-Acheul. Aucun soldat n'est entré dans la ville. Néanmoins un acte de sauvagerie inouï a été commis par le commandant de la citadelle. Il a lancé sur la ville dix bombes et a fait tirer de dessus les remparts sur tout ce qui passait dans le voisinage de la citadelle et notamment sur les voitures publiques. Il y a en ainsi six personnes tuées ou blessées sans que rien absolument ait pu justifier ces faits odieux.

Signé : L. DE POULOUARY.

Pour copie conforme :

Le Préfet du Nord,

Pierre LEGRAND.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. Égalité. Fraternité.

10^{me} ARRONDISSEMENT DE PARIS

Les **MARCHANDS ÉPICIERS** soussignés, demeurant sur le 10^e Arrondissement, ont pris d'un commun accord la résolution de consacrer cette année à une bonne œuvre la somme qu'ils ont l'habitude de donner à leur clientèle sous forme d'étrennes.

En conséquence, ils se sont entendus avec la Mairie et ont commencé à verser leurs **Dons** à la Caisse municipale, ouverte chaque jour de 10 à 4 heures.

Ces fonds seront convertis en *bons de bois de chauffage*, livrables gratuitement aux familles les plus nécessiteuses de l'arrondissement.

BENOIST, rue d'Hauteville.

BARAT, d^e

CALLIER, d^e

DEVAUX, d^e

GOY, passage Violet.

HEBERT, faubourg Poissonnière.

HURÉ, rue d'Hauteville.

LEGER, faubourg Poissonnière.

LEMOINE, d^e

LEFÈVRE, rue de Paradis.

TARAUT, rue des Petites-Écuries.

VALENTIN, faubourg Poissonnière.

La municipalité félicite ces citoyens de leur pensée généreuse, et elle exprime l'espoir que tous leurs collègues tiendront à honneur de les imiter.

R. DUBAIL, Maire.

FAN. BRELAY, A. MURAT, DEGOUBE DENUNCQUES, *Adjoints.*

DÉPÊCHE

OFFICIELLE PRUSSIENNE.

Phalsbourg a capitulé le 12 Décembre en se mettant complètement à la merci du vainqueur.

La forteresse de Montmédy a capitulé le 14 Décembre avec 67 pièces d'artillerie et 5,000 hommes de garnison, qui deviennent prisonniers de guerre.

Amiens, le 18 Décembre 1870.

Le Préfet de la Somme,

SULZER.

Amiens. — Imprimerie de LENOEL-HEROYANT, rue des Balaubans, 30.

PREFECTURE DE LA SEINE-INFERIEURE.

DÉPÊCHES

A Montmédy, les Prussiens ont pris 65 pièces de canon et fait 3,000 prisonniers de guerre.

Le général Von der Goltz a jeté dans la forteresse de Langres 5,000 français qui occupaient des positions fortes.

2 pièces de canon et 200 prisonniers de guerre sont tombés entre ses mains.

Rouen, le 19 décembre 1870.

Le Préfet,

H. CRAMER.

Rouen. — Imp. de E. Cogan, rue Jeanne-d'Arc, 38, et des Bouches, 2.

PRÉFECTURE DE POLICE

DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-INFÉRIEURE.

NOTIFICATION

Le Préfet de police de la ville de Rouen et du département de la Seine-Inférieure,

Considérant qu'il importe, dans l'intérêt de la sécurité publique, de mettre un terme au vol et au pillage que commettent dans les bois, forêts et champs des environs de Rouen, un certain nombre de maraudeurs du pays;

Considérant les plaintes nombreuses et fondées qui lui sont parvenues à ce sujet ;

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. — A partir d'aujourd'hui, et, pour assurer la protection des propriétés, il sera fait, chaque jour, des patrouilles militaires dans les communes avoisinant la ville de Rouen.

Art. 2. — Les individus pris en flagrant délit de vol de bois ou de cultures maraîchères, seront immédiatement conduits devant le commandant de place, à Rouen, et punis d'après les lois de la guerre.

Rouen, le 20 Décembre 1870.

Le Préfet de Police,

DE HEYDEBRAND & DE LASA.

Impr. — Imp. de E. Guénot, rue Jean-de-Bour, 39, et des Bains, 5.

VILLE D'ARGENTEUIL



ORDRE MILITAIRE

Le Commandant de Place rappelle pour la dernière fois, aux Habitants, qu'il leur est expressément défendu, sous les peines les plus sévères, de circuler, soit dans les rues, soit dans les champs, après neuf heures du soir et avant six heures du matin.

En outre, les propriétaires de chiens devront, à l'avenir, les tenir enfermés, pendant la nuit, dans l'intérieur des Habitations et non dans les cours ou jardins.

Argenteuil, le 20 décembre 1870.

Argenteuil. — Im. Lucien P. WORMS.

PRÉFECTURE DE LA SOMME.

LE PRÉFET DE LA SOMME

à la Mairie d'Amiens.

En annulant toutes les réquisitions de Bottes, Bottines, Cuirs, etc., adressées à la Municipalité d'Amiens, on achètera dès à présent par voie de libre contrat de grandes quantités de Bottes, etc., tant pour mettre les Ouvriers à l'œuvre et leur faire gagner de quoi vivre, tant pour remplir des Magasins de réserve pour l'armée.

On fera ou des Demi-Bottes ou des Souliers avec des Guêtres en drap foncé.

Vous recevez, Monsieur le Maire, par la présente, l'ordre strict et absolu d'acheter, des Marchands de cuir et des Tanneurs, autant de cuir propre à ladite fabrication que possible et de rassembler aussitôt tous Ouvriers en Demi-Bottes, Souliers et Guêtres qui se trouvent ici — Cordonniers, Tailleurs, etc., — dans un grand Atelier dirigé par la Municipalité et surveillé par l'Autorité Prussienne, pour y faire les Bottes, etc., nécessaires à l'armée.

Tous les soirs on constatera le nombre des objets faits dans le cours de la journée et l'Intendance militaire du 8^e corps d'armée paiera aussitôt en argent Français :

La paire de Bottes longues (jusqu'au milieu du mollet) à . . .	19 francs.
La paire de Demi-Bottes courtes à	16 francs.
La paire de Souliers à	8 francs.
La paire de Guêtres à	3 francs 50 cent.

Dès l'établissement de cet Atelier tous les travaux de fabrication ou de raccommodage de Bottes ou Souliers requis par les Autorités Prussiennes cesseront et les Ouvriers entreront dans l'Atelier municipal.

Je vous invite, Monsieur le Maire, de faire savoir cet ordre à toutes personnes ayant intérêt, et de les avertir que tout Ouvrier qui ne se présentera pas et ne se mettra pas à l'œuvre dans l'Atelier municipal sera forcé au travail par l'Autorité militaire sans recevoir aucun paiement.

Amiens, le 21 Décembre 1870.

Le Préfet de la Somme,

SULZER.

TORPILLES

Des navires de guerre français venant du Havre s'étant approchés à une certaine distance de Rouen, les autorités militaires prussiennes ont fait mettre dans la Seine, en aval de cette ville, des torpilles pour les empêcher d'arriver jusque dans ce port.

Pour éviter de très grands malheurs, le préfet de police de la ville de Rouen et du département de la Seine-Inférieure prévient le public naviguant sur la Seine, de ce fait, afin qu'il ne s'aventure pas dans ces parages avec des bateaux, qui pourraient, en touchant les torpilles, provoquer des explosions.

ROUEN, le 22 décembre 1870.

Le Prefet de police,

L. DE HEYDEBRAND & DE LASA.

Dépêches Télégraphiques

BORDEAUX, 22 décembre, 10 heures du soir.

Le Ministre de l'Intérieur au Préfet, à Lille.

Un messenger du Gouvernement arrivé par ballon à Beaufort (Maine-et-Loire) annonce qu'il a laissé Paris en excellent état. Les opérations militaires avaient recommencé hier matin.

Nous avons eu un combat d'artillerie qui nous a été favorable.

La villa Eyraud et la Maison-Blanche ont été prises par le général Vinoy.

Le général Ducrot a livré un combat en avant de Drancy.

L'ennemi n'est pas entré à Tours. Il s'est replié vers Châteaurenault.

Pour copie conforme :

Le Préfet du Nord,

PIERRE LEGRAND.

CORBIE, 23 décembre, 7 heures 30 du soir.

Le Général Faidherbe au Préfet du Nord, à Lille.

Aujourd'hui, de onze heures à six heures, bataille à Pont-Noyelles. Nous sommes restés maîtres du champ de bataille après un long combat d'artillerie terminé par une charge de l'infanterie sur toute la ligne.

Signé : FAIDHERBE.

Pour copie conforme :

Le Préfet du Nord,

PIERRE LEGRAND.

PREFECTURE DE LA SOMME.

Toutes les Voitures d'Amiens doivent se rassembler **A L'INSTANT MÊME** Boulevard Baraban, Boulevard Du Cange, Boulevard des Célestins et Faubourg Saint-Pierre.

Les Voitures doivent être garnies de paille ou de foin ou de matelas, **POUR LE TRANSPORT DES BLESSÉS,**

Celui dont la voiture ne serait pas amenée jusqu'à midi aux lieux indiqués sera puni de la confiscation de sa Voiture et de ses Chevaux.

Les Autorités Prussiennes prendront note exacte des voitures et de leurs propriétaires.

Amiens, le 23 Décembre 1870.

Le Préfet de la Somme,

SULZER.

PRÉFECTURE DE LA SOMME.

Le dévouement et le zèle énergique pour la sûreté de la Ville dont le Corps des Pompiers a fait si souvent preuve, surtout dans les dernières semaines, a trouvé la reconnaissance bien méritée chez les Autorités Prussiennes, et c'est avec plaisir que je porte la présente Proclamation et Exemption de tout Logement de militaires à la connaissance des habitants d'Amiens.

PROCLAMATION.

Ich bin beauftragt dem Pompiers Corps der Stadt Amiens im Namen Seiner Exzellenz des commandirenden Generals der 1^{re} Armee Freiherr von Manteuffel die besondere Anerkennung für die guten Dienste, welche dasselbe bei den beiden letzten Feuersbrünsten geleistet, auszusprechen.

Um meinerseits diese Anerkennung zu bezeugen bestimme ich, dass sämtliche Herrn von dem Pompiers Corps für ihre eigenen Wohnungen von aller Eloguierung frei sind und ist dieser mein Befehl von allen Militärs der preussischen Armee zu respectiren.

Amiens, den 23 ten Dezember 1870.

Le Generalmajor und Commandant,
VON RUVILLE.

PROCLAMATION.

Je suis chargé par son Exc. le Général en chef Commandant la première armée, M. le baron de Manteuffel, d'exprimer au Corps des Pompiers de la ville d'Amiens, sa reconnaissance sincère pour les bons services faits dans les deux derniers incendies.

Pour donner de ma part une preuve de cette reconnaissance, j'ordonne que Messieurs les Pompiers *sont tous exemptés pour leurs logis de tout logement de militaires*, et que ma présente ordonnance sera respectée par tout militaire de l'armée Prussienne.

Amiens, ce 23 décembre 1870.

Le Major-général commandant
la ville d'Amiens,
DE RUVILLE.

Je suis convaincu que l'honorable Corps des Pompiers montrera à toute autre occasion toujours le même dévouement pour le bonheur de la ville d'Amiens.

Amiens, le 24 Décembre 1870.

Le Préfet de la Somme,
SULZER.

Préfecture de la Somme.

PROCLAMATION.

Le Général en Chef Commandant la première Armée, M. le Baron DE MANTEUFFEL,

Ayant visité aujourd'hui les ambulances et ayant pris connaissance de l'humanité impartiale et énergique avec laquelle la Municipalité d'Amiens a coopéré aux soins des blessés Prussiens.

A résolu de faire remise à la ville d'Amiens de l'amende de 20,000 francs imposée pour les forfaits criminels du 18 Décembre.

Je suis chargé de porter cet acte de grâce à la connaissance publique.

Amiens, ce 25 Décembre 1870.

Le Préfet de la Somme,
SULZER.

Amiens. — Imprimerie de LENOEL-HERICART, rue des Reliureux, 30.

PREFECTURE DE LA SOMME.

AUX HABITANTS

DU DÉPARTEMENT

DE LA SOMME.

Je retourne à l'armée.

Le but et le suprême devoir de mon administration était le maintien de l'ordre dans l'intérêt de l'armée Prussienne aussi bien que des habitants paisibles.

J'emporte la conviction d'avoir consciencieusement rempli ce devoir et je remercie tous ceux qui m'y ont prêté leur précieux concours.

Amiens, le 23 Décembre 1870.

Le Préfet de la Somme,
SULZER,
Intendant en chef de la 1^{re} Armée.

Amiens. — Imprimerie de LENOEL-HERICART, rue des Reliureux, 30.

AVIS

DIMANCHE 25 DECEMBRE 1870 (JOUR DE NOËL)

COMMENCERA AU

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Rue de Grenelle-Saint-Germain, 110

La Vente des MARCHANDISES et des PROVISIONS offertes par le Commerce de Paris à la

SOCIÉTÉ DE SECOURS AUX VICTIMES DE LA GUERRE

La VENTE commencera à **UNE** heure précise (après midi)

TOUS LES OBJETS SONT TARIFÉS A DES PRIX MODÉRÉS

ENTRÉE GRATUITE

Paris. — Imprimerie de Delaunay et C^e, rue Capelle, 5. 407

CARTOUCHES DE GUERRE

Chargées à 5 grammes de poudre.

POUR FUSILS DE GUERRE ET DE CHASSE

Fusils chassepot, fusils à tabatière, fusils à piston à baguette, fusils Lefaucheur et autres.

ARMES DE GUERRE ET DE CHASSE

Bayonnettes et hausses mobiles pour 600 mètres,
s'adaptant à toutes fusils de chasse, carabines de guerre, etc.

Chez DEVISNE, Arquebusier

36, BOULEVARD DES ITALIENS, 36, A PARIS.

Paris. — Typ. G. L. V. 102, rue de la Harpe, 102.

LES LITTONS, 48, rue d'Alger, 48.

Un PORTEFEUILLE contenant 127

**Thaler en BILLETS de la BANQUE
PRUSSIENNE, la propriété de Johann
MULLER de Sulzbach, a été perdu
à Amiens.**

**L'honnête trouveur veuille le déli-
vrer à la Préfecture.**

**Une Récompense de 15 Thaler est
promise.**

**Eine BRIEF TASCHE mit 127 Tha-
ler in Preussischen Banknoten ist in
Amiens Dem Eigenthümer Johann
MULLER aus Sulzbach verloren ge-
gangen.**

**Der ehrliche Finder wolle dasselbe
auf der hiesigen Praefectur gegen eine
Belohnung von 15 Thalern abge-
ben.**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

AVIS.

L'encombrement considérable qui s'est produit à la halle par l'apport des blés et farines n'ayant pas permis de recevoir en temps utile tous les produits déclarés, un nouveau délai est accordé.

Les détenteurs sont autorisés à conduire leurs blés et leurs farines à la halle au blé, aux halles centrales, aux Invalides ou à l'École-Militaire jusqu'au mardi 27 décembre courant. Passé ce délai, la confiscation sera prononcée.

AVIS.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce est prévenu qu'un certain nombre de détenteurs de blés, seigles et farines ne se sont pas conformés au décret du 29 septembre, et n'ont pas fait la déclaration ordonnée, malgré les ordres réitérés qui ont été publiés.

Il prévient une dernière fois les possesseurs de ces denrées qu'ils aient à en faire la déclaration avant le 27 décembre, à 4 heures, au Ministère, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 60.

AVIS.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce a l'honneur de prévenir les détenteurs de blés, seigles et farines, déclarés conformément au décret de réquisition du 29 septembre dernier, et qui ne les ont pas livrés, qu'il sera fait un recensement à leur domicile, par les agents de l'octroi et des douanes, à partir de mercredi matin, 28 décembre.

Tous ceux qui ne représenteront pas les quantités de denrées déclarées seront passibles des peines édictées par les lois.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

APPEL A LA POPULATION DE PARIS.

La lutte héroïque engagée sous nos murs impose à la population civile de grands devoirs.

Le premier, le plus facile et le plus touchant à la fois, c'est le soin des blessés.

Les Administrations hospitalières, civiles et militaires ont déjà fait d'immenses efforts, les particuliers et les associations ont développé des ressources considérables, les municipalités ont établi ou encouragé un grand nombre d'ambulances; il faut faire plus encore.

Pour que les moyens d'assistance soient au niveau des nécessités qui grandissent de jour en jour, il faut que toutes les maisons s'ouvrent, que toutes les familles trouvent un lit à offrir à ceux qui nous ont donné leur sang.

La Population de Paris, qui a su loger, il y a trois mois, cent mille mobiles, recueillera aujourd'hui, avec un enpiement au moins égal, les blessés de nos batailles républicaines.

Les hôpitaux, les ambulances organisées doivent être réservés aux blessures graves; les blessés dont l'état n'exige pas l'intervention constante de la chirurgie, les convalescents surtout, peuvent être traités avec avantage chez les particuliers.

Un bureau d'inscription est ouvert, dès à présent, à l'Administration des hospices de la Seine, Avenue Victoria, 3.

Les citoyens sont priés d'y faire connaître le nombre de lits qu'ils peuvent mettre à la disposition des blessés convalescents ou atteints de blessures légères.

L'Administration pourvoira à l'alimentation.

Le Gouvernement fait pour cet objet un appel pressant à cet esprit de solidarité qui est, dans toutes les conditions sociales, une des vertus favorites de la population parisienne.

Le Membre du Gouvernement délégué à la Mairie de Paris,

JULES FERRY.

QUESTION DES LOYERS

Citoyens, Habitants de Paris,

Une réunion a eu lieu, le 22 Décembre dernier, dans le troisième Arrondissement de Paris, rue Aumaire, 4 l'Ecole des Garçons), composée de la majeure partie des Sergents-Majors, de plusieurs Officiers et de Gardes Nationaux de tous les Bataillons dudit Arrondissement.

Cette réunion avait pour mission d'examiner une adresse, au Gouvernement de la Défense Nationale, qui a pour but d'arriver à trancher (**LA GRAVE QUESTION DES LOYERS**) pendant la crise de guerre que nous supportons depuis plus de quatre mois, ainsi que pendant la durée de l'investissement de Paris.

Après la formation d'un bureau, il a été donné lecture de ladite adresse, laquelle réclame et dit : qu'il est juste et équitable que les propriétaires participent aux calamités que la guerre nous cause à tous.

Cette adresse a été acceptée à l'unanimité telle que nous la tradisons ci-dessous.

Nous crétons, chers Concitoyens, que quand vous aurez pris connaissance de nos réclamations, vous trouverez, comme nous, qu'elles sont justes et fondées, et, nous prêterez votre concours en signant votre adhésion.

Nous sommes convaincus que cette grave question tranchée dans le sens que nous indiquons peut éviter des conflits regrettables pour les intéressés.

AUX MEMBRES DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Les sous-signés, Négociants, Fabricants, Marchands et Travailleurs de toutes classes, habitants de Paris :

Viennent s'adresser à votre autorité patriotique pour vous inviter à prendre une mesure d'égalité, devant les épreuves que nous avons subies depuis plus de quatre mois, et qui peuvent durer encore un certain temps.

Par un décret que vous avez rendu en date du 30 Septembre dernier, vous avez ajourné le paiement du terme échu le 1^{er} Octobre. Cette mesure est bonne, mais ne peut parer aux besoins impérieux du moment.

Nous réclamons de votre autorité un décret qui déclare que, vu les circonstances où se trouve notre Capitale, le terme échu le 1^{er} Octobre et ceux échéant pendant la durée de l'investissement soient acquis aux locataires.

Quelques propriétaires ont déjà devancé cet appel, en remettant généreusement leurs quittances pour le terme échu.

Considérant que le Commerce est complètement paralysé et qu'il

est insignifiant, par un retard sur leurs revenus, quand tous ceux qui travaillent perdent la plus grande partie de leurs ressources de l'année ?

Nous ne le pensions pas.

Il est à craindre que le Gouvernement soit encore obligé de prendre des mesures pour les termes à échoir après l'investissement, mais il agira alors selon les circonstances, pour les intéressés.

Il est certain que cette mesure peut gêner les propriétaires qui ont des engagements pris. Pour ceux-là, le Gouvernement AVISERA A EN PROLONGER le paiement, comme il l'a déjà fait pour les effets de Commerce.

Si nous examinons la position des grands propriétaires, nous pouvons constater que, depuis bien des années, ils ont retiré de leurs immeubles de très-grands intérêts, et qu'il est équitable qu'ils participent aux calamités que la guerre nous cause.

Les sous-signés pensent que l'on peut exclure du bénéfice qu'ils réclament :

supportera des pertes qu'il est impossible d'apprécier maintenant, en dehors du manque d'affaires, il y aura des non-valeurs considérables dans l'encaissement des découverts, le petit commerce étant dans l'impossibilité de les solder.

Pour les fabricants de notre industrie citée, il y aura, en plus, des pertes d'une autre nature; Paris étant la ville du goût et de la nouveauté, les modèles, les dessins connus depuis le courant de l'année, n'auront pas ou peu de valeur l'année prochaine.

Vient ensuite la classe si intéressante des ouvriers, laquelle se trouve dépourvue de ressources les plus précieuses à son entretien, et qui n'obtient aujourd'hui des moyens d'existence que grâce à la généreuse activité des municipalités de Paris.

Serait-il juste que les propriétaires seuls ne perdissent qu'un inté-

1° Tous ceux qui ont fui Paris avant et pendant l'investissement, sans autorisation;

2° Tous les fonctionnaires publics recevant leurs appointements; 3° Tous ceux qui ne pourrout justifier d'un préjudice notable et appréciable occasionné par les événements de la guerre.

Les sous-signes croient cette mesure politique, elle donnera à la population parisienne une confraternité dans les épreuves que nous supportons tous avec courage, dans la confiance d'une délivrance prochaine.

Espérant que vous acquiescerez à notre réclamation, nous vous prions de nous croire du gouvernement de la défense nationale, les tout dévoués,

Paris, le 25 Décembre 1870.

ONT ADHÉRÉ AUX CONCLUSIONS DU 3^e ARRONDISSEMENT.

LES SOUS-SIGNÉS :

Capitaine Garde	Annès	Boreur	Capitaine Garde	Valentin	Fabricant de moulures	9, rue de Brague.
Capitaine Garde	Amblard	Entrep. de menuiserie	Id.	Vienne	Limonaier	103, rue de Turenne.
Id.	Alter	Représent. de fabrique, 32, rue de Rambuteau	Id.	Vigoureux	Imprimeur	8, rue de Beaue.
Id.	Brault	Entrep. de menuiserie	Id.	Galliot	Fabricant de toile imperméable	50, rue Turbigo.
Id.	Billet (Franc.)	Négociant en cuirs	Lieutenant	Gonpillon	Chapelier	2, communes.
Id.	Berthemy	Négociant en vins	Grandin	Grandin	Mécanicien	2, rue de Valenciennes.
Id.	Benoit	Négoc. en rouenneries, 164, rue de Valenciennes	Capitaine Garde	Galliot	Marchand de beurre	50, rue de Bretagne.
Serg. - Four.	Bougnol	Fabricant de tabletterie	Id.	Gagère	Enfleur	104, rue du Temple.
Garde	Bourgeois	GUILLOCHEUR	Id.	Hauducœur	Papetier et propriétaire	2, rue des Enfants-Rouges.
Id.	Boussnot	Propriétaire	Id.	Ilurec fils	Bijoutier	493, rue du Grand-Chan-
Serg. - Major.	Bellier	Bijoutier	Id.	Commandant Henry	Carionnier et propr.	193, rue du Temple.
Garde	Bremfort	Vernisseur sur métaux	Garde	Henry-Velly	Propriétaire	2, rue des Ventes-Hau-
Id.	Bergotte	Boreur	Id.	Henry-Velly	Marchand de vins	4, rue Vaucauson.
Id.	Bogno	Entrep. de menuiserie, 122, rue de Valenciennes	Sergent	Id.	Fabricant de toile cirée	43, rue de Bretagne.
Id.	Boutin	Entrep. de menuiserie	Garde	Jary	Bijoutier	14, rue de Rambuteau.
Id.	Cordier	Tabletier		Jacquelan		53, rue Beaubourg.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Egalité, Fraternité

Intérieur à Préfets

LA DÉLÉGATION DE LA DÉFENSE NATIONALE,

Considérant que les Conseils Généraux élus sous l'empire avec l'attache de la candidature officielle, en vertu d'une loi qui donne à leur mandat une durée de neuf années, constituent une représentation départementale en opposition complète avec l'esprit des institutions républicaines ;

Considérant, dès-lors, que la dissolution des Conseils Généraux doit suivre celle du Sénat, du Corps-Législatif et des Conseils Municipaux,

DECRÈTE :

ART. 1^{er}. — Les Conseils Généraux sont dissous.

ART. 2. — Les Préfets constitueront, d'urgence et provisoirement, des Commissions Départementales qui devront organiser les budgets des départements et parer aux nécessités des services. Ces Commissions seront formées, dans chaque département, d'un nombre de membres égal à celui des cantons.

ART. 3. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent Décret.

CRÉMIEUX, GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, FOURRICHON.

Pour copie conforme :

Le Directeur général, délégué,
C. LAURIER.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,
H. ALLAIN-TARGÉ.

Bordeaux. — Imp. administrative Rapet, rue de la Bourse, 11 et 13.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU 17^e ARRONDISSEMENT

ARRÊTÉ

L'un des premiers, le 17^e arrondissement a payé sa dette de sang à la Patrie.

Deux de ses enfants, appartenant aux compagnies de guerre du 207^e, ont été frappés par les balles ennemies dans la journée du 20 décembre.

Désirant que leurs noms soient conservés et que leur mort glorieuse soit donnée en exemple à leurs concitoyens et aux générations à venir, la municipalité du 17^e arrondissement arrête :

1^{re} Une plaque de marbre commémorative sera érigée dans la salle d'honneur de la mairie.

Elle portera cette inscription :

A L'ÉTERNELLE MÉMOIRE
DES CITOYENS MORTS POUR LA RÉPUBLIQUE
ET POUR LA PATRIE

PENDANT LE SIÈGE DE PARIS

1870-1871

Au-dessous seront inscrits les noms de tous les gardes appartenant aux compagnies de guerre de l'arrondissement qui auront été tués à l'ennemi :

2^e Une Souscription est ouverte dans l'arrondissement pour subvenir à tous les frais qu'entraînera l'exécution de cet arrêté.

Paris, le 20 décembre 1870.

Le Maire, FR. FAVRE.

LES ADJoints,

VILLENEUVE, CACHIEUX, MALON.

TH. — Typographe A. HENNAUER rue du Boulevard 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

AVIS AUX BLANCHISSEUSES

La Mairie du 6^e arrondissement prévient les blanchisseuses qu'elle tient à leur disposition une certaine quantité de coke qui leur sera rationné, provisoirement, par semaine.

Celles qui voudront participer à cette répartition auront à se faire inscrire à la Mairie, sur un registre tenu à cet effet. Elles devront faire la preuve de leur identité, au moyen d'une carte de boucherie ou d'une feuille de patente, et déclarer en même temps quel est le personnel employé dans leur établissement.

Il leur sera délivré une carte qui sera poinçonnée chaque fois qu'elles auront participé au rationnement.

L'inscription aura lieu à la Mairie, les mercredi 28 et jeudi 29 décembre.

Le coke sera vendu à raison de 50 centimes le décalitre.

Le dépôt est rue de Rennes, 103.

La première répartition, comprenant les 150 premiers numéros inscrits, aura lieu vendredi prochain, de 9 heures du matin à midi, et les 150 qui suivront seront servis le lendemain, aux mêmes heures.

La Municipalité regrette de ne pouvoir étendre cette répartition à tous ses concitoyens; mais il lui est délivré une si petite quantité de coke, qu'il ne lui est pas possible, pour l'instant, de faire davantage; dès qu'elle pourra faire plus, elle s'empresera d'en informer le public.

Paris, le 26 décembre 1870.

Les Adjoints,

PAUL ROZON, Albert LE ROY, Ch. LAUTH.

Le Maire,

HERISSON.

Paris.—Imp. de M^{rs} VICTOR-CHARLES-HEZARD, n. de l'Opéra, 3.

PREFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-INFÉRIEURE.

DÉPÊCHES

Officielles.

Le 21 Décembre nous avons repoussé victorieusement une sortie faite de Paris du côté de Stains et du Bourget. Plus de 1,000 prisonniers non blessés sont tombés entre nos mains.

La 19^e division, qui s'est avancée le 21 Décembre jusqu'au pont de Tours, trouva de la résistance de la part des habitants et lança 30 obus dans la ville. Le drapeau blanc fut aussitôt arboré et la ville demanda l'occupation prussienne.

Conformément aux instructions qu'elle avait reçues, la division se contenta de couper le chemin de fer et alla occuper les cantonnements qui lui avaient été indiqués.

Le 23 Décembre, l'armée Française du Nord a été défaite auprès d'Amiens par le général de Manteuffel, et a battu en retraite. Nos troupes sont à la poursuite de l'ennemi. 1,000 prisonniers non blessés se trouvent entre nos mains jusqu'à présent.

ROUEN, le 26 Décembre 1870.

Le Préfet.

H. CRAMER.

Quartier Général d'Amiens

Ce 26 Décembre 1870.

J'informe les Autorités et Habitants du Département de l'Oise, ainsi que tous ceux que cela concerne, que le Préfet de l'Oise ayant quitté son poste, je viens de charger

Monsieur le Baron DE SCHWARZKOPPEN

de l'administration de ladite Préfecture, et qu'il va entrer en fonction dès le 29 de ce mois :

Si le maintien de l'ordre et la marche régulière de l'administration sont désirables dans l'intérêt de l'armée, ils sont bien plus nécessaires encore au bien-être des communes et de la population. J'engage donc tous les bons citoyens, fonctionnaires et habitants du département de l'Oise à respecter et suivre strictement les ordres qui vont émaner de la Préfecture.

Le Général en Chef de la première Armée,

E. Baron DE MANTEUFFEL,

Général Aide-de-Camp de Sa Majesté le Roi de Prusse.

Quartier Général d'Amiens

Ce 36 Décembre 1870.

J'informe les Autorités et Habitants du département de la Seine-Inférieure ainsi que tous ceux que cela concerne de ce qui suit :

La continuation des opérations militaires ayant rendu nécessaire le retour de

Monsieur KRAMER

chargé jusqu'à ce jour de l'administration de la Préfecture de la Seine-Inférieure, à son poste dans l'armée, je viens d'appeler aux fonctions de Préfet dudit département

Monsieur le Baron DE PTUEL

qui va les remplir à partir du 29 de ce mois.

Le Général en Chef de la première Armée,

E. Baron DE MANTEUFFEL,

Général Aide-de-Camp de Sa Majesté le Roi de Prusse.
Amiens. — Imprimerie de LENOEL-HEROUART, rue des Babuiseaux, 30.

Quartier Général d'Amiens

Ce 36 Décembre 1870.

J'informe les Autorités et Habitants du Département de la Somme ainsi que tous ceux que cela concerne de ce qui suit :

La continuation des opérations militaires ayant rendu nécessaire le retour de

Monsieur SULZER

chargé jusqu'à ce jour de l'administration de la Préfecture de la Somme à son poste d'Intendant en chef de l'armée,

Je viens d'appeler aux fonctions de Préfet dudit Département

Monsieur le Comte LEHDORFF-STEINORT

qui va les remplir dès aujourd'hui.

Le Général en Chef de la première Armée,

E. Baron DE MANTEUFFEL,

Général Aide-de-Camp de Sa Majesté le Roi de Prusse.
Amiens. — Imprimerie de LENOEL-HEROUART, rue des Babuiseaux, 30.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Egalité — Fraternité

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Bordeaux, 36 décembre 6 h. 30 soir.

Le Ministre de l'intérieur à MM. les Préfets,

Les Membres du Gouvernement et la défense nationale, délégués pour représenter le Gouvernement et en exercer les pouvoirs,

Vu les décrets des 13 et 17 septembre 1870;

Vu le décret du 13 septembre 1870, en date de Paris, par lequel le Gouvernement de la Défense nationale a réglé les mesures financières nécessaires pour assurer les services départementaux en 1871 et suppléer à l'action des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement;

Vu la circulaire ministérielle du 17 décembre présent mois;

DÉCRET :

Article 1^{er}. Les conseils généraux et les conseils d'arrondissement sont dissous. Sont également dissoutes les commissions départementales dans les départements où il en a été institué.

Art. 2. Les conseils généraux seront remplacés par des commissions départementales composées d'autant de membres qu'il y a de cantons dans le département. Elles seront instituées par le Gouvernement sur la proposition d'urgence des Préfets.

Art. 3. Le budget départemental sera réglé conformément au décret du 13 septembre 1870 et à la circulaire du 17 décembre de la même année.

Art. 4. Le Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Bordeaux, le 35 décembre 1870.

Signé : **CHENET, L. GAMBETTA, GLAIS-BULOM, FOURNICHON.**

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Loire, César BERTHOLON.
Le présent décret remplacé celui rendu pour le même objet le 24 courant.

BENEVENT, imprimeur de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, 4.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE de LYON

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
ET ASILE
MUNICIPAL

Les Citoyens sont informés que l'Ecole primaire de filles, ainsi que l'Asile des enfants, précédemment tenus par les Sœurs, paroisse Ste-Anne, rue du Sacré-Cœur, 67, sont actuellement dirigés par des Maîtresses laïques.

Les Elèves y recevront toute l'instruction qui relève de l'enseignement. Les enfants de l'Asile continueront à y trouver les soins que réclament leur âge et leur position, en même temps que leur seront démontrés les principes de Morale, les premiers éléments de Lecture, d'Exercices corporels et les premières notions d'Education.

Lyon, le 26 décembre 1870.

POUR LE MAIRE DE LYON,
L'Adjoint délégué,

CONDAMIN.

Lyon, imp. 107, et Bordeaux, rue Nefline, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

RAPPORT MILITAIRE.

Paris, le 27 Décembre 1870.

L'ennemi a démasqué, ce matin, des batteries de siège contre les forts de l'est, de Noisy à Nogent, et contre la partie nord du plateau d'Avron. Ces batteries se composent de pièces à longue portée.

En ce moment, 11 heures, le feu est très-vif contre les points indiqués, et, comme cette canonnade pourrait être le prélude d'un bombardement général de nos forts, toutes les dispositions sont prises dans le but de repousser les attaques et de protéger les défenseurs.

Cette nuit, on a entendu du Mont-Valérien deux fortes détonations, qui peuvent donner à penser que l'ennemi a fait sauter le pont du chemin de fer de Rouen. Ce fait sera vérifié dans la journée.

Dès le matin l'ennemi a fait sauter la Gare-aux-Bœufs de Choisy.

Cet ensemble de faits tendrait à prouver que l'ennemi, fatigué d'une résistance de plus de cent jours, se dispose à employer contre nous des moyens d'attaque à grande distance qu'il avait depuis longtemps rassemblés.

LE GOUVERNEUR DE PARIS.

Par ordre : *Le Général, Chef d'état-major général,*
SCHMITZ.

L'attaque de l'ennemi ne fera qu'augmenter le courage de la population de Paris. Elle a prouvé par sa constance qu'elle est résolue à une résistance inflexible; elle s'associera aux nobles efforts de ses défenseurs en redoublant de calme et de discipline. Prête à tous les sacrifices pour sauver la Patrie, elle ne peut être surprise ou ébranlée par aucune épreuve.

Le Ministre de l'Intérieur par intérim,
JULES FAVRE.

Résumé

DES

DÉPÊCHES

OFFICIELLES PRUSSIENNES

Sur les Événements de la Guerre du 10 jusqu'au 23 Décembre 1870.

Après les combats des 7 et 8 Décembre près de Beaugency qui se continuèrent les 9 et 10 Décembre derrière Beaugency, l'armée de la Loire se retirait sur Blois. Le 13 Décembre elle fut forcée de nouveau à la retraite, le Grand-Duc de Mecklembourg occupait Blois, poursuivait le général Chanzy jusqu'à Oueques et Maves près de Vendôme et fit prisonniers plus de 2,000 maraudeurs Français.

Le 15 Décembre combat d'avant-garde à Vendôme, que les Prussiens occupèrent le 16 Décembre. Le 20 Décembre, l'armée Prussienne de la Loire reprit la marche en avant, celle de l'aile gauche sur Tours, celle de l'aile droite sur le Mans.

Sur la grande route d'Orléans à Blois, les Prussiens recueillirent plus de 6,000 blessés Français que l'armée française avait laissés dans leur retraite sans aucune assistance médicale.

Belfort fait beaucoup de sorties qui sont toutes repoussées. Les Prussiens prirent le 16 Décembre la forêt de Basmoût, le Grand-Bois et Andelnans.

Le 16 Décembre, le Général von der Galtz attaquait les Français dans une forte position à Langreau et les rejetait, après un combat acharné de trois heures, dans la forteresse de Langres. Les Français, environ 6,000 hommes, perdirent 200 hommes dont 64 prisonniers non blessés.

Le 18 Décembre, combat très-acharné et victorieux de six heures de la 1^{re} et 2^e brigade Badoier, près de Nuits, contre le général Cramer, avec 19 canons, 2 légions de Marche Lyonnaises, le 32^e et 57^e régiment de Marche, Gardes-Mobles et Francs-Tireurs, en total environ 20,000 hommes. Les Badois prirent le soir d'assaut le village de Nuits qui décidait la bataille et la retraite des Français vers le Sud. Un grand dépôt de fusils et de munitions, 16 officiers et 700 prisonniers non blessés restèrent entre les mains des Badois.

Le 21 Décembre sortie assez considérable de l'armée de Paris vers Stains et le Bourgot. La Garde Prussienne reprit ces villages avec très-peu de pertes. Plus de 1,000 prisonniers non blessés. Pendant la sortie énorme canonade sur toute la ligne, sur le 5^e corps d'armée seul tombèrent plus de 350 obus, dont un seul homme fut blessé.

Le même jour, une attaque contre les Saxons de Bobigny, vers Sevrans de Rosny et Neuilly-sur-Marne vers Chelles fut repoussée partout.

Le 22 Décembre, deux brigades s'avancant le long de la Marne contre l'aile gauche de la position du corps d'armée Saxon, furent forcées à la retraite par le feu croisé de deux batteries Wurtembergoises.

L'armée Française du Nord vient d'être attaquée le 23 par la première armée Prussienne dans ses positions près de la petite rivière Hallue. L'armée Française, après avoir perdu ses positions et essuyé des pertes considérables, s'est retirée le 24.

L'armée Prussienne la poursuit.

Plus de 1,500 prisonniers non blessés sont dans les mains de l'armée Prussienne.

Amiens, le 27 Décembre 1870.

Le Préfet de la Somme,

Le Comte LEHNDORFF-STEINORT.

OUVERTURE

Le Mardi 27 Décembre 1870

D'UNE

BOUCHERIE DE CHEVAL

SOUS LA HALLE

Autorisée par la Ville et vérifiée par les Vétérinaires.

SPÉCIALITÉ DE SAUCISONS

Versailles. — Imprimerie de E. AUBERT.

VILLE D'ARGENTEUIL

ORDRE MILITAIRE

- 1° Toutes les maisons situées sur le quai de Seine doivent être évacuées avant midi.
- 2° Il est défendu à tous les habitants d'entrer dans les maisons abandonnées.
- 3° Le Commandant de place renouvelle également la défense expresse de faire du feu dans les champs.
- 4° Les Contrevenants à ces dispositions seront fusillés sur le champ.

Argenteuil, le 28 décembre 1870.

Argenteuil. — Imprimerie P. WORMS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. Égalité. Fraternité.

ORDRE A L'ARMÉE

Le Général en chef porte à la connaissance de l'armée la protestation ci-après qu'il adresse par parlementaire au commandant des troupes prussiennes, sûr d'avance que chacun partagera son indignation et son désir de venger de telles injures :

« Au Commandant prussien, à Vendôme.

« J'apprends que des violences inqualifiables ont été exercées par des troupes sous vos ordres sur la population inoffensive de Saint-Calais, malgré ses bons traitements pour vos malades et vos blessés.

« Vos officiers ont exigé de l'argent et autorisé le pillage; c'est un abus de la force qui pésera sur vos consciences et que le patriotisme de nos populations saura supporter. Mais ce que je ne puis admettre, c'est que vous ajoutiez à cela l'injure, alors que vous savez qu'elle est gratuite.

« Vous avez prétendu que nous étions les vaincus; cela est faux. Nous vous avons battus et nous en avons eu depuis le 4 de ce mois. Vous avez osé traiter de lâches des gens qui ne pouvaient vous répondre, prétendant qu'ils subissaient la volonté du Gouvernement de la Défense nationale les obligeant à résister, alors qu'ils voulaient la paix et que vous la leur offriez. Je proteste, avec le droit que me donnent de vous parler ainsi la résistance de la France entière et celle que l'armée vous oppose et que vous n'avez pu vaincre jusqu'ici.

« Cette communication a pour but d'affirmer de nouveau ce que cette résistance vous a déjà appris : nous lutterons avec la conscience du droit et la volonté de triompher quels que soient les sacrifices qui nous restent à faire; nous lutterons à outrance, sans trêve ni merci, parce qu'il s'agit aujourd'hui de combattre, non plus des ennemis loyaux, mais des hordes de dévastateurs qui ne veulent que la ruine et la honte d'une nation qui prétend conserver son honneur, son indépendance et son rang.

« A la générosité avec laquelle nous traitons vos prisonniers et vos blessés, vous répondez par l'insolence, l'incendie, le pillage. Je proteste avec indignation au nom de l'humanité et du droit des gens que vous foulez aux pieds. »

Au Quartier général, au Mans, le 26 décembre 1870.

Le Général en chef,

Signé : CHANZY.

En notifiant à tous cette noble et patriotique protestation, le Préfet de la Sarthe est certain qu'elle sera pour les villos du département qui ont été souillées par la présence des barbares, une précieuse consolation. Elle leur montrera l'esprit d'étroite solidarité qui unit le peuple et l'armée dans la lutte que nous soutenons contre l'envahisseur.

Que chacun supporte avec résignation et courage les sacrifices que nous impose cette guerre sainte, et bientôt les efforts de notre armée nous auront assuré la victoire!

Le Mans, 27 décembre 1870.

Le Préfet de la Sarthe,

Georges LECHÉVALIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

CINQUIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS
(MAIRIE DU PANTHÉON)

AVIS IMPORTANT

Il sera délivré à partir du 28 Décembre, de 3 à 5 heures, au Dépôt municipal de la Rue Lhomond, 54, un décalitre de charbon de bois à tout porteur d'une carte de Boucherie.

NOTA : Les personnes qui ont déjà reçu du charbon n'ont aucun droit à cette distribution.

Le Maire

E. VACHEROT

THOMAS, COLLIN, JOURDAN, Adjoints.

Paris, le 27 Décembre 1870.

Paris, Imp. Bouquet, Rue des Fossés-St-Jacq

Mairie St Denis.

Adjudication des travaux d'égouttement de l'approvisionnement de la ville.

Le Maire de Saint-Denis porte à la connaissance des intéressés qu'il sera procédé à la Mairie, le Vendredi 30 de ce mois à 2 heures, et le samedi par adjudication publique et avec enchères, des travaux de charbonnages, servant à l'approvisionnement de la ville.

Cette vente se fera par lots.

St Denis le 27 Décembre 1870.



*Le Maire,
M. VACHEROT*

SALLE DES PORCHERONS, PLACE CADET

CLUB DES ÉTATS-UNIS D'EUROPE OUVERTURE

Le JEUDI 29 Décembre 1870, à 8 heures du soir
DÉFENSE NATIONALE

CONFÉRENCE MILITAIRE

Sur le Siège d'Oporto

ET LA CONDUITE HÉROÏQUE DES BATAILLONS FRANÇAIS

Par **M. GABRIEL PÉLIN**

DISCUSSION A LA SUITE DE CETTE CONFÉRENCE

Prix d'Entrée : **25 centimes**

Paris. Imp. LEFEVRE, pass. du Caire, N° 40

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

Aux Habitants de Paris.

La rigueur extraordinaire et persistante de la saison d'hiver nous impose depuis huit jours de grandes souffrances.

Le froid est à cette heure notre plus cruel ennemi.

La population, dans son ensemble, oppose à cette nouvelle épreuve la persistance de l'esprit public et l'effort infatigable de cette discipline volontaire, qui, depuis bientôt quatre mois, honore le peuple de Paris devant la France et devant l'histoire.

L'Administration a fait, de son côté, tout ce que la situation commande, c'est-à-dire tout le possible.

Dès l'invasion du froid, le Maire de Paris a ordonné de vastes abatis dans les bois de la Ville; le bois de Boulogne et le bois de Vincennes ont été mis en coupe réglée.

Les plantations qui bordent les routes nationales et départementales sont sacrifiées sans distinction; les gros arbres de nos boulevards sont coupés et débités.

Ce travail qui met à notre disposition des réserves immenses s'accomplit avec toute la célérité que comportent une œuvre pareille et les charrois considérables qui en sont la conséquence.

En même temps, tous les chantiers qui renferment des bois de démolition ont été mis en réquisition, et, malgré l'énorme dépense, nous n'hésitons pas à livrer à la consommation les bois de sciage et de charpente réservés d'habitude à la construction.

Autour de la Mairie de Paris, tout le monde est à l'œuvre : tous les syndicats, toutes les administrations, toutes les corporations, qui nous apportent, avec le zèle le plus louable, un concours aussi précieux que désintéressé.

Chacun fait donc son devoir, et, grâce à tant d'efforts réunis, nous viendrons à bout de ce terrible hiver.

Mais il faut que de son côté, la population nous vienne en aide; il faut qu'elle supplée par sa bonne volonté, par son honnêteté, par son concours volontaire, aux moyens de surveillance qui nous font défaut. Si les chantiers où nous déposons les bois destinés aux distributions municipales sont, comme cela s'est vu, envahis et mis au pillage, si nos coupes de Vincennes et de Boulogne sont enlevées nuitamment par des bandes de malfaiteurs qui, sans l'assistance de la Garde nationale et des honnêtes gens, demeureraient insaisissables; si la propriété privée et la propriété publique ne sont pas respectées, il n'y a plus ni approvisionnement possible, ni équitable répartition.

Nous dénonçons à la Garde nationale et à la population les maraudeurs et les pillards : ils sont en ce moment les complices de l'ennemi du dehors, et l'Administration est résolue à les poursuivre avec la plus grande énergie.

Paris, le 28 Décembre 1870.

Le Membre du Gouvernement délégué à la Mairie de Paris,

JULES FERRY.

République Française.

DÉCRET

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE,

DÉCRÈTE :

Provisoirement, et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement décidé, les annonces judiciaires et légales pourront être insérées au choix des parties dans l'un des journaux publics dans le département.

Néanmoins toutes les annonces judiciaires relatives à une même procédure seront insérées dans le même journal.

Fait à Bordeaux, le 28 décembre 1870.

Ab. CREMIEUX, LEO GAMBETTA, GLAIS-RIZOIN,
L. FOURRUCHON.

Certifié conforme :

Za *Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire de la République,*
F. CHALLEMEY-LACOUR.

Lyon. . . Imp. J. NICOL, rue de la Visitation, 3.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU 3^{ME} ARRONDISSEMENT

VENTE

D'Articles de Paris, de Nouveautés, Fantaisie, etc.
provenant des dons du Commerce de Paris.

AU PROFIT DE

L'ATELIER DE TRAVAIL POUR LES FEMMES

FONDÉ DANS LE

3^{ME} ARRONDISSEMENT DE PARIS

DEPUIS LE 15 NOVEMBRE 1870

Cette vente aura lieu à la Mairie même, dans la SALLE DES FÊTES
Les **VENREDI, SAMEDI et DIMANCHE 30 et 31 Décembre 1870**
et 1^{er} Janvier 1871.

Pour la Commission de l'Atelier de Travail,
Le Maître,

CLEMY, MURAT, ROUSSEAU.

Paris. — Typographe MATHIS place de la Bastille, 41.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRE DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

OUVERTURE DES BOUCHERIES LIBRES.

AVIS AU PUBLIC.

Pour éviter toute confusion, on rappelle au public que les Boucheries municipales et les Boucheries libres fonctionneront concurremment, et délivreront aux consommateurs les mêmes denrées, dans les mêmes conditions de rationnement et de prix. Le public a le choix de s'approvisionner aux unes ou aux autres, à son gré, mais sans que la quantité ou la qualité des produits auxquels il aura droit soit changée.

S'il y a lieu de faire des distributions supplémentaires de denrées comestibles ou combustibles, qui se déliteraient ailleurs que dans les Boucheries municipales ou libres, les consommateurs qui se fourniraient aux unes et aux autres y auraient également droit.

En un mot, la Municipalité veillera à ce que les deux catégories de Boucheries soient placées sur le pied d'une parfaite égalité.

Paris, le 28 décembre 1870.

Le Maire,
Paul JOZON, Adjoint, Ch. LAUTH.

Le Maire,
HÉRISSON.

AVIS

Les porteurs de Cartes de subsistance du 1^{er} arrondissement sont prévenus qu'il leur sera fait une distribution extraordinaire de **RIZ**, à raison de 100 grammes par ration portée sur la Carte de subsistance.

Cette distribution aura lieu le **Vendredi 20**, pour les Boucheries n^o 1 à 66.

Et le lendemain **Samedi**, pour les Boucheries 67 à 99.

Pour ce service exceptionnel les Cartes blanches passeront de 9 h. à 10 h. 1/2.

Les rouges, de 10 h. 1/2 à midi.

Les bleues, de midi à 1 h. 1/2.

En outre, pour les journées de **Vendredi, Samedi et Dimanche**, il sera délivré quelques denrées en addition à la ration habituelle de Viande de Cheval.

Le Maire,

Th. TENAILLE-SALIGNY

1871 Paris, rue d'Angoulême et d'Orléans, n^o 144, et 144 bis, rue de Valenciennes, 144.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture du Pas-de-Calais.

Habitants d'Arras,

L'ennemi près de nous, peut-être la ville sera-t-elle investie, attaquée. Je sais que vous envisagez cette possibilité avec la fermeté calme qui distingue les populations du Nord de la France, et que vous êtes décidés à vous défendre jusqu'à la dernière extrémité.

Cependant, il y a quelques misérables qui, par lâcheté ou par d'autres sentiments, se font les complices de nos ennemis. Je croyais que le langage énergique de M. le Général de Chargère et de la Commission municipale exécutive avait mis fin à leurs manœuvres, je me trompais : depuis plusieurs jours ils vont semant le bruit que la ville ne sera pas défendue, qu'elle sera livrée à la première sommation, et ils cherchent à faire pénétrer cette conviction dans les rangs de la garde nationale et de l'armée.

Il faut que ces misérables sachent qu'ils se rendent coupables non-seulement d'une indigne calomnie contre les autorités chargées de la défense de la place, mais encore d'un crime que la loi punit de MORT.

J'engage tous les bons citoyens, tous les agents de la force publique à me faire connaître les noms de ceux qui continueraient ces indignes manœuvres, et justice exemplaire sera faite, j'en prends l'engagement.

Le Préfet du Pas-de-Calais,

E. LENGLET.

Arras, le 28 décembre 1870.

SOCIÉTÉ

POUR LE DÉVELOPPEMENT

DE L'INSTRUCTION POPULAIRE

FONDATION D'UNE BIBLIOTHÈQUE

DE CONFÉRENCES ET DE COURS PUBLICS

— ♦ ♦ ♦ —

dans le XIV^{me} Arrondissement

Les Citoyens composant le Comité d'Armement du XIV^{me} Arrondissement, agissant à titre purement officieux, mais réunis sous la présidence et avec les encouragements du Maire et des Adjoints élus,

Comprenant l'importance vitale de l'Instruction populaire et désirant contribuer à son extension d'une façon permanente, en dehors des modifications ultérieures que peut avoir à subir l'état de choses présent,

Ont résolu de faire appel aux sympathies et au concours de leurs Concitoyens afin de former une Association destinée à répandre les idées justes et saines, trop obscurcies chez nous par des siècles d'éducation anti-scientifique et, par suite, anti-sociale.

Cette Association, dont le premier soin sera d'établir dans l'Arrondissement une Bibliothèque populaire, des Conférences et des Cours publics pour les Adultes, prendra le nom de

SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'INSTRUCTION POPULAIRE

Elle comprendra des Membres dirigeants, des Membres associés et des Donateurs.

Les Membres dirigeants se recruteront d'eux-mêmes. Provisoirement, le Maire, les Adjoints et le Comité d'Armement actuels forment ce Conseil d'administration. Afin d'éviter toute déviation dans la ligne qu'il prétend suivre, aucun Membre ne pourra y être introduit par la suite après démission ou décès de ceux qui le composent autrement qu'à l'unanimité des Membres restants. Les fonctions de ce Conseil sont absolument gratuites.

Les Membres associés paieront, par douzième, s'ils en manifestent le désir, une cotisation annuelle de 12 fr. qui leur donnera droit au prêt des livres soit dans la salle de lecture, soit à domicile, aux Conférences et Cours.

Une demi-cotisation de 6 fr. ne donnera droit qu'à la Lecture ou aux Cours, au choix.

Quant aux Donateurs, quelle que soit leur offrande, leur nom sera inscrit sur un registre spécial tenu à la disposition du public.

L'emploi des fonds sera justifié chaque semestre par un rapport adressé à tous les Membres de l'Association.

Dés aujourd'hui le Comité fait appel surtout aux Donateurs. Des livres, de l'argent, des journées de travail, des promesses de Cours seront reçus avec reconnaissance. L'œuvre étant réellement sérieuse, il ne fait aucune acception de partis. Tous les livres, quelle que soit leur tendance, seront acceptés et mis **tous** (dans la limite imposée aux bibliothèques publiques) à la disposition des lecteurs.

Les Souscriptions, Dons, Offres et Renseignements seront reçus au Secrétariat général de la Mairie du XIV^{me} Arrondissement et chez M. Assézi, de 1 à 3 heures aux bureaux du Journal des Débats, de 6 heures à 8 heures, Avenue d'Orléans, 65.

Nous recommandons vivement à nos Concitoyens le projet ci-dessus dont nous attendons les plus heureux effets pour le progrès intellectuel et moral et que nous prenons sous notre plus chaleureux patronage.

Paris, le 29 Décembre 1870.

Les Adjoints,

HELIGON — NÈGRE — PERIN.

Le Maire du XIV^{me} Arrondissement,

LOUIS ASSELINE.

Paris, — Imprimerie A.-E. Rochette, 90, boulevard Montparnasse.

République Française
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ
MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

AVIS

Le Gouvernement demande pour nos soldats qui ont à combattre un nouvel ennemi : le froid, des bas de laine, des gants fourrés, des peaux de mouton.

Nous faisons un pressant appel à nos Concitoyens. Que ceux qui peuvent disposer de quelques-uns de ces objets nous les apportent en toute hâte. Ce sera concourir efficacement à la Défense nationale.

Les Dons seront reçus à la Mairie, dans la salle du Bureau de Bienfaisance.

Paris, le 29 Décembre 1870.

Les Adjoints,
HÉLIGON — NÈGRE — PÉRIN.

Le Maire,
Louis ASSELINE.

Paris, — Imprimerie A.-E. Rochette, 100, boulevard Montparnasse.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté — Égalité — Fraternité
MAIRIE DU 14^e ARRONDISSEMENT

AVIS

Conformément à la règle adoptée cette année, eu égard aux circonstances publiques, dans toutes les Administrations, la MUNICIPALITÉ ne recevra aucune visite le premier Janvier.

Paris, le 29 Décembre 1870.

Les Adjoints,
HÉLIGON — NÈGRE — PÉRIN.

Le Maire,
Louis ASSELINE.

Paris, — Imprimerie A.-E. Rochette, 100, boulevard Montparnasse.

PROCLAMATION.

Dans la journée du 27 de ce mois, des hommes en blouse ont tiré, dans la forêt, entre Châtenoy et cette ville, sur des soldats de l'armée allemande, dont un a été blessé.

Les auteurs de cet attentat étant restés inconnus, Son Altesse Royale le prince Frédéric-Charles, Feld-Maréchal, a donné l'ordre d'incendier la ferme la plus voisine, ce qui a été exécuté immédiatement. Il en sera de même pour tout semblable attentat.

Les habitants sont prévenus que pour chaque coup de fusil tiré par un individu non revêtu des insignes militaires sur un soldat allemand, *le village le plus voisin sera incendié dans le cas où le coupable ne serait pas livré.*

Si les habitants veulent éviter la sévérité de cette exécution, ils devront ne pas souffrir dans le voisinage des bandes de meurtriers, ou si un meurtre est commis, en livrer l'auteur.

Châteauneuf-sur-Loire, le 29 décembre 1870.

FREIHERR VON WRANGEL.

GÉNÉRAL-LIEUTENANT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

VILLE DE PARIS.

MAIRIE DU 18^e ARRONDISSEMENT

AVIS

Le Maire du 18^e Arrondissement a l'honneur de porter à la connaissance de ses Concitoyens la lettre suivante qui lui est adressée par le Membre du Gouvernement de la Défense Nationale délégué à la Mairie centrale.

« MONSIEUR LE MAIRE,

« Le *Journal Officiel* de ce matin fait appel à l'esprit de solidarité de la population civile dans l'intérêt de nos Soldats exposés par la rigueur extraordinaire de la saison à des souffrances contre lesquelles ils sont mal défendus. La note officielle invite les Habitants de Paris à réunir, pour les offrir à l'armée, tout ce qu'on pourra trouver de Bas de laine, de Gants fourrés, de Peaux de mouton. Je n'ai pas besoin de vous engager, Monsieur le Maire, à seconder de toutes vos forces cette excellente pensée. Le froid est à l'heure qu'il est notre plus cruel ennemi, mais les ressources de l'esprit public à Paris sont à la hauteur de toutes les crises; les femmes surtout tiendront à honneur de prélever sur les vêtements de la famille la part de nos Soldats; nous comptons sur leur cœur, sur leur patriotisme pour imprimer à cette œuvre fraternelle toute la rapidité que les circonstances imposent.

« Il dépend de vous, Monsieur le Maire, de la faire connaître par des affiches et de l'activer au moyen des Comités divers dont vous êtes entouré. Déjà l'initiative individuelle avait pris les devants, dans certains quartiers; votre rôle consistera surtout à seconder le mouvement et à en concentrer les résultats. »

Il suffit de signaler la douloureuse situation de nos soldats. Personne ne vandra rester sourd à ce pressant appel fait aux sentiments de fraternité, au patriotisme de tous. Les Citoyens aisés, les commerçants rivaliseront de zèle pour contribuer dans la mesure de leurs moyens à soulager les misères si stoïquement endurées par nos défenseurs.

Les Dons seront reçus à la Mairie.

Paris, le 29 Décembre 1870.

Les Adjoints,
J.-A. LAFONT,
S. DEREURE,

Le Maire,
G. CLÉMENCEAU.

(JACLARD, empêché).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

AVIS.

Les quantités de blés, farines, seigles, etc., qui ont été transportées jusqu'ici à la Halle au blé, aux Halles centrales, aux Invalides, à l'École militaire et à l'usine Cail, sont loin d'atteindre encore le chiffre des quantités déclarées.

Quelques personnes ayant fait savoir qu'elles ne pouvaient pas se procurer les moyens de transport nécessaires, des instructions ont été données pour que les agents du service de l'octroi et des douanes fissent procéder à l'enlèvement des marchandises déclarées.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce prévient une dernière fois les détenteurs de blés, farines, seigles, etc., qu'ils aient à les déclarer, s'ils ne l'ont déjà fait, et, en tout cas, à les transporter immédiatement dans les locaux indiqués ou à lui faire savoir s'ils sont dans l'impossibilité d'opérer ce transport.

Ceux qui ne se conformeraient pas à ces prescriptions seront passibles des peines portées par les lois et s'exposeraient à la confiscation de la marchandise et à l'emprisonnement.

(Lois des 19 brumaire an III, art. 14, et du 3 pluviôse an III, art. 1^{er}.)

Paris, le 29 Décembre 1870.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité

MAIRIE DE SAINT-ÉTIENNE.

CIToyENS,

Élu au mois d'août conseiller municipal par la démocratie-radicalle de Saint-Etienne, je viens d'être choisi par mes collègues pour remplacer à la Mairie notre cher et regretté ami Tabbler-Verne.

J'ai hésité longtemps à accepter un poste aussi difficile; j'ai dû céder cependant à de nombreuses et sincères sollicitations. A défaut d'autres qualités, je viens mettre au service de la Cité et de la République, un dévouement absolu, une bonne volonté à toute épreuve. Le concours dévoué et intelligent du Conseil municipal me facilitera beaucoup la tâche entreprise.

CIToyENS,

A ces heures difficiles, souvenons-nous que l'union fait la force; ne nous laissons pas aller à des excitations suggérées, la plupart du temps, par les ennemis de la République pour mieux la compromettre. Soyons fermes et n'ayons tous qu'une idée, qu'un seul but : chasser les Prussiens du territoire français pour pouvoir ensuite, dans une paix durable et sûre, transformer la honteuse législation bonapartiste en bonnes institutions républicaines.

En attendant, ayez confiance dans les citoyens que vous avez librement élus; ils en sont dignes, et je vous l'assure, tous leurs vœux tendent à améliorer, autant qu'il leur sera possible, l'état moral et matériel des classes laborieuses. Ce travail sera long et pénible; aidons-nous donc, et tous ensemble prouvons à cet infâme despote qu'il avait eu tort de compter sur des intes intestines pour opérer plus facilement l'anéantissement de notre belle France.

Prouvons à Paris, la cité héroïque que l'on croyait éternée par la corruption impériale, et qui vient de retrouver dans le danger son énergie populaire de 1792, prouvons lui que nous sommes dignes d'elle, en coopérant par tous les moyens à la défense nationale.

Que les ennemis systématiques de la régénération sociale, comprennent à notre attitude calme devant les malheurs publics, que le Républicain sait endurer et souffrir pour le triomphe des idées qui lui sont chères.

Encore une fois, soyons forts, soyons unis, et nous verrons bientôt s'asseoir en France d'une manière définitive, par l'ordre, la liberté, l'instruction et la morale, une République glorieuse et invincible!

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Fait en l'Hôtel-de-Ville, à Saint-Etienne, le 29 décembre 1870.

LE MAIRE,

P. BOUDAREL.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

Distributions supplémentaires DE SUBSISTANCES

Le Gouvernement, dans le but d'atténuer les privations que nos concitoyens supportent avec tant de patience et de résignation, a pensé qu'il convenait de faire, entre les différents arrondissements, une répartition supplémentaire d'huile d'olives, de haricots, de café et de chocolat.

La Municipalité du 6^e arrondissement a, de plus, en réserve une notable quantité de riz, et une faible quantité de deux ou trois autres denrées; s'associant aux vues du Gouvernement, elle pense qu'il convient que ces différentes denrées, prélèvement fait d'une part pour les besoins des ambulances, soient distribués entre tous les habitants de l'arrondissement, sans exception.

La Municipalité aurait désiré, pour répondre mieux encore à la pensée qui a inspiré le Gouvernement, faire immédiatement cette distribution; mais nos concitoyens comprendront que ce résultat ne pouvait être obtenu, en présence du changement, en cours d'exécution des cartes de boucherie, et des mesures préparatoires que nécessite toute distribution supplémentaire.

En conséquence, et pour éviter, autant que possible, la précipitation et la confusion, la Municipalité décide :

1^o Que le délai pour l'échange des cartes de boucherie sera prorogé jusqu'au 3 janvier inclusivement.

2^o Qu'il sera fait dans les boucheries municipales et libres, le 4 janvier et jours suivants, une distribution supplémentaire de haricots et de riz, à raison de 35 grammes par ration et au prix de 70 centimes le kilogramme pour les haricots, et à raison de 40 grammes par ration et au prix de 60 centimes le kilogramme pour le riz;

3^o Qu'il sera fait, aussitôt que possible, une distribution supplémentaire, annoncée par voie d'affiches, des autres denrées que la Municipalité a en magasin.

La Municipalité a le regret d'annoncer qu'elle n'a pu, jusqu'ici, se procurer de combustible, malgré les nombreuses réclamations dont elle a saisi le Gouvernement; les faibles quantités qu'elle a achetées sont destinées exclusivement aux ambulances. Elle se voit donc dans la nécessité de laisser provisoirement sans réponse les demandes qui lui sont adressées.

Les Adjoints,

Paul JOZON, Albert LEROY, Ch. LAUTH.

Le Maire,

HERISSON.

SOCIÉTÉ DE SECOURS AUX VICTIMES DE LA GUERRE

La Vente au profit des victimes de la guerre sera de nouveau ouverte à midi, le vendredi 30 et le samedi 31 décembre, dans les salons du

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Les misères de la population s'augmentent à chaque heure. Notre dévouement doit croître dans la même mesure. La société attend avec confiance le généreux concours des Commerçants, des Industriels, des Artistes, qui ont répondu avec tant d'empressement à son premier appel.

*Les dons de toute nature seront reçus avec reconnaissance au Ministère
rue de Grenelle-Saint-Germain, 110.*

Une Vente spéciale des objets d'art importants sera faite **AUX ENCHÈRES, LE
SAMEDI, A 2 HEURES**

Paris. — Imprimerie de Publications et C^e, rue Copernic, 5. GIK.

AMBULANCES SPÉCIALES DE LA GARDE NATIONALE SÉDENTAIRE



Tous les jours, de 2 à 4 heures, des Tickets de VACCINATION GRATUITE seront délivrés aux *Gardes nationaux* qui en feront la demande, au Siège de l'ADMINISTRATION CENTRALE des *Ambulances spéciales de la Garde nationale Sédentaire*,

131, RUE MONTMARTRE

NOTA. — La vaccination sera faite tous les jours, de midi à une heure, par le Dr BONNIÈRE.

SOCIÉTÉ DE PRÉVOYANCE
En faveur des citoyens sous les Armes

APPEL
A la population de Paris
SECOURS
A NOS SOLDATS VICTIMES DU FROID

Le froid sévit avec une violence extrême. L'hiver commence à peine, et, déjà, des centaines de nos braves soldats ont succombé sous le coup des rigueurs de la saison. L'amélioration de l'habillement de nos troupes doit donc occuper nos pensées et être l'objet de notre plus vive sollicitude. Tout ce que le Gouvernement, malgré sa vigilance et son zèle, n'a pu réaliser, il faut que les Citoyens de toutes les classes et de toutes les conditions l'accomplissent sans hésitation et sans retard : il y va de la santé de nos défenseurs ; il y va du salut de la Patrie !

Une souscription nationale nous a donné une artillerie puissante ; une nouvelle souscription fournira à notre vaillante armée des moyens efficaces pour vaincre un nouvel ennemi terrible, la rigueur de la saison, et pour procurer à nos soldats des gilets de flanelle, des gants, des cache-nez, des chaussettes de laine, etc.

A cet effet, le Comité de la Société de Prévoyance a ouvert une souscription au siège de ladite Société, rue de Rivoli, 192 (vis-à-vis les Tuileries).

On y reçoit, dès à présent, les dons en espèces, quelle que soit leur importance, et des dons en nature, tels que *tissus de laine, linceuls de toutes sortes, pièces, coupons et échantillons de toute grandeur, chaussettes de laine, gants chauds, semelles, gilets de tricot et de flanelle, plastrons, chemises, ceintures et caleçons de flanelle, peaux de moutons, couvertures, etc.*

Le peuple de Paris qui, au milieu des épreuves terribles qu'il traverse depuis trois mois, a donné tant de preuves de charité et de dévouement, répondra certainement à ce nouvel appel.

Paris, le 30 décembre 1870.

LE COMITÉ DE LA SOCIÉTÉ DE PRÉVOYANCE.

Paris. — Imprimerie de R. MARTELLE, rue Mignon, 2. — (190)

République Française

VILLE DE PARIS

MAIRIE DU XII^E ARRONDISSEMENT

Le froid, ce cruel et implacable ennemi, expose nos soldats aux plus vives souffrances. Bien qu'ils les supportent avec le plus grand courage, notre devoir est de les y soustraire par tous les moyens possibles.

Je viens donc, chers concitoyens, faire appel à vos généreux cœurs et vous supplier de réunir, dans le plus court délai, tout ce que vous pourrez trouver de bas de laine, gants fourrés, peaux de mouton, etc., pouvant être utilisé pour l'armée.

Réchauffer nos soldats, c'est augmenter la Défense nationale en leur donnant une force nouvelle, et en même temps, faire acte d'humanité.

Les dons seront reçus à la Mairie ainsi que par des Comités spéciaux chargés de les recueillir à domicile.

Paris, le 29 Décembre 1870.

Le Maire,

ALFRED GRIVOT.

Les Adjoints,

DENIZOT, DUMAS, TURILLON

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU 17^e ARRONDISSEMENT

COMMISSION DES BARRICADES

APPEL AUX TRAVAILLEURS

La commission municipale du 17^e arrondissement, d'accord avec la direction supérieure des barricades, a nommé une commission de quatre de ses membres auxquels se sont adjoints les délégués des clubs.

Cette commission invite les ouvriers du bâtiment et les autres citoyens désireux de s'employer à ces travaux de défense, à vouloir bien se présenter immédiatement, pour se faire inscrire, de 6 heures du matin à 8 heures du soir, à l'École communale protestante, rue Lecomte, n° 6, près la rue Legendre.

La commission supérieure des barricades fixera ultérieurement le prix de la journée.

Pas de retard, il y va de l'honneur de la France et du salut de la République !

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Les membres du Comité du 17^e arrondissement,

DESTÉRACT, CLÉMENT, MICHOX, FOND, CAZAVENT.

Approuvé, le Maire provisoire,

F. FAVRE.

Mairie du 3^{me}

LÉGION DE LA GARDE

Nous, MAIRE du 3^{me} Arrondissement,

Après en avoir délibéré avec nos Adjoints,
Considérant que tout ce qui n'est pas défendu formellement par la Loi est permis, surtout en Administration
Considérant que, si la Loi du 13 juin 1851 a limité à l'âge de 50 ans l'obligation de servir dans la Garde
entendu défendre la formation par les Mairies d'une Garde Nationale composée d'hommes ayant dépassé la limite
veut qu'on fasse appel à tous les dévouements;

Considérant que la Légion de la Garde civique de vétérans formée sur notre initiative par des inscriptions
maintenir et d'étendre au besoin pour la défense nationale, pour l'ordre dans l'arrondissement et pour la sécurité.

Considérant que cependant ces services ont été parfois méconnus et même trop souvent rendus impossibles
Considérant qu'il est nécessaire, à ce double point de vue, de procéder immédiatement à l'organisation
3^{me} Arrondissement que des autres arrondissements de la Ville de Paris pour que l'exécution des ordres confiés

AVONS ARRÊTÉ :

ART. 1^{er}. — La légion de la garde civique de Vétérans, composée de gardes nationaux ayant dépassé l'âge auquel le service est obligatoire pour la garde nationale sédentaire et constituée dans le troisième arrondissement de la ville dès le mois de septembre 1870, est officiellement reconnue par la Mairie de cet arrondissement comme l'une des forces publiques de la défense nationale, à laquelle obéissance est due par tous les citoyens dans l'exécution des ordres qui lui sont donnés par le Maire, dont elle relève directement, ou par l'un des adjoints délégués, en cas d'empêchement.

ART. 2. — La légion restera composée, comme elle l'est, de quatre bataillons recrutés dans chacun des quatre quartiers dont se compose l'arrondissement parmi les hommes ayant dépassé l'âge auquel le service dans la garde nationale sédentaire est obligatoire.

Les hommes qui seraient exemptés de ce service pourront être admis dans les rangs de la garde civique de Vétérans après qu'ils auront justifié légalement de leur exemption.

Les hommes rayés des contrôles de la garde nationale sédentaire pour violence, refus de service, insubordination, injures aux supérieurs et autres causes semblables, ou exclus pour une cause dishonorable, ne pourront jamais faire partie de la garde civique de vétérans.

ART. 3. — Le recrutement de la légion, pour combler ses vides ou augmenter son effectif, aura lieu, soit par inscriptions volontaires, soit par un appel spécial de la Mairie.

Dans les deux cas, après inscription des citoyens

admis ou appelés sur les contrôles, le service est obligatoire pour tous les Vétérans, sauf les dispenses édictées par la loi ou celles rendues nécessaires par un état malade dûment constaté.

ART. 4. — Le Maire est représenté dans la légion par un chef ayant rang de lieutenant-colonel et qui commande les quatre bataillons réunis.

Cet officier supérieur veille à l'exécution des ordres donnés par le Maire, ainsi qu'aux règlements publics concernant l'ordre et la tranquillité dans les rues de l'arrondissement, et la sécurité des personnes qui l'habitent, en faisant prêter main-forte aux agents constitués par la Mairie pour la police municipale.

Il maintient la discipline dans la légion suivant les dispositions des lois sur la garde nationale sédentaire à laquelle la garde civique de Vétérans est assimilée, comme il est dit ci-après article 8.

En conséquence, les chefs des quatre bataillons et leurs officiers, sous-officiers et gardes vétérans sont tenus d'obéir aux ordres qui leur sont transmis par le lieutenant-colonel représentant du Maire, et de les faire exécuter par leurs subordonnés, comme si ces ordres étaient émanés directement par le Maire lui-même.

ART. 5. — Chaque bataillon sera composé de quatre compagnies recrutées chacune, autant que possible, parmi les citoyens de la même section de chaque quartier, et, en cas d'insuffisance, parmi les citoyens des rues les plus voisines de la section.

ART. 6. — L'état-major de chaque bataillon comprendra :

Un chef de bataillon
Un capitaine adjudant
Un capitaine d'habillement
Un porte-drapeau
Un adjudant sous-é
Un médecin major
Un aide major.

Le cadre de chaque compagnie sera composé de :
Un capitaine,
Un lieutenant,
Un sous-lieutenant,
Un sergent-major,
Un sergent-fourrier,
Quatre sergents,
Huit caporaux.

Trois délégués au bataillon concourront avec les officiers commandant le bataillon d'état-major.

ART. 7. — Si l'effectif périclite à cent cinquante nombre des lieutenants et caporaux sera augmenté du service, mais le nombre ne passera pas deux, et quatre.

ART. 8. — La garde civile sera assimilée à la garde nationale pour l'élection de ses chefs. Elle fait le service et remplace la garde sédentaire.

Délibéré et arrêté à la Mairie du Troisième Arrondissement de la Ville de Paris, le 31 Décembre 1870.

Pour Ampliation, le lieutenant-colonel, commandant la Légion.

TOUCHARD.

FRANÇAISE

— Fraternité.

Arrondissement

CIVIQUE DE VÉTÉRANS

en dans un intérêt d'ordre public;

Nationale, elle n'a pas retiré aux citoyens dévoués le droit de s'y faire inscrire après cet âge et encore moins
obligatoire pour tous les citoyens, surtout quand l'intérêt de la défense du Pays contre l'invasion étrangère

volontaires dès le mois de septembre dernier a rendu jusqu'à ce jour des services réels qu'il importe de
rité des personnes dans les quartiers;

par l'état précaire de l'organisation de la Légion;

édictive de la Légion de la Garde civique de vétérans et d'en porter la connaissance à la population tant du
aux chefs de la Légion soit partout respectée et obéie.

major, chargé de l'équi-

ment et d'armement,

voir,

pageio comprendra :

seil de famille, lesquels
ers à l'élection du com-
autres officiers de son

d'une compagnie est su-
ommes, cadre compris, le
on-lieutenants, sergents
é suivant les exigences
e des lieutenants ne dé-
vi des sous-lieutenants

évoque du Vétérans de-
rde nationale sédentaire
à et pour la discipline,
es les postes spéciaux, et
aire dans ceux qu'elle

occupe, alors que cette garde est appelée aux rem-
parts.

ART. 9. — Le service dans la garde civique de
vétérans est essentiellement gratuit et honorifique.

Néanmoins, les conseils de famille pourront, sous
leur responsabilité, désigner ceux des Vétérans qui
devraient recevoir, aux jours de service, l'indem-
nité qui est accordée aux gardes nationaux séden-
taires en raison de leur flecheuo position; il y se-
rait pourvu par la Municipalité.

ART. 10. — L'habillement des gardes civiques
est obligatoire pour tous ceux qui ne justifieraient
pas être dans l'impuissance absolue du supporter
cette charge.

Il sera pourvu par la Municipalité à l'habillement
des Vétérans qui ne seraient pas en état de faire
cette dépense après avis du conseil de famille et du
capitaine de la compagnie et sous leur double res-
ponsabilité.

Quant à l'armement et à l'équipement, il y sera
pourvu par la Municipalité aussitôt que les circon-
stances le permettront.

ART. 11. — La garde civique de vétérans, comme
la garde nationale sédentaire, obtiendra aux ré-
quisitions de la police municipale du troisième ar-
rondissement en voie d'organisation par les soins
du Maire. Elle lui prêterait aide et main-forte dans
toutes les circonstances où elle en sera requise.

Elle doit également son concours aux commis-
saires de police de la Ville de Paris, investis régu-
lièrement, toutes les fois qu'ils le requerront ou
feront requérir en dehors de la question poli-
tique.

ART. 12. — Un conseil de famille légionnaire
proposera toutes les mesures qu'il jugera utiles à
la bonne administration de la légion à l'examen de
la Municipalité.

Ce conseil sera composé du lieutenant-colonel,
président, des quatre chefs de bataillon, des quatre
adjudans-majors, de deux capitaines par bataillon
à tour de rôle par semestre, d'un délégué par com-
pagnie, choisi dans les trois membres du conseil
de famille, et à tour de rôle par trimestre, d'un
sergent-major par bataillon qui servira de secré-
taire à tour de rôle par trimestre.

ART. 13. — Dans les réunions des troupes de
toutes armes, la garde civique de Vétérans occu-
pera la droite de la colonne ou de la position.

Les chefs de bataillons et les officiers auront
droit aux honneurs de leurs grades qui sont rendus
aux chefs et officiers de la garde nationale et de
l'armée.

ART. 14. — Les cadres des quatre bataillons for-
més sont maintenus tels qu'ils existent, et n'auront
qu'à se compléter suivant les indications détermi-
nées en l'article 6.

L'un des sous-chefs de quartier échangera son
titre contre celui du capitaine adjudant-major, s'il
n'en existe pas dans le bataillon.

ART. 15. — Le citoyen Touchard, chef de ba-
taillon on retraite, chevalier de la légion d'honneur,
est confirmé comme chef de la légion avec le grade
de lieutenant-colonel.

ART. 16. — L'exécution des dispositions ci-de-
sus est confiée aux soins du lieutenant-colonel com-
mandant la légion.

Les Adjoints :

CLÉRAY, MURAT, MOUSSERON.

Le Maire,

BONVALET.

15 père et fils, rue Amelot, 64.

République Française

VILLE DE PARIS

MAIRIE DU XII^e ARRONDISSEMENT

Le Maire du XII^e Arrondissement a l'honneur d'informer ses administrés que le Ministre de l'Agriculture et du Commerce a mis à sa disposition, pour la population de l'Arrondissement :

2,750 kilos de Bourre salé
5,500 kilos d'Huile d'Olive
2,750 kilos de Chocolat
5,500 kilos de Haricots

La répartition de ces denrées se fera dans les Boucheries municipales, sur la présentation de la carte de boucherie, et de la manière suivante :

Le 31 Décembre et le 1^{er} Janvier, chaque personne aura droit, à sa volonté, à 50 grammes de Bourre ou à 100 grammes d'Huile.

Les 2 et 3 Janvier, chaque personne aura également droit à 50 grammes de chocolat ou à 100 grammes de Haricots.

Le prix de vente sera affiché dans l'intérieur de chaque boucherie.

Ces denrées étant spécialement destinées aux familles, il n'en sera pas cédé aux restaurateurs et marchands de vins.

Les distributions indiquées ci-dessus sont supplémentaires, et auront lieu sans préjudice du rationnement habituel.

Paris, le 30 Décembre 1870.

Les Adjoints,

IMENZOT, DEWAN, TURBILON

Le Maire,

ALFRED GRIVOT

Impr. — Typographie et Lithographie de BÉGIN, à NANTES, rue de l'Écluse, 11.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 2^e ARRONDISSEMENT

AVIS

La Municipalité a l'honneur de prévenir les Habitants du 2^e Arrondissement qu'il sera fait Dimanche 1^{er} Janvier une Vente de :

4350 Kilos d'Huile d'Olive;
4350 » de Haricots;
4350 » de Café;
2500 » de Chocolat.

Cette Vente aura lieu dans les Boucheries Municipales et sur la présentation des Cartes de rationnement.

Chaque habitant aura droit au choix à 400 grammes d'Huile ou de haricots et à 100 grammes de café ou à 50 grammes de chocolat.

Paris, le 31 Décembre 1870.

Les Adjoints,

E. BRELAY, CHÉRON,
LOISEAU-PINSON.

Le Maire,

TIRARD.

Paris. — Impr. FRÉNETTE — passage du Louvre, 12. — M. M. — passage du Louvre, 12.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

COMMUNE DE LYON.

COMPLÉMENT

DE

L'Emprunt Patriotique de 10 millions

A RÉALISER PAR VOIE DE SOUSCRIPTION

LE MAIRE DE LA VILLE DE LYON,

Vu le décret du Gouvernement de la Défense nationale en date du 21 septembre 1870, qui a autorisé la ville de Lyon à emprunter une somme de dix millions pour faire face aux charges municipales, remboursable en 20 années à partir de 1873, sur lequel emprunt il a déjà été réalisé une somme de 7,260,000 fr. et il reste à réaliser un complément de 2,740,000 fr.;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 21 décembre courant, qui a voté la réalisation de ce complément d'emprunt en ouvrant une nouvelle souscription ;

Vu la décision approbative en date du 28 du courant, émanant du Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Une nouvelle souscription est ouverte, à partir du 5 janvier 1871, dans les bureaux de la Recette municipale de Lyon, rue des Deux-Maisons, 4, et dans les maisons de banque désignées ci-dessous, pour le complément montant à 2,740,000 fr. de l'emprunt patriotique de 10 millions.

ART. 2. — Cette partie de l'emprunt sera représentée par 5,480 obligations au porteur de 500 fr. chacune productives de *franc-cinq francs* d'intérêts annuels payables par semestre qui commenceront à courir du 20 mars 1871.

ART. 3. — Ces obligations seront remboursées au pair en 20 années et par voie de tirage au sort, pour le premier remboursement avoir lieu le 20 septembre 1873.

ART. 4. — Les versements devront être effectués ainsi qu'il suit :

Fr. 100 en souscrivant.
200 au 5 février 1871.
500 au 5 mars 1871.

500

ART. 5. — Pendant les trois premiers jours, les souscripteurs de la première partie de l'emprunt seront admis par priorité et préférence à souscrire le solde au prorata de leur souscription nouvelle sur la présentation de leur récépissé.

Les souscriptions d'une obligation ne pourront être réduites.

ART. 6. — Des récépissés provisoires seront délivrés au moment de la souscription et échangés après le dernier versement, contre les titres définitifs au porteur.

ART. 7. — En cas de retard dans le dernier versement, les obligations non libérées seront vendues à la Bourse de Lyon, aux périls et risques des souscripteurs retardataires, sans qu'il soit besoin de remplir à leur égard aucune mise en demeure.

Lyon, le 30 Décembre 1870.

Le Maire,
HENON.

La Souscription sera ouverte à partir du JEUDI 5 JANVIER, à neuf heures du matin.

A la RECETTE MUNICIPALE, rue des Deux-Maisons, 4.

Au CREDIT LYONNAIS, au Palais de la Bourse.

A la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, rue Bat-d'Argent.

A la SOCIÉTÉ LYONNAISE, au Palais St-Pierre.

Au COMPTOIR D'ESCOMPTE de Paris, rue de Lyon, 17.

Au CREDIT AU TRAVAIL, quai de l'Hôpital, 4.

PROCLAMATION.

Tous les Médecins Français qui se trouvent dans la ville reçoivent l'ordre de se présenter de suite à la Commandantur d'Amiens, dans la Caserne de Gendarmerie le 1^{er} Janvier de 9 heures jusqu'à midi et demi, et d'y donner leur adresse, et de présenter en même temps, un rapport des soldats Français qui se trouvent confiés à leurs soins.

Ce rapport doit être fait de manière qu'on puisse y voir :

1^o Combien de soldats se trouvent confiés à leurs soins.

2^o Dans quelles maisons ces soldats se trouvent en indiquant rue et numéro.

3^o Combien de ces soldats se trouvent complètement rétablis.

4^o Combien peuvent se trouver prochainement rétablis.

5^o Le nombre de ces soldats se trouvant blessés de manière à ne plus pouvoir répondre au service militaire. De même les Médecins civils qui ont des soldats confiés à leurs soins, ont à envoyer un rapport analogue à la Commandantur en y indiquant leur demeure personnelle.

Tous les Médecins qui, après cette Proclamation, n'auront pas fait leur rapport, ou qui n'auront pas indiqué le nombre **EXACT** de leurs blessés, auront à subir vis-à-vis de la Commandantur toutes les conséquences de leur retard.

Amiens, le 31 Décembre 1870.

Le Commandant Général Major,

VON RUVILLE.

AVIS

L'IMPRIMERIE NATIONALE

Publie les *Papiers et Correspondance de la Famille impériale*, trouvés aux Tuileries, au prix de 40 centimes la livraison.

LE JOURNAL OFFICIEL

A déclaré que ces documents historiques sont dans le domaine public. — En conséquence, nous avons l'honneur d'informer le public qu'il se publie en ce moment *UNE EDITION POPULAIRE* des *Papiers et Correspondance de la Famille impériale* au prix de 5 centimes le numéro.

Cette Édition est identiquement conforme à celle publiée par l'Imprimerie Nationale, augmentée de Notes et Commentaires explicatifs; — elle se trouve chez tous les libraires, marchands de journaux, kiosques, chez GARNIER frères, rue des Saints-Pères, 6, et chez SAILLANT, 10, rue du Croissant.

Le 9^e Numéro est en vente, ainsi que le premier Fascicule de neuf feuilles, qui contient pour la somme de 50 centimes la même matière que neuf livraisons vendues 3 fr. 60 cent., dans l'édition de bibliothèque publiée par l'Imprimerie Nationale.

Paris. — Impr. Ballivet, Quatre et Cinq, 7, rue Baillet, et rue de Valenciennes, 18.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Citoyens et Soldats.

De grands efforts se font pour rompre le faisceau des sentiments d'union et de confiance réciproque auxquels nous devons de voir Paris, après plus de cent jours de siège, debout et résistant. L'ennemi, désespérant de livrer Paris à l'Allemagne pour la Noël, comme il l'a solennellement annoncé, ajoute le bombardement de nos avancées et de nos forts aux procédés si divers d'intimidation par lesquels il a cherché à énerver la défense. On exploite devant l'opinion publique les mécomptes dont un hiver extraordinaire, des fatigues et des souffrances infinies ont été la cause pour nous. Enfin, on dit que les membres du Gouvernement sont divisés dans leurs vues sur les grands intérêts dont la direction leur est confiée.

L'armée a subi de grandes épreuves, en effet, et elle avait besoin d'un court repos, que l'ennemi lui dispute par le bombardement le plus violent qu'aucune troupe ait jamais éprouvé. Elle se prépare à l'action avec le concours de la garde nationale de Paris, et tous ensemble nous ferons notre devoir.

Enfin, je déclare ici qu'aucun dissentiment ne s'est produit dans les conseils du Gouvernement, et que nous sommes tous étroitement unis, en face des angoisses et des périls du pays, dans la pensée et dans l'espoir de la délivrance.

Paris, le 31 Décembre 1870.

Le Gouverneur de Paris,
Général TROCHU.

PRÉFECTURE DE POLICE
DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-INFÉRIEURE.

ARMES ET MUNITIONS

NOTIFICATION

Le Préfet de Police de la ville de Rouen et du département de la Seine-Inférieure, informé qu'il existe encore un grand nombre d'armes et de munitions de toutes sortes entre les mains de certains habitants des communes de l'arrondissement de Rouen, enjoint aux détenteurs de tous objets de cette nature, d'en faire le dépôt à la Mairie de leur commune, avant le Mardi 3 Janvier prochain, à midi.

Les armes et munitions devront, après leur dépôt, être transportées à la Mairie de Rouen, par les soins du Maire de chaque commune.

Les individus qui ne se seront pas conformés à la présente injonction, dans le délai prescrit, seront, après perquisitions à domicile, traduits devant une cour matiale, et punis d'après les lois de la guerre.

ROUEN, le 31 Décembre 1870.

Le Préfet de Police,
L. DE HEYDEBRAND ET DE LASA.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté — Égalité — Fraternité
MAIRIE DU 14^e ARRONDISSEMENT

AVIS

Il est interdit à tout Marchand de Bois et Charbonnier du 14^e arrondissement, de vendre du **BOIS DUR DE CHAUFFAGE** à un prix supérieur à **8 francs les 100 kilogrammes**, pris chez eux.

Paris, le 31 Décembre 1870.

Les Adjoints
HÉLIGON — NÈGRE — PÉRIN.

Le Maire
Louis ASSELINE.

Paris, — Imprimerie A. E. Rochette 391, boulevard Montparnasse.

AVIS IMPORTANT

Les Délégués des arrondissements de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne ont décidé que le maximum des secours en bons du Ministère de l'Intérieur seraient ainsi répartis :

Pour un Homme.	75 centimes par jour
Pour une Femme	50 —
Pour un Enfant de 12 à 18 ans.	50 —
Pour un Enfant au-dessous de 12 ans.	25 —

MM. les représentants des Communes ne sont donc pas autorisés à dépasser ce maximum.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

COMMISSION DES BARRICADES

CITOYENS,

Dès que l'ennemi s'est présenté sous les murs de Paris, et pour faire face à toutes les éventualités du siège, une Commission des Barricades a été officiellement constituée.

Cette Commission s'est aussitôt mise à l'œuvre; elle a fortifié les abords intérieurs de Paris et déterminé les points sur lesquels les barricades devraient être élevées en cas d'attaque de vive force.

A ces opérations devaient se limiter le rôle de la Commission des Barricades, tant que les Prussiens se bornaient à investir Paris.

Aujourd'hui que l'ennemi semble vouloir prononcer l'offensive, la prévoyance de la Commission des Barricades est tenue à d'autres devoirs. Si improbable que soit le succès d'une tentative sur nos remparts, il importe d'éviter toute surprise, et de prendre à l'avance toute précaution utile. Il importe que tout le monde le sache : derrière les forts, protégés par le courage de l'armée et de la garde nationale mobilisée, derrière les murs, gardés par la constance de la garde nationale sédentaire, les Prussiens rencontreraient encore l'indomptable résistance des barricades parisiennes.

En conséquence, il a paru utile à la Commission des Barricades de faire appel au patriotisme de tous et d'inviter chaque ménage à préparer, **DÈS MAINTENANT**, comme mesure de prévoyance, deux sacs à terre qui seraient livrés au premier avis de la Commission, et serviraient, concurremment avec les pavés, à couvrir en quelques heures Paris de barricades ou à réparer les brèches.

Tout sac à terre doit avoir 70 centimètres de longueur sur 35 centimètres de largeur, de façon à être facilement transportable. La toile peut en être grossière et le prix en serait minime (65 centimes au plus) pour les citoyens qui n'aimeraient pas mieux les fabriquer eux-mêmes.

Dans les circonstances présentes, il est de notre devoir de nous tenir prêts à tout événement et de nous assurer contre l'inconnu. Le Peuple sait bien qu'il a, dans les Membres de la Commission des Barricades, des hommes décidés à défendre Paris pied à pied, à ne jamais rendre à l'ennemi de notre patrie cette citadelle du droit et de la liberté républicaine!

LES MEMBRES DE LA COMMISSION DES BARRICADES :

Henri ROCHFORT, président; — Jules BASTIDE, vice-président; — V. SCHÖELCHER; — ALBERT, membre du Gouvernement provisoire de 1848; — MARTIN-BERNARD; — Charles FLOQUET; — A. DREO; — COURNET.

Paris, le 1^{er} janvier 1871.

Paris, imp. Balisson, Quenroy et Co,
7, rue Baillet, et rue de Valenciennes 10.

République Française.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

CIRCULAIRE

Le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets.

Aujourd'hui 1^{er} Janvier a eu lieu à Bordeaux une importante manifestation. La population avait voulu prouver son dévouement au Gouvernement de la République. Plus de 50,000 personnes se sont réunies autour de l'Hôtel de la Préfecture, où est descendu M. le Ministre de l'Intérieur et de la Guerre. Deux adresses ont été présentées aux Membres de la Délégation du Gouvernement. M. GAMBETTA a prononcé du balcon de la Préfecture une allocution dont on a recueilli les passages suivants :

« Mes chers Concitoyens, à la vue de ce magnifique spectacle, en face de tous ces Citoyens assemblés pour saluer l'aurore d'une année nouvelle, qui n'aurait confiance dans le succès dû à la persévérance et à la ténacité de nos efforts? Succès mérité pour deux raisons : la première, parce que la France n'a pas douté d'elle-même; la seconde, parce que, seule dans l'Univers entier, la France représente aujourd'hui la justice et le droit (*acclamations prolongées*).

« Oui, qu'elle soit à jamais close, qu'elle soit à jamais effacée de notre mémoire, si faire se peut, cette horrible année 1870, qui, si elle nous a fait assister à la chute du plus impoiteur et du plus corrompueur des pouvoirs, nous a livrés à l'insolente fortune de l'étranger.

« Il ne faut pas l'oublier, Citoyens, cette fortune contre laquelle nous nous débattons aujourd'hui, elle est l'œuvre même des intrigues de Bonaparte au dehors. A chacun sa responsabilité devant l'histoire. C'est dans cette ville, c'est ici même, que l'homme de Décembre et de Sedan, l'homme qui a tenté de gangrener la France, prononça cette imposture : — L'Europe, c'est la paix. — Et tout ce règne subi, il faut le reconnaître, pour notre propre expiation, car nous sommes coupables de l'avoir si longtemps toléré et rien dans l'histoire n'arrive de juste ou d'injuste qui ne porte ses fruits; ce règne de 20 ans, c'est parce que nous l'avons subi

qu'il nous faut aujourd'hui subir l'invasion étrangère jusque sous les murs de notre glorieuse capitale; et c'est parce qu'on avait allié systématiquement dans notre pays toutes les sources de la force et de la grandeur, c'est parce que nous avions perdu le ressort sans lequel rien ne peut durer ni triompher dans le monde, *l'idée du devoir et de la vertu*, qu'on a pu croire un moment que la France allait disparaître. (Applaudissements prolongés.)

« C'est à ce moment que la République, apparaissant pour la troisième fois dans notre histoire, a assumé le devoir, l'honneur et le péril de sauver la France. (Cris enthousiastes de VIVE LA RÉPUBLIQUE.) Ce jour-là, c'était le 4 Septembre, l'ennemi s'avançait à grandes journées sur Paris, nos arsenaux étaient vides, notre armée à moitié prisonnière, nos ressources de tous côtés disséminées et éparpillées, deux pouvoirs, un pouvoir loyal, une chambre que sa servilité passée rendait incapable de saisir le gouvernement. Oh! ce jour-là, nul ne contestait la légitimité de la République. Ce fut plus tard, lorsque la République eut mis Paris dans cet état d'invulnérabilité sacrée braves, lorsqu'il fut établi que la République avait tenu sa promesse du 4 septembre, sauver l'honneur du pays, organiser la défense et maintenir l'ordre, lorsqu'il fut démontré, grâce à la République, que la France ne saurait périr, qu'elle doit triompher, que par elle le droit doit fuir par primer la force, est fut alors que ses adversaires, dont elle assura aujourd'hui la victoire et la sécurité, commencèrent à contester sa légitimité et à discuter ses origines. (Acclamations prolongées, VIVE LA RÉPUBLIQUE.)

« La République liée, associée comme elle l'est à la défense et au salut de la Patrie, la République est hors de question, elle est *immortelle*. Ne confondez pas, d'ailleurs, la République avec les hommes de son Gouvernement, que le hasard des événements a portés passagèrement au pouvoir. Ces hommes, quand ils auront rempli leur tâche, qui est d'expulser l'étranger, ils descendront du pouvoir et ils se soumettront au jugement de leurs Concitoyens. Cette mission, qu'il faut conduire jusqu'au bout, qu'il faut accomplir à tout prix jusqu'à l'entière immolation de soi-même, ce succès qu'il faut attendre sous peine de périr déshonorés, implique deux conditions essentielles : la première, la garantie et le respect de la liberté de tous, de la liberté complète, de la liberté jusqu'au dégoût, jusqu'à la calomnie, jusqu'à l'injure; la seconde, le respect par tous, amis et dissidents, du droit et de la puissance gouvernementale. Le langage doit être libre comme la pensée, respecté dans tous ses écarts jusqu'à cette limite fatale où il deviendrait une résolution et engendrerait des actes. Si on franchissait cette borne, et l'exprime toi l'expression de tous les Membres du Gouvernement, vous pouvez compter sur une énergique répression (applaudissements prolongés).

« Je ne veux pas terminer sans vous dire que le Gouvernement ayant pour unique base l'opinion, nous n'espérons, nous ne servons et n'attendons servir qu'à l'opinion, à l'encontre des Gouvernements despotiques qui nous ont précédés et qui n'ont servi que leurs convoitises dynastiques. Je remercie la patriotique population de Bordeaux, ainsi que la population accourue des villes et campagnes voisines, du concours éclatant qu'elles apportent au Gouvernement Républicain dans l'imposante manifestation de ce premier jour de l'année 1871. Je les remercie surtout au nom de nos chers assignés, au nom de notre héroïque Paris, dont l'exemple nous soutient, nous guide, nous enflamme. Ah! que ne sont ils tantôtis, nos chers assignés, de toutes les sympathies, de tous les dévouements que suscite leur vaillance, leur foi dans le succès, s'en accroit encore, si toutefois elle peut s'accroître. Nous leur soumettrons vos vœux. Citoyens; puissons-nous bientôt, nous frayant un passage à travers les ligués ennemies, les leur porter de vive voix, avec l'expression de l'admiration du monde et la profonde et impérissable gratitude de la France! Une émotion indescriptible s'empare de tout cet immense auditoire, acclamations prolongées. Les cris redoublent, VIVE LA FRANCE! VIVE LA FRANCE! VIVE LA FRANCE!

Bordeaux, le 1^{er} Janvier 1871.

Pour copie conforme :

Le Préfet du département du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE-INFÉRIEURE.

DÉPÊCHES OFFICIELLES.

Versailles, 2 janvier.

Le bombardement dirigé contre les bastions ennemis situés sur le front nord-est de Paris le 31 décembre et le 1^{er} janvier continue avec succès. L'ennemi a abandonné précipitamment ses positions en avant de ce front. Le feu des forts de Nogent, de Rosny et de Noisy a cessé le 1^{er} janvier.

La 20^e division a été attaquée le 31 décembre auprès de Vendôme par des forces supérieures, mais elle repoussa malgré cela l'attaque pendant laquelle le général de Lüderitz s'empara de 4 pièces de canon.

Von PODBIELSKI.

Boulzicourt, 2 janvier.

Mézières a capitulé. Les troupes prussiennes y ont fait leur entrée aujourd'hui à midi.

Pour copie conforme,

Le Préfet,
BARON DE PFUEL.

COMPAGNIE DES NOUVELLES MONGOLFIÈRES
50, boulevard Haussmann, 50.

BALLONS A AIR CHAUD

DIRIGEABLES

Retour SUR PARIS, avec AVIS et REPONSES de la Province.

Départ fixe le 11 Janvier.

La Compagnie des nouvelles Mongolfières a l'honneur d'informer le public que les Ballons à air chaud qu'elle expédiera seront munis d'un appareil de direction dont le principe a été reconnu vrai par la Commission mixte des Postes et des Télégraphes, composée de M. Raynou, directeur général des Postes; M. Menacman, directeur général des Télégraphes; MM. Pissard et Bancel, inspecteurs généraux des Télégraphes; MM. Bréant et Chassagnat, administrateurs des Postes; M. A. Comu, professeur à l'École polytechnique, ingénieur des Mines; M. Hlave-Mascon, ingénieur, professeur à l'École des Arts-et-Métiers.

Le Ballon qui sera expédié le 11 janvier versera aux premiers bureaux de Poste et de Télégraphe libres atteints, les Lettres et Dépêches et il expédiera les paquets par les voies ordinaires. Chaque lettre portera une griffe donnant l'indication de la ville où les réponses seront centralisées et d'où le Ballon s'expédiera en retour sur Paris avec la date du jour de son départ.

Les lettres adressées aux dépôts de Paris, à l'exception des Dépêches du Gouvernement, seront privilégiées pour le retour.

Les personnes qui désirent une réponse avec dépêches peuvent déposer elles-mêmes leurs lettres, de midi à 5 heures, ou les adresser, sous pli affranchi, dans nos bureaux, en y joignant leur adresse, plus 3 francs en timbres ou mandats-poste, et l'engagement de payer 20 francs le jour où la réponse leur parviendra. — Lettres avec réponses, mais sans dépêche, 1 fr. de suite; 20 fr. contre la remise de la réponse.

Les lettres sans réponse continueront à payer 50 centimes, plus l'affranchissement postal. Les colis, 40 francs par kilo.

Culture fixe des Dépôts le 9 janvier. — Dans le cas où le chargement serait complété avant cette époque, la Compagnie reprendra par voie d'affiches.

Paris. — Imprimerie NICHOLAS, 13, rue du Belier.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMITÉ CENTRAL

DE LA

Garde nationale et de la Commission
départementale du Rhône

A TOUS LES FRANÇAIS.

Si nous avons déjà fait beaucoup d'efforts pour les défenseurs du pays, ils doivent continuer tant que durera la guerre.

Nos braves combattants luttent non-seulement contre les hordes allemandes, mais encore contre un hiver rigoureux.

Persévérons dans notre œuvre; il faut à nos soldats des objets de première nécessité : chaussettes, tricot, flanelles, caleçons, convertines, chaussures. Point d'hésitation; que chacun nous envoie son offrande, si modeste soit-elle, en effets ou en argent : la multiplicité fait l'abondance.

Que tous ceux qui souffrent pour nous délivrer de l'invasion, sachent qu'ils peuvent compter sur les sympathies et la bonne volonté de la population de la France.

Les dons en argent seront reçus par M. CARLE, au secrétariat de la préfecture du Rhône; chez M. SILVAN, négociant, quai Saint-Antoine, 11, et chez M. VACHEZ, notaire, quai de Bondy, 17.

Les dons en nature doivent être adressés au Palais-des-Arts, place des Terreaux, Lyon.

Lyon, le 2 janvier 1871.

Pour le Comité exécutif :

Le Président, Commandant, CHARLOT.

Le Vice-Président, CARLE,

CONSEILLER DÉPARTEMENTAL.

Quartier Général d'Amiens

Ce 2 Janvier 1871.

J'informe les Autorités et Habitants du département de la Somme ainsi que tous ceux que cela concerne que je viens d'organiser pour la ville d'Amiens et le département de la Somme une préfecture de police qui, sous l'autorité du Préfet du Département embrassera toutes les attributions de police générale et de police politique; et que j'ai nommé Préfet de police

Monsieur le Major SCHULZ

qui, jusqu'à nouvel ordre, résidera à la Préfecture.

Le Général en Chef de la première Armée,

E. Baron DE MANTEUFFEL,

Général Aide-de-Camp de Sa Majesté le Roi de Prusse,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

VENTE DE BOIS.

La Municipalité du 6^e arrondissement est parvenue à se procurer 90,000 kilog. de bois ; elle croit opportun, en raison de la rigueur de la température, de les distribuer immédiatement au public.

Toutefois, comme cette quantité est très-insuffisante pour satisfaire aux besoins de tous les citoyens, elle a décidé que la distribution aurait lieu par catégories. D'après les renseignements qu'elle a pris, les enfants en bas âge et les personnes atteintes de certaines maladies déterminées sont celles qui souffrent le plus cruellement du froid, et auxquelles il convient de réserver les premières rations de bois.

En conséquence, il sera distribué, dès aujourd'hui, aux citoyens ayant eu moins deux enfants au-dessous de dix ans, indiqués comme tels sur leurs cartes de boucherie, au chantier de M. Fauvage, boulevard Mont-Parnasse, 30, une ration de 25 kilog. de bois non scié, au prix de 1 fr. 50 pour le bois sec, et de 1 fr. 25 pour le bois vert. Si les citoyens préfèrent recevoir du bois scié, ils payeront en plus 50 centimes, soit en tout 2 fr. pour le bois sec, et 1 fr. 75 pour le bois vert.

Il sera distribué aux personnes malades, sur le vu d'un certificat de médecin, au chantier municipal de la rue du Pont-de-Lodi, une ration de 25 kilog. de bois sec, aux mêmes conditions que ci-dessus.

Il sera établi, pour demain mercredi, huit chantiers, savoir :

Boulevard Mont-Parnasse, 30.
Rue Dugay-Trouin, 1.
Rue de Rennes, 103.
Rue de Rennes, 43.

Grande serre du Luxembourg, rue de
l'Abbe-de-l'Épée prolongée.
École des Beaux-Arts.
Cour de l'Institut.
Rue du Pont-de-Lodi.

En cas d'encombrement, ces chantiers délivreront le bois, de préférence, aux porteurs de cartes de boucherie indiquant au moins un enfant, ou aux porteurs de certificats de médecins, visés par la Mairie.

Les bons Wallace, les bons de cantines et les bons de l'Assistance patriotique seront acceptés en payement.

Chaque fourniture de bois, quel qu'en soit le mode de payement, sera pointée sur la carte de boucherie.

La Municipalité espère pouvoir faire, incessamment, des distributions de bois à tous les citoyens. Pour le moment, elle fait appel à ceux qui n'en ont pas un besoin urgent, et les prie de ne pas se présenter aux chantiers qu'elle va ouvrir, alors même qu'ils auraient droit de le faire, de façon à réserver, quant à présent, le chauffage à ceux auxquels il est le plus indispensable.

Paris, le 3 janvier 1871.

Les Adjoints,
Paul JOZON, Albert LE ROY, Ch. LAUTH.

Le Maire,
HÉRISSON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

ARRAS, 3 janvier 1871, 10 heures du soir.

Le Préfet du Pas-de-Calais au Commissaire de la Défense nationale, Lille.

Un officier d'artillerie à moi envoyé par le général Paulze d'Ivoy, pour me demander des chevaux, résume ainsi les résultats de la journée : les Prussiens battus; on leur a enlevé Sapignies, Favreuil et les faubourgs de Bapaume. Cette ville incendiée en partie. Quelqu'un qui arrive à l'instant prétend que Bapaume est entièrement évacué.

ARRAS, 3 janvier, 10 h. 45 soir.

Le Général au Ministre de la Guerre, Bordeaux, et au Commissaire de la Défense, à Lille.

Aujourd'hui 3 janvier, bataille sous Bapaume, de huit heures du matin à six heures du soir.

Nous avons chassé les Prussiens de toutes les positions et de tous les villages. Ils ont fait des pertes énormes et nous des pertes sérieuses.

Avesnes-lez-Bapaume, 3 janvier 1871.

Signé : FAIDHERBE.

Pour copie conforme :

Le Préfet du Nord,
Pierre LEGRAND.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

AVIS

La Municipalité du 6^e arrondissement prévient les blanchisseuses qu'elle peut leur faire une plus large part dans la distribution du coke.

Le rationnement, qui était, vendredi et samedi derniers, de 2 décalitres 1/3, sera, *les vendredi et samedi DE CETTE SEMAINE*, porté à 4 décalitres.

Celles des blanchisseuses qui n'ont pu se faire inscrire encore peuvent se présenter à la Mairie, en fournissant, toutefois, les titres qui prouvent leur qualité de blanchisseuses.

Paris, le 3 janvier 1871.

Les Adjoints,

JOZON, LE ROY, LAUTH.

Le Maire,

HÉRISSON.

Paris — Imprimerie de M^{rs} V^o Bouchard-Berard, rue de l'Éperon, 5.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MUNICIPALITÉ DU 6^e ARRONDISSEMENT DE PARIS.

CONSTRUCTION DES BARRICADES

Les Citoyens qui désireraient coopérer à la construction des barricades intérieures dans l'intérêt de la défense de Paris sont invités à se mettre en rapport avec le Citoyen Rocher, qui se tiendra tous les soirs à leur disposition, à partir de 8 heures, rue Saint-Benoît, 10, salle de l'Ecole des Frères.

Le Citoyen Rocher a été délégué à cet effet par le Citoyen Henri Rochefort, Président de la Commission des barricades.

ANDRÉ ROUSSELLE, *Adjoint.*

MAIRIE DE SAINT-DENIS

INSTRUCTION PRIMAIRE

ENSEIGNEMENT LAÏQUE

Le Maire de Saint-Denis porte à la connaissance de ses concitoyens que le Conseil municipal, fidèle à son programme et à ses principes démocratiques, a décidé le remplacement des Instituteurs congréganistes par des laïques et que cette mesure, approuvée par l'autorité supérieure, reçoit son exécution depuis le 2 de ce mois.

M. CHEVALIER, instituteur laïque, est chargé de la direction de l'Ecole des Garçons de la rue Franklin
M^{me} CHEVALIER, institutrice laïque, est chargée de la direction de l'Ecole des Filles, rue de la Légion-d'Honneur.

Le Maire fait appel à la sollicitude des parents et les invite fraternellement à envoyer leurs enfants aux Ecoles communales.

Ils montreront par là qu'ils comprennent et apprécient les bienfaits de l'instruction donnée par des laïques et ils réaliseront à leur tour, ce qui est dans le sentiment et le cœur de leurs mandataires librement élus.

Saint-Denis, 4 Janvier 1871.

Le Maire,

MOREAUX.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DÉCRET.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Vu le décret du 1^{er} octobre 1870 ;

Vu le décret du 25 novembre 1870, qui a ordonné le recensement des chevaux, ânes et mulets ;

Vu l'arrêté ministériel du 8 décembre 1870, qui a interdit la vente des chevaux, ânes et mulets, si ce n'est à l'État ;

Vu le décret du 15 décembre 1870, qui a fait réquisition de tous les chevaux, ânes et mulets existant dans Paris et hors Paris en deçà de la ligne d'investissement ;

Considérant qu'un certain nombre de détenteurs de chevaux, ânes ou mulets n'obéissent pas aux injonctions de livrer et attendent la saisie ;

Considérant que cette attitude, en obligeant à multiplier le nombre des saisies, met en péril l'approvisionnement de la boucherie ;

Qu'il est nécessaire de remédier à ce danger en frappant d'une pénalité les détenteurs qui ne se conforment pas aux injonctions de livrer,

DÉCRÈTE :

ARTICLE UNIQUE.

Tout cheval, mulet ou âne saisi après injonction de livrer non suivie d'effet dans un délai de vingt-quatre heures, EST CONFISQUÉ au profit de l'État, sans aucune indemnité.

Fait à Paris, le 4 Janvier 1871.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale :

Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, EMMANUEL ARAGO
EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGES, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. Égalité. Fraternité.

COMITÉ DE SECOURS AUX AMBULANCES DU Dixième Arrondissement

Le nombre des Malades et des Blessés augmente chaque jour.

La rigueur de la saison ajoute encore aux souffrances de notre armée.

Le Comité de Secours aux Ambulances du X^{me} Arrondissement fait un nouvel appel au généreux concours des personnes qui déjà lui sont venues en aide.

Son œuvre, fondée depuis plus de trois mois, a déjà distribué aux Ambulances un nombre considérable d'objets, tels que : 700 draps, 800 chemises, 1,000 paires de chaussettes, 700 bonnets de coton, 300 gilets de flanelle, 600 chemises de flanelle, 200 gilets de tricots, ainsi qu'une quantité de couvertures, mouchoirs, pantoufles et linge de pansement.

Mais les ressources du Comité sont épuisées, et il faut que la charité et les sacrifices se multiplient pour être à la hauteur du dévouement et de l'héroïsme de nos braves soldats.

En conséquence, un Sermon de Charité sera prêché, au profit de son Ouvroir, par le R. P. MATIGNON, le *Dimanche 8 Janvier*, à 2 heures 1/2, eu l'église Saint-Vincent-de-Paul.

La QUÊTE sera faite par

MESDAMES :

PARMENTIER, rue d'Hauteville, 1.

GRANNEY, rue d'Hauteville, 61.

STEFFIT, rue Chabrol, 40.

FEULLIER, rue Paradis-Poissonnière, 19.

DOMMARTIN, rue des Petites-Écuries, 13.

FLECK, faubourg Saint-Martin, 61.

FANEN, rue de Chabrol, 30.

AILLERET, rue d'Hauteville, 72.

Les Personnes qui ne pourraient assister au Sermon sont priées de remettre leurs Dons, soit aux Dames quêteuses, soit au Comité, 21, rue d'Hauteville.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

AVIS.

La Mairie de Paris a pris les mesures les plus énergiques pour fournir à la population le bois de chauffage qui lui est indispensable. Elle a dû s'occuper d'abord de la population nécessiteuse. A cet effet, vingt-deux chantiers municipaux ont été organisés et sont dès à présent approvisionnés au moyen des coupes faites par les agents du service municipal dans les bois de Boulogne et de Vincennes. Le bois s'y vend par petites portions, au prix de 5 à 6 francs les 100 kilogrammes, par les soins du syndicat du commerce des bois et avec le concours des mairies d'arrondissement. Ces chantiers sont exclusivement consacrés au service de l'arrondissement qui leur est attribué, et les mairies les indiquent aux consommateurs.

Aujourd'hui la Ville de Paris ouvre au public un certain nombre de chantiers nouveaux, dans lesquels les bois de sciage acquis par la Ville, en grandes quantités, sont mis en vente comme bois de chauffage, aux conditions suivantes :

Le bois de sciage ou bois à ouvrir se vendra, dans les chantiers ci-dessous désignés, au prix de 100 francs les 1,000 kilogrammes.

Les quantités livrables sont fixées à 250 kilogr. au minimum et à 1,000 kilogr. au maximum, par consommateur.

Les chantiers de vente, au nombre de seize, sont les suivants :

Boulevard de Charonne, 72.	MM. Lapreté.
Quai de la Rapée, 32.	Meyer.
— Idem — 36.	Mariotte.
— Idem — 38.	Fayard.
— Idem — 56.	Martin.
— Idem — 64.	Charpentier.
Rue Erard, 29.	Limaux.
Place d'Enfer, 8.	Thualagant.
Rue du Théâtre (Grenelle), 70.	Souchet.
Quai de Grenelle, 35.	Lemire.
Route de Versailles, 21.	Tremois.
— Idem — 39 et 42.	Leclerc et Delpierre.
Quai de la Loire, 34.	Mathieu.
Quai de l'Osie, 21.	Mignot.
Rues Curial et de Crimée.	M ^{lle} Meunier.
Rue de Flandre, 49.	M. Barbier.

D'autres chantiers seront ouverts incessamment. Un avis ultérieur les fera connaître.

Il sera pourvu, par des moyens distincts, aux besoins des ambulances.

Les directeurs d'ambulances sont priés d'adresser directement leurs demandes à l'Hôtel de ville.

Paris, le 5 janvier 1871.

Le Membre du Gouvernement, Maire de Paris,
JULES FERRY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

VILLE DE PARIS

MAIRIE DU 17^E ARRONDISSEMENT

Le Maire du 17^e arrondissement est heureux de porter à la connaissance de ses administrés la lettre suivante, qui lui est adressée par le lieutenant-colonel CATOIS, du 23^e régiment de Paris.

Campement de Romainville, le 5 janvier 1871.

Au citoyen Maire du 17^e arrondissement de Paris,

Des bruits colormieux sont arrivés jusqu'à moi, concernant les bataillons que j'ai l'honneur de commander. Permettez-moi de vous prier de faire afficher cette petite réclamation pour rassurer les familles. Les 91^e et 207^e bataillons de mon régiment, de garde aux tranchées de Bondy, sous Noisy, ont été assaillis par 3,000 Prussiens et ont soutenu l'attaque avec le plus grand sang-froid; quelques sentinelles perdues se sont repliées sur leur compagnie, comme c'était leur devoir, après avoir laissé sur le terrain 3 cadavres wurtembergeois. Vous comprenez, monsieur le Maire, mon indignation quand j'ai entendu dire que ces hommes avaient fui; je me suis renseigné, et la population de Batignolles connaît assez ces braves bataillons et leur colonel pour savoir que nous ne fuyons jamais.

Quant à mon brave 222^e, quelque ne combattant pas pour le moment, il est cruellement éprouvé; de garde jour et nuit dans la tranchée, sous une grêle d'obus qui, aujourd'hui encore a tué 2 mobiles et en a blessé plusieurs autres; un fusil a été brisé dans les mains du garde Mercieux (Auguste), de la 1^{re} compagnie, qui heureusement n'a pas été atteint. Le garde Dupont (Jacques), de la même compagnie, a été atteint légèrement à la cuisse, mais sans avoir aucune trace. Tous ces enfants-là vont au feu comme de vieilles troupes; je suis content et fier de commander à de pareils hommes.

Recevez, citoyen Maire, mon salut fraternel,

Le lieutenant-colonel commandant le 23^e régiment de Paris,

F. CATOIS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

Saint-Étienne, le 5 janvier 1871.

Citoyens,

La Nation va être consultée sur les résolutions à prendre dans les graves et douloureuses circonstances où nous nous trouvons.

Le vote doit s'accomplir en toute liberté, mais il est de mon devoir d'appeler votre sérieuse attention sur les représentants que vous êtes appelés à élire.

Les hommes dont les noms sortiront du scrutin auront entre les mains les destinées du pays, son honneur, sa prospérité, son avenir; ils auront pour devoir de maintenir à la France le rang que son dévouement à la liberté des peuples, à la justice pour tous; que sa civilisation, ses connaissances, sa supériorité morale lui assignent parmi les puissances européennes. Ils auront pour devoir d'assurer la tranquillité du pays et d'ouvrir une ère nouvelle pour les classes déshéritées.

La République, gouvernement de tous par tous, peut seule être à la hauteur des exigences du moment, seule elle peut conclure une paix honorable et durable, ou organiser une résistance invincible devant laquelle les prétentions des envahisseurs seront forcées de fléchir. Elle seule peut assurer l'ordre, le droit de tous, et préparer par des lois équitables la conciliation de tous les partis honnêtes, jusqu'à présent rendus irréconciliables par les intrigues de quelques ambitieux égoïstes.

Si vous voulez que nos dissensions intestines cessent enfin, si vous voulez la paix intérieure, l'égalité du droit entre les citoyens et un gouvernement qui ne s'engagera jamais sans vous consulter dans des aventures incertaines et périlleuses, si vous voulez ne donner votre sang et votre argent que lorsque vous le jugerez indispensable, votez pour la liste républicaine, pour des hommes éprouvés, connus par leur honorabilité et leur intégrité.

Si vous voulez que le commerce, que le travail soient remis en vigueur, défez-vous des suggestions des partisans des anciens régimes, aucun des gouvernements déchus n'a pu donner au pays la paix, la sécurité dont il a besoin; ils sont tous coupables d'exactions, d'arbitraire, de favoritisme et ont rendu par leurs fautes les révolutions inévitables.

Le gouvernement républicain c'est l'ordre inaltérable fondé sur le droit de tous.

En allant au scrutin, laissons de côté toute prévention, toute préoccupation mesquine, ne songeons qu'au salut de la patrie.

Vive la France ! vive la République !

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE LYON

Le Maire de la ville de Lyon,

Vu la délibération du Conseil municipal, en date du 29 octobre 1870, portant établissement d'une taxe égale au montant des quatre contributions directes pour subvenir aux dépenses de la mise en état de défense de la ville, et suppléer à l'insuffisance de ses ressources municipales;

Vu l'article 2 de l'arrêté du 14 novembre 1870, disposant que des poursuites seront exercées contre les contribuables qui n'auront pas acquitté le montant de la taxe à laquelle ils sont assujettis ;

Considérant qu'un nombre assez grand de contribuables n'a pu, dans le court délai accordé par l'arrêté du 20 octobre dernier, disposer de la somme qu'ils avaient à payer; qu'ainsi il est juste de prolonger ce délai;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est accordé jusqu'au 20 janvier 1871 pour acquitter le solde de la taxe désignée sous le nom d'Emprunt de guerre de la commune.

ART. 2. — Les contribuables en retard seront poursuivis comme en matière de contributions directes, jusqu'à complète libération.

ART. 3. — M. le Trésorier-Payeur général, MM. les Receveurs et Percepteurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire de Lyon fait un pressant appel au patriotisme et au bon vouloir de ses concitoyens; il compte que chacun d'eux se pénétrera de la nécessité de contribuer pour sa part à alléger les charges nombreuses imposées à la Cité par les circonstances difficiles que nous traversons.

LYON, le 5 Janvier 1871.

Le Maire de la ville de Lyon,

HÉNON.

MOBILES DU CALVADOS

COMITÉ CENTRAL.

A NOS CONCITOYENS DU CALVADOS.

Nul de vous n'ignore quelles épreuves les rigueurs d'un froid exceptionnel ont imposées à nos mobiles.

Leur habilement, insuffisant pour une campagne d'automne, s'est trouvé usé pour la campagne d'hiver, et il n'est pas une famille où l'on ne trouve le confident ou le témoin de souffrances pour le soulagement desquelles la générosité publique s'est déjà émue.

Malheureusement, les efforts isolés, quoique nombreux et énergiques, sont demeurés impuissants ; nous apprenons, en effet, par une lettre du colonel de la Barthe, adressée au Président de la Commission municipale de Caen, sous la date du 4 janvier, qu'au moment de sortir de leurs cantonnements, les mobiles du Calvados, placés sous ses ordres, manquent de l'indispensable.

Pas de souliers de rechange, pour les longues marches qui vont recommencer ; pas de capotes contre la pluie, la neige et le vent.

Le colonel compte sur « le patriotisme des habitants du Calvados, pour donner à ses hommes « ces deux objets indispensables, et leur permettre de marcher avec succès à la défense de « la France. »

Resterons-nous sourds à l'appel qui nous est fait ? Supporterons-nous le contraste injurieux du confortable de nos ennemis, avec le dénuement de nos défenseurs ?

Non. Tous ceux qui ne peuvent donner à la patrie le témoignage du sang, mais qui sentent battre dans leur poitrine un cœur français, tous ceux dont l'âme est navrée des malheurs de leur pays et des souffrances de leurs frères, tous ceux qui comprennent que c'est un devoir strict de sacrifier au soulagement des soldats qui se battent pour nous quelque chose de leur richesse, de leur aisance et même de leur pauvreté, ceux-là, et c'est vous tous, répondront à l'appel fait à leur générosité et à leur patriotisme.

Un comité central s'est constitué pour agir plus vite, et, par suite, pour agir mieux. Il lui faut 120,000 fr. pour acheter les 3,000 capotes et les 3,000 paires de souliers qui sont demandés.

Ces 120,000 fr. il les faut dans dix jours.

Vous nous les donnerez ; les commandes sont préparées, les précautions prises ; dès que les fonds seront réunis, le Comité pourra faire délivrer les capotes et souliers aux chefs qui commandent les mobiles du Calvados.

Nous habitons une riche contrée : qu'il ne soit pas dit que nos compatriotes sont les plus misérablement vêtus de l'armée de la Loire !

Nous sommes d'une vieille race réputée par sa vaillance et son patriotisme : qu'il ne soit pas dit que nous avons dégénéré !

Caen, le 5 janvier 1871.

Les Membres du Comité central.

Président : M. Roulland, Président de la Commission municipale de Caen.

MM. Aubert, avocat, membre du Comité de défense.

Beaujour, Président du Tribunal de commerce de Caen.

Carel, avocat, professeur à la Faculté de droit de Caen.

Comte de la Barthe, propriétaire.

Dupuy de Lamahérie, conseiller à la Cour d'appel.

L. Gauvain, propriétaire.

Secrétaire : M. Tiphaigne, avocat, Bâtonnier de l'Ordre.

Trésorier : M. Bellamy, banquier.

Les fonds de la souscription ouverte pour les quatre bataillons du Calvados seront déposés directement à la caisse de M. Bellamy, banquier, trésorier du Comité.

Toutes les listes seront publiées ainsi que le compte des dépenses.

Les capotes et souliers seront délivrés aux chefs commandant les mobiles du Calvados, directement par deux membres du Comité, délégués à cet effet, et qui accompagneront l'envoi.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Judi soir, 5 Janvier.

Le bombardement de Paris est commencé.

L'ennemi ne se contente pas de tirer sur nos forts. Il lance ses projectiles sur nos maisons, il menace nos foyers et nos familles.

Sa violence redoublera la résolution de la cité, qui veut combattre et vaincre.

Les défenseurs des forts, couverts de feux incessants, ne perdent rien de leur calme et sauront infliger à l'assaillant de terribles représailles.

La population de Paris accepte vaillamment cette nouvelle épreuve. L'ennemi croit l'intimider, il ne fera que rendre son élan plus vigoureux. Elle se montrera digne de l'armée de la Loire, qui a fait reculer l'ennemi, de l'armée du Nord, qui marche à notre secours.

VIVE LA FRANCE! VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale :

Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ORDRE DU JOUR

Du 3 Janvier 1871.

Depuis quelque temps le service des gardes donne lieu à des plaintes et à des récriminations contre lesquelles je dois énergiquement protester.

Je comprends aussi bien que personne les rigueurs imposées au service de la Garde Nationale par le froid excessif de l'hiver; mais ce que je ne puis accepter, c'est l'oubli des souffrances des autres; ce que je déplore, c'est de rencontrer la personnalité au lieu du dévouement et de l'abnégation, en face des épreuves cruelles que traverse la France.

Où trouver cependant de plus grands exemples que ceux qui nous sont offerts aujourd'hui, soit par nos jeunes Légionnaires, soldats enfantés par la Patrie en danger et dont le courage devant l'ennemi n'a d'égal que l'énergie patiente avec laquelle ils supportent les fatigues de la guerre, soit par la Garde Nationale de Paris, dont l'héroïque résistance excite l'admiration du monde entier, et doit porter la gloire du nom français plus haut que ne l'ont fait nos plus célèbres victoires.

Si un tel honneur ne nous est pas réservé, s'il ne nous est pas donné d'écrire dans l'histoire lyonnaise le récit de la défense énergique de nos remparts, sachons au moins garder intact le droit de dire, après la délivrance, sans crainte d'être démentis, que nous avons accepté, sans murmure et sans défaillance, notre part de souffrances et de privations dans les malheurs de la Patrie.

Le Général, commandant les gardes nationales du Rhône,

BAUDESSON.

ŒUVRE D'UTILITÉ PUBLIQUE

CHARBONS ÉCONOMIQUES

DE PARIS

SOCIÉTÉ À CAPITAL VARIABLE.

Première émission de 2,000 actions de 100 fr.

Produisant un intérêt de 5 0/0, payables le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier, et un dividende qui, en temps ordinaire, et si l'on ne tenait pas actuellement à donner le combustible au meilleur marché possible, s'élèverait à 15 0/0

LA SOUSCRIPTION EST OUVERTE LE 6 JANVIER ET SERA CLOSE LE 10

ON VERSE :	En souscrivant . . .	10 fr.	Le 15 mars . . .	20 fr.
	A la répartition . . .	10 —	Le 15 avril . . .	20 —
	Le 15 février . . .	20 —	Le 15 mai . . .	20 —

Il est fait en faveur des souscripteurs qui effectuent le versement complet une bonification de 5 0/0. Le public remarquera que les versements sont très espacés, ce qui les facilite beaucoup. De plus, nous recevons les souscriptions en coupons échus ou à échoir sans aucune réduction, et en valeurs de Bourse au cours du jour.

Les fonds et valeurs seront déposés à la Banque de France.

Les souscripteurs seront privilégiés pour leur approvisionnement de combustible.

Ils auront droit à une quantité de charbon proportionnelle à leur souscription.

Huit jours après la clôture de la souscription, nos machines livreront des charbons aux consommateurs.

EXPOSÉ

La Société a pour objet la fabrication d'agglomérés, de charbons économiques pour servir « sans appareil spécial » au chauffage des administrations, des hôpitaux, des prisons, des usines, des appartements et de la cuisson des aliments.

Le nouveau procédé donne des agglomérés ou charbons artificiels qui sont livrés à très bon marché et qui jouissent d'une puissance calorifique plus grande que celle du bois et du charbon.

Les charbons économiques utilisent tous les menus, tous les poussières quels qu'ils soient, ils diminuent d'un tiers la place occupée par un poids égal de combustible quelconque.

Ils donnent des bûches, des briques, des briquettes, des morceaux de charbon de toute grandeur, de tout calibre, de toute qualité. Car suivant le dosage, suivant les demandes des consommateurs, on peut donner du combustible pour l'industrie ou pour le chauffage. Comme aussi on peut remplacer avec une grande supériorité le combustible communément appelé « Charbon de Paris », qui coûte beaucoup plus cher.

PRODUITS

Le bénéfice annuel, si on ne visait qu'au bénéfice dans le moment présent, peut être évalué à un minimum de 4 fr. 50 la tonne de 1,000 kilos, montant de la différence entre le prix de revient et le prix de vente.

AVIS IMPORTANT

Aucun appel de fonds ultérieur ne sera fait sans que la proposition en ait été faite et approuvée par l'Assemblée générale des actionnaires.

Il devra être motivé par une extension de la production ou par l'établissement d'une ou plusieurs usines dans d'autres villes, telles que Lyon, Marseille, Nantes, Bordeaux, à moins que la Société ne préfère céder la licence à d'autres Compagnies ou à réserver une part de leurs bénéfices.

Il convient de rappeler que l'industrie des agglomérés encore nouvelle et imparfaite a déjà donné d'excellents résultats aux capitaux engagés.

Le Conseil d'administration sera nommé à la répartition par les actionnaires eux-mêmes, réunis en Assemblée générale.

ON SOUSCRIT

**Au siège social de la Société des Charbons économiques,
rue de Châteaudun, n° 4**

LA SOUSCRIPTION EST CLOSE LE 10 JANVIER

Paris. — Imprimerie Ch. Schiller, rue des Minimes, 16.

République Française.

CIRCULAIRE

Bordeaux, 5 Janvier 1871.

Guerre à Généraux commandant les Divisions territoriales

Des hommes isolés ou en groupe, revêtus d'insignes et d'uniformes militaires, quelquefois armés, et se disant francs-tireurs ou membres de corps francs, rôdent loin des armées, dans les villes et les villages, et scandalisent les populations par leur vagabondage, leur saïnéantise et souvent par leur inconduite.

Résolu à mettre un terme à cet état de choses, le Ministre de la Guerre prescrit les mesures suivantes :

Tout homme ou tout groupe d'individus rencontrés dans ces conditions auront à justifier de leur position devant l'autorité militaire.

Ceux qui déclareront appartenir à un corps franc attaché à un corps d'armée, et qui n'exhiberont pas un ordre exprès de séjour émanant de ce corps d'armée, seront immédiatement dirigés sur ce corps, pour être traduits devant une Cour martiale.

Ceux qui prétendront appartenir à des corps en formation, et qui ne seront pas sur les lieux de formation desdits corps, seront, après avoir été dissous, s'ils sont à l'état de groupes, mis à la disposition de l'autorité militaire et versés dans l'armée, la mobile ou la mobilisée, selon la catégorie que leur assignent leur âge et leur position.

L'exécution des dispositions qui précèdent est mise sous la responsabilité de MM. les Généraux commandant les divisions et subdivisions territoriales.

La présente dépêche sera publiée par voie d'affiche et recevra son application dans les quarante-huit heures qui suivront la publication.

Signé : HACA.

Pour copie conforme :
Général GUDIN.

Certifié conforme :
Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire de la République,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

Préfecture de la Somme.

NOTIFICATION.

Les listes des *Blessés* Français en traitement à Amiens étant devenues insuffisantes par des changements survenus il est nécessaire d'en composer de nouvelles.

J'engage tous les Administrateurs et Préposés d'hôpitaux et d'ambulances à me faire parvenir à la Préfecture, le 7 Janvier avant *six heures du soir*, des listes complètes des *Blessés* Français se trouvant, à l'heure qu'il est, dans les établissements qu'ils dirigent. Les registres devront contenir les noms et prénoms des *Blessés* ainsi que leur grade et les numéros des régiments auxquels ils ont appartenu, sous peine d'une amende de 5 francs pour chaque omission dans le registre.

De même les habitants sont tenus d'annoncer par écrit à la Préfecture les *Blessés* qui se trouvent logés chez eux, en indiquant leurs noms, grades, les numéros de leurs régiments et l'assistance médicale dont ils jouissent : une amende de **5,000 francs** sera payée pour chaque cas de contravention à cet ordre, amende pour laquelle, en cas d'insolvance de la part du locataire, le propriétaire de la maison est obligé solidairement.

Amiens, ce 5 Janvier 1871.

Le Comte LEHNDORFF-STEINORT,

Préfet.

EMPRUNT DÉPARTEMENTAL DE 4,800,000 FRANCS

Pour organisation de la Défense Nationale

Le PRÉFET du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement de la Défense Nationale,

Vu les délibérations en date des 3 et 19 novembre dernier, par lesquelles la commission départementale a voté successivement deux impôts, l'un de trois millions pour l'organisation de la Garde nationale mobilisée, conformément au décret du 22 octobre 1870, et l'autre de un million huit cent mille francs pour la construction de six batteries départementales, en exécution du décret du 3 novembre suivant;

Vu les décrets des 16 novembre et 7 décembre derniers, qui approuvent lesdits emprunts montant ensemble à quatre millions huit cent mille francs à un taux d'intérêt qui ne pourra dépasser sept pour cent, et qui autorisent en même temps le recouvrement d'une imposition extraordinaire de huit centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, pendant douze ans à partir de 1871, pour en assurer le remboursement;

Considérant que dans les circonstances actuelles il convient d'accorder aux prêteurs les conditions les plus avantageuses et de mettre toutes les bourses à portée de profiter de ces conditions,

Arrête :
ARTICLE PREMIER. — L'emprunt départemental de Quatre millions huit cent mille francs pour la Défense nationale sera réalisé par voie de souscription publique, au taux de sept pour cent.

A cet effet, il sera émis des Obligations de cinq cents francs, rapportant annuellement trente-cinq francs d'intérêts, à partir du 15 décembre 1870, et des Coupures d'Obligations de cent francs, rapportant annuellement sept francs d'intérêt.

Cet intérêt sera payé par moitié, à la fin de chaque semestre, aux échéances des 15 juin et 15 décembre de chaque année.

ART. 2. — Les Obligations émises seront remboursées en douze ans, au moyen d'un tirage au sort qui aura lieu chaque année à la fin d'octobre, en séance publique, et dont le résultat sera publié et affiché huit jours au moins avant l'échéance du remboursement.

Le remboursement s'appliquera aux cinq Coupures de l'Obligation de cinq cents francs dont ces Coupures feront partie, à cette Obligation est désignée par le sort.

Le premier tirage aura lieu fin octobre 1871.

ART. 3. — La souscription publique commencera le Lundi 9 janvier 1871, et restera ouverte jusqu'au 31 du même mois inclusivement, les dimanches exceptés.

ART. 4. — Chaque souscripteur devra verser, en souscrivant, la moitié du montant total de sa souscription.

Le versement de l'autre moitié aura lieu le 25 février 1871, et le souscripteur aura jusqu'au 28 du même mois pour se libérer complètement. Passé ce délai, il sera passible d'intérêts de retard, au profit du Département, au taux de 7 pour cent, à partir du 26 février inclus.

En cas de non-libération définitive au 1^{er} mars, les titres provisoires d'emprunt seront vendus à la Bourse, aux risques et périls des souscripteurs.

ART. 5. — Les souscriptions individuelles seront reçues, savoir :

1^o A la Trésorerie Générale, place de Lyon, 81;

2^o A la recette des Finances de Villefranche;

3^o Dans les bureaux des Perceptions de la ville de Lyon et dans ceux des Perceptions rurales de l'Arbresle, Condrieu, Saint-Genis-Laval, Oullins, Givors, Saint-Laurent-de-Chamousset, Mornant, Neuville, Saint-Symphorien, Vaugneray, Villeurbanne, Amplepuis, Anre, Beaugy, Belleville, Bondoungi, Saint-Georges-de-Reneins, Lanture, Monsols, Tournay et Thizy;

4^o Dans les Maisons de Banque et Etablissements de Crédit de la ville de Lyon et dans les bureaux des Agents de Change.

ART. 6. — Le Trésorier Général du Département est seul chargé de tenir le registre général des souscriptions et de délivrer les certificats d'emprunt à remettre aux souscripteurs pour être échangés, après complète libération, contre des Obligations définitives de 500 francs ou des Coupures d'Obligations.

Les récépissés à talon, délivrés par le Receveur des Finances de Villefranche et les quittances à souche délivrées par les Percepteurs de la ville de Lyon et des autres villes ou communes désignées en l'article 5 ci-dessus, § 3, tiendront lieu de titres provisoires en attendant la remise des Certificats qui seront exclusivement expédiés par le Trésorier Général.

Quant aux listes de souscriptions recueillies dans les Maisons de Banque et de Crédit de la ville de Lyon et chez les Agents de Change, elles seront adressées, à la fin de chaque jour, au Trésorier Général qui les transcrira sur le registre général, et préparera les Certificats d'emprunt.

Ces Certificats seront remis aux parties dans les bureaux mêmes où les souscriptions auront été recueillies.

ART. 7. — Le présent arrêté sera publié et affiché dans toutes les communes du Département. Il en sera placardé des exemplaires dans tous les bureaux désignés pour la réception des souscriptions.

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

P. CHALLEMEL-LACOUR.

BUREAU DE BIENFAISANCE

DU VI^E ARRONDISSEMENT.

QUÊTE

EN FAVEUR DES INDIGENTS.

Les Administrateurs du Bureau de bienfaisance ont l'honneur de prévenir les Habitants du 6^e Arrondissement qu'il sera fait, par l'un d'eux, en l'Eglise Saint-Sulpice, aux Grand'Messes, Messes basses et aux Vêpres, le Dimanche 43 Janvier 1874, jour de la *FÊTE PATRONALE*, une Quête en Faveur des Indigents.

Le bureau de bienfaisance espère que les personnes aidées voudront bien répondre à cet appel, pour le mettre à même de soulager les Pauvres, dont les besoins sont toujours si urgents.

Les bons des personnes qui se pourraient se rendre à l'Eglise seront remis, tous les jours, par la Secrétaire-Trésorier du Bureau de bienfaisance, de 10 à 4 heures, rue Bonaparte, 78.

Paris, le 6 janvier 1871.

Le Secrétaire honoraire,
E. PERDUCET.

Le Vice-Président,
DE SENNEVILLE.

L'Ordonnateur,
SAINT-GENEZ.

Le Secrétaire-Trésorier,
A. LAIR DES LONGCHAMPS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE L'OBSERVATOIRE

QUATORZIÈME ARRONDISSEMENT

Paris, 6 janvier 1871.

Citoyens,

C'est le quatorzième arrondissement qui a reçu le premier obus prussien.

Vous êtes restés calmes et énergiques devant ce douloureux épisode du siège de Paris. Si l'ennemi croit nous intimider, il se trompe. Mais cette épreuve prévue, elle doit être le signal d'une offensive vigoureuse! Elle doit donner à la guerre des allures qui sont dans les vœux de tous! Le Gouvernement l'a promis et nous l'avons sommé de tenir sa promesse. Le moment de vaincre par un effort unanime et suprême est arrivé! Le temps des stratégies lentes est passé.

Mais pour que cet effort se produise, restons unis au nom du salut de la Patrie! Au point où en sont les choses, le trouble dans la rue, c'est Paris ouvert aux Prussiens. Poussons le Gouvernement aux résolutions suprêmes par la force irrésistible de l'opinion publique. Les municipalités le lui ont signifié avant-hier soir avec autant d'ensemble que de force et leur voix va être écoutée.

Comme mesures de détail, nous recommandons de ne pas stationner dans les rues, de remplir les tonneaux placés aux divers étages, de placer aux fenêtres des sacs à terre. Nous nous entendons avec les arrondissements du centre pour faire évacuer dans les locaux vacants les femmes et les enfants.

VIVE LA RÉPUBLIQUE UNE ET INDIVISIBLE !

Les Adjoints : HÉLIGON, PÉRIN, NÈGRE.

Le Maire :
LOUIS ASSELINE.

PRÉFECTURE DE LA SOMME.

DÉPÊCHES

OFFICIELLES PRUSSIENNES.

1. — Mézières a capitulé le 1^{er} Janvier 1871; 98 officiers et 2,000 soldats ont été faits prisonniers et 106 canons pris.

2. — Le 28 Décembre 1870 commençait le bombardement du Mont-Avon, à l'Est de Paris. Déjà, le 29, la forte position ennemie était complètement érasée par nos canons. Pendant la nuit suivante nos troupes occupaient sans opposition le Mont-Avon et y trouvaient de grandes quantités de canons, d'ammunition d'artillerie et d'affûts détruits; un grand nombre de morts se trouvaient à l'intérieur et en dehors de la redoute.

Le 31 notre artillerie bombardait les forts de Nogent, Rosny et Noisy. Le bombardement continuait le 1^{er} Janvier 1871. L'ennemi a évacué toutes les positions à l'Est de Paris et s'est retiré vers la ville. Les forts ennemis ont cessé leur feu. Rosny et les villages environnants ont été occupés par notre infanterie.

3. — Le 2 et 3 Janvier 1871 les détachements de la première armée, commandés par le général von Groeben, repoussèrent victorieusement à Bapaume les attaques de l'armée du Nord, sous général Faidherbe. L'ennemi subit de grandes pertes; 600 prisonniers non blessés ont été amenés jusqu'à présent. La cavalerie poursuivait l'armée ennemie à sa retraite vers Arras et Douai.

4. — Le 4 Janvier 1871 des détachements de la première armée, commandés par le général von Benthheim, surprisent, près de Rouen, sur la rive gauche de la Seine, l'armée Française du général Roze, la dispersèrent et lui enlevèrent 3 drapeaux, 2 canons et 500 prisonniers non blessés.

Le soir, en poursuivant l'ennemi, un détachement l'atteignit près Bourgaubard, lui prit encore 2 canons rayés, 1 caisson d'ammunition, beaucoup de prisonniers et réussit à le mettre dans une déroute complète.

5. — Rocroy a capitulé le 5 Janvier.

Amiens, le 6 Janvier 1871.

Le Comte LEHNDORFF-STEINORT.

Préfet.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Aux Citoyens de Paris,

Au moment où l'ennemi redouble ses efforts d'intimidation, on cherche à égarer les Citoyens de Paris par la tromperie et par la calomnie. On exploite, contre la défense, nos souffrances et nos sacrifices.

Rien ne fera tomber les armes de nos mains. Courage, confiance, patriotisme! Le Gouverneur de Paris ne capitulera pas.

Paris, le 6 janvier 1871.

Le Gouverneur de Paris,
Le général TROCHU.

THÉÂTRE DES MENUS-PLAISIRS

Boulevard de Strasbourg, 14.

Les bureaux seront ouverts
à 7 heures.

Aujourd'hui VENDREDI 6 JANVIER 1870

On commencera
à 7 heures et demi.

SOIRÉE MUSICALE ET DRAMATIQUE

DONNÉE AU PROFIT DES

Nécessiteux du Bataillon des Vétérans

DU DEUXIÈME ARRONDISSEMENT

SOUS LE PATRONAGE DE MM. LES OFFICIERS DU BATAILLON

M^{me} CORNELIE

Les Pigeons messagers. — L'Homme de Sedan

M. CHARLY

Le Chant du Père Giraud, de Paul AVEDEL.

M^{me} SUZANNE LAGIER

1^o LA PATRIOTE

Paroles de BALDY, — Musique de DARCIER.

2^o 6^e Chanson de CHÂTIMENTS, de V. HUGO

M. DARCIER

1^o JE SUIS CHAUVIN

Paroles de SAINT-GERMAIN, — Musique de DARCIER.

2^o 89 ! paroles de J.-B. Clément, mus. de Darcier

M. FEITLINGER, 1^{er} Basse de la Scala de Milan.

ÉVOCATION DES NONNES DE ROBERT-LE-DIABLE

M^{lle} RACHEL, de la Comédie-Française,

Agée de 8 ans, accompagnée de sa Sœur.

1^{re} Scène de la Famille Benoiton;

2^o 3^e Histoire des Châtiments, de V. HUGO.

M. LUCE, Aux armes, Paysans!...

M^{me} BARBIERI

1^o Oiseaux légers.

2^o Air de Pierre de Médicis.

M^{lle} CASSOTHI, Stella, poésie des Châtiments

M. MOUSSEAU, l'Homme à la Chance.

LES FEMMES QUI PLEURENT

Comédie en un acte, de MM. STRAUSS et LAURENT THIBOUT.

Jouée par MM. PRIETZ, ANDRÉL, COPPINI; M^{me} WILHEM et HEYMAN.

LA REVANCHE DE FORTUNIA

Opérette en un acte, de MM. ROBILLARD et LÉFÈVRE. — Jouée par MM. LUCE, LUCO et la petite BLOCH.

ORCHESTRE DE 20 MUSICIENS

On commencera par LES FEMMES QUI PLEURENT, et on terminera par LA REVANCHE DE FORTUNIA.

PRIX DES PLACES : — Loges d'écouter, 6 fr. — Fauteuils d'Orchestre, 5 fr. — Stalles, 4 fr. — Fauteuils de balcon, 5 fr. — Stalles de 1^{re} galerie, 2 fr. — Stalles de 2^{me} galerie, 1 fr. 50 cent. — Amphithéâtre, 1 fr. — Parterre, 1 fr. 25 cent.

On peut se procurer des Billets chez M. JUVET, imprimeur, cour des Miracles, 9.

(S'adresser au Concierge)

Paris. — Typographie TURPIN et An. JUVET, cour des Miracles, 9.

République Française.

DÉPARTEMENT DU RHONE.

Emprunt de 4,800,000 Francs

Pour l'organisation et l'armement de la Garde Nationale Mobilisée et
pour la construction des Batteries départementales d'Artillerie.

LE PRÉFET DU RHONE, Commissaire extraordinaire du Gouvernement.

DONNE AVIS

Que les souscriptions à l'Emprunt départemental seront reçues tous les jours, les dimanches exceptés, du Lundi 9 Janvier 1871 jusqu'au Mardi, 31 du même mois, savoir :

- 1^o A la TRÉSORERIE GÉNÉRALE, place de Lyon, 53;
- 2^o Au CRÉDIT LYONNAIS, rue de Lyon, Palais du Commerce;
- 3^o A la SOCIÉTÉ LYONNAISE, rue de l'Hôtel-de-Ville, Palais Saint-Pierre;
- 4^o A la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, rue de Lyon, 6;
- 5^o Au COMPTOIR D'ESCOMPTE de Paris, rue Neuve, 23;
- 6^o Au SYNDICAT DES AGENTS DE CHANGE, Palais du Commerce, place des Cordeliers;
- 7^o Chez MM. P. GALLINE et C^{ie}, rue de Lyon, 13;
- 8^o Chez Veuve MORIN-PONS et MORIN, rue de Lyon, 12;
- 9^o Dans les Bureaux des dix Percepteurs de la ville de Lyon :
 - M. DE BROVES, 1^{re} division, rue de Lyon, 1;
 - M. DECOURTEIX, 2^{me} division, place Sathonay, 1;
 - M. GUILLEMON, 3^{me} division, place Saint-Nizier, 5;
 - M. PAYAN-D'AUGERY, 4^{me} division, rue Grenette, 5;
 - M. BON, 5^{me} division, rue du Plat, 6;
 - M. DE SOULTRAIT, 6^{me} division, rue d'Enghien, 30;
 - M. GIRAUD, 7^{me} division, cours de Broches, 1;
 - M. PUZIN, 8^{me} division, cours Morand, 11;
 - M. DELASSALLE, 9^{me} division, rue Saint-Denis, 18;
 - M. REMOND, 10^{me} division, rue de l'Angile, 4.

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

P. CHALLEMEL-LACOUR.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DE POLICE.

Le Préfet de Police croit devoir rappeler à l'attention du public les notes suivantes extraites du *Journal officiel* et relatives au bombardement de Paris :

- 1^o Descendre dans les caves le bois, le charbon et autres matières combustibles;
- 2^o En cas d'absence, même momentanée, remettre les clefs de l'appartement chez le concierge;
- 3^o Tenir les portes cochères entrebaillées, afin que les passants puissent y chercher un refuge en cas de besoin.

Un certain nombre d'obus lancés par les Prussiens n'éclatent pas et sont l'objet de la recherche curieuse et ardente de la population; des accidents graves sont signalés.

En conséquence, il est interdit de ramasser les obus restés entiers. Chaque citoyen est invité à les signaler aux commissaires de police et aux chefs des postes de pompiers, qui les relèveront pour les transporter au comité d'artillerie.

Un service de surveillance sera organisé jour et nuit, et sans interruption, au moyen de rondes permanentes faites tant dans les salles que dans les combles.

Ce service sera confié aux sapeurs-pompiers, conjointement avec les surveillants et gardiens spéciaux des établissements, et en nombre déterminé pour chacun d'eux.

Lors de la prise du service, les surveillants et sapeurs devront s'assurer du bon état du matériel et de l'existence des réserves d'eau dans les récipients de toutes grandeurs (vases, tonnes, réservoirs), qui doivent être constamment remplis.

Dès qu'un commencement d'incendie se manifestera, le surveillant le plus rapproché se transportera sur ce point avec un seau, une éponge ou les autres moyens de secours qu'il aura à sa disposition et commencera l'extinction. Pendant ce temps, les autres gardiens viendront à son aide avec la pompe et, au besoin, l'un d'eux se détachera pour aller prévenir le poste de sapeurs-pompiers le plus voisin.

Si ce commencement d'incendie est dû à un projectile, le surveillant devra attendre l'explosion de celui-ci avant d'agir, et, aussitôt il renfermera les matières incendiaires (pétrole, roche à feu, etc.), il devra employer la couverture mouillée, dont il couvrira les parties enflammées.

Toutes les lumières devront être renfermées dans des lanternes dites *marines*.

L'interdiction de fumer ou de faire du feu est absolue; les allumettes employées à l'allumage devront être amorphes.

Les surveillants devront, en outre, se conformer à la consigne particulière de chaque établissement.

Paris, le 7 janvier 1871.

Le colonel du régiment des sapeurs-pompiers,
VILLERME.

PRÉFECTURE DE POLICE

AVIS AU PUBLIC

Le Préfet de Police de la ville de Rouen et du Département de la Seine-Inférieure,

Considérant que, dans ces derniers jours, la circulation a été entravée par de nombreux rassemblements sur plusieurs points de la voie publique et principalement sur les quais et les ponts;

Considérant que, pour assurer la liberté des mouvements militaires qui peuvent se produire dans la ville de Rouen, il importe de mettre un terme à ces rassemblements,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est interdit de se réunir par groupes et de stationner sur la voie publique dans l'intérieur de la ville de Rouen.

Art. 2. Lorsque les besoins du service militaire l'exigeront, un signal à son de tambour ou de clairon préviendra les habitants qu'ils doivent rentrer dans leurs maisons.

Art. 3. Tout individu qui n'aura pas obtempéré à l'injonction du signal donné par l'autorité militaire, sera exposé à toutes les mesures de rigueur qui pourraient être prises par les troupes, afin d'assurer une pleine liberté aux mouvements militaires.

Rouen, le 7 Janvier 1871.

Le Préfet de police,

L. DE HEYDEBRAND ET DE LASA.

Préfecture de la Somme

PUBLICATION

L'Ordre du Jour suivant a été émané hier de par le Commandant en chef de la première armée :

Malgré la défense réitérée des réquisitions irrégulières se sont répétées à Amiens et ses faubourgs. Toutes Réquisitions qui se feraient ici **SANS AUTORISATION FORMELLE** du Commandant de place, de l'Éclap ou de l'Intendance, **SONT PROHIBÉES**, et tous ceux qui manqueraient à cet ordre seront punis.

ARMEE-BEFEHEL.

Obnerachtet wiederholter Befehle sind neuerdings wieder unvorschriftsmässige Requisitionen in Amiens und dessen Vorstädten vorgenommen worden. Requisitionen welche hieselbst ohne Genehmigung der Commandantur der Etappen-Commandantur oder der Intendantur geschehen sind durchaus verboten und werden Zuwiderhandlungen bestraft werden.

En mettant donc les négocians d'Amiens, par cette publication, à même de refuser catégoriquement toute exigence qui leur demanderait des marchandises sans les payer *argent comptant*, j'engage tous ceux qui, jusqu'à ce jour, ont tenu leurs Magasins fermés, à les ouvrir au public, dans l'intérêt du commerce et de la tranquillité de la Ville d'Amiens.

Amiens, ce 7 Janvier 1871.

Le Comte LEHNDORFF-STEINORT,

Préfet.

(Contrasigné) : Le Major SCHULZ, *Préfet de Police.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DISPOSITIONS

A PRENDRE

CONTRE L'INCENDIE

PENDANT LA DURÉE DU SIÈGE.

Un service de surveillance sera organisé jour et nuit et sans interruption, au moyen de rondes permanentes faites tant dans les salles que dans les combles.

Ce service sera confié aux sapeurs-pompiers conjointement avec les surveillants et gardiens spéciaux des établissements, et en nombre déterminé pour chacun d'eux.

Lors de la prise du service, les surveillants et sapeurs devront s'assurer du bon état du matériel et de l'existence des réserves d'eau dans les récipients de toutes grandeurs (vases, tonnes, réservoirs), qui doivent être constamment remplis.

Dès qu'un commencement d'incendie se manifestera, le surveillant le plus rapproché se transportera sur ce point avec un seau, une éponge ou les autres moyens de secours qu'il aura à sa disposition et commencera l'extinction. Pendant ce temps, les autres gardiens viendront à son aide avec la pompe, et, au besoin, l'un d'eux se détachera pour aller prévenir le poste de sapeurs-pompiers le plus voisin.

Si ce commencement d'incendie est dû à un projectile, le surveillant devra attendre l'explosion de celui-ci avant d'agir, et, au cas où il

renfermerait des matières incendiaires (pétrole, roche à feu, etc.), il devrait employer la couverture mouillée, dont il couvrirait les parties enflammées.

Toutes les lumières devront être renfermées dans des lanternes dites *marines*.

L'interdiction de fumer et de faire du feu est absolue; les allumettes employées à l'allumage devront être amorphes.

Les surveillants devront, en outre, se conformer à la consigne particulière de chaque établissement.

Paris, le 7 janvier 1871.

*Le Colonel du régiment de Sapeurs-Pompiers,
Signé VILLERME.*

On rappelle à la population les trois prescriptions suivantes :

1^o Descendre dans les caves le bois, le charbon et autres matières combustibles;

2^o En cas d'absence, même momentanée, remettre les clefs de l'appartement chez le concierge;

3^o Tenir les portes cochères entre-bâillées, afin que les passants puissent y chercher un refuge en cas de besoin.

Les présentes dispositions seront affichées dans l'endroit le plus apparent de toutes les salles des musées et bibliothèques, et dans le vestibule des établissements d'instruction publique. Elles seront en outre placardées sur les murs de Paris.

*Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes,
JULES SIMON.*

République Française.

DÉCRET

Les Membres du Gouvernement de la Défense Nationale.

Considérant que les lois et décrets des 13 août, 10 septembre, 11 et 16 octobre, 5 et 14 novembre et 9 décembre 1870, ayant successivement prorogé l'échéance des effets de commerce, il importe de faire cesser toute incertitude sur l'interprétation des dispositions susvisées et de préciser celles de ces dispositions qui sont applicables aux catégories d'effets, suivant l'époque de leur création;

DÉCRÈT :

ARTICLE PREMIER. — L'échéance des effets de commerce souscrits antérieurement au 15 août 1870 demeure prorogée de cinq mois.

Celle des effets souscrits depuis le 15 août jusqu'au 14 octobre 1870 inclusivement, demeure prorogée de trois mois. Néanmoins, si parmi les derniers effets il en est dont les échéances prérégées de trois mois sont antérieures au 15 janvier courant, ces échéances sont prorogées jusqu'audit jour 15 janvier.

« Les effets souscrits depuis le 14 octobre restent soumis aux dispositions du Code de Commerce.

ARTICLE 2. — Les prorogations spécifiées aux paragraphes 1 et 2 de l'article précédent sont calculées de date à date.

ARTICLE 3. — Jusqu'au 15 avril prochain, le délai du protêt fixé à vingt-quatre heures par l'article 162 du Code de Commerce est porté à dix jours à partir de l'échéance ainsi qu'elle est déterminée par l'article 1^{er} du présent décret.

ART. 4. — Jusqu'à la fin de la guerre, il ne pourra, à la suite du protêt, être exercé aucune poursuite contre les souscripteurs, accepteurs et endosseurs des effets de commerce créés antérieurement au 15 août 1870.

ART. 5. — Toutes poursuites sont également suspendues jusqu'à la fin de la guerre contre les souscripteurs, accepteurs et endosseurs des effets de commerce qui sont ou seraient sous les drapeaux, quelle que soit d'ailleurs l'époque à laquelle ces effets auront été créés.

ART. 6. — Les dispositions de l'article 6 du décret du 5 novembre 1870, relatives aux départements envahis, même en partie sont maintenues.

ART. 7. — Toutes autres dispositions contraires au présent décret sont et demeurent abrogées.

Fait à Bordeaux, le 8 janvier 1871.

AD. CREMIEUX, LÉON GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, L. FOURICHON.

Certifié conforme :

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

P. CHALLEMEL-LACOUR,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

MAIRIE DE MÉNILMONTANT

XX^e ARRONDISSEMENT.

VENTE DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Accordées à l'occasion du Jour de l'An.

AVIS

La Commission municipale provisoire du vingtième Arrondissement, à l'honneur de prévenir ses Concitoyens, que la Vente des Haricots, de l'Huile d'Olive, du Fromage, du Beurre salé, du Café, du Chocolat et du Sucre, devant former une Distribution supplémentaire, sera faite au marché rue PUEBLA, et commencera le 10 JANVIER courant, à huit heures du matin.

Tous les habitants ne pouvant être servis le même jour, et, afin d'éviter l'encombrement qui résulterait de la réunion d'un trop grand nombre de personnes, il a été décidé que la vente durera six jours et qu'elle sera faite dans l'ordre suivant :

1^o LE MARDI, 10 JANVIER, pour les personnes inscrites dans les Boucheries : HARY, RAUDOT, BENOIT, BUREAU, DAGNET, DELAHAYE, DEMONCHY, FERRET, FOSSE, GILLET, rue de Tortille, HENRY et GILLET, rue de Ménilmontant;

2^o LE MERCREDI 11 JANVIER, pour celles inscrites dans les Boucheries : LISIEUX, MOISY, PAFFE, PARMENTIER, RENOIR, ROLLIN, S-GERMAIN, SERGENT, rue des Partants, SUPPICE, THIBAUT, DUCLOS, BOUDILLET;

3^o LE JEUDI 12 JANVIER, pour celles inscrites dans les Boucheries : COUSSINET, DAIX, DESLIENS, DENEUVÉ, DROUARD, FOIRIER, GOEPFER, GOMMER, LADEUZE, LAN et LERICHE;

4^o LE VENDREDI 13 JANVIER, pour celles inscrites dans les Boucheries : LESOUD, MANCET, MOLLEY, PAILLET, POMPON, PRADY, PRUD'HOMME, SERGENT, rue des Amandiers, VAST, WEBER et LELORAIN;

5^o LE SAMEDI 14 JANVIER, pour celles inscrites dans les Boucheries : BAILLY, BEAUFILS, BOULANGER, BOULOGNE, BOUSSARD, CIRON, DELEPINE, DEUZA, FASQUEL, FROSSARD et HACHE;

Et 6^o LE DIMANCHE 15 JANVIER, pour celles inscrites dans les Boucheries : BOUETTE, LALAUE, LECOMTE, PAISSEAU, PÉROY, PLE, RAMOND, ROGER, SELLIER, SUJET, TAZE et VASSEUR.

Les désignations ci-dessus étant établies, chaque habitant n'aura qu'à se présenter au marché, avec sa carte de boucherie, et à l'heure exacte portée sur cette carte; il connaîtra, par des écriteaux qui seront placés d'une manière apparente, la boutique à laquelle il doit s'adresser et où il achètera ce qu'il désirera dans la part lui revenant sur les denrées mise en vente.

Une répartition sera faite pour que les personnes à servir le sixième jour le soient comme celles du premier, et la Commission compte sur le concours de la population pour que la distribution se fasse avec ordre et régularité.

Paris, le 8 Janvier 1871.

Les Membres de la Commission municipale provisoire du 20^e Arrondissement,
J. CAROZ, V. SIMBOISELLE, TOPART, PAFFE,
MÉTIVIER, CHAVANON & GÉRARD.

NOTA. — On est prié d'apporter des vases pour contenir l'huile et une poche ou un panier pour mettre les haricots.

République Française.

PROTESTATION

du Gouvernement de la Défense nationale

CONTRE

LE BOMBARDEMENT DE PARIS

Nous dénonçons aux Cabinets européens, à l'opinion publique du monde, le traitement que l'armée prussienne ne craint pas d'indiger à la ville de Paris. Voici quatre mois bientôt qu'elle investit cette grande capitale et tient captifs ses deux millions quatre cent mille habitants. Elle s'était flattée de la réduire en quelques jours. Elle comptait sur la sédition et la défection. Ces auxiliaires faisant défaut, elle a appelé la famine à son aide. Ayant surpris l'assiégé privé d'armée, de secours et même de garnies nationales organisées, elle a pu l'enlourer à son aise de travaux formidables, hérissés de batteries qui lancent la mort à huit kilomètres. Retraquée derrière ce rempart, l'armée prussienne a repoussé les offensives de la garnison, puis elle a commencé à bombarder quelques-uns des forts. Paris est resté ferme. Alors, sans avertissement préalable, l'armée prussienne a dirigé contre la ville des projectiles énormes, dont ses redoutables engins lui permettent de l'écabler à deux lieues de distance. Depuis quatre jours cette violence est en cours d'exécution. La nuit dernière, plus de deux mille bombes ont acablé les quartiers de Montrouge, de Grenelle, d'Auteuil, de Passy, de Saint-Jacques et de Saint-Germain. Il semble qu'elles aient été dirigées à plaisir sur les hôpitaux, les ambulances, les prisons, les écoles et les églises. Des enfants et des femmes ont été broyés dans leur lit. Au Val-de-Grâce, un malade a été tué sur le coup, plusieurs autres ont été blessés. Ces victimes innocentes sont nombreuses et nul moyen ne leur a été donné de se garantir contre cette agression, inattendue. Les lois de la morale la condamnent hautement. Elles qualifient justement de crime la mort donnée hors des nécessités de la guerre. Or ces nécessités n'ont jamais exigé le bombardement des édifices privés, le massacre des citoyens paisibles, la destruction des retraites hospitalières. La souffrance et la faiblesse ont toujours trouvé grâce devant la force, et quand elles ne l'ont pas désarmée, elles l'ont déshonorée.

Les règles militaires sont conformes à ces grands principes d'humanité :

« Il est d'usage, dit l'auteur le plus accrédité en pareille matière, que l'assiégeant annonce, lorsque, cela lui est possible, son intention de bombarder la place, afin que les non combattants et spécialement les femmes et les enfants puissent s'éloigner et pourvoir à leur sûreté. Il peut cependant être nécessaire de surprendre l'ennemi afin d'enlever hardiment la position et, dans ce cas, la non dénonciation du bombardement ne constituera pas une violation des lois de la guerre. »

Le commentateur de ce texte ajoute : « Cet usage se rattache aux lois de la guerre, qui est une lutte entre des états et non entre des particuliers. User d'autant de ménagements que possible envers ces derniers, tel est le caractère distinctif de la guerre civilisée. Aussi pour protéger les grands centres de population contre les dangers de la guerre, on les déclare le plus souvent villes ouvertes, même s'il s'agit de places fortes. L'humanité exige que les habitants soient prévenus du moment de l'ouverture du feu toutes les fois que les opérations militaires le permettent. »

Ici le doute n'est plus possible. Le bombardement indigne à Paris n'est pas le préliminaire d'une action ; il est une action militaire, il est une dévastation froidement méditée, systématiquement accomplie et n'ayant d'autre but que de jeter l'épouvante dans la population civile au moyen de l'incendie et du meurtre.

C'est à la Prusse qu'était réservée cette inqualifiable entreprise sur la capitale qui lui a tant de fois ouvert ses murs hospitaliers. Le Gouvernement de la Défense nationale proteste hautement en face du monde civilisé contre cet acte d'insulte barbare et s'associe de cœur aux sentiments de la population indignée qui, loin de se laisser abattre par cette violence, y puise une nouvelle force pour combattre et repousser la honte de l'invasion étrangère.

Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, ERNEST PICARD, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, JULES SIMON, EUGÈNE PELLETAN.

Les Membres de la Délégation du Gouvernement de la Défense nationale établie à Bordeaux déclarent s'associer à la protestation solennelle contre le bombardement de Paris signée par leurs Collègues.

AD. CREMIEUX, AL. GLAIS-BIZOIN, L. FOURRICHON, L. GAMBETTA.

Certifié conforme :

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire de la République,
P. CHALLEMEL-LACOUR.

Lyon. — Imp. de J. NIGON, rue de la Fontaine, 3.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Le Gouvernement a reçu ce soir les deux dépêches suivantes, qu'il s'empresse de publier :

Lyon, 23 décembre 1870.

GAMBETTA A TROCHU.

J'ai reçu le 22 décembre, au matin, par M. d'Alméida, votre dépêche émise le 16 décembre. L'appréciation que vous avez faite de l'armée de la Loire et des éléments qui la composent est parfaitement juste et trouve dans les faits qui s'accomplissent tous les jours une nouvelle confirmation. Les Prussiens, sans avoir éprouvé rien qui ressemble à une défaite, paraissent cependant démoralisés (1). Ils commencent à éprouver une grande lassitude, et on leur tue beaucoup de monde de tous les côtés. Sur divers points du cercle qu'ils occupent, ils rencontrent de vigoureuses résistances. Belfort est approvisionné pour huit mois. Toute la ligne de Montbéliard à Dôle est bien gardée par les forces de Besançon; de Dôle à Autun, par les forces de Garibaldi et du général Bressolles. Il en est de même du Morvan et du Nivernais jusqu'à Bourges.

D'un autre côté, l'armée de Bourbaki est dans une excellente situation. Elle effectue en ce moment une manœuvre dont on attend les meilleurs résultats.

Chanzy, grâce à son admirable ténacité, a fait lâcher prise aux Prussiens, et, depuis le 16, il s'occupe à refaire ses troupes fatiguées par tant de si honorables combats.

Aussitôt remises, ce qui ne demande que quelques jours, rééquipées et manœuvrées, vous pouvez être assuré que Chanzy reprendra l'offen-

sive. Le Havre est tout à fait dégagé, les Prussiens ont même abandonné Rouen après l'avoir pillé et dirigé leur butin sur Amiens, direction que paraissent avoir prise les forces de Mantelieu pour harceler le passage aux troupes de Faidherbe. Nous augmentons tous les jours notre effectif.

A mesure que les forces s'accroissent, les gardes nationales mobilisés qui ont déjà vu le feu s'en tirent à merveille, et en peu de temps ce seront d'excellents soldats. Le pays est comme nous résolu à la lutte à outrance.

Il sent tous les jours davantage que les Prussiens s'épuisent par leur occupation même, et qu'en résistant jusqu'au bout, la France sortira plus grande et plus glorieuse de cette guerre maudite.

Salut fraternel.

LEON GAMBETTA.

Bordeaux, 4 janvier 1871.

Nous recevons à l'instant la dépêche que voici :

Le général Faidherbe à M. le Ministre de la Guerre.

Aujourd'hui 3 janvier, bataille sous Bapaume, de huit heures du matin à six heures du soir. Nous avons chassé les Prussiens de toutes les positions et de tous les villages. Ils ont fait des pertes énormes et nous des pertes énormes.

Avesnes-Bapaume, 3 janvier.

J. FAIDHERBE.

(1) Cette dépêche est du 23 décembre, par conséquent antérieure aux batailles de Pont-Neuf et de Bapaume, mentionnées plus bas.

Le pigeon qui portait les dépêches reçues par le Gouvernement était aussi porteur de la dépêche suivante, adressée à l'agence Havas :

Havas Paris. (Sans date.)

Les nouvelles de la guerre sont bonnes.

Faidherbe a remporté une victoire à Pont-Neuf; ses armées augmentent chaque jour en nombre et en solidité.

Chazay, échangeant sa base d'opérations, a effectué un mouvement jusqu'à Maas, tenant continuellement tête à l'ennemi, lui faisant subir pendant huit jours des pertes considérables.

L'armée de Borchaki est dans une excellente situation. Ses mouvements sont ignorés.

Les Prussiens se montrent inquiets du mouvement des deux armées qui sont sur leur flanc et n'osent pas avancer dans le centre; ils ont évacué Nogent-le-Rotrou, remontant dans la direction de Paris.

A Nuits, il y a eu un brillant combat livré par 25,000 Allemands contre 10,000 Français. Nous avons perdu 1,200 hommes environ; les Prussiens en ont perdu 7,000, dont le Prince Guillaume de Bade.

Les correspondants du *Times*, à Versailles et dans les autres quartiers généraux prussiens, constatent eux-mêmes combien la situation est changée au désavantage des Allemands. Chaque jour les forces françaises augmentent et celles des Allemands diminuent. Ils ont perdu 300,000 hommes depuis leur entrée en France. Il existe en Allemagne 100,000 veuves et 200,000 orphelins. Actuellement l'effectif des Allemands en France est évalué à 600,000 hommes, dont 100,000 malades. La landsturm a été appelée dans quelques provinces allemandes. La dernière levée a suscité de la résistance.

Le siège de Belfort a donné lieu à plusieurs sorties qui ont causé à l'ennemi de grandes pertes.

Dans les provinces occupées, les Allemands continuent leur pillage organisé et en transportent le produit en Allemagne. La presse étrangère, constatant ces faits, blâme sévèrement les procédés prussiens. Le *Times*,

Paris, le 8 janvier 1871.

D'autres dépêches sont entre les mains du Gouvernement, qui les communiquera au public aussitôt qu'elles auront été déchiffrées.

faisant l'histoire de la campagne de Russie en 1812, invite le roi de Prusse à méditer cet exemple.

Les nouvelles d'Alsace, de Franche-Comté et de Lorraine signalent une grande exaltation des populations contre les Allemands. Beaucoup d'habitants sont arrivés à Lyon et sur beaucoup d'autres points pour participer à la défense nationale.

Les disséminements entre les soldats et officiers prussiens et les troupes du Sud s'accroissent chaque jour. Ces disséminements, si l'ennemi éprouvait des défaites sérieuses, se traduiraient par une lutte armée.

Gambetta, en quittant Bourges, a séjourné huit jours à Lyon. Il est arrivé le 38 décembre à Bordeaux.

Le 26, il y a eu à Bordeaux grande revue de la garde nationale. La population et la garde nationale ont fait éclater un grand enthousiasme et des cris unanimes de : *Vive la République!* Des discours patriotiques ont été prononcés par Crémieux et Glais-Bizoin.

Un décret a dissous les conseils généraux. Des commissions départementales seront instituées.

Partout les gardes nationaux mobilisés sont envoyés dans les camps d'instruction et ensuite dans l'armée active.

Le général Chazay a, le 26 décembre, adressé au commandant prussien de Vendôme une protestation contre les déprédations, les injures et les insultes des officiers et soldats prussiens envers les gens indoffensifs, et contre les procédés déloyaux employés dans cette guerre.

Les Prussiens ont coulé cinq navires sur la Seine, près de Duclair, afin sur le second de l'un de ses navires, et dévalisé les matelots. Ce fait a causé une grande exaltation parmi les Anglais résidant en Havre. Le *Times* et les journaux anglais expriment leur indignation.

Les Prussiens ont évacué Dijon et d'autres villes de l'Est. Garibaldi a occupé Dijon le 26 décembre. Il y a grande espérance que les opérations de l'Est donneront un immense résultat.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

BÊTES BOVINES ET OVINES

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce informe les détenteurs de bêtes bovines et ovines qu'il vient de décider qu'à l'avenir les animaux amenés dans les abattoirs pour être vendus à l'État seront classés en trois catégories, savoir :

- 1^{re} catégorie, 2 francs le kilogramme, poids vif
- 2^e catégorie, 1 fr. 75 cent. le kilogramme, poids vif.
- 3^e catégorie, 1 fr. 50 cent. le kilogramme, poids vif.

La qualité laitière sera prise en grande considération par les Inspecteurs dans le classement des vaches.
Paris, le 8 Janvier 1871.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

J. MAGNIN.

PRÉFECTURE DE LA SEINE-INFÉRIEURE.

CHEMINS de FER
ET
LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES.

NOTIFICATION.

Le Préfet du département de la Seine-Inférieure,

Considérant qu'il importe de mettre un terme aux dégradations commises sur les voies ferrées et sur les lignes télégraphiques, soit par les troupes, soit par les habitants des communes traversées par les chemins de fer et les fils télégraphiques ;

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. — Il est formellement interdit à tout individu, militaire ou civil, de détruire ou de dégrader tout ou partie des voies ferrées et des lignes télégraphiques situées sur le territoire du département de la Seine-Inférieure.

Art. 2. — Les auteurs de ces destructions ou dégradations seront traduits devant une cour martiale et punis d'après les lois de la guerre.

Art. 3. — MM. les Maires sont chargés, chacun dans leur commune respective, de prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'exécution du présent arrêté.

Dans le cas où, par défaut de surveillance, MM. les Maires ne livreraient pas à la justice les individus qui auraient contrevenu aux dispositions qui précèdent, ils seraient personnellement responsables des dégâts commis et les communes frappées d'une contribution de guerre fixée ainsi qu'il suit :

S'il s'agit d'un Télégraphe dérangé,

A 2,000 francs la première fois

Et à 5,000 francs en cas de réitération.

S'il s'agit d'un chemin de fer,

A 5,000 francs la première fois

Et à 15,000 francs en cas de réitération.

Dans les cas graves le Préfet se réserve d'augmenter le chiffre de cette contribution.

Rouen, le 8 Janvier 1871.

Le Préfet
BARON DE PFUEL.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

2^e Arrondissement.

ÉCOLES MUNICIPALES

L'Administration Municipale du 2^e Arrondissement a l'honneur de prévenir ses Concitoyens, que d'accord avec la Commission des Ecoles constituée par son initiative, elle ouvrira Lundi 9 courant :

- 1^{re} Une Ecole communale laïque de Garçons, rue Montorgueil, 49,
Directeur, M. SIOU.
- 2^e Une Ecole laïque de Filles, rue Grenétat, 41,
Directrice, M^{lle} MALLET.
- 3^e Une Ecole laïque de Filles, rue Saint-Sauveur, 22,
Directrices, M^{mes} DUCHEMIN.
- 4^e Une Ecole laïque de Filles, rue Beauregard, 23,
Directrices, M^{mes} DESERT.

Pour faire admettre leurs enfants dans les établissements, les parents devront se munir d'un certificat constatant qu'ils ont été vaccinés, et les faire inscrire avant l'ouverture des cours, au Secrétariat de la Mairie; l'Administration leur en fait une recommandation toute spéciale.

Les Adjoints,
E. BRELAY, CHÉRON,
LOISEAU-PINSON.

Le Maire,
TIRARD.

Paris. — Imp. FÉLISSETTE, passage Renner, 17. Mises en page de Gailly, 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

2^e Arrondissement.

DISTRIBUTION DE RIZ

M. le Ministre du Commerce a mis à la disposition du 2^{me} Arrondissement 11,000 kilog. de Riz.

En conséquence, une Distribution supplémentaire de 100 grammes par habitant, sera faite au moyen des Cartes de Rationnement, dans chacune des Boucheries sur ces Cartes.

La Vente aura lieu Lundi 12 courant, de 8 heures à midi et de 1 heure à 3 heures.

Les Adjoints,
E. BRELAY, CHÉRON,
LOISEAU-PINSON.

Le Maire,
TIRARD.

Paris. — Imp. FÉLISSETTE, passage Renner, 17. Mises en page de Gailly, 17.

ORDONNANCE.

Nous, Gouverneur général siégeant à Reims,

Vu le décret royal du 13 août 1870, abolissant la conscription dans toute l'étendue du territoire français occupé par les troupes allemandes;

Attendu que les Français qui se mettent en contravention avec cet ordre royal se rendent coupable d'un acte de félonie contre le gouvernement allemand établi dans les départements occupés.

Ordonnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

« Tout Français, domicilié dans un des départements réunis au Gouvernement général de Reims, contre lequel s'élèveraient des charges suffisantes pour prouver qu'il a obéi à un mandat de comparution pour entrer dans l'armée française ou dans un des corps francs formés en but hostile contre les armées allemandes; tous ceux qui auront coopéré et aidé pour amener des recrues à l'armée française ou aux corps francs, seront arrêtés et conduits devant l'autorité militaire la plus proche, pour y être traduits devant une cour martiale et jugés sommairement. »

Reims, le 9 janvier 1871.

Le Gouverneur général.

E. R.

DE ROSEMBERG-GRUSZCZYNSKI.

Pour copie conforme :

Le Préfet de Seine-et-Marne,

C. DE FURSTENSTEIN.

République Française.

PRÉFECTURE DU RHONE.

APPEL A L'ACTIVITÉ

Pour l'Armée active des hommes ayant servi dans l'Infanterie, le Génie ou les Equipages militaires, et qui ont été mobilisés en vertu du Décret du 29 Septembre dernier.

LE PRÉFET DU RHONE, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

Vu la circulaire en date du 17 décembre dernier, par laquelle le Ministre de la Guerre appelle à l'activité les hommes ayant servi dans l'Infanterie, le Génie ou les Equipages militaires et qui ont été mobilisés en vertu du décret du 29 septembre dernier.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Les anciens militaires appelés par la décision ministérielle ci-dessus visée, sont tenus de se rendre dans le plus bref délai, au bureau de recrutement à Lyon (*Caserne des Passagers à la Quarantaine*), pour être répartis entre les dépôts des corps d'infanterie le plus à proximité du lieu de leur résidence.

ART. 2.

Les appelés qui ne seraient point porteurs de leur congé ou d'une pièce constatant leur identité et pouvant y suppléer, devront se pourvoir d'une feuille de route qui leur sera délivrée par le Maire de leur commune.

ART. 3.

Les Maires des communes du département, les Autorités militaires, et le Général des Gardes nationales du Rhône sont chargés de surveiller l'exécution du présent arrêté.

Lyon, le 9 Janvier 1871.

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

P. CHALLEMEL-LACOUR.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MUNICIPALITÉ

DU VII^E ARRONDISSEMENT

Avis

Nous recevons de M. le Président de la Commission des Barricades l'avis suivant que nous nous empressons de publier :

COMMISSION DES BARRICADES

En présence du bombardement qui atteint divers quartiers de Paris, la Commission des Barricades, d'accord avec les Maires, s'est chargée de veiller aux mesures qui peuvent atténuer ou réparer les effets des projectiles ennemis.

A cet effet, un bureau permanent sera ouvert, de nuit comme de jour, dans les Mairies des quartiers bombardés, et les citoyens dont les habitations auront souffert, y trouveront des architectes et des ingénieurs prêts à faire exécuter d'urgence les travaux d'étalement et de consolidation dans les bâtiments atteints.

Le Membre de la Commission des Barricades délégué au 7^e secteur,

MARTIN BERNARD.

CITIZENS CONCITOYENS,

Vous saurez opposer au bombardement non-seulement les mesures préventives et réparatrices organisées par l'administration et par vous-mêmes, mais aussi le sang-froid et la résolution qui sont la vraie sauvegarde des gens de cœur.

Pas de désertion. Défendons nos foyers contre le fer et le feu. En nous exposant tous aux mêmes dangers, l'ennemi nous unit tous plus étroitement encore dans la même pensée d'une lutte à outrance.

Paris, le 10 janvier 1871.

Le Maire,

FR. ARNAUD (DE L'ARIÈGE).

HORTUS, DARGENT, BELLAÏQUE, Adjoints.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Administration de la Seine.

LISTE ÉLECTORALE

RÉVISION ANNUELLE.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA MAIRIE DE PARIS, CHARGÉ DE LA DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PRÉFECTORALE, a l'honneur d'annoncer aux citoyens des communes suburbaines de la Seine que le tableau des *additions* et des *retranchements* opérés sur la Liste électorale de chaque Commune, pour 1871, est déposé au Secrétariat de la Mairie.

Les réclamations à fin d'inscription ou de radiation seront reçues dans chaque Mairie, pendant vingt jours consécutifs, de *dix heures à quatre heures*, depuis le lundi 16 janvier jusqu'au samedi 4 février inclusivement, et ce dernier jour jusqu'à *minuit*.

Passé ce délai, il ne pourra plus être reçu de réclamation.

N. B. — Le Tableau ci-dessous indique aux Électeurs des différentes Communes le domicile provisoire de leurs Mairies, où ils devront présenter leurs réclamations.

Le 10 janvier 1871.

JULES MAHIAS.

COMMUNES.	LIEUX où sont installées les Mairies.	COMMUNES.	LIEUX où sont installées les Mairies.
ARRONDISSEMENT DE SAINT-DENIS.		ARRONDISSEMENT DE SÈAUX.	
Ambrières.	Rue Abatteux, n. 66.	Antony	Rue Pascal, n. 39.
Aubervilliers	Boulevard de Strasbourg, n. 29.	Arcueil	Boulevard du Mont-Parناس, n. 130.
Bagnollet	Rue d'Hauterive, n. 42.	Bagnoux	Rue Poulletier, n. 9.
Bobigny	Rue d'Allemagne, n. 1.	Boulogne	Rue de la Roche, n. 45.
Bondy	Rue Geoffroy-l'Amir, n. 26.	Boulogne-Belle-Vue	Rue de la Roche, n. 45.
Boulogne	Rue de Châteaudun, n. 35.	Champigny	Rue Mongeot, n. 19 (12 ^e arrondissement).
Bourget (Le)	Rue d'Hauterive, n. 83.	Charenton-le-Pont	Rue du Charenton, n. 96.
Clichy	Rue de Saint-Petersbourg, n. 39.	Chatenay	Rue du Gindre, n. 1.
Colombes	Avenue d'Antin, n. 25.	Châtillon	Rue Gay-Lussac, n. 7.
Courbevoie	Rue de l'Arade, n. 89.	Chong-le-Roi	Rue de l'Arade, n. 13.
Courcove	Rue de l'Arade, n. 81.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Dreux	Rue d'Hauterive, n. 85.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Dugny	Rue Boquet, n. 12.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Épinay	Rue Lafayette, n. 126.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Gennevilliers	Boulevard de Neuilly, n. 104.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Le Saint-Denis	Rue d'Aboukir, n. 9.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Le Lilla	Aux Lilla, et rue Pastourel, n. 18.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Levallois-Perret	Rue de Moscou, n. 31.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Nanterre.	Rue du Faubourg-Saint-Honoré, n. 178.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Neuilly	Rue Lafayette, n. 22.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Noisy-le-Sec	Rue Beaumour, n. 11.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Paulin	Rue d'Allemagne, n. 139.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Pierrefitte	Boulevard Saint-Denis, n. 8.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Pré-Saint-Gervais (Le)	Rue Lafayette, n. 130.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Puteaux.	Rue du Faubourg-Saint-Honoré, n. 193.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Romainville	Rue des Beaux-Arts, n. 14.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Saint-Denis	A Saint-Denis.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Saint-Ouen	Place du Château-d'Eau, n. 9.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Stains	Rue Notre-Dame-de-Nazareth, n. 53.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Suresnes	Rue d'Anjou-Saint-Honoré, n. 31.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.
Villetaneuse	Quai Jemmapes, n. 104.	Clichy	Rue de l'Arade, n. 13.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mairie du IX^e Arrondissement.

RATIONNEMENT DE LA VIANDE

L'Administration supérieure vient d'imposer au IX^e Arrondissement une réduction considérable dans la quote-part journalière de viande. Cette réduction est la conséquence d'un recensement fait sans le concours de la Mairie, et contre lequel elle réclame énergiquement.

En attendant, la mairie se trouve dans la nécessité de réduire la ration alimentaire à un poids de 100 grammes, dans lequel la viande utile entrera pour 80 grammes et les os pour 20 grammes.

Il n'est pas interdit aux Bouchers de désosser d'avance la viande, mais à la condition expresse de livrer, en échange du coupon, le poids proportionnel d'os et de viande. Le filet n'est pas affranchi de cette règle.

Toute viande désossée à l'avance ne pourra, par ce fait, sortir de la catégorie où elle est rangée, ni être vendue à un prix supérieur. Elle devra être, dans l'étal, indiquée par une étiquette apparente.

Tout Boucher qui contreviendrait, soit dans l'étal, soit dans la vente, à ces prescriptions, se mettrait en état de contravention, que le Corps civique sera tenu de constater immédiatement par un procès-verbal.

Il est enfin utile d'appeler l'attention sur la fraude employée par les porteurs de fausses ou doubles cartes, qui se livrent, par ce moyen, à un détournement coupable en privant leurs voisins de la part qui leur est due. Tout détournement de cette nature sera sévèrement poursuivi et déferé aux tribunaux, en vertu du décret du 10 novembre 1870, qui édicte, notamment contre ce genre de fraude, la peine d'une amende de 200 fr. à 1,000 fr., et d'un emprisonnement de deux mois à dix-huit mois.

Paris, le 10 janvier 1871.

Le Maire, E. DESMAREST.

Les Adjoints, { E. FERRY,
A. ANDRÉ,
G. NAST.

DECRET

CONCERNANT LA

Perception des Contributions

Nous, Gouverneur général des départements du nord de la France,

Considérant que, par suite de la guerre, la perception des contributions directes ou autres droits d'après les lois françaises a été interrompue, et que le recouvrement des droits d'enregistrement, du timbre et des contributions indirectes, d'après les institutions en vigueur, est entravé par l'état des choses actuelles.

AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS, pour le département de l'Enre, ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les contributions directes, savoir : la contribution foncière, la contribution personnelle et la taxe mobilière, la contribution des portes et fenêtres seront payées à partir du mois de février de l'année 1871, en principal et centimes additionnels d'après les états de répartition établis pour le service de l'année 1870, par la loi des finances et les votes des conseils généraux et municipaux.

L'impôt des patentes sera perçu d'après les rôles fixés par les préfets pour l'année 1870.

ART. 2. — Les droits d'enregistrement et du timbre, et les contributions indirectes, en tant qu'ils sont perçus au profit de l'État ou des départements, restent suspendus et sont remplacés par un impôt dont le montant est fixé à cent pour cent de la somme des contributions directes, en principal et centimes additionnels généraux réparti à chaque commune selon l'article 1^{er}.

ART. 3. — Les centimes additionnels pour dépenses communales et tous les revenus directs ou indirects perçus au profit des communes, resteront à la disposition de ces dernières.

ART. 4. — Les communes sont responsables de la rentrée des contributions et impôts mentionnés dans les articles 1 et 2.

ART. 5. — Les maires des communes auront à percevoir, à la fin de chaque mois, une douzième des contributions directes et de l'impôt fixé par l'art. 2 de ce décret, et sont tenus à verser la somme totale ou espèce ou en papier-monnaie allemand entre les mains des maires de leurs cantons jusqu'au 5 du mois suivant, de sorte que le produit mensuel pourra être déposé par les maires de canton à la caisse générale établie dans chaque département auprès de la préfecture, jusqu'au 10 de ce mois.

ART. 6. — Les communes qui resteront en retard auront à payer une amende de cinq pour cent de la somme due par la commune, pour chaque jour de retard. Si le versement a été retardé au-delà de huit jours, il sera mis des troupes dans les communes retardataires, qui auront l'obligation de les loger et de les nourrir sans aucune indemnité, et de payer en outre journellement 6 fr. à chaque officier, et 2 fr. à chaque soldat, jusqu'à ce que les sommes dues soient acquittées. Le commandant des troupes sera autorisé d'employer vis-à-vis des communes retardataires tous les moyens qu'il jugera convenables pour faire exécuter les arrêtés du gouvernement général.

ART. 7. — Le maire de chaque commune jouit d'une remise de deux pour cent; aux maires de canton il sera accordé une remise de un pour cent pour frais d'encaissement et de versement à la caisse générale. Les remises sont à déduire de la recette à chaque versement. Aucune remise ne sera accordée aux maires des communes retardataires.

ART. 8. — M. le commissaire civil et M. le préfet sont chargés de l'exécution de ce décret.

Le Gouverneur général du Nord de la France,
DE FABRICE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — PREFECTURE DU NORD.

DEPECHE TELEGRAPHIQUE.

BOILEUX, 11 janvier 4 h. 10 soir.

Le Général Faidherbe au Commissaire de la Défense et au Préfet du Nord.

ACHIET, le 11 janvier 1871,

Ce matin, des reconnaissances de la division Derroja ont enlevé, par surprise, les grand'gardes prussiennes de Béhagnies et de Sapignics.

On a tué ou blessé une trentaine d'hommes.

Il est resté entre nos mains 59 prisonniers uhlands et fantassins et 12 chevaux.

De notre côté, pas une égratignure.

FAIDHERBE.

Pour copie conforme :
Le Préfet du Nord,
Pierre LEGRAND.

71. 679 — Lille, imp. L. Danel.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — PREFECTURE DU NORD.

DEPECHE TELEGRAPHIQUES.

BOILEUX, 11, janvier 6 h. 35 soir.

Le Major-Général au Préfet, à Lille.

Le général Derroja vient d'entrer à Bapaume, sans pertes. Quelques uhlands tués ou pris.

Signé : FARRE.

BOILEUX, 11 janvier, 7 h. 35 soir,

Le Général en chef au Préfet, à Lille.

Avant-garde de la division Derroja a chassé les derniers Prussiens de Bapaume et nos troupes s'y sont établies.

Signé : FARRE.

Pour copie conforme :
Le Préfet du Nord,
Pierre LEGRAND.

71. 180. — Lille, imp. L. Danel.

PRÉFECTURE DE L'ORNE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité

DÉPÊCHE

TÉLÉGRAPHIQUE

Bordeaux, le 11 janvier 1871.

Le Ministre de l'Intérieur à MM. les Préfets et Sous-Préfets

Le Ballon LE GAMBETTA, parti hier soir de Paris et tombé dans la Nièvre, près Clamecy, nous apporte les Dépêches suivantes :

Au Gouvernement de Bordeaux

Le rapport militaire du 9 au soir dit : plusieurs engagements ont eu lieu hier vers Malmaison. Ce matin l'ennemi a renouvelé pour la 4^e fois sa tentative contre Maison-Crochard et Poste-Carrère, à la gauche de Ruell.

Les mobiles de la Loire-Inférieure et de l'Aisne ont repoussé l'ennemi en lui faisant éprouver des pertes sérieuses. Les abords du Panthéon et le 9^e secteur ont reçu cette nuit beaucoup d'obus, dont plus de 30 du plus gros calibre. L'hospice de la Pitié a été atteint, une femme y a été tuée, les malades d'une salle ont dû être évacués dans une cave. Le Val-de-Grâce a été également bombardé. L'ennemi semble prendre pour objectifs les établissements hospitaliers de Paris, montrant une fois de plus, par ces procédés odieux, son mépris des lois de la guerre et de l'humanité.

Pendant la nuit et vers le point du jour, les Prussiens ont tiré à toute volée sur la ville.

Le bombardement continue sur les forts du Sud où il s'est fait aujourd'hui avec moins de violence que les jours précédents.

Des renseignements exacts évaluent à 2,000 le nombre des obus tombés cette nuit dans l'intérieur de Paris. Quelques femmes et des enfants ont été tués ou blessés.

Les nouvelles apportées hier par un pigeon ont produit un effet immense. La population est animée plus que jamais du sentiment et de la résolution d'une résistance opiniâtre.

Chef cabinet, Administration télégraphique à Steenackers, directeur général.

Paris, 10 heures du matin.

Enfin la neige disparue, un de vos pigeons nous est arrivé le 8 janvier au soir, apportant les dépêches officielles de la 2^e série n^{os} 35, 36, 37 et 38 et les dépêches privées microscopiques de la page 1 à 63 de la 3^e et de 1 bis à 14 bis.

Nous sommes heureux des bonnes et nombreuses nouvelles apportées par votre messager, à l'heure qu'il est, nous les déchiffrons encore.

Les Prussiens sont pressés et bombardent ici Vanves et un peu Montrouge. Les obus tombent sur le Panthéon, l'Odéon, Saint-Sulpice et dans la rue de Babylone. La population est admirable. Aucun effroi.

Les nouvelles apportées par votre pigeon si connues le 9 par les journaux redoublent tous les courages. Vive la République!

LEVEILLÉ.

Commissaire délégué à Steenackers, Directeur général des télégraphes et postes.

Paris, 10 janvier.

Bombardement affaibli, sauf pendant la nuit. Obus nombreux sur le quartier Saint-Jacques. Population raffermie par beaucoup de nouvelles de la province et près de trente mille dépêches privées arrivées par votre pigeon, apporte l'épreuve sans broncher.

Le Gambetta vous porte des remerciements.

Vive Paris, vive la France, vive la République!

Pour copie conforme :

Le Préfet de l'Orne,

Antonin DUBOST.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

AVIS.

Le public est prévenu, en conformité de l'avis du 5 de ce mois, que de nouveaux chantiers sont ouverts pour la vente des bois de sciage comme bois de chauffage, au prix de 100 francs les 1,000 kilogrammes, et par quantités fixées à 250 kilogrammes au minimum et 1,000 kilogrammes au maximum, par chaque consommateur.

Ces nouveaux chantiers, au nombre de 31, sont les suivants :

Quai de la Râpée, 52.	MM. Guilleumet.	Quai de Marne, 24.	MM. Gêrardin.
Quai de la Loire.	Rigaut	Quai de Marne, 14.	Mazeaux.
Quai de la Gare (chantier Payot).	Blet.	Rue de Crimée, 16.	Moreau.
Port de Bercy, 63.	Paymal.	Quai de la Loire, 68.	Rigaut.
Quai de la Gare, 70.	Porteneuve.	Rue d'Allemagne, 3.	Bonhomme.
Rue Crosatier, 31.	Demouchy.	Rue d'Allemagne, 46.	Carrière.
Quai de la Râpée, 70.	Guittard.	Rue de Crimée, 101.	Monnier.
Rue Jules-César.	Lièvre.	Rue d'Allemagne, 127.	Legendre.
Quai de la Râpée, 44.	Favriaux.	Rue d'Aubervilliers, 72.	Devaux.
Rue de Flandre, 86.	Lescure.	Quai de l'Oise, 7.	Gallet.
Rue d'Allemagne, 79.	Simon.	Rue de Crimée, 163.	Berlin.
Quai de la Loire, 22.	Colleson.	Quai de la Loire, 32.	Meunier.
Rue de Jolville, 5.	Auvry.	Quai de l'Oise, 21.	Nigani.
Rue de l'Ourcq, 11.	Baumier.	Rues Beccaria, 24, et Crosatier, 31.	Demouchy.
Rue d'Allemagne, ...	Daniel.	Rue de Charonne, 75.	Ulrich.
Rue de l'Ourcq, 62.	Barns.		

Les chantiers suivants, indiqués dans l'avis du 5 janvier, ayant terminé leur vente, sont fermés à dater de ce jour :

Quai de la Râpée, 34.	MM. Fayard.	Place d'Enfer, 8.	MM. Thuillagand.
Quai de la Râpée, 38.	Gillot.	Rue du Théâtre (Greuelie), 65.	Soubet.
Quai de la Râpée, 32.	Méder.	Quai de la Râpée, 53.	Lemaitre.
Rue de Flandre, 49.	Barbier.	Quai de la Loire, 34.	Mathieu.

Paris, le 11 janvier 1871.

Le Membre du Gouvernement, Maire de Paris,
JULES FERRY.

SALLE DE L'ATHÉNÉE

Rue Serbie

DEMANDEZ 15 JANVIER 1871

À DEUX HEURES

CONFÉRENCES POLITIQUES

AU PROFIT
DES RÉFUGIÉS ET NÉCESSITEUX
DU DÉPARTEMENT DE LA MARNE

COMITÉ DES NÉCESSITEUX

MESSEURS

MADIER DE MONTJAU || L. RIGORDAUD
GATINEAU || CLARETIE

MME RAUCOURT

Rédigés par LE MANTEAU IMPÉRIAL, des Châtellains de VICTOR HUGO

DIVERSES POÉSIES PATRIOTIQUES seront dites par plusieurs
de nos Artistes les plus éminents et les plus populaires

PRIX DES PLACES :

Premières, 2 fr. — Secondes, 1 fr. — Troisièmes, 50 cent.

Cette Soirée est organisée par les soins du Comité de l'Association Fraternelle et Républicaine de la Marne.

Pour les Membres fondateurs : La Présidente,
M. B. — La citoyenne QUENESOURT, négociant, 126, rue Moulinier, a été nommée par le Gouvernement et l'Association, déléguée pour la délivrance des Bouteilles de secours.

DEMOGRAPHIE.

Paris. — Imprimerie de la République, 2, rue Capécienne, n. 411
Administration de l'Éclairage de Paris, 2, rue Capécienne, n. 411

ASSOCIATION MUTUELLE DES RISQUES

SIÈGE DE PARIS

AUTORISÉE PAR DÉCRET DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE
En date du 15 Septembre 1870

ADMINISTRATION GRATUITE

CONSEIL DE SURVEILLANCE :

M. ANGIER, Directeur de la Société A. M., pour Seine et Seine-et-Oise, cité A. M., pour Seine et Seine-et-Oise.
M. GARGUEN, Directeur de la Clémentine, Assurance Mutuelle des Unions.
M. HOFFER, Directeur de la Fraternelle-Parisiennne, Société des Entrepreneurs, Président du Conseil de la Centrale.
Directeur : M. AUGUSTE THOMAS, Directeur-Adjoint de la Centrale.

LES ADHÉSIONS SONT REÇUES À LA DIRECTION

Rue de Richelieu, n° 408
De la Société A. M., pour Seine et Seine-et-Oise, rue Talbot, n° 18;
De la CLEMENTINE, rue Lafayette, n° 13;
De la FRATERNELLE PARISIENNE, boulevard Montmartre, n° 5;
De la CAISSE GÉNÉRALE, rue de Grammont, n° 10.
De la CENTRE MUTUEL, rue de la Chausse-d'Antin, n° 30.

ET AUX BUREAUX

Paris. — Imprimerie de la République, 2, rue Capécienne, n. 411
Administration de l'Éclairage de Paris, 2, rue Capécienne, n. 411

Au Maire de la ville d'Orléans

Si les ouvrages de défense situés de ce côté-ci de la Loire devalent être endommagés, les habitants sur les propriétés desquels les ouvrages sont situés en seront responsables.

Celui qui se rendra coupable d'un semblable délit *sera puni de mort.*

La Ville réparera, par ses ouvriers, avec ses voitures et à ses frals, tous les dégâts commis : en outre, elle paiera une amende proportionnée au dégât.

LOUIS, Prince de Hesse.

Orléans, le 11 janvier 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté — Égalité — Fraternité

XII^e ARRONDISSEMENT

Mairie de Reuilly

AVIS

Le bombardement, commencé sur plusieurs points de la Ville de Paris, impliquant la nécessité d'assurer la sécurité publique en diminuant autant que possible les causes d'incendie,

Le Maire du XII^e Arrondissement a l'honneur d'informer MM. les propriétaires et entrepositaires du quartier de Bercy des mesures suivantes, qui devront être exécutées dans le délai de deux jours du présent avis :

1^o Les futailles, cerceaux, osiers et autres matières inflammables devront être réunis sur la berge.

2^o Tous les spiritueux actuellement en magasin seront dirigés dans les caves voûtées du chemin de fer de Lyon, pour y être entreposés.

Il pourra être conservé néanmoins, à ceux qui en feront la demande à la Mairie, une quantité qui n'excédera pas 50 hectolitres d'alcool pur; et les quantités entreposées dans les caves ne pourront en sortir qu'en vertu d'une autorisation de la Mairie.

3^o Messieurs les propriétaires ou entrepositaires sont, en outre, tenus d'avoir dans leurs maisons, dans leurs magasins, ou devant leurs portes, des tonneaux remplis d'eau.

Ils devront aussi entretenir le bon état de leurs pompes et des robinets de prise d'eau qui leur est expressément recommandé de garantir de la gelée par tous les moyens possibles.

Des inspecteurs spéciaux seront chargés de s'assurer de l'exécution des présentes mesures.

Paris, le 11 janvier 1871.

Le Maire,

ALFRED GRIVOT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

2^e Arrondissement

BOIS A BRULER

Conformément aux instructions de la Mairie de Paris, les Municipalités des 1^{er} et 2^e Arrondissements ont délégué des bores de 2^e Allées de la rue du Temple, n° 81.

Le premier de ces chantiers a parfaitement fonctionné, quant au second il a été brusquement fermé par son propriétaire, qui a adressé aux Maires des 1^{er} et 2^e Arrondissements, la lettre suivante :

MONSIEUR LE MAIRE,

- « Veuillez me livrer aucun bon de bois vert à recevoir rue du Temple. Malgré les Citations aux maisons à été envoyée par les porteurs de bons, j'en ai vu aucun dans le service, retardé par l'insuffisance de quantité. Je ne recevrai plus un kilo de bois municipal.

« Agrées, Monsieur, mes saluts empressés.

« Signé : LEVY. »

Au reçu de cette lettre, la Municipalité du 2^e Arrondissement a déposé une plainte à la Mairie centrale, et elle est en instance auprès du syndic des marchands de bois pour être mise immédiatement en possession des quantités qui lui sont attribuées.

Le bois sera déposé aux HALLES CENTRALES, PAVILLON N° 3, et la livraison en sera faite directement par les soins de la Mairie aux porteurs de bons que M. Lévy a refusé de satisfaire.

Les Adjoints,

Le Maire,

E. BRELAY, CHÉRON,

LOISEAU-PINSON.

Imprimeur : FALLOUX, pour Karsner, 17, — Bureau pour du Centre, 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

2^e Arrondissement

DISTRIBUTION

DU

COKE ET DU LAIT

La Mairie Centrale de Paris met à la disposition du 2^e Arrondissement, 19 hectolitres de Coke par jour.

Cette quantité si minime ne permettant pas de procéder utilement à une répartition générale entre tous les habitants, la Municipalité a décidé qu'elle serait distribuée gratuitement aux familles les plus nécessiteuses.

Cette distribution sera faite après enquête, par l'Administration des Cantines Nationales du 2^e Arrondissement, dont le siège est actuellement au Palais de la Bourse.

CINQUANTE LITRES DE LAIT

bués chaque jour, à la Mairie, aux Malades et aux Enfants sur la présentation d'un certificat de Médecin.

Les Adjoints,

Le Maire,

E. BRELAY, CHÉRON,

LOISEAU-PINSON.

TIRARD.

Imprimeur : FALLOUX, pour Karsner, 17, — Bureau pour du Centre, 17.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Gouvernement de la Défense nationale

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Dans chacun des vingt arrondissements de Paris, et dans chacune des communes suburbaines actuellement habitées, il sera dressé une liste de chevaux dont la conservation est indispensable pour les transports privés impossibles à effectuer à l'aide de voitures à bras.

ART. 2. Ces listes comprendront un nombre de chevaux proportionnel à la population de chacun des arrondissements et de chacune des communes suburbaines, conformément au dernier recensement, en raison d'environ un cheval par 1,000 habitants, et d'après le tableau suivant :

1 ^{er} arrondissement.....	78 chevaux.	Report.....	1,106 chevaux.
2 ^e idem.....	78 idem.	12 ^e arrondissement.....	100 idem.
3 ^e idem.....	96 idem.	13 ^e idem.....	80 idem.
4 ^e idem.....	96 idem.	14 ^e idem.....	82 idem.
5 ^e idem.....	98 idem.	15 ^e idem.....	93 idem.
6 ^e idem.....	90 idem.	16 ^e idem.....	44 idem.
7 ^e idem.....	69 idem.	17 ^e idem.....	120 idem.
8 ^e idem.....	75 idem.	18 ^e idem.....	134 idem.
9 ^e idem.....	102 idem.	19 ^e idem.....	113 idem.
10 ^e idem.....	141 idem.	20 ^e idem.....	108 idem.
11 ^e idem.....	183 idem.		
A reporter.....	1,106 chevaux.	TOTAL.....	2,000 chevaux.

Le nombre de chevaux à conserver dans chacune des communes suburbaines sera déterminé d'après les mêmes bases, par un arrêté du membre du Gouvernement délégué à l'administration du département de la Seine.

ART. 3. Les chevaux, ainsi réservés, ne seront pas à la disposition de ceux qui auront été autorisés à les conserver. Ils seront à la disposition successive de tous les intérêts privés de l'arrondissement ou de la commune.

Leur emploi quotidien sera déterminé par la mairie.

ART. 4. Pour chaque cheval ainsi désigné, il sera délivré une carte qui servira à établir l'affectation au service des citoyens de l'arrondissement ou de la commune.

ART. 5. Tout prêt, toute transmission et généralement tout emploi abusif de cette carte donnera lieu contre ceux qui s'en seront rendus coupables ou complices à l'application des peines suivantes :

Quinze jours d'emprisonnement;

200 à 1,000 francs d'amende;

Confiscation du cheval à qui la carte était affectée et en vue duquel aura été fait l'emploi abusif de ladite carte.

ART. 6. Les maires des vingt arrondissements de Paris sont chargés de dresser l'état concernant leur arrondissement et de l'adresser au Ministre de l'Agriculture et du Commerce, au plus tard, le lundi 16 au soir.

ART. 7. Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce est chargé d'ailleurs de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 12 Janvier 1871.

Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY, JULES SIMON, EMMANUEL ARAGO,
EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGES.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.
COMMISSION DU GÉNIE CIVIL.

VILLE DE PARIS.

BOMBARDEMENT.

SERVICE

DES

PRESCRIPTIONS ET SECOURS.

RAPPEL DES PRESCRIPTIONS

qui ont été publiées et déposées dans chaque maison de Paris, au commencement du siège, par les soins de la Commission du Génie civil.

I. — Dans chaque maison, à tous les étages, spécialement aux étages supérieurs, dans chaque cour des rues, couraux défoncés, baquets, etc., devront constamment être tenus pleins d'eau ou aura, à côté, des seaux en nombre suffisant : l'approvisionnement devra être en rapport avec l'importance de la propriété. Au moment du bombardement, il sera bon de pincer dans chaque chambre un seau plein d'eau ou tout autre récipient de capacité équivalente.

AVIS ET CONSEILS ET CONSEILS AUX HABITANTS.

Les projectiles qui, en cas de bombardement, tomberont sur la ville, sont des bombes ou des obus. Il n'y a pas de moyen pratique d'empêcher leur pénétration dans les maisons, mais il ne faut pas s'en inquiéter le jour. Grâce à l'étendue de Paris, le nombre des quartiers sur lesquels le bombardement peut être dirigé sera restreint, et nous n'aurons que quelques points de faiblesse à nous occuper. Les maisons construites de façon à ne pas être facilement démolies. Les rues étroites et les étages inférieurs seront généralement à l'abri de l'action directe des projectiles; il sera probablement nécessaire d'évacuer les étages supérieurs dans les quartiers bombardés et de protéger les étages inférieurs contre les effets de projectiles tombant dans les rues ou les cours, en plaçant des matelas entre les persiennes et les fenêtres.

II. — Les puits, pompes, cordes, poulies, etc., seront mis et entretenus en parfait état de service; à côté de chaque puits, on devra placer des réservoirs ou tonneaux défécés.

III. — Dans les maisons où il y aurait des approximations d'essence, d'alcool, de pétrole, etc., on devra placer, à proximité du sable ou de la terre en quantité suffisante pour étouffer le feu. Les tonneaux ou bombes renfermant ces matières doivent toujours rester dans les caves, et autant que possible être enterrés.

Les dépôts de poudre, cartouches et autres substances inflammables devront prendre la plus grande précaution pour les abriter et les tenir au cas d'urgence.

IV. — Les approvisionnements de bois et de toute autre matière combustible qui seraient déposés dans les cours des maisons d'habitation devront être enlevés ou descendus dans les caves. En cas d'impossibilité, il faudra placer des réservoirs, des tonneaux pleins d'eau ou, à côté, des seaux en nombre suffisant.

On devra maintenir à proximité des aspiraux de caves, des sacs de terre ou des volets permettant de fermer complètement ces ouvertures, en cas d'incendie.

V. — Dans l'intérieur des appartements, les rideaux et tentures, on étouffera autres que celles en laine ou en soie, devront être retirés au moment du danger.

VI. — Il faut absolument enlever des greniers et autres pièces de dehors des étages supérieurs, les caisses, amas de bois et matières facilement inflammables. Ces emplacements, ordinairement encombrés, sont les plus exposés et exigent le plus de précautions.

VII. — Afin de permettre l'accès immédiat des logements, dans le cas de pénétration de projectiles ou d'un commencement d'incendie, les personnes qui s'abriteront, même momentanément, devront remettre leurs clefs chez le concierge.

Les clefs des maisons ou appartements non occupés devront également être déposées chez les concierges ou chez les voisins.

VIII. — Dès qu'un commencement d'incendie se manifeste, il faut prévenir immédiatement le poste de pompiers le plus voisin et maintenir fermées les portes, fenêtres et cheminées.

IX. — Dans toutes les maisons, il devra être ménagé un moyen facile d'arriver sur les toits.

X. — Les planches, madriers et autres pièces mobiles, faisant partie des échafaudages des maisons en construction, seront descendus dans les caves, ainsi que les bûches de charpente et de menuiserie non encore utilisées. Des tonneaux défectueux et pleins d'eau seront disposés à proximité.

La plupart des obus éclatent par le choc, au moment même de leur chute. On évite leurs effets meurtriers en se précipitant à plat ventre, si on n'a pu au temps du saut mettre à l'abri derrière un mur ou un meuble solide. Ils commencent rarement l'incendie et seulement quand l'explosion a lieu tout près de matières inflammables.

L'examen de ceux qui ont été lancés sur Paris jusqu'à présent a montré qu'ils renferment plusieurs cylindres de roche à feu, sortes de tubes en cuivre rouge ou en plomb, gros comme le doigt et longs de 6 centimètres environ, remplis d'une composition fusante qui fournit des flammes blanches d'une certaine durée après l'explosion de l'obus. Ces cylindres ne sont dangereux que lorsqu'ils tombent sur des matières aisément inflammables.

Il est, en tous cas, absolument nécessaire d'aller se rendre immédiatement de l'effet d'une explosion d'obus.

On doit craindre également l'emploi des obus incendiaires spéciaux qui, en général, ne font pas explosion; ils sont remplis d'une composition volatile qui fournit par plusieurs ouvertures, des jets violents de flammes très-puissantes. Ces obus incendiaires se distinguent facilement des autres, surtout la nuit, parce qu'ils sont lumineux. On pourrait peut-être s'en approcher sans danger; mais néanmoins il est de toute prudence et il est bien recommandé d'attendre que leurs flammes propres aient cessé de se dégaier, avant de venir étouffer les objets qu'ils auront enflammés. On étouffait, du reste, difficilement avec de l'eau le projectile lui-même pendant l'émission des flammes.

Pour remédier de suite aux commencements d'incendie qui pourraient se produire, il est recommandé d'avoir sous la main une couverture, une toile d'emballage ou autre toile toujours mouillée, un balon muni à une de ses extrémités d'une grosse éponge ou d'un tampon de linge imbibé d'eau.

On prie les propriétaires, dans un but de secours réciproques, de rechercher et d'établir les moyens de communications possibles, par les cours ou les jardins, entre les luminaires indigènes, afin de faciliter l'accès des maisons, pour le cas du bombardement des rues dans le cas de leur longueur.

Il est à désirer que dans les quartiers où tombent des projectiles, les portes des maisons ou immeubles restant entières pendant tout le temps du bombardement, afin que les personnes appelées à dehors par leurs services ou leurs affaires puissent se mettre à l'abri.

TELEGRAMM

Angelommen zu Orléans, den 12^{ten} Januar 1871.

Prinz Ludwig von Hessen, Orléans.

Nach mehrtaegigen, hartnaeckigen Gefechten, in welchen ueber 8000 Gefangene, 7 Mitrailleusen, 4 Kanonen, und 2 Fahnen in unsere Haende fielen, wurde heute Le Mans genommen.

Viele Gefangene und grosse Vorrathe erobert.

Feindliche Armee im Rueckzuge.

Der General Feldmarschall,

Zog : FRIEDRICH KARL,

Prinz von Preussen.

Traduction :

TELEGRAMME ARRIVÉ A ORLÉANS LE 12 JANVIER 1871.

Prince Louis de Hesse, à Orléans,

Après des combats opiniâtres qui ont duré plusieurs jours et dans lesquels plus de 8.000 prisonniers, 7 mitrailleuses, 4 canons et deux faucons, sont tombés entre nos mains, Le Mans a été pris aujourd'hui.

Nous avons fait beaucoup de prisonniers, et pris beaucoup de provisions. L'armée ennemie est en retraite.

Le Général Feldmaréchal,

Signé : FREDERIC CHARLES,

Prince de Prusse.

AVIS AUX COCHERS

On sait combien il est difficile de faire sortir les chevaux d'une écurie pendant que les bâtiments environnants sont en feu. Il y a un moyen bien simple, mais auquel on ne penserait jamais en pareilles circonstances, c'est de les seller; une fois sellés, vous les conduisez hors de l'écurie sans la moindre difficulté. (Extrait du journal *La Liberté*).

Imprimerie centrale des chemins de fer. — A. CHAIX ET C^e, rue Bergère, 20, à Paris. — 13073-0

Mairie de Saint-Denis

Avis aux habitants

En vue d'un bombardement possible, et dans l'intérêt de la sécurité publique, il est expressément recommandé à la population de prendre de suite les principales dispositions suivantes :

- 1^o Tenir entr'ouvertes les portes cochères et d'allée donnant sur la voie publique.
- 2^o Descendre dans les caves le bois, le charbon et autres matières combustibles.
- 3^o Disposer des tonneaux et boquets remplis d'eau à tous les étages des maisons, dans les cours et sur les trottoirs.
- 4^o En cas d'absence même momentanément, remettre les clés de l'appartement ou logement chez le concierge.
- 5^o Préparer à l'avance les caves des maisons afin de pouvoir s'y réfugier au besoin.
- 6^o Laisser pénétrer dans les maisons les officiers du Génie chargés d'établir des communications intérieures.
- 7^o Lorsqu'un objet tombe sur un immeuble, vérifier immédiatement s'il y a un commencement d'incendie. Il suffit souvent de quelques seaux d'eau pour éteindre le feu.
- 8^o Prévenir le poste de sapeurs-pompiers le plus voisin.

Saint-Denis, le 12 janvier 1871.

*Le Maire,
MOREAUX.*

République Française
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ
MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

AVIS

La MUNICIPALITÉ du XIV^e Arrondissement porte les Avis suivants à la connaissance de ses Concitoyens :

1^o D'accord avec la Commission des Barricades, représentée par M. Ch. FIQUET, Délégué au 8^e Secteur, un Bureau permanent est ouvert, de nuit comme de jour, à la Mairie. Les Citoyens dont les habitations auront souffert y trouveront des Architectes et des Ingénieurs prêts à faire exécuter d'urgence les travaux d'étalement et de consolidation dans les bâtiments atteints.

2^o Les propriétaires doivent faire placer à tous les étages des tonneaux ou réservoirs pleins d'eau, et dans leur cour des tas de sable. Visite va être faite de tous les immeubles, et procès-verbal dressé contre ceux qui auront négligé ces précautions.

3^o Une Ambulance volante est établie place de la Mairie, à l'École communale des Filles. Un Médecin y est de service toute la nuit.

4^o Les concierges des maisons atteintes par un projectile, sont tenus d'en faire la déclaration à la Mairie. A défaut de concierge, ce soin incombe au propriétaire, principal locataire ou gérant.

5^o En cas d'incendie, s'adresser aux postes de Pompiers :

Marché-aux-Chevaux (4, Boulevard d'Enfer) — Rue Saint-Médard, 1.

Rue du Couédic.

Rue Boulard, 36 (pompe à vapeur).

Rue Sainte-Eugénie.

Rue Dareau, 1.

Rue Meignan, 7.

Paris, le 12 Janvier 1871.

Les Adjoints,

HÉLIGON — NÈGRE — PÉLIN.

Le Maire du XIV^e Arrondissement,

LOUIS ASSELINE.

AVIS.

Des attroupements ont eu lieu hier à la sortie des ateliers de la ville. La population ouvrière d'Amiens, qui jusqu'à présent a fait preuve de cet esprit d'ordre que tout bon citoyen doit considérer comme son premier devoir, est exhortée à s'abstenir de toute agitation.

Les patrouilles militaires et les gendarmes ont ordre de disperser par la force et sans sommation préalable, les attroupements et à faire taire de même les cris et les chants.

Tout individu qui s'opposerait à une patrouille ou à un gendarme serait arrêté et jugé d'après les lois militaires.

Amiens, le 12 Janvier 1871.

Le Général-Major et Commandant,

Von RUVILLE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DU 8^e ARRONDISSEMENT

Le Maire du 8^e Arrondissement prévient ses Administrés qu'il a été mis à sa disposition, par les soins du Ministre de l'Agriculture, une certaine quantité de pommes de terre, riz, fromages, etc.

Ces provisions seront réparties entre tous les habitants de l'arrondissement, dans les mêmes conditions que la viande, sur la présentation des mêmes cartes, et proportionnellement au nombre de rations.

La vente en sera faite dans quatre boutiques qui seront prochainement indiquées par une affiche mise à la porte de chaque boucherie, et qui désignera les jours et lieux où chaque porteur de cartes devra être servi.

Il sera alloué pour chaque ration :

OU 50 GRAMMES DE FROMAGE,
OU UN DEMI-KIL. DE POMMES DE TERRE,
OU 250 GRAMMES DE RIZ, ETC.

Cette vente ne changera rien aux conditions actuelles de la vente de la viande. C'est un supplément d'aliments.

Le Maire, CARNOT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. Égalité. Fraternité.

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

RÉVOCATION

D'UN

MAIRE INDIGNE

Nous, PRÉFET de la Haute-Loire,

Vu le procès-verbal de la gendarmerie, constatant que le sieur TRONCHÈRE, maire de Pébrac, a insulté les gendarmes qui venaient chercher son fils, garde mobile réfractaire :

Vu les rapports de M. le Sous-Préfet de Brioude et de M. le Trésorier-Payeur général;

Considérant que M. TRONCHÈRE, chargé, comme maire, de faire exécuter la loi, s'est rebellé contre les agents de la force publique dans l'exercice régulier de leurs fonctions;

Considérant qu'il n'a cessé de provoquer ses administrés au refus de payer la surimposition, et qu'il s'est rendu coupable de désobéissance aux décrets du Gouvernement;

Considérant qu'il a fait acte de mauvais citoyen, complice des ennemis de la France,

ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER. — M. TRONCHÈRE, maire de Pébrac, est révoqué comme indigne.

ART. 2. — M. le Sous-Préfet de Brioude est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans toutes les communes du département de la Haute-Loire, et sera inséré au *Recueil des actes administratifs*.

Fait et arrêté au Puy, le 12 janvier 1871.

Le Préfet de la Haute-Loire,
HENRI LEFORT.

MINISTÈRE DES FINANCES.

OBLIGATIONS DU TRÉSOR PUBLIC.

LOI DU 21 JUIN 1857, DÉCRET DU 22 DÉCEMBRE 1858 ET DE LA LOI DU 2 JUILLET 1861.

AVIS.

Le vendredi 20 janvier prochain, à midi, il sera procédé publiquement, au Ministère des Finances, corridor de l'Ouest, 1^{er} étage, salle n° 2, au tirage des trois séries d'obligations du Trésor public émises en vertu des loi du 23 juin 1857, décret du 22 décembre 1858 et loi du 2 juillet 1861.

A ce tirage, il sera extrait des roues 19,624 numéros d'obligations.

Le remboursement, au capital de 500 francs, des obligations désignées par le sort, sera fait à la Caisse centrale du Trésor public, à partir du 20 juillet suivant.

Les obligations qui auraient été converties en rentes 3 p. 0/0, en conformité de l'article 5 de la loi du 12 février 1862, ne donneront lieu à aucun remboursement.

PRÉFECTURE DE L'ORNE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

PROCLAMATION

AUX

HABITANTS D'ALENÇON

Un certain nombre de fuyards venant du Mans pénétrèrent dans Alençon, y jetèrent le trouble et y provoquèrent des paniques. La plupart de ces hommes sont un danger dans un pareil moment.

Le général Chanzy a prescrit de ne pas les laisser entrer dans la ville, et, au besoin, de faire sur eux des exemples nécessaires.

Le Mans a été évacué par notre armée qui s'est retirée en bon ordre.

Nous ne connaissons pas encore la marche précise de l'armée ennemie. Nous pensons toutefois, mais sans en avoir la certitude, qu'Alençon ne sera pas sitôt souillé par la présence de l'étranger. Mais, quoi qu'il arrive, si, après avoir défendu pied à pied les positions occupées par nos troupes, après avoir fait notre devoir, nous étions renversés par la force brutale, le Gouvernement compte sur le sang-froid de la population Alençonnaise.

Dans une pareille hypothèse, la peur qui engendre le désordre ne fait jamais que des victimes. Avons-nous besoin

d'ajouter que nous sommes disposés à nous défendre les armes à la main jusqu'aux portes de la ville.

La Garde nationale est composée de citoyens soucieux, je pense, de leur dignité et de leur honneur. Ils n'imiteront pas ces âmes pusillanimes qui cherchent dans l'existence de leur prétendue faiblesse un prétexte pour se soustraire à la mort.

Citoyens, si les Prussiens viennent jamais coucher dans nos lits, il faut que l'on puisse dire d'Alençon qu'elle fut vraiment digne de la République, de la Patrie et de la Liberté.

Quant à votre Préfet, il ne se retirera que quand il sera bien constaté que l'honneur et le droit n'ont rien pu contre la force.

Citoyens, un grand homme a dit : « L'adversité est notre mère ; la prospérité n'est que notre marâtre. »

Le jour n'est pas loin, je vous le jure, où la mère engendrera. Il n'y a pas de droit contre le droit. Les Prussiens ne peuvent tarder à en faire l'expérience.

Alençon, 13 Janvier 1871, — minuit.

Le Préfet de l'Orne,
Antonin DUBOST.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

AVIS.

Les précédents avis relatifs aux blés, seigles et farines ont fait conduire dans les dépôts indiqués une quantité importante de denrées. Cependant plusieurs agriculteurs n'ont pas encore effectué le transport de tous leurs produits, voulant sans doute réserver leurs semences de printemps.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce rappelle que les blés de semence sont soumis à la réquisition comme tous les autres blés. En conséquence, il invite les détenteurs de ces blés à les conduire immédiatement à la Halle au blé. Il les informe qu'une commission d'expertise a été désignée pour apprécier ces denrées aussitôt après leur réception, afin que le paiement ait lieu immédiatement, à la Halle même. Les blés seront estimés à leur valeur, comme blés de semence.

Paris, le 13 Janvier 1871.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Janvier 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

AVIS.

Il est interdit aux Boulangers de vendre du pain aux personnes qui n'appartiennent pas à leur clientèle ordinaire, ou qui ne sont pas munies d'une carte d'alimentation attestant qu'elles habitent le quartier.

Paris, le 13 Janvier 1871.

Le Membre du Gouvernement, Maire de Paris,
JULES FERRY.

3 IMPRIMERIE NATIONALE. — Janvier 1871.

SALLE HERZ

Rue de la Victoire, 48

DIMANCHE 15 JANVIER 1871

Les portes ouvriront à 1 heure. On commencera à 1 heure 1/2 précises

MUSICALE ET LITTÉRAIRE

ORGANISÉE

par la 1^{re} Cie du 6^e Bataillon

AU PROFIT

DE SES COMPAGNIES DE GUERRE

AVEC LE CONCOURS DE MESDAMES

AGAR

MARIE ROZE

De la Comédie-Française

De l'Opéra

DE MADEMOISELLE

RACHEL VAN LIER

1^{er} Prix du Conservatoire

ET DE MESSIEURS

DEPASSIO, J. LEFORT, AURÈLE

Du Théâtre Lyrique

Des Variétés

SIGBICELLI, TAFFANEL, LALLIET

De l'Opéra

De l'Opéra

Le piano, de la maison Henri Herz, sera tenu par M. V. BOULARD

PRIN DES PLACES :

Pourtour, 1 fr. — Stalles du parquet, 3 fr. — Stalles d'orchestre numérotées, 4 fr. — Estrade, 4 fr.

On trouve des billets à la SALLE HERZ, chez MM. ROUGET, 43, rue Tail-
bout; JULY, 8, rue de la Chaussée-d'Antin; HET, éditeur de musique, 10,
rue de la Chaussée-d'Antin; et chez les principaux éditeurs de musique.

Paris — Imp. de DUBUSSON et C^e, rue Capécure, 3. — 640
Administration de l'Enseignement, E. BÉNET, rue d'Alençon, 3.

SOCIÉTÉ DE SECOURS AUX VICTIMES DE LA GUERRE

DIMANCHE 15 courant, à UNE heure de l'après-midi

VENTE PUBLIQUE

AU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Rue de Grenelle-Saint-Germain, 110

À DEUX HEURES VENTE AUX ENCHÈRES DE

SIX AGNEAUX & SIX PORCS

LUNDI 16, À UNE HEURE, VENTE SPÉCIALE DE

TABLEAUX, DESSINS ET OBJETS D'ART

Le produit de la vente sera consacré, par moitié, à l'achat de Couvertures, de Gants, de Passe-
Montagne pour les Compagnies de guerre, et par moitié aux Victimes de la guerre.

Paris — Imprimerie DUBUSSON et C^e, 3, rue Capécure, 300.

SOCIÉTÉ POUR L'INSTRUCTION ÉLÉMENTAIRE
Fondée en 1813
RECONNUE ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

(Ordonnance de 29 avril 1831)

DIMANCHE 15 JANVIER 1871, à 2 heures précises,
Rue Hautefeuille, 1 bis

CONFÉRENCE PUBLIQUE
ET GRATUITE

SUJET À TRAITER :

DE L'INSTRUCTION POPULAIRE

- 1^o **SOUS LA CONVENTION**, par M. André ROUSSELLE;
- 2^o **DEPUIS LA CONVENTION**, par M. Gustave FRANCOLIN;
- 3^o **DANS L'AVENIR**, par M. LEBLOND.

Le Secrétaire général,
Charles DEFODON. CARNOT, REMOIVILLE, LEBLOND.
Le Président,

NOTA. — Les cours normaux, publiés et gratuits, fondés par la SOCIÉTÉ POUR L'INSTRUCTION ÉLÉMENTAIRE, et destinés aux dames et aux jeunes personnes, ont lieu tous les jours, rue Hautefeuille, 1 bis.

Paris.—Imprimerie Paul DUPONT, rue des Jeûneurs-8, vis-à-vis, 31 — 85.1 7

PRÉFECTURE DE L'OISE.

Le Préfet royal du Département de l'Oise, à Messieurs les Maires.

Vu que les Employés de l'administration publique ont quitté leur poste;

Vu qu'une administration réglée en tant que les circonstances le permettent est dans l'intérêt des habitants du département;

Nous arrêtons :

ARTICLE 1^{er}.

MM. les Maires sont munis de leurs fonctions, en tant qu'il sera nécessaire.

ARTICLE 2.

MM. les Maires des chefs-lieux des cantons fonctionneront en outre comme organes de transmission, de notification, d'information, de surveillance et de contrôle dans les communes de leur canton, et ils seront investis de l'autorité nécessaire de commandement.

ARTICLE 3.

Le recours direct au Préfet est libre dans tous les cas que les Maires ou les particuliers ont lieu de se plaindre des dispositions des Maires.

ARTICLE 4.

Nous prêterons main-forte à MM. les Maires en cas d'opposition contre cette augmentation de leurs pouvoirs.

Beauvais, le 15 Janvier 1871.

Baron DE SCHWARTZKOPPEN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Vu le décret du 29 Septembre 1870;

Vu le décret du 1^{er} Octobre 1870;

Considérant que plusieurs détenteurs de farines n'ont pas fait la déclaration parce qu'ils considéraient les quantités en leur possession comme trop minimes et composant seulement un approvisionnement de ménage,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Tout détenteur de farines est soumis à la réquisition pour les quantités excédant *cinq kilogrammes* par ménage au maximum.

ART. 2. Réquisition est faite, au nom du Gouvernement de la Défense nationale, de toutes les quantités de farines excédant *cinq kilogrammes* par ménage.

ART. 5. Déclaration de ces quantités de farines devra être faite avant le *Mardi, 17 Janvier, 4 heures du soir*, par lettre adressée au Ministre du Commerce (bureau des Subsistances), 60, rue Saint-Dominique-Saint-Germain.

ART. 4. Toute déclaration inexacte ou toute dissimulation donneront lieu, contre ceux qui s'en seront rendus coupables ou complices, à la peine de la confiscation édictée par la loi du 19 Brumaire an III.

ART. 5. Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Paris, le 13 Janvier 1871.

Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON,
EUGÈNE PELLETAN, EMMANUEL ARAGO, ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Egalité — Fraternité

10^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

Le public est prévenu qu'à partir du **LUNDI 16 JANVIER**,
il sera délivré aux Boucheries spécialement ouvertes à cet effet,

de l'HUILE d'OLIVE du CHOCOLAT et du CAFÉ

à toute personne munie d'une Carte
de rationnement du 10^e arrond'.

Chaque personne pourra recevoir de l'Huile ou du Chocolat
à son gré, mais sera tenue de prendre en même temps une
quantité égale de Café.

LE KILOGRAMME			
Le prix de l'huile d'olive est de 5 ^{Fr.}			
»	du chocolat,	»	4
»	du café,	»	3

LES BOUCHERIES AFFRÉTÉES A CETTE DISTRIBUTION SONT LES SUIVANTES :

96, Boulevard Magenta.
15, Rue Corbeau.
70, Rue des Marais.
48, Faubourg Saint-Denis.

33, Rue d'Enghien.
252, Rue Saint-Maur.
88, Rue du Château-d'Eau.
188, Faubourg Saint-Martin.

Le Maire, **R. DUBAIL.**

ERN. BRELAY, A. MURAT, DEGOUVE DENUNCQUES, Adjointes.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^E ARRONDISSEMENT.

AVIS

En présence des périls nouveaux que le bombardement de Paris fait courir à notre arrondissement, la Municipalité invite les citoyens à conserver le sang-froid dont ils ont fait preuve jusqu'ici. Elle a pris toutes les mesures générales de précaution qui sont de son ressort, telles que celles qui tendent à prévenir les rassemblements, à combattre les incendies ou le danger des écroulements; mais ces mesures, pour être efficaces, doivent être secondées par le concours et l'initiative de tous les citoyens. La Municipalité les engage spécialement à se conformer aux prescriptions suivantes :

Abandonner les étages supérieurs, se réfugier dans les étages inférieurs des maisons qui ont quatre ou cinq étages; se réfugier dans les caves des maisons qui ont une hauteur moindre.

Les citoyens qui, par leur devoir ou leurs occupations ne sont pas retenus dans notre quartier, trouveront asile dans les arrondissements du centre de Paris. Ils devront, pour cela, s'adresser aux Mairies de ces arrondissements, après avoir fait leur déclaration à la Mairie du 6^e.

Les Adjoints,

JOZON, LE ROY, LAUTH.

Le Maire,

Ch. HERISSON,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

RÉQUISITION

DES CHEVAUX.

AVIS.

PAR SUITE DU BOMBARDEMENT,

et à partir du 13 janvier inclusivement,

Le Marché aux Chevaux de Boucherie se tiendra désormais

A l'Abattoir de la Villette,

RUE DE FLANDRE,
tous les jours, de 10 à 4 heures.

On rappelle que les chevaux amenés spontanément donnent lieu à l'allocation *d'un prix fort*,

Et en outre à une *prime de dix francs* par cheval.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Janvier 1971.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE PARIS. — 4^{me} ARRONDISSEMENT

AVIS

LE MAIRE,

Considérant que des personnes étrangères au 4^e Arrondissement et des divers quartiers de Paris, se portent chez nos Boulangers, dont ils épuisent subitement l'approvisionnement du jour, en pain,

ARRÊTE :

Chaque consommateur, à partir de ce jour, venant chez un Boulanger du 4^e Arrondissement pour prendre sa fourniture de pain, ne sera servi que sur la présentation de sa Carte de Boucherie.

Paris, le 13 Janvier 1871.

LE MAIRE : **VAUTRAIN.**

DE CHATILLON,
CH. CALLON, } Adjoints.
CH. LOISEAU. }

Paris.—Typ. VERT Gires, 6, rue François-Miron.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^E ARRONDISSEMENT DE PARIS.

AVIS

En vue d'empêcher les approvisionnements exagérés de pain que font certaines personnes, et de réserver, autant que possible, aux habitants du 6^e arrondissement, le pain qui y est fabriqué,

La Municipalité, en conformité des assurances qu'elle a reçues du Gouvernement relativement à l'approvisionnement régulier des boulangers de Paris,

ARRÊTE :

A partir du 15 janvier, les boulangers du 6^e arrondissement ne pourront délivrer le pain que sur la présentation d'une carte de boucherie et en percevant la case correspondante au jour de la livraison.

Jusqu'à 9 heures du matin, ils ne délivreront de pain qu'aux porteurs de cartes de boucherie du 6^e arrondissement.

A partir du 18 janvier et à quelque heure de la journée que ce soit, ils ne délivreront de pain, sans autorisation spéciale, qu'aux habitants du 6^e arrondissement.

Dans tous les cas, il ne sera pas délivré de pain sur une carte déjà percée au jour de la présentation.

Les consommateurs sont instamment priés de ne prendre que la quantité de pain nécessaire à eux et à leur famille.

Paris, le 14 janvier 1871.

Les Adjoints,

Paul JOZON, Albert LEROY, Ch. LAUTH.

Le Maire,

HÉRISSON.

Monsieur _____

rue _____

à Amiens.

Amiens. Imp. de Louis B. Faart.

Malgré l'exhortation du 7 Janvier vous continuez de tenir votre Magasin fermé. Je vous préviens s'il ne sera pas ouvert demain & les jours suivants, depuis 9 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir, vous serez considéré comme ne voulant plus exercer votre commerce & on disposera de vos marchandises selon les besoins de la ville.

Il ne suffit pas de tenir les portes ouvertes & les volets fermés.

Amiens, ce _____ 1871.

Le Préfet de Police,

Schulz Major.

Par Jugement du Conseil de guerre du 12 de ce mois, le nommé **DEVAUX** Athanase a été condamné à neuf mois de prison, pour avoir gravement blessé, avec un instrument tranchant, un soldat, et il subira sa peine en Prusse.

Sannois, le 14 Janvier 1871.

V. SCHOELER.

Argemont. — Imprimerie P. WORMS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^E ARRONDISSEMENT

Avis relatifs au bombardement.

Les citoyens du 6^e arrondissement sont priés, en vue de conjurer efficacement les dangers du bombardement, de se conformer aux indications suivantes :

En cas d'INCENDIE :

Prévenir immédiatement l'un des postes de pompiers établis dans l'arrondissement, savoir :

Rue du Vieux-Colombier, 11 (poste central).

École des Beaux-Arts.

Palais du Luxembourg.

Eglise-Notre-Dame-des-Champs.

Boulevard Mont-Parnasse.

Ecole des mines.

Couvent des Carmes, rue d'Assas, 19 (poste auxiliaire des pompiers de Meudon).

On peut aussi s'adresser à la Mairie,

Aux postes de Gardes nationaux établis :

Aux bureaux du chemin de fer de Lyon, rue Bonaparte, 59.

Au collège Stanislas, rue Notre-Dame-des-Champs, 22.

A l'Odéon, de 8 heures du soir à 5 heures du matin.

Où encore, aux postes les plus proches des arrondissements voisins, spécialement à ceux établis :

A la Mairie du 7^e arrondissement.

Au boulevard Mont-Parnasse, 82.

Aux petites voitures, boulevard d'Enfer, 37.

En cas d'ÉCROULEMENT ou de danger d'écroulement de maisons ou autres édifices :

S'adresser au bureau d'architectes et d'ingénieurs établi à la Mairie par les soins de la Commission des barricades

En cas de BLESSURES ou d'accidents arrivés aux personnes :

S'adresser à l'un des deux bureaux médicaux établis par les soins des ambulances volantes du 6^e arrondissement :

A la Mairie.

Au collège Stanislas.

En cas de DÉSORDRES ou **TUMULTE** :

S'adresser aux postes de la Garde civique établis

A la Mairie.

Rue des Missions.

Rue Christine.

Rue des Saints-Pères.

Où encore, aux postes de Gardes nationaux :

Aux bureaux du chemin de fer d'Orléans. | Au collège Stanislas. | A l'Odéon (service de nuit).

Paris, 14 janvier 1871.

Les Adjoints,
JOZON, LE ROY, LAUTH.

Le Maire,
Ch. HÉRISSON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 2^{me} ARRONDISSEMENT

BOMBARDEMENT

Le Bombardement ayant redoublé d'intensité les habitants des quartiers atteints se réfugient dans le centre de Paris.

Il importe de leur accorder une fraternelle hospitalité; en conséquence, les propriétaires du 2^{me} Arrondissement qui ont des locaux vacants sont instamment priés d'en faire de suite la déclaration à la Mairie qui délivrera des billets de logement aux réfugiés qui lui en feront la demande.

Les Adjoints,

**E. BRELAY, CHÉRON,
LOISEAU-PINSON.**

Le Maire,

TIRARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ
MAIRIE DU 14^E ARRONDISSEMENT

TRIPERIE

AVIS AU PUBLIC

Afin d'éviter le stationnement dans la rue, toujours préjudiciable, tant au point de vue de l'hygiène qu'à celui de l'ordre public, nous avons cru devoir diviser la clientèle présomée de chaque Triperie de l'Arrondissement en trois séries, composées chacune de quarante personnes, ce qui fait un total de cent vingt. Les séries seront différenciées par la couleur de la carte, laquelle devra porter le numéro d'ordre et le nom du Tripier. La vente des abats s'effectuera quotidiennement à partir de huit heures du matin, et chaque série aura son jour particulier de livraison; c'est-à-dire, qu'à l'exemple des Boucheries, les cent vingt clients d'une Triperie seront servis en trois jours. Ainsi, **la 1^{re} série, cartes vertes (de 1 à 40), le premier jour; la 2^e série, cartes roses (de 1 à 40), le deuxième, et la 3^e série, cartes blanches (de 1 à 40), le troisième**, pour reprendre ensuite la 1^{re} série, cartes vertes.

A chaque retour d'une série, l'ordre numérique sera renversé [de 40 à 1], afin que toute personne puisse, une fois sur deux, avoir le choix des articles mis en vente.

Les inscriptions de la 1^{re} série [verte] auront lieu Lundi 16 Janvier 1871; celles de la 2^e série [rose], Mardi 17 et celles de la 3^e série [blanche], Mercredi 18. Toutes les inscriptions, à leur jour indiqué, se feront de 10 heures à midi et sur la présentation de la carte de Boucherie.

Les inscriptions seront reçues jusqu'à concurrence de quarante personnes, les premières arrivées, pour chacune des trois séries, et le fonctionnement de ce mode de vente commencera Jeudi prochain.

Les cartes seront retirées à la personne qui aura pris inscription dans plusieurs Triperies, ou dans la même sous des noms d'emprunt, et il lui sera refusé, à l'avenir, toute inscription dans les Triperies de l'Arrondissement.

Cette mesure est une expérience faite par la Municipalité, qui ayant déjà obtenu la suppression des queues aux Boucheries, est averti d'en voir se reproduire aux portes des Triperies; et si cette expérience est affirmative, la clientèle de chaque Triperie sera renouvelée le plus souvent possible afin de donner satisfaction à un grand nombre de consommateurs.

Paris le 15 Janvier 1871.

Les Adjoints
HÉLIGON — NÈGRE — PÉRIN.

Le Maire
Louis ASSELINE.

VILLE DE PARIS
XII^e Arrondissement — Mairie de Reuilly
OUVERTURE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE

Le Maire du XII^e Arrondissement a l'honneur d'informer ses Administrés que la **BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE** sera ouverte, à dater du 20 Janvier courant, *place de la Nativité, n. 3* (Annexe de la Mairie), tous les jours de la semaine, de 7 heures à 10 heures du soir, et les Dimanches, de midi à 3 heures.

Pour faciliter la Lecture ou l'Etude aux personnes qui seraient empêchées de fréquenter la Bibliothèque, les Livres pourront être prêtés à l'extérieur, dans les conditions prescrites par le règlement (Voir l'extrait ci-dessous).

Le Fonds de la Bibliothèque, augmenté par beaucoup d'Offrandes particulières, permet déjà de mettre à la disposition des Lecteurs un grand nombre de bons Ouvrages ; néanmoins, le Maire fait un nouvel appel à tous ses Concitoyens, pour les prier de secourir ses efforts, par des dons de Livres ou d'argent destinés à développer cette utile Fondation.

Les Dons ou Avis de Dons sont reçus à la Mairie, et par ses Membres de la Commission de la Bibliothèque :

MM. Eugène **MULLER**, Homme de Lettres, Président, c. de Bervy, n. 232.

Edouard **JARZEN**, Economiste à l'Hôpital Sainte-Eugénie, Secrétaire, rue de Charcolon, n. 88.

ANDRIEU, Docteur-Médecin, rue de Bervy, n. 17.

ZUGAND, ancien élève de l'Ecole normale, rue de Lyon, n. 43.

Les Adjointés,

J. PROUST, GUILLAUMET, COLIN.

Le Maire,

ALFRED GRIVOT.

EXTRAIT DU RÈGLEMENT

Art. 7. — Pour être admis au prêt à l'extérieur, il faut avoir son domicile dans l'Arrondissement et justifier de son identité, ou se faire présenter par un lecteur déjà admis au prêt.

Art. 8. — La durée extrême du prêt est rigoureusement fixée à deux semaines.

Art. 9. — Le prêt à l'extérieur ne peut s'appliquer qu'à des ouvrages comportant plus de deux volumes, et aux livres dont le remplacement, en cas de perte ou de détérioration, serait reconnu comme impossible.

Art. 10. — Le prêt à l'extérieur ne peut s'appliquer qu'à des ouvrages comportant plus de deux volumes, et aux livres dont le remplacement, en cas de perte ou de détérioration, serait reconnu comme impossible. Le prêt à l'extérieur ne peut s'appliquer qu'à des ouvrages comportant plus de deux volumes, et aux livres dont le remplacement, en cas de perte ou de détérioration, serait reconnu comme impossible. Le prêt à l'extérieur ne peut s'appliquer qu'à des ouvrages comportant plus de deux volumes, et aux livres dont le remplacement, en cas de perte ou de détérioration, serait reconnu comme impossible.

Art. 11. — Le prêt à l'extérieur ne peut s'appliquer qu'à des ouvrages comportant plus de deux volumes, et aux livres dont le remplacement, en cas de perte ou de détérioration, serait reconnu comme impossible.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^{me} ARRONDISSEMENT

OUVERTURE

DES PORTES DES MAISONS

Pendant le Bombardement

Plusieurs accidents déplorables sont arrivés par suite de l'insouciance de la mesure qui ordonne de tenir toutes les portes donnant sur la voie publique entr'ouvertes pendant la période du bombardement. Des personnes qui auraient eu le temps de trouver ainsi un refuge ont été atteintes par des éclats d'obus, faute d'avoir pu ouvrir en temps utile les portes en question. Rien ne saurait excuser la résistance des propriétaires et concierges, même fondée sur la crainte des maraudeurs, quand cette résistance compromet la vie des citoyens.

En conséquence, la Municipalité insiste énergiquement pour que toutes les portes donnant sur la voie publique soient entr'ouvertes dans les quartiers soumis au bombardement, de 7 h. du matin à 11 h. du soir.

Elle n'hésitera pas à prendre contre les récalcitrants les mesures les plus rigoureuses, qui pourront aller jusqu'à l'enlèvement de la porte ou d'un de ses battants.

Les gardes civiques et gardes nationaux de service sont chargés d'exécuter cette mesure; ils signaleront à la Mairie les infractions qui y seront commises.

Paris, 16 janvier 1917.

Le Adjoint,

JOZON, LE ROY, LAUTH.

Le Maire,

HÉRISSON.

Paris. — Typ. A. PARENT, rue Moulins-de-France, 31.

République française
MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

TARIFS GÉNÉRAUX

APPLIQUES, SANS EXCEPTION AUCUNE, AUX
PRODUITS ALIMENTAIRES

Vendus dans le XIV^e Arrondissement, sous le contrôle de l'Administration.

BOUCHERIE

Vlande de cheval

Filet.....	3 fr. le kilo.			Collier.....	
Tende de tranchée ..				Poitrine et flancet.....	
Culotte.....				Gites de jambes.....	
1 ^{re} catégorie Gilte à la noix.....	2 fr. le kil.	3 ^{re} catégorie		Plats de côtes.....	50 c. le kil.
Tranche grasse.....				Sarlonges.....	
Aloyau ou faux-filet.....				Joues.....	
Paleron.....					
2 ^{de} catégorie Côtes.....					
Talou de collier.....	1 fr. 50 le kil.				
Havette d'ayou.....					
Rognons et panne de graisse.....					

La ration réglementaire est de 30 grammes par bouche et par jour dont 20 % d'os, (soit un cinquième).

Tous les autres produits alimentaires vendus dans les 66 Boucheries de l'Arrondissement seront de même tarifés au fur et à mesure de leur mise en vente. Une affiche, placée à l'intérieur et dans un endroit apparent, fera connaître au public les prix cotés et le poids de vente maximum accordé à quelque acheteur.

TRIPERIE

Abats rouges de chevaux

Cœur.....	3 fr. 30 le kil.	Poids de vente maximum accordé à chaque acheteur et par jour.	
Foie.....	2 60 —	Cœur.....	250 gram.
Nou et rate.....	1 50 —	Foie.....	
Langue.....	2 60 —	Mou.....	500 —
Pieds échantés de cheval.....	1 » —	Rain.....	
Cervelle.....	1 30 pièce.	Pieds de cheval.....	1 kilo.
Rognons.....	1 30 —	Un Rognon. — Une demi-langue. — La cervelle entière.	

CHARCUTERIE

Provenant des Abats rouges et blancs de chevaux

Andouille.....	2 fr. 50 le kil.	Fronage de pied de cheval.....	1 fr. 30 le kil.
Pâté d'abats.....	3 » —	Roudin.....	2 50 —
Pâté de foie.....	5 » —	Galantine.....	2 » —
Saucisson.....	2 50 —		

Le poids de vente maximum accordé à chaque acheteur et par jour est de 500 grammes.

AVIS AU PUBLIC

Les établissements de vente doivent être rigoureusement ouverts tous les jours à 8 heures du matin.

Les nombreuses réclamations qui arrivent journellement à l'Administration, nous font désirer que le public venille bien nous venir en aide, en contrôlant lui-même l'exécution des tarifs ci-dessus désignés, ainsi que ceux qui sont ou pourront être apposés à l'intérieur des Boucheries, lors de la mise en vente de produits alimentaires autres que la viande de cheval. Les contrevenants qu'ils auront constatés seront recensés fidèlement sur un registre spécial, constamment mis à leur disposition, et après enquête sérieuse, les contrevenants seront révoqués immédiatement de leurs fonctions, qu'ils soient délégués ou étalliers; la même décision sera prise à l'égard des délégués ou étalliers qui commettraient soit des ventes clandestines hors de l'Arrondissement, soit volontairement des inexactitudes préjudiciables tant à l'intérêt du public, qu'à celui de l'Administration, dans leur service quotidien, ou qui, par paroles ou par actions, injurieraient qui que ce soit.

Paris, le 16 Janvier 1870.

Les Adjoints,

HELIGON — NÈGRE — PERIN.

Le Maire du XIV^e Arrondissement,

LOUIS ARSELINE.

Paris, — Imprimerie A.-E. Rochette, 60, boulevard Montparnasse.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE CAEN.

AVIS.

Le Président de la Commission municipale vient faire un nouvel appel aux sentiments de bienfaisance et d'humanité de ses concitoyens. Nos hôpitaux sont encombrés de malades et de blessés, ils sont aujourd'hui insuffisants pour soulager toutes les misères qui nous affligent. Nous sommes dans la nécessité d'organiser des hôpitaux provisoires, mais les objets de literie nous manquent. Dans les circonstances actuelles, chacun voudra nous venir en aide en mettant ces objets à la disposition de l'Administration hospitalière.

Aujourd'hui plus que jamais, mettons vite en pratique ce divin précepte :

AIDEZ-VOUS LES UNS LES AUTRES.

A l'Hôtel-de-Ville, le 16 janvier 1871.

ROULLAND.

Les malades, traversiers, couvertures et draps ayant reçus à l'Hôtel-de-Ville, *Salle des réceptions publiques*, de 9 à 11 heures du matin et de 2 à 5 heures du soir. Ils seront inscrits sur un registre ad hoc et rendus aussitôt qu'on n'en aura plus besoin.

L'avis et-dessus s'adresse d'une manière plus spéciale encore aux personnes qui ont obtenu de recevoir chez elles des blessés.

Car. Typ. F. Le Bas-Harbel.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

AVIS.

Blés, Orges et Seigles cachés.

Toute personne qui découvrira du blé, de l'orge et du seigle, soustraits aux réquisitions, et qui en fera connaître l'existence, recevra après vérification, une récompense de **vingt-cinq francs** par chaque quintal métrique, soit en grains soit en farines.

Les renseignements sont reçus au Ministère de l'Agriculture et du Commerce, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 60 (Bureau des Substances), de 10 heures du matin à 5 heures du soir.

Paris, le 17 janvier 1871.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
J. MAGNIN.

1 IMPRIMERIE NATIONALE. — Janvier 1871.

A été Perdu

Le 14^{ème} lijs entre Dreuil et Amiens un
Porte-Monnaie contenant **126 THALERS**
en billets de Banque Prussienne et un Thaler
et dix Gros en monnaie Prussienne et Fran-
çaise et contenant outre cela une marque de fer
signée

F. G. et A. C. N° 39

Le trouver honnête recevra une récompense
de **15 Thalers** à la **Préfecture** ou à la
Mairie.

Amiens, le 16 Janvier 1871.

Verloren

Am 14^{ten} ds. Ms. zwischen Dreuil und
Amiens ein **Porte-Monnaie** enthaltend **126**
THALER in Preussischen Banknoten und
einen Thaler zehn Groschen in Preussi-
schem und Französischem Silber und Kupfer-
gelde und ausserdem die Marke

F. G. et A. C. N° 39.

Der redliche Finder erhält eine Belohnung von
15 Thalern auf der **Præfecture** oder der
Mairie hier,

Amiens, den 16 Januar 1871.

Amiens, au Département de L'AMOULEUR, rue des Riches, 40.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mairie du IX^e Arrondissement

CORPS CIVIQUE

Le Maire du IX^e Arrondissement,

Vu la loi des 16-24 août 1790, qui charge les Maires « d'assurer, par les
» moyens en leur pouvoir, la sécurité des habitants, et de remédier aux fléaux
» calamiteux. »

Considérant que le Corps civique, qui a déjà rendu d'utiles services, est
appelé à en rendre de plus grands encore, et à justifier chaque jour davantage
le principe de son institution; qu'il importe d'augmenter son effectif et d'as-
surer son fonctionnement régulier;

Considérant que, dans les circonstances actuelles, tout citoyen doit concourir
à la défense nationale et contribuer, dans la mesure de ses forces, au maintien
du bon ordre et de la sécurité publique;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — *Tous les Citoyens valides du IX^e Arrondissement, âgés de plus de dix-huit ans, et qui, soit à raison de leur santé, soit à raison de leur âge, ou pour tout autre motif, ne figurent pas sur les contrôles de la Garde nationale ou d'un autre Corps constitué pour le service de la défense, sont tenus d'entrer dans le Corps civique de sécurité et de se faire inscrire à leurs sections respectives, dans un délai de trois jours.*

ART. 2. — Le service du Corps civique est obligatoire, et tout refus sera poursuivi devant les Tribunaux compétents, en conformité des dispositions des articles 471 et suivants du Code pénal.

Paris, le 17 janvier 1871.

Le Maire,

E. DESMAREST.

N° 36.

Préfecture de la Somme.

DÉPÊCHES

OFFICIELLES PRUSSIENNES.

1. — Depuis le 5 Janvier, le bombardement des forts du Sud, de l'Est et du Nord et de la Ville de Paris a continué avec très bon effet et très peu de pertes pour nous; les forts d'Issy, de Vanves et de Montrouge ne répondent que très faiblement; la grande caserne de Montrouge a été brûlée à fond.

2. — Pendant la nuit du 13 au 14 Janvier, de violentes sorties ont été faites de Paris, contre les positions de la garde à Bourget et Drancy, du 11^e corps à Meudon et du 2^e corps Bavares à Clamart. Toutes ces sorties furent repoussées victorieusement, sans pertes considérables de notre côté.

La retraite de l'ennemi se changea à plusieurs endroits en déroute complète. Le 14, les forts d'Issy, de Vanves et de Montrouge se taisèrent presque complètement.

3. — Le Maréchal Prince Frédéric-Charles s'est avancé avec une forte armée, depuis le 5 Janvier, en livrant à l'ennemi des combats continuels et toujours victorieux, d'Orléans sur Le Mans, qu'il a occupé le 12 Janvier après la défaite complète de l'armée Française de l'Ouest du 11 Janvier. Dans ces combats, l'armée du général Chanzy perdit 16,000 prisonniers non blessés et 12 canons et mitrailleuses.

L'ennemi se retire sur Alençon et Laval, toujours poursuivi par nos colonnes.

Le général de Schmidt rencontra le 14 Janvier près de Capille, 2 lieues 1/2 à l'Est du Mans, une division ennemie à Barry. Attaquée aussitôt elle se retire en débandade sur Laval, en laissant plus de 400 prisonniers dans nos mains. Nos pertes n'étaient que d'un officier et de 12 soldats.

Le même jour, le camp de Conlie fut occupé après quelques coups et de grandes provisions d'armes, ammunitions et vivres furent prises.

Le même jour, nous occupâmes Beaumont après un léger combat de rues et primes 40 caissons d'ammunitions et environ 1,000 prisonniers. Le détachement du général Rantzau, attaqué par des forces ennemies supérieures, força victorieusement son chemin avec très peu de pertes.

4. — Dans la nuit du 7 au 8 Janvier, le village de Damjoutin, au Sud de Belfort, a été pris d'assaut. 18 officiers et 700 prisonniers non blessés tombèrent dans nos mains.

Le 9 Janvier, le général de Werder, marchant de Vesoul, à la rencontre de Bourbaki, tombait près de Villers-Sezel sur le flanc du 20^e corps Français, du général Clinchamps, prit Valleriois et repoussa facilement toutes les attaques successives du général Clinchamps, et du 18^e corps de Billaut, survenu. Le général von Werder prit 2 aigles et plus de 500 prisonniers Français dont 14 officiers et continua l'autre jour sa marche.

Amiens, ce 17 Janvier 1871.

Le Comte LEHNDORFF-STEINORT,

Préfet.

NOUVEL AVIS

IMPOT DIRECT

Décreté par l'autorité allemande

Les demandes de sursis et de réduction ont été rejetées avec menace d'une exécution immédiate.

En conséquence, tout contribuable ou imposé qui n'a pas versé encore est de nouveau averti qu'il ait à payer sans retard.

La responsabilité devant être individuelle, c'est sur les retardataires et les refusants seuls que devront porter toutes les mesures d'exécution.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté — Égalité — Fraternité
MAIRIE DU XIV^E ARRONDISSEMENT

ARRÊTÉ

Il est ordonné à toute voiture, traversant les rues menacées par le bombardement, de marcher au pas. Il y a là un grand intérêt de sécurité publique. Tous passants sont invités à prêter main-forte à l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 17 Janvier 1871.

Les adjoints,
HÉLIGON — NÈGRE — PÉRIN.

Le Maire,
Louis ASSELINE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

Aux habitants de Paris.

L'ennemi tue nos femmes et nos enfants ; il nous bombarde jour et nuit ; il couvre d'obus nos hôpitaux.

Un cri : Aux armes ! est sorti de toutes les poitrines.

Ceux d'entre nous qui peuvent donner leur vie sur le champ de bataille marcheront à l'ennemi ; ceux qui restent, jaloux de se montrer dignes de l'héroïsme de leurs frères, accepteront au besoin les plus durs sacrifices comme un autre moyen de se dévouer pour la Patrie.

Souffrir et mourir, s'il le faut ; mais vaincre.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Paris, le 18 Janvier 1871.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale :

JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON, GARNIER-PAGES,
EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, EMMANUEL ARAGO.

Les Ministres :

LE FLO, DORIAN, MAGNIN.

Les Secrétaires du Gouvernement :

ANDRÉ LAVERTUJON, HÉROLD, DURIER, DREO.

PRÉFECTURE DE LA SEINE-INFÉRIEURE.

PROCLAMATION

SA MAJESTÉ LE ROI DE PRUSSE, général en chef des armées allemandes, du consentement de Sa Majesté le Roi de Saxe, mon auguste maître, a daigné me nommer *Gouverneur-Général* du département de Seine-et-Oise, ainsi que des départements du nord de la France occupés récemment par les troupes alliées et ne faisant pas partie du gouvernement général de Reims, savoir : *les départements de la Somme, de l'Oise, de la Seine-Inférieure, de l'Eure-et-Loir et du Loiret.*

En portant cette nomination royale à la connaissance des départements sus-nommés, je suis en droit d'attendre de la part de leurs populations, ce qui est d'ailleurs dans leur propre intérêt, une conduite calme et prévenante. J'ai aussi le ferme espoir que chacun s'abstiendra, soit directement, soit indirectement, de tout acte hostile ou contraire aux intérêts des armées allemandes.

J'ordonne principalement aux autorités gouvernementales et municipales de suivre strictement les ordres que le gouvernement général leur sera parvenu par ses organes, et les invite à me prêter leur concours pour subvenir, sans trop de difficultés, aux exigences de la situation actuelle.

Résolu de maintenir et de protéger, autant que possible, chacun dans sa propriété, de répartir équitablement les charges, et de veiller à la sécurité publique, j'espère que je ne serai pas contraint d'user des SEVERITES RESULTANT DES DROITS DE LA GUERRE.

Versailles, ce 6 Janvier 1871.

Le Gouverneur général en résidence à Versailles,
Lieutenant général, de FABRICE, Ministre d'Etat.

Rouen, le 18 Janvier 1871.

Pour copie conforme,

Le Préfet,
Baron de PFUEL,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

Le Membre du Gouvernement de la Défense nationale, Délégué à la Mairie de Paris,

Considérant qu'il existe à Paris, au domicile des personnes absentes, des combustibles et des substances de diverse nature qu'il importe de mettre en réquisition dans l'intérêt de la défense nationale;

Considérant que les locaux délaissés par les absents peuvent, d'ailleurs, être utilement employés, soit au placement des blessés et des malades, soit au logement des réfugiés des arrondissements atteints par le bombardement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Des perquisitions seront faites à Paris et dans le département de la Seine, au domicile de toutes les personnes absentes, à l'effet de rechercher les combustibles, comestibles, denrées et liquides de toute nature qui peuvent s'y trouver.

ARTICLE 2.

Ces perquisitions seront effectuées par le maire de chaque arrondissement ou par un délégué spécial du maire, avec l'assistance, s'il y a lieu, du commissaire de police.

Le commissaire de police pourra recevoir lui-même la délégation du maire.

ARTICLE 3.

Le maire ou son délégué dressera procès-verbal de ses opérations.

Ce procès verbal énoncera sommairement la nature, le poids et la quantité des objets trouvés.

Cette formalité accomplie, le maire ou son délégué pourra faire procéder à l'enlèvement immédiat des denrées et combustibles. S'il laisse momentanément ces objets au domicile de l'absent, son procès-verbal devra être dressé en double; l'original restera aux mains du fonctionnaire et la copie sera laissée au concierge ou gardien préposé, lequel après y avoir apposé sa signature, sera responsable des objets commis à sa garde, sous les peines portées par la loi.

Il sera tenu compte au propriétaire absent de la valeur des objets enlevés, sur les évaluations faites par un ou plusieurs experts désignés par le maire de l'arrondissement.

ARTICLE 4.

Réquisition est faite, au nom de la ville de Paris, des logements des personnes absentes. Ces locaux seront mis à la disposition de la mairie centrale et de la mairie d'arrondissement.

Paris, le 18 Janvier 1871.

JULES FERRY.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

Le Membre du Gouvernement délégué à la Mairie de Paris,

Considérant qu'il est indispensable de régulariser la distribution du pain dans l'intérêt de la défense nationale;

Après avoir pris l'avis de l'Assemblée des Maires, qui ont reconnu à l'unanimité la nécessité du rationnement,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. A partir du Jeudi 19 Janvier, les boulangers ne distribueront du pain qu'aux porteurs de carte d'alimentation de boucherie ou de boulangerie, et dans la mesure indiquée par l'article suivant.

ART. 2. La ration de pain est fixée à 300 grammes pour les adultes et à 150 grammes pour les enfants au-dessous de cinq ans.

ART. 3. Le prix de la ration de 300 grammes sera de 10 centimes; celui de la ration de 150 grammes sera de 5 centimes.

ART. 4. Les bons de pain de 500 grammes actuellement en circulation donneront droit à une ration de 300 grammes, ceux de 250 à une ration de 150 grammes. Les porteurs de ces bons qui n'auraient pas encore de carte d'alimentation se présenteront aux bureaux de réclamations, dont il est question à l'article 9, où la carte de boulangerie leur sera délivrée.

ART. 5. Les personnes appartenant au département de la Seine ou à d'autres départements, réfugiées dans Paris, devront également être munies d'une carte qui leur sera délivrée par le Maire de l'arrondissement où elles habitent.

ART. 6. La clientèle de chaque boulanger sera déterminée par un tableau officiel. Une affiche, apposée dans chaque quartier, indiquera la répartition des habitants par maisons entre les diverses boulangeries du quartier. Du jour de l'apposition des affiches, les habitants ne pourront se fournir à d'autres boulangeries qu'à celles qui leur sont assignées par le tableau.

ART. 7. Les boulangers ouvriront à 7 heures du matin. Il y aura dans chaque boulangerie deux Gardes nationaux et deux Délégués de la Mairie de l'arrondissement.

ART. 8. Un des Délégués détachera le coupon de la carte de boulangerie; si la carte ne porte pas de coupon, elle sera timbrée ou poinçonnée; l'adresse et les noms inscrits sur la carte seront copiés sur une feuille spéciale, et un timbre sera apposé à la suite de chaque nom sur une colonne correspondant au jour de la livraison.

ART. 9. Il sera ouvert dans chaque quartier des bureaux destinés à recevoir les réclamations auxquelles le service de la distribution du pain pourra donner lieu.

Ces bureaux seront composés de cinq membres au moins, délégués par le Maire de l'arrondissement. Ils délivreront des cartes de boulangerie aux personnes qui n'en seraient pas munies. Une affiche, apposée par les soins des Maires, indiquera le lieu des bureaux de réclamations.

ART. 10. Les compagnies de Garde nationale de service aux remparts et les bataillons de guerre casernés dans Paris auront le choix de prendre leurs rations dans des boulangeries spéciales désignées à l'avance par les Maires d'arrondissement.

ART. 11. Les Délégués des Maires chargés d'assister à la distribution du pain feront chaque jour, au plus tard avant 4 heures, un rapport à la Mairie centrale sur la quantité de pain délivrée, le montant des farines reçues et à recevoir, et sur l'excédant ou le déficit qui se sera produit.

ART. 12. Le colportage du pain à domicile est absolument interdit.

ART. 13. Toute fraude dans les déclarations, tout usage de cartes d'alimentation de boucherie ou de boulangerie obtenues, à l'aide de déclarations frauduleuses sont passibles des peines édictées par les articles 160 et 161 du Code pénal.

Paris, le 18 Janvier 1871.

JULES FERRY.

VERSAILLES 65, RUE DE LA PAROISSE, 65

GEGENUEBER N. 30 ET 32

GRANDE

BAISSE DE PRIX

Sur tous les articles contenus dans ce Magasin, tels que :
Tabac, Cigares, Cigarettes, Tabac allemand et français à
fumer, à priser et en carottes, **VÉRITABLES ALLU-
METTES SUEDOISES**, Rhum, Arac de Goa, Gilka-
Kucmuel, **BOUGIES DE STÉARINE EXTRA-
FINES**, Objets en cuir, Etuis à cigares, Sacs de voyage,
Gibécieres, Pipes allemandes porcelaine et bois, Porte-
Cigares en bois et écuine de mer, Vêtements chauds en
laine : Claussures, Couvertures, etc., etc.

Diminution sur les prix ordinaires lorsque l'on prend en
gros.

GROSSER

AUSVERKAUF

Von Cigarren, Cigarotten, deutschem und franzoesis-
chem Rauch und Schnupftabac in Packeten und Tonnen,
**ECHT SCHWEDISCHEN PATENT-STREI-
CHELZERN**, Rum, Arac de Goa, Gilka-Kucmuel,
**FEINSTEN STEARIN UND PARAFFIN LICHT-
TEN**, Lederumhaenge und Cigarrentaschen, Marschp-
feifen, Cigarrenspitzen, wollenen Struempfen sowie
einer Rest-Partie vollener Decken.

Zu herabgesetzten Preisen, besonders bei en gros
Einkaeufen.

Verailles. — Imp. de E. AUBERT, 4, avenue de Sévres.

PRÉFECTURE DE L'OISE.

DÉCRET

Le Gouverneur général du nord de la France arrête au sujet de la presse périodique ce qui suit :

1° Les rédactions des journaux qui paraissent dans les départements faisant partie du Gouvernement général du Nord de la France, sont tenues d'insérer textuellement et gratis les ordonnances et communiqués des autorités allemandes dans la prochaine édition du journal.

2° L'insertion de nouvelles relatives aux mouvements des troupes allemandes à l'exception des nouvelles contenues dans le *Moniteur officiel du Gouvernement général du nord de la France* ou communiquées directement par les autorités allemandes est interdite.

3° Il est défendu de publier des écrits d'une tendance hostile à l'armée allemande ou des critiques contre les mesures des autorités allemandes.

En cas de contravention, la continuation du journal sera prohibée, et le rédacteur, aussi bien que l'éditeur, sera mis à l'amende ou puni d'emprisonnement.

Versailles, le 18 Janvier 1871.

Le Gouverneur général,
DE FABRICE.

PRÉFECTURE DE L'ORNE.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

PROCLAMATION

A

L'ARMÉE D'ALENÇON

Citoyens,

Nous étions chargés de défendre Alençon. Malgré votre petit nombre, vous attendiez avec impatience le moment de vous mesurer avec l'ennemi. Ce moment est venu plutôt même que vous ne l'espériez.

Le 15, au matin, l'ennemi qui n'avait pu être arrêté à Beaumont était signalé à quelques kilomètres de vos points de concentration. Dès la veille, des mesures énergiques avaient été prises pour défendre Alençon jusqu'à la dernière extrémité. Les voies de communication avaient été barricadées, afin que, repoussés en pleine campagne, vous puissiez encore continuer la lutte.

Conduits par des chefs habiles, j'ai nommé les colonels Lipowski et Tardy, vous avez abordé sans hésitation l'ennemi qui nous attaquait avec des forces supérieures aux nôtres. Sept heures durant vous l'avez tenu en échec, vous lui avez fait subir des pertes considérables, vous l'avez fait reculer; la prudence seule de vos chefs vous a empêchés de le poursuivre. Mais les Prussiens ne sont entrés dans Alençon que lorsque le dernier d'entre vous en a été sorti.

Ainsi une ville ouverte a pu être défendue au point de retarder efficacement la marche de l'ennemi. C'est un second exemple pour les autres qui ne comprenant pas la nécessité de multiplier partout les obstacles, cherchent dans je ne sais quelle préoccupation d'intérêts matériels et locaux un prétexte pour s'endormir dans les bras des vainqueurs.

Citoyens, au nom de la République, je vous remercie! Il y a eu parmi vous quelques défaillances; mais que sont elles au milieu d'actes de bravoure si nombreux qu'il serait impossible de tous les récompenser? Elles ne se justifient pas sans doute, mais elles s'expliquent, dans une certaine mesure, par l'impression que cause le canon sur ceux qui l'entendent gronder pour la première fois.

Citoyens, bientôt vous marcherez de nouveau à l'ennemi, et j'ai la certitude que le Gouvernement et le pays peuvent compter sur vous. J'en ai pour garants votre amour du devoir, votre honneur, le souci que vous avez de votre dignité et votre patriotisme.

Le Préfet de l'Orne.

Antonin DUBOST.

Fiers, le 18 Janvier 1871.

Fiers, Imprimerie Follippe.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

10^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

Tout boulanger est tenu de délivrer chaque ration de pain de 500 grammes au prix de 10 centimes, et chaque demi-ration de 150 grammes à 3 centimes.

La Mairie de Paris remboursera aux boulangers la différence entre la taxe et le prix de revient.

Tout bon gratuit devra être reçu, si le porteur présente en même temps une carte de cantine ou une carte de boucherie.

Le Maire, R. DUBAIL,

Les Adjoints : Ems. BRELAY, MURAT, DEGOUVE DENUNCQUES.

Typographie JULES-JETTEAU et Fils, passage du Coeur, 20 et 24.

MAIRIE DU XII^e ARRONDISSEMENT

AVIS

Le Maire du XII^e Arrondissement a l'honneur d'informer ses administrés que le lotissement fait par la Mairie de Paris pour le service de la boulangerie étant impraticable, il n'en sera pas tenu compte.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté. — Égalité. — Fraternité.

Mairie du XI^{me} Arrondissement

RATIONNEMENT DU PAIN

CITOYENS,

Le rationnement du pain vient d'être décrété par le Gouvernement.

La Municipalité du XI^{me} Arrondissement n'avait cessé de demander, pour la période du blocus, le réquisitionnement général et le partage égal entre tous les habitants de toutes les denrées alimentaires. La mesure que le Gouvernement s'est décidé à prendre doit aujourd'hui nous trouver parmi ses partisans ; mais, convaincus que nous sommes de son efficacité, nous devons chercher à atténuer ce que ses résultats pourraient avoir de cruel pour certaines familles, et déjà nous avons appuyé chaleureusement la décision qui attribue aux personnes porteuses d'un bon de pain une ration suffisante de vin.

Que la population compte donc sur notre sollicitude, comme nous comptons sur son patriotisme. Nos communs efforts n'ont qu'un but : prolonger la résistance à tout prix ; la victoire appartiendra au plus tenace !

Soyez-vous, Citoyens, dans les dures épreuves que nous traversons, que la situation de nos ennemis devient de plus en plus difficile ; impossible pour eux, qu'ils n'ont même pas la ressource du rationnement. Pour nous, les vivres sont préparés en abondance ; une bataille heureuse les fera bientôt pénétrer dans Paris et nous récompensera de notre indomptable fermeté.

Paris ne faillira pas à son devoir. Il faut qu'il tienne ; il tiendra ! Le calme de la population en face du bombardement, le courage des Gardes Nationaux devant l'ennemi sont des gages certains de sa résolution inébranlable.

Paris ne faillira pas à son passé glorieux ; il sait quel avenir plus glorieux encore lui est réservé, alors que, chassant deux empereurs, le vainqueur comme le vaincu, la République s'installera triomphante sur la triple base : **LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.**

Paris, le 19 Janvier 1871.

Les Adjoints,

BLANCHON, POINIER, TOLIN.

Le Maire,

JULES MOTTU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

DÉCRET.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Considérant que la durée des subsistances est un élément indispensable de la défense de Paris;

Considérant qu'il y a lieu de consacrer à l'alimentation de la population les quantités de blé réservées par les cultivateurs réfugiés à Paris et dans la banlieue pour l'ensemencement des terres, sauf à assurer en temps opportun le remplacement des quantités mises en réserve pour cet important objet,

DÉCRETE :

Les cultivateurs qui ont mis en réserve du blé de semence et généralement tous détenteurs de blé devront en faire la déclaration au Ministère de l'agriculture et du commerce dans le délai de trois jours à partir de la promulgation du présent décret, sous peine de confiscation du blé non déclaré, de 1,000 francs d'amende et de trois mois de prison.

Ce blé sera payé aux cultivateurs au prix de 50 francs le quintal métrique.

Les déclarants devront conduire immédiatement leur blé à la Halle aux blés, où il sera pesé, expertisé et payé comptant.

Le Ministre de l'agriculture et du commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 janvier 1871.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale :

JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS,
EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Membre du Gouvernement, Maire de Paris,

Considérant qu'il est devenu indispensable de taxer les sucres raffinés,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. A partir du samedi 21 janvier, le sucre raffiné ne pourra être vendu plus de 1 fr. 95 cent. le kilogramme, à la vente en gros, et de 2 francs le kilogramme à la vente au détail.

Art. 2. Les marchands de gros qui refuseraient de vendre à la taxe ci-dessus pourront être réquisitionnés, en tout ou en partie, par arrêté du Maire de Paris. En ce cas, le kilogramme de sucre réquisitionné sera payé au détenteur 1 fr. 80 c. au lieu de 1 fr. 95 cent.

Fait à Paris, le 20 Janvier 1871.

JULES FERRY.

1 IMPRIMERIE NATIONALE — Janvier 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD.

Le Général en chef, informé que les généraux prussiens, après avoir frappé l'arrondissement de St-Quentin de lourdes réquisitions, exigeaient encore de la ville le paiement d'une somme de *cing cent quarante-huit mille francs*, a résolu de mettre un terme à ces exactions et a fait marcher vers cette ville une colonne volante sous les ordres du colonel Isnard.

Cet officier supérieur a rencontré l'avant-garde ennemie, le 15, au Câtelet et à Bellicourt. Il l'a chassée en lui faisant subir une perte de trente hommes tués ou blessés. Une pièce de canon a été démontée.

Le lendemain 16, le colonel Isnard est entré à Saint-Quentin, après un léger engagement.

L'ennemi a fui dans le plus grand désordre, abandonnant 130 prisonniers et des approvisionnements considérables. Nos pertes s'élèvent à 2 hommes tués et 8 blessés. La population de Saint-Quentin a accueilli l'armée avec enthousiasme.

Pour copie conforme :

Le Préfet du Nord,
Pierre LEGRAND.

Dépêche Télégraphique

CAMBRAI, 20 janvier, 3 h. 50 m. du matin.

Général Scatelli au Commissaire Général de la Défense à Lille,

Le Général Faidherbe m'annonce que le 19 une bataille acharnée a été livrée autour de Saint-Quentin à l'armée du Nord par la 1^{re} armée prussienne. Nos troupes se sont admirablement bien conduites et elles ont maintenu leurs lignes jusqu'à la nuit. A la nuit les hommes étaient tellement harassés de fatigue qu'il était impossible de songer à les maintenir sur leurs positions. Les faire rentrer en ville, c'était en amener le bombardement. Plusieurs obus étaient déjà tombés sur la place, jetant l'effroi dans la population. Les Prussiens recevaient des renforts continus. La retraite sur Cambrai fut alors ordonnée. Elle a commencé pendant la nuit. Nous avons fait de fortes pertes, mais nous avons dû en faire subir de très-fortes à l'ennemi.

Pour copie conforme :

Le Préfet du Nord,

Pierre LEGRAND.

PARISIENS

Le Gouvernement de la Défense nationale réclame le concours de tous les hommes de cœur, de tous les citoyens valides. Il faut choisir entre le déshonneur et l'action.

Qu'il reste donc entendu que tous les malades imaginaires, les vieillards frémissants, les secrétaires pour rire, les auxiliaires prudents, conservateurs à outrance de leur peau, qui resteront dans Paris, alors que nous, Gardes sédentaires, pères de famille, nous irons au feu, SONT DES LACHES !

Flétrissons-les dès aujourd'hui, dans le présent, dans l'avenir ; que leurs noms soient maudits ; qu'ils deviennent un objet de mépris et d'horreur même pour leurs femmes, même pour leurs enfants. Et que l'avenir dise d'eux : Sans énergie, sans cœur, sans âme, sans courage, sourds à tous les appels, insensibles devant la France expirante, ILS REFUSÈRENT DE MARCHER POUR LA PATRIE.

AUX ARMES CITOYENS !

ALBERT PERRIN,
Capitaine au 137^e bataillon.

20 janvier 1871.

1014 PARIS. — AMBULATOIRES GÉNÉRAUX HYGIÉNIQUES, 1014, RUE DE LA FÉLIX-LECLERC, 10, BOUTEILLERIE ET C^o.

Mairie de Saint-Denis

Vente de 4 Porcs

Avis est donné qu'il sera procédé, le lundi 24 janvier 1871, à 2 heures de relevée, à la vente aux enchères de 4 Porcs vivants. Savoir :

Un Gros Deux Moyens et Un Petit.

La vente se fera à la fourrière, rue des Fontaines (maison Pollet), où les porcs sont déposés.

Le prix en sera versé de suite dans la caisse municipale, et il est entendu que ces porcs seront livrés à la consommation locale.

Saint-Denis, le 20 janvier 1871.

*Le Maire,
MOREAUX.*

490/Mont-Valerien, le 20 Janvier 1871.
9 h. 30 ^{h. matin.}
Gouverneur à Général Schmitz au Louvre.

Le Bœuvillan est épuisé. L'ennemi n'attaque pas.
J'ai reporté en arrière la plupart des masses qui pouvaient
être canonnées des hauteurs, quelques unes dans leurs anciens
cantonnements. Il faut, à présent absolument, s'occuper
à se tenir pour un moment de deux jours qui permettra
l'enlèvement des blessés et l'entourerment des morts. Il faudra
pour cela du temps, des efforts, des voitures très solidement
attelées et beaucoup de brancardiers. Ne perdez pas de temps
pour agir dans ce sens.

P. L. Copie conforme :

Le Ministre de l'Intérieur par interim,

Jules Favre.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Egalité, Fraternité

Le Sous-Préfet de Beaune fait appel à la bonne volonté de tous les Citoyens aptes à faire le service de la Batterie d'Artillerie; principalement à ceux qui ont servi dans l'Artillerie ou la Cavalerie.

Ils sont priés de se faire inscrire dans les bureaux de la Sous-Préfecture le plus promptement possible.

Beaune, le 20 Janvier 1871.

Le Sous-Préfet,

A. LAMARIE.

Beaune. — Imprimerie LAMBERT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE CAEN.

GARDES NATIONAUX

L'ennemi est à nos portes; notre Cité bien-aimée est menacée. Vos frères d'armes vous ont devancés; mais vous ne voudrez pas rester inactifs dans vos foyers alors qu'ils vont se battre pour vos femmes et vos enfants. Vous ne voudrez pas qu'une note honteuse soit imprimée à votre nom. En avant donc et que pas un seul puisse se reprocher un jour de n'avoir pas accompli son devoir envers son pays.

La Président de la Commission municipale,
ROULLAND.

Réunion à sept heures du matin, sur la place Royale, de tous les Gardes nationaux qui n'ont pas fait partie des deux premiers départis.

Caen, Typ. F. Le Blanc-Latol.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Guerre.

COMMISSION des Effets d'Habillement et de Campement

La Commission d'achat des effets d'habillement et de campement, instituée par arrêté Ministériel en date du 31 décembre 1870, fait savoir qu'elle achèterait en ce moment les effets suivants :

1^o De grandes quantités de draps de toutes nuances se rapprochant le plus possible des couleurs bleu-foncé, gris-bleuté et gris-de-fer, nécessaires à la confection des capotes militaires;

2^o Des draps pour pantalons, nuances bleu-foncé et gris-foncé;

3^o Des capotes militaires confectionnées dans les nuances ci-dessus désignées;

4^o Des manteaux d'artillerie confectionnés en drap bleu-foncé, et des manteaux de cavalerie confectionnés en drap bleu ou gris très clair;

5^o Des vestes en drap bleu-foncé, et au besoin, en drap brun-foncé et même noir;

Ces nuances pourraient être aussi employées à la confection des capotes.

6^o Des pantalons d'infanterie en drap garance ou rouge;

7^o Des pantalons en drap bleu ou gris foncé avec bande garance, pour mobiles ou mobilisés;

8^o Des chemises en toile coton éru (cretonne);

9^o Des képis turban rouge, bandeau bleu, pour l'infanterie de ligne;

10^o Des couvertures de marche en laine;

11^o Des guêtres de cuir réglementaires;

12^o Des souliers d'infanterie au type réglementaire, des bottes et des bottines;

13^o Des chaussettes de laine;

14^o Des petits bidons d'un litre et des courroies cuir pour ces bidons.

La Commission fait appel à l'industrie privée et compte sur son patriotisme; elle s'adresse à tous les industriels, fabricants et commerçants pouvant livrer ces marchandises dans le délai d'un mois.

Les offres doivent préciser les quantités, prix et délais de livraison, et être accompagnées d'un type; le tout devra être adressé au siège de la Commission, 103, rue du Penque à Bordeaux.

Les échantillons ne seront pas rendus; les objets confectionnés et les types qui auraient une valeur seront vendus au profit des blessés.

Lyon, le 20 Janvier 1871.

Certifié conforme :

Le Préfet du Rhône, Commissaire extraordinaire du Gouvernement,

P. CHALLEMEL-LACOUR.

Approuvé :

PAUL BOULARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

CITOYENS,

Un crime odieux vient d'être commis contre la Patrie et contre la République.

Il est l'œuvre d'un petit nombre d'hommes qui servent la cause de l'étranger.

Pendant que l'ennemi nous bombarde, ils ont fait couler le sang de la garde nationale et de l'armée sur lesquelles ils ont tiré.

Que ce sang retombe sur ceux qui le répandent pour satisfaire leurs criminelles passions.

Le Gouvernement a le mandat de maintenir l'ordre, l'une de nos principales forces en face de la Prusse.

C'est la cité tout entière qui réclame la répression sévère de cet attentat audacieux et la ferme exécution des lois.

Le Gouvernement ne faillira pas à son devoir.

Paris, le 22 Janvier 1871.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale :

Général TROCHU, JULES FAVRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.

Les Ministres :

LE FLO, DORIAN, MAGNIN.

Les Secrétaires du Gouvernement :

ANDRÉ LAVERTUJON, HEROLD, DURIER, DRÉO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

A LA GARDE NATIONALE

Le Commandant supérieur des Gardes nationales de la Seine.

Cette nuit une poignée d'agitateurs a forcé la prison de Mazas et délivré plusieurs prévenus, parmi lesquels M. Flourens.

Ces mêmes hommes ont tenté d'occuper la mairie du 20^e arrondissement et d'y installer l'insurrection.

Votre Commandant en chef compte sur votre patriotisme pour réprimer cette coupable sédition.

Il y va du salut de la Cité.

Tandis que l'ennemi la bombarde, les factieux s'unissent à lui pour anéantir la défense.

Au nom du salut commun, au nom des lois, au nom du devoir sacré qui nous ordonne de nous unir tous pour défendre Paris, soyons prêts à en finir avec cette criminelle entreprise : qu'au premier appel la Garde nationale se lève tout entière et les perturbateurs seront frappés d'impuissance.

Le Commandant supérieur des Gardes nationales,
CLÉMENT THOMAS.

APPROUVÉ : *Le Ministre de l'Intérieur par intérim,*
JULES FAVRE.

Préfecture de la Somme.

DÉPÊCHES

OFFICIELLES PRUSSIENNES

Des combats décisifs ont eu lieu le 17 et 18 aux environs de Saint-Quentin entre la première armée et le général Faidherbe. Ils se sont terminés par la déroute complète de l'armée de Faidherbe qui s'enfuit vers Nord-Est en laissant 6 canons et 12,000 prisonniers entre nos mains.

Le 15, 16 et 17 le général Werder, avant l'arrivée du 2^e et 7^e corps d'armée qui accouraient pour l'assister, avait à soutenir des attaques vigoureuses de la part du général Bourbaki dans ses positions retranchées entre Villers-Sexel et Montbéliard. Toutes ces attaques furent victorieusement repoussées. Le 19 toute l'armée du général Bourbaki était en pleine retraite poursuivie par le général Werder.

Le bombardement de Paris continue avec bon effet et pertes minimales pour nos armées.

Amiens, ce 22 Janvier 1871.

Le Comte LEHNDORFF-STEINORT,

Préfet.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

PRÉFECTURE DE LA MAYENNE

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE

Le Colonel commandant supérieur à M. Delattre Préfet de la Mayenne.

Pré-en-Pail, le 23 janvier 1871.

Monsieur le Préfet,

Les habitants de Gesvres se défendent héroïquement contre des forces prussiennes assez considérables; ils leur ont pris plusieurs voitures, plusieurs chevaux, tué 12 hommes.

De Gesvres partira le signal du tocsin qui devra être le signal du soulèvement général de toute la Mayenne. Le mouvement est magnifique. Ceux qui n'ont pas d'armes ont pris leurs fourches, leurs faux. A ces populations patriotiques, j'ai envoyé les secours nécessaires pour organiser une résistance sérieuse. Couptrain, Pré-en-Pail, Villaines, Javron, la Poëté que j'occupe avec cinq bataillons, revenus de leur première stupeur, demandent et des armes et des munitions.

Que ce mouvement soit encouragé, soutenu, et cet incendie se répandra sur la France toute entière.

Honneur aux habitants de Gesvres, et à ceux qui imiteront cet exemple!

Le Colonel commandant supérieur des Mobilisés de la Mayenne,

BOURNEL.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Mayenne,

EUGÈNE DELATTRE.

Laval, imp. L. MORAN, rue du Lieutenant.

L'ALLIANCE RÉPUBLICAINE

AU PEUPLE DE PARIS

Les revers continus de l'armée de Paris, le défaut de mesures décisives, l'action mal dirigée succédant à l'inertie, un rationnement insuffisant, tout semble calculé pour lasser la patience.

Et cependant le peuple veut combattre et vaincre.

S'y opposer serait provoquer une guerre civile que les Républicains entendent éviter.

En face de l'ennemi, devant le danger de la Patrie, Paris assiégé, isolé, devient l'unique arbitre de son sort.

A Paris de choisir les citoyens qui dirigeront à la fois son administration et sa défense.

A Paris de les élire, non par voie plébiscitaire ou tumultuaire, mais par scrutin régulier.

L'ALLIANCE RÉPUBLICAINE s'adresse à l'ensemble des Citoyens ;

Invoque le péril public ;

Demande que, **DANS LES QUARANTE-HUIT HEURES**, les électeurs de Paris soient convoqués afin de nommer une Assemblée souveraine de **DEUX CENTS REPRÉSENTANTS** élus proportionnellement à la population.

Demande encore que le Citoyen **DORIAN** constitue la Commission chargée de faire les élections.

Vive la République Une et Indivisible !

Pour l'Alliance Républicaine :

ADVENANT
ARTHUR ARNOULD
BRIVE
BOISSON (Charles)
A. BRUTS
RAYEUX DUMESNIL
BOISSIER
COURNET
CELLIER
CHAUDET
DELESCLUSE
DELAFFRE
DERON
DELBERT

FRACHEBOUT
FILLON
FONTAINE
F. GATINEAU
GODFRIN
GRILLET
AMÉDÉE GEORGES
HARTMANN
HUSSON
LAMARQUE
LEFEVRE
LEFEVRE-LERONCIER
LECHASSEUX
LAFONT

LEDRU ROLLIN
LECLANON
LEVRAUD (Edmond)
LEVRAUD (Léon)
LECOT
MATHÉ
MERCIER (Achille)
MURAT (Camille)
MOIRÉ
MARBAS
MOEL
PROTOT
QUENTIN
RAZOUA

RABOUX
ROUSSEAU (Nestor)
ROUSSEAU (Gustave)
REBON
RAIBANT
TONY RÉVILLON
SAVOYE
TURPIN
THERIAUDOT
THERON
WURGLER

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 4^e ARRONDISSEMENT

BOULANGERIE

NOUVEAU SERVICE A PARTIR DU JEDI 26 JANVIER 1871

Le Maire du 4^e Arrondissement, dans le but de donner à ses concitoyens la plus grande facilité possible pour l'alimentation en pain, chez les boulangers de chaque quartier, arrête les dispositions suivantes :

A PARTIR DU JEDI 26 JANVIER, chaque porteur d'une carte de rationnement du 4^e Arrondissement, aura le droit de choisir la boulangerie du 4^e Arrondissement, où il désire être servi.

Chacun pourra ainsi retourner chez son boulanger habituel.

Le nom du boulanger désigné par le consommateur, sera inscrit sur la carte de rationnement, et à l'avenir, c'est chez ce boulanger que l'on devra se présenter.

Quand le chiffre des rations, que chaque boulanger peut fournir, sera atteint, la Mairie désignera la boulangerie, la plus voisine possible, où l'on pourra se faire inscrire.

Chaque boulangerie sera ouverte de 7 heures du matin, à 11 heures et demie, et de 1 heure à 4 heures de l'après-midi.

Les consommateurs devront se présenter aux heures ci-dessus indiquées.

Paris, le 24 Janvier 1871.

Le Maire : VAUTRAIN

DE CHATILLON, }
Ch. CALLEN : } *Adjoints*
Ch. LOISEAU. }

Paris—Typ. VERT (sans fil), rue François-Miron.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR.

AVIS

INSTRUCTION ET FORMATION
DES CADRES DE LA 1^{re} LÉGION DES

Mobilisés de la Côte-d'Or
A AUXONNE

Infanterie, -- Artillerie, -- Génie, -- Intendance, -- Ambulance.

Les anciens militaires qui voudraient contracter du service dans la 1^{re} Légion des Gardes nationaux mobilisés de la Côte-d'Or, en formation à Auxonne, et ceux qui désireraient seulement se proposer comme instructeurs, et pour un temps limité, ont pris de se présenter immédiatement à la Préfecture de la Côte-d'Or (bureau de la Guerre), et d'y produire leurs états de service.

Les instructeurs recevront une rétribution journalière.

Dijon, le 24 janvier 1871.

Le Préfet de la Côte-d'Or par intérim,
LUCE-VILLARD.

Aug. Schuch.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PREFECTURE DE LA CÔTE-D'OR

ARRÊTÉ

Nous, Préfet par intérim du département
de la Côte-d'Or,

Enjoignons à tous les citoyens qui se trouvent
détenus d'armes ou d'objets d'équipement pro-
venant soit de l'armée française, soit régulière, soit
auxiliaire, d'en faire immédiatement le dépôt à la
mairie de leur commune.

Ces armes ou objets d'équipement seront adressés
à la Préfecture de la Côte-d'Or par les soins de
MM. les Maîtres.

Fait à Dijon, le 24 janvier 1871.

Le Préfet de la Côte-d'Or par intérim,

LUCE-VILLIARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

PREFECTURE DE LA MAYENNE

AVIS

*Aux Gardes nationaux, aux Maires et aux
Commissions municipales.*

Art. 4. Le Gouvernement de la défense nationale nous a don-
né pour nous en servir contre l'ennemi commun. Le Maire ou Ma-
jeur qui fait rendre ses fusils aux Gardes nationaux est donc coupable
de haute trahison. Le Gardien national qui se laisse désarmer se rend in-
digne du titre de citoyen français. Nos pères l'avaient ce fait de lâcheté.

En conséquence, tout président de commission municipale qui, à partir
de ce jour, aura fait rendre des fusils, sera traduit immédiatement devant
la Cour martiale comme coupable d'avoir apporté des entraves à la défense
nationale.

Art. 5. Le Gardien national que l'on voudra désarmer à partir de ce jour
et qui, au lieu de se révolter, contre une aussi indigne faiblesse, sera
lâchement rendu ses armes, sera traduit devant le Conseil de discipline et
son nom sera publié dans toutes les communes du département.

Art. 3. Ceux des Gardes nationaux qui, par erreur, croyant obéir à
l'autorité supérieure, auraient rendu leurs armes, sont invités à les ré-
clamer énergiquement auprès de ceux qui s'en sont emparés sans droit
aucun.

Art. 4. Les Commissions municipales, les Commandants de la Garde
nationale et tous les habitants des communes patriotes sont chargés de
l'exécution de la loi rappelée dans le présent avis.

Qu'à l'exemple de Gennevilliers toutes les communes se lèvent armées de
fusils, de fusées, de faux redressés et l'ennemi recule.

Laval, le 25 janvier 1871.

Le Préfet de la Mayenne,
EUGÈNE DELATTRE.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général, R. RENOULT.

Laval, imp. L. Mouton, rue du Commerce.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOLDATS, GARDES NATIONAUX ET CITOYENS,

Au moment où notre malheureuse Patrie s'écroule, permettez-moi de vous dire ce que j'ai voulu faire pour elle. Le 22 Janvier j'envoyai, aux membres de la Défense nationale, la circulaire suivante :

« La situation est éminemment grave. Il faut, pour nous sortir du péril, un homme qui ait du génie, de l'audace et du patriotisme.

« Je suis prêt à prendre la responsabilité de la tâche, si le général Trochu ne se sent pas la force de remplir la mission que nous lui avons confiée. S'il est possible de vaincre, nous vaincrons ! Mais si le fait est de toute impossibilité, nous prouverons au monde entier, comment un peuple valeureux sait mourir.

« Je ne suis qu'un soldat-citoyen. J'ai puisé mon génie dans le malheur qui nous accable ; l'audace, dans le crime de nos ennemis, et le patriotisme est dans mon cœur. Membres de la défense nationale, Soldats et Citoyens, le temps presse ! Si vous voulez de moi, prononcez-vous, et je lève l'étendard pour ne le déposer que le jour où nous aurons sauvé la France et la République. »

L. PANAFIEU.

N'ayant reçu aucune réponse, j'adressai le 24 Janvier la suivante :

« Messieurs, le 22 janvier, j'eus l'honneur de vous adresser une circulaire qui avait pour but de vous offrir mes services dans la grave situation que nous traversons. J'ignore si elle est arrivée jusqu'à vous, et l'opinion que vous en avez émise dans le moment critique où vous l'avez reçue. Si la présente vous arrive, elle vous fera sentir tout ce que mon cœur souffre à la vue de notre patrie agonisante. Je revendrai frapper à votre porte, si vous ne me répondez, et je finirai par toucher vos portes. Si véritablement il y a dans vos cœurs l'amour de la

de si près le précipice où nous allions nous engloutir, qu'il est sorti de mon cerveau le génie de la délivrance, et avec ce génie l'audace qu'il faut dans ces moments critiques pour frapper les grands coups, étonner les ennemis et les écraser avant qu'ils aient eu le temps de se remettre.

« Si nous étions dans des temps meilleurs, je resterais humble et obscur. Mais dans un moment où tous ceux qui sont au pouvoir ne prennent le sceptre qu'en tremblant, je viens vous dire : *Je n'ai pas peur !* Pour moi, c'est

mes en province, mais que ce sont eux qui ont obtenu nos secours, et que chaque heure perdue est une heure de rôle pour la France qui meurt.

« Messieurs, il est impossible que vous soyez sourds à mes prières.
« Gambetta n'était point un général et il a fait un grand ministre.

« Je ne suis pas général non plus; mais cette douleur de quatre mois passés d'un siège terrible, m'a donné l'intuition de la situation. J'ai tellement étudié, tellement observé et vu

Pas de réponse!... 3^e Lettre du 26, à Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères :

« Excellence, nos armées de province sont presque écrasées; comme elles ne voient aucun secours arriver de Paris, elles se découragent et se laissent battre sans résistance. Mais le jour où il leur arrivera quelques paroles énergiques et patriotiques, venant de Paris, et leur promettant la victoire, le succès est certain.

« Oui, Excellence! Il faut que Paris sauve la France. Mais pour cela il ne faut pas qu'il ait une minute à perdre. Je vous demande huit jours pour délivrer Paris, et, aussitôt Paris délivré, je vous assure le succès de la France.

SOLDATS, GARDES NATIONAUX et CITOYENS,

N'ayant reçu aucune réponse, je viens m'adresser à vous, si vous êtes encore Français. D'après le plan de nos chefs, nous attendions les armées de secours pour délivrer Paris et sauver la France. Mais les rôles ont changé. C'est aujourd'hui la France qui attend Paris pour la sauver. Je vous demande huit jours pour délivrer Paris et un mois pour sauver la France.

Que la responsabilité de cette entreprise retombe sur moi-même. Pas de révolutions! Si nos forts ne sont pas encore livrés aux Prussiens, réclamez un plébiscite, et si par OUI, vous me donnez le pouvoir, je vous jure sur ma tête de sauver la France!

28 Janvier 1871.

L. PANAFIEU.

les grands périls que l'on voit les grands hommes.

« J'accipie cette responsabilité sur ma tête!
« Je vous le demande, Messieurs, une entrevue en conseil général afin de vous exposer la situation telle que je la vois, et vous développer d'après moi, le remède qu'il faut apporter à la pans de la France.

« Dans l'espoir que vous ne resterez point sourds à mes prières et que vous comprendrez qu'il faut agir, et agir brutalement, recevez, etc.

« L. PANAFIEU. »

« Si cela ne suffit point pour vous donner confiance, ou bien que vous hésitez à prendre sur vous la responsabilité de moi-même, je vous demande à ce que vous exposiez mes écrits à la population parisienne et lui demander par OUI ou par NON à capituler, ou bien à me confier la direction de la guerre. Mais songez bien que chaque journée perdue est une chance de moins pour le succès de la France et de la République.

« Dans l'attente d'une prompt réponse, recevez, etc.

« L. PANAFIEU. »

Gegen Paris wurde die Beschiessung in den letzten Tagen ununterbrochen fortgesetzt. Am 21. eröffnete Belagerungs. — Artillerie das Feuer gegen St-Denis. Die Zahl der in Folge des Sieges von St-Quentin in unsere Haende gefallenen unverwundten Gefangenen hat sich auf 9000 vermehrt. Ein Ueberfallsversuch von Langres aus, gegen 2 in der Gegend von Chaumont postirten Landwehr. Compagnien in der Nacht zum 21. missling voellig.

Vor Belfort wurden in derselben Nacht die vom Feind stark besetzten verschanzten Gehoelze Taillis und Bailly sowie Dorf Perouse genommen und 5 Offiziere 80 Mann unverwundet gefangen.

(gez.) von **PODBIELSKI.**

Vor Paris erzielte Beschiessung gegen St-Denis gute Resultate. Am 22. verstummte dort das feindliche Feuer fast ganz. in St-Denis wie auch in Paris bemerkte man mehrere Feuersbrünste. Eine fliegende Colonne unter Oberstlieutenant Debrschütz versprengte in der Gegend von Bourmont an der oberen Maas Mobilgarden. Feindlicher Verlust über 180 Mann. Diesseits 4 Verwundete.

(gez.) von **PODBIELSKI.**

Am 21. besetzten Abtheilungen der deutschen Süd-Armee nach leichtem Gefechte Dole und nahmen 230 mit Lebensmitteln, Fourage und Bekleidung beladene Eisenbahnwagen.

Im Norden hat die I Armee das Terrain bis zu den Festungen vom Feinde gesaubert.

(gez.) von **PODBIELSKI.**

Orléans, le 25 janvier 1871.

Traduction :

Contre Paris le bombardement a été continué dans les derniers jours sans interruption. Le 21, l'artillerie de siège a ouvert le feu contre Saint-Denis. Le nombre de prisonniers non blessés, qui sont tombés entre nos mains, à la suite de la bataille de Saint-Quentin, s'est élevé à 9000. On a essayé de surprendre 2 compagnies de Landwehr postées dans le voisinage de Chaumont : c'était une sortie de Langres, et ce mouvement a complètement manqué dans la nuit du 21.

Devant Belfort les bois de Taillis et Bailly, fortifiés et fortement occupés par l'ennemi, ainsi que le village de Perouse, ont été pris dans la même nuit, et on a fait prisonniers 5 officiers et 80 hommes non blessés.

Devant Paris le bombardement dirigé contre Saint-Denis a produit de bons résultats. Le 22, le feu ennemi y a été éteint presque complètement. A Saint-Denis, comme aussi dans Paris, on a constaté plusieurs incendies. Une colonne volante sous le lieutenant Debschütz a dispersé des Gardes-Mobiles dans le voisinage de Bourmont sur la Meuse supérieure. La perte ennemie a dépassé 180 hommes. De notre côté, 4 blessés.

Le 21, des divisions de l'armée allemande du Sud ont occupé Dole, après un léger combat, et ont pris 230 wagons de chemin de fer, chargés de fourrages, de vivres et de vêtements. Dans le Nord la première armée a balayé le terrain jusqu'aux forteresses.

DE **PODBIELSKI.**

DEPECHE TELEGRAPHIQUE

ABBEVILLE, 26 janvier, 3 h. 17 matin.

Le Préfet de la Somme au Préfet du Nord.

M. Bely, matelot, parti de Paris dans le ballon *le Toricelli* avec cinq sacs de dépêches, le 24, à trois heures du matin, tombé à Frametchon, canton de Saint-Just (Oise), le même jour, à onze heures du matin, vient d'arriver à Abbeville, aujourd'hui 26, à deux heures du matin, avec un sac de dépêches du gouvernement de Paris et trois pigeons. Il part pour Bordeaux par le train de 7 heures 26 minutes.

Poursuivi par l'ennemi à sa descente jusqu'à Aumale (Seine-Inférieure), il laissa l'aérostat aux soins du maire de Froissy (Oise), et gagna Blagny (Seine-Inférieure), où les dépêches privées ont été déposées.

Pour copie conforme :

Le Préfet du Nord,

P. BERT.

In dem Ausfallgefecht Am 19. d. Mts. vor Paris betrug der ~~diesseitige~~ Verlust an Todten, Verwundeten und Vermissten : 39 Offiziere, 616 Mann. Der Verlust des Feindes wird auf 6000 Mann geschätzt da allein über 1000 vor der diesseitigen Front liegen gebliebene Todte desselben constatirt waren. Gegen die Nordfront von Paris sind neue Batterien auf naechere Distancen in Thaetigkeit getreten.

Abtheilungen der Süd-Armee haben südlich Besançon im Rücken der Bourbaischen Armee den Doubs überschritten, 33 Eisenbahnwagen, zum Theil mit Provinzl., sind im Bahnhof St-Vit genommen worden.

(gez.) von **PODBIELSKI**

Die Festung Longwy hat nach 6 taegiger Beschiessung in der Nacht zum 25 Januar kapitulirt. Offizielle Pariser Berichte geben die Staerke der ~~spanischen~~ Corps welche am 19. gegen das 5. Corps ausfielen, auf über 100,000 Mann an. Der Verlust der 1 Armee betrug in der Schlacht bei St-Quentin am 19 Januar an Todten und verwundeten 94 Offiziere et circa 3000 Mann.

(gez.) von **PODBIELSKI**.

Orléans, le 26 janvier 1871.

Traduction :

Dans la sortie qui a eu lieu le 19 de ce mois devant Paris, la porte de notre ~~fort~~ ^{place}, 39 morts, blessés et disparus, s'est élevée à 39 officiers et 616 hommes. Les pertes de l'ennemi sont estimées à 6000 hommes, puisqu'on a constaté plus de 1000 morts devant le front de ce côté-ci seulement. Contre le côté nord de Paris, de nouvelles batteries, à des distances plus rapprochées, sont entrées en activité.

Des divisions de l'armée du Sud ont dépassé le Doubs au midi de Besançon, sur les derrières de l'armée de Bourbaki. 33 wagons, chargés en partie de vivres, ont été pris dans la ~~gare~~ ^{gare} de Saint-Vit.

La forteresse de Longwy a capitulé dans la nuit du 25 Janvier après 6 jours de bombardement. Des nouvelles officielles de Paris annoncent que l'effectif du corps français qui a opéré une sortie le 19 contre le 5^e corps, dépasse le chiffre de 100,000 hommes. — Les pertes de la 1^{re} armée, dans la bataille près de Saint-Quentin, le 19 janvier, se sont élevées en morts et en blessés à 94 officiers et environ 3,000 hommes.

De ~~PODBIELSKI~~.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Citoyens,

La convention qui met fin à la résistance de Paris n'est pas encore signée, mais ce n'est qu'un retard de quelques heures.

Les bases en demeurent fixées telles que nous les avons annoncées hier :

L'ennemi n'entrera pas dans l'enceinte de Paris ;

La garde nationale conservera son organisation et ses armes ;

Une division de douze mille hommes demeure intacte ; quant aux autres troupes, elles resteront dans Paris, au milieu de nous, au lieu d'être, comme on l'avait d'abord proposé, cantonnées dans la banlieue. Les officiers garderont leur épée.

Nous publierons les articles de la Convention aussitôt que les signatures auront été échangées, et nous ferons en même temps connaître l'état exact de nos subsistances.

Paris veut être sûr que la résistance a duré jusqu'aux dernières limites du possible.

Les chiffres que nous donnerons en seront la preuve irréfragable, et nous mettrons qui que ce soit au défi de les contester.

Nous montrerons qu'il nous reste tout juste assez de pain pour attendre le ravitaillement, et que nous ne pouvons prolonger la lutte sans conduire à une mort certaine deux millions d'hommes, de femmes et d'enfants.

Le siège de Paris a duré quatre mois et douze jours ; le bombardement un mois entier. Depuis le 15 Janvier, la ration de pain est réduite à 300 grammes ; la ration de viande de cheval, depuis le 15 Décembre, n'est que de 30 grammes. La mortalité a plus que triplé. Au milieu de tant de désastres il n'y a pas eu un seul jour de découragement.

L'ennemi est le premier à rendre hommage à l'énergie morale et au courage dont la population parisienne tout entière vient de donner l'exemple.

Paris a beaucoup souffert, mais la République profitera de ses longues souffrances, si noblement supportées. Nous sortons de la lutte qui finit, retrempés pour la lutte à venir. Nous en sortons avec tout notre bonheur, avec toutes nos espérances, et malgré les douleurs de l'heure présente, plus que jamais nous avons foi dans les destinées de la Patrie.

Paris, le 28 Janvier 1871.

Général TROCHU, *Président* ; JULES FAVRE, *Vice-Président, Ministre des Affaires étrangères* ; ERNEST ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, JULES SIMON, JULES FERRY, ERNEST PICARD, GARNIER-PAGÈS ; LE FLO, *Ministre de la Guerre* ; MAGNIN, *Ministre de l'Agriculture et du Commerce* ; DORIAN, *Ministre des Travaux publics*.

1 IMPRIMERIE NATIONALE. — Janvier 1871.

CONVENTION

Entre M. le Comte de Bismarck, Chancelier de la Confédération Germanique, stipulant au nom de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse; et M. Jules Favre, Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement de la Défense nationale, muni de pouvoirs réguliers, ont été arrêtées les conventions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Un armistice général sur toute la ligne des opérations militaires en cours d'exécution entre les armées allemandes et les armées françaises commencera pour Paris aujourd'hui même, pour les départements dans un délai de trois jours. La durée de l'armistice sera de vingt et un jours à dater d'aujourd'hui, de manière que, sauf le cas où elle serait renouvelée, l'armistice se terminera partout le 19 février à midi.

Les armées belligérantes conserveront leurs positions respectives qui seront séparées par une ligne de démarcation. Cette ligne partira de Pont-Evêque sur les côtes du département du Calvados, se dirigera sur Lignerôles dans le nord-est du département de la Mayenne en passant entre Briand et Tréouillet; en touchant un département de la Mayenne à Lignerôles, elle suivra la limite qui sépare ce département de celui de l'Orne et de la Sarthe jusqu'au nord de Yvermeux et sera continuée de manière à laisser l'occupation allemande des départements de la Sarthe, de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher, du Loiret, de l'Yonne. — Jusqu'au point où l'axe de Quarré-les-Tombes se touchent, les départements de la Côte d'Or, de la Nièvre et de l'Yonne. A partir de ce point la trace de la ligne sera réservée à nos ennemis qui auront tous les renseignements nécessaires à leur disposition sur la situation actuelle des opérations militaires en exécution dans les départements de la Côte d'Or, du Doubs et du Jura. Dans tous les cas elle traversera le territoire composé de ces

mettre au Gouvernement de la Défense nationale de convoquer une assemblée librement élue, qui se prononcera sur la question de savoir si la guerre doit être continuée ou à quelles conditions la paix doit être faite. L'assemblée se réunira dans la ville de Bordeaux.

Toutes facilités seront données par les commandants des armées allemandes pour l'élection et la réunion des députés qui la composeront.

ART. 3.

Il sera fait immédiatement remise à l'armée allemande par l'autorité militaire française de tous les forts formant le périmètre de la défense extérieure de Paris, ainsi que de leur matériel de guerre. Les communes et les maisons situées en dehors de ce périmètre ou entre les forts ne pourront être occupées par les troupes allemandes jusqu'à une ligne à tracer par des commissaires militaires. Le terrain restant, entre cette ligne et l'enceinte fortifiée de la ville de Paris sera interdit aux forces armées des deux parties. La manière de rendre les forts et le tracé de la ligne mentionnés formeront l'objet d'un protocole à annexer à la présente Convention.

ART. 4.

Pendant la durée de l'armistice l'armée allemande n'entrera pas dans la ville de Paris.

ART. 5.

L'ennemi sera désarmé de ses canons, dont les affûts seront transportés dans les forts à désigner par un commissaire de l'armée allemande.

gouvernement français enverra tant dans les départements qu'à l'étranger, pour préparer le ravitaillement et faire approcher de la ville les marchandises qui y sont destinées.

ART. 9.

Après la remise des forts et après le désarmement de l'ennemi et de la garnison stipulés dans les articles 5 et 6, le ravitaillement de Paris s'opérera librement par la circulation sur les voies ferrées et fluviales.

Les provisions destinées à ce ravitaillement ne pourront être saisies dans les terrains occupés par les troupes allemandes et le gouvernement français s'engage à en faire l'acquisition en dehors de la ligne de démarcation qui entourera les positions des armées allemandes, à moins d'autorisation contraire donnée par le commandant de ces dernières.

ART. 10.

Tout le personnel qui voudra quitter la ville de Paris devra être muni de permis réguliers délivrés par l'autorité militaire française et soumis au visa des avant-postes allemands. Ces permis et visas seront accordés de droit aux candidats à la députation en province et aux députés à l'assemblée.

La circulation des personnes qui auront obtenu l'autorisation indiquée ne sera admise qu'entre 6 heures du matin et 6 heures du soir.

ART. 11.

La ville de Paris payera une contribution municipale de guerre de la somme de 240 millions de francs. Le paiement devra être effectué avant le quatorzième jour de l'armistice. Le mode

trois départements, en laissant à l'occupation allemande les départements situés au nord, à l'armée française ceux situés au midi de ce territoire.

Les départements du Nord et du Pas-de-Calais, les forteresses de Givet et de Langres, avec le territoire qui les entoure à une distance de 10 kilomètres et la portion du littoral jusqu'à une ligne à tirer d'Arras à la direction de Saint-Omer, resteront en dehors de l'occupation allemande. Les deux armées belligères et leurs avant-postes de part et d'autre se tiendront à une distance de 10 kilomètres au moins des lignes tracées pour séparer leurs positions.

Chaque des deux armées se réserve le droit de maintenir son autorité dans le territoire qu'elle occupe et d'employer les moyens que ses commandants jugeront nécessaires pour arriver à but.

L'armistice s'applique également aux forces navales des deux pays et adoptant le principe de Brest que dans une ligne de démarcation, à l'ouest de laquelle se tiendra la flotte française et à l'est de laquelle se retireront, aussitôt qu'ils pourront être avisés, les bâtiments de guerre allemands qui se trouvent dans les eaux occidentales. Les captures qui seraient faites après la conclusion et avant la notification de l'armistice seront restituées, de même que les prisonniers qui pourraient être faits de part et d'autre dans des engagements qui auraient lieu dans l'intervalle indiqué. Les opérations militaires sur le terrain des départements du Doubs, du Jura et de la Côte-d'Or, ainsi que le siège de Belfort, se poursuivront indépendamment de l'armistice jusqu'au moment où on se sera mis d'accord sur la ligne de démarcation dont le tracé à travers les trois départements mentionnés a été réservé à une époque ultérieure.

ART. 2.
L'armistice ainsi convenu a pour but de per-

Fait à Versailles, le 23 Janvier 1871.

(L. S.) Signé : BISMARCK.

Verdun. — Imprimerie B&L, rue de l'Éclaircie, 48.

ART. 6.
Les garnisons armées de ligne, garde mobile et marins des forts et de Paris seront prisonnières de guerre; sauf une division de 12,000 hommes que l'autorité militaire dans Paris conservera pour le service intérieur.

Les troupes prisonnières de guerre déposeront leurs armes et seront renvoyées dans les lieux désignés et livrées suivant règlement par commandés suivant l'usage; ces troupes retourneront dans l'intérieur de la ville dont elles ne pourront pas franchir l'enceinte pendant l'armistice. Les autorités françaises s'engagent à veiller à ce que tout individu appartenant à l'armée et à la garde mobile reste confiné dans l'intérieur de la ville.

Les officiers des troupes prisonnières seront désignés par une liste à remettre aux autorités alliées.

ART. 7.
La garde nationale conservera ses armes; elle sera chargée de la garde de Paris et du maintien de l'ordre. Il en sera de même de la garde nationale et des troupes assimiles, composées d'un service municipal, telles que garde républicaine, douaniers et pompiers. La totalité de cette catégorie n'excédera pas 3,300 hommes.

Tous les corps de franc-tireurs seront dissous par une ordonnance du gouvernement français.

ART. 8.
Aussitôt après la liquidation des présentes et avant la prise de possession des forts, le commandant en chef des armées allemandes donnera toutes facilités aux commissaires que le

de payement sera déterminé par une commission mixte allemande et française.

ART. 12.
Pendant la durée de l'armistice il ne sera rien dit des valeurs publiques pouvant servir de gage au recouvrement des contributions de guerre.

ART. 13.
L'importation dans Paris d'armes, de munitions ou de matières servant à leur fabrication sera interdite pendant la durée de l'armistice.

ART. 14.
Il sera procédé immédiatement à l'échange de tous les prisonniers de guerre qui ont été faits par l'armée française pendant le cours de la guerre. Dans ce but les autorités françaises remettront dans le plus bref délai des listes nominatives des prisonniers de guerre allemands aux autorités militaires allemandes à Amiens, au Mans, à Orléans et à Vesoul. La mise en liberté des prisonniers de guerre allemands s'effectuera sur les points les plus rapprochés de la frontière. Les autorités allemandes remettront en échange sur le même point et dans le plus bref délai possible un nombre pareil de prisonniers de guerre français de grades correspondants aux autorités militaires françaises.

L'échange s'étendra aux prisonniers de condition bourgeoise, tels que les capitaines des navires de la marine marchande allemande et les prisonniers français civils qui ont été internés en Allemagne.

ART. 15.
Un service postal pour des lettres non cachetées sera organisé entre Paris et les départements par l'intermédiaire du quartier-général de Versailles.

En foi de quoi les soussignés ont revêtu les présentes conventions de leurs signatures et de leurs sceaux.

(L. S.) Signé : FAVRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GARDE NATIONALE DE LA SEINE.

ORDRE.

La nuit dernière, des officiers de la Garde nationale ont tenté de réunir leur troupe et de prendre des dispositions militaires en dehors de tout commandement.

Le Général, tout en ressentant aussi vivement qu'eux la douleur patriotique qui les a égarés, ne saurait partager leurs illusions, et il a le devoir de prévenir la Garde nationale, qu'en cédant à de tels entraînements, elle compromettrait un armistice honorable et l'avenir de Paris et de la France entière.

Quelque douloureux qu'il puisse être pour un chef de calmer les ardeurs de la troupe placée sous son commandement et de blâmer comme une faute les actes qu'elles inspirent, le Commandant supérieur n'hésite pas à le faire dans cette circonstance.

Il rappelle à la Garde nationale que de son attitude, du calme et de la dignité avec lesquelles sera supportée la douleur qui nous atteint, dépendent aujourd'hui l'ordre dans Paris, dont elle va être la garnison, et le ravitaillement de cette grande ville, dont l'éternel honneur sera d'avoir prolongé la lutte au milieu des plus cruelles privations et jusqu'au complet épuisement de ses ressources.

Paris, le 28 Janvier 1871.

Le Général commandant supérieur,
CLÉMENT THOMAS.

PREFECTURE DU DÉPARTEMENT DE L'OISE.

DÉCRET

CONCERNANT

LA PERCEPTION DES CONTRIBUTIONS

Nous, Gouverneur général des départements du Nord de la France,

Considérant que, par suite de la guerre, la perception des contributions directes ou autres droits, d'après les lois françaises, a été interrompue, et que le recouvrement des droits d'enregistrement, du timbre et des contributions indirectes, d'après les institutions en vigueur, est rendu impossible,

Avons DÉCRÉTÉ et DÉCRETONS pour les départements de Seine-et-Oise, du Loiret, d'Eure-et-Loire, de la Seine-Inférieure, de la Somme et de l'Oise, y compris l'arrondissement des Andelys, ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Les contributions directes, à savoir la contribution foncière, la contribution personnelle mobilière, la contribution des portes et fenêtres seront payées à partir du mois de janvier de l'année 1871, en principal et centimes additionnels, d'après les états de repartition établis pour le service de l'année 1870 par la loi des finances et les rôles des Conseils généraux et municipaux.

L'impôt des patentes sera perçu d'après les rôles fixés par les Préfets pour l'année 1870.

ARTICLE 2.

Les droits d'enregistrement et du timbre et les contributions indirectes en tant qu'ils sont perçus au profit de l'Etat ou des départements restent suspendus et sont remplacés par un impôt dont le montant est fixé à cent cinquante pour cent de la somme des contributions directes et centimes additionnels généraux répartie à chaque commune selon l'article 1^{er}.

ARTICLE 3.

Les centimes additionnels pour dépenses communales et tous les revenus directs ou indirects perçus au profit des communes resteront à ces dernières.

ARTICLE 4.

Les communes sont responsables de la rentrée des contributions et impôts mentionnés dans les articles 1 et 2.

ARTICLE 5.

Les Maires des communes auront à percevoir à la fin de chaque mois un douzième des contributions directes et de l'impôt fixé par l'art. 2 de ce décret, et sont tenus à verser la somme totale en espèces ou en papier-monnaie allemand entre les mains des Maires de leurs cantons jusqu'au 5 du mois suivant, de sorte que le produit mensuel pourra être déposé par les Maires de cantons à la Caisse générale établie dans chaque département auprès de la Préfecture jusqu'au 10 de ce mois.

ARTICLE 6.

Les communes qui resteront en retard auront à payer une amende de 5 p. 100 de la somme due par la commune pour chaque jour de retard. Si le versement a été retardé au-delà de huit jours, il sera mis des troupes dans les communes retardataires qui auront l'obligation de les loger et de les nourrir, sans aucune indemnité, et de payer en outre journalièrement 6 francs à chaque officier et 2 francs à chaque soldat, jusqu'à ce que les sommes dues soient acquittées. Le commandant des troupes sera autorisé d'employer vis-à-vis des communes retardataires tous les moyens qu'il jugera convenables pour faire exécuter les arrêtés du Gouvernement général.

ARTICLE 7.

Le Maire de chaque commune jouit d'une remise de 2 pour 100; aux Maires de cantons, il sera accordée une remise de 4 pour 100 pour frais d'encaissement et de versement, à la Caisse générale. Les remises sont à déduire de la recette à chaque versement. Aucune remise ne sera accordée aux Maires des communes retardataires.

ARTICLE 8.

M. le Commissaire civil et MM. les Préfets sont chargés de l'exécution de ce décret.

Publié et affiché sur mon ordre.

Beauvais, le 29 janvier 1871.

Le Préfet impérial,
BARON DE SCHWARTZKOPFEN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU XI^{ME} ARRONDISSEMENT

A V I S

CONCERNANT LES

RÉFUGIÉS DES ARRONDISSEMENTS BOMBARDÉS

Par suite de la cessation du Bombardement, les réfugiés n'ont plus aucune raison plausible de ne pas rentrer chez eux.

Ils doivent dans le plus bref délai possible retourner dans leurs Arrondissements, car aucune livraison de farine supplémentaire n'est plus attribuée aux Arrondissements qui les ont recueillis.

Paris, 29 Janvier 1871.

Les Adjoints,

BLANCHON, POIRIER, TOLAIN.

Le Maire,

JULES MOTTU.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

La Délégation du Gouvernement établie à Bordeaux, qui n'avait jusqu'ici sur les négociations entamées à Versailles que des renseignements fournis par la presse étrangère, a reçu cette nuit le télégramme suivant, qu'elle porte à la connaissance du pays, dans sa teneur intégrale :

Dépêche Télégraphique

Versailles, le 28 Janvier 1871, 11 heures 15 m. du soir.

M. Jules FAYRE, Ministre des affaires étrangères, à Délégation de Bordeaux.

(Recommandée)

Nous signons aujourd'hui un traité avec M. le Comte de Bismarck.

Un Armistice de 21 jours est convenu.

Une Assemblée est convoquée à Bordeaux pour le 15 Février.

Faites connaître cette nouvelle à toute la France; faites exécuter l'armistice et convoquez les Electeurs pour le 3 Février.

Un Membre du Gouvernement va partir pour Bordeaux.

Jules FAYRE.

Un décret qui sera ultérieurement publié, fera connaître les mesures prises pour assurer l'exécution des dispositions ci-dessus.

Pour copie conforme :

Clément LAURIER,

CITOYENS,

Un grand moraliste a dit : *La servitude avilit les hommes au point de s'en faire aimer.* Dix-huit années de tyrannie avaient habitué le Peuple français, le peuple révolutionnaire par excellence, à ne plus maudire le joug odieux qu'il subissait. Les efforts de nos pères pour conquérir le libre exercice de leurs droits, les progrès incessants de la pensée et de l'action humaines, tout semblait avoir été mis en oubli, et la Liberté, qui est la même chose que la Vérité, n'avait conservé son culte que chez quelques grands esprits réduits au silence par la prison ou par l'exil. Amenée par des événements terribles, mais nécessaires, la secousse du 4 septembre nous a tirés de notre torpeur ; le Peuple est redevenu le Peuple, dès qu'il n'a plus eu de maître ; l'homme, libre, est redevenu l'homme.

Mais, si salutaire qu'ait été cette brusque rénovation, elle n'a sans doute pas effacé complètement les traces d'un humiliant passé. On ne se relève pas en un jour de tant d'abaissement. L'homme qui s'était annihilé ne s'est pas retrouvé tout entier. N'ayant plus depuis longtemps qu'un seul but : la satisfaction de ses désirs, honnêtes ou non, il n'a pas reconquis tout d'un coup la connaissance de ses devoirs et de ses droits. A l'heure où nous écrivons, la plupart des classes de la société, celles surtout qui n'ont reçu qu'insuffisamment les bienfaits de l'Instruction, ont plutôt le pressentiment que le sentiment précis de leurs destinées.

Nous avons cru que l'heure était venue d'éclairer ceux qui ignorent ou ceux qui savent incomplètement, c'est pourquoi nous avons publié le CATÉCHISME RÉPUBLICAIN.

Bref et clair, ce livre contient les vrais principes d'après lesquels doit se diriger l'homme moderne, et sans lesquels il ne serait plus l'homme, mais une brute. Rédigé par un écrivain d'une haute valeur intellectuelle qui a réuni, sans parti pris, les plus incontestables vérités de la politique républicaine, il s'adresse à tous et sera utile à tous.

Les hommes éclairés y trouveront le résumé précis de ce qu'ils savent déjà ; les ignorants y apprendront ce qu'ils doivent savoir ; expliqué aux enfants, il leur enseignera les voies honnêtes qu'ils devront suivre.

L'éditeur de ce livre n'a point fait, en le publiant, une opération commerciale : il a fait de la propagande républicaine ; le prix minime de la brochure est la meilleure preuve de ses intentions. Trop heureux si le CATÉCHISME RÉPUBLICAIN, recommandé par les réunions publiques, répandu dans les ateliers, consulté dans les familles, achevait de déraciner ce que le despotisme a jeté de semences mauvaises dans l'esprit du Peuple français, et contribuait à le rendre digne de cette gloire suprême : la Liberté.

L'éditeur : A. LEMERRE.

Mairie de Toulouse

EXTRAIT DES REGISTRES

Délérations de la Commission Municipale.

SEANCE DU 30 JANVIER 1871.

La Commission Municipale, extraordinairement réunie dans le lieu de ses séances en vertu de l'autorisation de M. le Préfet.

PRÉSENTS :

M. CASTELBOU, *Maire Président*;
MM. LÉGUÉS, ALBERT, GARNIY, GRATELOUP, CUVELIER, GRILLOU, CALVET, CORNET, BOUDIN, *Secrétaire*.

La Commission Municipale de Toulouse, extraordinairement réunie par M. CASTELBOU, son Président et Maire, à l'effet de recevoir communication des dépêches relatives à la capitulation de Paris, prend à l'unanimité, la résolution suivante :

- « Les conditions de paix, qui d'après les journaux étrangers seraient imposées à la France, sont incompatibles avec notre honneur national.
- « Le délégué du Gouvernement à Bordeaux est invité à les repousser énergiquement, et à prendre toutes les mesures nécessaires pour continuer la guerre à outrance, seule réponse à faire aux insolentes avances que sollicitent notre territoire et insultent aux malheureux qu'on a amené sur nos vingt années de despotisme et de tyrannie. »

Pour extrait conforme :

Le Maire,

L. CASTELBOU.

Les Membres de la Commission Municipale,
LEGUÉS, ALBERT, GARNIY, GRATELOUP, *Adjoint*;
CALVET, CUVELIER, GRILLOU, CORNET, BOUDIN.

secr.-général, DUPIN, rue de la Psaume, 28

29 Janvier 1871.

SIMPLE DISCOURS

D'UN ÉLECTEUR PARISIEN

FRANÇAIS,

Rien n'est perdu, si maintenant conscients de notre liberté, sachant que nous avons tout entier le seul bien du prisonnier, qui est sa pensée, nous pensions une France nouvelle, une République assez sérieusement constituée pour garantir à l'Allouagne l'exécution d'un traité et à nos enfants un état durable, comme les états britannique, belgique, belge ou autrichien.

Qu'elle soit la fête hardie et sage, cette Assemblée nationale.

Quelle fonde sur la paix et la liberté, la justice et la vérité, une maison qui ne se divise jamais contre elle-même, et demeure imprisonnable.

France, combien nous avons redigé et déclaré, depuis 1791, de chartes et de constitutions, vous le savez.

Que celle-ci représente l'équilibre de nos intérêts, de nos droits et de nos devoirs.

Qu'elle assure au peuple la souveraineté en subordonnant le pouvoir exécutif à des conseils élus par le peuple même. Qu'elle assure des représentants en états généraux, et non des députés, à commencer à des parlements provinciaux les études qu'achèveront le congrès national. Que la commission de la lecture et de l'écriture soit expurgée des dictateurs, moyennant l'instruction gratuite et obligatoire.

Que cette glorieuse et due Assemblée separe les églises de l'état, décide la réduction de l'armée au minimum et l'organisation des gardes nationales, enfin substitue à la magistrature inamovible le jury.

Voilà la République, ô citoyens, que je demande à l'Assemblée nationale.

Allons! quarante-trois hommes de bonne volonté pour proposer cette République aux Représentants de la Patrie française!

H. A.

1871 — Paris. EDWARD BLON, imprimeur, rue Hieu, 7, au coin de la Cité Vierge.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

DÉCRÈTE :

ARTICLE 1^{er}. — Les collèges électoraux sont convoqués à l'effet d'élire l'Assemblée nationale, pour le dimanche 5 février, dans le département de la Seine, et pour le mercredi 8 février, dans les autres départements.

ART. 2. — Dans les départements et fractions de départements où, à raison des circonstances de guerre ou autres, le vote ne pourrait avoir lieu le 8 février, le jour du vote sera déterminé par un arrêté préfectoral, si ce vote peut s'accomplir avant la réunion de l'Assemblée; par une décision de l'Assemblée elle-même, s'il ne peut avoir lieu que postérieurement à cette réunion.

ART. 3. — L'élection aura lieu par département, au scrutin de liste, conformément à la loi du 15 mars 1849. Chaque département dira le nombre de Députés déterminé par le tableau annexé au décret du 15 septembre 1870, ci-après reproduit.

ART. 4. — L'éligibilité sera réglée conformément aux dispositions du titre IV de la loi du 15 mars 1849.

Toutefois, l'incompatibilité créée par l'art. 84 entre le mandat de Député et toute fonction publique rétribuée sera suspendue jusqu'à décision contraire de l'Assemblée, sans néanmoins que le traitement de la fonction puisse être cumulé avec l'indemnité allouée au Député.

ART. 5. — Seront applicables les articles 91 (relatif à l'option des Députés élus par plusieurs départements), 96 et 97, paragraphe 2 (relatifs à l'indemnité), de la loi du 15 mars 1849.

ART. 6. — Prendront part au scrutin les citoyens régulièrement inscrits sur les listes électorales au moment du vote, ou dont les réclamations auront été admises avant la clôture des opérations.

À Paris, il sera statué sur les réclamations directement par le juge de paix, sans décision préalable de la commission municipale. Pour les communes rurales de la Seine ou autres dont les électeurs seraient réfugiés à Paris et dans les départements, les réclamations seront jugées par les commissions municipales sans aucun recours.

ART. 7. — Le scrutin ne durera qu'un seul jour.

Il sera ouvert à huit heures du matin et clos à six heures du soir.

Il aura lieu au chef-lieu de canton, sous la présidence du Maire de ce chef-lieu. Néanmoins, en raison des circonstances locales, le canton peut être divisé en sections par arrêté préfectoral publié au plus tard la veille de l'élection. Ces sections seront présidées par le Maire de la commune où le vote s'accomplira.

Art. 8. — Les opérations du vote auront lieu conformément aux lois actuellement en vigueur. Néanmoins, seront applicables les art. 56, 63, 64, 65, 66, de la loi du 15 mars 1749, relatifs au fonctionnement du scrutin de liste.

Le second tour de scrutin, prévu par l'art. 65, aura lieu le quatrième jour après celui de la proclamation du résultat du premier scrutin.

Art. 9. — Les militaires présents sous les drapeaux voteront pour l'élection des Députés du département où ils sont inscrits comme électeurs.

Les six premiers paragraphes de l'art. 62 de la loi du 15 mars 1849 seront observés. Pour les militaires en campagne ou faisant partie de la garnison d'une place en état de défense, le vote aura lieu conformément aux dispositions prises par le chef du corps ou le commandant de la place.

Art. 10. — Il sera statué par l'Assemblée sur les élections de l'Algérie et des Colonies.

Art. 11. — L'Assemblée se réunira à Bordeaux, le 12 février.

Fait à Paris, le 29 janvier 1871.

**Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, JULES SIMON,
ERNEST PICARD, EUGÈNE PELLETAN, GARNIER-PAGES,
EMMANUEL ARAGO.**

EXTRAIT DU TABLEAU DU NOMBRE DES DÉPUTÉS À ÉLIRE PAR DÉPARTEMENT.

DÉPARTEMENT.	NOMBRE DE DÉPUTÉS À ÉLIRE.
Seine.	45

LE MEMBRE DU GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE, DÉLÈGÉ À LA MAIRIE DE PARIS ET À L'ADMINISTRATION DE LA SEINE,
Vu le décret du 29 janvier 1871, qui convoque les collèges électoraux à l'effet d'élire une Assemblée nationale, pour le dimanche 5 février, dans le département de la Seine,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}. — Le décret du 29 janvier, portant convocation des collèges électoraux de la Seine pour le dimanche 5 février, sera immédiatement publié et affiché à Paris et dans les communes rurales de la Seine.

Art. 2. — Un avis de chaque Mairie indiquera le jour où commencera la distribution des cartes électorales, ainsi que les locaux où les électeurs seront appelés à voter.

Paris, le 30 janvier 1871.

Pour ampliation :

JULES FERRY.
Le Secrétaire général,
JULES MAHIAS.

Ayant pris le Commandement de la Place de Saint-Denis et ayant installé un Bureau de Place, rue de la Boulangerie, 43, ouvert de 10 heures à midi, j'arrête que tous les habitants du Saint-Denis sont tenus d'obéir aux ordres du Commandant et de ses organes.

J'espère que la population saura rendre les relations amicales et faciliter le commerce.

Les habitants sont tenus de livrer aux soldats dans leurs quartiers des matelas ou des paillasses et la vaisselle nécessaire à la cuisine, et s'il y a plusieurs soldats, une chambre spéciale; pour chaque officier une chambre meublée et un lit.

En cas de difficultés ou arranger les affaires chez des délégués de la mairie dans chacun des sept quartiers. Depuis 9 heures du soir jusqu'à 6 heures du matin, il sera défendu de sortir de la maison et les établissements seront fermés. Il est recommandé aux voitures de tenir toujours la droite.

Le commerce entre Saint-Denis et Paris est absolument interdit, excepté les Candidats de l'Assemblée nationale.

« Voir l'article 10 : « Toute personne qui voudrait quitter la ville de Paris, devra être munie du permis régulier délivré par l'autorité militaire française et soumis au visa des avant-postes allemands.

Ces permis et visas seront accordés de droit aux candidats à la députation en provinces, et aux députés de l'Assemblée.

La circulation des personnes qui auront obtenu l'autorisation indiquée, ne sera admise qu'entre 6 heures du matin et 6 heures du soir.

Le commerce entre Saint-Denis et la campagne du nord est parfaitement libre.

Les marchands sont invités à s'approvisionner des départements du Nord. Les marchés seront fixés aux Mardis, Vendredis et Dimanches.

Quant à la monnaie, UN thaler prussien vaut exactement 3 francs et 75 centimes, 1/6 thaler vaut 60 centimes, 1/12 thaler, 30 centimes. Les billets de banque ont tout à fait la même valeur que la monnaie.

La chasse est interdite.

La garde nationale est dehors du service, en vertu de la convention, et dépose les armes dans la Grande Caserne; de même les citoyens les armes de toute espèce, Révolvers, Pistoles, Sabres, Epées de francs-maçons. etc.

Le service de sûreté sera fait par la force prussienne.

Saint-Denis, ce 30 Janvier 1871.

DE ZYCHLINSKY

Général, Commandant la Ville de St-Denis.

Nachdem ich das Commande des Platzes von Saint-Denis übernommen und mein Bureau der Commandantur, rue de la Boulangerie, 43, eingerichtet habe (offen von 10 Uhr bis Mittag), verfüge ich, das alle Einwohner verpflichtet sind, den Befehlen des Commandanten und seiner Organe zu gehorchen. Ich hoffe dass die Bevölkerung die Beziehungen freundlich zu gestalten und den Verkehr zu erleichtern wissen wird.

Die Einwohner sind verpflichtet den Soldaten in ihren Quartieren Matratzen oder Strohsacke und das für die Küche noethige Geschir zu liefern, und wenn mehrere Soldaten darin sind, ein besonderes Zimmer, für jeden Officier dagegen ein moubliertes Zimmer und ein Bett.

In Faellen welche, mit Schwierigkeiten verknuepft sind werden die Angelegenheiten zunaechst bei dem Abgeordneten der Mairie in jedem der 7 Quartiere geordnet. Von 9 Uhr Abends bis 6 Uhr Morgens ist es verboten aus den Hausern aus zugehen und sind die Local geschlossen.

Die Wagen haben stets rechts auszuweichen. Der Verkehr zwischen Saint-Denis und Paris ist absolut untersagt, ausgenommen die Candidaten der National Versammlung.

« Vergl. Artikel 10: Jeder, der die Stadt Paris verlassen will, muss mit einem regelmæssigen Erlaubnisscheine der französischen Militärbeheerde, welche das Visa der deutschen Vorposten erhalten hat, versehen sein. Diese Erlaubnisscheine und Visa duerfen nicht vorweigert werden den Candidaten für das Abgeordnetenhaus in der Provinz und den Abgeordneten fuer die National-Versammlung. Der Vorkehr der Personen welche die erwachto Ermsechtigung erhalten haben, ist nur zwischen 6 Uhr Morgens und 6 Uhr Abends gestattet. »

Der Verker zwischn Saint-Denis und der Umgegend im Norden ist vollaendig frei. Den Kaufleuten wird anempfehlen, sich mit Vorrathon aus den Departements des Nordens zu versehen. Die Maerke sind auf Dienstag, Freitag und Sonntag festgesetzt.

Was das Geld anbetrifft, gilt ein Thaler preussisch genau 3 francs 75 centimes.

1/6 Thaler gilt 60 c. 1/12 Thaler gilt 30 c. Papiergeid gilt genau seviel als Sihergold. Die Jagd ist verboten.

Die National-Garde ist ausser Diensts gesetzt in Gemeassheit der Convention, und giebt die Waffen in dor gressen Casarno ab; ebenso die Buerger die Waffen jeder Art, Revolver, Pistolen, Sacbet, Frei Maurer-Degen. Der Sicherheitsdiens wird durch die preussischen Truppon wahrgenommen.

St.-Denis, 30 Januar 1871.

VON ZYCHLINSKY

General und Commandant von St.-Denis.

République Française.

ORDRE DU JOUR.

Soldats, Marins et Gardes mobiles,

Tant qu'une bouchée de pain a été assurée à Paris, vous avez défendu cette grande Cité, qui a été, pendant cinq mois, le boulevard de la France; vous l'avez défendue au prix de votre sang, qui a coulé à pleins bords.

Aujourd'hui que des malheurs inouïs, que votre courage et vos sacrifices n'ont pu conjurer, vous ramènent dans son enceinte, de nouveaux devoirs, non moins sacrés que ceux que vous avez accomplis déjà, vous sont imposés. A tout prix vous devez donner à tous l'exemple de la discipline, de la bonne tenue, de l'obéissance. Vous le devez par respect de vous-mêmes, par respect pour notre Patrie en deuil, dans l'intérêt de la sécurité publique.

Vous ne faillirez pas, j'espère, à cette obligation sacrée; y manquer serait plus qu'une faute, ce serait un crime.

Officiers, Sous-Officiers et Soldats, restez unis dans un sentiment commun de patriotisme passionné; soutenez-vous les uns les autres, afin qu'après avoir versé tant de sang pour l'honneur de Paris et les plus grands intérêts de la Patrie, vous méritiez qu'on dise de vous : Ils ne sont pas seulement de braves soldats, ils sont aussi de bons citoyens.

Paris, le 30 Janvier 1871.

Le Ministre de la Guerre,
Signé : Général LE FLO.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DE POLICE

Dans le but d'éviter à la Population des démarches et des fatigues de toute nature, pour obtenir les Autorisations nécessaires, à l'effet de pouvoir franchir les Lignes d'investissement, les personnes qui désireront quitter Paris n'auront qu'à adresser une *demande écrite* à la Préfecture de Police.

Cette demande devra indiquer les nom, prénoms, domicile, adresse, profession, lieu et date de naissance de l'impétrant, ainsi que le but et l'objet de son voyage. Elle devra être accompagnée de toute pièce justificative de l'identité, telle que *Patente, Quittance de Loyer et de Contribution, ancienne Carte d'Électeur*; un visa de Municipalité ou de Commissariat de Police pourra tenir lieu de cette justification.

La Préfecture de Police s'est concertée avec l'autorité militaire pour faire parvenir, par le moyen le plus rapide, au domicile des impétrants, la réponse à leur demande.

NOTA. — Afin d'assurer la prompte exécution du travail, le Public ne sera pas admis, pour cet objet, dans les bureaux de la Préfecture. *Les demandes par lettres sont donc indispensables.* Elles seront d'ailleurs examinées sans le moindre retard, au fur et à mesure de leur réception.

Paris, le 30 Janvier 1871.

**Le Préfet de Police,
CRESSON.**

ART. 2 du Règlement militaire. — *Les personnes qui auront obtenu la permission de franchir les avant-postes allemands ne pourront le faire que par les lignes suivantes : Routes de CALAIS, LILLE, METZ, STRASBOURG, BALE, ANTIBES, TOULOUSE, n° 189 (ISSY), ponts de la Seine, comprenant ceux de SÈVRES, de NEUILLY, d'ASNIÈRES et de SAINT-CLOUD.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Égalité - Fraternité

CITOYENS !

S'il faut en croire la presse étrangère, un nouveau désastre vient de nous frapper. Les Prussiens occupent les forts de Paris ! Du même coup, nous perdons une armée de 300,000 hommes, et nous allons avoir à combattre une armée de plus ! Courage donc ! Raidissons-nous devant l'immensité de notre tâche.

La France ne peut pas périr, mais elle peut encore moins se déshonorer. Ce n'est pas pour livrer à la Prusse une partie de son territoire qu'elle a lutté pendant six mois. Ce n'est pas pour subir le joug humiliant de Guillaume le sanguinaire qu'elle a transformé tous ses enfants en soldats, travaillant nuit et jour à forger des armes.

Redoublons d'efforts ; que cet armistice de 21 jours soit employé tout entier à fabriquer de nouveaux engins de destruction, à exercer de nouveaux bras, à fortifier partout la résistance. Ce n'est pas la paix qu'il faut préparer, c'est la guerre à outrance, sans trêve ni merci ! Prenons les armes tous, sans exception, et que les Allemands ne puissent plus faire un pas sans rencontrer un ennemi debout pour le frapper !

Républicains ! nous devons sauver la France ou mourir !

Aux armes ! serrons-nous tous autour du drapeau tricolore ! Aux armes !

Vive la France !

Vive la République une et indivisible !

Beaune, le 31 janvier 1871.

Le Sous-Préfet de Beaune,

A. LAMARLE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Conseil municipal, pénétré de l'importance des circonstances actuelles, au double point de vue de la République et du territoire, s'est réuni ce jour, et a pris la résolution d'envoyer à Bordeaux en délégation nos Collègues CHARBOGNE, MEUNIER et LAFORREST, avec l'adresse suivante :

CITOYEN GAMBETTA,

En présence des événements qui se produisent, le Conseil municipal de Saint-Etienne proteste contre tout traité de paix qui ne sauvegarderait pas l'honneur national et l'intégrité territoriale.

Plus que jamais nous voulons nous défendre; la population Stéphanoise est prête à la résistance, parce qu'elle veut, avant tout, sauver la République.

Prenez toutes les mesures énergiques pour continuer la guerre; ou une paix honorable ou la guerre jusqu'à complet épuisement.

Nous vous demandons encore une fois des pouvoirs absolus civils et militaires pour notre autorité départementale; il s'agit de mettre sous les armes tout ce qu'il y a de valide et de ne plus faire d'exception pour personne.

Quant aux élections, si elles devaient avoir lieu, *et notre opinion est qu'il ne faut pas en faire*, nous demandons qu'un décret décide que tous les hommes qui ont directement servi l'empire, sénateurs, chambellans, préfets et autres, ainsi que les prétendants ne soient pas éligibles à la Constituante.

Nous demandons, en outre, que tout réfractaire soit privé du droit de vote.

Comptez sur nous, Citoyen, notre courage ne faiblira pas.

Pour le Conseil municipal,

LE MAIRE, P. BOUDAREL.

CITOYENS,

Vous le voyez, les moments sont graves; plus que jamais il nous faut de l'union et de l'entente; tous les Républicains de Saint-Etienne doivent ne plus faire qu'un seul faisceau, il s'agit de lutter contre l'ennemi commun.

Mais, je vous le répète, soyons calmes; le calme allié à la fermeté, à l'énergie, est le meilleur garant du triomphe.

Le Conseil municipal nommé par vous, est radical dans ses opinions; ou il vaincra avec vous pour la République, ou il mourra pour la défendre.

Saint-Etienne, le 31 janvier 1871.

**LE MAIRE,
P. BOUDAREL.**

DÉPÊCHE

Télégraphique

OFFICIELLE.

Versailles, 29 janvier 1871.

A L'IMPÉRATRICE REINE,

Le 29, un armistice de trois semaines a été signé. Ligne et mobiles sont prisonniers de guerre et seront internés à Paris. La garde nationale sédentaire maintiendra l'ordre et la sécurité. Nous occupons tous les forts. Paris reste cerné et pourra s'approvisionner aussitôt les armes remises. Une Constituante sera convoquée à Bordeaux en quinze jours. Les armées en pleine campagne garderont leurs positions respectives, avec un terrain neutre entre elles. Voilà la récompense bête du patriotisme, du courage héroïque et des grands sacrifices.

Je remercie Dieu de cette nouvelle faveur. Que la paix s'en suive bientôt.

GUILLAUME.

(Régulier).

Imprimerie de Delaf, à Fontaine.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

Aucune réponse n'a encore été faite à la dépêche qui a été envoyée hier à Versailles, à M. Jules Favre, et dont voici la teneur :

« Bordeaux, le 29 janvier 1871.

A M. J. Favre, vice-président du gouvernement de la Défense nationale de Paris, à Versailles, « au basain faire suivre, »

« J'ai reçu le télégramme par vous adressé à la Délégation de Bordeaux, le 29 janvier, à 8 h. 15 soir, et parvenue à destination, à 3 h. du matin, le 29. Nous l'avons portée, sans commentaire, en le certifiant conforme, à la connaissance du pays tout entier. Depuis lors, nous n'avons rien reçu, et le pays est dans la fièvre; il ne peut pas se contenter de ces trois lignes. Le membre du gouvernement dont vous amenez l'arrivée et dont vous ne nous avez pas dit le nom, n'est pas encore signalé par voie télégraphique, ni autrement, aujourd'hui 30 janvier, à 2 heures. Cependant, il nous est impossible, en dehors de l'exécution pure et simple de l'armistice par les troupes, et dont nous avons assuré le respect, de prendre les mesures administratives que comporte la convocation des électeurs, ou l'absence de toutes explications de votre part, et sans connaître au juste le sort de Paris.

« Signé : L. GAMBETTA. »

Cette nuit, la délégation du gouvernement a reçu de Versailles le télégramme suivant :

CONVENTION

Entre M. le comte de Bismarck, chancelier de la confédération germanique, stipulant au nom de S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, et

ainsi que le siège de Belfort, ne continuera, indépendamment de l'armistice, jusqu'au moment où on s'en sera mis d'accord sur la ligne de démarcation dont le tracé à travers les trois départements mentionnés a été réservé à une entente ultérieure.

« Versailles, 12 h. 15 m. matin, à M. Léon Gambetta, Bordeaux. « Votre télégramme, à l'adresse de M. Jules Favre, qui vient de quitter Versailles, lui sera remis demain matin, à Paris, sous titre de renseignements.

« J'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit : L'armistice conclu le 28 durera jusqu'au 19 février. La ligne de démarcation séparera les deux armées part de Pont-Lévy, en Cévennes, traversera le département de l'Orne, laisse à l'occupation allemande la Sarthe, l'Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Yonne, entre à travers le territoire composé de la Côte d'Or, du Doubs, du Jura, réserve le Nord, le Pas-de-Calais et le Havre intacts. Les avant-postes partagent à dix kilomètres de la ligne. Armistice des forces navales; les captures faites après le 28 seront à rendre. Les hostilités continuent devant Belfort et dans le Doubs, le Jura et la Côte-d'Or, jusqu'à entente. Assemblée nationale à convoquer. Reddition de toutes les fortifications de Paris; armée de Paris prisonnière de guerre, sauf effectif nécessaire pour maintenir l'ordre intérieur. La garde nationale reste armée. Les troupes allemandes n'entreront pas en ville pendant l'armistice. Paris ravitaillé. Circulation libre pour les élections.

« J'ajoute que les forts ont été occupés aujourd'hui même par nos troupes, et je crois que les élections sont fixées au 8; la réunion de l'Assemblée à Bordeaux, au 12. Épuisement absolu des vivres à Paris. Population réduite aux provisions de l'armée allemande. L'Assemblée décidera question de guerre ou conditions de paix.

« Signé : BISMARCK. »

Aux. 5. — Aussitôt après la signature des présentes, et avant la prise de possession des forts, le commandant en chef des armées allemandes donnera toutes facilités aux commissaires que le Gouvernement français enverra tant dans les départements qu'à l'étranger, pour préparer le ravitaillement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — SOLIDARITÉ

MAIRIE DE TOULOUSE

A MES CONCITOYENS !

Le **PREFET** de la Haute-Garonne, Commissaire à la Défense Nationale, vient de me placer à la tête de votre Administration Municipale.

Si je n'avais consulté que mes forces, mes dispositions et mes goûts, j'aurais dû persister énergiquement à décliner cet honneur. Mais, en présence de la crise terrible que nous traversons, il a fait un dernier appel à mon patriotisme, j'ai dû céder à son invitation, tout en reconnaissant qu'il ne me restait qu'une lourde tâche à remplir, où tant d'autres n'ont si souvent cherché qu'une carrière ouverte à leur ambition.

Uniquement dévoué à la République, je jure de la défendre en la faisant aimer; car elle est la justice, c'est-à-dire la réparation par le peuple de toutes les iniquités de l'Empire.

J'en appelle donc aux esprits sincères et au bon sens de mes concitoyens pour m'aider, grâce à leur loyal concours, à remplir un mandat que tous mes efforts tendront à faire triompher. Je ne me dissimule point le péril, j'y mesure mon dévouement; à eux de me permettre de le conjurer.

C'est à la Garde Nationale que je confie le maintien de l'ordre public. Elle s'est montrée jusqu'à ce jour la vigilante réparatrice de toutes les manifestations contraires à l'esprit de nos institutions républicaines. Je ne saurais trop la remercier de son zèle et de son patriotisme.

Et maintenant songeons à Paris et songeons à la France, en contribuant de toutes nos forces à ces résolutions suprêmes, qui sauvent un peuple de la servitude, quand il met au service de sa cause son énergie, son courage et son désespoir!

Vive la NATION! vive la RÉPUBLIQUE!

Le Maire,

L. CASTELBOU.

Dépêche Télégraphique (103)

PREFECTURE DE L'ORNE.

République Française. Liberté, Égalité, Fraternité.

ELECTIONS A L'ASSEMBLEE NATIONALE.

1^{er} DÉCRET.

Les Membres du Gouvernement de la Défense nationale siégeant à Bordeaux,

Décrètent :

Art. 1^{er}. — Les Assemblées électorales sont convoquées pour nommer les représentants du peuple à l'Assemblée nationale.

Art. 2. — Elles se réuniront le Mercredi 8 Février pour procéder aux élections dans les formes de la loi.

Art. 3. — Un décret rendu aujourd'hui règle les dispositions légales. Il va être immédiatement publié.

Art. 4. — Les préfets, sous-préfets et maires sont chargés de l'exécution du présent décret qui sera publié, affiché et exécuté aux termes de l'article 4 de l'ordonnance du 27 novembre 1816 et de l'ordonnance du 18 janvier 1817.

Fait à Bordeaux, le 31 janvier 1871.

Signé : CAMILLE, Léon CAMBETTA,
GLAIS-BODIN, FOURCHON.

2^e DÉCRET.

Les Membres de la Défense nationale, députés pour représenter le Gouvernement et en exercer les pouvoirs :

3^e DÉCRET.

La Délégation du Gouvernement de la Défense nationale;

Vu le Décret à la date de ce jour, qui convoque pour le 8 Février les citoyens qui doivent procéder à l'élection de l'Assemblée nationale, Voulant autant qu'il est possible, dans les circonstances aussi urgentes, pourvoir au moyen d'assurer la vérité, la liberté et le secret du vote universel;

Décrètent :

Art. 1^{er}. — Le maire de chaque commune dressera immédiatement une liste générale des habitants de la commune âgés de 21 ans au moins, citoyens français.

Cette liste sera publiée et affichée samedi 4, ou dimanche 5 février, au matin.

Art. 2. — Ceux qui seraient omis pourront dans la journée de dimanche et de lundi, jusqu'à 10 heures du soir, porter leurs réclamations devant le maire, qui réunira, sous sa présidence, une commission de 4 membres parmi les électeurs.

Cette commission statuera sur toutes les demandes sans appel ni recours.

Art. 3. — La liste additionnelle sera affichée le mardi soir, et les citoyens qui auront été inscrits prendront part au vote.

Art. 4. — Participeront à l'élection tous les citoyens français âgés de 21 ans, inscrits sur les listes électorales additionnelles, sauf les exceptions portées à l'article 3 de la loi des 15-18 mars 1819.

tant, l'Assemblée nationale fixerait le nombre et le Gouvernement le ferait compléter immédiatement par l'élection, l'erreur en plus ne serait réparable qu'à l'élection d'une nouvelle Assemblée.

Art. 11. — Sont éligibles tous les citoyens français qui ont droit à être inscrits sur la liste électorale, pourvu qu'ils aient atteint l'âge de 25 ans.

Art. 13. — Sont exclus de l'éligibilité les membres des familles qui ont régné sur la France depuis 1789.

Sont nuls, de nullité absolue, les bulletins de vote portant les noms des personnes désignées dans le présent article.

Ces bulletins ne seront pas comptés dans la supputation des voix.

Art. 16. — Ne peuvent être élus représentants du peuple les individus compris dans l'une des premières catégories de l'article 79 de la loi des 15-18 mars 1849 et dans les dispositions de l'article 81 de la même loi.

Art. 17. — Les incompatibilités portées dans les articles 82 et suivants de cette loi seront abolies, et ces articles, jusques y compris l'article 89, abrogés.

Art. 18. — L'article 62 de la même loi est applicable aux armées en campagne sous les drapeaux dans les armées ou dans les camps. Les soldats, les mobiles, les miliciens, les marins ont le droit de voter et l'exerceront dans les termes de cet article.

Art. 19. — Les citoyens qui sont bors de

Considérant qu'il est juste que tous les citoyens du régime qui a commencé par l'attentat du 2 décembre, pour finir par la capitulation de Sedan en liguant à la France la robe et l'invasion, soient frappés momentanément de la même déchéance politique que la dynastie à jamais maudite dont ils ont été les complices instruments;

Considérant que c'est là une sanction nécessaire de la responsabilité qu'ils ont encourue en admettant et assistant avec connaissance de cause l'ex-empereur dans l'accomplissement des divers actes de son Gouvernement qui ont mis la Patrie en danger ;

Décrètent :

Art. 1^{er}. — Ne pourront être élus représentants du peuple à l'Assemblée nationale les individus qui, depuis le 2 décembre 1851 jusqu'au 4 septembre 1870, ont accepté les fonctions de ministre, sénateur, conseiller d'état et préfet.

Art. 2. — Sont également exclus d'éligibilité à l'Assemblée nationale les individus qui, aux élections législatives qui ont eu lieu depuis le 2 décembre 1851 jusqu'au 4 septembre 1870, ont accepté la candidature officielle et dont les noms figurent dans la liste des candidatures recommandées par les préfets aux suffrages des électeurs et ont été publiés au *Moniteur officiel* avec les mentions *candidat du Gouvernement*, *candidat de l'administration* ou *candidat officiel*.

Art. 3. — Sont nuls et de nullité absolue les bulletins de vote portant les noms des individus compris dans les catégories ci-dessus désignées. Ces bulletins ne seront pas comptés dans la supputation des voix.

Fait à Bordeaux, le 31 janvier 1871.

Signé : A. CREHEUX, Léon GAMBETTA,
GLAIS-BEZON, FOUCHERON.

Art. 5. — Tous les électeurs voteront au chef-lieu de leur canton par scrutin de liste. Néanmoins le préfet, à cause des circonstances locales, pourra diviser le canton en deux ou trois circonscriptions.

Dans ce cas, le vote pour chacune de ces sections aura lieu dans la commune qu'il aura spécialement désignée.

Art. 6. — Il y aura qu'un seul jour de vote.

Art. 7. — Le scrutin sera ouvert le Mercredi 8 Février, depuis 7 heures du matin jusqu'à 8 heures du soir.

Il sera procédé selon les prescriptions de la loi des 15-18 mars 1849, avec cette seule dérogation que le préfet pourra désigner pour chaque section.

Art. 8. — Le scrutin sera secret.

Art. 9. — Le dépouillement du scrutin aura lieu le soir même du vote; il sera commencé à 7 heures 1/2.

Les tables de dépouillement seront composées de 6 membres au moins.

Art. 10. — Les éligibles qui auront obtenu le plus grand nombre de suffrages légaux, quel que soit le nombre des électeurs inscrits ou votants, seront proclamés représentants du peuple à l'Assemblée nationale.

Art. 11. — Le nombre total des représentants du peuple à l'Assemblée nationale sera de 759, non compris les Colonies françaises.

Art. 12. — Les représentants à nommer sur la base de la population seront répartis entre les départements selon le tableau joint au présent décret et qui en fait partie intégrante.

Art. 13. — Si dans le tableau quelque erreur s'était glissée qui privât un ou plusieurs départements d'un nombre quelconque de représen-

leur département et qui veulent prendre part à l'élection ont le droit de voter dans le canton où ils se trouvent, s'ils sont accompagnés au bureau de deux électeurs qui constatent leur individualité et leur droit; leur bulletin peut porter les noms des éligibles de leur département et, dans ce cas, le bulletin sera envoyé au préfet de ce département par le président de la section.

Art. 20. — Le nombre des Députés dans les Colonies est fixé comme il suit :

Martinique,	2
Guadeloupe,	2
Guyane,	1
Sénégal,	1
Réunion,	2
—	8

Dans ces Colonies l'élection aura lieu le 3^e dimanche qui suivra la réception, dans chaque Colonie, du *Moniteur universel* publiant le décret de convocation.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

Art. 21. — La Réunion ayant nommé ses 2 députés sous l'Empire, décret 1^{er} octobre et sans avoir connaissance du décret qui l'a révoqué, la validité de l'élection et l'admission des deux députés élus seront soumise à la Chambre.

Art. 22. — La loi électorale des 15-18 mars 1849 est d'ailleurs applicable dans toutes celles de ses autres dispositions qui ne sont pas contraires au présent décret. Toutes dispositions législatives concernant les élections et postérieures à cette loi sont et demeurent abrogées.

Fait à Bordeaux, le 31 janvier 1871.

Signé : A. CREHEUX, Léon GAMBETTA,
GLAIS-BEZON, L. FOUCHERON.

Pour copie conforme : Le Secrétaire général de la Préfecture, S. COMMISSAIRE.

PRÉFECTURE DE SEINE-ET-MARNE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Le Préfet de Seine-et-Marne vient d'adresser à MM. les Maires de son département la circulaire suivante :

MONSIEUR LE MAIRE,

A l'heure où je vous écris, les termes, les bases et les conditions de l'armistice conclu à Versailles, le 28 janvier dernier, ne sont pas encore officiellement connus du pays.

Les fonctionnaires administratifs du département et moi ignorons complètement quelles sont les garanties qui ont dû être stipulées pour notre sécurité et notre liberté d'action nécessaires pour assurer l'exécution des ordres et des décrets du Gouvernement dans Seine-et-Marne.

Dans ces conditions, nous ne saurions rentrer dans le département, où nous nous trouverions au contact de l'autorité prussienne, et où, en tout cas, nous serions de sa part l'objet d'une surveillance méfiante qui porterait atteinte à notre dignité de représentants du Gouvernement, ou même temps qu'elle paralyserait l'exercice de notre mandat.

C'est pourquoi, de notre résidence de Nevers, où nous restons en vertu des instructions du Gouvernement, je vous adresse les trois décrets relatifs aux élections qui doivent avoir lieu le 8 février prochain. Vous voudrez bien les faire afficher immédiatement et en assurer l'exécution la plus scrupuleuse et la plus fidèle possible.

Vous êtes, Monsieur le Maire, dans votre commune, le guide et le tuteur naturel de vos administrés ; comme tel, ils vous consulteront.

Je suis convaincu que vous ne puiserez vos conseils que dans des sentiments élevés et dans l'amour de la patrie.

Ne leur désignez personne nominativement.

Montrez-leur seulement notre pauvre patrie, notre chère France, ruinée, sanglante, humiliée, amoindrie.

Dites-leur qu'ils reçoissent loin d'eux ceux qui, par leurs complaisances coupables, ont pu contribuer à tant de malheurs et leur ont causé à eux-mêmes tant d'horribles souffrances.

Dites-leur enfin que l'intérêt général et le leur propre est de ne choisir pour leurs représentants à l'Assemblée nationale que des hommes dévoués, capables et résolus à donner au pays de bonnes et salutaires institutions républicaines qui le régénéreront, et à travailler sans relâche à l'œuvre de la réparation nationale.

Le Préfet de Seine-et-Marne,

H. ROUSSEAU.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE LYON

Maire de Lyon au Conseil Municipal.

Bordeaux, 1^{er} Février 1871, 5 h. 45 m. du soir.

Vu tous les membres du Gouvernement avec Jules Simon qui vient d'arriver; très-bon accueil; Gambetta est très heureux de la pensée qui nous anime tous. Nouvelle entrevue demain; la délégation de Toulouse est en rapport d'idée et d'intention avec nous.

Maire de Lyon,

HÉNON.

Pour copie conforme :

L'Adjoint délégué,
CONDAMIN.

Lyon, Imprimerie Rey et Sennet, rue St-Côme, 2.

PRÉFECTURE DE LA MAYENNE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Egalité, Fraternité.

PROCLAMATION

Bordeaux, 31 Janvier 1871, 11 h. soir.

Intérieur et Guerre à Présents et Sous-Présents.

Veillez faire imprimer et afficher, en même temps que les décrets sur les élections, la proclamation suivante que je vous adresse au nom de la délégation de Bordeaux.

Citoyens,

L'étranger vient d'infirmer à la France la plus cruelle injure qu'il lui ait été donné d'essuyer dans cette guerre maudite, châtiment démesuré des erreurs et des faiblesses d'un grand peuple.

Paris, inexpugnable à la force, vaincu par la famine, n'a pu tenir en respect plus longtemps les hordes allemandes : le 20, il a succombé. La cité reste encore intacte, comme un dernier hommage arraché par sa puissance et sa grandeur morale à la barbarie. Ses forts seuls ont été rendus à l'ennemi.

Toutefois Paris, en tombant, nous laisse le prix de ses sacrifices héroïques. Pendant 5 mois de privations et de souffrances, il a donné à la France le temps de se reconnaître, de faire appel à ses enfants, de trouver des armes et de former des armées, jeunes encore, mais vaillantes et résolues, auxquelles il n'a manqué jusqu'à présent que la solidité qu'on n'acquiert qu'à la longue.

Grâce à Paris, si nous sommes des patriotes résolus, nous tenons en mains tout ce qu'il faut pour le venger et nous affranchir. Mais, comme si la mauvaise fortune tenait à nous accabler, quelque chose de plus sinistre et de plus douloureux que la chute de

Paris, nous attendait : on a signé à notre insu, sans nous avertir, sans nous consulter, sans nous en avoir eu conscience, une armistice dont nous n'avons connu que tardivement la regrettable légèreté ; qui livre aux troupes prussiennes des départements occupés par nos soldats et qui nous impose l'obligation de rester trois semaines au repos, pour réunir, dans les tristes circonstances où se trouve le pays, une assemblée nationale.

Nous avons demandé des explications à Paris, et je garde le silence, attendant pour vous parler, l'arrivée d'un membre du gouvernement.

Nous avons voulu obéir, pour donner un gage de modération et de bonne foi, pour remplir ce devoir qui commande de ne quitter le poste qu'après en avoir été relevé ; enfin pour prouver à tous, amis et dissidents, par l'exemple, que la démocratie n'est pas seulement le plus grand des partis, mais le plus scrupuleux des gouvernements.

Cependant personne ne vient de Paris, et il faut agir, il faut coûte que coûte déjouer les perfides combinaisons des ennemis de la France.

La Prusse compte sur l'armistice pour énerver, dissoudre nos armées. La Prusse espère qu'une Assemblée, réunie à la suite de revers successifs et sous l'effroyable chute de Paris, sera nécessairement tremblante et prompt à subir une paix honteuse.

Il dépend de nous que ses calculs avortent et que les instrumens mêmes qui ont été préparés pour tuer l'esprit de résistance, le raniment, l'exaltent. De l'armistice faisons une école d'instruction pour nos jeunes troupes ; employons ces trois semaines à pousser avec plus d'ardeur que jamais l'organisation de la défense et de la guerre. A la place de la Chambre réactionnaire et lâche que rêve l'étranger, installons une Assemblée vraiment nationale, républicaine, voulant la paix, si la paix assure l'honneur, le rang, l'intégrité de notre pays, mais capable de vouloir aussi la guerre et prête à tout plutôt que d'aider à l'assassinat de la France.

Français ! songeons à nos pères qui nous ont légué une France compacte et indivisible. Ne trahissons pas notre histoire, n'aliénons pas notre domaine traditionnel aux mains barbares.

Qui donc signerait ? Ce n'est pas vous, légitimistes, qui vous battez si vaillamment sous les drapeaux de la République pour défendre le sol du vieux royaume de France ; ni vous, fils des bourgeois de 1789, dont l'œuvre maîtresse a été de sceller les vieilles provinces dans un pacte d'indissoluble union. Ce n'est pas vous, travailleurs des villes, dont l'intelligent et généreux patriotisme s'est toujours représenté la France, dans sa force et dans son unité, comme l'initiatrice des peuples aux libertés modernes. Ni vous, enfin, ouvriers, propriétaires des campagnes, qui n'avez jamais marchandé votre sang pour la défense de la révolution à laquelle vous devez la propriété du sol et votre dignité de citoyen.

Non, il ne se trouvera pas un Français pour signer ce pacte infâme. L'étranger sera déçu. Il faudra qu'il renonce à nuire la France ; car, toi, animé du même amour pour la patrie, impassible dans les revers, nous redeviendrons forts et nous chasserons l'étranger.

Pour attendre ce but sacré, il faut y dévouer nos cœurs, nos volontés, notre vie, et, sacrifiée plus difficile peut-être, laisser la nos préférences. Il faut nous servir autour de la République, faire preuve surtout de sang-froid et de fermeté d'âme. N'ayons ni passions, ni faiblesses. Jurons simplement, comme des hommes libres, de défendre envers et contre tous la France et la République.

Aux armes ! Aux armes ! Vive la France ! Vive la République une et indivisible !

LÉON GAMBETTA.

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Mayenne, Et GÈNE DELATTRE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR

ÉLECTIONS

A L'ASSEMBLÉE

BORDEAUX, le 31 janvier 1871.

Un Décret de ce jour abroge les incompatibilités résultant des articles 32, jusques et y compris l'article 39, de la loi du 13-18 mars 1849.

Le Ministre annonce, pour aujourd'hui, l'envoi d'une Circulaire explicative du Décret sur les prochaines Élections.

Dijon, le 1^{er} février 1871.

Pour copie conforme :
Le Secrétaire général,

NICOLIN.

Imp. Jodard.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

MAIRIE DE LA VILLE DE NEUILLY

AVIS

AUX ÉLECTEURS

Le Maire informe ses Concitoyens que les Elections générales des Représentants à l'Assemblée Nationale auront lieu Dimanche prochain 3 Février, dans les bureaux provisoires, situés rue Lafayette, 92, à Paris.

Il a été décidé, pour la convenance d'un certain nombre d'Électeurs, que le Scrutin ait pu s'ouvrir également dans l'une des Salles de la Mairie, à Neuilly; mais cette mesure a été rendue impraticable par l'époque rapprochée du vote et la collection actuelle de la Liste électorale.

Le Scrutin sera ouvert à partir de huit heures du matin, et le dépouillement des votes suivra immédiatement la clôture des urnes électorales fixée par le Décret du Gouvernement de la Défense Nationale.

Les Cartes seront distribuées aux Électeurs à partir de Samedi prochain et pendant toute la durée du Scrutin, à la Mairie de la rue Lafayette, à Paris.

Paris, 1^{er} Février 1871.

Le Maire,

A. BOYRIVEN.

Paris, Imp. Bichoux, Quatre et C^{ie},
7, rue Baillif et rue de Valenciennes, 18.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, chargé par intérim du département de l'Intérieur,

Vu le décret du 29 janvier 1871;

Considérant qu'avant l'investissement un grand nombre d'habitants des départements de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise ont dû se réfugier dans la ville de Paris; qu'ils ont pris part à la défense de la capitale, et qu'il serait injuste de les priver du droit de participer à l'élection des députés de leurs départements,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Les électeurs des arrondissements ci-dessous désignés voteront le 8 février 1871 pour l'élection des députés à l'Assemblée nationale, savoir :

Coulommiers.	(Seine-et-Marne), — rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n° 55.
Meaux	
Melun	
Provins.	(Seine-et-Marne), — rue du Faubourg-Poissonnière, n° 61.
Fontainebleau	
Corbeil.	
Étampes	(Seine-et-Oise), — quai Conti, n° 23, à l'Institut.
Mantes.	
Pontoise	
Rambouillet	(Seine-et-Oise), — rue Turbigo, 44.
Versailles.	

ART. 2. Pour être admis à voter, les électeurs des départements de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise devront faire constater leur identité par le bureau, soit par la production d'anciennes cartes d'électeur, soit par leur carte constatant leur inscription sur les contrôles de la garde nationale, soit par toutes autres preuves attestant leur capacité électorale.

ART. 3. Le bureau dans chaque assemblée sera composé des maires des communes, qui délégueront cinq membres pour procéder à l'élection; les cinq membres élus nommeront le président du bureau électoral.

ART. 4. Tout électeur comparant devra faire connaître ses nom, prénoms, âge et domicile; la déclaration sera consignée sur une liste faite en double pour chaque commune et parafée par les deux secrétaires; un exemplaire de cette liste restera en la possession du président du bureau électoral.

Après la clôture des opérations, le président proclamera le résultat du scrutin et transmettra le procès-verbal de dépouillement à la section générale (Melun, Seine-et-Marne) — (Versailles, Seine-et-Oise). Lorsque la récapitulation générale des votes aura été terminée, le président de la section centrale, accompagné de deux assesseurs, portera au chef-lieu du département le résultat total du scrutin; il sera joint un double parafé des listes communales qui ont servi à contrôler les opérations électorales.

Les bulletins qui, à raison des motifs appréciés par le bureau, n'entreront pas en compte dans le résultat du dépouillement devront être annexés au procès-verbal.

Les réclamations produites par des électeurs seront mentionnées au procès-verbal, avec avis du bureau.

ART. 5. Les gardes nationaux mobiles des départements de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise seront admis à voter dans les sections d'arrondissement ci-dessus énoncées, sur la présentation d'une attestation de leurs chefs de corps établissant leur identité et le lieu de leur domicile.

Fait le 1^{er} Février 1871.

Le Ministre de l'Intérieur par intérim,
JULES FAYRE.

VILLE DE ROUEN.

ÉLECTIONS

A

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Gouvernement de la Défense nationale.

DÉCRET DU 29 JANVIER 1871.

« Le Gouvernement de la Défense nationale,

« Considérant que, dans les circonstances actuelles, il importe de laisser aux Électeurs toute la latitude de choix compatible avec la sincérité électorale, sans tenir compte de toutes les causes d'indéligibilité admises par le législateur de 1849,

» DÉCRÈTE :

» Ne recevront pas leur application pour l'élection de l'Assemblée nationale, les articles

» Les décrets du 29 janvier 1871 sont maintenus dans toute leur intégrité.

» Fait à Paris, le 4 février 1871.

» Signé : Le Général TOUCHE, Jules FAYRE,
GARNIER-PAGÈS, Ernest PICARD, Jules
FERRY, Emmanuel ANASCO et Eugène
PAILLETAN. »

Circulaire du Ministre de l'Intérieur, à Paris.

Le Ministre de l'Intérieur vient d'adresser l'instruction suivante aux Maires de toutes les communes de France occupées par des troupes allemandes :

est possible, les notables de chaque localité, et en s'inspirant des circonstances. On pourrait aller, s'il le fallait absolument, jusqu'à établir autant de sections que de communes.

Si la régularité absolue des opérations ne peut pas être obtenue, il faut du moins s'en rapprocher le plus qu'il sera possible.

La sincérité, la loyauté de l'élection sont plus importantes encore que sa régularité matérielle.

Dans le court espace de temps qui nous est donné, il est évident que les moyens de propager et de soutenir les candidatures seront extrêmement limités. Cependant des réunions pourront avoir lieu. La sagesse commande, dans

81 à 90 de la loi du 13 mars 1849, à l'exception des dispositions du paragraphe 4 de l'article 82, qui concerne les Préfets et Sous-Préfets, et du paragraphe 5 de l'article 85.

» En conséquence, les Préfets et Sous-Préfets ne seront pas éligibles dans les départements où ils exercent leurs fonctions.

» Fait à Paris, le 29 janvier 1871.

» Signé : Général TROUET, J. FAYET, Emmanuel ARAGO, Jules FERRY, GARNIER-PAGES, Eug. PAILLETAN, Ernest PICARD et Jules SIMON. »

DÉCRET DU 4 FÉVRIER 1871.

« Le Gouvernement de la Défense nationale,

» Vu un décret en date du 31 janvier 1871, émanant de la délégation du Gouvernement à Bordeaux, par lequel sont frappés d'inéligibilité diverses catégories de citoyens éligibles aux termes des décrets du Gouvernement du 29 janvier 1871;

» Considérant que les restrictions imposées au choix des électeurs par le susdit décret sont incompatibles avec le principe de la liberté du suffrage universel :

» DÉCRÈTE :

» Le décret sus-visé, rendu par la délégation du Gouvernement à Bordeaux est annulé.

Messieurs la France est appelée à nommer des Députés.

L'élection est fixée au mercredi 8 février, dans toutes les parties du territoire où il sera possible de la faire à cette époque.

Là où cela ne sera pas possible, le Préfet ou le Fonctionnaire français qui en tiendra la place fixera le jour de la réunion des Electeurs.

Pour les départements qui se trouvent dans la malheureuse situation où vous êtes, il eût fallu prévoir le cas où il n'y aurait pas de Préfet nommé par le Gouvernement national. C'est alors au Maire du chef-lieu de département à remplir les fonctions du Préfet; à défaut de Maire et de Conseil municipal, les pouvoirs passent au citoyen qui préside la Commission municipale.

Les instructions de mon prédécesseur, M. Jules Favre, inscrites au *Bulletin des Lois de la République* (Bull. XI, n° 276), vous font connaître les devoirs qui incombent à chacun de vous, Maires de chef-lieu de département, Maires de chef-lieu d'arrondissement, Maires de chef-lieu de canton, Maires de commune. Le Gouvernement se réserve d'envoyer, là où le temps et les circonstances lui permettront de le faire, des Délégués spéciaux chargés de s'entendre avec les autorités locales et, en besoin, de les diriger dans les opérations du recensement des votes.

Le vote doit avoir lieu, autant que possible, au chef-lieu de canton. Néanmoins, à l'Autorité départementale il appartient de diviser le canton en sections, après avoir consulté, s'il

les départements occupés, de tenir ces réunions seulement dans des lieux clos : elles n'y seront que plus libres. Les publications de toutes sortes sont permises, à condition, bien entendu, de ne contenir aucune provocation imprudente.

Il est du plus haut intérêt que le calme et le bon ordre président partout aux actes électoraux; sachons donner à l'étranger l'exemple d'un peuple digne de la liberté, au moment même où il subit l'oppression.

Le Gouvernement n'a pas de candidats à recommander. Le temps des candidatures officielles est passé. Le Gouvernement se borne à vous dire : Choisissez les hommes les plus considérés, les plus indépendants; écarter ceux que n'entoure pas l'estime publique, quel que soit le drapeau qu'ils affectent de porter, et souhailons que la direction du pays ne soit pas rendue à ceux dont les fautes et les serviles complaisances l'ont précipité dans les déshâtes qui nous accablent.

Avant toutes choses, Messieurs les Maires, ayons l'aveu de notre pays devant les yeux. Nous voulons tous qu'il se relève, qu'il reprenne le rang qui lui appartient dans le monde. Le moyen, c'est la liberté, c'est le respect de tous les droits, c'est l'observation de tous les devoirs; en un mot c'est la République... La République est l'ennemi du désordre et des abus de toutes sortes; c'est elle qui nous rendra le repos, la sécurité, la grandeur de la nation.

Paris, le 2 février 1871.

Le Ministre de l'intérieur par interim,
F. HEROLD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

AUX HABITANTS

De l'Arrondissement de Beaune.

CHERS CONCITOYENS,

Aux paroles de M. Gambetta, si pleines de patriotisme et de tristesse, permettez-moi d'ajouter quelques mots pour vous dire l'amertume qui déborde mon cœur à la vue du sort qui vous est fait. J'étais heureux et fier de me trouver à la tête de cet Arrondissement, parce que tous les sentiments élevés d'honneur et de courage remplissent vos âmes ! J'espérais que l'Étranger qui vous menace depuis si longtemps ne foulerait jamais le sol sacré que vos bras étaient prêts à défendre !

Paris a décidé !

Aujourd'hui, nous sommes livrés ! et s'il plait aux Allemands, nous n'aurons plus à leur opposer que la force morale, puissante vis-à-vis des peuples généreux, bien débile en face des sujets du roi Guillaume !

Aussi longtemps que je croirai pouvoir vous rendre quelques services, aussi longtemps que, refoulant l'indignation et la douleur qui m'oppressent, je me sentirai assez fort pour vous être utile, vous saurez que je suis là, et que je ne veux pas quitter sans une nécessité impérieuse la vaillante cité de Beaune.

Courage, mes chers Concitoyens ! Confiance toujours ! car l'avenir nous appartient. Ne l'oublions pas un seul instant ; notre sort futur ne dépend que de nous seuls !

Préparons-nous, aujourd'hui, à nommer une nouvelle Chambre au sein de laquelle le patriotisme ardent efface toute divergence !

Aimons la France de toutes nos forces ! Restons unis toujours, et le jour de la vengeance ne se fera pas longtemps attendre !

Courage et patience !

Vive la France !

Vive la République une et indivisible !

Beaune, le 2 Février 1871.

Le Sous-Préfet de Beaune, A. LAMARLE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DÉCRET.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

Considérant que de nombreuses réclamations se sont élevées contre la brièveté du délai fixé pour les élections de Paris;

Considérant que le renvoi de ces élections au 8 février n'a pas d'inconvénients, puisqu'il n'aura pas pour effet de retarder la réunion de l'Assemblée de Bordeaux,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Les élections de Paris, précédemment fixées au dimanche 5 février, auront lieu le mercredi 8 février.

Art. 2. Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 Février 1871.

Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS,
EMMANUEL ARAGO, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Vous êtes appelés à faire acte de souveraineté; dans quelques jours vous allez nommer vos députés.

Dans les circonstances douloureuses où nous sommes, au fond de cet abîme où nous ont précipités les crimes et les fautes du passé, l'accomplissement du devoir civique auquel nous allons nous livrer peut encore nous inspirer quelque orgueil. L'ennemi s'est incliné devant notre droit : le suffrage universel, notre conquête de 1848, corrompu par l'Empire, régénéré en 1870, va décider de notre sort. Il en décidera dans toute la plénitude de la liberté électorale. Le temps des candidatures officielles est passé. Le Gouvernement n'aura pas de candidats.

Citoyens, il serait superflu de vous recommander l'ordre. Jamais nos scrutins démocratiques n'ont été déshonorés par le désordre. Il n'en saurait être autrement : l'électeur sent bien que par le vote il est maître; s'insurger contre le vote, ce serait s'insurger contre lui-même. Quand cette vérité sera bien comprise de tout le monde, la République apparaîtra ce qu'elle est en réalité, une garantie de sécurité et de repos public.

La République, c'est la sauvegarde de la France dans l'avenir. Elle seule peut empêcher le retour de ces guerres impies où les peuples périssent pour satisfaire les ambitions de ceux qui les gouvernent.

VIVE LA FRANCE, VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Paris, le 3 Février 1871.

Le Ministre de l'Intérieur par intérim,
F. HÉROLD.

Préfecture de la Somme.

DÉPÊCHES

OFFICIELLES PRUSSIENNES.

Le 29 Janvier, la 1^{re} division attaqua la queue de l'armée de **Bourbaki** entre **Chaffois** et **Sombacourt**, lui prit 10 canons et 7 mitrailleuses, et fit prisonniers 2 généraux, 46 officiers et plus de 4,000 hommes. **Le 30 Janvier** la 7^e brigade prit **Frasnes**, 2,000 prisonniers et 2 aigles avec très-peu de pertes pour elle. Pendant la marche en avant sur **Pontarlier**, on trouva la route couverte d'armes.

L'armée de **Bourbaki**, cernée à **Pontarlier** et interceptée de toutes communications avec la France, n'avait plus de sortie qu'en Suisse.

Le 1^{er} Février, l'Empereur Guillaume télégraphiait à l'Impératrice :

L'armée de **Bourbaki**, forte d'environ 80,000 hommes, est entrée, par suite d'une convention, sur le territoire neutre de la Suisse. C'est donc la quatrième armée Française mise hors de combat.

Amiens, ce 2 Février 1871.

Le Préfet de la Somme,

Le Comte LEHNDORFF-STEINORT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

ÉLECTION DE 43 DÉPUTÉS

A l'Assemblée nationale.

AVIS AUX ÉLECTEURS

DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE.

LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

VIENT DE RENDRE LE DÉCRET SUIVANT :

Considérant que de nombreuses réclamations se sont élevées contre la brièveté du délai fixé pour les élections de Paris ;

Considérant que le renvoi de ces élections au 8 février n'a pas d'inconvénients, puisqu'il n'aura pas pour effet de retarder la réunion de l'Assemblée de Bordeaux ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE 1^{er}. — Les **ÉLECTIONS** de Paris, précédemment fixées au dimanche 5 février, auront lieu le **MERCREDI 8 FÉVRIER**.

ART. 2. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 2 février 1871.

Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY,
GARNIER-PAGÈS, EMMANUEL ARAGO,
EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD.

Paris, le 3 février 1871.

Le Secrétaire général de la Mairie de Paris,

JULES MAHIAS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Egalité — Fraternité

Dépêche télégraphique

Bordeaux, 3 février 1871.

Le Ministre de l'intérieur à MM. les Préfets.

Citoyens, je reçois le télégramme suivant :

Versailles, 6 h. 40 m. soir.

Monsieur Léon Gambetta, à Bordeaux,

Au nom de la liberté des élections, stipulée par la convention d'armistice, je proteste contre les dispositions émanées en votre nom (sic) pour priver du droit d'être élus à l'Assemblée des catégories nombreuses de citoyens français. Des élections faites sous un régime d'oppression arbitraire ne pourront pas conférer les droits que la convention d'armistice reconnaît aux députés librement élus.

Signé : BISMARCK.

Citoyens, nous disions, il y a quelques jours, que la Prusse comptait pour satisfaire son ambition sur une assemblée où, grâce à la brièveté des délais et aux difficultés matérielles de toute sorte, auraient pu entrer les complices et les complaisants de la dynastie déchuë, les alliés de M. de Bismark. Le décret d'exclusion rendu le 31 janvier déjoue ses espérances. L'insolente prétention affichée par le ministre prussien d'intervenir dans la constitution d'une assemblée française est la justification la plus éclatante des mesures prises par le Gouvernement de la République. L'enseignement ne sera pas perdu pour tous ceux qui ont le sentiment de l'honneur national.

*Le ministre de l'intérieur et de la guerre,
L. GAMBETTA.*

Pour ampliation conforme :

Le Préfet de la Loire,

CÉSAR BERTHOLON.

BENEVENT, imprimeur de la Préfecture, place de l'Hôtel-de-Ville, 4, à Saint-Etienne.

VENTE PUBLIQUE

Seront vendus aux enchères contre paiement comptant,

Par ordre et pour le compte de l'Intendance Prussienne de
la première armée,

**Lundi le 6 Février à 11 heures du matin,
DANS LA COUR DE LA CITADELLE,**

LES OBJETS SUIVANTS :

2,260 kilogrammes de fer à forger.

4,552 kilogrammes de fer de fonte.

148 kilogrammes de cuivre jaune.

582 kilogrammes de bronze.

159 kilogrammes d'acier.

585 kilogrammes de cuivre rouge.

1,654 kilogrammes de plomb.

5,142 kilogrammes de laine.

L'entrée de la Citadelle sera libre pour les Amateurs à
partir de 10 heures 1/2.

Amiens, ce 3 Février 1871.

PAULY,

Intendant.

Amiens, — Imprimerie de LENOEL-BROUARD, rue des Religieuses, 30.

PRÉFECTURE DE L'OISE.

LE PRÉFET IMPÉRIAL à MM. les Maires.

En vertu de l'ordre de Sa Majesté Impériale en date du 13 septembre 1870, portant que les habitants de chaque département occupé par les troupes Allemandes sont obligés au paiement d'un million de francs en or, à titre de contribution indirecte en frais et des pertes douloureuses que les Allemands ont infligées à la France, et en France ont à débourser par suite de leur expulsion du territoire français;

Considérant que ladite somme n'est pas encore acquittée par le département de l'Oise,

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS :

1° Le département de l'Oise paiera la somme de un million de francs répartie entre toutes les communes, d'après l'assiette des contributions directes;

2° L'arrondissement des Andelys, incorporé par ordonnance du Gouvernement général du Nord de la France, en date du 11 janvier 1871, au département de l'Oise, paiera pour sa part la somme de 155,947 francs;

3° Cette contribution devra être payée à la Caisse préfectorale jusqu'au 10 février 1871;

4° L'observation de cet ordre est punie des peines portées par notre arrêté concernant les contributions, du 29 janvier dernier.

Cette communication est à publier par placard et à me rendre compte immédiatement sur l'exécution de cet ordre.

Recevez, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet impérial,

BARON DE SCHWARTZKOPPEN.

ÉLECTIONS L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Gouvernement de la Défense nationale.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Versailles, le 28 janvier 1871, 11 heures 15 du soir.

- « M. Jules Favre, Ministre des Affaires étrangères, à la Délégation de Bordeaux.
- « Nous signons aujourd'hui un traité avec M. le comte de Bismark. Un armistice de vingt-et-un jours est convenu. L'assemblée est convoquée à Bordeaux pour le 15 février.
- « Faites connaître cette nouvelle à toute la France. Faites exécuter l'armistice et convoquer les Electeurs pour le 8 février.
- « Un Membre du Gouvernement va partir pour Bordeaux.

« Signé : JULES FAVRE. »

DÉCRET DU 29 JANVIER 1871.

« Le Gouvernement de la Défense nationale :

- « Considérant que, dans les circonstances actuelles, il importe de laisser aux Electeurs toute la latitude de choix compatible avec la sincérité électorale, sans tenir compte de toutes les causes d'inéligibilité admises par le législateur de 1849.

• DECRETE :

- Ne recevront pas leur application pour l'élection de l'Assemblée nationale, les articles 81 à 90 de la loi du 15 mars 1849,
- à l'exception des dispositions du paragraphe 4 de l'article 82, qui concerne les Préfets et Sous-Préfets, et du paragraphe 5 de l'article 85.
- En conséquence, les Préfets et Sous-Préfets ne seront pas éligibles dans les départements où ils exercent leurs fonctions.
- Fait à Paris, le 20 janvier 1871.

• *Signé :* Général TROCHU, J. FAYRE, EMMANUEL ARAGO, JULES FERRY, GARNIER-PAGÈS, EUGÈNE PELLETAN, ERNEST PICARD et JULES SIMON. »

FORMATION DES LISTES ÉLECTORALES

Décret du 30 septembre 1870. — « Art. 4. — Participent à l'élection, sauf les exceptions portées en l'article 3 de la loi du 15-18 mars 1849 :

« 1° Tous les Français âgés de 21 ans, résidant depuis six mois dans une des communes du Département, et inscrits sur les dernières listes électorales.

« 2° Tous ceux qui, ayant droit d'après le paragraphe ci-dessus, auraient été omis sur ces dernières listes. Ils auront le droit de présenter leurs réclamations jusqu'au (6 février) à huit heures du soir.

« Ces réclamations seront portées dans chaque commune, devant le Maire, qui réunira, sous sa présidence, une commission de quatre membres pris parmi les Electeurs, lesquels prononceront sur toutes les demandes sans appel ni recours.

« Le dernier paragraphe de l'article 62, qui suspend l'exercice du droit électoral pour les armées en campagne est supprimé. »

Il sera procédé aux Elections conformément aux dispositions ci-dessus, et aux instructions générales en matière d'élection. Rouen, le 4 février 1871.

MALADIE

« Art. 5. — Sont éligibles tous les Français âgés de 25 ans, et qui ne sont compris dans aucune des exceptions ou des incompatibilités portées dans les articles 79-80) de la loi du 15-18 mars 1849. » (Voir le décret du 29 janvier ci-dessus). »

SOUTIEN

« Art. 6. — Le scrutin sera secret. »
Loi du 15-18 mars 1849. — « Art. 25. — Les électeurs se réunissent au chef-lieu de canton. — Art. 26. — Néanmoins, en raison des circonstances locales, le canton peut être divisé en circonscriptions. — Art. 27. — Cette division ne peut excéder le nombre de quatre circonscriptions. — Art. 28. — Le tableau des circonscriptions est arrêté par le Préfet, conformément à l'avis du Conseil général... » (Voir l'arrêté publié.)

Décret du 30 septembre 1870. — « Art. 8. — Le scrutin sera ouvert le (mercredi 8 février), depuis sept heures du matin jusqu'à sept heures du soir. Il sera procédé selon les prescriptions de la loi du 15-18 mars 1849, avec cette seule dérogation que le Préfet pourra désigner pour chaque section où l'élection aura lieu, le Président du bureau électoral.

« Art. 9. — Le dépouillement du scrutin aura lieu le soir même. Il sera commencé à sept heures et demie. Les tables de dépouillement seront composées de six membres au moins. »

RECENSEMENT GÉNÉRAL DES VOTES.

Arrêté préfectoral du 3 mai 1849. — « Le recensement général des votes qui auront été émis dans ce département, pour l'élection de Représentants du peuple, aura lieu, à l'Hôtel de Ville de Rouen, le (10 février) courant, à midi, en séance publique et en présence des Délégués du bureau des assemblées de canton. »

F. NÉTIEN.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU XI^{me} ARRONDISSEMENT

Des plaintes légitimes, causées par le manque de pain, se sont produites depuis l'organisation du rationnement.

Cet état de choses, très-regrettable, tient à des causes indépendantes de la Municipalité, et qu'elle s'efforce de faire disparaître.

Le recensement fait par l'Hôtel de Ville, est notoirement inexact, et n'attribue à l'arrondissement qu'un nombre d'habitants inférieur au chiffre réel.

La répartition de la Farine faite par l'Administration centrale, était si peu en rapport avec la clientèle habituelle des Boulangers, qu'il a été impossible de l'exécuter.

De plus, même en acceptant comme vrai le chiffre de l'Hôtel de Ville, la Caisse de la Boulangerie n'a pu encore fournir la quantité de farines suffisante pour le XI^e Arrondissement.

Non-seulement l'écart entre le chiffre officiel et le chiffre réel est de trois à quatre mille rations par jour ; mais, depuis le 19 janvier, nous n'avons reçu que deux fois les 473 quintaux nécessaires d'après le recensement de l'Hôtel de Ville.

Ainsi, pour citer des chiffres, nous avons reçu :

le 24 janvier,	433	quintaux,	au lieu de	473...	Différence,	40
le 25 —	442	—	—	473...	—	31
le 26 —	451	—	—	473...	—	22
	<u>1,326</u>			<u>1,419</u>		<u>93</u>

Ce qui, à raison de 400 rations par quintal, représente un déficit de 37,200 rations en 3 jours.

Telles sont les causes, absolument *indépendantes* de la Municipalité, qui jusqu'ici ont rendu défectueuse l'organisation du rationnement.

Seule, la Caisse de la Boulangerie peut mettre un terme à cette situation déplorable, en livrant chaque jour la farine indispensable pour faire face à l'alimentation de la population.

Paris, le 4 février 1871.

Les Adjoints,
BLANCHON, POIRIER, TOLAIN.

Le Maire,
JULES MOTTU

Napoléon III. au Peuple français.

Français!

Trahi par la fortune, j'ai gardé depuis ma captivité ce profond silence qui est le deuil du malheur. Tant que les armées ont été en présence je me suis abstenu de toutes démarches, de toutes paroles qui auraient pu diviser les esprits. Aujourd'hui, devant les désastres du pays, je ne puis me taire plus longtemps sans paraître insensible à ses souffrances.

Au moment où je fus obligé de me constituer prisonnier, je ne pouvais pas traiter de la paix. N'étant plus libre, mes résolutions auraient semblé dictées par des considérations personnelles. Je laissai au gouvernement de la Régente siégeant à Paris au milieu des chambres, le devoir de décider si l'intérêt de la nation exigeait la continuation de la lutte. Malgré des revers inouïs, la France n'était pas comptée; nos places fortes étant encore debout, Paris en état de défense, l'étendue de nos malheurs pouvait être limitée.

Mais pendant que tous les regards étaient tournés vers l'ennemi, une insurrection éclata dans Paris, la représentation nationale fut violée, l'Impératrice menacée, un gouvernement s'installa par surprise à l'Hôtel de Ville, et l'Empire, que toute la nation venait d'acclamer pour la troisième fois, abandonné par ceux qui devaient le défendre, fut renversé.

Faisant trêve à mes justes ressentiments, je m'écriai „qu'importe la Dynastie si la Patrie peut être sauvée“, et au lieu de protester contre la violation du droit, j'ai fait des vœux pour le succès de la défense nationale et j'ai admiré le dévouement patriotique qu'ont montré les enfants de toutes les classes et de tous les partis.

Mais maintenant que la lutte est suspendue, que la capitale malgré une résistance héroïque a succombé, et que toute chance raisonnable de vaincre a disparu, il est temps de demander compte à ceux qui ont usurpé le pouvoir du sang répandu sans nécessité, des ruines amoncelées sans raison, des ressources du pays gaspillées sans contrôle.

Les destinées de la France ne peuvent être abandonnées à un gouvernement sans mandat qui, en désorganisant l'administration, n'a pas laissé debout une seule autorité émanant du suffrage universel.

Une nation ne saurait obéir longtemps à ceux qui n'ont aucun droit pour commander. L'ordre, la confiance, une paix solide ne seront rétablis que lorsque le peuple aura été consulté sur le gouvernement le plus capable de réparer les maux de la patrie.

Dans les circonstances solennelles où nous nous trouvons, en face de l'invasion et de l'Europe attentive, il importe que la France soit une dans ses aspirations, dans ses desirs comme dans ses résolutions. Tel est le but vers lequel doivent tendre les efforts de tous les bons citoyens.

Quant à moi, meurtri par tant d'injustices et d'amères déceptions, je ne viens pas aujourd'hui réclamer des droits que, quatre fois en vingt ans, vous m'avez librement conférés. En présence des calamités qui nous entourent, il n'y a pas de place pour une ambition personnelle; mais tant que le peuple régulièrement réuni dans ses comices n'aura pas manifesté sa volonté, mon devoir, comme véritable représentant de la nation sera de m'adresser à elle et de lui dire :

„Tout ce qui est fait sans votre participation directe est illégitime. Il n'y a qu'un gouvernement issu de la souveraineté nationale qui, s'élevant au dessus de l'égoïsme des partis, ait la force de cicatriser vos blessures, de rouvrir vos cœurs à l'espérance comme les églises profanées à vos prières, et de ramener au sein du pays le travail, la concorde et la paix.“

Napoléon.

Wilhelmshöhe, le 4 Février 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES.

AVIS AU PUBLIC.

Le public est prévenu qu'à la suite des arrangements intervenus entre les Administrations des Postes française et allemande, pour l'exécution de l'article 15 de la Convention d'armistice, les dispositions du décret en date du 26 septembre dernier sont maintenues en ce qui concerne l'affranchissement *obligatoire* des lettres pour toutes destinations.

L'office allemand n'ayant pas admis la continuation des relations directes entre Paris et les pays étrangers, il sera temporairement impossible d'affranchir *jusqu'à destination* aucune lettre pour ces pays, à moins d'avoir un correspondant à Versailles qui se chargerait de l'affranchissement au bureau allemand.

Les lettres à destination des pays étrangers pour lesquels l'affranchissement était *obligatoire* avant l'état de guerre ne pourront, en conséquence, être expédiées directement de Paris.

Les lettres à destination des autres pays étrangers, c'est-à-dire ceux pour lesquels l'affranchissement n'est pas obligatoire, auront à supporter au départ de Paris la taxe des lettres circulant à l'intérieur de la France.

Il sera perçu à l'arrivée à Paris une taxe de 20 centimes par lettre simple, tant sur les lettres provenant du territoire occupé par l'ennemi que sur les lettres provenant de l'étranger, affranchies ou non affranchies, en sus des taxes dont elles auront été frappées.

Paris, le 4 Février 1871.

Le Directeur général des Postes,

G. RAMPONT.

ADMINISTRATION NATIONALE. — 17000. 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE LYON

Citoyens,

De regrettables discordes se sont produits hier soir.

La Municipalité invite la population au calme et à l'union qui seuls peuvent conjurer les périls qui nous menacent.

En face de l'ennemi, le désordre serait plus qu'une faute, ce serait une trahison.

En conséquence, le Conseil municipal délibère :

La Garde Nationale, chargée de maintenir l'ordre dans la Cité, arrêtera les militaires ou volontaires de tout corps et de tout grade qui ne pourront justifier de leur présence en service à Lyon.

Les délégations non tumultueuses seront toujours admises par la Municipalité qui recevra leurs demandes et réclamations.

La Municipalité invite les Citoyens à s'abstenir de toute manifestation de nature à entraver les travaux de la défense nationale.

Lyon, le 4 février 1871.

Pour le Maire *adéant*,

LES ADJOINTS,

CHEPTE, CONDAMIN, CHAVEROT,
CHAVANNE.

Extrait, Imp. Berg et Strauss, rue Saint-Germain, 2.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD.

A V I S

La Compagnie du Chemin de fer du Nord nous informe qu'elle transportera gratuitement sur son réseau, et qu'elle rendra en franchise, au départ de toutes ses gares actuellement accessibles, tous les objets ou denrées envoyés à titre de don patriotique à la ville de Paris.

Les misères à soulager sont grandes et c'est aux populations de ce pays, si riche et un des moins éprouvés par les souffrances de l'invasion, qu'il appartient de se montrer généreux.

Tous les dons seront reçus et expédiés *franco* à M. le Sous-Préfet de Dunkerque qui les fera parvenir à Dieppe, également en franchise, jusqu'au jour où le rétablissement de la ligne du chemin de fer permettra de les envoyer directement sur Paris.

Les noms des donateurs seront inscrits sur un registre spécial qui sera ultérieurement publié.

Les négociants sont informés en même temps que d'après les avis officiels, la seule voie ouverte, quant à présent, aux denrées qu'ils pourraient vouloir diriger sur Paris, est celle de Dieppe, par les ports de Boulogne, Calais et Dunkerque.

PRÉFECTURE DU NORD.

République Française

LE PRÉFET DU NORD,

Considérant que, depuis l'établissement du suffrage universel, la loi avait décidé qu'un des jours consacrés au vote serait toujours un dimanche ou un jour férié, disposition des plus sages, puisqu'elle avait pour but d'assurer la possibilité du vote à tous les électeurs;

Attendu que, sous la pression des circonstances, on a été amené à faire voter un mercredi; mais, considérant qu'il n'est pas en son pouvoir de décider qu'un jour ordinaire peut devenir un jour férié par cela seul qu'il est consacré aux élections;

Invite du moins les patrons à ne point ouvrir leurs ateliers le mercredi 8 février, afin que les ouvriers aient toutes les facilités nécessaires pour prendre part au vote pour la nomination des députés à l'Assemblée nationale.

Le Préfet du Nord,

Paul BERT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

GOVERNEMENT

DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Français,

Paris a déposé les armes à la veille de mourir de faim.

On lui avait dit : Tenez quelques semaines, et nous vous délivrerons. Il a résisté cinq mois, et, malgré d'héroïques efforts, les départements n'ont pu le secourir.

Il s'est résigné aux privations les plus cruelles. Il a accepté la ruine, la maladie, l'épuisement. Pendant un mois, les bombes l'ont accablé, tuant les femmes, les enfants. Depuis plus de six semaines, les quelques grammes de mauvais pain qu'on distribue à chaque habitant suffisent à peine à l'empêcher de mourir.

Et quand, ainsi vaincue par la plus inexorable nécessité, la grande cité s'arrête pour ne pas condamner deux millions de citoyens à la plus horrible catastrophe; quand, profitant de son reste de force, elle traite avec l'ennemi au lieu de saluer une reddition à merci, au dehors on accuse le Gouvernement de la Défense nationale de coupable légèreté, on le dénonce, on le rejette.

Que la France nous juge, nous et ceux qui nous combattaient hier de témoignages d'amitié et de respect, et qui aujourd'hui nous insultent!

Nous ne relèverions pas leurs attaques si le devoir ne nous commandait de tenir jusqu'à la dernière heure, d'une main ferme, le gouvernement que le peuple de Paris nous a confié au milieu de la tempête. Ce devoir, nous l'accomplirons.

Lorsque, à la fin de janvier, nous nous sommes résignés à essayer de traiter, il était bien tard. Nous n'avions plus de farine que pour dix jours, et nous savions que la dévastation du pays rendait le ravitaillement tout à fait incertain. Ceux qui se lèvent aujourd'hui contre nous ne connaîtront jamais les angoisses qui nous agitaient.

Il fallait cependant les calmer, aborder l'ennemi avec résolution, paraître encore prêts à combattre et munis de vivres.

Ce que nous voulions, le voici :

Avant tout, n'usurper aucun droit. A la France seule appartient celui de disposer d'elle-même. Nous avons voulu le lui réserver. Il a fallu de longues luites pour obtenir la reconnaissance de sa souveraineté. Elle est le point le plus important de notre traité.

Nous avons conservé à la Garde nationale sa liberté et ses armes.

Si, malgré nos efforts, nous n'avons pu soustraire l'Armée et la Garde mobile aux lois rigoureuses de la guerre, au moins les avons-nous sauvées de la captivité en Allemagne et de l'internement dans un camp retranché, sous les fusils prussiens.

On nous reproche de n'avoir pas consulté la Délégation de Bordeaux! On oublie que nous étions enfermés dans un cercle de fer que nous ne pouvions briser.

On oublie d'ailleurs que chaque jour rendait plus probable la terrible catastrophe de la famine, et cependant nous avons disputé le terrain pied à pied, pendant six jours, alors que la population de Paris ignorait et devait ignorer sa situation véritable, et qu'encontrainée par une généreuse ardeur elle demandait à combattre.

Nous avons donc cédé à une nécessité fatale.

Nous avons, pour la convocation de l'Assemblée, stipulé un armistice, alors que les armées qui pouvaient nous venir en aide étaient refoulées loin de nous.

Une seule tenait encore, nous le croyions du moins. La Prusse a exigé la reddition de Belfort. Nous l'avons refusée, et par là même, pour protéger la place, nous avons pour quelques jours réservé la liberté d'action de son armée de secours. Mais, ce que nous ignorions, il était trop tard. Coupé en deux par les armées allemandes, Bourbaki, malgré son héroïsme, ne pouvait plus résister, et, après l'acte de généreux désespoir auquel il s'abandonnait, sa troupe était forcée de passer la frontière.

La convention du 28 janvier n'a donc compromis aucun intérêt, et Paris seul a été sacrifié.

Il ne murmure pas. Il rend hommage à la vaillance de ceux qui ont combattu loin de lui pour le secourir. Il n'accuse pas même celui qui est aujourd'hui si injuste et si ténébreux, M. le Ministre de la Guerre, qui, le 13 janvier, a arrêté le général Chanzy voulant marcher au secours de Paris, et lui a donné l'ordre de se retirer derrière la Mayenne.

Nous n'avons appelé la France à élire librement une Assemblée qui dans cette crise suprême fera connaître sa volonté.

Nous ne reconnaissons à personne le droit de lui en imposer une, ni pour la paix ni pour la guerre.

Une nation attaquée par un ennemi puissant lutte jusqu'à la dernière extrémité; mais elle est toujours juge de l'heure à laquelle la résistance cesse d'être possible.

C'est ce que dira le pays consulté sur son sort.

Pour que son vœu s'impose à tous comme une loi respectée, il faut qu'il soit l'expression souveraine du libre suffrage de tous, tiré nous n'admettons pas qu'on puisse imposer à ce suffrage des restrictions arbitraires. Nous avons combattu l'Empire et ses pratiques; nous n'entendons pas les recommencer en imitant des candidatures officielles par voie d'élimination.

Que de grandes fautes aient été commises, que de lourdes responsabilités en dérivent, rien n'est plus vrai; mais le malheur de la Patrie efface tout sous son niveau; et d'ailleurs, en nous rabaisant au rôle d'hommes de parti pour proscrire nos anciens adversaires, nous aurons la douleur et la honte de frapper ceux qui combattent et versent leur sang à nos côtés.

Ce souvenir des discussions passées quand l'ennemi foule notre sol ensanglanté, c'est rapetisser par ses rancunes la grande œuvre de la délivrance de la Patrie. Nous mettons les principes au-dessus de ces expédients.

Nous ne voulons pas que le premier décret de convocation de l'Assemblée républicaine en 1871 soit un acte de défiance contre les électeurs.

A eux appartient la souveraineté; qu'ils l'exercent sans faiblesse, et la Patrie pourra être sauvée.

Le Gouvernement de la Défense nationale repousse donc et annule au besoin le décret illégalement rendu par la Délégation de Bordeaux, et il appelle tous les Français à voter, sans catégorie, pour les représentants qui leur paraîtront les plus dignes de défendre la France.

VIVE LA RÉPUBLIQUE! VIVE LA FRANCE!

Paris, le 4 février 1871.

Les Membres du Gouvernement :

Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY, GARNIER-PAGES, EUGÈNE PELLETAN, EUGÈNE PICARD,
FRANÇOIS ARAGO.

Les Ministres :

DORIAN, Général LE FLO, J. MAGNIN, F. HÉROLD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARMÉE DE PARIS.

AVIS.

Le Général commandant en chef l'Armée de Paris rappelle aux troupes logées chez l'habitant que tous les hommes doivent être rentrés à 9 heures dans leurs logements.

A partir de 10 heures, les habitants ne sont plus tenus à ouvrir les portes aux retardataires.

Des patrouilles assureront la police de l'armée.

Toutes les demandes ou réclamations ayant trait aux rapports entre les soldats et les habitants devront être soumises à MM. les Commandants des secteurs, qui remplissent les fonctions de commandants de place sur leur terrain, et qui ont qualité pour trancher toutes les difficultés.

Paris, le 4 Février 1871.

Par ordre :

Le Général, *Chef d'état-major général*,
DE VIDAN.

— IMPRIMERIE NATIONALE. — Février 1871.

L'A

RÉUNION GÉNÉRALE DES DÉLÉGUÉS DE LA GARDE NATIONALE

ANNONCÉE PAR LES JOURNAUX POUR DEMAIN DIMANCHE

A dû être remise à LUNDI, 6 courant

Pour laisser aux Compagnies le temps d'élire leurs délégués

Un certain nombre de gardes nationaux, délégués par leurs camarades, pénétrés de la nécessité que tous les bataillons doivent se concerter, entre eux, dans une assemblée générale, sur le caractère des élections de Paris et sur le choix des candidats, sollicitent instamment leurs camarades, gardes mobilisés, sédentaires et civils, de nommer demain, dimanche, un délégué par chaque compagnie, lequel devra assister à la réunion qui aura lieu lundi, 6 courant, à dix heures, dans la salle du Cirque national.

Chaque citoyen choisi devra être muni d'une délégation signée par le capitaine.

Les électeurs seront en outre admis dans une partie de l'enceinte. Cette invitation est faite sans aucun esprit exclusif de parti ou d'opinion, mais dans le but de convoquer toute la garde nationale à de grandes assemblées, d'où doivent sortir des résultats féconds pour la Patrie et la République.

La Commission des Délégués de la Garde Nationale :

MM. MAYER, commandant du 39^e régiment.

VAILLANT, capitaine au 85^e bataillon.

FOURNIER, sergent-major au 85^e bataillon.

FOURNIER, chef du 37^e bataillon.

FOURNIER (André), garde au 13^e bataillon.

GAZEAU (Theodore), garde au 13^e bataillon.

WELLS, capitaine, officier d'ordonnance du 233^e bataillon.

506.

Paris. — Imprimerie de Technologie et Co., rue Capbreton, 3.

COMITÉ LIBÉRAL RÉPUBLICAIN

DU

Département de la Seine

Nous, Electeurs du département de la Seine, réunis de différents quartiers de Paris et de la Banlieue, après mûre délibération, avons arrêté et nous décidons à publier la déclaration suivante, pour laquelle nous demandons l'adhésion de tous les bons Citoyens.

Pendant la crise que nous venons de traverser, la Nation était impatient de confier à une Assemblée le soin de la représenter; ce grand acte va s'accomplir.

Sans méconnaître l'influence qu'exerceront sur l'élection prochaine les circonstances qui la rendent nécessaire, nous pensons qu'elle doit avoir lieu principalement en vue de la Constitution définitive que la France va se donner.

Nous exposons ici les principes essentiels auxquels adhèrera, sans arrière-pensée et sur l'honneur, tout Candidat qui croira pouvoir accepter nos suffrages.

Après les longues épreuves qu'elle a subies, la France, dans notre conviction, ne trouvera une grandeur et un repos durables, qu'à l'ombre des Institutions Républicaines telles que nous les comprenons :

Egalement hostile aux doctrines, aux violences, aux expédients révolutionnaires du despotisme ou de la démagogie, lasse des préjugés, des faiblesses et des ambitions dynastiques, elle aspire à cette forme de gouvernement, tout animée de l'esprit de liberté et seule conciliable avec le suffrage universel;

Nous affirmons que, pratiquée avec loyauté et formée, elle est armée d'une force matérielle et morale que nulle autre ne pourrait avoir, pour assurer le maintien de l'ordre et le constant et inaltérable respect des lois;

Qu'en même temps elle se prête mieux que nulle autre au développement de toutes les libertés qui font la dignité d'un Citoyen et l'honneur d'un Peuple, liberté de conscience, liberté individuelle, liberté du travail, liberté d'écriter, d'enseigner, de se réunir;

Qu'elle pourra seule permettre de résoudre le problème d'une large décentralisation qui, sans compromettre notre vieille et glorieuse unité française, donnerait à l'initiative individuelle et aux institutions locales, une vie et une force qui leur manquent;

Qu'elle seule enfin, par une étude attentive et impartiale de toutes les questions qui s'agitent au sein de la société, pourra faire régner, entre tous les enfants d'une commune patrie, la concorde et la confiance que les calculs intéressés des mauvais gouvernements s'efforcent toujours de détruire et que de rudes épreuves, supportées ensemble, nous ont fait, depuis quelques mois, apprécier et chérir.

Animés des sentiments que nous venons d'exprimer, nos Représentants trouveront aisément, dans l'indépendance de leur raison, la solution très-patriotique et libérale de toutes les questions qui doivent se présenter successivement à leur examen.

Cette déclaration a été concertée avec plusieurs Comités d'arrondissement déjà formés; si elle est agréée par d'autres Comités déjà existants ou qui pourront se former encore, nous appelons leur concours pour préparer une liste générale de Candidats, dont les noms réunis seront l'expression vive et personnelle des principes que nous voudrions voir régner dans la politique de notre pays.

Paris, le 28 Janvier 1871.

Le Président du Comité,
DUFAURE

Les Membres du Comité :

LEBLOND, CHARLES BALLOT, S. DURANTON, GEORGES MASSON, ÉMILE LEVASSEUR, PAUL THUREAU-DANGIN, E. LAMÉ FLEURY, VITET, DENOUEH, DESCHAENS, BRIBOT, ERNEST LEHDEUX, PAUL RIBOT, VICTOR LEFRANG, TABUREAU, EDMOND DE PRESENSE, ALBERTIN GOGHIN, LEON SAY, G. PROIT, ROUSSE, PAUL DEBRAYNS, A. PRIETEL, GÉRMEH-BAILLEIE, DOCTEUR JOURNET, AD. D'ECHEVAL, DOCTEUR GONARD, VANHYNBECK, ENOCH ODIER, ALEX. BOUTAREL, JULES LE BERQUIER, DE SAINT-CYR, MELON DE PRADOU, BONNEFONS.

Pour la Correspondance et les Demandes de renseignements, s'adresser au Secrétaire du Comité,
rue Bergère, 30 (bis).

Imprimerie centrale des chemins de fer. — A. CHAIX et C^e, rue Bergère, 30, à Paris. — 6441.

DEPECHE TELEGRAPHIQUE.

BORDEAUX, le 6 Février 1871, 3 h. soir.

Le Ministre de l'Intérieur aux Préfets et Sous-Préfets,

Malgré les objections graves, les résistances légitimes que soulevait l'exécution de la convention de Versailles, je m'étais résigné, pour donner, comme je le disais, un gage incontestable de modération et de bonne foi et pour ne pas quitter le poste sans en avoir été relevé et falloir procéder aux élections.

Vous connaissez, Monsieur le Préfet, par divers documents qui vous ont été transmis, quels devraient être la nature et le caractère de ces élections. Je persiste à croire qu'il en peut sortir, malgré les difficultés matérielles de toutes sortes dont nous assaillent l'ennemi, une assemblée fidèle et résolue.

Le décret, selon moi, satisfait à la fois à un besoin de justice à l'égard des complices responsables du régime impérial et à un sentiment de prudence vis-à-vis des intrigues étrangères. Il a excité une injurieuse protestation de M. de Bismarck.

D'après lors, à la date du 4 février 1871, les membres du Gouvernement de Paris ont, par une mesure législative, rapporté notre décret. Ils ont de plus envoyé à Bordeaux MM. Garnier-Pagès, Eugène Pelletan, Emmanuel Arago, signataires du décret d'abrogation, avec mandat de le faire appliquer.

Le Gouvernement de Paris avait d'ailleurs passé directement des dépêches à plusieurs préfets de différents départements, pour l'exécution du décret du 4 février.

Il y a là tout à la fois un désaveu et une révocation du ministre de l'Intérieur et de la Guerre.

La divergence des opinions sur le fond des choses au point de vue extérieur et intérieur se manifeste ainsi de manière à ne laisser aucun doute. Ma conscience me fait un devoir de résigner mes fonctions de Ministre du Gouvernement avec lequel je ne suis plus en communion d'idées ni d'espérances.

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai remis ma démission aujourd'hui, en vous remerciant du concours patriotique et dévoué que j'ai toujours trouvé en vous, pour mener à bonne fin l'œuvre que j'avais entreprise.

Je vous dirai que mon opinion, profondément réfléchie est, qu'à raison de la brièveté des délais et des graves intérêts qui sont en jeu, vous rendrez un suprême service à la République en faisant procéder aux élections du 8 février. Vous aurez ainsi le délai nécessaire pour prendre telles déterminations qui vous conviendront.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments fraternels.

Léon GAMBETTA.

CITOYENS,

Je ne puis porter à votre connaissance la démission de M. Gambetta sans vous exprimer en même temps le profond sentiment de regret qu'éprouveront, à cette nouvelle, les amis sincères de la France et de la République.

Gambetta était l'ennemi le plus acharné et le plus redouté des Prussiens. Il était, non pas le partisan de la guerre à outrance, mais l'apôtre de la résistance indomptable; il voulait sincèrement et ardemment la paix, mais plus ardemment encore il voulait sauver l'honneur de la France. Après Sedan et Metz, la France n'avait plus de soldats, il a su mettre trois armées sur pied. La France était désarmée, il a su trouver des armes; elle était abattue, il a relevé son courage au même temps que son nom.

Au moment où cet éminent Citoyen abandonne le pouvoir, je m'honore de relever en lui la plus haute et la plus belle personnification de la France défendant son sol et son drapeau contre l'invasion de l'Allemagne.

Lille, le 7 février 1871.

Le Préfet du Nord,
Paul BERT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture du Nord.

INSTRUCTION

aux Présidents des sections électorales pour l'exécution
du décret du 31 janvier 1871

Si les bulletins tirés de l'urne portent quelqu'un des noms des candidats frappés d'inéligibilité, noms dont la liste suit la présente inscription, le *Président devra passer ces noms sous silence* d'une façon absolue, sans la moindre désignation ni allusion indirecte.

L'intervention des assesseurs ne doit être invoquée que s'il y a quelque difficulté à lire exactement le nom. Mais sur la question de la proclamation même du nom, le Président ne devra admettre, de personne, aucune discussion.

Il recevra les protestations qui pourraient lui être faites de ce chef, et les annexera au procès-verbal.

Il arrêtera et signera le résultat du dépouillement des votes, sur lequel il ne devra être fait mention d'aucun nom d'inéligible.

Le Président de la première section devra, en opérant le recensement général des votes du canton et en en proclamant le résultat, passer également sous silence les noms des Inéligibles.

Les procès-verbaux devront être rédigés en double, et enfermés ensuite, par le Président de la première section, sous pli soigneusement cacheté.

Liste des Candidats frappés d'inéligibilité :

BRAME, Jules, ancien Ministre de l'Empire;
PLICHON, ancien Ministre de l'Empire;
DES ROTOURS, Candidat officiel en 1868 et 1869.

La présente instruction sera affichée en double exemplaire dans le lieu le plus apparent de la réunion de chaque section de vote.

Lille, le 6 février 1871.

Le Préfet du Nord,
Paul BERT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

FUSION

COMITÉS RÉPUBLICAINS DÉMOCRATES, SOCIALISTES

Citoyens,

Le moment est solennel; c'est une question de vie ou de mort pour notre Patrie!
Ceux qui veulent la République une et indivisible;
Ceux qui veulent que les coupables soient punis;
Ceux qui aiment notre belle France et veulent la sauver de la honte;
Ceux qui veulent pour les Travailleurs justice et égalité;

Voteront pour :

AMOUROUX.	GRANGER.	ÉLIX PYAT.
ASSI.	Alph. HUMBERT.	Ch. QUENTIN.
AVRIAL.	JACQUARD.	RANC.
Louis BLANC.	LACAMBRE.	RANVIER.
BLANQU.	LEFRANCAIS.	BAZOUA.
BRUSSE.	LEVERDAYS.	REGNARD.
CLUSIET.	LOCKRON.	ROCHEFORT.
GOURNET.	MAISON.	THIERSZ.
HEUSSELZE.	MICHEL BERNARD.	THIALD.
FLOURENS.	MESSE.	TRIDON.
FLOURENS.	LES MELLIER.	TRIDON père.
GAMBETTA.	J. MOUT.	Jules VALLES.
GAMBON.	PIERON.	VARLIN.
GARBALDI.	PINDY.	
Docteur GOUPIH.	PROTOT.	

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

IMPRIMERIE PAUL DUPONT.

BULLETIN DE VOTE

ADOPTÉ PAR LES CITOYENS COMPOSANT LES RÉUNIONS ÉLECTORALES du COLLÈGE DE FRANCE.

1 D'Alton-Shée.	31 F. Merliant.
2 Amoureux.	24 Michélet.
3 Assi.	25 Jules Miot.
4 Martin-Bernard.	26 Nadaud.
5 Louis Blanc.	27 Oudet.
6 J.-B. Bacquet.	28 Pierron.
7 Courmet.	29 Félix Pyat.
8 Delbrouck.	30 Ch. Quentin.
9 Descluzet.	31 Edgar Quinet.
10 Fudes.	32 Ranc.
11 Florens.	33 Ravier.
12 Gambetta.	34 F. V. Raspail.
13 P. Gambon.	35 Bazoua.
14 Garibaldi.	36 Rochefort.
15 Greppo.	37 Rogeard.
16 Charles Hugo.	38 Thialdi.
17 Victor Hugo.	39 Trélat.
18 Joligneux.	40 Tridon.
19 Lacambre.	41 Jules Vallée.
20 Lefrançais.	42 Varlin.
21 Leverdais.	43 Vésinier.
22 Lockroy.	

Paris.—Impr. de J. Mamey et, rue Cadastre, 10.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

Le PRÉFET de la Haute-Garonne à ses Concitoyens :

CHERS CONCITOYENS,

Conformément au vœu unanime des patriotes éprouvés, le Gouvernement de la République entendait ne convoquer les collèges électoraux qu'après avoir accompli le patriotique mandat de défense nationale qu'il a courageusement accepté. Le sort des armes et la fortune adverse de la France en ont décidé autrement : il nous faut demander aux manifestations électorales la force que la chance des batailles nous refuse, et associer la nation tout entière aux résolutions suprêmes que commandent le salut et l'honneur du pays. Chose affligeante et pourtant nécessaire à dire ! c'est sous le caillon triomphant de l'envahisseur, sous la bête sanglante du prussien que vous sommes appelés à voter ! Jamais nation fut-elle appelée dans de plus tristes et plus solennelles circonstances à dire son mot sur la chose publique ?

Ce n'est pas seulement par les gaspillages et les défaillances de l'Empire, la trahison de ses généraux et la défaite de ses armées que la France de 1792, de 1830 et de 1848 a été conduite à cet abaissement. Les intrigues royalistes, qui depuis le 4 septembre se sont donné carrière, à l'abri des libertés du régime républicain, en doivent assurer une large part. La France, enervée par la politique et les mœurs impériales, trahie par les auxiliaires monarchiques que l'empire s'était donnés, a eu la douleur d'assister depuis trois mois au triomphe spectaculaire de la coalition impie des ennemis du dehors et des adversaires du dedans. Pendant que les soldats de Guillaume décimaient nos armées, ravageaient le pays, incendiaient nos villes, leurs alliés du dedans semblaient la démoralisation dans les masses éplorées, par de fausses nouvelles perpétuellement répandues, sapient par la calomnie l'autorité des hommes de courage et de dévouement qui avaient assumé le redoutable fardeau du gouvernement de la France.

Et maintenant que par l'odieuse complicité des prussiens et des royalistes le pays est réduit à la plus cruelle des extrémités, que frappe au dedans par l'intrigue et la trahison, au dehors par les cohortes détestées de l'Allemagne, il n'a plus à espérer son salut que des mâles résolutions d'une assemblée patriote, des partisans des monarchies deux fois condamnées, guettant comme une proie facile les restes meurtris de ce qui fut la France, s'entendant, se coalisant pour faire tourner nos divisions au profit de leurs fétiches et faire de nos désastres le marche-pied de leur ambition.

Le lien commun de ces alliances hybrides d'ambitions éconduites, de dévouements fourbes, de

rancunes impuissantes, est la haine de la République, beaucoup plus que l'amour du pays. Les mots de paix et d'union qui émaillent le langage hypocrite de leurs objurgations prétendues nationales, trouvent un écho sympathique dans les cœurs-majors de Molke et de Bismark, protecteurs, comme on sait, des malversations électorales de ces « catégories de citoyens. » Si on les croyait, la paix serait bientôt faite au détriment de nos provinces, de notre marine, de nos richesses, de notre honneur, car la rançon que nous sommes prêts à payer pour le maintien de notre situation en Europe, ils sont prêts à l'appliquer de préférence au renaissance d'une dynastie.

Vous ne le voudrez pas, Citoyens, et vous conjurerez les dangers nouveaux qui menacent notre tranquillité intérieure et notre dignité au dehors ; vous les conjurerez en votant pour les républicains dévoués et convaincus qui furent toujours au premier rang des défenseurs de notre indépendance nationale et de nos libertés. Ce n'est certes pas eux qui ont voulu la guerre, ils l'ont subie en prenant les rênes du pouvoir ; et s'ils la soutiennent encore après nos malheurs, c'est pour en réparer les désastres et la terminer par une paix honorable.

Le cri de guerre à outrance dont on nous fait dans les campagnes les propagateurs importuns, n'a pas d'autre signification. Loin de nous la pensée de condamner systématiquement le pays à d'inutiles sacrifices. Nous affirmons par notre attitude notre ferme résolution de disputer à l'étranger nos milliards et nos provinces, et devant l'Europe qui nous juge, de montrer que le pays n'a pas perdu toute dignité avec l'Empire, ni tout espoir de régénération dans les alternatives de réaction auxquelles nous assistons depuis trois mois.

Fermement résolu à affronter tous les périls fatalement contenus dans les événements qui se préparent, le Préfet de la Haute-Garonne s'est estimé heureux de trouver dans la loi nouvelle le droit de se présenter au suffrage de ses concitoyens. Si vous l'honorez de votre confiance, le pays et la République trouveront en lui un défenseur résolu ; toutes les restaurations monarchiques, un adversaire déclaré ; les traités et les vendeurs de la France, un juge inflexible ; nos malheurs et nos désastres, un réparateur déterminé à en chercher le spécifique dans les principes de la Révolution.

ARMAND DUPORTAL.

Toulouse. — Imprimerie Paul SATY, allée Lafayette, 10 bis.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. PRÉFECTURE DU NORD.

PROCLAMATION

Lille, le 6 février 1871.

CITOYENS,

J'apprends que, depuis ce matin, le bruit se répand parmi vous qu'entre le Gouvernement et sa Délégation il y aurait, non plus seulement ce que j'appelais dans ma proclamation d'hier « une simple ignorance de leurs actes réciproques » mais un véritable désaccord.

On va jusqu'à prétendre qu'un décret de Paris, en date du 4 février, annulerait le décret de Bordeaux du 31 janvier, qui frappe d'ineligibilité les anciens serveurs de l'Empire.

En présence de la juste émotion que suscitent ces bruits, je crois devoir vous indiquer, en la motivant, la ligne de conduite que je me suis imposée dans ces circonstances troublées et difficiles.

Quelques journaux ont publié le texte d'un décret du 29 janvier, émanant de Paris, et produisant les dispositions de la loi électorale de 1849, sauf l'éligibilité rendue à certains fonctionnaires. Le Préfet du Nord n'a nullement été avisé de ce décret; il n'a point reçu le *Journal officiel* qui le contiendrait; on n'a fait de Paris, malgré les nombreux envoyés qui lui sont venus de cette ville, aucune tentative pour le lui faire connaître. D'ailleurs, ce décret rendu par le Gouvernement prisonnier dans Paris, qui, depuis quatre mois, ignorait l'état de la province et ne peut même encore communiquer librement avec elle, qui ne pouvait avoir ce que ferait sa Délégation de Bordeaux, ne saurait, ni en droit strict, ni en équité, être mis en opposition avec le décret rendu à Bordeaux par cette délégation, véritablement libre dans sa pensée et dans ses actes. Suivant les règles de droit, le décret du 31 janvier, doit avoir force de loi, en supposant même l'existence de celui du 29.

Je reste donc ferme dans la détermination annoncée dans ma proclamation d'hier; je ferai exécuter les prescriptions du décret du 31 janvier sur les inéligibilités. Des instructions ont été données dans ce sens aux Maires, aux Présidents de section de vote, et, par M. le Procureur-Général, aux Procureurs de la République.

J'ai applaudi, j'applaudis encore à ce décret de Bordeaux qui écarte des discussions sur l'issue d'une guerre terrible, ceux-là mêmes dont les votes serviles nous ont jetés dans cette guerre, ceux-là qui disposaient du pouvoir au moment même où cette guerre a éclaté, ceux-là qui ont fait la guerre à la France pour n'avoir pas de compte à rendre à la France, ceux-là que M. de Bismark désire si vivement voir arriver à la Chambre.

Si, cependant, les bruits répandus dans la population, concernant le décret de Paris du 4 janvier, était l'expression de la vérité; si certaines dépêches, que j'ai reçues par voie allemande et auxquelles je refuse jusqu'ici de reconnaître aucune authenticité, car elles ne portent pas les marques distinctes des dépêches officielles et peuvent provenir d'inventions ennemies, si ces dépêches, dis-je, étaient confirmées officiellement; si, pour tout dire en un mot, un semblable décret m'était officiellement envoyé, je m'inclinerais devant un ordre formel donné, après discussion et réflexion, en connaissance de cause.

Rester donc, Citoyens, calmes et confiants. Ne vous laissez émuouvoir, ni par les intéressés ni par ceux qui se réjouissent au fond de profiter d'une circonstance tout en paraissant défendre un principe. Ayez, comme garantie de votre sécurité d'âme et de l'ordre public, cette certitude que la loi, quelle qu'elle soit et quoi qu'il arrive, sera exécutée.

Le Préfet du Nord,
Paul BERT.

PROCLAMATION.

CITOYENS,

M. Paul Bert ayant cru devoir ne pas continuer l'exercice de ses fonctions, j'ai été délégué par le Gouvernement de la Défense pour administrer le département du Nord jusqu'à ce que l'Assemblée Nationale ait pris en main la direction souveraine des affaires du pays. J'arrive au milieu de vous au moment où vous accomplissez le plus solennel de tous les devoirs, en votant pour vos représentants. Vous êtes des citoyens libres, et il ne pouvait appartenir à personne d'opposer des restrictions à la libre expression de votre volonté.

Notre République est née au milieu d'une tempête; nous traversons, à l'heure présente, les plus mauvais jours de notre histoire; nous votons sous l'œil de l'ennemi. Donnons-lui l'exemple d'une nation retrempee dans le malheur et régénérée par la liberté. Ce sera l'honneur de la République, même dans le péri suprême où nous ont plongés les folies du despotisme impérial, de savoir respecter la liberté de tous, de ses adversaires comme de ses défenseurs.

Plus que jamais, la concorde, l'union des cœurs, l'apaisement des haines passées, la fermeté et respectueuse exécution des lois, sont nécessaires au salut de la patrie. Je compte sur le bienveillant concours de la population entière du département pour procéder avec calme aux élections électorales et traverser sans trouble les quelques jours qui nous séparent de la réunion des représentants du peuple.

Vive la France! Vive la République!

Le Préfet du Nord,
Ernest HENDLE.

11.537. — Lille. Imprimerie de L. Baud.

KÖNIGLICHE PRÄFECTUR

Es ist jedem Deutschen bei Strafe verboten,

während der am 3^{ten} Februar von 3 Uhr Mor-

gens bis 6 Uhr Abends stattfindenden Wahlen
eins der Wahllokale zu betreten.

Amiens, den 2^{ten} Februar 1871.

Der Prefekt,
Graf LEHNDORFF.

Amiens — Imprimerie de L'ÉVÉLÉMENT, rue des Religieuses, 21.

TRADUCTION. — Il est défendu à tout soldat allemand, sous peine de sévères punitions, d'entrer dans tout local d'élections le 3 février, de 3 heures du matin à 6 heures du soir. — Amiens, le 7 février 1871. — Le Préfet, Comte de Lehnorff.

AU PEUPLE!

La France, enveloppée dans son linceul, est appelée aujourd'hui, le poignard sur la gorge, à dire si elle veut vivre ou mourir.

La Nation tout entière doit répondre.

Tous, privilégiés, bourgeois et peuple, nous sommes frappés du même stigmate, enveloppés dans la même honte.

Avec le rôle qui s'échappe de nos poitrines, qu'allons-nous répondre ?

L'heure suprême a sonné !

Peuple, fais un effort ! Secoue ta somnolence ! lève toi !

C'est ta vie ou ta mort qui va sortir de ta volonté.

Heureux des siècles tu restes affaissé, relève un peu ton front,

C'est aux « MAUDITS » à courber la tête.

Assez longtemps, dans des luttes surhumaines, tu as sué la misère et la honte.

Assez longtemps, dans des luttes fratricides, tu as sacrifié ton sang, ta vie,

Assez longtemps tu as été le jouet d'individualités orgueilleuses et égoïstes qui ont compromis tes destinées.

Que notre expiation te dessille les yeux.

Verras-tu enfin que la Nation c'est toi ?

Lâcheras-tu toujours la proie pour l'ombre ?

Auras-tu toujours une souveraineté sans puissance.

Auras-tu toujours des droits sans avoir jamais l'exercice.

Seras-tu toujours subordonné aux maîtres que tu te donnes ?

Seras-tu toujours esclave quand tu possèdes la force ?

Sois ce que tu dois être. Tu es libre encore aujourd'hui de tes destinées, mais songes-y : à force de laisser glisser de tes mains un pouvoir que tu ne peux conserver, un jour viendra peut-être où tu ne pourras plus le ressaisir.

Le suffrage universel est une arme à deux tranchants, tâche de savoir l'en servir.

On prépare la divine comédie ; prends garde d'être joué encore une fois.

Méfie-toi des habileurs, des hypocrites et des ambileux.

Repousse loin de toi tous les privilèges des régimes tombés.

Ne compte pas sur la bourgeoisie, on sait ce qu'elle vaut. Tu pourras t'en servir, mais il faut l'amener à toi et non aller à elle.

Pui-qu'il faut des représentants, tâche de trouver des hommes.

Prends dans ton sein ceux que tu y trouveras, mais surtout va chercher dans leur retraite les hommes de cœur qui ne se montrent pas. Tu trouveras chez eux talents et vertus et tu pourras compter sur leur probité.

Pour compléter tes listes prends des hommes dont les intérêts et les tiens soient identiques.

Le clergé, la noblesse et la bourgeoisie défendent leurs intérêts.

A toi, peuple, de défendre les tiens.

Le clergé, la noblesse et la bourgeoisie ont sur toi le privilège de l'astuce et du mensonge, ils font miroiter à tes yeux toutes les fantasmagories pour te prendre dans leurs gluaux.

Sans toi, ils ne sont rien.

Ouvre donc les yeux.

Tu as le privilège du Droit et de la Force, tu peux ce que tu veux, et jusqu'à ce jour tu n'as rien fait. C'est donc que tu n'as pas voulu.

Veux donc enfin ! Affranchis-toi de toutes les tutelles ! Sois toi-même !

Si tu veux de la République démocratique et sociale, cette fois il faut vaincre à tout prix ; car la nature s'émousse, l'esprit se vicie et c'est peut-être la dernière fois que tu es appelé à prononcer sur tes destinées.

Si tu ne te relèves pas, dis adieu à tout jamais à l'avenir puissant que tu as devant toi.

La gangrène monarchique se répandra dans ta vie, on continuera la transformation et peu à peu s'éteindront les feux que 89 avait allumés dans tes veines.

Tu auras la liberté à côté de la misère, comme en Angleterre ; ou l'instruction à côté de la féodalité, comme en Prusse ; mais la liberté démocratique, jamais.

Le combat du 8 février qui se prépare sera plus décisif sur tes destinées que toutes les défaites que les Prussiens nous ont fait subir.

Fais un effort puissant, sors de cette lutte, et tu pourras voir enfin luire le soleil de la liberté.

La République démocratique et sociale !

CHEVILLOTTE

COMITÉ CATHOLIQUE

LISTE ÉLECTORALE

M.

Adolphe BAUDON.
Edmond LAFOND.
Vicomte Armand de MELUN.
Emile KELLER, ancien député.
Comte Antoine LEMERCIER, ancien député.
Comte de FLAVIGNY, ancien député.
Comte A. DE SEGUIR, ancien conseiller d'État.
Ferdinand RIANT, propriétaire, ancien élève de l'École Polytechnique.
Louis de VERGES, du chemin de fer d'Orléans.
Paul FABRE, procureur général à la Cour de Cassation.
RATAUD, ancien maire du cinquième arrondissement.
DENORMANDIE, maire adjoint élu du 8^e arrondissement, ancien président de la Chambre des avoués.
AUBRY, ancien représentant.
SEBAST, président de la Chambre des notaires.
Marquis de PLACEU, sous-gouverneur de la Banque de France.
GOLLIN, constructeur de machines, vice-prés. de la Ch. de comm.
CAYAILLÉ-COLL, facteur d'orgues.
SAVARD, fabricant de chausures.
THIENS.
Vice-amiral LA RONCIÈRE LE NOURIARY.
Vice-amiral SAISETT.
Vice-amiral POTHUAU.

M.

Vice-amiral FLEURIOT DE LANGLE.
Vice-amiral TOUCHARD.
Contre-amiral de MONTIGNAC.
Contre-amiral de CHAILLE.
Contre-amiral MÉQUET.
Contre-amiral THOMASSET, commandant de la flotille sur la Seine.
Général VINOY.
Général d'AIREDILLE DE PALADINES.
Général FAUDERBIE.
Général FIEBHAUT.
Général de MATHUHY.
Général FARON.
Général A. de CHARETTE.
Commandant POTIER.
Colonel de CRISENOY, des régiments de marche de la garde nationale.
Colonel REILLE, des mobiles du Tarn, ancien député.
De BONNEUIL, commandant du 7^e bataillon de la garde de la Seine.
Le PLAY, président de l'Exposition universelle.
SAUVAGE, directeur du Chemin de l'Est.
SOLACROUP, directeur du Chemin d'Orléans.
PIERRARD, directeur du Chemin de l'Ouest.

République Française

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

LISTE DES COMITÉS RÉPUBLICAINS RADICAUX

DE LA RIVE GAUCHE ET DE LA RIVE DROITE

Les Anciens Comités Républicains Démocratiques de la Rive Gauche ont publié hier une liste de Candidats.

Aujourd'hui, ils se sont entendus avec les Comités de la rive droite qui avaient proposé une liste à peu près semblable, il était facile de s'entendre, et voici la liste de fusion que les Comités des deux rives présentent aux électeurs de Paris :

CARRALDI.
GAMBETTA.
ASSELIN, maire du 14^e arrondissement.
LOUIS BLANC, ancien membre du gouvernement de 1848.
BRISSON Heurt, adjoint au maire de Paris, démissionnaire.
CLEWENCEAU, maire du 18^e arrondissement.
CORBON, maire du 15^e arrondissement, ancien vice-président à l'Assemblée constituante de 1848.
COURRET, Gustave, artiste peintre.
COURNET, Frédéric, chef de bataillon de la garde nationale.
DELENCLEUZE, maire du 49^e arrondissement, démissionnaire.
BENJAMIN RASPAUL.
DORIAN.
DIÉPRAISSE, Marc, ancien représentant.
CLEHAY, adjoint au maire du 3^e arrondissement.
FLEURY, Alphonse, ancien représentant.

FLOQUET, Charles, adjoint au maire de Paris, démissionnaire.
GAWBON, ancien représentant du peuple.
GREPPO, ancien maire du 4^e arrondissement, démissionnaire, ancien représentant.
HERRISSON, maire du 6^e arrondissement.
VICTOR HUGO.
JOIGNEAUX, Pierre, agronome, ancien représentant du peuple.
LANGLOIS, lieutenant-colonel de la Garde nationale.
LAUTH, adjoint au maire du 9^e arrondissement.
LEDRU-ROLLIN, ancien membre du gouvernement provisoire.
LITTRÉ, membre de l'Institut.
LOCKROY, Edouard, publiciste, chef de bataillon de la Garde nationale.
MALON, ouvrier teinturier, adjoint au maire du 17^e arrondissement.
MARTIN-BERNARD, ancien représentant.

EUGÈNE SEMERIE, docteur médecin.
MURAT, André, ouvrier mécanicien, adjoint au 10^e arrondissement.
ONIMUS, docteur-médecin.
PEYBART, de l'Avenir National.
BERNARD, docteur médecin.
PIVAT, Félix, ancien représentant du peuple.
QUINET, Edgar, ancien représentant du peuple.
RANC, Edmond, ancien maire du 9^e arrondissement.
ROBINET, docteur-médecin, ancien maire du 6^e arrondissement.
ROCHEFORT, Henri, ancien membre du Gouvernement de la Défense nationale, démissionnaire.
LAURENT PICHAT, publiciste.
SCHWILCHER, ancien représentant, colonel d'artillerie de la Garde nationale.
VARLIN, ouvrier relieur.
TIRARD, maire du 2^e arrondissement, adjoint.
TOLAIN, ouvrier clefleur, adjoint au maire du 11^e arrondissement.

S'adresser pour les renseignements au Cercle républicain qui siège en permanence rue du Vieux-Colombier, 24.
Pour le Comité, LEROUX, Sculpteur, Capitaine de la Garde Nationale.

AUX RÉPUBLICAINS DE BON SENS

D'innombrables listes couvrent les murs.

Elles semblent toutes avoir été composées au hasard. On les étudie sans en deviner le sens et la logique. En lisant ces files de noms opposés, accouplés ou ne sait pourquoi et comme sortis d'un chapeau vigoureusement secoué, les électeurs qui veulent que leur vote ait une signification apparaissant clairement à leurs yeux et à ceux des autres, hésitent et sont plongés dans la plus cruelle perplexité.

Il faut qu'une liste parle d'elle-même, qu'on sache pourquoi tel ou tel nom y figure, et de quelle façon ce nom manifeste les idées et les sentiments de celui qui l'honore de son vote. On peut ainsi aller au scrutin en connaissance de cause.

Or, d'après ces principes, un groupe d'électeurs républicains radicaux propose à ses concitoyens les noms suivants, avec les motifs à l'appui :

1^o Quelques-uns de ceux qui au province n'ont pas désespéré de la France et y ont organisé la résistance qui pouvait nous sauver :

GAMBETTA.
RANC.
GARIBALDI.

2^o Quelques-uns de ces héroïques officiers de marine qui ont pris l'initiative de la protestation contre notre chute, protestation dont les termes ont fait bondir notre cœur de patriotisme et de sympathie :

Amiral SAUSSET.
GARNIER, lieutenant, chef d'ét.-maj. du 8^e Sect.
DE SALICIS, capitaine de frégate.
FARCY.

3^o Quelques-uns des chefs de la garde nationale qui croyaient défendre la Patrie et la République sur nos trop rares champs de bataille :

LANGLOIS.
DELAMARCHE.
Edouard LOCKROY.

4^o Le ministre qui a fondé les canons et qui a eue aux efforts civils :

DORIAN.

5^o Quelques-uns de ceux qui ont résigné leurs fonctions à l'Hôtel-de-Ville en pressant la marche du gouvernement :

ROCHEFORT.
Georges AVEREL.

6^o Le docteur ONIMUS, ex-membre de la C^o d'hygiène
6^o Les maîtres qui ont constamment protesté contre la conduite des affaires et qui ont tenté d'introduire le contrôle de l'élément municipal élu à l'Hôtel-de-Ville :

BONVALET, maire du 3^e arrondissement.
MOTTU, — 11^e —

Nous ne prétendons pas imposer cette liste, que chacun modifiera à son gré, mais elle a, par ses diverses catégories, un sens et un but, et ceux qui voteront pour elle seront sûrs de voter :

Pour une protestation contre le triste dévouement du siège de Paris.

Pour le maintien de la République.

Ei pour la régénération de la France par la démocratie radicale et progressive.

**UN GROUPE D'ÉLECTEURS RÉPUBLICAINS RADICAUX
DES VINGT ARRONDISSEMENTS**

Lois ASSELINE, — 14^e arrondissement.
CLEMENCEAU, — 18^e —
RANVIER, — 20^e —

7^o Quelques-uns des adjoints, négociants ou ouvriers qui ont énergiquement suivi la même voie :

André MURAT, Adjoint du 10^e.
TOLAIN . . . — du 11^e.
HELIGON . . . — du 14^e.
PÉRIN . . . — du 14^e.
MALON . . . — du 17^e.
LÉO MELLIER . . . — du 13^e.
JACLARD . . . — du 13^e.

8^o Quelques-uns des publicistes et des journalistes qui ont éclairé l'opinion publique :

VICTOR HUGO. **ROGEARD.**
Louis BLANC. **Elysée RECLUS.**
Edgar QUINET. **Félix PYAT.**
DELESCULZE. **Eugène TÊNOT.**
PEYRAT.

9^o Pour conserver la tradition qui doit animer le présent au passé, quelques-uns de nos anciens représentants et quelques-uns de nos grands écrivains et penseurs :

Ferdinand GAMBON.
SCHÉLCHER.
JOIGNEAUX.
Jules MIOT.

10^o Enfin quelques ingénieurs ou savants qui ont donné des pages éclatantes à la démocratie :

VAILLANT, ingénieur.
Docteur ROBINET.
Docteur BERTILLON.
LEVERDAYS, professeur d'anatomie.

Comité Libéral Républicain

DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

CANDIDATS

EDGARD QUINET
THIERS
Victor HUGO
LOUIS BLANC
Vice-Amiral SAISSSET
Vice-Amiral POTHUAU
LAMOTHE-TENET, Capitaine de vaisseau
Général FREBAULT
Général CHANZY
Général FAIDHERBE
SCHÖELCHER, Colonel d'Artillerie de la Garde nationale
JAMETEL, Lieutenant-Colonel du 13^e régiment de la Garde nationale
ROGER DU NORD, Colonel d'Etat-Major de la Garde nationale
ARNAUD DE L'ARIEGE, Maire du 7^e arrondissement.
VAUTRAIN, Maire du 4^e arrondissement.
CORBON, Maire du 15^e arrondissement
VITET, de l'Académie française.
HENRY SAINTE-CLAIRE-DEVILLE, de l'Académie des sciences
HAUREAU, de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres
BARTHELEMY-SAINT HILAIRE, de l'Académie des sciences morales et politiques
COCHIN, de l'Académie des sciences morales et politiques, Administrateur du Chemin de fer d'Orléans
LEON SAY, Administrateur du Chemin de fer du Nord
SAUVAGE, Directeur des Chemins de fer de l'Est

KRANTZ, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées
ADOLPHE CARNOT, fils, Ingénieur des Mines
ALFRED ANDRE, Banquier, adjoint au Maire du 9^e arrondissement
D'EICHTHAL, Banquier
VACHEROT, Membre de l'Institut, Maire du 5^e arrondissement
HENRI MARTIN, Homme de lettres, Maire du 16^e arrondissement.
Docteur GONNARD
LEVASSEUR, Economiste, Membre de l'Institut
BEUDANT, Prof. à la Faculté de Droit
BETOLAUD, Avocat à la Cour d'appel de Paris
DENORMANDIE, ancien Président de la Chambre des Avoués, Adjoint au Maire du 8^e arrondissement
JEAN DOLLFUS, Manufacturier à Mulhouse
PERNOLLET, Manufacturier, Maire du 13^e arrondissement
CLAPAREDE, Constructeur de machines à Saint-Denis
BARAGUET, Ouvrier Typographe, Président de la Société mutuelle des Typographes de la Seine.
LÖTZ, Ouvrier Mécanicien, Chef du dépôt des machines au Chemin de fer de l'Est
DE PRESSENSÉ, Publiciste
THUREAU-DANGIN, Publiciste
ADOLPHE GUEROLTE, Publiciste
HEBRARD, Publiciste

Les noms des membres du Gouvernement de la défense Nationale ne figurent pas sur cette Liste. Le Comité tient à dire que leur omission ne doit être prise ni pour une condamnation, ni pour un blâme, mais pour un acte de prévoyance politique.

Les honorables personnages que nous omettons ont été appelés au Gouvernement de Paris et de la France le 4 Septembre, par la nécessité; le 3 Novembre, par l'immense majorité des Electeurs de Paris; entre eux et ceux qui leur donnaient l'autorité, il était bien entendu qu'ils l'exerceraient jusqu'à ce qu'elle eût été confiée à d'autres mains par une Assemblée nationale. Ils doivent conserver cette autorité intacte et d'autant plus forte que l'on sera plus près du moment où elle prendra fin. Le Comité pense qu'elle pourrait sortir affaiblie et compromise d'une lutte électorale dans laquelle les Membres du Gouvernement seraient engagés; il n'écrit pas leurs Noms sur sa Liste afin d'éviter, s'il est possible, ce grave danger. — Il croit devoir prendre la même résolution pour les Ministres et les Généraux chargés de la Défense de Paris.

AU NOM DU COMITÉ : le Président, **DUFAYE**.

ÉLECTIONS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

2^{me} Arrondissement

COMITÉ RÉPUBLICAIN DÉMOCRATIQUE PROGRESSISTE

Le Comité Républicain Démocratique Progressiste du 2^e arrondissement, créé, il y a trois mois environ, en vue des Élections, et dont les Réunions ont été suspendues par les événements que nous venons de traverser, reprend d'urgence ses Séances et invite instamment les Electeurs à y assister.

La 1^{re} Réunion aura lieu le Mercredi 1^{er} Février, à 7 heures 1/2 du soir, dans la grande salle de la Bourse.

Les autres Réunions se succéderont chaque jour à la même heure, et dans le même local, jusqu'au jour de l'élection.

LES MEMBRES DU BUREAU :

Quartier Gaillon.	}	MM. CHARLES BALLOT, <i>Président</i> , rue St-Arnaud, 11 bis.
		BARGE, rue de la Paix, 15.
Quartier Vivienne.	}	MM. LEBLOND, <i>Vice-Président</i> , rue Richelieu, 108.
		QUESNAY, rue Richelieu, 83.
Quartier du Mail	}	MM. BRUN, rue des Jeuneurs, 42.
		BARATIN, rue Notre-Dame-des-Victoires, 32.
Quartier Bonne-Nouvelle.	}	MM. JAVÉY, rue Saint-Denis, 52.
		DUPILLÉ, rue Montorgueil, 56.
		MM. DENISSE, <i>Secrétaire</i> , rue du Petit-Carreau, 14.
		LEROY, <i>Treorier</i> , rue des Jeuneurs, 42.

Paris — Typographie Morris Père et Filz, rue Amelot, 46.

ASSEMBLÉE NATIONALE

LES AMIRAUX

SAISSET, POTHUAU, DU QUILIO

CANDIDATS

Ces noms s'imposent à nos suffrages. Tout Paris sait ce qu'a fait la Marine pendant la durée du siège; elle a été la gloire de notre drapeau, elle a noblement couragement et vaillamment combattu. A elle l'honneur de nous représenter dans l'Assemblée Nationale.

H. GAILLAC.

Paris. — Typ. Edouard VERT, rue Notre-Dame-de-Nazareth, 29.

CONCLAVE

Républicain Socialiste de Paris

LISTE de CANDIDATS à l'Assemblée Nationale,

Arrêtée dans la Séance de nuit du 7 Février 1871.

Amoureux, chapelier.
Louis Blanc, historien.
Blanqui, ex-rep. du peuple.
Briosne, ouvrier feuillagiste.
Brunel, 107^e Bat. de la Garde Nationale.
Cournet, 224^e Bat. de la Garde Nationale.
Ch. Delescluze, publiciste.
Dereure, ouvrier cordonnier, adjoint au 18^e arrond.
Jaeg. Durand, cordonnier.
Emile Duval, fondateur en fer.
Eudes (Emile), hom^e de lettres
Flotte, cuisinier.
Flourens, ex-major de la garde nationale.
J. Fontaine, professeur de mathématiques.

Gambon, ex-rep. du peuple.
G.-G. Garibaldi, agriculteur, soldat.
Goupil, docteur, chef de bataillon révoqué.
Granger, chef de bat. révoqué
Jaclard, adjoint au 18^e arrond.
Joigneaux, agriculteur.
Lacambre, dot^r, chef de bat.
Langlois, chef de bataillon.
Lefrançais, adjoint élu au 20^e arrondissement.
Leverdais, chimiste.
Longuet, chef de bataillon.
Malon, adjoint au 17^e arrond.
Martin Bernard, ex-représentant du peuple.
Léo Meillet, adjoint au 13^e ar.
Jules Miot, ex-rep. du peuple.

Emile Oudet, adjoint démissionnaire du 19^e arrond.
Pendy, menuisier.
Félix Pyat, ex-représentant du peuple.
Edgard Quinet, historien.
Ranvier, maire du 20^e arrondissement.
Regnard, docteur en médecine
Henri Rochefort, ex-représentant du peuple.
Serailhier, ouvrier formier.
Theisz, ouvrier ciseleur.
Tridon, homme de lettres.
Vaillant (Ed.), ingénieur civil.
Jules Vallés, publiciste.
Varlin, ouvrier relieur.
Vésinier, de l'Internationale.

Paris — Imp. APPERT, J. BIGAL et Co. succ., passage du Caire, 56.

Elections du 3 Février 1871

PAS D'AVOCATS!!!

LE COMITÉ ELECTORAL
DE LA LIGUE D'UNION RÉPUBLICAINE
AUX ÉLECTEURS
DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE

CITOYENS,

Au sortir d'épreuves si douloureuses, la France aspire à la stabilité et à la paix.

La majorité du pays voit avec raison une garantie d'ordre dans le maintien du *statu quo*.

Mais le *statu quo* n'est qu'un répit, s'il ne pose au moins les bases de l'état définitif.

Vous affirmerez bien haut par votre vote que la République n'est pas un expédient temporaire, que c'est l'expression logique, le cadre nécessaire et définitif du suffrage universel. Seule, elle répond au principe de la justice parce qu'elle ne souffre pas que le vote d'une génération puisse enchaîner celui des générations suivantes.

Seule donc, elle substitue aux révolutions violentes le développement de l'évolution pacifique.

Seule enfin, en face du césarisme prussien, elle peut assurer la revanche du droit contre la force.

Les ennemis, déclarés ou non, de la République, semblent compter sur le découragement et l'abstention d'un certain nombre d'électeurs.

Démontez cette espérance.

Gardez-vous aussi d'écouter ceux qui, pour avoir cherché le but où il n'est pas, croient et disent que tout est perdu.

Le salut est entre vos mains; il est dans l'exercice pacifique et persévérant de vos droits.

Citoyens, qu'est-ce qu'une mauvaise année de plus dans la longue vie d'une nation?

Nous qui, restés à Paris, avons été les témoins désolés de tant de désastres, nous vous déclarons que notre foi n'est pas ébranlée.

Nous gardons intactes les parties essentielles de notre programme : La République, fondée sur les franchises municipales les plus complètes, la vie nationale animée et fortifiée par le libre essor de la vie locale.

Nous n'abandonnons, nous n'éludons l'examen d'aucun des problèmes sociaux qui s'imposent à l'esprit moderne et ne doivent ni ne peuvent être résolus que par la libre discussion.

Citoyens, ne vous trahissez pas vous-mêmes et la République est établie.

Vive la République !

Le Comité électoral siège en permanence rue Saint-Martin, 22.

COMITÉ CENTRAL RÉPUBLICAIN

des Communes de la Seine

AUX ÉLECTEURS

Le Comité Central Républicain des Communes de la Seine, réuni en Assemblée générale le Jeudi 3 Février 1871.

Considérant que, dans les circonstances actuelles, les Communes de la Seine ont été et sont encore cruellement éprouvées;

Que ces communes ont été ravagées, ruinées, occupées par l'ennemi, que quelques-unes même sont anéanties;

Qu'en raison de la situation particulière qui leur est faite, il importe pour ces Communes d'être représentées à l'Assemblée nationale par des mandataires spéciaux investis de la confiance directe des populations.

Que les Électeurs des Communes de la Seine, appelés à prendre part à l'élection de quarante-trois Députés pour le département tout entier, ne peuvent envoyer à l'Assemblée les représentants autorisés de leurs intérêts et de leurs droits sans le concours fraternel de leurs concitoyens de Paris.

DÉCLARE :

Les Comités et les Journaux démocratiques républicains de Paris seront priés d'admettre sur leur liste les Candidats élus par le Comité Central Républicain des Communes de la Seine.

Ces Candidats sont :

- MM. Jules MAHIAS**, Conseiller municipal de Boulogne-sur-Seine ;
JOIGNEAUX, ex-Représentant du Peuple, Agriculteur ;
MOREAUX, Architecte, Maire de Saint-Denis ;
LEPLANQUAIS, Fabricant, Président de la Commission des Maires ;
A. OLLIVE, Négociant ;
LOISEAU-PINSON, Industriel ;
BOISRYVEN, Industriel, Maire de Neuilly.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

ÉLECTIONS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CITOYENS,

L'Assemblée Nationale que vous êtes appelés à élire aura pour principale mission de demander compte au Gouvernement de l'emploi qu'il a fait des immenses ressources mises à sa disposition pour le salut du Pays, et d'arrêter les bases de la paix ou de décider la reprise des hostilités.

De l'énergie, du patriotisme des membres de l'Assemblée peut dépendre le salut de la République. Tous les Républicains doivent donc serrer les rangs pour la lutte électorale qui va s'engager; tous les Comités qui ont pris l'initiative du mouvement doivent s'entendre et réunir leurs efforts.

C'est à cet effet que le Comité Central des Vingt Arrondissements de Paris informe les Electeurs qu'une Réunion générale des Délégués aura lieu **JEUDI 2 FÉVRIER**, à 1 heure, à la Salle de Ba-Ta-Clan, Boulevard Voltaire, où sera définitivement arrêtée la Liste des 45 Candidats présentés aux suffrages de leurs Concitoyens.

Les Comités qui n'auraient pas encore pris part aux travaux préparatoires, et qui désireraient envoyer leurs Délégués à la Réunion générale, sont invités à se présenter chez le citoyen Lalogue, boulevard Richard-Lenoir, 154, où ils recevront des Cartes d'entrée.

PARIS. LE 1^{er} FÉVRIER 1871.

Pour les Comités, les Secrétaires

LACHAMBAUDIE, — STUPUY, — DROUOT, — COUTURAT.

Paris. — Typ. Wollmer pour et chez, rue du Louvre, 41.

COMITÉ ÉLECTORAL RÉPUBLICAIN

PROGRAMME POLITIQUE

Dans la pensée du Comité, le Gouvernement républicain est le seul qui soit digne d'un pays libre ;
C'est le seul qui permette de réaliser la devise :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

C'est le seul qui puisse reconnaître et garantir toutes les libertés, respecter tous les droits et sauvegarder tous les intérêts légitimes ;

C'est le seul qui, pour exister, n'ait pas besoin des armées permanentes, aborçant la plus grande partie des revenus de l'État, toujours organisée en vue de l'oppression à l'intérieur et de la guerre offensive à l'extérieur. C'est le seul enfin qui puisse, avec le concours de tous nos citoyens, repartir les richesses que nous ont si vaillamment défendues nos soldats, la part de la victoire en fermant l'ère des révolutions ruineuses et des guerres fratricides.

Le Comité croit de son devoir de s'expliquer sans délai sur les questions délicates et brûlantes qui depuis longtemps agitent et divisent les esprits. Ses explications semblent avoir leur raison d'être surtout dans notre ardeur croissante, essentiellement industrielle. Notre franchise pour refondre quelques symphonies, mais nos statuts ont nettié et tranchés nous rallieront certainement un grand nombre d'adhésions. D'ailleurs, la dualité, arme de prédilection des rois, est toujours d'un si grand usage dans l'Association internationale des peuples, que nous ne craignons pas de nous opposer à son développement. Nous nous proposons d'associer leurs efforts pour surprendre sur les rois idéales leurs infâmes ennemis, à eux débarrassés de son bon plaisir et en est venue à proclamer des déclarations de principes comme celle-ci, par exemple, qui val inventé par les libérés des associations :

- La Cour ne doit les décisions sont souveraines pour l'Internationale ;
- Nul ne doit que la Soie n'a le droit d'abuser la propriété individuelle du sol et de faire rentrer le sol à la communauté.
- Il n'est de crime que si l'on ne veut pas de faire rentrer la propriété du sol à la communauté collective.

Instruction primaire obligatoire pour les enfants des deux sexes ;

Liberté de l'enseignement ;

Instruction primaire laïque offerte gratuitement à tous ;
Instruction secondaire, professionnelle et supérieure accessible gratuitement à tous les sujets de mérite par voie de concours ;

Suppression des armées permanentes ;

Création d'une milice nationale, n'imposant à chacun qu'une présence de courte durée sous les drapeaux et composée de tous les citoyens valides sans admission d'aucun remplacement ;

Commission exécutive ou Chef du pouvoir exécutif élus par l'Assemblée nationale pour un temps limité dont le maximum ne dépassera pas quatre années ;

Abolition en matière électorale de tout patronage officiel, soit du gouvernement, soit des municipalités ;

Responsabilité des fonctionnaires de tout ordre et droit pour chaque Citoyen de poursuivre directement devant le Jury tout abus de pouvoir ;

Décentralisation administrative ;

Réduction des gros traitements et suppression du cumul

Le Comité ne devra, en order son patronage à un candidat qu'autant que ce dernier donnera publiquement son adhésion à la déclaration de principes qui précède et que sa profession de foi en reproduira le mot le plus en évidence ; tout au moins le sera : les principaux

Le Suffrage, objet de république et de terreur pour les uns, seul symbole de salut pour les autres, mais, il faut bien le dire, à peu près aussi innocent des uns que des autres. Cet examen, en démasquant les mensures qui exploitent au profit de leurs ambitions personnelles, l'ignorance et la misère, fera certainement ressortir le bon et le mauvais de ce système. La République doit, sans hésitation, provoquer ce qu'il y a de bon et en faciliter la mise en pratique. Quant aux théories creuses, insipides, et dangereuses, une fois mises à jour par une étude consciencieuse et approfondie, elles tombent elles-mêmes sous le poids de l'opinion publique, et sont bientôt oubliées, sans que les candidats en aient même eu l'idée.

Divers comités, des journaux, des réunions publiques réclament la Commune. Il convient de faire cesser toute équivoque, et sur le mot et sur la chose elle-même. La Commune, admettant essentiellement tout gouvernement décentralisateur, doit posséder de la manière la plus large les attributions municipales d'administration ; mais le Comité républicain la Commune politique tendant à fractionner le gouvernement et à placer entre les mains d'individus municipaux des pouvoirs politiques qui ne doivent appartenir qu'à tout le Comité.

Ce qui veut le Comité, c'est la République démocratique avec toutes les conséquences qui entraînent cette forme de gouvernement et notamment

- Liberté individuelle ;
- Liberté de conscience ;
- Liberté de conscience et des cultes ;
- Séparation des Eglises et de l'Etat ;
- Droit de réunion et d'association ;

MEMBRES PROMOTEURS DU COMITÉ CENTRAL :

MM. ALBERT, ancien membre du Gouvernement, rue de Turenne, 80.
BARRY, vétérinaire, rue de Normandie, 8.
Gaston BOUTHEROIS, ouvrier corroyeur, rue des Gravilliers, 84.
Gusnel BERTHARD, fabricant de tapisseries peintes, rue des Voies, 10.
Paul CHAPPELIER, ancien négociant, rue des Vauges, 10, **Vice-Président**.
DÉSCHAMPS, fabricant de Brosserie, rue Turbigo, 63.
Henri DESMAIS, négociant, rue des Minimes, 14, **Tre-vorier**.
Vincent GABRIEL, négociant, rue des Filles-du-Calvaire, 14.
Ad. LELEUX, négociant, rue Saint-Martin, 203.
F. LEONARD, employé, rue Servigé, 39.

Le Comité se constitue en permanence, Salle Larcher, 79, rue du Temple, et entendra chaque jour, de 2 à 5 heures, les Candidats qui désireront faire partie de sa liste.

Une affiche ultérieure fera connaître les noms des candidats recommandés par le Comité.

Paris. — Imprimerie LAFAYETTE, place du Café, 10-12

articles. Le candidat devra déclarer qu'il est attaché de cœur et d'honneur, sans réserve et sans arrière-pensée, au gouvernement républicain ; que tous ses actes et ses efforts tendront à son affermissement ; qu'il combattra avec énergie la réaction, sous quelque forme qu'elle se présente ; qu'il combattra avec même toutes les tentatives qui voudraient ériger à la majorité humaine, tyrannique.

Si le candidat n'a pas encore fait ses preuves de républicanisme, si c'est un homme pouvant tout au plus se laisser influencer la vie et les actes politiques, le Comité l'invitera à prendre l'engagement suivant :

- Si jamais la République venait à succomber et à faire place à une autre forme de gouvernement, lors même que ce nouveau gouvernement serait sanctionné par le suffrage universel, je ne solliciterai ni n'accepterai aucunes fonctions, autres que celles données par le suffrage universel, jusqu'au rétablissement de la République, auquel tendront tous mes efforts. »

Il va sans dire que chacun des membres fondateurs du Comité prend individuellement, en ce qui le concerne, l'engagement qu'exige des candidats.

MM. A. HELLIER, boutonnier, boulevard Sébastopol, 63.
F. MEILLER, forblantier, Vice-Président de la Société de Secours mutuels du quartier Saint-Martin, rue des Gravilliers, 34, **Secrétaire**.
Eug. TARDY, joaillier, chef du 33^e Bataillon de la Garde nationale, rue Turbigo, 11, **Président**.
Désiré RUCKEL, employé, Président de la Société des Commis-Tailleurs, rue Saint-Martin, 303.
E. TREUDTIER, comptable : — de la Société des Comptables de la Seine, rue Turenne, 62.
E. VILLE, employé, rue Servigé, 39.

ASSEMBLÉE NATIONALE

CANDIDATS SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES

PROPOSÉS PAR

*L'Association internationale des Travailleurs
La Chambre fédérale des Sociétés ouvrières
La Délégation des Vingt arrondissements*

Ceci est la liste des candidats présentés, au nom d'un monde nouveau, par le parti des déshérités, parti immense, mais qui, jusqu'aujourd'hui n'a pu être agréé, pour quoi que ce soit, par les classes qui gouvernent la société.

Pendant le siège, il n'a cessé dès le premier jour de protester contre l'incapacité, sinon contre la perfidie du Gouvernement dit de la Défense nationale; il a montré l'abîme où nous marchions; il a essayé de détourner l'aria de cette route fautive il n'a recueilli, pour prix de ses efforts, que colomnies, menaces et persécutions.

Ce qu'il craignait, ce qu'il n'a pu empêcher, s'est abattu sur la France, et l'a terrassée.

Lorsqu'il s'agit de la relever, voudra-t-on, enfin, accorder à ce parti le moyen de dire légalement, devant le pays, un mot d'avis; ou bien ceux qui l'ont frappé jusqu'ici d'un implacable ostracisme periront-ils à le rebâtir, comme un troupeau de parias, dans les régions juvéniles ou toute revendication est tenue pour une révolte?

La France va se reconstituer à nouveau. Les travailleurs ont le droit de trouver et de prendre leur place dans l'ordre qui se prépare.

Il faut que la responsabilité du parti républicain socialiste soit dégagee.

Les candidatures socialistes révolutionnaires, signifient :

Défense à qui que ce soit de mettre la République en question;

Nécessité de l'avenement politique des travailleurs;

Chûte de l'oligarchie gouvernementale et de la féodalité industrielle;

Organisation d'une République, qui, en rendant aux ouvriers leur instrument de travail, comme celle de 1792 rendit la terre aux paysans, réalisera la liberté politique par l'égalité sociale.

LISTE DES CANDIDATS SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Ant. ARNAUD, ex-employé des chemins de fer.

AYRIAL, mécanicien.

Ch. DESJAY, ancien représentant du peuple.

BLANCHU.

DEMAI, statuaire.

F. DUBREUIL, cordonnier, adj. list au 18^e arrondissement.

F. DUPAS, médecin.

Eng. DUPONT, ouvrier en instruments de musique, secrétaire, pour la France, du Conseil général de l'Internationale.

Jacques DURAND, cordonnier.

Emile DUCAL, fondeur en fer.

ETDES, chef de bataillon révoja.

FLOUTE, cuisinier.

FRANKL, bijoutier.

F. GAMDON, ancien représentant du peuple.

L. ARIBAUD.

D^r Edmond GOUTIL, ex-chef de bataillon.

GRANDIER, cultivateur, chef de bataillon révoja.

Alph. HUMBERT, ancien rédacteur de la *Marseillaise*.

JAGGARD, adjoint au 18^e arrond.

JARNEGON, tailleur.

D^r LACAMBRE, chef de bataillon révoja.

LACROIX, ouvrier.

LANGEVIN, mécanicien.

LEFRANCIS, adj. élu au 30^e arr.

LEVERDAYS, chimiste.

Ch. LONGUET, chef de bataillon.

MAGDONEL, ébéniste.

MALON, tinturier, adjoint au 13^e arrondissement.

Léo MEILLIET, adj. au 17^e arrond.

MINET, peintre en céramique.

ODIET, peintre sur porcelaine, adjoint démissionnaire du 18^e arrondissement.

PINDY, noumiste.

PILLE PYAT.

RANVIER, peintre en céramique, maire élu du 20^e arrondissement.

Aristide REY, homme de lettres.

Ed. ROLLIER, cordonnier.

Auguste SERRAILLIER, ouvrier forger.

THIRISZ, clavier.

TOLAIN, ciseleur, adjoint au 11^e arrondissement.

G. THIRIN, rédacteur de la *Patrie* et *dingier*.

Ed. VAILLANT, ingénieur civil.

Jules VALLÈS.

VARLIN, rebour.

POUR LE CONSEIL FÉDÉRAL DES SECTIONS PARISIENNES DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Le Secrétaire : HENRI GOULLE.

POUR LA CHAMBRE FÉDÉRALE DES SOCIÉTÉS OUVRIÈRES

Le Secrétaire : BUDACH.

POUR LA DÉLÉGATION DES VINGT ARRONDISSEMENTS DE PARIS.

Le Secrétaire : CONSTANT MARTIN.

Siège du Comité, place de la Corderie, 6.

1038 Paris, Association générale républicaine, rue de Fashourg-St.-Denis, 10, (Rue de la République et 17.

FUSION RÉPUBLICAINE & SOCIALISTE

CANDIDATS

ADOPTÉS DÉFINITIVEMENT

Extrait de toutes les listes présentées par les divers Comités électoraux et les Réunions publiques.

Du club du Comité central des vingt arrondissements;

Du club des Montagnards;

De la Chambre Fédérale de l'Internationale;

Des délégations ouvrières, de l'Union républicaine, de l'Alliance républicaine, des Républicains socialistes et des Défenseurs de la République.

CITOYENS,

Il est inutile de faire un exposé de principes. A cette heure suprême, la France et Paris surtout vont voter sous la pression des baïonnettes prussiennes. Soyons donc fermes et résolus; pas de défaillances; l'union seule peut triompher des ennemis de la République.

Peuple, fais attention et vote avec ensemble!

A toi de distinguer tes vrais amis. Pour arriver à la fusion, il a fallu grouper les tribuns, les publicistes et les ouvriers, c'est-à-dire la PAROLE et la FORCE.

Nous croyons avoir réuni ces divers éléments par le choix des noms ci-après indiqués qui signifie : RÉPUBLIQUE UNE ET INDIVISIBLE, DÉMOCRATIQUE, SOCIALE ET UNIVERSELLE.

LISTE DES CANDIDATS

AMOURoux, ouvrier.
Louis BLANC.
BLANCHI.
BRIENNE, économiste.
Eug. CHATELAIN.
CLÉMENTEAU, maire.
CLUSENET, général.
COMBAULT, ouvrier.
GOURMET, peintre.
DELESCLUZE.
Jacques DURAND, ouvrier.
FLOURENS
FLOQUET.
FLOTTE.
GAMBETTA.
GARIBOLDI.
GAILLARD père, ouvrier.
GAMBON.
GENTON, ouvrier.
JACIARD.
JOU-NEAUX, du Sécle.
Victor HUGO.

LEFRANÇAIS.
LANDEG.
LOCKROY, du Rapproch.
NATHANIEL, capitaine au 131^e de ligne.
MILLIÈRE.
Jules MLOT.
MONTELLÉ, ouvrier, ex-commandant résigné.
OUDET, ouvrier.
Félix PYAT.
PARENT aîné, ouvrier.
Edgar QUINET.
RANVIER, ouvrier.
RASPAIL.
Docteur PILLOT.
Emil-SANS, du Réveil.
SIRAY, médecin, ancien ouvrier tisserand.
TONY REVILLON.
TRIDON.
Jules VALLÉS.
VERMOREL.
VESINIER.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté. — Egalité. — Fraternité.

ÉLECTIONS DU 8 FÉVRIER 1871

COMITÉ CENTRAL RÉVOLUTIONNAIRE ET SOCIALISTE

CLUBS ET COMITÉS ÉLECTORAUX DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS.

Attendu que Paris ne s'est pas, comme il a été dit, rendu pour éviter la famine;

Attendu que la conduite du Gouvernement de la Défense nationale, depuis le 4 septembre, a été une suite de mensonges, de lâchetés et d'infamies;

Attendu que le Gouvernement n'avait à traiter aucune capitulation;

Les députés envoyés à Bordeaux devront :

1^o Mettre en accusation ce Gouvernement;

2^o Demander la guerre et donner leur démission plutôt que traiter des conditions de la paix.

POUR LE COMITÉ :

Le Président, BAUOL RIGAUT.

Les Assesseurs, LAVALLETTE et TANGUY.

Le Secrétaire, BENJ. VERLET.

LISTE DES CANDIDATS.

GAMBITTA.
AMOROUX, Chapelier.
ALEXANDRE BESSON, serrurier.
LOUIS BLANC.
BLANCH.
BRIDEAU, graveur.
C. DELENSCLUZE, Homme de Lettres.
S. DEREURE, Ouvrier Cordonnier, Adjoint du XVIII^e Arrondissement.
JACQUES DURAND, Cordonnier.
EMILE DUVAL, Fondeur.
EMILE Eudes, Chef révoqué du 120^e Bataillon Flotte, Cuisinier.
FRUNEAU, Charpentier.
GAMBON.
GARIBALDI.
D^r GOUPEL.
ERNEST GRANGER, cult. Chef révoqué du 120^e Bat.
PASCIAL GROSSSET, Soldat au 1^{er} chasse à pied.
VICTOR LACARD, Adjoint au XVIII^e Arrondissement.
D^r LACAMBRE, Chef du 67^e Bataillon.
LEFRANÇOIS, Adjoint licencié du XX^e Arrondissement.
LEVERDAIS, Chimiste.

EDMOND LEBLAUD, Chef révoqué du 20^e Bataillon.
CHARLES LONGUET, Chef du 249^e Bataillon.
MAJON, Teinturier, Adjoint du XVII^e Arrondissement.
MARTIN BERNARD.
EDMOND MEGY, Maçon.
LÉO MULLIET, Adjoint du XIII^e Arrondissement.
JULES MIOT.
EMILE OUDET, Adjoint démissionnaire du XII^e Arrondissement.
FELIX PYAT.
PÉROT, Avocat.
HANG, Homme de Lettres.
RASVIER, Maire élu du XX^e Arrondissement.
HAZON A., Chef révoqué du 61^e Bataillon.
ALBERT REGNAUD, Docteur en Médecine.
HENRI ROCHEFORT.
SERALLIER, Ouvrier Forgeron.
THEISZ, Carbur.
G. THIDON, Homme de Lettres.
VALEANT, Inspecteur civil.
JULES VALLES.
VESINIER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

CITOYENS,

Mon nom se trouve porté sur quelques listes de candidatures à l'Assemblée Nationale.

Dans les circonstances présentes, mon devoir ne me permettrait pas d'accepter cette mission.

Le suffrage de mes Concitoyens m'a confié des fonctions importantes ; je ne puis les abandonner pour aller à Bordeaux.

La population souffre; le ravitaillement s'opère lentement; le rationnement va continuer encore quelques semaines, d'autant plus difficile à organiser que les denrées alimentaires à répartir entre les habitants nous sont mesurées par la Mairie centrale, et que les quantités en sont insuffisantes.

Dans ces conditions, je n'ai pas le droit de m'éloigner ; vous devant tous mes soins, je reste Maire dans la Ville Captive et je décline toute candidature.

SALUT ET FRATERNITÉ.

PARIS, LE 4 FÉVRIER 1871.

JULES MOTTU

Maire du XI^m Arrondissement.

254

Paris. — Typ. BUREAU CIVIL ET LIT., rue André, 54.

L'ASSOCIATION RÉPUBLICAINE

DE LA

GARDE NATIONALE

DE PARIS

a voté à l'unanimité, dans sa Séance du 6 Février, le maintien intégral de la Liste des Candidats proposés par les Quatre Comités Républicains :

ALLIANCE RÉPUBLICAINE

UNION RÉPUBLICAINE

DÉFENSEURS DE LA RÉPUBLIQUE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

et invite tous les Républicains Radicaux à se grouper sur cette Liste.

UNION PATRIOTIQUE

Élections du 8 Février 1871

CANDIDATS :

THIERS, ancien député.
GREVY, ancien député, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats.
DUFAURE, ancien député, membre de l'Académie française.
D'HALLUSSONVILLE, de l'Académie française.
BUFFET, ancien député.
BERNISTE D'AZY, ancien représentant, administrateur de compagnies de chemins de fer.
VITET, ancien député, membre de l'Académie française.
Général VINOY, com. en chef de l'armée de Paris.
Vice-amiral de LA RONCIÈRE LE NOURY, com. supérieur des marins et de l'armée de Saint-Denis.
Vice-amiral SAISSET, com. sup. des forts de l'Est.
Vice-amiral POTHEAU, com. sup. des forts du Sud.
Vice-amiral FLEURIOT DE LANGLE, commandant du 6^e secteur.
Contre-amiral de MONTAIGNAC, com. du 7^e secteur.
Général de division PREHAULT.
Colonel STOFFEL, ancien attaché militaire à Berlin.
KRANTZ, ingénieur en chef des ponts et chaussées.
DE LAFRENTY, com. des mobiles de la Loire-Inf., en garnison au Mont-Valérien, propr. à Paris.
VERNOU DE BONNEUIL, lieutenant-colonel du 3^e régiment des mobiles de la Seine.
DE BRANCHON, lieutenant-colonel de la garde (Nord).
ROCHEB (du Nord).
DE CRUSENOL, nationale mobilisée.
MARTIN (du Nord).

ARMÉE

DIVISION DE PARIS

1^{re} BRIGADE
2^e BRIGADE
3^e BRIGADE
4^e BRIGADE
5^e BRIGADE
6^e BRIGADE
7^e BRIGADE
8^e BRIGADE
9^e BRIGADE
10^e BRIGADE
11^e BRIGADE
12^e BRIGADE
13^e BRIGADE
14^e BRIGADE
15^e BRIGADE
16^e BRIGADE
17^e BRIGADE
18^e BRIGADE
19^e BRIGADE
20^e BRIGADE
21^e BRIGADE
22^e BRIGADE
23^e BRIGADE
24^e BRIGADE
25^e BRIGADE
26^e BRIGADE
27^e BRIGADE
28^e BRIGADE
29^e BRIGADE
30^e BRIGADE
31^e BRIGADE
32^e BRIGADE
33^e BRIGADE
34^e BRIGADE
35^e BRIGADE
36^e BRIGADE
37^e BRIGADE
38^e BRIGADE
39^e BRIGADE
40^e BRIGADE
41^e BRIGADE
42^e BRIGADE
43^e BRIGADE
44^e BRIGADE
45^e BRIGADE
46^e BRIGADE
47^e BRIGADE
48^e BRIGADE
49^e BRIGADE
50^e BRIGADE
51^e BRIGADE
52^e BRIGADE
53^e BRIGADE
54^e BRIGADE
55^e BRIGADE
56^e BRIGADE
57^e BRIGADE
58^e BRIGADE
59^e BRIGADE
60^e BRIGADE
61^e BRIGADE
62^e BRIGADE
63^e BRIGADE
64^e BRIGADE
65^e BRIGADE
66^e BRIGADE
67^e BRIGADE
68^e BRIGADE
69^e BRIGADE
70^e BRIGADE
71^e BRIGADE
72^e BRIGADE
73^e BRIGADE
74^e BRIGADE
75^e BRIGADE
76^e BRIGADE
77^e BRIGADE
78^e BRIGADE
79^e BRIGADE
80^e BRIGADE
81^e BRIGADE
82^e BRIGADE
83^e BRIGADE
84^e BRIGADE
85^e BRIGADE
86^e BRIGADE
87^e BRIGADE
88^e BRIGADE
89^e BRIGADE
90^e BRIGADE
91^e BRIGADE
92^e BRIGADE
93^e BRIGADE
94^e BRIGADE
95^e BRIGADE
96^e BRIGADE
97^e BRIGADE
98^e BRIGADE
99^e BRIGADE
100^e BRIGADE

DE FLAIGNY, président de la Société internationale de secours aux blessés.
ARNAUD (de l'Ariège), maire du VII^e arrondissement, ancien représentant.
DESMARETS, maire du IX^e arrondissement, ancien représentant.
DENORMANDIE, adjoint au maire du VIII^e arrondissement, anc. président de la Chambre des avoués.
SOLACHOU, directeur du chemin de fer d'Orléans.
SAUVAGE, directeur du chemin de fer de l'Est.
PIERARD, directeur du chemin de fer de l'Est.
CAILL, constructeur de machines.
FLAUD, constructeur de machines.
CLAPARÈDE, constructeur de machines, à St-Denis.
PAUL FIRMIN-DIDOT, imprimeur.
DUPONT, ingénieur en chef de la Banque de France.
ALFRED ANDRÉ, banquier, adj. au maire du IX^e arr.
DROUIN, président du Tribunal de commerce.
BOUCHET-AUBERTYOT, négociant.
FERDINAND RUANT, propriétaire à Paris, ancien élève de l'École polytechnique.
SAINT-MARC-GIBARDIN, de l'Académie Française, rédacteur du *Journal des Débats*.
Augustin COCHIN, membre de l'Institut, rédacteur du journal *Le Français*.
Adolphe GUEROUULT, rédacteur du journal *l'Opinion nationale*.
JANICOT, rédacteur du journal *La Gazette de France*.
BETULAUD, memb. du conseil de l'Ordre des avocats

Aux Républicains

LIGUE ANTIMONARCHIQUE

LISTE DES CANDIDATS aux élections du département de la Seine désignés dans l'assemblée générale des membres de la Ligue, séance du 5 février 1871 :

GAMBETTA.

Edmond ADAM.
Louis BLANC.
Henri BRISSON.
BRELAY, négociant, adjoint à la mairie du
X^e arrondissement.
CORBON, ancien représentant.
COIGNET, industriel.
COHADON, ex-gérant de la société des ou-
vriers maçons.
Athanase COQUEREL.
Laurent COPPENS, ancien préfet de 1848,
candidat de la ligue antimonarchique.
Général CHANZY.
CHATRIAN, écrivain national.
Marc DUFRAISSE, ancien représentant.
DELESCLUZE.
FENIS, capitaine au 29^e de ligne, *candidat*
de la ligue antimonarchique.
FARCY, lieutenant de vaisseau.
Général FREBAULT.
GARIBALDI.
GAMBON, ancien représentant.
Francis GARNIER, lieutenant de vaisseau

HAVARD père, président de la Chambre
syndicale des papetiers.
Victor HUGO.
JOIGNEAUX, ancien représentant.
LEDRU-ROLLIN.
LOCKROY, publiciste.
LITTRE, de l'Institut.
Henri MARTIN.
Martin BERNARD, ancien représentant.
MALON, ouvrier, adjoint à la mairie du
XVII^e arrondissement.
MICHELET.
J. MIOT, ancien représentant.
OLIVE, négociant.
PEYRAT, publiciste.
Edgar QUINET.
RASPAÏL, ingénieur civil.
ROCHFORT.
RANC, ancien maire du IX^e arrondissement
ROGEAR.
THEIZS, ouvrier ciseleur.
TIRARD, maire du II^e arrondissement.
Tony REVILLON, publiciste.
SALICIS, capitaine de frégate.
VACHEROT, de l'Institut.

Dans sa séance du 5 février, la Ligue a en outre pris à l'unanimité la résolution suivante :
Le mandat confié aux députés du département de la Seine sera limité au traité de paix à faire avec l'ennemi ou à la résolution de continuer la guerre, et dès lors à toutes les mesures qui seraient la conséquence de l'une ou l'autre de ces résolutions.
Il ne pourra en aucun cas s'étendre au pouvoir de transformer l'assemblée nationale en consti-
tuante.

Citoyens,

La France a fait l'expérience des gouvernements absolus, autoritaires et constitutionnels.
— Elle sait maintenant ce que valent les monarchies. — Aussi, a-t-elle résolu de faire à l'avenir ses affaires elle-même.

La République seule, en régénérant la France, fera disparaître la misère et l'ignorance, ces deux plaies sociales, cause de tous nos maux.

Les Membres de la Ligue antimonarchique invitent donc leurs Concitoyens à ne donner leurs suffrages qu'à des Républicains honorables, intelligents et très-énergiques. Eux seuls pourront déjouer les manœuvres de ces hommes qui n'hésitent pas à sacrifier à leur intérêt personnel les droits imprescriptibles de la Nation.

Président : Laurent COPPENS.

Assesseurs : Jean GRÉGOIRE, vice-président, et D^r Ch. MACÉ.

Le Secrétaire de la Ligue : Joseph CROCE SPINELLI.

ÉLECTIONS DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE DU 8 FÉVRIER 1871.

UNION NATIONALE

ÉLECTEURS.

Dans les circonstances où se trouve le pays, il ne s'agit ni de rivalités de partis, ni d'ambitions personnelles.

Aujourd'hui, il n'y a pour tous les bons citoyens qu'un seul intérêt, celui de la France.

S'inspirant de cette pensée, et désirant réunir toutes les forces vives du pays, un groupe d'électeurs propose aux suffrages de ses concitoyens la liste suivante :

THIERS.
JULES FAVRE.
ERNEST PICARD. Anciens
VICTOR HUGO. députés
CASIMIR PÉRIER. de
ROGER (du Nord). Paris.
Lieutenant-colonel de la garde nationale.
JOHN LEMOINNE, rédacteur du JOURNAL DES DÉBATS.
JULES DE LASTÉYRIE, ancien député.
EDGAR QUINET.
D'HAUSSONVILLE, de l'Académie Française.
Général VINOY.
Général UHRICH.
Général FRÉBAULT.
Amiral SAISSET.
Amiral POTHUAU.
Amiral FLEURIOT DE L'ANGLE,
Commandant POTHIER.

De CRISENOY, lieutenant-colonel de la garde nationale.
LAMOTHE-TENET, capitaine de vaisseau.
VITET, de l'Académie française.
HAUREAU, de l'Institut.
HENRI MARTIN, maire du 16^e arrondissement.
VACHEROT, maire du 5^e arrondissement.
ARNAUD DE L'ARIEGE, maire du 7^e arrondissement.
DESMAREST, maire du 8^e arrondissement.
EDOUARD HERVÉ, rédacteur du JOURNAL DE PARIS.
LANFREY, publiciste.
LEBERQUIER, avocat, membre du Conseil de l'ordre.
SERRET, président de la Chambre des notaires de Paris.
DENORMANDIE, ancien président de la Chambre des avoués et adjoint du 8^e ar.

LEON SAY, administrateur du chemin de fer du Nord.
SAUVAGE, directeur du chemin de fer de l'Est.
ALFRED ANDRÉ, banquier, adjoint du 9^e arrondissement.
CLAPARÈDE, fabricant de machines à Saint-Denis.
H. BOURUET-AUBERTOT, négociant.
TENAILLE-SALIGNY, maire du 1^{er} arrondissement.
EDOUARD ODIER, propriétaire.
EDMOND DE PRESSENSÉ, publiciste.
HEBRARD, rédacteur du journal LE TEMPS.
DIETZ-MONNIN, manufacturier (Has-Whin), juge suppléant au Tribunal de commerce.
LOUIS RATISBONNE, de Strasbourg, publiciste.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

COMITÉ RÉPUBLICAIN RADICAL DU XI^e ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Durant les années d'une apparente prospérité qui se termine par la ruine, nous n'avons jamais cessé d'affirmer que la forme républicaine pouvait seule assurer la grandeur de la France.

Maintenant que la Patrie dévastée, rille ensanguinée, les complices des traitres qui nous ont amené l'invasion, viennent et disent à leur tour : « La France, dans notre conviction, ne trouvera une grandeur et un repos durables qu'à l'ombre des institutions républicaines.... »

Citoyens,

N'est-ce pas le même langage que tenaient les Monarchistes de toutes couleurs, lorsqu'ils sollicitaient vos suffrages et préparaient l'égorgement de la République de 48?

Repoussez donc les appels intéressés de ceux qui nous ont conduit aux alimues, et pour le salut de la France, nommez à l'Assemblée Nationale des Républicains éprouvés, capables de fonder la République.
SALUT ET FÉLICITÉ.

Pour le Comité et par Délégation.

LACHAMBAUDIE, LALOGUE, DELAIRE, REBERRE, DOUDEAU, KNEIP, FOURNIER, JAUD, LEPINE, GUILMET, Membre de l'ancien Comité Radical du XI^e Arrondissement.

LISTE

des Candidats

proposés par le

COMITÉ RADICAL du XI^e

ARRONDISSEMENT.

LITTÉR.

ANCIENS

REPRÉSENTANTS.

ANCIENS

REPRÉSENTANTS.

ANCIENS

REPRÉSENTANTS.

ANCIENS

REPRÉSENTANTS.

ANCIENS

REPRÉSENTANTS.

ANCIENS

REPRÉSENTANTS.

ANCIENS

REPRÉSENTANTS.

ANCIENS

REPRÉSENTANTS.

ANCIENS

REPRÉSENTANTS.

ANCIENS

REPRÉSENTANTS.

GARIBOLDI.

B. RAN-PAIL.

LOUIS BLANC.

VICTOR HUGO.

FELIX PYAT.

JOIGNEAUX.

MARC DITRAISSE.

GAMBON.

CHARASSIN.

FLORA QUINET.

BRUNET.

GREPPO.

DEPUOT DE BOSSAC.

MARTIN BERNARD.

SCHWELMER.

ROBINET, ancien Maire du VI^e Arrondissement.

RANC, ancien Maire du IX^e Arrondissement.

DELESCUZE, du Revell.

PEYRAT, de l'Avenir National.

LOCKROY, de l'Appel.

G. VAUZY, du Siècle.

ELYSEE REGAUS, Publiciste.

COCHUBET, Peintre.

EUGENE SEVERIE, Docteur-Médecin.

LAURENT PICIAT, Publiciste.

COURET, du Revell.

BENH BRISSON, Publiciste.

BEGNARD, Docteur-Médecin.

VALIN, ouvrier.

S'adresser pour tous les renseignements, au Siège du Comité, qui reste en permanence, Boulevard Richard-Lenoir, 134, chez le citoyen LALOGUE.

COMITÉ RÉPUBLICAIN

DU XII^e ARRONDISSEMENT

*Liste des Candidatures acclamées par les citoyens assemblés les 1^{er} 2, 3, 4 et 5 février,
rue des Terres-Fortes, n^o 2.*

Garibaldi.

Frunau, charpentier.

Millière, publiciste, Adjoint au X^e.

Louis Biau, ancien représentant.

Delacruze, publiciste, ancien maire.

Ferd. Gambon, ^{d^e}

Julien Mist, adjoint démissionnaire.

Nadaud, ancien représentant.

Groupe, ^{d^e}

Jean Brunet, ^{d^e} ex-maire du IV^e.

H. Joigneaux, ancien représentant.

Fd. Lockroy, publiciste, com. le 226^e bat.

Félix Pyat, ancien représentant.

B. Malou, teinturier, adj. au XVII^e.

Murat, adjoint au X^e.

Eudes, ex-commandant de garde nationale.

Avrial, métallier.

Lefrançois, adjoint élu au XX^e.

Léo-Moillet, adjoint au XIII^e.

Général Cluserot.

Bouvier, maire élu du XX^e.

Flourens, Major des bataillons de Belleville.

Edgar Quinet.

Mégy.

Martin Bernard.

Assy, du Creusot.

Razona, chef de bataillon, révoqué.

Régant, docteur.

Thaïdi, ex-député politique.

Vesinier, ancien maire du XX^e.

Benjamin Raspail.

Bupas, docteur.

Blanchet.

Amoureux, chapelier.

Oudet, adjoint démissionnaire du XIX^e.

Gambetta.

Rochefort.

A. Fontaine, architecte, lieutenant révoqué du 13^e.

J. Montels, capitaine démissionnaire de la garde nationale.

Seray, docteur.

Brisac.

Chaussevier, ouvrier ouvrier.

Matuzewicz, officier de l'armée.

Plus de profession de foi, des actes, encore des actes, toujours des actes.

LA RÉPUBLIQUE OU LA MORT!

Pour le Comité les Délégués : DONADILLE, DENAS, GAUTHIER, BABANY, VALTON.

Le Secrétaire, CALAMIER.

COMITÉ

Du 1^{er} Arrondissement

SÉANT

5, RUE DE TURBIGO, 5.

GAMBETTA.
GARIBALDI.
DELESCLUSE.
RASPAIL (Benjamin), ancien Représen-
tant.
D'ALTON-SHÉE.
LEDRU-ROLLIN.
RANC.
GAMBON, ancien Représentant.
MILLIERE.
LOUIS BLANC.
FÉLIX PYAT.
LOCKROY.
DELBROUCK, Capitaine du Génie de la
Garde Nationale.
VICTOR HUGO.
EDGAR QUINET.
ROCHEFORT.
MOREL, du *Réveil*.
Commandant BRUNET, ancien Représen-
tant.
MALON, Internationale.
PINDY, Internationale.
TOLAIN, Internationale.
LEFRANÇAIS.
MURAT, 10^e Arrondissement.

MARC-DUFRAISSÉ, ancien Représen-
tant.
CANTAGREL, ancien Représentant.
VEYNE, Docteur.
Hippolyte DUBOY, Avocat à la Cour de
Cassation.
NADAUD, ancien Représentant.
MOTTU.
CLÉMENCEAU.
TIRARD.
GARNIER, Officier de Marine.
SALICIS, Officier de Marine.
CHARLES LULLIER, Officier de Ma-
rine.
FRÉRÉRIC COURNET, Chef de Batail-
lon de la Garde Nationale.
JACLARD, Chef de Bataillon de la Garde
Nationale.
RAZOUA, Chef de Bataillon de la Garde
Nationale.
RÉGNARD, Docteur.
ROGEARD.
CH. QUENTIN.
ARTHUR ARNOULD.
LAURENT PICHAT.
VAILLANT, Internationale.

COMITÉ ÉLECTORAL RÉPUBLICAIN

Du III^e Arrondissement,

LISTE DES CANDIDATS

agréés par les Réunions publiques électorales de la Salle Larcher, provoqués par le Comité.

Albert, ancien Représentant
Arnaud, de l'Ariège.
Bapaume, Professeur.
Berthelot, Chimiste.
Louis Blanc.
Henri Brisson.
Jean Brunet.
Chassin, Homme de Lettres.
Coquerel (Athanas).
Corbon.
Delassalle, Lieut. de vaisseau
Marc Dufraisse.
Faidherbes, général.

Floquet.
Franky Magniadas.
Gazaan, Docteur.
Gambetta.
Geribald.
Victor Hugo.
Jamet, Publiciste.
Joigneaux.
Laborde, Avocat.
Langlois, Colonel.
Lockroy.
Martin Bernard.
Henri Martin.

Da Menorval, Chef d'Insti.
Moussaron, Adjoint démissionnaire
Agricol Perdiguier.
Pernolet, Maire.
Pothuau, Amiral.
Edgar Quinat.
A. Ranc.
Saisset, Amiral.
Schœlcher.
Eugène Tenot.
Tirard, Maire.
Vautrain, Maire.

CANDIDATS RECOMMANDÉS PAR LE COMITÉ

après entente avec divers Comités de Paris.

Albert, ancien Représentant
Arnaud, de l'Ariège.
Berthelot, Chimiste.
Louis Blanc.
Henri Brisson.
Jean Brunet.
Carnot, Père.
Chassin.
Coquerel (Athanas).
Corbon.
Delassalle, Lieutenant de vaisseau.
Marc Dufraisse.

Faidherbes, général.
Floquet.
Havard Père.
Victor Hugo.
Joigneaux.
Langlois, Colonel.
Ed. Lockroy.
Henri Martin, Maire.
Martin Bernard.
Massol.
De Passy, Ingénieur civil.

Agricol Perdiguier.
Pernolet, Maire.
Pothuau, Amiral.
Edgard Quinet.
A. Ranc.
Saisset, Amiral.
Schœlcher.
Eug. Tenot.
Tirard, Maire.
Vacherot, Maire.
Vautrain, Maire.

CETTE LISTE NE CONTENANT QUE 34 NOMS, DEVRA ÊTRE COMPLÉTÉE AU GRÉ DE CHAQUE ÉLECTEUR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ. EGALITÉ. FRATERNITÉ.

LE COMITÉ RÉPUBLICAIN DU 2^e ARR.
LE COMITÉ DU SALUT DE LA RÉPUBLIQUE DU 3^e ARR.
LE COMITÉ RÉPUBLICAIN DU 4^e ARR.
L'UNION RÉPUBLICAINE DU 10^e ARR.
LE CERCLE RÉPUBLICAIN DU 10^e ARR.
LE COMITÉ RÉPUBLICAIN DU 11^e ARR.
LE COMITÉ RÉPUBLICAIN DU 12^e ARR.

recommandent, après mûr examen, au choix des Électeurs, la Liste des 43 Candidats dont les noms suivent :

Louis BLANC.
Edgard QUINET.
LITTRÉ, de l'Institut.
Marc DUFRAISSE.
GARIBALDI.
JOIGNEAUX, ancien Représentant.
Henri BRISSON.
PEYRAT, Publiciste.
Henri MARTIN, Historien.
HAVARD père, Négociant.
GREPPO, ancien Représentant.
RANC, ancien Maire.
GAMBETTA.
FARCY, Lieutenant de Vaisseau.
CHATRIAN, Écrivain.
Alfred OLIVE, Négociant.
Alphonse FLEURY, ancien Représent.
TIRARD, Négociant et Maire.
Ch. MURAT, Adjoint au Maire du 3^e Arrondissement. Négociant.
GAMBON, ancien Représentant.
Émile BRELAY, Négociant.
AXENFELD, Professeur à la Faculté de Médecine.

Victor HUGO.
COIGNET, Industriel.
ASSELINE, Maire du 14^e Arrondissement.
LANGLOIS, Colonel de la Garde Nat^{le}.
THEIZ, Ouvrier Ciseleur.
André COCHET, Economiste.
ALCAN, Professeur au Conservatoire des Arts et Métiers.
BONVALET, Nég., Maire du 3^e Arrond.
Édouard LOCKROY, Écrivain.
ROCHEFORT.
BLANCHE fils, Manufacturier à Puteaux.
VAUTRAIN, Maire.
DELESCLUZE.
FAUSTIN-HIÉME.
Charles FLOQUET.
LEBRU-ROLLIN.
GRIVOT, Nég., Maire du 12^e Arrondissement.
MALON, Ouvrier.
Agricol PERDIGUIER, anc. Représent.
SCHÖELCHER, ancien Représentant.
Jean BRUNET, ancien Représentant.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

COMITÉ DE DÉFENSE

Du IX^e Arrondissement

AUX ELECTEURS DE PARIS

Le Comité de défense du IX^e arrondissement, en soumettant la Liste suivante à l'approbation des électeurs, s'est inspiré de l'esprit de fusion et de concorde indispensable au salut de la France dans les circonstances graves qu'elle traverse.

Quelques hommes ont été systématiquement repoussés dans différents Comités électoraux, à cause de la frayeur qu'ils paraissent inspirer, c'est pour le Comité un motif de les admettre et d'appeler la libre discussion sur les doctrines qu'ils professent. En évitant de la sorte, le Comité pense obéir à un sentiment de vrai patriotisme, n'indiquant pas les chefs de parti, mais seulement les Citoyens appelés à travailler en commun : penseurs, hommes politiques, savants, ouvriers et patrons, à la régénération sociale qui doit faire reprendre à notre malheureuse patrie la place qui lui appartient en Europe.

Le Comité de défense du IX^e arrondissement espère qu'avant de quitter la Capitale, les Membres du Gouvernement du 4 Septembre régulariseront la situation des *Cosmés* qu'ils ont placés de leur autorité seule à l'Hôtel-de-Ville et dont l'Administration rappelle les plus mauvais jours de l'Empire, ainsi qu'il sera établi, pièce en mains, en temps et lieu.

Il faut à l'Hôtel-de-Ville un *Administrateur élu* et dont le passé soit la garantie de ses actes à venir.

Dans tous les cas, le Comité fait un seul appel à la patience, au calme de tous les citoyens pour éviter tout conflit et attendre le salut des délibérations de la prochaine Assemblée nationale.

Paris, le 7 février 1871.

POUR LE COMITÉ,

Le Secrétaire-Archiviste : ADOLPHE HUBERT.

LISTE DES CANDIDATS A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Arrêtée par le Comité de défense du IX^e Arrondissement.

PENSEURS	EMPLOYÉS ET OUVRIERS	PATRONS
Et Hommes politiques.	LEFRANÇAIS.	EMILE BRELAY (Tissus).
VICTOR HUGO.	TOLAIN.	CHARLES MEUNIER (Mail- son de Blanc).
LOUIS BLANC.	MALON.	BOUROUETTE-AUBERTOT (du Gagne-Petit).
ED. QUINET.	ASSI.	BONVALET (Maire).
BLANQUI.	EUDES.	ÉCRIVAINS
FELIX PYAT.	MARRAS.	ROCHFERT.
DELESCLUSE.		CH. QUENTIN, du Réveil (Adjoint démissionnaire).
LEDRU-ROLLIN.	PROFESSIONS LIBÉRALES	ROGEARD.
GAMBETTA.	D ^r MATHEY.	L. JOURDAN, du Siècle.
LITTRE.	PAUL COQ.	LOCKROY, du Rappel.
SOLOATS	D ^r ROBINET.	VILLIAUME.
GARIBOLDI.	D ^r DEPAS.	PEYRAT, de l'Avenir Na- tional.
SALICIS.	LEVERDAYS.	MARC-DUPRISSE.
FARCY.	ABEL PETROUTON.	RANG.
PIAZZA.	ANDRIEU.	MILLÈRE.
JEAN BRUNET.		JOIGNÉATX.
		ADOLPHE HUBERT.

COMITÉ LIBÉRAL RÉPUBLICAIN

DU
Département de la Seine

CANDIDATS

LISTE DÉFINITIVE

- | | |
|---|--|
| 1 THIERS | 23 SAUVAGE, directeur du chemin de fer de l'Est |
| 2 JULES FAVRE | 24 KRANTZ, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées |
| 3 EDGAR QUINET | 25 ALFRED ANDRÉ, Banquier, Adjoint au Maire du 9 ^e arrondissement |
| 4 VICTOR HUGO | 26 A. D'EICHTHAL, Banquier |
| 5 LOUIS BLANC | 27 VACHEROT, Membre de l'Institut, Maire du 5 ^e arrondissement |
| 6 SAISSSET, Vice-Amiral | 28 HENRI MARTIN, Historien, Maire du 16 ^e arrondissement |
| 7 POTHUUAU, Vice-Amiral | 29 LANFREY, publiciste |
| 8 LAMOTHE-TENET, capitaine de vaisseau | 30 Docteur GONNARD |
| 9 FRÉBAULT, Général d'Artillerie | 31 LEVASSEUR, Economiste, Membre de l'Institut |
| 10 SCHÉLCHER, Colonel d'Artillerie de la Garde nationale | 32 BEUDANT, Professeur à la Faculté de Droit |
| 11 JAMETEL, Négociant, Lieutenant-Colonel du 13 ^e Régiment de la Garde nationale | 33 BETOLAUD, Avocat à la Cour d'Appel de Paris |
| 12 ROGER DU NORD, Colonel d'Etat-Major de la Garde nationale | 34 SEBERT, président de la Chambre des notaires |
| 13 ARNAUD DE L'ARIEGE, maire du 7 ^e arrondissement | 35 DENORMANDIE, ancien président du la Chambre des Avoués, Adjoint au Maire du 8 ^e arrondissement |
| 14 VAUTRAIN, Maire du 4 ^e Arrondissement | 36 DIETZ-MONNIN, Manufacturier, Juge suppléant au Tribunal de Commerce |
| 15 CORBON, Maire du 15 ^e Arrondissement, ancien Vice-Président de l'Assemblée Constituante | 37 PERNOLET, Manufacturier, Maire du 13 ^e Arrondissement |
| 16 DESMAREST, maire du 9 ^e arrondissement | 38 CLAPARÈDE, Constructeur de machines à Saint-Denis |
| 17 VITET, de l'Académie française, ancien vice-président de l'Assemblée législative | 39 LOTZ, Mécanicien, Chef du dépôt des Machines aux Chemins de fer de l'Est |
| 18 SAINTE-CLAIRE-DEVILLE, de l'Académie des Sciences | 40 E. DE PRESSENSÉ, publiciste |
| 19 HAUREAU, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres | 41 THUREAU-DANGIN, Publiciste |
| 20 BARTHELEMY SAINT-HILAIRE, de l'Académie des Sciences morales et politiques | 42 ADOLPHE GUEROUULT, Rédacteur en chef de l'Opinion nationale |
| 21 AUGUSTIN COCHIN, de l'Institut, Administrateur du Chemin de fer d'Orléans | 43 HEBBRARD, directeur-gérant du Temps |
| 22 LEON SAY, administrateur du chemin de fer du Nord | |

Les noms des Membres du Gouvernement de la Défense Nationale ne figurent pas sur cette liste. Le Comité tient à dire que leur omission ne doit être prise ni pour une condamnation, ni pour un blâme, mais pour un acte de prudence politique.

Les honorables personnages que nous omettons ont été appelés au Gouvernement de Paris et de la France le 4 septembre, par la nécessité; le 3 novembre, par l'immense majorité des Electeurs de Paris; entre eux et ceux qui leur donnaient l'autorité, il était bien entendu qu'ils l'exerceraient jusqu'à ce qu'elle eût été confiée à d'autres mains par une Assemblée nationale. Ils doivent conserver cette autorité intacte et d'autant plus forte que l'on sera plus près du moment où elle prendra fin. Le Comité pense qu'elle pourrait sortir affaiblie et compromise d'une lutte électorale dans laquelle les Membres du Gouvernement seraient engagés; il n'inscrit pas leurs Noms sur sa Liste afin d'éviter, s'il est possible, ce grave danger.

Il croit devoir prendre in même résolution pour les Ministres et les Généraux chargés de la Défense de Paris.

AU NOM DU COMITÉ : le Président, DUBAURE.

Imprimerie centrale des Champs-Élysées, — A. CHAIX et C^e, rue Bugey, 20, à Paris.

ÉLECTIONS DU 5 FÉVRIER 1871

MICHEL KRAMER

Candidat à la Députation

Sans ostentation, Bienfaiteur de l'Humanité hors ligne

Aux Citoyens Électeurs de la 3^e Circonscription

Amour sincère pour la Patrie, amitié fraternelle au Prochain,

Paix pour nous et pour autrui.

Telle est ma devise.

CIToyENS ELECTEURS,

Par des travaux composés à l'avance sur l'Instruction et l'Éducation du peuple, sur le développement du Commerce, de l'Industrie, du travail, de l'Agriculture et souvent de l'horticulture par l'introduction de nouveaux procédés ;

Désirant aussi, par la sagesse de mes lumières, par la noblesse de mes sentiments et, par mon parfait patriotisme, contribuer à l'amortissement de nos grands malheurs par un

SAVOIR :

En 1854 Soumis à l'examen et à la haute appréciation du Corps législatif un résumé complet sur l'Agriculture, composé à l'immense avantage de la société.

En 1856 Fourmi à l'État un des meilleurs ouvrages de toute l'Europe, contre les malheureuses inondations.

En 1866 Par un mémoire tout spécialement organisé l'ensemble de nos concerts internationaux de l'année suivante, durant autre exposition universelle.

En 1870 Souhaitant que l'ignorance, accompagnée de ses nombreux vices, trop pénibles à surmonter, ne dure, depuis longtemps, contribuant puissamment à la perdition de la France, à la ruine d'une

bienheureux changement dans la destinée de nos peuples, en faisant bientôt oublier à la France, notre Patrie, les grands malheurs qu'elle vient d'éprouver, au moyen de la conclusion d'une paix générale, sans déshonneur pour nous, et sans de grands sacrifices ;

J'ai l'honneur, Citoyens Électeurs, de vous faire part de la ferme résolution que je viens de prendre de me porter aussi comme Candidat à la Députation dans votre circonscription, avec le ferme espoir de mériter votre entière confiance, ainsi que vos sympathies, en prenant en haute considération mes états de services antérieurs, mes titres et mes honorabilités, et particulièrement mes anciens travaux scientifiques et d'utilité publique, cités en abrégé, date par date, ci-après, sans être victime davantage de l'artifice, de la ruse, du mensonge et de la duplicité.

Heureusement favorisé des Muses, et dans le sens contraire, déshérité par la fortune, permettez-moi, Citoyens Électeurs, de solliciter de vos grandes bontés la haute faveur (*comme je crois la mériter*) d'être admis dans vos réunions électORALES, pour avoir l'avantage de vous exposer de vive voix mes idées et mes principes politiques par lesquels, en homme parfaitement dévoué à la Patrie, je désire aussi, avant la parole libre et quelque pouvoir en main, être au pays non-seulement agréable, mais bien mieux, d'après les circonstances actuelles, utile et indispensable, en prouvant clairement, à beaucoup de mes semblables, que

*Celui qui sert fidèlement sa Patrie en tous lieux
Est hautement loué des peuples et béni des Dieux.*

Par ce qui suit est le complément de ce que je viens d'avancer en peu de mots.

multitude de familles, à la divisibilité d'une foule d'esprits, à l'interruption du lien social, à celle de la tranquillité publique et de la paix universelle.

Pour arriver lentement à la Création d'un bien meilleur destinée pour nos peuples : le 12 Septembre dernier, j'ai eu l'honneur de soumettre à la haute appréciation des membres du Gouvernement actuel, un nouvel ouvrage de ma composition, sur l'Instruction et l'Education du peuple. Dans l'intérêt général de toutes les classes laborieuses et intéressées, désirant immédiatement à la suite des bien tristes moments actuels aider à procurer de l'ouvrage à la majeure partie de nos ouvriers privés de travail, le 26 Janvier dernier, j'ai eu l'avantage de fournir à Son Excellence Monsieur le Ministre des travaux publics un mémoire sur un nouveau plan d'expériences et de constructions en bâtiments différents dans l'intérieur de Paris, accompagné d'un deuxième plan, fixé sur une nouvelle plantation d'arbres fruitiers, sur les bords de nos grandes routes, chemins de fer, grands courants d'eaux, ainsi que dans nos coupes de bois situées dans l'intérieur de nos forêts.

Nota. — Citoyens Électeurs, si toutefois, par la lecture de mon programme, vous me trouvez digne de la possession de votre pleine et entière confiance, de même que de vos sympathies, je vous prie de ne pas oublier de porter mon nom sur vos bulletins de vote.

Avec le ferme espoir que je serai favorablement accueilli,

J'ai l'honneur d'être,

Citoyens électeurs,

Votre humble et dévoué serviteur,

Michel Kramer,

Membre titulaire de plusieurs Académies et Sociétés savantes, professeur de langues et de Beaux-Arts, ancien chef d'institution, ex-président d'une Conférence d'instituteurs, professeur de Collèges et d'École normale, chef de Musique d'une garde nationale, Employé de bureau de Charité, secrétaire de Mairie et auteur de plusieurs Ouvrages scientifiques et d'utilité publique, honoré de Médailles d'or et d'argent.

AUX ÉLECTEURS

DE LA SEINE

Frappés de l'incohérence plus ou moins calculée des listes qui ont circulé jusqu'ici, un grand nombre d'électeurs des vingt arrondissements, appartenant tous à la grande opinion républicaine, se sont entendus pour composer une liste de candidats dont l'ensemble soit l'expression fidèle de toutes les forces militantes du parti républicain.

La République seule doit consoler et soutenir le sentiment national, en lui assurant la plus rapide et la meilleure des revanches, celle qui replacera la France au rang d'où l'a précipitée son abdication de vingt années.

C'est dans cette conviction que, repoussant impitoyablement tous les hommes dont le passé présente la trace du moindre compromis avec l'idée monarchique, nous revendiquons comme nôtres tous ceux qui ont fièrement porté le drapeau de la République, et qui, différant parfois sur les moyens de la servir, doivent s'unir dans un même effort en face de l'ennemi qui nous presse et de la réaction qui nous épie.

La liste qui suit a été élaborée dans cet esprit. Le choix de chacun des noms qui la composent est un hommage rendu au talent et au caractère, ou un acte recommandé par les plus impérieuses nécessités politiques ou nationales. Le parti républicain serait à jamais coupable s'il ne comprenait pas que le salut de la France et de la République doit passer avant toutes les rancunes, toutes les dissidences, toutes les personnalités.

Citoyens,

Profitez de la douloureuse expérience de 1851, et n'allons pas, après vingt ans, recommencer les sinistres folies dont les conséquences pèsent maintenant si lourdement sur la Patrie.

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !

- | | |
|--|--|
| 1. Giambetta. | 23. Creppo, ancien Maire du 4 ^e arrondissement. |
| 2. Louis Blanc. | 24. M. Roblot, ancien Maire du 6 ^e arrondissement. |
| 3. Victor Hugo. | 25. Massé, ancien Maire du 9 ^e arrondissement. |
| 4. Marc-Dufour. | 26. Ch. Melchior, ancien Maire du 10 ^e arrond. |
| 5. Edgar Quinet. | 27. Tolain, ciseleur, adjoint au Maire du 11 ^e arrond. |
| 6. Adra-Bellin. | 28. Eugène Varlin, relieur. |
| 7. P. Joigneux. | 29. André Murat, mécanicien, adjoint au Maire du 10 ^e arrondissement. |
| 8. J. Halet, ancien Ministre des Affaires étrangères en 1848. | 30. Peyrat, rédacteur en chef de l' <i>Avenir National</i> . |
| 9. Michelet. | 31. Yaxile Belord, du <i>Sicé</i> . |
| 10. Dorain. | 32. Molins, de l' <i>Atelier National</i> . |
| 11. Rochefort. | 33. Ch. Fiquet, ancien adjoint à la Mairie de Paris. |
| 12. Jules Favre. | 34. Eugène Despois, professeur. |
| 13. Général Garibaldi. | 35. Wilson, ancien adjoint au Maire de Paris. |
| 14. Colonel Reicheker. | 36. Laurent-Pichot, publiciste. |
| 15. Colonel Langlois. | 37. Clamageran, économiste. |
| 16. Jules Ferry. | 38. Jules Flarette. |
| 17. Vivand, négociant, Maire du 3 ^e arrondissement. | 39. A. Hugere, publiciste. |
| 18. Beauvalet, Maire du 2 ^e arrondissement. | 40. V. Leclercq, du <i>Happel</i> . |
| 19. Corbon, Maire du 15 ^e arrondissement. | 41. Alfred Naquet, professeur agrégé à la Faculté de médecine. |
| 20. Henri Martin, Maire du 16 ^e arrondissement. | 42. Edmond Adam, ancien Préfet de police. |
| 21. François Favre, Maire du 17 ^e arrondissement. | 43. Littré, de l'Institut. |
| 22. M. Clémenceau, Maire du 18 ^e arrondissement. | |

Nous croyons devoir ajouter à cette liste quelques autres noms également dignes des suffrages républicains.

LISTE SUPPLÉMENTAIRE

- | | |
|---|--|
| Martin Bernard, ancien représentant du peuple. | Asseline, maire du XIV ^e arrondissement. |
| Contarot, ancien représentant du peuple. | Albert Le Roy, adjoint au maire du VI ^e arrondissement. |
| Jules Miel, ancien représentant du peuple. | Fréd. Courant, publiciste. |
| Commandant Brouet, anc. repr. du peuple. | A. de Souvrière, anc. maire du XI ^e arrondissement. |
| Vacherot, maire du V ^e arrondissement. | |

AVIS AU PEUPLE

Citoyens, qui étiez hier aux remparts et qui serez dimanche aux urnes, songez au nouveau devoir que vous avez à remplir.

Il ne s'agit pas de mesurer la fosse où nous sommes tombés; il s'agit d'en sortir.

Comment?

En nommant pour députés des hommes de capacité, de courage et de désintéressement.

Pas d'exclusion.

Ne contestons pas les mérites à cause de leur origine. Occupons-nous, non de l'habit qu'on porte, mais du cœur qu'on a.

A côté des hommes nouveaux, qui sont l'espérance, il y a les hommes mûrs, encore virils, qui sont l'expérience.

Paris est riche d'illustrations. Qu'il leur fasse, dans ses votes, une part légitime. En les honorant, il s'honorera. Puis, qu'il cherche et qu'il élève des individualités méritantes, sans engagement avec le passé, n'aspirant qu'à servir la patrie.

À Bordeaux, dans quelques jours, en voyant entrer les députés de Paris dans la salle de leurs délibérations, il faut que leurs collègues disent : voilà les défenseurs du droit, les amis de la concorde, les apôtres du progrès et de la liberté pacifique!...

CANDIDATS

Un groupe d'électeurs représentant les divers arrondissements de Paris et les circonscriptions de la banlieue, a adopté la liste suivante :

DORIAN.

Jules FAVRE.

Jules SIMON.

Ernest PICARD.

HEROLD.

Général VINOY.

Amiral SAISSET.

Amiral POTHUAEU.

Victor HUGO.

Louis BLANC.

Edgar QUINET.

THIERS.

GREVY.

DUFAURE.

Jules DE LASTEYRIE.

Casimir PERIER.

LABOULAYE.

BONJEAN.

DE LENSEPS.

TENAILE-SALIGNY, maire.

Henri MARTIN, maire.

DESMARETS, maire.

VACHEROT, maire.

RAMPONT, Direct. des postes

SOLACROUP, Directeur du

chemin de fer d'Orléans.

SAUVAGE, Directeur du che-

min de fer de l'Est.

Paul FABRE, procureur gé-
néral à la Cour de cassation.

LEBLOND, procureur gé-
néral à la Cour d'appel.

LAFERRIÈRE, avocat.

LIQUVILLE, avocat.

DUFOUR, notaire.

MAVRÉ, avoué.

HACHETTE, libraire.

BRUN, négociant.

DROUIN, Président du tribu-

nal de commerce.

Ernest HUGUET, banquier.

CAILL, fondeur.

LOTZ, ouvrier.

HERRARD, réd. du Temps.

GUEROUULT, rédacteur de

l'Opinion nationale.

VRIGNAULT, rédacteur de la

Liberté.

Léon SAY.

Colonel BRANCION.

LA FRANCE VIVANTE

Larmoyeurs, qui criez que la France est perdue, laissez-vous!...

Un pays tel que la France ne périra pas.

Nous sortirons de cette crise comme l'amiante sort du feu : purifiés.

L'or de notre rançon, qu'est-ce? Cinq années d'épargne. On réduira le Budget d'un tiers, supprimeront les dépenses inutiles, les prodigalités vaniteuses. Nul besoin d'augmenter l'impôt, chacun aura assez à faire de réparer les pertes éprouvées.

En 1815, après deux invasions, la France était plus abattue, plus étendue qu'aujourd'hui. Dès 1828, la prospérité avait reparu dans nos villes et dans nos campagnes.

Ce que les pères ont fait, les fils le feront.

Laissons le fusil, prenons l'outil.

Avec le labeur de la paix, réparons les maux de la guerre.

Recueillons-nous dans l'esprit de bienveillance et de solidarité.

Montrons à ceux qui, faisant mine de nous plaindre, ne sont pas fâchés de notre malheur, montrons-leur que nous sommes encore, que nous voulons rester la grande nation.

L'Europe a plus besoin de nous que nous n'avons besoin d'elle.

Avons-nous demandé à siéger au congrès de Londres? Non. L'Europe nous a priés d'y venir.

Si l'on nous montre cette estime lorsque nous sommes affaiblis, que sera-ce lorsque nous aurons reconstruit la santé et la force?...

En attendant, soyons unis.

Allons aux urnes comme on va à l'incendie.

L'immeuble menacé, c'est notre bien à tous, c'est la France!...

PARIS. — IMPRIMERIE PAUL DUPONT. — 556.71

A. BAYVET.

LA
GUERRE EST FINIE
MAIS
LA MISÈRE COMMENCE

Les Gardes nationaux, qui s'étaient si bien préparés à mourir pour sauver Paris, se trouvent aujourd'hui doublement pris.

On leur a défendu de combattre l'ennemi, et on va sous peu probablement les laisser dans un dénûment complet.

Les prolétaires, et ils sont nombreux, se sont vus forcés de contracter quelques dettes par l'absence complète de travail et par la cherté inouïe des objets de première nécessité.

La privation de l'allocation due à chaque garde national comblera la mesure de sa détresse.

Il n'y a qu'un seul moyen pour éloigner cette situation, que les travailleurs ne se sont pas faite, et le voici :

Le premier acte de l'Assemblée nationale qu'avant peu de jours nous élirons devra être ainsi conçu :

ARTICLE 1^{er}. — Le Gouvernement s'entendra avec les propriétaires et créanciers des Gardes nationaux nécessiteux, afin que ces derniers ne puissent être inquiétés pour dettes contractées pendant le siège de Paris.

ARTICLE 2. — Tout Garde national nécessiteux conservera son allocation de 1 fr. 50 par jour, et sa femme s'il est marié ses 0,75 c. jusqu'à ce qu'il soit parvenu à retrouver le travail qui lui assurait avant la guerre le pain quotidien.

Que tout Candidat à la députation soit impitoyablement refoulé s'il ne jure sur son mandat à venir de faire accomplir cet acte de suprême réparation.

C'est aussi une question d'ordre; qu'on y réfléchisse!

BRETTE,

Capitaine au 151^e Bataillon,

Rue de l'Hôtel-Cobert, 4, près le quai Montebello.

NOTA. Que tous ceux qui approuvent les deux articles ci-dessus portent le capitaine Brette à la députation.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Elections du 8 février 1871

CANDIDAT PRÉSENTÉ POUR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

HENRY D'ORLEANS DUC D'AUMALE

PROGRAMME : « La paix compatible avec l'honneur national. »

940. — Paris. — Imprimerie ACCOIRS VALÉE, 16, rue du Croissant.

Élections du 8 Février 1871

DE FLAVIGNY

PRÉSIDENT

de la Société de Secours aux Blessés

A MES COMPATRIOTES

DU

BAS-RHIN

Au moment où des succès inouïs permettent à l'ennemi le plus implacable de mettre en jeu le sort de notre chère patrie, il est du devoir de tout homme de cœur d'apporter au service de ses Concitoyens le concours de son expérience, quelque faible qu'il puisse paraître.

C'est dans ce but que j'ai l'honneur de briguer vos suffrages, et j'accueillerai avec gratitude les votes de ceux qui voudront bien m'honorer de leur confiance dans les circonstances difficiles que nous traversons.

L'Alsace est, avant tout, *Française et Républicaine*, elle a horreur de l'*anarchie*, et le *Matérialisme* lui répugne. Voilà les principes que nous y avons tous puisés et auxquels nous resterons fidèles.

Les moments sont précieux ; nous sommes obligés, pour la plupart, de voter, en quelque sorte, sous la pression des baïonnettes prussiennes, loin de notre pays, et ignorant jusqu'à quel point ses aspirations pourront librement se produire. Or, il faut à tout prix empêcher l'ennemi juré de la France de détacher de notre cher pays, par une occupation plus ou moins prolongée, une province qui lui a constamment fourni de nombreux et vaillants défenseurs.

« La force prime le droit » a dit le premier ministre du nouvel empereur : Eh bien ! restons unis dans le danger, fortifions nos cœurs par l'amour de la liberté, par une pratique constante des vertus civiques, et nous l'aurons bientôt cette force, la plus terrible de toutes : *La force morale*, celle à laquelle rien ne saurait résister.

E. UFFLER, Capitaine

Chevalier de la Légion d'honneur.

ORDRE ET PROGRÈS

La Famille, la Patrie, l'Humanité.

ÉLECTEURS DE PARIS.

Mais heureuse qu'en 1792 la Prusse royaliste tient, sous le feu de ses canons victorieux, le berceau de la République naissante.

Soyons plus grands dans notre défaite qu'elle ne l'est dans son triomphe.

Le principe qui vient de remporter, par le triomphe de la Prusse, un succès éphémère, est le principe des races, d'après lequel chaque groupe occideutal, considéré comme une nationalité absolue, doit se parquer dans un étroit égoïsme, et ne voir, dans le groupe voisin, que l'ennemi qu'il faut nécessairement soumettre ou détruire; doctrine sauvage d'après laquelle le progrès consiste, pour chaque nation, à se hérisser de canons et de fusilleries, et à épier le moment où elle pourra se ruer tant en dedans que contre la nation voisine, afin de l'écraser et d'être proclamée la plus *avancée*; doctrine stupide, puisqu'elle se tourne toujours tôt ou tard contre le peuple qui l'adopte, et le réduit lui-même en servitude. L'expérience finit en France, elle commence en Prusse. Souhaitons-lui de la payer moins cher que nous.

Le principe qui vient de fléchir momentanément par la défaite des Républicains français est le principe du *Fraternité des Peuples*, d'après lequel chaque *Patrie*, tout en conservant avec un soin jaloux son indépendance et sa dignité, se considère comme l'élément d'un organisme plus grand appelé *Humanité*; principe fécond qui pousse chaque nation à apporter, selon ses aptitudes et son degré de civilisation, sa part au trésor commun; principe de progrès et de civilisation qui impose aux nations les plus intelligentes et les plus puissantes le devoir d'aider de leur supériorité pour frayer le chemin et tendre la main à leurs sœurs arriérées; principe généreux qui prêche le dévouement des forts aux faibles et non l'écrasement des faibles par les forts.

Tel fut l'idéal sublime rêvé par nos pères de 1793, quand ils convoquèrent tous les peuples du monde à la Fraternité universelle. Ce qu'ils voulaient, c'était régénérer, non la France, mais le Monde; ce qu'ils proclamèrent, ce n'est pas les *droits des Français*, mais les *droits de l'homme*.

C'est pour avoir oublié ces nobles traditions qui feront l'éternel honneur et l'éternelle gloire du XVIII^e siècle: c'est pour nous être brutalement enivrés, jusqu'à soulever le dégoût de l'Europe, de loulleuse gloire militaire, que nous en sommes arrivés à ce degré de nuit intellectuelle et de dégradation morale qui nous a rendus incapables de conserver même notre indépendance; que nous avons roulé sous les pieds de généraux toujours prêts à massacrer dans les rues de Paris, leurs Citoyens désarmés, mais incapables de les défendre contre une invasion, et que nous avons fini par tomber de Bonaparte en Bonaparte jusqu'à ce lugubre coquin qui fut Napoléon III, et qui nous a tout fait perdre jusqu'à l'honneur.

Reprenons nos traditions abandonnées, et pour commencer à l'instant même, prenons des devoirs une revanche qui soit digne de nous.

Au moment où l'Europe nous croit tout entiers au déconouragement ou à la haine, montrons-lui, par une manifestation retentante, que Paris reste la ville où surgissent les nobles sentiments et où sont comprises les grandes idées, et luttons, en tête de nos listes, au-dessus des 43 nous français, quatre nous appartenant à chacune des quatre nationalités dont l'ensemble constitue la République occidentale.

Nommons :

D^r JACOB (d'Allemagne).

D^r RICHARD CONGRÈVE (d'Angleterre).

PI Y MARGALL (d'Espagne).

GARIBALDI (d'Italie).

Chacun de ses hommes représente le dévouement constant à la liberté et à la République; chacun d'eux, au milieu de la tempête qui nous a terrassés, nous a soutenus de ses sympathies et de son concours; chacun d'eux aime la France et méprise la France l'aimée. Puisque leur nationalité ne leur permet pas de faire partie d'une Assemblée française, qu'une acclamation générale, qui aura en Europe un grand retentissement, les soustra membres honoraires. Votre vote ira les trouver et leur apprendre que, à travers toutes ses douleurs et malgré ses ressentiments légitimes, le grand cœur de la France ne renoult pas les haines injustes, et que Paris, purifié de bonapartisme, redevient la métropole occidentale dont tous les hommes dévoués sont Citoyens de droit.

Alors les Prussiens triomphants sentiront que la victoire morale leur échappe; car ils seront forcés de se dire, en retirant dans leurs foyers: Nous sommes plus forts qu'eux, mais ils sont plus grands que nous.

Paris, le 6 Février 1871.

EUGÈNE SEMERIE

31, rue de Provence.

Impression et circulation des Citoyens de Paris, — A. CHAM, et C^{ie}, rue de la Harpe, 20 — 250 f.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOLDATS ET CITOYENS,

A la lecture de mon premier manifeste, vous vous êtes dit : Quel est cet homme ? Ce PANAFIEU, d'où sort-il ? Nous ne le connaissons pas. Et vous m'avez hné et calomnié, et moi je vous ai vus, et vous ai laissé dire. Savez-vous pourquoi vous ne me connaissez pas ? Parce que je ne suis pas un révolutionnaire, ni un homme aux mains blanches, qui vient faire parade au milieu des clubs et des réunions publiques, ni un avocat, ni un gouverneur de Paris. Vous les connaissez tous, ceux-là ! Eh bien ! voulez-vous savoir qui je suis ? Un homme obscur, enfant du peuple, ayant connu la misère, éprouvé des revers, mais jamais découragé. Relevé par ma volonté, j'éleve aujourd'hui mes enfants, entouré du bonheur de la famille. Voulez-vous savoir encore qui je suis ? Je suis un homme qui aime sa Patrie, qui verse des larmes aux malheurs qui la déchirent, qui avait cru voir l'espérance nous arriver avec notre jeune République, qui croyais que ce nom seul rechaufferait les cœurs « corrompus par le gouvernement de l'Empire, et ferait naitre à l'horizon des hommes de génie qui étonneraient le monde. Mais le germe était trop profond. Voilà pourquoi tous ceux qui ont eu le malheur de toucher au manteau de cet empire déchu, ont été emportés avec eux, un venin qui devait nous perdre.

Quel ! Je vous l'avais dit : Si nos forts ne sont pas au pouvoir des Prussiens, je vous jure de sauver Paris et la France. Malheureusement, j'eus beau précipiter les choses ; ceux qui avaient intérêt à nous livrer ont marché plus vite que moi.

Il m'est impossible, dans un faible aperçu, de vous développer mon plan de bataille, et pour me faire comprendre, il faudrait que les esprits tronqués s'effacent, pour faire place à des hommes intelligents, à grandes conceptions, ayant le cœur aussi grand que le patriotisme ; car si parmi nos supérieurs il s'en fût trouvé qui puissent douter, j'aurais pris pour abriter la sagacité de M. de Moltke, qui n'aurait pas manqué de leur dire : C'est ainsi que nous vous avons battus jusqu'à présent ; c'est ainsi que nous l'aurions été. Oui, dans huit jours, l'armée prussienne était écrasée sous Paris ; j'aurais employé pour cela toute la force vitale qui agit dans nos murs ; chacun aurait eu son utilité à la défense, selon ses forces et ses capacités. J'aurais employé tout ce que l'imagination peut inventer de plus terrible et de plus foudroyant : l'ynamite. Feux grégeois, Bombes et Obus de toutes espèces. Oui ! messieurs les trembleurs ; vous, qui criez tant à la paix ; vous, qui avez si fort manifesté

vous mécontentement à ma cirulaire; vous, qui n'avez dans le cœur aucune goutte de sang français; vous, qui préférez vous livrer honteusement à l'étranger, plutôt que de souffrir quelques jours de plus la faim. Vous auriez marché à la délivrance de notre chère cité, et si vous aviez reculé, malheur à vous! car la Patrie mourante n'accepte point de lâches.

Et aussitôt Paris débloqué, je lançais cent mille hommes à la poursuite du restant de l'armée d'investissement, qui seraient allés rejoindre ensuite Bourbaki. D'un autre côté, j'envoyais cent mille hommes à Chanzu, l'engageant à se tenir sur la défensive et attendre. En même temps je parlais avec le reste de l'armée de Paris, cent ou cent vingt mille hommes, et j'allais au secours de Faidherbes; nous frappons ensemble un grand coup pour anéantir les corps prussiens qui se trouvaient dans l'Ouest, après quoi nous allions donner la main à Chanzu, et, avec ces forces considérables et toutes les levées forcées et immédiates dans tous les pays, nous venions à bout de Frédéric-Charles et de Mecklembourg. Tandis que Bourbaki, aidé des renforts de Paris et des généraux Garibaldi et autres de l'Est, nous assuraient un écrasement complet de l'armée prussienne. Alors, j'embarquais cent cinquante mille hommes pour l'Allemagne du Nord, tandis que tout le reste de nos armées y rentraient par le Sud.

Il y a de ces conceptions qui sont tellement grandioses, qu'il est impossible de les faire concevoir à certains esprits qui se prétendent forts. Moi, je vous en assurais le succès : voyant déjà tout ce qui pouvait se produire dans cette guerre monstrueuse, qui devait ramener la victoire sous nos drapeaux et sauver l'honneur de la France.

Mais aujourd'hui nous sommes pris au piège. Les forts ne nous appartenant plus, il faut déposer les armes : Malheur à celui qui s'en servirait pour fomenter une révolution dans Paris! Montrons-nous dignes de notre malheur. Nous n'avons pas été vaincus, nous avons donc le droit de lever la tête. Si la honte de la capitulation de Paris doit un jour retomber sur quelqu'un, nous aurons du moins la satisfaction de pouvoir dire que nous étions prêts à faire notre devoir.

Ainsi donc, Citoyens, ne pouvant plus rien faire pour défendre ma Patrie, j'ai pris la plume pour essayer de la sortir de l'opprobre, et, après avoir fait mon devoir, je rentrerais dans l'oubli, d'où je n'aurais jamais voulu sortir.

Je vous ai dit tout cela pour que vous le répétiez aux candidats aux élections, et afin que ces candidats l'apprennent à toute la France, et que la France, à son tour, le fasse connaître au monde entier : afin qu'un jour nos générations futures puissent dire : « Paris de 1871 était sublime! Il avait dans son sein une armée de six cent mille combattants. Après cinq mois de siège, et après avoir subi avec calme toutes les horreurs de la faim, de la maladie et du bombardement, ne demandant qu'à combattre et se délivrer. Que dans ce Paris il y avait un homme obscur qui offrit ses services au gouvernement tremblant pour sauver la capitale et la France, mais que le gouvernement préféra capituler honteusement que de céder la place à cet homme qui, par son audace, aurait fait trembler ses ennemis. Il aurait étouffé le monde, sauvé la France, et fondé sur des bases durables la meilleure des Républiques!

L. PANAFIEU,

70, Rue Rochechouart.

CANDIDAT RÉPUBLICAIN

CITOYENS,

En vous présentant ma candidature, je veux en deux mots vous dire, au point de vue pratique et politique ce que je suis :

1° Je vous dirai que, comme ancien agriculteur et comme homme qui à su produire en éclairant les autres dans ce genre de métier, je tiens à votre disposition les Bulletins de la Société d'Agriculture;

2° Comme négociant, aujourd'hui tout-à-fait indépendant, j'ai visité les deux tiers de l'Europe, et au point de vue du désintéressement, vous pourrez vous renseigner sur ce que j'ai fait;

3° Au point de vue politique et patriotique, ne voulant à aucun prix la perte d'un pouce de notre territoire, j'ai, le 23 novembre dernier, pour les deux départements de l'Alsace (barrière de 45 lieues à l'Allemagne), formé un Comité de Secours pour toutes les familles des Alsaciens dont les membres pouvaient faire partie de la défense de la Patrie;

Élu comme Président à la deuxième réunion que je faisais, afin de bien faire comprendre à la France entière que ces deux départements voulaient rester doublement unis à elle et à la République, je vous engage à lire l'article du journal *le Moniteur* du 2 décembre dernier et celui du *Réveil* du 3 suivant, qui reproduisent les paroles que je prononçai à la suite de la réponse qu'ils étaient venus faire à l'appel que j'avais fait à leur patriotisme.

Majotonaot, lorsqu'il s'est agi de réclamer pour tout le peuple de Paris, au sujet du combustible, et sur l'insultante patente de l'étagage des vieux orbes de nos boulevards extérieurs, au moment où il se faisait (je vous engage à lire l'article du *Siècle* du 1^{er} Janvier), et pour rappeler de nouveau l'attention de notre Gouvernement sur ce fait; je vous prie de lire ma lettre dans *le Moniteur*, datée du 13 mars, et reproduite dans ce journal le 20 du même mois; et en même temps je lui signalai un autre fait qui, sans avoir la même importance, était digne aussi d'attirer son attention : c'était au sujet des boucheries de chiens et de chats, pour empêcher le vol qui se commettait sur tous ces animaux, et aussi dans l'intérêt des malheureux, pour empêcher que cette viande ne fût vendue de 3 à 5 francs la livre, et comme républicain loyal, sincère et désintéressé; je tiens à votre disposition des preuves de vingt-deux années et autres que celles des trois quarts de ceux qui se disent aujourd'hui républicains pourraient montrer.

VOICI MON PROGRAMME :

- Instruction primaire obligatoire pour les enfants des deux sexes;
- Liberté de l'enseignement;
- Instruction primaire laïque offerte gratuitement à tous;
- Instruction secondaire professionnelle et supérieure accessible gratuitement à tous les sujets de mérite par voie de concours;
- Suppression complète des armées permanentes;
- Création d'une milice nationale, n'imposant à chacun qu'une présence de six mois au plus sous les drapeaux et composée de tous les citoyens valides sans admission d'aucun remplacement;
- Commission exécutive ou Chef du pouvoir exécutif élu par l'Assemblée nationale pour un temps limité dont le maximum ne dépassera pas quatre années;
- Abolition complète en matière électorale de tout patronage officiel, soit gouvernemental ou municipal;
- Responsabilité des fonctionnaires de tout ordre, et droit pour chaque Citoyen de poursuivre directement devant le Jury tout abus de pouvoir;
- Réduction des gros traitements jusqu'à la plus stricte nécessité et suppression complète du cumul;

LESAGE-DANIEL

NEGOCIANT,

133, rue de Sèvres.

Paix, Ordre, Liberté

ÉLECTEURS,

Des élections que nous allons faire demain dépendront, certainement, l'avenir et le salut de la France. C'est le plus grand acte que les électeurs aient eu depuis longtemps à accomplir.

Que voyons-nous cependant se produire ?

Les exaltés seuls, à quelque camp qu'ils appartiennent, erlent bien fort et essayent, grâce au bruit qu'ils font, de se persuader à eux-mêmes et de persuader aux autres qu'ils sont la majorité et qu'ils représentent le pays.

La grande masse du Peuple, se composant de tous ceux qui travaillent et qui produisent, de tous ceux qui ont payé de leur sang et qui payeront de leurs peines, les fautes qu'ils n'ont pas commises, *mais qu'ils ont laissé commettre*, se tait et semble ne pas vouloir sortir de cette apathie où l'a plongée vingt ans d'Empire.

C'est cette apathie qu'il faut combattre, avant tout. **C'EST L'ABSTENTION QU'IL FAUT EMPÊCHER** par tous les moyens, car, s'abstenir dans le moment où nous sommes seruit un crime de lèse-Patrie.

Que désire cependant cette grande partie silencieuse de la population ? Disons le franchement ;

Elle veut **LA PAIX**, une paix honorable s'entend, qui donnera la stabilité nécessaire pour réparer nos désastres ;

Elle veut **L'ORDRE**, qui donnera au commerce la sécurité ;

Elle veut **LA LIBERTÉ**,

Non la liberté de ceux qui commencent par opprimer, par exclure tous ceux qui sont supposés ne pas penser comme les Ormeles, mais la liberté vraie, entière pour *chacun*, n'ayant pour limite que les droits de *tous* à la tranquillité.

La République pourra-t-elle nous donner cette liberté-là ? **NON**.

Ayons le courage de notre opinion ; revoyons ce que la République a fait chaque fois qu'elle s'est produite en France.

Le résultat à toujours été le même : au bout d'un temps plus ou moins long, perdu en agitations stériles, aboutissant souvent à la guerre civile, le pays, dégoûté de la *pluralité des despotes*, s'est jeté dans les bras d'un dictateur pour éviter l'anarchie.

Voilà ce que nous montre le premier regard jeté en arrière ; voilà ce que nous verrions certainement se reproduire. **L'Épreuve est faite, ne la renouvelons pas.**

La Monarchie Constitutionnelle peut seule nous donner la vraie Liberté, en assurant l'ordre et le respect des droits de chacun ; là, croyons-nous est le *salut*, et nous pensons qu'il est de notre devoir de le dire. Nous n'indiquerons pas de Candidats, c'est aux Électeurs qui appronverons nos idées à voter pour les noms qui les représentent et qui s'imposent assez à l'esprit de tous pour n'avoir pas besoin de réclame.

Pensons bien une chose encore, c'est que la paix sera d'autant plus facile à faire, d'autant plus honorable, que le Gouvernement à venir de la France rassurera davantage l'Europe et lui donnera plus de gages de sagesse et de stabilité.

E. CLERC.

14, avenue Mac-Mahon.

CRÉPIN AINÉ, DE VIDOUVILLE (MANCHE)

CANDIDAT A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Citoyens Électeurs du département de la Seine,

Je viens solliciter l'honneur de vos suffrages pour les prochaines élections.

Je ne me permettrai pas de longues phrases ; le temps des pompeux discours est passé. Paris ne connaît que trop les privations qu'il a subies à la suite de ces belles promesses et la honteuse capitulation qui en a été le couronnement, pour remercier les Parisiens de tant de sacrifices.

L'heure de l'action a sonné !

Donc, plus de grandes phrases ; c'est du patriotisme, du courage et de l'énergie qu'il nous faut. Avec cela, la France humiliée par l'inertie et la trahison, se relevera la tête haute et fière. Elle sera, après tous ses malheurs, plus grande et plus glorieuse que jamais.

Je sais que la tâche est grande, mais si elle se trouvait au-dessus de mes forces, je suis sûr qu'elle ne serait pas au-dessus de mon patriotisme.

N'étant présenté par aucun parti, je me lance entièrement libre dans l'arène pour défendre la Patrie, les droits du Peuple et de la République.

Enfant du Peuple, je connais ses besoins et ses aspirations ; je ne faillirai pas.

Électeurs,

Je n'ai pas l'honneur d'être connu de vous comme homme politique ; mais comme commerçant, comme négociant, un grand nombre d'entre vous me connaît.

Tout le monde sait que le commerce d'ABONNEMENT que j'ai fondé, il y a quinze ans, ŒUVRE ESSENTIELLEMENT RÉPUBLICAINE, était réputé impossible.

Et pourtant l'établissement que je dirige a été presque le seul en son genre qui soit resté ouvert, malgré nos désastres, pour livrer à ses clients les sommes qui leur étaient dues, et cela sans les faire attendre.

C'est à force de travail et de persévérance que j'ai réussi.

Je promets d'apporter aussi toute mon énergie et tout mon dévouement pour le salut de la France et de la République.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!!!

CRÉPIN AINÉ

30, rue Fontaine-Saint-Georges, Paris.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTIONS

du 8 février 1871.

LISTE LIBÉRALE

Jules FAVRE.
DORIAN.

Ernest PICARD

Jules SIMON.

PELLETAN.

GAMBETTA.

SAISSET, amiral.

MEQUET, amiral, commandant du
8^e secteur.

LA RONCIÈRE LE NOURY, amiral.

FLEURIOT DE LANGLE, amiral.

POTHUAU, amiral.

TROCHU, général.

VINOY, général.

STOFFEL, colonel, ancien attaché mili-
taire à Berlin.

FRÉBANT, général.

LAVIGNE, lieutenant-colonel de la Garde
nationale.

DE BRANCION, lieutenant-colonel de
la Garde nationale.

VERNON DE BONNEUIL, chef du
7^e bataillon des mobiles de la Seine.

ROGER (du Nord), lieutenant-colonel
de la Garde nationale.

THIERS, ancien député.

DE KÉBATHY, ancien député.

CHESNELONG, ancien député.

COCHIN, de l'Académie française.

SAINTÉ-CLAIRE-DEVILLE, de l'Acad
française.

D'HAUSSONVILLE, de l'Acad. franç.

VITET, de l'Académie française.

TRELAT, professeur au Conservatoire
des Arts-et-Métiers.

KRANTZ, ingénieur en chef des Ponts
et Chaussées.

RAMPONT, direct. général des Postes.
SALACROUP, directeur du chemin de
fer d'Orléans.

Léon SAY, administrateur du chemin de
fer du Nord.

CLAPARÈDE, constructeur de machines
à Saint-Denis.

LAVEYSSIERE, fondeur.

ANNAUD (de l'Ariège), anc. représent.,
maire du 7^e arrondissement.

VACHÉROT, maire du 5^e arrondissement.

Henri MARTIN, maire du 16^e arrondiss.

DUVILLIERS, régent de la Banque de

France.

D'EICHTHAL, banquier.

DROUIN, présid. du tribunal de comm.
Paul FABRE, avocat général à la Cour

de Cassation.

GREVY, avocat.

John LENOIRE, rédacteur des *Débats*.

LAFREY, publiciste.

UN PARISIEN

AVIS

Utile et désintéressé

AUX ÉLECTEURS

Le choix des Représentants — trop nombreux — à l'Assemblée nationale, a, dans les circonstances actuelles, une gravité exceptionnelle peut-être pas assez généralement comprise.

Conduite saine et patriotique à suivre pour ce choix :

Triage dans les groupes de candidatures et éliminations reposant sur les leçons du passé comme sur les besoins du présent et de l'avenir.

Peu d'avocats : — moins encore de journalistes, à part quelques rares et honorables exceptions, histrions de boutique, ne spéculant que sur la crédulité et la badauderie malsaine d'un certain public ou sur les souffrances sociales : — pas de pérorateurs ignares, de déclamateurs ineptes du club, ne hurlant républicains, patriotes et n'ayant que démagogues et chauvins révolutionnaires d'une incapacité pire que celle des chauvins impérialistes ; fruits secs des professions libérales, de l'atelier, des arts, ne cherchant qu'à exploiter les douleurs et les passions plus ou moins réfléchies du moment au profit de leur ambition égoïste, de leur sottise vanité.

Ce qu'il nous faut, ce sont quelques capacités militaires, compétentes dans l'appréciation impartiale des immenses difficultés que nous avons à surmonter ; ce sont surtout des républicains sincères, sérieux, hommes d'intelligence et de pratique politiques, sachant à la fois faire la part la moins onéreuse aux cruelles nécessités du présent, et poser les bases des moyens de réparation.

Que tous les vrais républicains en soient convaincus : la démagogie a perdu et perdra toujours la Démocratie, la République ; elle a été et sera toujours l'auxiliaire la plus puissante des réactions. C'est là un fait constaté par la science politique comme par l'histoire. Qui ne le sait ? la démagogie, c'est l'agitation incessante, stérile, ruineuse. Or, le premier besoin de toute société est d'abord de vivre ; toute société ne vit que par le travail, l'industrie, le commerce, le crédit, la confiance, l'échange, la tranquillité, l'ordre, toutes choses inconciliables, impossibles avec un état d'agitation. De là, l'appel général et tout naturel aux dictateurs.

Si, méconnaissant cette vérité capitale, nous sommes des Athéniens ou des Grecs du Bas-Empire ; si la population parisienne ne se montre pas dans les élections aussi politiquement intelligente qu'elle s'est montrée courageuse et résignée durant le siège ; si elle envoie à l'Assemblée Nationale une majorité démagogique d'écervelés, de phraseurs, de casse-cou, nous pouvons nous attendre à de nouvelles et plus en plus cruelles épreuves : scission et déchirements entre la province et la capitale, guerre civile, entrée des Prussiens à Paris, restauration alors possible du gouvernement inquiétant qui, par un ébranlement général, nous a plongés dans l'abîme actuel de malheurs et d'humiliation, malheurs et humiliation dont nous pourrions pourtant nous relever promptement avec éclat, si nous voulions être des hommes et nous rallier à cette devise, seule féconde, seule pratique : UNION et MODÉRATION.

VIVE LA FRANCE ! VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Un Républicain de 48, victime de la réaction en 49, qui n'a jamais désespéré du triomphe définitif de la Démocratie dans le monde.

P. S. Maintenant que les communications sont rétablies, prière à M. le Préfet de Police de nettoyer nos rues et nos boulevards de ce troupeau immonde de filles d'autre profession que la faiblesse et l'empoisonnement de la santé publique. Pour tout Gouvernement digne de ce nom, l'extermination de cette horde, de cette plaie de la civilisation est une mesure de la plus extrême urgence, comme sauvegarde de la moralité sociale et de l'hygiène publique. Tant que cette lieue de plus ou plus envahissante, comme toutes les lèbres, s'étalera impudemment dans nos cités, nous aurons beau vivre sous un régime républicain, nous n'aurons toujours que les mœurs d'un peuple en décadence.

Pour les Elections du 5 Février

PEUPLE

DEBOUT OU A GENOUX.

Toujours debout! jamais à genoux; c'est la contenance d'un digne Français!

Je me demande comment il peut se faire qu'un peuple, qui doit être force et volonté, accepte sous forme d'un armistice une capitulation honteuse et douloureuse!

On me dira que c'est une question d'avocats, mais les avocats, vous n'en doutez pas, c'est une question romaine.

Ce n'est donc pas assez que vingt années de turpitudes et d'esclavage aient pu faire croire aux Prussiens que le sang genlois était emolli. Erreur! car je ne crois pas que nos pères seraient disposés à sortir de leur tombe pour nous appeler lâches, attendu que ce n'est pas nous, peuple républicain, sur qui toutes les fautes gouvernementales doivent retomber!

Mais patience et en même temps courage; il est vrai que nous avons été mis à l'épreuve. Eh bien! on peut encore nous éprouver, mais pas dans les mêmes conditions.

Le Gouvernement du 4 Septembre, qui se disait gouvernement de la Défense Nationale, n'a guère su employer le patriotisme qui remplissait tous les cœurs de ses Concitoyens.

Mais que le Gouvernement de LA DITE Défense Nationale sache bien que tout patriotisme n'est pas éteint, il est même plus ardent que jamais, et chaque Citoyen sera toujours disposé à chasser le Prussien sans l'aide de M. Trochu et C^e; car malheureusement la lutte ne doit pas être terminée.

En conséquence, le 5 Février on va aller au scrutin. Eh bien! chers Concitoyens, faites en sorte que par vos droits d'homme, vous ne retombiez pas dans les fautes passées, car plus tard nous aurons une singulière correction à infliger non-seulement aux Prussiens, mais encore à ceux qui nous les ont amenés.

Je vous demande en plus de ce que je viens vous exposer, le calme le plus absolu, afin de déjouer les intrigues réactionnaires, qui pour satisfaire les ambitions personnelles, sous le masque républicain désirent perdre la République, et pour y arriver fomenter la guerre civile.

En conséquence, honorables Citoyens, si vous m'honorez de vos suffrages, je vous prouverai que votre confiance a été donnée à un homme qui n'a qu'un principe :

LA LIBERTÉ! L'ÉGALITÉ! LA FRATERNITÉ!

Et nous crierons tous de cœur, ensemble et partout :

VIVE LA RÉPUBLIQUE UNIVERSELLE.

PESCHARD.

Paris, ce 1^{er} Février 1871.

Capitaine au 138^{me} Bataillon,
RUE DES BOULETS, 23.

Imp. NOZETIE, JEANBASSIF et C, Succ. St-Antoine, 150.

LISTE DÉFINITIVE

DE

COMITÉ CENTRAL RÉPUBLICAIN

DE LA

GARDE NATIONALE DE LA SEINE

CANDIDATS

1. VICTOR HUGO.
2. LOUIS BLANC.
3. GAMBETTA.
4. GARIBALDI.
5. ROCHEFORT.
6. EDGAR QUINET.
7. RICHARD WALLACE.
8. MARC DUFRAISSE.
9. PAUL MEURICE.
10. FARCY, Lieutenant de vaisseau, commandant la canonnière Farcy.
11. LITTRE, de l'Institut.
12. MAXIMILIEN MARIE, Répétiteur à l'Ecole Polytechnique, commandant le 119^e bataillon.
13. RASPAIL.
14. BARBIEUX, Gérant du Rappel, commandant le 151^e bataillon.
15. COURBET, Peintre.
16. A. JAMETEL, Lieutenant-Colonel, commandant le 41^e bataillon, Négoçant.
17. ASSELINE, Maire du 14^e Arrondissement.
18. ALEXANDRE LAYA, Lieutenant-Colonel, Jurisconsulte.
19. SALICIS, Capitaine de frégate.
20. MOUSSY, Publiciste, Chef du 156^e bataillon, ancien commandant en 1848.
21. LANGLOIS, Lieutenant-Colonel, commandant le 116^e bataillon.
22. JOIGNEAUX.
23. MURAT, Bijoutier, Adjoint du 3^e Arrondissement.
24. COLFAVRU, Juge-de-Paix, commandant le 93^e bataillon.
25. LAVIGNE, Lieutenant-Colonel, commandant le 38^e bataillon, ex-Lieutenant de vaisseau.
26. RANC, Publiciste.
27. HENRI MARTIN, historien.
28. MAYER, Commandant du 229^e bataillon.
29. TIRARD, Maire du 2^e Arrondissement.
30. MALON, Ouvrier, Adjoint au Maire du 17^e Arrondissement.
31. EDOUARD LOCKROY, Publiciste.
32. GARNIER, Lieutenant de vaisseau.
33. MARTIN BERNARD.
34. JEAN MACÉ, Publiciste.
35. LOUCHET-KERYEN, Chef du 192^e bataillon.
36. ANDRÉ MURAT, Adjoint au 10^e Arrondissement.
37. BRUNET, Capitaine d'artillerie.
38. CROSNIER, Amiral, commandant le 4^e secteur.
39. CLÉMENTEAU, Maire.
40. VARLIN, Ouvrier.
41. ROBINET, Docteur, ancien Maire.
42. HÉLIGON.
43. LAURENT PICHAT, Publiciste.

ASSEMBLÉE NATIONALE

JULES LERMINA

CANDIDAT

Français,

Le moment est venu pour les hommes de la génération actuelle de consacrer toute leur énergie, tout leur dévouement à la reconstitution de la patrie. Pour une France nouvelle, il faut des hommes nouveaux.

J'ai lutté de toutes mes forces contre l'Empire, en raison de la répression qu'inspire le crime à toute conscience honnête. De toutes mes forces j'ai lutté pour la sauvegarde du présent et de l'avenir, pour le salut de la France et de la République dont les destinées sont désormais indissolublement unies. Seule, la République, par le libre jeu des institutions, par la libre expansion des aspirations diverses, présente les conditions de stabilité nécessaires au travail de rénovation que la France doit exécuter.

Avant tout, régions la situation présente : s'actions l'étendue de nos pertes, procédons à l'inventaire; puis, avec calme, avec intelligence, rétablissons sur des bases solides la fortune de l'avenir. Plus de divisions, un seul parti, le parti Français.

Il faut à la France de longues années de repos. Pour les obtenir, soyons pratiques et convulsus.

Notre programme se résume en cette formule :

Revanche matérielle. — Régénération morale.

Tout pour la France et la République !

JULES LERMINA.

Paris. — Imprimerie KUGELMAS, 13, rue de Valenciennes.

CANDIDATURE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Citoyens,

Voici mes titres à la Candidature pour l'Assemblée Nationale.
Enfant de Paris, né dans le Cinquième arrondissement (autrefois Douzième arrondissement).

Blessé à la barricade de Saint-Néry en 1848, c'est vous dire mon opinion ; je ne suis pas phraseur, car il faut se méfier de ces gens-là.

M'étant fait constamment des ennemis par ma grande franchise, je n'hésite pas de vous dire que je désapprouve, pour l'honneur de la France et de la République, le traité qui, sous le titre d'armistice, livre les forts de la Capitale et sa garnison à la discrétion de nos ennemis, bien que, de cœur léger, on ait déclaré dans le principe que l'on ne céderait ni un pouce de notre territoire ni une pierre de nos forteresses. Si votre opinion est la même que la mienne, c'est-à-dire pour que la France républicaine reste fière et honorée dans son malheur, votez pour moi.

Ch. Hauët.

Paris, Imp. Moquet, Rue des Deux-Poissards.

AUX ELECTEURS DE PARIS

Paris, le 3 Février 1871.

CITOYENS,

A mon âge et avec ce que j'ai fait, on ne peut avoir la prétention de faire une profession de foi détaillée.

Aussi n'en ferai-je pas.

Toutefois, je commence par affirmer que j'ai été élevé, que j'ai vécu et que je mourrai dans la foi républicaine.

Quant à ma candidature, elle n'a qu'une signification : affirmer à l'Assemblée les hommes qui, depuis le 4 Septembre, ont fait à l'ennemi la vraie guerre, la guerre nationale, la guerre des corps-francs.

A ce titre j'ai droit à vos suffrages.

Capitaine improvisé d'une Compagnie franche, j'ai fait à l'ennemi tout le mal que j'ai pu. J'ai livré cinquante-deux combats presque tous heureux. Le feu des Prussiens m'a obligé à renouveler trois fois ma Compagnie; mais c'est avec fierté que mes camarades et moi, affirmons que l'ennemi ne nous a pas rendu le quart de ce que nous lui avons fait.

Nous sommes les frères des vaillants partisans de Châteaudun, des Vosges, du Jura; nous sommes ceux qui, lorsque les chefs de l'armée régulière abandonnaient la patrie, n'ont jamais douté de l'avenir de la patrie, parce qu'ils n'ont jamais douté de leur courage...

A vous de dire si Paris veut, parmi les illustrations qu'il enverra à l'Assemblée, faire une petite place à un de ses plus inépuisables soldats, à un de ses citoyens les plus dévoués.

ALBERT LAVIGNE,

Capitaine, commandant les Tirailleurs parisiens.

Paris. — Imprimerie LEFEUVRE, passage du Caire, 57-60

AUX ÉLECTEURS

CITOYENS,

Un certain nombre d'amis, de comités et de bataillons de la garde nationale ont posé ma candidature à l'Assemblée.

Je n'aurais point osé prétendre au mandat de représentant de Paris; il m'est offert, je l'accepte.

Ce que je puis être à la tribune, je l'ignore; mais j'apporte un esprit habitué à la réflexion, un cœur où s'agite la passion du bien public.

Je défendrai, dans l'énergie et la raison, l'honneur national, notre patrimoine commun.

J'estime qu'une Assemblée nommée, avec une hâte maladive, par un pays occupé d'ennemis, ravagé, exaspéré, ne saurait présenter les conditions de calme et d'autorité indispensables à une Constituante.

Si l'Assemblée en décidait autrement, je me soumettrais à sa décision, et, soutenu par l'espoir de toute ma vie, je concourrais de tous mes efforts à fonder une large et saine République, agissant par le devoir et tendant à la fraternité.

SALICIS,

Capitaine de frégate.

AUX ÉLECTEURS DE LA SEINE

Citoyens,

Le gouvernement, après avoir déguisé une capitulation honteuse sous le nom d'armistice, veut en faire retomber l'in-famie sur la France, en nous conviant à nommer des représentants chargés d'enregistrer les volontés du vainqueur.

C'est pour protester contre cette haute forfaiture que je viens solliciter vos suffrages. Et voici quel est mon programme :
Demander la mise en accusation des hommes du 4 septembre;

Dire bien haut devant l'Europe que Paris et la France entière voulaient combattre jusqu'au dernier soupir; dégager la responsabilité du pays des fautes d'un gouvernement qui, pouvant tout sauver, a tout perdu ;

Défendre la République à outrance contre les entreprises coalisées des anciens partis ; car, si nous renoncions à la lutte, au milieu des intrigues monarchiques qui vont entourer l'Assemblée, la République serait perdue ;

Disputer pied à pied tout lambeau de territoire qu'on voudrait nous arracher ;

Soutenir le principe de la résistance jusqu'à ce qu'il soit démontré à tous les yeux que la France est impuissante à continuer la guerre.

A mon avis, l'Assemblée qui va se réunir à Bordeaux ne peut avoir d'autre mission que de se prononcer sur la question de paix ou de guerre. Elle ne saurait avoir l'étrange prétention de donner une constitution républicaine à la France ni de la discuter ailleurs qu'à Paris.

Je m'engage par conséquent à déposer mon mandat aussitôt que l'Assemblée enra rempli sa mission dans les termes limités que j'indique.

Le moment n'est pas venu de toucher à d'autres questions que celles qui intéressent l'intégrité de notre territoire et l'honneur de la France. Au lendemain de la délivrance, il faudra donner satisfaction aux légitimes revendications du peuple et j'en serai le plus ardent promoteur. Aujourd'hui il s'agit de sauver la République, et l'on ne peut compter que je m'y dévouerai tout entier.

MAURICE JOLY.

Les Electeurs soussignés croient devoir recommander aux suffrages de leurs Concitoyens la candidature du citoyen MAURICE JOLY, dont l'attitude énergique sous l'empire, les opinions radicales et les travaux politiques, ont mérité l'estime de tous les bons Républicains.

Dans la crise terrible où se trouvent engagées les destinées de la France, il faut des hommes éprouvés, d'un caractère ferme et qui aient donné des gages certains de leur valeur et de leur sincérité. Nous serions heureux de voir le choix de nos concitoyens se porter sur le citoyen MAURICE JOLY.

Les Membres du Comité,

Ch. DUEZ, *Président*; FONTAINE DE RAMBOUILLET, MESSNARD, ABBADIE, *Secrétaire*; LISSONDE, SITLER, VORLE, *Trésorier*; MONTIGNY, LOUIS DUMOULIN, OCTAVE FOIQUÉ, GUY DE BINOS-CURAND.

ONT ADHÉRÉ :

Jules MIOT, ancien représentant du peuple, rue de la Vieille-Estrapade, 27. — LIPNVE, marchand de vins, boulevard Saint-André-des-Arts, — BADIN, pharmacien, rue Saint-André-des-Arts, 82. — MOREL DE KULWEIN, pharmacien, rue du Bannequier, 18. — NOLLÉ, propriétaire, rue Saint-André-des-Arts, 12. — J.-P. SAUVETERRE, homme de lettres, rue Saint-Jacques, 112. — BOUCHET, propriétaire, quai Malaquais, 21. — OCTAVE FOUQUET, compositeur de musique, rue Saint-Jacques, 172. — PERNET, professeur, place Saint-André-des-Arts, 22. — IIE BINOS-GURAND, propriétaire, boulevard Saint-Michel, 24. — LEBLOND, épicière, rue Saint-André-des-Arts, 38. — DOMERGUE, marchand de bois, rue Haute-fouille, 1 bis. — E. LANGLEBERT, docteur en médecine, rue de l'Odéon, 12. — BERTAUT, marchand de vins, rue de la Sainte-Chapelle, 7. — REGNIER, employé, rue de l'Ecole-de-Médecine, 11. — PERNOT, major aux sapeurs-pompiers, boulevard du Palais, 9. — LEBLAN, restaurateur, rue Saint-André-des-Arts, 29. — ERIC HUMBERT, élève d'huisier, rue

Galande, 5. — J. LAPÉROUSE, restaurateur, quai des Grands-Augustins, 7. — J. LEHN, employé en librairie, rue des Beaux-Arts, 10. — LÉON GANGLIUM, avocat, rue Coq, 19. — WEISS, épicière, rue de la Harpe, 1. — J. CHARTREY, capitaine adjoint-major du 216^e, usine à gaz de la Villeite. — MARPON, libraire, galerie de l'Odéon, 9. — BANGY, lieutenant, mobiles de la Côte-d'Or. — GRANDPERRIN, marchand de meubles, rue Jacob, 1. — BOUCHER fils, faïencier de gants, quai Malaquais, 21. — VICTOR DUPUY, fabricant de gants, rue Louispart, 47. — PAUL DE CHAZOT, homme de lettres, rue de l'Eglise, à Balguacelles. — LEMAITRE, notaire, rue des Envierges, 97. — LAFABRIE, orfèvre, rue Bisson, 42. — JACOB, passementier, passage des Envierges, 1. — DELETTIE, comptable, boulevard de Belleville, 42. — MAWET, bijoutier, passage d'July, 19. — BOURGUEIGNON, sellier, passage d'July, 10. — MAUPLLOT, lapetier, rue du Guignol, 12. — Etc., etc.

Suivent 500 signataires.

Le Comité et le groupe d'électeurs ci-dessus recommandent aux suffrages des électeurs la liste suivante :

EGGAR QUINET	VACHEROT	GORIAN
LOUIS BLANC	Mme DUFRASSE	VALETTE
LEON-ROLLIN	LITTRÉ	TANISIER
DELESCLOZE	DUPONT (ne versac)	GABETTA
VICTOR HUGO	Jules MIOT	Maurice JOLY
HENRI MARTIN	GREPPÉ	TIRARD
FELIX PYAT	LANGLOIS	E. TENOI
SCHLCHER	RICHELET	FLOQUET
CORRON	GAMBON	CHASSIN

DE BEAUREPAIRE	PEYRAT
ROGEARD	NEFFTZER
LAFERRIERE	DESMARETS
ROCHEFORT	ULBACH
O'ALTON-SHÉE	GAUTHIER-VILLARS
BONVALET	Imprimeur.
NOTTU	MAZANOT
CLÉMENTEAU	Fabr. de chaînes sculptées.
ANAL. SNISET	PORTALIS

PARIS. — IMP. VICTOR GOUPEY, RUE GARANCIÈRE, 5.

AUX ÉLECTEURS DE LA SEINE

CITOYENS,

« **Promettre peu, tenir beaucoup,** » telle devrait être la règle de conduite des vrais Représentants du Peuple. La plupart des Députés ont jusqu'à ce jour fait absolument le contraire; aussi ne doit-on pas craindre de le dire bien haut :

LE RÈGNE DES AVOCATS EST PASSÉ

Je n'ai d'autres titres à vos suffrages que la persévérance dont j'ai fait preuve depuis six ans, en m'efforçant de faire admettre non-seulement par l'Université, mais par la Société tout entière, les principes d'éducation et de restauration physiques, et, par suite de régénération morale, qui, seuls, pourront permettre à la France de se relever de ses revers et de prendre un jour une revanche éclatante.

Dans un rapport que j'adressais, il y a trois ans, au Ministre de l'Instruction Publique, à la suite d'une mission en Allemagne, que j'avais demandé à remplir *gratuitement*, je m'exprimais ainsi :

« Si je ne craignais de paraître trop absolu, j'oserais presque avancer, qu'abstraction faite des importantes considérations morales déjà connues, la cause la plus immédiatement déterminante de l'ascendant pris par la Prusse à la suite des événements de 1866, peut être attribuée aux bienfaits de l'éducation gymnastique et militaire que l'on reçoit en Prusse, et qui a été, jusqu'à ce jour, complètement négligée en Autriche. »

J'ajoutais que « M. de Bismarck, frappé des immenses avantages que les Prussiens avaient retirés de cette éducation, soumettait lui-même au Reichstag, dès la fin de la guerre, un projet de loi relatif à l'introduction de cet enseignement dans toutes les écoles de l'empire autrichien, et je demandais que nous fissions mieux que les Autrichiens, c'est-à-dire que cette loi fût votée et surtout *appliquée* dans notre pays, non pas après, mais avant toute guerre possible. »

On le voit, on peut, sans être avocat, avoir assez de clairvoyance et de patriotisme pour prévoir un danger, le signaler à son Pays et lui indiquer le moyen de le conjurer. Si ma faible voix eût été entendue, de grands malheurs eussent peut-être été évités.

L'enseignement de la gymnastique et des exercices militaires dans toutes les écoles, en fortifiant la nation tout entière, nous eût permis, au moment du danger, de trouver en chaque jeune citoyen un soldat prêt à combattre. — L'adoption de ce principe offrait de plus cet immense avantage qu'il supprimait fait l'armée permanente et réduisait des trois quarts le budget de la guerre.

La régénération morale de la France n'est possible que par sa régénération physique : c'est aujourd'hui l'avis de tous les citoyens. Ayant acquis quelque compétence dans cette question, je crois pouvoir apporter une part de concours extrêmement utile à la grande œuvre de la résurrection nationale, et c'est dans cet unique but que j'aspire à vos suffrages.

Je ne ferai aucune démarche personnelle, je ne solliciterai obséquieusement aucune adhésion; on ne me verra ni dans les clubs, ni dans les réunions publiques, je ne suis pas avocat, mais j'ai la certitude, lorsque le moment sera venu, de trouver en ma conviction et en mon ardent amour du bien, l'éloquence de la vérité qui, de toutes, est encore la meilleure.

Et afin qu'on ne puisse se méprendre sur le but constant de mes efforts, je crois utile de reproduire ici la fin du rapport que j'adressais, il y a trois mois, à M. Jules Simon, à la suite de la nouvelle mission qui m'avait été confiée d'étudier l'organisation de la gymnastique et des exercices militaires dans les Lycées et Collèges de Paris, mission que j'ai, comme la première, remplie *gratuitement*.

« J'espère, Monsieur le Ministre, avoir réussi à vous faire partager mes convictions, et j'en serais d'autant plus heureux, que depuis longtemps j'ai dû renoncer à les faire admettre par le monde officiel, contempteur systématique de toute idée nouvelle, ennemi de tout progrès et jaloux de toute initiative qui, trop souvent jusqu'à ce jour, a dispensé les faveurs administratives. »

« Je puis d'autant plus parler sans haine et sans crainte de cet obstacle invétéré à l'essor de la gymnastique comme de tant d'autres excellentes choses, que je n'ai jamais désiré ni voulu aucun poste officiel, n'ayant qu'une pensée, qu'un désir et qu'un vœu :

« L'adoption pratique et universelle de la gymnastique dans l'éducation. »

Si mon nom sort de l'urne, je m'efforcerai devant l'Assemblée souveraine de faire triompher les principes que je viens d'exprimer et de me rendre digne de la confiance de mes Electeurs; dans le cas contraire, je continuerai modestement l'œuvre de régénération à laquelle je me suis consacré.

Eugène PAZ

Directeur du Grand Gymnase.

Candidature
DEUX

MARIN

Remplacez par le nom ci-dessous le nom qui ne
vous plait pas dans tous les Bulletins de vote qu'on
vous distribue,

Tous en avez le droit !

A^{te}

TRÈVE

Capitaine de Frégate,
EX-COMMANDANT DU FORT DE NOISY

*C'est l'auteur des MINES qui ont fait
sauter les Prussiens
à CHATILLOX.*

Paris. — Imprimerie JEAN BONAVENTURE, quai des Grands-Augustins, 30.

CANDIDAT RÉPUBLICAIN

Citoyens,

Si j'ai réfléchi longuement avant de poser ma candidature, c'est que je connais parfaitement le caractère de mon pays pour qui l'inconnu n'est presque jamais digne d'attention.

Et d'abord, je dois vous dire que je n'appartiens à aucun Comité.

La réclame collective est pour moi aujourd'hui suspecte. Ces Comités, véritables cabinets formés à l'avance, ne nous ont généralement donné rien de bon.

Un peu plus d'individualités, et la République aura au moins l'espoir de trouver plus de défenseurs.

Je le sais bien, pour la plupart de vous, je suis un inconnu; mais, hélas! l'expérience est là qui nous dit: Prenez des inconnus!

La France, ce berceau de la démocratie, en a fini avec les **ARGUMENTATEURS**, usés par de vaines et stériles théories.

Ce qu'il faut à la nouvelle République, ce sont des esprits jeunes, ne connaissant rien du passé, mais possédant une foi immense dans l'avenir et allant droit au but.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ!

Voilà les mots qui font encore quelque impression sur les hommes qui ne connaissent de la vie que les fautes de cet Empire qui a croulé si honteusement. Ces trois mots sont une doctrine, car ils ont en face d'eux ces trois autres mots, apanage des monarchies: **Servilisme, Faveur, Égoïsme.**

Cette belle devise: **LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ**, vieille pour nos **FÉTICHES RÉPUBLICAINS** résume tous mes desirs, parce que j'en comprends toute la signification.

Pour moi, l'homme a des droits qu'il ne peut revendiquer qu'avec la République, et voici pourquoi:

L'homme n'est pas libre s'il est le sujet d'un autre;

L'homme n'est pas l'égal d'un autre, avec les caprices d'un maître par droit de naissance;

L'homme n'a pas pour frère des courtisans, ces prêtres de la monarchie.

Voilà, mes chers Concitoyens, ce que j'ai voulu dire.

Je peux résumer ainsi ma profession de foi: Jeune, je n'ai connu des monarchies que l'Empire, mais l'histoire m'ayant fait connaître les autres, j'en ai assez, et je ne changerai jamais.

Je vous en supplie, au nom de la République! si vous ne me trouvez pas digne, moi personnellement, prenez toutelois des **INCONNUS**, j'entends par inconnus, des hommes n'ayant jamais pris part aux affaires publiques, et alors nous verrons peut-être régner en France cette maxime sublime:

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ!

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

CIMETIÈRE DE LAUBINIÈRE.

Négociant en Objets d'Art, rue Vivienne, 47.

République Française

LIBERTÉ — EGALITÉ — FRATERNITÉ

COMITÉ CENTRAL RÉPUBLICAIN

Le **COMITÉ CENTRAL RÉPUBLICAIN**, COMPOSÉ D'INDUSTRIELS, D'INGÉNIEURS, DE COMMERÇANTS ET D'OUVRIERS des vingt arrondissements de Paris, est convaincu que la République est la seule forme de gouvernement qui peut :

1° Régénérer la France, et, par suite, lui donner une influence morale dans le monde plus grande que celle qu'elle a jamais eue;

2° Lui donner la stabilité que nous cherchons en vain, depuis bientôt un siècle, dans les diverses formes monarchiques.

3° Lui permettre de solder ses finances, en apportant la plus stricte économie dans ses dépenses.

4° Ramener la paix sociale, la République seule pouvant donner satisfaction aux aspirations légitimes des travailleurs, et, par suite, rapprocher les diverses classes de la société.

Le Comité est, de plus, convaincu que pour donner ces résultats, la République doit être établie sur les bases les plus larges et les plus libérales avec un pouvoir Exécutif émanant de l'Assemblée, et élu pour un temps limité.

Enfin, le Comité ajoute : Qu'autant il est pénétré des vérités ci-dessus, autant il est convaincu que la République ne pourra se fonder définitivement en France, qu'avec le concours d'hommes pratiques, *devenant républicains*, présentant toute garantie d'honnêteté et ayant fait leurs preuves.

Moins de phrases, moins de discours; nous ne savons que trop ce qu'ils ont produit; aussi le Comité s'est-il donné pour lui de rechercher un certain nombre de candidats choisis parmi les Industriels, les Commerçants, les Ingénieurs et les Ouvriers.

Après plusieurs réunions composées de nombreux délégués de tous les arrondissements de Paris, où les cartes des candidats ont été débattues, il a été procédé à un vote.

Ce sont les noms suivants, résultant de ce vote, que le Comité propose aux divers Comités républicains.

MM. BLANCHE, MANUFACTURIER A PUTEAUX.

BRELAY, NÉGOCIANT EN TISSUS, ADJOINT DU 10^e ARRONDISSEMENT.

CALLON, ADJOINT DU 4^e ARRONDISSEMENT, PROFESSEUR A L'ÉCOLE CENTRALE.

CHADON, FONDATEUR DE LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DES OUVRIERS MAÇONS.

DE DION, INGÉNIEUR CIVIL.

GODEFRIN, SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DES OUVRIERS TAILLEURS.

HAVARD, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE SYNDICALE DU PAPIER.

HUET, (ALFRED), MÉTALLURGISTE.

KRANTZ, INGÉNIEUR EN CHEF DES PONTS ET CHAUSSEES.

LAISNÉ, DE LA MAISON BROQUIN ET LAISNÉ, FORGEUR EN CUIVRE.

MIGNON, DE LA MAISON MIGRON ET ROUART, CONSTRUCTEUR MÉCANICIEN.

MARTIN, PRÉS. DE LA SOCIÉTÉ DES ANC. ÉLÈVES DES ÉCOLES DES ARTS-ET-MÉTIERS.

A. OLIVE, NÉGOCIANT.

G. DE PASSY, INGÉNIEUR EN CHEF DES PONTS ET CHAUSSEES.

A. POIRRIER, MANUFACTURIER A SAINT-DENIS.

SAUVAGE, DIRECTEUR DES CHEMINS DE FER DE L'EST.

SIMONET, ARCHITECTE.

TRELAT, (ÉMILE), PROFESSEUR AU CONSERVATOIRE DES ARTS-ET-MÉTIERS.

Le Comité complètera sa liste avec les noms d'hommes politiques ayant affirmé, dans les dernières élections, le plus d'usage pratique. Il s'est mis, à cet effet, en rapport avec les délégués des divers Comités républicains. Aussitôt que la liste sera arrêtée, il s'empresera de la publier.

Aux Travailleurs

AUX PETITS INDUSTRIELS

Aux petits Commerçants, aux Boutiquiers.

Porté sur les listes de plusieurs comités électoraux, j'ai décliné toute candidature.

Je suis vieux, j'ai 76 ans, et malheureusement j'ai encore trop de vie, car je crains d'assister à la destruction finale de mon pays.

Ancien député en 1830, était l'espérance des peuples et la lumière du monde.

Ancien député en 1830, membre de la Constituante en 1848, appartenant par ma naissance à la bourgeoisie, ancien chef d'industrie, j'ai assisté à la grandeur et à la décadence de la France ; j'ai vu le spectacle des plus incroyables palinodies ; j'ai vu l'industrialisme et le patronat poser le genou sur la poitrine du travailleur ; j'ai vu la bourgeoisie, oubliant qu'elle est par l'instruction la seule alliée du peuple, se montrer ingrate à l'égard de ce peuple qui lui a prêté en 89 le secours de ses bras pour conquérir le pouvoir.

Volontaire, la bourgeoisie s'est alliée avec les prêtres ; ennemi de l'ancien régime, elle prête son appui aux réactionnaires et se ligue avec ceux qu'elle avait vaincus ; née du travail, elle se retourne contre vous, travailleurs, qui l'avez aidée à vaincre, afin d'assurer pour elle les privilèges et monopoles qu'elle a condamnés naguère dans la noblesse.

Aujourd'hui, après une série de revers inconnus jusqu'ici à aucun peuple, revers dus à l'infamie mortelle de tous nos gouvernements monarchiques, aujourd'hui, dis-je, le peuple de Paris a dans sa main l'instrument de son affranchissement, s'il vote, comme un seul homme, pour ceux qui doivent le mieux connaître ses souffrances, parce qu'ils les partagent, et qui, mieux que tous autres, peuvent y apporter remède.

Je supplie le peuple d'entendre une voix qui lui a toujours été dévouée et qu'il a souvent écoutée avec quelque sympathie.

Il n'y a en France que deux classes, les bourgeois et les ouvriers ; quelle est la plus nombreuse ? La classe ouvrière. « *Compte-cours*, disait M. Brigt, dans un meeting : *et nous terres qui nous êtes, si vous le voulez, les maîtres.* »

Adoptant le principe de Rousseau que la majorité fait loi dans les nations, comment se fait-il que jusqu'ici la classe des travailleurs ait toujours voté contre ses intérêts : c'est parce que la classe dirigeante a soigneusement entretenu l'ignorance dans les masses, et

organisé le peu d'instruction qu'elle donnait conformément à ses intérêts, c'est parce qu'en morcelant à sa guise le cerveau du peuple, et en imprimant à sa pensée une direction profitable à la classe privilégiée, la bourgeoisie est arrivée, par ce perpétuel déni de justice, à perpétuer pour elle-même la possession de ses monopoles.

L'ignorance ne peut se détruire en un jour; mais le peuple serait-il donc à ce point oublieux de ses intérêts qu'il ne comprenne pas à l'heure suprême, où il s'agit pour lui d'être ou de n'être pas, qu'il peut se sauver en se sauvant lui-même; c'est-à-dire en votant conformément à ses aspirations pour des socialistes convulsifs.

Peuple de Paris, Ouvriers mes amis, rappelez-vous que vous appartenez à la cité qu'on a justement appelée le cœur et le cerveau de la France, rappelez-vous que vous êtes fils du travail et que fidèles à vous-mêmes vous devez voter pour le travail.

Vous, Soldats, fils de l'ouvrier, tantôt lancés contre un autre peuple, tantôt forcés de tirer contre vos propres frères, songez que demain vous rentrerez dans l'armée des travailleurs.

Vous, travailleurs des champs et de l'industrie, voulez-vous toujours que le propriétaire, le capitaliste, moissonne et ne travaille pas, récolte et ne cultive pas, consomme et ne produise pas, jouisse sans aucun labeur? Non, ce que vous devez revendiquer d'abord, c'est que le fermier ait part à la rente, et l'ouvrier au produit, et que tout travailleur ait droit au crédit.

Et vous, petits commerçants, petits industriels, attendrez-vous que ces grandes compagnies financières, ces vastes ateliers, ces usines immenses tiennent accaparer tout travail et mettre l'ouvrier à leur merci?

Croyez-moi, Citoyens, si vous êtes las d'être opprimés et exploités, choisissez vos candidats dans des listes que patronnent des ouvriers, assurez-vous bien que ceux que vous portez sont sincèrement socialistes, comme ceux de la liste des candidats *Socialistes révolutionnaires*.

Gardez-vous surtout de voter pour les généraux, amiraux, colonels qui ont contribué à la honteuse capitulation qui vous menace, les militaires sont toujours prêts à opprimer la liberté, et soutenir les dictatures.

Ne votez pas pour les hommes des vices partis, ni pour les gens de robe, jésuites, prêtres, avocats, ni pour les illustrations littéraires, car, quel que soit leur mérite comme poètes, historiens, orateurs, journalistes, à de rares exceptions près, ils ne comprennent ou plutôt ne veulent pas comprendre vos besoins et reconnaître vos droits.

J'allais oublier les gros financiers, les administrateurs des grandes compagnies, les monopoleurs et accapareurs de toutes sortes, vous devez les éloigner à tout prix: ce sont des égoïstes, détenteurs du capital et qui ne penseront jamais qu'à leurs intérêts.

Quant aux gens de l'Hôtel-de-Ville, chargés de la défense nationale, j'espère bien que vous croyez comme moi, qu'ils méritent plutôt les gémonies que vos suffrages.

Un exilé Ami des Ouvriers, Démocrate socialiste, faiseur des Origines perdues de l'Internationale.

CH. BESLAY,
ANCIEN REPRESENTANT DU PEUPLE.

Paris, 6 février 1871.

CANDIDAT LIBÉRAL ET INDÉPENDANT

ERNEST HUGUET

BANQUIER A PARIS

Directeur politique de l'AVENIR LIBÉRAL

Se croit dispensé d'une profession de foi nouvelle.

Ses principes sont ceux du Journal qu'il dirige. L'*Avenir Libéral* a pour programme :
1° **Révolution pacifique.**

Vierge de tout engagement avec le passé, sans attache avec aucun parti, voulant rester fidèle à la seule vraie cause : l'honneur et l'avenir de la France, M. Ernest HUGUET est le citoyen indépendant par excellence.

Il est sincèrement libéral et démocrate, entièrement dévoué aux intérêts du peuple.

Par son intelligence et un travail de dix années, il a conquis une position honorable. C'est de lui qu'on peut dire : « Il est l'enfant de ses œuvres. »

En toute conscience, nous pensons que c'est un candidat qui possède les qualités d'honneur, d'âge, de savoir et d'expérience pour représenter, dignement et utilement, ses concitoyens à l'Assemblée nationale.

Paris. — Imprimerie *FR. DUPONT* — Jean-Louis-Bégin, 11 — 90 1 1

LE COMITÉ CENTRAL

CANDIDAT FRANÇAIS

Ni Republicain, ni Orléaniste,
ni Bonapartiste,

Frères, sauvons la France

Le Gouvernement après.

CRI DU CŒUR

BOUTRON LIEVOIS, Fabricant de Tissus.

Parisiens,

Pourquoi le Comité Liberal ne porte-t-il pas sur sa liste de Candidats le nom de Robert d'Orléans, Duc de Chartres ?

Robert d'Orléans n'est pas un prétendant, c'est un soldat jeune et brave.

Si, en 7^{ème} dernier, il était resté parmi nous, Paris n'aurait pas avalé jusqu'au fond la Jatte-de-lait empoisonnée, et nous ne subirions pas la honte d'une pareille Capitulation.

Assez de fruits secs et d'incapables !

Que Paris inscrive en tête de sa liste le nom de Robert d'Orléans !

Parent,

Imp. Boutevin, rue St. Louis, 122

Candidat à l'Assemblée Nationale

ROUGET DE LISLE

INGÉNIEUR CIVIL DES ARTS ET MANUFACTURES.

La paix la plus honorable, sans humiliation, sans bassesse, sans cession de territoire, et sans aucun impôt, dans l'avenir, qui frappe sur le salaire et le bien-être de l'ouvrier, vivant du produit de son travail personnel.

Le véritable gouvernement populaire et républicain, proclamé par le suffrage universel et libre.

La condamnation, sans peur et sans pitié, des actes et des hommes qui ont engagé et compromis l'honneur, la dignité et la fortune de la Patrie.

Les impôts révisés, établis proportionnellement aux revenus, équitablement et exclusivement répartis entre les personnes qui possèdent un capital certain.

L'instruction gratuite et obligatoire pour tous les citoyens.

Et pour obtenir sûrement ces choses, que je désire et défendrai énergiquement, et toujours, je dis aux riches :

« Ouvrez votre cœur et votre bourse ! »

Quant à moi, ma devise française est celle-ci :

« Conduis, soutiens nos bras vengeurs !

« Amour sacré de la Patrie,

A. ROUGET DE LISLE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

CANDIDATURE

DU

D^{UC} D'AUMALE

CITUYENS DE PARIS.

L'heure est solennelle ? Paris délibérant sous les canons prussiens, est appelé à envoyer 43 Députés à cette Assemblée nationale qui va être chargée de conclure la paix la plus honorable qu'il se pourra, et de nous donner un gouvernement régulier.

Il s'agit donc de choisir des hommes capables, honnêtes — non pas des orateurs de partis et des tribuns de courtois, mais des patriotes, des administrateurs, des hommes d'Etat, aptes à organiser et surtout habiles à sauvegarder, dans ce chaos de convulsions européennes, la situation du pays.

Or, de même que les Volontaires de tous les partis ont confondu leurs efforts et leur sang sur nos derniers champs de bataille, de même les Volontaires de tous les partis peuvent se rencontrer au sein de l'Assemblée, chargés de réparer les ruines du passé, d'améliorer le présent et de préparer l'avenir ! C'est ainsi, du reste, que la République peut seulement être réellement consolidée ; car, par ce concours unanime, la République devient alors précisément ce qu'elle doit être, ce que signifie son nom — la Chose commune, la Chose de tous défendue par chacun.

A tous ces titres, nous venons vous proposer d'envoyer à l'Assemblée Nationale,

M. le Duc D'AUMALE

dont toutes les études politiques sont empreintes du plus sincère libéralisme, dont tous les actes ont toujours été guidés par le plus pur patriotisme — qui, inspiré par sa préoccupation incessante et patriotique des destinées de cette France si chère à son cœur, disait, le 15 mars 1861, dans

la fameuse lettre sur *l'Histoire de France*, adressée au Prince Napoléon :

« Je ne conteste pas votre force, j'en sens tous le poids à mes inquiétudes pour l'avenir de mon pays... Vous avez trouvé debout les fortifications de Paris qui avaient fait cruellement défaut à votre oncle — Dieu veuille que nous n'ayons jamais besoin de les défendre. »

C'est ainsi que douloureusement affecté des mauvaises voies où l'Empire avait engagé le pays, le duc d'Aumale, éclairé par son grand sens politique, prévoyait déjà les tristes épreuves réservées à la Patrie.

Et vous le savez, s'il n'a pas versé son sang pour le pays, comme simple soldat dans l'armée française, c'est qu'il en a été empêché par ceux qui s'étaient donné le privilège de sauver la France et qui n'ont su que la conduire au désastre.

Mais soumis aux lois de son pays, homme du devoir et de l'ordre, nature loyale par excellence, il se refuse constamment, malgré bien des obsessions, à prêter son nom et son influence à toute intrigue qui aurait pu ajouter encore à nos embarras politiques.

Certes, c'est là un passé qui répond de l'aveu, et qui fait que nous vous adjurons tous, Coeurs vraiment patriotes et dévoués au salut du Pays, de voter pour

M. le Duc D'AUMALE

Paris, le 3 février 1871.

Ernest WATHELET, ex-éditeur en chef de la *Presse du Loiret* et de l'*Éclair*, Employé supérieur de l'Administration Algérienne.
NORÉL, publiciste; HEBERT, sergent-major, 1^{re} comp. de guerre du 32^e bataillon; PILLOT, architecte; MULLER, négociant.

ELECTIONS

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Mes Chers Concitoyens,

Habitant Paris depuis l'âge de sept ans, ex-propriétaire dans le Marais où j'habite encore, je n'ai pas voulu me porter à la représentation nationale de 1848, quoique républicain démocrate depuis ma sortie du lycée de Versailles, par deux raisons :

La première, c'est que je pensais que ceux que nous l'irions n'auraient d'autre souci que l'organisation d'une sage république, basée sur les droits de l'humanité et la liberté de tous.

La seconde, c'est qu'aucun péril ne menaçait nos constituants, excepté ceux qu'engendrent la faiblesse et les passions d'verses, inhérentes à notre nature, mais que la grandeur du but à atteindre, devait, selon moi, leur faire éviter !

Mais aujourd'hui, mes chers et aimés Compatriotes, que les périls surgissent de toutes parts, pour ceux, quels qu'ils soient, qui brigueront vos suffrages, je n'hésite plus à m'y soumettre.

Soldat du progrès, constamment sur la brèche depuis l'âge de dix-sept ans, par amour de mon pays et de l'humanité, je veux sacrifier aujourd'hui ce qui me reste d'énergie et de courage, pour sauver la France et la civilisation outragées. . . .

J'en ai le droit, je m'apparais, et j'ai achevé ou à peu près ma tâche paternelle.

Les sentiments qui m'ont toujours fait sacrifier mes intérêts personnels, à ce que je crois votre bonheur, me donnent des titres aux suffrages des honnêtes gens de tous les partis :

Aux républicains, je leur rappellerai la Société des droits de l'homme de 1832, avril 1834, et plus de dix mois de prévention, où une poignée de jeunes gens (surnommés en 1835 les *réveillés*) ne craignit pas d'attaquer vigoureusement le gouvernement de Louis-Philippe déjà parjuré. . . Je leur rappellerai 1848 où, officier de la garde nationale et souscripteur au Banquet du XII^e, je contribuai énergiquement, en présence du ~~mon~~ *mon* ~~possesseur~~ du pouvoir, à son renversement. Puis après, lieutenant dans l'artillerie, ne cessant mes exhortations à la concerté pour la République qu'en composant un catéchisme pour instruire nos frères et asper la présidence; enfin m'expatriant en Algérie pour ne pas voir le dernier étouffement de notre chère République sans pouvoir la défendre;

Aux conservateurs, quelque soit leur drapeau, je leur dirai ma vie de labeur et de famille, toujours estimé et honoré de ceux qui m'ont connu, qu'ils aient été mes égaux, mes supérieurs ou mes subordonnés, sur le continent ou en Afrique, élevait laborieusement ma famille dans les arts que j'affectionne;

Aux grands patriotes qui ont deviné la Prusse, je leur rappellerai une brochure, publié chez Paul Dupont en 1865, où j'affirmais les malheurs qui nous arrivent et suppliais pour les conjurer tous les publicistes de rechercher les vices du gouvernement et de notre état social pour les combattre, en faisant abstraction des injures personnelles qui font plus de mal à ceux qui s'en servent ou qui en rient qu'à ceux contre qui elles sont dirigées. Je leur rappellerai encore (et c'est un acte de courage dans le moment présent), qu'affligé des divisions des patriotes, égarés pour la plupart, divisions qui devaient nous amener la guerre civile, sans préjudice de l'étranger, qui devenait alors l'ennemi de nos destinées je publiai, sans attache aucune et à mes frais, risques et périls, une proclamation dédaignant les motifs qui devaient déterminer à dire oui aux questions proposées, réservant la question dynastique et mes convictions politiques.

Voilà, mes chers Concitoyens, les titres que je crois avoir à votre confiance. Si vous m'envoyez à Bordeaux, j'aurai certainement des collègues aussi dévoués à vos intérêts et à ceux de la France et de la République comme à ceux de la civilisation, des collègues aussi travailleurs, aussi soucieux de notre honneur national. . . mais jamais plus que votre serviteur. Ma vie entière sera vouée au salut de la France et de la liberté.

Et je serai, croyez-le, l'exécuteur le plus sévère des principes relatifs aux devoirs de vos mandataires et que j'ai définis dans mon *Catéchisme* réédité en septembre dernier.

Ma devise est : UNION FAIT FORCE.

TAXIL, Architecte, artiste de la Seine, rue Pavée, 24.

COMITÉ

DU SALUT

DE

LA RÉPUBLIQUE

Liste de Candidats

Jules BASTIDE
Louis BLANC
BONVALET, maire du 3^e arrondissement
Henri BRISSON
Jenn BRUNET
Général CHANZY
Jules CLARETIE
CLÉRAY, adjoint au maire du 3^e arrond.
Athanase COQUEREL
Taxile DELORD
Georges DUCHÊNE
Marc DUFRAISSE
DUPONT DE BUSSAC
François FAVRE
Jules FAVRE
Charles FLOQUET
GAMBETTA
GARIBALDI
Ferdinand GAMBON
HÉROLD
Victor HUGO
Pierre JOIGNEAUX

Louis JOURDAN
LEDRU-ROLLIN
LITTRÉ
E. LOCKROY
Henri MARTIN
MICHELET
Jules MOTTU, maire du 11^e arrondissement.
MURAT, adjoint au maire du 3^e arrond.
Alphonse PEYRAT
PUULIZAC
F. PYAT
Edgard QUINET
RANC
Alexandre REY
Henri ROCHEFORT
Amiral SAISSET
Jules SIMON
Hippolyte STUPUY
TIRARD, maire du 2^e arrondissement
TOLAIN, adjoint au maire du 11^e arrondissement
Louis ULBACH

Pour le Comité,

F. BARJAUD

Ancien Notaire, Commandant en second du 3^e Bataillon de la Garde civique, 68, rue Villehardouin.

AUX ÉLECTEURS DE PARIS

MES CHERS CONCITOYENS,

Ennemi de toute coterie, je me présente à vos suffrages, libre de tout patronage.

Homme nouveau, je crois pouvoir être utile à notre jeune République, qui doit être une place ouverte à la jeunesse et à la virilité et surtout aux connaissances pratiques.

Comme en 1815, nous sommes en présence d'un désastre; comme en 1815, nous nous relèverons plus glorieux que jamais si, instruits par l'expérience de nos fautes, et laissant de côté toutes les divisions politiques du parti républicain, nous nous rallions tous autour du même drapeau, de ce drapeau de 1792 qui, pour affirmer sa devise, LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, nous crie : Guerre à l'ignorance, place aux lumières!

Le suffrage universel devait nous sauver il y a dix-huit ans; il nous a perdus parce que nous étions trop ignorants pour nous en servir au profit de la République, et par suite de la Régénération sociale.

La Prusse, à côté de laquelle nous avons vécu sans la connaître, a préparé depuis 1806 les armes qui nous ont vaincus, et ces armes ce ne sont pas les canons Krupp, non; ce sont ses grandes institutions d'éducation publique, ses grandes institutions militaires.

Croyez-moi, Citoyens, la nation prussienne, en mettant sur la tête de Guillaume I^{er} sa couronne impériale, a préparé la révolution qui amènera fatalement pour ce pays la République allemande.

Mes rapports de commerce avec la Prusse, rapports qui m'obligent, chaque année, à un séjour de quelques mois dans ce pays, m'ont amené à avoir une connaissance sérieuse de ses institutions et de ses mœurs.

Ces notions seraient utiles pour, connaissant à fond l'esprit allemand, pouvoir lutter loyalement, mais avec des efforts d'habileté, avec la mauvaise foi et l'habileté proverbiale du diplomate qui a nom Bismarck.

Je termine, Citoyens, en affirmant mon dévouement au seul gouvernement qui puisse nous sauver, la République, et jurant de ne jamais, sous un autre gouvernement, accepter aucune position officielle, fût-ce même celle de député, si le serment était obligatoire.

Liberté, Égalité, Fraternité.

FRANCK DE PRÉAUMONT,

Ingénieur civil des Mines, Négociant et Commissionnaire,

2 bis, rue Barbette.

Élections à l'Assemblée Nationale

H. BOURUET-AUBERTOT

CANDIDAT

Mes chers Concitoyens,

Je me présente à vos suffrages.

Parisien, né et élevé dans les affaires, j'ai vécu jusqu'à ce jour indépendant et loin de tous les partis politiques.

Si les douloureuses épreuves de la France ne faisaient pas un devoir à tout Français d'offrir au Pays sa bonne volonté et son expérience, je n'aurais jamais songé à solliciter vos suffrages.

L'intérêt du Pays qui m'inspire cette démarche auprès de vous tous, mes chers Concitoyens, sera l'unique mobile de ma conduite.

Mon programme est bien simple : je réclame la liberté pour chacun, l'ordre et la stabilité pour tous, car ces biens précieux sont seuls capables de réparer nos désastres et d'assurer la prospérité du Pays.

H. BOURUET-AUBERTOT

Négociant, 22, rue des Moineaux.

LE COMMANDANT POULIZAC A SES CONCITOYENS

Ayant été assez heureux pour faire mon devoir de soldat pendant la campagne, mon nom, pris comme symbole de la lutte à outrance, a été porté sur plusieurs listes de candidats à l'Assemblée nationale.

Quelque pénible que soit cette mission, si toutefois les suffrages de mes concitoyens me la confient, mon devoir est d'accepter; je viens donc leur dire hautement quelle sera mon attitude.

JE VEUX :

1^o Régler, le plus tôt possible, nos comptes avec l'étranger, pour qu'il ne souille pas plus longtemps le sol sacré de la patrie.

Mais si on nous propose une paix honteuse, une paix qui ne nous permette pas de préparer la vengeance, je refuse d'y adhérer.

Je me ferais couper le poignet plutôt que de signer la honte de mon pays.

2^o Exiger du Gouvernement des comptes sévères sur la manière dont il a dirigé la défense et lui demander de quel droit il a compris, dans le soi-disant armistice, nos armées de province.

Ils ont donc oublié, ceux qui ont le triste honneur de nous gouverner, que le nom de Dupont fut attaché au pilori après la malheureuse capitulation de Baylen!

L'Assemblée, suivant moi, n'ayant pas d'autre mission, doit, après cela, déposer son mandat.

En résumé, tout Français qui a du sang dans les veines ne doit avoir aujourd'hui qu'une seule pensée, qu'un seul désir, qu'un seul amour au cœur :
LA VENGEANCE.

Commandant **POULIZAC**
3^e Bataillon d'Eclaireurs.

SOCIALISME DÉMOCRATIQUE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Du Pain!... et la Constitution de 93. La Légalité, le Droit, et... TOT OU TARD... la Force

15 pluviôse, l'an 79 de la République française.

Le, soussigné, doyen des socialistes démocrates et égalitaires, candidat à l'Assemblée nationale provisoire qui est convoquée à Bordeaux, s'engage à remplir fidèlement le mandat de représentant, limité comme il suit :

- 1° Traiter et discuter les questions de guerre et de paix;
- 2° Prendre toutes les mesures susceptibles d'assurer, pour un temps convenable, la vie morale, intellectuelle et matérielle de notre Patrie, de la France;
- 3° Nommer un Pouvoir intérimaire, formé d'une Commission exécutive et d'une Commission de contrôle chargée de faire appel au Peuple souverain en cas d'usurpation;
- 4° Prendre les meilleures mesures pour mettre au-dessus de toutes attaques la Souveraineté du Peuple, le Gouvernement républicain, la liberté de penser, de parler, d'enseigner, d'écrire; la liberté du travail, de réunion et d'association, enfin la liberté individuelle;
- 5° Assurer par une organisation large et démocratique de la Commune, la liberté des élections pour la future Constituante;
- 6° Réaliser les réformes propres à hâter sagement l'éducation morale et politique des masses;
- 7° Juger tous les personnages politiques dont les usurpations ou la dictature ont amené la situation présente, et renvoyer devant des tribunaux républicains les prévaricateurs, les dilapidateurs de la fortune publique, les mandataires infidèles, les traîtres.

Déclarant de plus qu'il n'épargnera rien pour faire adopter, par ses co-opérateurs, tout ce qui est présentement applicable des pures doctrines du Socialisme et de la Démocratie; le soussigné, s'il est élu, accepte, dans le sens rigoureux du terme, la *responsabilité* de ceux de ses actes qui pourraient être contraires à l'engagement ci-dessus.

BANET-RIVET,

Candidat proposé et accepté dans la première réunion électorale
des Républicains socialistes du III^e arrondissement de Paris

Paris : rue des Tournelles, 33. Tous les jours, de 10 heures à midi.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ORDRE ET PROGRES

Le Club positiviste de Paris propose les Candidats suivants pour représenter à l'Assemblée nationale le parti Positiviste.

Fabien MAGNIN, ouvrier menuisier, président de la Société positiviste de Paris.

Docteur ROBINET, ancien maire du VI^e Arrondissement.

Gabriel MOLLIN, ouvrier doreur, membre de la Commission parisienne de l'Association Internationale.

Eugène SÈMIÈRE, docteur en médecine, ancien membre de la Commission d'Armement du IX^e Arrondissement.

Imprimerie centrale des Républicains de Paris, 24, l'ÉPIQUE, et Co., rue Basse, 20 à Paris. — 2164

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

COMITÉ CENTRAL RÉPUBLICAIN

APPEL aux délégués des divers comités et des diverses corporations

Le Comité central républicain, composé d'industriels, d'ingénieurs, de commerçants et d'ouvriers des vingt arrondissements, reconnaît comme principe absolu le maintien de la République démocratique, et, comme conséquence, un pouvoir exécutif, émanant de l'Assemblée, élu pour un temps limité.

Il est profondément poëtré de ces sentiments, que la République ne peut être fondée définitivement qu'en rompant avec les anciens errements, et en faisant appel au dévouement d'hommes pratiques sincèrement républicains.

Réuni en permanence dans le salon Lesourdely, rue Richelieu, n^o 100, il y convoque, pour vendredi 3 Février, de 10 heures du matin à 6 heures du soir, les délégués de tous les Comités républicains des corporations de la Seine, pour arrêter, avec eux, une liste définitive des Candidats à l'Assemblée nationale, et toutes les mesures qui doivent en assurer le succès.

Imprimerie centrale des Républicains de Paris, 24, l'ÉPIQUE, et Co., rue Basse, 20 à Paris. — 2164



MARINONI

CANDIDAT

Citoyens,

Enfant de Paris, j'ai hâte de venger l'injure de la honteuse capitulation imposée à ma ville natale et à la France.

Je demande à vous représenter à l'Assemblée qui va se réunir à Bordeaux, pour décider de notre sort à tous.

VOICI MON PROGRAMME :

Je voterai pour la République. Assez de rois ! Assez d'empereurs ! Ils nous ont coûté trop cher !

Plus de politique ; plus de discours menteurs ; travaillons et donnons bien vite à tous l'instruction gratuite, afin que la génération qui vient puisse nous aider à prendre notre revanche.

Travaillons pour reconquérir notre rang parmi les peuples.

Pour arriver à ces résultats, je voterai les mesures qui auront pour but le départ immédiat des ennemis de notre chère Patrie ; chaque jour qu'ils y restent, en nous empêchant de travailler, nous coûte plus de 500 millions. Dépêchons-nous donc de les renvoyer.

Quand ils seront partis le travail reviendra et avec lui l'abondance.

Notre belle France est si vivace et si féconde que malgré les avocats, les mauvais généraux et les prussiens qui la gouvernent en ce moment, elle veut vivre et produire !

Prenons la devise des américains : GO AHEAD ! *En avant !!*

H. MARINONI,

Mécanicien, 57, rue de Vaugirard.

ÉLECTIONS DU 8 FÉVRIER 1871

Candidat présenté pour l'Assemblée Nationale

LÉVY-BING

BANQUIER, ÉCRIVAIN

MEMBRE du CONSISTOIRE ISRAËLITE de PARIS

Citoyens de Paris,

A travers tant de candidatures inutiles qui se produisent, les électeurs soussignés ont pensé de présenter un homme d'un mérite réel, qui jusqu'ici a voulu se soustraire aux suffrages de ses concitoyens. M. Lévy-Bing, écrivain distingué, auteur d'une lettre fort remarquable publiée dans *L'Unité* le 20 décembre dernier, est le premier à Paris ayant protesté avec éloquence et patriotisme, contre les prétentions de l'Allemagne sur nos chères provinces d'Alsace et Lorraine; il saura donc défendre avec énergie, l'intégrité du territoire.

Les travaux scientifiques, écrits et discours, de M. Lévy-Bing le placent au premier rang des penseurs de notre pays, et des réformateurs de tant d'institutions condamnées. L'étude des choses de l'esprit n'a pas détruit chez lui les grandes aptitudes de l'économiste politique, nécessaires à la situation que nous allons traverser, où il faudra discuter au milieu des convulsions de l'ennemi et sauvegarder dans les traités futurs les intérêts commerciaux et industriels de notre pays. M. Lévy-Bing est le fils de ses œuvres; républicain en ayant les vertus, il a su conquérir une place honorable dans le monde parisien. Chef d'une importante maison de Banque, membre du Consistoire Israélite de Paris, il trouvera dans le parti libéral et de l'ordre les sympathies que mérite un bon citoyen.

Paris, le 5 février 1871.

H. MALLET, négociant; Maurice M. H. L., entrepreneur; Ernest LÉVY, rentier; J. de PAZ JULIANISKI, secrétaire; CARON de BEAULIEU, journaliste; Jules RUBIN, négociant; Henri CARRIÈRE, rentier; J. LIBMAN, négociant.

THE. — PARIS. — IMPRIMERIE VALLEE, 10, RUE DU CHÂSSEANT.

AMÉDÉE VALIN

CANDIDAT A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Dans le malheur commun, notre seul espoir est dans l'Assemblée Nationale.

Notre devoir, à tous, est donc de n'y envoyer que des hommes suffisamment capables et surtout entièrement dévoués, quels que soient leur rang et leur condition. Et tout candidat qui se présente, doit être sincèrement disposé à faire le sacrifice de sa vie, s'il est nécessaire, pour le salut de la France et de la République.

Plein d'indignation contre ceux qui n'ont pas su sauver leur patrie, et animé du désir de contribuer à la défendre, j'ose me présenter à vos suffrages.

J'ai toujours condamné l'Empire, et c'est pour cette raison que l'Empire m'a condamné par l'organe de l'ex-ministre M. Pinard, alors qu'il était Procureur général à Douai, ma ville natale, et quand moi, rédacteur du *Journal libéral*, j'ai fait imprimer ce mot significatif : *CHIFFON NATIONAL*, par allusion au drapeau, *traine dans la boue*.

Depuis ce temps-là, j'ai été négociant et ai appris à connaître les besoins du commerce, comme j'avais appris à connaître ceux de toutes les autres classes de la société, en me dévouant toujours au service de mes concitoyens. Si mon dévouement, mis à l'épreuve dans les petites circonstances, vous inspire, et si vous ajoutez mon nom à la liste de vos Candidats, je le montrerai dans les grandes.

VIVE LA FRANCE! VIVE LA REPUBLIQUE!

AMÉDÉE VALIN

33, Boulevard des Batignolles,

Imprimerie centrale des chemins de fer, — A. CHAIX ET C^e, rue Bergère, 90, à Paris, 108-1

C A N D I D A T

ARNAULD DE VRESSE

ÉDITEUR-LIBRAIRE

Capitaine commandant les Carabiniers volontaires du 14^e Bataillon

RUE DE RIVOLI, 55.

Ancien directeur gérant du **Courrier Français**, condamné politique, ancien officier d'artillerie, porté au **Journal Officiel** du 23 novembre 1870, comme ayant bien mérité de la patrie.

cité trois autres fois dans les numéros du 25 octobre, 2 novembre 1870 et 12 janvier 1871.

CITOYENS,

Je veux la République et la Liberté, seule forme de Gouvernement qui puisse sauver la France, et je ferai tous mes efforts pour obtenir une réparation afin de venger l'humiliation que l'ennemi nous fait subir.

Salut et Fraternité.

ARNAULD DE VRESSE.

PARIS IMPRIMERIE PAUL DUPONT.

COMITÉ RÉPUBLICAIN DE BERG

Le Comité recommande les Candidats suivants après dans ses réunions publiques. Il regrette de n'avoir pu, par insuffisance de temps, examiner et présenter treize autres noms pour compléter la liste.

- | | |
|--|---|
| 1 GAMBETTA | 18 VICTOR HUGO |
| 2 GARRIBOLDI | 19 SALICIS, officier de marine. |
| 3 EDGAR QUINET | 20 FAUCON, Capitaine de marine. |
| 4 LANGE | 21 MARI: DETHANSE, Politicien, ancien Représentant. |
| 5 GRAY | 22 COLLIN, fabricant de Meubles. |
| 6 DORHAN | 23 MINEIT, ouvrier Peintre sur céramique. |
| 7 EMILE BRELAT, Neveu, au Ténis. | 24 ARNAUD DE L'ARBELE, ancien Représentant, Maire. |
| 8 LAFERRIERE, Peintre. | 25 BANC, Homme de lettres. |
| 9 LAFERRIERE, Peintre. | 26 LAMBERT, Peintre d'enseignements. |
| 10 ATHANASE CARREBEL | 27 LAMBERT, Peintre d'enseignements. |
| 11 VACHEROT de l'Institut (Maire). | 28 GARDE nationale. |
| 12 BRESNI MARTIN, Banquier et Maire. | 29 LOCKROY, Publiciste. |
| 13 TOLMAN, Ouvrier ciseleur, Aulnay. | 30 ED. ADAM, Secrétaire au Comptoir d'Épargne. |
| 14 F. TENOT, Publiciste. | |
| 15 JEAN MACÉ, Fondateur de la ligne d'Étampes. | |
| 16 HENRI BRISSON, Publiciste. | |

BUREAU :

- | | | |
|---------------------------|----------|---------------------|
| BRIET, Président. | DULEMEZ | { <i>renversés.</i> |
| LANSYRE, Vice-Président. | CHAMPAIL | |
| ROUX CHAULES, Secrétaire. | BELENDIN | |

Réunions publiques à 7 heures du soir, au Rocher, 30, port de Berg, pendant les périodes électorales.

Paris. — Imprimerie LEVEY, passage du Faubourg, n° 50.

CANDIDATS

DE LA

FUSION LIBÉRALE

Le **COMITÉ LIBÉRAL** du 1^{er} Arrondissement, considérant qu'il y a nécessité absolue pour sauver le pays d'appeler à l'Assemblée Nationale des hommes capables, pratiques, divoués et indépendants, à l'honneur de soumettre au vote des Electeurs le nom des Candidats ci-après :

- | | |
|---|---|
| 1 DR. GUILLO, Amiral, Commandant le 3 ^e Secteur. | 32 SCHWILCHER, Colonel d'Artillerie. |
| 2 ALFRED GAIL, Industriel. | 33 EDMOND HRAVE, Publiciste. |
| 3 DORHAN, Ministre des Travaux Publics. | 34 LEON SAV. |
| 4 SAUVAGE, Directeur du Chemin de Fer de l'Est. | 35 FLEURISTE DE LANGE, Amiral. |
| 5 POTHEAU, Amiral. | 36 RACHETTES, Peintre Publiciste. |
| 6 STOFFEL, Colonel d'Artillerie. | 37 LA BONGERIE-MORV, Amiral. |
| 7 E. THOMAS, Rédacteur de la Gazette de l'Est. | 38 TENAILLE-SALIGNY, Maire du 1 ^{er} Arrondissement. |
| 8 SIZÉ, Docteur en Médecine. | 39 M. MONTY, Als. |
| 9 E. GARNET, Constructeur de Machines à vapeur. | 40 F. HENRY, Publiciste. |
| 10 SAUSSET, Amiral. | 41 F. HENRY, Publiciste. |
| 11 SAUSSET, Amiral, Directeur du Chemin de fer d'Orléans. | 42 HENRI, Ministre de l'Instruction Publique. |
| 12 THIERS. | 43 HENRI, Ministre de l'Instruction Publique. |
| 13 H. MARTIN, Historien. | 44 H. MARTIN, Capitaine de Marine. |
| 14 L. MORTY-TENET, Capitaine de Marine. | 45 GRAY. |
| 15 LOUIS BLANC. | 46 BROSSE, Vice-Amiral, commandant le 1 ^{er} Arrondissement. |
| 17 BROSSE, Vice-Amiral, commandant le 1 ^{er} Arrondissement. | 47 EDGAR QUINET. |
| 18 EDGAR QUINET. | 48 EDMOND ADAM. |
| 19 MICHELET. | 49 MICHELET. |
| 20 MICHELET. | 50 MICHELET. |
| 21 COSNIER, Amiral, Commandant le 4 ^e Secteur. | |

Paris. — Im. P. DEBON.

DELASALLE

Lieutenant de Vaisseau

CANDIDAT RÉPUBLICAIN

Mes chers Conclotoyens.

Voici quelles sont les bases de la République que je comprends, et que je chercherai à fonder en France.

LIBERTÉS. — Libertés de la Presse, de Réunion, d'Association, etc.

Respect de la Loi.

Suppression de l'ignorance et de l'ivrognerie.

Respect de la Propriété.

Religion de la Famille.

Principe du concours pour tous les degrés dans les fonctions publiques.

Abolition du droit de grâce. (Aucun pouvoir ne doit être supérieur à la loi).

Je veux :

La République gouvernée par une Assemblée Nationale *permanente, souveraine, réellement inviolable*, ayant *seule* le droit de déclarer la guerre, de faire des traités de Paix, d'Alliance et de Commerce. — Des Députés élus pour trois ans. — La Chambre renouvelable par tiers.

au moins en ce qui concerne les *liquides*, nécessaires pour l'approvisionnement des familles, mais un *grand impôt* sur les établissements où l'on consomme *sur place*. — Suppression absolue des débits en plein vent. — Révision de l'impôt des patentes qui ne doit frapper que *la fortune acquise*.

INSTRUCTION PUBLIQUE. — Gratuite à *tous les degrés* dans des externats entretenus par l'État. — Liberté entière laissée aux établissements particuliers où les enfants recevront l'éducation que veulent leur donner leurs parents. — Exercices corporels et militaires. — Bibliothèques communales. — Cours publics.

CULTES. — (Chacun doit supporter les frais de son culte). Séparation de l'Eglise et de l'État. — Liberté entière à tous les cultes, garantie par la loi et le respect public.

ARMÉE. — Loi militaire vraiment égalitaire.

Tous les Français soldats à 21 ans (instruction 2 ans, réserve par classe jusqu'à 35 ans).

Un pouvoir exécutif nommé par l'Assemblée Nationale, *révocable par elle*.

Une réelle décentralisation, en conservant le principe de l'unité nationale.

Conseils départementaux, Réunions cantonales, Conseils municipaux.

La restitution aux *Conseils départementaux* de tous les pouvoirs qui constituent l'administration des biens et des intérêts du département. (Les *Conseils* doivent être permanents et déléguer à l'un de leurs membres, l'exécution de leurs délibérations).

Les *Préfets* devenant de simples agents du Pouvoir exécutif, pour les intérêts généraux dans le département.

La suppression de l'Arrondissement.

La création de Réunions cantonales formées de *délégués* désignés par les différents *Conseils municipaux* du canton.

Il faut changer nos mœurs publiques, mais changer aussi nos mœurs privées.

Conserver ce qu'il y a de bon dans le caractère français, mais perdre notre *enlaid* et notre *légèreté*.

Je demande bien des réformes.

J'en signale ici quelques-unes :

JUSTICE. — Concours pour l'entrée dans la Magistrature. — In réduction du principe de l'élection pour l'avancement. — Révision et codification des lois, *révisées intelligiblement* pour tous. — Simplification du code de procédure. — Etude du régime des *prisons* dans le but de la moralisation des condamnés. — (*L'Université* considérée dans tous les cas comme *circonstance aggravante*).

FINANCES. — Diminution des frais de perception de l'impôt. — Révision du Cadastre. — Suppression des Octrois.

Telles sont, mes chers *Concitoyens*, les *lucres* et les Réformes que je chercherai à faire triompher si vos suffrages m'appellent à siéger à l'Assemblée Nationale.

Suppression du droit d'ancienneté. — Les grades conquis par le concours en tenant compte, à *mérite égal*, des services rendus. — Création d'Écoles et de Bibliothèques pour les Officiers, les Sous Officiers et les Soldats. — Formation de camps d'instruction où se tiendront constamment les troupes, loin des villes où le Soldat contracte des habitudes de paresse et d'ivrognerie, et fait un service au moins inutile. — Création d'un corps nombreux de Gendarmes aux ordres de la *Majesté* *travaille*. — La Garde nationale sédentaire composée de tous les Citoyens de 35 à 45 ans. — Suppression de l'École Polytechnique, remplacée par des Cours gratuits, spéciaux à chaque service public, où chacun doit pouvoir arriver par voie de concours. — Création d'une École toute militaire pour l'Artillerie et le Génie.

MARINE. — Mêmes principes que pour l'Armée. c'est-à-dire : Écoles, Concours pour la collation des grades, suppression du droit d'ancienneté. Nécessité pour chaque Officier de passer par les Écoles spéciales déjà existantes, d'Artillerie et d'Infanterie. — Publication à bon marché de toutes les *Expériences Françaises* et *Étrangères* intéressant la Marine. — Création de Bibliothèques de *bon sens* pour les Officiers et les Matelots.

AGRICULTURE. — Étude de l'irrigation de la France. — Loi agricole encourageant l'association pour les travaux d'intérêt collectif.

TRAVAUX PUBLICS. — Principe du concours pour les travaux publics.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Suppression d'un grand nombre de postes diplomatiques. — Réstitution des Consuls au ministère du Commerce. — Concours pour la nomination des Consuls, qui ne doivent être que des Agents commerciaux. — Réorganisation des Tribunaux consulaires.

DELASALLE

Lieutenant de Vaisseau.

ASSEMBLÉE NATIONALE

AUX ÉLECTEURS DE PARIS,

Les opinions de Partis ont
fait leurs preuves;

Je me présente sans autre
principe que celui de
relever l'Honneur National.

LÉON CARMINATA

275

Paris. — Typographie MORRIS père et fils, rue Amelot, 64.

CANDIDAT

De **ONZE** Comités radicaux d'arrondissement et de **CINQ** Comités centraux

PASCHAL GROUSSET

Ex-Rédacteur de la *Marseillaise*, Volontaire aux Chasseurs à pied

IMPRIMERIE PAUL DU PONT.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

**DÉPÊCHE
TÉLÉGRAPHIQUE**

Le Ministre de l'Intérieur à Préfets

CIRCULAIRE

Vous savez que les personnes appartenant aux familles qui ont régné sur la France sont inéligibles en vertu de la loi du 10 avril 1832 et du décret du 9 juin 1848. Un décret du 7 février 1871 étend ces dispositions à la famille Bonaparte.

Veillez rigoureusement à ce que ces lois et décrets soient observés.

Signé : E. ARAGO

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Gironde,
H. BARCKHAUSEN.

De toutes les incompatibilités créés par le décret du 31 janvier 1871, celles qui sont mentionnées dans la circulaire qui précède sont les seules qui soient maintenues.

Le Préfet de la Gironde,
H. BARCKHAUSEN.

Bordeaux. — Imp. adm. et civ. Baget, rue de la Bourne, 11 et 13.

Par ordre des Autorités prussiennes, il est interdit aux personnes venant de Paris, ou voulant y aller, d'emporter de Saint-Denis, des vivres, soit par voitures ou avec des paniers et sacs.

Cette défense est absolue et tout contrevenant sera puni et ses provisions saisies.

Saint-Denis, le 9 Février 1871.

Le Général Major, Commandant la Place
de Saint-Denis,

BARON DE MEDEM.

Préfecture de la Gironde

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

La République a besoin des manifestations libres de l'esprit du peuple.

Ne laissez donc pas compromettre, par des hommes inconnus dans Bordeaux, inconnus dans la démocratie, et qui par conséquent doivent nous être suspects, la bonne réputation de vos réunions et le caractère de vos manifestations publiques.

Je comprends qu'un armistice imposé par l'ennemi et des élections ordonnées dans un pareil moment vous désolent et vous inquiètent, mais la sagesse doit vous dire de tirer au moins profit pour la République et pour la Défense, des circonstances que nous ne pouvons pas empêcher.

Défiez-vous de ceux qui vous parlent d'un impossible Comité de salut public afin de vous pousser à l'abstention qui permettrait à nos adversaires d'entrer en majorité dans l'Assemblée.

Défiez-vous de ceux qui vous poussent à faire perdre le temps et l'énergie du Gouvernement lorsque tous ses instants sont précieux et ses efforts nécessaires.

Défiez-vous de ceux qui cherchent à diviser le parti démocratique et qui cherchent à envenimer encore un conflit.

Défiez-vous de ceux qui calomnient les plus purs et les plus fermes républicains et qui cherchent à priver le peuple de ses meilleurs serviteurs.

Apprêtez-vous donc, non pas à vous dépenser en démonstrations tumultueuses et en vain cris, mais à voter pour des hommes qui sont capables de diriger, sans faiblesse, les destinées de la République et de sauver notre malheureuse et chère patrie du grand péril où l'ont conduite les candidats officiels, les créatures du second empire, aujourd'hui candidats officiels de M. de Bismarck.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Le Préfet de la Gironde,
H. ALLAIN-TARGE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE POLICE

AVIS

LAISSEZ-PASSER

A partir de demain, 8 Février, la Préfecture de Police délivrera les *Laissez-passer pour l'extérieur de Paris* par l'intermédiaire des Commissaires de Police.

En conséquence, toute personne domiciliée devra s'adresser au Commissaire de son quartier et lui remettre sa demande soit écrite, soit verbale.

Les Commissariats répondront aux demandes reçues par eux.

Les personnes non domiciliées, venues à Paris pour leurs affaires et qui désireront en sortir, devront s'adresser aux Commissaires les plus voisins de la porte par où elles sortiront.

La Préfecture de Police donnera directement suite, par la voie de la Poste, aux demandes dont elle aura été saisie par écrit.

Paris le 7 Février 1871.

Paris. — BUREAU, Imprimerie, rue de la Seine-Supérieure, 36.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

LE MEMBRE DU GOUVERNEMENT.

DÉLÉGUÉ À LA MAIRIE DE PARIS,

Vu l'arrêté en date du 18 janvier dernier, concernant le rationnement du pain :

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}.

Les art. 1^{er} et 2 de l'arrêté susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 2.

A partir du mercredi 8 février prochain inclus, le rationnement du pain, à Paris, est élevé de 300 à 400 grammes pour les adultes et de 150 à 200 grammes pour les enfants au-dessous de 3 ans.

ART. 3.

Le prix de la ration de 400 GRAMMES sera de 15 CENTIMES, et celui de la ration de 200 GRAMMES sera de 8 centimes.

ART. 4.

Il n'est en rien dérogé aux autres dispositions contenues dans l'arrêté précité du 18 janvier dernier, qui continuera à recevoir son exécution.

Fait à Paris, le 7 février 1871.

JULES FERRY.

Typ. CHARLES DE MICHELIS, rue, Imp. de la Vierge et Fils, rue J.-J. Rousseau, 36 — 609

Le Préfet de la Haute-Loire AUX ÉLECTEURS

ELECTEURS,

Je suis injurié et calomnié dans une affiche et dans une brochure que M. Guyot-Montpayroux vient de publier. Toutes réserves faites, en ce qui me concerne, sur l'action que j'aurai le droit d'exercer ultérieurement contre cette manœuvre désespérée de la dernière heure, je donne une preuve irréfutable de la liberté électorale illimitée laissée au calomniateur, en tolérant cette publication que je pouvais empêcher.

Il me suffit aujourd'hui de publier la réponse suivante que j'ai eu l'honneur de recevoir après les explications que j'ai envoyées à Bordeaux, sur l'arrestation de M. Guyot-Montpayroux.

Bordeaux, 1 février.

Justice à Prefet le Puy

* Cher Prefet, je n'avois pas besoin d'un témoignage d'Arago pour vous connaître comme un digne et excellent républicain. Il me semble que ma dépêche qui, en effet, en termes généraux mes sentiments républicains, était l'expression de votre pensée comme de la mienne et quand j'ai fini par ces mots : *Hector républicain*, il est bien évident que nous suivons la même ligne.

* Un recteur vous écrit aujourd'hui en disant au préfet : *vous n'avez pas le droit d'arrêter un administrateur en faisant excéder la loi par l'arrestation du réfractaire et en disant ami de nos institutions en faisant mettre en liberté le candidat*. Nous avons tous applaudi à ce double accomplissement d'un devoir si bien compris. Je me fais un plaisir de vous en exprimer toute ma satisfaction. »

Pour copie conforme :

Le Préfet de la Haute-Loire,

Henri LEFORT.

Le Puy, typographie de M.-P. Marchessou.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

DÉCRET.

Le Gouvernement de la Défense nationale

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Toute réquisition, toute interdiction de vente des animaux de boucherie et des vaches laitières est levée à partir de ce jour.

Le commerce de ces animaux pourra s'opérer librement à partir de la promulgation du présent décret résultant de son insertion au *Journal officiel*.

ART. 2. Le marché aux bestiaux de la Villette sera ouvert tous les jours, comme par le passé, pour l'exposition et la vente des animaux de boucherie et des pores.

ART. 3. La vente à la criée en gros des viandes abattues est rétablie à la halle des Prouvoires et fonctionnera comme précédemment. Une autre vente en gros à la criée des viandes abattues pourra être installée au marché aux bestiaux de la Villette. Elle sera faite par des agents publics spéciaux, désignés par l'administration municipale.

ART. 4. L'abatage des animaux achetés par les bouchers aura lieu, comme par le passé, dans les échaudoirs affectés à chacun d'eux aux abattoirs en exercice, sans préjudice néanmoins des mesures qu'il serait nécessaire de maintenir pour assurer l'approvisionnement des boucheries municipales.

ART. 5. La vente de la viande sera libre dans tous les étaux de boucherie de la Capitale. Les bouchers ne pourront vendre qu'au prix de la taxe, qui sera établie tous les quinze jours d'après la moyenne des prix de vente sur le marché de la Villette.

ART. 6. Tant que cela sera nécessaire, les boucheries municipales établies et fonctionnant par les soins des Maires d'arrondissement seront maintenues en nombre suffisant. Elles seront approvisionnées, et la distribution des viandes et autres aliments continuera d'y avoir lieu, sur la présentation des cartes de boucherie, dans les conditions de prix et de quantités déterminées par les autorités municipales.

ART. 7. Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce, le Maire de Paris et les Maires d'arrondissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 7 Février 1871.

Général TROCHU, JULES FAVRE, JULES FERRY,
ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

DÉCRET.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER.

La réquisition des grains et farines est levée.
Le commerce de ces denrées pourra s'exercer librement à partir de la promulgation du présent décret résultant de son insertion au *Journal officiel*.

ART. 2.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 février 1871.

Général TROCHU, JULES FAYRE, JULES FERRY,
ERNEST PICARD.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Février 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

AVIS.

VENTE DE CHEVAUX.

Le Samedi, 11 février courant, à 2 heures de l'après-midi, aura lieu, au Marché aux chevaux (boulevard d'Enfer, n° 6), la vente aux enchères de chevaux provenant du stock d'approvisionnement et pouvant être utilisés comme chevaux de travail.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Février 1871.

ARRÊTÉ

CONCERNANT

les Rapports avec Paris.

BESTIMMUNGEN

ÜBER

den Verkehr mit Paris.

En suite de nouveaux accords avec le Gouvernement de la Défense nationale à Paris, il est décidé :

1. Les personnes venant de Paris pourront traverser nos avant-postes de ce côté-ci, en tant qu'elles auront munies d'un laissez-passer en leur nom personnel. Ces laissez-passer devront être rédigés en allemand et en français, et porteront la signature :

Du Général DE WALDEN, et
du Préfet de police CRESSON.

Les laissez-passer rédigés en français seulement, seront sans valeur.

2. Les laissez-passer seront revêtus d'un visa de ce côté de nos avant-postes, et les porteurs n'auront plus besoin d'aucune nouvelle autorisation pour pouvoir continuer leur voyage dans l'intérieur du pays.

3. Chaque laissez-passer n'est valable que pour une seule sortie de Paris. Les seules exceptions admises sont :

Pour le personnel des Chemins de fer attaché au service des trains.

4. Le passage par nos avant-postes pour aller à Paris est, sur la demande du Gouvernement de la Défense nationale, suspendu.

Il n'en fait d'exception que pour :

a. Le personnel des chemins de fer accompagnant les convois.

b. Les individus munis d'une autorisation personnelle du Gouvernement de la Défense nationale. Cette autorisation pourra être relatée sur le laissez-passer même ou faire l'objet d'un permis spécial, ou même encore ces individus pourront s'adresser, à ce sujet, à un commissaire français qui, dès le 8 de ce mois sera, à poste fixe, à Saint-Germain. Chaque autorisation d'entrée dans Paris n'aura de valeur que pour sa date uniquement, et cette date devra être bien clairement exprimée sur les laissez-passer et les autorisations spéciales.

A l'exception des laissez-passer, toutes les autorisations spéciales devront être présentées aux autorités militaires supérieures, soit à Asnières, soit à Saint-Denis, au fort d'Aubervilliers, à Livry, ou dans Villiers, qui les approuveront par leur visa ou en délivreront de nouvelles.

5. L'approvisionnement de Paris n'est permis que par les chemins de fer ou les rivières qui y conduisent.

6. En conformité de la convention, il est interdit à qui que ce soit d'importer dans Paris des vivres d'aucune espèce, que ce soit à titre de trafiquant ou pour usage personnel.

Fait au quartier-général, à Margeucy,
le 7 Février 1871.

Le Commandant en chef de l'Armée de
la Meuse,

ALBERT, Prince royal de Saxe.

Auf Grund neuer Vereinbarungen mit dem Parisser national « Vertheidigungs Gouvernement » wird angeordnet wie folgt :

1. Die von Paris kommenden Personen dürfen durch die dienstlichen Vorposten nur auf Grund eines auf ihren Namen ausgestellten Passes durchgelassen werden. Diese Pässe müssen in deutscher und französischer Sprache abgefaßt und von den :
« General VON WALDEN, » und
dem Polizei-Präsidenten CRESSON, unterschrieben sein. Nur in französischer Sprache abgefaßte Pässe sind ungültig.

2. Die Pässe dieser Personen sind mit einem Visum Seitens der dienstlichen Vorposten zu versehen und ist zur Weiterreise im Lande keine andere Erlaubniß erforderlich.

3. Jeder Pass berechtigt nur zum einmaligen Austritt aus Paris. Ausnahmen hiervon macht allein :

a das « Eisenbahn Personal » welches diezüge zu begleiten hat.

4. Das Passiren unserer Vorposten, um nach Paris zu gelangen, ist auf Wunsch des national « Vertheidigungs » Gouvernement auf Weiteres nicht gestattet.

Ausnahmen hiervon machen allein :

a das Eisenbahnpersonal, welches diezüge zu begleiten hat.

b diejenigen Personen, welche im Besitze einer persönlichen Genehmigung des französischen Gouvernements sind. Diese Genehmigung wird vom National « Vertheidigungs » Gouvernement entweder auf dem Passe selbst oder sonst schriftlich erteilt, oder aber, sie ist bei einem französischen Commissar einzuholen, welcher von 8 d/s Monats an, in Saint-Germain stationirt sein wird. Jede Genehmigung zum Eintritt in Paris durch unsere Vorposten hat nur für einen einzigen bestimmten Tag Gültigkeit, dessen Datum auf dem Passe, oder der Special Genehmigung angegeben sein muß; mit alleiniger Ausnahme der Pässe sind alle übrigen special « Genehmigungen den höhern deutschen Commando « Behörden » in Asnières, Saint-Denis, im fort d'Aubervilliers, in Livry oder in Villiers persönlich vorzulegen, welche dieselben entweder signiren, oder besondere Erlaubnißscheine ausstellen werden.

5. Lebensmittel dürfen nur per Bahn, oder auf den Flüssen nach Paris hineingelangen.

6. Ausser dieser durch die Convention geregelten Verpflegung von Paris ist es Jedermann ohne Ausnahme verboten, Lebensmittel irgendwelcher Art, sei es zum Verkauf, sei es zum Privatgebrauch, nach Paris zu befördern.

Hauptquartier Margeucy, den 7 Februar 1871.

Der Oberbefehlshaber der Maas-Armee,
ALBERT, Kronprinz von Sachsen.



Les Prussiens ont prétendu que l'incendie de la ville de Saint-Cloud était dû aux hasards de la guerre et n'avait point été le résultat d'un plan arrêté par les chefs militaires et exécuté par ordre. Le témoignage ci-contre met à néant ces allégations ; Le 28 janvier, les troupes allemandes reçurent l'ordre de brûler les maisons de Saint-Cloud ; ils exécutèrent cet ordre avec une ponctualité implorable ; le major, se tenant sur la place de l'Eglise, commandait ce feu d'un nouveau genre. On allait pétroter la maison où demeurait la femme B., lorsque celle-ci, se jetant aux genoux du major, le conjura de l'épargner et lui rappela les petits services qu'elle avait rendus aux Prussiens durant l'occupation. Le major ramassa alors froidement un tison à demi consumé et griffonna en allemand sur l'une des persiennes de la maison l'inscription suivante :

Cette maison est à épargner jusqu'à nouvel ordre.

28 Janvier.

JACOBI,
Major au quartier-général.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DES VOTES.

**Le Membre du Gouvernement, délégué à la
Mairie de Paris et à l'Administration de la Seine,**

ARRÊTE :

Art. 1^{er} Le recensement général des votes, pour
l'élection à l'Assemblée nationale, exprimés le 8 février
1871, aura lieu le vendredi 10 février, à midi, salle Saint-
Jean, à l'Hôtel de Ville.

Art. 2. La Commission chargée de ce recensement sera
composée de sept Maires ou Adjoints de Paris et des
Communes de la Seine.

Art. 3. Le Secrétaire général de la Mairie de Paris est
chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Hôtel de Ville, le 8 février 1871.

JULES FERRY.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Février 1871.

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DES VOTES.

**Le Membre du Gouvernement délégué à la Mairie
de Paris et à l'Administration du département,**

Considérant qu'à raison des difficultés considérables du dépouille-
ment, il est matériellement impossible d'opérer, dans le délai fixé par
l'arrêté du 8 février, le recensement général des votes,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Le recensement général des votes, qui
devait avoir lieu le vendredi 10 février, est remis
au samedi 11 février, à midi.

Art. 2. Le Secrétaire général de la Mairie de
Paris est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Hôtel de Ville, le 9 février 1871.

JULES FERRY.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Février 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

Le Membre du Gouvernement, Maire de Paris,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. A dater du 10 février, le rationnement du pain cessera d'avoir lieu.

En conséquence, l'arrêté du 18 janvier est rapporté.

Art. 2. Sont également rapportés les arrêtés du Maire de Paris, du 3 décembre 1870, limitant les livraisons de la caisse de la boulangerie; du 12 décembre, défendant la vente des farines; du 5 janvier 1871, défendant la sortie du pain; du 12 janvier, interdisant la fabrication et la vente du pain de luxe et le blutage des farines par les boulangers.

Le commerce des farines, la fabrication et le colportage du pain, sous quelque forme que ce soit, ne seront désormais soumis à aucune restriction, sauf la taxe municipale qui est maintenue jusqu'à nouvel ordre.

Art. 3. Le pain sera désormais taxé à 47 centimes et demi le kilogramme comme avant l'arrêté du 18 janvier dernier.

Fait à Paris, le 8 Février 1871.

JULES FERRY.

1 JOURNAL NATIONAL — Février 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

ABATAGE DE BESTIAUX.

Les personnes qui ont l'intention de se charger de l'abatage des bœufs et des moutons pour le compte de l'Administration, dans les abattoirs de la Villette, Grenelle, Villejuif, sont priées de déposer leurs propositions au Ministère du Commerce, rue Saint-Dominique, n° 60, Bureau n° 42, où on leur donnera connaissance des conditions imposées aux concessionnaires.

Les offres devront être déposées au plus tard samedi 11 février.

Les personnes dont les offres auront été agréées en seront prévenues dimanche, pour entrer en jouissance lundi 13.

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,
MAGNIN.

1 JOURNAL NATIONAL — Février 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

AVIS.

Toute personne qui justifiera par un certificat du Maire de son arrondissement de la possession d'un ou de plusieurs chevaux, pourra se présenter au Ministère de l'Agriculture et du Commerce, rue Saint-Dominique, n° 60, où il lui sera délivré, contre paiement à la caisse du Ministère, des bons de livraison d'avoine et de son, au prix de 35 francs le quintal métrique pour l'avoine et de 18 francs pour le son.

On aura droit pour chaque cheval à un quintal métrique d'avoine et à un quintal métrique de son.

En ce qui concerne le son, il ne sera pas délivré de quantité inférieure à un demi-quintal.

Les bons indiqueront les magasins où il devra être pris livraison des denrées dont il s'agit.

Paris, le 9 Février 1871.

IMPRIMERIE NATIONALE.— Février 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

PREFECTURE DE LA LOIRE

Saint-Etienne, le 9 février 1871.

Citoyens,

Le gouvernement a donné, comme il devait le faire, des instructions pour qu'aucune espèce de pression administrative ne fut exercée dans les élections qui viennent d'avoir lieu.

La lutte a été vivée entre les électeurs des diverses nuances, mais elle a été entièrement libre comme le veulent les principes républicains.

Le devoir de l'administration, qui était de rester neutre pendant le vote, n'est pas moins clair après l'accomplissement de ce grand acte de souveraineté nationale : elle doit faire respecter la volonté de la majorité légale.

Quiconque méconnaîtrait l'expression de cette volonté et tenterait de troubler l'ordre à ce sujet, ferait acte de mauvais citoyen ; quels que soient les résultats du suffrage, chacun comprendra que des désordres ne pourraient servir que la Prusse et les ennemis de la République.

Le Secrétaire général délégué, faisant fonctions de Préfet de la Loire,

Alphonse MORELLET.

REANVOTÉ, Imprimerie de la Préfecture, pour le Héraut no 1106, 4, à Saint-Etienne.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 2^{me} ARRONDISSEMENT.

DISTRIBUTION

DES

DENRÉES ANGLAISES

MM. les Délégués de la Commission Anglaise chargés de la remise des Dons en nature que nous envoie la ville de Londres, ont mis à la disposition de la Municipalité du 2^{me} Arrondissement les Denrées suivantes :

FROMAGE	300 K ^{os}
LARD	550 »
SUCRE.	85 »
VIANDÉ CONSERVÉE	875 »
SEL	125 »
RIZ	200 »
BOITES DE LAIT CONCENTRÉ.	500 »

Ces quantités sont insuffisantes pour être distribuées entre les 85,000 habitants de l'Arrondissement, mais la Municipalité est persuadée que les personnes qui, par leur position de fortune, sont à l'abri du besoin, abandonneront leur part au profit de celles qui ont tant souffert depuis quatre mois : tel est du reste le vœu formel des Donateurs.

En conséquence, ces Denrées ont été divisées en parts égales, aussi nombreuses que possible, et la distribution en sera faite, sur la présentation des Cartes de rationnement, LUNDI prochain, à partir de 8 heures, chez les Bouchers de l'Arrondissement, qui tous ont bien voulu prêter gratuitement leur concours.

La Municipalité du 2^{me} Arrondissement est heureuse d'exprimer publiquement, au nom de tous les habitants, dont elle est certainement l'interprète, les sentiments de reconnaissance que lui inspirent les marques de généreuse sympathie du peuple Anglais.

La France, qui a si souvent tendu sa main fraternelle aux peuples opprimés, accepte avec une reconnaissante fierté les Dons d'un peuple ami.

La République a recueilli un douloureux héritage, mais quels que soient les périls de l'heure présente, ne perdons pas courage; ayons foi dans l'avenir, et prouvons par notre attitude, que nous sommes dignes encore du respect et de l'amitié des peuples libres.

*** VIVE LA FRANCE! VIVE LA RÉPUBLIQUE!**

Paris, le 11 Février 1871.

Le Maire et les Adjoints,

TIRARD, E. BRELAY, CHÉRON, LOISEAU-PINSON.

PARAITRA SAMEDI

LA
COMÉDIE PATRIOTIQUE

Jouée par des Hommes et racontée par des Femmes

MÉMOIRES DES SŒURS DE FRANCE

Par M^{me} LIONEL DE CHABRIILLAN

Publication des noms et prénoms de tous ceux qui ont employé des ruses pour se soustraire au service militaire, pendant la durée du siège de Paris, se sont sauvés ou cachés dans des caves avant le bombardement.

A l'œuvre, Citoyennes, vous qui auriez préféré la mort à la capitulation, ni trêve ni repos, tant qu'on n'aura pas démasqué les traîtres, en mettant en scène les marionnettes politiques qui ne font que retourner leur cocarde au profit de députation, de croix et de places. En lumière les flettes de ces pantins, dont les convictions se résument ainsi : *Otez-vous de là que je m'y mette.*

Citoyennes, la COMÉDIE PATRIOTIQUE est à vous. Envoyez-lui vos plaintes, vos accusations, avec preuves à l'appui, et l'opinion publique en prendra note, en attendant que Dieu daigne détourner les yeux de la Prusse, pour jeter un regard de pitié sur la France.

Au pilori, les marchands qui ont spéculé sur la misère de pauvres femmes, dont les enfants expiraient de froid et de faim.

Honte pour la vie à ces pourvoyeurs de la mort; ayons autant de haine pour eux que pour ceux qui nous ont vaincus.

La guerre est un duel entre deux nations. Notre chère France est cruellement blessée; mais elle n'est pas morte! Courage, citoyennes, persévérance, arrachons, an à an, les parasites qui lui rongent le cœur, et nous la sauverons, nous, dont le patriotisme est né le jour de l'invasion.

—————
Pour tout ce qui concerne la rédaction, de 3 à 5 heures, 21, boulevard Poissonnière

30 centimes le numéro

En vente rue du Croissant, 22, chez MADRE, et chez tous les Libraires et Marchands de Journaux.

PARIS. — ASSOCIATION GÉNÉRALE TYPOGRAPHIQUE, RUE DE FAUBOURG-SUUVET-DEUX, 119, DÉPARTÉMENT DE L'IMP.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES.

AVIS AU PUBLIC.

Le Public est prévenu qu'à partir d'aujourd'hui, toutes les lettres jetées dans les boîtes ou déposées dans les bureaux de poste peuvent être closes.

Paris, le 12 Février 1871.

Le Directeur général des Postes,

G. RAMPONT.

—————
IMPRIMERIE NATIONALE. — Février 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

VILLE DE PARIS.

AVIS.

Les détaillants établis dans les Halles Centrales et dans les divers Marchés à Comestibles, ainsi que dans le Marché du Temple, sont prévenus que la perception des droits de place et des contributions de balayage est rétablie à partir du LUNDI 20 FÉVRIER 1871.

Cette mesure ne sera applicable dans les Marchés aux Fleurs qu'à dater du LUNDI 6 MARS 1871.

Paris, le 13 février 1871.

Typ. CHARLES DE MOUTIERES frères, Imp. de la Mairie de Paris, rue L.-d. Beaumont, 58.—708.

Département de la Sarthe

AVIS

Considérant que la convention conclue le 24 janvier, à Versailles, entre M. le comte de BISMARCK, chancelier de l'Empire allemand, et M. Jules FAVRE, membre du gouvernement de la Défense nationale, a réservé à chacune des deux armées belligérantes le droit de maintenir son autorité dans le territoire qu'elle occupe et d'employer les moyens que ses commandants jugeront nécessaires pour arriver à ce but :

Le Gouvernement général de Versailles a nommé le sous-général Prétet du département de la Sarthe :

Et a décrété que cette nomination serait portée à la connaissance de toutes les Mairies du département, qui seront tenues de donner aux ordres du Préfet une suite immédiate.

Tous les Maires accuseront réception de la présente communication au Préfet de la Sarthe sousigné, hôtel de la Préfecture, au Mans.

Le Mans, le 13 février 1871.

Le Préfet du département de la Sarthe,

DE DRYGALSKI.

Le Mans, — E. Moutier, Imprimeur de la Mairie. — Février 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

TAXE DU PAIN.

LE MEMBRE DU GOUVERNEMENT, MAIRE DE PARIS,

Vu l'arrêté en date du 21 septembre 1870, qui a rétabli la taxe du Pain à Paris;

Vu l'arrêté du 8 février présent mois;

Vu l'avis de la Commission de la Taxe du Pain, en date du 14 courant;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}.

Du jeudi 16 au mercredi 22 février présent mois inclusivement, le prix du kilogramme de Pain, à Paris, sera de

50 CENT. LE KILOGRAMME.

ART. 2.

Pendant la même période, les quantités de pain à livrer au détail, pour des prix déterminés de 10, 15 et 20 centimes, seront réglées ainsi qu'il suit, savoir :

Pour 10 centimes. . . . 190 grammes.

Pour 15 centimes. . . . 290 grammes.

Pour 30 centimes. . . . 490 grammes.

ART. 3.

Le présent arrêté sera imprimé, publié et affiché partout où besoin sera.

Fait à Paris, le 15 février 1871.

JULES FERRY.

Typ. CHARLES DE MOURGUES frères, Imp. de la Mairie de Paris, rue L.-J. Rousseau, 58. — 648.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES.

AVIS AU PUBLIC.

A partir d'aujourd'hui, les lettres à destination des départements français non occupés par les armées allemandes, de l'étranger et des colonies seront expédiées de Paris aux mêmes conditions qu'avant le siège.

L'expédition des chargements pour les mêmes destinations est autorisée, à l'exclusion des VALEURS DÉCLARÉES.

L'affranchissement obligatoire et l'interdiction d'envoyer des chargements ne sont maintenus que pour la correspondance à destination des territoires français occupés.

Paris, le 16 Février 1871.

Le Directeur général des Postes,

G. RAMPONT.

IMPRIMERIE NATIONALE. — Février 1871.

PROCLAMATION

Neufchâtel, le 12 février 1871.

Nommé commandant de place, le soussigné avertit les habitants de la ville de Neufchâtel et des environs jusqu'à Ménonval et Mesnières, que la nourriture des troupes prussiennes sera réglée à la mairie et par lui-même, jusqu'à la suspension d'armes (au 19 février 1871).

Il n'est permis à aucune autre troupe ni à aucune simple personne de prendre dans ce rayon de la viande fraîche, fumée, salée, ni du pain, de la farine, du grain, ni de l'avoine, du foin, du vin, du tabac, etc., etc., sans sa permission.

Le Commandant de place,
BURRUCKER.

Neufchâtel. — Imprimerie de M^{re} GÖRBERGOT-FERAY, rue Garibaldi.

Ville de Pontoise.

AVIS

Le paiement de l'indemnité allouée par le 56^e bataillon de la Landwehr de l'armée prussienne et par le Commandant des étapes, pour le logement du 16 au 31 janvier 1871, sera effectué à l'Hôtel-de-Ville (*bureau de la Caisse d'épargne*), les 14 et 15 février 1871, de midi à 2 heures et de 4 heures à 5 heures et demie.

A défaut de réclamation dans ce délai, les fonds seront déposés dans la caisse du Receveur municipal.

Imprimerie DUFEY, à Pontoise.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

AVIS

Nous venons d'adresser d'urgence la lettre suivante à M. le Maire de Paris :

Paris, le 16 Février 1871.

Monsieur le Membre du Gouvernement délégué à la Mairie de Paris.

Depuis quelques jours nous recevons visites sur visites de Délégués porteurs de pouvoirs réguliers qui enlèvent à certaines Municipalités, sous des prétextes plus ou moins blessants, la distribution du cadeau anglais.

Il ne saurait nous convenir de supporter une si étrange façon d'agir, bien éloignée à coup sur des préoccupations fraternelles du généreux peuple Anglais. L'affaire, d'après le nom de ceux qui en prennent l'initiative, paraît devenir politique dans un sens que nous n'avons pas à apprécier. Nous avons fait une première distribution. Nous vous renvoyons les éléments de la seconde que nous avons reçus hier et ce matin, après avoir fait apposer les scellés sur les caisses. A vous de les faire parvenir aux Comités chargés par les mandataires de nos voisins de les remettre directement à nos Administrés. Nous déclinons toute responsabilité devant des procédés aussi parfaitement injurieux.

Agitez nos salutations empressées.

En conséquence, nous prévenons les Habitants du XIV^e Arrondissement que la suite du Don anglais leur sera distribué par le comité présidé par M. Henri PLON.

Les Adjoints,

HELIGON — NÈGRE — PÉRIX.

Le Maire du XIV^e Arrondissement,
LOUIS ASSELINE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ.

MAIRIE DE MÉNILMONTANT

XX^e ARRONDISSEMENT.

Citoyens,

La mission purement administrative qui nous a été confiée par le Gouvernement de la Défense Nationale est arrivée à sa fin.

Nous ne comptons pas, en acceptant l'humble mais utile tâche de pourvoir aux divers services municipaux du 20^e Arrondissement, conserver aussi longtemps les fonctions auxquelles nous étions appelés.

Les circonstances en ont décidé autrement.

Aujourd'hui la situation est changée :

D'une part les élections pour l'Assemblée Nationale sont faites, d'autre part le ravitaillement de Paris est un fait accompli ; le moment est donc venu, de mettre fin au provisoire qui régit notre Arrondissement.

Nous avisons le Gouvernement de notre résolution, en le priant de pourvoir à notre remplacement dans le plus bref délai possible.

Toutefois nous ne voulons pas quitter notre poste sans rendre hommage au bienveillant concours que nous a prêté la Garde Nationale, et sans remercier surtout nos Concitoyens du calme et de l'abnégation qu'ils ont montrés dans la crise douloureuse que nous venons de traverser.

Paris, le 16 Février 1871.

Les Membres de la Commission Administrative provisoire du 20^e Arrondissement

J. CAROZ, V. SIMBOISELLE, TOPART, PAFFE,
et CHAVANON.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

MAIRIE DU XIV^e ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Nous venons de donner notre démission. Nous vous adressons nos adieux.

Nous voulions le faire le jour même où nous consommâmes le lamentable événement de la Capitulation de Paris. Mais nous avons craint que notre retraite, en entraînant celle de nos collaborateurs et en désorganisant tant de services si laborieusement établis, ne nuist à vos intérêts. Nous sommes restés contre tous nos instincts politiques. On nous en a blâmés. Plus tard les gens de cœur nous approuveront.

Maintenant le ravitaillement s'opère. Nous n'avons plus à craindre pour votre alimentation. Des événements peuvent s'accomplir qui, étant donnés nos opinions d'une part et de l'autre le manque absolu d'action politique efficace des Municipalités, engageraient inutilement notre solidarité. Notre conscience, sévèrement interrogée, nous permet donc de nous retirer.

Nous croyons avoir accompli notre devoir dans les rudes et périlleuses circonstances que nous avons traversées avec vous. Nous y avons gagné la sympathie d'une partie des habitants : nous avons été exposés à des injures et à des soupçons qui ont failli en vérité dépasser les limites, pourtant bien larges, par nous posées à notre résignation devant la calomnie. Nous remercions des sympathies ; nous n'en voulons pas des injures, car nous savons que la souffrance mène facilement à l'injustice. Le temps n'est pas venu de juger les Citoyens qui ont bénévolement accepté le terrible mandat d'administrer Paris pendant ces cinq mois de siège, entre un Gouvernement central avec lequel nous étions le plus souvent en lutte et une population qui faisait retomber sur nous toutes les responsabilités.

En tous cas, nous pouvons nous rendre ce témoignage que nous avons constamment essayé de travailler dans l'intérêt de ces deux grandes choses que nous suivons dans le même culte : La Patrie et la République.

Paris, le 17 Février 1871.

Les Adjointes,

Le Maire du XIV^e Arrondissement,

HÉLIGON, NÈGRE, PÉRIN,

LOUIS ASSELINE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT.

Une affiche non signée, sortie des presses de M. Plon, et relative à la distribution des vivres offerts par la population de Londres à la ville de Paris, a été apposée hier dans le 6^e arrondissement.

Elle contient deux points sur lesquels la municipalité croit devoir des explications à ses administrés :

1^o Elle fait naître une équivoque pour le moins regrettable sur une distribution qui aurait été faite, tout d'abord, au bureau de bienfaisance et aux bataillons de la garde nationale. La municipalité déclare que, fidèle à la pensée des donateurs, elle a appelé indistinctement, sans prélèvement d'aucune sorte au profit de qui que ce fût, les habitants de l'arrondissement à participer à la distribution de tout ce qu'elle a reçu jusqu'à ce jour;

2^o Sans juger le procédé de répartition que la commission anonyme a cru devoir adopter, la municipalité déclare qu'elle seule a été chargée par la mairie centrale de procéder à la remise des dons annoncés, que ni l'hôtel-de-ville ni les commissaires anglais ne lui ont signifié la substitution d'autres répartiteurs, et qu'elle décline toute responsabilité dans les agissements de la commission anonyme et dans les mécomptes qui pourraient en résulter pour les intéressés.

Elle ne doit compte au public que des quantités énoncées dans son affiche du 12 février, et des mesures qu'elle a prises pour en assurer l'équitable répartition. Le *Journal officiel* a annoncé d'autres envois; elle ignore s'ils lui arriveront, et elle s'empresse de lui faire parvenir à la population par les moyens que sa propre expérience ou de judicieux conseils lui feront regarder comme les meilleurs.

Paris, 17 février 1871.

Les Adjoints,

ALBERT LE ROY, MOSSOT, DELABY.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — PRÉFECTURE DU NORD.

DEPECHE TELEGRAPHIQUE

Bordeaux, 17 février 1871.

Le Ministre de l'Intérieur aux Préfets.

Le Bureau de la Chambre a été constitué ainsi :

M. GRÉVY, *Président*, 519 voix sur 556. — **MM. MARTEL**, 420 voix; **BENOIST D'AZY**, 591 voix; **VITET**, 319 voix; **Léon DE MALLEVILLE**, 285 voix, *Vice-Présidents*.

MM. BAZE, 438 voix; **MARTIN DES PALLIÈRES**, 456 voix; **PRINCETEAU**, 222 voix, *Questeurs*.

MM. BETHMONT, 449 voix; **De RÉMUSAT**, 412 voix; **De BARANTE**, 550 voix; **JOHNSTON**, 259 voix, *Secrétaires*.

La proposition suivante a été déposée sur le bureau de la Chambre :

Les Représentants du peuple soussignés proposent à l'Assemblée Nationale la résolution suivante :

« **M. THIERS** est nommé Chef du Pouvoir exécutif de la République Française; il exercera ses fonctions sous le contrôle de l'Assemblée Nationale et avec le concours des Ministres qu'il aura choisis et qu'il présidera. »

Signé : Dufaure, Grévy, Vitet, de Malleville, Rivet, Mathieu de la Redorte, Barthélemy Saint-Hilaire.

Cette proposition sera discutée en séance publique.

Pour copie conforme :

Le Préfet du Nord par intérim,

A. BARON.

HAUPTQUARTIER

Dijon, den 17^{ten} februar 1871.

BEKANNTMACHUNG

In gemeinschaft erhaltenen Instructionen suspendire ich hierdurch den Praefekten der COTE-D'OR LUCE-VILLARD, von seinem amte. Der Armee, Intendant IGEL der Süd, armee ist von mir provisorisch mit der Wahrnehmung der Praefekten geschaeft beauftragt und fordere ich demgemaeß saemmliche Behoerden, Beamten und Bewohner des departements auf, den Anordnungen des p. IGEL in der ihm uebertragenen Stellung unverweigerlich Folge zu geben.

Gez : Von MANTEUFFEL,

General der Cavallerie, General-Ajutant Seiner Majestaet des Kaisers und Koenigs und Oberbefehlshaber der Sud-Armee.

QUARTIER GENERAL

Dijon, le 17 février 1871.

AVIS

Conformément aux instructions que je viens de recevoir, je suspends M. LUCE-VILLARD des fonctions de Préfet du département de la Côte-d'Or, et je lui substitue provisoirement l'intendant en chef de l'armée du Sud, M. IGEL, en chargeant celui-ci de toute l'administration préfectorale. — En conséquence, tous les administrateurs et les habitants du département devront lui obéir en tout point, et exécuter ponctuellement ses ordres.

Signé : de MANTEUFFEL,
Général en chef de l'armée du Sud.

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR

SAVI

Conformément à la publication du général en chef baron de Manteuffel, j'informe les habitants du département de la Côte-d'Or, que je me suis chargé des hiet, provisoirement, des fonctions de préfet du département.

Dijon, le 18 février 1871.

Signé : IGEL,
Intendant en chef de l'armée du Sud,
préfet provisoire.

PRÉFECTURE DE LA CÔTE-D'OR

SAVI

Je fais porter à la connaissance du public que le délai d'armistice a été prolongé, pour toute la France, jusqu'au 24 février, à midi.

Dijon, le 18 février 1871.

Signé : ICEL,
Intendant en chef de l'armée du Sud,
présent provisoire.

AVIS

Une contribution de guerre infligée par ordre du quartier-général de S. M. l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, à tous les territoires de la France occupés par les troupes allemandes a été fixée pour la ville d'Alençon à la somme de 980,000 francs. Les 305,000 francs versés au mois de janvier en seront soustraits, de sorte que la ville aura à payer encore la somme de 675,000 francs.

Le Conseil municipal ayant refusé le concours que le devoir lui prescrivait pour prévenir aux rigueurs beaucoup plus dures mais inévitables sans son assistance, l'autorité militaire a dû procéder seule.

Des arrestations de Conseillers municipaux et d'otages ont eu lieu.

La clôture et la saisie d'un certain nombre de magasins ont procuré une valeur correspondant à la somme désignée. Les conséquences fâcheuses qui en résultent pour un nombre relativement petit des bourgeois sont évidentes.

C'est dans l'intérêt de cette minorité et de l'équité que l'éloignement des marchandises saisies a été différé pour donner aux habitants de la ville la possibilité de prévenir la ruine de quelques-uns de leurs Concitoyens.

La somme payable est équivalente au triple du budget des recettes ordinaires de la ville d'Alençon.

Les habitants imposés sont invités à verser, dans les 48 heures, trois années du montant de leur contribution.

Une commission recevra demain, 19 février, de 9 heures du matin à 6 heures du soir et après demain, 20, de 8 heures du matin à midi, les versements à la mairie, en échange de quittances légalisées et timbrées.

Les impositions sont calculées de façon à arriver à la somme de 675,000 francs, et les marchandises saisies et destinées pour l'Allemagne seront rendues à mesure et dans la proportion des versements faits.

La mise en liberté des Conseillers municipaux et des otages dépendra de même du résultat satisfaisant de ces versements.

Dans le cas où par cette voie la contribution devrait ne pas être versée, on continuerait immédiatement, sans délai et sans égards, dans l'exécution des mesures rigoureuses entreprises.

Le Général commandant la 4^e division de cavalerie,

Signé de BREDOW

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, — Égalité, — Fraternité

MAIRIE du X^e ARRONDISSEMENT

Citoyens

L'abondance du pain est revenue; celle de la viande reparait et va croissant d'après les arrivages officiels.

La liberté ayant été rendue à la boulangerie peut l'être également à la boucherie sans inconvénient pour personne, et plutôt à l'avantage de tous.

En conséquence, les boucheries, dites *municipales*, qui à travers tant de difficultés ont rendu de si grands services à la population depuis quatre mois, redeviendront *libres* JEUDI prochain, 25 février.

Le rationnement de la viande est supprimé à partir dudit jour, et chacun pourra acheter dans toute boucherie la quantité de viande dont il aura besoin.

Toutefois, pour être plus assurés d'être servis, les propriétaires de *Cartes* devront les conserver et les produire, selon l'occasion, dans les boucheries; ce sera pour eux un titre de préférence sur les acheteurs venant d'autres arrondissements.

Parcille liberté est étendue aux triperies.

A vous désormais le devoir de pourvoir à vos besoins et à ceux de vos familles; nous, magistrats municipaux, nous veillerons à ce que rien n'entrave votre liberté de choix et d'achat et à ce qu'il y ait de la viande pour tous.

Le Maire, R. DUBAIL.

Les Adjoins : E. BRELAY, MURAT, DEGOUE DENUNQUES.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

MAIRIE DU 10^e ARRONDISSEMENT

Officiers, Sous-Officiers et Soldats de la Garde Nationale auxiliaire,

Vous avez, pendant la durée du siège de Paris, bien mérité de la République.

Suppléant la Garde Nationale appelée aux remparts et devant l'ennemi, où elle a fait glorieusement son devoir, vous avez veillé jour et nuit à la sécurité de l'arrondissement et au maintien de l'ordre, inséparable de la volonté.

LA MUNICIPALITÉ VOUS EN REMERCIÉ.

Aujourd'hui que la Garde Nationale reprend dans Paris son service intérieur, tout en se remettant aux travaux professionnels qui assurent honorablement l'existence de chacun, vous pouvez rentrer dans vos foyers avec la conscience du devoir accompli et la sympathique estime de vos concitoyens.

La Garde Nationale auxiliaire n'est pas cependant dissoute; ses cadres, son effectif restent intacts, quoique au repos, et si Paris, si la République exigent encore son concours, la Mairie y compte avec confiance, et n'hésitera jamais à le réclamer.

Salut fraternel et affectueux,

Paris, le 18 Février 1871.

Le Maire, **R. DUBAIL.**

Les Adjoints : **ERN. BRELAY, MURAT, DEGOUE DENUNQUES.**

Typ. et Lith. JULES-JUTEAU et Fils, passage du Caire, 30, 31

MAIRIE DU VI^e ARRONDISSEMENT.

AVIS

La Municipalité a reçu, hier soir, la dépêche suivante adressée par le Ministère de l'agriculture et du commerce aux vingt Maires de Paris :

« D'après entente avec la Mairie de Paris, les boucheries municipales devront être supprimées à partir du 2 mars. La dernière distribution aura lieu pour celles qui prennent encore de la viande dans les abattoirs le mercredi 1^{er} mars. »

La Municipalité s'empresse de communiquer aux habitants du 6^e arrondissement cette décision de l'autorité supérieure, et de prévenir le public que les boucheries municipales seront fermées après épuisement de la dernière livraison.

HÉRISSON, Maire.

ALBERT LE ROY, adjoint, MOSSOT et DELABY, adjoints provisoires.

Imprimerie de M^{me} V^e BOUGHAUD HUZARD, rue de l'Épicerie, 5.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — PRÉFECTURE DU NORD.

DEPECHE TELEGRAPHIQUE

Bordeaux, 18 février 1871, 3 À. 31 min.

Le Ministre de l'Intérieur aux Préfets.

La séance de l'Assemblée s'est ouverte par une allocution de M. le Président GRÉVY.

Il promet de consacrer tout ce qu'il a de force, d'impartialité et de dévouement à l'accomplissement de sa mission.

Ensuite, admission des dix derniers représentants de Paris, des trois derniers représentants du Loir-et-Cher, et nomination de M. PRINCETEAU, questeur, de MM. CASTELLANE et DE MEAUX, 3^e et 6^e secrétaires.

M. KELLER dépose une proposition dans laquelle les représentants de l'Alsace et de la Lorraine protestent d'avance contre toute décision qui les séparerait de la patrie commune.

« La paix, dit-il, nous la voulons comme vous; mais la véritable paix est fondée sur la justice, et ce serait ici la plus crue des iniquités. »

Il demande l'urgence pour sa proposition; elle est votée.

M. THIERS dit que des hommes sérieux doivent savoir s'ils entendent donner à leurs négociateurs, quels qu'ils soient, un mandat impératif, ou s'ils veulent leur laisser la liberté de négocier : Il faut prendre son parti immédiatement et ne pas se cacher derrière un décali de vingt-quatre heures.

La Chambre se retire en ses bureaux.

Rapport de M. BEULÉ proposant la résolution suivante :

L'Assemblée nationale, accueillant avec la plus vive sympathie la déclaration de M. Keller et de ses collègues, s'en remet à la sagesse et au patriotisme des négociateurs.

Cette proposition est accueillie à une très-grande majorité.

Rapport de M. Victor LEFRANC sur la proposition relative à la constitution du Pouvoir exécutif :

L'ASSEMBLÉE SOUVERAINE,

Considérant qu'il importe, en attendant qu'il soit statué sur les Institutions de la France, de pourvoir immédiatement aux nécessités du Gouvernement et à la conduite des négociations ;

DÉCRÈTE :

M. THIERS est nommé Chef du Pouvoir exécutif de la République Française, sous l'autorité de l'Assemblée Nationale, avec le concours des Ministres qu'il aura choisis et qu'il présidera.

M. Louis BLANC proteste contre la disposition d'esprit qui semblerait indiquer que la République n'est admissible qu'à titre provisoire; selon lui, la République est la forme nécessaire de souveraineté nationale.

La proposition de la Commission est admise à la presque unanimité.

Demain, continuation de la vérification des pouvoirs; communication du Gouvernement, s'il y a lieu.

Pour copie conforme :

Le Préfet du Nord par intérim,
A. BARON.

Saint-Denis, le 19 Février 1871.

CHERS CONCITOYENS,

Aucune calamité ne devait être épargnée à notre ville dans cette guerre, après tous les maux qu'elle a déjà soufferts.

Voici qu'une contribution de guerre de 800,000 francs nous est imposée; une charge aussi énorme est certainement hors de proportion avec les ressources de notre ville composée pour la majeure partie d'ouvriers pauvres et épuisée par les sacrifices qu'elle a dû faire pour subvenir à leurs besoins pendant toute la durée du siège, et quelles que soient les exigences de nos vainqueurs, elles s'arrêteront nécessairement devant les limites du possible. Ce sont ces limites qu'il s'agit pour nous d'atteindre sans aucun retard, car aux termes de l'ordre qui nous est intimé, le moindre délai nous rendrait passibles des plus sévères *représailles*. C'est dans ce but que nous venons faire appel à votre patriotisme, et nous vous adjurons tous de contribuer à la rançon de notre ville en versant immédiatement, à la Mairie, la somme dont chacun de vous pourra disposer, pour être employée de suite au paiement de la contribution de guerre qui nous est imposée.

Il ne s'agit bien entendu que d'une avance momentanée, rendue nécessaire par l'exigence d'un paiement immédiat; à part l'impossibilité où se trouve la ville de contracter dès ce moment un emprunt régulier; car dès que cet emprunt pourra être réalisé, l'avance faite par chacun des déposants lui sera remboursée, à son choix, soit en espèces, soit en titres de cet emprunt lui-même. Il ne peut donc y avoir aucune crainte à concevoir pour le remboursement de la somme avancée, quelque lourde en effet que soit pour notre Ville la charge qui lui est

imposée, c'est 'pour elle une dette de salut et d'honneur, et c'est pour nous
sous la meilleure garantie.

Nous ne doutons pas que cet appel ne soit entendu de nos Concitoyens, et
nous les remercions à l'avance au nom de notre chère et malheureuse Cité.

LE MAIRE,

MOREAUX.

P. S. Les versements seront effectués à la Mairie, entre les mains du Rece-
veur municipal, tous les jours, de 9 heures à midi, et de 1 heure à 5.

D'après les termes de la Décision Prussienne, la contribution dont il s'agit
ne peut être acquittée qu'en espèces d'or ou d'argent et non en valeurs; c'est
donc en espèces seulement que devront être faits les versements destinés à
l'acquit de cette contribution.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DE PARIS.

Vente en gros, à la criée et à l'amiable, des Viandes abattues à l'Abattoir de La Villette.

LE MAIRE DE PARIS,

Vu le décret du 7 février 1871;

Vu la loi du 23 juin 1841;

Vu la loi du 18 juillet 1866;

Considérant qu'il appartient à l'Administration municipale de réglementer la vente, à cri public, des comestibles;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}.

La rotonde de gauche, dans la cour principale de l'abattoir général de La Villette (annexe du marché à Bestiaux), est affectée, provisoirement, à la vente en gros, à la criée et à l'amiable, des viandes abattues.

Le marché sera ouvert le 15 mars prochain.

ART. 2.

Les courtiers, institués par la loi du 18 juillet 1866 susvisée, sont désignés pour vendre à la criée les viandes abattues sur ce marché.

ART. 3.

Un arrêté déterminera ultérieurement la réglementation du marché.

ART. 4.

Le présent arrêté sera publié et affiché partout où besoin sera. Application en sera adressée à M. le Préfet de Police et à M. le Président de la Chambre syndicale des courtiers assermentés.

ART. 5.

Le Directeur des Affaires municipales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 30 février 1871.

Pour copie conformes :

Signé : J. FERRY.

*Le Secrétaire général,
JULES MAILLARD.*

Vu, CHARLES DE MOULOUX Secrétaire, Imp. de la Mairie de Paris, nos 1-2, Rue de la Harpe, 58. — 61.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU COMMERCE.

VENTE

DE

VACHES LAITIÈRES.

Le Public est prévenu que, par suite de la suppression de la Vacherie nationale, établie au marché de la Villette, 300 vaches à lait seront exposées, le mardi 21, sur ledit marché de la Villette, et vendues par le ministère de M. le facteur Léon TINGUENNE.

La vente commencera à 10 heures et aura lieu au comptant ; les animaux devront être emmenés immédiatement par leurs acquéreurs.

NOTA. Dans le but de donner le temps aux acheteurs de se procurer les fourrages nécessaires à la nourriture des animaux, l'Administration leur fera délivrer, sur leur demande, par chaque vache achetée, des bons

de 50 Kilogrammes de foin, moyennant payement de la somme de	15 00 ^c	ensemble
de 50 Kilogrammes de tourteau, moyennant payement de la somme de	12 50	
de 100 Kilogrammes de son, moyennant payement de la somme de	15 00	
		separément.

— IMPRIMERIE NATIONALE. — Février 1871.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

AVIS.

L'Administration du chemin de fer du Nord, généreusement et patriotiquement inspirée, a voulu faire à la population parisienne une part dans les approvisionnements de combustibles qui lui arrivent journellement et qu'elle avait le droit de réserver exclusivement à ses services.

Elle a cédé au Gouvernement une certaine quantité de charbon de terre, qui permettra de satisfaire à des prix plus modérés que ceux que détermine la rareté actuelle de la matière, aux besoins les plus pressants des services publics et de l'industrie.

La Mairie de Paris s'est chargée de la répartition.

A cet effet, une double distribution est organisée.

La Mairie de Paris a provoqué, dans chaque arrondissement, la formation d'un ou plusieurs chantiers municipaux, dès aujourd'hui pourvus de combustible, pour les besoins des cantines municipales, des fourneaux, des écoles, et des petites industries.

Les demandes de cet ordre ne doivent pas dépasser 500 kilogrammes. Les maires des arrondissements les reçoivent et les apprécient.

Quant à l'industrie, dont il importe de faciliter la reprise dans le plus court délai, elle trouvera un premier aliment en charbon de terre dans les entrepôts que la Ville a organisés, avec le concours de l'Administration du chemin de fer du Nord.

Ces entrepôts sont ouverts, dès aujourd'hui, à la gare de la Chapelle (chemin de fer du Nord).

Les industriels qui auront besoin de charbons s'adresseront par écrit à la Mairie centrale (Hôtel de Ville). Ces demandes ne pourront être inférieures à mille kilogrammes; elles ne pourront dépasser les besoins de dix jours de travail; elles devront être visées par la Chambre syndicale de l'industrie spéciale à laquelle elles se rattacheront, et contrôlées par la Mairie centrale qui délivrera, en échange, des bons de livraisons sur la gare du Nord.

Dans ces conditions, le charbon sera vendu au prix de 40 francs les 1,000 kilogrammes pour le charbon tout-venant ou les briquettes, et de 50 francs pour la gailloterie.

Le chemin de fer du Nord est en mesure de livrer les quantités représentant un ou plusieurs *wagons complets* aux gares du chemin de fer de ceinture indiquées par l'acheteur.

Dans ce cas, l'acheteur payera le transport, de la gare du Nord aux gares du chemin de fer de ceinture, au tarif ordinaire des compagnies.

Dans les chantiers municipaux d'arrondissement, le prix de vente sera, en raison des frais spéciaux de la vente au détail, de 48 francs les 1,000 kilogrammes pour le charbon tout-venant et de 58 francs pour la gailloterie.

Le transport à domicile demeure à la charge de l'acquéreur et devra être fait par ses soins.

Paris, le 22 février 1871.

Le Maire de Paris,
JULES FERRY.

VENTE A L'ENCHERE

DE

**VINGT CHEVAUX AVEC HAR-
NAIS,
TREIZE VOITURES DE BLAN-
CHISSEUR,
UN TOMBEREAU,
QUATRE CHARIOTS,**

APPARTENANT

A la Société allemande de Secours aux blessés,
Le Samedi 25 Février 1871,
à deux heures de l'après-midi,

AVENUE DE SCEAUX
Près de la Caserne de Limoges.

Versailles.—Imprimerie de E. AUDERT, 6, avenue de Sceaux.

PAR ORDRE du Commandant DES ÉTAPES.

A partir d'aujourd'hui le passage du pont sur l'Oise près de Saint-Ouen-l'Aumône et près des portes de la ville est interdit aux habitants de Pontoise et aux hommes civils, de 7 heures du soir jusqu'à 6 heures du matin.

Tous les cafés et restaurants seront fermés précisément dix heures du soir.

Pontoise, le 23 février 1871.

Signé : V. STRANTZ,

Cet ordre sera publié par le tambour ou par des affiches.

Major et Commandant.

Imprimerie de DUFÉY, à Pontoise.

MAIRIE DE DIEPPE

AVIS

AUX

CONTRIBUABLES

DE LA VILLE.

Par un arrêté du 10 février courant, le Représentant de l'Autorité Allemande, dans le département de la Seine-Inférieure, a prescrit le recouvrement :

1° *Des quatre contributions directes ;*

2° *D'un impôt unique représentant les droits d'enregistrement et de timbre et les contributions indirectes, en tant qu'ils sont perçus au profit de l'État. (Art. 1 et 2).*

Les contributions directes, foncière, personnelle, mobilière et des portes et fenêtres sont réclamées d'après les états de répartition de l'année 1870; l'impôt des patentes, d'après les bases fixées pour ladite année.

L'impôt unique représentant les droits d'enregistrement et de timbre et les contributions indirectes est fixé à cent pour cent de la somme du principal des contributions directes.

Les communes sont déclarées responsables desdits impôts, en ce qui concerne leur contingent (art. 4).

Une notification de l'autorité allemande, publiée le 19 de ce mois, rappelle que le premier douzième des contributions imposées par l'arrêté du 10, est actuellement exigible; elle ajoute qu'il importe que ce paiement ne souffre aucun retard, et les Mairies sont invitées à en faire le paiement à la Préfecture, au plus tard le 28 février courant; la notification déclare qu'il est de l'intérêt des communes d'éviter qu'il ne se présente l'occasion de mesures de rigueur pour cet objet.

La Municipalité aurait voulu éviter cette nouvelle charge à la population et l'un de ses membres s'est même rendu à Rouen dans ce but; mais la perception de ces impôts étant en activité dans les autres départements occupés, ses instances n'ont pu obtenir que la ville de Dieppe en soit affranchie.

En conséquence, et d'après l'avis du Conseil municipal exprimé dans sa séance de ce jour, les contribuables sont invités à verser IMMÉDIATEMENT deux douzièmes du principal de leurs contributions de l'année 1871, sur les bases établies en 1870.

Les imposés devront apporter leurs avertissements lorsqu'ils viendront payer l'impôt mentionné au présent avis.

Le paiement doit se faire entre les mains de M. le Receveur municipal qui se tiendra à L'HOTEL-DE-VILLE, SALLE DES MARIAGES, pendant les journées des Vendredi 24, Samedi 25, Dimanche 26 et Lundi 27 de ce mois, de neuf heures du matin à cinq heures du soir.

A Dieppe, en l'Hôtel-de-Ville, le 23 février 1871.

Les Membres de l'Administration municipale,
FRÈRE. LE GROS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DE PARIS.

LE MAIRE DE PARIS,

Considérant que les privilèges accordés par la Compagnie du chemin de fer du Nord, dans l'intérêt du ravitaillement de Paris, aux expéditions de combustibles faites à l'adresse de la Mairie de Paris ou des divers services municipaux, peuvent donner lieu à des abus ;

Qu'il importe de rétablir le plus tôt possible l'égalité de traitement entre tous les expéditeurs, qu'ils opèrent pour le compte des services publics ou pour l'industrie privée ;

Que des instructions formelles ont été données à la Compagnie du chemin de fer du Nord pour qu'il soit fait désormais une répartition équitable du matériel de la Compagnie entre les divers négociants et marchands de charbons, sans tenir compte des ordres antérieurs ;

Qu'il reste à établir le prix de vente des charbons dans la gare du Nord ;

Sur l'avis conforme de la Chambre syndicale des marchands de charbons ;

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. A partir de ce jour, les charbons de terre ne pourront se vendre dans la gare du Nord à un prix supérieur à 50 francs pour la gailloterie et à 40 francs pour le tout-venant et les briquettes (*octroi non compris*).

ART. 2. Les contrevenants seront passibles des peines édictées par les lois.

Paris, le 23 Février 1871.

JULES FERRY.

IMPRIMERIE NATIONALE, — Février 1871

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MUNICIPALITÉ DU 7^E ARRONDISSEMENT

APPEL AUX TRAVAILLEURS

CHERS CONGÉNÉREUX,

L'un des maux de la crise que nous venons de traverser, c'est l'interruption du travail et la nécessité, pour le travailleur, de recourir à l'assistance, pour l'Etat de la procurer.

Cette nécessité ne pèse pas moins lourdement sur l'un que sur l'autre.

Nos efforts doivent tendre à les en affranchir tous deux le plus promptement possible.

Dans ce but, nous faisons appel aux *Entrepreneurs*, aux *Industriels* et aux *Ouvriers*, pour nous renseigner sur le besoin qu'ils peuvent avoir les uns des autres et les mettre en rapport.

Deux registres seront ouverts à la Mairie, l'un pour recevoir les demandes des *Industriels* et des *Entrepreneurs*, l'autre, pour recevoir celles des *Ouvriers* et *Ouvrières*.

Puissions-nous transformer ainsi progressivement nos Comités d'assistance en Comités de travail, et contribuer ainsi à la réduction indéfinie de la première par le développement indéfini du second.

Paris, le 23 février 1871.

Les Adjoints,

MORTUS, DARGENT, BELLAIGUE.

Paris. — Imprimerie Amable Lavié, rue des Saussaies n. 10.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 13^e ARRONDISSEMENT.

MES CHERS ADMINISTRÉS,

Depuis le 11 février, j'ai écrit au Ministre de l'Intérieur pour le prier du pouvoir à mon remplacement, je peux donc être dans le cas de cesser d'être votre Maire, d'un jour à l'autre.

Je vous dois compte de la détermination que j'ai prise à ce sujet : C'était à mon lieu qu'Étienne Auco m'avait nommé en l'endemain de la Révolution de septembre ; c'est également sans l'avoir recherché, ni même désiré, que j'ai été élu par vous le 5 novembre. En septembre, je n'avais eu devoir marchandiser mon concours à la rennaissance de la République, malgré ce qu'avait d'embarrassant, pour celui qui en était l'objet, le choix, pour voter d'embarras, d'un homme qui n'y connaissait rien, et qui habitait près de Montmartre. En novembre, j'eus à me poser quelques questions : 1^{re} le mon non républicain les dix tiers au moins de nos frères expatriés ; 2^e la majorité des adjoints ne serait-elle pas révolutionnaire ; 3^e je me réservais le droit de ne me prêter au jeu à une hémulation qui risquait à être imposée à Paris par les chances de la guerre ; 4^e enfin, je me retirerais aussitôt la crise passée.

Aujourd'hui, les élections qui ont eu lieu, au commencement de février, m'autorisent à croire que la majorité n'est plus ce qu'elle était il y a quatre mois. Volontairement, ou sans s'en douter, elle semble s'être livrée au parti des *violents*, qui ne comprennent la liberté que comme un moyen d'imposer au pays tout entier les idées fixes ou les prétentions ambitieuses de quelques meneurs, et pour qui, en mesure beaucoup et travailler peu, est l'idéal qu'il se disent en mesure de réaliser au profit de l'ouvrier, s'il lui prête l'appui de ses bras pour monter à l'assaut du pouvoir.

Moi qui me suis toujours senti une sainte horreur pour toute violence et un mépris insurmontable pour toute dissimulation ; moi qui n'ai jamais eu de dévotion pour la Liberté qu'à la condition de la partager fraternellement avec tous, comme la source unique de toute vérité et de toute justice ; moi qui ne voit le salut du Peuple que dans l'instruction, le travail, les bonnes mœurs et l'esprit de Fraternité ;

des intrigants ou des imbéciles qui ne méritent pas d'être mentionnés — je me dette d'emporter la considération de tous les bien-pensants gens qui m'ont connu, car j'ai respecté toutes les opinions sincères, protégé tous les intérêts légitimes, recherché et soulagé, autant que j'ai pu, toutes les souffrances innuérables ou non.

Si, au milieu de demandes pas toujours fondées, de prétentions souvent déraisonnables, d'occupations ridicules ; si, au milieu des excitations d'un travail sans relâche, qui ne comportait jamais un instant de recueillement, il m'est arrivé d'agir avec trop de précipitation ou même de blesser quelqu'un par des paroles trop échauffées, je demande sincèrement pardon. On a beau être dévoué à la Liberté, on est bonhomme et de même qu'à tous ceux qui sont sincères je pardonne sans réserve leurs erreurs, au besoin même quelques fautes graves, j'espère que quelques mouvements d'impatience ou d'orgueil, après de ceux qui ont été témoins de ma complète bonne volonté et de ma sollicitude constante pour le bien général.

Laissez-moi terminer en vous exprimant mes craintes que six mois d'oisiveté ne vous aient donné des habitudes qui seraient funestes à vous et à vos familles, si vous ne vous hâtez pas de faire les efforts les plus soutenus pour vous en guérir radicalement.

Peut-être êtes-vous devenus de bons soldats. — je n'en sais rien, ayant toujours eu, pour les choses militaires, assez peu d'aptitude pour ne voir, dans toute guerre, qu'un acte abominable de pure sauvagerie — mais ce que je sais, de science certaine, c'est que vous n'êtes pas sans avoir pris goût à la fraternité, que vous êtes devenus joueurs, trop enclins à la boisson et même un peu au « chapardage, sans parler du reste. Ceux qui s'attribuent le monopole de votre amitié n'auront garde de vous reprocher ces défaillances ; ils trouvent même moyen de vous en louer, à l'occasion. Moi qui vous aime d'autant plus sincèrement que je n'ai rien à attendre de vous, je crois de mon devoir de vous avertir que, si les circonstances au milieu desquelles les six derniers mois se sont écoulés peuvent excuser les habitudes regrettables dont je parle, ces habitudes n'en sont pas moins des vices capables de rabaisser le citoyen au niveau de

moi, enfin, qui suis convaincu que la doctrine qu'on vous prêche et que vous écoutez avec trop de crédulité, n'est qu'une erreur grossière ou la plus coupable des tromperies, je ne suis évidemment plus l'homme de la majesté qui a cours pour le moment. Or, par cela même que j'aime sincèrement la Liberté, je n'ai garde de penser à servir cette majorité malgré elle, lorsqu'il s'agit de servir le supérieur et la commande de la faïence, dans son propre intérêt.

J'aurais donc toute raison de me retirer aujourd'hui, sans que personne ait pu reprocher de manquer, soit à mes engagements, soit à mon devoir de bon citoyen. C'est pourquoi je ne me ferai pas scrupule de reprendre ma liberté.

Pendant les quatre mois que j'ai eu l'honneur d'administrer votre arrondissement, je n'ai rien négligé pour mériter, de vos loix, ce titre de bon citoyen, qui m'est cher par dessus tout. J'ai donc à tous les nouveaux devoirs la totalité de mon temps; j'ai dû de réunir toutes les bonnes volontés, sans distinction d'opinion politique ou religieuse, pour les faire concourir au bien public et surtout au service de ceux qui souffrent le plus des figures du siècle; j'ai toujours eu à cœur de faire attendre personnellement d'écouter tout le monde, d'être juste, équitable et même indulgent pour tous; enfin, s'il m'a pas été donné de faire tout le bien que j'aurais voulu, j'ai toujours agi avec empressement tout moyen qui s'est présenté d'y parvenir. Mais je ne me dissimule pas que les résultats n'ont jamais répondu complètement à mes desirs.

La seule satisfaction complète qui me restera de l'humble dictature — dictature laborieuse, dévouée et sincèrement libérale — que j'ai exercée pendant quatre mois, sous les yeux de tous, c'est la satisfaction d'avoir pu vous servir gratuitement, de montrer à ne rien prendre à notre pauvre pays, pendant que l'ennemi le devrait avec cette avidité révoltante que vous savez.

Cette satisfaction ajoutée à une conscience qui est habituée à se maintenir soigneusement, en toute circonstance, au-dessus de toute attitude sérieuse, m'aidera à rentrer dans la vie privée sans regrets, au milieu des calamités publiques qui nous accablent.

Mais je ne veux pas vous quitter sans un dernier mot d'entretien avec vous.

Je commencerai par vous dire que, bien que je n'aie pas brigué l'honneur de vous administrer, je suis heureux et fier d'en avoir été jugé digne pour les temps difficiles que nous venons de passer ensemble.

L'espère que, malgré les dissidences d'opinion très-nettes qui me séparent des républicains, des royalistes, des bonapartistes, d'une part, et d'autre part, des révolutionnaires de droit divin et de la partie matérialiste des socialistes — sans rien dire des maniaques,

l'œdipe.

Soyez bien convaincu que, si vous ne vous appliquez pas à les extirper bientôt par un généreux effort, ces vices suffiront pour mettre en obstacle insurmontable à toute amélioration de votre sort.

Il faut que le résolu, la bravoure, le dévouement, — je voudrais pouvoir dire la discipline, — que vous n'avez malheureusement pas en occasion de déployer assez souvent contre les Prussiens, soient employés par vous à vous refaire de fond en comble, pour devenir laborieux, sobres, économes, pour respecter les femmes, prendre goût à la vie de famille et surtout pour vous habituer à commander comme le premier des devoirs d'hommes qui veulent vivre en société, le devoir de s'aimer et de s'aider les uns les autres.

Il faut que le bourgeois se fasse aimer de l'ouvrier et se préoccupe de l'aider à s'élever sans cesse de plus en plus, moralement aussi bien que matériellement; il faut que l'ouvrier ne craigne pas d'aimer le bourgeois et de le servir consciencieusement, en attendant qu'il devienne bourgeois lui-même par son instruction, son travail et son économie. Il faut, en un mot, qu'au lieu du penser à s'exploiter les uns les autres, on à s'entre-détruire, les hommes en viennent enfin à s'aimer sincèrement, conformément à la sainte recommandation du saint révolutionnaire qui n'a jamais eu l'idée d'exterminer ceux qui ne pensaient pas comme lui.

Après l'instruction, le travail et les bonnes mœurs — sans lesquelles aucune amélioration sérieuse et durable n'est possible — c'est certainement la fraternité qui est le moyen le plus infaillible de réaliser les desirs d'améliorations sociales que vous avez bien raison de nourrir au fond de vos cœurs. Et ces desirs légitimes, c'est en effet la République qui seule est capable de leur un jour par leur donner satisfaction; mais, croyez-en un vieux Républicain déintéressé et d'abord docteur sans commun, c'est seulement la République de tout le monde — c'est-à-dire la seule vraie République — qui peut parvenir à réaliser ces nobles espérances, et non pas la République étroite, jalouse, barguense et violente de ces hommes, plus broyants et audacieux que nombreux, qui se proclament vos seuls amis, mais qui, je le crains, pensent plus à se servir de vous qu'à vous servir.

Moi qui n'ai pas d'autres prétentions ici, que de remplir une dernière fois, à votre égard, mes devoirs de Maire, en essayant de vous donner quelques bons conseils, je vous serre cordialement la main, à vous, en témoignage de l'affection que je conserverai toujours pour mes anciens administrés.

25 février 1871.

Le Maire du 13^e Arrondissement,

PERNOLET.

République Française

MAIRIE DU 1^{er} ARRONDISSEMENT

RÉORGANISATION DU TRAVAIL

Dans la transition difficile que nous traversons, il est nécessaire d'unir tous les efforts pour faire renaitre le travail, seul fondement de la paix et de la moralité publique. Dans ce but, il faut que tout le monde rivalise, Patrons et Ouvriers, pour rentrer le plus vite possible dans cette voie féconde. Il est du devoir des Municipalités de favoriser, d'encourager ce grand mouvement.

C'est dans ce sentiment que la Municipalité du 1^{er} Arrondissement ouvre dès à présent, dans une salle de la Mairie, un Bureau spécial, dit **BUREAU DU TRAVAIL**. Ce bureau est chargé de recevoir les déclarations des Patrons, dans toutes les branches du commerce, de l'industrie et des affaires, qui feront connaître les emplois dont ils peuvent disposer et les conditions dans lesquelles ils offrent ces emplois. De leur côté les Ouvriers et Employés s'inscriront pour le genre de travail qu'ils sollicitent. Ces doubles listes seront à la disposition constante des intéressés.

Le Bureau pourra servir d'intermédiaire entre les Patrons et les Ouvriers qui le désireront, soit pour fournir des renseignements, soit pour aplanir les difficultés qui arrêtaient le placement des Ouvriers et Employés. Le Bureau, assisté d'une Commission, recherchera pour l'avenir les meilleures conditions pour activer la reprise du travail; il recevra avec reconnaissance et examinera les propositions qui lui seraient soumises à ce sujet.

La Municipalité n'hésite pas à penser que les habitants du 1^{er} Arrondissement, qui ont donné tant de preuves de leur dévouement et de leur esprit de sacrifice pendant la guerre, voudront bien s'associer à l'œuvre nouvelle que la paix impose à tous et qui renferme l'avenir du pays.

Les Adjoints :

ADOLPHE ADAM
JULES MÉLINE

P. S. — Le Bureau sera ouvert tous les jours, de 1 heure à 5 heures.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Les préliminaires de paix viennent d'être signés aujourd'hui. Ils seront soumis au vote de l'Assemblée nationale.

Un nouvel armistice de quinze jours fait cesser, dès à présent, les contributions et les réquisitions de guerre que chaque jour aggravait.

Malgré tous les efforts, il n'a pas été possible d'empêcher l'entrée, dans certains quartiers de Paris, d'une partie de l'armée allemande.

Nous n'avons pas besoin de dire les sentiments que fait naître en nous cette épreuve que le Gouvernement aurait voulu épargner à la ville de Paris. Les négociateurs allemands avaient proposé de renoncer à toute entrée dans Paris si l'importante place de Belfort leur était concédée définitivement. Il leur a été répondu que si Paris pouvait être consolé dans sa souffrance, c'était par la pensée que cette souffrance valait au pays la restitution d'un de ses boulevards tant de fois et naguère encore illustré par la résistance de nos soldats.

Nous faisons donc appel au patriotisme des habitants de Paris en les conjurant de rester calmes et unis. La dignité dans le malheur est à la fois l'honneur et la force de ceux que la fortune a trahis; elle doit être aussi leur espérance d'un meilleur avenir.

Paris, le 26 février 1871.

Le Ministre de l'Intérieur,
ERNEST PICARD.

AUX
QUATRE CENT MILLE
GARDES NATIONAUX
DE PARIS

Citoyens,

« Il n'y a plus de place entre l'Enclume et le Marteau, la bête hargneuse (la France) n'a plus qu'un coup à recevoir, le coup du lapin. » (Paroles de Bismark).
Voulez-vous être dépouillés comme un vil gibier ?

Qui ne dit rien consent.

Les Romains se voulaient eux dieux infernaux pour le salut de la Patrie; nous Parisiens, nous vouerons-nous au dieu du déshonneur pour la tranquillité de tout le monde ?

Qui ne dit rien consent.

Le Nabuchodonosor prussien s'apprête à parader devant nos femmes, nos filles, nos fiancées.

Son Eunuque Bismark, pour que la noce soit complète, lui a fait obtenir une allocation allemande de plus d'un milliard comme n Vance sur la carte que nous aurons à payer pour cette immense orgie.

Laisserons-nous les Prussiens violer notre domicile ?

Qui ne dit rien consent.

Citoyens,

On n'a pas encore osé nous désarmer, qui donc l'oserait ? Personne ; car celui qui voudrait nous arracher notre fusil le recevrait en pleine poitrine.

Citoyens,

Jurons et le temps presse, que, si les Prussiens voulaient nous cracher à la face en entrant dans Paris, nous fêrions enfin preuve du courage qui a semblé nous animer pendant plus de quatre mois.

Jurons donc de les combattre jusqu'à la mort plutôt que de subir la dernière humiliation, — le coup de pied de l'âne, — car enfin, et nous devrions le savoir, quelque battu que l'on soit, il y a toujours des limites à la honte.

Capitaine BRETTE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

AVIS.

Paris, le 26 février 1871.

L'entrée des troupes allemandes a été réglée entre l'autorité militaire française et l'autorité militaire allemande. Cette entrée aura lieu mercredi 1^{er} mars, à 10 heures du matin. L'armée allemande occupera l'espace compris entre la Seine et la rue du Faubourg-Saint-Honoré, à partir de la place de la Concorde jusqu'au quartier des Ternes. L'effectif des troupes introduites ne dépassera pas trente mille hommes. L'évacuation aura lieu immédiatement après la ratification des préliminaires par l'Assemblée nationale.

La Commission nommée par la Chambre pour assister les négociateurs part demain pour Bordeaux; la discussion commencera de suite. L'armée allemande pourvoira elle-même à sa subsistance et ne fera aucune réquisition. Les soldats seront, autant que possible, logés dans les bâtiments de l'État. L'armée française occupera la rive gauche de la Seine. Nul ne pourra se présenter en armes ni en uniforme sur le terrain occupé par l'armée allemande.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

1^{re} ARMÉE. — ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL.

GARDE NATIONALE DE LA SEINE.

ORDRE DU JOUR.

Le rappel a été battu cette nuit sans ordres.

Quelques bataillons, la plupart trompés, ont pris les armes et ont servi, à leur insu, de coupables desseins.

Il n'en est pas moins constant que l'immense majorité de la Garde nationale résiste à ces excitations et qu'elle a compris les devoirs imposés en ce moment à tout bon citoyen, à tout Français digne de ce nom.

Le Gouvernement lui confie donc sans hésitation la garde de la Cité ; il compte sur son dévouement, sur son intelligence, pour maintenir dans ses quartiers un ordre scrupuleux dont elle comprend plus que jamais la nécessité. La moindre agitation peut fournir des prétextes et amener d'irréparables malheurs. La Garde nationale aidera ainsi la Ville de Paris à traverser une crise douloureuse, et elle la préservera de périls que le calme et la dignité peuvent seuls conjurer. Les auteurs des désordres seront recherchés activement et mis dans l'impuissance de nuire.

Le Gouvernement s'est adressé à la population tout entière, et il lui a fait connaître la situation générale.

Le Général commandant supérieur fait appel à la Garde nationale, et, au nom des intérêts les plus sacrés de Paris et de la France, il attend d'elle un concours actif, dévoué et patriotique.

Paris, le 27 février 1871.

*Le Général commandant en chef la Garde nationale
et l'Armée de Paris,*

VINOY.

Pour ampliation :

Le Colonel Chef d'état-major de la Garde nationale par intérim,

CASTÉJA.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Aux Habitants de Paris.

Le Gouvernement fait appel à votre patriotisme et à votre sagesse; vous avez dans les mains le sort de Paris et de la France elle-même. Il dépend de vous de les sauver ou de les perdre.

Après une résistance héroïque, la faim vous a contraints de livrer vos forts à l'ennemi victorieux. Les armées qui pouvaient venir à votre secours ont été rejetées derrière la Loire. Ces faits incontestables ont obligé le Gouvernement et l'Assemblée nationale à ouvrir des négociations de paix.

Pendant six jours vos négociateurs ont disputé le terrain pied à pied. Ils ont fait tout ce qui était humainement possible pour obtenir les conditions les moins dommageables; ils ont signé des préliminaires de paix qui vont être soumis à l'Assemblée nationale.

Pendant le temps nécessaire à l'examen et à la discussion de ces préliminaires, les hostilités auraient recommencé et le sang aurait inutilement coulé, sans une prolongation d'armistice. Cette prolongation n'a pu être obtenue qu'à la condition d'une occupation partielle et très-momentanée d'un quartier de Paris. Cette occupation sera limitée au quartier des Champs-Élysées. Il ne pourra entrer dans Paris que trente mille hommes, et ils devront se retirer dès que les préliminaires de paix auront été ratifiés, ce qui ne peut exiger qu'un petit nombre de jours.

Si cette convention n'était pas respectée, l'armistice serait rompu. L'ennemi, déjà maître des forts, occuperait de vive force la Cité tout entière. Vos propriétés, vos chefs-d'œuvre, vos monuments, garantis aujourd'hui par la convention, cesseraient de l'être. Ce malheur atteindrait toute la France. Les affreux ravages de la guerre, qui n'ont pas encore dépassé la Loire, s'étendraient jusqu'aux Pyrénées.

Il est donc absolument vrai de dire qu'il s'agit du salut de Paris et de la France. N'imitiez pas la faute de ceux qui n'ont pas voulu nous croire lorsque, il y a huit mois, nous les adjurons de ne pas entreprendre une guerre qui devait être si funeste !

L'armée française, qui a défendu Paris avec tant de courage, occupera la gauche de la Seine pour assurer la loyale exécution du nouvel armistice. C'est à la Garde nationale à s'unir à elle pour maintenir l'ordre dans le reste de la Cité. Que tous les bons citoyens qui se sont honorés à sa tête et se sont montrés si braves devant l'ennemi, reprennent leur ascendant, et cette cruelle situation d'aujourd'hui se terminera par la paix et le retour de la prospérité publique.

Paris, le 27 Février 1871.

A. THIERS, *Chef du Pouvoir exécutif de la République française*; JULES FAYRE,
Ministre des Affaires étrangères; ERNEST PICARD, *Ministre de l'Intérieur*.

Parisiens!

L'ennemi va entrer dans Paris!

Qu'il trouve fermés tous les Edifices publics, les Théâtres, les Restaurants, les Cafés et même nos maisons.

Que chacun de nous s'enferme dans sa demeure; que les rues restent complètement désertes. Faisons le vide autour de l'Etranger, et que ce soit en ce moment notre seule protestation.

Unis dans cette attitude calme et digne, nous serons certains de déjouer toutes les menées, et nous aurons droit au respect de l'Europe qui a les yeux fixés sur nous.

Imprimerie V^e POITEVIN et C^e, rue Damiette, 2 et 4.

E. RENIER, rue d'Aboukir, 3.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.



MAIRIE DE PARIS.



AVIS.

Les habitants de Paris qui logent en ce moment des militaires sont prévenus que l'effet des billets de logement expirant au 1^{er} Mars est prorogé de quelques jours.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

COMITÉ CENTRAL DE LA GARDE NATIONALE

CITOYENS,

Le sentiment général de la population paraît être de ne pas s'opposer à l'entrée des Prussiens dans Paris. Le Comité central, qui avait émis un avis contraire, déclare qu'il se rallie à la résolution suivante :

Il sera établi, tout autour des quartiers que doit occuper l'ennemi, une série de barrières propres à isoler complètement cette partie de la ville. Les habitants de la région circonscrite dans ces limites devront l'évacuer immédiatement.

La Garde Nationale, de concert avec l'armée formée en cordon tout autour, veillera à ce que l'ennemi, ainsi isolé sur un sol qui ne sera plus notre ville, ne puisse en aucune façon communiquer avec les parties retranchées de Paris.

Le Comité central engage donc toute la Garde Nationale à prêter son concours à l'exécution des mesures nécessaires pour arriver à ce but et à éviter toute agression qui serait le renversement immédiat de la République.

Fait à Paris, le 28 Février 1871.

LES MEMBRES DE LA COMMISSION :

André ALAYOINE, A. BOUIT, FRONTIER, BOURSIER, DAVID, BOISSON, HAROUD, GRITZ, TESSIER, RAMEL, BADOIS, ARNOLD, PICONEL, AUDOYNAU, MASSON, WEBERT, LAGARDE, Jean LAROCQUE, Jules BÉRGERET, POUCHAIN, LAVALLETTE, FLEURY, MALJOURNAT, CHOUTEAU, CADAZE, GASTAUD, DUTIL, MATTIE, MUTIN.

VILLE DE SAINT-DENIS.

VOITURES DE PLACE

TARIF

COURSES :

DANS LA VILLE.

1 et 2 personnes	1 fr. »
3 personnes.	1 50
4 personnes et plus.	2 »
Chaque colis payera 25 cent.	

HORS LA VILLE.

Epinay, le Bourget, Fort d'Aubervilliers.

1 et 2 personnes, <i>aller et retour</i>	5 fr. »
3 et 4 personnes. »	8 »

Argenteuil, Sannois, Enghien, Soisy, Montmorency; — Villiers-le-Bel,
Gonesse, Ecouen; — Romainville, Rosny.

1 et 2 personnes, <i>aller et retour</i>	7 fr. »
3 et 4 personnes, »	10 »

HEURES :

1/2 heure, pour 1 et 2 personnes.	1 fr. 50
» pour 3 et 4 personnes.	2 »
1 heure, pour 1 et 2 personnes.	3 »
» pour 3 et 4 personnes.	4 »

Par ordre des Autorités prussiennes, ceux qui ne voudront pas se conformer à ce tarif, seront punis d'une amende de 25 à 50 francs.

NOTA. — La Course comprend un séjour de 3 heures dans le pays indiqué, sans augmentation de prix.

Passé ce temps, chaque heure en plus se payera 1 fr.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, !!!...

MAIRIE DU XI^{ME} ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Ils étaient déjà nos maîtres par la possession de nos forts, que l'insuffisance des chefs, puis la famine leur ont livrés; il leur plait d'entrer en vainqueurs dans Paris.

Il leur plait d'occuper nos maisons, de défilér sur nos avenues, musique en tête, drapeau au vent.

Il leur plait, tandis que l'univers regarde libêté, d'avilir par la pompe de leur triomphe la capitale de la République.

Quand la *force grime le droit*, malheur aux vaincus!

Et cependant le premier bégaïement de la République de 1848 avait cité : « Pacte fraternel avec l'Allemagne » et l'assassin de Décembre n'avait pas pris ses quartiers d'hiver à Wilhelmshöhe, que déjà nous tendions à nos adversaires malgré nous, nos mains pacifiques et fraternelles.

Mais les bataillons de Guillaume se sont rués sur nous, ravageant nos campagnes, détruisant nos villes, n'entendant que le cri de leur empereur : *En guerre!* en guerre!

CITOYENS ET CITOYENNES,

Soyez calmes dans ces jours à jamais néfastes, ne compromettez pas l'existence de nos frères des quartiers envahis et l'avenir de la République par d'impulsifs efforts. Tandis que la vie sera comme suspendue dans la Cité en deuil, restez dans vos demeures closes, et songez où nous ont conduits vingt années de monarchie et d'oubli de nos droits.

Et vous, fils de Schiller et de Goethe, de Schelling et de Hegel, contemporains des Jacobi, des Vogt et des républicains du Sud, vous à qui la victoire morale échappe, attendez... *Le Bûle* n'est pas mort!

VIVE LA REPUBLIQUE!

Le 28 Février 1871.

Les Adjoints, BLANCHON, POIRIER. Le Maire, JULES MOTTU.

Paris. — Imprimerie MORIS père et fils, rue Amelot, 64.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE PARIS

MAIRIES

DES 8^e, 16^e ET 17^e ARRONDISSEMENTS.

L'occupation des troupes allemandes devant avoir lieu dans une partie relativement restreinte de la Ville de Paris, il n'a pas été possible de les loger exclusivement dans des bâtiments publics ou dans des établissements commerciaux et industriels. La municipalité n'a pu, malgré les plus grands efforts, éviter aux habitants une occupation partielle.

Elle fait appel à la sagesse et au patriotisme de la population pour supporter avec calme et dignité cette nouvelle épreuve.

Paris, le 1^{er} mars 1871.

*Pour le Maire,
du 8^e arrondissement,
DENORMANDIE.*

*Pour le Maire
du 16^e arrondissement,
SEVRE.*

*Le Maire
du 17^e arrondissement,
F. FAVRE.*

*Le Maire de Paris,
JULES FERRY.*

ASSOCIATION INTERNATIONALE

DES TRAVAILLEURS

CITOYENS,

C'est avec un profond sentiment de douleur que nous voyons ici l'avenir de la Société internationale des travailleurs compromis par la façon d'agir d'un certain nombre de ses membres. Bien ne saurait nous être plus préjudiciable que cette apparition spontanée, mais stérile, d'hommes qui, sous le voile de notre Société, prétendent arriver aux premières places de la République.

Beaucoup de ces hommes nous sont presque inconnus, étant parmi nous les ouvriers de la dernière heure; d'autres ont des personnalités honorables et bien connues.

Malheureusement, si c'est pour nous un succès de voir arriver nos frères à représenter la classe ouvrière au Parlement français, il est pénible d'avouer que bien peu d'entre les associés de la branche française prennent au sérieux le rôle si beau, si digne, si plein d'avenir de la Société internationale. Même au moment où leur pays

succombe, que les Français prennent exemple sur leurs frères d'Allemagne. Comme vous, ils sont persécutés, emprisonnés, mis hors la loi.

Cependant, ils ne cherchent point leur force dans l'épée. C'est par la persécution, par l'emprisonnement de Jacoby, Diebneck et tant d'autres, que la Société a grandi et s'est fortifiée, grande de l'estime de tous, voire même de ses bourreaux. Dites-le bien à tous les ouvriers français : notre force est dans l'observation des lois jusqu'au jour où le poids de l'ignorance, joint au poids des injustices et des persécutions de la société entière, fera pencher la balance en notre faveur. Jusque-là, restons unis et calmes, et, placés au-dessus des mesquines et petites rivalités des peuples, jetons les fondements indestructibles de la fraternité universelle des travailleurs et des déshérités de la Société.

MARX KARL

Londres, 28 février 1871.

PARIS. — J. CLAYE, IMPRIMEUR, 7, RUE SAINT-DENOT. — (99)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

Le Gouvernement a reçu les deux dépêches suivantes, datées de Bordeaux.

JULES SIMON à JULES FAVRE.

1^{er} mars, 6 heures 5 minutes, soir.

On commence le vote au scrutin. Dans quelques minutes, je vous enverrai le résultat, qui n'est pas douteux ; M. Conti ayant paru à la tribune pour justifier l'ex-empereur, il s'en est suivi un grand tumulte. L'incident a été clos par un ordre du jour déclarant que le suffrage universel a consacré la déchéance de l'Empire. M. Thiers avait répondu à M. Conti en quelques mots courroucés qui ont été couverts d'acclamations.

Toute l'Assemblée s'est levée pour l'ordre du jour cinq membres seulement à la contre épreuve. La discussion qui a suivi a été calme.

Victor Hugo, Quinet, Louis Blanc ont prononcé des discours élevés ; Vacherot et Changarnier ont ému l'Assemblée en soutenant avec noblesse la thèse contraire.

M. Thiers, à un moment, n'a pu retenir ses larmes ; il arrache l'admiration même de ses adversaires.

Je ferai partir un messenger à la minute même où j'aurai le procès-verbal. La tristesse ici est profonde, autant au moins chez ceux qui ~~satisfont~~ ^{souffrent} que chez ceux qui protestent.

7 heures 35 minutes, soir.

Pour la ratification, 546 voix ; contre, 107.

L'Assemblée nationale a ratifié les préliminaires de paix.

Le Ministre des Affaires étrangères se rendra demain matin, jeudi 2 mars, à Versailles, pour demander l'évacuation immédiate des troupes allemandes, en vertu de l'art. 3 des préliminaires.

Pour copie conforme :
Le Ministre de l'Intérieur,
ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU XIII^e ARRONDISSEMENT.

CITOYENS,

La démission de deux de nos collègues laisse peser sur nous toute la responsabilité de l'Administration. Cette responsabilité, aggravée par les circonstances douloureuses de la situation présente, nous l'acceptons tout entière; nous ne voulons pas abandonner notre poste au moment du danger.

Mais, pour faciliter notre tâche et la rendre plus efficace, nous avons besoin de compter sur le concours et le dévouement de tous. — Que chacun garde l'attitude calme et digne qui convient à de bons citoyens trahis par les événements. — Ne nous laissons pas plus aller au découragement qu'en- traîner par des excitations malveillantes.

La République n'est pas morte, quoi qu'on en dise; si elle se voit un instant d'un crêpe funèbre, elle sortira plus forte de ses épreuves pour appeler à la liberté l'humanité tout entière.

Paris, le 1^{er} mars 1871.

LES ADJOINTS :

F. COMBES, Léo MELLIER.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Egalité, Fraternité.

MAIRIE

DU 3^E ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Rien n'a pu nous épargner la suprême expiation !

Il faut nous souvenir que sur les ruines de notre orgueil notre honneur est resté sauf; il faut en garder jusqu'au bout toute la dignité.

Nous avons amené notre ennemi à reconnaître notre courage, à respecter notre malheur : que le stoïcisme de notre résignation le force à honorer la grandeur de notre défaite.

Citoyens, évitons le contact de l'étranger.

Que notre attitude conjure toute provocation ; qu'aucun prétexte ne soit donné à aucun conflit.

Songez que la France n'est pas morte, ne compromettez pas l'avenir.

Vive la République !

Le Maire,

BONVALET

MURAT, Adjoint.

Paris. — Imp. J. NICOL et Cie, succ. passage du Caire, 56.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

24 Février.

AUX HABITANTS DE PARIS

Que demain, Mercredi 1^{er} Mars, chaque Citoyen, vraiment digne de ce nom, s'impose de rester chez lui, de sorte que l'ennemi ne puisse faire son entrée si peu glorieuse dans la Capitale, qu'au milieu d'un morne silence. Et le silence, qui est la grande dignité du malheur est aussi, comme on l'a dit, la leçon des rois !

Sachons avoir le respect de nous-mêmes, et montrer, jusque dans nos malheurs, une âme justement fière ! Que durant ce jour, à jamais néfaste, le Vile se taise donc dans la cité ; que la Bourse cloigne, que tous les journaux suspendent leur publication ; que les rues désertes et toutes persiennes closes, témoignent de notre deuil national ; et donnons ainsi à ces champions de la famille la seule pompe digne d'eux, dans cet honneur solennel d'une tristesse toute patriotique. Ce sera une grande protestation, vraiment digne, inépuisable d'allégresse, d'un ressentiment légitime et profond, qui dédaigne de se plaindre, mais promet et assurera la vengeance.

L'avenir est dans le sein de Dieu, le seul souverain maître de toutes choses, et les rôles bientôt peuvent changer ! Que le souvenir de la Prusse elle-même après *Jena*, si humiliée et complètement défaite, nous serve de leçon et d'exemple ! Le vrai patriotisme est fort, il est patient, il sait immoler tout à l'intérêt suprême, qui est le salut commun. Il y va de la vie de la France ! Surtoit. Amis, ne l'oublions point, ce n'est pas une paix qui vient d'être signée, ce n'est qu'une trêve, et une simple suspension d'armes, si nous le voulons et saurons nous unir. Confiance donc, espérance, courage et dignité sans faiblesse dans les épreuves si douloureuses de la Patrie.

DES CITOYENS AMIS SINCÈRES DE LEUR PAYS.

Paris. — Imp. L. F. VAILLANT, passage du Caire, 57.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

Mairie de Toulouse

ARRÊTÉ

CONCERNANT

LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Le MAIRE de Toulouse,

Vu les lois des 16-24 août 1790,
19-22 juillet 1791 et 18 juillet 1837 ;

Vu l'art. 471, n° 15, du Code pénal ;

Attendu que, dans la situation
douloureuse où se trouve la France,
il est du devoir de tous les citoyens
de partager le deuil de la patrie ;

Attendu, en conséquence, que
l'ouverture de certains établissements
publics est un scandale pour notre
recueillement et une insulte de plus
faite à notre orgueil national et à
notre patriotisme,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER

Les théâtres, bals, concerts ou
cafés-chantants sont suspendus et
interdits jusqu'à nouvel ordre.

ART. 3.

M. le directeur de la sûreté pu-
blique est chargé d'assurer l'exécu-
tion du présent arrêté.

Fait à Toulouse, au Capitole, le 2 Mars 1871.

Le Maire,

L. CASTELBOU

VU ET APPROUVÉ.

Toulouse, le 2 Mars 1871.

Le Préfet,

A. DUPORTAL.

Toulouse. — Impr. DUPIN, rue de la Pomme, 28.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.

L'armée allemande a évacué ce matin à 11 heures les quartiers où elle avait pénétré. Pendant son séjour la tenue de Paris a été au-dessus de tout éloge; partout, les lieux publics, les établissements industriels, les magasins des commerçants se sont fermés spontanément. Des cordons de ligne et de garde nationale, soigneusement disposés, ont formé, entre les troupes allemandes et la population, des frontières provisoires qu'ils ont fait respecter.

Les occupants, laissés à eux-mêmes, ont pu comprendre que, si le droit succombe parfois devant la force, il n'est pas si facile de dompter les âmes, et que la fortune de la guerre ne domine pas seule le monde.

Nous devons un juste tribut de reconnaissance aux habitants des arrondissements qui ont supporté la présence de l'étranger; ils ont racheté leurs concitoyens et préservé la Cité de malheurs imminents.

Les Municipalités du 8^e, du 16^e et du 17^e arrondissement ont fait leur devoir avec autant de zèle que d'abnégation. Paris n'aura jamais assez de respect pour ces magistrats dévoués qu'il trouve auprès de lui à toutes les heures de danger et de douleur.

Le Gouvernement de la République les remercie. Il comptera toujours sur eux, comme il compte sur la population, pour que Paris reste une des premières villes du monde.

Paris, le 3 mars 1871.

Le Ministre de l'Intérieur,
ERNEST PICARD.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

Armée Auxiliaire
CORPS DE L'ÉTOILE

Ordre du Jour

Officiers et soldats du Corps de l'Étoile,

L'Assemblée nationale a accepté la paix — elle a dû obéir à des nécessités impérieuses — nous n'avons pas à la juger.

Volontaires de la liberté, Alsaciens, Polonais, Hongrois, Italiens, Espagnols, Grècs, Roumains, Américains, appelés par les malheurs d'un peuple frère, pour la défense du sol Français, votre mission est suspendue.

Engagés pour la durée de la guerre, nous avons hâte de retourner dans nos pénates; nous rentrons, mais c'est avec le cœur navré; car nous sentons que la ruine de ce pays est une halte pour le progrès. Puisse la France se relever bientôt par le recouvrement et un travail sérieux de réorganisation — puissent les nations de l'Europe, oubliant ce rêve sanglant, se donner prochainement la main dans une libre et fraternelle fédération !

En déposant les armes, que nous portions pour la légitime défense des droits du plus faible et pour le triomphe de la liberté, nous ne cessons point d'être militaires de la démocratie. Que chacun de nous devienne, au milieu de ses compatriotes, un foyer, la pierre qui vient frapper la surface d'une eau tranquille, la goutte d'huile qui pénètre et s'étend — et si l'abus de la force devait appeler nos frères à une nouvelle lutte suprême, nous nous retrouverons et nous ne serons plus quelques milliers, mais chacun de nous pourra s'appeler Légion : les nombreuses adresses que nous avons reçues des pays les plus éloignés m'en donnent la certitude.

Le Gouvernement a pourvu à vos besoins; il me charge de vous remercier de votre dévouement. Les représentants des populations, qui vous ont eu au milieu d'elles, les municipalités de Lyon et des Basses-Alpes, nous adressent des témoignages d'estime et d'affection — nous les remercions de tout l'élan de notre cœur — aux quelques impuissants qui ont essayé d'annuler nos efforts nous aimons à accorder la pitié et l'oubli.

Vive la République! Vive la France et les États-Unis de l'Europe!

ET AU REVOIR!

Sisteron, le 3 mars 1871.

VOTRE GÉNÉRAL ET VOTRE ANI,
L. FRAPOLLI.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE DE LYON

Le Conseil municipal,

Vu sa délibération en date du 24 septembre 1870 et l'affiche relative au drapeau rouge de la Commune de Lyon, apposée le même jour sur les murs de la ville;

Vu l'acceptation des préliminaires de paix par l'Assemblée réunie à Bordeaux;

Considérant que le sacrifice et l'humiliation qu'il s'agissait d'épargner à la France sont maintenant consommés et que les patriotiques espérances dont le drapeau rouge était l'emblème, se trouvent, par le fait du traité de paix, ajournées à des temps meilleurs;

Considérant, d'ailleurs, qu'il est bon de faire disparaître tout ce qui peut être encore, à un titre quelconque, une cause de division entre tous ceux qui veulent sincèrement la République;

DÉLIBÈRE :

ARTICLE 1^{er}. Le fier drapeau de la patrie en danger et de la résistance à outrance ne survivra pas à l'humiliation de la France; le drapeau rouge de la Commune de Lyon cessera de flotter sur le dôme de l'Hôtel-de-Ville, à partir du 3 mars 1871.

ART. 2. Le drapeau noir sera hissé pendant trois jours au balcon de l'Hôtel-de-Ville, en signe de deuil de la patrie mutilée,

Lyon, le 3 Mars 1871.

Le Maire de Lyon,

HÉNON.

Liberté, Égalité, Fraternité.

DÉCHÉANCE

DE

NAPOLÉON III & DE SA DYNASTIE

CONFIRMÉE

Par l'Assemblée nationale.

Bordeaux, 2 mars 1871.

M. Jules Simon, ministre de l'Intérieur par intérim, à MM. les Préfets :

Faites imprimer et afficher la dépêche suivante dans toutes les communes de votre département.

A la séance du 1^{er} mars, un député ayant essayé de défendre le gouvernement impérial, a provoqué une vive agitation dans la salle. — Un grand nombre de membres ont proposé et l'Assemblée a adopté avec acclamations l'ordre du jour dont la teneur suit :

« L'Assemblée nationale clôt l'incident et dans les circonstances douloureuses que traverse la Patrie, en face de protestations et de réserves inattendues, CONFIRME LA DÉCHÉANCE DE NAPOLÉON III ET DE SA DYNASTIE déjà prononcée par le suffrage universel et LE DÉCLARE RESPONSABLE DE LA RUINE, DE L'INVASION ET DU DÉMEMBREMENT DE LA FRANCE. »

Six députés seulement se sont levés à la contre-épreuve.

Pour copie conforme :

Le Préfet de l'Orne,

Antonin DUBOST.

Argentan. — Imp. typ. et lith. M^e CIGNANT.

EN VENTE SAMEDI 4 MARS
A 4 HEURES

LE BIEN PUBLIC

Journal politique quotidien

RÉDACTEUR EN CHEF :

H. VRIGNAULT

Ancien Rédacteur en chef de la *LIBERTÉ*

BUREAUX DU JOURNAL : 5, RUE COQ-HÉRON

PRIX DU NUMÉRO : **10** CENTIMES

Paris. — Imprimerie Dubuisson et C^e, rue Coq-Héron.

POUR REPARAITRE MERCREDI 8 MARS, A 5 HEURES DU SOIR

Le journal

L'HOMME

ORGANE POLITIQUE ET QUOTIDIEN DE LA DÉMOCRATIE UNIVERSELLE

Rédacteur en chef : **L. MARÉTHEUX**

Bureaux : 33, quai des Grands-Augustins

PRIX DU NUMÉRO : **10** CENTIMES

PARIS. — Imprimerie du Journal L'HOMME, quai des Grands-Augustins, 33.

Lundi 13 Mars

LE

VRAI PÈRE DUCHÊNE

PAR

Gustave Maroteau

UN SOU!

Paris — Imp. LEFEVRE — pas. du Calv. 87-89

UN SOU

Demain, à 6 heures du matin, c'est

LE PÈRE DUCHÊNE

QUI SERA EN COLÈRE!!!

IL Y A DE QUOI!

115 — PARIS. — AGENCE, SCHWABE TYPING, 125 N. MADISON, 15, BOSTONIAN ET CO. P.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

MAIRIE DU XI^{ME} ARRONDISSEMENT

A LA GARDE NATIONALE

CITOYENS,

Tous, vous avez combattu pour la défense de la Patrie et de la République. Plusieurs d'entre vous sont tombés glorieusement sous les murs de la Capitale.

Si le sacrifice de leur vie a été inutile pour notre salut, vous voudrez que leur exemple au moins ne soit pas perdu; que leur nom reste dans nos mémoires, et y reste comme l'expression du dévouement et du patriotisme.

C'est pour répondre à ce sentiment que la Municipalité du XI^e Arrondissement a décidé que les noms de nos frères morts sur les champs de bataille seraient gravés sur une plaque de marbre, et resteraient exposés dans un endroit apparent de l'Hôtel municipal, avec cette inscription :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, — Égalité — Fraternité.

A LA MÉMOIRE

DES GARDES NATIONAUX DU XI^{ME} ARRONDISSEMENT
MORTS POUR LA DÉFENSE DE LA PATRIE ET DE LA RÉPUBLIQUE

Pendant le Siège de Paris, 1870-1871.

En conséquence, les citoyens du XI^e Arrondissement sont invités à signaler à la Mairie les noms des gardes nationaux tombés sur le champ d'honneur, et à donner à cet égard tous les renseignements nécessaires.
Paris, le 4 Mars 1871.

Les Adjoints,

BLANCHON. POIRIER.

Le Maire,

JULES HOTTU.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

MAIRIE DU 8^e ARRONDISSEMENT.

AVIS.

Depuis deux jours des faits regrettables se sont produits dans le quartier des Champs-Élysées.

Un café-restaurant a été saccagé par la foule; d'autres sont menacés sous prétexte qu'ils auraient reçu des Allemands.

On ignore probablement que ces établissements s'étaient spontanément fermés comme tous les autres, manifestant ainsi le sentiment patriotique auquel il a été rendu hommage; mais à la fin de la première journée, les troupes allemandes ont usé de force : un café a vu briser ses portes et les autres établissements ont été contraints d'ouvrir.

Il y a donc de la part de la population erreur et injustice à rendre ces maisons responsables d'un fait qui leur a été imposé par la menace et la violence de l'étranger.

Nous espérons que cette explication suffira pour faire cesser de pareils désordres, et que le Gouvernement ne sera pas réduit à employer la force pour faire respecter les propriétés privées.

Paris, le 4 mars 1871.

DENORMANDIE,

Adjoint au Maire du 8^e arrondissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Comité Central DE LA GARDE NATIONALE

Le Comité central de la Garde nationale, nommé dans une assemblée générale de délégués représentant plus de 300 bataillons, a pour mission de constituer la fédération républicaine de la Garde nationale, afin qu'elle soit organisée de manière à protéger le pays mieux qu'il n'ont pu le faire jusqu'alors les armées permanentes, et à défendre, par tous les moyens possibles, la République menacée.

Le Comité central n'est pas un Comité anonyme : il est la réunion de mandataires, d'hommes libres qui connaissent leurs devoirs, affirment leurs droits, et veulent fonder la solidarité entre tous les membres de la Garde nationale.

Il proteste donc contre toutes les imputations qui tendraient à déshonorer l'expression de son programme pour en entraver l'exécution. Ses actes ont toujours été signés; ils n'ont en qu'un mobile, la défense de Paris. Il repousse avec mépris les calomnies tendant à l'accuser d'exaltation ou pillage d'armes et de munitions, et à la guerre civile.

L'expiration de l'armistice, sur la prolongation

duquel le *Journal officiel* du 26 février était resté muet, avait excité l'émotion légitime de Paris tout entier. La reprise des hostilités, c'était, en effet, l'invasion, l'occupation et toutes les calamités que subissent les villes conquises.

Aussil la fièvre patriotique qui, en une nuit, souleva et mit en armes toute la Garde nationale, ne fut pas le résultat de l'influence d'une commission provisoire nommée pour l'élaboration des statuts : c'était l'expression réelle de l'émotion ressentie par la population.

Quand la convention relative à l'occupation fut officiellement connue, le Comité central, par une déclaration affichée dans Paris, engagea les citoyens à assurer par leur concours énergique la stricte exécution de cette convention.

À la Garde nationale revenait le droit et le devoir de protéger, de défendre ses foyers menacés. Levés toute entière, spontanément, elle sentit, par son attitude, o sa fièvre de l'occupation prussienne une humiliation pour le vainqueur.

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Paris, le 4 Mars 1871.

Arnold.
Jules Bergeret.
Boult.
Castillon.
Chauvière.
Chouteau.
Courtty.
Dutil.

Fleury.
Frontier.
Gastaud.
Henry Fortuné.
Lacord.
Lagarde.
Lavalette.
Maljournal.

Matté.
Muttin.
Ostyn.
Piconel.
Pindy.
Prudhomme.
Varlin.
Henry Verlet.
Vlard.

COMMUNICATION

Le Commandant en Chef prie la Commandanture royale de faire part à la Mairie que, par le fait d'arborer des drapeaux noirs, il ressort clairement combien de maisons à Rouen sont encore libres pour le logement militaire, et qu'environ 10,000 hommes pourraient y trouver place.

Pour épargner des marches aux troupes des environs de Rouen, il est à prévoir que plusieurs bataillons entreraient en ville demain. Ces troupes seront logées pour la plus grande partie partout où sont arborés des drapeaux noirs. Il ne faudra donc pas de billets de logement.

Rouen, le 10 mars 1871.

Pour le Commandant en Chef,

Le Lieutenant-Colonel et Chef d'Etat-Major,

Signé : VON BURG.

A LA MAIRIE

Pour qu'elle en prenne connaissance.

Signé : JUNGÉ,

Colonel et Commandant.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité

MAIRIE DU 3^{me} ARRONDISSEMENT

LE MAIRE.

Considérant que : depuis quelques jours des *Jeux d'argent*, au moyen de la roulette, se sont établis sur la voie publique, et que des personnes aléchées par l'appât d'un gain imaginaire ont perdu en un instant le fruit de plusieurs semaines de travail ;

Que dans l'intérêt de la morale et en présence du déuil public, il est utile de faire cesser un pareil scandale ;

Informe les *personnes* préposées à ces Jeux qu'il fera respecter rigoureusement, en ce qui les concerne, les termes de la loi qu'il leur rappelle afin qu'elles n'en ignorent.

* ARTICLE 475. § 5. — Seront punis d'une amende de 6 à 10 francs : Ceux qui auront établi ou tenu, dans les rues, chemins, places et lieux publics, des Jeux de loterie ou autres Jeux de hasard.

* ARTICLE 477. — Seront saisis et confisqués : les tables, instruments, appareils des Jeux et des Loteries.

En cas d'infraction à ces dispositions légales, procès-verbal sera dressé contre les contrevenants, qui seront déférés aux tribunaux de simple police.

Paris, le 10 mars 1871.

Le Maire,

MURAT, Adjoint.

BONVALET.

Paris. — Imp. Billaud et C^{ie}, pass. du Caire, 36.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté — Égalité — Fraternité

L'Assemblée nationale a décrété, le Chef du pouvoir exécutif de la République française promulgue la loi dont la teneur suit :

LOI

SUR LA

Prorogation des échéances des effets de commerce

ART. 1^{er}. Les effets de commerce souscrits, avant ou après la loi du 13 août et venant à échéance après le 12 avril prochain, ne jouiront d'aucune prorogation de délai et seront exigibles suivant les règles du droit commun.

ART. 2. Tous les effets de commerce échus du 13 août au 12 novembre 1870 seront exigibles sept mois, date pour date, après l'échéance inscrite aux lettres, avec les intérêts depuis le jour de cette échéance. Les effets échus du 13 novembre 1870 au 12 avril prochain seront exigibles, date pour date, du 13 juin au 12 juillet, avec les intérêts depuis le jour de la première échéance.

Ne seront pas admis à jouir du bénéfice des prorogations tous effets créés postérieurement au 9 février; ces dispositions sont applicables aux effets qui auront été protestés. — En cas de nouveau protêt, ce refus de paiement sera constaté par une mention inscrite par l'officier ministériel sur le premier. L'enregistrement se fera exceptionnellement gratis; si les premiers protêts ont été suivis de jugement il sera sursis à l'exécution jusqu'à l'expiration des nouveaux délais de prorogation.

ART. 3. Par dérogation à l'article 162 du Code de commerce, le délai accordé au porteur pour faire constater par un protêt le refus de paiement sera de dix jours. Les délais de dénonciation et de poursuites, fixés par la loi, courront du jour du protêt.

ART. 4. Les porteurs de traites ou lettres de change tirées à vue, soit à un ou plusieurs jours, mois, ou usances du vu, qui depuis le 13 août 1870 ne les auraient pas présentées en temps et lieu voulus sous relevés de la déchéance prononcée par l'article 169 du Code de commerce, à la charge d'exiger le paiement ou l'acceptation desdits effets dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi augmenté du délai légal des distances.

ART. 5. Dans les départements occupés en tout ou en partie par les troupes étrangères, conformément à l'article 3 du traité du 26 février, les tribunaux de commerce pourront, pendant le cours de l'année 1871, accorder des délais modérés pour le paiement des effets de commerce, conformément à l'article 1244, paragraphe 2, du Code civil.

Les mêmes délais pourront être accordés par les tribunaux de commerce de toute la France aux souscripteurs d'effets qui, retenus hors de chez eux par le service de l'armée régulière et de l'armée auxiliaire, seraient momentanément dans l'impossibilité de payer.

ART. 6. Toutes dispositions contraires aux présentes contenues dans d'autres lois ou décrets sont et demeurent abrogées.

Délibéré en séance publique.

Bordeaux, le 10 mars 1871.

Les Secrétaires,

Paul BETHMONT, Paul DE REMUSAT,
B. DE BARANTE, C. DE MEAUX.

Pour copie conforme :

Le Préfet intérimaire de la Loire,

ALPHONSE MORELLET.

Le Président,

JULES GRÉVY.

Le Chef du pouvoir exécutif de la République française.

THIERS.

DON PATRIOTIQUE DE L'ANGLETERRE A LA FRANCE

REMISE GRATUITE DES OUTILS ENGAGÉS

Pendant la durée de la Guerre

AVIS

Le Comité formé à Londres, sous la présidence du Lord Maire, en vue de soulager les souffrances occasionnées par la guerre, désire s'associer, dans la mesure de ses ressources, à la reprise du travail.

Les Délégués du Comité Anglais se sont entendus avec M. le Maire de Paris et l'Administration du Mont-de-Piété pour remettre gratuitement et directement à ceux qui ont effectué les dépôts, les outils de métier et instruments professionnels d'une valeur de **vingt francs** et au-dessous, qui auraient été engagés depuis le 19 Juillet 1870 jusqu'au 28 Février 1871; savoir :

**Machines à coudre, — Tours pour le bois et les métaux,
— Etaux, — Machines à percer, — Limes, — Marteaux,
— Cisailles, — Ciseaux pour tailleurs et gantiers, —
Outils divers en boîtes, — Etuis de mathématiques, —
Instruments et Appareils pour peindre et dessiner, —
Instruments de musique, à cordes, à vent et en cuivre.**

La délivrance de ces objets aura lieu au chef-lieu du MONT-DE-PIÉTÉ (rue des Blancs-Manteaux), et dans les deux succursales (rue Bonaparte et rue Ser-van), sur la présentation des reconnaissances et après justification d'origine, à partir du Jeudi 9 jusqu'au 31 Mars.

Les Délégués du Comité de Londres,

GEORGES, Archevêque de Paris, *Président*. — FR. MARSHALL. — A. HERBERT.
Baron A. DE ROTHSCHILD. — R. WALLACE. — ALFRED ANDRE. — H. MAILLET.

Le Secrétaire, Ch. YVARTÉ.

IMPRIMERIE PAUL DUPONT

A L'ARMÉE

LES DÉLÉGUÉS DE LA GARDE NATIONALE DE PARIS

SOLDATS, ENFANTS DU PEUPLE!

On fait courir, en province, des bruits odieux.

Il y a à Paris 300,000 gardes nationaux, et, cependant, on y fait entrer des troupes que l'on cherche à tromper sur l'esprit de la population parisienne. Les hommes qui ont organisé la défaite, démembré la France, livré tout notre or, veulent échapper à la responsabilité qu'ils ont assumée, en suscitant la guerre civile. Ils comptent que vous serez les dociles instruments du crime qu'ils méditent.

Soldats citoyens, obéirez-vous à l'ordre impie de verser le même sang qui coule dans vos veines? Déchirez-vous vos propres entrailles? — Non! vous ne consentirez pas à devenir parricides et fraticides!

Que veut le Peuple de Paris?

Il veut conserver ses armes, choisir lui-même ses chefs, et les révoquer quand il n'a plus confiance en eux.

Il veut que l'armée soit renvoyée dans ses foyers, pour rendre au plus vite les cœurs à la famille et les bras au travail.

Soldats, enfants du Peuple, unissons-nous pour sauver la République. Les rois et les empereurs nous ont fait assez de mal. Ne souillez pas votre vie. La consigne n'empêche pas la responsabilité de conscience. Embrassons-nous à la face de ceux qui, pour conquérir un grade, obtenir une place, ramener un roi, veulent nous faire entr'égorger.

Vive à jamais la République!

Voité dans la séance du Waux-Hall, le 10 Mars 1871.

Les délégués, dans la même séance, ont voté des félicitations aux citoyens de l'armée de la Loire pour l'hommage pieux qu'ils ont rendu aux martyrs de la Liberté, en portant une couronne à la colonne de Juillet.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOUSCRIPTION

Patriotique & Nationale.

Tout pour la Patrie, par la Liberté
et avec l'Union qui seule fait la force.

FRANÇAIS,

Inspirés par les grands devoirs envers notre Patrie, d'autant plus chère à tous qu'elle est malheureuse et cruellement éprouvée, un certain nombre de nos concitoyens exprime le vœu qu'une Souscription, vraiment nationale, soit ouverte à l'effet de contribuer à payer au plus tôt cette dette sans com. imposée par un ennemi implacable dans un traité que nous ne subissons déjà qu'en frémissant, et toujours la main à la garde de notre épée.

C'est, en effet, le plus grave des injures à notre honneur, à notre légitime orgueil, à nos sentiments les plus chers, à notre gloire et à tout notre passé historique. Cet ennemi alors, son avidité satisfait, ne trouverait dans l'obligation d'évacuer immédiatement, et sans que nous ayons la douleur d'entendre cinq longues années, ce sol qui tout entier aurait dû être sacré, et dont il ne peut fouler que seule partie qu'en le souillent, et pour notre humiliation la plus profonde!

Nul doute que cette proposition efficace ne soit accueillie comme elle doit l'être. Et cet exemple d'initiative, une fois encore donné par Paris, plus qu'on jamais illustre, après sa défense mémorable, sera suivi par toute la France, car elle sentira qu'il y a là un acte de véritable patriotisme, et elle

saura aussi l'accomplir comme un grand devoir. Ce sera même déjà un salutaire avertissement donné à la Prusse, qui peut-être comprendrait et s'instruirait! Dans tous les cas, il ne lui sera plus permis de douter de notre patriotisme, comme parfois elle l'ose faire.

Tous ceux qu'anime l'amour de la Patrie auront à cœur, et tiendront à honneur de répondre à cet appel en apportant leur offrande; celle, toute modeste qu'elle soit, de l'ouvrier, toujours si patriote, — il l'a prouvé! — comme l'obole du pauvre, qui d'ailleurs ira en se multipliant, n'ont pas moins de prix devant Dieu que devant les hommes, car on y rencontre également le dévouement qui l'inspire! Là serait même la véritable fraternité; que notre amour pour Elle, pour cette noble France, amour fort et paient, profond, soit plus grand encore que tous nos malheurs, et qu'il se manifeste par tous nos actes! Quiconque aime le pays et sent aussi le besoin de se devouer.

Il est rigoureusement vrai de dire que, dans un pays de suffrage universel surtout, les devoirs envers la Patrie sont sacrés!

DES CITOYENS AMIS SINCÈRES DE LEUR PAYS.

Paris, le 10 Mars 1871.

P.-S. — On pourrait souscrire dans chaque Mairie ou dans les Bureaux de tout Journal.

Ne pourrait-on aussi s'organiser dans chaque ville, par quartier; dans chaque département, par arrondissement et par canton, au moyen de dizaines, chaque Membre se faisant lui-même le centre d'une autre dizaine?

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité.

FÉDÉRATION DE LA GARDE NATIONALE

ÉTAT-MAJOR DU XIII^e ARRONDISSEMENT

GADES NATIONAUX DU XIII^e ARRONDISSEMENT,

Vous nous avez choisis pour vous représenter auprès du Comité de la Fédération de la Garde nationale au moment où l'on vous imposait pour général en chef d'Aurelles de Paladines.

Le général a été destitué de son commandement par Gambetta après la prise d'Orléans par les Prussiens. Pourquoi ???...

Il importe de préciser notre programme ; le voici

1^o *La République est au-dessus du droit des majorités, en conséquence nul n'a le droit de la mettre en discussion ;*

2^o *Nous voulons que nos chefs supérieurs, général et état-major soient pris dans la Garde nationale et nommés par elle ;*

La Garde nationale ne doit dépendre que d'elle-même ;

3^o *Nous voulons que le pouvoir militaire soit subordonné au pouvoir civil. Citoyens, hors de service, nous dépendons de la municipalité. Citoyens armés, nous devons appuyer la municipalité dans les mesures qu'elle peut prendre pour la sécurité et l'indépendance de tous, et nous ne faillirons pas à notre devoir.*

Citoyens, on parle de pillage d'armes et de munitions, calomnie ! On nous a amené des canons, et nous les entourons de nos faiscieux pour empêcher qu'on les tourne contre nous. C'est notre droit.

Oui, nous voulons être forts pour empêcher l'effusion du sang en vertu de cet axiome :

« Pour avoir la paix, il faut être prêt à la guerre, » car tant que le gouvernement armera, nous devons rester armés nous-mêmes.

Citoyens, nous ferons tous nos efforts pour arriver à l'union fraternelle qui, seule, peut cicatriser les plaies de la patrie.

Le chef de la Commission du XIII^e Arrondissement : E. DUVAL.

Les commissaires-adjoints :

JOLIVET,
Denis MÉNOIT,
DELAJE,

BRULFFER,
E. PATY,
DUCOUVRAN,

FAVRE,
DUROC,
Ferdinand BAUDEL.

Note. — Au moment où nous écrivons ces lignes nous acquérons la certitude que les chefs des bataillons du XIII^e arrondissement, se rallient presque tous au général de Paladines.

Pourquoi ???

COURAGE MES AMIS

A L'OUVRAGE!!!

Nous avons entendu des ouvriers dire : Il n'y a pas d'ouvrage, qu'allons-nous devenir ?

Il est facile de leur répondre : Pas d'ouvrage ! mais vous n'y songez pas, grands enfants que vous êtes ? — Ignorez-vous qu'à Paris seul il faut par an douze millions de paires de chaussettes sans compter les chapeaux, cravates, chemises, pantalons, gilets, habits, redingotes et paletots ; et qu'avant de se vêtir, Paris doit manger ; que pour le nourrir, il y a de l'occupation pour un dixième de la population, depuis les employés du chemin de fer amenant la farine jusqu'au fort qui la décharge, au camionneur qui la transporte et au boulanger qui la pétrit. Que les femmes, les sœurs, les filles des favorisés de la fortune ont eu et auront toujours besoin de linge, de robes, de chapeaux, de dentelles, de bijoux ; tout ce monde-là n'a-t-il pas besoin de se faire servir, laver son linge, renouveler ses mobiliers, ses tentures, et surtout remplacer ses pendules dont les Prussiens ont fait une si grande razzia ! Est-ce que tout n'est pas à remettre en ordre après ces six mois de malheur ? Rien que dans le département de Seine-et-Oise, il y a plus de CINQ CENTS MILLIONS DE FRANCS de dommages à réparer. L'ouvrage peut-il donc manquer aux carriers, aux plâtriers, aux fondeurs, aux serruriers, aux menuisiers, aux peintres, aux vitriers, aux parqueteurs, aux couvreurs, aux ornementalistes ?

Et après cela, ne faut-il pas toujours de la vaisselle, des ustensiles de cuisine, des paniers, des balais, des fleurs ?

On n'a pas mangé les petits oiseaux et la marchande de mouron ne gagnera-t-elle pas encore et toujours sa vie ?

Et nos bébés, allons-nous les laisser manquer de joujoux ? faut-il négliger de leur apprendre à lire ? — Les instituteurs, les savants, les libraires, aussi bien que les journalistes, les imprimeurs et les marchands de journaux, et aussi bédas !... Les médecins et pharmaciens qui n'ont pas manqué d'occupation, ceux-là ne continueront-ils pas à avoir de l'ouvrage ?

Les théâtres, les arts, peinture, sculpture, etc., etc., n'ont-ils donc plus Paris pour quartier général ? Et lorsque tout cela renaît à la vie, tous les travailleurs quels qu'ils soient n'en ressentiront-ils pas la bienfaisante influence ?

Mais tout cela n'est rien encore : avez-vous donc oublié que Paris est Paris, non pas seulement la capitale de la France, mais bien celle du monde entier qu'il approvisionne et pourvoit de tous objets imaginables, lesquels, tout en restant matière, ne plaisent et ne sont beaux et bons qu'à la condition d'avoir passé par ses mains, reçu la forme et le parfum du génie de Paris qui est le vôtre, mes amis !

Nous allons donc entrer dans une ère de travail sans pareil et sans précédent, puisque depuis six mois on ne travaille plus, que le stock de nos fabriques est épuisé et que le monde entier attend.

Courage donc, mes amis, et au travail !!!

A. Blanc Duquesnoy,

Directeur de l'Administration des Répertoires. Rue du Louvre, 3, à Paris.

AUX

GARDES NATIONAUX

DU V^e ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

Toute armée permanente est destructive des institutions républicaines. Elle ne peut que conduire le pays tantôt à d'effroyables désastres, tantôt à la gloire militaire, s'élevant toujours sur la ruine des libertés publiques et l'oppression des autres peuples.

Elle favorise les coupables entreprises des prétendants et des ambitieux ; sert à écraser le pays d'impôts, à entraver la production en consommant sans produire. L'armée permanente prend des hommes et rend des esclaves. Elle dégrade le caractère des citoyens, fait perdre le goût du travail et fournit des recrues à l'odieuse police qui engendre la corruption au lieu de sauvegarder les mœurs, et prête la main à tous les crimes contre la liberté des citoyens.

Après la longue suite d'infamies dont la plupart des chefs militaires se sont couverts en haine de la République, la Garde nationale ne peut, sans trahir la patrie à son tour, conserver le commandement à des chefs imposés. Elle ne doit obéir qu'aux chefs choisis par elle et constamment révocables.

La Garde nationale parisienne a su, par son attitude, déjouer tous les pièges et sauver la Cité du deshonneur et du pillage. A elle incombe le devoir de veiller sur la ville, de la préserver des calamités que lui préparent dans l'ombre les souteneurs de princes, les généraux de coups d'état, les ambitieux cupides et éhontés de toutes sortes.

La force doit rester au service du droit. Nous avons l'un et l'autre, conservons-les. Les ennemis de la patrie et de la République seront impuissants.

Citoyens de la Garde nationale, pour constituer rapidement une force compacte, pour avoir des chefs sûrs, capables, dévoués, républicains, ayant notre confiance, il faut prêter notre concours au Comité central, dans lequel vient de se fondre le Comité fédéral, et que reconnaissent plus de deux cents bataillons.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Jules BERGERET, — V. FRONTIER, — H. CHOUTEAU, — L. LACORD, — E. VARLIN, — Henri VERLET, *Membre du Comité central provisoire.*

Les citoyens du V^e arrondissement, soussignés, adhèrent au programme qui précède, affiché dans le V^e arrondissement ; ils invitent leurs concitoyens à répondre à un appel qui intéresse la Garde nationale toute entière.

DACOSTA, lieutenant, vice-président de la commission de la garde nationale du V^e arrondissement ; — FR. JOURDE, sergent secrétaire de la commission ; — VIELLARD, lieutenant ; — GAMOT, capitaine ; — GANDOIN, capitaine ; — LAMBERT, lieutenant ; — LEDROIT, sous-lieutenant ; — GALZIN, sous-lieutenant ; — MACE, sous-lieutenant, membres de la commission ; — GOUARD père, BARBOT, CAZAUX CORIOU, délégués

Les bataillons du V^e arrondissement sont invités à envoyer, lundi 13 mars, à 8 heures du soir, gymnase de la Sorbonne, 16, rue de la Sorbonne, trois délégués par compagnie, élus sans distinction de grade, et un officier par bataillon, élu par le corps des officiers. — Les chefs de bataillon sont invités à cette réunion.

ORDRE DU JOUR

Organisation de la fédération républicaine de la garde nationale.

1187. Paris. — Association générale typographique, 18, Faubourg St-Denis, Berthelmy et Co.

SOCIÉTÉ ANGLAISE DE SECOURS

EN SEMENCES

AUX

PAYSANS FRANÇAIS

MM. les Cultivateurs sont prévenus qu'une Société de charité, constituée en Angleterre sous la présidence de lord VERNON, ayant un sous-comité à Paris présidé par M. FURLEY, **DONNE GRATUITEMENT** aux Cultivateurs, victimes de la guerre, des semences de *blé, orge, avoine, pommes de terre, haricots, carottes, navets*.

Chaque Cultivateur n'aura droit de réclamer que 230 litres de blé, ou 420 litres d'orge, ou 360 litres d'avoine, ou quantité proportionnelle de chaque semence.

Les Cultivateurs dont l'exploitation n'exécute pas vingt hectares ont seuls droit à ce secours.

Les demandés, légalisées par le Maire de la commune, doivent être adressées pour les départements de la *Seine, Seine-et-Marne et Oise*, à M. FURLEY, *rue du Bac, 45*, à Paris; et pour celui de *Seine-et-Oise*, à M. LE VICOMTE DE ROMANET, ou à M. FURLEY, *rue de la Pompe, 2 ter*, à Versailles.

Le Président du sous-comité de Paris,

JOHN FURLEY.

CORPORATION DES OUVRIERS FACTEURS DE PIANOS ET ORGUES

DÉCLARATION :

Les ouvriers facteurs de Pianos et Orgues déclarent que, tant que la Prusse et ses alliés occuperont une partie du territoire français, si minime qu'elle soit, ils s'engagent à ne travailler chez aucun patron, ni à tolérer parmi eux aucun ouvrier appartenant à ces nationalités.

Ils engagent, en outre, les travailleurs allemands à secouer le joug du despotisme, et fonder chez eux la République, qui, seule peut garantir les droits de l'ouvrier et fonder une paix durable, avec laquelle viendra l'union de tous les peuples, et la République universelle.

VIVE LA RÉPUBLIQUE

AVIS.

La corporation des Ouvriers Facteurs de Pianos et Orgues, réunie le 12 Mars, en assemblée générale, rue Saint-Maur, 47, a adopté la déclaration ci-dessus, et a résolu qu'une nouvelle assemblée, à laquelle sont convoqués les OUVRIERS et PATRONS, pour prendre une décision en commun, aura lieu le DIMANCHE, 19 mars, à midi et demie, *salle Robert, impasse du Cadran, boulevard Rochechouart.*

Prière à tous de s'y trouver sans faute, à l'heure indiquée.

Salut fraternel,

Les membres de la Commission de la Société de prévoyance des Pianos et Orgues,

AUDINOT (Auguste), BARDOT (Charles), BEUNON (Victor), CHEVALLIER (Théophile), DEPREZ (Hippolyte), DUPIN (Jules), DAMIN (Auguste), DESBAN (Henri), GUYONNET (Désiré), GISCOS (Edouard), GISCOS (Auguste), GROSJEAN (Joseph), MARTAIN (Eugène), NAUDON (Charles), OLLIVIER (Frédéric), PUJOL (Jules), PUJOL (Alfred), ROBY (Victor), DELEBARRE (Henri).

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

QUINZIÈME ARRONDISSEMENT

CITOYENS,

La République est la seule forme de Gouvernement qui puisse et doive sauver la France des désastres des empires et former à tout jamais l'ère des révolutions stériles.

Tous unis par une même volonté, prouvons que le peuple entier de Paris, qui sait prendre les armes et souffrir pour défendre la patrie envahie, sait aussi reprendre le travail pour affirmer et fonder irrévocablement la République.

Nous appelons donc tous les patriotes sincères à faire revivre dans notre grande cité le travail qui, seul, relève l'homme, donne satisfaction à ses besoins légitimes, et ramène chez un peuple redevenu libre la prospérité qui fait sa force.

Paris, le 31 Mars 1871.

LES ADJOINTS,

JOBBÉ-DUVAL, SEXTIUS-MICHEL.

AVIS.

A partir de Lundi 13 Mars, un registre restera ouvert tous les jours à la Mairie pour y recevoir l'offre et la demande.

Paris-Vaugirard, imp. ALBRY, rue Gerbert, 10.

Paraitra Mercredi matin

LA

BOUCHE DE FER

PAMPHLET BI-HEBDOMADAIRE

PAR

PASCHAL GROUSSET

N° 1. — *Les Vrais Coupables : Notes d'accusation rapportées de Bordeaux.*

Le numéro : 15 centimes

104 — Paris. — Imp. AUGUSTE VALLEE, 10, rue du Croissant.

ASSISTANCE MUNICIPALE

MAIRIE
DU 3^{ME} ARRONDISSEMENT

AVIS

Les nouvelles cartes d'alimentation faisant suite à celles en circulation, seront délivrées les 15, 14 et 13 courant inclusivement dans la section où l'on se fait servir les bons de pain.

Le matin de 8 heures à 11 heures 1/2.

Le soir de 1 heure à 5 heures 1/2.

Passé cette époque, il n'en sera plus distribué.

On indiquera, en la retirant, le Fourneau dans lequel on désire être servi.

Il ne sera distribué que deux Rations par jour, à partir du 16 courant, soit au service de 10 heures, soit au service de 4 heures.

Pour éviter tout encombrement, à l'un de ces deux services ils seront tirés au sort.

AUTRE AVIS

Nous engageons les personnes secourues de se prémunir d'occupations, car *les Fourneaux cesseront de fonctionner le 15 AVRIL PROCHAIN.*

Nous espérons que d'ici ce temps chacun aura pu se procurer du travail. Après ce délai il sera nécessaire, pour être secouru, de se faire inscrire à nouveau.

N. B. — L'alimentation étant assurée, il est expressément interdit, sous peine de retrait de la Carte, de stationner en dehors des Fourneaux.

L'Adjoint, **MURAT**

Le Maire, **BONVALET**

Le Directeur de l'Assistance municipale,
GAILLARD Fils

Paris, le 14 Mars 1871

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de Loir-et-Cher

HABITANTS DE LOIR-ET-CHER

Avant de vous quitter, qu'il me soit permis de signaler une fois de plus le dévouement, le courage et l'abnégation que le département de Loir-et-Cher a montrés pendant le temps de la guerre.

Nulle contrée, en France, n'a eu à souffrir peut-être autant, ni aussi longtemps que la nôtre, par sa situation même aux confins de l'invasion et de la guerre.

Depuis la bataille d'Artenay, la limite du département s'est trouvée devenir la frontière même de la France; et, par suite, vous avez eu à supporter les immenses sacrifices que vous imposait la présence de l'armée la plus considérable que le pays ait mise sur pied, l'armée de la Loire; — vous avez vu se livrer sur votre territoire les plus grandes batailles de la savante et héroïque retraite que le général Chanzy a menée, avec un incontestable génie de guerre, de Josnes à Vendôme et de Vendôme jusqu'à la Sarthe; — enfin, après trois mois de lutte, vous avez eu à subir les épreuves plus terribles encore de l'invasion ennemie, de l'occupation persévérante et des réquisitions de l'étranger.

Pendant tout ce temps, votre patriotisme a été sans bornes; et, tandis que nos mobiles et nos mobilisés ne faisaient remarquer dans les rapports militaires pour leur tenue, leur courage et leur résignation, on voyait des hommes de tous âges, réquisitionnés pour les convois de l'armée, participer courageusement à la défense du pays.

Ajoutons que partout l'émulation de la pitié s'est montrée infatigable soit au service des blessés, soit au service de nos prisonniers évadés; ainsi l'ambulance de Blois s'est fait une page qui restera dans les annales de la charité.

Tel est le bilan de vos sacrifices et de vos efforts pour le salut de la Patrie.

Maintenant, il s'agit de réparer le mal, et le département, qui a montré tant d'héroïsme dans la guerre, ne manquera pas à montrer dans la paix l'esprit de concorde nécessaire pour racheter d'aussi grands malheurs.

Déjà le Gouvernement de la République [de la République consacrée par l'Assemblée nationale] propose les mesures légales au moyen desquelles se feront l'estimation et la répartition des indemnités dues à raison des charges de guerre. Grâce à ces mesures, justice sera rendue à chacun de vous; grâce à elles, vous pourrez reprendre vos travaux et accomplir par vous-mêmes l'œuvre de réparation.

Si l'ennemi nous a vaincus, il n'a pu parvenir ni à nous décimer, ni à nous abattre. Aucune force ne parviendra à arracher de nos cœurs le sentiment, par lequel nous vivons tous, de l'unité et de l'indivisibilité de la Patrie; et c'est dans ce sentiment d'union que la France doit trouver un jour sa véritable revanche.

Blois, le 11 mars 1871.

Le Préfet de Loir-et-Cher,

ALPH. LECANU.

FÉDÉRATION RÉPUBLICAINE
DE LA
GARDE NATIONALE

Les citoyens délégués des bataillons du XVII^e arrondissement sont invités à se réunir Lundi soir, à huit heures, rue Lemercier, 105, École communale, pour procéder immédiatement à l'organisation des Cercles de bataillon et du Conseil de légion.

Les bataillons qui n'ont pas encore nommé leurs délégués sont instamment priés de procéder à leur élection le plus promptement possible ; nous leur rappelons que chaque compagnie a à nommer trois délégués sans distinction de grade, et le corps des officiers de chaque bataillon, un délégué parmi ses membres.

Paris, le 12 mars 1871.

Pour le Comité central, E. VARLIN.

NOTA. — S'adresser pour tous renseignements, à la Marmise, rue Berzelius, 20.

1150. Association générale typographique. faub. St-Denis, 49.

UN NUMERO 10 CENTIMES

LA FÉDÉRATION

RÉPUBLICAINE DE LA GARDE NATIONALE

ORGANE DU

COMITÉ CENTRAL

JOURNAL POLITIQUE QUOTIDIEN

LE N° 4 PARAITRA VENDREDI MATIN

Paris. — Association générale typographique, rue du Faubourg-St-Denis, 19, Berthelemy et Co.

NOUVEL APPEL

AU PATRIOTISME DE TOUS

De l'union, encore de l'union et toujours de l'union, car elle seule fera notre force comme aussi elle nous inspirera avec une juste confiance le véritable courage civique.

FRANÇAIS,

Puisque, nonobstant les grandes douleurs de la Patrie, il se recense encore des partis et des hommes qui, sans scrupule, sans patriotisme véritable, sans dignité aucune, osent relever la tête et prétendent même s'imposer, en substituant leurs volontés particulières, ambitieuses, intéressées et égoïstes au fond, à la grande voix nationale qui accepte et veut la République pour tous et par tous, avec une Liberté sage et l'ordre qui en est inséparable, ne serait-ce donc pas une chose utile que de tâcher de constituer enfin une sorte de **LIGUE DU BIEN PUBLIC?** — Cette Ligue méritant ce beau nom, serait ouverte loyalement à tous les hommes de bonne volonté, à tous les citoyens courageux et dévoués, aux commerçants comme aux ouvriers hennêtes et laborieux, amis sincères de leur pays, et elle pourrait pratiquement s'organiser par groupes, dans chaque quartier et dans chaque arrondissement, la mairie servant toujours de centre.

Ne pourrait-on même de suite en tenter l'essai dans un quartier principal? On augurerait ensuite aisément de l'efficacité du moyen.

Il appartiendrait à Paris d'en prendre l'initiative généreuse, après s'être illustré devant l'Europe étonnée par une défense mémorable, et dont l'histoire perpétuera à jamais le souvenir. Pourquoi la grande capitale ne serait-elle point jalouse de donner aujourd'hui cet exemple de bon sens courageux, qui aurait la valeur d'un acte vraiment patriotique?

Le temps presse, l'heure est grave, très-décisive, irréparable peut-être! Le moment de l'action est arrivé pour tous; il y va de l'avenir inséparable effectivement du respect et de l'accomplissement de nos devoirs. Et ceux envers la Patrie, en ne saurait trop le répéter, ne sont pas les moins sacrés de tous!

Dans tous les cas, une grande nation comme la France, si justement et si sûrement aimée de tous, peut être parfois éprouvée cruellement, mais ne saurait périr!

DES AMIS SINCÈRES DE LEUR PAYS.

12 Mars.

Paris.—Imprimerie LEFÈVRE, passage du Calvaire, 87-89.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉFECTURE DE POLICE

AVIS

CONCERNANT

les Bals publics, *Mascarades* et *Promenades* de la Mi-Carême.

La population de Paris et de la Banlieue est informée que, par ordre de M. le Général commandant l'armée de Paris, chargé spécialement du maintien de l'ordre pendant la durée de l'Etat de Siège, les *Bals publics*, *Mascarades* et *Promenades*, organisés ordinairement à l'occasion de la Mi-Carême, sont interdits cette année.

Paris, le 14 Mars 1871

Paris.—BOUCHON, Imprimeur, rue de la Seine-Chapelle, 3.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

MAIRIE DU 13^e ARRONDISSEMENT

Quelques habitants du 13^e arrondissement, encouragés par les Gardes mobiles qui quittaient Paris, ont commencé à démolir les baraquements élevés par l'Administration de la Guerre sur le boulevard de l'Hôpital.

Des débris ont été emportés et même vendus à des charbonniers. Ces faits constituent des actes coupables qu'il est du devoir de tout bon citoyen d'empêcher.

Les personnes qui détiennent, en ce moment, des bois provenant des baraquements sont invitées à les rapporter à la Mairie, dans les 24 heures; tout retard apporté à se rendre à cette invitation exposera les détenteurs à être poursuivis.

La Municipalité du 13^e arrondissement compte sur l'honnêteté et le civisme de la Garde nationale pour prévenir des excès dont nos ennemis tireraient parti pour insulter et calomnier la République.

LES ADJOINTS,

Paris, le 15 mars 1871.

COMBES, Léo MELLIER.

Imprimeur: CHARLES DE MOURGUES frères, rue J.-J. Rousseau, 56. — 1882.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

MAIRIE DE L'OBSERVATOIRE
(XIV^E ARRONDISSEMENT)

AVIS

Les Gardes mobiles du 12^e bataillon du département de la Seine sont invités à se rendre dimanche 19 Mars, à 2 heures après-midi, place de la mairie, 14^e Arrondissement, à l'effet de recevoir le complément de la solde journalière de 1 fr. 50 qui leur est allouée pendant 10 jours. Décision de M. le Ministre de la guerre en date du 11 Mars 1871.

NOTA. Les Gardes mobiles qui, pour une cause quelconque, ne pourraient se rendre à la rémion indiquée ci-dessus, auront à se présenter chez leur capitaine.

Paris, le 17 Mars 1871.

Le Commandant du 12^e bataillon,

CA. de NEUVIER.

Pour légalisation,

L'Administrateur provisoire du 14^e Arrondissement de Paris,

HELIGON.

LIGUE ANTI-PRUSSIENNE

Paris-Journal

PROPOSÉE PAR

L'Allemagne a forcé Paris à subir la souillure de ses soldats; elle se prépare à présent à lui renvoyer les mêmes hommes qui, il y a quelques mois, accomplissaient leur œuvre d'envie, de haine et d'espionnage dans nos ateliers, dans nos usines, dans nos bureaux, derrière nos comptoirs.

Dès plusieurs de ces hommes ont reparu et d'autres s'apprêtent à recevoir le même traitement. Il faut qu'ils sachent bien qu'ils ne sont pas des soldats, mais qu'ils sont des citoyens.

Il faut qu'ils sachent bien que Paris et la France sont fermés désormais. PARIS-JOURNAL ne leur permettra pas de rentrer dans Paris.

PARIS-JOURNAL ne leur permettra pas de rentrer dans Paris. Il leur fera connaître d'une manière très-exacte :

1° LES NOMS, PRÉNOMS, PROFESSION, DOMICILE

DES ALLEMANDS

qui, chassés par la guerre au mois d'août dernier, tenteraient de venir reprendre leur place au milieu de nous.

2° Les noms et la demeure des Allemands, qui fourniraient leurs bureaux et ateliers à de tels auxiliaires.

La Paix que la Prusse nous impose est trop cruelle pour qu'elle ne nous donne pas le droit de traiter en ennemis éternels les sujets et les alliés du Roi Guillaume.

Les communications verbales ou écrites (dans ce dernier cas la signature est de rigueur, pour la garantie du Journal) seront reçues

2, RUE FAVART, 2

Paris, Imprimerie LEFEBVRE, passage du Caire, 87-89.

VENTES A LA CRIÉE
DE
VIANDES ABATTUES
AUX
ABATTOIRS GÉNÉRAUX DE LA VILLETTE
Tous les jours, à 4 heures très-précise
A PARTIR DU 31 MARS 1871

L'Administration de la ville de Paris ouvre un marché pour la vente à la criée des Viandes abattues dans l'Abattoir général de La Villette.

Ces opérations seront confiées aux Courtiers assermentés.

Les soussignés se mettent à la disposition de MM. les Commissionnaires en Bestiaux, de MM. les Bouchers et de MM. les Cultivateurs.

Pour tous renseignements, s'adresser à leur bureau, à l'Abattoir général de La Villette, ou **Place de la Bourse, 3.**

Paris, le 16 Mars 1871.

E. AUBÉ, T. FERRY, V. MOUTARD, CH. NATHAN,
Courtiers assermentés, 3, Place de la Bourse.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté, Égalité, Fraternité

MAIRIE DE PARIS

Vente en gros, à la criée et à l'amiable, des Viandes abattues à l'Abattoir de La Villette.

LE MAIRE DE PARIS,

Vu le décret du 7 Février 1871;

Vu la loi du 25 Juin 1841;

Vu la loi du 18 Juillet 1866;

Considérant qu'il appartient à l'Administration municipale de réglementer la vente, à cri public, des Comestibles;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

La rotonde de gauche, dans la cour principale de l'Abattoir général de La Villette (annexe du Marché aux Bestiaux), est affectée, provisoirement, à la vente en gros, à la criée et à l'amiable, des Viandes abattues.

Le Marché sera ouvert le 15 Mars prochain.

ARTICLE II.

Les Courtiers, institués par la loi du 18 Juillet 1866, susvisée, sont désignés pour vendre à la criée, les Viandes abattues, sur ce marché.

ARTICLE III.

Un arrêté déterminera ultérieurement la réglementation du Marché.

ARTICLE IV.

Le présent arrêté sera publié et affiché partout où besoin sera. Ampliation en sera adressée à M. le Préfet de Police et à M. le Président de la Chambre syndicale des Courtiers assermentés.

ARTICLE V.

Le Directeur des affaires municipales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20 Février 1871.

Signé : JULES FERRY

POUR COME CONFORME :

Le Secrétaire-général,
JULES MAHIAS

Imprimerie centrale des chemins de fer, — A CHAIX et C^e, rue Bugey, 20, à Paris.

COMMUNE
DE

GENTILLY

LE MAIRE DE GENTILLY,

A ses Concitoyens traitant dans leurs foyers.

Un vrai citoyen ne sert ni les rois ni les empereurs; il sert son pays. Il aime le drapeau de la République, parce qu'il porte pour devise : *Liberté, Égalité, Fraternité*.

Vous l'avez compris, en me plaçant pour la deuxième fois à la tête de l'Administration municipale, lors des circonstances difficiles que nous avions à traverser.

Quelques mois de confiance communes et de lentes infatigables, pendant lesquelles on ne peut nous reprocher aucune défaillance, nous reprenons possession de nos foyers....

Que de devoirs ! Que de ruines ! Ceux que nous regrettons, troublés même dans leurs cercueils.

Combien d'entre vous sont absents, emportant nos souvenirs et nos regrets ! Est-il possible de ne pas maudire les auteurs de tant de maux, et de ne pas

confondre nos haines !.... nos espérances.

Que dis-je.... Imposons silence à notre juste courroux.... Pas de faiblesses; songeons que nous avons fait notre devoir, qu'il faut persévérer, car nous

avons vaincu.

Aidez-moi et nous rétroverons les ruines qui nous entouraient.... Vous savez si je vous abandonnerai dans l'œuvre de reconstruction que nous avons à accomplir.

Souvenons qu'il y a des braves qui nous sont chers, aux besoins, à l'éducation, et à l'avenir desquels il faut pourvoir, il faut penser car il nous faut faire de vrais Citoyens....

Laissez un moment l'épée frémissante dans le fourreau.... que notre douleur s'apaise.

Adieu, et adieu à nos enfants à peupler avec nous la troisième République.

Frédéric Gentilly se souvient plus d'un jour, un jour de la première : *Liberté, Égalité* au point plus d'un jour, un

matin, mais une réalité; alors bruta le jour où les horreurs de la guerre cessèrent de par la volonté des peuples, aux cris de vive la République !

18 mars 1871.

A. DUSSAUX,
MAIRE.

Paris, — BOUQUIN, Imprimeur, rue de la Seine-Chapelle, 2.

AVIS



J'avertis le public que M. Igel, intendant en chef de l'armée du Sud, qui, selon l'avis du 17 février, a été nommé Préfet provisoire du département de la Côte-d'Or, à cause de ses fonctions importantes d'intendant en chef, a renoué à l'administration des affaires préfectorales et les a remises dans les mains de M. Grunler, conseiller de régence de S. M. le roi de Saxe, qui, dès à présent, est chargé des fonctions de Préfet.

Tous les habitants ont à exécuter ponctuellement ses ordres et lui obéir en tout point.

Dijon, le 18 mars 1871.

Le Général en chef de l'armée du Sud,
BARON DE MANTEUFFEL.

COMMISSION ITALIENNE DE Secours aux Blessés ET COMPAGNIE HUMANITAIRE ITALIENNE

La Commission Italienne de Secours aux Blessés et la Compagnie Humanitaire Italienne, convoquées aujourd'hui en Séance générale, à l'unanimité ont approuvé que la déclaration suivante soit imprimée et publiée dans Paris.

DÉCLARATION

Le 17 courant, la Commission de Secours aux Blessés a fermé son Ambulance, 24, rue Taitbout, ayant pourvu à la guérison complète de tous les Blessés confiés à ses soins.

La Compagnie Humanitaire Italienne ayant suspendu son service actif pendant l'armistice, les soignés, au nom de ces deux Institutions, déclarent :

Que depuis le 11 Novembre 1870, plusieurs personnes Italiennes, ou étrangères à cette nation, se sent servies des couleurs nationales Italiennes et du titre *Commission Italienne de Secours aux Blessés*, pour agir indépendamment de toute solidarité morale et matérielle avec nos associations.

Le Public et les Autorités compétentes sont invités à prendre connaissance de cette déclaration, car la *Commission Italienne de Secours aux Blessés* et la *Compagnie Humanitaire Italienne*, ne reconnaîtront aucun engagement ni aucun acte qui ne soit autorisé et signé par leur Président et Commandant le Comte Lorenzo Montemerli.

Du Siège de la Commission et du Commandement de la Compagnie, 24, rue Taitbout, ce 26 Février 1871.

Pour la Commission Italienne de Secours aux Blessés et la Compagnie Humanitaire Italienne,

L. MONTEMERLI — G. ITALIANI — P. MASSERANO
P. PIOLLINI — A. DE CAMILLI

N. B. — Les Membres des deux Institutions sont porteurs d'une carte personnelle du Modèle reproduit ci-dessous :

RECTO DE LA CARTE.

N°	COMMISSION ITALIENNE DE SECOURS ET COMPAGNIE HUMANITAIRE	
pour les Blessés des Armées		dans la Guerre de 1870
Autorisées et reconnues		par le Gouvernement de Général Militaire,
Monsieur (1)		
(1) Nom, prénom et qualité du porteur.		

VERSO DE LA CARTE.

N°	Carte personnelle confiée à Monsieur (1):
Le Président et Commandant la Compagnie Humanitaire, MONTEMERLI	
Armée de la Défense Nationale, Le Gouverneur de Paris, TROCHU	
L'Intendant général de l'Armée, VOLFF	
(1) Nom, prénom et qualité du porteur.	

Cette publication sera faite par la voie de l'affichage dans le cas où les journaux ne pourraient la reproduire.

PARAITRA MARDI MATIN

LE CRI DU PEUPLE

Journal politique quotidien

RÉDACTEUR EN CHEF :

JULES VALLÈS

3 CENTIMES LE NUMÉRO

VENTE EN GROS : 9, rue d'Aboukir, et 15, rue du Croissant

Imprimerie de Dubuisson et C^e, rue Gay-Lussac, 5. 120.

Ligue Anti-Allemande.

L'Entrée de ce magasin est expressément interdite à tout sujet de l'empire germanique.

N.B. Cette exclusion ne s'applique pas, bien entendu, à nos frères de l'Alsace et de la Lorraine que nous ne cesserons jamais de considérer comme Français.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

TABLE

DES AFFICHES

DU

4 SEPTEMBRE 1870 AU 18 MARS 1871

A

Administration du département de la Seine.

Appel des jeunes soldats des départements en valis (classe de 1869), [396](#); *Jeunes soldats de la classe de 1870 appartenant aux départements en valis*, [408](#); Appel à l'activité des hommes de [25](#) à [35](#) ans, [398](#), [399](#); Liste électorale. Révision annuelle, [728](#), [729](#); Rétablissement aux Halles de la perception des droits de place, [911](#).

Aérostation.

Expédition de lettres par voie d'aérostats, [110](#); Départ de M. Gambetta par ballon, [141](#); Arrivée de M. Gambetta, [172](#); Locomotion aérienne. Demandes de fonds par M. Thobois, [116](#), [306](#); Compagnie des nouvelles Mongolfières : *Émissions à air chaud dirigées*, [687](#); Arrivée à Albeville de Belot, matelot parti dans le ballon *Le Torréfieri*, [797](#); du ballon *le Washington* dans le Pas-de-Calais (app.), [614](#).

Ambulances. — Secours aux blessés.

Société de secours aux blessés militaires des armées du terre et de mer. 1. Appel à la France, [23](#); Avis, [131](#); Ambulance de la place Royale, [388](#); Société de secours aux blessés militaires des armées : Avis, [39](#); Ambulances parisiennes du III^e arr^t, [45](#); Ambulances spéciales de la garde nationale sédentaire, [333](#); Infirmeries et brancardiers du XI^e arr^t, [61](#); Ambulances du II^e arr^t, [97](#); Société de secours aux blessés : Exposé au 10 octobre, [178](#), [179](#); Société de secours : 1. Avis, [183](#); Ambulances volontaires des gardes nationales, [191](#); Grande loterie nationale, [212](#), [219](#); Société de secours aux victimes de la guerre, [247](#); Instruction pour le service des ambulances du III^e arr^t, [263](#); Ambulance du Théâtre-Italien, [309](#); Ambulances du IV^e arr^t, [326](#); Sifflet de secours, [355](#); Appel à la population, [612](#); Société de secours aux victimes de la guerre : Venue au ministère de l'Instruction publique, [670](#); Ambulances spéciales de la garde nationale sédentaire, [670](#); Ambulances du X^e arr^t, [685](#); Vente au ministère de

l'Instruction publique de [6](#) agneaux et [8](#) porcs, [771](#); Avis du maire de Caen, [705](#); Déclaration de la Commission italienne de secours aux blessés, [1029](#); Circulaire du ministre de l'Intérieur relative à la Société de secours aux blessés (app.), [396](#), [597](#), [611](#).

Anonymous.

Un anonyme rappelle la réponse de Blücher au baron Denon : *Halt's Maul*, [71](#); La paix avec les *Prussiens*, [95](#); Des canons, encore des canons, toujours des canons, [231](#); Périront les colonies, périra la République, périra la France plutôt qu'un princeps, [431](#); Vivent les espions, il nous faut des capteurs, [182](#), [183](#).

Armée des Vosges.

Légion Garibaldienne (Enfants de la montagne), [133](#); Avis aux volontaires, [212](#); Proclamation du comité central organisateur, [213](#); Avis aux docteurs en médecine, [322](#); Appel aux musiciens, [397](#); Proclamation du général Garibaldi, [417](#).

Assassinat du commandant Arnaud, à Lyon.

Circulaire du ministre de la justice, [610](#); Proclamation du préfet du Rhône, [611](#).

Association internationale des travailleurs.

Proclamation au peuple allemand, à la démocratie socialiste de la nation allemande, [6](#); Proclamation de Marx Karl, [175](#).

B

Bibliothèques municipales.

Fondation d'une bibliothèque communale dans le XII^e arr^t, [361](#); Fondation d'une bibliothèque dans le XIV^e arr^t, [603](#); Ouverture d'une bibliothèque communale dans le XII^e arr^t, [763](#).

Bombardement.

Dispositions à prendre contre l'incendie, [46](#).

Service des prescriptions et secours en cas de bombardement, 82; Nettoyage des tonneaux dans le XIV^e arr^t, en prévision du bombardement, 618; Proclamation du Gouvernement : le bombardement est commencé, 701; Proclamation du maire du XIV^e arr^t, 708; Avis de conseil commandant les aspeurs-compiers, 712; Protestation du Gouvernement contre le bombardement, 719; Avis du maire du VII^e arr^t, 727; Avis du XII^e arr^t; précautions à prendre, 737; Service des prescriptions et secours, 740, 741; Avis aux coeliars, 743; Avis aux habitants de Saint-Denis, 743; Avis du maire du XIV^e arr^t, 744; Avis du maire du VI^e arr^t, 756, 760; Avis du maire du II^e arr^t, 761; Ouverture des portes des maisons dans le VI^e arr^t, 764; Arrêté du maire du XIV^e arr^t, 770; Proclamation du Gouvernement, 771; Cessation du bombardement dans le XI^e arr^t, 804.

Boulangerie.

La fabrication des biscuits de mer ou de troupe est interdite aux boulangers, 566; Réquisition des bois blancs dits de boulangier, 568; Interdiction de la vente de la farine, 568; Avis du maire du XX^e arr^t, 569; Avis du maire du III^e arr^t, 569; Avis relatif aux fraits inéquités répandus à propos de la boulangerie, 573; Le Gouvernement annonce la vente et la distribution du pain bis, 592; Proclamation du maire du XIV^e arr^t, 593; Taxe du pain à partir du 16 décembre, 598; Il est interdit aux boulangers de vendre du pain aux personnes qui n'appartiennent pas à leur clientèle, 700; Avis du maire du IV^e arr^t, 737; Avis du maire du VI^e arr^t, 738; Rationnement du pain à partir du 19 janvier, 774; Avis du maire du X^e arr^t, 778; Avis du maire du XII^e arr^t, 778; Proclamation du maire du XI^e arr^t, 779; Avis du maire du IV^e arr^t, 782; Proclamation du maire du XI^e arr^t, 828; Le rationnement du pain est élevé de 500 à 400 grammes, 930; Le rationnement du pain cessera le 10 février, 937; Taxe du pain du 16 au 22 février, 942.

Bulletin départemental d'Eure-et-Loir.

Nouvelles de la guerre, 394, 395, 418, 419, 426, 427, 430, 431, 438, 439, 451.

C

Canoniers auxiliaires.

Organisation des canoniers auxiliaires, 27; Formation de 9 compagnies, 54; Formation d'une compagnie de 750 canoniers (X^e arr^t), 111; Formation d'une légion d'artillerie à Grenoble, 183.

Canons et Mitrailleuses.

Proclamation de la municipalité du XI^e arr^t, 134; Société élimique de Paris : souscription patriotique pour la fabrication des canons, 162, 163; Souscription pour la fabrication des canons (XII^e arr^t), 168; Souscription (X^e arr^t), 177; Comité scientifique des vingt arrondissements : appel patriotique, 190; Souscription pour l'artillerie (II^e arr^t), 212; Proclamation de la municipalité du VI^e arr^t, 227; Des canons, encore des canons, toujours des canons, 231; Appel à tous, 239; Souscription à Saint-Denis, 241; Souscription du XIV^e arr^t, 243; Fonte de canons (VIII^e arr^t), 288; Proclamation du maire du 1^{er} arr^t, 296; Proclamation de M. Franck de Présmont, 338; Aux habitants du III^e arr^t, 411.

Charbon de bois.

Vente de charbon de bois, 419, 468, 657; Charbons économiques, société à capital variable, 703.

Clubs.

Club de la Résistance : proclamation, 207; Club Montmartre, 252; Club de la Résistance : réunion publique, 252; Club du Comité du IX^e arr^t, 269; Club des Montagnards, 407; Club Central, 416; Club de la Solidarité, 503, 519; Club des États-Unis d'Europe, 558.

Comité central de la Garde nationale

Fédération de la Garde nationale.

Délibération du comité central de la garde nationale relative à l'entrée des Allemands à Paris, 971; Déclaration du comité central de la garde nationale, 988; Les délégués de la garde nationale à l'armée, 997; Proclamation de la commission du XIII^e arr^t, 994; Aux gardes nationaux du V^e arr^t, 996; Avis aux délégués des bataillons du XVII^e arr^t, 1002.

Comités de défense.

Formation d'un comité de défense à Saint-Etienne, 363; Défense locale : avis aux habitants de Grenoble, 364.

Comités républicains.

Déclaration du comité républicain de la défense nationale des vingt arrondissements de Paris, 90, 91; Comité des femmes de la rue d'Arras, 183; Le comité central des 20 arrondissements de Paris à tous les défenseurs de la révolution, 265; A tous les ouvriers bijoutiers-joyelliers, 410; Les délégués des 20 arrondissements au peuple de Paris, 490, 497; Association fraternelle et républicaine de la Seine : appel, 606; L'Alliance républicaine au peuple de Paris, 791; Déclaration de la corporation des ouvriers faiseurs de pianos et orgues, 908; Décisions prises le 20 septembre par comité central des 20 arrondissements de Paris, (app.), 617.

Commissions d'armement.

Gardiens de la sécurité publique du II^e arr^t, 77; La commission d'armement de Tours au directeur des ateliers de Saint-Etienne, 372.

Commission des barricades.

Avis du président, M. H. Rochefort, 121; Il est institué à Lyon un comité des barricades, 373; Appel aux travailleurs du XVII^e arr^t, 673; Proclamation de la commission, 683; Construction des barricades : avis aux citoyens du VI^e arr^t, 692; Avis du maire du VII^e arr^t, 727; Avis du maire du XIV^e arr^t, 744.

Municipalité du 31 octobre.

Elections, 310, 312, 314, 315, 321.

Conférences. — Théâtre.

M. André Léo, 411; Conférence au club central, 418; Salle Herz : Matinée musicale, 463; Conférence de M. E. Morin, à Laval, 537; Matinée littéraire

raire de la rue d'Arnas, 667; Conférence militaire sur le siège d'Oporto, 659; Fondation d'une bibliothèque, de conférences et de cours publics dans le XIV^e arr., 663; Soirée musicale du 1^{er} janvier aux Médaillés, 711; Conférences politiques à la salle de l'Albion, le 4^e janvier, 733; Salle Herz; Matinée musicale et littéraire du 15 janv., 751; Conférence, rue Hautefeuille, 782.

Conseils généraux.

Dissolution des conseils généraux, 647; Remplacement des conseils généraux par des commissions municipales, 652.

Contributions de guerre.

Contribution de guerre imposée à la ville d'Orléans, 196; Emprunt de 60,000 francs pour solder une amende dont le gouvernement prussien a frappé la ville d'Orléans, 502; Rente mise à la ville d'Amiens d'une amende de 20,000 francs, 636; Le département de l'Oise paie un million à titre de dommages-intérêts pour les Allemands expulsés avant la guerre, 835; Contribution de 980,000 francs infligée à la ville d'Alençon, 951; Circulaire du maire de Saint-Denis, relative à la contribution de guerre de 800,000 fr., 955, 956.

Corps francs. — Francs-tireurs.

Formation des tirailleurs de Saint-Hubert; Appel aux chasseurs du Paris, 7; Formation d'une compagnie de francs-tireurs volontaires, à Grenoble, 26; Guerilla de l'Île-de-France, 47; Légion gariboldienne; armée des Vosges (Esfans de la Montagne), 125; Formation du 4^e bataillon des amazons de la Seine, 167; Francs-tireurs de la presse, 217, 325; Guetteurs parisiens, 295; Chasseurs républicains de la Loire, 349; Eclairiers républicains du Rhône, 416; Tirailleurs volontaires du Nord, 546; Avis de la mairie du XIV^e arr., 565; Armée auxiliaire; Corps de l'Etoile, Ordre du jour du général Frapin, 581; Corps franc du Jura (app.), 606.

D

Délégation de Tours et Bordeaux.

Proclamation à la France, 100; Décret concernant l'ajournement des élections, 180; Elections pour l'Assemblée nationale constituante; convocation pour le 16 octobre, 124; Circulaire relative aux élections du 16 octobre, 133; Proclamation du ministre de l'intérieur aux départements, 170, 471, (app.), 638; Décret pour l'organisation de la garde nationale mobilisée, 184; Décret prohibant la sortie des bestiaux, 188; Actes de profits pendant la durée de la guerre, 201; Décret concernant la création à Tours du service des bons du Trésor, 214; Décret relatif aux effets de commerce, 226; Circulaire du ministre de la guerre, 257; Décret concernant les cours martiales, 290; Proclamation au peuple français: Reddition de Metz, 301; Proclamation à l'armée, 304; Décret relatif à l'état de guerre, 306; Décret concernant la mobilisation des hommes de 14 à 30 ans, 331; L'armistice est repoussé, 388; Décret concernant les ouvriers employés aux ateliers d'armement, 602; Décret relatif à la fonte des cloches, 601; Proclamation à l'armée de la Loire, 612; Décret concernant les effets de

commerce, 437; Les gardes mobiles de la Dordogne et de la Sarthe sont mis à l'ordre du jour, 461; Confections des ateliers régimentaires, 471; Proclamation de M. Gambetta à l'armée, 493; Formation des camps d'instruction, 514, 545; Translation du gouvernement de Tours à Bordeaux, 562; Interdiction d'exportation de denrées alimentaires, 575; Circulaire concernant la publication de fausses nouvelles, 603; Circulaire du ministre de la justice relative à l'assassinat du commandant Arisau, 610; Décret relatif à la dissolution des conseils généraux, 617; Remplacement des conseils généraux par des commissions départementales, 652; Décret concernant les annonces judiciaires, 660; Circulaire concernant la manifestation du 4^e janvier à Bordeaux, 681, 685; Circulaire relative aux hommes isolés ou en troupes, 704; Décret concernant la prorogation de l'échéance des effets de commerce, 717; Protestation du gouvernement de la défense nationale contre le bombardement de Paris, 719; Publication de la dépêche informant la délégation de la confection d'un armistice, 805; Dépêche de M. Gambetta à M. J. Favre, 816; Dépêche de M. de Bismarck à la délégation de Bordeaux, 816, 817, 818; Publication de trois décrets relatifs aux élections, 820, 821; Proclamation de M. Gambetta relative à la signature de l'armistice, 824, 826; Décret relatif aux incompatibilités, 826; Publication d'une protestation du M. de Bismarck relative au décret d'exclusion, 831; Proclamation de M. Gambetta aux Prussiens, en les informant de sa démission, 838; Sa circulaire aux citoyens des départements (app.), 848; Crémieux (M.), sa proclamation à la France (app.), 610; Décret relatif à l'état de guerre (app.), 646, 617; Décret relatif aux tribunaux de commerce (app.), 650, 651.

Direction générale des Postes.

Correspondance avec les départements occupés par l'ennemi; Envois de mandats de poste aux prisonniers de guerre français en Allemagne, 80; Expédition de lettres par voie d'aérostats, 110; Arrangements entre les postes françaises et allemandes, 841; Avis concernant la clôture des lettres expédiées de Paris, 240; Le service est rétabli pour les départements non occupés, 942.

Distribution de subsistances.

Alimentation; Subsistances populaires, Comité de défense du IX^e arr., 223; Fermeture des magasins, 236; Distribution de subsistances dans le I^{er} arr., 493; Aux commerçants de produits alimentaires du VI^e arr., 502; Vente de lait dans le XII^e arr., 507; Vente de fromage de Gruyère et de Hollande dans le XII^e arr., 507; Distribution de subsistances dans le XII^e arr., 512; Vente de denrées dans le I^{er} arr., 540; Distribution supplémentaire de subsistances dans le VI^e arr., 609; Distribution de subsistances dans le XII^e arr., 616; Vente de denrées alimentaires dans le XX^e arr., 718; Distribution de riz dans le II^e arr., 724; Distribution du coke et du lait dans le II^e arr., 730; Avis du ministre du VIII^e arr., 746; Distribution d'huile d'olive, du chocolat et de café dans le X^e arr., 753; Tarifs généraux du XIV^e arr., 788.

Divers.

Adresse des habitants de Cambrai à M. le Com-

mission général de la Défense nationale, 540; Assemblée nationale : Publication de la loi sur la prorogation des échéances des effets de commerce, 590; Association mutuelle anonyme de la garde nationale sédentaire du département de la Seine, Statuts, 607; Association mutuelle des risques du siège de Paris : Conseil de surveillance, 765; Aux citoyens de l'Isère : Souscription patriotique, 527; Aux Dames de Tours, 484; Avis des autorités françaises aux prisonniers allemands, 179; Capitaine (de) A. Perrin aux Parisiens, 783; C'est de l'indulgence pour les défenseurs de Paris et les troupes mobilisées, 199; Comité d'hygiène et de salubrité du XI^e arr., 722; Courrier français (le) à ses lecteurs, 623; Dames de Tours : Au citoyen Gambetta en lui remettant le drapeau offert par les, 111; Déclaration aux commerçants, 554; Des citoyens amis sincères de leur pays proposent une souscription patriotique et nationale pour le paiement des cinq milliards à la Prusse, 963; Des citoyens, amis sincères de leur pays, proposent de créer une *Ligue du bien public*, 1003; Hugo (Victor) : Proclamation aux Allemands, 322; Jolly (Maurice) : Déclaration de M., 371; La défense nationale de Paris, 279; Le maître (Xm.) : Commissaire de police : Proclamation aux habitants, 137; Ligue anti-prussienne proposée par *Paris-Journal*, 1006; L'entrée de différents magasins est interdite à tout sujet de l'empire germanique, 1010; Ligue du Sud-Ouest : Comité de Salut public à Toulouse, 175; Ligue du Midi : Déclaration, 202; Proclamation du citoyen Panafieu, 701, 705; Proclamation de Napoléon III au Peuple français, datée de Wilhelms-höhe, 839, 810; Pylat (Félix) : Proclamation, *Le Combat*, 625; Question des loyers : Réunion dans le III^e arr., 613, 614, 615, 616; Quinet (Edgar) : Aux Français, 311; Réunion générale au grand théâtre de Saint-Etienne, 119; Service des approvisionnements à Lyon : Vente des fumiers à Lyon, 165; Vente de cartouches et d'armes de guerre chez M. Devisme, 639; Washburn (M.) : Sa lettre au ministre des Affaires étrangères (app.), 589; Cluseret (M.) : Sa nomination au commandement en chef de l'armée de Lyon (app.), 593; Circulaire de l'archevêque de Paris au sujet de l'acte de la République sur les églises (app.), 616.

Dons patriotiques de l'Angleterre à la France.

Distribution des denrées anglaises dans le II^e arr., 939; Avis du maire du XIV^e arr^e relatif à la distribution des denrées anglaises, 914; Avis du maire du VI^e arr^e relatif aux dons anglais, 917; Remise des outils engagés pendant la durée de la guerre, 961; Société anglaise de secours en semences aux paysans français, 967.

E

Elections de l'Assemblée constituante.

Circulaire aux préfets (21 septembre), 98, 99.

Elections à l'Assemblée législative.

Simple discours d'un électeur parisien, 807; Décret du gouvernement convoquant les collèges électoraux pour le 5 février, 808, 809; Publication de trois décrets de la délégation de Bordeaux, 820,

821; Avis du maire de Neuilly, 826; Décret de la délégation de Bordeaux sur les incompatibilités, 826; Décret du ministre de l'intérieur concernant les élections de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise, 827; Décrets du Gouvernement des 29 janvier et 1^{er} février; Circulaire du ministre de l'intérieur, 828, 829; Décret reportant au 8 février les élections qui avaient été fixées au 5, 831; Avis aux électeurs, 833; Dépeche de M. J. Favre à M. Gambetta, Décret du 29 janvier, Formation des listes, Instructions à Rouen, 836, 837; Le préfet du Nord invite les patrons à donner aux ouvriers toutes facilités pour procéder au vote, 837; Proclamation du gouvernement relative aux délégations et aux élections, 841, 842; Réunion générale des délégués de la garde nationale, le 6 février, 846; Instruction du préfet du Nord aux présidents des sections électorales : Liste des candidats frappés d'inéligibilité, 849; Proclamation du préfet de la Haute-Garonne, 847; Proclamation du préfet du Nord, 852; Proclamation de M. Hendlé, en succédant, comme préfet du Nord, à M. P. Bert, 853; Défense est faite aux soldats allemands de pénétrer dans les locaux d'élection à Amiens, 855; M. Chevillat au peuple de Paris, 851; Aux républicains de bon sens, 857; Pas d'avance, 860; M. Motu decline toute candidature, 869; Avis aux électeurs de la Seine, 882; Avis au peuple par M. Bayvet, 883; La guerre est finie mais la misère commence, par M. Bretta, 884; Liste libérale proposée par un parisien, 893; Avis utile et désintéressé aux électeurs, 894; Circulaire relative à l'incapacité des personnes appartenant aux familles qui ont regné sur la France, 928; Proclamation du préfet de la Gironde, 929; Proclamation du préfet de la Haute-Loire, 935; Le recensement général des votes est fixé au 10 février, 936; Le recensement des votes est reporté au 11 février, 936; Proclamation du préfet de la Loire, 938.

Elections. — Comités,

CANDIDATS RECOMMANDÉS.

Comité Dufaure, 847; Fusion des comités républicains, 850; Liste des réunions du Collège de France, 850; Comité Catholique, 855; Comités républicains radicaux, 856; Liste du Comité Dufaure, 858; Comité républicain démocratique progressiste du II^e arr., 859; Comité républicain socialiste de Paris, 860; Comité électoral de la ligue d'union républicaine, 861; Comité central républicain des communes de la Seine, 862; Comité central des vingt arrondissements de Paris, 863; Comité électoral républicain : programme politique, 864, 865; Candidats socialistes révolutionnaires proposer par l'Association internationale des travailleurs, le chambre fédérale des sociétés ouvrières, la délégation des vingt arrondissements, 866; Fusion républicaine et socialiste, candidats adhérents, 867; Comité central révolutionnaire et socialiste des clubs et comités électoraux des vingt arrondissements, 868; Association républicaine de la garde nationale, 869; Union patriotique, 870; Ligue anti-monarchique, 871; Union nationale, 872; Comité républicain radical du XI^e arr., 873; Comité républicain du XII^e arr., 874; Comité du I^{er} arr., 875; Comité électoral républicain du III^e arr., 876; Le Comité républicain du II^e arr., le Comité du Saint de la République du III^e, le Comité républicain du IV^e, l'Union républicaine du X^e, le Cercle républicain du X^e, le Comité républicain du XI^e, le Comité

républicain du XI^e, 877; Comité de défense du IX^e, 878; Comité Dufauré, 879; Liste définitive du Comité central républicain de la garde nationale de la Seine, 896; Comité du Salut de la République, 905; Candidats du Club positiviste, 910; Comité central républicain, 913; Comité républicain de Bercy, 924; Candidats de la fusion libérale, 924.

PROFESSEURS DE FOI DES CANDIDATS.

Voir les pages 839 à 927.

Elections des Maires et Adjoins.

Décrets, 342, 358; Proclamation et listes des candidats, 346, 347, 350, 351, 356, 357, 359, 361, 363, 366, 367, 369, 374, 375, 378, 379, 382, 385, 386, 387, 391; (app.), 589, 590, 592, 597, 608, 612, 618, 621, 632, 636.

Emprunts — Emissions fiduciaires.

Emprunt de 4,200,000 fr. fait par la ville de Saint-Etienne, 127; L'Union du crédit : Emission fiduciaire à Toulouse, 229; Avis relatif aux bons de caisse à Lyon, 264; Complément de l'emprunt patricien de 10 millions à Lyon, 677; Arrêté du maire de Lyon relatif à l'emprunt de guerre, 699; Emprunt pour la défense nationale (app.), 634.

Enrôlement des volontaires.

Aux familles des volontaires du V^e arr^t, 271, 275; Discours du maire du V^e arr^t à l'inauguration des enrôlements volontaires, 276.

Entrée des Prussiens à Paris.

Le capitaine Brette aux quatre cent mille gardes nationaux de Paris, 966; Avis du ministre de l'intérieur concernant l'entrée des troupes allemandes à Paris, 967; Proclamation de MM. Thiers, J. Favre et E. Picard aux habitants de Paris, 969; Aux Parisiens sur l'entrée des Prussiens à Paris, 970; Le Comité central de la garde nationale fait connaître les conditions dans lesquelles s'effectuera l'entrée des Allemands, 971; Proclamation du maire du XI^e arr^t relative à l'entrée des Prussiens, 973; Proclamation des maires des VIII^e, XVI^e et XVII^e arr^t, 974; Proclamation du maire du III^e arr^t, 978; Des citoyens amis sincères de leur pays aux habitants de Paris, 978; Evacuation des troupes allemandes, 980.

G

Garde nationale auxiliaire : Vétérans et pupilles.

Formation d'une légion de vétérans dans le III^e arr^t, 34; Garde civique dans le VI^e arr^t, 245; Garde civique dans le VI^e arr^t, 283; Garde nationale auxiliaire dans le I^{er} arr^t, 439; Garde civique dans le VI^e arr^t, 400, 480; Organisation des vétérans, pompiers et pupilles du XVI^e arr^t, 494; Proclamation du commandant des pompiers et pupilles du XVI^e arr^t, 505; Légion de la garde civique des vétérans dans le III^e arr^t, 674, 676; Corps civique de sécurité dans le IX^e arr^t, 708; Proclamation du maire du X^e arr^t aux officiers, sous-officiers et soldats de la garde nationale auxiliaire, 933.

Garde nationale mobile.

Classe de 1869, 12; Proclamation du gouverneur, 25; Logement des gardes mobiles, 28; La garde nationale mobile départementale formera 4 divisions, 41; Revue du 14 septembre, 42; Logement de la garde mobile, 51; Election des officiers, 58; Les gardes mobiles logés chez l'habitant renferont à dix heures, 61; Nomination des officiers, 67; Inscription du général Tamisier, 142; Inscription des hommes de 21 à 40 ans, à Grenoble, 168; Mobilisation des hommes de 21 à 40 ans dans le département de l'Isère, 173; Décret pour l'organisation de la garde mobilisée en province, 184; Gardes nationaux mobilisés; Division en compagnies, à Rouen, 223; Décret relatif aux frais de solde, d'habillement et d'équipement, 258; Appel à l'activité de la classe de 1870, 437; La garde nationale mobile de la Dordogne et de la Sarthe est mise à l'ordre du jour, 464; Le colonel des mobilisés de la Mayenne au préfet, 799; Formation des cadres des mobilisés de la Côte-d'Or, 792; Proclamation du Comité central des mobiles du Calvados à ses concitoyens, 700; Avis du commandant aux gardes mobiles du 12^e bataillon, 1005.

Garde nationale de Paris.

Election des officiers, sous-officiers et caporaux, 30; Nomination des chefs dans le XI^e arr^t, 35; Revue du 14 septembre, 48; Exercices de tir, 57; Formation de la garde nationale en neuf commandements ou sections; nomination des commandants, 64; Avis du maire de Paris concernant l'habillement et l'équipement, 84; Ordre relatif aux manifestations, 92; Organisation de la légion d'artillerie, 102; Règles de tir du fusil à tabatière, 105; Avis relatif à l'indemnité de 4 fr. 50, 116; Ordre concernant l'approvisionnement en cartouches, 121; Défense de Paris. 8^e secteur : Consigne pour le matériel, 139; 8^e secteur : Devoirs des chefs de postes. Devoirs des sentinelles, 202; 8^e secteur : Des patrouilles, des rondes, 203; Assistance patriotique aux familles des gardes nationaux (VI^e arr^t), 206; 1^{er} secteur : Consigne relative à la voie ferrée, 208; Avis du commandant supérieur concernant l'emploi de la cartouche à balle oblongue, 217; Formation de deux bataillons de guerre dans le XVIII^e arr^t, 222; Organisation des bataillons de volontaires, 233; Proclamation du maire du XI^e arr^t au 118^e bataillon, 256; Société d'assurance mutuelle, 243; La solde de la garde nationale est fixée à 1 fr. 20, 267; Réparation des armes, 268; Inscription des hommes de 25 à 35 ans à Saint-Denis, 271; Enrôlement de volontaires dans le VI^e arr^t, 477; Formation d'un régiment de marche de la garde nationale dans le IX^e arr^t, 507; Proclamation du gouverneur de Paris, (Journal du 24 octobre) 311; Dispositions des décrets de 1833 et 1870, 324; Proclamation du général Clément Thomas, 360; Avis du maire du II^e arr^t, 390; Organisation des compagnies de guerre, 393; Recherche des refractaires, 428; Distribution des effets de campement, 456; Le maire du XVII^e arr^t fait connaître une lettre qui lui est adressée par le lieutenant-colonel du 23^e régiment, 697; Proclamation du général Clément Thomas relativement aux troupes du 22 janvier, 788; Ordre du général Clément Thomas, 802; Ordre du jour du général Vinoy, 968; Ordre relatif à la revue du 13 septembre (app.), 600.

Garde nationale en province.

Revue passée à Marseille par M. Esquiros, 130; Mobilisation de la garde nationale sédentaire à Grenoble, 138; Nomination du 1^{er} Nérot comme commandant supérieur de la garde nationale à Lyon, 159 (app.), 203; Confession d'uniformes à Lyon, 159; Convocation du 1^{er} bataillon de la garde nationale sédentaire à Lyon, 160; Convocation des conseils de discipline à Lyon, 164; Convocation des conseils de révision à Lyon, 165; Proclamation du maire de Lyon à la garde nationale, 166; Ordre du jour du général commandant la garde nationale de Lyon, 174; Réception des officiers à Clamecy, 192; Règlement sur le service ordinaire, les exercices et les revues à Grenoble, 205; Proclamation du maire de Toulon à la garde nationale, 226; Désarmement momentané des gardes nationaux âgés de plus de 40 ans, à Grenoble, 250; Organisation de l'artillerie à Lyon, 254; Avis du major de place à Saint-Étienne, 401; Rappel des anciens militaires, 408; Recherche des retraités, 408; Réquisition de chevaux dans la Gironde, 470; Avis du préfet de la Mayenne aux gardes nationaux, 512; Le préfet de la Manche à la garde nationale sédentaire, 547; Comité central de la Garde nationale du Rhône, 688; Ordre de jour du 5 janvier 1871 à Lyon, 702; Le maire de Caen aux gardes nationaux, 786; Gardes nationales de la Seine-Inférieure, de la Manche et du Calvados. Proclamation de M. Estancelin (app.), 605; Son arrêté pour la compagnie de marche par canton (app.), 614; Ihermel (M.), sa nomination comme major général (app.), 605.

Génie militaire.

Formation de compagnies auxiliaires du génie militaire, 79.

Gouvernement de la défense nationale.

Proclamation officielle de la République. Composition du gouvernement de la défense nationale, 8; Proclamation à la garde nationale, 9; Proclamation à l'armée, 13; Décret relatif à la perception des droits d'entrée, 36; Arrêté concernant l'incendie des forêts ou bois, 40; La garde nationale mobile forme 3 divisions. Nomination des généraux, 41; Ordre. Revue du 14 septembre, 45; Taxe des locaux abandonnés, 62; Elections du conseil municipal, 68; Après la retraite de battalion, 75; Déclaration du gouvernement, 76; Déclaration des huiles de pétrole, 81; Vente de la viande de boucherie, 101; Règlementation des conditions de la vente, 104; Réquisition des blés et farines, 117; Décret concernant la restitution des vêtements, soldes, etc., engagés au Mont-de-Piété, 128; Décret relatif aux réquisitions, 130; Décret concernant la statue de la ville de Strasbourg, 132; Communication d'une dépêche de Tours, 140; M. Gambetta est adjoint à la délégation de Tours, 144; Proclamation à la France, 144; L'ajournement des élections est maintenu, 161; Arrêté relatif aux moralisateurs, 266; Décret concernant le rétablissement du jury, 286; Arrivée de M. Thiers, 298; Reddition de Metz, 300; Décret relatif à l'élection des maires et adjoints, 315; Note relative à une fausse dépêche communiquée au journal le Temps, 344; Proclamation relative au vote du 3 novembre, 345; Décret relatif à l'élection des maires et adjoints, 358; Décret concernant l'organisation des

compagnies de guerre, 393; Avis concernant les colporteurs ou vendeurs sans enfants de 28 à 35 ans, 421; Recensement des chevaux, ânes et mulets, 500; Réquisition des huiles de pétrole, 502; Proclamation à la population, 514; Réquisition des viandes de porc salé, 521; Publication d'une lettre du comte de Moltke. Réponse du général Trochu, 554; Proclamation concernant les bruits répandus à propos du rattachement du pain, 573; Vente et distribution du pain bis, 592; Décret concernant la réquisition des chevaux, ânes et mulets, 597; L'abatage des chevaux, ânes et mulets est interdit, 597; Appel à la population. Secours et soins aux blessés, 642; Décret concernant la confiscation des chevaux, mulets ou ânes non déclarés, 694; Le bombardement est commencé, 701; Proclamation du gouvernement, 710; Protestation contre le bombardement de Paris, 719; Publication de rapports militaires reçus par pigeons, 720, 721; Décret relatif aux chevaux dont la conservation est indispensable, 729; Décret concernant la réquisition des farines, 741; Proclamation relative au bombardement, 771; Décret concernant l'achat du blé de semence, 780; Proclamation concernant les troubles du 22 janvier, 787; Signature de la convention qui met fin à la résistance de Paris, 787; Décret du 25 janvier. Abrogation des incompatibilités, 787; Décret du 4 février annulant le décret du Bordeaux relatif à diverses catégories de citoyens frappés d'indisponibilité. Circulaire du ministre de l'Intérieur, 828, 829; Décret reportant au 8 février les élections précédemment fixées au 8, 831, 833; Proclamation du gouvernement relative aux négociations et aux élections, 844, 845; Décret levant l'interdiction de vente ou la réquisition des animaux de boucherie, 922; La réquisition des grains et farines est levée, 923; Décret de suspension des droits d'octroi à Paris (app.), 895; Avis de la mairie à ce sujet, 607; Décret relatif à la justice militaire, applicable à la garde nationale (app.), 628.

Gouverneur de Paris.

Instruction pour l'occupation et la garde des remparts, 88; Ordre relatif aux manifestations de la garde nationale à la statue de Strasbourg, 92; Avis aux troupes de garde à l'enceinte, 97; Enlèvement des corps martiaux, 106; Ouverture et fermeture des portes de la ville à partir du 1^{er} octobre, 109; Défense est faite de passer les lignes avancées, 116; Ordre relatif à la journée du 30 septembre, 126; Ordre pour la conservation des armes et des munitions, 134; Ordre relatif à la circulation sur la rue du rempart, 152; Ouverture et fermeture des portes à partir du 12 octobre, 150; Avis relatif aux permis de circulation, 155; Proclamation aux généraux commandants, 212; Proclamation aux gardes nationales, 213; Fermeture des portes à partir du 15 novembre, 430; Proclamation aux citoyens de Paris, à la garde nationale, à l'armée et à la garde nationale mobile, 434; Interdiction de l'affichage des placards, journaux, etc., 470; Fermeture des portes, 505; Proclamation du gouverneur, 510; Avis concernant les armées prussiennes restées sur les champs de bataille, 558; Fermeture des portes de Paris à partir du 15 décembre, 628; Proclamation du gouverneur, 689; Avis relatifs aux troupes logées chez l'habitant, 818; Décret relatif à la justice militaire, applicable à la garde nationale (app.), 628; Ordre d'évacuation de la zone militaire (app.), 294.

I

Instruction primaire.

Ecoles laïques, 157, 161, 285, 320, 335, 389, 410, 313, 317, 595, 692, 693, 721.

L

Logements vacants.

11^e arr., 50; Locaux vacants (11^e arr.), 221; Maisons inoccupées à Rouen, 606; Logements vacants dans la 11^e arr., 614; Logements vacants mis à la disposition des bombardés dans le 11^e arr., 761.

M

Mairie de Paris.

Proclamation du maire, 11; Incorporation de la garde mobile (classe de 1869), 12; Réouverture des émeutiers, 18; Publication du décret relatif à l'abolition du timbre sur les journaux et autres publications, 21; Logement des gardes mobiles, 28; Puits particuliers, 37; Arrêté relatif à la nouvelle dénomination de la rue du dix Décembre et de l'avenue de l'Impératrice, 14; Logement de la garde mobile, 51; Nomination des noires provisoires, 68; L'entrée des monuments élevés est interdite, 75; Avis relatif à l'habillement et à l'équipement de la garde nationale, 84; Réquisition des ouvriers plombiers, 93; Remise des récoltes, 101; Avis aux bouchers, 104; Dépôts de fumiers, 107; Incendie de pétrole aux Buttes-Chaumont, 113; Avis relatif à l'indemnité de 1 fr. 20 accordée aux gardes nationaux, 116; Publication du décret concernant la restitution gratuite de vêtements, sommiers, matelas, etc., engagés au Mont-de-Piété, 128; Percection des droits d'octroi, 237; La rue du cardinal Fesch prend le nom de rue de Gasteaudun, 269; Avis relatif aux poudres, 273; Arrêté relatif au budget de l'instruction primaire, 282; Proclamation du 31 octobre, 310; Avis concernant la fabrication des poudres, 320; Consommation du gaz courant dans l'intérieur des habitations, 428; Arrêté relatif à la cessation de livraison du gaz aux particuliers, 472; Le maire de Paris interdit aux boulangers la fabrication des biscuits de mer ou de troupe, 556; Réquisition des bois blancs dits de boulanger, 558; La vente de la farine est interdite, 568; Taxe du pain à partir du 16 décembre, 598; Proclamation aux habitants de Paris: bois de chauffage, 659; Avis relatif aux quantités de bois de chauffage livrables et indication des chantiers de vente, 696; Avis concernant l'ouverture de 51 nouveaux chantiers pour la vente de bois de sciage, 734; Avis relatif à la vente du pain, 750; Arrêté relatif aux perquisitions à faire au domicile des personnes absentes, 773; Rationnement du pain à partir du 19 janvier, 774; Taxe des sucres raffinés à partir du 21 janvier, 781; Arrêté élevant de 500 à 400 grammes la ration de p. n., 928; Le rationnement du pain cessera le 10 février, 937; Taxe du pain du 16 au 22 février, 942; Vente en gros des viandes abattues à l'abattoir de La Villette, 957; Vente de charbon fourni par la Cie du chemin de fer du Nord, 958; Arrêté fixant le prix des charbons de terre à la gare du Nord, 961; L'effet des billets de logement des militaires est prorogé de quelques jours, 970; Arrêté

concernant la vente en gros des viandes abattues à l'abattoir de La Villette, 1067; Arrêté au sujet de la devise de la République sur les monuments (app.), 616; Avis relatif à la rentrée des récoltes (app.), 631.

Ministères.

Ministère des affaires étrangères

Circulaire adressée aux agents diplomatiques de France, par le Vice-président du gouvernement de la défense nationale, 16; (App.), 589.

Ministère de l'agriculture et du commerce

Taxe de la viande de boucherie à dater du 16 septembr., 42; Réquisition des blés et farines, 117; Taxe de la viande de porc à partir du 1^{er} octobre, 120; Taxe de la viande de boucherie à partir du 1^{er} octobre, 141; Répartition de la viande entre les arr.^{ts}, 145; Arrêté concernant les chevaux destinés à l'alimentation, 149; Arrêté concernant la viande de cheval, 241; Réquisition de fourrages, 242; Arrêté relatif aux chevaux, 322; Avis concernant la vente des sons, 336; Taxe de la viande de cheval, 378; Réquisition des bêtes à corne et à laine, 382; Arrêté concernant la vente de la viande de mouton, 396; Taxe de la viande de boucherie à dater du 11 novembre, 398; Arrêté concernant l'achat des chevaux, ânes et mules, 469; Taxe de la viande à dater du 15 novembre, 427; Réquisition des vaches laitières, 501; Avis concernant les chevaux, 508; Avis concernant les vaches, 508; Défense est faite de disposer des chevaux, ânes et mules, 563; Avis concernant la réquisition des blés, farines, etc., 601; Trois Avis aux détenteurs de blés et farines, 611; Avis relatif aux blés, farines, seigles, etc., 627; Bêtes bovines et ovines, 722; Avis relatif aux bœufs de semence, 730; Le marché aux chevaux de boucherie est transféré à l'abattoir de La Villette, 787; Avis concernant les blés, orges et seigles cachés, 766; Vente de chevaux le 11 février, 933; Abatage de bestiaux, 937; Avis relatif à la nourriture des chevaux, 938; Vente de vaches laitières, 957.

Ministère des finances

Bons du Trésor, 51; Tirage de 5 séries d'obligations du Trésor public, 748.

Ministère de la guerre

Nomination des officiers de la garde mobile, 67; Fabrication de la poudre, 123; Proclamation du ministre aux soldats, marins et gardes mobiles, 811.

Ministère de l'instruction publique

Disposit on à prendre contre l'incendie, 716.

Ministère de l'intérieur

Avis aux gardes nationales de la Seine, formation de 60 nouveaux bataillons, 21; Avis maires provisoires, 42; Proclamation, 74; Célébration du 21 septembre, 85; Proclamation à la France affiliée par la délégation de Tours, 112; Ajournement des élections, 112; Capitulation de Toul et de Strasbourg, 136; Bureaux d'assistance extérieure, 140; Déclaration au sujet du 31 octobre, 316; Sur la victoire de Coulmiers, 426; Décret relatif aux élections du 8 février 1871, 827; Proclamation de M. Herold, ministre de l'Intérieur par intérim, 831; Dépêche télégraphique, constitution du bureau de la Chambre à Bordeaux, 918; M. Thiers est nommé

chef du pouvoir exécutif de la République française, sous l'autorité de l'Assemblée nationale, 931; Signature des préliminaires de la paix, 965; Avis concernant l'entrée des troupes allemandes à Paris, 967; Ratification par l'Assemblée des préliminaires de la paix, 976; Evacuation des troupes allemandes, 980; La déchéance de Napoléon III et de sa dynastie est confirmée par l'Assemblée nationale, 983.

Ministère des travaux publics

Avis aux marchands de produits chimiques, 439; Avis relatif à la réquisition de la houille et du coke, 571; Service gratuit de la salubrité dans les habitations, 118; La République française conserve le drapeau tricolore de 92. Dépêche aux préfets (app.), 590.

O

Occupation prussienne

Arrêté du préfet prussien déclarant le département de Seine-et-Marne atteint de la peste bovine, 299; Arrêté du préfet prussien à Meaux, 440; Arrêté du préfet de la Somme relatif à l'abolition des lois françaises sur les contributions indirectes, 574; Arrêté du préfet de police prussien relatif aux malfaiteurs des environs de Rouen, 631; Arrêté du prince Albrecht de Saxe concernant les rapports avec Paris, 934; Avis de Frédéric-François concernant la récolte de la betterave et la fabrication du sucre, 157; Avis du général de Wittich à Reims, 280; Avis du commandant prussien concernant les Allemands blessés recueillis par les habitants, 129; Avis du sous-préfet de Meaux, baron de Tettau, concernant les récoltes, 486; Avis du commandant d'étape du 5^e corps d'armée à Laguy, 570; Avis du commandant prussien de Auer, aux habitants de Pontoise, 577; Avis concernant la nourriture des troupes allemandes, 194; Avis du préfet prussien concernant l'achat à Amiens, de bottes, bottines et guêtres, 633; Avis prussien concernant la perie d'un portefeuille, 510; Avis du général-major de Rouille concernant les atterouppements à Amiens, 212; Avis du général de Hiedow concernant la contribution de guerre de 880,000 fr. allouée à la ville d'Alençon, 951; Condamnation à mort du jardinier Denis (app.), 679; Circulaire du préfet de police Schultz aux commerçants d'Amiens, ouverture des boutiques, 729; Circulation de la monnaie allemande en France, 261, 267; Avis du préfet de Furstenstein, à Melun (app.), 630; Commandant d'étape de Rappard, à la mairie de Montaigny. — Réquisitions et peines, 624; Commandant de intendelle Hubert, au magistrat d'Amiens, 623; Commandant supérieur de l'Ouest. Proclamation du général prussien Fiereck, 237; Commerce allemand en France, 287, 775; Communication relative à l'occupation des maisons où sont arborés des drapeaux noirs à Rouen, 989; Convention entre M. de Bismarck et M. Jules Favre, 800, 801; Déclaration d'un soldat allemand aux Français, 87; Décret du gouverneur général du nord de la France, de Fabrice, concernant la perception des contributions, 734; Décret du général de Fabrice concernant l'insertion dans les journaux des ordonnances et communiqués des autorités allemandes, 770; relatif aux incursions d'articles hostiles aux Prussiens (app.), 632; Décret du préfet prussien de Schwartzkoppen, concernant la perception des contributions, 803; Dé-

pêche de l'empereur Guillaume à l'impératrice-reine, 815; Drygalski (M. de) est nommé préfet de la Sarthe par les autorités allemandes, 911; Grüner (M.) remplace M. Igel, préfet de la Côte-d'Or, 1008; Hesse (le prince Louis de) au maire d'Orléans, 736; Heydebrand (M. L. de) est nommé préfet de police de la Seine-Inférieure, 996; Impôt direct décrété par l'autorité allemande, 770; Invention d'une femme, ordre du général Frenkel von Wrangel, 665; Incendie de Saint-Clément. Maison à égarner. Ordre prussien, 935; Interdiction par les autorités prussiennes d'importer des vitres de Saint-Denis, 928; Jugement condamnant A. Devaux à 9 mois de prison en Prusse, 739; De Mantouffil (le baron) nommé M. Cramer, préfet de la Seine-Inférieure, 561; Il informe qu'il vient de nommer le major Schultz, préfet de police de la Somme, 689; Il suspecte de ses fonctions de préfet de la Côte-d'Or M. Luce-Villard et lui substitue M. Igel, 619; Neubach (M. de) est nommé sous-préfet de Montdidier, 288; Notification relative à l'arrestation de 109 conscrits à Rouen, 588; Notification du préfet prussien relative aux blessés Français en traitement à Amiens, 706; Notification du préfet prussien relative aux déprédations commises sur les voies ferrées et les lignes télégraphiques, 723; Ordonnance de Frédéric François concernant la perception des contributions, 525; Ordonnance du gouverneur général de Reims concernant les peines encourues par les Français obéissant à la loi de conscription, 728; Ordre des autorités allemandes concernant la boulangerie à Versailles, 612; Ordre des autorités allemandes relatif à la circulation de Versailles aux communes environnantes, 109; Ordre du commandant de place de Gracemont à Orléans, 278; Ordre du commandant prussien concernant le dépôt des plans et cartes de la ville d'Orléans, 438; Ordre du jour du général Voigts-Rheht concernant la nourriture des hommes et des chevaux, 569; Ordre : le nommé Triau, convaincu d'espionnage, est condamné à mort, 461; Ordre concernant les patronelles à Laguy; Munster avec traduction, 485; Ordre à Argeuteuil, 632; Ordre concernant l'évacuation des maisons du quartier de Seine à Argeuteuil, 635; (app.), 626, 632, 646, 673, 680; Ordre aux ardeurs Français de se présenter à la commandant d'Amiens, 678; Ordre aux habitants de Rouen de déposer leurs armes et munitions à la mairie, 681; Ordre du commandant des étapes de Pontoise, 739; Paiement d'indemnités par les autorités prussiennes pour le logement des troupes à Pontoise, 913; Le major Siroux (app.), 665; Perte d'un portefeuille à Amiens. Avis allemand, 767; Les pompiers de la ville d'Amiens sont exemptés par le préfet prussien des logements de militaires, 637; Postes allemands dans les territoires français occupés, 986; Le préfet prussien annonce aux habitants qu'il quitte la ville d'Amiens, 839; Le préfet de police prussien fait savoir que les autorités militaires ont fait placer des barilles dans la Seine en aval de Rouen, 634; Le préfet Sulzer fait ses adieux aux habitants d'Amiens, 637; Le préfet de police prussien interdit les rassemblements à Rouen, 711; Le préfet royal du département de l'Oise, baron de Schwartzkoppen, à MM. les Maires, 723; Le préfet impérial de Schwartzkoppen informe les maires que le département de l'Oise paiera un million à titre de dommages-intérêts pour les Allemands expulsés du ter-

ritoire avant la guerre, 835; Proclamation du préfet prussien de Seine-et-Oise, de Bruchitsel, 129 (app.), 643, 645; Proclamation du baron de Tann, 197 (app.), 633; Proclamation du commandant prussien Voigts-Itetz aux habitants de Versailles, 211; Proclamation de Frédéric-François, relative à la conclusion d'un armistice, 216; Proclamation du baron de Tann à Orléans, 302; Proclamation du général de Manteuffel aux habitants d'Amiens, 543; Proclamation du comte Von der Groeben aux habitants d'Amiens, 546; Proclamation du major Sachs, commandant la place de Rouen, 551; Proclamation du préfet prussien aux habitants de la Somme, 553; Proclamation du général Voigts-Itetz aux habitants d'Orléans; Faits encourageant la peine de mort, 559; Proclamation du major Sachs relativement à des changements de logements de troupes à Rouen, 563; Proclamation du préfet prussien relative à l'abolition des décrets du gouvernement français concernant la levée en masse et l'enrôlement dans la Seine-Inférieure, 587; Avis aux habitants de Mantes, (app.), 657; Proclamation du général de Fabric, nommé gouverneur général de Seine-et-Oise, 772; Proclamation du général Zychlinsky, commandant la ville de Saint-Denis, 810; Proclamation du commandant prussien Burucker aux habitants de Neufchâtel, 943; Proclamation du préfet prussien Igel aux habitants de la Côte-d'Or, 950; Le préfet Igel porte à la connaissance des habitants que le délai d'armistice est prolongé, 950; Publication relative à l'exécution du curé Miroy (app.), 667.

Rapports militaires prussiens.

Rapports : des 2, 4, 6 décembre 1870, 577; du 8 décembre, 579; du 15 décembre, 585; du 15 décembre, 600; du 18 décembre, 650; du 19 décembre, 630; du 26 décembre, 649; du 27 décembre, 654; du 2 janvier 1871, 686; du 6 janvier, 709; du 12 janvier, 742; du 17 janvier, 769; du 22 janvier, 789; du 25 janvier, 796; du 26 janvier, 798; du 2 février, 832; Reddition de Metz, dépêche signée : de Tann, 280; Remise est faite à la ville d'Amiens d'une amende de 20,000 fr. qui lui était imposée, 638; Réquisition allemande (modèle de), 402; Réquisition de chevaux par l'armée prussienne à Amiens, 585; Réquisition temporaire de voitures et de chevaux à Rouen, 584, 585; Réquisition de chevaux à Orléans, 602; Réquisition temporaire de voitures et chevaux à Rouen, 636, 627; Réquisition des voitures d'Amiens, 638; les Réquisitions faites sans autorisation du commandant de place d'Amiens sont prohibées, 715; Schwarzkoppen (le baron de) est nommé préfet de l'Oise, 650; Le baron de Puél est nommé préfet de la Seine-Inférieure, 651; Le comte Lehndorff-Steinort est nommé préfet de la Somme, 651; Tarif prussien pour les voitures de place à Saint-Denis, 972; Vente de 5 chevaux allemands, 496; Vente prussienne dans la citadelle d'Amiens, 835; Vente de chevaux et voitures par les Allemands à Versailles, 959.

P

Plébiscite du gouvernement de la Défense nationale.

Vote du 5 novembre, 316, 317, 318, 319, 323, 326, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 341, 343, 345.

Préfecture de police

Proclamation aux habitants de Paris, 2; Dépêche télégraphique, Départ de l'impératrice, 10; Arrêté relatif aux individus appartenant aux pays en guerre avec la France, 20; Licenciement du corps des sergents de ville et formation des gardiens de la paix publique, 22; Avis relatif aux habitants qui doivent quitter la capitale, 26; Avis relatif aux carrières et catacombes, 27; Récolte des pommes de terre, 42; Mise en état des réservoirs, 58; Débitants de boissons, 70; Heure de clôture des cafés, 78; Arrêté concernant les crieurs de journaux, 78; Avis aux marchands de denrées, 84; Avis aux bouchers de Paris, 93; Arrêté concernant l'éclairage au gaz, 435; Avis relatif à l'affichage, 445; Avis concernant le bombardement, 713; Avis concernant la délivrance des laissez-passer, 812; Distribution de laissez-passer pour l'extérieur de Paris, 930; Avis concernant les bals publics, mascarades et promenades de la mi-carême, 1004; Arrêté relatif aux permis de circulation (app.), 606; Aux drapeaux étrangers arborés sur les maisons (app.), 634.

Préliminaires de la paix

Conclusion de l'armistice

Déclaration de la commission municipale de Toulouse relative aux conditions de paix, 807; Ordre du jour du général Lebou, 811; Proclamation du sous-préfet de Besune, 813; Adresse du conseil municipal de Saint-Etienne au citoyen Gambetta, 814; Dépêche de l'empereur Guillaume à l'impératrice-reine, 815; Convention entre M. de Bismarck et M. Jules Favre, 816, 817, 818; Circulaire du préfet de Seine-et-Marne, 822; Dépêche télégraphique du maire de Lyon au conseil municipal, 823; Proclamation de M. Gambetta, 824, 825; Proclamation du sous-préfet de Besune, 830.

Proclamation de la République

A Paris, 1; à Versailles, 3; à Saint-Denis, 4; à Grenoble, 5; à Caen (app.), 606.

Proclamations militaires, avis et arrêtés

Proclamation du général de Bellemare aux habitants de Saint-Denis, 30; Sur la panique du 16 septembre, 57; Proclamation aux Vendéens, Guerre de l'indépendance, 133; Logement des troupes à Lyon, 237; Ordre de l'amiral commandant le 6^e secteur, 324; Arrêté du général Bressolles concernant l'évacuation de la Saône et de ses affluents, 433; Proclamation du général Duerot à la 2^e armée, 511; L'amiral La Roncière le Noury aux troupes du corps d'armée de Saint-Denis, 524; Arrêté de l'amiral La Roncière le Noury relatif à la fermeture des lieux publics, 574; Il est interdit de faire usage d'armes à feu dans la ville, 574; Ordre du général Laporte déclarant le département de la Manche en état de guerre, 582; Proclamation du général Crouzat aux habitants de Lyon, 620; Protestation du général Chanzy au commandant prussien, à Vendôme, 656; Le colonel des mobilisés de la Mayenne au préfet, 790; Proclamation du général de Chazotte (app.), 661.

Proclamations, avis, arrêtés des préfets et sous-préfets.

Aisne : Proclamation du préfet, 526; Calvados.

Proclamation du sous-préfet de Vire, 229; Adieux du sous-préfet de Vire aux citoyens de l'arrondissement, 542; Le préfet aux habitants du Calvados, 590; Côte-d'Or : Proclamation du sous-préfet de Beaune relative aux réquisitions, 462; Modèle de réquisition allemande, 462; Proclamation du sous-préfet de Beaune aux habitants, 617; Appel du sous-préfet de Beaune aux hommes ayant servi dans l'artillerie, 726; Le préfet de la Côte-d'Or demande le dépôt des armes à la mairie, 792; Girondo : Arrêté du préfet maintenant les conseils municipaux et les commissions municipales, 160; Proclamation du préfet relative à la publication des fausses nouvelles, 187; Proclamations du préfet, 210, 555, 567; Adieux du préfet aux habitants, 528; Haute-Garonne : Arrêté du préfet, 313; Arrêté du préfet concernant les magistrats qui ont siégé dans les commissions mixtes, 340; Haute-Loire : Révocation d'un maire indigne, 747; Ille-et-Vilaine : Proclamation du sous préfet de Saint-Malo, 61; Loir-et-Cher : Proclamation du préfet aux habitants, 1001; Loire : Proclamations du préfet aux habitants, 26, 170, 238; Arrêté du préfet concernant l'inventaire des fusils de guerre ou de chasse, 101; Arrêté du préfet concernant les hommes de 20 à 25 ans, 408; Proclamation du préfet aux Parisiens. Organisation d'une ébénagerie républicaine, 256; Elections pour la nomination d'une commune révolutionnaire à Saint-Etienne, 305; Avis du préfet concernant la formation des cadres d'officiers, 359; Arrêté du préfet concernant les ouvriers travaillant à l'armement, 598; Le préfet aux agents de Saint-Etienne, 619; Proclamation du préfet relative aux élections, 698; Mayennais : Le préfet aux ouvriers, 416; Aux instituteurs (app.), 631; Arrêté du préfet concernant la lecture du *Bulletin de la République*, 423; Avis du préfet, 466; Le préfet, appel aux dames, 497; Adjudication de peaux de biques à Laval, 528; Avis du préfet aux gardes nationaux, aux maires et aux commissions municipales, 793; Nord : Avis relatif au transport gratuit par la Compagnie du chemin de fer du Nord d'objets et denrées envoyés à Paris à titre de don patriotique, 812; Le préfet aux habitants, en portant à leur connaissance la donation de M. Gambetta, 848; Orne : Proclamation du préfet, aux habitants d'Alençon, 719; Proclamation du préfet, à l'armée d'Alençon, 777; Pas-de-Calais : Proclamation du préfet, aux habitants d'Arras, 602; Arrêté au sujet des bons de circulation (app.), 613; Circulaire relative à la reddition de Metz (app.), 647; Dispositions pour la défense d'Arras (app.), 662; Arrêté du préfet au sujet de la réintégration des armes (app.), 668; Rhône : Achat de chevaux pour l'artillerie et la cavalerie à Lyon, 196; Mise en état de défense de la ville de Lyon, 229; Mise en état de guerre des départements compris dans la 8^e division militaire, 366; Arrêté du préfet relatif aux provisions qui doit faire chaque habitant, 390; Proclamation du préfet, 253; Commission départementale à Lyon, 297; Interdiction des réunions publiques et des manifestations à Lyon, 611; Appel à l'activité des hommes ayant servi dans la cavalerie, à Lyon, 616; Arrêté du préfet concernant l'appel à l'activité des hommes ayant servi dans l'infanterie, le génie, etc., 726; Avis de la commission des effets d'habillement et de campement 786; Serbie : Expéditions de denrées à l'ennemi, 189; Proclamation du préfet aux maires, 208;

Proclamation du préfet, 358; Seine-inférieure : Le préfet, l'administration et le conseil municipal de Rouen à leurs concitoyens, 541; Le sous-préfet aux citoyens du Havre, 581, (app.), 564; Seine-et-Marne : Proclamation du préfet aux habitants, 82.

Appendice.

Proclamation du sous-préfet de La Rôlle, 393; du préfet de Seine-et-Oise, 593; de M. Alapetite, à Cierbourg, 598; de M. Debaux, aux Anclays, 599; de M. d'Amécourt, à Dijon, 601; du sous-préfet de Neufchâteau, 609; de M. Bertholon, aux habitants de Saint-Etienne, 612; de M. Testelin, à Lille, 619; de M. Fieau, aux habitants de l'Eure, 622; de M. Hamel, aux habitants de l'arrondissement du Havre, 623; de M. de la Forge, aux habitants de Saint-Quentin, 625; de M. Lamarie, aux habitants de Montdidier, 627; de M. Esquiro, à la garde nationale de Marseille, 630; de M. Bonchard, aux gardes nationaux de Beaune, 631; Chaillemet-Lacour (M.), préfet du Rhône : Arrêt de révocation des maires, 621; sa proclamation du 11 septembre, 603; son arrêté pour l'incorporation des frères de la doctrine chrétienne, 615; Proclamation aux habitants de Lyon, 621; au sujet de l'arrestation du général Mazure, 624, 649; aux gardes nationaux, 642, 652.

Proclamations des maires.

Actes et arrêtés.

Paris. III^e arr^t. : Avis relatif au recensement, 156; La municipalité maintient dans les services qu'ils ont organisés les citoyens dont elle donne les noms, 305; Interdiction des jeux de hasard, 621; Arrêté relatif à la distribution de nouvelles cartes d'alimentation et à la fermeture des fourneaux, 1000; IV^e arr^t. : Proclamation du maire aux habitants, 83; V^e arr^t. : Avis important aux propriétaires et aux locataires. Terme d'octobre, 148; VI^e arr^t. : Nomination des maires et adjoints, 201; Distribution de coke aux blanchisseuses, 602; IX^e arr^t. : proclamation (app.), 608, 618; Avis au sujet de l'armement (app.), 617; XI^e arr^t. : Proclamation du maire, 536, 1157; Avis du maire relatif à l'emploi du pain pour la nourriture des chevaux, 213; La municipalité décide que les noms des gardes nationaux morts glorieusement pendant le siège seront gravés sur une plaque de marbre exposée dans un endroit apparent de la mairie, 986; XIII^e arr^t. : Adieux de M. Pérolet, maire, aux habitants, 962, 963; Proclamation des adjoints, 977 (app.), 618; Avis de la municipalité concernant la destruction des baraquements du boulevard de Filoplat, 1001; XIV^e arr^t. : Proclamation du maire au sujet des nouvelles militaires, 22; Avis relatifs aux écoles laïques et au recensement, 127; l' proclamation de la municipalité en prenant possession de la mairie, 212; Paiement des bons de toute nature, 219; Abus des armes à feu, 469; Avis relatif au subside accordé aux femmes des gardes nationaux, 540; Avis du maire relatif aux quêtes à domicile, 618; La municipalité ne recevra pas le 4^e janvier, 664; La municipalité donne sa démission, 946; XVI^e arr^t. : Proclamation du maire, 187; XVII^e arr^t. : Une plaque commémorative sera érigée dans la mairie, elle portera les noms des citoyens de l'arrondissement morts pour la patrie, 648; XVIII^e arr^t. : Proclamation de la municipalité, 100; XX^e arr^t. : La commission administrative provisoire déclare qu'elle se retire, 945.

Maires de province.

Albi : Proclamation de la Commission administrative (app.), 402; Amiens : Le maire aux habitants, 513; Arras : Avis de la commission municipale exécutive aux habitants, 552; Beauvais : Avis au sujet des approvisionnements (app.), 622; Caen : Proclamation du maire (app.), 604; Appel au patriotisme, (app.), 624, 636; Cambrai : Arrêté du maire au sujet des cabarets (app.), 611; Dieppe : Avis aux contribuables, 960; Gentilly : Proclamation du maire 1008; Grenoble : Adresse du conseil municipal (app.), 592, 612; Laval : Avis du maire relatif au camp de Conlie, 256; Lyon : Chantiers, 160, 235, 554, 568, 568; Suppression de l'enseignement congréganiste, 164; Impôt de 25 centimes par 100 francs de capital sur les valeurs mobilières et immobilières, 124; Entrepôts gratuits, 189, 452; Service des approvisionnements, 262, 417, 422; Avis aux travailleurs, 377; Avis du maire aux possesseurs de sabres d'officiers; 483; Travaux de défense, 537; Proclamation des adjoints au sujet des désordres de février, 811; Arrêté du maire relatif au denil de la ville, 982; Melun : Avis du maire relatif à la distribution des vivres aux prisonniers de guerre, 578; Avis relatif aux grades nationaux et aux Régiments (app.), 601; défection du conseil municipal (app.), 653; Orléans : Avis du maire relatif aux armes de guerre et de chasse, 557; Rouen : Le maire aux ouvriers des ateliers communaux, 189; L'administration et le conseil municipal aux gardes nationaux, 511; Avis du maire relatif à la libre circulation des approvisionnements, 561; Avis du maire aux ouvriers sans travail, 601; Saint-Denis : Proclamation du maire aux habitants 22; Bulletin de la municipalité n° 1, 412, 413; Vente de peaux de chevaux, 657; Saint-Etienne : Proclamation du maire, 1074; Proclamation du conseil municipal (app.), 290; Proclamation de M. Boudarel en prenant possession, 658; Toulon : Arrêté du maire, le boulevard Louis Napoléon prend le nom de boulevard de Strasbourg, 50; Proclamation du maire aux habitants, 601; Toulouse : Proclamation du maire, 319; Arrêté du maire concernant les établissements publics, 579; Versailles : proclamation du conseil municipal (app.), 589.

Publications diverses

La Patrie en danger, 15; Edition populaire des papiers et correspondance de la famille impériale, 672; Mise en vente du catéchisme républicain, 806; La République des travailleurs, 823; La Comédie patriotique, 910; Le Bien public, 984; L'homme, 984; Le vrai Père Duchêne, 985; Le Père Duchêne, 308; La Bouche de fer., 5021; La Fédération républicaine de la garde nationale, organe du comité central, 1062; Le Cri du Peuple, 1010; Télégraphie privée; Protestation de la presse contre le décret du 31 janvier (app.), 666.

R

Rapports militaires à Paris

Rapports : du 6 septembre 1870, 10, 11, 19; du 8 septembre, 29; du 11 septembre, 11; du 12 septembre, 81; du 12 septembre, 74; du 20 septembre, 231; du 15 octobre, 204; du 14 octobre, 204; du 29 novembre, 530; du 20 no-

vembre, 822; du 30 novembre, 833; du 1^{er} décembre, 520; du 2 décembre, 529; du 2 décembre, 532; du 3 décembre, 533; du 3 décembre, 534; du 4 décembre, 548; du 21 décembre, 614; du 31 décembre, 618; du 23 décembre, 653; du 20 janvier 1871, 784; du 8 septembre (app.), 584; du 12 septembre (app.), 602.

Rapports militaires en province

Rapports : Grande victoire des Français, nouvelle du 21 septembre 1870 (app.), 620; du 22 septembre, 561; Succès des mobiles de la Somme, 27 septembre, (app.), 631; du 30 septembre, 428; du 2 octobre, 133; du 6 octobre, 133; du 7 et 8 octobre, 155, 165; app., 640, 4645; du 9 octobre, 172; du 9 octobre, 176; du 12 octobre, 514; du 13 octobre, 194; du 13 octobre, 262; du 14 octobre, 210; du 14 octobre, 228; du 20 octobre, 238; du 20 octobre, 240; du 22 octobre, 280; du 24 octobre, 260; du 25 octobre, 270; du 29 octobre, 292; du 31 octobre, 303; du 1^{er} novembre, 316; du 3 novembre, 352; du 4 novembre, 362; du 5 novembre, 365; du 5 novembre, 368; du 5 novembre, 370; du 5 novembre, 372; du 7 novembre, 381; du 11 novembre, 406; du 11 novembre, 426; du 20 novembre, 462; du 20 novembre, 539; du 1^{er} décembre, 530, 531; du 3 décembre, 534; du 5 décembre, 519, 550; du 19 décembre, 572; du 19 décembre, 580; du 14 décembre, 591; du 14 décembre, 605; du 24 décembre, 622; du 16 décembre, 628; du 18 décembre, 638; du 21 décembre, 653; du 23 décembre, 636; du 25 décembre, 720, 721; du 3 janvier 1871, 695; du 4 janvier, 720, 721; Sans date, 720, 721; du 11 janvier, 722; du 11 janvier, 723; du 17 janvier, 784; du 20 janvier, 782; du 7 septembre (app.), 604.

Reddition de Metz.

Dépêche du baron de Tann, 280; Proclamation du maire de Lyon, 214; Le conseil municipal de Toulon aux citoyens Gambetta, Crémieux et Gladstone, 329; Proclamation du gouvernement de la Défense nationale, 306; Proclamation de la Délégation de Tours au peuple français, 301; Résolution suprême, 303; Proclamation de M. Gambetta à Parme, 304; Déclaration de la municipalité du V^e arr^t, 308; Déclaration de la municipalité du V^e arr^t, 309; Protestation de la municipalité du V^e arr^t, 318; Circulaire de M. Testelin (app.), 657.

Réorganisation du travail à Paris.

Appel aux travailleurs dans le VII^e arr^t, 961; Réorganisation du travail dans le 1^{er} arr^t, 961; Courage mes amis, à l'ouvrage, appel au travail de M. Blanc-Quennoy, 965; Reprise du travail dans le XV^e arr^t, 969.

S

Secours aux Armées.

Souscription organisée par M^{me} Amiel Crémieux, 148; Proclamation du gouvernement, secours et soins aux blessés, 612; Demande de bas, de gants fourrés et de peaux dans le XIV^e arr^t, 644; Demande de secours dans le XVIII^e arr^t, 666; Société de prévoyance. Appel à la population de Paris, 671; Demande de secours dans le XIII^e arr^t, 672.

Secours aux habitants.

Société de Solidarité du VI^e arr^t, 34; Aux femmes du VI^e arr^t, 43; Fourneaux économiques, 59; Cantine nationale, 89, 181; Distribution de secours, 266, 293; Bons de secours, 407; Association des dames des 20 arr^t, 516; Avis du maire du XVIII^e arr^t, 548; Proclamation du maire du II^e arr^t, 555; Secours patriotiques à Lyon, 594; Aux dames du VI^e arr^t, 604; Appel au commerce, 605; Vestiaire municipal dans le XIV^e arr^t, 608; Les marchands épiciers du X^e arr^t versent à la Casse municipale la somme qu'ils donnaient comme édenes, 629; Vente au ministère de l'instruction publique, 629; Vente au profit de l'atelier de travail pour les femmes dans le III^e arr^t, 660; Distributeurs divers dans le I^{er} arr^t, 661; Avis des délégués des arrondissements de Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, 682; Quête dans le VI^e arr^t, 707.

Société positiviste.

République occidentale. Ordre et progrès. Proclamation de Richard Congrève, 114, 115; Jugement, 146, 147; Adresse de la Société positiviste, 455; Candidatures de Jacoby, Richard Congrève, Pi et Margall, Garibaldi, 887; Candidats du club positiviste, 910.

V

Vaccinations.

Mairie du XIV^e arr^t: Vaccinations gratuites, feux et signaux, tir, etc., 131; Service de la vaccination dans le X^e arr^t, 200; Vaccination dans le X^e arr^t, 509.

Bois de chauffage.

Vente de bois dans le XIV^e arr^t, 682; Vente de bois dans le VI^e arr^t, 690; Le Maire de Paris fait connaître les chantiers de vente, 696; Ouverture de 34 nouveaux chantiers, 734; Avis du maire du II^e arr^t, 738.

Viande de boucherie. Bouchers.

Taxe à dater du 16 septembre, 49; Arrêté pris par le maire du VII^e arr^t, 87; Réglementation de la vente de la viande de boucherie, 101; Avis aux bouchers, 104; Taxe de la viande de porc à partir du 1^{er} octobre, 120; Taxe de la viande de boucherie à partir du 7 octobre, 141; Répartition de

la viande entre les arrondissements, 145; Arrêté concernant les chevaux destinés à l'alimentation, 149; Création des boucheries municipales, 150; Arrêté concernant la viande de cheval à Saint-Denis, 158; Commission du II^e arr^t, 195; Règlement des boucheries municipales du VI^e arr^t, 198; Mise en activité du rationnement (X^e arr^t), 200; Rationnement, avis (X^e arr^t), 209; Liste nominative des bouchers du XII^e arr^t, 224; Service de la boucherie dans le IV^e arr^t, 228; Arrêté concernant la viande de cheval, 241; Rationnement de la viande dans le II^e arr^t, 246; Réduction de la ration de viande dans le IV^e arr^t, 248; Réduction de la ration de viande dans le VIII^e arr^t, 249; Subsidances, 1^{er} arr^t, 251; Viande de boucherie, XIV^e arr^t, 251; Boucherie cuisine et félins, 271; Décision de la municipalité du X^e arr^t, relative au citoyen Bélin, boucher, 272; Rationnement dans le XI^e arr^t, 284; Distribution de la viande, X^e arr^t, 289; Avis relatif aux boucheries dans le II^e arr^t, 337; Roulement des cartes dans le X^e arr^t, 352; Avis, X^e arr^t, 384; Avis, II^e arr^t, 385; Taxe de la viande de mulet, 396; Taxe dans le XI^e arr^t, 403; Achat des chevaux, ânes et mulets, 409; Consigne des gardes chargés du service de la boucherie dans le X^e arr^t, 414; Arrêté du maire du X^e arr^t concernant la surveillance des boucheries, 421; Taxe à partir du 15 novembre, 422; Vente des abats dans le X^e arr^t, 423; Distribution de la viande dans le XIV^e arr^t, 429; Instructions dans le XII^e arr^t, 432; Vente du bœuf et du cheval saisi dans le III^e arr^t, 467; Avis du maire du XX^e arr^t, 476; Avis du maire du XI^e arr^t, 477; Triperies du X^e arr^t, 481; Rationnement dans le II^e arr^t, 505; Fonctionnement des boucheries dans le VI^e arr^t, 612, 613; Ouverture d'une boucherie de cheval à Versailles, 635; Ouverture des boucheries libres dans le IX^e arr^t, 661; Rationnement de la viande, Avis du XI^e arr^t, 730; Triperie dans le XIV^e arr^t, 762; Vente de 4 porcs à Saint-Denis, 783; L'interdiction de vente des animaux du boucherie est levée, 932; Les boucheries municipales sont supprimées dans le X^e arr^t, 952; *Idem* dans le VI^e arr^t, 953; Vente en gros des viandes abattues à l'abattoir de La Villette, 957; Venues à la criée des viandes abattues aux abattoirs généraux de La Villette, 1007; Arrêté du maire de Paris concernant ces venues, 1007; Le maire aux habitants du XII^e arr^t au sujet du rationnement de la viande, 173; Proclamation de M. Dubouché, maire du XIX^e arr^t, relativement au service de la boucherie, 485.

FIN DE LA TABLE.